LA REVUE DE PARIS

LA

REVUE DE PARIS



VINGT-SEPTIÈME ANNÉE

TOME PREMIER

Janvier-Février 1920

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1920



POUR DON CARLOS

« La nature m'a privé de cette sorte de folie sublime. »

STENDHAL

I

OLIVIER DE PRÉNESTE

Il était un peu plus de six heures et demie quand le train parlementaire entra en gare. Immédiatement, le quai fut plein d'une foule noire, uniformément coiffée de chapeaux hauts de forme. Dans l'Assemblée issue de la consultation nationale de 1871, les divergences d'opinion n'étaient pas encore signalées par des différences d'habillement.

Cette foule digne et sombre s'achemina vers la sortie. Sur le seuil, il y eut un remous. Une averse fouettait la nuit. Les représentants s'étaient arrêtés devant l'ondée. Les moins favorisés, en maugréant, ouvraient leurs parapluies.

Dans la cour de la gare Saint-Lazare, une cinquantaine de voitures attendaient les autres. Les lanternes se doublaient sur le pavé trempé.

Des appels s'entre-croisèrent :

— Le coupé de monsieur le comte de Cazenove de Pradines.

— Le landau de monsieur le duc de Broglie.

— La voiture de monsieur Pouyer-Quertier.

Une voix grêle appela :

— La calèche de monsieur le ministre de l'Intérieur.

Deux ombres se détachèrent. Elles allèrent au-devant d'un attelage qui virait dans la cour. La portière s'ouvrit, le marchepied s'abaissa.

— Place Beauvau, aussi vite que possible.

La voiture partit au grand trot.

Il y eut un moment de silence. Les réverbères, au passage, éclairaient la figure rude et volontaire de M. Buffet et brillaient sur le large portefeuille de maroquin que son chef adjoint de cabinet, M. Prétavoine, tenait sur ses genoux. Le visage de M. Prétavoine était de ceux qui sont faits pour rester dans l'ombre. Il y restait.

— Vous vous souvenez exactement de ma conversation de tout à l'heure avec monsieur Dufaure? — demanda M. Buffet.

— Oui, monsieur le ministre.

— Bien. Vous allez écrire au préfet de l'Orne, je signerai la lettre à sept heures et demie. Un exprès la portera à la gare. Suppression du journal dont il s'agit : *le Progrès d'Alençon*, je crois?

— *Le Progrès d'Alençon*. Faut-il motiver, monsieur le ministre?

— Ne motivez pas.

M. Buffet ajouta :

— Je dîne chez le comte de Bagneux. Si des télégrammes parviennent concernant l'affaire de Saint-Étienne, donnez l'ordre à la permanence qu'on me les porte chez lui, jusqu'à onze heures.

La voiture doublait l'angle de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Elle s'engagea dans la grande cour.

M. Buffet gravit prestement les marches du perron. Il prit un couloir détourné pour éviter dans l'antichambre des importuns probables. Sur le seuil de son cabinet, il dit encore à M. Prétavoine :

— A sept heures et demie, la lettre pour le préfet de l'Orne.

Son regard alla d'abord à son bureau. Deux jours de débats à Versailles, deux jours de travail en retard. Les chemises de la signature s'empilaient d'un côté ; de l'autre, les dossiers

à l'étude, les affaires signalées. Sur une petite table, un amoncellement de journaux sabrés de coups de crayons rouges et bleus.

Les grands lustres, à l'infini, jouaient et se multipliaient dans les glaces. Aux murs, les Gobelins étaient dans l'ombre. Seule, une tapisserie, à gauche du bureau du ministre, s'éclairait violemment. Une seconde, M. Buffet la regarda : *Héliodore chassé du Temple...*

Il haussa ses robustes épaules, jeta son pardessus sur un canapé et s'assit à sa table avec le soupir de soulagement de l'homme qui, retardé par des soucis indignes, va pouvoir enfin travailler... Mais, au même instant, un voile d'humeur passa sur son visage. Il venait d'apercevoir, bien en évidence, deux cartes de visite.

Il sonna. Un prodigieux huissier à chaîne parut.

— Ces messieurs sont-ils encore là?

— Ils sont là, monsieur le ministre.

— Renvoyez-les. J'ai du travail.

— Monsieur le ministre, ils ont une lettre d'audience de votre Excellence.

M. Buffet eut un geste excédé. Il prit les cartes, lut les noms. Ses traits se détendireut un peu au premier, se rembrunirent à l'autre.

— C'est bon ! je les recevrai. Vous ferez entrer quand je sonnerai ; d'abord monsieur de Préneste.

— Monsieur le ministre, — hasarda l'huissier, — monsieur le député Barodet était là un bon quart d'heure avant monsieur de Préneste. Il a ajouté qu'il était pressé...

Les yeux de M. Buffet foudroyèrent l'homme à chaîne.

— Monsieur de Préneste d'abord, ai-je dit. Quand je sonnerai.

Le secrétariat de M. Buffet était tenu de façon irréprochable. Il trouva sans difficulté les dossiers qui correspondaient aux deux audiences.

Il parcourut rapidement le premier, sonna.

Précédé par l'huissier, M. de Préneste entra.

Le ministre s'était levé et était allé à la rencontre de son visiteur.

— Je suis heureux, monsieur, de vous connaître, — dit-il, après l'avoir fait asseoir. — Je le serai davantage, si je peux répondre à ce que vous attendez de moi. Vous portez un nom illustre...

M. de Préneste s'inclina.

— Un nom illustre, — accentua M. Buffet. — En outre, vous m'êtes recommandé par monsieur René Goblet...

M. de Préneste s'inclina encore.

— Par monsieur René Goblet, — répéta M. Buffet avec une insistance interrogatrice...

— Je n'ai pas l'honneur de connaître personnellement monsieur Goblet, mais c'est un ami de la duchesse de Mercœur, dont je dois épouser la fille, — crut bon d'expliquer M. de Préneste.

« Et madame de Mercœur est née Grattecap, pensa le ministre, je comprends à présent... »

Et il se lança immédiatement dans les généralités.

— Nous vivons une assez vilaine époque, monsieur ; je peux beaucoup pour le mal, à peu près rien pour le bien. Telles sont les vertus d'un régime dont je suis l'un des premiers magistrats. Demandez, cependant. Vous pouvez être assuré que je ferai de mon mieux pour vous êtes agréable.

Ce disant, il regardait fixement son interlocuteur. Il ne mentait pas. Une grande sympathie adoucissait son dur regard.

M. de Préneste parla.

— Monsieur, — dit-il avec une extrême simplicité, — je vous remercie de votre accueil. Vous m'excuserez si je mets une certaine maladresse à m'exprimer. Mais c'est la première fois que je sollicite quelque chose.

Les yeux de M. Buffet dirent : je sais.

— Je présume que monsieur Goblet a dû indiquer dans sa lettre d'introductlon le motif de ma visite?

M. Buffet inclina la tête.

— Eh bien, monsieur, qu'ai-je à ajouter? J'avais quelque fortune, je n'ai plus rien. Je serai heureux d'obtenir un poste quelconque, un poste où je pourrai servir mon pays modestement ; un poste cependant qui me permette de ne pas trop déchoir du rang que le nom que je porte, et auquel vous avez

eu la bienveillance de faire allusion, me fait un devoir de conserver.

De son crayon, M. Buffet traçait sur une feuille de papier blanc de larges hachures. Il releva la tête.

— Quel âge avez-vous? — demanda-t-il très doucement.

— Trente-deux ans.

— Avez-vous des titres universitaires?

— Je suis bachelier, — répondit tranquillement le jeune homme.

— Parlez-vous une langue étrangère?

— Aucune.

M. Buffet eut un geste de découragement.

— Cher monsieur, — dit-il, — vous ne pouvez méconnaître mon désir de vous être utile. Mais enfin, il faut voir les choses comme elles sont. Vous êtes d'accord avec moi pour admettre que vous ne pouvez accepter le premier emploi venu. J'entrevoyais pour vous deux choses : ou un poste de secrétaire d'ambassade ; monsieur Decazes se serait fait un plaisir... Mais vous ne parlez aucune langue.

Docilement, M. de Préneste répéta :

— Je ne parle aucune langue.

— ... Ou une nomination au Conseil d'État. Mais vous n'êtes pas licencié en droit.

M. de Préneste reconnut :

— Je ne suis pas licencié en droit.

M. Buffet se renversa dans son fauteuil.

— Alors? Je ne vois pas bien...

y eut un moment de silence. Le ministre répéta :

— Je ne vois pas...

Toujours avec le même calme, M. de Préneste prit la parole.

— Les objections que vous me faites, monsieur, ont déjà été présentées à madame de Mercœur par monsieur Goblet. Il a cherché avec elle. Ils ont conclu qu'un seul poste, vu mon insuffisance de titres, pouvait être brigué par moi...

— Et ce poste est?

— Un poste de sous-préfet, monsieur.

M. Buffet avait bondi.

— Un poste de sous-préfet !

— Et c'est pour cela que monsieur Goblet m'a adressé à vous, de qui dépend la nomination que je sollicite, — acheva posément M. de Préneste.

Le ministre s'était levé et marchait de long en large. On eût dit que M. de Préneste s'était acquitté d'une commission qui ne l'intéressait pas, qui l'importunait même. Avec un détachement parfait, il laissait ses yeux errer sur la partie noire du cabinet, où les grandes figures des tapisseries transparaissaient vaguement dans l'ombre.

M. Buffet revint à son fauteuil et s'y laissa tomber. Une sorte d'indignation le secouait.

— Un poste de sous-préfet, — répéta-t-il.

— Je n'ai aucun titre, — dit, avec sa douceur désarmante, M. de Préneste.

— Aucun titre, sans doute, — rétorqua le ministre, — mais vous avez un nom, monsieur.

L'intéressé eut un geste vague et charmant.

— J'ai aussi besoin de gagner ma vie, — murmura-t-il.

M. Buffet, sur sa table, remuait des papiers. Il prit la lettre de M. Goblet. Il la relut.

— C'est entendu, je sais. Mais enfin, cher monsieur, excusez mon indiscrétion, je suis bien forcé de vous parler ainsi : vous n'êtes pas sans ressources !

— Je n'ai aucune fortune, — dit négligemment M. de Préneste.

— De votre chef, non. Mais dans quelque temps, il n'en sera plus ainsi. Vous êtes fiancé. Mademoiselle de Mercœur est riche.

Les paupières du jeune homme battirent. Pour le première fois, il sembla se départir de sa placidité. Une légère rougeur passa même sur son visage.

— Excusez-moi, — répéta M. Buffet.

— Monsieur, — répondit M. de Préneste, qui avait repris tout son calme, — il est vrai que ma fiancée a de la fortune. Il est vrai aussi qu'une des conditions mises à notre union est que je serai pourvu moi-même d'une situation. Pardonnez-moi de vous mettre au courant de ces détails, mais il faut bien que je justifie mon insistance. Je suis d'ailleurs heureux de vous témoigner, par une confidence de cette sorte, ma

gratitude pour un accueil dont je resterai, quoi qu'il arrive, particulièrement touché.

Le ministre vint vers le jeune homme. Il lui prit les mains.

— Avez-vous pensé au juste à ce que vous me demandez? — dit-il.

Il poursuivit :

— J'ignore tout de vous. Je ne connais que votre nom, que l'histoire de votre famille. Votre aïeul, le duc François de Préneste, était au banquet des gardes du corps, où l'on foula aux pieds la cocarde tricolore. Votre grand-père, chambellan du roi Charles X, fut un des derniers fidèles d'Holyrood. Et c'est vous qui voulez, aujourd'hui, entrer dans la carrière préfectorale?

— J'y compte peu de relations, sans doute, — repartit, avec sa dignité calme, M. de Préneste. — Assez, cependant, pour savoir que monsieur de Villars est sous-préfet à Argelès, que monsieur de Brimont est à Cosne, que monsieur de Chanaleilles est à la Flèche...

— Ce n'est pas moi qui ai nommé ces messieurs, — gronda M. Buffet.

— Je sais aussi que le maréchal est président d'un État dont vous êtes ministre, — acheva M. de Préneste.

— Vous êtes un enfant, — s'exclama M. Buffet, piqué au vif. — Le maréchal ! Moi ! Où serons-nous demain, je vous le demande? Dans quelles nuées vivez-vous donc? Si vous voulez entrer dans les préfectures, je me figure que ce n'est pas pour avoir un habit d'argent, faire trois petits tours, et puis vous en aller. C'est avec l'espoir d'y faire une carrière... Une carrière! Monsieur Olivier de Préneste, sous-préfet ! Car vous ne pensez pas, je suppose, qu'on va, d'emblée, vous nommer préfet de la Seine?

— Je ne demande qu'une sous-préfecture de troisième classe, — dit M. de Préneste.

— Et moi, monsieur, — éclata M. Buffet, — je ne vous nommerai jamais à une troisième classe. Si le descendant des ducs de Préneste s'obstine dans une idée ridicule, je le nommerai à une seconde, ou pas du tout !... Mais réfléchissez encore, mon enfant. A l'heure actuelle, je suis là, c'est entendu. Mais demain... Tenez, il y a dans l'antichambre un abominable

imbécile. Il s'appelle monsieur Barodet. Il a battu monsieur de Rémusat aux élections du quatrième arrondissement. Il est, devant le suffrage universel, devant la loi, l'égal du duc de Broglie, l'égal de monsieur de Baragnon, l'égal de monseigneur Dupanloup, mon égal... aujourd'hui ! Demain, qu'il y ait à l'Assemblée une majorité déterminée par un Barodet semblable, et ce Barodet-là, qui est arrivé avant vous, et que je ne recevrai qu'après, au lieu d'être dans l'antichambre, à exciter la commisération méprisante des huissiers, sera ici, à ma place, dans mon fauteuil, ministre !... Et c'est lui qui vous convoquera, et c'est lui qui vous recevra, vous donnera des ordres...

— J'aurai toujours la ressource de me refuser à les exécuter, — répondit M. de Préneste.

— Vous serez révoqué !

— Je serai révoqué, sans doute. Je serai alors dans la situation où je me trouve aujourd'hui. Je n'ai peut-être qu'une chance, monsieur, voulez-vous me mettre à même de la courir?

— Il n'y a pas de poste libre, — répondit brutalement M. Buffet.

M. de Préneste se leva avec un sourire.

— Dans ces conditions, il ne me reste, monsieur, qu'à m'excuser et qu'à vous remercier...

D'un geste brusque, le ministre lui fit signe de se rasseoir. Un huissier venait d'entrer dans le cabinet.

— Qu'y a-t-il encore? — fit M. Buffet, furieux.

— Monsieur le directeur de l'administration départementale et communale sollicite l'honneur d'être introduit immédiatement auprès de monsieur le ministre.

— Monsieur Durangel, à cette heure, à Paris !

— Il vient d'arriver de Versailles ; sa voiture est dans la cour.

— Faites entrer, — fit M. Buffet avec agitation. — Restez, je vous en prie, monsieur, — dit-il à M. de Préneste qui s'était levé.

M. Durangel, directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur, conseiller d'État en service extraordinaire, avait à la main une dépêche. Le ministre s'en empara.

— Quelque chose de grave?

— D'assez grave, — dit M. Durangel. — Cette information, monsieur le ministre, m'est parvenue après votre départ de Versailles. J'ai tenu à venir immédiatement vous la communiquer et prendre vos ordres.

M. Buffet lisait. Discrètement, M. de Préneste s'était écarté. Il regardait, non sans curiosité, le front plissé du ministre. Puis ses yeux s'en détachèrent et allèrent vers la tapisserie, où il s'amusa à compter les personnages qui assistaient à la mésaventure d'Héliodore...

M. Buffet poussa une exclamation sourde.

— Il ne manquait plus que cela ! Et qu'avez-vous fait?

— Rien encore, monsieur le ministre. J'ai préféré attendre vos ordres.

— Il faut immédiatement préparer un arrêté révoquant monsieur Laplace-Leduc et télégraphier au préfet des Basses-Pyrénées de venir à Versailles me fournir les explications nécessaires. Télégramme chiffré. Demain, à dix heures, je porterai la chose à la connaissance du conseil des ministres, Pourvu que je ne sois pas devancé par la presse ! Je préviendrai moi-même le ministre des Affaires étrangères, qui ne va pas tarder à recevoir une nouvelle demande d'explications de l'ambassadeur d'Espagne. Trois fois en un mois !...

Et M. Buffet frappa violemment sur la table.

— En tout cas, — reprit-il, — que l'arrêté révoquant monsieur Laplace-Leduc paraisse dès demain au *Journal officiel.*

— N'y aurait-il pas intérêt, monsieur le ministre, à ce que l'arrêté nommant son successeur parût en même temps?

La réponse de M. Buffet ne parvint qu'indistinctement aux oreilles de M. de Préneste. Petit à petit, il s'était rapproché de la tapisserie. Le compte des personnages ne l'intéressait plus. Il contemplait maintenant les robes des anges persécuteurs d'Héliodore. L'une était d'une admirable teinte pourpre. L'autre semblait d'un vert d'eau très effacé.

Le ministre et M. Durangel s'entretenaient à voix basse. M. de Préneste était à cent lieues de leur conversation. Soudain, il tressaillit.

M. Buffet venait de le saisir par le bras.

— Est-ce que vous persistez dans votre intention?

— Mais oui, sans doute, — répondit M. de Préneste.

Il avait failli demander : dans laquelle?

M. Durangel le regardait avec insistance.

— Eh bien, soyez heureux; un poste de sous-préfet se trouve libre, — dit M. Buffet.

Il ajouta, le dévisageant fixement :

— Celui de Villeléon.

— Basses-Pyrénées, — murmura poliment M. de Préneste.

— Ce poste vous convient-il?

— Je ne connais pas les Basses-Pyrénées, et je n'y ai pas de relations, — dit le jeune homme, — mais le pays est beau, et je...

Le regard de M. Durangel parut se charger d'inquiétude.

— C'est un poste de seconde, — interrompit M. Buffet. — Son titulaire, monsieur Laplace-Leduc, vient de se rendre coupable d'un grave manquement professionnel. Il était à Biarritz, en train de faire tout autre chose que de l'administration, quand un télégramme de la plus haute importance est parvenu à Villeléon. Ce télégramme est resté deux jours non décacheté. D'où des complications dont je vous épargne pour l'instant le détail, mais dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles me vaudront une interpellation de la gauche à l'assemblée, et au duc Decazes une protestation de l'ambassadeur d'Espagne.

— Croyez que je suis le premier à déplorer... — commença M. de Préneste.

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Vous êtes nommé sous-préfet de Villeléon. Demain matin, vous passerez à Versailles, au bureau du personnel du ministère. Vous demanderez monsieur Farcinet, chef du bureau, qui vous remettra ampliation de l'arrêté qui vous nomme. Vous verrez en même temps monsieur Durangel. Après-demain, je vous recevrai et vous présenterai à monsieur de Nadaillac, préfet des Basses-Pyrénées. Nous vous exposerons la situation. Vous rejoindrez votre poste dans la semaine. Au revoir, cher monsieur.

Resté seul avec M. Durangel, le ministre demanda :

— Quelle impression vous produit-il?

— Il m'est difficile, de prime abord...

— Je comprends. Il ne vous paraît pas s'intéresser beaucoup à sa future tâche, mais, — et le ministre eut un large sourire, — il m'est recommandé par monsieur Goblet. Saisissez-vous? Quel effet, quand, demain, dans les couloirs de l'Assemblée, je pourrai dire : le sous-préfet de Villeléon est révoqué, et je viens de nommer à sa place un protégé de monsieur Goblet... C'est l'avortement certain de l'interpellation...

Toute la bonne humeur de M. Buffet était revenue. Il signa la lettre au préfet de l'Orne, que lui apportait M. Prétavoine.

— Sept heures et demie, — dit-il, — c'est entendu, n'est-ce pas? Si un télégramme arrive pour l'affaire de Saint-Étienne, qu'on me le porte chez le comte de Bagneux, 73, rue de Lille, jusqu'à onze heures.

Et il monta rapidement en voiture, tandis que, dans l'antichambre, M. Barodet, résigné, entamait la lecture d'un numéro du *Temps* que lui abandonnait la pitié de l'huissier à chaîne.

II

L'ÉQUERRE ET LE BASILIC

La calèche de M. Buffet passa sur le pont de Solférino. Un quart d'heure plus tard, Olivier de Préneste le franchit à son tour.

Le temps de reprendre dans l'antichambre un petit paquet qu'il avait soigneusement laissé sur une des banquettes rouges, et il avait quitté le ministère. Dehors, il respira. Il sourit. Il était heureux que cette corvée fût terminée. Quant au succès si étrangement rapide de sa démarche, il avait trop peu l'habitude de l'administration et de la politique pour s'en étonner.

Rectangle délimité par les réverbères clignotants, l'emplacement de la Cour des comptes faisait une large et morne tache sombre. Olivier longea les ruines. Derrière les murs,

il entendait, sur d'invisibles herbes folles, des gouttes de pluie tomber.

Il s'arrêta pour fermer son parapluie et mieux assurer son paquet sous le bras. Une vague et délicieuse odeur de forêt mouillée lui vint par une brèche de la muraille. La pensée qu'il faisait à cette minute son apprentissage campagnard le fit sourire de nouveau. Sa destinée commençait à prendre forme. Il en acceptait la perspective avec la meilleure grâce du monde.

« A Villeléon, pensa-t-il, je ferai tous les soirs un tour hors de la ville. Elle ne doit pas être bien grande. »

Il était huit heures quand il arriva chez madame Primatice, où il prenait sa modeste pension. Le restaurant de madame veuve Édouard Primatice occupait le rez-de-chaussée d'une vieille maison de la rue de la Chaise, et ses plus jeunes habitués avaient tous dépassé la cinquantaine. Aussi avait-elle pour Olivier des prévenances de grand'mère. C'était elle, qui, le même jour, l'avait obligé à prendre son parapluie.

— Vous voyez que j'ai bien fait, — cria-t-elle, du plus loin qu'elle l'aperçut. — Vous êtes en retard d'une heure. Heureusement j'ai fait garder votre dîner sur le fourneau ; asseyez-vous vite. Il y a quelque chose que vous aimez.

Elle s'était emparée de son manteau, de son chapeau, du parapluie.

Olivier s'installa et, comme à l'ordinaire, demanda un journal.

— Ils sont en main, — répondit madame Primatice. — Le comte de Cauneilles a *le Monde illustré*, et le commandant Gracieux n'a pas fini *le Temps*. Voilà le *Journal officiel*. Cela vous apprendra à rentrer aussi tard.

Olivier regarda le comte de Cauneilles, petit vieillard rabougri, plongé dans l'étude d'un problème d'échecs. Le commandant Gracieux n'en était encore qu'à la première page du *Temps*.

— Laissez-moi l'*Officiel*, — dit-il avec résignation.

Ce qu'il aimait était un admirable bouillon de poule et un morceau de veau à la casserole. On entendit dans la cuisine le bruit des voix des deux servantes qui commençaient de dîner. Madame Primatice servit elle-même son jeune client, cherchant une occasion d'engager la conversation. La brave

dame était follement curieuse de connaître la raison de son retard.

Olivier termina son potage et ouvrit l'*Officiel*. Il chercha d'abord le programme des spectacles de la soirée. A la Comédie-Française on donnait *le Philosophe sans le savoir* ; à l'Odéon, *la Maîtresse légitime*, et le rideau ne se levait qu'à huit heures. Il songea un instant à aller voir cette pièce, dont le commandant Gracieux lui avait dit le plus grand bien. Puis, il se rappela que madame et mademoiselle de Mercœur l'attendaient le même soir pour connaître le résultat de son entrevue avec le ministre de l'Intérieur, et ce souvenir mit fin à sa velléité.

Distraitement, il feuilleta le journal.

— Ah ! ce monsieur Gambetta, — fit madame Primatice qui lisait derrière lui, — avez-vous vu comme monsieur Buffet lui a rivé son clou pour la réforme électorale?

Olivier sourit. Une seconde il eut la tentation d'éblouir son hôtesse. Puis il se prit en une immense pitié.

« Je mérite mon sort, se dit-il, voilà que je me découvre l'âme la plus basse de fonctionnaire. »

Il feuilletait toujours, machinalement. Son attention se fixa à peine davantage, quand il lut les lignes suivantes, à la partie non officielle du journal :

Espagne. — Madrid. — 25 novembre 1875.

Une dépêche, datée de Pampelune, 24 novembre, annonce que le général Quesada s'est emparé de toutes les redoutes de la Montagne d'Oricain. Douze bataillons carlistes ont été mis en déroute et ont eu beaucoup d'hommes tués ou blessés. Après trois jours de combats consécutifs, Pampelune a été délivré des carlistes. Les habitants ont illuminé et ont acclamé le général Quesada.

— Madame Primatice, — dit Olivier, refermant le journal, — avez-vous un atlas?

Un peu surprise, elle lui en apporta un qui perdait légèrement ses entrailles, l'*Atlas de M. Delamarche, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur hydrographe de la Marine, librairie Grosselin, rue Serpente-Saint-André, 25* (*ancienne rue du Battoir*).

— Il date de 1856, — remarqua avec une moue Olivier de

Préneste. — Mais qu'importe, j'y trouverai bien la distance qui sépare Pampelune de Villeléon.

Il eut une émotion indéfinissable à constater qu'à vol d'oiseau cette distance n'excédait pas quarante kilomètres, et que sa sous-préfecture n'était guère à plus de trois lieues de la frontière d'Espagne.

« Eh ! pensa-t-il, si je mets là-bas à exécution mes projets de promenades nocturnes, je n'aurai pas besoin de coller l'oreille à terre pour entendre le canon... »

Et, comme il l'avait, il n'y avait pas six ans, entendu d'infiniment plus près, à Coulmiers et à Orléans, il continua à ne pas saisir les motifs de l'espèce de malaise où venait de le plonger sa découverte.

Les dames de Mercœur habitaient au 2 de la rue de Tournon. Olivier s'arrêta sous la voûte pour fermer son parapluie. Il regarda la rue déserte, luisante d'eau, le pavé où se reflétait, disque jaune, l'horloge du Luxembourg. Puis il monta sans conviction quatre étages.

— Madame la duchesse prie Monsieur de l'excuser, — dit la femme de chambre. — Elle dîne dehors avec Mademoiselle, mais elles ne tarderont pas à rentrer. Si Monsieur veut bien les attendre..,

Deux lampes laissaient presque dans l'ombre la totalité du salon. Un feu de bois faisait danser les silhouettes des meubles. Olivier alla à la fenêtre. Il revit la rue. L'averse redoublait, de rares passants, comme des rats, surgissaient, longeaient les murs, disparaissaient.

Il revint s'asseoir au milieu de la pièce, et attendit, les yeux fixés sur le feu qui se mourait.

Soudain, une des bûches dégringola avec un bruit sec qui fit tressaillir le jeune homme. Il naquit de cette chute une grande flamme qui éclaira les murs de lueurs dansantes et fugitives. Quelques tableaux sortirent de l'ombre.

Olivier se leva. Il marcha vers celui qui se trouvait le plus près de lui, à sa gauche.

C'était une vieille toile à fond noir, d'où émergeait une blafarde figure de femme. Un Clouet? Un de ses élèves? Olivier n'avait rien dans sa culture qui pût l'aider à cette différen-

ciation. Il regardait l'âpre peinture pour elle-même. Cent fois, dans ce salon, le jour, le soir, il s'était arrêté poliment devant ce portrait de Geneviève de Vendôme, fille du grand Mercœur, le rival de Henri IV, le maître de la Bretagne, le chef de la Ligue, le vainqueur des Osmanlis. Et pourtant, ce soir, il lui semblait qu'il le voyait pour la première fois. Il regardait le profil à la fois doux et dur de la belle ligueuse, les cheveux blonds, l'immense fraise, les longues mains...

La flamme jaune du feu mourait. Il saisit une des lampes et revint vers le tableau. Il en reprit l'examen où il l'avait laissé... Les longues mains...

Les longues mains. La droite tenait une équerre; un des doigts, passé dans le trou de la planchette triangulaire, l'appuyait sur l'accoudoir du prie-Dieu où la belle ancêtre de la fiancée d'Olivier de Préneste était peinte agenouillée. La main gauche, avec des inflexions d'une infinie tendresse, caressait la croupe en scie d'un tortueux petit lézard, qui tendait vers la jeune femme sa langue verte, dardait sur elle ses obscènes petits yeux rubis.

Une banderole, jadis d'ocre pâle, à présent d'un bistre presque noir, se tordait au bas du tableau. Rapprochant la lampe jusqu'à faire toucher son verre à la toile craquelée, Olivier lut ces deux mots, à peine déchiffrables, l'un placé sous l'équerre, l'autre sous le reptile :

Ratio. Aberratio.

Il remit la lampe sur le guéridon. Ce faisant, il heurta un petit cadre. Il le prit dans ses mains ; longuement, il le contempla.

C'était une photographie de sa fiancée. Jamais, jusqu'à cet instant, il n'avait regardé Lucile de Mercœur avec une attention aussi scrutatrice. Son tête-à-tête avec la grande Gabrielle de Vendôme venait de lui ouvrir des horizons nouveaux. Cette maigre et pâle jeune fille, dans sa robe de bal à la mode de l'ordre moral, lui parut soudain un autre être, bizarre et fou, qu'il n'avait jamais soupçonné, qu'il n'avait jamais connu, qu'il ne connaîtrait jamais...

— Bah ! — dit-il à haute voix, — il ne faudrait pas trop oublier que son grand-père maternel s'appelait Grattecap.

Et il eut un ricanement.

Son rire sonna faux dans la demi-obscurité. Obstinément, il essaya de le justifier avec un grand concours de souvenirs avilissants : le père de Lucile, le feu duc de Mercœur, dernier du nom, roulant de degré en degré jusqu'aux plus infâmes bas-fonds, vendant ses biens, trichant au jeu, et trop heureux, pour finir, d'accepter la main de mademoiselle Hortense Grattecap, fille unique de son principal créancier. Et lui-même, ce Grattecap, un des produits les plus parfaits de la pègre financière, sorti on ne savait d'où, enrichi par d'ignobles spéculations, devenu, par des marchés plus que louches, le fournisseur en titre du corps expéditionnaire du Mexique... Avec une âpre jouissance Olivier se remémorait des conversations nocturnes qu'il avait eues, en janvier 1871, sur la Loire, avec un vieux sous-officier, débris obscur de la ridicule épopée. « Entre Puebla et Queretaro, il y a plus de mille tombes de soldats morts pour avoir, dans les jours où on *la crevait*, mordu au biscuit de l'administration, le *biscuit Grattecap*, comme on le nommait... » Mille tombes ! Ah ! ces tombes, au Mexique, de petits Picards, de petits Tourangeaux, de petits Français qui sont partis, un jour, en agitant leurs grands mouchoirs à carreaux. Mademoiselle de Mercœur est riche, disait tout à l'heure ce bon monsieur Buffet. Peut-être ne savait-il pas !... Mais si, certainement, il savait. Quelle honte !

Ce Grattecap ! Pas de plus joli cavalier qu'Olivier de Préneste. Il a, il y a cinq ans, je tiens à le rappeler, fait, sous Orléans, ce qu'on est, dans son monde, convenu d'appeler son devoir, tout naturellement. Il est un merveilleux chasseur de renard, et nul ne sait mieux que lui que lorsqu'un appel de triste sirène retentit dans une forêt de sapins, c'est qu'un coq de bruyère est perché en haut d'un de ces arbres noirs. Il mettrait très bien sa balle, à cinq cents mètres, entre les deux petites cornes d'un chamois arc-bouté sur un rocher. La suite de cette histoire prouvera même, je l'espère, que les nuances les plus fines de l'esprit et du cœur ne lui sont pas absolument étrangères. Mais pour le reste, ah ! pour le reste ! Il ne sait pas très bien distinguer un Clouet d'un Constantin Guys. Il n'est guère plus apte à comprendre le mécanisme de la fortune que son mariage va lui donner. Il ignore à peu

près tout du cours de la rivière. Il subodore vaguement la putréfaction de la source.

Ce Grattecap! Trois millions gagnés, et dans quelles conditions, au service de l'intervention et de Maximilien, il n'y a qu'à les prêter au gouvernement de Benito Juarez; automatiquement, le capital se double. Mille pauvres capotes bleues peuvent bien être enfouies dans la poussière du Zacatécas, sous les aloès géants et les catalpas où les iguanes viennent traîner leur ventre mou. Bazaine est rembarqué. Charlotte est folle. Maximilien pourrit au couvent des Capuchinas. Mais Juarez vit, Juarez est maître, vive Juarez! Juarez spolie le clergé mexicain. Quel meilleur placement que ces vastes terres? Quelques pots de vin judicieusement colloqués, et on les a toujours eues pour le vingtième de leur valeur. Après cela, on peut revenir en France, y prendre le parti du peuple, parler hautement du problème social, stigmatiser Rouher avec Jules Favre et Darimon... Jamais, entre 1868 et 1870, les *idées nouvelles* n'auront eu prôneur plus chaud que Sylvestre Grattecap, beau-père de M. le duc de Mercœur. La Commune a été ingrate, vraiment, lorsqu'elle a brûlé, le 20 mai, rue Saint-Georges, l'hôtel somptueux de cet homme de bien, qui en est mort, à Versailles, deux jours après, d'apoplexie.

Rien, maintenant, dans l'appartement de la rue de Tournon, qui rappelle ce robuste écumeur. Jean, dernier duc de Mercœur, peut bien cependant y être portraituré sept ou huit fois, en hussard bleu, en hussard noir, dans ce superbe uniforme rouge et blanc des cuirassiers de l'Impératrice, et dans cet autre uniforme, vert, à plastron rose, de capitaine de dragons, sous lequel, à Forbach, il a pu racheter, en une seconde d'agonie, toute une vie de stupres. N'importe, c'est partout que le hideux souvenir plane, parmi les mille bibelots trop riches et trop récents. C'est lui qu'Olivier retrouve sur les perles trop grosses du collier de madame de Mercœur, dans ce pastel où s'étale sa beauté plébéienne. C'est lui qu'il recherche, avec une avidité cruelle, dans la photographie de sa fiancée.

Va-t-il l'y découvrir? Et pourquoi, en tout cas, avoir attendu jusqu'à ce soir pour dresser en batterie d'aussi

beaux scrupules? Pourquoi, pourquoi s'en embarrasser, puisque, il le sait bien, il passera outre? Qu'est-ce encore que cette tardive et vaine hypocrisie? De quelque côté qu'on l'envisage, cette union n'est-elle pas d'ailleurs parfaitement assortie : si une Mercœur ne déroge pas à épouser un Préneste, le sous-préfet de Villeléon peut bien sans déchoir épouser la petite-fille de Sylvestre Grattecap! Et puis, n'aime-t-il pas Lucile?

Question bizarre, que, pour la première fois peut-être avec sincérité, se pose Olivier de Préneste. Question ridicule. Tant d'autres questions ont déjà été réglées à propos de ce mariage... On pense bien que celle-là n'a pas été oubliée.

Et Lucile?... Opportunément, la femme de chambre vient d'entrer : ces dames sont en retard. Le feu se comporte-t-il bien? Monsieur n'a-t-il besoin de rien? Elle balaie la cendre. Olivier s'énerve. Il lui tarde maintenant de poursuivre l'examen où il découvre ce soir tant de choses surprenantes. Elle sort, enfin, après avoir changé de place une des lampes.

Dans la glace, sans avoir désormais besoin de se lever ni même de retourner la tête, Olivier aperçoit le portrait de Gabrielle de Vendôme. Une moitié du tableau, celle de l'équerre, est dans l'ombre. Mais le basilic, lui, comme il est violemment éclairé!

M. de Préneste baisse la tête, autant pour ne plus voir le petit monstre que pour revenir à la photographie de Lucile, qu'il a reprise sur le guéridon, dès que la femme de chambre s'est éclipsée. Quelle tristesse, quelle lassitude dans ce regard, mon Dieu! Jamais il ne s'en était aperçu. Et soudain, avec une infinie pitié, il se le demande : la petite fille de Sylvestre Grattecap sait-elle? Elle avait dix-huit ans quand son redoutable grand-père est mort. Elle l'a peu connu, sans doute. Mais au couvent? Que ne peut-on attendre de la cruauté de ces fillettes en troupe! Ce qu'il a appris, lui, un soir, en grand'-garde, sur la Loire, d'un vieux soldat sans venin, des compagnes qui la jalousaient ont bien dû s'arranger pour en informer candidement Lucile.

C'est plus que probable. C'est certain, Mais rien à lire dans ces yeux pâles, sur ce visage à la fois las et fermé. Olivier connaît Lucile moins qu'aux premiers jours!

A l'été de la Saint-Martin, chaque année, les dames de Mercœur ont coutume d'aller passer deux ou trois semaines dans une propriété au bord de la Marne. C'est dans l'église du petit village de Dampmart que, pour la première fois, Olivier de Préneste, un dimanche matin, il y a trois ans, a vu mademoiselle de Mercœur. Ciel d'automne pommelé. Silence tiède et amollissant de la campagne environnante. Quand il pénétra dans l'église, il n'eut aucun mérite à la reconnaître parmi les humbles petites rurales. Il la voyait, elle ne le voyait pas. Maintenant, il se rend compte qu'il ne s'est jamais plus donné depuis la peine de la regarder.

Dans la partie gauche du pauvre sanctuaire, il y a un vitrail qui représente le Christ parmi les docteurs, un Christ dont la tunique, d'un terrible bleu, faisait sur les dalles une large tache outremer. Pendant l'office, Olivier vit cette plaque s'avancer, s'avancer et finir par atteindre mademoiselle de Mercœur. Sous cet éclairage qui faisait cadavériques les autres femmes, Lucile parut soudain étrangement belle. Mais le médiocre soleil d'automne, presque aussitôt, se fondit derrière les vitraux. Les cheveux ne furent plus que blonds, la robe ne fut plus que blanche.

Se rappelant maintenant cette transfiguration, Olivier doute de voir revenir un jour une impression semblable. La vie, telle qu'elle s'ouvre pour la future madame de Préneste, c'est une chapelle aux vitraux de verres blancs, soigneusement dépolis. Tout embrasement inattendu en paraît bien banni. « Ah ! pauvre fille, se dit-il avec une sécurité un peu méprisante, tu ne m'apparaîtras plus jamais dans la lumière bleue. C'est l'équerre qui a tracé notre vie, telle qu'elle paraît bien devoir se dérouler. Le jardin de la sous-préfecture de Villeléon ne doit pas être une forêt de Brocéliande où puisse aisément vagabonder le basilic. »

Il a pourtant de la gêne à sentir que, s'il pense ainsi, c'est peut-être un peu pour se rassurer lui-même. Il vient en effet de s'apercevoir de la ressemblance parfaite qu'il y a entre la main de Lucile et celle de Gabrielle de Vendôme. Eh ! il vaut mieux qu'il en soit ainsi, sans doute, et que le sang des Grattecap y ait mis de la discrétion. C'est entendu. Mais il est inquiétant, néanmoins, de la voir, cette main

gauche, si pareille à celle qui, dans le tableau du vieux Clouet, caresse avec tant d'amour le fantasque petit lézard.

Mais à quoi riment de telles préoccupations? Et qu'y a-t-il de commun entre la hautaine ligueuse qui, à Gisors, mettait en fuite à coups de houssine dix-huit reîtres wurtembergeois, et cette éternelle fatiguée qu'est Lucile de Mercœur? Jamais Olivier ne l'a vue rire. Une fois, seulement, il se rappelle qu'elle a souri. C'était quelques jours après que sa mère lui eût rendu ses comptes de tutelle. Un notaire venait de déposer entre ses mains une énorme somme, produit sans doute de la vente des ténébreuses terres mexicaines, et qu'on allait aussitôt remployer. Olivier n'oubliera jamais la lueur étrange de ses yeux pâles, ni le ton avec lequel, ayant pris sa liasse au bonhomme et l'ayant lancée sur la table, elle a dit : « Ah ! que ne ferait-il avec cela, celui qui aurait un peu d'imagination ! » Madame de Mercœur était mal à son aise. Elle n'aime pas à voir manier l'argent, de même que les fils des assassins n'aiment pas à voir toucher à un revolver. Ah ! celle-là est bien une Grattecap !

A manier lui-même ces souvenirs, Olivier sent, mais trop tard, qu'il a dépassé ses faibles forces. La mère et la fille vont rentrer. Il est extraordinaire qu'elles ne soient pas encore là. Il n'a que le temps de s'enfuir, s'il veut échapper à un entretien, à une confrontation qu'il se sent tout à coup incapable de soutenir. Donner des explications à madame de Mercœur, lui apprendre sa nomination, prendre des décisions, tandis que la silencieuse Lucile disposera la table à thé et les assiettes de biscuits, ces biscuits, association d'idée infâme... les biscuits Grattecap !... Ah ! non, pas ce soir, dans cette ombre désolée... Demain, au grand jour, si l'on veut, quand le soleil aura balayé tous les fantômes que vient si malencontreusement d'évoquer M. de Préneste.

Il s'est levé. Avec cette habileté merveilleuse des velléitaires une fois décidés, il accomplit sans bruit sa retraite ridicule. L'antichambre est sombre et déserte. Il la traverse à pas de loup. La porte du palier est double. La première s'ouvre en silence. Mais la seconde crie atrocement. Qu'importe, il est déjà dans l'escalier, qu'il descend quatre à quatre.

Une exclamation. L'ombre de trois étages le protège. Il lève une seconde la tête pour apercevoir, tout en haut, éclairée par la lampe à abat-jour vert qu'elle tient à bout de bras, la figure stupéfaite de la femme de chambre.

III

LE CLUB DES OSSELETS

Entre les deux tours de l'église Saint-Sulpice, la lune, parmi les nuages balayés par le vent, poursuit sa course immobile. Il ne pleut plus.

« Vais-je rentrer chez moi? » se demanda Olivier de Préneste.

Il n'en a pas envie. Il n'a envie de rien.

Il prend la rue du Vieux-Colombier. Au coin de la rue Madame, il voit, derrière des rideaux, au premier étage d'une maison d'angle, des raies lumineuses.

« Ah ! pense-t-il, c'est jour de réunion des *Chevau-légers.* »

Il va continuer sa route, lorsqu'une pensée lui vient. Le marquis de Franclieu doit être là.

Vieil ami du père d'Olivier, le marquis de Franclieu représente à l'Assemblée le département des Hautes-Pyrénées. Il est un des membres les plus influents de l'extrême droite, les Chevau-légers, comme on appelle les fidèles du comte de Chambord.

« Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées ! Si j'allais lui demander quelques renseignements sur Villeléon, se dit Olivier. »

Il passe sous le porche. Dans l'antichambre, un laquais lui prend son pardessus.

— Monsieur le marquis n'est pas encore là, — lui dit cet homme. — Mais il ne peut tarder, — ajoute-t-il confidentiellement, — il y a ce soir une réunion de la plus haute importance.

Et il annonce, ouvrant la porte du premier salon :

— Monsieur le duc de Préneste.

Le club des Osselets était le cercle où se réunissaient les représentants autorisés du parti légitimiste. C'est là qu'ils avaient attendu, toute une nuit fameuse, que le comte de Chambord, passé la barrière de Versailles, leur apparût sous le nom de Henri V. Ils s'assemblaient trois fois par semaine pour supputer les chances de la Cause et commenter les messages du prince. C'était le centre droit qui avait donné à leur lieu de réunion le nom de *Club des Osselets* : les jeux de cartes étaient en effet exclus comme trop passionnants et susceptibles de compromettre la gravité des délibérations.

On ne s'étonnera pas, dès lors, que le club des Osselets comptât peu de jeunes gens. Olivier de Préneste lui-même n'y venait que bien rarement. Il fallait une soirée comme celle-ci, où toutes ses habitudes se trouvaient désaxées, pour qu'il pénétrât dans cet asile suprême du droit divin.

Au mur est le portrait du comte de Chambord. Il dénombre, d'un regard désabusé, ses ultimes partisans. Les voici tous. A la table centrale, le président des Chevau-légers, M. de la Rochette, joue au loto avec M. de Gavardie et le marquis de Plœuc. A gauche, une partie de jonchets est engagée entre MM. de Gouvello et Paulin Gillon. Le baron de Vinols s'évertue seul au baguenaudier. M. de la Bouillerie, vice-président de l'extrême droite, mène au domino à quatre avec le marquis de la Rochejacquelein, M. Bourgeois et le comte de Boisboissel. D'autres jouent aux échecs ou aux dames. D'autres causent dans les embrasures.

Olivier de Préneste serre quelques mains. Il se sent de trop. Il voudrait bien qu'un de ces vieux gentilshommes le prît à part, s'inquiétât de sa jeune personne. Mais, après deux ou trois banales paroles de politesse, ils l'ont abandonné à lui-même. C'est à l'écart qu'il attendra la venue de M. de Franclieu. Au fait, que voulait-il lui demander? Pourquoi est-il ici? Ah ! quelle soirée stupide ! S'il s'était douté de tout cela, comme il serait allé à l'Odéon, entendre cette *Maîtresse légitime*, dont le commandant Gracieux lui disait tant de bien !

Près des grands rideaux de reps vert, il y a une petite table. C'est là qu'Olivier de Préneste s'installe. Sans qu'il l'ait

demandée, on lui sert une tasse de camomille. Sur la table, il y a un jeu de *solitaire*. Eh bien, soit ! Et Olivier commence à enfoncer les chevilles d'ivoire, une à une, dans les trous jaunes de l'octogone d'acajou.

Ce faisant, il laisse son regard traîner sur les assistants. Le crâne chauve de M. de la Rochette luit sous les lampes. De sa voix basse et obstinée, le président appelle les numéros qu'il retire lentement du sac de moire rouge.

— 56...42, « *Quaterne* », — annonce le marquis de Plœuc.

— « *Quine* », — dit M. de Gavardie.

M. de Vinols a fini par délivrer son baguenaudier de ses bagues. Par un *blanc partout*, M. de Boisboissel vient de mettre à mal MM. Bourgeois et de la Rochejacquelein. MM. Paulin Gillon et de Gouvello luttent encore... Mais ils s'arrêtent, sans avoir terminé leur partie.

— Je soutiens, messieurs, — vient de dire le marquis de Plœuc, — que le discours de monsieur de Castellane est tout à fait remarquable. Nous ne pouvons pas lutter contre les radicaux, tant que nous ne serons pas organisés comme eux, en vue des élections.

— C'est la faute des orléanistes, — dit M. de Gavardie.

— Nous avons cependant les maires, — murmure le marquis de Plœuc.

— Oui, mais les conseils municipaux sont aux radicaux, — dit M. de Gouvello.

— Et les loges, — fait M. Paulin Gillon.

— Nous n'avons rien à attendre de bon de toute cette cuisine, — gronde M. de Gavardie.

La voix têtue de M. de la Rochette se fait entendre :

— Ce n'est pas à nous de juger, messieurs. Le prince nous a fait savoir de façon formelle que nous n'avons pas le droit de nous désintéresser de la lutte électorale. Tout notre effort doit tendre à préparer de bonnes élections.

Il y a un silence...

— Oui, mais ce Gambetta a tellement de talent, — murmure M. de la Bouillerie.

Cette phrase du vice-président du club n'est pas relevée. On entend le bruit sec des jonchets que monsieur de Gouvello mêle nerveusement.

— Il ne faut pas nous décourager, messieurs, — fait la voix terne de M. de la Rochette.

Il répète :

— Il ne faut pas nous décourager.

Et, de nouveau, tous se taisent.

Dans son coin, Olivier de Préneste se tient coi. Ah ! se peut-il que, dans une même soirée, lui si peu fait pour prêter attention à ces choses, il cumule tous les malaises.

Il regarde les têtes pensives de ces vieillards assemblés. « Ils sont le courage et l'honneur mêmes, se dit-il. La chose n'est pas douteuse. Tel d'entre eux est couvert de blessures reçues, dans les endroits les mieux choisis, pour la défense du pays. Tel autre s'est condamné à une vie de médiocrité et de privations pour ne pas trahir le serment prêté il y a cinquante ans à son prince. Tel autre... Oui, mais aucun n'a foi dans la cause pour laquelle il est prêt, au demeurant, à tout sacrifier... *Ce Gambetta a tellement de talent !*... Ils le méprisent tous, mais chacun reconnaît en lui son vainqueur... »

Olivier poursuit le cours de ses désolantes lucidités.

« Je vais plus loin. Ne trouvent-ils pas une espèce de volupté âcre à se dévouer, corps et âmes, à une cause qu'ils jugent perdue? Ce M. de la Rochette, il est l'impeccable héritier des officiers bretons qui, sentant la lutte impossible, clouaient au grand mât de leur frégate le pavillon fleurdelysé et s'engloutissaient avec lui... Mais il n'a pas la foi. Ils n'ont pas la foi ! »

Et soudain il tressaille. Il a la sensation de commettre une injustice. C'est qu'il vient d'apercevoir les visages contractés de M. Bourgeois et de M. Paulin Gillon. Ce ne peut être à eux que s'adresse sa condamnation. L'esprit de caste ne règle pas les actions de ces partisans. Si ceux-là luttent, c'est qu'ils croient. Dans un éclair, Olivier vient d'apercevoir de combien le garde-chasse Michu dépasse les frères de Cinq-Cygne, et même la divine Laurence.

« Ah ! pense-t-il, si un jour elle arrive à triompher, cette malheureuse Cause, ce sera grâce à ces roturiers-là. »

Un effort aussi inaccoutumé a excédé le jeune homme.

Le marquis de Franclieu n'est toujours pas arrivé. Olivier s'absorbe dans sa partie de *solitaire*. Les mots *centre droit*, *centre gauche*, *groupe Lavergne*, que lui apporte une bourdonnante discussion, ont cessé d'avoir un intérêt pour lui. Il ne s'occupe plus que de la manœuvre de son bataillon de chevilles blanches.

Derrière lui, quelqu'un a dit :

— Vous avez joué votre partie trop à droite. Je suis curieux de voir comment vous allez dégager les trois chevilles de gauche.

Olivier se retourne vers le donneur de conseils. C'est un petit vieillard efflanqué dans une antique redingote, dont les pans sont ramenés sur ses genoux, qu'il tient écartés. Il est assis, le menton appuyé aux deux mains qui reposent sur le pommeau d'or d'une haute canne.

Il répète :

— Je suis curieux, vraiment, de voir.

Olivier se vexe. Cette partie qu'il a engagée, pour passer le temps, en dépit du bon sens, il s'en rend compte, comme il voudrait maintenant la gagner ! Il joue trop vite. Il s'affole. Il perd.

Le petit vieillard a un ricanement.

— Je l'avais bien dit.

Olivier le dévisage avec humeur. Quelque hobereau. Les chaussettes blanches apparaissent entre les lourds souliers plats et le pantalon trop court. L'immense gilet de vigogne est inénarrable. Olivier ne peut retenir une moue.

Le petit vieillard s'est penché vers lui. Olivier sent sa main lui étreindre le bras. Une main de fer.

— Écoutez !

La face tannée du vieux est contre la sienne. Un grand bec d'aigle coupe une lèvre rasée et grimaçante ; de terribles yeux gris luisent sous des sourcils en broussailles... Quel âge peut avoir ce bonhomme? Soixante, soixante-dix ans?

L'étreinte se resserre.

— Savez-vous, jeune homme, ce qu'il y a de plus bête au monde qu'un libéral?

Olivier avoue son ignorance d'un geste ennuyé.

— Eh bien, c'est un chevau-léger, monsieur, un chevau-léger.

Et le petit vieux répète, avec un rire ravi qui s'achève dans un aigre toussotement :

— Un chevau-léger. Ah ! ah ! ah !

L'impatience d'Olivier est à son comble. Il vient de voir entrer le marquis de Franclieu, qui lui adresse, en ce même instant, un amical signe de tête. Il se lève pour aller vers lui.

— Monsieur, je vous demande pardon...

La redoutable main le force à se rasseoir.

— N'êtes-vous pas de mon avis? Qu'y a-t-il de plus bête qu'un libéral?...

Olivier comprend qu'il faut apprendre à cet homme son erreur.

— Permettez-moi de me présenter : duc de Préneste.

Un gloussement de joie manque d'étrangler le petit vieux.

— Parbleu ! je sais bien. Naturellement ! Nous sommes tous logés à la même enseigne... Sans cela, serions-nous ici ! Mais ce n'est pas une raison pour abdiquer notre franc-parler. C'est égal, mordieu, jeune homme, je suis heureux d'avoir fait votre connaissance.

Et, avec une grandeur dont l'aisance conquiert aussitôt Olivier, il se lève, s'incline :

— Comte Mathieu de Magnoac.

Et il se rassied.

Olivier, également, s'est rassis.

— Vous avez connu mon père? — demande-t-il.

— Surtout votre grand-père, jeune homme. C'est à lui que j'ai dû de faire, en 1846, le pèlerinage de Goritz. Nous étions tous deux aux funérailles de Sa Majesté Charles X. C'était le temps où monsieur Victor Hugo chantait :

Et moi, je ne veux pas, harpe qu'il a connue,
Qu'on mette mon roi mort dans une bière nue.

Votre grand-père était un homme. Sur la question : « *Qu'y a-t-il de plus bête au monde qu'un libéral, sinon un chevau-léger ?* » il eût été de mon avis. Mais la jeunesse est devenue circonspecte.

Et il a un ricanement.

— Monsieur, — dit Olivier de Préneste sur un ton de reproche (mais quel besoin, mon Dieu ! a-t-il de se disculper), — pourquoi me parlez-vous ainsi? Certainement, si je connaissais vos raisons, je...

— Mes raisons? M. de Magnoac, de nouveau, lui a saisi le bras. — Mes raisons? Avez-vous entendu parler des élections des sénateurs inamovibles?

Olivier fait signe que non. Il tombe des nues.

— Eh bien, ces malheureux, — il désigne les chevau-légers qui, assemblés autour de M. de la Rochette, s'entretiennent maintenant avec mystère, — ces malheureux, ces profonds politiques, sont en train de manigancer une bonne petite alliance avec les bonapartistes et la gauche pour interdire l'entrée du Sénat aux orléanistes. Demain, ce damné Breton, — son doigt se tend vers M. de la Rochette, — va se rencontrer avec monsieur Raoul Duval chez monsieur Jules Simon, place de la Madeleine, pour faire triompher les amis de Gambetta aux dépens de ceux du duc de Broglie. Voilà le *nec plus ultra* de la politique des *ultras*. Ah ! buveurs de camomille de malheur !

— Si j'ai bien compris, monsieur, — dit Olivier de Préneste, qui essaye de mettre de l'équité dans son étonnement, — vous êtes d'avis de conclure un pacte avec les partisans du comte de Paris?

M. de Magnoac le foudroie du regard.

— Et vous, monsieur, quand la maison brûle, vous êtes d'avis de commencer par demander aux pompiers accourus leurs papiers d'identité?

Olivier de Préneste a un geste vexé : il ne dira plus rien.

— D'ailleurs, je suis un sot de m'étonner, — conclut avec une ironie amère son interlocuteur. — Vous êtes ici, c'est tout dire.

Olivier ne peut, malgré tout, se résoudre à tant d'injustice.

— Vous vous trompez, monsieur, — fait-il avec une dignité triste. — Je suis absolument étranger aux intentions de ces messieurs. Si je suis ici, c'est que...

... Plus tard, quand les événements se précipitant ont contraint Olivier de Préneste à revenir sur la cause minime de cette avalanche, il s'est maintes fois demandé comment,

lui d'ordinaire si discret des choses de lui-même, il a pu être amené à se confier ainsi à ce vieillard rogue. Il ne l'a jamais compris. Le certain, c'est qu'il l'a fait...

— Si je suis ici, — continue-t-il, — c'est que je désire parler au marquis de Franclieu. Le marquis de Franclieu a des terres dans les Basses-Pyrénées, et je...

Il s'arrête. Qu'a-t-il donc dit qui ait pu faire ainsi sursauter M. de Magnoac?

— Et, comme il est chasseur, et que je le suis aussi, je viens lui demander quelques renseignements sur les ressources qu'offre la région sous ce rapport, — achève-t-il.

La voix de M. de Magnoac se fait très basse.

— Y aurait-il de l'indiscrétion à vous demander les raisons de votre voyage dans les Basses-Pyrénées?

— Il n'y a aucune indiscrétion à cela, monsieur. Je me rends dans les Basses-Pyrénées parce que je viens d'être nommé sous-préfet de Villeléon.

Et Olivier rougit de façon charmante.

— Sous-préfet de Villeléon, — répète lentement M. de Magnoac.

Il y a un moment de silence. « Ce vieux chouan me désapprouve certainement, pense Olivier. Aussi, pourquoi lui raconter mes histoires? »

Il se trompe. Il n'y a pas de désapprobation dans la voix de M. de Magnoac. Une certaine oppression, peut-être...

— Sous-préfet de Villeléon. Mais alors, monsieur, monsieur Laplace-Leduc?

— Monsieur Laplace-Leduc vient d'être relevé de ses fonctions. L'arrêté qui le révoque et celui qui me nomme paraissent demain matin au *Journal officiel*, — dit Olivier avec autorité.

— Mais comment savez-vous cela?

— Parce que je quitte monsieur Buffet, ministre de l'Intérieur, et qu'il a pris devant moi cette double décision. Elle m'intéresse assez pour que j'en sois le premier informé.

M. de Magnoac se tait de nouveau. Avec étonnement, Olivier remarque qu'il est ému.

— Excusez-moi, mon enfant, — dit enfin le vieillard. — Mes questions doivent vous paraître insolites. Mais je connaissais beaucoup votre prédécesseur, ce pauvre monsieur Laplace-

Leduc, un charmant garçon ! Il m'a fait plusieurs fois le plaisir de venir chasser dans mes terres des Landes... Qu'est-ce qui a bien pu motiver sa disgrâce?

— Il paraît qu'il était en partie fine à Biarritz, — répond en souriant Olivier. — Un télégramme du ministre de la Guerre est arrivé à Villeléon. Ce télégramme est resté deux jours sans être ouvert. Ce qu'il contenait, monsieur Buffet, à vrai dire, a jugé inutile de me le confier ce soir. Mais je me doute bien que ce devait être un ordre à l'adresse du cordon de troupes chargé de surveiller à la frontière les bandes carlistes.

— Vous ne me paraissez pas trop mal raisonner, jeune homme, — murmure M. de Magnoac. — Et qui peut vous faire croire?...

— Ce qui peut me le faire croire, c'est que monsieur Buffet a affirmé, en frappant du pied, que cette affaire allait encore entraîner une protestation de l'ambassade d'Espagne.

Le vieillard le regarde avec un sourire indéfinissable.

— Vous devez avoir raison. Pauvre, pauvre monsieur Laplace-Leduc !

Il s'est rapproché d'Olivier. Ses petits yeux gris flambent étrangement. Il lui parle à l'oreille.

— Vous êtes chasseur, m'avez-vous dit?

Pourquoi prendre ces airs de conspirateur pour poser une question aussi banale? Olivier se borne à désigner une breloque sertie d'or que M. de Magnoac porte sur son gilet de vigogne.

— Une dent de blaireau, — répond-il simplement.

— Ah ! très bien ! parfait, — dit le petit vieux.

Il ajoute, plus bas encore :

— Vous êtes chasseur. Eh bien, supposez que vous êtes à l'affût, avec, en main, une bonne carabine Durban?

— Je préférerais mon Lefaucheux, — objecte en souriant Olivier.

— J'ai dit une carabine Durban, — martèle la terrible voix basse. — Bon ! Et supposez que vous ayez deux cibles, et que vous êtes, ah ! ah ! ah ! forcé, vous m'entendez, forcé de tirer sur l'une d'elles, et que, de ces deux cibles, l'une soit un carliste, l'autre un soldat de l'armée libérale...

— Quelle supposition ! — s'exclame Olivier.

— Sur qui tirerez-vous?

— Mais sur personne, monsieur, sur personne, — répond Olivier, qui essaye vainement d'arracher son bras à l'étreinte de M. de Magnoac.

— J'ai supposé que vous étiez contraint de tirer.

— Mais rien ne peut me contraindre à une chose pareille, monsieur, — s'exclame Olivier, que le décousu de cette conversation commence à épouvanter.

M. de Magnoac assène violemment un coup sur la table. Les chevilles d'ivoire tressautent dans leur boîte.

Tous deux se sont levés. Il se regardent face à face.

Et soudain le vieillard éclate de rire.

— Ah ! ah ! ah ! très drôle, mon jeune ami. Je vois que vous avez de la volonté. Et, si au lieu d'avoir au bout de votre Durban un carliste et un libéral, vous avez au bout de votre Lefaucheux un blaireau et un renard, lequel choisirez-vous?

— Le blaireau, — répond avec empressement Olivier. — Je n'en ai jamais tiré.

— Eh bien, mon jeune ami, — dit avec sa haute bonhomie le comte de Magnoac, — il faut que cette lacune soit comblée avant la fin de la semaine. Ma terre de Saint-Pandelon, près de Dax, est une merveilleuse chasse à blaireaux, et c'est sur le chemin de votre Villeléon. Vous allez me faire le plaisir de vous y arrêter deux jours. Quand partez-vous?

— Je dois être à Villeléon à la fin de la semaine prochaine, monsieur, — répond Olivier, qui ne cache pas qu'il est vivement tenté. — Je vois demain matin monsieur Buffet, qui doit me donner ses dernières instructions et fixer la date de mon départ. Croyez bien que si je puis...

— Vous pourrez, vous pourrez. Que diable ! vous devez bien cela au vieil ami de votre père et de votre grand-père. Et ne soyez pas si pressé d'aller vous enterrer à Villeléon... Vous m'avez bien dit que vous n'y connaissez personne?

— Absolument personne.

— Vous arriverez toujours assez tôt dans votre trou. Allons, c'est dit?

— C'est dit. Merci mille fois, monsieur. Dois-je emporter mon fusil?

— Ce n'est pas la peine, on vous en prêtera, — répond avec un bon sourire M. de Magnoac.

IV

VILLELÉON

Olivier de Préneste débarqua à Bordeaux le vendredi 3 décembre 1875, à sept heures du matin.

Il laissa ses bagages à la consigne, et se mit à la recherche de la ville, ne conservant avec lui que le petit sac de voyage où il avait mis les trois enveloppes revêtues de cette suscription : « *A n'ouvrir qu'à votre arrivée à Villeléon* », et qui contenaient les instructions secrètes de M. Buffet et du général de Cissey, ministre de la Guerre.

Il aurait préféré les garder avec lui. Mais il avait craint que leurs majestueux cachets ne se rompissent. Aussi, pas une minute, ne devait-il, durant tout le voyage, se séparer de son sac.

M. de Magnoac, brusquement rappelé dans les Landes le dimanche précédent, au lendemain même du soir où ils avaient noué connaissance, lui avait donné rendez-vous à Bordeaux, hôtel de Bayonne, pour le vendredi suivant. Olivier comptait passer avec lui la journée du samedi, et abattre ainsi un de ces fameux blaireaux — Il n'avait besoin d'être à Villeléon que le dimanche soir, mais il tenait à ne pas avoir de retard, et à ne pas se mettre, pour ses débuts, dans le cas du pauvre M. Laplace-Leduc.

M. de Magnoac n'était pas encore arrivé à l'hôtel de Bayonne. Le rendez-vous n'étant que pour midi, Olivier ne s'en étonna point. Il se restaura, remit au point l'ordonnance sobre de sa toilette, et s'en fut faire un tour sur le cours de l'Intendance.

Il circule par Bordeaux, dans les pâles matins ensoleillés de décembre, un air allègre et froid qui rend gai et donne faim. Olivier de Préneste déjeuna de fort bon appétit, seul il est vrai, M. de Magnoac n'étant toujours pas arrivé. « Il n'arrive la plupart du temps que par le train de trois heures, lui dit-on à l'hôtel. » « Diable, pensa Olivier, puisque nous prenons ce soir à sept heures et demie le train de Bayonne, il n'aura pas

grand temps pour se pavaner sur l'Intendance. Il est vrai qu'il doit la connaître. »

Et Olivier, pour tuer le temps, toujours muni de son sac, s'en alla fumer un cigare au bord des quais. Le repas avait été parfait, le vin au-dessus de tout ce qu'on avait pu lui dire. Sa béatitude était immense.

« *Ces beaux et grands navires, imperceptiblement balancés sur les eaux tranquilles, ces robustes navires, à l'air désœuvré et nostalgique, ne nous disent-ils pas dans une langue muette : Quand partons-nous pour le bonheur?* »

Voilà en effet ce qu'ils semblent dire à Olivier, ces beaux et grands navires que le vent crépusculaire balance sur les eaux grises de la Garonne. « Dépêche-toi, monte à notre bord, murmurent-ils, tant que nous sommes là, sous ce triste soleil qui va mourir. Sinon, demain matin, quand tu reviendras dans la lumière joyeuse, tu ne nous retrouveras plus. »

Tout au bord du quai, aussi près que possible, Olivier s'est approché d'un de ces beaux conseilleurs. C'est un charmant trois-mâts, peint tout entier en beige pâle, si fin, si bien proportionné que, malgré ses deux cents pieds de long, on le prendrait pour un jouet d'enfant. Et quel beau nom il porte, en lettres noires, sur ses ceintures de sauvetage luisantes et blanches, comme en porcelaine : *San-Esteban.*

Olivier le regarde avec la même ferveur que, petit, derrière son treillis de fer du jardin d'Acclimatation, il admirait la poule sultane. Ah ! comme elle, il vient de là-bas... Mais elle, elle n'y retournera jamais, tandis que lui, demain, ce soir, peut-être, il va repartir pour le bonheur...

Le vent fraîchit ; les innombrables cordelettes, dont Olivier ignore les noms, s'entre-croisent d'un mât à l'autre, toile d'araignée qui découpe l'azur blanchissant du soir. A côté, sur les autres navires, des coups sourds, de vagues cris, des bruits de seaux qu'on vide au fleuve. Sur celui-ci, rien. A mesure que les autres noircissent avec le jour qui décline, il semble que le brick beige devienne un brick blanc.

Une légère passerelle, longue de six pieds, le relie au quai. Étonné lui-même de son acte, Olivier s'engage sur cette passerelle.

Il va mettre le pied sur le voilier. — Il n'en a pas le temps. Une forme noire a surgi de l'entrepont. Olivier aperçoit à peine une tête crépue, une face cuivrée, presque rouge. Le voilà projeté sur le quai. Un peu plus, son sac lui échappait et tombait dans la Garonne... Comme c'eût été agréable : trouver une barque, pour courir après les autographes des ministres du maréchal !

La passerelle a disparu : le brick silencieux ne touche plus à la terre que par les deux grandes cordes qui oscillent au-dessus des flots.

« Quelle brute ! se dit Olivier. Mais à quelle nation peut bien appartenir ce particulier? »

Il longe le voilier. Par les écoutilles, nul bruit, nulle lumière ne filtre. A la proue, à la poupe, rien : pas même le nom du port d'origine.

« Au diable soit le brick ! se dit-il en riant. C'est ma faute, M. de Magnoac doit être à l'hôtel, à m'attendre depuis une heure. Rentrons. »

M. de Magnoac n'est pas à l'hôtel. En revanche, une dépêche datée de Bayonne apprend à Olivier qu'il est retenu dans cette ville et qu'il l'attendra à la gare de Dax au train de cinq heures et demie du matin.

Dans l'immense gare de Bordeaux, où le vent s'engouffrait comme en un tunnel de verre, Olivier crut mourir de froid et d'ennui. Le train qui arrivait à Dax à cinq heures et demie partait à minuit. C'était un abominable train omnibus, qui s'arrêtait dans un tas de gares à noms baroques : Labouheyre, Yehoux, Solférino. Réveillé brutalement, Olivier se frotta les yeux à l'appel de cette station. Il pesta contre de telles fantaisies géographiques. Puis il chercha avec angoisse son sac de voyage. Il était toujours là.

Tout le monde dormait dans la gare de Dax quand son train fantôme l'y descendit. Seul, un homme d'équipe, disparaissant sous sa pèlerine, agitait sans conviction une lanterne rouge. Interrogé par Olivier, cet homme ne fit aucune difficulté pour lui remettre une lettre qu'il déchiffra péniblement à la lueur de la lanterne. Par cette lettre, M. de Magnoac s'excusait avec des phrases navrées : il n'avait pu terminer à

temps ses affaires à Bayonne. La chasse au blaireau serait pour une autre fois. Il poussait toutefois l'amabilité jusqu'à indiquer à Olivier que le train pour Puyoô, d'où part la diligence à destination de Villeléon, quittait Dax à six heures vingt.

— Cette fois, c'est trop fort ! — dit Olivier. — Est-il formé, ce train pour Puyoô?

L'homme d'équipe lui fit faire une petite promenade à travers les voies de garage. Un wagon de première classe y stagnait mélancoliquement. Olivier s'y hissa en maugréant. Il régnait dans son compartiment un froid terrible. La bouillotte de fer lui glaça les pieds. Il s'allongea tant bien que mal sur la banquette, plaça sous sa tête le précieux sac de voyage. Un carreau mal joint lui déversait un mortel vent coulis. Olivier le détraqua complètement en essayant de le fermer. Puis il tomba dans un demi-sommeil maussade.

Quand il se réveilla, rompu et transi, son wagon roulait. Un jour blafard remplissait le compartiment. Olivier consulta sa montre. On approchait de Puyoô.

Il s'accota à la vitre et recula, ébloui. Les montagnes étaient là. Sur le ciel gris, à l'horizon, elles se détachaient, complètement blanches, régulières au possible. Olivier ne connaisssait que les Alpes. Quel contraste entre celles-ci et le morne chaos des autres !

Le Gave roulait, parallèle au train. C'étaient des flots noirs qui bouillonnaient autour des rocs dont son lit était plein. Tout autour, de calmes campagnes vallonnées. Les maisons avaient des toits d'ardoises pointus, à cause des neiges. Les châtaigniers étaient encore pourvus de quelques feuilles cuivrées...

Un coup de sifflet : Puyoô !

La diligence ne partait qu'à deux heures pour Villeléon. Dans une calme cuisine d'auberge, Olivier s'installa devant un grand feu. Puis, lesté d'un bol de café au lait, il exhuma de son sac le premier des deux tomes du *Traité de droit administratif* de M. Ducrocq [1], et se mit à étudier les attributions des sous-préfets. Il n'avait aucune notion du droit

1. Cet ouvrage jouit encore de nos jours d'une autorité que n'ont pas fait oublier les très remarquables précis de MM. Berthélemy et Hauriou.

en général, ni du droit administratif en particulier. Étant, de sa nature, consciencieux, il jugeait que ce n'était pas trop d'une matinée pour se mettre au courant de ses nouvelles fonctions.

Il referma bientôt le livre. « Tout cela, c'est de la théorie, se dit-il. Seule, la pratique importe. Je compte d'ailleurs décentraliser le moins possible. »

Et il sortit pour aller contempler les Pyrénées, qui luisaient d'un bleu glacé dans le faible azur du matin.

Comme par hasard, la diligence avait plus d'une heure de retard. La nuit était presque tombée quand elle arriva à Sauveterre où était le premier relais. Olivier but un bol de vin chaud à l'hôtel de Thionville. On repartit, avec trois voyageurs : deux Basquaises, emmitouflées dans leurs capes noires, et un vieux prêtre somnolent. Quand le rideau de cuir de l'avant se disjoignait, démasquant la lueur des lanternes, Olivier apercevait le visage des femmes, d'une blancheur de cire.

La route montait. On le sentait au froid qui devenait de plus en plus vif. Un glou-glou ininterrompu accompagnait le bruit des roues. Un torrent coulait à droite, qu'on ne voyait pas.

A l'intérieur, le prêtre ronflait. Une des deux femmes, vieille, récitait son chapelet. L'autre, immobile, devait dormir. Olivier pensait à lui. Puis, comme on traversait une espèce de gorge sinistre, où la bise pleurait désespérément, il songea aux dames de Mercœur, qui devaient lui rendre visite sous peu.

« Seules, ces pauvres femmes mourraient de peur, ici. J'irai les chercher à Puyoô. »

Vers huit heures, les chevaux accélérèrent leur allure. Ils sentaient l'écurie. Quelques lumières brillèrent dans l'obscurité. On arrivait.

« Tout de même, se dit Olivier, quand on pense qu'il y a des sous-préfectures qui s'appellent Fontainebleau, ou Toulon ! »

La diligence s'était arrêtée.

— Vous n'avez rien à déclarer?

Des rires répondirent dans la voiture. Les deux employés de l'octroi abandonnèrent la langue administrative. On s'inter-

pella en basque. Le postillon descendit. Une des femmes tira de son panier une bouteille. On trinqua dans la nuit.

Olivier sourit.

« Les centimes additionnels ne doivent pas rapporter grand'chose, à Villeléon. Il faudra mettre bon ordre à tout cela. »

Jusqu'ici, son incognito l'avait ravi. Il pensa frapper un grand coup en disant au postillon :

— Vous m'arrêterez devant la sous-préfecture.

— Je ne ferai certes pas un crochet, — dit l'homme avec rudesse, — je vous dirai quand il faudra descendre.

Et la voiture repartit.

« Je ferai reviser le cahier des charges de la correspondance du chemin de fer », se promit Olivier, vexé.

Un arrêt brusque.

— C'est ici. On vous attend, — fit le postillon en écartant les rideaux.

On l'attendait en effet.

Une forme noire s'avança vers Olivier, et, d'autorité, s'empara du sac de voyage. Le sous-préfet de Villeléon suivit, sans mot dire, son conducteur.

Ils remontèrent tous deux une grande avenue plantée d'arbres dépouillés et qui balançaient au vent d'hiver leur ramure décharnée. Dans les branches, la lune fuyait. La même lune qu'entre les tours de Saint-Sulpice, mon Dieu !

Ils marchaient vers une maison sombre où des vitres d'or se découpaient dans la nuit.

« On va me faire un accueil de choix », pensa Olivier.

Et il prépara quelques paroles, très cordiales et très simples.

Il ne savait pourquoi, cependant, il ne se sentait pas à son aise.

Cette impression disparut dans la cour de la sous-préfecture. Il y avait là cinq ou six chevaux dont les sabots claquaient sur les pavés. Des soldats les tenaient par la bride. Olivier eut un réconfort inexplicable à reconnaître l'uniforme de la ligne. Les soldats maugréaient contre la fraîcheur de la nuit et le manque de tabac.

Olivier eut envie de serrer leurs mains, de leur offrir des cigarettes. Puis il pensa qu'il avait mieux à faire que de se

commettre avec des ordonnances. Son guide venait d'ailleurs de lui ouvrir une porte dans la partie gauche du bâtiment. Ils franchirent tous deux, à tâtons, un corridor, et Olivier se trouva dans une petite salle à manger, éclairée seulement par deux chandeliers posés sur une table où un souper était servi. Olivier avait faim. Il s'attabla sans demander d'explications. Le serviteur muet le servait avec une grande dextérité. Olivier ignorait le vin de Jurançon. Il en arrosa amplement une excellente truite et un non moins bon pâté de perdreaux. A la flamme des bougies, il considérait avec satisfaction son verre empli du beau vin de brique claire. Au travers, il entrevoyait dans l'ombre la silhouette de son silencieux majordome. « On ne m'a pas trompé, quand on m'a dit que ces Basques n'étaient guère communicatifs, se disait-il. C'est curieux, je crois avoir vu cette tête quelque part, et il n'y a pas longtemps... Mais ils se ressemblent tous. »

Au même instant, il lui sembla percevoir un bruit lointain : des éclats de voix, des rires... Il écouta. Il n'entendit plus rien.

Il se leva et alluma un cigare à l'un des flambeaux.

Le serviteur taciturne s'empara de l'autre. Olivier le suivit.

Ils montèrent un escalier de chêne. Au premier étage, un buste du maréchal de Mac-Mahon, dans le vestibule, fit sourire Olivier. Son bien-être s'accentua quand il eut reconnu M. Buffet dans un des deux portraits qui ornaient, en outre, ce vestibule. L'autre lui parut être le portrait du duc d'Audiffret-Pasquier.

« Et voilà sans doute ma chambre », se dit-il.

La pièce où il venait de pénétrer était d'assez belles dimensions. Une alcôve en tenait un côté. De l'autre, il y avait une bibliothèque. A droite et à gauche, deux fenêtres, avec de larges rideaux sombres. Olivier alla vers celle de droite et l'ouvrit. Il huma, une seconde, le grand air froid, puis tressaillit. Il n'y avait plus aucun doute. On buvait, on riait, on portait des toasts dans l'aile droite de la sous-préfecture, dont les fenêtres du rez-de-chaussée lui apparaissaient éclairées entre les raies noires des persiennes. Olivier se retourna pour demander des explications à son conducteur.

Mais celui-ci, ayant allumé, sur la cheminée, une lampe à huile, venait de s'éclipser.

Olivier revint vers la fenêtre. Il appuya sa tête aux lourds barreaux de fer qui la quadrillaient. Le joyeux tohu-bohu continuait à lui arriver. Mais il lui était impossible de rien discerner de façon précise dans ces éclats de voix enchevêtrés.

Soudain, les sons lui parvinrent plus distincts. En même temps des appels retentirent. Il entendit sur le pavé un remue-ménage de sabots de chevaux. Il comprit que les convives avaient quitté leur salle. Mais il ne voyait toujours rien. La sortie s'effectuait par le devant de la sous-préfecture. Sa fenêtre, à lui, donnait sur le parc, derrière.

Un voix claire retentit.

— Au revoir, mon commandant. N'êtes-vous pas trop mécontent de votre soirée?

Une autre, joyeuse et forte, repartit.

— Pas mécontents, monsieur? C'est-à-dire que nous sommes enchantés, ravis. Quel hôte merveilleux vous faites. N'est-il pas vrai, messieurs?

Un murmure approbateur, mêlé de hennissements de chevaux, répondit.

— Eh bien, alors, à bientôt !

— A bientôt, mais cette fois, c'est vous qui serez notre invité. Si la popote du 49e ne peut lutter avec la cuisine de la sous-préfecture, nous vous montrerons, vive Dieu ! que le cœur y est.

Des bruits de fers. Des cavaliers se mettaient en selle.

— Au revoir. Et maudits soient-ils, ces libéraux et ces carlistes — nous les mettrons tous dans le même sac — qui vont nous faire passer une nuit de plus à la belle étoile.

Brusquement, Olivier s'écarta de la fenêtre. Il venait de se appeler l'enveloppe cachetée, portant les ordres du ministre de la Guerre : « *A n'ouvrir qu'à votre arrivée à Villeléon.* » C'était le commandant des troupes du cordon de surveillance qui était là. Et les ordres, les ordres... Il ne fallait pas qu'il partît avant de connaître les ordres.

Les ordres! Son sac de voyage! Ah! il l'avait laissé en bas, dans la salle à manger.

Il s'élança vers la porte. Le loquet joua. Mais la porte resta fermée. Olivier se rua sur elle avec frénésie. Durant quelques secondes, il la secoua, appela, se meurtrit les poings. Peine perdue. La porte était verrouillée à l'extérieur. Olivier était bel et bien prisonnier dans sa chambre.

Alors, un peu pâle, il revint vers le milieu de la pièce. Un sourire passa sur ses lèvres. Le sous-préfet de Villeléon avait disparu. Il n'y avait plus que le duc de Préneste.

Olivier se dirigea vers l'alcôve. Le lit était préparé, étincelant de blancheur. Il le tâta. Il y avait une bouillotte.

Dans une glace, il refit le nœud de sa cravate. Sur la table de nuit, il vit une carafe et un sucrier. Il but un verre d'eau. Un grand air vif venait de la fenêtre ouverte. Les fumées du terrible Jurançon commençaient à se dissiper.

« Voyons, se dit M. de Préneste, procédons par ordre. Avec un tel luxe de prévenances, il est peu probable que j'aie affaire à de vulgaires détrousseurs. Assurons néanmoins la matérielle. »

Il retira de son portefeuille quatre ou cinq billets de mille francs. Ses regards errèrent à travers la chambre. Il avisa la bibliothèque. Les livres portaient, sur la reliure, en petites lettres d'or : *Sous-préfecture de Villeléon.*

Il en prit un : *Volupté*, de Sainte-Beuve.

Il ouvrit le livre, intercala entre les pages ses billets, remit le volume en place.

— Ici, je suis bien tranquille. Personne ne viendra les chercher.

Il s'assit alors, dans un large fauteuil confortable, et attendit.

Soudain, il tressaillit. Des graviers criaient sous la fenêtre ouverte. On marchait dans le jardin.

Olivier éteignit sa lampe. Puis, doucement, très doucement, il alla vers l'embrasure, il regarda.

D'abord, il ne vit rien. Deux murmures distincts emplissaient la nuit. Celui de la brise passant à travers des arbres non encore dépouillés de leurs feuilles, et celui, plus lointain, de quelque gave sombre qui devait couler là-bas, au fond du parc.

Et puis, deux points d'or, dans la nuit, lui apparurent. Deux personnes qui fumaient se promenaient dans le jardin.

La lune surgit des nuages. Olivier vit enfin deux ombres.

M. de Préneste examina la première. C'était un homme mince, tête nue, le corps recouvert d'un grand manteau sombre. L'autre, drapé dans une cape qui lui tombait jusqu'aux pieds, était une sorte de colosse, qui tanguait en marchant. Il portait l'immense bicorne des prêtres espagnols, long de près d'un mètre, aux bords roulés en gouttières.

Une folle envie de rire secoua Olivier. Son Beaumarchais lui revint en mémoire :

« *Ah ! Basile, mon mignon, si jamais volée de bois vert...* »

Mais, tout de suite, il redevint sérieux. Les deux ombres s'étaient arrêtées. D'un geste impératif, l'homme à la tête nue faisait signe d'écouter.

Le front aux barreaux de fer, M. de Préneste prêta l'oreille. Alors, plutôt qu'il ne l'entendit, il perçut une vibration lointaine, saccadée, sourde...

Le canon.

(A suivre.)

PIERRE BENOIT

TROISIÈME LETTRE A THÉOPHILE[1]

LA PAIX

Il y a de cela six semaines environ, mon cher ami, vous m'avez donné un plaisir d'autant plus vif que je ne l'attendais point : je vous ai vu content ; un sourire d'optimisme épanouissait votre visage ordinairement renfrogné.

C'était le 17 novembre 1919, lendemain des élections législatives. Nous avions dîné à la table d'amis communs. A l'heure des cigares et des petits verres, je vous écoutais commenter le vote de la France. La sérénité, l'apaisement coulaient dans vos paroles, avec la sensation de la délivrance. Pour la première fois depuis la victoire, vous faisiez figure de victorieux. Quelque chose que vous redoutiez, avant cette heureuse date, n'était plus redoutable. Vous respiriez. Et je perçus bien net ce qui vous rendait heureux. Non pas que la majorité de demain fût de telle ou telle nuance politique ; au fond, la politique vous est indifférente : vous ne cachiez pas ce soir-là que vous aviez, la veille, voté pour la première fois de votre vie. Mais, depuis un an au moins, vous viviez dans une angoisse que la guerre même vous avait épargnée. Vous aviez peur de la Révolution. Et la Révolution, pour

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars 1915 et du 1er janvier 1919.

vous, ce n'était pas un changement, même violent, de gouvernement : c'était la destruction, le rapt de votre bien, avec la soumission forcée à un labeur communiste : Théophile spolié et contraint à vendre des journaux ou à balayer les tunnels du métro. Depuis un an vous nourrissiez votre terreur de tous les récits les plus tragiques venus de la malheureuse Russie. Vous achetiez les rares journaux parisiens qui professaient pour le régime des Soviets une admiration sans réserve ; douloureusement appliqué, vous les lisiez de l'éditorial au feuilleton, afin de guetter si le pas de l'Ogre approchait... D'ailleurs, au péril menaçant, vous n'opposiez que votre peur et ce guettage inefficace, plus, toutefois, certaines mesures de conservation personnelle sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure. Mais aucune des ligues qui se formèrent pour assurer l'ordre et préparer à l'avance des élections selon vos désirs n'a inscrit votre nom sur ses listes ni votre argent à son actif. Vous n'aviez pas le temps de collaborer aux travaux préparatoires de la politique. Outre le club, les villégiatures, le monde, les soins de la personne physique (dame ! on vieillit, il faut se défendre) — n'y avait-il pas cette occupation nouvelle, née des difficultés de l'heure : la lutte contre la vie chère ? Vous la meniez activement pour votre compte ; vous avez même réussi ce coup paradoxal de la faire tourner à votre bénéfice : encore un point sur lequel nous reviendrons. Ces efforts absorbaient tous vos loisirs... Quant à l'argent, ce n'était pas lorsque le complet veston coûte trente louis et cent francs par tête le moindre repas au cabaret, qu'un Parisien comme vous pouvait destiner une somme quelconque à des élections présagées déplorables.

Car vous les présagiez déplorables, mon ami. Toutes les fois que je vous ai rencontré au cours de l'an 1919, j'ai recueilli de vous, sur ce point spécial, des pronostics consternants. Vous les répandiez sans parcimonie. Et de même que durant la guerre vous vous déclariez admirablement renseigné sur le poilu français « qui avait un esprit détestable, — qui en avait par-dessus les épaules, — qui se f... de l'Alsace-Lorraine, etc... » — de même, la guerre finie, vous prétendiez connaître à merveille les sentiments de ce même poilu démo-

bilisé. Le poilu démobilisé, proclamiez-vous, adoptant le mot d'un célèbre politicien, — c'était « un créancier ». Le peuple du front, enfin relâché, allait demander compte au peuple de l'arrière de cinq ans d'entraves et de souffrances. Il revenait ulcéré, revendicateur. Un créancier, mais féroce et qui, de plus, savait ce qu'en des mains jeunes, robustes, exercées, peuvent valoir, comme outil d'assignation, une grenade ou une mitrailleuse. Vous disiez cela, et cette fois, vous étiez sincère, beaucoup plus que vous ne l'aviez été dans vos sinistres pronostics de défaite. Vous étiez sincère parce que vous aviez peur pour vous-même. Cela donnait à vos prophéties un accent de vérité qui semait la crainte. D'ailleurs, vous ne proposiez nul remède, nul moyen de lutte. Si quelqu'un objectait timidement :

— « Mais ne peut-on pas s'unir, se défendre, organiser un parti de liberté et d'ordre contre le parti de dictature et de gâchis?... »

Vous haussiez les épaules et vous murmuriez :

— « Essayez !... » — de l'air d'Hector répondant à Énée : *Si Pergama dextrâ !...*

Votre haussement d'épaules signifiait : — Puisque moi, Théophile, j'abandonne la défense de l'ordre, — c'est que l'ordre est condamné à périr.

***

Cependant les mois coulaient. Le monde, lentement, péniblement, se libérait de cette gangue épaisse, tenace, où la guerre l'avait incrusté. Ou, si vous préférez une image plus simple, mais qui a servi davantage, le malade entrait en convalescence. Comme la maladie n'avait pas consisté en une inflammation passagère, en l'arrêt momentané d'une fonction, comme elle avait bel et bien endommagé des organes essentiels, il fallait du temps pour les réparer. Puis, de ces lésions d'organes résultait ce que les médecins appellent de la *neurasthénie secondaire*, c'est-à-dire une angoisse, une incertitude, une tendance à l'inaction et au désespoir que la nature n'a pas mis congénitalement dans le sujet, mais qui est le résultat passager de la lésion organique. Le monde était

neurasthénique. En particulier, la France passait brusquement de la griserie joyeuse au sombre découragement : Paris, délirant de bonheur le 11 novembre 1918 ou le 14 juillet 1919, se renfrognait le lendemain... L'effort inspirait un dégoût général, fait non seulement de cette paresse légitime qui suit la fatigue, mais aussi du manque de confiance dans l'utilité d'un effort. On se ruait au divertissement, pour remplir les heures vides, pour échapper aux appréhensions des heures que le travail n'assainissait plus. On dansait. Les pâtisseries regorgeaient de clients, la bouche pleine. Les théâtres faisaient tous le maximum avec de vieilles pièces et une interprétation de collège : ils faisaient le maximum à Paris, à Rouen, à Lyon, à Barbezieux, partout. Les trains express étaient inaccessibles, sans démarches préalables ou fortes protections : ils emportaient les voyageurs de villes archicombles vers d'autres villes également archicombles. Les choses que l'on vend présentaient ce double caractère d'être, premièrement inabordables par la ridicule exagération du prix, et secondement inobtenables grâce à la concurrence des acheteurs. Chacun se plaignait de la hausse des denrées, et chacun était prêt à payer la denrée plus cher encore, pour la soustraire au voisin. Les transports étaient quasi impraticables, et les gens naguère les plus stables se mouvaient sans relâche. En un mot tout était plein et tout le monde voulait entrer partout. Tout était hors d'atteinte et tout le monde voulait tout.

Ah ! pour une curieuse époque, nous avons vécu, nous vivons une curieuse époque... Et il ne faut pas s'étonner si beaucoup d'esprits d'ailleurs normaux, mais débilités par les émotions et désorientés par l'imprévu des choses, ont perdu l'équilibre, viré à la neurasthénie, et contribué pour leur part au vacillement universel.

Quelle fut, Théophile, votre attitude morale, — que devinrent les habitudes de votre vie pendant cette étrange année 1919, — entre l'armistice et les élections?

Par vos propos, vous continuâtes, comme de juste, à semer le navrement dans les âmes. Vous accomplîtes sans relâche votre besogne de défaitiste civique, de défaitiste de la paix. Vous ne

perdîtes pas une occasion d'apprendre à vos contemporains que M. Wilson, de concert avec M. Lloyd George, cherchait à paralyser et à affamer la France; que M. Clemenceau gâchait la plus belle des victoires et en faisait quelque chose de pire que la défaite; que l'Allemagne était prête pour une guerre nouvelle tandis que la France n'était même plus capable de résistance ; qu'enfin notre pays, ayant reçu dans son triomphe même le coup mortel, s'étiolait avant d'agoniser.

Du microbe neurasthénique, vous fûtes sans contredit l'un des plus sûrs et des plus actifs véhicules. Cela, on pouvait l'attendre de vous : on ne change pas de caractère à votre âge.

Mais ce qu'on pouvait moins prévoir, c'était l'influence qu'exercèrent les temps nouveaux sur les habitudes de votre vie courante. Je signalais tout à l'heure cette curieuse caractéristique de notre époque : unir l'angoisse à la frénésie du divertissement, unir le dégoût de l'effort à la manie de remuer. Vous fûtes un des curieux exemples de cette paresse agissante, de ce pessimisme entreprenant.

Votre souci fondamental était toujours d'être dépouillé de vos biens par ce que vous persistiez à appeler : la Révolution. Ce souci lancinant coexistait en vous avec une conviction non raisonnée, non discutée, acceptée par vous comme un axiome : c'est que la Révolution sévirait en France avec une rigueur toute spéciale, ou plutôt qu'il n'y aurait vraiment qu'en France de révolution intégrale. Vieille idée, qui vous hantait depuis longtemps, du temps de la paix allemande. Axiome pour vous essentiel, comme celui que la France est ingouvernable, incapable de discipline, que tous les hommes qui l'administrent sont des impuissants ou des bandits; axiome qui voisinait dans votre cervelle, avant la guerre, avec celui « que l'Allemagne était le seul pays du monde bien gouverné, et le grand état-major allemand le rempart de l'ordre mondial ». Je dis : avant la guerre, — par politesse. Je ne suis pas sûr que la guerre ait nettoyé votre cervelle de ces belles idées.

Corollaires :

La France était le pays prédestiné pour la Révolution qui nous guette, qui vous guette, ô Théophile.

Il y a deux moyens de combattre les effets d'une Révolution imminente. Ou joindre son effort à ceux qui ont accepté la tâche de lutter contre elle, s'enrôler, donner son temps, son intelligence, son argent au parti de l'ordre. Ou bien chercher plus simplement à soustraire sa propre personne et ses propres biens à la catastrophe qu'on redoute. Vous avez choisi le second moyen, sans hésiter. Vous avez été un émigré de l'intérieur, après la victoire, comme vous aviez été un émigré de l'intérieur pendant la guerre. Et c'est dans cette fonction que vous avez révélé à vos amis émerveillés des aptitudes d'homme d'affaires et des capacités d'action que votre placide existence d'écureuil en cage dorée ne leur aurait jamais laissé soupçonner.

D'abord pour mettre en sûreté une partie de vos biens. En sûreté, c'est-à-dire hors de France. N'est-il pas évident que des fonds sont bien mieux préservés en Angleterre, en Hollande, en Palestine, au Honduras, qu'en France? Un Français qui a mis son avoir hors des frontières doit pousser un soupir de soulagement. Vienne la Révolution : les Français lui prendront peut-être sa tête, mais pas son argent.

Toutefois l'exportation, étant illégale, n'était pas commode et présentait quelques dangers. Vous ne vous êtes fié à personne pour prendre la peine et courir les risques. Vous avez opéré vous-même. Nul autre que vous n'a accompli les innombrables démarches que vous a coûtées votre passe port; il fallait trouver un prétexte plausible, n'éveiller aucun soupçon au départ, préparer l'accueil à l'arrivée, sans compter l'instant particulièrement critique : le passage de la frontière. Vous avez réussi tout cela, ayant eu cette inspiration géniale ; vous faire charger d'une mission semi-officielle, mission d'ailleurs gratuite, absolument gratuite ; vous êtes désintéressé ! Malgré toutes les protections qui jouaient autour de vous, le voyage fut pénible ; le temps des voyages faciles n'est plus. Une traversée déplorable vous chavira l'estomac pour longtemps. Les hôtels regorgeaient dans le pays où vous débarquiez, — bienheureux pays où, selon vous, nulle Révolution n'est à craindre. Vous avez couché sur des banquettes de salles d'attente, sur des billards; vous, si gourmet, vous avez

mangé une chère détestable. N'importe. La peine compte peu, au prix d'un grand résultat. Vous êtes rentré en France fourbu, rhumatisant, dyspeptique, furieux d'ailleurs et pestant contre le bienheureux pays presque autant que contre le vôtre : mais le grand résultat était acquis. Environ un demi-million de fortune française était définitivement soustrait au contrôle financier de la France, — à moins qu'un jour des accords réciproques ne s'établissent pour la perquisition fiscale, entre la France et le bienheureux pays.

Il est vrai qu'en revanche les impôts du bienheureux pays, plus lourds que les nôtres, pèseront désormais sur vos fonds exportés. Mais cela n'a pas d'importance ; vous avez joué un bon tour à M. Klotz.

***

Après cet exploit, on aurait pu gager que vous regagneriez votre cage dorée, et que vous reprendriez votre vie d'écureuil, tournant quotidiennement dans le cercle des occupations qui depuis si longtemps vous suffisent.

Eh bien ! on aurait fait une gageure imprudente. On aurait perdu.

Vous êtes un esprit logique et réaliste ; vous avez de la suite dans les idées. C'était fort bien d'avoir soustrait une partie de votre fortune au fisc de M. Klotz : mais cette opération, qui atténuait vos anxiétés, n'accroissait pas vos revenus, au contraire. Vos revenus restaient ceux de 1914, sensiblement écornés par la baisse des fonds étrangers qui naguère vous avaient inspiré une confiance inflexible. Or le coût de la vie s'aggravait ; les dépenses somptuaires, supprimées durant la guerre, s'imposaient à nouveau. De plus, la maladie universelle vous gagnait : un certain malaise d'être stable, le goût de changer, de bouger. L'écureuil voulait sortir de sa cage, courir aux arbres, gambader.

Comment vivre à la façon d'antan, égoïste satisfait parmi d'autres égoïstes satisfaits, lorsque les compagnons de cette vie, tout en persistant dans leur égoïsme, cessent d'être satisfaits, s'agitent d'une frénésie cupide, ne rêvent qu'accroissement soudain de la fortune, spéculation, gain brusque et formidable?

D'avoir vu des pauvres d'hier transformés soudain en Crésus, on dirait que cela a tourné la tête non seulement de tous les besogneux, mais aussi de bon nombre de gens cossus, de qui la guerre et la vie chère ont un peu rogné le superflu sans les priver ni du nécessaire, ni même du confortable. D'où ce curieux phénomène — partout observable aujourd'hui, — la colère du jouisseur frustré se transformant en fureur de spéculation. « Ah ! brigande de société !... tu veux me dépouiller? Tu veux gratter sur mes revenus, dîmer sur mon capital, me faire surpayer la nourriture, le vêtement, le transport? Eh bien, je te rendrai la pareille et je t'exploiterai à mon tour. On gagne sur moi? Je gagnerai sur les autres. Les prix montent? Je les ferai monter encore, mais la hausse me profitera... Cela me donnera du mal? Cela me fera courir des risques? Je m'en moque. Crever pour crever, je veux crever, non pas en beauté, mais en action... »

C'est ainsi, Théophile, que la placide salle à manger de votre club, accoutumée depuis tant d'années à n'entendre que des potins mondains, des histoires de chasse, de poker ou de bridge, d'émollients entretiens sur l'agriculture et l'élevage, des considérations sur la mode, les préséances, les décès et les mariages, quelques confidences désabusées sur les femmes, outre les propos les plus méprisants sur les parlementaires et les fonctionnaires de la République, s'étonna d'ouïr les mêmes convives, subitement clamant et gesticulant comme des boursiers, échanger des interrogations anxieuses sur le cours du café, du sucre ou du cuir, s'offrir l'un l'autre des wagons-foudres ou des péniches, — le vieux marquis de Gisors déclarer fièrement qu'il possède à lui seul dix mille mètres de gabardine, et le jeune Dupont-Darmoy, propre fils de la jolie madame Dupont-Darmoy, se glorifier de vendre aisément quatre-vingts francs la bouteille de tisane dans la maison de danse qu'il commandite.

Et vous-même, Théophile, vous êtes entré dans la danse. Le hasard d'une chasse louée vous ayant fait connaître les installations américaines de Romorantin, vous avez ingénieusement profité de la vente d'un lot important de « godasses »

provenant des stocks de nos alliés. Ce fut une petite somme, moins de dix mille francs, mais si lestement acquise — en deux coups de téléphone — que vous fûtes, du coup, gagné corps et âme à la spéculation. Désormais, la spéculation vous tient : elle ne vous lâchera plus. Avec des alternances de pertes et de gains, vous demeurez en bénéfice, au prix de lourds soucis et de grandes fatigues. Car pour gagner de l'argent dans les tissus ou dans les matières d'alimentation, il faut opérer sur de grosses quantités, et concurrencer d'autres spéculateurs actifs et débrouillards. La mise en argent n'est pas mince : à chaque coup, l'on compte par cent mille francs. Vous voilà loin de la sage partie de poker de 1913, où une perte de cinquante louis vous rendait maussade pour huit jours. En outre, il ne faut pas plaindre sa peine, comme disent les bonnes gens. Vous avez appris à vous lever dès l'aube, à sortir par tous les temps, à faire antichambre durant des heures. Il faut accepter de brusques déplacements dans des conditions d'inconfort absolu ; vous, Théophile, qui ne voyagiez jamais qu'en sleeping ou en coupé, vous m'avez raconté des trajets de vingt-six heures en trains omnibus, non chauffés, par cinq degrés au-dessus de zéro... Ces diables d'alliés installaient toujours leurs dépôts en des campagnes inaccessibles. Que ne les plaçaient-ils aux Champs-Élysées ou au parc Monceau?

Mon Dieu !... tout compte fait, si l'on met en balance les risques de bronchite ou de rhumatisme avec l'entraînement résultant d'une vie plus active, — et les angoisses de perdre avec la joie du gain et l'excitation de l'entreprise, on peut dire que c'est (j'emploie votre vocabulaire de négociant néophyte) une affaire blanche... Le moins beau de l'affaire, et vous en convenez avec une naïve et inconsciente franchise, c'est les relations qu'on s'y fait et les compromissions où elle entraîne. D'un ton de mépris justifié, vous parlez des gens avec qui vous traitez, des secrètes commissions qu'ils exigent, du peu de sûreté de leur parole, des prévarications dont quelques-uns d'entre eux se rendent coupables, et qui parfois sont la condition même de l'entreprise... Vous ajoutez, il est vrai : « Les fripouilles sont toujours

les fripouilles : mieux vaut que leur fripouillerie profite aux honnêtes gens. »

Les honnêtes gens, c'est vous, naturellement.

Voire, disait Panurge.

***

Et je me pose une fois de plus, comme pendant la guerre, comme après la victoire, le même problème angoissant à votre sujet, Théophile.

— Pourquoi, Théophile, étant ce qu'il est, ce que nous l'avions connu, c'est-à-dire un homme bien né, élevé dans un milieu de grande bourgeoisie, — un homme qui, en 1913, par exemple, faisait profession d'un militarisme intransigeant et d'un violent mépris pour les tripotages d'argent, — pourquoi Théophile a-t-il été démontré par la guerre tout autre que nous ne l'attendions, tout autre que ses principes ne l'annonçaient? Durant la guerre, cet admirateur de la force fut défaitiste; la victoire le trouva rétif, grognon, encore incrédule ; et voilà que la paix nous révèle un Théophile inattendu. Mécontent, hargneux, peureux de révolution : soit ; c'est dans la norme de son caractère et de sa conduite de guerre. Mais comment cet homme riche, connu, tranquille et déjà mûr s'est-il laissé saisir par la fringale de gagner vite de grosses sommes grâce à des spéculations peu reluisantes, hasardeuses, où il ne risque pas seulement son argent? Comment en est-il venu, pour un bénéfice qui ne lui est pas nécessaire, à des besognes pour lesquelles il n'est pas destiné, en compagnie de gens qu'il méprise? Encore une fois, pourquoi Théophile, étant ce qu'il est, agit-il comme il agit?

Ainsi, de nouveau, me questionnais-je. Mais, cette fois, comme j'étais en présence d'un aboutissement, je crois que j'ai entrevu la réponse. Et je vais vous la soumettre, Théophile, avec une entière franchise.

Pour comprendre le personnage que vous êtes devenu, — et qui est le type de quelques exemplaires contemporains, il faut reprendre les choses d'un peu loin, — aux environs de 1913, par exemple.

En 1913, vous et bon nombre de vos pareils goûtiez la douceur de vivre sous la troisième République, laquelle semblait d'ailleurs, à ces pareils et à vous-même, incliner vers son déclin. Les républiques vieillissent vite : à l'approche de la cinquantaine, elles ne sont pas à l'ordinaire fort excitantes. Elles ont perdu la fougue, la bravoure, l'enthousiasme, le goût du péril dont se parait leur jeunesse ; la voix leur manque pour clamer les grands mots émancipateurs ; leur bras alourdi traîne l'épée comme un parapluie, au lieu de la brandir comme un flambeau. Et puis, il y a dans le jeu normal des démocraties en paix, quelque chose de peu ragoûtant. Le mur y est supprimé qui, dans les monarchies autoritaires, sépare la salle à manger de la cuisine. Les dîneurs, c'est-à-dire tout le monde, voient le fourneau, le chef, les marmitons, les plongeurs, l'évier. L'avantage de cette disposition, c'est que, si le plongeur essuie mollement la vaisselle, il se trouve toujours quelqu'un pour s'en aviser, et pareillement si le chef entonne le madère destiné à la sauce du tournedos. Mais, même quand le menu final est copieux et bien servi, la vue de ces préparatifs coupe l'appétit aux délicats... Vous étiez sans doute un délicat, Théophile, car, tout en goûtant la douceur de vivre tranquille et de bien manger, vous vous gardiez bien de murmurer : *deus nobis hæc otia fecit !* Loin de là : tout vous exaspérait contre la majorité de vos concitoyens, et contre leur gouvernement. Vous déclariez hautement que vous ne vous en sentiez point solidaire. D'autres, cependant, le disaient comme vous, qui faisaient effort pour le renverser ce gouvernement, et ils avaient bien raison, s'ils le croyaient nuisible. Non seulement vous ne les approuviez pas, mais vous vous moquiez d'eux : qu'ils étaient naïfs de se donner tant de mal ! Il n'y avait rien à faire. « Les peuples ont les maîtres qu'ils méritent. Les Allemands ont Guillaume II. Nous avons Tartempion... » Car le gouvernement de l'Allemagne représentait pour vous le parfait gouvernement, celui où un mur solide, un mur chamarré, cache la cuisine aux dîneurs. Et, pour continuer l'image, Guillaume II vous semblait le « chef » idéal, autoritaire, tout de blanc vêtu, le coutelas en main.

Soudain, ce fut la guerre.

Vous l'annonciez depuis longtemps. Elle vous surprit

néanmoins : la guerre est un des visages de la Mort, et l'on a beau savoir qu'on mourra, on ne se décide point à croire que ce sera l'instant d'après. La guerre fut particulièrement mal accueillie par les gens de votre sorte ; j'entends par les satisfaits mécontents ; vous comprenez ce que signifie cette alliance de contradictoires, — satisfaits de leur bien-être, mécontents des conditions sociales dans lesquelles ils le goûtaient. C'était bien naturel : ils perdaient leur tranquillité et, pour eux, la France était vaincue d'avance. Rendons cependant justice à beaucoup d'entre eux : leur égoïsme ou leurs préjugés ne les empêchèrent ni de faire leur devoir de citoyens, ni d'admirer ce phénomène splendide : la renaissance nationale dans le danger. Ceux-là comprirent alors (et les leçons de l'histoire leur en fournissaient d'autres exemples dans le passé) que l'état de danger est le seul où les démocraties s'exaltent. Pacifiques par essence, les grandes démocraties sont magnifiques lorsqu'elles sont contraintes à la guerre : l'esprit du sacrifice à la patrie les anime, sans mélange de cupidité, de goût de conquête ou de domination. C'est ce qui décore d'une incomparable beauté les guerres libératrices des Pays-Bas; c'est par quoi les victoires de Napoléon demeurent moins pures que celles de Bonaparte. En 1914, la France se levait pour défendre la France, pour défendre le droit d'exister sans baiser la semelle de fer du Moloch allemand. La plupart de vos amis comprirent cet élan, l'admirèrent, y participèrent. Un petit nombre — dont vous fûtes — se tint à l'écart et ne voulut pas admirer. J'ai essayé d'analyser, dans mes deux précédentes lettres, les multiples éléments qui composèrent votre attitude... comment dire?... de Français hors cadre, pendant les dures années de combat. Oui, Français hors cadre ; le terme est plus juste que celui dont je me suis servi alors : émigré de l'intérieur. Car au temps de l'armée de Condé, la plupart des émigrés n'étaient pas des jouisseurs dérangés ou des peureux à l'abri des coups ; c'étaient des gens prêts à souffrir, à lutter, à succomber pour le roi, en qui ils incarnaient la patrie. Vous, votre émigration à l'intérieur n'avait d'autre objet que de vous tenir à l'abri de la tornade, et d'attendre, en maugréant, la fin que vous présagiez mauvaise, mais que surtout vous souhaitiez prompte.

Ah ! vous étiez paré pour la défaite, jusques et y compris la prévision d'émigrer, et cette fois hors des frontières. Vous étiez paré à ce point que la victoire vous a complètement désorienté, et qu'il vous a fallu près de six mois pour y croire. Vous n'y croyez pas absolument, encore aujourd'hui : votre formule est que c'est une mauvaise victoire, à peine meilleure que la défaite. Comme vous avez dénié naguère à la France le pouvoir de vaincre, vous lui déniez aujourd'hui le pouvoir de recouvrer sa vigueur. Et comme vous avez refusé votre part de l'effort de guerre, vous refusez votre collaboration au dur travail de la réparation. Vous continuez à vous désolidariser de la patrie. Ses difficultés, comme ses souffrances, vous agacent sans vous émouvoir : tels certains maris qui détestent leur femme parce qu'elle est malade.

***

Ainsi s'avère peu à peu votre qualité de Français hors cadre, de Français à part de son pays. Les événements extraordinaires survenus depuis cinq ans ont mis en pleine lumière ce personnage qui était en vous ; car il était en vous, Théophile. Vous étiez cela dès 1913, et bien avant : mais dans le trantran de la vieille paix routinière, cela ne se remarquait pas. Seuls les observateurs avisés pouvaient le pressentir à la façon dont vous commentiez les faiblesses et les misères de la patrie, dont vous vantiez la supériorité des autres peuples, et à cet air d'ironie supérieure qui accompagnait de désastreuses prédictions.

Vous n'étiez déjà plus qu'un Français désencadré, dont le cœur ne battait plus à l'unisson de son peuple. Voilà pourquoi vous n'avez rien compris à la mobilisation, à la victoire, — pourquoi vous ne comprenez rien à l'émouvante convalescence qui suit la paix. Plus la patrie devenait consciente d'elle-même et cohérente, plus vous vous en écartiez : jusqu'au moment, qui ne pouvait pas ne pas venir, où vous vous êtes senti tellement hors cadre que vous avez commencé à agir, vis-à-vis de la France, comme un étranger : vous avez trouvé tout naturel de « profiter » à son détriment, d'exploiter ses

embarras pour vous enrichir — vous riche déjà et sans l'excuse du besoin. Il y a de la cupidité dans votre cas, mais il y a quelque chose de plus obscur et de plus fort : vous vous vengez sur vos compatriotes de ce qu'ils ont sacrifié tout, et vous-même, à la défense et à la victoire. Vous leur en voulez de ce que toutes ces grandes choses se sont faites sans vous : un instinct obscur vous fait deviner qu'elles se sont faites contre vous. Vos pulsations, dès lors, ne seront plus jamais synchroniques de celles du pays. Votre destinée s'oriente hors des destinées de la patrie. Je vous ai vu déplorer une hausse légère du franc par rapport à la livre sterling : vous aviez acheté des livres sterling. Et cette joie que vous avez ressentie lorsque le peuple de France a fait des élections que vous trouvez excellentes, ce n'est pas parce que vous les jugez utiles à la prospérité, au salut de la patrie : c'est parce qu'elles vous ôtent la peur d'un bouleversement social immédiat, mettant en péril votre personne, votre liberté d'agir, vos biens. Dans ces élections, que vous n'avez pas prévues et qu'il était si facile de prévoir dès qu'on connaissait la France rurale, magnifique régulatrice de la vitalité française; dans ces élections dont vous n'avez ni compris ni cherché à comprendre le sens vrai — injonction rude et précise du Paysan à l'Ouvrier — vous avez vu, sans plus, un répit. Vous comptez en profiter pour avancer vos affaires, c'est-à-dire pour vous accommoder d'un gâchis que vous ne souhaitez pas voir finir de sitôt, puisque au surplus il ne vous menace plus personnellement, et que vous avez trouvé le moyen d'en profiter. Vous croyez toujours, malgré les « bonnes élections », à la désorganisation, à la ruine, à la culbute de la France : mais vous croyez possible, parallèlement, la sécurité et la prospérité de Théophile, qui vous importent davantage. Vous percevez le désaccord des deux destinées. Sans oser encore en faire l'aveu, vous l'acceptez.

***

Sera-t-il dit que de tels citoyens iront jusqu'au bout de leur entreprise, et, après avoir contrarié l'effort défensif et

victorieux de leur pays, après avoir exploité les maux de leur peuple, vivront heureux et comblés tandis que leur pays et leur peuple se débattront dans la gêne matérielle et l'insécurité?

Vous croyez cela possible et probable, Théophile, comme vous avez cru probable la victoire du Boche, comme vous avez cru impossible l'intervention des Américains, comme vous avez cru certain le triomphe du bolchevisme en France. D'instinct, vous croyez au triomphe du mal sur le bien ; vous misez, d'instinct, sur Ahriman contre Ormuzd. Tous les événements des cinq dernières années contredisent vos prévisions ; cette série de démentis, infligés par le Destin, devrait vous avoir mis en défiance contre votre propre jugement : rien n'y fait. Vous êtes incorrigible.

Eh bien ! nous verrons.

Je suis convaincu, pour ma part, que votre erreur est lourde et dangereuse. Non pas seulement parce que je crois au triomphe final d'Ormuzd sur Ahriman, mais parce que des signes nombreux, encore épars, annoncent à l'observateur attentif que le peuple de France n'a pas renoncé à apurer ses comptes de guerre. Pour le moment, il a d'autres soucis plus pressants : vivre, d'abord, puis régler les comptes extérieurs qui sont toujours en suspens. Mais ce bilan extérieur, quoi que vous en pensiez, Théophile, sera balancé un jour. Alors le peuple de France tournera la page du grand livre, et commencera d'apurer les comptes de son ménage privé. « Qu'as-tu fait, toi, pendant la guerre? Quelle cotisation as-tu payée à l'effort unanime? Sang, argent, pensée, énergie? Ou rien?... Et la paix signée, qu'as-tu fait pour guérir la patrie? Travail, impôt, restrictions, quoi?... » Voilà l'enquête qui vous menace, Théophile, bien plus certainement que le bolchevisme. Et quand il aura fini d'établir son bilan, le peuple de France voudra qu'il soit réglé, et que tout se paye. Tout se payera-t-il en effet? Ce serait trop beau : il y a toujours des contrebandiers adroits. Mais échapper ne sera pas commode, et ceux qui seront pris !...

— Eh bien? qu'est-ce qu'on leur fera?

— Ma foi, Théophile, je n'en sais rien. Mais l'histoire se recommence volontiers, et je vous engage à la relire.

— Bah ! avant que toutes ces belles choses n'arrivent, je m'en irai.

— Oui. Je sais bien que c'est votre projet : et vous deviez en arriver là, au divorce avec votre pays. Où vous en irez-vous donc ?

— Mais, là où je serai en sûreté. Il y aura bien un pays, je suppose, où un homme dans mon cas, pourvu d'argent, pourra vivre tranquille.

— *Voire*, disait Panurge.

MARCEL PRÉVOST

MUSIQUES

I

LA MUSIQUE

O Musique, je connais la magie de vos orchestrations ; je sais quand vous coulez sur les violons comme des sources murmurantes et chaudes, et quand, suspendue, liquide et pénétrante vous tombez sur le cœur comme du haut d'un roc qui s'égoutte, et quand, parmi les cordes des violons confondus, vous n'êtes plus que rumeur haletante et sublime bourdonnement. Soit que les archets s'élancent comme des baïonnettes à l'assaut d'une citadelle, soit que les cuivres fassent songer à l'écroulement des murailles de Jéricho, ou que, soudain, un chant aigu s'allonge et se maintienne comme la trompette aux lèvres des anges dans le ciel de la Nativité, vous promettez, sans cesse vous promettez, et la foule des rêves accourt à votre grand sermon tumultueux sur la montagne.

Ah! que je vous connais! Je sais quand votre allégresse, votre vive allure, vos danses et vos alléluias nous déchirent le cœur de douleur et font tressaillir les bouches humaines tendues vers vos impalpables sources, — et quand vos graves lamentations nous donnent le délire de vivre et l'exultante gaîté, car vous guidez vers la joie par la douleur et par la douleur vers la joie, parce que vous vous débordez vous-même et dépassez vos significations, et d'un élan qui franchit l'obstacle vous nous portez sur l'autre rive.

Avec quelle hâte vous assemblez vos impondérables matériaux et vous nous les livrez, afin que chacun puisse bâtir au-dessus de la vie la tour de sa solitude et de sa jubilation !

Ciseau tranchant qui ouvrez le marbre, vous voulez posséder le cœur irrésistiblement, et le cœur le plus secret, le plus résistant vous laisse finalement entrer, et vous roulez, gave torride, dans ses profondeurs sacrées. Comme saint Jean annonçait Jésus, vous modelez le visage de l'amour. Dans les vagues prunelles des femmes, je vois, comme des médailles frappées à quelque effigie secrète, le dessin de leur éternelle hantise. Leurs yeux, cire enflammée, consument l'air. Même sereine vous semblez frénétique, car vous vous dépouillez, vous vous arrachez de vous-même parce que vous êtes le désir, et parce que le désir souhaite de mourir.

O fleuve du désir qui dort au fond des êtres, quel univers ne reflètes-tu pas? Toutes les images de la vie humaine, depuis la maison paisible qui pose son constant et naïf regard sur la colline de notre enfance, rougie de groseilliers, au bord d'un lac, jusqu'à ces multiples voyages que le rêve accomplit en tous les sens du globe. Désir, tu contiens tout, et la splendeur de l'amour ne vient pas de lui-même, — amour, infirme tentative, — mais de toi, ô Désir, religieuse et vaine ardeur!

Mais si toute noblesse t'inspire, si le courage de l'homme, ou sa faiblesse, sont des tremplins dont tu t'élances, la musique est ton appui divin ; tu te construis par son insidieux concours, comme la ville de Thèbes s'élevait, nous dit-on, au son des flûtes. La voici, la Musique, la créatrice impalpable, mathémathique, précise et sans limites visibles ; les espaces inexplorés sont les confins légers de son royaume ; jusqu'où vont ses ondes chargées d'âme, sa subtile action, sa vaporeuse immunité? Que crée-t-elle, que transforme-t-elle sur son passage?

Aussi avec quelle attention je contemple ce soir, dans une pièce silencieuse, les instruments de musique. Qu'ils sont beaux dans leur transitoire paix ces retors constructeurs du rêve ! Voici le luth d'ivoire côtelé, ample et mince, au long col déplié, pareil à un cygne endormi ; dans la cour méditative d'un vieux palais de Milan, aussi ardemment visité par le soleil de l'aurore que Marie par Gabriel, ses mélodies engageantes,

son harmonieuse assiduité convainquaient-elles l'épouse hésitante de quelque guerrier brutal et voyageur?

Voici la harpe romanesque, légère charmille d'automne, transparente, que l'on sent éplorée, où les arpèges vont se suspendre comme des grappes d'acacia qui secouent leur rosée.

Voici le cor aux sons tumultueux, hôte des bois, dont le puissant soupir est si vaste, si obsédant, si lointain, — si triste aussi, — qu'il semble soufflé par les lèvres mêmes de la pâle lune des parcs et des forêts d'été. Ah ! qu'il mesure bien, ce sanglotant cor, fou d'espace, la distance de la terre aux cieux ! Roi des nostalgies, Seigneur des bruyères d'Écosse, pâtre dément qui souhaite de commander au troupeau des astres et prétend les rassembler, il fait ricocher jusqu'aux nues ses échos noyés d'embruns où l'on croit percevoir telles paroles désespérées : « Je me souviens, je regrette, je désire... »

Au son de quel instrument, je ne sais, les Israélites opiniâtres fleurissent-ils depuis trois mille ans, dans l'aride Mésopotamie, le tombeau de leur reine Esther?

Épaisse et d'aspect maladroit, elle nous surprend, la guitare fameuse des Espagnes. Elle n'a ni grâce ni souplesse, mais qu'une main habile la harcèle, et on entendra se becqueter de rageuses colombes. C'est un crépitement si fascinant, si hallucinant, qu'aux accents de ces mélodies ferrailleuses où se provoquent inlassablement de subtiles épées, chevaleresques et vindicatives, des paysages lentement se tissent :

Il fait tiède, la nuit, dans une rue de Ségovie. Rien, dans une telle atmosphère d'été, ne s'oppose à l'espérance, à la mélancolie de l'amour. On entend encore du bruit dans la boutique du perruquier, et la blanche hôtellerie, éclairée par ses lanternes, éclate d'un blanc de chaux, d'un blanc lyrique, et donne un aspect fantastique à l'énorme perroquet centenaire qui rampe du bec et des pattes sur le balcon de fer verni où il tient hérissé son gros arc-en-ciel de plumes. — Va, ne lutte plus contre ton désir, jeune femme des Castilles aux cheveux violets, aux yeux pincés et frémissants comme deux guêpes captives entre les paupières. Ta bouche, vaporeuse et gonflée comme un étroit feu de bengale, palpite déjà d'amoureuse inconscience. A quoi te sert-il d'attendre,

derrière tes volets mal clos, que la sagesse t'ait ce soir conseillée? Crois-tu pouvoir résister à cette injonction du rêve, à ce rythme impérieux, ferme et noué, qui tient de la Nécessité, du rapt et de la caresse?

Déjà tu avances une main sur ton balcon au grillage bombé. Celui qui veut te tenter par sa persévérance, tresse, maille à maille, dans la rue obscure, ce rêts de musique où tu vas tomber. Tu ne l'ignores point, l'ardente volonté de l'homme est un puissant aphrodisiaque...

Mais plus mystérieuse que toute autre voici la flûte chinoise, pure, longue et froide qui repose, ici, sur un coussin de velours orangé.

C'est un roseau de jade d'un blanc varié, un peu teinté de gris, comme attristé et pénétré par le soir. Quelques trous exigus sont disséminés sur la tige allongée; là courent le souffle et les doigts du joueur; aux deux bouts de l'instrument semblable à une canne creuse, une subtile jade verte rejoint et enduit la blanche matière, on dirait deux délicates feuilles de glaïeul enroulées au tube nuageux, et bien adhérentes.

— Flûte de Chine, mince roseau où s'attachent des herbages, car telle es-tu en ta glaciale finesse, en quel lieu répandais-tu ton enchantement? Quel jaune adolescent, lisse aussi comme la jade, a marié ses maigres doigts alertes à ta noble inflexibilité? Chantais-tu dans ces légères maisons de Chine, à l'heure où deux jeunes gens passionnés, afin d'obtenir de leurs parents le consentement à leur mariage, s'engageaient à célébrer le parfum du magnolia qu'on leur présentait jusqu'à ce qu'ils obtinssent par leur éloquent délire l'adhésion désirée? Ou bien, dans un jardin gracieusement maniéré, sous le saule plus frémissant que les franges d'un châle de crêpe vert, le pigeon neigeux à tête noire, qui vole en forme de triangle et semble tout plat sur le ciel de turquoise (ainsi l'ai-je vu dans un livre des fables de La Fontaine décoré par un peintre de l'Empire Céleste) descendait-il en tournoyant vers tes séduisants orifices, et se laissait-il tomber, fasciné, comme dans la gueule d'un serpent pailleté par le soleil?

Au son de ta musique insistante, mélancolique, qui crée

l'idée du bonheur, l'imprécision et le voyage, l'oie sauvage entreprenait-elle ses migrations sur la mer, le cou allongé démesurément par la tentation de l'Europe, tandis que sous son chapeau de bambou, tressé en forme de pétunia, le pêcheur pauvre, aux sourcils toujours étonnés, debout dans sa barque, regarde passer la voyageuse? Flûte aujourd'hui silencieuse, l'humble musique qui jaillissait tout uniment de ta tige perforée troublait certes le cœur de l'homme et de la femme. Elle les réunissait, elle, la musique, l'éternelle empressée, la tisseuse de liens indiscernables, qui va plus vite en besogne avec les huit notes de la gamme que les cent enfants de l'École des soies, qui, assis devant leur métier, dévident prestement les cocons récemment bouillis.

Eux, l'homme et la femme, qui ne se parlaient point, qui n'eussent point osé se dire les longs secrets de leur cœur, — encouragés par cette voix audacieuse, ils élançaient leur regard dans leur regard aussi fortement que la patte griffue de la panthère saisit la viande sanglante et s'envole avec elle, d'un bond, sur la branche moyenne du sombre araucaria.

— Que ne dit pas la musique à ceux qui joignent leurs regards? O désir, qui êtes-vous donc pour que la nature vous consente de tels atours, les plus nobles et les plus somptueux? Si vous n'étiez que la fatale inclination des êtres, que le souhait invincible d'un moment de joie, l'univers vous revêtirait-il de ses fastes?

Ce n'est pas en ce qu'il a de radieux et de prodigue que le divin séduit l'homme et le conquiert, mais parce qu'il lui dispense jusqu'à l'infini le sentiment de son exil.

Le désir et la musique sont des promesses ; ils nous infligent un dépaysement si subit, si total, que toutes les lois prudentes de la vie en sont dépassées ; ils font songer au soupir de Socrate mourant. Transporté d'espérance, détaché du poids de la vie. « Que puis-je craindre de la mort? — s'écriait-il, — bien plutôt je la souhaite, je vais vous voir enfin, vous connaître, Musée, Hésiode, Homère, Orphée ! »

II

MÉLODIE MATINALE

L'aubépine avançait une aile de feuillage,
Mousseuse dans l'azur ; je contemplais le jour;
On entendait au loin respirer les villages ;
La nature croissait, hésitante d'amour ;
Avec précaution sa verdoyante grâce
Semblait timidement s'emparer de l'espace.
Dans ce calme accompli, sans crainte et sans souhait,
Une paix enfantine et muette régnait
Et l'univers semblait englué de paresse,
Lorsque excessif et brusque, un faible oiseau chanta.
Mon plaisir qui rêvait aussitôt éclata.
— O beauté de la voix, ô flèche d'allégresse !
Ni le ciel allongeant ses laiteuses caresses
Dans le furtif labeur des heureuses forêts,
Ni les parfums jetant leurs jubilants secrets
Qui palpitent avec des invisibles ailes,
Ni le bonheur léger du vent frais et mouillé
N'avaient fait tressaillir mon songe émerveillé !
Mais ce cri délicat, cette acide étincelle,
Ce verbe jaillissant, ce doux chant ébahi,
Épandait jusqu'aux cieux une âme universelle...

Et je songe à la voix, aux choses que tu dis,
A l'enivrant péché du désir qui s'exprime ;
Sans doute la parole était au paradis
Le fruit mystérieux, plein d'espoir et d'abîme,
Qui fit le couple humain à jamais triste et fier.
— Je songe, ce matin, dans la tiède atmosphère,
A la Musique avec ses cris dans le désert,
Aux sanglots, aux baisers, à tout ce qui libère
Le grand gémissement du rêve dans la chair...

III

MUSIQUE D'ESPAGNE

Toi qui piétines sur place, et ne peux ni te lasser ni te réjouir, mais qui te répètes avec la confiance de celui qui a devant soi l'éternité, — ô maniaque, entêté, jaloux, à quoi songes-tu, chant mélancolique et forcené, chant d'Espagne?

Je vois bien ce que tu suggères à mon cœur, qui est maintenu sous ta pression obstinée comme le mulet sous une charge qui l'écrase et sur laquelle s'est encore étendu le muletier. Et pourtant, tu es indiscernable, sans définition possible, comme les premières atteintes de l'insolation : douleur, vertige, névralgie heureuse !

Ce que tu suggères à mon esprit, je le vois bien ; je vois bien qu'un homme souffre, s'obstine, torture dans l'ombre quelque chose de vague et de rebelle sur quoi il s'acharne, — et il ne cédera pas, — musique d'Espagne !

A-t-il tué ce qu'il aimait et parle-t-il encore à quelque pantelant cadavre, qui a tort, — car certainement se croit-il raisonnable et donne-t-il tort à sa victime, cet opiniâtre.

Le paysage est aride et pur ; un ciel de minéral bleu est tiré au cordeau dans l'espace ; une maison de bois, peinte en grenat et en noir, a du maïs et du tabac qui sèchent, pendus à son pauvre balcon. Là-bas un mur crayeux, un talus jaune; à l'angle du village, sur la place de terre battue, le cabaret reste sombre et reculé, tels les visages des passants; au dehors, des tables et des bancs étroits sont rangés régulièrement, comme à l'église.

Je le vois de dos, cet homme qui souffre et souhaite sa délivrance, et ne s'assouvit pas. Est-il sourd? Frappe-t-il avec un marteau sur un clou ensorcelé qui s'allonge à mesure qu'on le rive, et qui s'enfonce indéfiniment dans notre cœur?

— Va-t-il se casser la tête contre la muraille, pour écraser ce chant obstiné qui le hante, qui avance de quelques pas, revient en arrière, et ne veut jamais de conclusion?

Que dit cet homme? — O musique volontaire, instinct brutal et cajoleur et sans déguisement d'un peuple fier!

— Répète-t-il son souhait à la femme qu'il aime, de telle sorte, avec un tel sens d'éternité, qu'elle acceptera son patient et invincible désir?

Il s'arrête de se plaindre; peut-être a-t-il obtenu ce qu'il voulait, ou peut-être s'est-il endormi, ou va-t-il mourir, mais — ah! tu recommences ta plaintive danse d'animal enfermé qui foule un seul point du sol, et te voici revenue, mélodie suave, harmonie mâchée, idée fixe qui bourdonne, — profonde, profonde volupté!

COMTESSE DE NOAILLES

LA FRANCE ET L'OCÉAN

I

LA GRANDE PITIÉ DE LA MARINE FRANÇAISE

Deux grands Français, Colbert et Napoléon, qui savaient réduire les hommes et triompher des choses, voulurent construire une marine à la hauteur de la nation qu'ils rêvaient. Le premier aboutit au désastre de la Hougue; le deuxième, à celui de Trafalgar.

La troisième République n'a fait ni mieux ni pire.

Une telle inaptitude de la France à créer la marine égale à son destin dérive de causes séculaires, intrinsèques à sa constitution géographique, au génie de son peuple et à la mentalité de ses chefs de mer.

***

Il faut dès l'abord éliminer toute raison d'inefficacité provenant du matériel. A chaque époque, nos ingénieurs du bois, du fer ou de l'acier, ont instruit l'univers, pour la création de merveilles flottantes.

A chaque époque aussi, le trésor royal ou national a gaspillé une forte part du revenu de la France pour l'établissement d'une armée navale qui fût splendide. Quelles qu'aient été les

variations de nos politiques, l'orgueil des rois, celui de l'empereur, s'accordèrent avec l'intuition profonde des nécessités maritimes. A partir de l'étape où la troisième République, ayant achevé de panser les blessures de Sedan, put relever la tête, elle désira que ses trois couleurs flottassent, en tous océans, de pair avec n'importe quel autre étendard. Les budgets croissants qu'elle y consacra démontrent sa sollicitude.

Nulle patrie enfin n'est mieux découpée pour nourrir une race de marins actifs, hardis. Le pêcheur de Manche, le marinier breton ou atlantique, le Basque aventureux, le Méditerranéen subtil, s'unissent dans les carènes des bateaux de France et forment d'incomparables équipages. Les grands chefs, pour peu qu'ils le veuillent, et quand ils l'ordonnent, leur font accomplir l'impossible.

Qualité du matériel, étendue des ressources, excellence du personnel, doivent être admises sans discussion. Aucune défaillance de ces trois vertus essentielles n'est responsable de la Hougue, de Trafalgar, ni de la récente guerre navale.

Il faut chercher plus profond. C'est l'histoire psychologique d'une des souches de la grande armature française depuis l'heure où surgit une vraie marine de guerre, depuis Richelieu. Au delà des histoires officielles ou des récits de maint écrivain non maritime, au-dessus des assertions ministérielles aux Conseils des monarques ou à la tribune des Parlements, il est bon que le public apprécie le caractère fatal, inéluctable, de la grande pitié de la Marine française en ces trois derniers siècles.

***

L'ignorance maritime de la nation française est infinie. Nul effort ne prévaudra contre ce mal irrémédiable. Le long ruban de nos côtes n'est point en proportion suffisante de notre superficie. Le territoire de France est ramassé, compact. Il ne s'élance point dans l'onde, comme en Angleterre, par cent caps audacieux bordés de saignées profondes. Aucun golfe bien creusé, semblable à ceux de Grèce ou de Scandinavie, n'enfonce jusqu'à son cœur l'arome et la leçon des flots. Il ne s'allonge point, telle l'Italie, entre deux mers

voisines et parallèles, d'où le navigateur aperçoit l'épine dorsale apennine.

Grâces soient rendues à cette massivité. Par elle le peuple de France, entre ses semailles et son cheptel, a mûri cette résistance accrochée au sol, et pu vaincre les plus atroces dangers extérieurs, les plus mortelles maladies du dedans. Il ne fait point de rêve du moment que le blé sort et le vin coule. Il ne connaît la mer distante qu'à la manière des enfants qui écoutent les contes de fées.

Pour lui, l'Océan est pays légendaire, où une race spéciale, un peu mystérieuse, vit des aventures surprenantes et des drames surhumains. De temps à autre, son oreille craintive écoute quelques voix lointaines, qui parlent de naufrages, d'écueils et de cyclones. L'émoi de telles épopées ne dépasse guère le frisson d'un instant. Retournant à son atelier, à son sillon, il ne pense plus à la mer jusqu'au prochain régal d'une catastrophe inédite. Ce n'est point de sa faute. Il ne comprend pas.

Comment comprendrait-il? Le vallon heureux ou l'usine fourmillante lui donnent tout ensemble sa besogne, son aliment, son sommeil. Pourquoi s'inquiéterait-il des petits et grands navires qui emportent loin de la France les œuvres de son travail, et y jettent les instruments de production plus riche? Au delà du marché hebdomadaire, mensuel, il ignore les cheminements de son grain ou de son chef-d'œuvre. Le seuil du chantier, la gare voisine, représentent l'extrême aboutissement, le départ définitif de ses produits. Dans Paris même, centre d'appel et d'expédition, le passant ne voit pas plus que ne fait le campagnard les grands navires porteurs de richesses. L'immense commerce des océans demeure lettres closes. Ni la mer, ni son train de pensées, n'effleurent le cerveau du peuple de France.

Aucun des événements dont elle est le théâtre innombrable ne lui sont familiers. La tempête, l'horreur de la brume, la suprême habileté des dangers subits, n'existent point pour qui chemine au long des sillons ou somnole aux légers cahots de la voie ferrée. Voilà l'ignorance d'imagination. Dans le domaine utilitaire, elle est plus profonde encore. Pour le vigneron, quelques milliers d'hectolitres représentent la

limite du formidable. Plusieurs rames de wagons chargés traduisent, aux yeux du bûcheron, ou du cultivateur, les bornes d'un effort annuel. Une longue série de camions, un monceau de caisses empilées dans la cour de l'usine, englobent pour l'ouvrier le rendement de nombreux mois d'industrie. Où et comment ces êtres, qui jamais n'ont vu de navires, concevraient-ils que le moindre cargo recèle le fruit d'un canton, que les paquebots monstrueux tiennent à l'aise la provande de plusieurs villes, d'une province?

Quelque cuirassé que soit le marin contre l'universelle incompréhension des choses où il vit, il ne peut se défendre d'une mélancolie croissante aux questions que lui posent ceux qu'en son argot il baptise « les éléphants ». Qu'un boutiquier de Corrèze, un agriculteur du Jura ignore comment la même brise peut mouvoir dans tous les sens un bateau à voiles... passe encore. Qu'en un café de province, des interlocuteurs d'occasion soient complètement ignares des vertus de la boussole ou des propriétés de l'hélice... il ne leur en veut point. A chacun son métier. Le bon artisan n'est point tenu de regarder au-dessus du mur de son existence utile.

Mais lorsque, approchant les milieux intellectuels où l'on fait profession d'avoir des clartés de tout, selon le portrait de l'honnête homme au XVIIe siècle, le marin n'entend que questions ineptes, opinions erronées, incompréhension totale, alors commence sa triste certitude qu'il s'évertue et s'épuise en un monde étranger à ses contemporains.

Cette infortune ne date point de ce siècle. Un maréchal d'Estrées, transporté par le bon plaisir royal depuis le siège des villes fortes jusqu'à la dunette d'un vaisseau amiral, connaissait moins la marine que le plus humble de ses mousses. Au retour d'illustres croisières, un Duquesne, un Suffren débarquant aux grandes entrées de Versailles ou aux petits appartements de Trianon, y parlaient une langue que n'entendaient ni chanceliers, ni chambellans, ni grands officiers de la Couronne. L'Empire, le XIXe siècle, n'ont point sorti les gouvernements de cette lamentable carence. Nous le verrons du reste au cours de cette étude.

Aujourd'hui, la culture des écoles approche tous les domaines de l'esprit. La diffusion de la matière imprimée pose sur la

plus humble table les rudiments de chaque activité des hommes. Sur tous les cerveaux éclairés, plane la certitude que l'Océan devient l'un des plus puissants ouvriers de la civilisation future. Et cependant, chaque jour, le marin se heurte à la même ignorance sans fond.

Survenant de lointains voyages, empli des émotions de force, de dangers, de beauté professionnelle, durci par les épreuves qui forment la trame du plus noble métier qu'aient inventé les hommes, il ne sait comment s'exprimer devant ses semblables parce que personne n'est à l'unisson. Les mots ne pénètrent point en l'auditeur, qui n'en connaît pas la proportion maritime et n'en reçoit qu'une image déformée.

Au cours de la guerre, tandis que l'effroyable menace des sous-marins harponnait tous les esprits vers les problèmes de la protection des flots, un amiral expliquait un jour, sur la carte, à l'un des généraux les plus illustres, divers barrages de patrouilleurs et contre-torpilleurs dans le Pas de Calais et la mer Égée. Il s'agissait de décisions suprêmes. Crayon en main, sur l'image précise de ces détroits, le chef de mer traçait les évolutions protectrices devant l'homme qui savait mouvoir une escouade, une division et cent corps d'armée.

Après une heure de raisonnements fondés sur la technique, l'expérience des choses de l'Océan, le général ne montrait point cette illumination du regard qui prouve que l'on a compris :

« Mais enfin ! s'exclama-t-il. Tout cela est bel et bon ! Comment tous vos bateaux ont-ils la place de tourner dans le Pas de Calais ou entre les îles de l'Archipel? »

Que répondre? Comment forcer dans les yeux les mieux ouverts, mais qui n'ont point vu, les réalités d'une science que les meilleurs nautoniers acquièrent seulement par la dure pratique et la lente maturité ; que les marins de carrière approfondissent par la lutte journalière, horaire, avec les problèmes simples et surprenants de la diversité maritime?

Par quels procédés introduire en des esprits, mêmes lucides, la différence des valeurs navales? Du cuirassé de trente mille tonnes au contre-torpilleur de huit cents tonnes, par quelles comparaisons normales rendra-t-on tangibles la masse, le rayon de giration, la proportion des vitesses, l'emploi, la

vie? Cela est impossible. Les mots qu'entend le terrien ne donnent aucune commune mesure entre ce qu'il a coutume de ressentir et l'inconnu qu'on veut lui faire aborder. Sur la page illustrée de son journal, la photographie d'un sous-marin, celle d'un grand paquebot ou d'un croiseur de bataille, occupent le même espace. Imprimées en noir sur blanc, les allures d'un navire arrêté, ou bien lancé à toute vitesse sont identiques. Pour qui ne vit pas sur mer et n'est pas circonvenu par elle à tout instant, disparaît l'échelle des entités océaniques.

Les autres modes d'activité humaine, même abstrus, ne reçoivent pas du public les mêmes preuves d'ignorance. L'on pourrait croire que la marine n'en a point le triste privilège ; que la justice, la métallurgie, l'administration, les douanes, l'armée — pour citer au hasard — ne sont qu'énigmes à l'entendement du brave homme ignorant de leurs arcanes. Il n'en est rien.

Chaque citoyen, du plus chamarré au plus piteux, a dû faire des démarches pour les petits et les grands actes de sa vie courante. Sans pénétrer le mécanisme, il sait que le rouage existe. Lui, son frère ou sa femme ont approché les mots, les êtres et les choses, en l'une des innombrables et menues nécessités de l'existence. Visibles ou latents, les grands organismes de la destinée française possèdent une signification palpable au moindre des Français. Mais la marine... nul ne la voit, nul ne la sent. Pour l'immense majorité des Français, elle est comme si elle n'existait pas.

Quand le prix de la viande augmente, que le charbon manque aux humbles cuisines, que le change monte, que le budget des dépenses de chaque foyer s'accroît sans justification concrète, la presse et la tribune retentissent de philippiques. Mille remèdes sont suggérés. « Il nous faut des finances saines ! » « Il faut réformer les modes du scrutin ! » « Il faut étatiser, socialiser, décentraliser, concentrer ! » « Il faut renverser le ministère ! »

Jamais, au grand jamais, les grands ténors de l'opinion publique ne songent à se pencher vers la marine, la pauvre marine inconnue et fondamentale. Souvent, sa santé eût rétabli celle de la France. Mais qui s'en doute? Qui jamais s'en douta?

Nos contemporains ne supportent point seuls le grief. D'autres âges leur ont légué cette stupéfiante incompréhension.

L'on peut douter que les maréchaux de Turenne et de Vauban, qui pourtant surent concourir à l'exaltation de la patrie française, soupçonnassent que l'Océan pût en être une des plus solides fondations. Il est probable que les grands esprits du XVIIIe siècle, qui ranimèrent l'entendement humain, n'ont point vu dans la légende maritime mieux qu'épisodes pittoresques et thèmes philosophiques : leurs œuvres en font foi. Au siècle dernier, à celui où nous vivons, quelques esprits attirés par le grand problème océanique tentèrent d'éclairer la nation. Ils obtinrent tout juste ce qu'en style de théâtre l'on appelle un succès d'estime. Après quelques mois, sinon quelques semaines, les plus vifs plaidoyers s'engloutissaient dans les ténèbres.

Oui certes, du fait de la France, sa marine s'est vue reléguer au rang du négligé, du superflu. Et de ce cruel abandon a surgi la détresse croissante où se débat le personnel maritime, de manière si poignante que l'on peut aujourd'hui se demander si le mot de maladie n'est point très faible, s'il ne faut point, la mort dans l'âme, employer celui d'agonie.

***

Si l'arbre français n'accorde point la sève à l'une de ses branches essentielles, il serait contraire aux lois naturelles que celle-ci vécût normalement. L'évolution des races humaines est plus rapide que le transformisme des espèces animales ou végétales. Une lignée de plantes, d'animaux privés de lumière, de nourriture, acquiert en peu de générations des caractères indépendants, voire des atrophies partielles. Trois siècles d'abandon national ont marqué de misères indélébiles le rejeton maritime de la France.

Nous n'entendons point esquisser une histoire de l'Océan, fondée sur l'espace et la durée. Ce serait une vaste entreprise. Il suffit d'aborder cette période que limitent Henri IV et Louis XIV. La politique y obligea les rois à inventer une armée navale, tout comme ils élaboraient une infanterie, une artillerie, une cavalerie. Notre préambule s'appuie donc aux

vingt années où le grand architecte, Colbert, génie des œuvres océaniques, posa d'un bloc sur le néant du passé la formidable structure des hiérarchies navales pour le commandement, de l'inscription maritime pour l'exécution.

Sur cette dernière, il ne commit point d'erreur. Nulle nation n'est pourvue d'un meilleur instrument naval. S'il échoua dans son dessein de donner à la France la riche série de chefs, d'amiraux, que souhaitait son ardent patriotisme, la faute n'est point sienne. L'on ne sait quelle diabolique souplesse des ambitieux a rompu et corrompu le jet clairvoyant de ses Ordonnances. Aucun homme n'a su redresser le bel ouvrage conçu par lui, vacillant sous ses successeurs.

Ainsi qu'elle devint après sa mort, entre des mains débiles, telle la marine a vécu, duré, abouti en 1920. Matelots, officiers, amiraux, se sont passé, de main en main, le triple flambeau de la tradition. Mais la lumière de ce flambeau, maintenue claire et droite par les officiers et matelots, a vacillé dans les poings tremblants des autres. Et nous allons bien le voir.

***

Le marin français provient de deux origines : la mer, la terre. La première émanation crée les prédestinés. La deuxième, fournit ceux que nous appellerons les évolués. Dans ce milieu préparé selon la thèse qui précède, ces deux espèces différentes réagissent à l'origine de manière très distincte, et puis se confondent progressivement, et enfin, depuis l'adolescence jusqu'à l'âge mûr, forment le même individu. Moins d'un siècle suffit à créer une race autonome pourvue de ses déformations mentales, de ses habitudes physiques, de ses disciplines professionnelles.

L'individu prédestiné, celui de la mer, a pris naissance en cette poussière de bourgades que nos côtes nourrissent séculairement depuis les Flandres jusqu'à la Provence. Sa première chanson est la rumeur de la vague meurtrière et féconde. Son enfance le plante au pied des mâts, tirant la corde rêche ou la poignée des avirons polis. Tout ce qui donne la nausée aux autres hommes : l'éblouissement du soleil, le fouet des embruns, la fuite du plancher mobile parmi les chevauchées

de l'ouragan, tout cela lui gonfle des poumons solides, lui allume des regards sûrs, lui plante entre les os des viscères inébranlables.

Il n'a pas encore pensé, et la grande pétrisseuse l'a saisi. La jeunesse approche. Chaque marée le rend plus dur, le bâtit plus dru, accroît son mépris du forçat des ateliers ou des sillons.

Pourquoi voudrait-il connaître ce qui n'est pas la mer? Où recevra-t-il plus tôt, plus ardemment, les émotions suprêmes que tout homme souhaite?

Déjà, pour plusieurs jours, pour des semaines, il s'éloigne vers le cabotage agrandi de la pêche en haute mer. Les caps, les vents, l'écueil et la marée le contraignent à la lutte conjuguée de la volonté, du muscle, de l'instinct. Il sait comment on est englouti dans l'aventure du naufrage que chaque semaine de sa jeune existence a entendu conter par les vieux de la jetée, par les vieilles de l'âtre.

Adulte, le voilà campé comme un de ces chênes élastiques qu'aucun vent ne peut rompre au front hargneux de la falaise. Rien de ce qui compose sa nature ne provient d'autre source que l'Océan. Tout ce que les autres hommes, pour soigner leurs malaises, avalent en pilules ou en sirops, il le mange et le respire sans savoir : aromes de l'iode et du phosphore, élixirs des poissons et du goudron, bouffées d'oxygène marin. De sa chevelure en broussaille jusqu'à son talon corné, tout est substance de triton. Sur cette nourriture physique, son cerveau ressemblera-t-il à celui des autres hommes? Non, certes. Le grand vertige de cet horizon, qui fuit toujours, qui est toujours là, lui interdit un autre destin que le sillage du gouvernail ou de l'hélice.

Puisque, d'une touche définitive, le grand Colbert lui a construit la route triomphale qui à travers tous océans le ramènera plus tard, fourbu, pensionné, au pied du clocher natal, notre homme devient Inscrit maritime.

Son cerveau fruste et délié ne connaît doute ni reflexion. C'est un essor aux yeux fermés. Rien n'existe plus hors du grand appel. Qu'il serve l'État, qu'il bifurque au commerce, jamais sa maturité, sa vieillesse ne seront visitées par l'inquiétude d'une carrière manquée. Il ne sait pas qu'il aime son métier. Nul autre n'est possible.

Cette exquise ébriété n'est pas le privilège de l'humble matelot. Elle appartient aussi au futur officier, qui entre par la grande porte dans l'austère profession. Fils ou parent d'officier de marine, l'emprise de la mer a nourri ses jeunes rêves. A des intervalles hasardeux, il a vu son père, le héros conteur de merveilleuses aventures. Pendant les embarquements au port, il savait que nulle fête, nul répit n'existerait pour cet homme de devoir. Quel qu'en fût le grade, quelle que fût l'heure de jour ou de nuit, l'enfant admirait le père, exact au service, plus exigeant pour soi que pour le moindre des matelots.

Les longues séparations ne l'effrayent point à l'avance. Il ne redoute guère l'époque mystérieuse où le lien conjugal retiendra son cœur au rivage. N'a-t-il point, jour par jour, saison par saison, senti la caresse vide et crispée de la mère silencieuse, digne et fidèle?

C'est une profonde loi psychologique, que les pays les plus ingrats engendrent chez leurs enfants les plus violentes nostalgies. De même, la carrière la plus douloureuse possède un appel de tendresse irrésistible pour ceux mêmes qu'elle endolorit. Cette puissance étreint, corps et âme, le prédestiné du commandement comme celui de l'obéissance. Un enthousiasme mystique, semblable à la grâce des catéchumènes, les enchante au seuil de la longue voie où les labeurs sont épuisants, les mécomptes cruels, les plaisirs rares, mais divins.

*
* *

Sur les navires où ils seront maîtres ou serviteurs, ces prédestinés rencontrent l'autre espèce constitutive de la race des marins, les hommes qui sont nés dans la ville, le bourg ou la campagne, les évolués.

Leur vocation maritime est un profond mystère. Il y a quelque ridicule à supposer que l'informe bateau des Tuileries, la saison dans un havre balnéaire, la lecture de Jules Verne, préludent à cet arrachement futur des jeunes gens. Nous avons tous entendu le gamin qui veut être clown en sortant du cirque, pâtissier à la pâtisserie, la bouche pleine de gâteaux,

général à la revue. A ce compte, il y aurait pléthore de clowns, de pâtissiers et de généraux. La destinée maritime est plus grave.

Par des sentiers inconnus, l'Océan formidable cherche au delà des champs, des boulevards et des murs, ceux que persuadera sa tentation souveraine. Pas plus que la foi, cette obéissance ne s'explique. La raison y répugne. Aux premières écoutes de la grande voix, le néophyte inquiet soupçonne les anxiétés et les misères de son avenir obscur. Autour de lui, des existences ordonnées, faciles, le détournent de son dessein. Des objections solides, affectueuses, combattent sa volonté. Les arguments d'intérêt exagèrent les risques, la souffrance éventuels. La preuve est développée que l'homme, bâti pour vivre sur terre, ne peut rien espérer de favorable s'il veut hanter les ondes.

L'enfant s'assure mal, plaide difficilement contre les attaques sentimentales. Son père s'accroche à l'espoir de lui léguer sa succession d'affaires. Sa mère pleure. Les camarades raillent. Les professeurs grondent. Il hésite longtemps sur son chemin de Damas. Et soudain les fiançailles avec l'Océan deviennent impératives. C'est la première sélection, la plus sûre, parce que ses racines sont plongées dans l'inconscient.

La deuxième vient aussitôt, qui réclame une volonté rare. La carrière maritime exigeant beaucoup, il faut y entrer jeune, beaucoup plus jeune qu'en tout autre métier. Les grandes écoles de l'État se peuplent de candidats de vingt ans ; celui qui fera de l'industrie ne soupçonne guère, à l'âge de quatorze ans, si elle sera textile, métallique ou alimentaire ; le futur commerçant ne se doute pas s'il courra les routes comme commis voyageur ou s'assiéra dans un bureau pour expédier les affaires.

Avant seize ans, notre futur marin s'enfonce dans le savoir, jusqu'où ceux des autres écoles atteindront à peine à vingt ans. C'est un tour de force, un entraînement frénétique, semblable à celui du boxeur qui voudrait monter de classe sans avoir le poids. Les traînards restent en arrière des études. Le volume des connaissances nécessaires est supérieur à celui de leur cerveau. Beaucoup de ceux qui avaient la voca-

tion la plus forte sont obligés, la rage au cœur, d'abandonner, et regardent passer leurs camarades qui touchent le but.

A ce moment, les heureux se heurtent à la troisième sélection. Pour un métier qui présage tant de fatigues, exigera la parfaite intégrité de tous les sens et une résistance métallique du corps, il faut un implacable examen médical. Ce filtrage est d'autant plus minutieux qu'il s'exerce sur des armatures encore incomplètement formées. La vue, le sang, le poumon, tout doit être de première qualité. Combien cette troisième sélection en a-t-elle laissé sur le carreau !

Parmi cette élite qui a déjà résisté à tant d'adaptations, par volonté d'abord, par labeur ensuite, par santé enfin, l'examen choisit les meilleurs. La porte de leur grand destin est ouverte. Ils vont s'intégrer aux prédestinés et ce mélange va constituer la race humaine spéciale. Ce serait un bien grand chapitre que d'exposer les stades par lesquels ce jeune civil passe à travers toutes les épreuves, tous les laminoirs, oserait-on dire, pour devenir un marin. Ce n'est pas un excès de sévérité qui a rédigé les programmes forcenés. Le meilleur minerai ne devient excellent outil qu'après avoir été fondu, purifié, trempé, recuit, forgé, poli.

Le chaud ni le froid plus tard ne devront exister pour le marin ; il devra voir à toute distance aussi bien dans l'éblouissement du jour équatorial que dans la sinistre pénombre des nuits d'Islande; son oreille devra percevoir les tintements incertains d'une cloche ou d'un sifflet dans la brume ; pendant les longues heures des quarts, que ce soit aux mauvais réveils, aux crépuscules épuisés, dans la tempête ou sous le soleil vertigineux, pendant quatre heures, une ou deux fois par jour dans la suite des jours à venir, il lui faudra rester debout, lucide, prompt à la décision instantanée.

De telles nécessités repoussent les demi-préparations. L'entraînement corporel doit être impitoyable. Tant pis pour qui succombe. La marine ne peut garder que les plus durs, les meilleurs. Au sortir de l'école, ces jeunes matelots et jeunes officiers seront de vrais athlètes, autrement complets que tous ceux qui s'évertuent sur des stades circulaires ou ovales.

Voilà pour le corps. Le cerveau est soumis à une discipline plus dure. La mer et ses habitudes n'ont rien de commun

avec quoi que ce soit que l'on heurte sur terre. Elle passe, sans prévenir, de l'infini de la mansuétude à l'immensité de la cruauté. Contre cette force aveugle, l'homme ne peut lutter qu'en ramassant tout ce que la faible science connaît de précis sur la maîtrise des brutalités naturelles. Il faut tout savoir sur mer, il faut tout prévoir. Nos jeunes gens sont lancés dans une gymnastique de l'esprit qui en quelques semestres les arrache complètement à ce qui existait naguère. D'abord les secrets du ciel, mouvements du soleil, chiffres et formules, position du navire et son salut; ensuite l'artillerie, le tir de canons; ce n'est pas ce tir aisé d'une pièce immobile sur un but presque immobile, mais la balançoire de la houle et du clapotis, agitant follement la gueule du canon, cherchant au bout de l'horizon, plus loin que le regard, un adversaire évasif, mobile.

Notre garçon monte dans la mâture et developpe les voiles sous la grêle, le givre et parmi les grands coups de roulis, les voiles dures qui cassent les ongles et ensanglantent les genoux. Aussitôt après il descend dans la machine ou la chaufferie. Ses mains inhabiles envoient les lourdes pelletées de charbon de terre dans les gueules du foyer qui cuisent le visage et donnent des coups de feu; il tâte les bielles lisses, graisse les paliers, manœuvre les registres de vapeur. Ensuite, c'est l'architecture navale, ses lois uniques, qui réunissent cependant tout ce que le savoir humain connaît dans tous les autres domaines de la construction. Il n'y a rien de plus merveilleux qu'un cuirassé, un paquebot ou un contre-torpilleur réussis. Notre jeune marin doit comprendre non seulement la raison mais surtout l'usage du moindre de ces organismes rassemblés dans l'étroitesse de quelques tôles. Ce seul travail suffirait à l'arracher complètement aux contacts du passé, car les mots, la tournure des phrases, la syntaxe même, nécessaires à l'expression des réalités, maritimes n'appartiennent plus à la même langue.

Passons la physique, étudiée non point à la légère, mais par des hommes de qui la vie en dépendra quelquefois : optique, électricité, acoustique. Passons l'histoire maritime, l'étude du métier militaire, puisque aussi bien la carrière du marin est toujours visitée par quelques débarquements, quelques

opérations lointaines, d'autant plus dures qu'elles se déroulent dans des parages sans ressources, sans appuis ; passons la multitude des petits riens essentiels sans quoi un marin n'est qu'un amateur, et dont chacun n'a pris naissance, n'existe, n'a de valeur que sur la mer, par la mer et pour elle.

La psychologie spéciale de la race maritime ne provient pas seulement de la variété de ce savoir que nous venons d'esquisser, mais si j'ose dire, de son inutilité absolue pour tout ce qui n'est pas exclusivement maritime. Lorsque la volonté est exclusivement plongée dans cette atmosphère unique de pensées et d'expériences, il ne faut pas moins de quatre à cinq ans d'études, d'entraînement sans arrêt pour n'être plus un novice aux premières difficultés de la mer. Il devient difficile au jeune marin, déjà, d'entrer en communication avec le reste des hommes. Le moindre mot du métier qui lui vient aux lèvres comme de soi, éveille l'incompréhension ; il faut quelquefois des heures pour expliquer aux terriens le plus banal vocabulaire maritime.

Les problèmes réels, qui constituent la trame des jours du marin, et ouvriront peut-être la porte de sa mort, ces problèmes sont inexistants pour autrui. Cette science énorme n'est valable que sur l'eau. C'est là que réside le premier départ entre la race des marins et tous les autres. Il n'y a pas de distinction à faire désormais entre les prédestinés et les évolués. En quelques années, on ne peut plus reconnaître ceux-ci de ceux-là. La sève maritime les a nourris également, le langage est le même, les déformations professionnelles s'amorcent identiques. L'histoire et la statistique enseignent que les meilleurs marins, les plus hauts chefs de mer ne proviennent pas en majorité écrasante des populations côtières, mais se partagent approximativement entre les deux origines. C'est bien la preuve que la race devient rapidement homogène dans les courtes années qui séparent la jeunesse de l'âge mûr, qu'elle est autonome, et obligée de s'isoler de plus en plus, pour conserver sa haute valeur technique.

***

A cette vigueur du corps, à ces qualités spéciales de l'esprit qui s'accroîtront avec la pratique, vient se superposer la formation sentimentale plus efficace que les deux autres, une évolution psychologique à plus longue échéance qui passe à la génération suivante, au cycle et à l'héritage de la marine.

Rien ne peut mieux illustrer cet isolement progressif de l'individu que la rencontre fortuite de deux anciens camarades d'études, dont l'un a suivi telle voie ordinaire et l'autre est devenu marin. Cela se passe aux environs de la trentaine ; des deux côtés les caractères primordiaux de l'homme se sont définitivement assurés. Pour le terrien, la rencontre a lieu par hasard, à son café coutumier, dans le couloir d'un théâtre ou dans la rue monotone. C'est pour lui un événement singulier, et il se souvient longtemps du passage de ce météore inexplicable, surprenant, le marin.

Entre deux croisières ou deux embarquements, celui-ci court à toute vitesse d'un port à l'autre ou jusqu'à sa famille pour brûler les huit ou dix jours de permission, traiter quelques affaires de famille ; une de ces affaires méditées, discutées pendant des mois et des années entre notaires, avoués et membres de sa famille terrienne ; affaire où il ne comprend rien, où il apporte sa présence et sa signature avec ce mépris du vrai marin pour toutes les inutilités dont s'occupent les autres.

Pour lui, la rencontre de son labadens n'a rien d'exceptionnel. La vie océanique est le kaléidoscope. Tel, qu'on a vu la dernière fois sur le quai de Philadelphie, on le rencontre dix ans plus tard, sur une jonque de Nankin. Les visages passent dans l'existence et la mémoire comme feuilles d'automne. Rien ne s'arrête. Rien ne prend corps. Le marin se promène à la surface du monde s'en s'attacher nulle part. Sa patrie est le bateau, son horizon est la rade, le quai ou le large. Des fantômes vont et viennent, qui prennent corps pendant une soirée, une escale, une réparation de carénage, et puis disparaîtront de sa vie pour n'y jamais revenir.

Il n'a point d'habitudes accessibles à autrui, sinon celles de son métier attentif, fatigant, monotone même dans les

alternatives d'indolence et de travail forcené. Partout où il arrive, où il jette l'ancre, il se sent à la fois chez lui et à l'étranger. Il y a peu de différence entre le port français et celui des Tropiques, à peine celle du langage. Tout est aussi familier ici et là. Tout est sur un plan identique. Il rencontre partout le même boulevard qui conduit au cœur de la ville et qui s'appelle le Paseo Colon, ou bien Broadway, ou Nanking Road, ou plus généralement l'Avenue de la Liberté. La politique locale l'intéresse un instant et il l'a oubliée le lendemain. L'élection d'un président de la République en France ou au Brésil ont pour lui le même recul, et l'intérêt dépend du lieu où il se trouve. Sur les journaux de France qui lui parviennent à huit jours ou à huit semaines de retard, aucune nouvelle ne le passionne : qu'il s'agisse de grève, de question financière, de conflit politique, de frictions internationales. Ce qui se passe dans la patrie se retrouve exactement dans son escale de passage avec les mêmes passions, les mêmes véhémences, la même certitude que l'univers entier a les yeux braqués sur l'événement local.

Tout cela, petit à petit, subtilement, éloigne la patrie sans diminuer l'amour. Revenant au port français, le marin pour un peu demanderait le consulat et le bureau de change. Si on vient le mettre au courant des grandes ou petites querelles de l'heure il répondra malgré lui : « Tiens ! c'est la même chose à Singapour, nous y avons vu la même grève. » Il ne s'intéresse pas plus à ce qu'on lui dit que son interlocuteur ne l'écoute. Il est déraciné.

Pour quelques nécessités familiales, pour le plaisir d'embrasser encore les siens, il court en hâte les gares et chemins de fer. L'atmosphère tiède du salon maternel, la lampe douce, les travaux d'aiguille, les propos simples du carrefour, de la rue voisine, ont perdu leur sens à ses yeux et à son cerveau empli des spectacles infinis du ciel et de la mer, du mouvement des grands ports tentaculaires.

Répétez cela cent et mille fois, considérez le lent travail de contraction que subit l'individu et vous commencez à comprendre jusqu'à quel point il est impossible à la marine de se faire entendre de la nation, à quel point la nation est obligée d'ignorer sa marine. Ceci n'est qu'une constatation,

à peine un regret. Cette scission est inéluctable, et dans un pays surabondamment territorial, on ne voit ni recours, ni ressource. Si le marin appartient à la marine militaire, il n'est plus électeur, ni éligible ; amputé de la vie nationale, tout naturellement il s'en désintéresse. Marin de commerce, ses perpétuelles absences l'obligent à confier ses intérêts à quelques conseils dictatoriaux : armateurs ou inscrits maritimes, qui règlent sa destinée à leur guise sans que jamais il puisse intervenir.

Matériellement, il trouve dans sa maison flottante tout le nécessaire et un peu de superflu : autour de la table, sur la passerelle et dans les machines, il coudoie les seuls hommes qui parlent la même langue et comprennent les mêmes émotions : il arrive à ne plus souhaiter de vivre au dehors de cette carène exiguë. Après quelques jours de permission, il s'ennuie à terre. Ses habitudes libres, formées par bribes en tous les pays du monde n'appartiennent pas à la longue hérédité française. Habitué à l'étroitesse des cabines, au franc-parler des marins, il ne sait point se mouvoir dans des appartements vastes, dans les sociétés aux conversations balancées. Il s'enfouit comme un colimaçon dans sa coquille. Avant la quarantaine, le marin est retranché du commerce de ses semblables. Qu'il demeure célibataire (et l'on se demande si la carrière maritime, tout comme l'ecclésiastique, ne devrait point exiger le célibat), les disparitions et les deuils, l'égrènement de la famille, les relâchements de tous les liens qui le retenaient à la terre ont accompli leur œuvre, et le marin devient enfin l'Isolé.

Et cela, reproduit dans chaque existence et à chaque génération, forme le trait distinctif de la marine duquel vont dériver les constatations où nous arriverons plus loin : elle s'isole. Le proverbe latin prend toute sa force : « *Væ soli !*... Malheur à celui qui est seul ! »

Les voilà donc, les marins, sous leur triple aspect, corporel, intellectuel, sentimental. Comment douter qu'ils soient une élite, après la quadruple sélection de la jeunesse, et le forgeage incessant des premières années du métier. Qu'ils soient parfaitement adaptés à leur fonction, nous en sommes certains maintenant : rien ne leur aura été épargné pour leur

donner cette solidité nécessaire à la victoire des éléments. Ils forment une race splendide capable des efforts surhumains, placée, par la loi naturelle, entre les doigts de ses chefs pour accomplir sans murmurer les œuvres les plus laborieuses. Ils aiment leur métier.

La mort qui avoisine les minutes les plus calmes de leurs veilles ne peut pas les effrayer quand il s'agit du salut ou de la grandeur de la patrie. Ils ne sont point comme le cultivateur pris à sa charrue, l'ouvrier à son établi, et qui ont besoin d'une métamorphose complète pour offrir leur poitrine à la balle ou à la baïonnette. Qu'il y ait guerre, bataille, brûlot ou torpille, pour le marin la séance ne fait que continuer. Nous venons de montrer quel merveilleux outil la France possède depuis trois siècles pour l'exaltation de ses destinées maritimes. Tout est en puissance dans la race des marins. Tout y est beau. La France n'a su qu'en faire. Pourquoi?

Nous n'oserions peut-être point répondre à ce grand pourquoi, si le texte ne nous était fourni par les deux grands hommes que nous citions, auxquels il est toujours nécessaire de se référer quand on parle de la marine.

Colbert, dans son immense correspondance maritime, a gravé cette phrase impérissable que ses instructions paraphrasent sous mille formes : « Il faut que les marins servent joyeusement. »

Napoléon, qui avait su découvrir les piliers humains de la France, a écrit : « J'ai passé tout mon temps à chercher l'homme de la marine sans avoir pu réussir à le trouver. Mes amiraux sont trop âgés, ce sont des podagres à l'esprit retardataire. »

La longue infortune de la marine est comprise entre ces deux phrases. On ne peut l'expliquer qu'en développant les résultats du double isolement de la marine : solitude individuelle, éloignement national. Les raisons que ces deux hommes d'État, dans leurs vues synthétiques, n'avaient peut-être pas eu le temps d'apprécier, nous allons les dessiner ici.

***

« Il faut que les marins servent joyeusement. »

Colbert n'avait point en vue d'autres marins que ceux dont nous venons d'esquisser l'histoire naturelle. La vapeur a pu remplacer la voile, et l'acier le bois : la sombre nécessité de la marine demeure.

Quelque terrible que soit le métier, quelque tristes que se montrent ses arrachements, il contient tellement d'exaltation, de voluptés âpres, que nul ennui professionnel ne réussirait à porter une plainte sur la lèvre du marin. Les veilles éternelles, la lassitude du vagabondage ancreraient mieux, s'il était possible, dans l'homme d'âge mûr, l'âcre passion de ses premières années. Même aux heures de grande rancune il n'incriminera jamais la mer, ni ses traîtrises. Il l'adore tout entière, profits et pertes, comme une amante nécessaire. Il y a donc autre chose qu'une désaffection dans cet état d'esprit que déjà Colbert signalait pour le combattre, qui persévère en deux siècles et demi et qui maintenant, sous tant de formes diverses, se manifeste dans l'opinion publique à la stupeur de ceux qui ne savent point.

Ver rongeur, le mécontentement s'était installé dans la marine à l'âge où Colbert écrivait ; par instant, il s'est manifesté en surface pendant des révoltes, et sous la Révolution ; son long travail a creusé l'arbre complètement ; nous assistons aujourd'hui à une secousse qui fait craindre qu'il ne s'écroule. Ce n'est point malaise d'hier ou d'avant-hier.

Cet admirable marin dont nous parlions tout à l'heure se contente de bien peu, et servirait joyeusement si on lui accordait le minimum d'hommages mérités par son rude emploi. Ayant fait fi des plaisirs accessoires qui sont l'indispensable d'autrui, il n'attend guère de satisfaction qu'à l'intérieur de la carrière close où il a enfermé son destin.

Or, une mentalité néfaste, installée au XVIIe siècle, et qu'aucune convulsion n'a même inquiétée, perpétue dans la marine ce qui s'y était instauré sous Colbert. Ce n'est assurément pas sa faute. L'histoire de sa vie prouve qu'il a lutté férocement pour supprimer le danger, mais il est assuré que la tête de la marine formait une caste solidement implantée

sous Louis XIV ; par une incomparable subtilité, elle s'est maintenue, intangible, protéique, jusqu'à l'heure présente.

Que cette caste se soit constituée à l'époque du Roi Soleil rien n'est surprenant. Par essence et nécessité, sur leur navire, dans leur escadre, le commandant ou l'amiral sont maîtres après Dieu. A l'âge où les châteaux forts étaient rasés, où les droits de haute et basse justice étaient arrachés aux grands féodaux, une seule alternative leur restait : ou bien s'ensevelir dans la paresse de Versailles ou de province ; c'était le choix des indolents. Ou bien, à l'ombre de l'étendard royal, en ce fief naval où Colbert lui-même, ce grand niveleur, ne pouvait point arracher l'indépendance, hisser son pavillon sur le gaillard d'arrière d'un trois-mâts hérissé de canons et de vergues, conduire à la cravache la troupe servile des vrais marins et des condamnés, pendre au bout du grand hunier l'humble délinquant, arguer du vent pour éluder les ordres du ministre : c'était le dernier refuge de ceux qui voulaient encore exercer haute et basse justice.

Ces chefs n'étaient point obligatoirement des marins. Dans la flotte du Levant, ou celle du Ponant, ils possédaient tous des dignités terrestres ; c'était un maréchal, beau-frère adultérin du roi ; un cardinal ; un courtisan. Le vaisseau, l'escadre et la flotte se donnaient comme un justaucorps, un brevet ou la clef de chambellan. A sa suite, le nouveau chef de mer emmenait une petite clique ; les honneurs accumulés sur cette bande étaient conquis par les vrais artisans de la mer, austères marins, matelots ou officiers, dont jamais la nation, le ministre, ou le roi n'entendait parler.

La croisière finie, nos gens se précipitaient, plus chamarrés, aux petits appartements royaux, remplacés aussitôt par une nouvelle équipe qui bouchait tout avancement. Petit à petit, sans bruit, sans tapage, se constituait un noyau de privilégiés, qui avaient approché les mers, en avaient effleuré les mœurs et s'y bâtissaient une clientèle. Entre les ports immensément lointains et la cour ignorante, ils formaient une liaison invisible, inconnue, grâce à quoi les créatures choisies, bien en main, passaient du commandement du brûlot à celui de la corvette, de la corvette à la frégate, de la frégate au vaisseau. Le roi, qui refusait toute faveur à ceux des meil-

leurs gentilshommes absents au petit lever, n'avait garde de songer aux marins que leur carrière éloignait de lui.

La nation poursuivait son destin ; un roi, un ministre, une génération se succédaient, mais la faveur maritime se transmettait en partie double, ici dans les bureaux des premiers commis, là-bas sur la dunette des trois-mâts et aux abords des quais. C'était l'exploitation, bien tranquille, d'un fief de tout repos. Un Seignelay, un Pontchartrain, un Choiseul, entre deux intrigues de cour, ignoraient le rudiment de cette marine qui remplissait leur portefeuille sans qu'ils devinassent jamais pourquoi. Ils en croyaient leurs commis ; sans savoir, ils obéissaient aux forces occultes qui tenaient à la fois les rades et les antichambres. De mérite, il n'en était pas question. Les chefs de mer en avaient-ils besoin ; ne s'appuyaient-ils pas sur des équipages résistants, des pilotes et officiers d'expérience? Dans le fracas des canons et le flamboiement des grands pavois, ils faisaient lever l'ancre aux escadres, pour l'accomplissement de hauts desseins politiques ; ils n'agissaient qu'à leur guise et comptaient balivernes au souverain. L'habitude était déjà vieille. Mais de la besogne ignoble, de la navigation, ils n'avaient cure ; réussissaient-ils, la gloire des vents favorables et des courants bien utilisés rehaussait leur génie ; s'ils échouaient, l'incapacité des pilotes et officiers excusait leur mauvaise fortune.

Un homme survint, le dieu de la marine française, plus grand peut-être que Nelson, et il s'appelait Suffren.

Parmi les amiraux et ministres de son temps, celui-là fut comme un Antéchrist. Il savait la mer. Il voulait agir. Une erreur de la clique maritime l'avait laissé parvenir à un commandement d'escadre. Il faudrait un poète épique et tragique aussi pour retracer l'incomparable carrière de cet homme, ses luttes inexpiables contre les états-majors formés comme nous venons de dire, l'ingratitude qu'il rencontra dès son retour en France, l'étouffement dont la caste remercia ses triomphes. Il en mourut.

La Révolution vint. Qu'on la juge comme on veut, qu'on l'accable ou la glorifie, elle sut trouver des généraux. D'amiraux, pas un. Napoléon, architecte de cette grande époque, laissait tomber ses bras qui avaient voulu construire la

flotte égale à sa Grande Armée, et il avouait : « J'ai passé tout mon temps à chercher l'homme de la marine sans avoir pu réussir à le trouver. »

Ici, nous pouvons juger de l'irrésistible solidité de l'état-major maritime ; ici nous pouvons craindre qu'aucune force puisse jamais le modifier : il traversa la grande tourmente, la Convention, le Consulat, l'Empire, et se retrouva identique. Le statut de la France, son armature militaire, ses lois, son code et sa pensée, tout avait été bouleversé, chaviré, reconstruit pour l'âge nouveau. Plus forte que les cataclysmes, héritière acharnée de la tradition, la marine extirpa des décombres universels la graine néfaste qui avait abouti à Trafalgar et, dans l'ignorance générale, dans l'indifférence, elle la replanta dans le même sol ; les mêmes bourgeons, le même arbre ont rejailli.

Nous pouvons franchir l'espace de cent années. La vapeur détrône la voile, l'acier remplace le bois, mais les germes éclos ne sont point morts. Au contraire. La rapidité des temps et du progrès, la faculté croissante de l'adaptation des individus, agissent plus vivement, plus promptement. Au xx[e] siècle, dont la jeunesse aura vu le bouleversement de toutes choses antérieures, la marine ne pouvait manquer de subir des contre-coups. Mais, à l'inverse des autres créations humaines qui se transforment par renaissance ou adaptation, il semble que la grande secousse de la marine n'ait pas supprimé l'aveuglement de trois siècles malheureux.

Considérons-la désormais au cours de la dernière génération, alourdie de ce long héritage intérieur, en face de la nouvelle humanité.

***

Si pénible que soit le métier du marin, il porte ses récompenses. Elles sont peut-être inaccessibles au vulgaire, mais réchauffent le cœur, et l'on peut dire que les dix premières années contiennent l'incomparable.

Les désirs de mouvement, de spectacles sont comblés et rassasiés. Il n'est même pas nécessaire de poursuivre l'aventure; la maison flottante y conduit sous toutes formes, températures, et couleurs.

Nobles contrées, passages sentimentaux, frôlements de la mort, tout se succède à portée de la main, comme il sied. La nostalgie d'une tendresse passagère est remplacée quelques heures plus tard par le corps à corps avec le typhon et la banquise. Demain c'est un mouillage dans tel havre délicieux qui semble dessiné par quelque artiste éternel.

La pensée du marin s'affirme et se subtilise ; sa volonté forgée acquiert la puissance avant l'âge où les autres hommes ne connaissent même pas le sens de la responsabilité. Sur sa passerelle, pendant les quatre heures redoutables où il conduit le navire dans l'ombre, la neige ou l'aveuglement, il sait que derrière lui des groupes d'hommes, des centaines de courages sa fient à sa décision instantanée, à sa connaissance absolue des règles de la mer. Quand un colonel, en tête de son régiment, bute sur une pierre et s'écroule sous son cheval, le régiment n'en meurt pas sur-le-champ. Si une seconde d'oubli visite l'officier de quart ou le timonier, sa faute ne l'assassine pas seul ; le navire peut s'éventrer sur un récif ; la collision peut l'engloutir. Nul homme, si ce n'est le marin, ne peut perdre corps et biens le fardeau et l'humanité dont il est chargé.

Quels enthousiasmes ! quelles réflexions ! A quoi rêverait-il, ce marin, puisque ses jeunes mains accomplissent la plus splendide besogne : la victoire des éléments et la conduite des hommes.

Autour de lui, la race forte, conjuguée dans le même effort de salut commun, l'étaye de la robustesse, de la candeur que confèrent les grands spectacles. Rien n'est plus enivrant que la manœuvre des beaux mécanismes, métal ou hommes. Plus ils sont dangereux, plus grande est la catastrophe possible, plus haute devient la joie de s'évertuer sans défaillance. Les hommes rudes, attentifs, obéissent et font bien parce qu'ils s'inclinent devant le chef. Sur mer, dans la grande promiscuité, devant la menace toujours présente, il n'y a pas de faux-fuyants. L'homme est jugé tout entier, muscle, courage, savoir. Il ne peut jamais se retirer dans un abri où se cachent ses défaillances secrètes. Tous les yeux, implacables, le jaugent à sa nature. Celui qui lit la confiance dans les prunelles claires de ses compagnons n'a pas besoin de chercher de plus noble récompense. De même qu'il appartient aux autres

matelots jusqu'à la dernière goutte de son sang, de même ils le suivront, lui obéiront, lui offriront leur mort et leur torture s'il le faut, mais jamais l'hésitation ne se faufilera entre eux.

Voilà les hommes parmi lesquels, vers la trentaine, la marine peut choisir à pleines mains les chefs de l'avenir. La tâche ne semble point malaisée La sélection est déjà faite à cet âge, et sauf le déchet obligatoire des santés et des aptitude nécessaires aux promotions, l'on peut dire que la plus merveilleuse phalange des maîtres futurs est offerte à la patrie.

Et cela est tellement vrai que nulle pensée d'ambition ne visite la grande masse des marins. Se jugeant égaux, ils deviennent fatalistes. Le hasard d'une heureuse manœuvre, d'un danger mieux évité, d'une mission de confiance bien accomplie, fera surgir le camarade plus heureux. On ne lui en voudra point. Nul n'est plus indulgent que le marin à la promotion méritée, même si la chance en est l'artisan. Chacun son tour. La belle tempête peut se présenter demain ; le triomphe du navigateur sera suivi de sa récompense. A Dieu vat.

Si donc la loi de sélection naturelle pouvait s'appliquer à ce corps généreux, indifférent à l'ambition, la tête de l'annuaire maritime serait admirablement composée.

Il n'en est point ainsi. Dans cette immense majorité dédaigneuse des calculs personnels, quelques-uns dès leur jeune âge jettent sur les hauts grades un regard de convoitise. A un tel âge, ce souci n'est point naturel ; il est superflu de rappeler de quelle mésestime, en toutes carrières, est marqué le petit ambitieux, qui par de petits moyens prépare de petites avances dans ses promotions, et, tandis que tous les autres vivent joyeusement leur jeunesse et leur métier, conspire en silence contre ceux-là.

Ce mal est universel. Nous ne le soulignerions pas en marine si, dans cette carrière, ce milieu spécial, il n'aboutissait à des résultats particulièrement délétères.

Celui qui prépare son avancement ultérieur pressent qu'il ne pourra pas mener de front son métier et sa carrière. Par essence, le marin est éloigné des lieux olympiens où se discutent les titres des candidats, les tableaux d'avancement, les récompenses. Ces Champs-Élysées de la marine se trouvent dans les états-majors ou à Paris. Quiconque, acceptant de

naviguer, de travailler, en demeure écarté, reste absolument certain de ne jamais parvenir. Pour éviter cette disgrâce, l'on doit se décider, de très bonne heure, à abandonner sa vraie profession afin de devenir le satellite des distributeurs de grâces. On commence par être attaché à un état-major avant de devenir aide de camp. Au moment où les camarades s'évertuent à devenir excellents dans leur partie par des croisières, des spécialisations, le jeune ambitieux se carre parmi les registres, les dossiers, près de l'oreille des chefs. Celui qui n'a jamais, ou le plus rarement possible, accompli la dure, la pure besogne du quart fatigant, du vrai commandement, de la grande responsabilité, celui-là devient déjà cet arbitre ignorant, qui lit les rapports de mer, prépare les réponses, suggère le blâme ou le contentement. La signature du chef sanctifie son travail de rédaction et lui donne une haute idée de son importance. Une fêlure, plus vive que dans toute autre carrière, se creuse entre le jeune ambitieux et ses camarades. Ils sont au loin, sans défense, ignorant l'œuvre de termite où l'on peut être assuré que l'ambitieux détruit leur œuvre et pousse sa propre chance.

Dans le même temps, ce futur amiral s'initie aux moyens d'aboutir, aux différentes allées, politiques ou autres, que l'on aperçoit d'un état-major ou du ministère. Alors que le vrai marin sait tout juste ce qu'est un député, ou un sénateur, ignore absolument les chefs de cabinet, les reporters, notre bonhomme s'insinue habilement, accorde les faveurs à bon escient et se creuse son petit chemin vers les relations à bénéfice. Au moment où les autres font une école à feu, subissent une tempête, ou traînent leurs pas sur quelque austère passerelle, il prend le thé dans le salon qu'il faut, envoie les billets bien rédigés, et, au cours des petites permissions qu'un chef bénévole ne manque pas de donner à ses auxiliaires, jette les bonnes semences qui rehaussent sa réputation personnelle et laissent dans l'ombre, si elles ne l'assassinent pas, le mérite des concurrents possibles.

Ce travail demeure parfaitement inaperçu au marin naïf dans les premières années de sa carrière. Mais enfin, tout passe : jeunesse, fraîcheur d'émotion, enthousiasme qui se nourrit soi-même. Le marin tire vers la quarantaine. Peut-être a-t-il

une famille, double et lourde charge, puisqu'il doit lui-même vivre sur son bateau et soutenir honorablement le foyer. Peut-être quelques malaises, acquis rapidement dans la fatigue des climats variables, des tourmentes, des navires peu confortables, inquiètent-ils ses poumons, ses nerfs ou son estomac. Enfin, il devient légitime de songer aux fruits naturels d'une fonction sincèrement remplie, et, approchant par l'âge de celui des grands chefs, de considérer sans déplaisir une accession personnelle.

C'est alors que le marin s'aperçoit que tous les ponts sont coupés, qu'aucun espoir ne lui est permis, s'il n'appartient pas à l'entourage sacro-saint des étoiles de la marine. La découverte est d'autant plus cruelle que l'on n'y voit aucun remède. Tel camarade, qui a peu ou point navigué, duquel on ne s'est point occupé, a pris entre le premier et le second grade une année d'avance par le choix ; il a fait un ou deux états-majors ; du second au troisième grade il a encore gagné trois ou quatre ans. C'est fini, dans une carrière aussi restreinte que la marine, où il n'y a que quinze vice-amiraux et trente contre-amiraux pour satisfaire tous les désirs d'avancement, celui qui en dix ou quinze années gagne quatre ou cinq ans sur ses camarades est marqué au front pour parvenir. Cela est si vrai que souvent, à cette période critique où le marin passe de l'enthousiasme à la rancune, il considère toute la liste de ses camarades de promotion et sait d'avance ceux qui seront amiraux. Sa certitude ne s'arrête ni au plus intelligent, ni au meilleur marin, ni aux hommes réellement complets, mais plutôt à ceux qui déjà ont émergé, avec tous les caractères et toutes les tares de l'espèce, au contact des chapelles maritimes.

Car l'ambitieux maritime ne doit point éparpiller ses moyens, ainsi qu'on peut le faire dans toute autre profession. Un fonctionnaire rencontre ici des hommes politiques, ailleurs des relations, partout le contact perpétuel de Français vivant d'une façon semblable; il peut à tout instant se retourner et lutter avec les armes les mieux appropriées. Quelles que soient les injustices, les erreurs des promotions de toute hiérarchie, elles ne sont point générales ; le sommet des annuaires est habituellement composé d'une majorité à grande valeur, puisque par la multiplicité des moyens de jugement, par les

contacts fréquents avec les personnes de toutes natures et de toutes qualités, il s'établit une sorte de moyenne d'appréciation favorable aujourd'hui, défavorable demain, mais qui fait en somme surgir les meilleurs.

Dans le tunnel de la marine, absolument clos au monde extérieur, nul jugement, nulle faveur, nulle promotion ne proviennent que par l'influence des propriétaires de la marine. Tout le reste est inexistant. Ni les siècles, ni la Révolution n'ont réussi à détruire la tradition par laquelle jalousement ces maîtres de la marine, au ministère ou sur les navires, interdisent à quiconque de se mêler de leur besogne. Sans doute, par hasard, peuvent-ils être obligés de récompenser un jour quelqu'un qui leur déplaît. Ce peut être un ordre ministériel ou bien l'évidence d'une belle action. Mais celui-là déplaît davantage pour avoir obtenu ce qui revenait à d'autres. Pour lui, comme pour tous ceux qui n'ont pas préparé leur travail obscur d'avancement, une subtile répartition des embarquements, des emplois, effectuée dans les bureaux de Paris sans que jamais personne puisse crier à l'injustice ou à la défaveur, effectue un filtrage savant qui égrène les carrières et décourage les plus robustes.

Tous les huit jours, quand se signent les embarquements et les remplacements échus dans la semaine, cinq, dix ou vingt places se trouvent disponibles. Il en est en marine comme partout ailleurs ; quelques sièges sont au soleil, et tous les autres dans l'ombre irrémédiable où pendant deux ans le désigné se morfondra. Aucune de ces nominations ne procède du hasard ; le soleil est accordé aux élus ; quand le *Journal officiel* publie la fournée, qui donc s'apercevrait, à la cinquième ou à la dix-huitième ligne, que l'homme choisi a l'embarquement qu'il faut?

Conséquence naturelle, les conseils d'avancement ne voient, soumis à leurs suffrages, que ceux qui ont été tamisés de longue main pendant quinze, vingt ou vingt-cinq ans. Le ministre, habituellement sincère, n'est guère en mesure d'apprécier ce merveilleux travail. C'est très réellement que sont offerts à sa signature les mieux notés, les seuls proposés, ceux que l'évidence désigne au poste de choix ou à l'avancement. Comme les amiraux, peu nombreux, qui constituent ces conseils d'avan-

cement, ont poursuivi leur carrière par ces mêmes procédés secrets, se sont placé mutuellement leurs aides de camp, et tiennent de la façon la plus formelle à ce que personne ne soit distingué quand il n'appartient pas à leur clientèle, il se trouve tout naturellement que les mêmes noms, ceux des non navigants ou des paperassiers, se culbutent chaque année à l'offertoire des récompenses. Les ministres passent. Le flambeau des promotions est solidement tenu et transmis de main en main ; l'entrée du temple est interdite à quiconque ne s'est pas soumis, corps et âme, aux laminages des états-majors.

Le résultat est automatique. C'est celui que constataient Colbert et Napoléon. C'est celui qui aboutit à la Hougue et à Trafalgar, qui nous trouva au cours de cette guerre, en face d'une campagne sous-marine imprévue, niée, raillée, puisque du haut de la tribune, quelques semaines avant le moment où les alliés crurent perdre la guerre par le développement de la torpille allemande, les représentants de la marine française déclaraient à la face du monde : « Il n'y a pas de guerre sous-marine. »

Cette assertion mémorable traduit et illustre la scission profonde qui existe entre la marine qui travaille et les états-majors qui en sont la représentation extérieure. C'est de cette scission que nous devrons faire désormais le tableau avant de passer jusqu'à ses dernières conséquences, les conséquences actuelles, mortelles, du régime installé dans notre flotte.

*
* *

Partout, sur les bateaux, dans les écoles, les bases lointaines, sont relégués les gens qui travaillent et rehaussent l'éclat du pavillon. Nous les avons vus aborder la carrière avec enthousiasme, nous avons connu leurs premières désillusions, mais voici la rancune qui grandit à mesure que l'âge et la fatigue s'accumulent, que le vieillissement fait son œuvre.

Par une extraordinaire antinomie, alors que dans toute profession, les grades successifs élargissent la responsabilité et éloignent la mesquine attention aux détails, la marine a réalisé ce miracle qu'entre quarante et cinquante ans, au moment où l'esprit de l'officier devrait être mûr pour les vastes

conceptions d'ensemble et la haute politique navale, il est écrasé au contraire, par une besogne matérielle qu'il est impossible de franchir sans être exténué.

Les grades correspondants sont ceux de capitaine de corvette et de capitaine de frégate. C'est le moment choisi pour remplir les fonctions d'officier en second, d'officier adjoint. Ces mots ne représentent pas au public une réalité concrète. Ils signifient que les détenteurs de ces postes sont occupés, depuis le branle-bas du matin jusqu'aux premières heures de la nuit, quand ce n'est pas davantage, aux inextricables questions des rôles des cuisines, de l'habillement, des permissions, du charbonnage, des vivres, des approvisionnements, des inspections de détail, des petites punitions, des plaintes, en un mot de tout ce qui écarte du métier proprement dit : mécanique harcelante, épuisante. Pendant cet âge où devraient se constituer les vrais chefs de mer, ils ne font jamais plus de quart, ils ne conduisent ni ne commandent les bateaux. Au moment où il faudrait les hisser hors de toute cette banalité que dans les autres marines on réserve aux jeunes officiers, ils deviennent des ronds-de-cuir. C'est un trou noir que nul ne franchit sans y abandonner définitivement la santé, la souplesse de l'esprit, le courant du progrès maritime; leur métier est si dur, que l'argot des marins, qui pourtant ne pèche pas par exagération, les appelle les « chiens du bord ».

Parmi ces hommes, blanchis avant l'âge, de cheveux et de cerveau, la marine va choisir ses commandants et ses amiraux. S'ils ont réussi à passer le stade dangereux, en s'enfouissant dans des états-majors, ils ne connaissent plus rien, nous l'avons vu, du métier actif. S'ils sont restés au contact des hommes, des réalités, de la besogne réelle, les centaines et les milliers et les dizaines de milliers de papiers, rapports, reçus, bons, qui leur ont passé sous la plume, les mettent dans l'incapacité de savoir ce que sont devenus le canon, la torpille, la construction, la tactique navale depuis le moment où ils étaient encore jeunes.

Car dans la marine, l'on perd le contact en trois ou quatre ans. Il est un détail que le grand public lui-même connaît : quand un navire, pourvu des derniers perfectionnements existant est mis en chantier, il est déjà déclassé deux ou

trois ans plus tard, lorsque intégré dans une escadre ou une flotte, il va faire œuvre utile. Ce qui est une triste conséquence du progrès frénétique de l'heure présente s'applique de manière encore plus implacable au personnel. Qu'un officier canonnier en 1910, au courant en 1910, fasse deux ou trois embarquements où il abandonne l'artillerie, et en 1915 remettant le pied dans une tourelle il s'apercevra que le matériel, les méthodes de tir, tout en un mot est matière à rééducation complète. De même, qu'il abandonne le sous-marin pendant deux ou quatre ans, et, sauf les principes généraux de la navigation spéciale, il n'aura plus en main, ni le même outil, ni les mêmes moyens. Multipliez cela dans tous les domaines de la marine et vous concevrez qu'il faut des esprits perpétuellement à l'alerte, doués de la plus résistante volonté de s'instruire, s'ils veulent se tenir à jour et n'être point démodés sur les navires du présent.

Or, dans une profession qui réunit tous les progrès de l'invention humaine depuis la télégraphie sans fil, jusqu'aux explosifs, depuis les métaux spéciaux du blindage et de l'obus jusqu'au plus délicat perfectionnement de la turbine ou du moteur à pétrole, il ne faut pas être surpris si le durcissement naturel de l'intelligence avec l'âge empêche les plus actifs de connaître à tout instant ce qui se fait dans chaque détail. La capacité d'absorption de l'homme est limitée, surtout lorsqu'en dehors du savoir il doit consacrer le plus clair de son temps à la conduite des hommes ou à la victoire des éléments. Et pourtant, parmi ces hommes qui halettent dans la course perpétuelle au savoir, on ne choisit point comme chefs ceux qui servent, ceux qui ont utilisé avec leurs mains, leur cœur et leur volonté, le matériel inextricable; les lois de la marine sont telles que la sélection ne se produit plus que sur deux catégories : les habitués d'état-major qui n'ont fait que leur carrière et non pas leur métier ; ou ceux qui, ayant fait leur métier, ont pendant près de dix ans perdu pied, oublié, ignoré.

Les voici donc, au sommet de la hiérarchie. C'est à leur décision mal étayée que se fie le ministre, c'est leur conseil qu'écoute une commission du budget animée des meilleures intentions, prête à accorder sur le Trésor de la France, pour

construire un seul navire, plus que Colbert ne prévoyait pour toute sa flotte, Napoléon pour une escadre. Il faut bien le dire, à partir du moment où sur ses finances endolories la troisième République a pu prélever la dîme nécessaire à la renaissance de sa marine, elle n'a jamais lésiné. Ses ministres civils, ses rapporteurs de finances n'ont demandé qu'à être convaincus et même, quand on leur offrait la stupéfiante série des propositions budgétaires, élaborées par les hauts conseillers techniques de la marine, ils voulaient bien les en croire sur parole et jetaient des dizaines, des centaines de millions dans le gouffre d'une rapacité qui n'était justifiée par aucun fait. Ou bien, si l'on présentait une ombre de justification, c'était pour aboutir à des programmes, à des politiques navales, à des prévisions de guerre, dont aucune, mais pas une, ne s'est trouvée confirmée au moment de la grande tourmente; grâce auxquelles, si l'Angleterre n'avait pas été à nos côtés, l'ennemi nous eût poignardé sur les flots pendant que ses armées s'accrochaient sur notre sol.

Ne jetons point la pierre à ces ministres civils, à ces rapporteurs du budget. A qui donc se seraient-ils fiés, qui eussent-ils pu écouter sinon ces mêmes hommes filtrés de longue main, au cours de leur carrière, et qui sont les seuls que Colbert et Napoléon avaient déjà entendus. Ces hommes-là, qui ne savaient point, étaient les seuls dont les noms fussent connus aux alentours du ministère, dans les avenues politiques où l'on n'est point embarqué. Préoccupés de leur avancement, ils n'avaient cure de dire les vérités qu'ils ignoraient d'ailleurs. Lorsque par hasard une voix informée, une parole sincère émanant de l'immense cité de la marine, venait contredire leurs assertions fatales, ils avaient tôt fait de prévenir les bureaux nécessaires et d'exécuter le délinquant. Avec toutes les formes légales et officielles, il s'en allait réfléchir au Pacifique, dans une station lointaine, ou dans l'étouffement d'un service écrasant, s'il est bon de voir clair et d'avoir raison contre ceux qui tiennent toutes les approches, les créneaux, les ponts-levis du Temple. Celui-là disparaissait dans les in pace de la carrière maritime. En cette absence, bourdonnaient autour du pouvoir actuel, du pouvoir futur, le nom et l'activité des sentinelles de l'an-

nuaire. Par cette subtile évacuation du danger, le ministre du jour, celui de demain, ne pouvaient point écouter les paroles subversives.

Ce n'est point à dire que ce futur ministre, attentif, on ne sait pourquoi, au prestige de la marine, signalé au Parlement par telle heureuse intervention et par l'embarras où il a pu mettre le ministre de l'heure, ce n'est pas à dire qu'il n'ait point été quelquefois très bien informé. Rapporteur du budget, président de commission, simple orateur, il a pu recevoir, au travers de quels risques pour l'expéditeur, quelques notions précises sur la misère de la marine. Et même, de la caste prédestinée qui pivote autour de l'état-major général, quelques-uns prenant tournure d'indépendants auront pu lui donner quelques détails, aussi minimes que possible, qui l'auront soulevé d'indignation. Il s'émeut. Il demande des explications. Il pose des questions écrites ou parle à la tribune. Là-bas, dans le lointain des mers et des côtes, les exilés de la marine tressaillent de joie. L'*Officiel*, les gazettes leur rapportent la grande nouvelle qu'un homme a compris, osé s'exprimer. Un espoir immense naît dans le cœur de tous ceux qui savent le juger, ils ne pourront parler.

Mais à Paris, toutes les forces coalisées, les gardiens du culte jettent sur le bureau du ministre des réponses décevantes. Il ne s'agit point d'expliquer, d'excuser. Ce qu'il faut, c'est mettre sur les lèvres du ministre une rafale de chiffres, de mots techniques, de statistiques élaborées dans l'alambic des bureaux et qui assommeront le Parlement assourdi par l'avalanche des chiffres qu'il n'avait point sollicités et des détails qu'il ignore totalement. Le tour est joué. Il n'y a pas d'exemple que les questions les plus précises relatives à la marine, n'aient point été misérablement éludées par son orateur officiel. N'importe quel autre ministre peut redouter à la Chambre ou au Sénat qu'un grand nombre de députés, un groupe tout entier ou l'assemblée unanime ne les couvrent de huées s'il ose énoncer de trop évidentes inexactitudes, il fera attention : il n'acceptera pas argent comptant ce qu'on propose à son éloquence. Le ministre de la marine joue sur le velours. C'est le prestidigitateur qui montre les boules et les fait disparaître, qui présente ses

mains nues et en fait sortir cent objets : cuirassés, sous-marins, obus et chaudières. Personne n'y voit rien, pas plus que lui. Les applaudissements crépitent. Une nouvelle fournée de millions s'inscrit au budget. Un grand drame maritime est assourdi. La guerre sous-marine n'existe pas.

Il arrive tout de même qu'un jour, ce président de commission, ce rapporteur du budget, reçoit le portefeuille de la marine. Il sait le grand travail, qu'Hercule accomplit aux Écuries d'Augias et dont ses propres mains peuvent être ouvrières. Il s'empresse de balayer deux ou trois des personnages néfastes dont il a pu juger l'œuvre quand il était indépendant, d'appeler autour de lui ses informateurs et conseillers. Sur trois ou quatre paragraphes de l'encyclopédie maritime, il apporte ses corrections, ses ratures qui sont justes et bonnes. Mais est-il possible de purger tout son ministère de chacun des détenteurs de la vraie doctrine? Est-il possible de décapiter l'annuaire? Est-il possible de faire que ceux auxquels il s'adresse dans la naïveté, la sincérité de son effort ne lui donnent pas le catéchisme établi depuis Colbert? Il a vite fait d'abandonner la partie. Une fois réglées les graves questions qui avaient attiré sa colère et lui avaient fait souhaiter d'arriver en maître dans la marine, chaque jour le submerge de choses formidables, inconnues, qui n'étaient point à l'ordre du jour au moment où il s'instruisait. Sur ces nouvelles thèses, il n'a plus de nouveaux conseillers. Son devoir officiel l'oblige de se tourner vers les directeurs, vers les bureaux, vers l'état-major. Dans l'ombre il était attendu à ce moment-là. Il a beau se débattre, chercher la vérité, lui ministre, ne la saura plus. De partout, des lointains états-majors et de derrière les murs de son ministère recommence le long cheminement des inexactitudes. Il réagit d'abord, fait quelques exécutions. Quand ils sont entêtés, les ministres prolongent le jeu pendant plusieurs mois. A l'ordinaire, quelques semaines suffisent. Les mêmes noms se représentent, le même étranglement se resserre, et devant le Parlement béant, le ministre réformateur débite les vieux refrains. C'est fini. Au prochain la pose. Il est inutile de parler des ministres amiraux. La seule différence, c'est qu'ils n'ont pas besoin qu'on leur dicte.



A l'œuvre, on juge l'organisme. Il suffit maintenant de constater l'aboutissement de cette marine de la troisième République, héritière des marines impériales et royales, au seuil de la guerre, pendant celle-ci, à son achèvement.

Qu'était la marine en 1914?

La confiance de plusieurs ministères successifs l'avait remise tout entière aux mains d'un seul amiral, qui, en près de six ans, soit à la rue Royale, soit sur son navire, avait pu la former, la grouper selon le rève des états-majors. La République lui avait donné des pouvoirs que Louis XIV lui-même n'avait point concédés à Tourville, qu'aucun amiral français n'avait jamais connus, que l'Angleterre elle-même au moment de ses plus grands dangers n'avait point mis sur la tête de Nelson. Il réalisait ce désir que les meilleurs esprits expriment pour la perfection des œuvres militaires : l'unité, la durée, la toute-puissance.

Jusqu'alors nos escadres, nos divisions, nos établissements côtiers, nos défenses mobiles étaient éparpillés en une foule de commandements isolés, de responsabilités quelquefois rivales. Progressivement, la patrie donna au même amiral la conduite de tout ce qui flottait depuis la mer du Nord jusqu'à la Méditerranée; l'Armée Navale française était constituée, prête à suivre tout entière l'impulsion d'un seul cerveau ; le vice-amiral avait des fonctions plus étendues que n'en comporte le titre aboli d'amiral de France ; il s'appelait l'amiralissime et était le dictateur de la marine française.

Aucun crédit ne lui était refusé. Quelque coûteuses que pussent paraître les manœuvres, les sorties perpétuelles de tous les navires et les écoles à feu, le budget donnait inlassablement les millions nécessaires. Pendant de longs trimestres, de longues années, un entraînement frénétique avait fait de toute cette armée navale un incomparable outil de guerre et d'offensive à la condition de la conduire. Chaque jour, chaque année, les manœuvres à rangs serrés, les quadrilles, les évolutions, mouvements théâtraux ignorés pendant le combat, étaient multipliés jusqu'à l'épuisement des officiers, des hommes et des machines. Les écoles à feu faisaient reten-

tir perpétuellement les parages déserts de l'Océan et de la Méditerranée : on tirait, on tirait à perdre haleine, nos pointeurs étaient assurément les meilleurs du monde entier, et, au lieu de leur faire viser des buts immobiles à 6 000 mètres, il eût suffi de les faire tirer à 15 000 mètres pour qu'ils se trouvassent en mesure d'affronter le canon allemand.

Tout ce que les vieilles traditions navales pouvaient avoir légué, on le pratiquait éperdument; telle manœuvre était répétée cent fois parce que c'était celle de Trafalgar : telle autre parce que c'était celle de Tourville ; telle autre parce que le hasard l'avait fait réussir à Tsushima. Au besoin, on télégraphiait sans fil à l'autre parti de bien vouloir agir de telle ou telle façon afin que la manœuvre prévue pût réussir.

De nouveautés, il n'en était guère question. Sans doute les cimes de l'état-major en avaient entendu parler ; des officiers plus jeunes osaient prétendre que la prochaine guerre ne ressemblerait pas aux tableaux bien ordonnés des combats de frégates ou de vaisseaux. Ces voix étaient gênantes. Il arriva que des contre-torpilleurs uniquement occupés à faire nombre dans les ballets maritimes restèrent plus d'une année sans faire un seul lancement de torpille : les sous-marins ne savaient presque plus ce que c'était que de plonger, car eux aussi, pauvres tortues délicates, on les mettait à côté des grands cuirassés, des croiseurs, afin de former une ligne, deux lignes de plus de l'immense déploiement qu'aux jours d'apparat l'on offrait aux hôtes de marque, ministre ou sénateurs éberlués.

Les exercices de signaux perpétuels, couvraient les mâts de couleurs chatoyantes et piquaient la nuit de scintillements de feux divers. Nul signaleur n'était meilleur, plus rapide que les nôtres. Qui donc se doutait parmi les chefs des escadres, qu'en temps de guerre rien ne doit paraître qui puisse attirer l'attention de l'ennemi, et que, la nuit, tous les signaux lumineux y seront interdits? De la télégraphie sans fil, seul moyen de communication moderne, personne ne se souciait sinon pour qu'elle fût en bon état, et capable de transmettre à distance quelques ordres inutiles. Les codes de signaux de guerre, élaborés par les paperassiers des états-majors, étaient si compliqués que, pour dire trois mots, il fallait une demi-heure ; les méthodes inventées par des Français pour accroître

la sécurité de la radio-télégraphie, pour déceler les ondes et les bruits étaient laissées sous silence : de même que pour la conduite du tir, les grands prêtres des méthodes anciennnes fermaient l'avenue aux nouveaux procédés, devenus nécessaires, par suite de la vitesse croissante des navires, des plus grandes distances de combat, de la nécessité des concentrations de feu.

En un mot, toute tactique, toute doctrine s'arrêtaient à ce qui pouvait se faire vingt ou vingt-cinq ans plus tôt pendant la jeunesse des chefs. La formidable poussée technique avait offert des ressources immenses mais on ne les utilisait pas. Le sous-marin était méprisé, la torpille honnie, l'aviation constituait un mythe et nos canons, seuls outils dont on s'occupât, ne tiraient pas à moitié de la distance des canons éventuels qui les menaceraient. Sous cette politique navale étincelante et vide, travaillait un peuple de matelots et d'officiers à toute épreuve. Ils bouillonnaient d'énergie, d'idées neuves, d'enthousiasmes! De plus bel ensemble maritime, jamais il n'en exista dans aucun temps et dans aucune flotte. Ils étaient forgés par la fatigue, éclairés par le perpétuel contact des traîtrises de la mer; ils étaient jeunes, les effluves de la science, du progrès les inondaient de toutes parts. Les marins français étaient courageux, de cette audace impassible mitigée par la connaissance du danger ; cette audace que Napoléon jugeait la plus belle de tout, qui permet de se battre et de vaincre au milieu de la nuit et dans la tempête. Repliés sur leur besogne, entièrement dans la main des chefs, ils étaient prêts à bondir tous pour la grande bataille ou bien séparément pour la mission obscure, terrible mais nécessaire. L'armée navale et équipage étaient du même acier.

***

Qui n'a pas vu, en cette aube d'août 1914, l'appareillage innombrable des escadres quittant la rade de Toulon pour le long pèlerinage de cinq ans, celui-là ignore une des formes les plus majestueusement sereines de la volonté nationale en face du danger mortel. A petites distances des côtes, les

lignes se formèrent dans l'inoubliable beauté du matin brûlant. Pas une faute, pas un accroc.

Les plus paresseux trouvaient de l'énergie. Les plus ignorants durent savoir. On ne se doutait pas de ce qui allait se passer. Les redoutables mystères étaient dans la main, dans l'esprit du chef. Quelles que fussent ses décisions, il traînait derrière lui sur la vaste Méditerranée, dont les ententes maritimes lui avaient réservé la garde et l'omnipotente surveillance, une armée de serviteurs fidèles, aveugles prêts à tout.

Ceci n'est point l'histoire de la guerre navale, mais le simple résumé des quelques considérations psychologiques qui précèdent.

L'armée navale manque le *Gœben*, manque le *Breslau*. Ces deux navires moqueurs étaient suivis à la piste, minute par minute, insultaient l'Algérie, charbonnaient en Sicile ; tous les chasseurs les signalaient par télégraphie sans fil. Tandis que la France confiante s'imaginait que toutes les forces nécessaires étaient lancées à la poursuite des deux pirates, les escadres et les divisions éparpillées des Baléares à la Corse, prétendaient protéger le chemin d'Algérie en France, que personne n'attaquait et où peut-être ne passèrent pas cinq bateaux. Le *Gœben*, le *Breslau* atteignirent Constantinople. Que fût-il advenu si on les avait coulés d'abord, ou bien si on les y avait suivis?

L'Autriche déclare la guerre. Après la première désillusion de la poursuite non tentée, un grand espoir anime tous les équipages. L'armée navale ne peut que fondre sur les côtes adriatiques, s'enfoncer, comme un coin au centre de l'ennemi, le couper de la Méditerranée. Il suffit d'aller vite, de bombarder, de détruire des forces des rades et des ports qui sont assurément dans l'impréparation, l'inefficacité. La surprise, prélude de la victoire, est facile... Pas du tout! A toute petite vitesse, l'armée navale chemine vers l'Adriatique ; elle ose à peine s'approcher, attaquer. Elle ne met pas la main sur les Archipels, redans et digues de l'Autriche-Hongrie, qui sont sans défense aucune. Dès lors c'est fini de mettre pied dans ces parages. Que fût-il advenu si l'Autriche avait été coupée aux premiers jours, de la mer et de ses ravitaillements?

La Turquie se déclare contre nous. Franchir les Darda-

nelles n'est qu'un jeu puisque l'on sait que pendant bien des mois les forts furent à peine garnis. Mais l'on ne va point jeter l'ancre devant les traîtres de la Sublime-Porte : le coup de couteau bien assené eût suffi à les ramener au repentir. Les tentatives ultérieures, Gallipoli, passage des Dardanelles, échouent. Voici formé un second champ de bataille, immense celui-là : Égypte, Mésopotamie, plus tard armée d'Orient, qui épuise les forces alliées, éparpille leurs effectifs, présage les plus effroyables échecs et une guerre sans merci dans des climats terribles. Que fût-il advenu, si l'armée navale française avait mouillé devant Constantinople ?

Alors commence le long martyrologe inutile de la marine française. Ses promenades sans but dans une mer où elle ne possède d'autres refuges que ceux qu'elle avait en temps de paix, puisqu'elle n'en a conquis aucun nouveau. Alors que sa puissance s'affirme par une sécurité plus grande de jour en jour, elle assiste à ce paradoxe d'une mer où elle n'a pas de rivaux et qui d'heure en heure devient plus sinistre et plus dangereuse. Le canon, seule arme qu'on eût chérie, est inutile et se tait. La torpille n'a pas d'objectif. La tactique et la stratégie sont sans but. Il faudrait purger les flots et les cachettes des rivages de tous les espions, traîtres, contrebandiers à la solde de nos ennemis. Mais la marine n'avait point prévu ce genre d'opérations, quoique l'histoire tout entière des guerres navales ait montré leur nécessité ; elle ne s'était arrêtée qu'aux manifestations théâtrales, aux simulacres des combats, non à la lente, patiente besogne, de purger les mers. C'est le rôle qui lui échoit maintenant. Hommes et officiers sont prêts à le faire joyeusement, à monnayer la grande gloire pour la petite fatigue de la chasse dangereuse. Mais les ordres supérieurs n'encouragent point ce nettoyage, quand ils ne l'interdisent pas. Au nez des navires de France, les longues files de bateaux, petits ou grands, organisent les services de nos ennemis, les ravitaillent, préparent la guerre sous-marine, la vraie.

De partout, les avis s'accumulent. La moindre feuille des pays neutres annonce les intentions de l'Allemagne, qui, sûre de sa victoire, jette aux quatre vents de l'univers sa volonté de nous terrasser par le sous-marin. C'est un immense éclat

de rire parmi les états-majors. Certains navires ont vu le sous-marin ; on les raille, ils ont eu la berlue. Certains hommes osent prétendre qu'avant quelques mois, quelques semaines ce sera fini de rire si tant est qu'on ait pu rire dans l'armée navale depuis 1914 : ils sont traités de mauvais esprits, de semeurs de panique. Et pourtant l'armée navale qui s'aventurait parfois jusqu'au cœur de l'Adriatique descend de plus en plus, après le torpillage du *Gambetta* ; après d'autres aventures, la voilà qui n'ose plus remonter au-dessus de Corinthe. Bientôt elle se renferme dans des ports, que l'on bouche par toutes les serrures possibles, et il ne reste plus sur l'onde que quelques croiseurs, des contre-torpilleurs et la longue théorie des navires de commerce chargés de vivres, de troupes et de munitions. Enfin l'Allemagne annonce l'exécution de son grand projet. Elle déclare le blocus d'une belle tranche du monde civilisé. Elle prouve immédiatement qu'elle n'entend pas y aller de main morte. C'est le moment où les grandes voix autorisées de la marine française déclarent que la guerre sous-marine n'existe pas.

Les matières premières se raréfient, les denrées augmentent de prix, des transports de troupes sont coulés, les opérations lointaines sont retardées ou abandonnées par le torpillage des navires nécessaires, leur retard : un immense malaise plane sur tous les peuples alliés. On cherchait toute cause, sauf la bonne, à ce resserrement de tout ce qui peut faire gagner la guerre. Personne n'ose dire la vérité, parce que l'état-major général de la marine ne veut pas convenir que la grande catastrophe, si elle survient, aura été amenée sur mer.

Des drames splendides, plus beaux que tout ce qui a pu se passer sur terre, montrent que le courage des marins de commerce ou militaires dépasse tout ce que l'imagination pouvait concevoir. Rien de cette épouvantable épopée ne transpire parmi le public parce qu'il n'est pas bon de faire connaître des héroïsmes obscurs ; œuvres de simples matelots ou de jeunes officiers, du moment que la trompette de la renommée ne permet pas de lancer aux nues le nom d'aucun grand chef, d'aucun navire amiral. Pendant bien des mois, la marine de guerre ignore qu'il existe une croix de guerre et des citations à l'ordre de l'armée. Elle a déjà perdu beaucoup

de ses meilleurs enfants et l'*Officiel* n'a fait connaître ni au pays, ni à leurs familles qu'ils ont bien mérité de la patrie. Il faut une émotion véhémente, dans les milieux non maritimes de Paris, pour que l'on contraigne les bureaux de l'amirauté à organiser la récompense nationale vis-à-vis des marins.

Peu à peu, en pleine guerre, renaît cette multiplication d'organismes que l'on ne croyait réservée qu'à la paix. Des bases, des services nouveaux se forment partout, à terre, aux stations lointaines, sur des navires abrités dans les rades. Chacun d'eux constitue un noyau d'état-major avec ses officiers nombreux, et petit à petit on voit des bateaux qui naviguent, partir les mêmes marins qui avant la guerre, depuis Colbert et Napoléon, savaient à la fois s'abriter dans les bureaux et préparer leur avancement. Plus le danger croît sur les ondes et meilleures sont les justifications apportées au Parlement, aux pouvoirs publics, pour multiplier ces services inertes, ces commandements superflus qui permettent pourtant aux titulaires de fournir des titres administratifs aux promotions prochaines. L'avancement se retrouve réglé suivant les principes, les procédés du temps de paix. Quand un officier trop jeune s'est réellement couvert de gloire dans une des aventures obscures de l'Océan ou de l'Asie Mineure, lorsque à la tranchée, il eût été promu de un ou deux grades, eût reçu la double récompense du mérite et de la jeunesse énergique, la grande objection s'élève toujours : « Il est trop jeune. Il dérangerait tous nos tableaux d'avancement. » Ce qui n'empêche pas les habiles de tourner ce genre d'obstacles, et de constituer un annuaire qui, sous l'excuse même des nécessités de la guerre, ne le cède en rien à ceux du temps de paix.

Et la guerre navale se traîne, remplie de ces petites tragédies ignorées, sans joie, harassante pour les vrais travailleurs. Parfois une nouvelle particulièrement triste éclabousse l'opinion publique. Par exemple l'assassinat d'une poignée de marins français au pied de l'Acropole, dans un pays avec lequel nous ne sommes même pas en guerre. L'indignation fuse quelques jours. Mais aussitôt le grand voile est étendu par les mains prudentes qui veillent au temple. Il n'y a que quelques gouttes de sang versées inutilement, et, dans les maisons des conspirateurs d'Athènes quelques trophées cons-

titués par le bonnet au pompon rouge d'un des pauvres matelots poignardés un matin de décembre.

Contre cette affreuse menace sous-marine rien n'est préparé. Péniblement, l'épée dans les reins, l'amirauté incrédule élabore des demi-mesures, de petites réalisations qui ne donnent de résultat que par le travail forcené des marins, et non par la précision et l'intelligence d'une doctrine ; chalutier, dragueur, aviation et aérostation, sont disposés cahin-caha sur les côtes et dans les ports. Le cœur de l'état-major n'y est pas. Il ne voit en ce genre d'opération, non retentissante, qu'œuvre de gêneurs ; fatigue et travail ne comptent point ; les récompenses sont chichement mesurées, les moyens sont faibles, et là aussi ne sont distingués que ceux qui ont eu l'habileté d'y entrer à bon escient et d'en sortir de même.

Enfin la guerre s'achève. En haut, un épanouissement de commandement. Tout le monde est pourvu. En bas, un personnel éreinté, épuisé, des navires à bout de souffle, et, pendant de nouveaux mois, plus d'une année, un nouveau travail qui n'est plus celui de guerre, qui n'est pas celui de paix ; mer Blanche, mer Baltique, Syrie, mer Noire, Archipel. La détente passionnément attendue, indéfiniment reculée. La fatigue de quatre ans et demi se renouvelant sans l'enthousiasme de la bataille. Les veilles au poste de combat devant des côtes dont on ne sait si elles sont hostiles ou amies ; l'indécision du but, la certitude de ne pas revoir la France.

Toute illusion s'est envolée. Telle un métal trop martelé, l'âme des matelots et officiers a perdu son élasticité. Ils se sentent encore plus loin de la patrie qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Le secret de la censure les isole. Quelques esprits plus exaltés poussent au drame. Ils trouvent un terrain de moindre résistance, car la fatigue triomphe de toute vertu. Les murmures grossissent. Le contact est de nouveau perdu entre les chefs et la masse. A ceux qui ont tout souffert sans broncher, on refuse cruellement de détendre leur bras et de dilater leur poitrine. Et voici les quelques épisodes douloureux, démesurément exagérés qui ne prouvent rien contre le marin, sinon qu'il n'en pouvait plus.

Il y avait si peu de révolte dans son esprit que dans les moments les plus graves, il s'est incliné devant son officier,

l'a salué, que pas un mot n'est sorti de sa bouche contre lui. Il disait seulement : « Du repos, un peu de France. » Il disait tout haut ce que sous une autre forme tant d'autres pensent, puisque dans toute l'armée navale on peut compter les réengagements qui jadis revenaient en masse à la fin de chaque année; et que parmi les jeunes officiers, il n'y en a guère qui veuillent demeurer dans la marine. Ceux qui y restent, c'est parce que le hasard, l'inattention, la besogne forcée de la guerre les ont éloignés de France et les mettent dans l'impossibilité de trouver une occupation civile. Une augmentation de solde très tardive en retiendra quelques-uns, mais ne rendra plus cette foi que quatre ans et demi de guerre ont tuée. Et comme ils étaient entrés dans la marine pour mourir ou vivre glorieusement au service de la patrie, qu'ils supposent bien qu'une semblable tourmente ne se représentera de sitôt, qui réclame à nouveau toute leur abnégation, ils ne voient pas de raison pour demeurer dans une marine où il n'y a point d'avenir pour les vrais marins.

La tâche est redoutable pour ceux qui ont reçu maintenant la charge de la marine et de son prochain avenir. Pourront-ils reconstruire quelque chose qui s'écroule? Sauront-ils galvaniser une des plus belles familles de la race française afin qu'elle serve joyeusement et mette à sa tête les hommes de la marine? S'ils réussissent là où Colbert et Napoléon échouèrent, ils mériteront la couronne d'or des grands constructeurs.

(A suivre.)

RENÉ MILAN

CATHERINE DE MÉDICIS

DAUPHINE ET REINE [1]

Catherine avait quatorze ans quand elle fit, en 1583, ses débuts à la Cour de France, où elle allait s'élever par degrés jusqu'au premier rang, duchesse d'Orléans, dauphine et enfin reine. C'était un milieu très différent de celui où elle avait vécu. Mais elle avait une expérience au-dessus de son âge.

Dans les séjours qu'enfant et déjà grande fille elle fit à Rome, capitale religieuse et centre des affaires du monde, l'arrivée des ambassadeurs des divers pays, leurs entrées et leurs audiences solennelles lui avaient appris, en une suite de leçons vivantes, les noms et les intérêts des princes et des peuples, la géographie et l'histoire politique de l'Europe. Pour avoir d'elle une idée juste, il ne faut pas se figurer une infante d'Espagne, élevée dans une sorte de claustration, sans connaissance du dehors ni culture, ni même une princesse française du temps de la Renaissance, dressée aux élégances et aux bienséances de la Cour, et le plus souvent ignorante du reste du monde. Cette jeune Florentine avait le sens des réalités de la vie et de la politique.

Elle avait été certainement très bien élevée. Ses tantes, Clarice Strozzi, Lucrèce Salviati, et sa cousine, Maria de Médicis, à qui Clément VII confia successivement la surveil-

1. Extrait sans aucune référence du chapitre II d'un volume sur Catherine de Médicis, qui paraîtra prochainement (Hachette).

lance de son éducation, étaient des femmes vertueuses, sages et distinguées. Mais la société des nonnes et des prêtres, à Rome et à Florence, a dû agir sur elle plus efficacement. Elle y apprit par l'exemple à contenir ses sentiments, à régler ses gestes et ses paroles, et même à masquer son irritation d'un sourire. Les compliments, les caresses, les flatteries dont elle fut toujours si prodigue, s'expliquent en partie par son sexe, sa race, et le désir ou le besoin de plaire, de convaincre ou de tromper. Mais la maîtrise de soi-même, si remarquable chez elle, est un don de nature, qui a été porté à sa perfection par le séjour au couvent et à la Cour des papes.

Elle n'oubliait pas non plus par quel coup de fortune elle était entrée dans la maison royale de France. Elle était la première femme de sa famille qui eût fait un si grand mariage, et elle sentit vivement toujours, avec une modestie dont l'expression cause parfois quelque malaise, le rare honneur qu'elle avait eu d'épouser un fils de roi. Plus tard, quand elle fut régente du royaume, après la mort de son mari, elle parlait de ses enfants comme s'ils étaient d'une autre race qu'elle, « lesquels je ayme, écrivait-elle à une de ses filles, comme du lyeu d'où vous aytes tous venus ». Bien des complaisances de sa vie s'expliquent par le sentiment qu'elle avait de la médiocrité de son origine.

De précoces épreuves y contribuèrent aussi. Elle avait su le sac de Rome et la captivité de son oncle, Clément VII ; elle avait vu la révolte de Florence et l'expulsion des Médicis[1]. Elle avait craint pour elle-même un sort pire encore. Le jour où le chancelier de la République, Salvestro Aldobrandini, vint la prendre au couvent des *Murate*, pour la mener à celui de Sainte-Lucie, elle avait cru marcher à la mort : terreur de quelques heures qui laissa son empreinte en ce cœur d'enfant et le rendit pour toujours pusillanime. Elle apprit à céder aux puissants et à leur complaire, à simuler et dissimuler.

1. En 1527, Rome fut prise et saccagée par les Impériaux, et Clément VII bloqué dans le château Saint-Ange, où il s'était réfugié. A cette nouvelle, les Florentins chassèrent ses jeunes neveux, Alexandre et Hippolyte, qui gouvernaient la cité sous la direction du cardinal Passerini, et enfermèrent sa nièce Catherine dans un couvent.

Ce n'était pas trop de son intelligence et de sa culture pour s'adapter à la Cour de France. Celle de Rome était tout ecclésiastique : un prêtre pour souverain, un conseil de cardinaux, des clercs de tous grades et de toute robe dans les offices du palais et dans l'administration de la ville, de l'État et de la chrétienté. Les plus grandes fêtes étaient des cérémonies religieuses, qui nulle part n'étaient exécutées par tant de figurants, célébrées avec autant d'éclat, de pompe et de majesté. Cependant le Vatican n'était pas un monastère. Léon X avait sa troupe de musiciens et son équipage de chasse ; il courait à cheval par monts et par vaux à la poursuite du gibier ; il donnait des concerts et, personnellement irréprochable, se plaisait trop aux facéties grossières de ses bouffons et aux plaisanteries scabreuses de comédies comme *La Calandria*. Clément VII, plus retenu, avait lui aussi les goûts fastueux d'un prince de la Renaissance. Le temps des papes de la Contre-réforme n'était pas encore venu ; mais il est vrai que celui des Borgia était pour toujours fini. Les attaques de Luther contre « la prostituée de Babylone » avaient accru les scrupules et imposé un grand air de décence. Le souverain de Rome n'oubliait plus qu'il était le pontife des chrétiens, et, sans renoncer aux ambitions temporelles, il affectait de s'intéresser avant tout à sa mission spirituelle.

Encore moins l'entourage d'Alexandre de Médicis, le nouveau duc de Florence[1], aurait-il pu donner à Catherine l'idée du monde où elle entrait. Le gouvernement tenait tout entier dans le palais de la Via Larga, la demeure patrimoniale des Médicis. Il n'y avait là ni passé, ni tradition, ni étiquette. Le Duc avait un train de vie plus somptueux que celui des autres grandes familles florentines, une clientèle plus nombreuse et le privilège d'une garde. C'étaient toutes les marques extérieures d'une fortune de fraîche date.

Le Roi de France était le souverain héréditaire d'une grande nation, attachée à sa personne et à la dynastie par une habi-

1. Le pape et Charles-Quint s'étant reconciliés, s'emparèrent, après un long siège, de Florence et abolirent la République. Jusque-là, les Médicis n'avaient été que les premiers citoyens, les chefs élus de la cité. Charles-Quint nomma duc de Florence, à titre héréditaire, le frère bâtard de Catherine, Alexandre, qu'il avait fiancé à sa fille bâtarde, Marguerite : changement de Constitution que les Florentins ratifièrent.

tude séculaire de respect et d'obéissance. Sa Cour était un petit monde de princes, de grands officiers, de prélats, de seigneurs, de conseillers, une France en raccourci, mais éminente en dignité, qui vivait avec lui et l'accompagnait dans ses déplacements et ses voyages, le centre de la vie politique et des affaires, une vraie capitale ambulante, que suivaient les ambassadeurs, et où affluaient les solliciteurs et les ambitieux, quiconque désirait une pension, un bénéfice, une charge.

Son originalité, entre les autres cours de la chrétienté, c'était le nombre et l'importance des dames. Anne de Bretagne, femme de Louis XII, pour ajouter à l'éclat de sa maison et soulager les familles nobles, que la disparition des dynasties féodales ou leur destruction par Louis XI laissait sans emploi, avait appelé auprès d'elle des femmes et des filles de gentilshommes. François Ier, qui ruina le dernier des grands vassaux, le connétable de Bourbon, hérita de sa clentèle, et, par politique comme par goût, accrut encore le personnel féminin. Les reines et les filles de France eurent chacune leur maison, où des dames et des demoiselles nobles furent attachées avec un titre et un traitement : dames et filles d'honneur, dames d'atour, dames et filles de la chambre, etc.

La présence de tant de femmes, dont beaucoup étaient belles, intelligentes et cultivées, changea le caractère de cette Cour, et d'une réunion d'hommes d'État et de capitaines, fit le lieu d'élection des fêtes et des plaisirs. Les divertissements prirent une très large place dans le cérémonial. Bals, concerts, assemblées chez la reine, banquets, défilés et cortèges furent autant d'occasions d'étaler le luxe des vêtements et les magnificences de la chair. Mais l'esprit païen de la Renaissance, qui triomphait dans cette glorification de la richesse et de la beauté, inspirait aussi la recherche de plaisirs plus délicats. Le goût des lettres antiques gagnait les plus hautes classes ; de très grandes dames se faisaient gloire de les cultiver, et celles mêmes qui n'en avaient ni le temps ni la force respiraient dans l'air les idées et les sentiments que les écrivains y avaient répandus.

La famille royale était composée, en 1533 de la sœur de François Ier, Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre, de

sa seconde femme, Éléonore d'Autriche, sœur de Charles-Quint, épousée par politique, et des enfants de sa première femme Claude : trois fils, le dauphin François, Henri duc d'Orléans, Charles d'Angoulême ; et deux filles, Marguerite, qui épousa sur le tard le duc de Savoie, et Madeleine, qui mourut très jeune en juillet 1537, quelques mois après son mariage avec le roi d'Écosse, Jacques V. C'est le milieu où Catherine allait vivre. Étrangère, de médiocre origine, épousée pour le secours que le Roi attendait du Pape dans ses entreprises italiennes et, depuis la mort de Clément VII, privée du prestige des espérances, sa situation était difficile. Sans doute ces parfaits gentilshommes, François Ier et ses fils, étaient incapables de lui tenir rigueur de leurs mécomptes, mais quelques-uns de leurs conseillers n'étaient pas aussi généreux. La première relation vénitienne où il soit question d'elle, en 1535, dit que son mariage avait mécontenté toute la France. Elle n'avait ni crédit, ni parti. Les haines religieuses et politiques ont pu seules imaginer beaucoup plus tard qu'en 1536, âgée de dix-sept ans, elle ait eu les moyens ou l'idée de faire empoisonner son beau-frère, le dauphin François, pour assurer la couronne à son mari. Le dauphin fut emporté probablement par une pleurésie, et son écuyer, Montecuculli, condamné à mort pour un crime imaginaire, n'avait de commun avec Catherine que d'être Italien.

Devenue par cet accident dauphine et reine en expectative, elle continua comme auparavant à ne laisser voir d'autre ambition que de plaire. Elle s'attachait à dissiper les préventions et à gagner les sympathies. Elle se montrait douce, aimable, prévenante. L'ambassadeur vénitien dit ce mot caractéristique : « Elle est très obéissante. » C'était un de ses grands moyens de séduction.

L'homme qu'après son mari elle avait le plus d'intérêt et qu'elle mit le plus de soin à gagner, ce fut le Roi, que d'ailleurs elle admirait beaucoup. Plus tard, quand elle gouverna le royaume, elle se proposa et proposa toujours à ses enfants la Cour et le gouvernement de François Ier comme le modèle à imiter. Le Roi-chevalier était aimable, et, même en son âge mûr, il restait pour les femmes le héros de Marignan et de Pavie. Des sentiments qu'il inspirait, on peut juger par la

lettre que lui écrivirent les princesses de sa famille et l'amie chère entre les plus chères, la duchesse d'Étampes, en apprenant qu'il venait de prendre Hesdin aux Impériaux (mars 1537) :

« Monseigneur, nostre joye indicible nous ouste l'esperist et la force de la main pour vous escripre, car combien que la prise de Hedin feust fermement espérée, sy (cependant) nous demeuroit-il une peur de toutes les choses qui pouvoient estre à craindre, sy très (tellement) grande que nous avons esté despuis lundy comme mortes; et, à ce matin, ce porteur nous a resuscitées d'une si merveilleusse consolacion que après avons (avoir) couru les unes chés les aultres, pour annoncer les bonnes nouvelles, plus par larmes que par paroles, nous sommes venues ycy avesques la Royne, pour ensemble aler louer Celluy qui en tous vos afaires vous a presté la destre de sa faveur, vous aseurant, Monseigneur, que la Royne a bien embrassé et le porteur et toutes celles qui participent à sa joye, en sorte que nous ne savons [ce] que nous faysons ny [ce] que nous escripvons. »

Au nom de la Reine et des dames, elles le suppliaient de leur permettre d'aller le voir en tel lieu qu'il lui plairait.

« Car, disent-elles, avesques Sainct Toumas, nous ne serons contantes que nous n'ayons veu nostre Roy resuscité par heureuse victoire et très humblement vous en resuplions.

» Vos très humbles et obéissantes subjectes : Catherine, Marguerite (de France), Marguerite (de Navarre), Marguerite (de Bourbon-Vendôme, plus tard duchesse de Nevers), Anne (duchesse d'Étampes). »

La lettre est trop jolie pour être de Catherine, bien qu'elle ait signé la première en sa qualité de dauphine; on y reconnaît la manière de la reine de Navarre, ce délicat écrivain; et comme elle traduit bien, avec l'adoration de la sœur, l'enthousiasme de ces jeunes femmes!

La favorite en titre, Anne de Pisseleu, duchesse d'Étampes, qui signait avec les princesses, était une de ces triomphantes beautés, le désespoir des reines et l'ornement de la Cour de France. Catherine s'était liée avec elle, sachant que c'était une voie très sûre pour arriver au cœur du Roi. En sa vieillesse, comme elle avait souffert cruellement elle-même de la faveur

d'une maîtresse, elle s'excusera sur la nécessité d'avoir autrefois fréquenté des dames de médiocre vertu. « Aystent (étant) jeune, j'avès un Roy de France pour beau-père, qui me ballet cet qui luy pleyset (baillait la compagnie qui lui plaisait) et me fallet l'aubeir et anter (hanter) tout cet qu'il avoyst agréable et l'aubeyr. » Mais il ne semble pas que l'obéissance lui ait coûté. François Ier avait formé une petite bande « des plus belles, gentilles et plus de ses favorites » avec lesquelles « se dérosbant de sa court, s'en partoit et s'en alloit en autres maisons courir le cerf et passer son temps ». Catherine « fit prière au Roy de la mener tousjour quant et luy (avec lui) et qu'il luy fist cet honneur de permettre qu'elle ne bougeast jamais d'avec luy ». François Ier, qui « l'aymoit naturellement », l'en aima plus encore, « voyant la bonne volonté qu'il voyoit en elle d'aimer sa compagnie ».

Elle se plaisait comme lui aux exercices de plein air. C'était un goût qu'elle tenait probablement des Médicis. Son oncle, Léon X, partait tous les ans pour les régions giboyeuses de Civita-Vecchia, de Corneto et de Viterbe avec ses cardinaux favoris, ses musiciens, sa garde et la troupe des piqueurs, rabatteurs et valets, en tout plus de trois cents personnes. Il traquait à cheval les bêtes sauvages, petites ou grandes, non quelquefois sans péril. Dans une de ces battues dont un poète de cour a célébré les incidents dramatiques, le cardinal Bibbiena avait tué d'un coup d'épée un sanglier qui fonçait sur le cardinal Jules de Médicis (le futur Clément VII) ; le pape, assailli par un loup, avait été sauvé par les cardinaux Salviati, Cibo, Cornaro, Orsini ; l'éloquent général des Augustins, Egidio de Viterbe, avait fait voir qu'il valait « autant par le bras que par la parole ». Avant de quitter l'Italie, Catherine, déjà grande fille, a dû suivre des chasses. Autrement on ne s'expliquerait pas qu'aussitôt arrivée en France, elle ait montré l'ardeur dont parle Ronsard, peut-être avec quelque exagération poétique :

Laquelle (Catherine) dès quatorze ans
Portoit au bois la sagette,
La robe et les arcs duisans (convenant)
Aux pucelles de Taygette.
. . . .

Toujours dès l'aube du jour
Alloit aux forêts en queste
Ou de reths tout à l'entour
Cernoit le trac d'une beste ;
Ou pressoit les cerfs au cours ;
Ou par le pendant des roches,
Sans chiens assailloit les ours
Et les sangliers aux dents croches.

Elle abandonna la « sambue », sorte de selle en forme de fauteuil où les dames étaient assises de côté, les pieds appuyés sur une planchette, mais ne pouvaient aller qu'à l'amble, et elle introduisit l'usage, qu'elle avait déjà peut-être pratiqué en Italie, de monter à cheval, comme les amazones d'aujourd'hui, le pied gauche à l'étrier et la jambe droite fixée à la corne de l'arçon. Elle pouvait ainsi courir du même train que les hommes et les suivre partout. François Ier, grand chasseur, appréciait fort cette enragée chevaucheuse, que les chutes ne décourageaient pas. Elle ne renonça qu'à soixante ans à ce plaisir dangereux.

Sa vive intelligence, à défaut de ses habitudes de complaisance, lui rendait facile de s'adapter aux goûts lettrés de cette Cour. Elle avait très bien appris le français, qu'elle écrivit toujours en une orthographe très personnelle, et elle le parlait non sans une pointe d'accent exotique, dont elle ne parvint jamais à se débarrasser.

Il n'y a pas dans ses lettres une citation, une phrase latine. Au lieu de l'expression courante *in cauda venenum*, elle emploie la forme française : « en la queue gist le venyn ». Ce n'est pas d'ailleurs la preuve qu'elle ignorât le latin. Elle savait du grec. En 1544, l'ambassadeur de Cône, Bernardino de Médicis, bon lettré et l'un des fondateurs de l'Académie florentine, écrivait qu'elle possédait cette langue « à stupéfier tout homme » (*che fa stupire ogni uomo*). Même en admettant que ce compatriote de la Dauphine, qui était aussi son arrière-petit-cousin à la mode de Bretagne, ait un peu exagéré, il doit y avoir dans cet éloge une part de vérité. Avait-elle commencé à étudier le grec en Italie? Bernardino ne le dit pas. Elle a bien pu l'apprendre en France où elle était depuis dix ans. Il est probable qu'elle eut pour maître notre grand helléniste Danès.

Un fait qui paraît bien établi, c'est sa culture scientifique. Elle est, dit François de Billon, dans *le Fort inexpugnable du sexe femenin*, 1555, réputée pour sa « science mathématique ». Ronsard célèbre aussi en images poétiques « le comble de son savoir » :

Quelle dame a la pratique
De tant de mathématique?
Quelle princesse entend mieux
Du grand monde la peinture,
Les chemins de la nature,
Et la musique des cieux?

Ce qui probablement veut dire qu'elle était savante en géographie, en physique et en astronomie. C'était dans la famille royale une originalité. Elle se distinguait par là des autres princesses de la Renaissance française, qui étaient de pures lettrées.

Elle se lia étroitement — et ce sera pour la vie — avec Marguerite de France, plus jeune qu'elle et qui étudiait les anciens avec passion. Peut-être est-ce pour lui plaire qu'elle a commencé ou continué après son mariage l'étude du grec. Elle rechercha pour son intelligence et son crédit la sœur très chère du Roi, Marguerite d'Angoulême, âme tendre avec quelque mièvrerie, inquiète et joyeuse, conteur gaillard et poète mystique, claire en son réalisme et confuse en ses aspirations, et, malgré ces contrastes, ou même à cause d'eux, une des figures les plus attachantes de la Renaissance littéraire et religieuse du XVIe siècle. Catherine avait certainement lu ou entendu lire en manuscrit les *Nouvelles* de la Reine de Navarre, qui lui rappelaient un autre conteur célèbre, Boccace, Florentin celui-là. Elle et Marguerite de France résolurent d'écrire un recueil du même genre, idée d'imitation qui devait paraître à cette princesse de lettres une flatterie délicate. Aussi l'aimable femme s'en est-elle souvenue dans le Prologue de l'*Heptaméron* ; et, vraiment généreuse, elle laisse croire que le projet de ses nièces était du même temps que le sien, ou même un peu antérieur, et n'avait d'autre modèle que Boccace ; mais à la différence des Nouvelles du *Décaméron*, les leurs devaient être de « véritables histoires ».

Toutes deux et le Dauphin « prosmirent » «... d'en faire chacun dix et d'assembler jusques à dix personnes qu'ils pensoient plus dignes de racompter quelque chose ». Mais on se garderait de s'adresser à des « gens de lettres », car Henri, ce robuste garçon, à qui l'on n'a pas coutume de prêter tant de finesse, « ne voulloyt que leur art y fust mêlé, et aussy de peur que la beaulté de la rethorique feit (fît) tort en quelque partye à la vérité de l'histoire ».

Les grandes affaires de François I[er] et les occupations de la Dauphine firent « mectre en obly du tout ceste entreprinse ». Quel malheur de n'avoir pas ce Brantôme en raccourci, moins les exagérations de crudité, un *Triméron* en trente nouvelles, sans embellissements romanesques, de la Cour et de la société au temps de François I[er]. La correspondance restera l'unique œuvre littéraire de Catherine de Médicis.

Catherine venait d'un pays où toutes sortes de poèmes étaient chantés à quatre, cinq, six ou huit voix, que les instruments soutenaient. En France même, la tradition des jongleurs, conteurs et chanteurs, ne s'était pas encore perdue, et les poètes contemporains, comme Mellin de Saint-Gelais, s'accompagnaient du luth autrement que par métaphore. Quand Clément Marot eut rimé en français les trente premiers psaumes de David, les grands musiciens d'alors, Certon, Jannequin, Goudimel, s'empressèrent de les mettre en musique. Ces chants où le musicien et le poète ont chacun, à sa façon, traduit et souvent trahi la grandeur, la couleur et la passion de la poésie hébraïque, eurent à la Cour de François I[er] un grand succès, mais moins d'édification que de mode.

L'amateur le plus ardent de cette musique sacrée, c'était le Dauphin, qui la faisait chanter ou la chantait lui-même « avec lucs (luths), violes, espinettes, fleustes, les voix de ses chantres parmi ». Aussi les gens de son entourage, en bons courtisans, voulaient tous avoir leur Psaume, et s'adressaient au maître pour leur en trouver un qui répondît à leurs sentiments. Il s'était réservé pour lui le Psaume :

Bien heureux est quiconques
Sert à Dieu volontiers, etc.

et il en avait fait lui-même la musique. Catherine choisit le 141e, dont le traducteur est inconnu :

> Vers l'Éternel des oppressez le Père
> Je m'en yrai...

Dans sa douleur de n'avoir pas d'enfant après neuf ans de mariage, elle recourait à Dieu, comme à l'unique espérance. Mais le chant des Psaumes était si cher aux hérétiques qu'il en devint suspect. La Cour laissa les cantiques pour les « vers lascifs » d'Horace, qui, disait un réformé, « eschauffent les pensées et la chair à toutes sortes de lubricitez et paillardises ».

Catherine, toujours déférente, fit fête aussi aux « chansons folles ».

Ce n'est pas merveille qu'avec cette bonne volonté, elle ait réussi à retourner l'opinion. L'ambassadeur vénitien, Matteo Dandolo, disait dans sa Relation de 1542 : « Elle est aimée et caressée du Dauphin, son mari, à la meilleure enseigne. Sa Majesté François Ier l'aime aussi, et elle est aussi grandement aimée de toute la Cour et de tous les peuples, tellement qu'à ce que je crois il ne se trouverait personne qui ne se laissât tirer du sang pour lui faire avoir un fils. »

Elle craignait d'être répudiée comme stérile, depuis que son mari avait su par expérience qu'il pouvait avoir des enfants. En 1537, lors de sa campagne en Piémont avec le connétable de Montmorency, il connut à Moncallier (Moncalieri) une jeune fille, Philippa Duc, sœur d'un écuyer de la grande Écurie, Jean-Antoine, et eut d'elle une fille qu'il légitima plus tard sous le nom de Diane de France et maria à Hercule Farnèse, duc de Castro. Les anciens adversaires du mariage florentin crurent tenir leur revanche. « Il y eust, dit Brantôme, force personnes qui persuadarent (c'est-à-dire conseillèrent) au Roy et à M. le Dauphin de la répudier, car il estoit besoing d'avoir de la lignée de France. » Il assure que « ny l'un ny l'autre n'y voulurent consentir tant ils l'aymoient ». Mais Brantôme n'était pas né en 1538 et ne parle que par ouï-dire. L'ambassadeur vénitien, Lorenzo Contarini, qui écrivait treize ans après la crise, rapporte au contraire que le beau-père et le mari étaient décidés au divorce, et que Catherine réussit à les fléchir. Elle alla trouver le roi et lui dit que

pour les grandes obligations qu'elle lui avait, elle aimait mieux s'imposer cette grande douleur que de résister à sa volonté, offrant d'entrer dans un monastère, « ou plutôt si cela pouvait plaire à Sa Majesté, de rester au service de la femme assez heureuse pour devenir l'épouse de son mari ».

François Ier, ému de sa peine et de sa résignation, lui aurait juré qu'elle ne serait pas répudiée. Mais elle appréhendait sans doute un retour offensif de la raison d'État. Elle employait tous les moyens pour avoir des enfants, prenant les remèdes des médecins, buvant les drogues que lui envoyait le Connétable, et recourant à l'expérience de sa dame d'atour, Catherine de Gondi, mère d'une nombreuse famille. Enfin, après dix ans de mariage, le 20 janvier 1544, elle mit au monde un fils dont la naissance fit pleurer de joie le Roi et sa sœur Marguerite et fut célébrée à l'égal d'une victoire par Marot, Mellin de Saint-Gelais et Ronsard.

Une cause de chagrin qui s'éternisa, ce fut la passion de son mari pour Diane de Poitiers, veuve du grand sénéchal de Normandie, Louis de Brézé, une des plus grandes dames de la Cour. Henri avait en 1538, quand il se lia avec elle, dix-neuf ans ; elle en avait trente-huit, et pourtant il l'aima et jusqu'au bout lui resta fidèle de cœur.

Les contemporains ne sont pas d'accord sur la nature de cette liaison. La favorite ne fut-elle qu'une amie, la « parfaite amie », que la morale romanesque de l'époque imaginait, inspiratrice des grandes pensées et des nobles actions, à côté de la femme légitime, mère des enfants et continuatrice de la race? Les Français se sont, suivant les temps et l'esprit de parti, déclarés pour ou contre la vertu de Diane. Les ambassadeurs vénitiens, témoins peu suspects, sont eux-mêmes partagés : l'un croit à un amour platonique, l'autre rapporte que d'après le bruit public la grande Sénéchale a été la maîtresse de François Ier et de beaucoup d'autres avant de devenir celle du Dauphin. Giovanni Soranzo, dans une relation de 1558, ne parle que de sa liaison avec Henri, dauphin et roi. Il dit qu'elle a été très belle, qu'elle avait été grandement aimée, et que l'amour était resté le même (elle était alors dans sa soixantième année).

C'est probablement la vérité. Henri aimait beaucoup les

dames, et se plaisait « à aller au change ». Si Brantôme dit vrai, ses nombreuses expériences lui auraient permis un jour de faire par comparaison un éloge fort indiscret de sa femme. Après la fille de Philippa Duc, il reconnut et légitima un fils qu'il avait eu d'une grande dame écossaise, Lady Fleming. Il a eu bien d'autres caprices qui n'ont pas tous laissé de traces.

Est-il vraisemblable que cet homme de tempérament amoureux ait, dans l'ardeur de sa jeunesse, adoré de loin Diane de Poitiers, cette beauté savoureuse, alors dans l'épanouissement de sa maturité?

S'il ne l'avait pas aimée d'amour, lui aurait-il écrit pendant qu'elle était absente : « Je croy que pourés asés panser le peu de plésyr que j'aré (aurai) à Fonteneblau sans vous voyr, car estant ellongné de sele de quy dépant tout mon byen, il est bien malésé que je puysse avoir joye. » — « Je ne puis vivere (vivre) sans vous. » — Et il signe « Seluy qui vous ayme plus que luy mesmes. » — « Vous suplye avoyr toujours souvenance de celuy qui n'a jamés aymé ni n'aymera jamés que vous. » Elle est, comme il le lui dit en vers, « sa princesse », la « dame roine et maistresse » de la « forteresse » de sa « foi », une « déesse », de qui il avait craint qu'elle « ne se voulut abeser » (abaisser) jusqu'à faire « cas » de lui. Il s'empressa de la faire duchesse de Valentinois aussitôt après son avènement. L'ambassadeur de Charles-Quint, Saint-Mauris, qui avait intérêt à renseigner son gouvernement sur les influences de la nouvelle Cour, savait de bonne source que tous les jours le jeune Roi allait rendre compte à Diane des affaires importantes qu'il avait traitées avec les ambassadeurs étrangers ou ses ministres. Et puis après, « il se assiet au giron d'elle avec une guinterne (cithare) en main... *la regardant ententivement comme homme surprins de son amitié* ».

Quelle adoration et qui s'accorde si bien avec ses lettres d'amant humble et tendre ! Pour qu'il lui ait gardé jusqu'à la mort le même amour, et comme une sorte de reconnaissance émue, il faut bien qu'elle ne l'ait pas rebuté dans la crise de désir de sa jeunesse ; et peut-être qu'éprise elle-même — elle avait en 1538, quand il la connut, près de quarante ans, l'âge des grandes passions, — elle se soit donnée et abandonnée.

La principale intéressée, Catherine, n'avait aucun doute sur la nature des rapports de son mari avec Diane. Elle dissimula la haine que lui inspirait la maîtresse en titre tant que vécut Henri II, et, même après la mort du Roi, elle s'abstint, par respect pour sa mémoire, de trop vives répresailles. Mais elle n'oubliait pas. « ...Cet (si) je fesé bonné chère à Madame de Valentinois, écrit-elle vingt-cinq ans après, c'estoyt le Roy (à cause du Roi) et encore je luy fésèt tousjour conestre (au Roi) que s'estoyt à mon très grent regret ; car jeamès famme qui aymét son mary, n'éma sa p...., car on ne le peust apeler aultrement, encore que le mot souyt vylayn (soit vilain) à dyre à (par) nous aultres. »

Dauphine, elle avait souffert du partage, et quand Henri fut devenu roi, elle en souffrit plus encore, pour d'autres raisons. La favorite et un favori, Anne de Montmorency, accaparaient le pouvoir et tenaient la Reine à l'écart des affaires. C'était, explique le Vénitien Contarini, parce que, malgré sa sagesse et sa prudence, « elle n'étoit pas l'égale du roi ni de sang royal ». Mais n'en pouvait-on dire autant de la toute-puissante maîtresse ?

Le grand amour de Catherine apparaît surtout dans la correspondance, quand son mari fait campagne, Henri II, à l'exemple de François Ier, s'était allié avec les protestants d'Allemagne contre Charles-Quint et, pour prix de son concours, il avait obtenu d'occuper Metz, Toul et Verdun, ces trois évêchés de langue française, qui étaient membres du Saint-Empire (traité de Chambord, 15 janvier 1552). Il alla lui-même en prendre possession avec une armée que commandait le connétable de Montmorency, et il y réussit presque sans coup férir.

La Cour avait suivi de loin. A Joinville, en Champagne, Catherine tomba malade, en fin mars 1552, d'une fièvre pourpre dont elle faillit mourir. Le médecin Guillaume Chrestien affirme qu'elle fut sauvée par les soins et les prières de Diane. Mais Diane elle-même indique, avec peut-être quelque ironie, un meilleur remède : « Vous puys asseurer, écrivait-elle au maréchal de Brissac (4 avril 1552), que le Roi a fait fort bien le bon mari, car il ne l'a jamais abandonnée. » En cet extrême danger, Henri II se montra pour

sa femme si attentif et si tendre, qu'on en fut, écrit le 5 avril l'agent du duc de Ferrare, « stupéfié ». Mais cette crise d'affection dura aussi longtemps que la fièvre.

Pendant cette campagne, et pendant les deux qui suivirent, en 1553 et 1554, le Roi fut souvent absent de la Cour. Catherine alors s'habillait de noir et de deuil et obligeait son entourage à faire comme elle. « Elle exhorte chacun, rapporte Giovanni Cappello, à faire de très dévotes oraisons, priant Notre Seigneur Dieu, pour la félicité et la prospérité du Roi absent. » Michel de l'Hôpital, alors chancelier de Marguerite de France, duchesse de Berry, disait en vers latins au cardinal de Lorraine, qui avait suivi le Roi dans ce voyage d'Austrasie : « Que s'il te plaît peut-être de savoir ce que nous devenons, ce que fait la Reine, si anxieuse de son mari, ce que font la sœur du Roi et sa bru, et Anne (d'Este) la femme de ton frère, et toute leur suite impropre à porter les armes, sache que par des prières continuelles et par des vœux, elles harcèlent les Puissances célestes, implorant le salut pour vous et pour le Roi et votre retour rapide après la défaite des ennemis. »

La femme et la maîtresse faisaient au Connétable, chef de l'armée, les mêmes recommandations. « Veillez sur le Roi, écrit Diane, car il ly a bien de quoy le myeux garder que jamès, tant de poyssons (poisons) que de l'artyllerye. » Battez les ennemis, écrit Catherine (août 1553), mais tenez le Roi loin des coups, « car s'il advient bien come je m'aseure tousjour, l'aunneur et le byen lui en retournera ; s'yl advenet aultrement, [le Roi] n'y estant point, le mal ne saret aystre tieul (saurait être tel) que y ne remedyé (vous n'y remédiiez). Je vous parle en femme. » Peu lui importe le reste, « pourvu que sa personne n'aye mal ». Les lettres de la maîtresse semblent d'une épouse, inquiète sans doute, mais sûre de l'affection de l'absent ; celles de la femme sont d'une maîtresse amoureuse. Catherine écrit à la duchesse de Guise, qui a rejoint son mari à l'armée : « Plet (plût) à Dyeu que je feusse aussi byen aveques le myen. » Elle est irritée contre Horace Farnèse, duc de Castro, le mari de Diane de France, qui venait de capituler dans Hesdin, après avoir reçu d'ailleurs un coup d'arquebuse dont il mourut : « J'é grand regret qu'i (Horace Farnèse) ne l'eut [reçu) avant rendre Hédin. »

Ce n'est pas qu'elle paraisse sensible à la perte de cette place forte ; mais Henri II étant retenu à la frontière pour la couvrir contre l'ennemi, Horace Farnèse est « cause, dit-elle, de quoy je ne voy point le Roy ».

Mais lui n'est pas à l'unisson. Diane paraît informée jour par jour des événements ; mais Catherine reste longtemps sans l'être. Elle apprend en juin 1552, par l'entourage de son mari, qu'elle va se rapprocher de l'armée et se rendre à Mézières. « Mès, dit-elle, je ne m'an ause réjeuir pour n'an n'avoyr heu neul commandemant du Roy. » Elle se plaint quelquefois de ne pas recevoir de réponse à ses lettres. Henri II laisse tomber la correspondance, peut-être pour éviter les effusions conjugales. Il n'aime que Diane et Montmorency, et c'est à eux qu'il réserve ses déclarations d'amour. Catherine en est réduite à demander de ses nouvelles à tout le monde et à se recommander par intermédiaire à sa bonne grâce. Elle multiplie les lettres au Connétable, qu'elle prie de dire au Roi la passion qu'elle a pour son service et pour sa personne.

« Mon compère, je vis hier soir ce que [vous] me mandez touchant ma maladie, mais il faut que je vous die (dise), que ce n'est pas l'eau (l'humidité du soir), qui m'a faite malade, tant comme [de] n'avoir point de nouvelles du Roi, car je pensais que lui et vous et tout le reste, [il] ne vous souvînt plus que j'étais encore en vie; assurez-vous qu'il n'y a serein qui me sût faire tant de mal que de penser être hors de sa bonne grâce et souvenance ; par quoi, mon compère, si [vous] désirez que je vive et sois saine (bien portante), entretenez-m'y (en la bonne grâce du Roi), le plus que [vous] pourrez et me faites savoir souvent de ses nouvelles ; et voilà le meilleur régime que je saurais tenir[1]. »

Dans une autre lettre au Connétable (6 mai 1553), elle s'excusait de ne rejoindre son mari que le lendemain. Ce n'était qu'un retard d'un jour et cependant elle s'en justifiait comme d'une faute.

Comme elle craint de déplaire ! Et cependant à la même époque, elle montrait quelque velléité de rompre avec ses habitudes d'effacement. Elle osa se plaindre de la façon dont

1. On a dû moderniser l'orthographe de Catherine pour rendre plus intelligible cette longue citation.

le Roi, partant en campagne, avait organisé le gouvernement. Il l'avait déclarée régente (25 mars 1552), mais au lieu de lui conférer pleine et entière autorité, comme c'était l'usage et comme il le lui avait promis, elle se découvrit pour compagnon le garde des sceaux, Bertrandi, une créature de Diane. Ainsi que l'écrivait au Connétable le sieur du Mortier, conseiller au Conseil privé, c'est Bertrandi lui-même qui avait fait réformer le pouvoir de la reine, lors de la première lecture qui en fut faite au Roi, « pour s'y faire adjouster au lieu même qu'il est nommé », hardiesse qu'assurément, on peut le croire, il ne se fût pas permise s'il n'y avait été poussé par la toute-puissante favorite. En outre, les affaires occurrentes devaient être délibérées avec « aucuns grands et notables personnages » du Conseil privé, qui donneraient leur « avis pour y pourvoir ». Ainsi la Régente partageait avec le garde des sceaux la présidence du Conseil privé, et dans le Conseil les décisions seraient prises à la majorité des voix. Pour plus de complication, Catherine était autorisée — avec l'avis du Conseil — à lever les troupes que le besoin requerrait pour la défense du royaume ; et l'Amiral de France — c'était alors Claude d'Annebaut — avait charge lui aussi de s'occuper des mêmes choses concernant le fait de la guerre, dont il lui serait toujours « conféré et communiqué ». L'Amiral ne savait comment concilier ses attributions avec celles du Conseil privé et du garde des sceaux.

Elle faisait remarquer à du Mortier que Louise de Savoie[1] « eut une ampliation telle que l'on n'y eust sceu rien adjouter ; et de plus elle n'avoit point de compagnon comme il semble que l'on luy veuille bailler Monsieur le Garde des Sceaux qui est nommé audit pouvoir ». Elle notait aussi que, dans une autre clause, le Roi disait qu'il emmenait avec lui « tous les Princes de ce royaume ». Il s'ensuivrait donc que « s'il fust demeuré aucuns desdits princes par decà, elle n'y eut pas été régente ». Et toujours en protestant qu'elle n'eût jamais usé du pouvoir le plus ample « autrement qu'il eust plu audit Seigneur », elle se refusait à faire publier la déclaration de régence « es Cours de Parlement ny Chambre de Comptes »,

1. Louise de Savoie, mère de François Ier, nommée régente en 1515 et 1523-24 lors du départ du roi son fils pour ses expéditions d'Italie.

car elle « diminueroit plus qu'elle n'augmenteroit de l'authorité que chacun estime qu'elle a, ayant cet honneur d'estre ce qu'elle est au Roy ». D'Annebaut, du Mortier tentèrent sans succès de la ramener. Du Mortier, qui au fond était de son avis, écrivit au Connétable de décider le Roi « à mettre en termes généraux les particularitez contenues audit pouvoir ».

Le Connétable répondit qu'il fallait qu'il fût publié. Doucement elle insista. Probablement, pour en finir, Henri lui écrivit, et la voilà contente, « car, écrit-elle au Connétable, j'e aystés an grant pouyne (peine) pour la longueur deu temps qui l'y (qu'il) avest que n'en avés seu (eu de lettres), par quoy je vous prye si ledist signeur et vous avès anvye que je ne retombe poynt malade que je aye le byen d'an savoir (avoir) plux sovant ».

Et aussitôt elle s'empresse. Elle annonce au Connétable que tous ceux du Conseil ont été d'avis que l'Amiral devait demeurer ici jusqu'à ce que le Roi en eût ordonné autrement. « Par quoy mandé nous vystement sa volonté, afin que ne fasyon (fassions) faulte à l'ensuyvre. » Elle met avec joie la main à l'administration. « Mon compère, écrit-elle au Connétable, vous verrez par la lectre que j'escris au Roy que je n'ay pas perdu temps à apprendre l'estat et charge de munitionnaire. »

Mais, pour tout remerciement, Montmorency la rabroua : « Il me semble estant ledit seigneur (Roi) si prochain de vous qu'il sera doresnavant que vous ne devez entrer en aucune despense ny plus faire ordonnance d'autres deniers sans premièrement le luy faire sçavoir et entendre son bon plaisir. »

Ses initiatives inquiétaient. Pour la première fois, elle laissait voir le désir assurément légitime de tenir son rang. Sa prétention d'être régente pour tout de bon, et cette passion d'activité, c'était une révélation. Une Catherine apparaît que la Cour ne soupçonnait pas. La femme d'État perçait sous l'épouse obéissante.

Dans les affaires italiennes, elle montre à la même époque la même volonté d'action. Après l'assassinat de son frère bâtard, Alexandre (5 février 1537), un de ses cousins, Côme, d'une branche cadette, accourant à Florence, s'était fait

reconnaître pour chef par le peuple et quelques mois après par l'Empereur. François Ier et Henri II traitaient de haut ce parvenu, vassal et client de Charles-Quint, mais Catherine fit longtemps étalage d'affection pour le nouveau souverain ; c'est qu'elle comptait sur lui pour régler à son avantage la succession des biens propres de son frère. Au fond, elle lui en voulait d'occuper un poste, où, comme seule descendante légitime de la branche aînée des Médicis, elle pensait avoir plus de droits. Quand Henri II prit parti pour les Farnèse, que le pape Jules avait dépossédés du duché de Parme pour en investir Charles-Quint, et commença en Italie la guerre contre la maison d'Autriche, Catherine crut le moment venu de déclarer ses prétentions sur Florence et sur Urbin. Elle était entourée de *fuorusciti*, à qui la maison de son maître d'hôtel, le poète Luigi Alamanni, servait de « synagogue ». Elle soutenait de toutes ses forces ses parents, les Strozzi, ennemis mortels de Côme, et surtout Pierre, l'homme d'épée de cette famille, que Henri II fit maréchal de France pour lui donner plus d'autorité parmi les Italiens. Elle aliéna ses domaines maternels d'Auvergne, jusqu'à concurrence de cent mille écus, pour aider à la défense de Sienne, qui avait chassé les Espagnols, et à la libération de Florence.

Son ardeur à poursuivre ses revendications, malgré les échecs et les revirements de la politique française, la déception que lui causa la trêve de Vaucelles, qui laissait les trois Évêchés à la France, mais ruinait ses espérances sur la Toscane, ses rapports avec le pape Paul IV Caraffa, qui décida Henri II à reprendre la lutte en Italie contre les Espagnols, sa correspondance secrète avec le cardinal-neveu, et, après la défection et la réconciliation de Paul IV avec Philippe II, son recours à la bienveillance de ce pape traître à la cause française pour obtenir le gain de procès de succession pendants devant la Cour de Rome, tout un ensemble de faits prouve qu'elle intervenait dans les questions étrangères à des fins très personnelles. La plaideuse paraît oublier qu'elle est Reine de France.

Pourtant elle venait d'avoir occasion d'en faire figure. Ce fut quand les Espagnols eurent mis en déroute, devant Saint-Quentin (août 1557), l'armée du Connétable et mena-

cèrent Paris. Henri II, qui rassemblait de toutes parts des troupes pour faire tête à l'ennemi, envoya sa femme demander aux bourgeois de sa capitale un secours immédiat d'argent. Catherine se rendit à l'Assemblée Générale, qui avait été réunie à l'Hôtel de Ville (13 août), accompagnée de Marguerite de France, sa belle-sœur, et de plusieurs autres dames. « Et estoit-ce la dite dame et sa compaignée, dit le procès-verbal du greffier, vestues d'abillemens noirs, come en deul. » La Reine exposa la grandeur du désastre, le danger du royaume et « la nécessité de lever gens pour empescher l'ennemy de venir plus avant ». Brantôme dit qu'elle parla très bien. « Elle excita et esmeut messieurs de Paris... » Le procès-verbal en sa sécheresse n'y contredit pas. Elle demanda « humblement » à l'Assemblée « de ayder au Roy d'argent pour lever en diligence dix mile hommes de pied ». On la pria de vouloir bien se retirer dans une petite salle pendant la délibération, mais on la rappela aussitôt. Les bourgeois avaient voté sans débat les dix mille hommes de pied, « pour lesquels seroit levé sur tous les habitants de ladite ville et faulxbourgs, sans en excepter ni exempter aucun, la somme de trois cent mil livres tournois ». La Reine remercia bien fort « et *humblement* ». Ce mot « humblement », qui revient pour la seconde fois, a été ensuite effacé, évidemment comme peu convenable à la dignité royale, mais le greffier ne l'a pas inventé, et d'ailleurs il s'accorde trop bien avec les façons modestes de Catherine pour n'être point vrai.

Après cette apparition en pleine lumière, elle s'effaça. Toutes ses pensées ne tendent qu'à complaire au Roi son mari. Elle le suit partout. Par déférence et par tendresse, elle se contraint d'honorer et « caresser la favorite ». Elle n'a aucune autorité dans l'État, mais elle tient superbement sa Cour, à l'imitation de celle de François Ier. Elle dépense beaucoup pour elle et son entourage, en frais de table, en vêtements. Libérale et généreuse, elle donne à pleines mains et sollicite infatigablement pour ses parents, ses amis et les clients de ses amis. Elle a une réputation bien établie de douceur et de « bénignité ».

Exclue du pouvoir, elle entend se réserver le gouvernement de sa famille. Elle était une mère tendre, mais autoritaire,

comme on le voit par les Mémoires de sa fille Marguerite. L'ambassadeur vénitien, Giovanni Soranzo, dans sa Relation de 1558, dit qu'elle a élevé le Dauphin, plus tard François II, dans de telles habitudes de respect à son égard « qu'on voit bien qu'il dépend en tout de sa volonté ».

Mais l'action de la mère était contrecarrée par celle de la fiancée du Dauphin, Marie Stuart, reine d'Écosse, qui avait été envoyée en France, en 1548, à l'âge de cinq ans, pour être élevée à la Cour. Marie Stuart était la fille de Jacques V d'Écosse, mort de chagrin (16 décembre 1542) après la défaite de ses troupes par les Anglais, et de sa seconde femme, Marie de Lorraine, sœur du duc de Guise et du cardinal de Lorraine. Elle était naturellement attachée à ses oncles germains, prenait leurs conseils, entrait dans leurs intérêts et consolidait leur crédit, que leurs services à l'armée et dans le gouvernement et une alliance de famille avec Diane de Poitiers égalaient presque à celui du Connétable. Cette « reinette » intelligente, vive et gracieuse, faisait les délices de Henri II; mais elle déplaisait à sa future belle-mère, qui ne la trouvait pas docile et qui craignait pour son fils, faible et maladif, les risques d'une union précoce. Mais après la prise de Calais et de Thionville par le duc de Guise, il ne fut plus possible d'ajourner les épousailles (24 avril 1558). Le mari avait quatorze ans, et la femme quinze. Elle accaparait ce pâle adolescent, blême et bouffi, s'isolait avec lui, et même le caressait trop. La mère était inquiète et jalouse. La Dauphine, infatuée de la grandeur de la maison de Lorraine et de sa couronne d'Écosse, se serait un jour oubliée jusqu'à traiter sa belle-mère, cette Médicis, de fille de marchand. Catherine dissimula en public sa rancune, mais elle ne pardonna pas, comme elle le montra plus tard.

L'année 1559 est la date décisive de sa vie. Elle avait alors quarante ans. Ses traits commençaient à s'empâter ; les yeux saillaient à fleur de tête, embrumés de myopie. Ses dix maternités lui avaient donné l'ampleur des formes, ou, comme dit Brantôme, « ung embonpoint très riche ». Mais, avec ses belles épaules, une gorge « blanche et pleine, la peau fine, la plus belle main qui fust jamais veue », une jambe bien faite que dessinait un bas bien tiré, elle était en somme une

Junon appétissante en sa maturité et qui paraissait telle, sauf à Jupiter.

La guerre entre la France et l'Espagne, alliée de l'Angleterre, fut close par le traité du Cateau-Cambrésis. Henri gardait Calais que le duc de Guise avait conquis sur les Anglais, mais il restituait au duc de Savoie tous ses États, sauf quelques villes qu'il retenait en gage, et il renonçait à toutes ses prétentions sur l'Italie. Les sacrifices lui paraissaient compensés par la cessation de la guerre et les bienfaits de la paix, par le mariage de sa sœur, Marguerite de France, avec le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, et de sa fille, Élisabeth avec le roi d'Espagne, Philippe II, veuf de Marie Tudor, reine d'Angleterre, et par le plaisir de revoir son ami de cœur, le Connétable, qui, prisonnier aux Pays-Bas, depuis la bataille de Saint-Quentin, avait été le médiateur et le négociateur de cet accord. Mais Catherine n'avait pas autant de raisons de se réjouir. Il est possible que, dans son chagrin de perdre à jamais Florence et Urbin, elle soit allée, dès qu'elle sut les préliminaires de la paix, se jeter aux pieds du Roi, accusant le Connétable de n'avoir jamais fait que mal. Mais Henri aurait répliqué que le Connétable avait toujours bien fait et que ceux-là seuls avaient mal fait qui lui avaient conseillé de rompre la trêve de Vaucelles. En tout cas, elle ne s'attarda pas aux récriminations, et, moins d'un mois après la signature de la paix (2-3 avril 1559), elle écrivit au duc de Savoie : « ... J'aye souhaitté pour vous ce que je voye, me resentant de l'alliance que autrefois vostre maison et la mienne ont eue ensemble...[1] si jusques à ceste heure j'aye eu anvye de m'employer en ce qui vous touche, je vous prie croire que d'icy en avant je m'y employrai de toute telle affection que pour mes enfants propres... » Elle se consolait probablement de ses déceptions en pensant au grand mariage de sa fille et au bonheur de sa chère belle-sœur Marguerite, cette vieille fille de lettres qu'agitait — en ses trente-six ans — le « démon de midi ».

A l'occasion des noces, de grandes fêtes furent données à Paris, parmi lesquelles un tournoi. Henri II y porta les

1. Julien de Médicis, frère de Léon X, et oncle germain de Catherine, avait en 1515 épousé Philiberte, sœur du duc de Savoie Charles III.

couleurs blanches et noires de Diane. Sous les yeux des deux reines, la légitime et l'autre, il fournit plusieurs courses, rompit des lances, montra sa vigueur et son adresse. Il voulut finir par un coup d'éclat et donna l'ordre à Montgomery, son capitaine des gardes, de courir contre lui. Catherine qui, dit-on, la nuit précédente, l'avait vu en rêve la tête sanglante, le fit prier, superstition d'Italienne et d'amoureuse, de se dédire, mais il persista. Les deux adversaires prirent du champ, lancèrent leurs chevaux à toute vitesse, et, en se croisant, s'entre-frappèrent de leurs lances. L'arme de Mongomery se brisa et le tronçon qu'il avait en main, soulevant la visière du casque royal, blessa Henri au sourcil droit et à l'œil gauche. On l'emporta évanoui au palais des Tournelles où il expira le 10 juillet.

La Reine assista, priant et pleurant, à la fin de ce mari tendrement aimé. Elle porta dorénavant le deuil, « et ne se para jamais de mondaines soies », sauf aux noces de ses fils Charles IX et Henri III, afin de « solemniser, disait-elle, la feste par ce signal par dessus les autres ». Elle prit pour armes parlantes une lance brisée, avec ces mots en banderole : « *Hinc dolor, hinc lacrymae* » (de là ma douleur, de là mes larmes) ; et aussi une montagne de chaux vive, avec cette devise : « *Ardorem extincta testantur vivere flamma* », voulant dire que, comme la chaux vive « arousée d'eau brusle estrangement... encor qu'elle ne face point apparoir de flamme », ainsi l'ardeur de son amour survivait à la perte de l'être aimé.

JEAN-H. MARIÉJOL

MON FRÈRE[1]

Mon frère était le médecin de l'empereur Nicolas II et il est resté fidèlement auprès de lui jusqu'à la fin. Il a suivi l'empereur volontairement dans sa captivité, dans son exil ; il a partagé son sort ; il est mort de la même mort.

Un grand mystère entoure encore ce meurtre monstrueux et bien des gens en Russie se refusent à y croire. Certes, ce sentiment est naturel ; on s'accroche à un fétu de paille pour échapper à l'abîme, mais, hélas ! le Livre blanc anglais [2], ainsi que l'enquête faite par le gouvernement de l'amiral Koltchak enlèvent toutes les espérances qu'on pouvait garder. L'empereur, l'impératrice, le tsarewitch, les quatre grandes-duchesses, le docteur Botkine et encore trois personnes — onze en tout [3] — ont été assassinés dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg.

Il n'y a maintenant qu'à s'incliner pieusement devant ces tombes et à laisser parler l'histoire. C'est elle qui dira la vérité, toute la vérité, et c'est à elle que j'apporte humblement ces quelques pages de mon carnet, en mémoire de mon frère.

1. M. Botkine s'était distingué dans les différents postes où il avait été appelé en Europe et en Amérique. Il était ministre de Russie à Lisbonne quand la Révolution russe mit fin à sa brillante carrière. Avant Lisbonne, il avait été à Tanger où il avait utilement collaboré, dans une période mouvementée, avec notre diplomatie.

2. *Russia*, n° 1 (1919) : *A Collection of Reports on Bolshevism in Russia.*

3. Treize d'après la déposition d'un témoin.

***

Il était foncièrement bon. On aurait dit qu'il était venu au monde pour les autres et pour se sacrifier.

Dès l'âge le plus tendre, sa belle et noble nature se faisait sentir. Il n'était pas comme les autres enfants. Toujours avenant, d'une délicatesse innée et d'une douceur d'âme extraordinaire, il avait horreur des luttes auxquelles, nous autres garçons, nous nous adonnions avec fureur ; il se tenait à l'écart de ces combats, mais quand les choses se gâtaient et quand nos pugilats prenaient un caractère dangereux il arrêtait les lutteurs au risque d'attraper les plus mauvais coups.

Il était très studieux et consciencieux dans ses études. Comme profession, il avait choisi la médecine. C'était tout à fait conforme à son esprit : aider, soigner, soulager, guérir son prochain. Il travailla sans ménager ses forces.

Il se maria jeune, épousa une jeune fille pauvre et eut d'elle plusieurs enfants. Le ménage passait pour être heureux. On ne voyait de sa part que dévouement, tendresse et une véritable adoration pour ses enfants.

Les hasards de ma carrière me transportèrent si loin de mon pays que, pendant un certain temps, je perdis contact avec ma famille. Dans mes courtes et rares apparitions en Russie, je voyais bien tous mes parents, mais je n'étais pas à même d'être au courant des détails de leur vie intérieure.

Un jour, me trouvant de passage à Saint-Pétersbourg, j'étais allé visiter la tombe de mon père au cimetière du couvent Novodevitchy. C'était une vilaine journée de novembre. Il avait neigé dans la nuit et durant toute la matinée, mais la température n'étant pas assez basse, toute cette neige s'était mise à fondre comme du sucre. Je pataugeais dans des mares de boue entre les grilles, derrière lesquelles, serrés les uns contre les autres, se dressaient les monuments de ceux qui reposaient sous la terre. Il n'y avait pas une âme dans cette cité des morts, si triste, si lugubre en cet après-midi de commencement d'hiver. Quelques gros corbeaux noirs sur le fond gris du ciel de plomb croassaient perchés sur des arbres effeuillés.

Lorsque j'arrivai au tombeau de mon père, je fus surpris d'apercevoir tout près de là une pelisse étalée sur le sol humide. Cette pelisse remuait ; il y avait quelqu'un dessous, quelqu'un de bien malheureux, car on entendait des sanglots étouffés. Je m'approchai et je reconnus mon frère. C'était bien lui, prosterné devant une croix de marbre où, quelques années auparavant, il avait enterré un enfant à lui, un tout petit enfant de deux ou trois ans.

Mon frère ne voyait et n'entendait rien ; il était évidemment en proie à un gros chagrin qu'il était venu confier aux morts, ne voulant pas le montrer aux vivants.

Je restai là, derrière lui, muet, sans bouger de peur de le déranger, me sentant comme un intrus devant cette douleur que le hasard m'avait fait découvrir.

Après quelque temps, il cessa de sangloter, se mit à genoux tête nue en priant avec ferveur, puis se releva, se retourna et me vit. Il vint vers moi avec son bon sourire, un peu gêné et m'embrassa comme d'habitude.

— Tu es venu pour papa, — me dit-il, et il se mit à côté de moi prés du tombeau de notre père.

Nous restâmes ainsi quelque temps sans prononcer une parole, la tête baissée, absorbés par des pensées tristes, tandis que le buste de mon père, du haut de son socle de granit, semblait nous contempler avec une compassion infinie.

Le crépuscule voilait de plus en plus l'atmosphère, le ciel s'assombrissait et la neige recommençait à tomber.

— Allons, — dis-je à mon frère en le prenant par le bras, — rentrons. Je te ramène en ville dans mon traîneau.

Le soir même, nous nous retrouvâmes à un dîner très animé, très gai, chez des amis. Mon frère paraissait comme toujours très en train.

Je me suis gardé de faire allusion à ce que j'ai vu au cimetière et il m'en sut gré. Lui qui savait soulager tant de monde, quand il souffrait lui-même, ce n'est qu'aux morts qu'il le disait.

***

Quand éclata la guerre japonaise en 1904, mon frère fut un des premiers à se jeter corps et âme dans la mêlée. Il partit

pour la Sibérie à la tête de l'hôpital de la communauté de Saint-Georges dont il était le chef. Tout de suite, il s'en fut sur les positions les plus avancées. Son calme et sa bravoure dans les moments les plus critiques sur le champ de bataille furent exemplaires.

C'est particulièrement sous Liao-Yang et sous Moukden qu'il s'est distingué. Des personnes qui l'ont vu à l'œuvre m'ont dit qu'elles ne s'attendaient pas à le voir revenir sain et sauf de Sibérie. Dans certains cas, son mépris du danger était tel qu'on a cru qu'il cherchait la mort. Mais il rentra à Saint-Pétersbourg sans une égratignure et reprit ses travaux interrompus par la guerre.

Un jour que ses camarades lui reprochaient de donner trop de son temps et de ses forces à la communauté de Saint-Georges qu'il chérissait particulièrement, j'ai entendu mon frère dire modestement : « Mon Dieu ! je puis bien me permettre cela, vous savez que je suis beaucoup plus résistant maintenant, je me suis reposé à la guerre... »

***

Peu de temps après la guerre japonaise, mon frère fut appelé à la cour. Il fut nommé médecin de l'empereur. D'un jour à l'autre, sa vie changea de fond en comble.

Il alla s'établir à Tsarskoié-Sélo, mais on le vit constamment dans la capitale, attiré comme il était, par l'intérêt qu'il conservait à la communauté de Saint-Georges et à ses nombreux malades.

Son temps était plus pris que jamais, il ne s'en plaignait pas. Dans ses lettres, toutefois, il laissait entrevoir que sa responsabilité lui donnait pas mal de soucis.

Je prends au hasard, dans la liasse de lettres qui me restent de lui, quelques passages :

Le 22 septembre 1908, à bord du yacht impérial *Standart*.

... Oui, ma responsabilité est grande, responsabilité non seulement vis-à-vis de la famille, où on me traite avec la plus grande bonté, mais encore devant le pays et devant l'histoire. Les journaux, heureusement, ne sont pas tout à fait dans le vrai.

Ma malade[1] n'est pas si mal qu'on le dit. Certes, elle n'a pas les forces nécessaires pour les fonctions qu'elle exerce.

Malgré cela, grâce à son endurance, sa patience, et sa volonté de fer, elle a stylé ses forces pendant des années, afin de pouvoir pleinement remplir son devoir. Cette gymnastique n'a pas développé ses forces; au contraire, selon moi, elle en sort fatiguée,aff aiblie. Voilà pourquoi je voudrais lui éviter, autant que possible, toute tension. A condition d'un repos complet, ma malade se sent bien : elle peut être gaie, vaillante, elle peut se promener à pied (modérément) et prendre part aux jeux des enfants.

En conséquence du régime que j'ai prescrit, ma malade a dû négliger quelques apparitions officielles de peu d'importance — ceci a probablement servi de prétexte pour les bruits sur l'aggravation de son état de santé.

Le laps de temps pendant lequel il faudra bien se tenir à l'écart de la vie officielle sera peut-être long. D'abord, ma malade ne peut jamais jouir d'un repos complet; *secundo* bien des choses, comme tu le sais, ne lui sont pas accessibles; et *tertio* elle vient de passer par une période de tension nerveuse si intense, qu'il lui faudra un certain temps pour se redresser.

Et puis c'est facile à dire : se ménager, se dorloter... Quand on a affaire à une malade d'une nature si délicate, si sensible et douée de tant de cœur, comme l'est Sa Majesté, toutes ces qualités ne font qu'entraver le régime du repos.

J'ai bon espoir dans le rétablissement complet de l'impératrice, mais, avant d'y arriver, il faudra que je passe par de dures épreuves. Je me trouve placé entre plusieurs feux : les uns sont mécontents de moi, parce que je soigne trop ma malade; les autres, au contraire, trouvent que je la néglige et que mon régime n'est pas suffisamment efficace; quant à la malade elle-même, il me semble qu'elle est d'avis que je suis trop consciencieux dans l'exercice de mes fonctions.

Je porterai patiemment le fardeau de toutes ces accusations et tranquillement, avec fermeté, je ferai mon devoir en me laissant guider par ma conscience et en faisant mon possible pour amadouer et pacifier les différents courants.

Que Dieu ait miséricorde, comme se plaisait à le dire notre père.

La difficulté de ma position est de beaucoup atténuée par l'attitude bienveillante et extrêmement gracieuse de toute la famille. C'est le chef de la famille qui me touche particulièrement.

. . . .

1. L'impératrice Alexandra Feodorovna.

Tsarskoié-Sélo, le 14 janvier 1910.

... Ma malade avait quitté Péterhof encore pas tout à fait rétablie. Voyant que la route l'avait beaucoup fatiguée, j'ai conseillé de nous arrêter à Sébastopol et d'y passer une semaine[1]. Cette mesure a énormément contrarié la suite, qui — à quelques rares exceptions — me boycotta pour cela pendant un certain temps. Je me sentais déjà assez opprimé par le fait que ma malade n'allait pas mieux ; et encore, par-dessus le marché, cet isolement dans lequel forcément je devais vivre à Livadia, tout cela évidemment ne pouvait contribuer à améliorer l'état d'âme du médecin. Ce qui me sauvait, c'est que j'avais la conviction que j'accomplissais honnêtement mon devoir et cela me donnait le sentiment d'une conscience nette.

Quand la santé de l'impératrice s'est visiblement améliorée, moi aussi, je me suis senti mieux ; mais maintenant qu'elle s'est surmenée et ne peut recevoir que très peu de monde, me voilà de nouveau responsable pour cela devant ma conscience comme devant les hommes.

Je dois toutefois admettre qu'ils sont tous si bons pour moi (je veux dire les plus proches) et ne me montrent aucune impatience. Ainsi ce long séjour en Crimée au bout du compte n'a pas abîmé mes relations avec personne ; quelques-uns même sont devenus de véritables amis.

Mais, somme toute, je ne suis pas encore satisfait de l'état de la malade : ces névroses du cœur se développent si rapidement et occasionnent des souffrances qui immobilisent la malade en l'empêchant de faire ce qu'elle voudrait et ce qu'il faudrait qu'elle fasse.

Du reste, ces derniers jours, je constate une petite amélioration...

. . . .

Voici un autre fragment. Il est d'une lettre datée du 21 août 1910, du château de Friedberg, où leurs Majestés se trouvaient pour une cure que faisait l'impératrice à Nauheim :

... Il y a tant de gens mesquins, leurs machinations sont si viles, si basses et si inattendues, leurs arrière-pensées ont tellement sali tout ce qui est simple et sacré, qu'il n'y a pas moyen de leur tenir tête. Il faudrait vraiment avoir un cerveau perverti comme les leurs et une âme tarée pour pouvoir contrecarrer toutes leurs combinaisons

1. Cette lettre a été écrite au retour d'un voyage en Crimée. Elle donne une idée des difficultés que mon frère éprouvait dans l'exercice de ses fonctions.

possibles et incroyables. J'ai décidé que j'étais assez vieux pour oser être ce que je suis, c'est-à-dire moi-même : j'agis comme je sens et comme je pense et je ne fais aucune attention à ce qu'on en dit.

Je suis prêt à répondre avec courage de mes actes, lorsqu'ils sont vraiment miens, et non pas influencés par des considérations du dehors. Malheureusement, il faut tout de même compter avec ces considérations quand il s'agit d'autres personnes, et alors, involontairement, je deviens méfiant. Je te demande pardon de bavarder si longuement sur ce thème, mais tu sais que c'est un de mes points faibles, qui complique fâcheusement ma vie. Mais, après tout, ce n'est rien, quand les personnes, auprès desquelles je me trouve, sont si loin de cette boue et si infiniment bonnes pour moi.

Je suis très peiné de la maladie de l'impératrice, c'est une névrose du cœur avec relâchement des muscles cardiaques. Ce diagnostic a été confirmé par nos professeurs, que j'ai appelés en consultation avant de partir pour Nauheim, ainsi que par le médecin d'ici. Je t'en parle sans restriction, car il a été bien entendu de ne plus faire de mystère au sujet de la maladie de la tsarine.

J'aime mieux cela que de laisser trotter l'imagination et chercher de différents noms pour la maladie de l'impératrice.

Les bains sont bien arrangés ici, avec un luxe vraiment royal, et j'ai tout lieu de croire que ce traitement sera bienfaisant à ma malade...

... Avant-hier, l'empereur est allé avec moi à pied à Nauheim. La promenade était délicieuse. Drenteln nous accompagnait. Nous sommes entrés dans une confiserie et nous avons pris du café. Au commencement, notre incognito était bien gardé (quelques Russes, toutefois, nous ont reconnus et nous ont salués discrètement), mais, petit à petit, le charme fut rompu et la foule qui nous suivait a gâté le plaisir de notre escapade.

. . . .

La cure de Nauheim fit du bien à l'impératrice, mais elle ne fut pas répétée.

***

Au printemps 1913, je me trouvais à mon poste à Lisbonne quand je reçus un jour un télégramme urgent de Saint-Pétersbourg, mon frère était gravement malade : c'était un cas de typhus très compliqué, grande faiblesse de cœur, érésipèle. Je sautai dans le Sud-Express, du Sud-Express

dans le Nord-Express et, en trois jours, j'étais à Tsarskoié-Sélo auprès de mon frère.

Quand il me vit entrer dans sa chambre, il était si faible qu'il ne put prononcer une seule parole, tant son émotion était grande. Des larmes débordaient de ses yeux, descendaient le long de ses joues pâles et creuses et allaient se perdre dans l'oreiller.

On lui avait dit que j'étais venu pour affaire de service, mais il comprit que c'était pour lui et il me serra la main aussi fort qu'il pouvait le faire.

Entre temps, une crise bienfaisante se produisit dans l'état de sa santé ; il était sauvé et la convalescence, comme le beau temps après la tempête, vint rayonner sur l'intérieur du malade.

Avant de rentrer à mon poste, je sollicitai une audience auprès de Sa Majesté et fus aussitôt reçu. Introduit dans le cabinet de travail, j'aperçus l'empereur à son bureau. Il était en tunique de soie framboise, uniforme des tirailleurs de la garde. En me voyant entrer, l'empereur eut son sourire, ce sourire si connu de ses fidèles, un sourire si bon, si caressant, si russe et qui lui donnait un grand charme très particulier.

Il a été dit souvent que l'empereur Nicolas n'avait rien d'impérial, rien d'un souverain dans sa prestance. Je ne suis pas de cet avis. Il est vrai que Nicolas II n'avait pas la taille imposante d'Alexandre III, ni l'allure majestueuse d'Alexandre II, mais sous ses manières affables et sous une modestie qui touchait à la timidité, on sentait une âme d'une grande noblesse et une générosité sans bornes.

Il y avait dans toute sa personne, d'apparence tellement russe, cette simplicité spécialement slave qui faisait que ce grand tsar de toutes les Russies était plus près du dernier de ses sujets que n'importe quel autre souverain ou chef d'État ne le sont vis-à-vis des représentants de leurs pays.

L'empereur me donna la main en me regardant de ses grands yeux bleus pleins de confiance. Tout de suite, il me parla de mon frère :

— Il nous a fait peur, — dit-il, de sa voix douce. — Quand on vous a prévenu par télégraphe, ma foi, j'étais fort inquiet... Il était si faible, si surmené... enfin, c'est passé. Dieu l'a

préservé encore une fois. Votre frère est plus qu'un ami pour moi... il prend tellement à cœur tout ce qui nous arrive... il partage même nos maladies avec nous...

Ici, l'empereur faisait allusion au typhus de mon frère. C'est en effet en soignant la grande-duchesse Tatiana, qui avait contracté cette maladie lors de son séjour à Saint-Pétersbourg, que mon frère avait gagné cette maladie.

— Votre frère travaille trop, il travaille pour dix, — me dit l'empereur, — ce n'est pas possible de continuer ainsi ; i faut qu'il se ménage dorénavant. Il faudra qu'il aille se reposer après sa convalescence.

— Mais, Sire, — répondis-je, — Votre Majesté connaît mon frère. Il ne prendra jamais de congé. A peine rétabli, il voudra reprendre son service et plus que son service...

— C'est vrai, — dit l'empereur, — mais je pourrai lui ordonner de partir en congé.

Puis, après un moment de méditation :

— J'ai une idée, — dit-il. — Savez-vous ce que je vais faire ? J'enverrai votre frère chez vous, à Lisbonne.

Nous causâmes du Portugal. J'étais étonné de constater combien l'empereur était au courant de ce qui se passait dans ce petit coin si éloigné de la Russie et quel intérêt sympathique il portait à ce pays.

Vers la fin de l'audience, j'entendis du bruit dans la chambre voisine, des voix d'enfants; puis une porte derrière l'empereur s'ouvrit brusquement et se referma aussitôt.

— Je crois, dit l'empereur, en ayant l'air de s'excuser, qu'on m'attend pour déjeuner.

Il me serra la main comme on la serre à un ami qui part pour un long voyage, et l'audience prit fin.

***

Au mois de juillet, j'étais dans les montagnes, à Boussaco, dans cette magnifique forêt de cèdres qui domine une des plus belles vallées du nord du Portugal. Je reçois un jour un télégramme de Tsarskoié-Sélo m'annonçant l'arrivée prochaine de mon frère. Peu de temps après, le Sud-Express débarquait à la petite gare de Luso-Busacco une famille

russe : c'était mon frère avec ses enfants, une institutrice, des colis, des sacs, des rouleaux, des cartons, des valises. Ils apportaient avec eux une odeur de cuir de Russie qui se dégageait de tous leurs bagages...

Qu'elles furent heureuses ces journées passées à Busacco. Les excursions en automobile dans les environs de cet endroit ravissant, les promenades matinales dans le parc ombreux, les splendides couchers de soleil qu'on allait voir de la porte de Coimbra et les soirées délicieuses sur la terrasse de l'hôtel...

Après Busacco, ce fut Lisbonne.

Là, nous étions encore plus à notre aise, puisque nous étions chez nous, sur le sol russe, dans notre légation. Je montrai la ville et ses environs à mon frère ; mais la plus grande partie de notre temps, nous la passions dans le jardin de la Légation, dans ce cadre merveilleux qu'aucun décor de théâtre, aucune féerie ne pouvait égaler.

Mon frère était un causeur séduisant. Il avait un talent très personnel de raconter les choses avec beaucoup de verve, de finesse, d'observation et une légère note d'ironie très spéciale, très russe, quelquefois mordante, jamais méchante.

Pour ce qui concernait ses relations à la cour, il était très réservé et je respectais ses sentiments. Je savais la place qu'occupaient en son cœur l'empereur, l'impératrice, les grandes-duchesses et le petit héritier, pour lequel il avait un véritable culte. Je savais seulement que mon frère était très intime avec eux et les voyait plusieurs fois par jour. Je comprenais bien qu'un médecin dans la famille impériale devait être particulièrement discret. Je ne résistai pas toutefois à la tentatlon de lui poser un jour une question indiscrète :

— Dis donc, et Raspoutine, qu'est-ce que cet homme dont on parle tant et quel est son rôle à la cour ?

— Raspoutine, — répondit mon frère, — je ne le connais pas.

— Pas possible !

— Cela t'étonne? Eh bien, voilà, c'est la pure vérité, je te le jure, je ne l'ai jamais rencontré au palais, *je ne l'ai même jamais vu*, ce Raspoutine dont on parle tant !

Nous étions à la fin de juillet 1914... J'étais en Finlande, à la campagne, où je passais mon congé. Subitement un coup de téléphone du ministère des Affaires étrangères me rappela à Saint-Pétersbourg. La guerre était déclarée. Il fallait aussitôt rentrer à son poste.

J'étais en train de faire mes préparatifs de voyage pour atteindre Lisbonne par mer en faisant le tour de l'Europe, quand mon frère vint chez moi suivi de ses deux fils aînés, Mima et Joura. Le premier, un garçon sympathique comme on l'est rarement, venait de sortir du corps des pages — il était sous-lieutenant au régiment des cosaques de la garde; le second, presque un enfant, devait commencer sa première année de droit. Il me rappelait un jeune saint-bernard avec ses gestes gauches, ceux d'un corps qui a poussé trop vite.

— Ils vont à la guerre tous les deux, — me dit mon frère, tout simplement, comme s'il disait : « Ils vont à l'Opéra ce soir ! »

— Comment ! tous les deux? — me récriai-je, — Joura n'a que dix-sept ans, il me semble !

— Il ira comme simple volontaire; il insiste, et j'avoue que je le comprends, — me dit mon frère, — je l'approuve même.

Je n'osais regarder en face mon frère, tellement je craignais de lire dans ses yeux ce qu'il nous cachait si soigneusement : le déchirement de son cœur à la vue de ces deux jeunes vies se détachant de lui pour la première fois... et peut-être pour toujours.

Mon frère est revenu me voir deux jours après quand je partais pour Lisbonne. Nous étions émus tous les deux. On avait tant à se dire à ce moment, mais on n'échangeait que des paroles banales, des phrases qu'on dit toujours dans ces conditions.

Enfin, il m'embrassa à plusieurs reprises en me serrant sur son cœur. C'était notre dernier adieu...

*
* *

Le 3 décembre 1914, Mima, le fils aîné de mon frère, en faisant avec un peloton de cosaques une reconnaissance

sur le front nord, se heurta contre des Allemands très supérieurs en nombre. Quelques coups de fusil partirent d'une embuscade, le cheval du jeune officier fut abattu, le cavalier blessé gisait par terre...

— Rendez-vous, — lui crièrent les Allemands, — nous ne vous ferons aucun mal, jetez votre revolver.

Le petit Mima riposta :

— Un officier cosaque ne se rend pas, — et visant un officier ennemi il fit feu; le Boche tomba, et un moment après plusieurs balles mirent fin à la vie du jeune brave [1].

J'ai appris cette nouvelle par les journaux. J'étais à Lisbonne ; impossible d'accourir auprès de mon frère, je n'étais qu'une sentinelle éloignée du champ de bataille, mais j'étais une sentinelle tout de même et devais rester à mon poste.

Inquiet, je m'informai par télégraphe auprès des amis de l'état de mon frère. Les réponses étaient plutôt rassurantes :

« Votre frère, me disait-on, est admirable. Il supporte son malheur avec une résignation sublime. »

Enfin, presque un an après la mort de son enfant, il m'écrivit :

Tsarskoié-Sélo, le 30 novembre 1915.

... S'il était pénible pour toi de m'écrire après mon grand malheur, tu peux bien te figurer combien je souffre en touchant moi-même à cette plaie ouverte de mon cœur. Voilà un an que j'ai perdu mon fils et, depuis ces trois cent soixante-cinq jours, j'ai vu, j'ai parlé à des centaines, à des milliers de personnes, j'ai pu mener avec eux la vie qu'elles mènent ; les soigner, entrer dans leurs joies et leurs misères; pas un seul jour de toute cette affreuse année je n'ai manqué à mon service ni à mes travaux, mais pas un instant tant que je veillais je n'étais exempt du sentiment de vive douleur intérieure. Cette douleur devient particulièrement aiguë lorsque je suis forcé de parler de la mort de mon enfant ou lorsque quelqu'un ou quelque

1. Ce fait a été connu depuis, d'après les rapports d'officiers allemands faits prisonniers dans ces parages. Le sous-lieutenant Dmitry Botkine a été cité à l'ordre du jour de l'armée, la croix de Saint-Georges lui a été allouée et c'est l'empereur lui-même qui a tenu à la remettre au père.

chose vient brusquement me rappeler certains détails ou un incident de sa vie. Ainsi tu comprends pourquoi je tardais à t'écrire.

Aujourd'hui par contre, j'éprouve un énorme désir, une nécessité de causer avec toi, mon bon, mon cher, mon bien-aimé frère et ami. Je viens de passer par une crise de grippe assez forte et compliquée à cause de l'état de mon cœur. Je ne m'attendais pas à revenir à la vie, je l'avoue, et je l'attendais, ce dénouement, presque avec joie, dans l'espoir de rejoindre mon Mima, aux pieds duquel j'aimerais tant me reposer; mais en même temps, il vaut peut-être mieux que je reste encore un peu dans ce monde, afin de soigner Joura quand il sera blessé — ce dont je suis certain — et de remettre ma petite Tania dans des mains fortes, jeunes et aimantes. Bref, je pourrai être encore utile à mes enfants; mais, si Dieu voulait m'appeler plus tôt, je compte sur vous, mes frères, et sur vos charmantes femmes...

. . . .

Nous ne devons pas hâter la fin de la guerre et aucun sacrifice ne doit nous arrêter. Malgré tout, nous aurons le dessus... Ici, nous n'en doutons pas un instant. Du reste, notre peuple incomparable ne se ménage pas ; les soldats, comme les officiers, vont à la mort avec enchantement et périssent heureux, à l'idée qu'ils le font pour la patrie et le tsar.

Si nous, qui restons, pleurons nos pertes personnelles, notre malheur n'est qu'un malheur égoïste, et nous-mêmes nous ne sommes que de la poussière dans les événements mondiaux. Combien de générations ont souffert et succombé en Russie pour arriver à nous donner cette vie paisible et heureuse dont nous avons joui pendant quelque temps. Maintenant, c'est sur nous que le sort est tombé, c'est à nous que revient l'honneur et la gloire de souffrir et de périr pour que les générations qui nous suivront puissent vivre dans de meilleures conditions...

Je comprends qu'on ne peut me considérer comme un malheureux, malgré tout ce que j'ai perdu, car, à part mon fils, j'ai perdu bien des amis et des personnes qui me sont particulièrement chères... Non, décidément, je suis un heureux sur cette terre, je suis heureux d'avoir eu un fils comme mon bien-aimé Mima, je suis heureux car je suis pénétré d'une admiration sacrée pour ce garçon qui, sans hésiter, avec un bel élan, a donné sa toute jeune vie pour l'honneur de son régiment, son armée, sa patrie...

. . . .

***

C'était au commencement de mars 1917.

La nouvelle m'est venue à Lisbonne, comme un coup de foudre. Un journaliste portugais était venu s'informer à la légation de Russie, s'il était vrai que l'empereur Nicolas II avait abdiqué. Je n'en savais rien, mais les pressentiments les plus sinistres pour mon pays me hantèrent dès ce moment. Les événements n'ont pas tardé à confirmer mes craintes.

J'étais sûr que mon frère n'abandonnerait pas l'Empereur; mais toutes communications étaient coupées entre nous, je n'avais pas de lettres de lui et j'ignore encore s'il recevait les miennes.

Les nouvelles qui venaient de Russie étaient mauvaises, les événements se précipitaient...

Captivité, exil, assassinat !...

Toute une année avait passé depuis la mort de mon frère, quand je reçus de lui la lettre que je donne ici en traduction aussi précise que possible.

Cette lettre a été confiée à la poste, elle est bien arrivée à Pétrograd; mais elle ne m'est parvenue à Paris qu'au mois de juillet 1919.

Tobolsk, le 12 décembre 1917 [1].

Mon très cher frère et ami,

Ma pensée et ma main restent comme paralysées devant les obstacles. Tu comprends combien il est difficile d'entreprendre quelque chose qui n'a pas chance d'aboutir. Cela doit t'expliquer mon silence, malgré mon ardent désir de communiquer avec toi, mon bien-aimé frère. Mais aujourd'hui, anniversaire de la mort de notre père, je ne puis résister au désir de causer avec toi, et je t'écris ces lignes sans avoir le moindre espoir qu'elles arriveront jusqu'à toi, un jour...

Nous sommes ici comme dans une arche de Noé, pendant le déluge. Si notre navire n'est pas démoli et englouti par les flots,

1. Le gouvernement provisoire russe, après avoir emprisonné l'empereur à Tsarskoié-Sélo, l'avait déporté en Sibérie. Le départ eut lieu dans la nuit du 31 juillet au 1er août 1917. La lettre de mon frère a été commencée quatre mois après l'arrivée à Tobolsk et achevée au mois de mars 1918.

si par hasard il échappe à la destruction générale en s'abritant quelque part sur un rocher, jusqu'à la fin de la tempête mondiale, ce n'est qu'alors qu'on pourra se débrouiller dans ce bouleversement universel et on verra plus ou moins clair dans ce qui nous est arrivé.

Vivrai-je jusqu'à ce jour?... Qui peut le dire? Qu'en savons-nous? Je vais confier cette lettre à la poste, la jeter dans la boîte à l'entrée de ma maison — je le fais avec le même sentiment qu'un naufragé qui lance à la mer une bouteille avec son dernier salut à la patrie et à ses proches. Celui qui se noie ne sait pas si cette bouteille sera jamais repêchée de la mer et si son message parviendra à ceux auxquels il est destiné; il ne peut y compter, mais il le fait quand même, parce qu'il a un besoin spirituel de communiquer avec les siens au dernier moment de sa vie et parce qu'il sait que c'est le seul moyen qui lui reste par lequel le cri de son âme pourrait atteindre son but...

Jusqu'à Pétrograd, ma lettre selon toute vraisemblance parviendra comme parviennent presque toutes les lettres que nous expédions, grâce au dévouement des employés de la poste; après, c'est la bouteille du naufragé, dans les vagues d'une mer démontée...

Malgré les lettres de quelques amis restés à Pétrograd, malgré les journaux qui nous arrivent de temps en temps de là-bas, malgré les télégrammes que nous lisons, nous ne parvenons pas à nous faire une idée exacte de la vraie situation de l'ancienne capitale de l'ancien empire de Russie. Les journaux nous apportent des nouvelles tendancieuses, discordantes et très retardées; quant à nos amis, ils se tiennent, bien entendu, en dehors de la politique actuelle et ne sont pas plus au courant que nous-mêmes; les télégrammes ne sont pas clairs et sont souvent contradictoires; et, entre temps, les événements se suivent avec une vitesse vertigineuse, comme dans un tourbillon de neige.

Ce qui pouvait paraître vrai le jour où c'était imprimé à Pétrograd, est contredit ou confirmé de nouveau ou modifié depuis et ainsi de suite. Il se passe quelque chose d'incroyable. Je comprends combien cela doit être pénible pour toi d'assister de loin aux convulsions qui précèdent la mort de notre patrie, mais moi je suis heureux que tu ne sois pas là et je me réjouis de te savoir dans ton petit nid, à Granja, vivant dans des conditions auxquelles nous, pauvres fils de Russie, restés dans ses confins, ne pouvons même pas rêver.

L'âme a subi tant de coups, que parfois elle cesse de réagir. Rien ne nous étonne plus, rien ne peut nous affliger davantage. Nous avons

l'air d'être des chiens battus, soumis, obéissants, et prêts à tout, même au pire. On dirait que c'est une apathie, une forme de neurasthénie qui nous réduit à cet état d'abattement, d'indifférence contemplative.

Indifférence !... Comprends-tu ce que me coûte cette indifférence d'apparence? Quel exercice, quel effort de patience, de sang-froid, d'empire sur nous-mêmes, de fermeté et de résignation nous devons tous manifester ici en y joignant encore notre pardon général...

Tout au commencement de la guerre, ayant sacrifié deux de mes fils, j'ai compris que, dans ce monde, je n'aurai plus de tranquillité, mais alors on avait encore des espérances... et quelles espérances !... Maintenant il ne reste qu'un seul espoir, celui dans la grande miséricorde de Dieu. On vit dans une anxiété perpétuelle. On n'est pas rassuré sur ses proches et ses amis — en quelque endroit qu'ils se trouvent; mais, s'ils se trouvent dans ce pays, ils courent un danger, un grand danger... Le fait qu'ils sont en dehors de toute activité politique ne les en exclut pas... Tout le monde m'a gâté dans la vie, on me témoignait tant de sympathie que j'ai fini par avoir un nombre considérable d'amis, et maintenant mon cœur se déchire pour eux, pour ceux qui souffrent et pour ceux qui risquent leur vie.

Au moins, ici, Dieu soit loué, tout est en paix et tranquille. Voici cinq mois que nous vivons ici sous la bénédiction de notre Seigneur. J'ai la chance d'occuper deux chambres avec ma fille Tania et mon fils cadet, le petit Gleb. Les chambres sont un peu froides en hiver, mais mes enfants ne s'en sont pas ressentis. J'ai mes enfants avec moi depuis le mois de septembre. Tant que j'étais seul, je me sentais très malheureux. Ne sachant pas où j'allais et ce qui m'attendait, obligé même de tenir secret mon départ éventuel, je ne pouvais évidemment prendre ma fille avec moi et j'ai dû m'en séparer en laissant mon enfant toute seule à Tsarskoié-Sélo. Heureusement de bons et fidèles amis l'ont placée en qualité de sœur de charité dans l'hôpital du Grand-Palais, où elle avait déjà travaillé et soigné les malades avec toute l'ardeur et l'amour du métier qu'elle avait hérités de moi et que moi je tiens de notre père.

Ma petite Tania était très heureuse dans cet hôpital ; elle avait sa petite chambre, elle était bien nourrie; et tout son temps libre, elle le passait avec les blessés et les malades dans le superbe jardin du palais. Elle était très aimée par tout le monde, par les malades comme par le personnel de l'hôpital et surtout par la supérieure qui avait pour elle une tendresse de mère. Taniouchka a gardé de ce stage les meilleurs souvenirs, mais le désir de me rejoindre en

Sibérie était plus fort que le bien-être dont elle jouissait. Aussi je la pressai de partir voyant que la vie à Tsarskoié-Sélo devenait de moins en moins sûre. Enfin, les nouvelles sur l'affaire Korniloff avec toutes ses conséquences m'on affolé. J'étais inquiet au suprême degré, quand ma petite Tania m'arriva un jour, saine et sauve.

Dieu a préservé ma chère fillette de tous les malheurs et de toutes les horreurs possibles !... En même temps, mon fils cadet, le petit Gleb, qui avait passé l'été avec son camarade de collège, Kazem Beck, dont les parents possèdent des terres dans le gouvernement de Kazan, m'arrivait de l'Oural. Gleb a eu un voyage plus difficile et plus mouvementé que Tania. Il a paru devant moi si pâle et si maigre que je me suis effrayé; un moment je l'ai cru phtisique, mais heureusement les analyses m'ont tranquillisé. Il va bien maintenant et suit ses études au collège local.

. . . .

Je suis plus ou moins satisfait, maintenant; la ville de Tobolsk me plaît, elle est très pittoresque. On est bien logé — comme dit notre proverbe : « serrés, mais sans outrage ». Le peuple est simple et très affable, le climat jusqu'à présent ne s'est pas montré très hostile ; nous avons eu même un automne superbe et l'hiver jusqu'ici est très doux. Nous n'avons pas eu plus de 25° C. au-dessous de 0.

Tobolsk, le 20 mars-2 avril 1918.

Regarde, mon très cher frère, combien de temps s'est écoulé depuis que j'ai commencé ma lettre. « Un temps prodigieux », comme disent les gens de Sibérie ponr signifier un terme très long.

Si j'avais le temps de relire ce que je t'ai écrit, il y a longtemps que j'aurais expédié cette lettre — mais je n'avais ni temps, ni forces pour le faire. Je passe des journées entières à visiter des malades, car je ne refuse mon aide à personne. Seulement je ne puis recevoir personne chez moi, car, comme je te l'ai dit, nous vivons à nous trois dans deux chambres, je partage la mienne avec mon fils. Ce travail médical me passionne, m'empoigne d'autant plus que je jouis ici d'une grande confiance des gens du pays qui sont sympathiques, simples et très cordiaux ; ce travail me donne aussi les forces nécessaires pour supporter l'épreuve qui nous est destinée.

Le déluge continue, mais on a parfois l'impression que l'arche de Noé résistera. Nous sommes tous ici, grâce à Dieu, bien portants.

Ma petite Tania est très occupée à expédier des vivres à nos amis et parents qui n'en ont pas et qui sont affamés à Pétrograd; quant

à mon Gleb, il travaille assidûment et se prépare pour son examen de maturité (baccalauréat).

Je t'embrasse, mon très cher et bon ami, toi et la chère Fanny, avec la même tendresse et ardeur avec lesquelles je vous aurais sauté au cou si j'avais le bonheur de vous revoir...

Combien nous avons été heureux de recevoir l'illustration portugaise, où nous avons trouvé le portrait de Fanny et les photographies de vos Salons à Lisbonne. Tout cela nous dit tant ! Je te remercie pour la grande joie que tu nous a causée par cet envoi. Encore, et encore bien des fois, je t'embrasse, nous vous embrassons tous les trois chaleureusement, de tout notre cœur.

Que Dieu vous garde et vous bénisse.

Ton frère qui t'aime tendrement.

EUGÈNE

P.-S. — Nous avons déjà le printemps, un splendide printemps. Je me tiens devant ma fenêtre ouverte, on peut même sortir sans pardessus dans la journée.

Quelques jours après l'envoi de cette lettre, l'empereur a été brusquement transféré de Tobolsk à Ekaterinbourg. Mon frère a fait ce voyage avec lui, comme nous le savons par le Livre blanc anglais, ainsi que par la commission d'enquête.

Quatre mois après a eu lieu le massacre. L'arche de Noé s'est brisée, contrairement aux lueurs d'espoir qu'on pouvait encore avoir en avril. Depuis le départ pour Ekaterinbourg, il n'y avait évidemment plus d'espoir.

Ce que ces mois ont dû être pour ces martyrs, le saurons-nous un jour?...

En attendant, je pense à mon frère, à ses derniers adieux, si affectueux, si tendres... Je le vois devant moi avec son sourire, exprimant la bonté même; je le sens venant à moi comme s'il était en vie, les bras tendus, me serrant contre sa poitrine et m'embrassant à plusieurs reprises, comme il en avait l'habitude; et ses paroles si chrétiennes de sacrifice et de pardon me reviennent constamment à la mémoire...

PIERRE BOTKINE

SCHÔROUQ

Le monstre fut-il engendré aux temps préhistoriques, aux temps que l'homme commençait à se tenir dans la position verticale ou naquit-il bien après, alors que le sol des Maurétanies s'étant soulevé, une mer immense se trouva prise dans les terres de l'âge tertiaire, au cœur de l'Afrique?

Nul ne le sait, car les idées qu'émirent sur lui, au cours des âges, les historiographes et les écrivains de légende n'ont qu'une valeur d'hypothèse. Quelques-uns prétendent que ce Temacin redoutable s'était déjà formé dans les eaux quand les montagnes les emprisonnèrent, d'autres, que né dans la mer saharienne, il avait évolué durant des milliers de siècles avant d'atteindre à sa forme définitive, bête fabuleuse dont une partie du corps se décomposait tandis que se reconstituait le reste.

On s'accorde à croire qu'il naquit de l'essence même de la mer : l'action du soleil asséchant le Sahara n'y sut effacer complètement la vie. Après une lutte séculaire, celle-ci s'était adaptée, elle avait suscité ce Léviathan d'Apocalypse, dont le souffle brûlant fut dénommé « Schôrouq » par les Orientaux et « Sirocco » par les Français, bien plus tard.

Il est vraisemblable qu'Héraklès, chasseur de monstres, connut son existence et rêva de le vaincre du même bras qui dompta tant d'horribles chimères. On montre près de Bougie, à Ziamah, la grotte où il séjourna avec treize de ses compa-

gnons. Du plus lointain des âges, les aborigènes se sont transmis son nom. Ils l'altèrent, mais les caractères qu'ils prêtent à Hercule sont bien ceux que la légende accole à son souvenir.

Ces confus descendants des Maisaissy racontent que l'été venu, le fils d'Alcmène se préparait au départ quand l'haleine du simoun arriva jusqu'à lui. Par delà les cimes de l'Atlas et les pentes du Sahel versant leurs arbres jusqu'aux vagues de la Méditerranée, âpre et calcinante, trente jours et trente nuits, elle souffla, venue du recul incommensurable. Sur deux cents lieues, le long des rivages maugrebins, les forêts brûlèrent.

Hercule eut peur, ajoutent-ils. Il ne descendit pas dans le pays central, mais longeant strictement la mer dont le rassurait la présence fraîche, il se dirigea vers l'Occident. Ainsi parvint-il jusqu'à l'endroit où se conjoignaient l'Europe et l'Afrique. Et sans doute est-ce pour se laver de sa défaillance qu'il entreprit l'œuvre énorme de séparer les continents.

Le jour où s'unirent l'Océan et la mer intérieure marque le triomphe de la bête, tapie là-bas, dans le renflement de l'Afrique dont les contours grossiers simulent quelque forme de fœtus.

La place ouverte par la hache à la hauteur même du cerveau signifia que la terre africaine ne serait jamais une chose complète en soi, seulement un embryon survivant des premiers âges, hostile et condamné à la stagnation éternelle. Ce jour, triompha El Simoun, le monstre dont le dos gigantesque émerge à peine du limon sablonneux, parce que, ce jour, le renoncement du héros lui concédait l'Afrique en royaume.

Désormais l'histoire libyque va retracer uniquement la défense qu'il oppose aux forces de progrès, lesquelles, par ailleurs, ayant discipliné le monde, s'efforcent de s'introduire en Afrique. Simoun symbolise la volonté de destruction, le vœu de rester inerte, et Simoun balaie de sa tempête ceux qui se proposent d'apporter le *Changement*.

Ces derniers l'attaquent à plusieurs reprises. Leurs forces s'usent et la bête, ne se lassant point, les chasse ou les courbe sous sa loi. Seul, durant cinq siècles, le peuple romain l'affronte et la refoule. Déjà les vexillaires ont pénétré dans le désert, les œquitates y ont construit des forts et la mort du monstre

apparaît proche, quand l'Empire s'écroule. Après Rome, comme une poignée d'herbe au vent, sont dissipés Vandales et Byzantins. A la voix de Sidi Okba, des solitudes de l'Arabie Pétrée, les Bédouins accourent, puis les pasteurs arabes. Leurs frères conquièrent l'Espagne et l'Asie Occidentale, mais au pays d'El Simoun, ceux-là ne fondent point d'empire, et, pour eux, les siècles coulent dans l'anarchie.

Les siècles coulent... puis les descendants éloignés de ces Romains qui menacèrent la bête reviennent dans le pays. Dans la proche Europe leur race a progressé merveilleusement : ils ont asservi les éléments, ils disposent de forces nouvelles, inconcevables et qu'ils savent cependant n'être que les prémices de leur puissance à venir.

De suite leur œuvre surpasse celle de leurs ancêtres. Mais le centenaire de la conquête n'est point encore célébré que des disparités se révèlent, dans la race victorieuse, entre ses fils implantés au Moghreb et ceux demeurés en Europe. L'âpre énergie qui anime ceux-ci, cette ténacité et ces efforts qu'ils dépensent à la poursuite de la connaissance et du progrès, tout se tarit chez les exilés. La paresse orientale dissout les volontés et détend les muscles. Au lieu du rude hiver, le printemps tiède ; au lieu de l'autan qui cingle, le vent du Sud, lourd de sommeil et de rêves troubles, le vent chaud du Sud, ce poison avec quoi la Bête cherche à réduire ses ennemis.

Les chefs des envahisseurs, sans la discerner nettement, subodorent la menace. Au hasard tâtonnant de la recherche, un jour, ils s'émeuvent de l'inconnu qui gît au Sud. L'instinct les avertit qu'un ennemi redoutable s'y perpétue. Là brûle l'incendie dont la fumée les asphyxie, là prennent source la haine et la négation dont ils veulent arrêter les ravages. La curiosité, l'esprit d'aventures et le sentiment qu'il possède de sa force, à cette époque de son développement, poussent ce peuple à l'action. Agir, pour lui, c'est se justifier.

Les soldats s'avancent jusqu'aux confins des sables. Dans leurs blockhaus, tandis qu'ils en reçoivent directement l'exhalaison, ils apprennent en veillant la légende d'El Simoun, le sirocco rouge, celui qui tue par la soif et le feu.

Il ne suffit pas aux conquérants d'avoir des gardes au seuil des solitudes, il leur faut les posséder. Cette force hostile, ils

décident de l'attaquer. Comme on plonge une épée dans le corps d'un ennemi, on plongera des troupes dans ces steppes.

On sait seulement qu'elles sont faites de dunes, de plateaux pierreux où se disséminent de vagues oasis : quelques milliers de Touareg Hoggars ou Chaamba y vivent de piller les caravanes et de vendre des esclaves. C'est contre eux qu'on dirige l'expédition. Ils seront châtiés d'être les tenants de la Barbarie ; on les soumettra et, en même temps, *on découvrira le désert.*

Tous les fils de la vieille Europe participeront à cette croisade. Les mercenaires de la légion se réunissent à Colomb-Béchar et dans les Ksours de la Zousfana. Ils iront jusqu'au Tchad, ce qui demeure aujourd'hui de la mer intérieure où prit naissance le Léviathan. Un chaambi s'est offert à les guider. Salué par des coups de fusil, il est arrivé providentiellement, un soir. Le besoin de se venger l'amène. De toute sa tribu, lui seul survit. Enfants ou femmes, les autres, tous les autres ont été massacrés par les Hoggars, dans un guet-apens. Voici cinq jours qu'il fuit comme un lièvre devant la poursuite du rezzou, lui, un homme ! Son méhari va crever de fatigue, mais il est arrivé, Goull Akbar ! Il est arrivé... Par pitié, que les Français acceptent le secours que leur apporte sa haine ! Pour les guider, il ne demandera rien d'autre que la joie de se battre à leurs côtés...

Seghir Cheik est un grand guerrier couleur de bronze clair. Quand il raconte comment fut anéantie sa race, l'écume lui mousse aux lèvres ; il hurle à la mort comme un chien sauvage. Partir, ah ! partir !...

On le questionne sur le désert : il répond d'abondance, la bouche fleurie de sourires et de promesses. Lui, sait les pistes, les puits, les oasis et les vals où faire halte. Sous sa conduite, dans deux mois, on atteindra les pays noirs, les Hoggars exterminés. Les Hoggars ! Ses mains se crispent, ses yeux revoient...

Au bordj, devant la table où se déploient les cartes, à diverses reprises, longuement on l'a interrogé. Après lui avoir fait jurer fidélité sur le Koran, on l'a promu guide de la caravane et c'est avec un cri de joie farouche, en baisant les mains du colonel, qu'il salua l'heure du départ...



Par une nuit qu'endiamantait la lune, la colonne se mit en marche. Elle comprenait deux mille chameaux porteurs de vivres, une compagnie de tirailleurs, des goumiers et huit cents légionnaires : des hommes terribles, non des paysans déguisés ou des citadins aveulis, mais des soldats. L'arme au poing, l'insulte aux dents, partout au monde ils s'étaient battus, au Congo, au Tonkin, sur les arroyos du continent mystérieux ou la vase putride des lagunes. Dans les pagodes aux toits pointus que garde aux angles le sourire grimaçant des Boudhas, dans le murs croulants, derrière les palissades de bambous, ils avaient subi des sièges, souffert la soif torturante et la vermine qui grouille. Au pays des Jaunes subtils et chez les Noirs aux cruautés candidement énormes, partout ils avaient saccagé, brûlé, tué. Pour l'entreprise folle, la marche à la mort et le sacrifice, sur un signe, à toute heure on les trouvait prêts. Autant que leurs corps étaient groupés, leurs esprits étaient solidaires. D'avoir même haine, même amour et même instinct, cela les faisait pareils, unis comme des molécules de terre dans une motte. Des hommes terribles : une élite, ceux sur qui s'usèrent toutes les pestes et toutes les malarias : les fils de l'aventure et de la mort.

Ils s'enfoncèrent gaillardement dans l'étendue, rieurs tels des écoliers qui vont en promenade, insoucieux du péril, incapables du reste de rien redouter et soutenus par la vénération que leur inspirait Grisel, leur vieux colonel, un homme sec dont la face cendrée, les moustaches de scintillant argent et les prunelles d'acier clair évoquaient l'idée de quelque chose de métallique et de coupant. Chef énergique, la nécessité de maintenir la discipline ne lui prêtait motif à nul déséquilibre. Il n'avait pas de sautes d'humeur, ces dédains dont s'humilient les simples, dans le secret ; il était égal par le caractère, paterne, bon de vraie bonté et non à la manière de ceux qui, visant à la popularité, simulent de s'intéresser aux hommes, outils de gloire et de bénéfices. Grisel aimait ses soldats. Pour tout ce qu'ils possédaient de commun avec lui : le goût de l'aventure et du vagabondage, et selon l'heure le stoïcisme,

la gouaille ou le panache. Prudent, rompu à toutes les ruses de la guerre coloniale, avec, dans ses bras maigres la force d'un assommeur de bœufs et dans ses jambes dégingandées des agilités de jeune cheval, il faisait bien son métier de chef, dur aux autres comme à lui-même, sévère avec tant de justice qu'on négligeait de le trouver rigide.

Homme sans apprêts, dédaigneux de la diplomatie des scribes, il avait choisi de ne pas s'abaisser, et, parce qu'il négligea les à-côtés du métier, sa carrière ne paraissait pas devoir finir aussi brillamment que firent augurer son intelligence et son savoir. Il s'en consolait.

« Bien finir, songeait-il, tomber sur le coup, en service commandé, à la bonne heure ! Les fauteuils de cuir et la rédaction des circulaires, bon pour un commis, moi je suis un soldat... »

Mot exact. Depuis quarante ans bientôt, sur tous les points du globe où s'entrechoquaient les batailles, on avait rencontré ce romantique de la guerre.

— J'aime les coups, — expliquait-il. — Folie, erreur, faiblesse ! Qu'y puis-je?...

Commis à l'entreprise difficile, il entraînait maintenant vers les solitudes uniformes de l'Afrique sa phalange de héros et de vagabonds magnifiques.

En tête de colonne, il racontait des anecdotes à ses officiers, ou bien descendu de son méhari et marchant du même pas que la troupe, il se mêlait aux conversations des hommes. Quand le service s'accomplissait normalement, quand, en toute sécurité, s'effectuait l'étape, on le voyait riant et plaisantant. D'autres fois, rêveur, l'esprit lointain, comme une lame sur la meule, il repassait sa vie au fil de sa mémoire. A ses côtés on faisait le silence, respectueux de sa songerie. Cela finissait sur un geste brusque, sur un soupir. Résignation, regret?...

— Eh bien, toi, ça ne va pas, mon garçon?

— Ça va, ça va ! — se défendait l'autre, riant.

Quelquefois l'homme demeurait sombre : l'heure du cafard.

— Parle...

Le troupier disait son histoire, navrante le plus souvent, une folie de jeunesse, un mauvais coup, du vol, du meurtre, puis le refuge : la légion ! A présent, mort dans la vie, il s'appe-

lait Wéber, Schultz, Diégo, n'importe comment, abritant sous un état civil de fantaisie l'infortune de sa vie tragique.

— Bah!... — disait Grisel, — au moins tu as vécu. La passion, dans un esprit, c'est comme des meubles dans un logis : ça garnit... Et moi, crois-tu que je n'ai point ma part, penses-tu que je suis un épicier, un notaire?...

Il se contait — joies et douleurs à quoi se mêlaient des rappels de paysages, des récits de batailles, des gestes accomplis : un serrement de main, un baiser des doigts, un baiser des lèvres, dans des cheveux.

Sa parole lavait les âmes. Quand il se taisait tous savaient que souffrir est une imagination justiciable du sourire, que vivre est une plaisanterie qui se rachète presque uniquement par la fin qu'on lui donne. L'optimisme renaissait, le courage, une sorte d'humilité joyeuse et d'ascétique renoncement, à la faveur de quoi, plus nettement, s'imposait la nécessité d'accomplir le Devoir.

Ainsi la colonne commença-t-elle sa descente.

Deux jours après, sortie de la zone battue, elle atteignait le grand désert. On monta le camp. De leurs baraques de toile, les soldats contemplèrent l'immensité qui s'approfondissait devant eux. Ils dominaient une sorte de plaine d'une tonalité jaunâtre, comme poussiéreuse sous le porche surélevé du ciel. Ils regardèrent s'y glisser l'aube. Et jamais rien ne les avait émus comme cette étendue si calme, eux les arpenteurs du monde.

Ailleurs la perspective avait été forêt, plaine, bastion, lagune, un tout fini et circonscrit avec du détail limitant, du relief ramassé d'un coup d'œil au moment de l'assaut. Ici s'étalait le pays du vide, le pays du rien. Dès le seuil on éprouvait comme l'angoisse d'un abîme proche, d'une chute, les plans du sol inclinés tout à coup.

Ils furent graves. Avant que n'eût surgi la boule du soleil, tandis que l'aurore délayait ses brumes, le monde apparut violâtre et bleuté, si doucement vaporeux que l'âme s'y faisait simple jusqu'à l'innocence. L'espace s'illuminait, sur le paysage une grande flamme blanche tombait, reflet vibrant, palpable, sembla-t-il. L'accablement avait fermé leurs yeux. Dans le rêve, à l'égal des hordes guerrières tant de fois ruées sur

l'Afrique, pareils aux légionnaires de Scipion à qui faisaient cortège les prostituées de Suburre, pareils aux guerriers d'Okha qui traînaient après eux tous les vices de l'Asie, ils possédèrent une âme collective de luxure et de meurtre : pillage et viol, — félicités ! Au réveil, le soir continua leur vision, l'illimitant. Quand les sables s'embrasèrent, que devant leur départ, dans l'éloignement prodigieux s'éternisa le crépuscule, ils levèrent leurs bras, jetant vers l'aventure magnifiée là-bas, dans le couchant, l'avidité de leurs cœurs.

Le jour ils dormaient sous les tentes. Autour du camp s'étalait le vide. Du sable, ni arbres, ni bêtes, hormis la vipère à cornes dont la morsure foudroie, hormis, de-ci de-là, un daya chétif s'obstinant dans un bas-fond, une touffe de drinn, un buisson de nopals, minuscule, restituant quand même à la mémoire le souvenir des arbres, ces compagnons d'ailleurs, au pays des hommes...

Et la nuit, sans lassitude, simulant le jeu d'une cisaille, leurs jambes émiettaient l'espace, de leur grignotement patient.

Après la région des bétoums et des térébinthes, l'expédition atteignit le pays des gours. Là toute végétation disparaissait La Chebka, le grand filet du désert, s'étendait autour d'eux. Le sol y est recouvert de monolithes géants, d'entablements rocheux, coupés de défilés.

— Allons, les enfants !... — disait Grisel. — De la joie, une chanson... Qui est-ce qui commence?

Aux heures de lourde fatigue, il avait toujonrs quelque histoire dont rire, et sur les énergies qui défaillent son exhortation agissait comme un coup de fouet.

— Allons, qui est-ce qui commence?

Tous les cinq jours on s'arrêtait pour prendre un peu de véritable repos. Et chaque fois Grisel cochait sur sa carte le chemin parcouru.

On cheminait la nuit, à cause du soleil implacable. Au désert du vide se superposait le désert du silence. Les chefs causaient, leurs voix instinctivement assourdies ; derrière eux les fantassins suivaient en silence, car de s'écouler toujours entre des sommeils diurnes hachés d'hallucinations et de cauchemars, leur marche revêtait comme l'irréalité d'un songe. Parfois, dans l'air bleuté, un goumier faisait pleurer sa flûte. Son

bercement mélancolique exprimait l'infinie tristesse des étendues : comme elles simple, grave, monotone.

Un soir, le soleil s'abaissa dans une apothéose de flamme et d'or. Et toute la nuit la douce flûte joua sous la lune, une lune bleuâtre fardée de phosphore. Puis le matin, au débouché d'un col, ils furent baignés d'une grande vague d'air chaud qui s'insinuait sous le vêtement, séchait la peau, mettait à la face une cuisante caresse.

— Schôrouq !... dirent les goumiers.

Le Sirocco ! C'est avec ce compagnon qu'ils chemineraient désormais. Devant eux l'espace fut rouge. Près de Grisel, tendant son bras, le guide montra une flaque scintillante :

— L'eau !...

Ils entraient dans l'orbe d'El Simoun...

***

... Joyeusement, au rythme allègre d'une chanson de route, bien que de plus en plus le pays se fît aride et désolé, l'avance pénible, la Chebka, jusqu'alors, les avait distraits de son mouvement : pierres aux formes étranges, blocs entassés dessinant des profils singuliers. Plus bas les accueillit l'Erg, l'immense perspective uniforme, une sorte de plage infinie. De loin en loin, ils rencontraient une oasis. Elles s'échelonnent sur la solitude comme des îles sur la mer. Amas de maisons de toub que coupent d'étroits passages voûtés, elles s'assoient à l'ombre des palmeraies. Irrigués d'innombrables séguias, des jardins les enclosent, plantés de fèves et de melons, légumes hâtifs poussés dans une chaleur d'étuve et qui atteignent un développement énorme. Quelques milliers de sédentaires y poursuivent une vie somnolente, des mouflons, des chèvres étiques, des chiens et l'indispensable chameau y représentent le monde animal, avec les légions d'insectes et les nuées de moustiques.

Les soldats goûtèrent la joie de se reposer au murmure de l'eau qui court, sous des feuillages filtrant en ombres bleues les ors de la lumière. Jours de halte et de liesse, jours d'oubli !

Ils repartaient, fourmis minuscules, et après quelques jours une autre oasis apparaissait sur l'étendue comme la tache d'un navire sur les flots. Puis, bien après les derniers palmiers, on parvint à ce point du désert que nul fils de l'Europe n'avait foulé jusqu'ici. Jour mémorable qu'illustrèrent des réjouissances et une double distribution de vivres. Grisel eût voulu relater dignement le fait. Ici, aurait dit quelque inscription lapidaire, ici ont fait halte les troupes françaises descendant vers le Tchad sous le commandement du colonel Grisel. Ainsi dans les gorges d'El Kantara, Trajan Optimus, le germanique régnant, la IIIe légion Auguste avait laissé trace de son passage. Mais il n'était ni roche, ni falaise ; du sable, du sable partout...

Tous les quatre jours en moyenne on rencontrait un puits, trou profond d'où l'on remontait une eau rare, claire mais saumâtre ou vaseuse et frétillante d'une multitude de petits vers. On campait, on refaisait provision dans les cylindres d'aluminium, on cuisinait. Ces puits s'échelonnent régulièrement, déterminant la route. D'une manière générale on allait vers le Sud, toutefois d'une marche tortueuse, par détours et crochets. L'Eau ! l'eau, c'était la préoccupation constante, l'obsession de Grisel.

Sans cesse, il interrogeait le Chaambi.

— Eh bien, et ce puits?...

— Demain !...

Si la promesse se réalisait, la face métallique du chef s'éclairait d'un sourire. Si le Targui s'était mépris, s'il opposait à la question revenue son inévitable « demain », le regard au reflet d'acier s'appesantissait étrangement sur lui, dur, avec l'éclat d'une lame qu'on viendrait d'affûter.

La progression s'accomplissait dans la monotonie, nul événement ne se produisant, hormis la rencontre d'une caravane qui revenait de Ghadamès, troupe d'Arabes hérissés de poignards et de fusils à répétition qui charroyaient du sucre, des épices et sans doute des armes. Les chefs s'entretinrent ; ils échangèrent des présents et les convois se regardèrent mutuellement décroître et disparaître à l'horizon. Plus tard, on découvrit sur le sable des empreintes de méhara. Un rezzou targui venait de passer là. Une agression sembla possible.

— Oui, — souriait Grisel, cependant que le guide le prévenait, — oui... Ils peuvent venir, nous les recevrons, tu verras ça...

Autour du camp, on braqua les mitrailleuses. Vers trois heures, un peu avant l'aube, sur la lune s'érigea le profil fantastique des méhara lancés au galop et cette tache blanche des cavaliers sur leur dos noir. Ta... ta... ta... tatatatata !... les mitrailleuses crépitèrent. Tout s'effaça. A trois cents mètres on retrouva pêle-mêle des cadavres de bêtes et de Touareg.

Contrairement à leur habitude, les pillards avaient abandonné leurs morts, tant les avait effrayés l'engin vertigineusement rapide. Vêtus de laine fine, un voile noir masquant leur menton, ces Touareg étaient de beaux hommes musculeux, comme coulés dans le bronze, avec des visages réguliers et des nez aquilins.

— Tu vois... — disait Grisel au guide qui l'accompagnait, — tu vois...

Il avait une malice au coin de l'œil, un air guilleret d'ironie.

« Vois donc, cela voulait-il dire, vois donc ce qu'il en coûte de se frotter à nous... »

Exultant d'une joie féroce, son poing tendu, Seghir criait des injures à ces morts :

— O sacripants, charognes immondes, vous êtes payés de vos crimes !... La justice de Dieu est grande et voilà le fruit de mes malédictions !...

Retournant ces cadavres à coups de pied, il avait même trempé un voile de face dans le sang d'un chef et porté le chiffon rouge à ses lèvres :

— J'ai juré de goûter au sang de ces chiens !...

Malgré ces témoignages de haine orientale, malgré l'effroyable histoire d'assassinats contée là-haut, devant la table où se déployaient les cartes, de plus en plus et sans qu'il puisse raisonner son sentiment, Grisel se méfie de Seghir Cheik.

L'homme appartient à une race astucieuse dont l'inconcevable cruauté terrorisa les tribus pourtant guerrières qui peuplaient le Moghreb aux environs de l'an mille. Ce Chaamba dont l'âme se masque d'un regard opaque prétend remonter à Abou-Beker, l'illustre conquérant. En des temps reculés, ce grand ancêtre a soumis les noirs du Sénégal et fondé au Maroc,

en moins de dix ans, un empire que l'histoire le montre abandonnant en plein triomphe. Il regagnait le désert, et depuis huit siècles ces Lemtouna qui avaient asservi l'Espagne et porté au plus haut point la gloire des Almoravides, s'isolaient dans le Sahara stérile. Aujourd'hui une haine fanatique les dresse contre les Français, ces mangeurs de porc qui sacrifient aux idoles et osent venir les menacer dans leurs solitudes jusque-là respectées.

Quel est-il, que veut-il, celui-ci, fantôme taciturne qui guide la colonne dans la sérénité du jour lunaire ou l'alchimique reflet des étoiles?...

Qui saura, et comment savoir?... Grisel veille au pays de la ruse....

Justement, l'étendue jusqu'alors si vide se peuplait d'énigmatiques ennemis, et les attaques se multipliaient. Chaque nuit, sur la détonation des fusils, comme un chant sur la tessiture de l'accompagnement, la mitrailleuse précipitait son bruit sinistre, ce ta-ta-ta bondissant, monotone et qui halette. Durant la marche, tirées par des hommes tapis en embuscades, des balles saluaient des éclaireurs. Escarmouches sans importance ! Du reste l'attaque directe, la vraie bataille, Grisel ne la redoutait point, au contraire. Sa crainte venait d'ailleurs, du désert hostile, de la chaleur torride, surtout de la soif ardente. Avec le cailloutis calciné ou succédant à la plaine couleur de sel, alternait le sable. Du ciel blême s'abattait un éclairage lugubre, quasi artificiel et avec lui comme du silence. Le soir et le matin constituaient les deux aspects du monde qui diffèrassent : le matin violâtre, le soir sanglant. Le jour n'existait que monotone lumière et morne brasillement.

Ils foulaient le sable ou le plateau rocheux, mais dans les dunes la marche était désespérément pénible. Quel que fût le sol, on se mouvait dans la même chaleur cuisante, les lèvres parcheminées, la bouche aride. On distribuait l'eau par rations parcimonieuses. Parfois le vent leur emplissait les yeux d'une poussière brûlante.

Alors ces hommes réchappés de tous les bourbiers du monde, des cloaques du Tonkin comme des lagunes putrides de Madagascar et des arroyos du Dahomey commencèrent à souffrir au-dessus de leurs forces. A cinquante jours du

départ, une cinquantaine avaient péri. Les malades gémissaient dans les palanquins; d'ordinaire ils duraient trois jours ou quatre... Après l'agonie on les ensevelissait sous quelques pieds de sable. Là leur chair achèverait de se déssécher, sans pourrir elle se réduirait en poussière pour frapper à la face des caravaniers, dans l'insulte du vent.

Chaque jour réduite, la colonne poursuivait sa descente. Le seul regret de ces routiers était de ne point rencontrer là un ennemi qui consentît à se battre, dont on aurait fait place nette, pour en terminer. Un ennemi autre que le Targui insaisissable, autre que ce vent chaud, cette haleine empoisonnée du monstre veillant là-bas.

— Schôrouq ! — disaient les goumiers, — Schôrouq !...

Leur voix gutturale plus profonde, plus peureuse :

— Schôrouq !...

A la halte, de jour ou de nuit, assis en cercle, ces hommes graves contaient la légende millénaire :

— Il vit dans les marais profonds, à des lieues et des lieues au Sud... Il ne pardonne jamais les offenses dont on l'outrage... Bien que nul ne l'ait vu sans mourir aussitôt, on rapporte qu'il est long de plusieurs lieues, couvert d'écailles, avec une tête de femme et des pattes de lion... Son haleine est noire, quoique plus ardente que la flamme...

— Malheur à ceux qu'il rencontre, — poursuivait Lamine M'Tarzi, le brigadier. — Malheur !... Jamais ceux-là ne reverront le jour, ni ne goûteront aux lèvres d'une femme, dans une chambre emplie de coussins. On n'entendra plus parler d'eux, et ni leur famille, ni personne au monde ne retrouvera leurs restes. Ils seront morts, on ne sait comme...

— Il est plus rapide que le vent, — reprenait le premier conteur, d'une voix psalmodiante, — il souffle du feu par les naseaux... Telle une montagne, sa tête atteint aux nues, ô frères, il a des cornes de chèvre et des yeux verts, comme les panthères,...

— Croyants, sa gueule est un abîme!.. — continuait un troisième. — Des villes entières y disparaîtraient... Malheur à ceux qu'il trouve sur sa route...

— Schôrouq !...

Ainsi causaient à voix basse les plus vieux des goumiers,

ces hommes graves assis en cercle, cependant qu'écoutaient les plus jeunes, de l'effroi dans leurs prunelles.

On descendait. Maintenant les Hoggars se contentaient d'apparaître par intervalles et dans l'éloignement, les escortant à distance. Ils ne constituaient pas un danger redoutable, quelques volées de mitrailleuse les éparpillaient comme un vol d'oiseaux farouches, mais de les savoir toujours présents, on éprouvait une irritation sourde, une petite fièvre, et par précaution, on observait le même ordre adopté dès le départ : éclaireurs, gros, arrière-garde, les chameaux porteurs au centre.

***

Près d'un feu de bouses, le sergent Média dessina sur le sol la topographie du désert.

— Ce trou-là, c'est le Tchad et ça, — il abaissait une ligne vers le trou, — ça, c'est la route que nous avons faite. Encore une fois et demie autant et on arrive...

Le feu éclairait leurs visages, des visages rudes, parcheminés, moustachus, tous bronzés par le grand hâle et tous également tristes.

Ils contemplèrent le schéma grossir. Holbeck et Diego Blas eurent un juron, Amilcare Boletti se récria. Ils étaient quinze, assis en rond, attendant que le café fût prêt. Tous furent douloureusement surpris. Quoi ! Depuis deux mois, ça leur effort ; tant de marches, tant de jours !... Encore une fois et demie autant !...

A la réflexion, le succès de l'entreprise apparaissait problématique. Et l'avenir se précisa sous la forme d'un cheminement sans repos, où ils iraient, perdus dans la brume des temps, vers un abîme : la mort...

— Bah ! — siffla l'adjudant Menegaux sous sa moustache en accent circonflexe, — on en a vu bien d'autres !...

— Bah !...

Ils se protégèrent de résignation, en braves ; depuis longtemps ils avaient consenti le sacrifice de leur vie. Et puis, tout au fond d'eux, quand même, par habitude, parce que très souvent ils avaient dû de survivre au miracle, l'espoir irréductible continua de brûler sa petite flamme.

Ils étaient quinze, assis en rond, autour du feu.

— Peut-être que tu te trompes... — hasarda Ludovic Atrica, un sergent taciturne à museau proéminent de lièvre, — peut-être que tu te trompes...

— Sûrement ! — affirma Kremer, un Allemand du Sud.

— Sûrement ! — dirent d'autres.

Tous se raccrochèrent, tous, Bœlke le Danois, Weignartner, Buso, Harrisson l'Anglais fumeur de pipes :

— Bien sûr, tu dois te tromper !...

Média secouait la tête :

— Je sais ce que je dis ! Vous ai-je jamais conté des blagues, moi?... Et les cartes, n'est-ce pas mon métier. Je dirigeai ce service-là, cartographie, section M...

Il avait été officier d'état-major dans les armées de la Double Monarchie. On ne pouvait douter de sa science. Avec lui, Grisel discutait stratégie, et Vatine, le mathématicien, se distrayait au jeu des équations. Bref, un homme sérieux, proposé pour le grade d'adjudant. Il devait dire vrai...

— Ici, nous sommes ici, vous pouvez me croire...

Il piquait son doigt sur le sable.

— Alors nous sommes foutus !.. — exprima Holbeck, le double. — Jamais nous n'arriverons ! Au début, tout beau... Ça marche toujours au début... Mais ça se tasse, ça se tasse les effectifs !... On crève... Et de plus en plus on va crever...

Les yeux sur son schéma, le petit homme eut un geste de la main, dans le vide...

Silencieux, les autres se regardaient.

— Fatalité !... — jura Blasco Diaz. — Je le savais du premier jour, la maladetta !... J'ai jamais eu de chance...

Espagnol évadé des présidios marocains, superstitieux jusqu'à la demi-folie, il se croyait victime de quelque occulte persécution et ne disait un mot qui ne fût pour se plaindre de sa constante infortune.

Ils burent leur café. Après, l'un d'eux exprima le regret qui le poignait, un gros homme avec une grosse face trouée de gros yeux :

— Si seulement c'était la guerre ! Mourir n'est rien, mais mourir comme ça !...

Ah ! la guerre, la belle tuerie, la musique des balles, l'assaut

à la baïonnette et les bombances d'après quand on réchappe, les femmes qu'on caresse, les nourritures dont on se gave... la guerre, la bonne guerre qu'ils rêvèrent au départ, oui ! mais ça...

Encore Média eut son geste vague :

— Que faire?...

***

Oui, que faire?... Le jour, sous sa tente, ou la nuit, quand il avançait de sa marche d'échassier pensif au côté de ses hommes, Grisel se le demandait.

Que faire? Remonter?... Tâche impossible, faillite impardonnable ! Deux mois de marche par des routes plus longues d'être connues, les Touareg, le climat... Tandis qu'en persévérant, si le désert s'amendait... Et puis ainsi il n'y aurait point de capitulation, cette manière de désertion morale...

Il souriait : plus facile, le devoir ! La certitude l'avait illuminé : continuer s'imposait.

On continua de descendre et de mourir. Plus nombreux les malades, les fous, plus vide le désert et brûlante la chaleur. On marchait la nuit, sous la lune. Elle voguait dans le ciel prodigieux de profondeur, immuablement pur et d'un soyeux éclat turquoisé. Le paysage s'embellissait de mystère et l'impression d'affreuse solitude qui les étreignait durant le jour s'atténuait alors. Mais tout de suite après la chimérique opale du matin, flamboyait le morne soleil et autour d'eux sous l'écrasant silence, s'approfondissaient des paysages de planète morte. Ils dormaient sous la tente : sur l'occident se tendait le soir magique, dans l'altitude s'attardait le miraculeux crépuscule. Le camp reployé, avant de repartir, les gradés distribuaient les rations d'eau.

L'eau demeurait le plus précieux des biens. Si dès le quatrième jour on ne rencontrait pas le puits, la flaque vers quoi les guidait Seghir Cheik, Grisel s'inquiétait :

— Eh bien, et l'eau?...

— Demain ! — répondait l'autre.

Et chaque fois la prévision se trouvait exacte. Ce sauvage des sables possédait le sens de la direction. L'eau, on eût dit

qu'il la flairait et ce prodige périodiquement renouvelé de la découvrir n'étonnait plus personne.

Quinze jours passèrent. Après des puits aux syllabes chantantes : Ghezim, Kergaz, Agar, on arriva dans les montagnes qui forment comme les vertèbres du grand désert. Des arbres y végétaient, le thym que broutent les chameaux, du drinn. Dans un lit d'oued vite perdu dans les sables, on trouva des trous d'eau peuplés de barbots, des bassins profonds où se baigner. On fit séjour. La halte à l'oasis. Des verdures ! l'eau divine, une rivière presque ! On goûta là comme une impression de campagne, une impression d'Europe.

L'ordre arriva pourtant de se remettre en route. Ce leur fut comme le déchirement d'un second départ, définitif, navrant... De l'espace hostile s'émettaient l'angoisse et le désespoir. Là-bas, semblait réuni tout ce qui devait les décourager.

On partit quand même. Chemin difficile, semé de pierrailles, sable chaud, à travers la chaussure brûlant les pieds comme une cendre de four. A la halte l'effectif était au complet. A l'appel du soir on compta trois manquants... Des patrouilles battirent l'alentour et les méharistes recevaient l'ordre de se mettre à leur recherche quand Schaaltz, le giton, expliqua leur absence. A peine arrivés, s'esquivant, les trois hommes retournaient sur leurs pas. Pour aller pêcher, disaient-ils. Schaaltz devait les accompagner. Au dernier moment, par peur, il se ravisa...

Grisel s'emporta d'une colère terrible, secouant des gestes nerveux et proférant des blasphèmes. Cependant des cavaliers partaient.

— Comment va-t-on les retrouver? Comment?...

Au matin, les méharistes revinrent, toute recherche était restée vaine. Près de la rivière si vite engloutie, ils avaient relevé des empruntes de chameaux et un peu plus loin, les vestiges d'un campement de nomades, les foyers encore fumants.

Deux jours après, complaisamment exhibés sur leur passage, les légionnaires reconnaissaient leurs compagnons. Sur leur chair misérable, une tailladée d'innombrables blessures et mutilée hideusement, les fils féroces d'El Simoun, épuisant

leur imagination frénétique, leur avaient coupé les paupières, le nez, les oreilles. Les pieds rôtis, les ongles arrachés et les doigts brisés, phalange à phalange, les soldats étaient morts de souffrir, la dernière contraction de leurs membres disait leur atroce agonie et leur visage une douleur surhumaine. Mais ce dont les troupiers pâlirent, ce dont ils détournèrent les yeux, ce fut du spectable ignoble des entrailles arrachées et enroulées autour des cadavres comme des cordes verdâtres ; ce fut de l'immonde spectacle des bouches aux mâchoires désarticulées dans quoi on avait enfoncé leur sexe coupé.

Du sable fut entassé sur ces débris, pour que l'horrible vision disparût des mémoires, pour qu'elle s'effaçât, sous la face du ciel.

— Tarteïfle !... — jura Holbeck, ses grands membres traversés d'un frisson.

— Cristo ! — sifflèrent les Espagnols bilieux, les dents serrées de rage.

L'exaltation de leur haine les rapprochait des hordes sauvages qui parcouraient la planète, en quête de vengeance, dans l'au-delà des temps. Comme elles, ils connaissaient l'incertitude des lendemains et l'impérieuse nécessité du présent ; comme elles encore, bientôt ils découvriraient que la faim et la soif sont les plus grandes choses du monde. Et la peur aussi ; la peur métaphysique, la peur au masque blême et aux yeux révulsés. Elle descendait avec la colonne. Ils cheminaient maintenant entre ces deux compagnons, le sirocco, monstre rouge, la peur, spectre livide...

— Schôrouq !... — murmuraient les goumiers.

Groupés selon les hasards de la route, l'âme empoisonnée d'une terreur croissante, regardant vers l'horizon si n'apparaissait point le profil fabuleux de l'hydre, ils écoutaient Talmah Ali ou Amar Ould Berkane, leurs doyens, conter l'invraisemblable légende de Schôrouq, l'immense bête dévoratrice de caravanes qui gît dans les éloignements illimités du Sud et que nul n'a pu voir sans mourir aussitôt.

— Il tue par la soif et le feu... son haleine calcine les chairs, à son approche les hommes sentent leur raison les abandonner.

— Il a une figure de femme, des cornes de chèvre, les pattes courtes du lion, — disait Talmah Ali, cet homme grave.

Et Ould Berkane continuait :

— Grosse comme une montagne, voilà sa tête ; sa gueule semble un abîme, des villes entières y disparaîtraient. Malheur à ceux qui, bravant son courroux, s'acheminent vers lui...

***

Au prochain puits qu'on atteignit, les méharistes détachés de la colonne pour aménager les abreuvoirs et dont le premier souci avait été de se désaltérer, agonisaient dans les tortures de l'empoisonnement.

Ils gémissaient, hurlaient, étreignant leur ventre à deux mains, la bouche baveuse, l'œil hagard et déjà sans connaissance. Les plus robustes éructaient, d'autres haletaient doucement, à bout de souffle; d'autres s'étaient reployés sur eux-mêmes, déjà durcis. Le médecin prodigua ses soins. Entre les mâchoires contractées, on insinua des vomitifs, des contre-poisons par doses massives, et pour soutenir leur vie défaillante on leur injecta des drogues : huile camphrée, caféine, sérums, au hasard, selon l'inspiration. Striant leur bave, des filaments de sang décelaient l'altération profonde infligée aux muqueuses.

On dut renoncer à l'espoir de les sauver. Trois heures après, tous étaient morts.

Durant que le docteur s'efforçait auprès d'eux, Grisel pictait des ordres : assécher le puits, évacuer cette eau mortelle pour qu'on pût consommer celle qui sourdrait après. Cristalline, glaciale, les pompes la jetèrent aux sables ; Grisel qui s'en mouilla les lèvres ne lui découvrit pas de saveur. Longtemps on vida le puits, et un homme y descendit qui étancherait les parois, ramènerait les corps étrangers, s'il s'en trouvait.

— Un poison terrible... — expliquait le docteur, — un poison qui tue sans rémission, végétal sûrement, tel qu'en possèdent seuls les Arabes.

Quand l'eau reprenait son niveau, on l'essayait sur un chameau, bête blessée, promise à la boucherie. L'animal succombant peu après, on recommença. Le fond ne décelait aucune substance étrangère, végétale ou minérale. Et chaque

fois qu'après le travail des pompes, le niveau se rétablissait, on reprenait l'expérience. Un autre méhari mourut, un troisième parut seulement inquiet et les autres ne manifestèrent aucun malaise. On put boire enfin, vaquer aux occupations habituelles, cuire, laver, reconstituer la provision, dans les cylindres.

Du temps passa. On était en février et tandis que régnait l'hiver dans les pays d'Europe, la neige, le gel et le ciel immuablement gris, on se mouvait ici dans une atmosphère de four. Des maladies nouvelles se manifestèrent, l'accès pernicieux dont on trépassait en quelques heures, la congestion dont on tombait roide, du sang au nez. Débutant par une érosion légère des paupières, des ophtalmies se déclarèrent, aussitôt purulentes. Les antiseptiques restant inopérants, le globe de l'œil s'attaquait, il s'emplissait de sang et jusqu'à l'heure de la cécité à travers une buée rouge leur apparaîtraient les choses environnantes, la chose unique étalée : le désert vide.

On traînait ces aveugles. Peu de temps, car l'œil détruit, la purulence gagnait le cerveau. Et ils agonisaient ainsi toute une semaine.

Une folie singulière se manifesta : celle du suicide. Le désespoir se muant en monomanie généralisait ce geste. Heureux encore qu'en sa crise le dément n'assassinât ses compagnons, tirant dans le tas. Ainsi finirent Blasco Diaz, l'Espagnol que poursuivait l'infortune imméritée, Manzio, le ténorino italien, Schultz, le joueur d'harmonica, Holbeck, le double, d'autres. Piqué à la jambe par quelque insecte, scorpion ou cancrelat géant, Harrisson regarda prospérer la gangrène de sa plaie, la pipe aux lèvres, flegmatiquement. Il mourut d'une mort abominable et lente ; quand on mit sa dépouille en terre, elle grouillait déjà de vers.

Chaque étape se marquait de tombes, trous profonds, dénués de tout emblème qui aurait signalé l'emplacement des cadavres aux Touareg profanateurs. On mourait de dysenterie, de fièvre, d'insolation, on mourait de maladies complexes et mal définies, d'épuisement et de lassitude.

— Courage !... — disait Grisel, infatigable, — courage !... Bientôt nous atteindrons les montagnes, nous trouverons de l'eau, des plantes, des villages...

On repartait. Les puits, empoisonnés ou comblés, leur marche se ralentissait. Pays de plus en plus farouche, épouvantablement aride, sinistre sous l'éternel flamboiement de la lumière ! Sol pelé, galeux, avec des rocs aux formes bizarres de bêtes couchées, steppe jaune se déroulant jusqu'à l'infini des horizons. On continua de descendre et de mourir.

Autrefois quelque solennité présidait aux funérailles, la troupe défilait devant la fosse, baïonnette au canon ; en passant, les chefs saluaient d'un geste de l'épée, les hommes présentaient les armes. Maintenant on simplifiait la cérémonie : un trou, quelques pelletées de terre. Les chameaux aussi mouraient. Ils se couchaient à la halte et le lendemain on les retrouvait sur le flanc, le cou tendu. Au cent treizième jour de la marche, à mi-chemin du Tchad, du millier d'hommes qu'il commandait au départ, il restait à Grisel cinq cent trente-huit soldats ; de son troupeau un tiers à peine lui demeurait.

Un soir, des montagnes s'offrirent à leurs yeux dans une poussière dorée. L'extrême sécheresse de l'air les découpait avec une admirable netteté ; elles étaient illusoirement proches, vertes et roses, étincelantes des feux du couchant.

Ils poussèrent un cri :

— Les montagnes !...

Sur leurs pentes dévalaient des forêts sombres et des prés de verdure nouvelle. A leur cime, de la neige se révélait : un paysage alpestre de moraines et de glaciers ; à leurs pieds, immenses et glorieuses comme Stamboul et Bénarès, des villes dressaient leurs coupoles de bronze, et dans le recueillement des parcs, des palais faisaient luire leurs marbres et sur l'eau dormante des bassins, nonchalamment voguaient des cygnes.

— Les montagnes !...

Le guide secoua la tête... Illusion ! Là-bas il n'y avait ni villes, ni jardins, ni montagnes ; rien que le sable renvoyant vers le firmament les flèches sans nombre de la lumière, rien que le sol poudroyant, ce sol pelé, jaunâtre et triste, abominablement triste d'être vide, toujours vide. Illusion !...

Après cet espoir, l'énorme découragement ploya leurs âmes ; ils perçurent l'inanité de l'effort, l'inutilité de lutter davan-

tage. Leur douleur demeura muette, les mots n'existant point qui pussent la dire. Dès cette heure, ils admirent le destin inévitable, le destin qui était de s'anéantir bientôt dans la mort...

***

Seule l'indomptable énergie de Grisel ne capitula point.

— Courage ! — exhortait-il, luttant contre cette lassitude.

— Quelques jours encore et nous arrivons ! Nous trouverons des plantations, de l'eau, des vivres. Nous allons atteindre le Sénégal, nous reviendrons en paquebot...

Y croyait-il? Nul n'a su.

Par le brasillement incandescent, continua de se dresser chaque soir l'immense hallucination du mirage : la mer illimitée et bleue, très calme, avec des voiles triangulaires de tartanes que la brise ramène au port, les fraîches campagnes d'Europe où toujours coule de l'eau, l'eau divine, l'eau tourbillonnante et globulée des fleuves sinuant par les forêts du Nord, l'eau scintillante des lacs, au clair de lune. Parfois le mensonge leur restituait quelque paysage déjà vu, quelque coin du vaste monde où s'était arrêtée leur course vagabonde : Saïgon, Venise, quelquefois la ville où ils étaient nés et blondi de lumière sereine le village de leur enfance. Merveille ! Ils tendaient leurs bras. Dans sa tenaille le souvenir broyait leur dernière énergie, ce qui leur demeurait de courage et de volonté.

Ils atteignirent la région des dunes, réguliers mamelons de sable affectant une forme conique et symétriquement rangés. La fatigue était telle qu'il leur semblait traîner à la remorque, le halant derrière soi, tout l'espace déjà parcouru. Nulle part on n'avait souffert autant qu'ici, sous le sirocco, l'exhalaison du monstre qui régne depuis les origines, car nulle part le désert n'avait été si farouchement morne et monotone. Autour d'eux, des dunes, toujours des dunes et sur leurs têtes un abîme bleuâtre, l'éternel ciel lointain, léger, comme vidé de son atmosphère.

Au long de cette route nouvelle, plus nombreux s'égrenèrent les morts. On ne les enterrait même plus. Et à l'heure des haltes, tandis que le monde extérieur flottait dans la lumière diffuse, par le camp silencieux comme une nécropole, la flûte

et l'harmonica, désormais, muets, péniblement se traînaient des ombres.

Plus que jamais Grisel se méfiait. Ces ennemis dont la haine ne faisait trêve, qu'allaient-ils inventer, les démons?.

— Le guide !... — recommandait-il, — le guide...

On veillait sur le guide. Sans cesse des yeux épiaient ses gestes, des yeux entouraient son sommeil.

Souvent en avant de soi, on retrouvait mutilés les cadavres qu'on avait abandonnés. Ces spectacles d'horreur n'étonnaient plus, l'habitude acquise, le temps faisant défaut de s'apitoyer. Toutes leurs énergies se vouaient à ce labeur : marcher, descendre vers le Sud : le salut ! On marchait. Le vent soufflait constamment, irrité, si brûlant qu'à cause des ténèbres, les goumiers s'inquiétaient d'une présence invisible :

— Schôrouq !...

Trois jours après le dernier puits, Grisel posa son éternelle question :

— Eh bien, et l'eau?...

— Demain !

Toute la nuit, la colonne poussa sa marche dans les sinuosités des dunes. Toute la nuit et l'autre qui suivit. En tête, aux côtés du guide, des yeux le chef fouillait l'étendue. Des dunes, à perte de vue, des dunes.

— Et l'eau?

— Encore un peu, bientôt...

On alla : bien! On avait de quoi boire une demi-semaine. La demande revint :

— Et l'eau?...

Cette fois, Seghir Cheik leva ses bras au ciel :

— Manarf ! Je ne trouve plus... Je ne me reconnais plus...

— Il faut trouver, Seghir Cheik, il faut trouver... — disait Grisel d'une voix tranquille.

On chercha. Vainement; cet après-midi-là, vers trois heures, un tumulte subit tira les hommes de leur somnolence. Près d'un groupe de méhara on trouva le guide et Ménégaux luttant sur le sol.

— Arrêtez-le, — râlait l'adjudant. — arrêtez-le...

Un coup de poignard lui avait fendu la gorge. De l'artère le sang fusait par jets. Il hoqueta !

— Il voulait fuir... fuir.

Et ce fut son dernier mot. On empoigna l'Arabe. Les bras au corps, les chevilles ficelées, on l'allongea sur le sable, les gradés en cercle autour de lui.

— Seghir Cheik, — commanda Grisel, — tu vas parler, nous dire où nous sommes?...

— Dans les dunes du grand Sud...

— On s'en doute bien... Et c'est ici la route du Tchad?...

— Oui... Au désert, partout c'est la route...

— Soit ! Et tu prétends que tu ne nous as point égarés?...

— Je ne vous ai point égarés.

— Et l'eau?...

— Manarf ! L'eau a disparu. Il y avait un puits ici...

— Et pourquoi donc voulais-tu t'enfuir, pourquoi as-tu tué l'adjudant?...

Le guide resta muet. On le porta sous une tente. Baïonnette au canon, quatre hommes montèrent la garde auprès de lui.

— Le misérable, — répétait Grisel, — le misérable !

Il jetait des ordres. Par groupes de vingt dans des directions différentes, les méharistes partiraient à la découverte. D'heure en heure, pour les guider, on tirerait des fusées. Ainsi fit-on. Dans l'azur bleuâtre, des gerbes de lumière se prirent à resplendir. Et vers le matin on perçut dans l'éloignement le crépitement d'une fusillade. Plus tard, des hommes ensanglantés rallièrent le camp sans avoir rien trouvé. Huit d'entre eux manquaient, tués dès la première décharge. La troupe cheminait en quête du précieux liquide quand, au débouché d'une gorge, une rafale de mousqueterie l'avait saluée. Après leur riposte, les Touareg s'étaient enfuis.

— Et vous, votre feu?...

Le sergent salua :

— Quinze morts !

— Des blessés?...

— Non, point de blessés. On les avait achevés...

Alors Grisel se départit de son calme, un grondement cahota sa voix :

— Maladroits !... C'était peut-être le salut !

Ils comprirent et furent atterrés.

Près du guide, le colonel parla d'une voix extraordinairement calme, la voix d'un justicier :

— Seghir Cheik, tu vas nous dire où nous sommes, tu vas nous conduire à l'eau.

— Je ne sais pas où est l'eau... Je chercherai l'eau... qu'on me détache... Je ne suis pas un esclave, moi !...

Grisel eut un sourire :

— Tu n'es rien, Seghir Cheik, tu n'es plus rien qu'une chose dans ma main. Tu parleras, ou malheur à toi ! Où est l'eau?

— Je vous guiderai vers l'eau... Qu'on me détache.

On dénoua ses liens, mais un groupe de goumiers fut commis à sa garde. On chercha toute la nuit. Au matin, de lassitude, on s'arrêtait.

— Seghir Cheik, tu nous as égarés sciemment, — disait Grisel, de sa voix froide, — tu es un traître, tu vas expier ton crime...

L'autre demeurait muet, la face dure.

— Nous n'avons pas de temps à perdre. Tu vas réfléchir une heure. Passé ce délai, si tu persistes, ton supplice commencera. Et je te promets de l'amusement. Les Touareg, vous n'êtes pas forts... Ceux de l'Asie, à la bonne heure. J'ai vécu avec eux, tu verras, Seghir Cheik...

Le camp fut monté, les toiles les abritèrent du terrible soleil. Une heure après, Grisel apparaissait.

— Parleras-tu?

— Non !...

Le silence fut lourd, infini... La voix le déchira enfin, la voix froide qui avait des claquements d'épées battantes :

— Alors, c'est ta volonté que nous mourions de soif, nous autres, les Roumis?...

S'étant trahi, l'autre essaya de se rattraper :

— J'ignore où est l'eau... Je me suis perdu... Il vaudrait mieux chercher... le temps passe.

— Tu mens !... Du premier jour je l'ai reconnu. Tu es l'Africain, l'éternel traître, celui qui frappe dans le dos. Tu as menti ; tu mens, tu voudrais mentir encore... Une fois pour toutes, veux-tu parler?... Si oui, tout est bien, nous continuerons notre route, et tu pourras t'en aller vivre, mentir, trahir ailleurs... Je te donnerai de l'argent dix fois comme on t'en a

promis. Réfléchis... Sinon, dans dix minutes ton supplice commence. Et écoute, Seghir Cheik, car il est bon que tu le saches, — la voix ricanait, — écoute, voici ce qui t'attend : des pierres bouillantes sous les aisselles, ta tête dans les cendres chaudes. Nerfs extirpés, du sel dans tes plaies. Quand tu seras sur le point de mourir, on te ranimera pour que tu vives et que la torture continue.

L'autre éclata, perdant toute mesure, dédaigneux d'être prudent. Dans sa face convulsée, ses yeux de diamant noir brillaient comme des yeux de bête. Il parla. Et dans le torrent des injures, ricanant et se glorifiant, il dévoila son âme, conta son projet :

— Ah ! ah ! — disait-il, — j'ai réussi, moi, fils d'Abou Beker, j'ai réussi... Les fusils ne pouvaient rien, ni le courage !... Pour vous perdre il fallait Schôrouq, il fallait ma ruse... Oui, je vous ai trompés, je t'ai menti ; Nazaréen, fils de chienne ! Je serai vengé !... Ma vie est entre tes mains, tue-moi, que m'importe ! Quand j'abandonnais les miens, là-bas, dans les montagnes de Tibesti, du haut des terrasses, les jeunes filles n'ont-elles point pleuré sur moi et gémi le chant funèbre : « Il ne prendra pas son épouse parmi nous, la mort a sa parole... »

Il se tordait sur le sol, criant des blasphèmes et des imprécations. Il parla. Devant une telle explosion de haine fanatique, Grisel demeurait silencieux. Insidieusement rapproché tout à coup, le Targui, dédain suprême et mépris dernier, cracha vers l'officier demeuré droit, immobile, de face plus métallique qu'à l'ordinaire : sa façon de pâlir.

— Poûh !...

— Seghir Cheik !...

Dompté par la voix calme, l'autre s'arrêta, écoutant :

— Seghir Cheik, il est possible que toi et moi nous soyons morts demain. D'ici là tu vas apprendre à me connaître. Ces quelques heures qui te restent à vivre te paraîtront cent fois plus longues que ton existence déjà vécue... Une dernère fois, veux-tu parler?...

— Non !...

Des hommes entrèrent.

— Astier, — commanda le colonel, — Astier, tu vas le

travailler comme ils faisaient là-bas... Penh-Hoé, tu te souviens?...

— Oui, chef.

. . . .

Il ne voulait point parler.

— Eh bien, on va maintenant te graver sur la face l'image d'un porc. Sur le front d'abord, sur les joues ensuite. Trois, cela te suffira-t-il, Seghir Cheik?... Trois porcs, quel bel accueil là-haut, au paradis d'Allah !...

Alors de voir les légionnaires préparer leurs aiguilles et délayer l'encre de Chine, d'une voix basse comme un murmure, tandis que Grisel avait un soupir profond, l'homme supplia :

— Pas ça, non, pas ça... Tue-moi, brûle-moi, écrase-moi, mais pas ça, pas ça...

— Inutile ! Ou tu parles, ou trois cochons sur ta face de...

Il ne prononça pas l'injure de crainte d'un sursaut, de crainte d'une reprise de cette énergie qui s'abandonnait.

— Pas ça !... — suppliait le guide. — Par ta mère, oh! je t'en conjure, pas ça !...

— Allez !... commanda Grisel.

L'homme eut une détente galvanique. Un cri de bête déchira le silence. Les autres l'avaient saisi.

— Grâce !...

— Allez !...

— Je parlerai !... — cria-t-il.

D'une voix pressée, honteuse, il répéta :

— Je parlerai, je te dirai...

— Où est l'eau?... Dis-le, et je t'évite ce suprême outrage qui te damne pour l'éternité... Où est l'eau?...

— A un jour d'ici, droit au Sud...

— Nous y conduiras-tu?...

— Je vous y conduirai...

— Bien ! Nous partirons ce soir...

Quand Grisel sortit de la tente ce n'était plus le même homme, sec, nerveux et droit, mais un vieillard au dos voûté, chancelant, las surhumainement.

— Soignez-le, docteur, soignez-le... Il faut qu'il vive !...

— Vivra-t-il?... — demandait-il, plus tard.

Il vivrait. Grisel sembla renaître. La vie du guide : leur sauvegarde.

— Et ceux-là?...

Il montrait ses hommes, les troupiers prostrés de lassitude, se traînant.

— Remontez-les !...

On distribua une ration d'eau. Le docteur donna les drogues qui fouettent l'énergie, les poisons minéraux qui décuplent la vitalité.

Le soir, on repartit. Emmailloté dans ses pansements, on avait assis le guide dans un cacolet. Ils allèrent par une nuit bleuie de lune, une nuit vaste et sereine endiamantée de constellations, pareille à toutes les nuits, au désert. Les dunes succédaient aux dunes, comme sur la mer les vagues aux vagues.

— Droit au Sud... — gémissait le guide.

On l'avait minutieusement fouillé et démuni d'armes, pour que, faute de pouvoir s'évader, il ne se réfugiât dans la mort.

Le jour revenu, à l'infini devant eux s'étendait le sable.

— Est-ce encore loin?... — demanda Grisel.

— Encore autant ! Une étape...

On tua des chameaux. Les plus courageux, on les invita à boire le sang des bêtes. Les pattes liées, les veines du cou ouvertes à tour de rôle, ils sucèrent ce liquide tiède, ménageant l'eau, celle qui demeurait dans les cylindres comme celle que les chameaux portent dans leur panse.

Dans l'après-midi, une tempête emporta les tentes. De l'arrière horizon jusqu'au zénith, ils virent s'enlever une masse noire et fumeuse qui courait sur eux.

— Le vent !...

Ils se collèrent au sol, la tête enveloppée d'étoffes. La chaleur fut étouffante, le sable les fouailla. Durant une minute le paysage sursauta.

— Schôrouq !...

Les Arabes hurlèrent : l'attaque du démon !

Pour les faire taire, on dut les bâtonner.

— Quoi !... — expliquait Grisel peu après, — quoi ! C'est le vent, ce n'est que le vent !...

Ces tempêtes passent par vagues. Le ciel se fit obscur comme

si quelque éclipse eût voilé le soleil et, délayée dans cette nuit montante, la dernière lumière oscilla par clignements brusques.

Ce fut encore le cinglement des pierrailles, la chaleur d'enfer, le profond gémissement du vent lugubre, puis plus rien qu'une fumée fuyante, déjà lointaine.

— Écoutez, — disait Grisel, — écoutez !... Il nous reste encore un peu d'eau. Nous en trouverons...

Il tendait sa main.

— Les montagnes sont là !... Continuons ! Nous devons au respect de nous-mêmes de continuer. Partons ! Vers le salut, en avant !...

***

En avant... Les plus las sur les chameaux, Grisel à pied, en tête des autres.

Le guide regardait l'étendue.

— Est-ce loin encore?...

— Encore !...

Ils marchèrent durant huit heures. Une lumière blanche commença de monter dans le ciel.

— Et l'eau, Seghir Cheik?...

Mais le guide regardait devant lui, sans voir, d'un œil qui se vitrifiait.

— Seghir Cheik?...

Il le secoua.

— Seghir Cheik?...

L'autre laissa couler sa tête. Il était mort. Une bave blanche moussait à ses lèvres. Dans les tortures du poison il avait contracté ses mâchoires à briser ses dents.

— Comment ! — s'effarait Grisel, — comment?...

Il était mort, traître jusqu'au bout. Car là-bas dans le Sud, on le savait maintenant, il n'y avait pas d'eau, pas de puits, mais des dunes, toujours des dunes...

Grisel chancela : la fin ! Mourir ! Il souhaita cette délivrance, ce bon repos, comme au soir d'une journée bien remplie. Et il souhaita que ce fût tout de suite, le plus rapidement...

En déroute, il regarda les autres, ses héroïques et misérables compagnons. Pouvait-il les abandonner, mentir à leur enfan-

tine confiance, à cette foi qu'ils lui portaient toujours, à lui, le protecteur, le responsable?...

Il continua d'être le chef. Il fallait continuer, il fallait... On ne sait pas, on ne sait jamais... Au bout des forces, parfois se trouve le salut...

— En avant !...

On laissa derrière soi le cadavre du Chaambi, on piqua vers le Sud.

— Allez, les enfants de la patrie !...

La patrie, oui ! l'Europe, un autre monde, là-bas, un autre esprit...

On marcha toute la journée. On marcha, on se traîna. Des hommes s'arrêtaient.

— Un effort encore...

Il les pressait de bourrades, d'ordres et de raisonnements et les malheureux se reprenaient à suivre.

— Courage, on arrive...

Certains, sa persuasion ne pouvait les redresser, les trop malades, les trop las, les moribonds.

— Je ne puis plus... Ne vous occupez pas de moi... Adieu, mon colonel...

Ils lui tendaient une main maigre, ils demeuraient couchés sur le sable, et lui revenait avec des larmes qu'il voulait cacher, qu'il essuyait d'un revers de main et qui persistaient à couler dans sa moustache blanche.

On le voyait repartir vers cet homme resté là-bas.

— Écoute-moi, mon vieux...

L'autre secouait la tête.

— Je ne peux plus, non, je ne peux plus... C'est fini... Ne vous occupez pas de moi.. Que Dieu vous garde !...

Les mains maigres s'étreignaient encore... Tout le jour des hommes s'égrenèrent ainsi.

A la halte, on tua des chameaux. On eut de l'eau et du sang. Et le lendemain on continua de descendre. Devant eux toujours les dunes, les dunes à l'infini.

Le jour vint — ce fut bientôt après — où l'on sacrifia les dernières bêtes. Quand il eut pris sa part de cette nourriture, sur le sol à côté de ses soldats, en se cachant, Grisel pleura.

On but encore le lendemain, on but encore le surlendemain.

Puis, troupeau clairsemé abandonnant des siens à chaque pas, ils cheminèrent dans un songe hagard. Du temps passa, des jours, des nuits... Combien?... Ils ne savaient plus.

Ils burent leurs dernières gouttes d'eau, ils burent leur urine, ils burent leur sang.

D'un mamelon qu'un sursaut d'énergie lui permit d'escalader, un matin Grisel contempla l'espace. Le sable, la symétrie sinistre des collines ! Il contempla l'espace et alors, ô merveille ! il lui sembla distinguer des montagnes. Il voyait se profiler leurs crêtes ; elles étaient couvertes de forêts, des lueurs blanches y miroitaient : la neige ! Un souffle passa. Le chef eut un sourire triste. C'était seulement le mirage, la tempête, c'était la fumée du Simoun, c'était — lui aussi à voix basse, il prononça le mot — c'était Schôrouq... Comment ce pays du mensonge n'aurait-il point menti jusqu'à la fin, jusqu'à leur fin?...

Il redescendit près de ses soldats, une trentaine d'hommes étendus sur le sol, quelques-uns morts, d'autres râlants. Alors il leur parla ; d'une voix grave et profonde, il leur parla de leur enfance, de leur mère, de tout ce que l'on rappelle et que l'on évoque à l'heure de mourir, tout cela, tout cela qu'ils avaient aimé sur la terre. Ils souriaient, leur fin s'enchantait de ces beaux souvenirs.

— Le devoir, — disait-il, — le devoir accompli...

— Schôrouq ! — cria Talmat Ali, le vieux brigadier.

Tous se dressèrent...

— Schôrouq, ya Schôrouq !...

Dans la flamme brusque du vent, les cailloux les lapidèrent. Le Simoun hurla sa longue plainte, l'étendue fut noire, brusquement un mouvement s'accomplit, reptation silencieuse... Les dunes se déplacèrent dans une contraction inattendue.

— Schôrouq !... — implorèrent les goumiers.

Les dunes s'immobilisèrent. Cependant, du fond de l'horizon, le vent revenait balançant sa fumée noire, ce voile de poussière dont s'assombrissait l'éclat du jour.

Prostrés sur le sol, le calme revenu, ils pensèrent souffler dans l'accablante chaleur. Soudain Grisel perçut un crissement, il se leva : les dunes bougeaient. En se déplaçant, là-bas, le sable faisait un bruit de soie qu'on froisse.

— Garde à vous !...

Le cri désespéré s'étouffa dans un murmure.

— Hoù hoû ! — soufflait le vent lugubre, — hoû !...

— Garde à vous !...

La bouche emplie de sable, il râla ce cri, ce cri que les autres ne perçurent point.

Des masses se déplacèrent et s'abattirent, le paysage se déforma, comme une projection qui saute sur un écran. Par-dessus les appels d'épouvante, les râles, vrilla le cri perçant des goumiers, leur imploration hurlée : Shôrouq !

A travers la fumée noire qui embuait le monde, Grisel distingua ceci : l'ensevelissement d'une partie de sa troupe, la disparition des hommes murés vifs dans la mort. Enfuie, la nuée flagellante pareille à un vol d'oiseaux funèbres. Ce fut le soleil. Tordant ses bras, le chef contemplait ces dunes qui venaient de lui ravir la plupart de ses compagnons. Autour de lui, il reconnut Ludovic Arrica, Vatine, Astier, les Arabes enfin muets.

— Écoutez !...

On ne reconnut pas sa voix. Et lui-même parut sénile.

— Écoutez, dans quatre jours...

Ah ! l'éternel semeur d'espoir ! Dans quatre jours !...

Vers le Sud encore, l'espace fut noir. Et de là-bas il leur parut qu'une immense bête se dressait, iguanodon fabuleux, au corps verdâtre plaqué d'écailles et de bulbes géants. Il sortait d'un lac, oui, là-bas, d'un lac qu'ils voyaient, dont s'irisait la face et où persistait encore, après tant de siècles, l'eau des temps primitifs, flaque bourbeuse et sans limite, sorte de mer immobile et lourde où se perdaient les horizons. Là fumaient les boues de la genèse, dans un voyage d'avant les hommes...

Cette eau se souleva par rafales; en buée d'écume, elle balaya le ciel, houla. On l'entendit bruire : le déluge !

— Schôrouq !...

L'hallucination se précisa. Ils virent le monstre dévaler.

Astier leva les bras, les Arabes hurlèrent.

— Oh !

— Schôrouq !...

Le monstre avançait. Python de cauchemar, bête apocalyp-

tique, il couvrait l'horizon du Sud et poussait ses bourrelets de chair ondoyants, ses anneaux, ses volutes, ses protubérances dans un scintillement d'écailles livides. A travers la suie qui masquait la perspective, ils distinguaient son ventre pustuleux, sa gueule, four ardent... Maintenant Astier s'enfuyait, dément, proférant des mots sans suite sous sa grosse moustache. Le monstre fut plus près. A côté de Grisel, Média tremblait, claquant des dents comme dans la fièvre.

— Heuheuheu !...

Il arriva... Il y eut des fuites éperdues, des cris, des supplications, des chutes, le sursaut qui s'exaspère des vies qui ne veulent pas finir ; au passage du fabuleux écrasement nivelant les espaces, il y eut l'ondulation des dunes, un déplacement du paysage et ce crissement pareil au bruit d'une étoffe de soie que froisseraient cent mille mains invisibles ; il y eut sur les formes trépidantes des hommes, sur la stature toujours droite du chef, comme le sautillement d'une image sur l'écran cinématographique, puis il n'y eut plus rien, plus rien, que le désert figeant son immobilité triste sous l'éternelle lumière...

LECOQ-HAGEL

LECTURES ÉTRANGÈRES

« Cinq Contes », par John Galsworthy. — Le roman au Brésil. Le soixante-dixième anniversaire d'Edmund Gosse.

Dans son beau livre sur *Jean-Jacques Rousseau et les Origines du Cosmopolitisme littéraire*, Joseph Texte nous renseigne sur les échanges intellectuels, qui se firent entre la France et l'Angleterre, au XVIIIe siècle. Il nous apprend ainsi que la fameuse *Clarisse Harlowe* de Richardson, qui parut à Londres en 1748, fut traduite en français en 1751 par l'abbé Prévost. *Robinson Crusoé*, publié en 1719 et en 1720, fut imprimé en France dès 1720 et 1721. De même, Addison, Fielding, Smollett, Goldsmith, Sterne furent presque aussi rapidement connus ici que chez eux. Il est vrai qu'en ces temps lointains, il n'y avait ni chemins de fer, ni paquebots, ni télégraphe, ni téléphone et que le service des postes était lent et irrégulier, — ce qui le rend, n'est-ce pas, bien différent du nôtre ! On voit, par conséquent, ce que la culture générale doit à ce progrès mécanique dont nous sommes si fiers ! Un des plus grands romanciers du XIXe siècle, George Meredith, attend encore ses traducteurs français, bien que ses principaux chefs-d'œuvre, *l'Épreuve de Richard Feverel, les Aventures de Harry Richmond, la Carrière de Beauchamp, l'Égoïste*, datent respectivement de 1859, 1871, 1876, 1879. Je sais bien qu'on nous promet de lui une traduction complète, mais quand paraîtra-t-elle? Nous ne connaissons même pas de nom un

autre grand romancier anglo-américain, Henry James, malgré l'amour profond qu'il porta à la France et à sa littérature et les nombreuses relations qu'il eut à Paris ! Parmi les vivants, nous nous sommes assimilé Thomas Hardy (bien que quelques-uns de ses plus beaux romans nous soient encore inconnus), Kipling et Wells et, grâce à la *Nouvelle Revue Française*, nous allons pouvoir aimer et comprendre Joseph Conrad. Mais il faudrait connaître aussi John Galsworthy, Arnold Bennett (dont deux œuvres remarquables ont d'ailleurs paru ici même), James Joyce, Compton Mackensie, J. Locke, Hugh Walpole, Forster, et bien d'autres, admirables ou curieux à des titres divers. Seulement, ils ne sont pas traduits ! On répondra à ceci que beaucoup de Français savent l'anglais. Eh bien, demandez à ceux qui se trouvent dans ce cas ce qu'ils ont lu des écrivains contemporains d'outre-Manche ! (Je ne parle pas, bien entendu, de ce petit groupe de lettrés exquis, qui sont toujours au courant de tout !) Tant que l'on n'aura pas trouvé une langue universelle, un écrivain ne deviendra vraiment universel, vraiment humain, que lorsque plusieurs races l'auront annexé.

John Galsworthy, dont les *Cinq Contes* paraissaient récemment, n'est pas tout à fait un inconnu pour les lecteurs français, qui ont pu lire, dans la *Revue des Deux Mondes*, une étude de M. André Chevrillon, si pénétrante, si profonde, si générale, qu'elle constitue presque un exemple d'intelligence appliquée. Elle serait définitive si, depuis son apparition, John Galsworthy n'avait continué à écrire.

John Galsworthy a cinquante-deux ans. Le portrait que nous avons de lui nous montre un visage austère et tendu, tout tourné vers la vie intérieure; l'œil est petit, enfoncé, le regard scrutateur et réticent, le front haut, la bouche mince et rasée. Je crois que si l'on imaginait d'après ses œuvres la physionomie de l'auteur du *Patricien*, on obtiendrait cette tête-là. Il a publié un certain nombre de romans, de contes et de comédies. C'est un réaliste à la mode anglaise, c'est-à-dire préoccupé avant tout de la vie morale de ses héros, des motifs de leurs actes, de l'évolution de leur caractère, du drame muet qui se joue en eux. Il excelle à faire sentir ce drame, à le rendre vivant, persuasif, émouvant, sans introspection, sans abus de tragique, avec des paroles à demi obscures,

des gestes, des attitudes, des silences, des frissons. Personne, peut-être, n'a fait aujourd'hui un portrait plus juste de l'Anglais des classes supérieures, de l'aristocrate ou du grand bourgeois, prisonnier de sa caste, victime du contrôle sur soi-même, à qui toutes les émotions visibles sont défendues, qui ne peut transmettre sa vraie pensée à autrui, et dont la conversation doit se borner aux banalités les plus courantes. Mais quelle ressource un être pareil, et qui semble si court, n'offre-t-il pas à un romancier ! Ses actes, ses tentations, ses désirs, ses contradictions, forment les éléments d'un terrible débat intime ; rien ne lui est aisé comme à un Français, pour qui les choses deviennent si vite indifférentes à force de facilité ; il est fermé en lui-même ; dense ; chargé d'une si épaisse substance morale qu'il s'oppose d'abord à tout ébranlement de l'âme. Plus il se conforme au monde extérieur ou au monde, tout court, et plus ses réactions personnelles sont douloureuses et graves. A chaque minute, intervient sa conscience. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est le sentiment de cette conscience, qui fait la grandeur d'un Dostoïewsky, d'une George Eliot. L'absence de toute conscience, dans ses personnages, est ce qui a le plus nui au naturalisme; ces êtres sans vie morale deviennent vite vides et falots. Maupassant, qui était si extraordinairement doué, aurait pu devenir un romancier vraiment grand, s'il avait donné à ses héros cet élément qui leur manque ; il ne se trouve un peu que dans *Pierre et Jean*, et c'est ce qui en fait son plus beau livre.

Cet élément, par contre, se voit tout le temps dans Galsworthy. Ses personnages ont peu de repos intérieur. Les plus libres et les plus cyniques, comme les plus conformes à l'opinion, savent toujours se qu'ils font et pourquoi ils le font. Ils peuvent se révolter, se libérer, ils seront toujours victimes de cette conscience implacable, qui leur donne un relief magnifiquement tragique.

Galsworthy observe avec cruauté leur état. Il le fait d'une façon d'autant plus implacable qu'il est avant tout un satirique des classes dirigeantes. C'est là, d'ailleurs, une tradition des romanciers anglais. Dickens, Eliot, Thackeray n'ont jamais fait l'éloge que des petites gens et ont réservé leur foudre pour les riches et les puissants. Mais la critique de Galsworthy me

paraît plus âpre que la leur. Peut-être parce qu'elle est contemporaine et que les précédentes ont vieilli, peut-être aussi parce qu'elle participe de cet état d'esprit de politique radicale, assez général, qui lui donne une portée plus étendue que les railleries facétieuses de Dickens ou les remarques humoristiques de Thackeray. Mais il ne faut pas exagérer, rien ne vieillit plus vite que la satire sociale. Galsworthy durera moins à cause d'elle que de sa profondeur psychologique et de ses dons de portraitiste. A vrai dire, son répertoire de figures n'est pas très varié. D'un livre à l'autre, elles se correspondent et se ressemblent. Tout romancier revient de préférence à certaines physionomies, qui l'ont frappé plus particulièrement, soit parce qu'elles ressemblent à l'idée qu'il a de lui-même, soit parce qu'elles incarnent ce qui lui est le plus hostile. Chez notre auteur, leur nombre est assez réduit ; elles n'en sont pas moins extrêmemeut vigoureuses, et Swithin et Soames Forsyte, Lord Valleys, Horace Pendyce, Hilary Dalison, Lady Casterley sont inoubliables.

Dans les *Cinq Contes*, nous trouvons des histoires assez courtes, dont deux au moins sont de premier ordre : *le Pommier* et *l'Été de la Saint-Martin d'un Forsyte*. Dans *le Pommier* nous voyons un jeune peintre, Franck Ashurts, s'égarer dans la campagne en causant avec son camarade. (Ajouterai-je que le vagabondage de ces deux jeunes garçons et leur conversation à la fois décousue et philosophique font songer à un début de roman ou de longue nouvelle de Tourguénief?) Au cours d'une longue promenade, Franck Ashurst se foule le pied, et il est contraint de demeurer plusieurs jours dans une ferme, où il est soigné par une petite paysanne originaire du pays de Galles, Mégan David, avec beaucoup de dévouement et de délicatesse de cœur. Peu à peu, ce peintre et cette enfant s'intéressent l'un à l'autre. Ashurst se laisse prendre par un de ces sentiments vifs et qui paraissent profonds, que l'on a si facilement, lorsqu'on est déraciné de son milieu. On est au printemps ; et Galsworthy décrit ce printemps avec ce sentiment anglais de la nature, frais, puissant et magnifique, sensible dans tous ses livres. Ashurst a des rendez-vous avec Mégan sous un adorable pommier en fleurs, qui est comme un symbole éblouissant et fragile de son amour. Il finit par

être si fou d'elle qu'il lui propose de l'emmener avec lui et de l'épouser, — et elle accepte. Il est alors si plein de son projet qu'il s'en va, dans une ville voisine, chercher de l'argent à la banque et acheter un costume à Mégan, afin qu'elle puisse partir avec lui. Mais dans cette ville voisine, il tombe sur un de ses amis d'autrefois, Phil Halliday qui l'entraîne chez lui. Phil a trois sœurs, trois sœurs charmantes : Sabina, Freda et Stella, merveilleuses figures de jeunes filles, saines, spontanées et joyeuses, naturellement épanouies, comme les Grecs en ont connues et comme Shakespeare et Meredith les ont si bien décrites. Comme ils prennent un bain tous ensemble, Halliday, saisi par une crampe, risque de se noyer et Franck Ashurst le sauve (cet incident nous paraît peut-être un peu trop dramatique pour un récit si léger et si transparent). Cela crée un lien de plus entre lui et les trois enfants. Alors commence une de ces vies inconscientes, libres, enjouées, sportives, enfantines, qu'Abel Hermant a décrites si finement, et dans *la Petite Femme* en particulier. Peu à peu, envahi par l'oubli, Franck néglige le souvenir de la petite campagnarde. Il lui écrit qu'il va revenir, mais il ne revient jamais... Sa caste l'a repris et un amour plus sincère, plus vaste et plus profond que le caprice printanier qui le poussait vers Mégan. Il épousera une des sœurs de Halliday, — et l'on apprendra plus tard que Mégan s'est noyée. La poésie et la vérité, mêlées à ce récit, son charme, son naturel, en font une fort belle nouvelle, mais j'aime encore mieux *l'Été de la Saint-Martin d'un Forsyte*.

Le vieux Jolyon Forsyte est l'un des héros du *Propriétaire*, chef-d'œuvre de notre romancier. Il est âgé, très âgé. Il a, derrière lui, toute une vie d'homme riche, comblé et, malgré certaines déceptions, heureux. Maintenant qu'il est devenu un vieillard, il est à peu près indifférent à tout, sinon au charme de l'enfance et à la beauté des femmes. Or, il est seul, chez lui, dans sa maison de campagne, toute sa famille est en voyage, et, un jour qu'il se promène dans le parc, il rencontre une femme qu'il a bien connue : Irène.

Cette Irène est une de ses petites-nièces, qui a quitté autrefois son mari pour suivre un amant, Bosinney, au moment même où celui-ci allait épouser June, la propre petite-fille de Jolyon. Ce drame est d'ailleurs le sujet du *Propriétaire*,

Jolyon, toujours conformiste, devrait haïr cette personne coupable, qui a apporté le déshonneur et le chagrin dans sa famille. Mais il est vieux, il n'a plus aucun des préjugés de sa caste, et Irène est extrêmement belle. Alors commence l'étrange amour, l'amour de ce vieillard pour la nièce perdue et retrouvée. Amour inexprimable et qui d'ailleurs ne s'exprime jamais, amour sans réalisation, ni désirs, et qui est peut-être l'essence même de ce sentiment, réduit à son expression la plus pure. Il n'en parle jamais, le vieux Jolyon, mais il ne peut vivre que près d'Irène. Par une intuition de grand psychologue, Galsworthy laisse entrevoir que cet amour a le même caractère que celui de l'adolescence. L'homme finit comme il a commencé... Cependant toute la famille va revenir ; Irène ne pourra plus faire de visites à l'oncle Jolyon et, un jour, elle ne vient pas. Il en souffre affreusement, mais elle promet de le voir encore une fois, et il meurt en l'attendant, assis sur sa terrasse. Ce conte est exquis de délicatesse et de profondeur morale. Je ne vois aucun exemple analogue de l'étude d'un vieillard amoureux, et non d'un vieillard libertin. Jolyon n'est pas un baron Hulot. Il aime Irène, comme Gœthe septuagénaire a aimé Ulrike de Lewezow. Ce sujet étrange a tenté peu d'écrivains. Galsworthy en a fait un petit chef-d'œuvre.

En réalité, dans ces *Cinq Contes*, il n'y a qu'un seul sujet : la rencontre d'un homme profondément social, appartenant à un milieu bourgeoisement organisé, avec la passion, les intérêts plus forts que la morale, la liberté de la vie.

Tantôt, c'est un avocat connu, digne, considéré, qui apprend que son frère est un assassin. Il tremble de peur que l'on ne sache la vérité, jusqu'au jour où on arrête un innocent soupçonné du crime mystérieux. Ce jour-là, l'assassin se tue avec sa maîtresse en laissant une lettre où il confesse la vérité. Mais cette lettre déshonore la famille de l'honnête avocat, fait peser un faix terrible sur sa propre fille. Tant pis pour l'innocent ! L'avocat supprime la lettre révélatrice, et tout est dit. (*Le Commencement et la fin.*) Tantôt, un homme d'affaires ruiné entreprend une combinaison véreuse, afin de laisser aux siens au moins un peu d'argent. Mais un de ses créanciers évente la mèche et vient chez lui, insulter et menacer l'homme

d'affaires. Celui-ci se sent perdu. Il est apoplectique et sanguin; il fait un magnifique repas à la fin duquel il meurt d'apoplexie. Sa famille aura la paix. (*Un Stoïque.*)

Dans *le Juré*, nous assistons à la rencontre d'un de ces hommes heureux et confortables avec un malheureux soldat, qui a déserté, parce qu'il n'a pu supporter de ne plus voir une femme qu'il aimait, — et au retour sur lui-même de ce juré. Lui aussi est amoureux de sa femme ; il est contraint de laisser naître en son esprit une pensée nouvelle, plus libre, plus vraie, que celles que son milieu lui avait imposées.

Le Pommier, nous l'avons vu, c'est une tentative d'évasion et la reprise d'un peintre par son milieu ; *l'Été de la Saint-Martin d'un Forsyte*, la libération morale qu'un extraordinaire amour donne à un vieillard.

Ces cinq personnages agissent de façon différente en face des réalités profondes, des manifestations de la vie en mouvement. L'un commet un crime pour rentrer dans la norme, l'autre, ne pouvant se débarrasser de son erreur, échappe par la mort au châtiment. Franck Ashurst renonce à sa libre fantaisie ; Jolyon Forsyte trouve l'amour trop tard pour s'y abandonner, et le juré commence à penser par lui-même... Autant d'attitudes diverses, mais le centre du drame est toujours le même.

Ce qui caractérise Galsworthy autant que sa profondeur psychologique, c'est son sens émouvant de la nature, c'est son style, rapide, cursif, plein d'interjections et d'allusions. Il reproduit les mouvements mêmes, les saccades et les soubresauts de la parole intérieure. Il est peut-être difficile pour les Français, habitués aux développements logiques et aux articulations du grand style classique, mais il est extrêmement habile à rendre les variations mêmes de la vie. John Galsworthy est aussi un grand romancier par l'art avec lequel sont traitées ces vastes scènes essentielles, devant lesquelles échouent tant de conteurs. Ses livres se développent sournoisement ou brutalement, de manière à aboutir à deux ou trois conflits dramatiques après lesquels nous sommes entièrement fixés sur les personnages et n'avons plus rien à apprendre d'eux. C'est la méthode de tous les maîtres. Galsworthy en est un, et non des moindres. Il faut espérer que les lecteurs

pourront bientôt lire, dans un texte français, *le Propriétaire, le Manoir, Fraternité* et aussi les *Cinq Contes*, moins importants, mais presque aussi savoureux.

***

Un jeune écrivain brésilien, fort intelligent, M. Benedicto Costa, vient de publier un petit volume qui nous raconte l'histoire du roman au Brésil. C'est, d'ailleurs, en français qu'il entend nous montrer la parenté qu'il y a entre nos écrivains et ceux de son pays et l'influence que nous avons eue sur eux. Cette influence est vieille ; elle vient du Portugal. Elle remonte à Dom Joao V, à cette époque si charmante et si précieuse à nos yeux, où tout souverain voulait avoir son Versailles, où chaque pays adaptait notre style Louis XIV et notre style Louis XV à son génie spécial et créait un rococo particulier. Singulier moment de l'histoire où notre action littéraire et artistique se répandait partout, mais que l'on n'a pas suffisamment étudié encore à ce point de vue spécial !

Nous empruntons à M. Benedicto Costa l'amusante peinture qu'il fait de ce Portugal du XVIIIe siècle, si fragile et si délicieux.

« Mais le Portugal avait changé. Un jeune roi décrétait de son trône de nouvelles modes et de nouveaux parlers. Une envie de plaisir, d'un plaisir mou et languissant, que le caractère du peuple faussait en licence et sentimentalité, débordait partout. Et les salons des palais royaux, les rues aux jours de procession, les cours des couvents et les portiques des églises, se remplissaient d'une foule d'êtres ridicules, d'une morale faible, qui se maquillaient et disaient des sottises aux femmes. Les *Te Deum*, les *Laus perenne*, les neuvaines et les processions, lorsque les fenêtres s'ornaient de soies et de brocarts, de draps des Indes, de riches tapisseries de Calicut et de Bengale, de coûteuses tentures de Madras et d'énormes plumes multicolores des oiseaux exotiques du Brésil, furent complices des exploits amoureux de ces générations, qui vécurent, comme celles de France, avec une licence identique, mais sans l'art, l'élégance et la flamme philosophique des encyclopédistes. La vie au Portugal s'était amollie. L'idéal du bonheur était de parler français, de se

mettre du rouge et de la poudre de riz et de posséder une jolie nonne dans l'un des trois cents couvents de Lisbonne. Et, remplissant les armoires, faisant les délices des gourmands : les marmelades, les compotes de citron de Maranhao et de « cajù » de Pernambuco, les blancs-mangers, les gâteaux de Savoie, chefs-d'œuvre du goût, où les religieuses excellaient, le jour de *grades de doces* [1] ; dans le voisinage des couvents, il y avait un bourdonnement. La populace se pressait tout autour, curieuse : et, sans tarder, des carrosses s'y arrêtaient, d'où les hobereaux sautaient, légers ; des litières s'ouvraient, et juges, moines, licenciés, étudiants, poètes, mendiants et madrigaliers, *faceiras* et *casquilhos*, tous empommadés, chargés de bagues, se touchaient, se croisaient, échangeaient des politesses, passaient des heures agréables de désœuvrement et de futilité. »

Le Brésil, dès qu'il eut conscience de lui-même, devait porter l'empreinte profonde de l'influence française. Elle n'a jamais cessé : « Tout le XIXe siècle, écrit M. Benedicto Costa, est l'histoire de notre éducation par la France littéraire, politique, philosophique et artistique. » Il y a même là-bas tout un État qui s'est organisé d'après les théories d'Auguste Comte, un petit coin du monde, qui réalise le rêve du positivisme. Tous nos grands courants littéraires ont eu leur écho au Brésil. Le romantisme comme le naturalisme et le symbolisme. A lire un écrivain brésilien, on a souvent l'impression que l'on a ouvert un ouvrage français. Si j'en crois M. Costa, cela devient parfois un défaut ; une certaine psychologie française remplaçant souvent là-bas la psychologie ethnique. M. Costa écrit même à ce sujet :

« Il existe aussi chez nous une façon de sentir toute spéciale, une manière toute particulière de voir les choses, une pensée originale, mais lorsque nous voulons les exprimer artistiquement, dans le livre ou dans le marbre, dans le son ou sur la toile, notre originalité disparaît. La technique de nos romans, de nos contes et de nos poésies est foncièrement française. Notre observation psychologique est inspirée de

1. *Grades de doces*, espèce de *five o'clock tea* que les nonnes avaient l'habitude d'offrir aux personnes de leurs relations.

celle de Bourget, d'Anatole France, de Marcel Prévost, d'Abel Hermant. »

M. Costa est ici injuste : il faut ajouter, pour être véridique, que l'ardente nature du pays ajoute aux ouvrages brésiliens une exubérance, une profusion, un magnifique excès de sève, que nous avons connus au XVI[e] siècle et que la sagesse de notre race, sa maturité et son expérience ont comprimés, dès les premières années du XVII[e] siècle ; mais, chez eux comme chez nous, la sensibilité est analogue. La mélancolie d'un Chateaubriand ou d'un Pierre Loti correspond à la *saudade* portugaise. *Saudade*, mot sans égal au monde et qui exprime ce qu'il y a de plus déchirant dans l'adieu, de plus désert dans la solitude !

Nous ne pouvons pas remonter dans l'histoire du roman au Brésil jusqu'aux ouvrages de Manoël de Macedo ou de José de Alencar, qui en sont, en quelque sorte, les créateurs ; mais il nous faut parler d'un des principaux conteurs brésiliens, Machado de Assis, qui est mort en 1908 et qui est un écrivain de la lignée de Claude Tillier et d'Anatole France. Chez lui, l'influence tropicale a agi par réaction ; aucun effet violent, pas de lumière trop vive, mais de fins paysages pâles, entr'aperçus, des sarcasmes délicats, une amertume aristocratique. Son principal ouvrage est fort remarquable. Ce sont les *Mémoires de Braz Cubaz*. Cela ressemble à Sterne et à Xavier de Maistre ; c'est une confession pleine de détours, de fantaisie, de digressions, de liberté ; elle vise à la distinction suprême de ces deux maîtres, mais il me semble qu'elle n'y atteint pas. Elle n'est pas aussi aisée, aussi aérienne que la leur. Les traits de Machado de Assis sont plus appuyés, ses légèretés sont souvent lourdes, mais plus qu'eux, il est humain, chagrin, général ; il laisse dans l'esprit un relent plus triste. Les *Mémoires de Braz Cubaz* contiennent des pages puissantes et des portraits d'une réalité amère. Son ironie a quelque chose de pénible ; c'est l'ironie d'un homme de sang mêlé, fils de domestiques, dont la sensibilité est pour ainsi dire ambiguë, qui souffre de n'avoir sa place nulle part dans une société qui n'est pas faite pour lui ; ironie d'un grand esprit, errant dans un pays en formation, où les grands esprits sont mal vus. Sa destinée, par certains côtés, rappelle

celle d'Edgar Poe, d'un Edgar Poe qui n'aurait pas la métaphysique à sa disposition, dont l'imagination serait moins tourmentée, mais qui se tirerait d'affaire par la finesse de ses dédains.

Très différent de Machado de Assis, Alunzio Azevedo, mort en 1910, fut un naturaliste. Il le fut, comme l'était Eça de Queiroz, le grand romancier portugais, encore inconnu chez nous, où il passa cependant comme consul la plus grande partie de sa vie, — je veux dire en écrivain d'un tempérament exceptionnel, auquel le naturalisme a servi de tremplin et qui lui a permis surtout de développer, outre mesure, ses peintures amoureuses. Le don essentiel d'un Alunzio Azevedo, c'est de rendre la sensualité, l'exubérance de la vie physique ; comme Zola, il est hanté par la physiologie, mais elle ne prend pas chez lui ce caractère carabin qu'elle affecte trop souvent chez l'auteur de *l'Assommoir*. Elle se voile de poésie comme dans la nature même, qui mêle partout des fleurs au fumier, la naissance à la mort.

Coelho Netto a abordé toutes les formes de la fiction. Personne n'a décrit comme lui la nature tropicale, la puissance des sèves, le chaud foisonnement végétal, plein d'odeurs lourdes et d'influences étranges. Il a écrit cinquante volumes, inégaux, souvent puissants, uniquement destinés à décrire le monde extérieur. Ce n'est pas un artiste, c'est un imaginatif, ivre de cette imagination étrange, particulièrement brésilienne, qui forme le tissu même de tous les grands écrivains de ce pays et que Graça Aranha a décrit dans les lignes suivantes :

« Au Brésil, le trait caractéristique collectif, c'est l'imagination. Ce n'est pas la faculté d'idéaliser, ni la création de la vie par l'expression esthétique, ni la prédominance de la pensée ; c'est plutôt l'illusion qui vient de la représentation de l'univers, l'état de magie, où la réalité se dissipe et se transforme en image.

» Les racines lointaines de cette imagination se trouvent dans l'âme des races différentes qui se rencontrèrent dans le prodige de la nature tropicale. Chaque peuple y apporta sa mélancolie. Chaque homme y est venu, l'esprit chargé de la terreur de plusieurs dieux, de l'angoisse du souvenir d'un

passé perdu pour toujours, s'y remplit de l'indéfinissable inquiétude de la terre étrangère. C'est ainsi que s'épanouit cette sensibilité implacable qui grandit et déforme les choses, qui exalte et déprime l'esprit, qui traduit les anxiétés et les désirs ; source trouble de poésie et de religion, par où nous aspirons à la possession de l'Infini, pour nous perdre, aussitôt après, dans le nirvâna de l'inaction et du rêve. »

Graça Aranha, lui, n'a fait qu'un roman : *Chanaan*, mais c'est un des chefs-d'œuvre de la littérature contemporaine. (Je cite pour mémoire son drame philosophique, *Malazarte*, qui a été joué à Paris, il y a quelques années.) *Chanaan* est une épopée sociale, en quelque sorte prophétique, où vit tout un pays, où l'on voit déjà l'Allemagne s'abattre sur le Brésil et chercher à le conquérir, où les problèmes intellectuels et moraux se présentent sous leur forme la plus dramatique. Par l'esprit, la composition, l'équilibre, *Chanaan* est une œuvre de chez nous. On y trouve cette progression calculée et cet élargissement des débats, qui caractérisent le grand roman d'observation générale. Mais Graça Aranha reste Brésilien par le particularisme de sa psychologie, par la tristesse accablée de sa satire, par l'éclat souvent atroce, la cruauté même, de certaines de ses peintures, par je ne sais quel imprévu savoureux dans les réactions de ses héros. Il y a, dans *Chanaan*, du poème et de la symphonie.

Ces exemples sont typiques. On voit par eux combien notre influence peut être féconde. Elle n'a pas nui à l'originalité de ces écrivains, elle ne les a ni contraints, ni gauchis. Elle leur a donné une méthode de pensée, des cadres fixes pour retrouver leurs lois personnelles. Protégés par le génie latin, ils ont pu s'abandonner à leur fougue native, sans crainte de se briser les reins et, aidés par notre expérience séculaire, ils ont évité les pénibles écoles par lesquelles nous avons passé. Des études comme celles de M. Costa sont fort utiles. Elles nous permettent de juger notre action intellectuelle. Mais rien n'existe que par l'amour. C'est l'amour que le Brésil porte à la France qui lui a permis de rendre vivante cette action et, dans un cas pareil, lorsqu'il y a une telle sympathie entre deux nations, n'est-ce pas que celle qui reçoit, à force de générosité, donne presque autant que l'autre?

***

Les écrivains anglais ont fêté, le 27 septembre, le soixante-dixième anniversaire d'Edmund Gosse. Edmund Gosse est fort connu en France, où il a de nombreux amis, et c'est justice, car nul n'a fait autant que lui pour répandre en Angleterre la littérature française qu'il connaît admirablement et qu'il ne connaît pas uniquement d'ailleurs, car il a publié aussi un beau livre sur Ibsen.

Un de ses derniers ouvrages s'appelle *Trois moralistes français*. Il y peint La Rochefoucauld, La Bruyère et Vauvenargues; chacune de ces études est fort curieuse. Edmund Gosse ne cherche pas à établir des portraits généraux, et souvent faciles, par conséquent, des écrivains qu'il veut peindre. Il les dessine, pour ainsi dire, de profil. Il les place de manière à montrer, de la façon la plus ingénieuse, ce qu'ils ont de personnel, de rare et aussi de pas complètement connu. Il y a dans ses pages une sorte de fraîcheur particulière et, par moment, presque de naïveté, toujours absente chez nos critiques. Il les voit plutôt en homme qu'en érudit. Aussi y a-t-il intérêt et profit à lire ses ouvrages sur les écrivains que nous connaissons le mieux. Il dit à leur sujet des choses subtiles et d'une saveur rare.

Son roman, *Père et fils*, a eu ici et en Angleterre beaucoup de succès. A vrai dire, c'est un fragment d'autobiographie, plutôt qu'un roman. Edmund Gosse eut comme parents un naturaliste fort connu et une poétesse extrêmement distinguée, qui a écrit un grand nombre de traités religieux. Mais l'un et l'autre étaient des puritains sévères, des protestants ne relevant d'aucune église et dont toute la vie se passait à interpréter les textes sacrés. Ils ne reconnaissaient aucune autorité que leur conscience, aucun intermédiaire entre Dieu et leur cœur que la prière. Ils refusaient de voir dans la Bible autre chose que la lettre écrite et vivaient dans une sorte de mysticisme positif, si j'ose réunir ces termes contradictoires, qui était bien l'atmosphère la plus redoutable où pût s'épanouir un enfant. Celui-ci grandit donc sans camarades, sans jeux, sans contes de fées, ne connaissant du monde que les cantiques, les prophéties... et la nomenclature exacte des

insectes et des étoiles et anémones de mer ! Il faut lire les admirables pages où cet enfant, ainsi abandonné à soi-même, retrouve au fond de son imagination une manière de croyance à la magie et recherche le mot ou le nombre mystérieux qui le rendrait maître des secrets de cette terre !

On sait à quel point les romanciers anglais excellent à décrire une vie d'enfant. Personne n'a oublié les premières années de David Copperfield, de Jane Eyre ou de Maggie et de Tom Tulliver dans *le Moulin sur la Floss*, de George Eliot. On y voit de page en page se former mystérieusement le caractère de l'homme ou de la femme que cet enfant va devenir. Le récit d'Edmund Gosse peut, par moments, rivaliser avec eux. Les qualités les plus précises de l'esprit anglais s'y retrouvent : cette description des menus faits de la vie, minutieuse et pittoresque, et cette vision parallèle des nuances de la vie morale, aussi exacte, mais troublée par l'infiltration perpétuelle du rêve. C'est ainsi que cette histoire d'un enfant solitaire finit par prendre ce caractère de songe, dont nos voisins ont le secret. Il s'y mêle aussi un certain comique spécial, un humour en même temps âcre et frais comme le *Gingerbeer.*

Tous les amis qu'Edmund Gosse possède en France se sont unis en pensée à ses amis d'Angleterre pour fêter, à cette occasion, ce pur esprit clairvoyant et cette noble carrière d'homme de lettres, qui n'a jamais vécu que pour son art et pour la recherche de la vérité.

EDMOND JALOUX

L'AMÉNAGEMENT DU RHÔNE

Le Sud-Est de la France s'est révélé pendant la guerre une de nos régions les plus actives et les plus entreprenantes, une de celles où l'on s'est le plus vite et le mieux débrouillé en vue de la tâche énorme à accomplir. L'effort industriel du Dauphiné est désormais populaire en France. Cette heureuse renommée n'a pourtant pas tourné la tête de nos robustes hommes d'affaires. Au contraire, elle les a rendus plus modestes en même temps que plus allants. Ils savent que dans leur succès il y a eu, et il ne pouvait pas ne pas y avoir beaucoup d'improvisation. Ils ne veulent pas qu'il en soit ainsi dans l'avenir. Bien décidés à conserver et à élargir encore les magnifiques positions acquises pendant la guerre, ils tiennent à ce que l'improvisation disparaisse de leurs méthodes, et que la prospérité économique de la région soit fondée désormais sur les enseignements acquis au cours de la tourmente. Ils voient grand, mais veulent bâtir solide.

Or, parmi ces enseignements, il en est deux, de valeur proprement régionale, qu'ils ont particulièrement retenus. Créateurs des industries fondées sur la houille blanche, ils ont été surpris eux-mêmes de l'efficacité que présente la force électrique issue des torrents, et la crise mondiale du combustible dans laquelle nous nous débattons n'a fait que les confirmer dans cette conviction : il faut accroître, doubler, quintupler, décupler nos ressources hydro-électriques. En même

temps, ils ont pris conscience avec angoisse des difficultés que les caractères géographiques du pays opposent aux problèmes de transports. Pas de voies d'eau, ou à peu près, car le Rhône n'est utilisable (fort médiocrement) que jusqu'à Lyon; des voies ferrées insuffisantes, encombrées, de rendement incertain. Il faut donc remettre en état les chemins de fer, et surtout créer des voies navigables, sans lesquelles aucun développement industriel durable n'est possible.

Problème des transports, problème de la houille blanche, voilà les deux grandes préoccupations que les leçons de la guerre ont laissées dans les esprits. Mais il se trouve que les deux questions sont solidaires. Non seulement elles ne s'excluent pas, mais la solution de l'une apporte la solution de l'autre. Tout d'abord l'exploitation intensive de la houille blanche permettra l'électrification des voies ferrées, les rendra ainsi plus souples, plus actives. D'autre part, après avoir aménagé les torrents de haute montagne, on en vient de plus en plus à l'équipement des grosses rivières des basses vallées, plus coûteux, mais riche de puissance et de régularité. Or il se trouve que cet aménagement, avec ses barrages, ses retenues, ses dérivations de grandes dimensions, résout du même coup le problème de la navigation. Ainsi la réalisation du programme hydro-électrique est liée à l'organisation des transports, et on n'effectuera pas l'une sans l'autre. Il y a plus que solidarité, il y a identité.

De cette constatation féconde est né le projet actuel de l'aménagement du plus puissant des torrents alpins, le Rhône.



Le problème n'est pourtant pas posé d'aujourd'hui. Il y a plus d'un siècle qu'on en étudie les données, et qu'on lui propose des solutions. Mais jusqu'ici ces solutions ont été partielles, fragmentaires, et c'est ce qui les rendait caduques. On se préoccupait le plus souvent d'assurer la navigation, parfois de donner satisfaction à l'irrigation, enfin depuis trente ans d'exploiter la force motrice. Mais jamais on n'envisageait un programme d'ensemble capable de concilier ces trois éléments, entre lesquels l'hostilité était chronique.

La navigabilité du Rhône est à l'ordre du jour depuis la fin du XVIII[e] siècle. A cette époque le fleuve, depuis la mer jusqu'à Lyon, et même jusqu'à Seyssel, était beaucoup plus utilisé par le trafic que nos contemporains ne l'imaginent. Les premiers projets eurent justement pour but de développer encore cette utilisation, en aménageant pour la navigation la formidable gorge par où le Rhône, sous Bellegarde, pénètre à travers les chaînons du Jura; on comptait réaliser ainsi une jonction avec le lac de Genève, et éventuellement avec le Rhin. Un audacieux osa même se lancer sur une frêle barque à travers le cañon pour susciter la hardiesse des ingénieurs et des mariniers. Mais avant de pouvoir s'attaquer au Rhône jurassien, il fallut bientôt penser à améliorer le fleuve dans la partie considérée comme la plus navigable. L'importance commerciale du tronçon Lyon-Arles, et les imperfections qu'il présentait, de plus en plus sensibles à mesure que croissaient les dimensions des bateaux et les exigences du trafic, amenèrent dès 1808 l'ingénieur Céard à proposer la construction d'un canal navigable sur la rive droite du fleuve, entre Lyon et Beaucaire; en 1822 un second ingénieur, Cavenne, en préconisait un autre, suivant de Lyon à Port-de-Bouc la rive gauche du Rhône sur 318 kilomètres, et agrémenté de 58 écluses. Pourtant, en ces temps lointains, le Rhône était trop nécessaire au trafic pour qu'on s'arrêtât longuement à lui reprocher ses défauts ; en revanche, lorsque la concurrence des chemins de fer commença de rendre la vie dure aux mariniers, réduisant la navigation de plus de moitié entre 1855 et 1861, ceux-ci réclamèrent âprement l'aide des pouvoirs publics afin d'améliorer l'instrument imparfait dont fléchissait le rendement. Dès lors les projets se succèdent : programme de 1865, tendant à approfondir et à régulariser le lit; rapport Krantz (1873), se décidant pour un canal de rive droite analogue à celui de Céard; enfin loi de 1878, qui a abouti après une quinzaine d'années de travaux à donner au Rhône à l'aval de Lyon son aspect actuel, avec son chenal de navigation, ses épis et ses digues submersibles. Bien que le résultat technique eût été intéressant, et que le mouillage de 1 m. 60 ait été à peu près intégralement réalisé, le trafic n'a pas repris l'activité qu'on espé-

rait, et cet insuccès a provoqué de nouveaux projets. Il y en eut une véritable floraison de 1896 à nos jours, dont les plus importants furent ceux de la commission interdépartementale de 1901, et ceux de l'Office des Transports du Sud-Est en 1911.

Si cette généreuse émulation n'aboutissait qu'à faire tomber les projets les uns sur les autres comme des châteaux de cartes, c'est sans doute à cause des difficultés techniques et financières de l'entreprise : 500 millions de francs d'après les études de 1901. Mais une bonne part de l'échec revenait assurément à l'antagonisme, qui semblait irréductible, entre les intérêts de la navigation et ceux de l'irrigation. Les campagnes riveraines du Bas-Rhône, qui savent à quel point l'arrosage est nécessaire sous l'ardent soleil du Midi, ne se lassent pas depuis un siècle de demander qu'une part des abondantes eaux du fleuve soit employée à l'irrigation. Le premier projet date de 1847, où l'ingénieur Aristide Dumont discutait le plan d'un canal d'arrosage amenant 25 mètres cubes à la seconde. En 1860, Dumont constituait une société d'études chargée de mettre au point le projet d'un autre canal empruntant 30 mètres cubes au fleuve et autant à l'Isère; en 1872, infatigable, il exposait un nouveau plan, celui d'une artère d'irrigation de 327 kilomètres, roulant 45 mètres cubes, et se développant de Condrieu à Montpellier en franchissant le Rhône par un siphon à Mornas. Mais la navigation veillait : elle combattit si vigoureusement le projet que celui-ci ne put atteindre le havre de la Chambre des députés qu'en 1875, pour s'y débattre d'ailleurs et y expirer en 1877. Repris par M. de Freycinet en 1878, voté enfin par le Parlement en 1879, le projet fut confié pour exécution à l'ingénieur Chambrelent, qui en modifia les données de façon si décisive qu'il dut retourner devant les Chambres ; dangereux voyage, car adopté par les députés, il sombra en 1882 dans la discussion du Sénat, et put à grand'peine être remorqué jusqu'au Conseil général des Ponts et Chaussées qui lui fit, de 1882 à 1885, des funérailles décentes. La navigation triomphait ; en 1901 encore, la commission interdépartementale concluait nettement à laisser de côté les problèmes d'irrigation et à n'aménager que la

voie navigable. De Lyon à Arles, partisans de l'irrigation et champions de la navigation veillaient jalousement sur le fleuve, chaque camp préférant le laisser rouler inutile que d'accorder quelque concession à l'adversaire.

Cependant un troisième larron était apparu, dont les prétentions risquaient de compliquer encore le problème. Les premiers résultats de l'utilisation de la houille blanche dans les Alpes avaient donné l'idée que le Rhône, abondant et rapide, pouvait être un merveilleux producteur de force électrique. Cette fois, on ne perdit pas de temps en palabres, et on passa aussitôt à l'exécution ; il est vrai que la tâche était plus facile puisqu'il ne s'agissait que de projets de détail. Dès 1892, la dérivation de Jonage, aux portes de Lyon, était concédée et l'usine mise en service en 1899. Le succès de l'entreprise ramena l'attention sur les exceptionnelles qualités du défilé de Bellegarde, où une chute de 14 mètres était utilisée depuis 1872 pour fournir l'énergie par le grossier procédé de câbles de transmission; l'usine fut transformée en établissement hydro-électrique, et l'on songea à tirer parti de toute l'énergie que recèle le fleuve entre Bellegarde et Seyssel. De là naquirent en 1906 le projet Harlé, Blondel et Mähl, prévoyant la construction d'un grand barrage à Génissiat, auquel serait accolée une usine installée pour produire 250 000 chevaux ; puis le projet de la Société des Forces hydrauliques, utilisant la chute en deux paliers aménagés à Bellegarde et Malpertuis ; d'âpres discussions s'élevèrent autour de ces deux conceptions, et elles se sont continuées jusque pendant la guerre. Du moins un progrès avait été réalisé ; les deux projets prévoyaient des facilités pour la navigation ; c'était un pas dans la voie de l'aménagement intégral du haut Rhône. En revanche, il était à craindre que l'équipement industriel du fleuve tout entier, réalisé sans plan d'ensemble, ne vînt ainsi rendre plus complexe encore la tâche de le rendre navigable, et propre à l'irrigation.

Tel est le bilan des projets et des réalisations effectués depuis un siècle autour du grand fleuve. Il y avait là de quoi décourager les plus audacieux. Rivalités, discussions interminables, manque de vues d'ensemble, médiocrité ou absence de résultats. Cependant ce tableau un peu noir a besoin d'une

retouche. Depuis une vingtaine d'années, un esprit nouveau commence à animer les vœux, sinon les projets. La première, vers 1900, la Chambre de commerce d'Aubenas réclame avec netteté « l'aménagement agricole et industriel du Rhône, permettant l'irrigation, une navigation constante, et l'utilisation des forces motrices du fleuve ». Cette tendance à considérer comme liés ces divers programmes apparaît également dans les projets de Génissiat-Bellegarde, qui se préoccupent des intérêts de la navigation en même temps que de ceux de l'industrie ; elle anime une partie des projets éclos en 1911. C'est cette solidarité des problèmes du Rhône qui va caractériser l'effort actuel.

Cet effort est né pendant la guerre, et dès son origine, il témoigne de cette entente des intérêts sans laquelle toute entreprise était vouée à l'échec. Les représentants au Parlement des populations du Sud-Est se réunissent en un groupe de l'aménagement du Rhône décidé à poursuivre dans un complet accord la rapide exécution des travaux nécessaires ; à leur tête est l'infatigable député de l'Isère, M. Léon Perrier, qui guidera le projet de réunions en réunions, de Lyon à Marseille et de Marseille à Grenoble, jusqu'à la Chambre où il en fera triompher les conceptions. Puisque aujourd'hui l'utilisation industrielle du fleuve apporte une solution nouvelle aux projets de navigation et d'irrigation, l'évidence apparaît qu'il faut lier les différents termes, et les faire résoudre les uns par les autres. La création des retenues et des dérivations destinées à alimenter les usines hydro-électriques entraîne d'elle-même l'existence de biefs navigables, qu'il suffira de relier ; de son côté la production d'une force électrique surabondante résout les problèmes de pompage pour l'alimentation des canaux d'irrigation. D'autre part, ce sont les bénéfices donnés par la production d'énergie qui paieront les frais de mise en état de la voie navigable et des réseaux d'arrosage ; en revanche l'agriculture rénovée viendra aider l'industrie, à laquelle la voie navigable de son côté fournira un instrument merveilleux d'expansion. Solidarité de l'effort, solidarité des résultats, telles sont les caractéristiques nouvelles, grandioses dans leur simplicité, de l'entreprise d'aujourd'hui.

Cette solidarité s'exprime dans deux directions principales : dans le plan d'aménagement, et dans le mode de réalisation.

*
* *

Le nouveau plan d'aménagement du Rhône pose donc en principe que les travaux nécessités par l'équipement des usines hydro-électriques, par l'établissement de la voie navigable et des canaux d'irrigation sont solidaires. Ils doivent s'accomplir simultanément le long du fleuve aux points où les chantiers seront successivement ouverts. Cette interdépendance nous dicte notre méthode d'examen ; suivons fidèlement le fleuve de la frontière suisse jusqu'à la mer, en considérant tour à tour les trois sections qu'y distinguent les promoteurs de l'entreprise : le haut Rhône, en amont de Seyssel ; le Rhône moyen, de Seyssel à Lyon ; le Rhône inférieur, de Lyon à Arles.

Le haut Rhône. — De la frontière suisse à Seyssel, le cours du fleuve est ce qu'on pourrait appeler la zone héroïque de la vallée. Déjà encaissé depuis Genève dans les grès tendres et les dépôts glaciaires, le Rhône transperce un premier chaînon jurassien par le beau défilé de Fort-l'Écluse, puis s'enfonce dans la rainure profonde, forée en plein calcaire, qu'il a creusée et qu'il creuse encore de Bellegarde aux abords de Seyssel. La largeur du torrent s'y restreint parfois à 6 mètres, entre les hautes parois de roches dures sur lesquelles se penchent les sapins. La pente moyenne de cette section de 40 kilomètres est de 2 m. 25 au kilomètre, donnant ainsi la mesure de la puissance que peuvent fournir les 280 mètres cubes qui y circulent par seconde en eaux moyennes. Magnifique instrument de travail ; comment l'utiliser pour la production de la force, comment l'adapter en même temps pour la navigation?

Ici se pose une question préjudicielle, dont la solution aura une influence considérable sur la quantité et la qualité de force produite dans la section, et même, quoique en s'atténuant vers l'aval, sur toute l'énergie à capter le long du fleuve. Bien que régularisé par le passage dans le lac de Genève, le Rhône connaît à Bellegarde des étiages assez prononcés ;

le débit d'étiage (moins de 10 jours par an) descend au-dessous de 120 mètres cubes, et le fleuve se tient à moins de 255 mètres cubes pendant 180 jours. Or il est possible de relever le débit constant jusqu'au minimum de 220 mètres cubes, c'est-à-dire d'ajouter à la force hydro-électrique qu'il est capable de fournir actuellement un respectable supplément de 63 millions de kilowatts-heure, d'autant plus précieux qu'ils seront gagnés pendant l'hiver, c'est-à-dire à l'époque des basses eaux sur le Rhône et ses affluents alpins, donc à l'heure des pénuries industrielles ; c'est par 5 millions de francs de recettes annuelles que l'on peut chiffrer le bénéfice.

Comment donc s'assurer cet avantage, dont l'effet se fera sentir plus ou moins encore sur toutes les usines d'aval ? Problème délicat, car la solution ne se trouve pas entre nos mains. Il s'agit de relever le plan d'eau du lac de Genève, pour lui permettre d'emmagasiner le volume susceptible de porter le débit du fleuve à cet étiage de 220 mètres cubes. Or si nous sommes, par le littoral savoyard, les riverains d'un bon tiers du lac, c'est la Suisse qui tient à Genève les vannes de la Couleuvrinière, lesquelles règlent le débit du fleuve et par suite le niveau du lac. Une négociation avec la Suisse est donc nécessaire et elle est d'ailleurs entamée ; elle semble d'autant plus aisée à mener à bonne fin que déjà, pour augmenter la puissance de ses usines de la Couleuvrinière et de Chèvres, le canton de Genève a relevé en 1917 et 1918 le plan d'eau du lac des trois quarts de la hauteur souhaitée. La France a d'ailleurs en mains, pour achalander la négociation, un excellent objet d'échange ; elle subordonne au consentement de la Suisse l'équipement de la voie navigable en amont de Seyssel, qui mettrait Genève et plus tard toute la Suisse en relations par voie d'eau avec la Méditerranée. Premier exemple de la solidarité, toujours agissante tout au long du projet, entre les intérêts de l'industrie et ceux de la navigation.

Voici donc le Rhône entré en France. Comment utiliser au mieux la chute de 80 mètres qui se développe jusqu'à Seyssel, et aménager en même temps un passage de navigation? Deux types de projets sont ici en présence, la solution des barrages, celle des dérivations.

La première a été apportée dès 1906, et paraît la plus simple. On a proposé de barrer l'extrémité inférieure du cañon, déjà élargie, sous le hameau de Génissiat, en élevant au travers du fleuve une muraille de 70 mètres environ ; le remous de la retenue ainsi produite s'étendrait sur 23 kilomètres jusqu'à la frontière suisse, en noyant les installations hydro-électriques actuelles de Bellegarde. Plus tard un second projet, se défiant des dangers que peut présenter une si formidable accumulation d'eau, préconisait la division du travail en deux barrages, un de 38 mètres à Malpertuis, et un de 30 mètres à Bellegarde. Dans les deux cas on a prévu pour la navigation, à côté des usines de force installées au pied des barrages, un système d'ascenseur à bateaux ou de groupe d'écluses permettant aux embarcations de franchir les 70 mètres de dénivellation pour pénétrer dans le lac tranquille du bief de retenue, et gagner ainsi la frontière suisse.

Les critiques n'ont pas manqué à ce type de solution. Non seulement on redoute une rupture de barrage, mais on craint que la retenue, installée dans le calcaire urgonien, roche très perméable, ne soit étanche ni par le fond ni par les flancs. On prévoit le comblement rapide du bief, en arrière du barrage, par l'énorme apport de matériaux amenés par l'Arve. Enfin on objecte que les variations quotidiennes du volume d'eau qu'on fera passer par les turbines de l'usine, suivant les besoins de la consommation de force, seront si amples que les promoteurs de Génissiat, pour ne pas gêner la navigation ni les industries d'aval, se trouvent obligés de prévoir la création d'un nouveau réservoir (compensateur) un peu au-dessous, ce qui augmentera les frais de construction et les dangers que la rupture des barrages peut engendrer pour l'aval. On propose donc (projet Crolard et surtout projet Maillet) de créer sur la rive gauche du fleuve une vaste dérivation, branchée sur le Rhône près de la frontière au droit d'un barrage mobile, et cheminant tantôt à ciel ouvert, tantôt en souterrain du type du tunnel du Rove près de Marseille, jusqu'à Bassy, un peu en aval de Génissiat. Là, deux énormes conduites de mise en charge précipitent sur l'usine génératrice, d'une hauteur de 65 mètres, un volume maximum de 320 à 350 mètres cubes, que la mise en service d'une

troisième conduite peut porter à 480. La navigation s'effectue sur la dérivation, reliée au fleuve vers Bassy par des ouvrages qui utilisent une sorte de plan incliné naturel. Ainsi on évite les apports, et le danger des catastrophes ; on échappe même à l'inconvénient des variations brusques en faisant jouer en temps opportun les vannes du barrage mobile d'amont.

Quel que soit le type d'aménagement qui sera adopté dans cette section, il est certain en tout cas qu'elle tient, dans l'économie du projet d'ensemble, une importance capitale. La navigation peut y être intense si la Suisse oriente décidément une partie de son trafic vers la Méditerranée. La quantité de force électrique escomptée, soit au moins 200. 000 chevaux en eaux moyennes, représente plus du quart de la puissance prévue pour le fleuve tout entier. D'autre part, cette énorme force est destinée à un rôle spécial. On a ici la possibilité de faire varier chaque jour le débit dans des limites étendues, pour pouvoir suivre les *pointes* de consommation, ce qui sera presque impossible plus bas, à cause des exigences de la navigation ; l'usine géante du haut Rhône sera donc par excellence une usine de pointes, apte à la fourniture de force et de lumière. C'est là que la Ville de Paris trouvera cette énergie électrique dont elle a un besoin si urgent; il est dès maintenant entendu qu'elle se rend acquéreur des trois quarts de la force qui sortira des turbines du haut Rhône L'intérêt de Paris dans la réalisation de cette partie de l'entreprise se traduira donc par une forte participation financière à la constitution de la compagnie qui assumera l'entreprise totale de l'aménagement du fleuve. Ainsi l'équipement du haut Rhône doit assurer le succès de toute la combinaison ; il est comme la pierre angulaire du majestueux édifice du Rhône intégralement utilisé.

Rhône moyen. — La section suivante, qui s'allonge sur 155 kilomètres de Seyssel à Lyon, présente un intérêt moins exclusivement industriel. Bien que traversant encore plusieurs chaînons du Jura, le fleuve qui a hérité du lit formidablement façonné par les glaciers alpins n'a plus qu'une pente de 0 m. 64 par kilomètre. C'est là une déclivité un peu forte pour la navigation, et un peu faible pour l'utilisation

des forces hydrauliques ; il est donc nécessaire de l'aménager par sections de grande longueur afin d'obtenir des hauteurs de chute intéressantes. Le projet de M. Armand, ingénieur en chef du Rhône à Lyon, que M. Léon Perrier a présenté comme type d'aménagement possible dans son rapport à la Chambre, ne prévoit donc le long de cette partie du fleuve que cinq dérivations, alimentant six usines : celles d'Eilloux (près Seyssel), chute de 5 à 7 mètres, puissance de 16 000 chevaux ; du canal de Savières, chute de 14 à 18 mètres à l'extrémité d'une dérivation de 12 à 13 kilomètres, 50 000 chevaux ; de Brens et de Peyrieux, à l'extrémité d'une longue dérivation qui évitera très heureusement le défilé de Pierre-Châtel en se glissant par l'encoche profonde d'un « verrou » glaciaire dans le bassin de Belley; chutes de 12 m. 50 à 17 m. 50, 43 000 chevaux; usine de Groslée, chute de 7 m. 50 à 11 m. 50, 27 000 chevaux ; enfin usine de Villette d'Anthon, liée à une dérivation partant du Sault, chute de 10 m. 50 à 16 m. 50, 38 000 chevaux. Au total, une production de 174 000 chevaux en eaux moyennes, qui viendrait s'ajouter aux 12 000 que fournit déjà, immédiatement à l'aval de Villette d'Anthon, la dérivation de Jonage. A la tête de chaque dérivation, un barrage à vannes mobiles serait disposé dans le lit du fleuve de telle sorte que la retenue ainsi produite se fasse sentir un peu au delà de la sortie de la dérivation supérieure, ce qui rendra possible la navigation. Quant au volume d'eau que chaque dérivation aura la capacité d'admettre, il pourra atteindre 350 mètres cubes à la seconde.

Cette façon d'envisager le problème industriel résout en même temps les difficultés de la navigation. Chaque dérivation est aménagée en une sorte de chenal navigable, prévu pour une section mouillée de 320 mètres carrés, où la vitesse d'écoulement varierait de 0 m. 35 par seconde à l'étiage à 1 m. 10 avec le maximum de débit. La largeur entre les berges, soit à 1 mètre au-dessus de l'eau, serait de 90 mètres ; elle serait réduite à 50 mètres dans les passages difficiles, la profondeur étant alors augmentée en proportion, de façon à maintenir exactement la même superficie de section mouillée. C'est donc un vrai fleuve qui s'écoulerait à côté et au-dessus du lit du Rhône, mais un fleuve asservi, maintenu à une lar-

geur et à une profondeur réglées entre des berges régulières sur lesquelles circuleraient les tracteurs du remorquage électrique. A l'extrémité aval de chaque dérivation, une écluse de vastes dimensions : 80 mètres de longueur utile, 12 mètres de largeur, 2 m. 50 de tirant d'eau sur les buscs en basses eaux, soit les conditions nécessaires au passage de chalands de plus de 1 000 tonnes. Enfin entre la tête de chaque dérivation et l'extrémité inférieure de la précédente, la navigation utilisera le lit du fleuve, dans la retenue formée derrière l'obstacle du barrage mobile qui s'allonge au travers du Rhône, au droit de chaque tête de chenal dérivé ; l'effet du barrage lui vaudra ici un tirant d'eau fort augmenté et une vitesse de courant à peu près annulée.

Ainsi, dans cette section plus encore que dans la précédente, navigation et aménagement industriel, l'un soutenant l'autre, font bon ménage et ne peuvent se passer de leur concours réciproque. Il n'y a qu'une restriction : les exigences de la navigation ne permettent pas de faire varier brusquement la puissance du débit pour répondre aux demandes d'énergie qui peuvent se modifier aux diverses heures de la journée. Cependant en amont du canal de Savières, il est encore possible de faire varier ces débits pour le passage des pointes, en aménageant le lac du Bourget en réservoir compensateur capable de régulariser le débit d'aval, et on sait d'autre part que c'est à l'usine du haut Rhône qu'est plus spécialement réservé ce service des pointes d'énergie. La navigation pourra donc se déployer à l'aise sur le Rhône moyen, où elle aura encore plus d'importance que sur la section précédente, puisque au transit franco-suisse viendra s'ajouter le trafic du département de l'Ain, et surtout celui de la Savoie, déjà industrialisée, et qui projette de relier par un canal le lac du Bourget à l'Isère rendue navigable. Quant à l'irrigation, elle ne peut jouer ici qu'un rôle effacé ; cependant une dotation de 700 chevaux est prévue sur l'énergie à fournir par les usines hydro-électriques pour pomper au fleuve l'eau nécessaire à l'arrosage de la plaine de Loyettes, et à celui de la plaine caillouteuse de Villeurbanne, aux portes de Lyon. Ce n'est pas cela qui gênera la navigation, puisque le débit prélevé sur le fleuve sera en tout de 3 mètres cubes

par seconde ; mais remarquons que cette modeste amélioration agricole n'aurait guère été réalisable à peu de frais sans la surabondance d'énergie électrique que doit fournir l'aménagement du fleuve.

Nous voici arrivés, à l'extrémité aval de la dérivation déjà construite de Jonage, aux portes de Lyon. La traversée de la grande ville pose un nouveau problème, concernant la navigation (car il ne peut être question ici d'aménagement de chutes et de production de forces). Le lit actuel du Rhône est très encombré de bancs de graviers, entre lesquels le chenal se déroule irrégulier et sinueux ; la présence des ponts empêche de tracer par dragage une passe rectiligne ou de relever suffisamment le plan d'eau. On a donc préféré tracer hors de la ville, sur les terrasses du Bas-Dauphiné qui s'inclinent doucement vers le Nord-Ouest, un chenal navigable branché sur la dérivation de Jonage et venant retrouver le Rhône aux abords de Saint-Fons. Ce canal exigerait sans doute des travaux d'art assez importants, soit pour s'élever sur les terrasses, soit pour les traverser en tranchée ; mais il aurait l'avantage de desservir toute une zone admirablement disposée pour l'établissement d'usines. A son extrémité inférieure, un grand port serait installé sur les bords du fleuve, à 2 kilomètres en aval du confluent de la Saône, donc au contact de la voie d'eau qui reliera, de Marseille à Strasbourg, la Méditerranée à la Rhénanie et aux Pays-Bas.

Le bas Rhône. — Au Rhône industriel de Génissiat, au Rhône grande voie d'eau bordée d'usines de la section moyenne, succède au delà de Lyon une artère d'un rôle plus complexe encore, destinée à fournir près de 400 000 chevaux, à être une des plus grandes routes d'eau de France, et à assurer par son débit supplémentaire l'arrosage ou l'assainissement de vastes territoires. Le beau fleuve, coulant impétueux entre des rives si fières et qu'on a si souvent comparé au Rhin pour le plaindre de ne pas rouler avec ses flots l'activité dont se pare son rival du Nord, promet de devenir pour la région qu'il traverse une source de richesses aussi variées qu'abondantes.

Et d'abord le bas Rhône est aussi propre, mieux adapté

même que le Rhône moyen à engendrer une énorme quantité d'énergie. La pente d'ensemble est presque aussi déclive (0 m. 56) que celle du tronçon précédent ; elle s'élève même à 0 m. 77 par kilomètre dans ce qu'on appelle la région des rapides, entre Drôme et Ardèche. C'est donc la même technique de dérivations qui doit être appliquée à l'équipement des ressources hydro-électriques en aval de Lyon comme en aval de Seyssel. Mais le rendement est plus considérable parce que le volume du fleuve est plus que doublé par l'apport de la Saône, puis de l'Isère. C'est désormais en eaux moyennes un débit d'environ 725 mètres cubes dont on peut disposer en aval de Lyon, de 1 000 après le confluent de l'Isère, de 1 450 après celui de la Durance. Il est vrai qu'en revanche la vallée est beaucoup plus encombrée, beaucoup moins propre à l'édification de grands travaux publics en aval de Lyon qu'en amont. Sans parler des défilés, parfois étroits, de Vienne, de Condrieu, de Tournon, de Donzère, la présence tout au long du fleuve de villes importantes, de campagnes populeuses, de voies ferrées à grand trafic, l'obstacle de gros affluents dont les uns sont de véritables fleuves, les autres des torrents dangereux au lit démesuré, gênent l'installation des dérivations et des écluses. Aussi le long des 276 kilomètres qui vont de Lyon à Beaucaire, le projet Armand ne prévoit que 102 kilomètres de dérivations, et n'utilise ainsi que pour moins de moitié le cours du fleuve. Les dérivations, d'autre part, pour pouvoir donner leur plein effet aux chutes, doivent souvent être longues précisément parce qu'on ne peut les installer partout ; elles varient de 5 à 24 kilomètres, les plus allongées étant bien entendu sur le cours inférieur où la pente est plus faible : Donzère-Mondragon, Codolet-Sorgues, les Angles-Comps, qui varient de 13 à 24 kilomètres.

Ainsi va se constituer entre Lyon et Beaucaire une véritable avenue de grosses usines, alimentées par des chutes dont la hauteur variera de 5 à 21 mètres, et dont la puissance en eaux moyennes, de 12 000 chevaux pour la plus faible, s'élèvera au-dessus de 70 000 pour la plus forte. Six usines entre Lyon et l'Isère, à Ternay, Sainte-Colombe-lès-Vienne, Saint Rambert-d'Albon, Saint-Vallier, Tournon, la Roche-de-Glun ; c'est donc sur ce secteur que la densité d'usines sera la plus

forte, mais c'est là aussi que la puissance sera la moins élevée, parce que les dérivations y sont plus courtes et par suite la hauteur de chute moins forte ; sauf la grosse usine de Saint-Rambert (40 500 HP), aucune installation n'atteindra 20 000 chevaux en eaux moyennes. Entre Isère et Ardèche, sur un secteur de longueur équivalente, trois usines seulement, mais de grande puissance : 52 800 chevaux à la Voulte, 51 500 à Viviers, 30 000 au Logis-Neuf (amont de Montélimar) ; 134 000 chevaux pour cette section, contre 122 000 dans la précédente. Enfin sur le cours inférieur la longue dérivation de Donzère-Mondragon (24 kilomètres), qui parcourra toute la plaine de Pierrelatte, se terminera à Mondragon par une usine énorme de 70 000 chevaux ; plus bas, avec la pente qui va diminuant, les usines de Sorgues et de Comps ne fourniront plus que 35 500 et 25 000 chevaux. Au total, entre Lyon et Beaucaire, on compte recueillir en eaux moyennes une énergie de 387 000 chevaux ; or l'estimation a été faite le plus sévèrement possible, et pourrait être aisément majorée. Comme le remarque M. Armand, chaque mètre cube ajouté à l'ensemble des dérivations à l'aval de Lyon donne une puissance supplémentaire de 1 100 chevaux environ, et d'autre part il sera possible d'établir des dérivations supplémentaires, dont le rôle sera exclusivement industriel, et qui utiliseront une partie des eaux retenues derrière les barrages mobiles du fleuve.

Comme sur le Rhône moyen, la navigation s'effectuera sur les dérivations pourvues en aval d'une écluse et débouchant à l'amont sur une retenue due à un barrage. Mais nous savons qu'ici la longueur des dérivations est loin d'être égale à celle du fleuve, et qu'entre Lyon et Beaucaire elles ne s'allongeront que sur 102 kilomètres. Le reste de la navigation devra s'effectuer sur des tronçons du Rhône, dont le plan d'eau sera relevé et le courant diminué grâce aux barrages mobiles installés au droit des dérivations. Comme celles-ci auront un cours beaucoup plus rectiligne que celui du fleuve et couperont un certain nombre de boucles, le parcours fluvial proprement dit ne sera au total que de 156 kilomètres, et la longueur de la voie d'eau entre Lyon et Beaucaire ramenée à 258 kilomètres au lieu de 276 aujourd'hui. Sur cette voie

viendra se greffer au Nord la belle artère de la Saône, sur laquelle se branchent tant de canaux menant à la Loire, la Seine, la Marne, la Moselle ; elle sera mise, ainsi que son prolongement le canal du Rhône au Rhin, en état de porter les chalands de 1 200 tonnes. Au Sud les travaux d'aménagement, d'ailleurs très simples dans cette section, ne seront poussés que jusqu'à Arles; au delà la ligne d'eau se continuera par l'ancien canal d'Arles à Bouc, tiré de son sommeil par l'esprit entreprenant des Marseillais qui veulent faire de cette étroite rigole enherbée une artère navigable de première grandeur. Enfin, par les étangs de Caronte et de Berre, puis trouant par le magnifique souterrain du Rove les murailles décharnées qui ont toujours isolé Marseille de l'intérieur, la voie du Rhône débouchera dans les bassins du grand port, devenu ainsi pour la première fois dans sa carrière la grande porte de la France et d'une partie de l'Europe sur la Méditerranée.

A ces bienfaits dispensés à la région qu'il traverse, le Rhône aménagé en ajoutera d'autres qui ne seront pas moins appréciés des riverains. Nous sommes ici dans la région où l'irrigation est la panacée de l'agriculture. A mesure qu'au delà de Lyon la vallée s'allonge vers le Sud, la quantité de précipitations diminue, et avec elle le nombre de jours pluvieux; la température augmente, le soleil se fait plus brûlant, enfin des vents impétueux balaient le couloir, grands mangeurs d'humidité. La sécheresse trône dans le climat, et son effet est d'autant plus actif sur les cultures que le sol de la vallée et de ses abords est plus souvent fait de terres légères, alluvions à graviers, affleurements calcaires. L'arrosage est donc une nécessité, et partout où il a pu être pratiqué, par des canaux dérivés le plus souvent de la Durance, la collaboration de l'eau et du soleil a fait de ces sols les plus riches et les plus dociles de France. Mais les tentatives faites pour procéder méthodiquement à la répartition des eaux du Rhône entre les terres riveraines s'étaient toujours heurtées à la mauvaise volonté de la navigation, entêtée à conserver dans un fleuve insuffisamment profond toutes les eaux disponibles. C'est l'industrie qui apporte la solution du conflit et réconcilie les sœurs ennemies se disputant les eaux du Rhône. Fournissant à bon mar-

ché une force abondante qui permet d'effectuer les pompages dans le fleuve ou ses affluents à l'endroit même où les eaux seront utilisées, l'énergie électrique supprime les « têtes mortes » des canaux d'arrosage prévus par les anciens projets, c'est-à-dire ces interminables rigoles qui allaient recueillir les eaux du fleuve très loin en amont, afin de les amener à la hauteur des terres à arroser ; on évite ainsi le prélèvement brusque de 60 ou 80 mètres cubes que l'on voulait faire au fleuve dans des secteurs où il n'a pas encore toute sa puissance, prélèvement contre lequel la navigation protestait avec énergie. Et comme d'autre part celle-ci, délivrée par le système des barrages et des dérivations du souci de garder dans le lit du fleuve tout le débit possible, ne proteste plus contre des emprunts d'ailleurs échelonnés et qui ne sont sensibles que sur le cours inférieur, tout est ainsi pour le mieux le long du meilleur des fleuves.

Dans des conjonctures si favorables, on a pu voir large et tailler en plein drap. L'irrigation commencera dans l'Isère, par la plaine de la Valloire à laquelle seront fournis 500 litres par seconde ; dans l'Ardèche, elle prélèvera sur le Rhône et ses affluents de droite 2,4 mètres cubes destinés aux plaines riveraines du fleuve ou du cours inférieur des rivières vivaraises ; dans la Drôme, 3,7 mètres cubes pour les plaines de Valence et de Montélimar. Au Sud, dans les pays de sécheresse, la dotation en eau d'arrosage va croissant : 4,3 mètres cubes pour le Vaucluse, déjà abondamment pourvu ; 22 pour les Bouches-du-Rhône, dont 8 pour la Camargue et 14 pour la Crau, où sera ainsi complétée l'œuvre d'Adam de Craponne. Le Gard sera le mieux partagé, parce qu'il l'était le plus mal jusqu'ici, et que ses besoins sont vastes ; il est dans la région rhodanienne, de par la nature de son sol léger et l'altitude de ses terrasses, le département altéré par excellence. Voici de quoi étancher sa soif : plus de 32 mètres cubes, empruntés au Rhône, aux affluents cévenols, à des nappes souterraines : 12 pour les coteaux pierreux du Nord-Est, 4 pour la plaine de Nîmes, 15 pour la région viticole du Sud. En tout 70 mètres cubes qui viendront s'ajouter aux 20 déjà prélevés sur le Rhône pour l'arrosage de la Camargue. Mais dans cette nature restée rude et comme inachevée, il y a aussi des cantons où

ce n'est pas le défaut, mais l'excès d'humidité qui entrave l'exploitation ; qu'à cela ne tienne, la force électrique va s'y mettre, et au lieu d'apporter l'eau d'irrigation elle expulsera l'eau surabondante : 2 500 chevaux se consacreront à l'assainissement de la Camargue, des environs d'Avignon en Vaucluse et de l'étang de Scamandre aux abords du Petit-Rhône. Pour tout cet aménagement agricole, qui portera sur 260 000 hectares, il suffira d'une force totale de 42 000 chevaux, dont 15 500 seulement seront demandés au Rhône, soit à peine 2 p. 100 de l'énergie totale prévue pour le fleuve, le reste devant être fourni par les usines en projet sur la basse Durance. On voit combien est faible le sacrifice demandé à l'industrie, sans la moindre gêne pour la navigation, afin de rendre à l'agriculture méridionale un service qui sera pour elle un inestimable bienfait.

Ainsi l'aménagement intégral du Rhône, dont la réalisation n'est possible qu'en conjuguant les intérêts de l'agriculture, du trafic et de l'industrie, aboutit à des résultats vraiment formidables. 260 000 hectares rendus à l'agriculture, qui y trouvera les conditions de climat et de sol les plus favorables. Une voie navigable à grand rendement, longue de 500 kilomètres, qui fera cesser l'isolement de Marseille en la reliant à la Suisse, à l'Europe rhénane, à la France du Centre et du Nord, et attirera le long de la vallée le mouvement le plus actif d'échanges. Une production de force électrique évaluée en eaux moyennes à 800 000 chevaux, et qu'il serait probablement aisé de porter à 1 million ; telle quelle correspondant à une consommation annuelle de près de 5 millions de tonnes de houille (bassin du Nord, avant la guerre, 7 millions), et propre à tous les usages, vente de force et lumière à Paris et sa banlieue, électrification des voies ferrées, transformations industrielles de toute sorte. Voilà les résultats auxquels on peut prétendre en substituant à l'ancien antagonisme des intérêts la solidarité de tous ces ordres d'entreprises. Mais cette solidarité, clé du nouvel édifice, s'exprime d'une façon plus éclatante encore dans le mode de réalisation adopté par les promoteurs du projet.

*
* *

Le projet est sur pied, complet, harmonieux. Comment réaliser cette œuvre immense, dans le délai de quinze ans, prévu par ses auteurs? Toujours par la pratique d'une étroite solidarité, qui doit se traduire et dans la marche des travaux, et dans les formules financières du projet, et dans la nature de l'organisme chargé de la construction et de la direction.

La marche des travaux. — Puisqu'il est reconnu que les intérêts de l'industrie, du trafic et de l'agriculture sont liés, il importe de mener de front pendant toute la durée d'exécution les travaux qui concernent ces trois ordres de réalisations, afin qu'au fur et à mesure de leur achèvement ils puissent se prêter un mutuel appui soit au point de vue technique, soit au point de vue financier. L'avant-projet officiel fixant l'ordre d'exécution des travaux prévoit donc six tranches successives, mais dans chaque tranche, suivant l'article 9 du projet de loi, l'aménagement de la force hydraulique, l'établissement de la voie navigable, la construction des canaux primaires d'irrigation et des stations de pompage seront toujours menés parallèlement dans les parties correspondantes du fleuve.

La première tranche comprend les travaux les plus urgents. En tête figure l'équipement industriel du haut Rhône, où l'on prévoit six ans de travaux, et qui est, nous l'avons vu, comme le ressort de toute la combinaison ; puis la construction de la ligne de transport de force vers Paris, corollaire de cet aménagement; l'établissement d'une ligne identique entre la frontière suisse et Beaucaire, qui reliera toutes les usines, de façon à faire masse dès le début de toute l'énergie du fleuve et à assurer ainsi une utilisation rationnelle et complète, au moindre prix de revient, de la force produite. C'est encore la production d'une forte quantité d'énergie qu'assurera l'établissement des dérivations et des usines de Brens, Peyrieux et Mondragon (113 500 HP) ; mais en plus ces travaux donneront toute facilité à la navigation dans deux sections jusqu'ici peu praticables, celles du confluent de l'Ardèche et du défilé

de Pierre-Châtel. Enfin la mise en construction du canal de ceinture à l'est de Lyon et les premiers travaux de canaux d'arrosage serviront directement les intérêts du trafic et de l'irrigation.

La même répartition est prévue pour les tranches suivantes, en suivant toujours l'ordre d'urgence. C'est ainsi que la deuxième comporte, outre les travaux d'irrigation, la dérivation de Villette d'Anthon, commencée à la fin de la troisième année des travaux, et qui assurera la navigation dans le défilé du Sault, puis les grandes dérivations de la Voulte et Viviers (fin de la quatrième année) qui donneront 104 000 chevaux et feront disparaître les obstacles les plus graves à la navigation sur le Rhône en aval de Lyon. L'activité des travaux se portera dès lors sur le Rhône moyen, où la dernière tranche de travaux sera mise en train à la fin de la huitième année; elle s'appliquera ensuite aux dérivations entre Lyon et Valence, et enfin à celles du cours inférieur, qui est le plus aisément navigable à l'heure actuelle. Cette façon de procéder permet donc de satisfaire tous les intérêts et en même temps de ne pas se lier pour l'ensemble à des formules d'exécution susceptibles d'être vite périmées ; s'il y a indivisibilité du programme total d'aménagement, chaque projet partiel pourra être l'objet des solutions les plus adéquates à l'état de la science au moment où il sera exécuté.

La réalisation financière. — Ne dirait-on pas jusqu'ici une véritable idylle, que ce projet du Rhône? C'est une adhésion générale : tous pour un, un pour tous ! Les ingénieurs de la navigation sourient à ceux de l'irrigation ; tous sont réconfortés par l'accord avec les rudes hommes de l'industrie hydro-électrique, qui déjà retroussent leurs manches. Mais c'est ici que nous attendent les sceptiques. Si nous parlions argent? Combien? Comment?

Assurément, ce n'est pas pour rien. Par le temps qui court, installer un réseau d'irrigations sur 260 000 hectares, ouvrir 500 kilomètres à la navigation, équiper près d'un million de chevaux-vapeur, ce n'est pas peu de frais. Pour évaluer la dépense, on a adopté les prix d'avant-guerre majorés de 100 p. 100 ; il semble que ce soit actuellement suffisant. On

obtient ainsi pour les dépenses d'irrigation une somme de 240 millions. Pour la navigation, le prix est beaucoup moins élevé que ceux qu'on prévoyait dans les anciens projets, car c'est l'aménagement de la force motrice qui fournit presque tout au long les conditions de navigabilité; il ne reste guère à son compte que les écluses, l'agrandissement des dimensions des canaux d'amenée, enfin le canal autour de Lyon : ci, 288 millions. Le gros morceau est donc l'équipement industriel : 616 millions pour les travaux à l'amont de Lyon, 925 à l'aval, 200 millions pour les lignes de transport de force, soit un total de 1 741 millions. Additionnons ces divers chapitres, et nous aurons 2 270 millions ; majorée des frais accessoires et des intérêts intercalaires qui courront pendant la période de construction, la dépense totale s'élève à 2 milliards et 500 millions. Nous avons beau être habitués depuis quelques années à voir jongler avec les milliards : convenons que c'est là un joli chiffre, la moitié du budget de la France avant la guerre. Abordons-le pourtant hardiment, en nous demandant d'abord si l'entreprise paiera, ensuite comment elle paiera, c'est-à-dire de quelle façon on trouvera l'argent.

L'entreprise paiera; nous voulons dire que non seulement elle rentrera dans ses frais, mais qu'elle fera des bénéfices. Et cela, elle le doit encore à la solidarité des intérêts engagés. Pour parler plus net, c'est l'électricité qui fera le succès de la combinaison. De la navigation et de l'agriculture, on ne peut guère attendre plus que de couvrir les frais d'exploitation de la voie d'eau, les dépenses d'aménagement des ports et du halage, enfin l'entretien du réseau d'irrigation et la fourniture d'énergie aux stations de pompage. Mises sur pied, elles vivront; encore faut-il les y mettre. C'est ici qu'intervient la fée électricité; c'est grâce à l'utilisation intensive de l'énergie hydraulique, à la production forcenée de kilowatts, qu'on peut envisager l'aménagement intégral du Rhône. Tablons sur une production totale de 3 750 millions de kilowatts-heure correspondant aux 800 000 HP prévus en eaux moyennes (et nous pensons qu'on pourrait aisément dépasser ce chiffre). Là-dessus le département de la Seine en demande déjà, ferme, 1 500 millions, et le département de Seine-et-Oise en réclame également une fourniture importante ; nous

sommes donc sûrs que toute l'énergie sera vite placée, étant donné l'activité économique sans cesse grandissante du Sud-Est et le déficit mondial de charbon. Or il n'est pas exagéré de prévoir un prix moyen de vente de 8 à 10 centimes le kilowatt-heure pris aux bornes de l'usine. A 8 centimes seulement de recette brute, la recette nette peut être évaluée à 4 centimes, et le bénéfice d'exploitation s'élèvera ainsi à 148 millions de francs. Comme les dépenses représentant l'amortissement et l'intérêt des emprunts ne dépasseront pas 132 millions, voici paraître un excédent annuel de 16 millions de francs qui représente le boni de l'entreprise. Elle est donc viable, et profitable, sans qu'on fasse état de l'énorme plus-value de richesses que vaudront à la région l'amélioration des terres irriguées, le développement du trafic et la prospérité industrielle.

Cependant ces heureux résultats ne seront atteints que le jour où toutes les usines tourneront à plein, c'est-à-dire quinze ans au plus tôt après le commencement des travaux. Jusque-là, comment vivre et se procurer les énormes sommes nécessaires? Comment attirer et retenir les 2 milliards et demi prévus au programme? C'est ici qu'intervient l'ingénieuse combinaison financière imaginée par M. Jean Maître, et que M. Charles Dumont a fait triompher à la Chambre.

Cette combinaison peut se résumer ainsi : un faible capital-actions, représentant un dixième des sommes à trouver, soit 250 millions au maximum; un capital-obligations, qui comprendra le reste. Les actions seront souscrites par la compagnie concessionnaire, et il est entendu que les obligations ne pourront être émises, pour chaque tranche des travaux, que dans la proportion (rapport de 1 à 10) où le chiffre d'actions correspondantes aura été souscrit et versé. Les obligations seront offertes au public, à l'épargne française dans toutes ses couches, et même à l'épargne mondiale; mais pour attirer les souscripteurs, l'État intervient ici, et garantit l'intérêt et l'amortissement des obligations émises. C'est là le point capital ; l'État n'emprunte pas lui-même, pas plus qu'il ne gérera lui-même l'entreprise ; cependant la France entière, considérant l'aménagement du Rhône comme une œuvre d'intérêt national, se dresse derrière les initiateurs pour

garantir la valeur de l'entreprise et encourager les souscripteurs. Mais si l'État se montre ainsi généreux et chevaleresque en ouvrant ses caisses afin de lancer l'affaire, il ne perdra rien ; bien au contraire. Dès que les travaux seront terminés et que s'ouvrira la période des bénéfices, l'État en prendra sa bonne part : non seulement la compagnie concessionnaire n'aura plus à faire appel à la garantie du Trésor, mais elle commencera à rembourser la dette qu'elle aura contractée envers lui en affectant à cet objet chaque année 80 p. 100 du boni réalisé. Une fois cette dette remboursée, la répartition des bénéfices se fera à parts égales entre l'État et le concessionnaire, jusqu'au jour (75 ans révolus) où à l'expiration de la concession l'État entrera en possession pleine et entière de ce merveilleux organisme que sera le Rhône aménagé. Si l'État par son intervention assure le succès financier de l'entreprise, il en sera lui-même le grand bénéficiaire.

Mais quel est donc ce concessionnaire auquel l'État fait confiance en garantissant si royalement l'énorme somme d'obligations qu'il doit émettre? De la valeur de cet organisme qui mettra sur pied et administrera l'entreprise dépend évidemment tout le succès. Aussi ce concessionnaire n'est-il pas une personnalité ordinaire. Et c'est là que triomphe une fois de plus ce principe de solidarité que nous avons vu à la base de toute la conception.

La Compagnie du Rhône. — Le principe posé par M. Jean Maître, et adopté avec enthousiasme par tous les promoteurs de l'entreprise, c'est que l'aménagement du Rhône doit être effectué par ceux qui y ont intérêt. Ce n'est donc pas une gestion d'État, bureaucratique et irresponsable, qui doit prendre en main l'opération, mais un conseil d'actionnaires, intéressé dans l'affaire, compétent et responsable.

Quelles sont ces personnalités plus particulièrement désireuses de voir aménager le Rhône? Avant tout, de puissantes collectivités. En tête, la Ville de Paris et le département de la Seine, qui demandent une option sur le tiers de l'énergie produite. Puis les grandes villes du Sud-Est, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Grenoble, Nîmes, les villes du Rhône, aux-

quelles l'organisation de la navigation, l'extension de l'irrigation, la possibilité de trouver d'énormes quantités d'énergie, assureront de superbes profits; de même les départements riverains et leurs chambres de commerce, et aussi les départements de la vallée de la Saône, situés dès lors sur une des plus grandes voies navigables d'Europe, et même les départements étagés entre le haut Rhône et Paris, qui pourront trouver de l'énergie à bon compte le long de la conduite de force. Les grands consommateurs d'énergie seront de la partie : Métropolitain, Nord-Sud, et plus encore la Compagnie P.-L.-M., si intéressée à l'électrification de ses lignes. Joignons-y enfin les industriels du Sud-Est, sociétés et particuliers, qui pourront avoir besoin de force pour leurs entreprises, et qui en tout cas réclament si énergiquement des moyens commodes de transport.

Voilà les futurs actionnaires qui composeront la Compagnie nationale du Rhône, celle qui sera chargée pour une durée de 75 ans de la conduite des travaux, puis de la gestion de l'entreprise. A elle reviendra la fixation des taxes de transport et de péage, du prix de l'eau d'irrigation, l'entretien de la voie navigable, des stations de pompage et des canaux d'arrosage. A elle la fourniture de l'électricité, la discussion des prix, tarifs, horaires d'utilisation de la force. Directement intéressée dans l'entreprise puisqu'elle y sera engagée par les avantages de tout ordre qu'elle en tirera et par le capital-actions qu'elle aura souscrit, elle aura le plus grand profit à ce que les choses marchent bien et à ce que la garantie de l'État fonctionne le moins possible. Mais l'État reçoit une autre assurance que la Compagnie administrera au mieux des intérêts régionaux et nationaux. Bien qu'il ne participe pas à la souscription du capital-actions, il sera considéré comme un véritable associé, et un nombre de sièges déterminé lui sera réservé dans le Conseil d'administration et le Comité de direction ; le président de la Compagnie sera de droit un de ses représentants. Ce sont là de solides garanties que la Compagnie du Rhône sauvegardera les intérêts généraux du pays en même temps que ceux des collectivités associées à l'œuvre. Et la nouvelle formule imaginée nous paraît un très remarquable exemple de collaboration entre

l'État, les collectivités appelées à bénéficier directement des travaux, les particuliers même, pour la mise en valeur des richesses nationales.

Ainsi, au terme d'une centaine d'années de disputes et de rivalités stériles, l'accord se fait par l'application d'un grand principe de solidarité qui donne satisfaction à tout le monde. Autour de cette maquette de l'aménagement du Rhône dont les lignes amples et harmonieuses sollicitent déjà les travaux, ce ne sont que visages souriants et physionomies satisfaites. La région du Sud-Est tout entière voit avec joie se forger l'instrument de sa prospérité. La future Compagnie concessionnaire, ou du moins les collectivités qui savent devoir en faire partie, se réjouissent de voir aboutir une œuvre qui leur tient à cœur ; ce n'est pas qu'elles s'attendent à toucher de sitôt de gros dividendes, car leur capital-actions ne recevra aucune rémunération tant que le service des obligations ne sera pas assuré, et il ne leur sera accordé que 20 p. 100 des bénéfices tant que l'État n'aura pas été remboursé ; mais peu importe en regard des avantages que leur assurera par ailleurs l'aménagement du Rhône. Enfin l'État lui-même, tout imperturbable qu'il soit, peut dans sa sérénité se dire qu'il fait une bonne affaire. Au début, il prête son argent, c'est entendu, et il fait largement confiance au projet ; mais par la suite il rentre dans toutes ses avances, en vient alors à toucher la moitié des bénéfices, à devenir enfin l'heureux propriétaire du Rhône aménagé ; cependant les résultats de l'œuvre accomplie se traduisent en accroissements de richesses, mères de nouveaux impôts qui rentrent dans les caisses du fisc. Au fond, la France entière profitera, directement ou non, des résultats de cette grande entreprise.

Donc tout le monde est d'accord, parce que tout le monde est satisfait. Entente des intérêts particuliers et régionaux vivifiés par la solidarité de la nation tout entière ; entr'aide contractée par la navigation et l'irrigation à l'égard de l'industrie et vice-versa ; en un mot, solidarité des besoins, des efforts et des résultats ; tout cela est maintenant clairement compris, et acclamé d'enthousiasme. Il n'y a plus qu'à marcher, et la route est longue, jusqu'au Rhône aménagé. Cependant faisons

confiance aux chefs de file. Que de chemin déjà parcouru depuis les réunions interdépartementales de 1918 où s'est élaborée la conception actuelle! La Chambre a voté le projet le 17 octobre dernier, et il n'y a aucun doute que le Sénat n'apporte bientôt son adhésion. Dès lors, l'État sera prêt à remplir ses engagements ; aux collectivités, aux particuliers, à se mettre en branle, à constituer la Compagnie, à entamer la première tranche de travaux. De pareilles conceptions répondent trop bien au formidable effort que la France doit aujourd'hui s'imposer, pour que le Sud-Est ne tienne pas à honneur de donner au pays tout entier un grand exemple, comme cela lui est déjà plusieurs fois arrivé.

RAOUL BLANCHARD

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

L'AME EN FOLIE

PIÈCE EN TROIS ACTES

PERSONNAGES

JUSTIN RIOLLE, 55 ans.
MICHEL FLEUTET, 30 ans.
LE CURÉ.
LE MÉDECIN DROMARRE, 45 ans.
BLANCHE RIOLLE, 40 ans.
ROSA ROMANCE.
MÉLANIE.
LE MORT.

ACTE PREMIER

A la campagne, chez Riolle. Vaste salle au rez-de-chaussée, garnie de meubles anciens. Aux murs, plats et assiettes de vieille faïence, quelques portraits de famille. Fenêtres et portes donnant sur un jardin égayé par des fleurs paysannes : roses trémières, dahlias, digitales, pétunias, etc. qui foisonnent le long des allées dans un riant désordre.

SCÈNE PREMIÈRE

JUSTIN, DROMARRE.

D'une porte située au premier plan, sortent Justin et Dromarre le médecin. Ce dernier est un homme robuste, replet, au parler tranquille et facilement ironique, à la physionomie bonasse et rusée. Riolle, plus âgé que lui, a cinquante-cinq ans. Sa personne est soignée, mais on voit que ses vêtements sont de

vieux amis qu'il n'abandonne pas volontiers. Le médecin arrive le premier. A peine entré, il se retourne et lance vers la chambre qu'il vient de quitter, une suprême recommandation.

DROMARRE.

... Bien entendu !... Mangez à votre faim... Pas trop à la fois et souvent...

JUSTIN, *entrant derrière lui et après avoir fermé la porte.*

Vous la trouvez réellement mieux, n'est-ce pas?...

DROMARRE.

Oui, vous aviez vu juste... La voilà hors d'affaire.

JUSTIN.

Rien qu'au son de sa voix, ce matin, lorsqu'elle m'a dit bonjour, j'ai compris qu'elle avait surmonté la crise... J'ai eu beau protester, elle a tenu à se lever et à faire sa toilette pour vous recevoir...

DROMARRE.

Elle a d'étonnantes réserves de vitalité.

JUSTIN.

Il est fort compréhensible qu'une personne qui a vécu paisiblement se soit amassé une petite provision d'énergie.

DROMARRE.

Oui, mais votre femme en a une grosse. Je sais, moi, médecin, dans quel état pitoyable se trouve madame Riolle... Elle a traversé des épreuves capables d'anéantir un colosse. Pourtant ne nous faisons pas d'illusions. Avec un cœur aussi délabré que le sien, il faut prévoir un dénouement brusque.

JUSTIN.

Je m'y attends...

DROMARRE.

Elle partie, vous resterez bien seul dans ce pays perdu.

JUSTIN, *avec insouciance.*

Certainement... Je passerai des semaines entières sans parler.

DROMARRE.

Sans doute, si vous vous obstinez à vivre au fond des bois. Mais vous serez probablement amené à modifier votre genre d'existence... Par exemple un séjour en ville, tous les ans...

JUSTIN, *vivement.*

Je n'en éprouverai pas le besoin... Je suis fait à la solitude...

SCÈNE II

DROMARRE, JUSTIN, BLANCHE,

Par la porte qui a livré passage à Dromarre et Justin, entre Blanche Riolle, femme d'une quarantaine d'années, absolument quelconque. Elle est en camisole blanche et bonnet de nuit.

JUSTIN, *levant les bras au ciel.*

Que vous disais-je, docteur? Pas moyen d'obtenir qu'elle se tienne tranquille ! La voilà qui recommence à trotter partout.

BLANCHE.

C'est qu'aussi le docteur est un fameux homme !... Il y a deux heures, en achevant ma toilette, je me suis laissée tomber sur un fauteuil, n'en pouvant plus !... Mais il est venu, m'a plaisantée sur l'idée que je me faisais d'être malade et mon cœur s'est remis à marcher aussi régulièrement que le tic-tac d'une montre.

DROMARRE, *d'un ton de prestidigitateur débitant un boniment.*

Une porte claque, et le cœur se retourne dans la poitrine... Le cœur, madame, est un organe à lubies. Il ne faut pas le prendre au sérieux.

BLANCHE.

Quand il a ses caprices on n'a pourtant guère envie de rire... Enfin me voici toute remontée et je vais pouvoir jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé chez nous depuis quinze jours que je n'ai pas quitté la chambre... parce que si vous comptez sur Justin pour surveiller les gens...

JUSTIN.

Elle se remet à me bêcher : vous aviez raison, docteur, elle est guérie !

DROMARRE, *avec une emphase voulue.*

Je ne me trompe jamais !...

BLANCHE, *le prenant au sérieux.*

Avant mon mariage, quand je me faisais des compliments pareils, papa disait : « Tu ne te donnes pas de coup de pied dans le derrière ! »

DROMARRE.

A l'époque où je suis venu m'établir ici, j'étais jeune médecin : des diplômes plein mes poches, mais, dans la cervelle, pas une once de sens pratique. Lorsqu'un client venait me consulter, si j'avais le moindre doute sur la nature de son mal, je le lui avouais naïvement et proposais de laisser les symptômes s'affirmer avant de recourir aux drogues. Le patient s'en allait en murmurant : « Ce médecin est un âne !... »

JUSTIN, *riant.*

Et comme il avait raison !... La modestie est une vertu à l'usage du riche : pour le pauvre, elle est une forme du suicide.

DROMARRE.

C'est précisément ce que vous avez eu la bonté de m'expliquer un jour où je me plaignais de ne pas gagner ma vie. Vous avez ajouté : « Chaque fois que vous ne comprendrez rien à une maladie, dites gravement à celui qui en est affligé : — Mon ami, je vois ce que vous avez... Puis griffonnez une ordonnance anodine qui vous procure le temps de réfléchir. » Le conseil était bon, je l'ai suivi et m'en trouve bien.

JUSTIN.

Il est amusant de constater qu'on vous a tenu pour ignorant aussi longtemps que vous avez persisté à n'affirmer que des choses prouvées, ce qui est la marque du vrai savant ; tandis que chacun rend hommage à votre savoir, depuis que vous concluez sans preuves, ce qui est le propre de l'ignorant !...

BLANCHE.

Voyons, tu n'es pas poli !... Traiter monsieur Dromarre d'ignorant !

JUSTIN.

Rassure-toi, je n'insulte pas notre docteur. Je le complimente, au contraire, avec une phrase légèrement embrouillée, je te l'accorde.

BLANCHE.

A la bonne heure ! parce que le premier venu du pays te dira qu'il est très capable et voit du premier coup ce qu'on a.

JUSTIN, *moqueur*.

Merci pour le renseignement !

BLANCHE, *à Dromarre*.

Pourquoi se moque-t-il de moi?

DROMARRE.

Il rit de mes efforts pour être agréable au client.

BLANCHE.

Si vous cherchez à m'être agréable, expliquez donc à mon mari que, pour ma santé, il doit éviter de me contrarier.

DROMARRE.

Bah, une petite plaisanterie comme celle-là...

BLANCHE.

Oh ! qu'il me blague du matin au soir, ça m'est bien égal !

DROMARRE.

Alors que lui reprochez-vous?

BLANCHE.

Nous avons dans la maison un mort...

DROMARRE.

Un mort?... Quelle histoire!... Comment se fait-il qu'on ne m'en ait jamais parlé?

JUSTIN, *riant.*

Oh! ce n'est pas un mort de votre compétence, un mort frais, un mort à honoraires... c'est un vieux squelette qui traîne là-haut, dans l'ancien atelier de mon beau-père... Ma femme, pendant sa maladie, s'est tout à coup mis dans la tête qu'il allait descendre et l'emporter.

BLANCHE.

Si la fièvre me reprenait, ce serait assez de le savoir là, en haut de l'escalier, pour mourir de peur. Et sans Justin qui ne veut pas s'en séparer, il ne serait déjà plus sous mon toit.

JUSTIN, *riant.*

Chasser de chez nous un innocent...

BLANCHE.

Vous l'entendez, docteur!... Chaque fois que je le consulte pour l'arrangement de la maison, il répond que ce n'est pas l'affaire d'un homme... Mais qu'on s'avise de toucher à l'atelier...

DROMARRE, *riant, à Justin.*

Est-ce que vous n'y auriez pas logé votre coffre-fort?...

JUSTIN.

Je tiens à ce que cet appartement ne change pas trop d'aspect parce que j'y retrouve de palpitants souvenirs de jeunesse. J'y suis venu jadis, dans mon uniforme de collégien, très fier à l'idée que j'entrais chez un illustre peintre dont je ne me doutais guère que j'épouserais la fille.

DROMARRE.

Oui, votre beau-père était un grand artiste. J'ai souvent admiré ses tableaux. (*Montrant les toiles accrochées au mur.*) Ceux-ci d'abord, et puis ceux dont vous avez fait cadeau à l'église du village. N'y a-t-il pas une grande composition de lui au musée du Louvre?...

JUSTIN.

Œdipe devant le Sphinx ! Son chef-d'œuvre !... C'était un romantique à tous crins. Dans son atelier, tout a été calculé pour épater le bourgeois. On y admire un crocodile empaillé et une tête de taureau espagnol, pavoisée de rubans multicolores. Dans un coin se dresse un mannequin drapé à l'antique, et, lui tenant compagnie, cet inoffensif squelette...

BLANCHE.

Qui va disparaître si tu tiens à conserver ta femme.

JUSTIN.

Avec des arguments pareils, on se garantit le dernier mot.

BLANCHE.

Me promets-tu qu'il sera parti ce soir?

JUSTIN.

Mon Dieu, voilà trente ans qu'il habite ici, ne peux-tu lui accorder un jour de répit?... Ce n'est pas facile à caser, un squelette !

DROMARRE.

Faites-m'en cadeau... Vous en serez débarrassés et il ne perdra pas son temps chez moi.

JUSTIN.

Quelle idée de vous encombrer de ce pensionnaire embêtant !

DROMARRE, *riant.*

Il sera, dans mon cabinet de consultations, le dépositaire des secrets d'outre-tombe, et, avec lui pour associé, mon savoir brillera d'une auréole mystérieuse.

JUSTIN, *ravi.*

Et pendant que vous direz au client : « Mon ami, je vois ce que vous avez... » Un clin d'œil adressé à votre complice signifiera : « Nous voilà deux pour bluffer... »

BLANCHE.

Les restes d'un homme ne doivent pas servir à vos diableries. Je soupçonne qu'il est venu me tourmenter pour obtenir une sépulture chrétienne et je ne permettrai pas qu'on le range au milieu de vos couteaux, de vos cuvettes et de vos petites seringues.

DROMARRE.

Tant pis pour lui, madame, il se serait parfois amusé chez moi.

BLANCHE.

Laisse-moi faire, Justin, je me charge de le placer dans un endroit dont il ne reviendra pas !...

JUSTIN.

Tu as mes pleins pouvoirs.

DROMARRE, *tirant sa montre.*

Allons, je vous quitte... Il me reste encore pas mal de visites à expédier avant le déjeuner. (*Saluant, et professionnellement cérémonieux.*) Madame, j'ai bien l'honneur !... Dans deux jours je repasserai pour constater que la guérison se maintient.

JUSTIN, *l'accompagnant jusqu'à la porte.*

Je ne vous reconduis pas, docteur...

DROMARRE, *riant.*

Non, puisqu'elle fait des imprudences aussitôt que vous avez le dos tourné. Au revoir... (*Poignées de mains. Il sort.*)

SCÈNE III

JUSTIN, BLANCHE.

BLANCHE.

Faut-il qu'il en ait un aplomb !... Parler de guérison quand il a complimenté le curé du bel enterrement qu'il aura bientôt dans son église : celui de madame Riolle... Il a même ajouté que j'étais un oiseau pour le chat !... Le curé l'a répété à sa bonne et la femme du jardinier me l'a rapporté.

JUSTIN.

Le casuel du curé fait concurrence aux honoraires du docteur, et ce dernier manifeste parfois sa jalousie par des plaisanteries déplacées.

BLANCHE.

Si tu crois que cela m'a été agréable d'entendre dire : « Je ne me trompe jamais.. » à un homme qui se vante que je n'irai pas loin !...

JUSTIN.

Quand on rapproche des mots lâchés à huit jours d'intervalle, on aboutit fatalement à des absurdités.

BLANCHE.

Tiens, je parie qu'au moment où je suis entrée, vous parliez de ma mort !... Va, je sais ce qui m'attend : un de ces jours on me trouvera les quatre fers en l'air sur le plancher.

JUSTIN.

Si tu cèdes à l'obsession de contempler le parquet en te demandant : « Est-ce là qu'on me ramassera?... » Il y a de quoi devenir folle !

BLANCHE.

Tu t'apercevras, au contraire, en causant avec moi, que j'y gagne de la raison. Je me suis sentie toute changée au moment où le curé achevait de me donner l'extrême-onction.

Tu te rappelles qu'il m'a dit de supporter courageusement mes souffrances en expiation de mes péchés...

JUSTIN.

Tu as répondu : « Je fais ce que je peux ! » d'une voix si convaincue, que j'en avais les larmes aux yeux.

BLANCHE.

Le curé est un brave homme, mais pour aller auprès des mourants, il met des souliers qui craquent si fort... Je fermais les yeux pour montrer ma fatigue, si bien que tu as dit : « A présent, laissons-la dormir, monsieur le curé... » et le craquement des souliers s'est éloigné dans la maison. Lorsque j'ai rouvert les yeux, Mélanie remettait tout en place autour de moi. J'étais comme seule. Pourobéi r au curé, j'ai offert à Notre-Seigneur le sacrifice de ma vie... et alors ma vie entière s'est placée devant moi... Ah ! le pauvre rien que c'était !... Joli cadeau à faire au bon Dieu !

JUSTIN.

Nos humbles offrandes ne lui importent guère, ce qu'il regarde, c'est l'intention.

BLANCHE.

On a tout de même son amour-propre et je me demande si les gens qui m'entourent ont un bagage aussi léger que le mien.

JUSTIN.

Lorsque tu te compares... à moi, par exemple, trouves-tu la différence très grande?

BLANCHE.

Franchement, non !... Parle du curé et du docteur !... Ceux-là, au moins, servent à quelque chose... Toi, en fait d'inutilité, tu me vaux...

JUSTIN.

Ainsi, tu épluches ton prochain pour mieux te connaître toi-même ! Où l'esprit philosophique va-t-il se nicher?...

BLANCHE.

J'ai l'esprit que Dieu m'a donné; je ne sais pas s'il est philosophique ou non, mais je veux m'en servir pour régler avec toi une affaire sérieuse.

JUSTIN.

Une affaire?... Non !...

BLANCHE.

J'ai à remplir un devoir de conscience.

JUSTIN.

Voilà qui sent son curé d'une lieue...

BLANCHE.

Oui, justement, le curé... Pendant qu'il me préparait à la mort, il m'a fait promettre que, si je revenais à la santé, j'obtiendrais de toi la rétractation du livre que tu as composé dans le temps sous l'inspiration du démon... J'ai eu beau répondre qu'il n'y a plus que les rats et les souris qui s'occupent de ton livre pour en émietter le papier, il prétend que si tu ne te rétractes pas, tu n'auras pas un enterrement de chrétien.

JUSTIN.

Et que reproche-t-il à ce pauvre bouquin?

BLANCHE.

Tu as écrit, à ce qu'il paraît, que nous descendons du singe, ce qui est une abomination, parce qu'alors il n'y a plus moyen de croire en Dieu.

JUSTIN.

L'imbécile qui t'a soufflé cela se figure donc que Dieu est diminué parce qu'au lieu d'avoir créé l'homme de toutes pièces avec une poignée de limon, il a mis dans une gouttelette de gelée vivante un pouvoir de transformation qui accompagne sa descendance à travers les âges et la conduit par toutes les étapes de l'animalité jusqu'à la destinée humaine... Certes il faut admirer l'intelligence de l'ingénieur qui, monté sur une

barque rapide, va faire sauter un cuirassé en appliquant une torpille contre son flanc. Mais infiniment plus habile est l'ingénieur qui construit une torpille capable de se diriger seule vers le navire ennemi, qu'elle rejoint et fait sauter. Le Dieu de la Bible est au Dieu tel que le conçoit ton curé, ce que le second ingénieur est au premier...

BLANCHE.

Le Dieu de la Bible... Mais c'est le nôtre !... Et il approuverait tes idées?... Je t'assure que le curé ne s'en doute guère...

JUSTIN.

Parce qu'il est un paresseux qui ne se donne pas la peine de remonter aux sources de sa religion. Conseille-lui de relire dans la Bible le récit de la création. Il verra les êtres vivants apparaître sur la terre dans l'ordre même où Darwin, un puissant esprit qui a renouvelé la science moderne, pensait qu'ils se sont succédé. Or Darwin est précisément un de ceux dont je m'honore d'être le disciple...

BLANCHE.

Tu ferais mieux d'être disciple de Jésus-Christ.

JUSTIN.

A Noël, on te montre l'Enfant Jésus dans une étable entre un âne et un bœuf. Si le Christ, qui n'agissait jamais sans motif, a choisi ces humbles témoins de sa naissance, c'était pour établir qu'il acceptait notre humanité avec toute la bassesse de ses origines.

BLANCHE.

J'ai peur que le curé ne soit pas de ton avis.

JUSTIN, *dans une explosion d'ironie rageuse qui s'adresse non au curé mais à son livre.*

Alors c'est moi qui me range à l'avis du curé !... Il dit que j'ai écrit un mauvais livre... Ah! grand Dieu, oui !... Il veut que je le désavoue... De tout cœur !... Exige-t-il que dans

mon testament j'introduise deux lignes vengeresses qui lui donneront satisfaction?... je les écrirai...

BLANCHE.

Je ne m'attendais pas à te trouver si docile.

JUSTIN, *avec une ironie qui le dédommage de tout.*

N'est-ce pas?... (*Il se dirige vers la chambre de Blanche.*)

BLANCHE.

Où vas-tu?

JUSTIN.

Prendre l'air autour de la maison... (*Ouvrant la porte et appelant.*) Mélanie, je sors... ayez soin de Madame...

(*Sans refermer la porte, il gagne celle du jardin par laquelle il sort. Aussitôt arrive Mélanie, tenant à la main une serviette qu'elle est en train d'ourler. Mélanie est une jeune paysanne aux plantureux appats, qui fait, auprès d'une maîtresse pas toujours commode, son apprentissage de servante.*)

SCÈNE IV

BLANCHE, MÉLANIE.

MÉLANIE.

Vous n'êtes pas fatiguée, Madame?

BLANCHE.

Non, je me sens très bien.

MÉLANIE.

Je me disais que vous alliez vous éreinter à force de parler avec Monsieur.

BLANCHE, *ronchonneuse.*

Au lieu d'ourler tes serviettes, tu écoutes... (*Plus doucement.*) Sais-tu si la cuisinière et la fille du jardinier ont fini de pendre la lessive dans le verger?

MÉLANIE, *ingénument insolente.*

Dame non... J'avais le nez sur mes serviettes, et n'ai pas regardé par la fenêtre.

BLANCHE.

Eh bien, regarde, empotée !...

(*Obéissante, Mélanie ouvre la porte-fenêtre et inspecte le jardin.*)

MÉLANIE.

Il y a du linge sur les cordes, entre les pommiers, mais tout n'y est certainement pas.

BLANCHE.

Oh, les traînardes !... Quand je ne suis pas sur leur dos, on peut compter que rien n'avance.

MÉLANIE, *qui, debout sur le pas de la porte, n'a pas cessé d'interroger l'horizon.*

Oh, madame ! un jeune homme se promène dans le jardin.

BLANCHE.

Quel jeune homme?

MÉLANIE.

Un vrai monsieur !... Et puis c'est qu'il vous a un chic !... Bon, il s'arrête et se demande par où passer... Ah ! Ah ! je crois qu'il me voit... Pour le coup il se décide... Il vient, Madame !... Il vient !...

BLANCHE.

Ah, mon Dieu ! il va me trouver en camisole...

MÉLANIE, *les regards abaissés sur la médiocrité de sa propre mise.*

Moi aussi, je suis fichue comme quatre sous !

(*Ce disant, elle recule dans l'appartement et Michel Fleutet se présente à la porte. C'est un homme de trente ans, prodigieusement beau, foncièrement élégant, et malgré ces dons dangereux, sa physionomie annonce une intelligence développée.*)

SCÈNE V

BLANCHE, MÉLANIE, MICHEL.

MICHEL, *saluant avec une distinction parfaite.*

Pardon, madame, suis-je bien ici chez monsieur Riolle?

BLANCHE, *partagée entre son admiration pour la belle prestance de l'étranger, et sa méfiance envers un inconnu.*

Mais oui, monsieur... Mon mari sort à l'instant... Et puis, une autre fois, n'oubliez pas qu'on entre par la cour. Ce jardin n'est pas public.

MICHEL, *du ton d'un homme dont le souffle balaie tous les obstacles.*

Permettez-moi de me présenter moi-même : Michel Fleutet.

BLANCHE, *sèchement.*

Rien à faire ici pour vous : mon mari ne boit que de l'eau, et moi, avec une bouteille de vin, j'en ai pour une semaine.

MICHEL, *souriant.*

Vous vous méprencz, madame, sur l'objet de ma visite... Sans doute avez-vous mal entendu mon nom : Michel Fleutet, le littérateur... (*Silence embarrassé.*) Les journaux parlent souvent de moi.

BLANCHE.

Je suis à peine guérie d'une maladie pendant laquelle on me défendait de lire... Du reste, même en bonne santé, je n'ai pas de temps à gaspiller sur les journaux... Je n'est pas comme mon mari... (*A Mélanie.*) Tâche donc de le rattraper, il ne peut pas encore être loin...

MÉLANIE.

Oui, Madame. (*Elle disparaît rapidement dans le jardin.*)

MICHEL.

J'ai à m'excuser doublement de vous déranger, puisque vous êtes convalescente.

BLANCHE, *avec un rien de minauderie.*

Vous êtes bien aimable, monsieur... On a si rarement l'occasion de voir du monde, on n'est tout de même pas fâché de recevoir un peu de visite...

MICHEL.

En effet, votre campagne est loin du village, et assez difficile à découvrir pour les étrangers.

BLANCHE.

Aussi nous ne recevons guère que le docteur, le curé, le percepteur... Mon mari s'amuse d'un tas de niaiseries et moi, j'ai de l'occupation par-dessus la tête avec la maison qui est énorme sans en avoir l'air.

MICHEL.

Vraiment, toujours seule dans cette grande bâtisse?.. Pas une amie, pas une parente?...

BLANCHE.

En fait de parentes, nous en avons bien une qui devrait quelquefois me tenir compagnie, car j'ai été pour elle une mère bien qu'elle ne soit que ma nièce, mais elle demeure à Paris et ne pense guère à nous. (*Entre Justin.*)

SCÈNE VI

BLANCHE, MICHEL, JUSTIN.

JUSTIN.

On me demande?... (*Apercevant Michel.*) C'est vous, monsieur? Ayez l'obligeance de me dire à qui j'ai l'honneur de parler : Mélanie n'a pas pu se rappeler votre nom.

MICHEL, *avec modestie.*

Michel Fleutet.

JUSTIN.

Fleutet le célèbre?

MICHEL, *avec un détachement de bon goût.*

Mais oui, monsieur.

JUSTIN.

Très honoré de votre présence chez moi... (*A Blanche.*) Imagine-toi que monsieur Fleutet est à la fois auteur dramatique et comédien de premier ordre... Il écrit des pièces que j'ai lues, que je trouve délicieuses et qui, paraît-il, sont encore plus charmantes lorsque c'est lui qui les joue. Il est l'enfant gâté des Parisiens... des Parisiennes surtout, à en croire les allusions des journaux.

BLANCHE, *riant.*

Si tu avais vu ma tête quand monsieur m'a dit que son nom traînait dans les journaux, et la sienne quand il a reconnu que ce renseignement ne m'apprenait rien !

JUSTIN.

Enfin, c'était, entre monsieur et toi, l'entente parfaite ! (*A Michel.*) Quel heureux hasard vous amène, à cent lieues de Paris, chez un bonhomme insignifiant?

MICHEL.

Le désir de rendre hommage à ce bonhomme que j'admire beaucoup.

JUSTIN.

On n'admire pas un inconnu.

MICHEL.

Vous n'en êtes pas un pour moi... Je sais qu'après avoir habité Paris et fortement goûté les douceurs de la civilisation, vous vous êtes fatigué de la société des hommes et lui préférez maintenant celle des bêtes. Établi à la lisière d'une vaste forêt peuplée de fauves, vous menez la plus pittoresque des existences, celle d'un berger dont le troupeau serait composé de cerfs et de sangliers... Vous assistez à leurs ébats, vous êtes leur ange gardien... De temps en temps, le propriétaire de la forêt, qui les entretient à grands frais, organise des chasses... Ce sont pour vous des jours de deuil... On massacre vos amis... Les coups de fusil qui retentissent au loin vous percent le cœur... Vous faites des vœux pour qu'ils manquent leur but... Vous prenez parti pour les bêtes contre les hommes...

JUSTIN, *rectifiant.*

Par intérêt pour les hommes... Je demande à la psychologie des animaux de me ramener aux fondements de la psychologie humaine, de même qu'un amateur de peinture confronte un tableau de maître avec son humble esquisse, pour démêler, sous la magie des couleurs et la profusion des détails, les purs contours du dessin primitif.

MICHEL.

C'est ainsi que j'interprétais votre apparente misanthropie.

JUSTIN.

Qui diable vous a révélé tant de choses sur mon compte?

MICHEL.

Vous-même, dans un livre infiniment original : *l'Ame en folie.*

JUSTIN.

Par quel miracle est-il tombé entre vos mains? Publié à peu d'exemplaires, il est introuvable.

MICHEL.

Il m'a été prêté par votre nièce, Rosa Romance.

JUSTIN, *riant.*

Et c'est elle, bien plutôt que mon livre, qui vous a livré les secrets de ma vie !... Comment n'y avais-je pas songé?... Vous êtes entré au Théâtre-Français en qualité de pensionnaire pour y interpréter une de vos comédies dans laquelle Rosa joue à vos côtés...

MICHEL, *rectifiant.*

Elle jouait !... Hier on donnait ma pièce en matinée... Rosa n'est pas venue... L'administrateur de la Comédie-Française a reçu d'elle un billet disant qu'elle partait pour un long voyage. Jugez quel désastre !... Sa désertion met le théâtre dans le plus grand embarras... Abandonner ainsi une pièce en plein succès !... Laisser dans le pétrin son auteur, un camarade !

JUSTIN.

Avouez-le, vous êtes à sa recherche et vous espériez la retrouver chez moi... Eh bien, la pauvre enfant n'a pas donné signe de vie... C'est très inquiétant !

MICHEL.

Rassurez-vous... J'ai obtenu de son personnel une indication précise : ses lettres doivent la suivre ici même... Vous ne tarderez pas à la voir arriver...

JUSTIN.

Dans ce cas, vous n'avez qu'une chose à faire, devenir notre hôte et l'attendre... J'en serai très heureux...

MICHEL.

J'accepte avec joie... Mon auto est restée sur la route, au bout du jardin. Oserais-je vous prier de faire dire à mon chauffeur où il pourrait loger avec sa machine?

JUSTIN.

On va lui montrer le chemin de la cour. Nous avons une chambre pour lui et une remise pour sa machine. (*Il sort.*)

SCÈNE VII

BLANCHE, MICHEL.

BLANCHE, *avec un sourire indulgent.*

Dites donc, vous vous entendez à mettre dedans un brave homme !... Raconter que vous venez faire connaissance de mon mari quand vous courez après une femme....

MICHEL.

Cela ne m'empêche pas d'être ému en présence de monsieur Riolle que je considère comme un grand écrivain...

BLANCHE.

Aussi grand que vous?...

MICHEL.

Bien plus grand ! (*Riant.*) Rien ne m'empêche de le proclamer, car nous ne travaillons pas dans la même partie.

BLANCHE.

Pour votre récompense, je vais vous faire cadeau de son livre... (*Réfléchissant.*) Il me semble bien l'avoir vu là dedans. (*Elle montre une armoire, qu'elle ouvre, et bouscule une pile de livres en examinant les titres.*) *L'Ame en folie* !... Voilà l'af-

faire !... (*Elle s'empare du volume; d'un coup de son mouchoir, enlève la poussière dont il est couvert et le tend à Michel.*) Tenez, je vous le donne !...

MICHEL.

J'accepte avec joie !... C'est une rareté sans pareille !... (*Il le met dans sa poche.*)

BLANCHE, *sans la moindre ironie.*

Il nous en reste cinq cents au grenier.

SCÈNE VIII

BLANCHE, MICHEL, ROSA, JUSTIN.

JUSTIN, *ouvrant la porte et s'effaçant pour laisser passer une jeune femme.*

Voici l'étoile filante !... (*Poussant Rosa vers Blanche.*) L'aurais-tu reconnue, dis-moi?

BLANCHE.

Mademoiselle, est-ce que?... (*A Justin.*) C'est donc Rosa?

JUSTIN.

Eh oui, sacrebleu ! Rosa !... Embrassez-vous donc !...

BLANCHE, *après l'avoir embrassée avec dignité, reculant pour mieux la contempler.*

Tout de même, oui, je retrouve peu à peu la petite Rosa !... Décidément c'est elle !...

ROSA, *riant.*

Avec un peu moins de cervelle dans la tête...

BLANCHE, *poursuivant son examen.*

Seulement tu as grandi.

JUSTIN.

Sa tête est un ballon qui monte à mesure qu'il est plus léger...

ROSA, *à Justin.*

Un qui ne change pas, c'est vous... Pas pris un jour !...

JUSTIN.

Mes jours se succèdent tellement pareils : je fais comme eux !... Je t'ai annoncé une surprise... (*Montrant Michel.*) Qu'en dis-tu?...

ROSA, *à Michel.*

Vous !... Pour un coup de théâtre, c'en est un !... Dans vos drames vous ne trouverez jamais mieux !... Arriver avant moi !... Mes compliments !...

MICHEL.

Adressez-les à mon chauffeur qui va comme la foudre.

JUSTIN.

Rosa choisit des moyens de locomotion moins fulgurants... J'étais dans la cour à donner des ordres, quand j'ai vu s'arrêter devant la porte la patache d'un petit loueur, qui, dans le pays, tient le record de chevaux borgnes et boiteux... De ce piètre équipage sort une voix : « Oncle, c'est moi, Rosa !... » et puis cette jeune femme bondit sur moi... je suis embrassé, encore embrassé...

BLANCHE.

Voyez-moi cette beauté, cette fraîcheur !...

JUSTIN.

Oui, sa nuit en chemin de fer ne l'a pas beaucoup éprouvée...

ROSA.

Cependant jamais nuit ne m'a paru plus assommante... Des tourments intimes ont fini par me rendre incapable de paraître devant le public. Alors j'ai pris le parti de me sauver comme une voleuse... En une demi-heure mon bagage s'est

trouvé prêt. Lorsque la femme de chambre m'a demandé où il fallait adresser mes lettres, tout naturellement le nom de l'oncle Riolle est sorti de ma bouche... Mon cœur me ramenait ici...

BLANCHE.

Oui, parce que la vie n'était plus possible ailleurs... Rester sans nous écrire pendant cinq ou six ans !

JUSTIN.

Laisse ronchonner ta tante !... Tu es la première de nos actrices, pour en arriver là en si peu d'années tu as dû trimer ferme et sans perdre de temps à écrire des lettres...

ROSA.

C'est qu'aussi vous n'encouragiez guère mes tentatives épistolaires. Lorsque à ma sortie du Conservatoire j'ai eu à la fois les premiers prix de comédie et de tragédie, je vous l'ai annoncé en mettant, pour ainsi dire, à vos pieds le peu que j'étais, mais ce peu me paraissait alors digne des dieux. Vous m'avez répondu comme à une gamine de cinq ans qui a récité sans faute sa table de multiplication. Pour mes débuts au Théâtre-Français, j'attendais un mot... Ah ! ouiche !...

BLANCHE.

As-tu bientôt fini avec tes reproches?... Ton oncle a fait le voyage de Paris exprès pour assister à la cérémonie.

ROSA, *sautant au cou de Justin.*

C'est vrai?... Vous étiez là?... (*Elle l'embrasse tendrement. A Blanche.*) Et au retour qu'a-t-il dit?... Était-il content?

BLANCHE.

Plus que content... Il jurait que tu étais une nouvelle... aïe, comment donc?... un nom de l'histoire sainte...

MICHEL.

Sarah !...

BLANCHE, *que ce prodige de perspicacité remplit d'admiration.*

Eh bien, mais... du premier coup vous y êtes !... Oui... Sarah !...

ROSA, *secouant Justin par les deux revers de sa veste.*

Il était là, le monstre, et il a eu le courage de reprendre le train sans m'avoir embrassée !...

JUSTIN.

Tout Paris se pressait autour de toi... J'ai préféré revenir ici où m'attendait le souvenir de la petite élève que j'ai préparée à devenir une grande artiste.

ROSA.

Lorsque tout à l'heure ma voiture a fait halte devant la maison, j'ai levé les yeux avec attendrissement vers la fenêtre de notre salle d'études. Elle se trouvait au-dessus de la cuisine. Des odeurs prophétiques venaient me distraire. J'interrompais la récitation du songe d'Athalie pour vous dire : « Nous aurons du civet de lièvre à déjeuner... » Du reste, vous n'abusiez pas de ma bonne volonté. Deux heures de classe le matin, deux heures l'après-midi, c'était votre tarif.

JUSTIN.

Tu comptes donc pour rien nos longues promenades?

ROSA.

Nos promenades?:... Mais c'était la récréation joyeuse !

JUSTIN.

C'était encore le travail !... Je prenais un intérêt passionné à t'ouvrir l'esprit. Avant tout, je cherchais à te mettre en communion avec la nature. Auprès de moi tu as appris à ne pas regarder une rose comme un objet charmant, mais à la considérer comme ta sœur en éclat et en beauté.

ROSA.

Quand nous sortions de grand matin, à peine au milieu des champs, vous m'arrêtiez en clignant de l'œil : « Hein, petite

Rosa, qu'il fait bon vivre !... Vois, le moindre brin d'herbe tremble de bonheur sous la goutte de rosée qui le rafraîchit... Lève le nez en l'air... Est-ce que dans l'espace les rayons ne vibrent pas avec des lueurs aiguës comme des flèches joÿeusement pressées de nous apporter la fécondité du soleil?... » Et vous ajoutiez en vous frottant les mains : « Oui, ce sont encore elles les flèches d'or d'Apollon. »

JUSTIN.

Ah ! Ah ! Tu as retenu cela?... Les flèches d'or d'Apollon... Ces anciens, comme en trois mots ils savaient concentrer une grande idée : Apollon, père des Muses, se révélant aux humains par la même chaude lumière qui fait germer les semences, n'est-il pas un magnifique symbole de l'art égalant la nature dans la création de la vie?... Quant tu joues devant ton public du Théâtre-Français, j'espère bien que tu les lui envoies en pleine figure, les flèches d'Apollon et avec elles un peu de cette joie de vivre que nous respirions à la lisière des bois. Et tu prétends, lorsqu'on s'en allait faire l'école buissonnière, nous deux, qu'on ne travaillait pas?

ROSA.

C'était mieux que du travail, je le sens à l'émotion qui me prend en vous écoutant. Et croyez bien une chose : les forêts, les prairies, les moissons qui buvaient autour de nous la lumière du soleil et le soleil lui-même, ne dégageaient pas autant de joyeuse énergie que vous, cher petit oncle... Mais comment une gosse aurait-elle pu se rendre compte de ce qu'elle éprouvait?... Je me contentais de vous suivre avec ravissement de merveille en merveille... Vous m'expliquiez tout : les fourmis, les abeilles, les champignons, les fougères, la vie des grands animaux qu'on entrevoit les soirs d'été, lorsqu'il fait déjà sombre, en train de dévaster les blés le long de la forêt...

BLANCHE.

On dirait vraiment que tu ne parlais qu'à ton oncle. Tu oublies que ton plus grand plaisir était de m'accompagner à la basse-cour.

ROSA, *avec une indulgente amabilité.*

Pour traire les vaches et ramasser les œufs... On allait aussi manger des fraises au potager.

BLANCHE.

Le potager, tu en trouvais bien le chemin sans moi et tu en rapportais des indigestions de mirabelles...

ROSA.

Une fois, tante, une seule fois j'ai été malade, et quelle affaire !... Au bout de quinze ans vous me le reprochez encore !... Ah! il ne faisait pas bon mériter votre blâme... Cela se traduisait... Montrez vos mains...

BLANCHE, *montrant ses mains.*

Qu'est-ce qu'elles ont de remarquable?

ROSA, *prenant une des mains.*

Cette bague!... Ah! la mâtine!,... Je garde contre elle une fameuse dent !... L'oncle en la rapportant de la ville pour vous la donner m'avait appris que cette pierre était une topaze brûlée... Le lendemain vous m'appelez pour contempler la merveille : « Tiens, Rosa, voilà ce qu'on appelle une topaze... » Moi, sans malice, je rectifie : « Oui, une topaze brûlée... » Le mot était à peine lâché que cette main m'appliquait une gifle magistrale.

BLANCHE.

Est-ce que je pouvais savoir qu'une topaze brûlée n'est pas une marchandise avariée?... J'ai cru que tu t'ingéniais à dire quelque chose de désagréable, et je n'aime pas cela chez les enfants...

ROSA.

Chère tante, je te rappelle ce souvenir un peu cuisant, non pour me moquer, mais pour m'attendrir, et ce modeste caillou me paraît plus beau que tous les diamants de la couronne.

BLANCHE.

Eh bien, tu l'auras après moi, et si tu es venue pour t'attendrir sur des vieilleries, tu trouveras dans la maison de quoi t'occuper... De la cave au grenier tout est resté pareil.

ROSA.

Alors l'atelier du grand-père existe toujours?

BLANCHE.

C'est justement l'endroit où je ne t'ai jamais menée.

ROSA.

Oui, mais l'oncle m'y conduisait en grand mystère.

BLANCHE.

Naturellement!... S'il y a une sottise à faire, l'oncle...

MICHEL.

Qu'est-ce que cet atelier renferme de si terrible, pour qu'il soit imprudent de le montrer aux enfants ?

ROSA.

Un squelette...

MICHEL.

Un vrai?...

ROSA.

Oui, et c'est un squelette qui parle !...

BLANCHE, *très émue.*

Sérieusement, Rosa, finis cette plaisanterie... Nous savons très bien que ce mort ne parle pas... S'il t'avait dit un seul mot, tu serais allée achever tes jours dans un couvent.

ROSA.

Tante, je ne me figurais pas que mon innocente plaisanterie vous mettrait dans un tel émoi. J'ai simplement voulu dire que le squelette résumait à mes yeux l'influence que 'atelier a eu sur mon avenir. Là-haut, dans l'étrangeté d'un

décor aux vives couleurs, l'âme d'artiste que votre père, sans doute, m'avait léguée, s'éveillait. Aussi, lorsqu'un beau jour l'oncle s'est aperçu que ses leçons ne m'apprenaient plus rien et m'a expédiée à Paris pour y compléter mon éducation, n'ai-je pas hésité sur le choix d'une carrière, et entre mes mains la palette du grand-père est devenue l'éventail de Célimène.

BLANCHE.

Dame, ton oncle a eu le bon sens de comprendre que ce ne sont pas les flèches d'Apollon qui t'auraient fait une dot, bien qu'elles étaient en or. Enfin tu as choisi le métier qui t'allait et tu gagnes gros, par conséquent on ne peut pas dire que tu aies mal tourné.

ROSA, *riant.*

Cet éloge, dans votre bouche, prend une grâce particulière.

BLANCHE.

Bien sûr qu'il ne vaut pas les compliments auxquels tu es habituée. Au moins il est solide !... Et maintenant, je vais faire un tour dans la maison et voir comment j'installerai tout ce beau monde. A bientôt... (*Elle sort.*)

SCÈNE IX

MICHEL, ROSA, JUSTIN.

ROSA, *à Michel.*

Êtes-vous curieux de savoir pourquoi mon oncle m'a fait décamper d'ici sans tambour ni trompette?... Depuis un quart d'heure la langue me démange de le dire, mais ma tante restera toute sa vie trop jeune pour entendre certaines choses... (*Montrant Justin.*) Un beau jour, il s'est aperçu que j'étais amoureuse de lui.

JUSTIN.

C'est pourtant vrai, monsieur ! Qu'en dites-vous? S'amouracher d'un homme déjà sur son déclin...

ROSA, *riant.*

Et qui était pour moi presque un père... Je n'avais d'ailleurs pas conscience de cette abomination. J'ai découvert que mon passé renfermait ce premier amour lorsqu'une seconde passion m'a ouvert les yeux... Je venais d'entrer au Conservatoire...

JUSTIN, *interrompant.*

Je t'en prie, ma petite, épargne-moi toute allusion aux faiblesses de ta vie d'artiste... Tu me reprochais de ne pas être allé me jeter dans tes bras le soir de tes débuts au Théâtre-Français : eh bien, ce qui m'en a empêché, c'est que, précisément, j'ai réfléchi qu'il valait mieux rentrer chez moi sans approcher ce qui, de loin, semblait si brillant... J'ai eu peur des surprises qui m'attendaient chez l'enfant que j'ai élevée... Que veux-tu?... Je suis un provincial... un bourgeois...

MICHEL, *avec une réconfortante ironie.*

On s'en aperçoit en lisant *l'Ame en folie* !

JUSTIN.

Devant mon encrier, mes préjugés s'évanouissent; en présence de ma nièce, ils me tiennent à la gorge.

ROSA.

Calmez-les en leur apprenant que votre nièce est ridiculement sage pour une actrice. Songez aux tentations qu'il m'a fallu vaincre avant de parvenir au premier rang... Je m'en tire avec un amant, un seul, auquel je reste obstinément fidèle...

JUSTIN, *ironiquement.*

Mes compliments !... Ta vertu de théâtre est presque de la vertu tout court !... Je ne suis pas bourgeois au point de l'ignorer... Mais, si je sais compter, l'unique amant auquel

tu es obstinément fidèle, et puis l'autre, celui du Conservatoire... Cela fait deux amants?...

ROSA.

Non, mon oncle ! Les deux ne font qu'un... L'aventure du Conservatoire, que vous ne m'avez pas permis de raconter, allait vous l'apprendre... Nous nous réunissions souvent le soir, chez un de nos camarades dont l'appartement consistait en un vaste atelier où nous pouvions jouer la comédie. Là je rencontrais un jeune homme, cousin de notre camarade, et plus âgé que lui... Son nom ne doit pas vous êtes inconnu... Léon Fumée...

JUSTIN.

L'auteur des romans sociaux que tout le monde admire?

ROSA.

Oui, parfaitement... Il avait déjà publié ses essais de critique psychologique qui laissaient prévoir sa glorieuse carrière...

JUSTIN.

Et il cabotinait avec vous?... Je ne me représente pas ce profond penseur déclamant des tirades enflammées aux pieds d'une ingénue...

ROSA.

Il assistait à nos répétitions en simple curieux. S'il y a un homme qui ne soit pas construit pour la scène, c'est bien lui... Il est petit, sa voix est sourde, sa physionomie plutôt triste...

JUSTIN, *ironiquement.*

Au moins tu as de la suite dans les idées !... Après avoir placé ton idéal dans un philosophe décati, tu devais t'éprendre du chétif individu que tu décris...

ROSA.

Cet individu disgracié est un grand homme !... Grand par l'intelligence... grand par le caractère... J'ai ce bonheur

qu'il m'est profondément attaché depuis nos premières entrevues... Son âme a eu sur le développement de la mienne une prodigieuse influence. Il m'a sauvée des périls sans nombre qui guettent une jeune femme dans le milieu perfide où je vis...

JUSTIN.

Et il est cet amant que tu n'as jamais trompé?

ROSA.

Oui...

JUSTIN, *à Michel.*

Vous étiez au courant de cette liaison?

MICHEL, *souriant.*

Je ne serais pas de Paris si je l'ignorais...

JUSTIN.

Évidemment... Excusez ma naïveté de campagnard... (*A Rosa.*) Et maintenant, veux-tu m'expliquer pourquoi tu as tout planté là : une piéce en plein succès, un public dont tu es l'idole, (*Montrant Michel.*) et cet auteur affolé qui parcourt le monde à ta poursuite?...

ROSA.

J'ai pris la fuite pour ne pas tromper mon ami avec un persécuteur trop séduisant auprès duquel le devoir professionnel m'obligeait à vivre.

JUSTIN.

Alors auteur ou comédien?

ROSA, *souriant.*

Vous l'avez dit!... Ces gens-là sont les fléaux des actrices!

JUSTIN, *dont l'œil pétille de malice.*

Vieux, sans doute?

ROSA, *étonnée.*

Mais non, il a trente ans...

JUSTIN.

Avoue au moins qu'il est bossu ou boiteux... sans cela je retire le compliment que je faisais en disant que tu as de la suite dans les idées...

ROSA.

Oncle, vous êtes un ingrat !... Une erreur de jeunesse qui a consisté à trop vous aimer ne mérite pas vos quolibets.

JUSTIN, *riant.*

Ils prouvent mon désintéressement, puisque je m'indigne de ce que la nature soit lésée à mon profit.

ROSA.

Eh bien, cette fois, la nature n'a pas à se voiler la face... Celui dont je redoute le charme est vraiment beau...

JUSTIN, *avec l'accent du triomphe.*

Ah ! Ah !

ROSA.

Et je vous assure que j'ai fait preuve de volonté en lui résistant...

JUSTIN.

Résister en se sauvant est d'un héroïsme contestable, car la fuite n'exclut pas la poursuite... la provoque même quelquefois. Si du moins Léon Fumée était du voyage...

ROSA, *se frappant le front.*

Grand Dieu ! dans ma précipitation, je n'ai même pas pensé à le prévenir...

MICHEL.

Il accourait chez vous, comme j'en sortais... Il venait du théâtre, où il avait appris votre désertion...

ROSA.

Chez moi, on lui aura donné mon adresse, puisqu'on vous l'a donnée...

MICHEL.

Je me suis permis de recommander à vos gens, soi-disant de votre part, de ne la donner à personne, pas même à lui... Ignorant pourquoi vous étiez partie, j'ai cru remplir vos intentions...

ROSA, *avec une pointe d'ironie.*

Bien obligée !

JUSTIN.

Monsieur a voulu se réserver la gloire de te ramener à Paris où sa pièce reste en panne. N'ayant pas le droit de m'opposer à ce qu'il essaye de te fléchir, je vous laisse délibérer...

ROSA.

Je ne déciderai rien sans vous avoir demandé conseil.

JUSTIN.

Eh ! quel diable de conseil peut-on donner, quand il y a autant de pour que de contre... (*Il sort.*)

SCÈNE X

ROSA, MICHEL.

MICHEL, *à Rosa, partagé entre la colère et la joie du triomphe.*

Vous m'avez joué un joli tour !...

ROSA.

Vous me le rendez bien.

MICHEL.

Vous m'aviez tout promis.

ROSA.

Je m'en repentais cinq minutes après... Lorsque vous vous mettez à me harceler avec des yeux qui mendient et que vous abusez lâchement des circonstances, je perds la boule... Quand on en est là, il faut sauter le pas ou boucler sa malle et filer.

MICHEL.

En filant, vous flanquiez ma pièce à l'eau !... un jour où nous faisions neuf mille de recette !...

ROSA.

Qu'a-t-on donné pour boucher le trou?...

MICHEL.

Le Cid !... On a fait quatre mille cinq...

ROSA.

Corneille, qui savait se contenter de peu, a dû se réjouir...

MICHEL.

Corneille n'a pas de loyer à payer... On augmente le mien !...

ROSA.

Réduire notre aventure à une question d'argent, trouvez-vous cela bien élégant?

MICHEL, *avec empressement.*

Vous avez mille fois raison, je n'ai pas couru après vous pour citer des chiffres... Retournons à Paris et soyez à moi !...

ROSA.

Non !...

MICHEL.

Alors soyez à moi et retournons à Paris...

ROSA.

J'ai dit non.

MICHEL, *riant.*

Sans vous apercevoir peut-être, qu'il y avait un monde entre la seconde proposition et la première?

ROSA.

Pour l'une et pour l'autre, c'est non et non!

MICHEL.

Alors?

ROSA.

Quoi?...

MICHEL.

Que décidons-nous?

ROSA.

Ma résolution est prise... Je suis ici chez moi... J'y reste...

MICHEL.

En ce cas, moi aussi. J'adore la campagne... Je m'y installe...

ROSA.

Si l'on vous invite... Mon oncle...

MICHEL.

Quel original !...

ROSA.

Fin comme il est, et après mes confidences...

MICHEL.

Au fait, oui, pourquoi ce luxe de détails ?...

ROSA.

Précisément pour lui enlever toute incertitude sur le véritable but de votre voyage... J'espérais qu'il vous mettrait à la porte...

MICHEL.

Ce vœu charitable n'a pas été exaucé : il a été charmant !...

ROSA.

En concluez-vous qu'il va vous convier à passer des mois, des années peut-être, sous son toit?...

MICHEL.

Je n'en serais pas surpris... Malgré ses airs pudibonds, le vieux bourgeois s'amuse énormément de notre escapade... Cela le change des amours des fauves...

ROSA.

C'est au contraire le plaisir de constater que sa nièce penche enfin vers une façon d'aimer moins intellectuelle, qui nous vaut son indulgence...

MICHEL, *riant.*

Eh bien, soyons sous ses yeux deux bêtes qui font l'amour, et, au nom du ciel, qu'il nous fiche la paix !...

ROSA.

Vous oubliez la tante !... Pensez-vous qu'elle tolérerait un pareil spectacle?... Elle n'est ni philosophe, ni bâtisseuse de théories... Je me rappelle dans quelle fureur la mettait la moindre apparence de scandale parmi ses subordonnés... Vous verrez ce qu'au premier soupçon elle fera de vous... (*Entre Blanche.*)

SCÈNE XI

ROSA, MICHEL, BLANCHE.

BLANCHE, *qui a retiré son bonnet et remplacé sa camisole par sa plus belle blouse.*

J'arrive peut-être un peu tôt?...

ROSA.

Comment donc?... Vous arrivez très à propos...

BLANCHE.

Si je vous dérange, renvoyez-moi sans vous gêner !...

ROSA.

Nous sommes enchantés de vous voir...

BLANCHE, *aimablement.*

Va, ne te fatigue pas à me servir des politesses... J'ai mon idée sur vous deux...

ROSA.

A-t-on jamais vu !... Quelle tante !... Pas moyen de lui rien cacher !... (*Elle l'embrasse.*)

BLANCHE.

C'est bon... Câline-moi tant que tu voudras, mais ne me raconte pas que tu as fait le voyage exprès pour m'embrasser...

ROSA.

On dirait vraiment que vous seriez fâchée qu'il en fût ainsi !...

BLANCHE.

Oui, justement, j'en serais désolée !... parce que, vois-tu, je viens d'être bien malade et lorsque tu nous es tombée du ciel après des années d'absence, j'ai d'abord cru que Justin t'avait téléphoné d'accourir, sous un prétexte quelconque, pour assister à mes derniers moments... et dame, tu comprends, une idée pareille donne froid !... Mais je n'ai eu qu'à regarder ta mine lorsque tu as découvert que monsieur t'attendait chez nous pour être rassurée.

ROSA.

Ah! pauvre tante !... Comment, vous étiez si malade et on ne m'appelait pas !

BLANCHE.

Oui, le curé est venu m'administrer, et Mélanie, notre servante, avait déjà préparé en cachette la tasse d'eau bénite où trempe une branche de buis. pour la mettre sur la table

de nuit à côté de mon corps... J'observais cela du coin de l'œil...

ROSA.

Êtes-vous bien guérie, au moins?

BLANCHE.

Je me sens assez vaillante... C'est le cœur qui ne va pas!... Notre docteur prédit, à qui veut l'entendre, qu'un beau matin il s'arrêtera net!... Je me demande si le bon Dieu ne t'a pas conduite ici pour me fermer les yeux... Dis-moi la vérité... Vas-tu encore à la messe?

ROSA.

Je n'en ai guère le temps...

BLANCHE.

Plus jamais!... Je m'en doutais... Dieu ne cherche peut-être qu'une occasion de te ramener à lui... Voir mourir, est excellent pour cela...

ROSA.

S'imaginer que Dieu m'amène pour vous enterrer dans les vingt-quatre heures!... Non, vraiment, c'est fou!... (*Entre Mélanie apportant sur un plateau tout un régal champêtre. Lait, tartes, fruits, etc.*)

SCÈNE XII

ROSA, MICHEL, BLANCHE, MÉLANIE.

BLANCHE, *avec étonnement.*

Qu'apportez-vous là, Mélanie?

MÉLANIE.

Monsieur m'a dit de préparer un goûter... Le déjeuner est encore loin pour les voyageurs...

BLANCHE.

Est-ce qu'il ne vient pas goûter avec nous?...

MÉLANIE.

Non... Monsieur parlait de m'envoyer chez le boucher, alors le chauffeur lui a proposé de le conduire jusqu'au village et ils sont partis...

BLANCHE, *sévèrement.*

Il prendra trois fois plus de viande qu'il ne faut... (*Avec un noble détachement.*) Mais cela ne fait rien : trop n'est pas trop quand la maison est pleine !

ROSA, *ironiquement à Michel.*

Voilà des préparatifs de bon augure pour vous qui adorez les longs séjours à la campagne.

MICHEL.

Je suis confus de tant de prévenances !

(*A suivre.*)

FRANÇOIS DE CUREL

L'AUTRE GUERRE

« Protéger la France contre les fléaux mortels... »

E. LAVISSE

Aux nouveaux élus.

La période électorale est close : la France a choisi les maîtres de son avenir. Quelle angoisse n'eût pas étreint en mai 1914 le cœur du voyant qui, certain de la guerre imminente, eût lu les programmes des candidats ! Comment se défendre aujourd'hui de pareille angoisse, alors qu'une autre guerre reste à mener, aussi redoutable pour la France que celle qui finit, la guerre contre les ennemis intérieurs : dépopulation, alcoolisme, tuberculose, syphilis ? La France y périra si ses nouveaux élus ne comprennent la grandeur du péril, ne lui donnent le moyen d'y faire face.

Or, lisez les professions de foi des candidats et voyez où et comment les questions d'hygiène sociale y sont traitées. Sans doute est-ce déjà un progrès qu'elles l'y soient, car, en cherchant bien, vous trouverez mentionnée, en quelques mots, à la fin de la plupart des programmes, la lutte contre la dépopulation, la tuberculose, l'alcoolisme, le taudis... — parents pauvres qu'on n'a pas pu ne pas inviter à la réception parce qu'on sait trop qu'ils existent, mais qu'on laisse dans un coin. Et c'est avec cette insuffisance de connaissances, d'idées, de méthodes précises sur les problèmes qui priment tous les autres, puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, de savoir si la France

vivra, que les candidats ont obtenu nos suffrages... Mais alors la France est perdue !

Ils ne savent donc pas l'étendue du mal ; ils ignorent donc qu'un Français meurt de la tuberculose toutes les six minutes, alors que la tuberculose est une maladie évitable et guérissable ; qu'il n'y a en France que 3 millions de garçons de neuf à douze ans et que l'Allemagne en a 11 ; que 90 000 enfants de moins d'un an meurent tous les ans, sur lesquels 40 000 pourraient être sauvés de la gastro-entérite, maladie évitable et guérissable. Ils ne savent donc pas le nombre des pas logés et des mal logés, clients obligatoires des cabarets ; le nombre des victimes de la syphilis, maladie évitable et guérissable ; du cancer qui s'ajoute aux autres fléaux sociaux pour ronger notre race... Sans doute ils ne savent pas, car autrement leurs appels aux électeurs eussent été plus brefs. Il leur eût suffi d'une phrase : « La France est en danger. Sauvons-la ! »

D'ailleurs ce n'est pas par des phrases qu'elle peut être sauvée, mais par la méthode et l'action. La France est menacée de périls certains. De ces périls, elle peut être préservée là où elle en est indemne : les maladies sociales sont évitables. Elle peut en être sauvée là où elle en est atteinte : les maladies sociales sont guérissables. De quels moyens disposons-nous déjà pour cette œuvre de préservation et de salut — lois, œuvres d'initiative publique ou privée — et comment en tirer le maximum de rendement ? Quels sont ceux qu'il faut créer de toute urgence ? Quels sont ceux dont il faut envisager la création pour un avenir aussi proche que possible du présent ?

Nous avons vu toute la France debout pour la victoire du droit : il faut que toute la France se lève pour le salut de la race. La guerre exige la mobilisation. Pour cette croisade sanitaire, nous avons des chefs : les disciples de notre grand Pasteur, les médecins, ceux du moins — et c'est l'immense majorité, nous n'en doutons pas, car ils l'ont bien montré au cours de ces dernières années — pour qui l'intérêt personnel ne compte pas quand la patrie est menacée. Nous avons des cadres : ce sont ces milliers de femmes et de jeunes filles qui, pendant la guerre, ont, professionnelles ou volontaires, prodigué leurs soins aux blessés et malades : il eût suffi, avant leur dispersion,

il suffira encore de leur faire faire une période d'instruction nécessaire pour leur nouvelle affectation, semblable à celle que le ministère des Régions libérées impose aux infirmières qu'il envoie dans nos départements meurtris comme assistantes d'hygiène. Il y a les sages-femmes qui ne doivent pas continuer à être les fourrières de l'avortement, mais devenir les missionnaires de cette croisade dans les campagnes les plus reculées. Il y a les instituteurs et les institutrices qui doivent être enrôlés d'office dans cette armée nouvelle et préparés à la lutte. Il y a les officiers et les sous-officiers auxquels notre École de Joinville prépare le plus beau rôle dans la grande œuvre de régénération physique. Il y a toutes les grandes associations qui ont fait bloc pour aider à la victoire et qui se doivent de continuer leur effort d'union pour l'autre guerre. Il y aura tous les engagés volontaires et surtout les jeunes filles désœuvrées qui ne peuvent plus tuer le temps à faire des gammes quand le salut de leur pays est en jeu et qui devront apprendre à élever et soigner leurs futurs enfants en soignant ceux des familles qu'elles auront à visiter.

C'est donc une mobilisation qui s'impose, cette mobilisation civile devant laquelle on a reculé pendant la guerre et qui eût pu l'abréger si elle eût été substituée à temps à l'inorganisation de nos services auxiliaires. Mobilisation nécessaire pour l'œuvre d'éducation hygiénique, immédiate et générale, sans laquelle tout le reste, lois, œuvres, est inutile. Car à quoi bon les lois, même si elles sont élaborées avec méthode et compétence, à quoi bon les œuvres, même si elles sont autre chose que des passe-temps mondains et des satisfactions de vanités puériles et cessent d'être des efforts dispersés pour se soumettre à la discipline d'un plan d'ensemble, si les unes et les autres s'adressent à des populations mal averties, ignorantes des questions d'où leur vie même dépend, à une mentalité générale, non pas hostile, mais, qui pis est, indifférente? Les lois restent inconnues, inappliquées, les œuvres fonctionnent à vide. Le salut est dans l'éducation de tous. Elle est très facilement et très vite réalisable par la parole, par la plume par des conférences, par la diffusion de tracts très précis et très clairs, par une campagne d'affiches et de cinéma... Il faut apprendre aux Français et aux Françaises comment on évite

la diarrhée verte aux enfants et comment on la guérit, — comment on évite la tuberculose et comment on la guérit, — comment on évite la syphilis et comment on la guérit. Et cette seule campagne d'éducation conservera des milliers d'existences. Le grain est rare, il faut sauver le blé. L'Amérique nous a donné l'exemple, mais n'est-ce pas une honte que l'Amérique ait eu à nous le donner !

Mais, et l'argent ? s'écriera-t-on. Les nouveaux élus vont avoir à résoudre le plus terrible problème financier qui se soit jamais posé devant des législateurs. D'accord, mais aussi faut-il qu'il soit envisagé dans toute son étendue. Le résoudre ne consiste pas seulement à solder les comptes de la guerre. On a trouvé tous les fonds nécessaires pour ne pas mourir : il le fallait bien. Il reste à payer. Mais il y a à trouver aussi les fonds nécessaires pour vivre, et il faudra bien les trouver. Toute dépense d'éducation et de préservation hygiéniques faite à temps économisera des dépenses décuplées d'assistance dans l'avenir. Et d'ailleurs, il n'y a pas le choix : c'est une question de vie ou de mort. Il s'agit de savoir si notre pays va ressembler ou non à un homme qui, mis en danger mortel par une grave maladie, n'aurait reculé devant aucune dépense pour s'en sauver et qui se tuerait, une fois guéri, à cause de la cherté de la vie.

Oui, l'hygiène se paie, mais l'hygiène paie : tout effort en ce sens a des résultats certains et l'économie réalisée pour l'avenir, grâce aux dépenses d'hygiène, les dépasse de beaucoup. Que nos législateurs ne l'oublient pas dans l'examen du problème financier, et qu'ils ne liquident pas seulement le budget de la Victoire qui fut, hélas ! aussi celui de la Mort ; qu'ils établissent les prévisions du budget de la Vie.

Il faudra de l'argent, beaucoup d'argent, encore de l'argent pour résoudre le problème du logement qui devra être le premier abordé et tout de suite résolu. Inutile en effet de faire œuvre d'éducation hygiénique, de voter des lois et même de les appliquer, de créer des consultations de nourrissons, des gouttes de lait, des cantines maternelles, des crèches, des pouponnières, des écoles de plein air, des colonies de vacances, des *preventoria*, si les enfants et les nourrissons que vous y pré-

servez sont destinés à devenir les victimes des logis malsains ou surpeuplés. Inutile de prêcher la repopulation, si les familles même moyennes, en nombre et en ressources, ne trouvent pas à se loger. Inutile de prêcher l'antialcoolisme, si le cabaret est le seul refuge où le travailleur, après ses huit heures de travail, puisse connaître un peu de confort. Inutile de multiplier les dispensaires et les sanatoria, si vous laissez subsister les foyers de contagion tuberculeuse et de mort.

Et surtout, pas de malentendu : il ne s'agit pas de remettre une fois de plus sur le métier parlementaire la tapisserie mal venue et si emmêlée des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété. Cette législation a fait faillite : elle est mort-née. Ce qui l'a tuée, c'est l'erreur qui l'a inspirée : il ne s'agit pas de résoudre un problème de philanthropie, encore moins de moralisation. Il ne s'agit pas de susciter de bons propriétaires qui loueront à de bons locataires de bons petits logements ou de bonnes petites maisons à de bons prix, et cela par l'effet d'une poussière de dégrèvements illusoires ou de subventions déguisées qui se soldent, en fin de compte, par un surcroît d'impôts pour la collectivité, sans bénéfice réel pour elle.

Il s'agit de quelque chose d'infiniment plus grave et plus complexe, d'un problème à la fois hygiénique et économique qui ne peut être résolu que par des décisions hardies, à grande envergure — voyez l'exemple donné par l'Angleterre — et non par des remèdes au compte-gouttes pires que le néant, puisqu'ils donnent l'illusion de l'action sans rien guérir. La question du logement est une question foncière, celle du terrain et de son prix — une question de main-d'œuvre et de matériaux — une question de standardisation de la construction hygiénique à bon marché. Il n'y a pas que les régions libérées à assainir ou à reconstruire hygiéniquement : il y a, puisque nulle part jusqu'ici les lois et les règlements d'hygiène n'ont été observés, toute la France, villes et campagnes. Et cela coûtera, et cela coûtera très cher, mais infiniment moins pour l'avenir que de laisser les choses en état. Mais que là aussi, que là surtout, les nouveaux élus sachent qu'ils n'ont pas le choix et que toute lésinerie sur ce chapitre est un arrêt de mort pour un certain nombre de leurs concitoyens. Le droit

à un logis sain et ensoleillé est, devrait être un droit imprescriptible du citoyen. Il y a un commissaire des essences, il y en a un des pommes de terre : il n'y en a pas de l'habitation. Il devrait y en avoir un, un vrai commissaire de salut public. Il donnerait aux Offices publics d'habitations, le seul germe d'avenir contenu dans les lois votées jusqu'ici, l'existence réelle d'abord, puis le développement qu'ils doivent avoir pour l'assainissement et la reconstruction hygiénique de la France, pour la décongestion des villes par la création de cités-jardins et de banlieues-jardins qui feront des citadins des ruraux, apporteront aux ruraux les bienfaits de l'hygiène et provoqueront ce retour à la terre que le législateur français doit avoir à cœur de provoquer de toutes façons.

« A chacun un logement salubre, sans plus attendre l'effet des timides lois votées jusqu'à ce jour. Créer un système nouveau pour un effet plus rapide », a dit M. Clemenceau à la fin de son discours de Strasbourg. Voilà qui est vite et bien dit. Il reste à réaliser.

Si, en fin de législature, nos nouveaux élus se représentent devant des électeurs qui auront déjà ou qui seront assurés d'avoir, dans un avenir limité, un logis sain, ils auront bien mérité de la patrie. Le reste suivra : d'abord, l'application des lois existantes sur l'hygiène et la santé publiques, parfois inconnues de ceux-là mêmes qui les ont faites, souvent de ceux chargés de les appliquer, lois restées facultatives parce que l'opinion publique, inéduquée et réfractaire, ne sent pas le besoin d'en réclamer l'application, et parce que les maires chargés actuellement de les appliquer sont des élus qui ne veulent pas léser leurs intérêts particuliers et ceux de leurs électeurs. L'expérience est faite depuis 1902 : les pouvoirs d'hygiène doivent être retirés aux maires et remis entre les mains des préfets. Il est des préfets qui, à l'heure actuelle, en France donnent le bon exemple et démontrent que c'est par l'organisme départemental et non par la cellule municipale que peut se faire l'œuvre de régénération hygiénique : législativement les pouvoirs nécessaires doivent leur être transférés avec faculté pour eux de les déléguer à des techniciens préparés à leur tâche spéciale par une formation spéciale.

Supposons donc la question du logement résolue, les lois d'hygiène et d'assistance sociales connues et appliquées, les lois sur la protection de la maternité et de l'enfance comme les lois sur la santé publique, les lois sur l'expropriation comme les lois sur les dispensaires et les sanatoria, les lois sur l'hygiène industrielle comme les règlements sur l'hygiène à l'école ; supposons le logis sain, la cité saine, l'école saine, la caserne saine, l'usine saine, grâce à l'action continue de cette propagande sanitaire dont l'État aura compris la nécessité primordiale ; que restera-t-il à faire pour que la victoire soit assurée? Voter l'assurance-maladie. Et ici voyez l'Allemagne et le bénéfice qu'elle a su tirer de son assurance-maladie pour la lutte contre la tuberculose. Un système complet d'assurances sociales couvrant l'homme contre tous les risques qui le menacent depuis sa naissance jusqu'à la mort, ces deux seules certitudes de la vie, simplifierait sans doute singulièrement la solution de la question sociale ; en tout cas, l'assurance contre la maladie, un de ces risques, est le moyen le plus sûr de lutter contre les fléaux sociaux, non pas seulement parce qu'elle en atténue les conséquences économiques pour l'individu victime de la maladie, mais surtout parce qu'elle l'en préserve : par elle, en effet, la collectivité devient intéressée à perfectionner les moyens de défense contre la maladie, à faire œuvre de recherche et de préservation pour éviter l'effort curatif et thérapeutique infiniment plus coûteux et moins efficace. Si les caisses d'assurance-maladie y fonctionnaient, la France n'en serait plus à attendre la création de son premier sanatorium héliothérapique d'altitude pour la cure des tuberculoses osseuses et chirurgicales, et madame Curie n'aurait plus à mendier auprès des générosités privées les sommes nécessaires à la cure du cancer par les émanations de radium.

Donc organisation de la croisade d'éducation sanitaire, solution du problème du logement, application des lois d'hygiène existantes, vote de l'assurance-maladie, voilà le programme. Voilà celui qu'un ministère qui saurait et verrait loin mettrait en tête de la déclaration qu'il lirait au Parlement nouveau. Hélas! il est à craindre qu'il ne se trouve ni en tête, ni en queue de la prochaine déclaration ministérielle.

En revanche, elle nous annoncera sans doute la naissance d'un ministère de la Santé publique. Avec la même netteté que nous venons d'essayer de dire ce qu'il faudrait faire, nous dirons ce qu'il ne faut pas faire. Il ne faut surtout pas se donner l'illusion de l'action ; un ministère nouveau ne peut pas être un foyer d'action. Il a, avant de pouvoir agir, à assurer son existence, à prendre sa substance des autres ministères qui se défendent contre le nouveau venu. Rien n'est plus difficile à un jeune ministère que de réunir les attributions qui doivent lui revenir : les anciens les détiennent et les gardent jalousement. Puis c'est le personnel à recruter, et les cadres du ministère nouveau sont surtout constitués par des fonctionnaires de vieux ministères : et l'activité du nouveau ministère se trouve alourdie de toutes les lenteurs routinières et paperassières de la bureaucratie traditionnelle sans même connaître le bénéfice, s'il y en a un, de la tradition des ministères qui ont un passé. Ainsi s'explique la faillite des derniers ministères créés. L'imminence et la grandeur du péril sanitaire ne permettent pas de courir ce risque. Ce ne sont pas des parlementaires ou des fonctionnaires qui conjureront pareil péril. Il ne s'agit pas de dossiers à constituer, mais d'existences à sauver. Il ne s'agit pas de réunir des majorités : l'impératif catégorique de la Science doit faire l'unanimité.

Ce ne sont pas les ministres ou sous-secrétaires d'État qui ont sauvé la France de la guerre étrangère, mais les Poilus auxquels le Parlement a donné les moyens de vaincre. Ce n'est pas un ministère ou un sous-secrétariat d'État qui sauvera la France de l'autre guerre. Elle sera sauvée par les soldats de la grande croisade sanitaire, hommes et femmes, d'ardeur et de foi, si les nouveaux élus leur donnent des armes. Nous les leur demandons. La France est en péril. Nous voulons la sauver.

GEORGES CAHEN

LES DEUX FONTENAY

Les générations futures ne connaîtront bien l'âme de la France que si elles connaissent l'âme de la grande guerre. Et elles ne connaîtront bien l'âme de la grande guerre que par les écrits de ceux qui ont combattu. C'est dans les lettres, les notes, les récits de nos soldats qu'elles trouveront les traits essentiels de notre race et le sens profond de notre histoire.

Chaque phase de la formidable lutte, chaque arme, chaque classe a offert son caractère particulier, que seuls les épanchements intimes, les observations prises sur le vif, heure par heure, permettront de définir avec justesse.

Que faut-il vénérer davantage, ou de l'assaut intrépide sous la mitraille, ou du long martyre des tranchées ; du père de famille combattant avec ses fils, ou de l'enfant fauché avant d'avoir vécu?...

Entre tant de drames poignants, en voici un qui a déchiré une famille amie.

Août 1914 : le père, la mère, deux fils tendrement unis, sous le même rayon de bonheur et de grâce ; toutes les délicatesses de l'esprit; toutes les élégances morales. Le père, descendant d'une longue lignée de bons serviteurs du pays, a déjà derrière lui, — bien qu'il paraisse le frère aîné, — une brillante carrière diplomatique. A Budapest, il a vu clair, trop clair ; il a aperçu, d'un rapide coup d'œil, les contre-

coups de la politique du comte d'Aerenthal ; il a vu venir l'orage...

L'orage éclate. L'aîné des fils — vingt-quatre ans — est de santé délicate ; il a été réformé ; mais il veut partir ; il insiste ; il s'engage ; on l'essaye ; il tombe malade ; on le soigne ; il veut repartir encore ; il ne cesse d'écrire : « Je veux voir le feu ! » Le voici enfin dans la tranchée : « C'est la vraie vie ! Je suis heureux ! » Ses chefs, ses camarades, ses hommes louent à l'envi son courage sans pareil, son abnégation sans limites. Exquis parmi les meilleurs, il s'immole, il tombe à Massiges, en Champagne, le 10 janvier 1916. Gouraud dit : « Il n'y a qu'un cri dans la division pour cet héroïque officier. »

Celui-là était un rare et fier artiste, graveur, peintre, musicien. Et aussi il avait l'instinct, le don de l'écrivain ; ses notes de campagne sont saisissantes, colorées, avec des touches de réalité pénétrante et d'admirables élans poétiques.

L'autre, le plus jeune — vingt et un ans — frappé en plein cœur par la mort de son frère, veut, lui aussi, sa part de danger. Il écrit « Après tout, le corps est peu de chose ! »

Désigné pour Salonique, il refuse de partir à la veille d'une offensive. Il tombe, comme l'autre, à la tête de ses hommes, face à l'ennemi, à Bouchavesnes, le 25 septembre suivant.

Les lettres de ces enfants sont une magnificence.

Par quel miracle ces êtres frêles, tout en douceur et en finesse, tournés dès l'âge le plus tendre vers les choses de la pensée et de l'art, se changèrent-ils soudain en force d'action, d'action violente, en prodiges d'énergie et de combat? C'est que l'âme des ancêtres et des parents avait armé l'âme des enfants. Par les aïeux, par la mère, par le père, ils étaient, d'avance, de plain-pied avec la gloire. Jetés tout à coup, des bras maternels, dans l'effroyable fournaise, ils s'offrirent, à travers la fureur des hommes, à une œuvre de suprême beauté. Ils périrent parce qu'étant les plus hauts, ils étaient les plus exposés. Leurs sublimes trépas sont les vrais chefs-d'œuvre. C'est par eux que la France poursuivra sa mission sainte. C'est par eux que durera, sur la fange sanglante de notre misérable planète, l'éternel idéal.

Et vous, père et mère stoïques, dont nous voudrions pouvoir apaiser la souffrance, aussi beaux dans votre détresse que vos fils sur le champ de mort, vous dont le désespoir n'a jamais effleuré la foi, vous vivrez comme eux, avec eux, hors de la chair, dans la religion de ce qui ne meurt pas !

PAUL DESCHANEL

Les notes qui suivent, crayonnées au front, ont été retrouvées parmi les papiers du lieutenant Charles de Fontenay — l'un de ces « Deux Fontenay », morts au champ d'honneur, auxquels M. Paul Deschanel rend ici même un si émouvant hommage.

CRAYONS GUERRIERS

I

CANTONNEMENT DE RÉSERVE

Le paysage est parent de ceux des fêtes champêtres : de grands arbres déroulent leurs troncs capricieux, engainés de lierre; un ruisseau zigzague coupé de ponts rustiques dont les parapets entrelacent leurs arceaux aux houblons et aux chèvrefeuilles. Ici et là des tables où l'on voudrait voir parader Arlequin et minauder Colombine. Mais ce sont les poilus appliqués à écrire, occupés à leurs gamelles, et les capotes bleues varient la verdure trop tendre des tonnelles. Des groupes causent et fument et les figures des rois de cœur et des reines de trèfle s'étalent devant des visages barbus ; des rires chevrotent; un ronronnement métallique s'entend dans les nuages

et la jugulaire du sergent de garde devient autoritaire. La place se vide et reste déserte dans le soir qui vient. Les linges qui sèchent se tachent d'or et les champs abondants de coquelicots rougeoient encore plus intensément sur la clairière. Puis, l'ombre s'étend, silencieuse, lourde, totale, éclairée par le pas régulier des sentinelles qu'on relève. A travers les feuillages percent quelques constellations aux noms mythologiques ; les oiseaux se sont tus, des rats gros comme de petits chats se poursuivent en criant dans les fourrés et s'engouffrent dans l'eau. Il fait très sombre ; on distingue à peine l'ouverture laiteuse d'un boyau où se profile l'arête d'une baïonnette. Là-bas, sur la plaine, la mitrailleuse égrène par saccades un chapelet de balles, et tout s'endort d'un sommeil que l'on sent attentif et tendu vers le réveil subit d'une alerte. Mais cette nuit sera calme et le grillon pacifique s'évertue à « griller » son chant parmi les luzernes.

***

LES BOYAUX

Leurs plis et leurs replis serpentent au bas de la plaine, leurs méandres s'étendent à travers monts et vaux : ils ne sont jamais droits ; par ici ils sont blancs à cause de la craie qu'ils éventrent et dorés par le sable qu'ils sillonnent. Ils sont couronnés d'herbes grasses, de boutons d'or et de trèfles en fleurs. Ils sont peuplés d'insectes ; on y rencontre de gros scarabées aux carapaces métalliques, des moustiques énormes et paresseux, des araignées petites et rouges, grandes et velues qui prédisent le chagrin, le souci ou l'espoir selon l'heure ; enfin, de timides coccinelles égarées, des mulots rondelets et des musaraignes légères ; et le soir, des vers luisants qui semblent être des étoiles tombées. Lorsque l'on suit ces voies étranges, l'on ne voit rien des contrées d'alentour, l'on paraît enfermé dans une longue boîte qui a le ciel pour couvercle ; quelquefois, au bout, se dresse une forêt de pieux, émergent de menaçants chevaux de frises dans la complexité de leurs réseaux barbelés où l'on dirait que les troupeaux de nuages laissent accrochés leurs flocons en passant. Tout le long se

tendent et courent les petits fils noirs, diserts d'ordres hâtifs et qui font gazouiller la brise. C'est là que nous nous promenons sans cesse comme une armée de fourmis qui va et vient transportant de multiples matériaux et des nourritures semblables, en file indienne, s'avançant, s'arrêtant, retrouvant le chemin, tranquille ou affairée, encombrant les seuls passages lorsque deux théories se heurtent, disparaissant dans les abris contigus ou en sortant en foule pour le combat. C'est par là que se pressent les renforts, que partent avec mystère les reconnaissances nocturnes, que reviennent lentement les blessés.

Certaines de ces allées aux séjours héroïques, sont pavées de cadavres, et souvent l'on voit apparaître hors de terre un pied, une main ou un dos comme si on avait ouvert un champ semé de morts. Mais voici que dans l'éblouissement de la lumière matinale, au-dessus de ces canaux innombrables dont nous sommes les flots guerriers, s'élève, monte et trille la chanson de l'alouette ! Chante, chante, petit oiseau de France, pour la douce victoire qui s'avance en dansant vers la gloire du soleil nouveau.

***

RECONNAISSANCE

Les officiers ont causé longuement en dessinant des lignes avec leurs cannes dans la poussière, ils ont déplié des plans et ils ont examiné des cartes.

Et le soir, sous un ciel lourd d'orage, noir d'encre, zébré d'éclairs convulsifs, nous avançons en rampant dans la luzerne : une poignée d'hommes. O romans de mon enfance où je rêvais aux Indiens se glissant comme des couleuvres dans le mystère des plaines équatoriales, m'y voici réellement. Un frou-frou cadencé nous accompagne dans les avoines, des insectes réveillés en sursaut viennent frapper nos visages et nos mains ou s'engluent dans les labours anciens. Des coups de feu trouent le silence anxieux. En avant, les gars ! Des fusées s'élèvent et, après avoir décrit sur le sombre une large parabole de fumée, tombent à terre en brûlant encore. Cercles infer-

naux ! Et les herbes se découpent fantastiques et blanchâtres sur l'inconnu bleu, devant nous, collés contre le sol. Les voix affairées des sentinelles que nous troublons et les fils de fer qui sautent sous l'effort des pinces appuyées sur nos genoux, puis la marche indécise parmi des terrains nouveaux, le triple jet d'un phare fouillant les nuages, la ligne de nos dos d'azur se levant et se baissant en rythme selon les claquements des balles et les coups de sifflet qui rallient les cris d'appel dans la nuit ; les labyrinthes de nos réseaux avancés, et la tête des veilleurs dépassant le trou des tranchées, le mot que l'on chuchote, le rapport aux chefs, la descente des boyaux, la lumière que l'on allume dans les gourbis déserts et l'appel de ceux qui manquent. Quelques gouttes de sueur sur nos fronts, après ces longues heures d'effort, courtes d'impressions brèves, lourdes de conséquences à cause des renseignements rapportés et la joie d'en être revenus. Peu de chose en somme dans cet immense tourbillon de tumulte où nous sommes emportés, conduits vers notre sort suivant notre destinée, pas à pas, jour par jour, heure par heure, jusqu'à celle qui nous ramènera heureux parmi les vivants, ou nous emmènera douloureux au séjour de ceux que nous avons connus et qui ne sont déjà plus.

*
* *

DÉPART

Vêtus de neuf, les cuirs reluisants, bien alignés tout autour de la place où il y a une mairie, une fontaine et des arbres, nous nous comptons l'un après l'autre. L'abbaye, où vinrent prier des preux jadis, teinte à son clocher vieillot un angélus discret et la locomotive, en avant du passage à niveau, renifle avec importance et s'entoure bruyamment de fumée. Nous voici serrés dans des wagons divers, venus de toutes parts, du nord et du sud ; et dans les coins les sacs s'accumulent et les fusils s'entassent. A travers les vitres embuées, défilent des paysages que peut-être nous ne reverrons plus ; des filles à nous voir agitent des mouchoirs en signe d'adieu et les cris des enfants s'effacent vite dans le lointain. Des nuits et

des jours passent ainsi : les gares que nous traversons sont désertes et sans lumières ou pleines d'affairement et de bruit, de blessés et d'infirmières blanches, de choses nouvelles, de machines, de canons, de chevaux et des hommes souriants ou sérieux. Et puis, les repas froids pris assis sur les marchepieds près de la pompe qui crache, les arrêts prolongés en pleine voie dans l'air frais et humide du matin, les contrées muettes de travaux, veuves de laboureurs, les tombes éparses dans les champs ou rangées au bord des talus, la chapelle en ruines et le moulin sans ailes, des voitures renversées et la charrue abandonnée le soc encore en terre. Et tout à coup, au loin, le canon qui gronde, voix grave, nouvelle et solennelle qui fait taire l'incohérence de nos chansons de route et que nous écoutons, tous débout, comme un chant d'église ; tandis que les roues du train qui roule continuent à scander sourdement dans nos cœurs : « La victoire, la victoire, la victoire », en nous emportant vers un gouffre d'horreur et de sublime.



CHAMP DE BATAILLE

Nous avons passé par un désert de boue glacée, où restaient imprimés des milliers de pas humians, de traces de roues enchevêtrées, des empreintes de fer à cheval : récent champ de bataille où des hordes avaient lutté, hurlé et souffert. Des poteaux solitaires jalonnent une route qui n'existe plus. J'ai parcouru une forêt voisine dont les échos étaient encore pleins de rumeurs, je suis descendu dans des tranchées qui subsistaient encore, dans des abris tapissés de rondins où la pluie figée pendait en stalactites irisées et ceci semblait être une maison de fées. A travers les pins perpendiculaires, j'ai vu passer en longue file des cavaliers se suivant sur la piste, comme sur les frises des temples grecs ; je suis entré dans des gourbis effondrés où restaient abandonnés des sacs sans courroies, des fusils brisés et couverts de rouille, des cartouches sans nombre, des pantalons et des képis. Sur la route, avec grand fracas, trotte une batterie, projetant des soleils de boue ; des cuisiniers longent la lisière des bois, deux par deux, une

marmite suspendue à leurs épaules par un bâton, et ils marchent en cadence comme les deux hébreux possesseurs du raisin de la « Terre Promise », tels qu'on les voit sur un tableau du Poussin. D'autres attachent des chapelets de boules autour de leur cou, certains aussi portent de grands sacs. Des voitures d'ambulance s'embourbent, et leurs cahots font balancer la tête des conducteurs endormis ; un aumônier passe lentement, tête baissée, en priant, suivi de son cheval fourbu qu'il tient par la bride. Des grosses pièces sont enfouies dans de la verdure, et de petits rails sonores conduisent jusqu'à leur gueule insatiable leur nourriture d'acier.

Je descends dans un ravin où viennent se perdre des balles folles, en sifflant, claquant comme le fouet, murmurant comme un insecte qui frôle, coassant comme la grenouille ; certaines susurrent, d'autres gloussent, miaulent ou vibrent comme la corde d'une harpe qui se rompt, et s'en vont mourir leur soupir au loin. La vallée résonne formidablement du son d'innombrables canons ; on dirait une charrette qui saute et secoue ses roues sur une rue mal pavée, ou le géant de ces montagnes qui donne de furieux coups de pied de sa caverne remplie de bidons d'essence vides et de feuilles de tôle. Des détonations sourdes ponctuent ce roulement insensé du tambour de la mort. Je m'étends sur la mousse sèche, et je trouve une vieille lettre déchirée, tachée, à l'encre éteinte, dessinant ces lignes : « *Maman t'envoie un massepain, la chatte a eu deux petits.* » Et plus loin une grande écriture de femme : « *Mon petit, je viens de coucher les enfants ; c'est l'heure où je suis seule sous ma lampe et où je puis, âme devant âme, causer avec toi...* »

II

GARDE DE NUIT

« Eh ! debout, toi, minuit ! » A travers la toile qui sert de porte, les yeux mi-clos distinguent à peine une vague clarté ; le gourbi s'ébroue et se réveille, des masses confuses s'agitent sur la paille ; les armes s'entre-choquent : un par un chacun sort en sourdine et gagne sa place habituelle. Autour de

nous les sapins courbent vers les cieux leurs branches en un geste de supplication, piliers d'une vaste cathédrale dont la nature a peint le dôme en bleu, constellé d'étoiles, ornementé de nuages. Les mottes de terre encadrant les créneaux, dans la pénombre prennent des allures de sculptures gothiques : figures grimaçantes de démons, courbures fantaisistes de chimères ou de bêtes légendaires. Nous veillons ; nos fusils posés dans les ouvertures symétriques de la tranchée pointent leurs canons, prêts à parler, vers les lignes ennemies. Un grand silence règne. Personne ne bouge et souvent l'esprit s'égare très loin, se rapproche des personnes aimées, évoque des choses absentes et désirées, des gestes insouciants que nous n'avons pas su apprécier dans notre quiétude passée : voici la porte où j'entre, l'ascenseur redescend en ronflant, Marie m'ouvre en souriant ; je m'assieds à table à côté de ma mère chérie dont je vois le joli et doux visage ; mon frère est en face de moi et nous parlons de mon père qui est loin de nous, retenu à son poste diplomatique ; dans la rue un autobus corne et fait trembler les vitres ; j'entends crier : *la Presse*. Ou bien ce sont des rêves qui s'engendrent : des villes orientales apparaissent rutilantes de couleurs, des fleuves où se baignent les foules, des cortèges glorieux, multicolores, des éléphants et des palmes, des esclaves nègres et des perroquets, des pachas et des dais étincelants.

Le cri d'un geai, brusquement réveillé et qui s'effarouche dans les branches, rompt le fil de mes pensées, ou une fusillade lointaine, ou un bruit insolite, et les heures de la nuit se succèdent monotones ou troublées ; une lumière indécise apparaît enfin du côté de l'Orient, la blonde aurore s'étire et se lève, tous les oiseaux chantent. Jusqu'en haut de la crête, les choses se précisent dans la brume, mes yeux ne regardent plus alors comme les hommes vivant debout sur le sol, mais comme les modestes héros des contes scandinaves : elfes, gnomes ou nains, les racines d'un arbre nous intéressent plus que ses fleurs et ses fruits, la taupe est notre voisine coutumière, et les plantes sauvages ou les champignons sont des êtres supérieurs à nous parce qu'ils voient le soleil de plus près, Bientôt le jour éclate avec sa joie et son mouvement et la franchise des contours visibles. L'attention se détend, c'est

alors que l'on cause dans le bonheur d'une nuit accomplie ; l'esprit fatigué ne voit plus broncher les arbres ou clignoter des lumières imaginaires, le mystère s'efface, la réalité devient la banalité quotidienne et l'heure arrive où d'autres nous remplacent dans la garde de cette terre que nous avons creusée, comme pour nous y planter vivants afin de la mieux défendre.

III

CAFARD

Des heures, et des heures déjà, et la pluie qui sans cesse traîne ses jupes de satin sous bois ; elle danse, molle, avec ses écharpes grises qu'elle agite sur le bout des pieds en sautillant de branche en branche.

Pour moi, je crois que ce sont les anges du ciel qui pleurent et versent des larmes sur la terre misérable.

Et l'eau tombe, tombe sans trêve, et transforme nos boyaux blancs en des canaux de lait. Ah ! Poppée, impératrice luxurieuse, je vous vois prendre ici votre bain de lait d'ânesse, en dénouant les flots de vos cheveux que j'imagine roux : nymphe à la chair de rose, parmi nous, pouilleux ! Pour moi, je suis dehors depuis longtemps ; le jour est venu sans bruit, tout est aplati de tristesse, ma capote est transpercée et ma cravate se rince dans mon cou. Fini mon quart de veille, et je me glisse dans mon trou : ténèbres ! antre d'humidité et de froid ! une paille et un fumier, et Job s'y étend couvert de boue crayeuse. Les allumettes se décoiffent de leur chapeau de soufre ; une boîte usée pour allumer une chandelle qui s'éteint en grésillant ! Mon pain a tourné en panade, et le journal d'hier n'est qu'une éponge jaunâtre. Toc, toc, le plafond de rondins sanglote. Les fées pleurent ; elles aussi ! ma foi, nous leur avons fait peur sans doute avec nos tonnerres et nos éclairs artificiels. Dormir? toc, sur mon nez ! Fumer? toc, sur le tabac que je roule entre mes doigts joints. Écrire? toc, un lac sur le bouquet de drapeaux qui orne ma carte postale. Décidément, c'est un lutin malfaisant ou mal intentionné qui hante cette cagna. Une boîte de pâté que je vais accrocher en l'air à ce fil

de fer, me fera un bouclier puissant contre ce déluge... Malédiction ! La voici pleine qui se décroche et m'inonde ! On grelotte là dedans ! Le vent se lève pourtant et balaye un peu ces brouillards de rhume. Horrible inaction qui me cloître, abrutissement que je veux noyer en me plongeant dans les feuilles de cet odieux magazine. Dégoût, dégoût ! je l'ai lu et relu, il y a deux ans, étendu sur le sable.

Maintenant le cafard, l'horrible cafard aux mains moites, s'est introduit à la suite de la pluie comme un voleur masqué. Le voici assis auprès de moi, ce mauvais conseiller des heures pénibles, louche colporteur qui ouvre sa boîte, déballe ses marionnettes multicolores, annonce de sa voix caverneuse : « Voici « la Joie du Bon Feu », duègne vénérable; Monsieur « le Lit de Plume », très éloquent personnage, et cette dame : « le Charme du Bon Bain » au parfum exotique. Après, cette matrone, grasse et douillette, « la Table abondante ». Tire ma ficelle, valsez, poupées; c'est un nouveau rôle, sergent, écrit exprès pour vous, avec, pour finir l'acte : le ballet de « Tous les bons Souvenirs », si chers, n'est-ce pas? »

La mort autour de nous rôde comme une chienne affamée. Pour moi, ma tête est creuse comme une noix pourrie. Allons ! un rayon de soleil dans cette goutte d'alcool ; et la fiole est vidée... (*Nota* : ce n'est pas tous les jours comme cela, heureusement !)

CHARLES DE FONTENAY

LA VICTOIRE DES ALLIÉS EN ORIENT[1]

IV

LA BATAILLE DES BALKANS

Vers la mi-août 1918, après l'échec irrémédiable de Ludendorff en France, les Empires Centraux, renonçant à la victoire intégrale qui leur était apparue une dernière fois au lendemain de Caporetto, de la défection russe et de l'écrasement de la Roumanie, ne conservent plus d'autre espoir que de lasser par la ténacité de leur défensive la ténacité offensive de l'Entente.

Pour assoupir savamment ses alarmes et l'amener à envisager sans révolte la perspective d'une cinquième campagne d'hiver, ils consacrent désormais à leur opinion publique, si peu embarrassante jusque-là, une part notable de cette attention qu'ils réservaient autrefois à l'ennemi. Période éphémère où le grand état-major allemand se croit encore de force à éviter un désastre. S'il réussit à ajourner la décision jusqu'au printemps 1919; si les armées allemande, austro-hongroise, bulgare et turque parviennent à nous résister, Hindenburg et Ludendorff mettront à profit la longue trêve de l'hiver pour combler leurs pertes en personnel et matériel. Et peut-être, avant la reprise des opérations actives, des catastrophes opportunes auront-elles le temps de survenir.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre et du 15 novembre 1919.

La révolution russe n'a-t-elle pas déjà sauvé, une première fois, les Empires Centraux? Rien ne prouve que les peuples de l'Entente accepteront de supporter jusqu'au bout le fardeau de plus en plus lourd de la guerre d'usure. Ainsi, pourvu que la gigantesque muraille d'acier qui se dresse entre la mer du Nord et la mer Caspienne demeure intacte, les Puissances Centrales finiront peut-être par obtenir cette « paix de compromis » qu'elles considèrent, à présent, comme la solution la moins défavorable à leurs désirs. En attendant, leur tâche est, tout d'abord, de rassurer leur opinion publique; puis de consolider leurs fronts, afin de conjurer ce que Napoléon eût appelé « l'événement ».



La première partie de ce programme sera facilement réalisée.

Il est vrai que tous les Austro-Allemands capables de lire une carte mesurent avec mélancolie le terrain que leurs illustres « Dioscures », Hindenburg et Ludendorff, ont dû évacuer en France, depuis le 18 juillet 1918. Mais ces nations disciplinées affectent de ne voir dans cette retraite continue qu'un « repli élastique », aux trois quarts volontaire, destiné à déjouer le plan du maréchal Foch, de même qu'il a déjoué, en 1917, le plan du général Nivelle : en somme, elles ne jugent guère plus exactement leur deuxième défaite de la Marne que la première.

Tandis que des conciliabules orageux, mais toujours environnés de mystère, se succèdent autour de Guillaume II, les personnages les plus éminents des Empires Centraux travaillent à entretenir la confiance au dehors. En Autriche, le baron Burian lance une note invitant les belligérants à un congrès en vue de la paix, comme si les Puissances Centrales étaient encore en situation de traiter d'égal à égal avec l'Entente. En Allemagne, une vaste campagne de conférences s'ouvre le 20 août 1918 par le discours de M. Solf, sous-secrétaire d'État aux Colonies. Hindenburg prononce devant le 3e régiment de la Garde, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Saint-Privat, une allocution pleine d'un

optimisme robuste; les journaux publient en caractères gras les télégrammes réconfortants qu'il prodigue aux associations patriotiques de l'Empire. Pour attester l'intimité cordiale qui continue à régner entre l'Allemagne et ses protégés orientaux, le sous-secrétaire Solf débarque vers la mi-septembre à Sofia, tandis que Talaat Pacha rend visite aux Berlinois. Enfin, dans son extravagante homélie aux ouvriers d'Essen, où la métaphysique, elle-même, se fait agressive et truculente, Guillaume II se glorifie d' « en avoir fini avec la Serbie ».

C'est au milieu de ces rodomontades que la nouvelle des victoires du général Franchet d'Espérey éclate subitement comme un coup de tonnerre.

L' « événement » s'est produit sur le front de Macédoine.

***

Huit jours après la bataille du Dobropolje, le 23 septembre 1918, la *Gazette de Francfort* tenait à ses lecteurs le raisonnement suivant :

Nous ne croyons pas à un plan d'offensive grandiose, visant à la libération de la Serbie ou à une attaque immédiate contre la Bulgarie, car, pour cela, les moyens des ennemis, qui dépendent des communications par mer, ne seraient pas suffisants.

Or, quand la Bulgarie dépose les armes, les journalistes austro-allemands découvrent avec consternation que l'offensive grandiose du général Franchet d'Espérey visait bien à délivrer la Serbie.

Une clameur déchirante retentit à travers les Empires Centraux. Les plaintes, les appels au secours, les récriminations contre l'alliée défaillante, les cris de rage et de terreur se mélangent dans une confusion tragique. La voix des populations désabusées parvient jusqu'aux empereurs. Le 30 septembre, Guillaume II accepte la démission du chancelier von Hertling. A Berlin, la Bourse est prise de panique. L'affolement sévit à tel point dans la capitale que la *Gazette de Cologne* se félicite, non sans amertume, que Berlin ne soit pas toute l'Allemagne; elle ajoute que la Bourse du 29 septembre et le

déluge de nouvelles « prouvent, une fois de plus, que Berlin l'emporte de beaucoup, en nervosité, sur le reste de l'Empire ». Malgré cette protestation, les journaux font entendre les plus sombres prophéties, et le *Lokal Anzeiger* de Berlin, en particulier, se montre pessimiste :

Il semble que l'heure la plus grave ait sonné pour le peuple allemand, et personne ne peut se dissimuler combien le danger a grandi depuis la crise bulgare. Le taire serait un crime.

Le *Vorwaerts* pousse un gémissement encore plus pathétique :

La Bulgarie abandonne l'alliance centrale pour faire la paix. Nous, peuple allemand, nous restons donc seuls en face des Français, des Anglais, des Américains, le dos au mur et la mort devant nous.

Voilà le langage du désespoir. Mais si l'expression est moins poignante, la pensée est identique dans la lettre fameuse que le maréchal de Hindenburg écrit le 3 octobre 1918 au prince Max de Bade, le nouveau chancelier d'Empire :

Par suite de l'écroulement du front de Macédoine et de la diminution des réserves qui en est résultée pour le front occidental, par suite enfin de l'impossibilité où nous nous trouvons de combler les pertes très élevées qui nous ont été infligées dans les combats de ces derniers jours, il ne reste plus aucun espoir, — autant qu'il est possible à un homme d'en juger, — de forcer l'ennemi à faire la paix.

Quelle va être l'attitude des Empires Centraux, tandis que les successeurs du comte Hertling se préparent à entamer avec les États-Unis cet extraordinaire dialogue télégraphique qui ne prendra fin que le 11 novembre 1918 ?

Ils commencent par accuser M. Malinof d'avoir agi de sa propre initiative et contre la volonté de son souverain. La *Nouvelle Presse Libre* rapporte même que Ferdinand de Bulgarie aurait adressé à l'Empereur Charles un message l'assurant de sa fidélité à l'Alliance. La foule, cédant au besoin éperdu de s'accrocher à un espoir, fût-ce contre toute vraisemblance, accueille avidement cette rumeur plus consolante que véridique. Hélas ! le télégramme officieux bulgare du 30 septembre ne tarde pas à la détromper :

Contrairement aux assertions répandues par la station radiotélégraphique allemande de Nauen, disant que M. Malinof a fait de sa propre autorité la démarche qui a été signalée, on déclare formelle-

ment, dans les milieux compétents, que le président du conseil a pris la décision de proposer la paix en accord complet avec les représentants autorisés du pays.

Obligés de reconnaître que la Bulgarie leur échappe entièrement, les Empires Centraux la couvrent de malédictions. Et la *Gazette de Voss*, outrée, d'esquisser aussitôt un plan de campagne :

L'attitude que l'Allemagne doit prendre est très simple. Elle doit forcer les Bulgares, par tous les moyens possibles, à rentrer dans le rang ; elle doit les traiter sans aucun ménagement. Des troupes d'élite doivent être envoyées de Russie, d'Ukraine et même de France, s'il est nécessaire, en Bulgarie.

Après ces menaces, les Empires Centraux s'efforcent de persuader à leurs peuples qu'une terrible déception politique n'entraîne pas nécessairement un désastre militaire. La *Reichspost* écrit :

Les Puissances Centrales sont en mesure d'offrir la protection nécessaire à la Bulgarie ; mais si, cependant, elles ne parvenaient pas à se faire écouter à Sofia, des précautions ont été prises pour qu'une digue inébranlable préserve contre l'ennemi qui approche les territoires sud de la Serbie, précieux pour l'Autriche-Hongrie au point de vue du ravitaillement.

A Budapest, M. Wékerlé réunit les journalistes et leur dit :

Nous n'avons aucune raison de nous inquiéter ; la situation ne justifie aucunement les inquiétudes que l'on a conçues; nous désirons ardemment la paix ; mais nous avons pris les dispositions nécessaires pour protéger notre front.

A Vienne, le baron Burian, ministre des Affaires étrangères, adresse aux députés des assurances analogues :

Les mesures nécessaires ont été prises en vue de faire face aux événements de Bulgarie, qui n'auront aucune influence sur la solidité des relations de l'Autriche-Hongrie avec l'Empire d'Allemagne. La démobilisation de l'armée roumaine se fait conformément au traité de Bucarest, tout comme le transport des munitions vers les territoires occupés par nous. Des rapports favorables relativement aux conditions régnant là-bas nous sont parvenus, tout particulièrement dans ces derniers temps.



Les explications du baron Burian, de M. Wékerlé et de la *Reichspost* sont calculées pour agir sur l'esprit public à la fois comme un cordial et comme un calmant. A vrai dire, aucune mesure efficace ne saurait être prise contre le général Franchet d'Espérey, parce que les maréchaux de Mackensen et Kœvess ont commis l'imprudence de disperser leurs ressources sur des théâtres trop éloignés.

En Albanie, si le XIXe Corps d'armée austro-hongrois semble dominer, depuis sa rentrée à Bérat, le XVIe Corps d'armée italien, c'est que le général Ferrero oppose au général von Pflanzer-Ballin, dont l'humeur remuante est devenue proverbiale pendant la guerre, la temporisation la plus savante. Cette méthode ne vaut qu'une gloire discrète à celui qui la pratique; mais elle évite les déceptions coûteuses et permet au corps italien de Valona de surveiller en toute sécurité les événements que le général Franchet d'Espérey a eu l'audace de déclencher sur sa droite. Empêché, dit-on, par un état sanitaire défectueux de s'associer directement aux entreprises des Armées Alliées d'Orient, le général Ferrero, avec une tranquille fermeté, contient ses troupes sur les positions qu'elles occupent depuis trois ans, tout en faisant des vœux pour notre offensive, dont il est certain de bénéficier quelque jour. C'est en vain que quatre bataillons de l' « Orient Korps », rassemblés à Belgrade pour être dirigés sur la Palestine, viennent renforcer le XIXe Corps d'armée austro-hongrois. C'est en vain que la 9e division de cavalerie à pied, retirée du front italien, apparaît en Albanie. Le général von Pflanzer-Ballin se trouvera bientôt dans une situation si aventurée, par suite de la déroute de la XIe Armée Allemande et de l'armistice bulgare, qu'il sera obligé d'évacuer l'Albanie en se repliant sur Durazzo.

Le sud de la Serbie, en octobre 1918, abrite non seulement les débris de la XIe Armée Allemande (chasseurs à pied, détachements de mitrailleuses, batteries de campagne et de montagne), mais encore le 21e régiment d'infanterie de réserve et les fractions du 256e R. I. de réserve, du

375e R. I. et du 12e R. I. de Landwehr qui ont réussi à se dégager de la débâcle bulgare. Dans le même temps, le nord de la Serbie voit débarquer les renforts empruntés aux autres fronts : 51e R. I. de Landwehr et Corps Alpin prélevés sur la France, 50e R. I. de Landwehr venant de Minsk, tandis que les 217e et 219e divisions d'infanterie arrivent respectivement de Crimée et d'Ukraine.

En Roumanie, trois divisions allemandes (218e D. I., 303e D. I. de Landsturm, 226e D. I. reconstituée) fusionnent avec les éléments de six divisions austro-hongroises (63e et 72e D. I , 62e D. I. de Landsturm, 23e, 37e et 38e D. I. de Honved).

Quant aux garnisons allemandes de Russie, elles auront à fournir au maréchal de Mackensen, pour les besoins du front serbo-roumain, plus de sept divisions de Landwehr, c'est-à-dire le maximum de forces qu'on en peut distraire sans les supprimer.

A la faveur de ces expédients, les Empires Centraux échelonneront au nord du Danube deux armées qui défendront le fleuve, depuis les Portes de Fer jusqu'au pont de Cernavoda, et couvriront, en Dobroudja, la voie ferrée de Cernavoda à Constantza.

a) La première de ces armées, établissant son quartier général à Craïova, ressuscitera le nom de la défunte XIe Armée Allemande, afin de marquer aux peuples des Balkans que cette unité semi-germanique a survécu à la capitulation bulgare. Pour accentuer encore plus fortement sa pensée, Mackensen confiera le commandement de la nouvelle XIe Armée Allemande[1] au vaincu d'Uskub en personne, au général von Scholtz. Mais le danger de ces manifestations un peu théâtrales, c'est qu'on finit par se persuader soi-même de ce qu'on a simplement voulu faire accroire aux autres.

b) La seconde armée, placée sous les ordres du général Koch, s'appellera l'armée d'occupation de la Roumanie. Elle fixera son quartier général à Bucarest.

Les Puissances Centrales réorganiseront-elles le front turc ? Non, car elles ne sont plus en mesure de retarder la chute de

1. Vraiment allemande, cette fois, puisqu'elle ne comprend plus de Bulgares.

l'Empire ottoman. Ce n'est certes pas d'un cœur léger qu'elles abandonnent un allié aussi fidèle, au moment où celui-ci, battu en Mésopotamie, en Palestine, puis en Syrie, est menacé par le général Franchet d'Espérey sur sa frontière de Thrace. Mais que faire? L'armistice de Salonique a remis à l'Entente tous les chemins de fer qui mènent à Constantinople, et les Austro-Allemands ne peuvent plus atteindre le Bosphore que par Constantza et la mer Noire, voie d'accès insuffisante et dont ils craignent d'être dépossédés prochainement. La Turquie, isolée de l'Europe Centrale, sera livrée à elle-même. Ses amis espèrent, toutefois, qu'elle pourra tenir tête aux Armées Alliées en renforçant les trois divisions à faible effectif qui surveillent la Thrace (47e, 55e et 60e D. I.) par deux autres divisions prélevées sur le Caucase. Ce mouvement aura lieu dans le courant d'octobre. Mais à l'annonce que l'Allemagne, absorbée par ses anxiétés personnelles, leur refuse un concours militaire plus énergique, les Turcs, épuisés par dix années de luttes intestines et sept années de guerre, tombent dans une prostration si profonde que, tout en évitant soigneusement de se prendre de querelle avec les Bulgares, ils négligent de procéder aux destructions qui rendraient inutilisable la ligne d'Andrinople-Dédéagatch, le jour où les Armées d'Orient auraient envie de Constantinople.

Telle est la situation militaire des Puissances Centrales après l'armistice bulgare : leurs moyens ne sont pas médiocres; mais comme ils ont le désavantage d'être disséminés sur une surface beaucoup trop vaste, leur regroupement constitue un problème inextricable.

***

Les maréchaux de Mackensen et Kœvess, aux premiers jours d'octobre 1918, ont encore le choix entre deux partis.

Puisque la catastrophe de la XIe Armée Allemande les prive d'une couverture solide vers le sud et qu'ils ne sauraient stabiliser leur front, au nord d'Uskub, en y amenant assez vite des troupes assez nombreuses, ils peuvent essayer de compenser, selon la formule classique, le facteur « temps » par le facteur « espace ». Ils peuvent évacuer la majeure

partie des territoires qu'ils ont envahis depuis 1915, afin de se couvrir par la distance. Du moins, la sagesse le leur conseille. Et si l'orgueil germanique protestait contre ce repli, leurs dirigeants pourraient faire valoir que le sacrifice ne porte que sur des territoires étrangers. Rompre le contact, prendre largement du champ, serait s'affranchir de toute préoccupation immédiate et s'octroyer le loisir de concentrer sur des positions nouvelles, moins éloignées du Danube et de la Save, une masse suffisamment cohérente pour braver les assauts des Alliés.

Une deuxième thèse, au rebours, consiste à envoyer d'urgence contre les Armées d'Orient, compagnie par compagnie, batterie par batterie, les divisions fraîches destinées à construire la « digue » dont parlait la *Reichspost*. Elles interdiront, « à l'ennemi qui approche, les territoires sud de la Serbie », non seulement parce que ceux-ci sont « précieux pour l'Autriche-Hongrie au point de vue du ravitaillement », mais encore parce qu'ils représentent, sous le joug des Empires Centraux, un gage de haute valeur pour les négociations de la future Conférence de la Paix.

C'est la deuxième solution qui va être adoptée. Par un aveuglement inexplicable, Mackensen renouvelle l'erreur qui a déjà coûté au général von Scholtz la perte de la Macédoine.

Cette solution est mauvaise, en effet, parce qu'elle ne tient pas compte de la pénurie de communications particulière au front balkanique. Pour transporter des troupes dans le nord de la Serbie, on peut évidemment utiliser les voies nombreuses qui convergent sur Belgrade. Mais, ensuite, si l'on veut diriger des renforts vers le sud, défendre Nich, former un front avancé qui passe par Prizrend, Katchanik et le cours supérieur de la Morava, on n'a qu'une seule ressource : la ligne Belgrade-Uskub. Ce chemin de fer à voie unique a besoin de deux jours et demi pour débiter une division. Donc, si Mackensen décide d'opposer douze divisions d'infanterie au général Franchet d'Espérey qui continue son avance en Serbie avec neuf divisions d'infanterie et environ deux divisions de cavalerie, il lui faudra près d'un mois pour amener à pied d'œuvre cette douzaine de divisions. Dans ces conditions les unités austro-allemandes se feront battre

à tour de rôle, et le général Franchet d'Espérey ne risquera pas grand'chose en marchant ferme avant trente jours.

Un autre défaut de cette conception, c'est qu'elle subordonne ses chances à une hypothèse bien fragile : l'hésitation éventuelle des Alliés à poursuivre leurs avantages. Mackensen présume que le général Franchet d'Espérey n'aura point la hardiesse de passer sans interruption d'une offensive sur le Haut-Vardar à une offensive sur le Danube et la Save. Harassées par l'effort qu'elles ont fourni, les Armées d'Orient demanderont à reprendre haleine. Peut-être même les Alliés se verront-ils obligés de remettre la décision au printemps 1919. Mais alors les Austro-Allemands en profiteront pour se consolider, et l'Entente ne sera plus maîtresse de l'initiative.

Raisonner de la sorte, c'est prêter arbitrairement aux Alliés des habitudes d'esprit et des méthodes de combat qui leur sont étrangères. Il est bien vrai que le grand état-major allemand, depuis son échec de l'été 1914, s'inspire de la prudence la plus méticuleuse. Toutefois, poussant la crainte de l'imprévu jusqu'à ses limites extrêmes, il semble avoir réagi à l'excès contre ses tendances originelles. L'histoire décidera, en dernière analyse, si sa circonspection ultérieure ne lui a pas fait plus de tort que sa témérité primitive. Elle se demandera quel eût été le sort de la petite armée Sarrail, battant en retraite vers Salonique, sous les pluies inexorables de décembre 1915, si Mackensen ne se fût arrêté sur le moyen Vardar pour refaire les routes, les ponts, la voie ferrée de Belgrade à Guevguéli. Les Austro-Allemands, au mois d'octobre 1918, supposent que Franchet d'Espérey sera immobilisé par des considérations analogues. Grave erreur. Les contingents alliés, commandés par un des chefs les plus impétueux de l'armée française, ont assez d'endurance, d'audace, de facultés d'improvisation pour entreprendre sur-le-champ une œuvre aussi vaste que la libération de la Serbie.

***

Austro-Allemands et Bulgares ont multiplié les obstacles derrière eux. Si après leur défaite du Dobropolje, la rapidité de la poursuite les a empêchés de démolir partout les ouvrages

d'art, les voies de communication et les établissements militaires, plus tard ils apportent à cette besogne sinistre une précision non moins implacable que dans le nord de la France. Ils s'acharnent, en particulier, contre le chemin de fer de Belgrade à Guevguéli, ne voulant pas que cette ligne puisse servir aux Armées d'Orient. Un train blindé accompagne leurs arrière-gardes : il s'acquitte si consciencieusement de la destruction des rails et des gares qu'il sera impossible aux Alliés, avant six mois d'un labeur opiniâtre, d'utiliser le tronçon Uskub-Nich. Le 15 octobre 1918, grâce au dévouement du génie et de l'infanterie, les Alliés poussent un premier train de Guevguéli sur Vélès. Une coupure de quinze kilomètres impose malheureusement, entre Mirovca et le kilomètre 115, un transbordement par convois automobiles, de sorte que le voyage est d'une longueur interminable. De Vélès à Uskub, les réparations nécessitent un effort encore plus pénible. Enfin, entre Uskub, Nich et Belgrade, telle est l'importance des dégâts qu'il est impossible de prévoir l'emploi de la ligne avant un délai indéterminé.

Des chaussées en bon état pourraient, à la rigueur, suppléer la voie ferrée. Mais, dès le lendemain de la bataille du Dobropolje, la IIe Armée Serbe se trouve aux prises avec des difficultés insurmontables. Quatre divisions (D. I. de Choumadia, du Timok, Yougo-Slave, 17e D. I. C.) obstruent la seule route [1] conduisant de la Mogléna au confluent de la Cerna et du Vardar : l'écoulement des colonnes est long et laborieux, surtout pour l'artillerie. L'encombrement de la route, l'extrême fatigue des hommes et des chevaux empêchent l'artillerie divisionnaire de la 17e D. I. C. d'arriver à Allchar le 20 septembre ; les batteries ne rejoignent la division que deux jours plus tard, juste à temps pour participer à l'affaire de Gradsko. D'autre part, comme la très mauvaise route qui longe le Vardar ne fournit qu'un rendement dérisoire, force est au commandement de reporter sa voie principale de communications plus à l'ouest, et c'est le couloir Monastir-Prilep-Vélès-Uskub qui devient l'axe nour-

1. Route de Grivitza à Ribarci, par le Koziak, le Topolec, Allchar, Rozden Mrzecko et Kavadar.

ricier de l'armée française. Fort heureusement, le Decauville Kicévo-Kalkandelen-Uskub continue à fonctionner, car il est intact et tout son personnel d'exploitation a été capturé. De même, à partir du 16 octobre, le trafic recommence sur la voie de 0 m. 60 reliant Monastir à Prilep. Mais au delà d'Uskub, c'est le chaos. Une seule route mérite ce nom : celle de Kumanovo à Egri Palanka, par où nos divisions se dirigeront prochainement sur Pirot. Quant aux prétendues routes qui rayonnent d'Uskub sur Mitrovitza, au nord-ouest, ou bien sur Nich, au nord-est, les gros camions et les chariots attelés de buffles qui escortent les troupes, ont vite fait de métamorphoser ces pistes rudimentaires en un immense torrent de boue. Leur réfection, quoiqu'elle occupe deux bataillons serbes et plus de 3 000 prisonniers, ne sera pas achevée intégralement à la date du 1er novembre 1918.

Ravitailler de façon irréprochable, en l'absence de communications régulières, des unités avançant à une allure aussi foudroyante que celle du Groupement Central Franco-Serbe, c'est impossible. Donc, non seulement il n'y a pas lieu de reprocher aux services de l'intendance de n'avoir pas résolu, en toute occasion, un problème insoluble ; mais encore on doit les admirer pour les résultats que leur ingénieuse activité leur a permis d'obtenir. Qu'on se figure les embarras contre lesquels a dû lutter le ravitaillement de la IIe Armée Serbe, sur cet unique chemin de la Mogléna où se pressent quatre divisions d'infanterie! Il s'effectue, à partir de Mrzecko, par arabas, compagnies muletières et compagnies mixtes. Les camions de plusieurs tonnes ne pouvant escalader les raidillons scabreux de la Mogléna, nos alliés britanniques nous rendent le grand service de nous prêter 300 camionnettes Ford. Au bout de trois jours, on organise un service régulier de 75 camionnettes qui, à raison de 200 kilos par voiture, font une navette quotidienne entre Mrzecko-Ribarci. Mais comment l'intendance suffirait-elle aux besoins des armées qui se précipitent vers le nord ? On a déjà vu la brigade de cavalerie du général Jouinot-Gambetta s'élancer sur Uskub, sans se soucier de son ravitaillement. De même, le 26 septembre 1918, quand la 17e coloniale franchit le Vardar près de Gradsko et se porte en direction d'Istip, derrière la

IIe Armée Serbe, aucun ravitaillement ne peut la suivre. Son chef, le général Pruneau, écrit à un ami :

Mes poilus ont des vêtements en loques, la plupart vont pieds nus ; nous avons été à une telle vitesse que tout ravitaillement était impossible ; certains jours, nous avons fait 40 kilomètres... Il me reste à peine 5 000 fantassins, et je ne traîne plus que deux batteries de campagne sur neuf de campagne et une de montagne. Mais c'est cette rapidité qui a fait grande et complète notre victoire [1]...

Et cependant, les souffrances endurées par les Armées d'Orient entre le 15 et le 29 septembre 1918 sont relativement insignifiantes auprès des privations et des misères que leur réserve la bataille des Balkans. D'où leur viennent alors les munitions ? Comment se nourrissent-elles? Il ne saurait être question pour elles de vivre sur le pays. Les Serbes accueillent leurs libérateurs avec une gratitude enthousiaste, mais n'ont presque rien à leur offrir. Outre que leur malheureuse patrie a été livrée à un pillage systématique depuis l'automne 1915, les Bulgares, avant de l'évacuer, enlèvent, malgré la clause n° 1 de l'armistice, le bétail, les graines, tous les approvisionnements de quelque valeur. Il est heureux que l'état-major des Armées Alliées ait compté principalement, pour l'exploitation du succès, sur l'enthousiasme des contingents serbes. Cette dure opération ne pouvait être confiée qu'à une armée « abondamment pourvue de moyens militaires, merveilleusement douée pour la guerre de montagnes, exaltée par le désir ardent de libérer son territoire national et capable de tous les sacrifices, jusqu'à se passer de ravitaillement, s'il le fallait [2] ». Un mauvais pain de maïs, affreusement indigeste ; des olives, une poignée de riz ; du fromage, quelques piments rouges ou bien des tomates ; rarement de la viande, jamais de vin : ces humbles aliments suffisent aux Serbes et aux Hellènes. Leur frugalité stoïque simplifie le problème que nos intendances s'avouaient impuissantes à résoudre. Nos alliés balkaniques, avec juste ce qu'il faut pour ne pas mourir d'inanition, peuvent marcher, se battre et vaincre.

1. Lettre du général Pruneau, citée par M. Jean Fabry, *Intransigeant*, 17 septembre 1919.
2. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre 1919, p. 249.



Pour vaincre, après les Bulgares, les Austro-Allemands et les Turcs, le général Franchet d'Espérey élabore, dès les premiers jours d'octobre, un projet où se révèlent à nouveau les qualités de clairvoyance et d'audace qui l'ont conduit de la Mogléna sur le Haut-Vardar[1].

La défaite des Bulgares ne constitue, à ses yeux, qu'une première étape en direction de Belgrade, car l'expédition de Salonique a toujours eu pour fin la libération du royaume serbe. Affranchir la Serbie, envahir l'Autriche-Hongrie, puis attaquer l'Allemagne par le sud-est, voilà bien le but vers lequel doivent tendre toutes les énergies, avant comme après l'armistice bulgare.

D'autre part, les Armées d'Orient sont les héritières naturelles d'une entreprise manquée. La tentative des Dardanelles, mal conçue, tardivement exécutée, mais si juste en son principe, se proposait d'assurer la liberté des Détroits. Victorieuse, elle eût arraché les Russes à leur lente asphyxie. Mais puisque la capitulation bulgare vient d'isoler la Turquie de ses complices ; puisque les soldats du comité « Union et Progrès », violemment attaqués par les Britanniques, reculent aussi bien en Syrie qu'en Mésopotamie, l'heure semble propice pour entamer une nouvelle action contre Constantinople.

Ces deux grandes opérations, — l'une, capitale, vers le nord, contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne à travers la Serbie ; l'autre, moins importante, vers l'est, contre la Turquie, — forment entre elles un angle droit. Pour couvrir leurs manœuvres divergentes, pour ne pas présenter le flanc à une attaque toujours possible des Austro-Allemands, le général Franchet d'Espérey décide de les combiner avec deux mouvements accessoires.

Des forces françaises, helléniques et serbes, rayonnant de la base Okhrida-Dibra-Kalkandelen, — autant que possible, en liaison avec le XVIe corps italien, — assureront le flanc

1. Les lecteurs à qui la géographie des Balkans n'est pas familière pourront suivre les opérations de Serbie et d'Albanie sur la carte annexée à la *Revue de Paris* du 15 novembre 1919.

gauche contre les Autrichiens du général von Pflanzer-Ballin. Cette opération vise également un objectif politique : dégager l'Albanie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine.

Quant à la couverture du flanc droit contre Mackensen, elle comporte l'occupation partielle de la Bulgarie ainsi que l'envoi d'une division sur le Danube. Perspective d'autant plus intéressante que les Roumains, exaltés par l'arrivée de nos avant-gardes sur leur frontière, ne manqueront pas de reprendre les armes à nos côtés.

Comme on le voit, le nouveau projet, conclusion logique du plan qui a entraîné la catastrophe bulgare, a l'avantage de concilier les nécessités de la guerre avec les plus hauts intérêts politiques.

La présente étude n'a pas l'ambition d'analyser en détail le duel d'un mois et demi (30 septembre-13 novembre 1918) qui oppose le maréchal de Mackensen au général Franchet d'Espérey. Son cadre restreint exclut des développements aussi vastes. Une esquisse à grands traits de la bataille des Balkans, voilà tout ce qu'elle souhaite d'offrir.

*
* *

L'exécution de l'armistice bulgare se poursuit, depuis le 30 septembre, avec les incidents inévitables pour des armées qui sont réparties dans un rectangle de 300 kilomètres sur 250, sans chemins de fer et sans bonnes routes.

A peine a-t-elle désarmé, dans le district de Kumanovo, quinze régiments des 2e et 4e divisions bulgares que la Ire Armée Serbe reçoit l'ordre de mettre la main sur la région de Nich.

Nich, en effet, est une ville dont les Alliés ne sauraient se passer pour couvrir les regroupements de leurs forces, face au nord et face à l'est. C'est un riche entrepôt d'approvisionnements et un important nœud de routes, à la bifurcation des voies ferrées Belgrade-Salonique et Belgrade-Constantinople.

D'un bout à l'autre de cette bataille, on voit marcher, à l'extrême pointe des Armées d'Orient, la Ire Armée Serbe, qui n'a guère pris de repos depuis le 15 septembre 1918 ; on la

voit, appuyée par la brigade de cavalerie du général Jouinot-Gambetta, s'engager résolument vers le nord, en une seule colonne, puis, le 3 octobre, au contact de l'ennemi, se déployer derechef, la D. I. du Danube en tête. La division de cavalerie serbe, dont les patrouilles exploraient en dernier lieu la frontière bulgare, entre Kotchana et Carévo Sélo, ne tarde pas à la rejoindre.

Pendant ce temps, la IIe Armée Serbe monte la garde au seuil du royaume bulgare, prête à l'envahir, si l'armistice de Salonique n'était strictement observé. Mais le général Franchet d'Espérey décide bientôt de la déplacer ; il l'envoie tenir le secteur Nich-Mitrovitza sur la gauche de la Ire Armée Serbe. Donc, entre le 5 et le 11 octobre, la IIe Armée Serbe quitte ses emplacements de la frontière-bulgaro-serbe, passe, le 14 à Uskub et relève, le 20, dans la région de Mitrovitza, le détachement mixte Triané [1].

A vrai dire, quelque diligence que fasse la IIe Armée Serbe, elle n'accomplira pas assez vite son mouvement et sa mission ne sera pas effectuée dans les délais prévus. Et pourquoi? C'est que la Ire Armée progresse vers le nord avec une célérité prodigieuse. C'est elle qui supporte les sacrifices les plus lourds pendant la bataille des Balkans. C'est elle, plus que toute autre, qui en assure le succès. Et c'est seulement le 1er novembre 1918, après la prise de Belgrade, que les éléments les plus avancés de la IIe Armée Serbe pourront atteindre, sur la Drina, la gauche de l'infatigable Ire Armée Serbe.

Ayant forcé les défilés de la Morava, non sans avoir dû soutenir une lutte acharnée contre les Austro-Hongrois, les Serbes de la Ire Armée pénètrent le 7 octobre dans Leskovatz. Ils y retrouvent la brigade de cavalerie française[1], arrivée par l'ouest, et la division de cavalerie serbe, arrivée par l'est.

La résistance, à partir de ce moment, s'accentue dans la vallée de la Morava. Trois divisions allemandes (217e, 219e, Corps Alpin) et deux divisions autrichiennes (9e et 25e) ont pour consigne de défendre Nich à tout prix. Les Serbes ne s'en établissent pas moins, le 11 octobre, sur les hauteurs qui dominent la ville. Une manœuvre débordante par l'aile droite

1. Moins un demi-régiment de cavalerie (4e chasseurs d'Afrique), affecté au détachement mixte Tranié pour les opérations de Mitrovitza.

achève de déconcerter l'ennemi. Nich, évacuée par les Austro-Allemands, accueille en pleurant de joie la D. I. de la Morava. Trois années d'une odieuse servitude prennent fin le 12 octobre 1918. Et comme la cavalerie française s'empare, le 14, de Pirot, les alliés sont désormais les maîtres de la grande voie Berlin-Belgrade-Sofia-Constantinople.



L'intention primitive du général Franchet d'Espérey était de faire glisser ses divisions françaises de Monastir et Prilep vers Kustendil, sous la couverture de la Ire Armée Serbe. Après s'être croisées à Uskub avec la IIe Armée Serbe, qui marche en sens contraire de Kotchana sur Mitrovitza, elles gagneraient la région de Pirot par un large mouvement de conversion. Envoyées plus tard vers le nord, elles auraient prolongé l'aile droite de la Ire Armée Serbe, de manière à tenir, avec la brigade de cavalerie du général Jouinot-Gambetta, une ligne allant approximativement de Nich jusqu'au Danube.

En effet, le simple bon sens interdit de dissocier les deux armées serbes, dans une période où l'une et l'autre peuvent travailler, avec des avantages incomparables, à la libération de leur sol natal. Au surplus, la violente animosité qui divise les Serbes et les Bulgares nécessite la présence de troupes principalement françaises ou britanniques sur la frontière bulgaro-serbe.

Les instructions initiales du général en chef ne seront pas réalisées en leur entier, malgré l'habileté et l'énergie personnelles du général Henrys[1]. Et d'abord, le croisement de l'Armée Française d'Orient et de la IIe Armée Serbe à Uskub, constitue, à lui seul, une cause de retard. Des orages, les premières pluies d'automne, — ces pluies néfastes que le général Franchet d'Espérey n'avait que trop raison d'appréhender, lorsqu'il insistait à Paris pour que l'offensive du Dobropolje ne fût pas remise au delà du 15 septembre, — rendent impraticables les pistes bourbeuses de Serbie et de Bulgarie ; les communi-

1. Depuis le 15 septembre 1918, le général Henrys, commandant l'Armée Française d'Orient, a transporté son quartier général successivement de Florina à Monastir, Prilep et Uskub.

cations font défaut ; le problème du ravitaillement, de plus en plus épineux, soumet à de rudes épreuves l'endurance de la troupe et l'ingéniosité du commandement. Pour assurer la garde d'environ 90 000 prisonniers germano-bulgares, les services de l'arrière rassemblent à grand'peine quelques escouades franco-serbes. Encadré par une faible escorte, ce pitoyable et long cortège se traîne vers Monastir, où notre intendance entreprend de le ravitailler. Son passage aggrave les perplexités de l'Armée Française. On avait songé, d'autre part, à mettre une division anglaise sous les ordres du général Henrys. Mieux vaut y renoncer, car le gouvernement britannique se montre peu enclin à fractionner le corps expéditionnaire qu'il entretient en Macédoine. Après le 7 octobre, il faut constituer, pour le général Berthelot, une « armée du Danube » : l'état-major général de Salonique l'organise avec les restes du 1er Groupement de Divisions et la 30e D. I. qu'il prélève sur l'Armée Française et détache auprès du général Chrétien, commandant les troupes d'occupation de Bulgarie. Vers la mi-octobre, enfin, éclate une épidémie de grippe tellement meurtrière que le général Henrys est contraint de laisser la 57e D. I. près de Monastir et la 156e à Kicévo.

Pour toutes ces raisons, l'Armée Française d'Orient ne pourra se conformer intégralement aux « directives » du général en chef.



Mais la poursuite n'en est aucunement ralentie.

La Ire Armée Serbe n'attend pas, après la prise de Nich, que son aile gauche soit prolongée par la IIe Armée Serbe et son aile droite par l'Armée Française ; elle remplace provisoirement l'une par la division de cavalerie serbe, l'autre par la cavalerie française du général Jouinot-Gambetta ; puis, à cheval sur la Morava méridionale, continue avec la même ardeur, la même audace, la même allégresse juvénile sa course vers le nord.

Refoulant l'ennemi qui essaie en vain de l'arrêter au confluent de la Morava occidentale et méridionale [1], elle lui

1. Les hauteurs de Stalatz à Rajany constituent une barrière naturelle très solide, fermant l'accès de la vallée de la Morava.

inflige la cruelle défaite de Paracin (22-23 octobre). Les Austro-Allemands sont démoralisés par cet échec, renoncent à défendre leurs puissantes positions de Kragoujévatz et se replient précipitamment vers la Drina, la Save et le Danube. Le maréchal de Mackensen perd l'espoir de se maintenir en Serbie, et son unique souci, dès lors, paraît être de conserver le chemin de fer Bucarest-Orsova-Buda-Pest.

Cependant, l'avant-garde de l'Armée Française, à peine débarquée à Pirot, s'engage à la droite de la Ire Armée Serbe, en vue de la soutenir et d'intercepter la voie de communication du Danube. Placée sous les ordres du général Patey, qui commande le 2e Groupement de Divisions, elle comprend les deux unités que l'armistice bulgare a surprises en avant du gros de l'Armée Française : d'abord, la 17e division coloniale dont un bataillon est cantonné depuis le 8 octobre à Sofia [1], puis la 76e D. I., acheminée sur Uskub, on s'en souvient, afin de corser la manœuvre du général Jouinot-Gambetta. D'ailleurs, la brigade de cavalerie française est rattachée, elle aussi, le 20 octobre, au Groupement Patey. Enfin le détachement Tranié, relevé à Mitrovitza par la IIe Armée Serbe, se rassemble à Nich, vers le 25, pour rejoindre le même groupement : c'est sous les ordres du général Tranié que la 3e D. I. hellénique, venant du flanc gauche, où elle a largement contribué aux opérations de couverture, aura l'honneur de montrer les couleurs grecques aux populations septentrionales de la Serbie.

Si le Groupement Patey devait se diriger vers le nord par la vallée de la Morava méridionale (via Uskub-Kumanovo-Vranje-Leskovatz-Nich), à la remorque de la Ire Armée Serbe, il n'aurait aucune chance d'arriver à temps. Mais l'article secret no 1 de l'armistice du 29 septembre 1918 prévoit l'utilisation de la ligne latérale Kustendil-Sofia-Pirot-Nich ainsi que de toutes les autres communications bulgares.

Le passage éventuel des forces militaires alliées sur le territoire bulgare ainsi que l'utilisation des voies ferrées, routes, voies fluviales et ports, feront l'objet d'une convention spéciale entre le gouvernement

1. Le 1er bataillon du 54e régiment d'infanterie coloniale est la première troupe alliée qui ait tenu garnison dans une capitale ennemie, pendant la guerre de 1914-1918.

bulgare et le haut commandement de l'Armée d'Orient. Des négociations, à cet effet, commenceront dans un délai de huit jours, au plus. Elles concerneront aussi le contrôle du téléphone, des télégraphes et des stations de T. S. F.

Les représentants à Sofia du général Franchet d'Espérey et le gouvernement bulgare décident, en conséquence, que le transport du Groupement Patey aura lieu par voie ferrée. Commencé le 14 octobre, ce mouvement permet à la 17e D. I. C. de se rassembler à Pirot, le 22, et de pousser des avant-gardes jusqu'à Kniajévatz.

Mais qui se charge de frayer la route aux fantassins? Encore une fois, les cavaliers du général Jouinot-Gambetta. Longtemps avant la 17e D. I. C., leurs éclaireurs traversent Kniajevatz. Le 19, dans les défilés boisés du Timok, ils s'emparent de Zaïetchar. En signalant que Vidin est évacué, ils déterminent la 76e D. I. à atteindre, en cette même journée, la boucle que le Danube décrit entre Vidin et Lom Palanka. Grâce à nos cavaliers, trente-quatre jours après le début de l'offensive sur les rochers de la Mogléna, le drapeau tricolore flotte sur les berges du grand fleuve. Grâce à eux, les importantes mines de cuivre de Bor, propriété d'une compagnie française, sont dégagées. Grâce à eux, nous tenons toute la rive droite, de Négotin à Vidin. Et tandis que, plus au nord, dans le secteur des Portes de Fer et de Turnu Severin, ils harcèlent sans trêve les arrière-gardes ennemies, au sud, les bataillons de la 76e D. I. étendent cette occupation jusqu'à Lom Palanka.

L'activité française sur le Danube inaugure une série d'épisodes qui comptent parmi les plus pittoresques de cette guerre. Il faut, pour en trouver l'équivalent, se reporter aux campagnes de la première République, lorsque, sur le Zuyderzée pétrifié par les glaces, les hussards de Pichegru capturaient la flotte hollandaise.

Dès son arrivée à hauteur de Lom Palanka, la 76e D. I. prend sous le feu de ses canons de 37 des chalands ennemis qu'elle contraint de s'échouer sur la rive nord du fleuve. Nos troupes réussissent à les renflouer, de nuit, et les ramènent sur a rive bulgare. Les monitors austro-hongrois, furieux de n avoir pu s'y opposer, bombardent le port et la ville de Lom

Palanka. Représailles inutiles : la voie du Danube, d'une importance vitale pour les Empires Centraux, s'est fermée définitivement devant eux.

Le 21 octobre, un aviso autrichien débarque un parlementaire en amont du Lom Palanka. Et l'on voit paraître un lieutenant de vaisseau, muni d'une commission que le chef de la flottille du Danube a signée au nom du maréchal de Mackensen. Cet officier vient s'enquérir auprès du général Patey si le commandement français est résolu à empêcher la navigation sur le Danube, ou s'il l'autorise jusqu'au 26, conformément à la convention passée avec la Bulgarie. On se borne à lui rappeler que l'Entente n'a conclu aucun accord avec l'Autriche-Hongrie. Et le parlementaire se retire, comprenant que la navigation est interdite.

Par deux fois, devant Vidin et Lom Palanka, des patrouilles de la 76e D. I. traversent le fleuve, prennent pied sur la rive nord, et, après un raid aventureux en territoire roumain, raflent des prisonniers allemands. L'artillerie ennemie riposte avec du 105 et du 150, tandis que les monitors austro-hongrois tentent infructueusement de franchir le barrage de nos batteries de 75.

Pendant ce temps, à l'ouest, la Ire Armée Serbe continue sa poursuite avec un acharnement implacable. Rien ne peut briser son élan, ni la fatigue, ni la pénurie de munitions [1], ni le manque de chaussures et de vivres. Victorieuse à Paracin, constatant partout le désarroi profond des divisions allemandes, avec quel enivrement ne voit-elle pas se rapprocher, enfin, le but de ses désirs ! Car la conquête de Belgrade est désormais imminente.

Certes, aucun homme de cœur ne marchandera son admiration à des braves qui, ayant couvert en quarante-cinq jours plus de 500 kilomètres, rentrent dans leurs villages bien-aimés après trois années d'un effroyable exil, courent s'assurer que tous leurs parents, tous leurs amis ne sont pas morts, puis, s'arrachant à leurs embrassements, rejoignent leur bataillon pour travailler jusqu'au bout, avec leurs cama-

1. Le transport des munitions ne pouvant s'effectuer que par chariots à bœufs et en quantité minime, les divisions en ligne ne disposent que d'un seul jour de feu.

rades, à la grande œuvre commune : la délivrance de la Serbie.

Le 1er novembre 1918 sera pour Belgrade une de ces journées de jubilation unanime, inoubliables dans l'existence des cités, où non seulement les êtres humains, mais encore les maisons, les pavés et les murs semblent dégager du bonheur. Ce matin-là, à 10 heures 30, au milieu d'une foule en délire, la division du Danube, ayant à sa tête la voïvode Boyovitch, fera son entrée solennelle à Belgrade. Et pendant quelques heures, toutes les souffrances seront oubliées, tous les deuils seront consolés.

*
* *

Quelque rapide que soit cet exposé, il risquerait d'être injuste, s'il passait sous silence le rôle du flanc gauche. Parmi les quatre détachements que les Armées Alliées ont envoyés sur Elbassan, Tirana, Prizrend et Mitrovitza, il n'en est aucun qui ne mérite de voir relatés les services qu'il a rendus.

Au lendemain de la débâcle de la XIe Armée Allemande, le général von Pflanzer-Ballin, commandant le XIXe corps austro-hongrois, se trouve découvert sur sa gauche.

Craignant d'être embouteillé, si l'Entente vient à s'emparer de ses lignes de communication, il se replie sur Durazzo. Mais il a soin de constituer d'abord, à l'ouest d'Okhrida, une puissante flanc-garde qui résiste avec persévérance à la poussée de notre 57e division. Le XIXe corps austro-hongrois procède ensuite à l'évacuation méthodique de Bérat ; après quoi, le 3 octobre, il exécute une retraite d'ensemble sur tout le front du XVIe corps italien.

L'état sanitaire des Italiens s'est apparemment amélioré depuis la mi-septembre, et le général Ferrero doit avoir remédié au manque de moyens de ravitaillement qui l'empêchait naguère de participer à nos offensives, puisqu'il peut suivre à marches forcées les troupes autrichiennes qui s'ébranlent vers le nord-ouest. Quand notre 57e D. I. parvient, le 7 octobre, devant Elbassan, elle s'aperçoit avec la plus agréable surprise que nos alliés italiens sont déjà maîtres de la ville. Et comme il lui paraîtrait stérile de superposer son

action à celle du général Ferrero, elle confie aux Italiens le soin de nettoyer l'Albanie méridionale.

Plus à droite, une colonne serbe part d'Okhrida vers le nord, entre le 4 octobre à Dibra et oblique vers le sud-ouest ; puis, sans se laisser rebuter par la saison hostile ni la longueur des étapes, marche délibérément sur Tirana, où elle arrive le 10 octobre. Quatre jours plus tard, des éléments du XVIe corps italien l'y rejoignent. En vertu d'accords internationaux que les Armées d'Orient n'ont pas connus jusqu'alors, nos alliés italiens tiennent à rester seuls dans Tirana. Rien de plus légitime ; on s'empresse de faire droit à leur demande, et la colonne serbe reprend le chemin de Dibra.

D'autre part, l'Armée Française affecte au secteur Kalkandeler-Prizrend le 58e bataillon de chasseurs à pied. Dans ce pays sauvage et abrupt, les Austro-Allemands se croient d'abord en sûreté. Toutefois, dès le 11 octobre, l'avant-garde des chasseurs à pied s'établit à Prizrend, et, parmi les nombreux prisonniers qu'elle capture, se trouve le général Arbin von Stadler, administrateur autrichien de l'Albanie.

Un quatrième détachement, de beaucoup le plus considérable, opère au nord-est de ces trois petites colonnes, sur la voie ferrée d'Uskub à Mitrovitza. Il complète, du côté de l'Albanie, notre système de précautions et couvre le rassemblement des divisions françaises qui montent d'Uskub vers le nord. Voici sa composition : une brigade de la 11e division coloniale, deux régiments de la 3e D. I. hellénique, plus un demi-régiment de cavalerie français (4e chasseurs d'Afrique). Sous les ordres du général Tranié, ce détachement s'est déjà distingué au passage de la Cerna, puis au cours de la marche sur Uskub, où il a secondé le raid de la cavalerie.

Aux Allemands et Autrichiens qui voudraient s'enfuir vers la Save et le Danube, par delà les montagnes, il donne la chasse à une allure si impétueuse qu'il les traque, le 4 octobre, à Katchanik, assez inopinément pour les empêcher de détruire la gare et leur enlever, outre une centaine de prisonniers, 30 canons de tout calibre. Le 7, la poursuite ayant continué sans relâche le long de la voie ferrée, le détachement atteint Férizovie : 22 nouveaux canons enrichissent notre butin de guerre. Le 10, Pristina est délivrée ; le 12, après un combat

heureux, le 4e chasseurs d'Afrique fait irruption dans Mitrovitza, capturant des wagons, des locomotives, un dépôt de vivres et un hôpital.

Aussitôt les *comitadjis* serbes, albanais et monténégrins accourent offrir leurs services au général Tranié. Ces francs-tireurs insaisissables, que les bourreaux de la Serbie ne sont jamais parvenus à exterminer, malgré les cours martiales et les supplices, quittent en masse leurs asiles. La Serbie tout entière, en proie à une effervescence salutaire, ressemble à un organisme robuste qui travaille énergiquement à éliminer ses poisons. Vieillards, femmes et enfants n'attendent pas notre approche pour expúlser leurs oppresseurs. Le 13 octobre, quand nos chasseurs d'Afrique abordent les faubourgs d'Ipek, la population se précipite à leur rencontre, leur remet triomphalement les prisonniers qu'elle vient de faire par ses propres moyens : plus de 600 Austro-Allemands dont 25 officiers. Avant de gagner Novi-Bazar, puis Kraliévo, les tyrans en fuite gravissent un véritable calvaire : au passage des gorges étroites qu'ils doivent franchir, les paysans les guettent, les accueillent à coups de carabine, détruisent les ponts, s'approprient leurs automobiles et tout leur matériel. Cette *guerilla* précipite notre avance. Dès le 14 octobre, les chasseurs d'Afrique tiennent Novi-Bazar; le 15, les cavaliers italiens pénètrent dans Durazzo, tandis que les Monténégrins se révoltent à l'annonce de notre approche.

La IIe Armée Serbe peut venir relever le détachement Tranié dans la région de Mitrovitza, à partir du 20 octobre : elle n'assumera pas une tâche bien difficile. Sa préoccupation capitale, jusqu'au moment où elle débouchera sur la frontière de Bosnie, sera de se déployer assez vite sur la gauche de la Ire Armée Serbe.

Ainsi les opérations militaires et politiques se confondent : tout en appuyant à l'ouest la Ire Armée Serbe, la manœuvre du flanc gauche a dégagé l'Albanie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine.

Un des soucis les plus graves du Conseil Supérieur de la Guerre, au milieu de ce bouillonnement, est d'empêcher les intérêts individuels d'empiéter sur les intérêts collectifs. Sans doute, le régiment yougo-slave qui marche vers la côte de

l'Adriatique, où la marine française a reçu l'ordre de le ravitailler, traverse d'une allure triomphale Scutari (30 octobre), Podgoritza (31 octobre), Cettigné (4 novembre) et Cattaro (8 novembre). Mais, de son côté, le XVI[e] corps italien, incapable de se confiner dans la zone d'influence qui lui a été assignée entre Valona et l'embouchure du Mati, s'élance vers Scutari. Pour éviter une controverse à main armée, les Alliés conviennent que la ville de Scutari sera le siège d'une garnison internationale, commandée par un Français, le colonel de Fourtou. Le 58[e] bataillon de chasseurs à pied quitte Prizrend immédiatement pour s'établir à Scutari, où il arrive avant les Italiens, dans la nuit du 1[er] au 2 novembre.

Grâce à ces mesures préventives, qui font honneur à la sagesse des Alliés, rien ne trouble la félicité avec laquelle les Serbes célèbrent leurs *Te Deum*, non seulement à Belgrade et Cettigné, mais encore en Bosnie-Herzégovine. Un gouvernement yougo-slave vient de se former à Agram (Zagreb). Il acclame le roi Pierre. Et plusieurs trains, rassemblés par son ordre à Visegrad, transportent la division du Timok à Sarajevo.

*
* *

Le soir du 3 novembre 1918, le général Diaz, commandant en chef les armées italiennes, a signé à la villa Giusti deux protocoles aux termes desquels les hostilités avec les armées austro-hongroises doivent cesser le 4 novembre, à 15 heures. Il semble alors que cette capitulation s'étende à l'Autriche-Hongrie tout entière.

Quoi de plus simple, en effet, si la monarchie dualiste ne subissait qu'une défaite? Mais elle se dissout. Les divers États qui la composaient à contre-cœur s'en détachent avec empressement. Chacun veut suivre sa voie propre. Et la Hongrie, qui en est le plus important, a même la fantaisie de passer pour un État neutre.

Deux lieutenants-colonels magyars se présentent aux avant-postes serbes le 3 novembre à 11 heures, en pleines négociations de la villa Giusti; proclament que l'Autriche-Hongrie a cessé d'exister et que la Hongrie aspire à conclure un armistice particulier avec les Armées Alliées d'Orient.

En d'autres termes, le nouveau gouvernement hongrois désavoue par avance l'armistice de la villa Giusti, ouvrage du haut commandement austro-hongrois.

Le 4 novembre, tandis que le général Franchet d'Espérey annonce à M. Clemenceau l'arrivée des officiers magyars et lui soumet les conditions purement militaires auxquelles il croit pouvoir accorder une suspension d'armes, le gouvernement hongrois prescrit à ses soldats de déposer leurs fusils et de rentrer chez eux. Subitement, le 5, s'ouvre la longue série de coups de théâtre que la Hongrie ménage aux Alliés : le comte Karolyi, président du conseil national hongrois, exhorte les mobilisés à rejoindre leurs formations, sous prétexte que les Roumains, les Yougo-Slaves, les Tchèques et les Polonais menacent le territoire de la patrie.

En réalité, comme le déclarent naïvement les délégués du conseil national d'Agram, la monarchie d'Autriche-Hongrie est remplacée par l'anarchie. Il n'y a plus de pouvoir central. Les ouvriers et soldats font la loi à Buda-Pest, comme à Moscou.

A ce moment, le général Franchet d'Espérey s'inquiète de savoir si l'armistice de la villa Giusti, dont le télégraphe vient de lui apprendre l'existence, s'étend au front balkanique et si les pourparlers doivent continuer avec les représentants hongrois.

Paris, en réponse, n'autorise que des pourparlers ayant trait à l'application de l'armistice de la villa Giusti.

Mais la décomposition foudroyante de l'Autriche-Hongrie entraîne mille difficultés que le général Diaz est loin d'avoir prévues. Le double protocole du 3 novembre 1918, à le bien examiner, ne semble se rapporter qu'aux intérêts italiens. A peine si l'article militaire nº 5, certaines clauses navales relatives au Danube et à la mer Noire font une discrète allusion au théâtre balkanique [1]. Il devient indispensable de régler le sort de ce front par des stipulations moins sommaires.

De son côté, le comte Karolyi, désireux de mettre un terme

1. Article militaire 5 : « Complète évacuation, dans un délai de 15 jours, de toutes troupes allemandes, non seulement des fronts d'Italie et des *Balkans*, mais de tous territoires austro-hongrois. Internement de toutes troupes allemandes qui n'auraient pas quitté, avant ce délai, le territoire austro-hongrois. »

aux souffrances de la Hongrie, exprime le vœu de se rencontrer avec le général Franchet d'Espérey au plus tôt.

Il apparaît à tout le monde, le 7 novembre, pendant l'entrée du Prince Alexandre de Serbie et du général Franchet d'Espérey à Belgrade, que l'armistice de la villa Giusti, en raison du nombre et de la complexité des affaires litigieuses, ne saurait s'appliquer purement et simplement à la Hongrie. Sans doute, le général en chef ne manquera pas de s'inspirer dans une large mesure des instructions spéciales qui lui ont été adressées naguère, tant au sujet des voies ferrées et fluviales de la Serbie que de sa couverture militaire ; mais ce programme demeure inefficace eu égard aux multiples questions qui se posent chaque jour.

On aurait pu s'épargner assurément bien des mécomptes, si, après l'armistice bulgare, alors que les problèmes politiques et diplomatiques recommençaient à dominer les problèmes militaires, un haut fonctionnaire des Affaires étrangères eût été adjoint, à titre de conseiller technique, au commandement des Armées Alliées d'Orient.

En voici un exemple. Si, en novembre 1918, à Belgrade, les Alliés n'ont pas tenu un compte suffisant des revendications roumaines, c'est qu'ils n'ont pas eu connaissance, à cette époque, du traité que l'Entente a conclu en 1916 avec la Roumanie. De même, faute d'indications précises, ils n'ont pas établi une ligne de démarcation entre les Hongrois et les Tchéco-Slovaques.

Veut-on un autre exemple? Le 4 novembre, le général Franchet d'Espérey hésite à entamer des relations de fait avec le nouveau gouvernement hongrois. En effet, comment un régime de fortune, auquel les Alliés ne reconnaissent pas une existence légale, serait-il qualifié pour mettre au point l'armistice de la villa Giusti?

Enfin, à la différence du général Diaz, qui a été investi régulièrement d'un mandat collectif des puissances alliées et associées, le général Franchet d'Espérey, lorsqu'il traite avec la Hongrie, ne paraît tenir ses pouvoirs que du seul gouvernement français. On devine les inconvénients de cette procédure défectueuse. L'Italie refusera de reconnaître un pacte où elle n'est point partie contractante. Et la Roumanie agira de même.

Dans ces conditions peu normales, les généraux français et serbes, accoutumés à se voir interdire sévèrement toute initiative sur le terrain politique et diplomatique, se garderont d'excéder leurs attributions usuelles. La convention militaire qu'ils concluront avec la Hongrie ne visera qu'à remettre entre les mains des Alliés les débouchés stratégiques de la Transylvanie.

*
* *

Le comte Karolyi est de fâcheuse humeur en arrivant à Belgrade, le 7 novembre. Ce qui l'attriste, ce n'est point la délégation officielle qui l'accompagne. Mais il souffre d'être surveillé étroitement par un agent du comité révolutionnaire des ouvriers et soldats. Auprès de ce compagnon à mine patibulaire, on imagine que le président du conseil national hongrois doit songer à défendre sa bourse et sa vie, plutôt qu'à délibérer sur une clause délicate.

Qu'elle est pénible, cette conférence du 7 novembre, pendant laquelle le comte Karolyi avoue qu'il ne se sent pas assez fort, matériellement ni moralement, pour exécuter l'armistice de la villa Giusti ! L'absence du pouvoir royal le prive d'un soutien constitutionnel. Les troubles bolchevistes qui ont éclaté çà et là menacent de se généraliser. En attendant qu'on lui organise un simulacre de garde nationale, il ne dispose d'aucune armée fidèle et n'exerce aucun contrôle effectif sur les maréchaux de Mackensen et Koevess. Il voudrait obtenir, pour ménager l'orgueil de ses compatriotes, un certain nombre de concessions politiques, très propres à rehausser son prestige. Mais comment le général Franchet d'Espérey pourrait-il y consentir? Ces conditions ne sont pas de sa compétence.

Les plénipotentiaires se rebutent : leurs pourparlers n'avancent guère. Ce que voyant, le comte Karolyi et sa délégation reprennent le chemin de Buda-Pest, après avoir prié le général en chef de communiquer leurs vœux aux gouvernements de l'Entente.

Le général Franchet d'Espérey a soin de préciser, dans la dépêche qui transmet à Paris leurs observations et les siennes,

que ses troupes continueront leur offensive jusqu'à ce que les Hongrois aient ratifié l'armistice de la villa Giusti.

M. Clemenceau l'en approuve. Toutefois, il ne tient pas à rompre, alors que les Alliés soumettent les demandes de la Hongrie à un examen attentif. Il invite simplement le général Franchet d'Espérey à prévenir le comte Karolyi que des divisions franco-anglaises seront dirigées prochainement sur Buda-Pest.

Ce message et, plus encore, la capitulation allemande du 11 novembre, produisent un effet magique sur les Hongrois. Sans attendre que l'Entente ait répondu aux suggestions du comte Karolyi, ils se déclarent prêts à accepter, dans leurs grandes lignes, les principes établis à la villa Giusti.

Le général Franchet d'Espérey, à ce moment, est de retour en Macédoine. Il ne peut songer à repartir sur-le-champ pour Belgrade, mais il délègue ses pouvoirs au général Henrys et au voïvode Michitch. Et deux jours plus tard, il est en mesure de télégraphier le texte de la « convention militaire relative à la Hongrie » que M. Béla Linder, délégué du gouvernement hongrois, a fini par signer le 13 novembre 1918, à 23 heures 15.

Comme les trois premiers articles de ce document sont aussi les plus importants, il n'est pas inutile de les rappeler brièvement.

Tout d'abord, les troupes hongroises se retirent au nord d'une ligne passant, de l'ouest à l'est, par Fünfkirchen, Baja, Mariatheresippol, le cours du Maros, Bistritz et la haute vallée du Grand-Szamos (article Ier).

Contrairement à l'armistice de la villa Giusti qui réduit l'armée austro-hongroise à 20 divisions d'infanterie sur le pied de paix, l'armée hongroise n'est pas démobilisée intégralement. Elle est autorisée à maintenir sur le pied de guerre 6 divisions d'infanterie et 2 divisions de cavalerie, destinées à assurer l'ordre à l'intérieur (article II). Les remontrances du comte Karolyi ont porté leurs fruits, comme on voit.

Les Armées Alliées ont le droit permanent d'occuper toutes les localités, tous les points stratégiques qui seront désignés par le général en chef. Elles ont droit de passage sur toute l'étendue du territoire hongrois (article III).

L'acte du 13 novembre 1918 se donne-t-il pour un chef-d'œuvre de finesse diplomatique? Nullement, il lui suffit d'être une convention militaire qui a bien répondu, dans son ensemble, aux exigences d'une situation pleine de périls. Avant de se livrer aux plaisirs faciles de la critique, un juge équitable se gardera d'oublier que cet armistice est dû : chez les Alliés, à des négociateurs militaires qui n'ont pas eu la bonne fortune de recevoir, au moment opportun, des instructions précises et complètes ; chez les Hongrois, à des négociateurs dont l'autorité, non reconnue explicitement par l'Entente, résiste avec peine, à l'intérieur, aux premières frénésies du bolchévisme.

Malgré leur isolement et leurs incertitudes, les délégués des Armées d'Orient ont su montrer de la prévoyance. Si, entre décembre 1918 et janvier 1919, les Tchéco-Slovaques ont pu s'établir, à titre de troupes alliées, dans les territoires situés au nord d'une frontière qui suit le Danube et l'Eipel jusqu'à Rimaszombat pour finir à l'Ung ; si les forces franco-serbes ont pu occuper la ville d'Arad et le pont du chemin de fer de Szegedin ; si les Roumains ont pu prendre possession, en Transylvanie, des villes de Karlsbourg, Koloswar (Klausenbourg) et Nagy Banya, — c'est par application de l'article III.

Au total, en dépit de circonstances défavorables, la convention militaire du 13 novembre 1918 atteint parfaitement son but : garantir aux Alliés, vers le nord-ouest et le nord, les précieux résultats de la bataille des Balkans.

*
* *

Pendant que les Serbes et les Français, secondés par la 3e D. I. hellénique, progressent victorieusement vers Nich et Belgrade, des forces ayant pour mission d'ouvrir les Dardanelles aux flottes alliées, se sont rassemblées dans les plaines de la Macédoine Orientale.

C'est le 6 octobre que les gouvernements britannique, français et italien conviennent de constituer, sous le commandement du général Milne, lui-même subordonné au général Franchet d'Espérey, une « section orientale des Armées Alliées de Salonique ».

Chargée de la marche sur Constantinople, cette « section » comprendra non seulement la presque totalité[1] des troupes anglaises (22e, 26e et 28e D. I.) et la 122e D. I. française, mais encore une brigade italienne et trois divisions helléniques (1re, 2e et 13e D. I. du Ier C. A.), appelées à les rejoindre ultérieurement sur la Maritza.

On aurait voulu panacher ces éléments de quelques compagnies serbes, en témoignage de l'harmonie parfaite qui règne entre les Alliés. Mais on y renonce peu à peu. Il serait criminel d'arracher les Serbes à la magnifique besogne qu'ils accomplissent sur leur sol national. Et d'ailleurs, la difficulté croissante des transports s'y oppose absolument.

Quant au Royaume-Uni, il semble porter à l'offensive de Constantinople autant de sollicitude qu'il a toujours professé d'indifférence pour les affaires de Macédoine. C'est à l'intervention personnelle de M. Lloyd George que l'on doit la « section orientale des Armées Alliées de Salonique ». C'est pour lui complaire que le général Milne en assume le commandement direct. Enfin, le Chef d'État-Major Impérial, à la veille des opérations contre la Turquie, croit nécessaire d'envoyer au général Franchet d'Espérey toute une mission militaire, sous les ordres du lieutenant-général G. M. Bridges, alors que la liaison anglaise a pu être assurée pendant la campagne de Macédoine par un simple colonel.

Et cependant, c'est encore la pensée française qui gouverne cette entreprise : non seulement la conduite suprême en incombe au général Franchet d'Espérey, mais le plan adopté est tout entier de son inspiration.

Au cours d'une première phase, les Alliés comptent s'emparer de la voie Andrinople-Dédéagatch. Pour cela, notre 122e D. I. étant placée au centre, avec une division britannique à chacune des ailes, le général Milne s'efforcera, au moyen d'attaques par surprise, d'établir trois têtes de pont sur la rive est de la Maritza, la première vers Andrinople, la seconde vers Kuléli Burgas, la troisième vers Ipsala. Ces trois têtes de pont devront être assez larges pour que le gros des forces puisse déboucher sans encombre et que le

1. Seule la 27e D. I. britannique sera envoyée en Bulgarie avec l'Armée du Danube.

chemin de fer ne reste pas à portée du canon ennemi. Cela fait, le groupement Milne se concentrera à l'ouest de la Maritza, sur une ligne nord-sud allant d'Andrinople à Dédéagatch.

Pendant la deuxième phase, les Alliés travailleront surtout à s'introduire entre les Turcs de la presqu'île de Gallipoli et ceux qui tiennent la Thrace. Appuyée par des escadrons anglais, l'infanterie qui vient de construire les têtes de pont d'Andrinople et de Kuléli Burgas s'engagera vers le sud-est, se dépêchant de traverser Muradli pour atteindre la mer de Marmara. Une fois échelonnés entre Lulé Burgas, Muradli et Rodosto, les Alliés auront scindé les armées turques en deux tronçons.

D'autre part, comme il serait téméraire de ne pas couvrir cette opération fondamentale sur la droite, d'autres forces, utilisant la tête de pont d'Ipsala, se mettront face au sud, entre Kesan et Malgara, avec ordre d'immobiliser les deux ou trois divisions ennemies que l'on signale entre l'estuaire de la Maritza et les Dardanelles. Simultanément, les flottes alliées prendront sous leur feu les batteries repérées au fond du golfe d'Enos.

Si les Turcs s'avisaient de réagir sur notre flanc gauche, les réserves du groupement Milne ne manqueraient pas de leur imposer silence. Et sans doute, les 8e et 10e D. I. bulgares, non démobilisées[1], seraient heureuses de contribuer à couvrir la gauche du général Milne. Jamais les vaincus ne pourraient trouver une occasion plus favorable de rentrer en grâce auprès de l'Entente. Mais cette chance ne leur sera pas offerte.

La troisième et dernière phase suivra la chute de Rodosto. On attaquera l'isthme de Boulaïr en liaison avec la marine, de façon à occuper rapidement la côte européenne des Dardanelles. Toutes les batteries lourdes disponibles seront concentrées ensuite sur les ouvrages de la côte asiatique. Cette destruction consommée, les flottes alliées, maîtresses des Dardanelles, envahiront le vaste bassin de la Marmara. Et le Sultan, menacé à la fois par terre et par mer, capitulera sans conditions.

1. En vertu de l'article 2 de l'armistice bulgare. (Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre 1919, page 262.)



Les huit divisions d'infanterie destinées à la « section orientale des Armées Alliées de Salonique » se rassemblent activement, dès la première quinzaine d'octobre.

Des étapes extrêmement pénibles conduisent à travers la Macédoine orientale, par Drama, Xanthi, Gumuldjina, Dédéagatch et Dimotika, jusqu'à la frontière est de la Thrace bulgare, la 122e D. I. française, qui sert d'avant-garde au général Milne.

Quant à l'Armée Britannique, elle se porte vers la Turquie en deux fractions. Au nord, la 26e D. I. emprunte la voie ferrée Radomir-Sofia-Philippopoli pour débarquer à Mustapha Pacha. Au sud, une deuxième colonne, comprenant la cavalerie ainsi que les 22e et 28e D. I., s'achemine vers Cavala et Dédéagatch par le littoral de la mer Égée.

Si les unités helléniques effectuent leur concentration avec plus de lenteur, c'est qu'elles n'ont pas connu, avant le 25 septembre 1918, l'avantage de former un organisme autonome. On les avait réparties entre les généraux Henrys, d'Anselme et Milne : les regrouper n'est pas une petite affaire. Néanmoins, les troupes grecques affectées à la « section » du général Milne se réunissent, peu à peu, en Macédoine orientale. On retrouve, parmi elles, non seulement les trois divisions du Ier C. A., qui ont tenu le front de la Struma contre la IIe Armée Bulgare, mais encore les D. I. de Crète et de Sérès, prêtées à l'Armée Britannique pour la manœuvre de Doïran, et la D. I. de l'Archipel, dont le Ier Groupement de Divisions a pu éprouver la valeur sur la rive droite du Vardar. En trois semaines, deux corps d'armée helléniques, le Ier et celui de la Défense Nationale, sont au complet, n'attendant plus que le signal du départ.

Voici qu'on entre dans la dernière décade d'octobre. Voici que les états-majors parachèvent les études que le général Milne leur a prescrites, d'après les instructions du général Franchet d'Espérey. Voici que les trois divisions d'attaque sont à pied d'œuvre sur la rive ouest de la Maritza. Bientôt, chacun sera prêt.

Mais ces préparatifs n'ont pas échappé à l'ennemi.

Les Turcs, même après l'entrée des Britanniques à Damas, ont conservé des illusions. Ils espèrent que la fatigue, la saison des pluies, l'allongement excessif des lignes de communication, l'impossibilité de se ravitailler, le manque de renforts entraveront la progression menaçante du maréchal Allenby. Mais à la nouvelle que les Alliés massent des forces imposantes sur leur frontière de Thrace, leur optimisme les abandonne.

Ils jouent alors leur dernière carte. Renonçant à tenir tête au général Franchet d'Espérey, ils font venir d'urgence un prisonnier anglais de marque, le général Townshend, le vaincu de Kut-el-Amara, auquel on a eu soin de ménager une captivité à peu près tolérable, lui déclarent sans ambages que l'empire ottoman s'offre à capituler et le supplient d'agréer le rôle d'intercesseur auprès de l'Honorable sir Somerset Arthur Gough Calthorpe, vice-amiral, commandant en chef britannique de la station de la Méditerranée.

Peu après, dans le port de Moudros (île de Lemnos), à bord du navire de Sa Majesté Britannique, *Agamemnon*, entre l'amiral Calthorpe et les trois délégués turcs, Raouf Bey, ministre de la Marine, Réchad Hikmet Bey, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et le lieutenant-colonel d'état-major Saadullah Bey, commencent les pourparlers qui aboutissent à la convention du 30 octobre 1918.

On ne résume pas en vingt lignes une des négociations les plus curieuses de ce temps. Outre qu'il serait indiscret d'en exposer dès aujourd'hui le détail, les conférences de Moudros ne seraient ici qu'un hors-d'œuvre piquant, mais inopportun, puisque le commandement des Armées Alliées d'Orient n'y a pris aucune part. Il conviendra d'étudier ailleurs, quelque jour, les conditions particulières dans lesquelles l'amiral Calthorpe, « dûment autorisé par le gouvernement britannique en accord avec ses alliés », a cru devoir conduire ces entretiens.

En vertu de l'armistice de Moudros, les hostilités entre les Alliés et la Turquie expirent le 31 octobre 1918, à midi.

Il n'y aura donc pas d'offensive sur la Maritza.

Selon les instructions des gouvernements alliés, et d'accord avec le général Milne, le général Franchet d'Espérey fait

occuper la Turquie d'Europe par le corps interallié du général Wilson [1]. Et la gloire de planter le drapeau tricolore sur les rives de la mer de Marmara échoit à la 122e division française : une aussi belle récompense revenait de droit aux troupes qui ont enlevé le Dobropolje pendant cette bataille mémorable du 17 septembre 1918 où s'est décidée la victoire des Alliés en Orient.

*
* *

Le général Franchet d'Espérey, on s'en souvient, avait résolu d'envoyer une division vers le Danube, au lendemain de l'armistice bulgare.

Tout en surveillant les passages du fleuve, ce mouvement avait pour but de protéger le flanc droit de l'opération principale sur Belgrade; par la même occasion, il masquait le flanc gauche de l'opération secondaire sur Constantinople. Mais l'exécution en fut gênée par le mauvais état des routes et voies ferrées, joint à leur encombrement extraordinaire.

Peu importe, puisque, dans la première quinzaine d'octobre, la distance suffit à couvrir les Alliés vis-à-vis des unités austro-allemandes qui maîtrisent la Roumanie, et que, dès le début de la deuxième quinzaine, le débarquement de l'Armée Française dans la boucle Vidin-Lom-Palanka met à l'abri la droite des armées serbes. Si Mackensen peut essayer d'étendre la bataille des Balkans vers le nord-est, c'est à condition de franchir le Danube et de traverser la Bulgarie. Il s'en gardera bien ! Mackensen n'ignore pas que les Bulgares conservent trois divisions sur le pied de guerre en vue de garantir leurs frontières, non seulement contre les Turcs, mais surtout contre une agression austro-allemande venant de Roumanie.

Soudain, on apprend en Macédoine que l'ancien commandant en chef des Armées Alliées en Orient, le général Guillaumat [2], quitte le gouvernement militaire de Paris pour remplacer, à la tête de la Ve Armée, le général Berthelot, tandis que

1. Le corps interallié du général Wilson comprenait une division anglaise, une division française, un détachement italien et un détachement hellénique.
2. On avait cru à Paris, vers le 25 septembre, que le général Guillaumat retournerait en mission à Salonique, avec le titre de haut commissaire.

celui-ci est mis à la disposition du général Franchet d'Espérey, le 7 octobre, afin de diriger, sous son autorité supérieure, notre action sur le Danube. Les Alliés d'Orient reçoivent l'ordre d'organiser sans retard une armée particulière, destinée à opérer en Roumanie.

Tout le monde applaudit à la désignation du général Berthelot. Les services qu'il a rendus à l'armée roumaine, aux heures tragiques de l'automne 1916 ; le merveilleux redressement qu'il a su obtenir en quelques mois de nos alliés ; le don de faire aimer la France au dehors ; son immense popularité là-bas, sans parler de sa finesse, font du commandant de la Ve Armée l'homme le mieux qualifié pour se présenter chez les Roumains en messager de la victoire.

Par contre, on discute sans indulgence la création d'une « armée du Danube », à laquelle on reproche d'interrompre le regroupement si laborieux de nos troupes. C'est un tort, en effet, assez grave. Fallait-il donc une armée entière pour couvrir les flancs de nos colonnes du nord et de l'est? Nullement. Une simple division aurait suffi. Ce n'est pas en Roumanie que se joue le sort des Austro-Allemands, mais en Serbie et Hongrie. Et la preuve, c'est que Mackensen, isolé sur sa gauche, serait obligé de se rejeter en Ukraine, si les Serbes et les Français réussissaient à couper ses communications avec Buda-Pest.

Au surplus, l'état-major de Salonique est-il en mesure d'agencer une armée nouvelle, alors qu'il s'évertue à constituer une « section orientale » pour le général Milne? Deux divisions françaises ne sont-elles pas immobilisées par la grippe? Et comment rassembler des troupes sur la frontière roumaine avant la mi-novembre, au plus tôt?

Ce bizarre projet d'une « armée du Danube » serait plus facile à justifier, si l'Entente adoptait, à cette époque, une politique orientale nettement définie ; si, après avoir délivré les Roumains, elle songeait à des alliés non moins dignes de sympathie : aux Russes, qu'elle n'a pu débloquer à temps par l'entreprise des Dardanelles et qu'il doit lui tarder de soustraire à la double tyrannie de l'Allemagne et du bolchévisme. Bien entendu, si l'on admet cette arrière-pensée, une simple division ne suffirait point à la réaliser : il y faudrait, certaine-

ment, une armée entière. Mais cet argument est-il exact? Faute d'indices probants, rien n'autorise à croire que l'Entente ait conçu en octobre 1918 un programme à longue échéance relativement à la Russie.

Ce qui n'est point douteux, c'est que les Alliés d'Orient, auxquels on ne demande pas d'interpréter les instructions énigmatiques de Paris, mais de les exécuter dans le plus bref délai, accomplissent alors le tour de force vraiment prodigieux de créer à la fois une « section orientale » et une « armée du Danube ».

Le général Berthelot, arrivant à Salonique, se voit affecter ce qui subsiste du 1er Groupement de divisions : le général d'Anselme qui l'a commandé, son état-major et la 16e division d'infanterie coloniale. L'Armée Française lui cède la 30e division d'infanterie, plus le 4e régiment de chasseurs d'Afrique. Et même, en attendant que la 30e D. I. soit transportée d'Uskub sur la rive méridionale du Danube, la 76e D. I. détache à Roustchouk un groupe d'artillerie et le 210e régiment d'infanterie : leur rôle est de couvrir la concentration de l'armée du Danube et d'interdire tout trafic sur le fleuve. Les Britanniques, à leur tour, s'associent à l'effort général ; ils envoient leur 228e brigade territoriale occuper les ports de la mer Noire, Bourgas et Varna, et leur 27e division d'infanterie prend le train à Radomir pour gagner la région de Roustchouk et Razgrad.

Malgré des lenteurs inévitables, les éléments avancés du général Berthelot passent le Danube le 10 novembre en amont de Roustchouk, forcent Giurgévo le soir même, étendent, le 11, cette opération vers Svistov et Nicopoli, puis, une fois ces trois têtes de pont solidement organisées et reliées entre elles, se moquent de l'artillerie et de l'aviation ennemies, sachant que plus rien ne pourra contenir la poussée de leurs camarades.

Tandis que nos 210e, 61e, 58e et 40e régiments franchissent le Danube, la Roumanie décrète la mobilisation, et ses troupes, à la grande joie de tous les Alliés, rentrent en scène le 10 novembre 1918. Grâce à cette mesure, prise à la veille de la capitulation allemande, nos frères d'armes de 1916 et 1917 goûteront la satisfaction légitime de participer aux confé-

rences de Paris. Et le 1er décembre, quand le roi et la reine de Roumanie rentreront dans leur capitale, ayant le général Berthelot à leurs côtés, les rues de Bucarest verront défiler ensemble les détachements franco-britanniques et les soldats roumains.

Ces résultats ont une valeur politique et diplomatique indéniable. Cependant, il faut bien le dire, au point de vue militaire, tout l'intérêt se concentre sur les exploits des armées serbes. Ayant franchi, dès les premiers jours de novembre, le Danube et la Save, elles s'emparent de Versec, puis de Neusatz et poursuivent leur progression vers Temesvar et Arad, avec le ferme propos d'intercepter la principale ligne de communication ennemie entre Bucarest et Buda-Pest.

L'équité veut qu'on insiste sur ce point. Si la Roumanie est en état de rouvrir le feu, quelques heures avant la cessation générale des hostilités, c'est grâce à l'énergie avec laquelle les Serbes, secondés par les unités françaises, se sont engagés au nord du Danube. Pour peu qu'Arad soit menacé, les Allemands de Roumanie ne se trouveront plus en sûreté.

Leur chef s'en rend compte. Après la bataille de Paracin (23 octobre), le maréchal de Mackensen reconnaît avec une lucidité tardive, mais implacable, que la Serbie est irrévocablement perdue pour les Empires Centraux. Ensuite, alors que l'Entente conclut, coup sur coup, les armistices du 30 octobre avec la Turquie et du 4 novembre avec l'Autriche-Hongrie, il comprend que, si les divisions allemandes n'évacuent pas au plus tôt la Roumanie, elles seront faites prisonnières. S'obstiner à défendre la rive gauche du Danube depuis les Portes de Fer jusqu'à la mer Noire serait s'exposer à un désastre. Le maréchal de Mackensen ne commet point cette lourde faute : il prescrit le repli du gros de ses forces d'abord sur une ligne Turnu-Séverin-Craïova-Bucarest-Buseu-Romnicu-Sarat ; puis, laissant de puissantes arrière-gardes à Craïova et Bucarest, il émigre encore plus loin, sur une ligne Targujiu-Pitesti-Targovistea-Ploesti-Buseu. Finalement, l'armée d'occupation se dispose à battre en retraite par la Transylvanie, sa droite étant couverte par la XIe Armée.

Résolution fort sage. Mais le général Franchet d'Espérey, qui la prévoit, décide de barrer aux Allemands le chemin

de la Hongrie, pendant que l'armée du Danube, renforcée par l'appoint roumain, se chargera de transformer leur départ en déroute.

Cette manœuvre n'est interrompue que par les radios qui annoncent à la terre entière la signature de l'armistice allemand, le 11 novembre 1918.

Les subordonnés de Mackensen affectent d'ignorer cet événement pénible. Par un phénomène étrange, ils semblent avoir été laissés sans aucun renseignement, sans aucune orientation officielle. Ils continuent les hostilités, soit en bombardant la gare de Lom Palanka (11 et 12 novembre), soit encore en opérant de savantes destructions dans les régions roumaines où s'effectue leur retraite.

Les généraux Henrys et Berthelot sont obligés d'envoyer des commissions à Buda-Pest et Sinaïa, afin de remémorer à nos ennemis les clauses de l'armistice et d'en régler avec eux les modalités d'application.

Au cours de leurs voyages, nos délégués observent que les armées de Mackensen utilisent librement les voies ferrées de la Hongrie pour regagner l'Allemagne. Et sans doute, il faut bien tolérer ces pratiques jusqu'au 19 novembre. Mais au delà de cette date, elles constituent une infraction grave à l'armistice du 13 novembre, puisque l'article 9 de cette convention militaire stipule que :

Un délai de quinze jours est accordé pour le passage et le stationnement des troupes allemandes à travers la Hongrie, à partir du jour de la signature de l'armistice du général Diaz (4 novembre-15 heures). Les communications postales et télégraphiques avec l'Allemagne n'auront lieu que sous le contrôle militaire des Alliés. Le gouvernement hongrois s'engage à ne laisser envoyer en Allemagne aucune communication militaire avec ce pays.

On rappelle au gouvernement de Buda-Pest que, passé le 19 novembre 1918, l'utilisation des voies ferrées hongroises par les troupes allemandes engage sa responsabilité. On lui rappelle aussi que la clause militaire numéro 5 de l'armistice Diaz comporte l'internement de « toutes troupes allemandes qui n'auraient pas quitté, avant ce délai, le territoire austro-hongrois ».

Les ministres magyars ne contestent nullement les faits. Ils se bornent à alléguer que, faute d'une organisation militaire sérieuse, ils sont incapables d'interdire le passage des divisions allemandes ni de provoquer leur internement.

Si les Hongrois favorisent en secret leurs alliés de la veille, qui pourrait s'en étonner? Il serait naïf de compter sur leur bonne foi pour contrecarrer la fuite des divisions allemandes. Ce qui le démontre, c'est que nos colonnes s'emparent, en Hongrie, d'un matériel considérable, tandis que le chiffre de leurs prisonniers allemands ne dépasse guère 6 000 hommes.

Toutefois, pressé par le général Henrys, le comte Karolyi consent à faire interner le maréchal de Mackensen et sa suite, au moment où ces officiers traversent Buda-Pest dans leur train spécial. Il leur assigne pour résidence le château de Pott, près de la capitale hongroise, sans autres surveillants que des soldats hongrois.

Mais le duel du maréchal de Mackensen et du général Franchet d'Espérey s'achève sur un dénouement bien plus dramatique. Les Armées Alliées, apprenant de source sûre que le maréchal compte profiter de la complaisance de ses prétendus gardiens pour rentrer furtivement en Allemagne, décident de s'y opposer. Le 5 janvier 1919, deux escadrons de spahis marocains cernent le château de Pott, s'assurent de la personne de Mackensen et, malgré ses protestations, le conduisent sous bonne escorte au château de Futtak, près de Neusatz.

Plus tard le maréchal sera emmené à Salonique. Il pourra voir ce port incomparable, terre promise du commerce austro-hongrois, où la propagande germanique répandait, jadis, le bruit de son approche imminente et triomphale. Avec quelle insidieuse éloquence ne montrait-elle pas alors aux Grecs, pour obscurcir leur jugement et les dissuader de suivre les sages et généreux conseils de M. Vénizélos, le conquérant qui avait consommé la catastrophe du formidable empire des tzars, l'invincible stratège, fort de ses 300 000 soldats et de sa prodigieuse artillerie lourde ! Voici que le maréchal pénètre enfin dans cette ville si passionnément convoitée, quartier général de ses grands adversaires, Sarrail, Guillaumat et Franchet d'Espérey. Une auto militaire le transporte rapi-

dement de la gare des Orientaux à l'ancienne villa de l'aviation française. Mais d'où vient que la foule le regarde s'éloigner d'un air d'indifférence ?

C'est que le maréchal de Mackensen entre à Salonique en prisonnier de guerre, plusieurs mois après la victoire des Alliés en Orient.

***

Délibérant en France au mois d'août 1918, les conseillers experts de l'Entente n'ont approuvé le principe d'une offensive générale en Macédoine que dans la mesure où l'entreprise n'exigerait pas le concours du front occidental et ne détournerait aucun tonnage à son profit.

Ainsi, du 15 septembre au 13 novembre 1918, point de renforts pour l'Orient. Il y a bien les tanks envoyés par M. Clemenceau ; mais ils arrivent tardivement et ne prennent aucune part à la défaite des Germano-Bulgares ni à la bataille des Balkans.

A plusieurs reprises, sur la demande du ministère de la Guerre serbe, le commandement des Armées Alliées d'Orient insiste à Paris pour que tous les volontaires yougo-slaves retenus en Italie soient remis aux autorités serbes. Si nos amis italiens s'étaient décidés en juin 1918 à diriger 18 000 Yougo-Slaves sur Salonique, les Alliés d'Orient auraient compté en septembre deux divisions de plus. Incorporées dans l'armée serbe, ces unités eussent rendu des services inestimables, à en juger par la brillante valeur dont la division yougo-slave a fait preuve pendant l'offensive de Macédoine.

Leur absence est d'autant plus regrettable que les gouvernements alliés, au cours de la bataille des Balkans, imposent à l'état-major général de Salonique un certain nombre de formations nouvelles, particulièrement onéreuses, comme la « section orientale » du général Milne et l' « armée du Danube » du général Berthelot. Va-t-on, du moins, pour les aider à soulever un poids si lourd, fournir à ces armées en exil quelques régiments supplémentaires? En aucune façon. Tout au contraire, en octobre 1918, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie se mettent d'accord pour réduire encore plus le

courant d'entretien de leurs contingents de Macédoine. Et pourquoi? C'est qu'elles sont déterminées à concentrer leur effort sur le front occidental.

Comment la victoire d'Orient a-t-elle pu se produire malgré ces restrictions et ces charges?

***

C'est que, vers l'époque où fut prescrite l'offensive du Dobropolje, il avait fini par s'établir en Macédoine, entre le commandement et la troupe, une confiance absolue et réciproque.

Le moment d'agir étant venu, le commandement n'a pas craint d'assumer les responsabilités les plus graves. Une fois ses décisions prises, il s'est appliqué à concilier dans ses ordres, selon une mesure exacte et heureuse, la circonspection avec la fougue, la prévoyance avec l'audace. Et sans doute, les travaux militaires sont anonymes. Néanmoins, il y a lieu de rappeler ici le témoignage public de satisfaction qu'un juge sévère, le général Franchet d'Espérey, a décerné, après la signature de l'armistice bulgare, à ses collaborateurs des états-majors [1].

La troupe, par son attitude, a pénétré d'admiration ceux-là mêmes qui savaient le mieux ce qu'ils en pouvaient attendre. Si entreprenants que fussent ses chefs, elle a trouvé le moyen d'étonner leur hardiesse par sa rapidité et son endurance.

De ces deux qualités militaires, la rapidité est celle qui frappe le plus vivement un observateur non prévenu. Il s'émerveille, en effet, sitôt qu'il jette les yeux sur une carte de la péninsule balkanique. En moins de deux mois, les Alliés franchissent du sud au nord, de la Mogléna à Temesvar, plus de 500 kilomètres. Chemin faisant, ils délivrent, à l'ouest et à l'est, la Macédoine serbe avec la Macédoine hellénique, l'Albanie avec le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Roumanie ; ils préparent une offensive de grand style contre Constantinople. Mais pour soupçonner ce qu'une telle rapidité implique d'endurance, il faut connaître les Balkans, leur manque de voies ferrées et de routes, leur dénuement et leur détresse, la désola-

1. Ordre général nº 89 du C. A. A. en Orient, 12 octobre 1918.

tion de leurs déserts; il faut les avoir visités en automne 1918, après les destructions accumulées par un adversaire vindicatif et implacable.

Certes, on citera toujours avec de vifs éloges l'abnégation des Serbes qui se sont précipités vers Belgrade, sans souci de leur ravitaillement. Et il sera difficile d'outrer la louange. Mais peut-être les soldats de l'Armée Française ont-ils montré un stoïcisme au moins égal, lorsque, en pleine bataille des Balkans, ils ont traversé la Bulgarie entière pour s'en venir monter la garde sur les berges du Danube. Dans ces contrées déjà septentrionales, la saison froide est précoce. Elle s'annonce, dès octobre, par des rafales glacées, des trombes d'eau, des tourbillons de neige, des brouillards aussi moroses que les plus longues nuits d'hiver. Quand nos fantassins arrivent sur la frontière roumaine, ils portent encore les minces uniformes de toile kaki qu'on leur avait distribués en Macédoine, au plus fort des chaleurs, et, naturellement, ils grelottent. Leurs effets de drap, rassemblés avant l'automne dans la région de Monastir, n'ont pu suivre, depuis l'avance, faute de communications. On est obligé de renvoyer ces habillements à Salonique, d'où ils seront expédiés ensuite, via Constantinople, sur le Danube. Certaines formations particulièrement isolées, telles que nos escadrilles de Bulgarie, sont à peu près inaccessibles : elles ne reçoivent ni lettres, ni vin, ni solde. Parfois seulement, à travers un océan de boue, une camionnette plus aventureuse que les autres entreprend de leur porter des instructions et des nouvelles. Ces Français perdus au fond des solitudes balkaniques, n'est-ce pas qu'ils ont bonne grâce à supporter virilement leurs misères?

Cette parfaite liaison du commandement et de la troupe, qui déjoue les calculs de Mackensen ; cette rapidité et cette endurance, grâce auxquelles il n'y aura point de cinquième campagne d'hiver, ce sont précisément les conditions qui ont permis au maréchal Foch de refouler les hordes de Hindenburg depuis le 18 juillet 1918, sur le front des Armées du Nord et du Nord-Est. En Orient comme en France, ce sont les mêmes vertus qui ont gagné la guerre.

Qu'on ne se lasse donc pas de le répéter, puisque par une contradiction bizarre, certains personnages qui avaient avoué

publiquement l'unité et la solidarité de tous les fronts européens pendant la campagne manifestent, depuis la victoire du Dobropolje, comme une répugnance mystérieuse à confesser que l'« événement », terme de cette longue guerre d'usure, s'est produit en Macédoine ! S'infligeant à eux-mêmes un cruel démenti, ils essayent de rétablir une cloison étanche entre la France et les « théâtres d'opérations extérieurs ». En vertu de cette distinction que l'on croyait abolie, la victoire des Alliés en Orient se réduirait à un épisode de même importance que l'activité de nos braves petits détachements de Palestine ou de Russie septentrionale.

Les classifications géographiques sont commodes, pourvu qu'on n'oublie pas leur caractère exclusivement pratique. Nul historien de s'en prive. Mais enfin elles ne représentent jamais pour lui qu'un moyen. Elles ne dominent pas son intelligence à la façon d'une loi souveraine. Et surtout, elles ne le détournent pas de sa fonction essentielle, laquelle est, certainement, de connaître et comprendre. Or, la guerre de 1914-1918 s'impose à son esprit comme un prodigieux système d'actions et de réactions réciproques, dont l'évolution risque de lui demeurer éternellement obscure, si, après avoir analysé les faits, il n'en examine pas aussitôt, avec un soin pareil, les répercussions rapprochées ou lointaines. En somme, il doit avoir assez de souplesse pour se substituer en imagination aux stratèges à qui le télégraphe sans fil, supprimant la distance, transmettait plusieurs fois par jour, au cours de la campagne, les bulletins des autres fronts. Isoler au nom de la géographie la victoire d'Orient de la victoire de France, c'est à la fois une injustice et une absurdité.

Car il est matériellement impossible de raconter l'une sans l'autre. Comme elles se rattachent, toutes les deux, à une contexture identique de causes et d'effets, où l'on ne découvre pas la moindre solution de continuité, elles ne forment, à proprement parler, qu'une seule et même victoire. Tout se tient, tout s'enchaîne, tout est collectif dans ce gigantesque travail des peuples. Le général Franchet d'Espérey, malgré sa puissante individualité et l'excellence de son plan, serait-il le vainqueur d'Orient, si les attaques conjuguées du maréchal Foch et l'épuisement progressif des réserves allemandes

n'eussent empêché les Empires Centraux d'aveugler à temps la brèche de la Mogléna? Résiderait-il aujourd'hui dans la villa d'Enver Pacha, à Constantinople, si ses prédécesseurs, les généraux Sarrail et Guillaumat, n'avaient fait des Armées Alliées d'Orient ce qu'elles ont fini par être au printemps 1918? Sans aucun doute, la victoire d'Orient est une des principales conséquences de la formidable bataille qui se poursuit depuis quatre années entre la mer du Nord et les Vosges. D'autre part, elle est aussi le résultat du labeur méconnu et silencieux, mais nullement stérile, que les Alliés ont accompli depuis leur débarquement en Macédoine.

Le public en serait informé depuis longtemps, s'il avait eu la moindre envie de s'en instruire. Assurément, sa bonne foi n'est pas suspecte, lorsqu'il s'étonne d'avoir ignoré jusqu'à présent les particularités les plus intéressantes de la victoire d'Orient, par exemple le chiffre énorme des prisonniers, ou bien l'ampleur des territoires que la bataille des Balkans a dégagés. A vrai dire, l'essentiel de ces indications figurait, dès l'origine, sur les bulletins de l'Armée d'Orient. Mais le lecteur de la métropole ne leur accordait qu'un regard distrait. Son attention allait à la lutte qui se livrait tout près de lui, sur le sol et dans le ciel de la patrie; à la lutte dont il entendait gronder le canon et dont il pouvait suivre, au-dessus des campagnes et des villes, les péripéties aériennes. Des angoisses aussi poignantes ne lui laissaient qu'une bien faible curiosité pour le « communiqué » de Macédoine. Son indifférence et son ignorance se corroboraient l'une par l'autre. C'est ainsi que la victoire du Dobropolje a pu être complètement omise, sans que personne en fût choqué, en cette sublime matinée du 14 juillet 1919 où toutes les plus belles victoires de l'Entente s'étaient donné rendez-vous à Paris, dans l'avenue des Champs-Élysées. Aussi bien la Macédoine avait le tort d'être un pays lointain. Et comme le faisait observer justement M. Paul Deschanel à la Chambre des Députés : « Dans tous les temps, les Français, il faut le dire, n'ont pas prêté assez d'attention aux choses du dehors [1]. »

Une chose du dehors, voilà pourtant l'idée la moins exacte qu'on puisse se former de l'Armée d'Orient. Nulle part le

1. Séance du 19 décembre 1919.

génie propre de la France ne se révèle avec plus d'éclat que dans cette expédition interalliée. Huit divisions d'infanterie françaises se sont battues là-bas de 1915 à 1918. Sur les trois commandants en chef qui se succèdent en Macédoine, pas un seul qui ne soit français. Le désir chevaleresque de venir en aide à la Serbie défaillante, désir qui domine l'entreprise tout entière et que certains de nos alliés désapprouvent comme trop sentimental, tardif et inefficace, part d'un cœur bien français. Cette initiative est exclusivement française, ainsi que le déclare avec franchise lord Kitchener en novembre 1915, pendant son passage à Salonique : les Anglais n'y ont acquiescé que par loyauté amicale, afin de ne pas nous laisser seuls. Et que voit-on parmi nos autres alliés? Les Serbes recueillis, guéris, habillés, équipés par les soins de la France. C'est à l'instigation de la France que l'Entente aide la Grèce à se débarrasser de la tyrannie germanique. C'est une mission française qui, plus tard, réorganise, instruit, encadre l'armée de terre hellénique. Elles sont françaises, les aviations que l'on prête aux Serbes et aux Hellènes. Elles sont françaises, la plupart des tentatives de culture, d'exploitation et d'assainissement que la terre macédonienne doit aux Alliés. Françaises, les idées directrices dont s'inspire la manœuvre du 15 septembre 1918. Françaises, les divisions d'assaut qui ont la gloire de l'exécuter et de rompre le front bulgare. Françaises, les colonnes qui suivent fidèlement les Serbes dans leur progression triomphale vers Belgrade et la Hongrie. Françaises, les troupes qui passent le Danube en novembre 1918. Celui qui commande en chef aujourd'hui les Armées Alliées d'Orient à Constantinople n'est autre que le vainqueur français du Dobropolje : le général Franchet d'Espérey, lui-même. Ce n'est donc pas faire tort à nos alliés britanniques, italiens, serbes et hellènes; ce n'est pas oublier ce qu'on doit à leur ténacité et leur vaillance, à leur abnégation et leur force d'âme, si l'on proclame hautement ici ce qui ressort aussi bien de l'examen impartial des faits que de l'aveu unanime : la victoire des Alliés en Orient est, du commencement à la fin, une victoire de la France.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

POUR DON CARLOS

LUCILE

V

EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES

Dans un rêve abracadabrant où il mêlait une battue aux blaireaux, le maréchal président, les quais de la Garonne, M. Buffet, le vieux Grattecap, une partie de jonchets, Olivier entr'ouvrit les yeux. La fenêtre laissée ouverte emplissait la chambre d'un brouillard matinal, glacé.

Olivier ramena frileusement les draps de son lit, car il s'était couché.

On frappait à la porte.

— Entrez, — cria-t-il.

Un bruit de clef dans la serrure. Il avait devant lui son conducteur de la veille.

— Mais, parbleu ! je le reconnais. C'est la brute qui a failli me jeter dans la Garonne. L'homme du *San-Esteban* !

Le visage cuivré du serviteur silencieux ne broncha pas sous cette apostrophe.

— Que veux-tu, animal?

Sur un petit plateau qu'on lui tendait, il y avait un billet plié.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er janvier 1920.

Décidé à ne s'étonner de rien, Olivier lut cependant avec une certaine surprise :

« *Prière à monsieur le duc de Préneste de vouloir bien faire savoir s'il désire recevoir ce matin la sainte communion.* »

— Commence par fermer la fenêtre, — dit-il à l'homme.

Celui-ci obéit. Il comprenait, apparemment, le français, s'il ne le parlait pas.

— Quelle heure est-il?

L'homme désigna, sur la cheminée qu'éclairait un jour blafard, une pendule : sept heures et quart.

— Donne-moi un crayon.

Au verso du billet, Olivier écrivit simplement : « *Monsieur le duc de Préneste désire :* primo, *qu'on lui monte à déjeuner;* secundo, *qu'on lui fiche la paix !* »

— Porte cela à qui t'envoie.

Resté seul, il s'étira paresseusement, et se mit à réfléchir sur les aléas de la carrière préfectorale.

Ses réflexions furent de courte durée. On frappait de nouveau.

— Entrez.

Le serviteur silencieux réapparut, porteur d'une tasse de chocolat et de brioches,

— Pose ça là, et déguerpis.

Un second billet était épinglé à la serviette.

« Ah ! çà, se dit Olivier, est-ce que nous allons passer la matinée à jouer aux petits papiers ! »

Le second billet contenait ces mots : « *On viendra chercher à huit heures et demie monsieur le duc de Préneste, pour lui fournir les explications qu'il est en droit d'exiger.* »

« J'ai une heure devant moi », pensa Olivier.

Il déjeuna posément, de fort bon appétit. Puis il voulut voir le paysage. Les montagnes, couvertes de neige, étaient tout près, si près qu'elles semblaient marquer la limite du jardin de la sous-préfecture. Entre les branches noires des arbres, Olivier vit l'allée où, la nuit précédente, les deux ombres se promenaient.

Avec un soin méticuleux, il procéda à sa toilette.

« Après tout, je ne vois pas pourquoi je me tourmenterais, pensa-t-il. Ces gens ont l'air très poli. Je vais toujours voir

ce qu'ils me veulent. Quant au gouvernement, il n'a qu'à ne pas dépêcher ses agents dans des traquenards. Si on me fait des histoires de ce côté, je me pourvois devant le Conseil d'État. Recours contentieux. »

Quand la pendule sonna la demie de huit heures, il eut néanmoins un léger frisson.

— Diable ! ils sont exacts, — murmura-t-il, comme la porte s'ouvrait.

Il descendit et se trouva dans une pièce d'un luxe tout administratif. Une table-bureau couverte de dossiers. Des fauteuils de cuir. Par les fenêtres, une avenue d'arbres dépouillés s'apercevait, et, à quelque cent mètres, la ville, avec son clocher d'un bleu humide.

Une cheminée où flambait un grand feu faisait le fond de ce cabinet. Deux hommes se tenaient auprès d'elle, l'un debout, l'autre assis. Olivier reconnut les mystérieux promeneurs de la nuit, le prêtre et l'homme à la tête nue.

Le premier était bien l'espèce de géant qu'il avait deviné dans les ténèbres. Sa soutane relevée jusqu'aux genoux, il était en train de rôtir devant l'âtre ses énormes mollets noirs.

L'autre, très jeune, se tenait droit, adossé à la flamme. Olivier eut un haut-le-corps à le voir vêtu de l'habit de gala de sous-préfet. Les bandes d'argent du pantalon noir scintillaient. Le bicorne et l'épée étaient posés en travers de la table.

Il est un homme dont les traits sont sinistrement familiers à tous les membres de la famille de Préneste. Cet homme est Louis de Saint-Just, député à la Convention nationale. C'est sur l'accusation de Saint-Just qu'André de Préneste, trisaïeul d'Olivier et général à l'armée de Custine, est monté sur l'échafaud. Dès son enfance, Olivier a appris à connaître, dans des portraits haineusement conservés, le visage du redoutable pourvoyeur de guillotine : longs cheveux noirs, teint mat, beauté ambiguë et régulière. Et ces yeux tout pleins d'une sombre flamme fanatique ! Ce sont eux, à n'en pas douter, dont le terrible regard pèse maintenant sur lui. Il sent vaciller sa volonté d'indifférence. Ah ! quel effort il

sent qu'il va lui falloir pour parler comme il le doit au plus inattendu des interlocuteurs.

Une bûche a dégringolé du foyer. Le jeune homme s'est retourné. D'un coup de tisonnier, il a rompu l'énorme rondin.

« Ah ! pense Olivier, aussi fort que beau. »

Brusquement il s'est ressaisi. Le jeune homme lui parle. En lui parlant, il le tutoie. Olivier tressaille sous l'insulte.

L'homme à la tête nue s'exprime avec une nonchalance grave. Sa main est posée sur la table. Il y brille un prodigieux diamant.

— Je t'ai prié de venir, ou je t'ai fait venir, comme tu voudras, pour te fournir les explications que tu es en droit d'exiger. Il est bon que tu saches, d'abord, qui tu as devant toi.

Il désigne le prêtre.

— Don Iñigo, docteur en théologie, archiprêtre honoraire de Santa Maria de los Remedios, église-cathédrale de Ciudad Bolivar.

Olivier reste impassible.

Le sous-préfet aux cheveux bruns a un sourire.

— Quant à moi, — ajoute-t-il, — peu t'importe mon nom. Je ne suis pas *né*, c'est tout ce que j'ai à te dire. Don Philippe, tel est le nom que tu me donneras, si tu veux, et si tu as l'occasion de me parler.

Un instant de silence. Don Philippe joue avec la petite épée de nacre. Il en ploie la tendre lame avec amusement.

— J'arrive au fait, — reprend-il. — Il y avait intérêt à ce que, pendant une quinzaine de jours, la sous-préfecture de Villeléon fût entre nos mains, pour le service du Roi.

— De quel roi? — demande Olivier sèchement.

— De Charles VII.

— De Don Carlos? — dit Olivier, avec une ironie qu'il arrive à rendre naturelle.

— De Charles VII, roi d'Espagne, — réplique le jeune homme avec une souveraine gravité.

— De Charles VII, — dit Don Iñigo, qui s'est signé.

Olivier s'est assis près de la table. Si Don Philippe joue avec la petite épée, il s'est, lui, saisi du bicorne galonné d'argent et s'en évente avec désinvolture. Sur la coiffe de soie

blanche, il vient de reconnaître la marque de son fournisseur: Martial, 23, rue de Richelieu.

— Et c'est pour le service de Don Carlos, dit Charles VII, que vous m'avez volé mes habits, — demande-t-il doucement, en continuant de s'éventer.

Don Philippe a un sourire de mépris.

— J'ai eu à revêtir cette livrée, plus de répugnance que tu n'en éprouveras jamais toi-même, — se borne-t-il à dire.

Olivier a rougi.

— Nous ne sommes d'ailleurs pas ici pour épiloguer, — reprend Don Philippe. — Tu es entre nos mains. Désormais, trois partis s'ouvrent pour toi.

— Lesquels?

— Premier parti : être des nôtres. Un Français, qui était, je pense, de souche aussi vieille que la tienne, n'a pas dédaigné de devenir Espagnol sous le nom de Philippe V. Seconde-nous, et, ta tâche faite ici, suis-nous. Le grand prince au nom duquel je te parle ne t'oubliera pas. Puisque ta vocation est d'administrer une ville, il t'en confiera une qui ne te fera pas regretter Villeléon, avec ses quatre mille habitants.

— Quel est le second parti?

— C'est de ne rien faire, ni pour nous aider, ni pour nous contrecarrer. Tu attendras, dans ta chambre, que notre besogne soit terminée. On te devra alors un dédommagement en argent. Tu l'obtiendras. Et tu pourras compter sur notre discrétion.

— Et quel est le troisième parti? — demande Olivier ironiquement.

— Demeurer notre adversaire, — répond le jeune homme. — Dans ce cas, tous les moyens nous serons bons, naturellement, pour te tenir à notre merci.

— Je crois bien que ce troisième parti est celui que je choisirai, — dit M. de Préneste.

Don Philippe le regarde avec gravité.

— A ta guise. Je crois, de mon côté, qu'il m'est difficile de te désapprouver. Mais il est juste que tu saches d'avance à quoi tu t'exposes.

Il fait un signe.

— Maïpure.

Olivier se retourne. A l'autre bout du cabinet, le petit à face de cuivre, son conducteur, se tient contre la porte, qu'il garde.

— Maïpure, — répète Don Philippe, désignant, à deux doigts de sa tempe, sur la cheminée, un buste en plâtre du maréchal président.

Une détonation. La pièce s'emplit de fumée. Le buste du vainqueur de Magenta a volé en éclats.

D'un fin mouchoir de dentelles, Don Philippe époussète ses beaux cheveux noirs, couverts d'une poussière plâtrée.

— Tu as compris? — demande-t-il, en souriant, à Olivier.

« Ah ! pense celui-ci, quelle façon de prendre possession d'une honnête sous-préfecture ! »

Mais il sait ne pas faire part de son étonnement. Et, d'une voix très calme :

— Est-ce qu'ils sont tous aussi adroits au pistolet, à bord du *San-Esteban*?

Comme il est heureux : Don Iñigo et Don Philippe ont échangé un rapide regard.

— Je vois que tu t'es arrêté à Bordeaux, — dit ce dernier. — Si je l'avais su, j'aurais donné des ordres pour que tu fusses mieux reçu à bord de ce navire que tu n'as dû l'être. Mais causons sérieusement.

— Dans ce cas, — dit M. de Préneste, — je vous demanderai ce que vous avez fait de mes papiers.

Don Philippe désigne, sur le bureau, deux enveloppes aux cachets rompus.

— Tu peux lire.

Olivier parcourt l'ordre signé du général de Cissey.

« *Le commandant des forces de surveillance*, y est-il dit, *devra concentrer immédiatement ses troupes entre le col d'Orgambida et Urdax. C'est par cette route que les forces carlistes de la Navarre doivent, en passant en territoire français, se joindre aux forces qui opèrent dans le Guipuzcoa, où a lieu à l'heure actuelle le regroupement de l'armée du prétendant. La ligne susdite devra être occupée le lundi 6 décembre, à minuit. Ordre de résister par la force à toute tentative de violation du territoire.* »

— Inutile de te dire que les troupes françaises de surveillance n'ont pas quitté leurs emplacements, à trois lieues au nord de la ligne Orgambida-Urdax, — dit en souriant Don Philippe. — Le colonel qui les commande, et que j'ai eu le plaisir d'avoir à dîner hier soir, avec ses principaux officiers, m'a affirmé que, sans ordres, il ne bougerait pas. Je n'ai pu qu'approuver son attitude.

— Mais alors? — dit Olivier, qui comprend la portée de la catastrophe.

— Nos troupes ont commencé cette nuit leur mouvement entre Orgambida et Urdax, — dit avec beaucoup de simplicité Don Philippe. — L'armée de Pérula compte un peu plus de dix mille hommes. Quatre mille ont passé cette nuit, quatre mille passeront la nuit prochaine. Dans deux jours, toute l'armée de l'est sera à l'abri. Et l'armée libérale, qui a des principes, s'arrêtera devant la frontière française. Tu comprends maintenant, j'espère, pourquoi j'ai consenti à exercer à Villeléon, sans émoluments, les fonctions dont tu es régulièrement investi.

Olivier craint de perdre son calme. Il serre les poings. Le lourd regard brun de Don Philippe pèse sur lui.

— Et l'autre lettre? — dit M. de Préneste avec placidité.

Ce sont les ordres du ministre de l'Intérieur. M. Buffet prescrit la révocation immédiate de douze agents des douanes et d'autant d'agents des eaux et forêts suspects de connivence avec les Carlistes.

— Ces braves gens sont en effet des nôtres, — dit Don Philippe. — Il y aurait eu pour nous un grave inconvénient à être privés de leurs services, tant que le convoi de chevaux, mulets et munitions, qui se concentre ici même, et dans les environs, n'a pas franchi la frontière, où nos braves troupes l'accueilleront avec enthousiasme.

Olivier froisse nerveusement la lettre de M. Buffet.

— Combien de temps avez-vous besoin de jouer cette comédie? — demande-t-il.

— Huit jours encore, environ, — dit Don Philippe. — Dans huit jours, l'armée de Pérula, que les libéraux de Martinez Campos avaient réussi à acculer malencontreusement à la frontière, cette armée aura rejoint le gros de nos forces en

Guipuzcoa. Dans huit jours, j'aurai réussi à faire passer dans les provinces basques tout ce qui est nécessaire à nos soldats, démunis par trois ans de guerre. On te rendra alors ta liberté. Mais, jusque-là, il nous faut travailler tranquilles.

Il ajoute, regardant fixement Olivier :

— J'aime à croire que nous y parviendrons. Nos précautions sont assez bien prises. Le petit procédé ne sera pas éventé. Tu ne connais personne, ici...

Machinalement, Olivier l'a répétée, cette phrase qu'il lui semble avoir déjà dite, ailleurs, il n'y a pas longtemps :

— Je ne connais personne.

— Tu ne connais personne, c'est vrai, — dit Don Philippe. — Mais, dans deux ou trois jours, il n'en sera peut-être plus de même...

— Que voulez-vous dire?

— Quelqu'un va arriver ici, qui te connaît. Ta fiancée, je suppose !

Don Philippe a retiré, de sous les dossiers, une photographie. La photographie de mademoiselle de Mercœur.

Il la regarde longuement.

— Elle est jolie. Mais qu'elle a l'air triste ! L'aimes-tu? Est-ce qu'elle t'aime?

— Monsieur ! — crie Olivier furieux.

Il fait un geste pour reprendre son bien. Mais Don Philippe a déjà passé la photographie de Lucile à Don Iñigo.

— Elle est jolie, — dit celui-ci, — et si le collier de perles qu'elle porte n'est pas du toc, elle doit être riche. Mais, aujourd'hui, on ne sait jamais.

— Calme-toi, — dit Don Philippe à Olivier qui ne se contient plus. — Nous n'avons pas l'intention de manquer de respect à ta fiancée. Tout au contraire. Nous n'avons pas intérêt à éparpiller la surveillance dont tu as actuellement l'heureux monopole. Et toi, d'autre part, tu n'as pas intérêt à laisser cette petite s'aventurer jusqu'ici... On ne peut prévoir comme ces choses finissent. Aussi ai-je préparé ce télégramme. Tiens, lis, il ne manque que l'adresse.

Le projet de télégramme est ainsi libellé : « *T'ordonne de ne partir pour Villeléon que lorsque t'aurai avertie.* »

— Mais jamais de la vie ! — proteste Olivier avec véhé-

mence. — D'abord je ne tutoie pas mademoiselle de Mercœur.

— Cela ne m'étonne pas, — dit Don Philippe, qui a repris le portrait de Lucile. — Rédige toi-même la dépêche.

Olivier hésite. Au fond, cet homme a raison. Que viendrait faire la pâle Lucile dans cet imbroglio. Il écrit la dépêche. L'ordre de rester à Paris est tout aussi formel, s'il est plus poli.

— Maïpure, tu feras partir cela, — ordonne Don Philippe. — Fumes-tu? — demande-t-il, en tendant un porte-cigares à Olivier.

— Je ne fume pas, — dit-il, quand son interlocuteur s'est servi. Je communie tout à l'heure, à la grand'messe, qui est dite à l'intention de la victoire de Charles VII.

— Mais c'est épouvantable ! — murmure Olivier. — L'archiprêtre a accepté?

— Tout le monde est basque ici, — dit négligemment Don Philippe. — Ils sont étonnés et heureux d'avoir, pour la première fois, un sous-préfet qui seconde les aspirations locales.

— En huit jours, je serai révoqué !

— J'en ai peur, — dit Don Philippe, et il sourit. — Je ne t'emmène pas à la grand'messe, — reprend-il, — ce serait trop difficile de t'y surveiller. Mais Don Iñigo va célébrer ici le saint sacrifice. Tu y assisteras.

— Et le plus vivement possible, — dit, de sa voix de basse, Don Iñigo, — je meurs littéralement de faim.

— A dix heures, si vous voulez bien, — dit Don Philippe avec une hauteur froide. — C'est l'heure de la grand'messe. Il est neuf heures. D'ici là, je juge correct de te mettre au courant des quelques mesures que j'ai prises ici, — dit-il à Olivier.

Tous deux sont assis de chaque côté du bureau. Don Philippe se penche sur les dossiers. Olivier a devant lui, tout près, les beaux cheveux bruns du jeune homme.

— Première affaire, — dit Don Philippe. — Nomination du médecin chef de l'hôpital de Villeléon. Il y avait deux candidats : le docteur Harancot et le docteur Hariste. C'est le docteur Hariste qui avait le plus de titres. J'ai proposé le docteur Harancot.

— Pourquoi?

— Parce qu'il m'a promis, le cas échéant, de donner ses soins éclairés à un mien parent qui doit venir me voir ici, et qui est atteint de troubles mentaux : le pauvre diable se croit sous-préfet de Villeléon.

— Ah ! — dit Olivier en souriant franchement. — Le pistolet de votre serviteur rouge ne vous suffit donc pas?

— Maïpure tire bien, c'est une justice à lui rendre. Mais deux précautions valent mieux qu'une. J'ajoute qu'à l'hôpital de Villeléon, il n'y a pas d'appareil à douche. On utilise la lance des pompiers.

— Passons à la seconde affaire, — dit Olivier.

Successivement, cinq ou six décisions lui sont soumises : congé aux enfants des écoles à l'occasion d'une victoire carliste, révocation d'un employé de sous-préfecture qui ne remplissait pas ses devoirs religieux, etc., etc.

« Comment tout cela finira-t-il ? » se demande Olivier.

— Assez pour aujourd'hui, — dit Don Philippe. — La municipalité m'attend à la cathédrale.

Il regarde fixement Olivier.

— Veux-tu me donner la main? — demande-t-il d'une voix grave.

Olivier la lui tend sans difficulté.

« C'est étrange, se disait-il, cinq minutes plus tard. Ces gens-là sont en train de briser ma carrière. Il faut que je pense et repense à ce détail pour leur en vouloir, et encore ne suis-je pas sûr d'y parvenir. Tout de même, ils exagèrent, [illegible]t le grand salon de la sous-préfecture [illegible]elle, avec les portraits du président et [illegible]urnés contre les murs. »

[illegible]livier n'avait jamais assisté à une messe [illegible]t expédiée. Don Iñigo brûlait les étapes. Maïpure, [illegible]istait, avait un œil sur les burettes, l'autre sur Olivier. M. de Préneste, pendant l'Offertoire, apercevait, dans la poche du servant, la crosse d'un pistolet.

. . . .

Il était cinq heures du soir quand la dépêche d'Olivier parvint chez les dames de Mercœur. La duchesse était au lit, en

proie depuis deux jours à une bronchite. Une infirmière à face de grenouille la gardait revêchement.

Lucile entra chez sa mère, tout habillée, le papier bleu ouvert à la main.

— Je prends ce soir l'express de Bordeaux, — dit-elle simplement.

— Mais qu'y a-t-il? Tu es folle ! — eut la force de murmurer la faible madame de Mercœur.

Elle ajouta encore :

— Me laisser ainsi, dans un tel moment !

Lucile la baisa au front, sans mot dire.

Rentrée dans sa chambre, elle emplit un petit sac de papiers, de titres. Un pli d'une extraordinaire dureté barrait son pâle front lisse. Elle déchira quelques lettres, ferma à clef des tiroirs...

Deux jours après, à huit heures du soir, elle frappait à la porte de la sous-préfecture de Villeléon.

VI

UN NOUVEAU LA BARRE

Le vendredi suivant, au moment où il quittait Don Philippe, avec qui il venait de s'entretenir de quelques questions administratives, Olivier de Préneste rencontra, dans le corridor du rez-de-chaussée, mademoiselle de Mercœur.

— Vous ! vous ici ! — eut-il à peine la force de murmurer.

Avec un sourire triste, elle le regardait.

— Vous n'avez donc pas reçu mon télégramme?

— Je l'ai reçu, — dit-elle.

— Et... vous êtes venue?

— Je suis venue.

Elle avait la main sur le loquet de la porte de sortie. Un large chapeau noir couvrait d'ombre sa tête pâle.

— Je vais à la cathédrale, — dit-elle. — Si vous le voulez bien, à mon retour, j'irai vous retrouver. Nous déjeunerons ensemble.

— Depuis quand êtes-vous arrivée? — demanda encore Olivier.

— Depuis avant-hier soir.

— Depuis avant-hier soir, Lucile? Ici! Mais savez-vous...

Elle inclina la tête.

— Je sais, je sais, — dit-elle doucement. — A tout à l'heure.

Elle sortit. Il voulait la suivre. Maïpûre s'interposa. Docilement, Olivier regagna sa chambre.

Un peu avant midi, mademoiselle de Mercœur l'y rejoignait. Il ne dit pas un mot. Il lui prit les mains. Elle se laissa faire. Ils se regardèrent, puis, en même temps, tous deux baissèrent les yeux.

— Vous ici, Lucile!

— Je suis venue, — répéta-t-elle.

— Mais pourquoi, pourquoi?

Elle ne répondit pas.

— Vous êtes ici depuis deux jours. Et je l'ignorais. Ah! sans doute, on vous a empêchée de me voir.

— On ne m'en a pas empêchée, — dit-elle, les yeux toujours baissés. — Je suis libre à Villeléon.

— Vous êtes libre, Lucile? Mais alors, vous allez pouvoir m'aider, moi qui suis prisonnier... Vous ignorez peut-être dans quelles conditions.

— Je sais tout, — dit-elle.

— Alors, il faut m'aider, Lucile. Profitez de votre liberté. Partez. Allez à Pau, à Bayonne. Racontez tout. On viendra. Ce cauchemar prendra fin. Vous ne répondez pas?

— J'ai donné ma parole, — dit-elle d'une voix faible.

— Votre parole, Lucile. Votre parole! A ces bandits?

Mademoiselle de Mercœur releva la tête.

— Il n'y a pas de bandits ici, Olivier. Il n'y a que des gens qui risquent leur vie, et qu'il n'appartient, ni à vous, ni à moi, de juger.

Olivier la regarda avec stupeur. Elle était droite, contre la cheminée. Sous ses beaux bandeaux blonds et lisses, ses yeux bleus avaient une fixité étrange qui l'effraya.

— Ah! — murmura-t-il, — il ne manquait plus que cela!

Et il cacha sa tête dans ses mains. En cette minute, il fut le plus malheureux des hommes.

Mademoiselle de Mercœur lui avait pris la main.

— Non ! non ! — dit-il, avec des sanglots qui ne crevaient pas. — Allez ! j'ai bien compris.

— Qu'avez-vous compris? — fit-elle d'une voix dure.

Sa douleur, très réelle, fit place à de l'embarras. Mais il sentit qu'il ne pouvait plus reculer.

— Que vous ne m'aimez pas !

Elle éclata d'un rire nerveux. Le malaise d'Olivier était à son comble. Il se sentit coupable de la chose qui pouvait lui être la plus odieuse, d'une faute de goût.

Maïpure venait d'entrer. Il disposa rapidement deux couverts et se retira en silence. Olivier eût voulu le retenir.

Ils déjeunèrent sans échanger une parole. Jamais encore M. de Préneste n'avait autant senti l'étrangeté de son aventure. A la dérobée, il regardait Lucile. Elle semblait ne faire aucune attention à lui. « Elle est venue, pourtant, se disait-il. Ah ! Dieu ! Donnez-moi la force de lui parler sans fausse honte. Elle n'attend que cela, sans doute, pour tomber dans mes bras. Ce qu'elle a fait est inouï d'audace. Or, elle l'a fait pour moi. Sans moi elle ne serait pas à Villeléon. Oui, je l'avoue, je jouais la comédie, tout à l'heure, en lui disant : « Vous ne m'aimez pas. » Si, au lieu de cela, je lui disais, simplement : « Lucile, je vous aime... » Ces yeux obstinément baissés n'attendent que cette phrase pour se relever vers moi... Ah ! lâche Olivier, tu n'oses pas. Ose, ose donc. A des symptômes qui ne trompent pas, Lucile, tu le sens, est prête à te répondre. Ce beau corps, si tu le veux, peut, à l'instant, être contre toi, tout secoué de longs frissons. Ose, ose vouloir... Ah ! trop tard ! »

On vient de frapper à la porte. Don Philippe entre en souriant.

Il va vers mademoiselle de Mercœur et lui baise la main. Ce baiser se prolonge de façon insolite. Lucile n'a pas retiré sa main.

— Excusez-moi, — dit le jeune homme, — de troubler votre entretien. Mais il s'agit d'affaires sérieuses.

Et s'adressant à Olivier :

— Y a-t-il, dans les lois françaises, un texte punissant le scandale sur la voie publique?

— Vous n'avez qu'à chercher, — répond Olivier sèchement, — j'ai vu, en bas, dans le cabinet, un code pénal et un code d'instruction criminelle.

— Ces recueils, — dit Don Philippe avec placidité, — sont trop compacts et sans ordre vraiment logique. Puisque vous me refusez les lumières de la loi française, j'en serai quitte pour appliquer la loi espagnole. Au lieu de *locus regit actum*, ce sera *judex regit actum*.

— Je vous laisse, — dit Lucile en se levant.

— Ne puis-je avoir un instant de paix ? — fait Olivier furieux. Puisque vous avez pris la charge de me remplacer ici, assumez-la tout entière.

— Nous le pourrions certes, — fait Don Philippe. — Mais nos procédés augmenteraient peut-être par trop le prix des difficultés à la tête desquelles tu ne manqueras pas de te trouver à notre départ. C'est dans ton intérêt qu'à l'occasion je prends ton avis.

— De quoi s'agit-il?

— Il s'agit d'un de tes administrés, que je viens de faire conduire ici par des gendarmes. Don Iñigo, qui est très versé en droit canon, est en train de l'interroger. Nous sommes décidés à l'envoyer un peu en prison. Mais il nous faut un texte de loi française, pour faire bonne figure dans les visas du jugement.

— Qui est cet homme? Qu'a-t-il fait?

— Qui est-il? Une vieille bête, un nommé Laspoumadères, Lionel Laspoumadères, retraité du contentieux du canal de Suez, et vénérable de la loge « les Admirateurs du Marboré » de Villeléon. Ce qu'il a fait? Tout à l'heure, sur le passage de la procession, il s'est livré à une manifestation absolument déplacée. Il n'a pas salué le Saint Sacrement.

— Il ne l'a peut-être pas vu.

— Non seulement il l'a vu, mais il avait eu soin de se placer bien en évidence pour qu'on le vît ne pas le saluer. Don Iñigo n'a eu aucune peine à établir la préméditation. En conséquence, dès la fin de la procession, j'ai fait cueillir le bonhomme par deux gendarmes.

— Que vous preniez à Villeléon toutes les initiatives utiles à votre entreprise, — dit aigrement M. de Préneste, — je le

comprends. Ce que je ne comprends pas, c'est que vous ayez plaisir à bouleverser une paisible ville par des actes comme celui-ci, qui n'a, ni de près, ni de loin, aucun rapport avec le triomphe de Don Carlos.

— La cause de Don Carlos est la cause de Dieu, — réplique froidement Don Philippe.

Olivier a un geste excédé. Il vient de parler d'une voix fiévreuse, saccadée...

Don Philippe le considère avec attention, puis, avec une ironie qui fait tressaillir M. de Préneste.

— La belle petite fille blonde, — dit-il, — ingrat, tu n'es donc pas heureux qu'elle soit là?

En bas dans le vestibule, entre deux bons gendarmes à bicorne assis sur une banquette de bois, il y avait un malheureux petit vieillard en jaquette d'alpaga qui, tout secoué d'une peur bleue, essayait de façon touchante de se donner des airs romains.

Don Iñigo était affalé dans le fauteuil le plus large du cabinet. Il était secoué d'un rire qui faisait tressauter ses bajoues violettes.

— Jamais je ne me serai autant amusé ! — parvint-il enfin à dire.

— Eh bien?

— Eh bien, c'est fini. L'interrogatoire est terminé. Il n'y a plus qu'à préparer le verdict. Je vous attendais pour cela.

— Mets-nous au courant.

— Voilà. Il y a eu hier soir, chez le vénérable, réunion de tous les affiliés de la loge les « Admirateurs du Marboré ». La réunion avait pour but de protester contre la politique nettement cléricale et provocatrice du sieur de Préneste, sous-préfet de Villeléon. A l'unanimité, deux décisions ont été prises. D'abord, une lettre a été adressée au Grand-Orient de France, à Paris, avec mission de la faire déposer sur le bureau de l'Assemblée. Ensuite, les « Admirateurs du Marboré » ont décidé de se rendre le lendemain, à midi, sur la place de la cathédrale, et d'entonner, au moment du passage de la procession, la chanson : *Hommes noirs, d'où sortez-vous ?* Tel

était le plan initial. La nuit a dû porter conseil à ces messieurs, puisque, ce matin, il n'y avait que Laspoumadères à l'endroit convenu. Se voyant seul, il n'a pas osé chanter. Il s'est borné à garder son chapeau sur la tête.

— Quelles sont ses idées politiques?

— Il est fermement attaché aux institutions républicaines.

— Et ses idées religieuses?

— Elles sont assez confuses. « Je crois en Dieu, m'a-t-il répondu. Mais mon Dieu, à moi, n'est pas une vaine idole de pierre ou de métal. Il ne réclame d'autre temple que le cœur de l'homme de bien. C'est le Dieu de Rousseau, d'Anacharsis Kloots, de Raspail et d'Alain-Targé. »

— Cela suffit, — dit Don Philippe. — Huit jours de prison et cent francs d'amende.

Olivier sortit du rêve lointain où il s'abîmait.

— Vous allez laisser en paix ce pauvre imbécile, — protesta-t-il.

— J'ai dit, — fit sèchement Don Philippe.

Il frappa sur un timbre. Le piteux vieillard d'alpaga apparut entre ses deux gardes du corps.

— Au nom de toute une vie de travail et de probité... — commença-t-il d'une voix blanche.

— C'est bon ! La cause est entendue, — dit Don Philippe. — Huit jours de prison et cent francs d'amende, sur lesquels on fera dire une messe pour ton retour à de meilleurs sentiments, stupide tête de mulet...

— Au nom de toute une vie... murmura le petit vieillard.

« Jamais, pensait Olivier en contemplant cette triste épave, jamais le principe de la séparation de l'exécutif et du judiciaire n'aura été plus outrageusement violé. »

— Au nom de toute une vie de travail...

— C'est bon ! — répéta Don Philippe. — Brigadier, emmenez le condamné. Et voilà un louis pour boire à la santé des juges.

Don Iñigo s'était installé commodément devant la cheminée pour une petite sieste. Philippe et Olivier restèrent seuls.

Le jour baissait. Un soleil rouge, sur lequel passaient de petits nuages de neige, descendait derrière les arbres

noirs de l'avenue. Don Iñigo se mit à ronfler. Pas d'autre bruit dans cette maison morte.

Lentement, Don Philippe se leva et alla à une fenêtre. Il releva le rideau, appuya sa tête à la vitre toute pleine d'une buée grise. Les feux du couchant entourèrent le profil pâle. Avec des reflets sanglants, ils jouèrent sur les cheveux noirs.

Une sorte de mollesse détendait en cet instant les traits volontaires du jeune homme. Ses yeux, errant sur le paysage d'hiver, rejoignaient les montagnes blanches, les dépassaient, allaient à la rencontre de conjectures mystérieuses, de buts insoupçonnés.

Surpris, anéanti devant sa beauté presque surhumaine, Olivier se sentait envahir, auprès de ce bizarre geôlier, par un malaise tout empreint de douceur vague. « Ah ! Don Philippe, tu as baisé tout à l'heure, avec une trop insistante ferveur, la main de ma fiancée, de cette Lucile que je n'ai jamais tant chérie qu'aujourd'hui. Je ne t'en ai pas voulu, cependant, de même que je n'arrive pas à t'en vouloir pour avoir usurpé ici mon autorité. Où s'arrêteront tes empiétements, terrible petit Saint-Just ? »

A mesure que les rayons du soleil tournent au mauve noir, le profil de Don Philippe se fait plus sombre. Il a fermé les yeux. Olivier songe au grand paysage intérieur qu'il doit, en cette minute, contempler. Y tient-il, lui, Olivier, une place? Et quelle place?

Sur le bureau, à portée de sa main, il y a un presse-papier, un bloc de granit bleuâtre, irradié de micas lactescents. Olivier le soulève avec une sourde frénésie. Un seul geste, et le bloc de pierre aura fracassé la belle tempe mate. Le lourd prêtre qui ronfle dans les ténèbres, il lui aura vite réglé son compte. Et quand il se sera emparé du pistolet qu'il sait être dans la poche gauche de sa soutane, il n'aura qu'à sonner. C'est un Maïpure à sa merci qui entrera. Et alors, lui et Lucile seront libres, comme par le passé, avec, en plus, la conscience d'un trésor qu'il n'avait pas soupçonné.

Il songe à tout cela, Olivier de Préneste. Puis il sourit avec amertume. Usant d'infinies précautions, il repose le presse-papier sur la table. Pas assez doucement, cependant. Le choc a suffi pour tirer Don Philippe de sa rêverie.

De sa voix sèche, il a appelé :

— Maïpure.

Le serviteur muet est déjà là. Il s'incline, fait signe à Olivier de le suivre.

Et Olivier a obéi.

Le voici maintenant dans sa chambre. Maïpure a allumé la lampe. Mais Olivier l'a éteinte dès que la clef a été tournée au dehors. Il n'y a plus que la lueur dansante d'un feu qui meurt. Olivier cherche son lit. Il cache sa tête dans l'oreiller. Est-ce le triste vent de décembre dans les sapins noirs? Est-ce lui qui pleure? On ne sait. Et puis, qu'importe !

La cendre a rongé la flamme. Il n'y a plus autour de la cheminée qu'un mince croissant orange, mais qui n'éclaire plus la chambre. Olivier peut rouvrir les yeux sans rencontrer du regard les détails abhorrés du monde tangible.

Puis, petit à petit, une plaque blanche naît sur le parquet, s'étend, grillagée de noir par les barreaux de la fenêtre. La triste lune des glaciers vient d'entrer dans le jardin de la sous-préfecture.

Olivier se lève en chancelant. Les cônes sombres des sapins sont poudrés de verglas. Au fond du parc, le gave, si glacé qu'il soit, laisse monter dans l'air une buée violâtre. Que cette nuit est froide ! Qu'il doit être pur, le vent qui souffle là-haut, sur les monts ! Et le père Laspoumadères, dans sa cellule. Cette association d'idées ! Juste échelle des phénomènes sociaux.

La grande allée du parc est éclairée par la lune. C'est un fleuve de clarté entre les quais noirs des ifs et des troènes. Et voici deux formes sombres qui sortent de la maison, qui passent sous la fenêtre. Leurs têtes se touchent ; le gravier bruit sous leurs pas ; leurs mains s'enlacent et se désenlacent...

... Ah ! que ne donnerait Olivier pour savoir ce que Don Philippe dit à mademoiselle de Mercœur !

VII

LE VENT QUI VIENT D'OROCOPICHE

Dans la salle à manger, Don Iñigo, au coin du feu, fumait un cigare. Il somnolait. Il n'entendit même pas rentrer les deux jeunes filles.

Mademoiselle de Mercœur, le front dans ses mains, les coudes sur la table, regardait d'un regard fixe sa compagne...

— Maïpure, — dit celle-ci, après un moment de silence, — va voir si nos chambres sont prêtes.

Le Caraïbe fit signe que oui. A pas lents, elles montèrent alors au premier étage. Elles ouvrirent la fenêtre, s'accoudèrent sans mot dire au balcon. Neuf heures du soir, dans la nuit claire et froide, sonnèrent à la cathédrale de Villeléon.

Allegria prit la main de mademoiselle de Mercœur, puis ferma la fenêtre. Le grand lit, drapé de rideaux sombres, occupait le milieu de la pièce. Allegria se dévêtit, quitta ses habits d'homme. Puis, drapée dans une grande robe blanche, à ramages noirs, elle vint s'asseoir près de la cheminée.

Lucile posa sa tête sur ses genoux.

Allegria caressa la belle chevelure blonde.

Sur la cheminée, un cadre brillait. Il contenait le portrait d'un splendide jeune homme, au nez busqué, aux yeux à la fois languissants et durs. Coiffé de la *boïna* à gland d'or, il était vêtu de la tunique des brigadiers espagnols, avec l'ordre de Charles III et la Toison d'Or. Sa main gauche, gantée de blanc, s'appuyait sur le pommeau de son épée.

Allegria prit le cadre. Elle passa son bras autour du corps de Lucile. Elle la baisa à la tempe.

— Regarde-le, — murmura-t-elle. — Est-il beau !

Et, toutes deux, elles répétèrent avec une ferveur indicible :

— Don Carlos. Ah ! Don Carlos, notre roi.

Elles restèrent ainsi, enlacées devant le portrait du prince. Les yeux de Lucile se mouillaient de larmes. Plus forte ou plus nerveuse, Allegria conservait son dur regard fixe. Les cheveux de Lucile, dénoués, touchaient le sol.

— Tu es morte de fatigue, — dit Allegria, — couchons-nous, ma bien-aimée.

Lucile, agenouillée sur le tapis, enserra de ses bras nus les genoux de la jeune femme aux courtes boucles brunes.

— Pas avant, — dit-elle, — que tu m'aies raconté ce que tu m'as promis. Je veux savoir pourquoi, moi qui n'ai jamais ployé devant personne, je suis, en cet instant, à tes pieds, la plus faible des créatures, et la plus domptée.

Allegria la regarda avec une orgueilleuse ivresse.

— Il est vrai, je t'ai promis.

Elle réfléchit un instant encore, puis elle dit :

— Écoute, donc. Et quand tu auras écouté, tu auras compris. Et quand tu auras compris, tu sauras ce qu'il te reste à faire.

Pour toute réponse, Lucile imprima un long baiser sur la main de sa compagne, sur cette main droite où brillait le diamant qui, cinq jours auparavant, avait arrêté le regard étonné d'Olivier de Préneste.

— Peut-être, cette bague, — commença Allegria, — tu la trouves belle. C'est un don de la princesse de Beïra. Tu as sans doute entendu parler de la princesse de Beïra? Elle a porté dans ses flancs le père de celui que, dans quelques jours, tu verras à Durango, au milieu d'un éclat et d'une gloire que n'assombriront pas de passagères disgrâces, notre roi bien-aimé, Charles VII.

» Non? Tu ne sais rien d'elle, vraiment? Petite, petite fille ! Tu es noble pourtant. Noble, que dis-je? Ton sang est allié à celui de nos rois. Faut-il donc que ce soit moi, la fille d'un pauvre contrebandier basque, qui t'apprenne d'aussi graves choses !

» Sache donc qu'il y a juste quarante ans, les mêmes provinces, pour la même cause, luttaient contre les mêmes ennemis. Jamais, tu m'entends, les gens de Biscaye, de Guipuzcoa de Navarre ou d'Alava n'admettront de voir un petit rat de cave sévillan ou carthagénois venir leur réclamer le droit du timbre ou du tabac. Ce que ne nous demandaient pas la grande reine castillane ni le grand roi aragonais, nous ne l'accorderons pas aux prévaricateurs de Serrano ou d'Alphonse XII.

Mais j'ai tort, avec toi, de colorer de politique cette affaire. Des yeux comme les tiens ne doivent être sensibles qu'aux puissances du sentiment... Sois donc satisfaite, ô bien-aimée.

» Je m'appelle Allegria Detchart. Je suis née le 30 mars 1848, le jour même où naissait, à Leybach, en Illyrie, Charles-Marie de Los Dolorès, notre roi, Don Carlos.

» Mon père, Pierre Detchart, était d'Iholdy, en France. Mais pour nous, il n'y a ni France, ni Espagne. Il n'y a que les Basques, et tous les Basques sont carlistes.

» Mon père, comme Basque, était carliste. Mais il n'avait jamais eu l'occasion de servir sérieusement le roi Charles V, jusqu'au jour que je vais te dire. Ce jour-là, le marquis de Belzunce l'ayant convoqué, Pierre Detchart se trouva devant une jeune femme très belle et très triste :

» — Pierre, lui dit le marquis, — cette dame est la princesse de Beïra. Elle va rejoindre son mari, le roi Charles V, en Espagne. Sa tête est mise à prix. La reine Christine offre trente mille francs à qui lui livrera la princesse. Aussi ai-je songé à toi pour la conduire à travers les sentiers de la montagne jusqu'au camp carliste.

» Mon père s'acquitta de sa mission. Trois jours après, la princesse de Beïra était dans les bras de Don Carlos. Quant à Pierre Detchart, parce qu'il est vrai qu'on se lie beaucoup plus par un service qu'on rend que par un service qu'on reçoit, à partir de ce moment, il ne vécut plus que pour le succès de la cause carliste.

» Je te dis, ma bien-aimée, brièvement ces choses, qui sont toute ma vie, à moi. Je me rappelle dès que j'ai été à même de comprendre la valeur des mots, le soir, auprès du grand fleuve qui m'a vue naître, je relevais les manches de la chemise de mon cher papa. « Et ceci, père, demandais-je, en touchant sur son bras une longue raie rose, où était-ce? — A Huesca, où fut tué Irribaren. — Et ceci? — A Orduna. — Et ceci? — Au fort de Tarlès. » Quand l'infâme Maroto, par la trahison de Vergara, eut livré à Espartero les dernières forces carlistes, mon père appartenait aux troupes de Balmaceda, qui luttèrent jusqu'à la dernière extrémité. Sa situation était assez délicate : les gouvernements de Louis-Philippe et d'Isabelle se réclamaient mutuellement son extradition... Ah ! il me l'a

bien souvent raconté : le jour où il prit la mer, à bord d'une mauvaise chaloupe, près du Socoa, pour gagner, au large de Saint-Jean-de-Luz, un voilier qui tirait d'assez beaux revenus du sauvetage des carlistes, il n'avait plus que deux cartouches : l'une fut, à droite, pour un sous-officier *christinos*, l'autre pour un douanier français, à gauche.

» Auparavant, il avait baisé la main de sa souveraine et celle de son souverain :

» — Ah ! tu me quittes, Pierre, — avait dit Don Carlos.

» — Je vous quitte, Sire, mais c'est pour le bien commun. Vos fourmis doivent se disperser. Quand vous leur ferez signe de nouveau, elles accourront, avec, chacune, un grain de blé entre leurs mandibules... Dans cette guerre, les armées de Votre Majesté n'étaient réellemnt pas assez riches. Quand il n'y a qu'un oignon dans la soupe, il ne vient qu'un volontaire ; mais, quand il y a du mouton, il en vient cent...

» — Ah ! la prochaine guerre, — dit Charles V avec un geste lassé. — Tu seras mort, et moi aussi.

» — Peut-être, Sire, mais nos enfants vivront.

» — Tu n'es pas marié.

» — Je vais me marier immédiatement, Sire, et quand la bannière fleurdelisée flottera sur les monts vascongades, vous verrez accourir vers elle ou Pierre Detchart, ou son fils...

» — Je serai la marraine de ton premier né, — dit avec élan la princesse de Beïra, et retirant de son doigt un diamant, elle le tendit à mon père. — Voici mon cadeau de baptême.

» Cette bague, la voilà.

» Mon père la mit dans un sachet de cuir qu'il portait, pendu à son cou, avec le scapulaire. Il ne fallait pas qu'on pût voir, en la possession d'un misérable émigrant, ce bijou de millionnaire. Quelquefois, la nuit, à l'avant du bateau qui l'emmenait vers l'Amérique, ou, quand la mer était grosse, dans l'entrepont infect, lui, le pauvre Basque, il ouvrait le petit sac de cuir, et la pierre brillait de tous ses feux, dans la paume noire de sa main fiévreuse.

» Papa avait pris son billet pour Montevidéo. Mais, à la première escale, qui était la Guayra, il descendit à terre. Je crois que lui, la sobriété même, il but un peu trop dans un café du port. Il dut s'endormir. Quand il se réveilla dans

la nuit brûlante, le navire des émigrants avait quitté le môle. Papa restait seul, sans un sou, dans une ville où les Basques n'émigraient pas encore.

» La Guayra sert de port à Caracas, la capitale du Vénézuéla, qui est plus loin, à l'intérieur des terres. Mon père y demeura huit jours, cirant les bottes des métis, faisant les courses. Puis on l'obligea à partir pour Ciudad Bolivar, en vue de remplir les formalités que l'autorité impose aux étrangers.

» Ciudad Bolivar est une belle ville, au centre de l'État de Guayana. Elle est bâtie en amphithéâtre, sur la rive sud de l'Orénoque. Mon père trouva d'abord une place de plongeur dans le meilleur hôtel de la ville. Puis, il fit la suppléance des maîtres d'hôtel. Ce métier ne lui plaisait guère, mais il savait, sitôt leur arrivée, les nouvelles d'Europe, et il était heureux de penser qu'au premier signal venu du pays basque, il pourrait reprendre la mer. Au bout d'un mois, il avait déjà économisé le prix du voyage.

» On approchait de la saison humide. Un soir, comme il servait quatre dîneurs, mon père entendit les doléances de l'un d'eux. C'était le gérant des propriétés du général Oublion, gouverneur de l'État de Guayana. Cet homme était aux cent coups parce qu'il n'arrivait pas à trouver un surveillant européen qui consentît à demeurer, pendant l'époque des pluies, dans l'île d'Orocopiche, pour surveiller les plantations de pois et de maïs qu'y possédait le général.

» — Ce n'est pas drôle, comme métier, j'en conviens, — disait-il. — Mais c'est bien payé.

» Quand ils sortirent du restaurant, mon père suivit le gérant.

» — J'accepterais bien, moi, monsieur, — lui dit-il dans l'ombre.

» Orocopiche est une grande île, située à trois heures de navigation de Bolivar, au milieu de l'Orénoque, qui a, en cet endroit, une lieue et demie de large. Elle est cultivée pendant la belle saison, puis, quand l'hiver approche, les cultivateurs la désertent. Elle est alors recouverte par les eaux jaunes et tristes de l'Orénoque, aux trois quarts. Seuls continuent à émerger, sur sa berge septentrionale, de grands

rochers gris, entre lesquels coule une petite rivière, le rio Orocopiche.

» C'est là qu'on installa mon père, dans une cahute construite en bois d'alcornoque. On le laissa avec des vivres, deux bons fusils, des cartouches ; pour mission, il avait à empêcher les indiens riverains de venir piller les hangars où on entreposait pour l'hiver les instruments aratoires de la plantation.

» Tu penses comme sa vie put être drôle. L'isolement n'était rompu que par les incursions des pillards caraïbes de la rive nord. Les Caraïbes n'ont pas de fusils, mais ils ont des flèches empoisonnées. La tactique consiste à ne pas les laisser approcher à portée. Ils arrivent, en silence, sur des *curiares*, qui sont de grandes barques pontées... Petite, j'en ai vu, de ces curiares, brisés par une balle de Winchester, faire eau, et les sauvages à tête rouge rouler dans les remous jaunes de l'Orénoque. C'est ainsi que nous avons, il y a vingt ans, pris contact avec Maïpure, ce bon Maïpure, qui vient de nous bassiner à merveille le grand lit tiède qui nous attend.

» Quand, au bout de six mois, les colons du général Oublion revinrent, mon père eut huit jours de congé, à plein traitement. Il alla les passer à Ciudad Bolivar. Le soir même de son arrivée, il entra dans le magasin de monsieur Lisbonne, le plus gros changeur du Vénézuéla.

» — Combien me donnez-vous de ceci? — demanda-t-il, en entr'ouvrant un mouchoir à carreaux qui contenait un petit bloc terreux et rouge. — Inutile de biaiser. Je sais que c'est de l'or.

» En réalité, il ne le savait pas du tout. Il le supposait seulement. Il en fut sûr, quand il vit le regard affectueux de monsieur Lisbonne.

» Alors, il se rendit à la poste, et il écrivit à son frère Eugène qui habitait Dancharinea, en France, ce simple mot : « *Arrive* », en lui donnant son adresse.

» Il n'y a pas un Basque qui, recevant d'Amérique un ordre pareil, ne s'empresse d'obéir. Mon oncle Eugène vendit aussitôt sa petite maison. Il arriva juste à temps à Bolivar pour reprendre, avec mon père, la faction des mois d'hiver dans Orocopiche. Avant de repartir, ils avaient obtenu, grâce à l'intervention du général Oublion, la concession d'une lieue

carrée de terre dans la partie septentrionale de l'ile, pour la culture des pois, moyennant une redevance annuelle de huit cents bolivars.

» Au bout de cinq ans, le général Oublion étant mort sans héritiers directs, le pays apprit avec étonnement que l'île d'Orocopiche était achetée par les frères Detchart. Ils vinrent, pour signer l'acte, à Bolivar, à bord d'un splendide voilier, le *Don-Carlos*, que mon oncle Eugène était allé chercher à Charleston. Le voilier était manœuvré uniquement par un équipage caraïbe. Mon père fut d'abord un peu surpris en le voyant armé de douze caronades de six, avec de la poudre plein les soutes. « Laisse faire ! » répondit simplement Eugène Detchart, qui a toujours été prévoyant et taciturne.

» Ils ne devaient pas rester longtemps sans apprécier l'utilité de cette précaution.

» Leur demeure était déjà dans l'île à peu près telle que je l'ai connue. C'était, dominant les rochers nord d'Orocopiche, jamais submergés, une large maison en bois d'alcornoque, avec des soubassements rocheux. De là, on voyait les deux rives de l'Orénoque, et, quand le temps était beau, à l'ouest, la tache grise de l'île de Bernavelle.

» En bas était le *corral*, la grande enceinte où l'on enfermait, l'hiver, les troupeaux, que l'été on laissait vagabonder dans l'île. Au milieu du corral s'élevaient les huttes où habitaient nos domestiques caraïbes, une soixantaine d'indiens, hommes et femmes, qui étaient venus là, l'un après l'autre, comme en un lieu d'asile, et dont mon père et mon oncle n'ont jamais eu à se plaindre.

» Le *Don-Carlos* était mouillé tout à côté, dans une petite crique rocheuse, bien abritée. Il s'y balançait gravement parmi six beaux *curiares*, qui formaient, avec lui, la flotte de guerre et de commerce des frères Detchart.

» Un jour d'été, comme mon père et mon oncle, assis sous les tamariniers qui ombragent notre terrasse, étaient en train de jouer aux cartes, ils virent une barque à voile tourner la pointe rocheuse qui sert de môle au port. Ils n'ont jamais pu assister, sans tressaillir, à un tel spectacle, car ils entretenaient à Bolivar un homme à seule fin de venir leur annoncer,

sitôt la nouvelle reçue, que la bannière du roi légitime flottait de nouveau sur les montagnes de Biscaye.

» Ce n'était pas l'annonciateur de la guerre de libération, c'était Don Iñigo qui arrivait ainsi. Don Iñigo, qui ronfle en bas, après s'être ingurgité sa bonne pinte de vin de Jurançon, était alors premier vicaire de Santa Maria de Los Remedios, cathédrale de Ciudad Bolivar. Il venait souvent à Orocopiche, pour jouer aux cartes avec mon père et mon oncle, et aussi pour bénir la maison, la mine, le fleuve, les troupeaux.

» Cette fois, sa visite était moins désintéressée : il avait joué les deux soirs précédents, chez le ministre des Finances de l'État, et perdu une cinquantaine de mille bolivars, sur une somme de cent mille francs envoyée de Rome pour l'érection d'une chapelle à Sainte Rose de Lima.

» Sans sourciller, mon père sortit, et, revenant, mit entre les mains du brave prêtre pleurant d'émotion et de gratitude les cinquante mille bolivars sauveurs. Puis mon oncle lui demanda de leur expliquer les coups qui l'avaient ainsi mis à mal, ce que Don Iñigo s'empressa de faire avec confusion.

» Le surlendemain, à la même heure, le premier vicaire était de nouveau à Orocopiche. Mon père le vit venir avec un petit battement de la paupière. Ce n'était pas ce à quoi il s'attendait : Don Iñigo avait bien, le soir même, rejoué chez le ministre les cinquante mille bolivars, Mais il en avait gagné cent mille. Immédiatement il avait comblé le déficit dans la souscription de Sainte Rose. Il rapportait à mon père la somme que celui-ci lui avait prêtée.

» — Mais ceci n'a qu'une mince importance, — ajouta-t-il. — Écoutez. Je remercie Dieu de m'avoir fourni aussi vite l'occasion de vous prouver que vous n'avez pas eu affaire à un ingrat.

» Les trois chaises se rapprochèrent. A voix basse, Don Iñigo parla.

» Pendant la partie de cartes, chez le ministre des Finances, la conversation était venue sur les frères Detchart. Il y avait là le général gouverneur, les principaux fonctionnaires, deux ou trois gros armateurs. Les revenus des miens furent évalués à plus de six millions de bolivars.

» — Et songez, — dit Don José Rombiera, le ministre du Commerce, — qu'ils ne paient par an qu'une redevance de huit cents francs. Encore un coup de cette canaille d'Oublion !

» Il fut décidé, d'un commun accord, que le contrat serait dénoncé, et que l'État de Guayana remettrait la main sur l'île d'Orocopiche et ses richesses.

» Mon père et mon oncle écoutaient gravement, fumant leurs pipes.

» — Comment s'y prendront-ils? — murmura Eugène Detchart.

» — Vous allez, d'ici deux jours, — dit Don Iñigo, — recevoir une convocation vous priant de vous rendre chez le général gouverneur, pour affaire vous concernant. Là, il est vraisemblable que vous serez proprement ligotés, et dirigés vers un lieu qu'on a omis de me révéler, mais où vous resterez, je pense, assez longtemps pour oublier jusqu'à votre nom.

» — Eh bien ! — dit mon oncle, — nous allons tout préparer pour être exacts au rendez-vous, et même un peu en avance.

» Le lendemain, par un beau soleil, battant à sa corne le pavillon fleurdelisé d'or, le *Don-Carlos* s'embossait devant Ciudad Bolivar. Sa première bordée envoya au fond de l'eau la flotte de l'État de Guyana. La seconde bordée fut équitablement répartie entre le parlement, les casernes et le palais du général gouverneur. Un quart d'heure après, le gouvernement était tombé et le drapeau blanc hissé sur la citadelle. Ni Pierre, ni Eugène Detchart ne voulurent accepter le pouvoir, que vinrent leur offrir, à bord du *Don-Carlos*, douze plénipotentiaires plus dorés que des oiseaux-lyres.

» Ils se bornèrent à leur faire signer un bon petit traité et, comme ils n'avaient pas plus que de raison confiance dans ces signatures, ils prirent leurs précautions pour qu'elles ne fussent pas reniées un jour. Les forteresses de Bolivar furent démantelées et leur matériel, canons et munitions, transporté à Orocopiche. L'armée fut réduite à un général, deux colonels et vingt-quatre hommes. Enfin la propriété de l'île fut reconnue aux frères Detchart par une clause spéciale que le parlement ratifia le lendemain à l'unanimité.

» Un des quatorze points du traité prescrivait la nomination de Don Iñigo comme archiprêtre de la ville. Mais, en vrai sage, il n'accepta pas son poste, se contenta de l'honorariat, et vint habiter l'île. Depuis, il ne nous a plus quittés. Brave homme ! Écoute-le. C'est son ronflement qui secoue les cloisons de la sous-préfecture.

» Le gouvernement défunt de Guayana avait exagéré en estimant à six millions de bolivars le revenu de mon père et de mon oncle. Aujourd'hui, ce chiffre doit être à peu près exact. C'est te dire, cependant, que mon père n'eut pas beaucoup de peine à trouver ce qu'il lui fallait, parmi l'aristocratie de Bolivar, quand il jugea que le temps était venu de prendre femme. Il sentait décliner ses forces. Il était encore jeune, quarante-cinq ans, mais on ne mène pas impunément la vie qu'il avait menée jusqu'alors. Il se maria donc. Je ne parlerai pas de ma mère. Je me bornerai à te dire qu'elle était belle, et qu'elle est morte. Le 30 mars 1848, jour où je naquis, mon père eut aux yeux de grosses larmes en voyant que je n'étais pas un garçon. Il ne m'en appela pas moins Allegria, en témoignage de joie, et en souvenir de la bourgade basque où, pour la première fois, il avait baisé la main de son roi. Sur son ordre, les canons de l'île tonnèrent vingt et une fois, faisant s'envoler en tous sens les perruches bleues et les arozeros noires et jaunes. Ah ! s'il avait pu savoir que le même jour, à la même heure, naissait en Illyrie le prince dont nous baisons toutes deux, en cette minute, le portrait, comme il eût fait décupler la ration de poudre, le pauvre homme !

» Un jour, j'avais dix ans, ma mère était déjà morte, Pierre Detchart ne se leva pas. Il nous fit venir auprès de son lit, moi, et mon oncle Eugène qui, je me rappelle, tortillait entre ses gros doigts émus une chevelure blonde de maïs.

» — C'est fini, — dit-il, — je ne reverrai pas l'arbre de Guerdica. Tu m'entends, Eugène : c'est moi qui ai trouvé l'or, c'est à moi d'ordonner, bien que je sois le cadet. Eh bien, écoute : si notre roi rentre dans les provinces basques avant que la petite ait vingt et un ans, vends l'île à la banque Morgan. Ils en connaissent le prix, ils te la paieront à sa valeur. Mets le tout en dépôt à la banque Gomez, de Bayonne,

et pars avec Allegria et Don Iñigo. Tu les laisseras tous les deux en France. Tu iras, toi, trouver le prince. Tu lui diras : « J'ai telle somme à votre disposition. Il faut beaucoup d'argent maintenant dans les guerres. » Puis, tu feras ton devoir, en refusant d'accepter, pour prix d'un service qui n'en est pas un, tout autre emploi que celui que peut tenir un pauvre montagnard. Mais... — et les yeux du moribond brillèrent, — si Don Carlos ne reparaît pas en Espagne avant 1870, date à laquelle Allegria aura vingt ans, eh bien! alors, alors, Eugène, quelque prix qui puisse t'en coûter, tu laisseras ta nièce partir seule, avec le voilier et un équipage choisi parmi nos meilleurs Caraïbes. Toi, Eugène, tu resteras ici, à produire, à produire sans trêve l'or pour la banque Gomez. Il faut beaucoup d'or dans les guerres européennes, et celle-là sera dure.

» Quant à toi, — dit-il, en tournant vers moi son regard brûlant, je n'ai pas besoin de te répéter, Allegria, petite Allegria, ce que je t'ai dit, depuis que tu as l'âge de me comprendre... Et ton oncle, ton père maintenant, a dix ans devant lui pour te répéter chaque jour comment une fille basque doit servir Don Carlos.

» Il prit nos deux mains, ma bien-aimée, les baisa, puis les croisa sur son cœur. Il y avait à mon doigt le diamant de la princesse de Beïra. Alors il baisa aussi la bague, avec un immense sourire calme. Puis ayant prié Don Iñigo, qui pleurait comme je n'ai jamais vu pleurer d'homme, de faire entrer les Caraïbes, il nous bénit. Il eut encore la force de demander qu'on donnât au bateau qui nous emmènerait combattre le nom de *San-Esteban*, parce que le jour où il mourait était le 26 décembre, jour de la fête de saint Étienne. Et puis... Et puis, c'est tout.

Allegria resta un instant sans mot dire. Elle retira de son doigt la bague de la princesse de Beïra et, lentement, la passa au doigt de Lucile. Le feu mourant du foyer teinta la pierre de lueurs sanglantes.

Elle reprit :

— Ce que j'ai fait depuis, au service de Don Carlos, tu en connais une part. Le reste, tu l'apprendras par d'autres

que par moi. Il y a des choses que la modestie m'empêcherait de te dire. D'autres, Lucile, la pudeur...

— Ah ! quelque chose que tu aies pu faire, tu auras toujours eu raison, — murmura avec élan mademoiselle de Mercœur.

— Je le sais, — répondit durement l'orgueilleuse fille en regardant sa tendre compagne. — J'ai sacrifié pour commencer une fortune, et une fortune qui n'avait pas besoin d'être lavée...

Lucile inclina la tête. La petite-fille de Sylvestre Grattecap cacha ses yeux contre la gorge de la fille de Pierre Detchart.

— Cela n'est rien, c'est le moins qu'on puisse faire. Tu le sauras un jour, amie, dit Allegria d'une voix douce. N'aie crainte...

Elles étaient maintenant debout devant le feu mort, dans la chambre ténébreuse qu'un froid mortel commençait à gagner.

Elle saisit dans ses bras Lucile et l'y serra avec une frénésie sauvage,

— N'aie crainte, — reprit-elle, — aie confiance, c'est moi qui te l'ordonne. Même là-bas, tu entendras les fauteurs de découragement et de panique. C'est vrai, le grand Zumalacarreguy n'est plus. Cabrera a trahi. Santa-Cruz est prisonnier à Lille. Andechaga est mort. Les hordes sans dieu ont pris Pampelune... Mais les pâtres d'Alava et les marins de Biscaye sont debout. Le vieux Valdespina commande toujours le régiment du Cid, Mendiri les gens d'Urbistondo, Caldéron les Navarrais, Dorregaray est à la tête des vaillants de la montagne... Ah ! petite, petite fille, dis-moi, dis-moi que j'ai eu raison...

Lucile l'embrassa en frissonnant.

VIII

QUATRE HEURES SONNENT A ELIZONDO

Le lundi 13 décembre 1875, MM. Littré et Jules Ferry, de la loge la « Clémente amitié » prirent le premier train pour Versailles. Ils étaient porteurs de la lettre adressée, le jeudi précédent, au Grand-Orient de France, par les « Admirateurs du Marboré ».

Dans les couloirs de l'Assemblée, ils rencontrèrent MM. Ernest Picard et Lockroy, qui s'entretenaient de l'élection des inamovibles. Ils leur firent lire la lettre.

— Nous cherchons Gambetta, — dit M. Littré. — Avec un document pareil à sa disposition, il met demain le ministère en minorité.

M. Ernest Picard tournait et retournait la lettre. Il ne parvenait pas à cacher qu'elle l'amusait prodigieusement.

— Vous allez encore vous faire moquer de vous, — fit avec ironie M. Lockroy, mâchonnant son cigare.

— C'est ce que nous verrons, — dit M. Jules Ferry, vexé. — Mais voici Gambetta.

Le grand tribun s'avançait, en roulant, le visage congestionné. Ils allèrent à sa rencontre.

— Savez-vous ce que nous vous apportons? — firent-ils ensemble.

— Et savez-vous ce que contient cette note? — dit M. Gambetta qui brandissait une feuille de papier au-dessus de sa tête.

Ils dirent, tous trois ensemble :

— De quoi faire sauter le ministère.

Puis ils se regardèrent avec étonnement, échangèrent leurs documents. Ils se référaient tous deux à l'affaire Laspoumadères. Mais celui de M. Gambetta, plus récent, contenait, avec le récit de la condamnation du vénérable de Villeléon, quelques détails plus précis sur les agissements du sous-préfet de cette ville.

— C'est grave, excessivement grave, — murmura M. Gambetta. — Venez, il faut, d'urgence, réunir nos amis.

Et ils sortirent, tête haute, sous l'œil narquois de MM. Ernest Picard et Lockroy.

Vers une heure, les représentants de l'extrême gauche achevaient, à l'hôtel du Cheval-Rouge, un déjeuner copieusement arrosé. Outre MM. Gambetta. Littré et Ferry, il y avait, réunis autour de la table, MM. Naquet, Vernhes, Maigne, Boysset, Madier de Montjau, Peyrat, et l'inévitable M. Barodet.

— C'est entendu, — dit M. Gambetta. — Je fonce droit. Je déchire les trames laborieusement tissées par les Jules Simon et autres endormeurs. Et voici ce que je leur envoie comme bouquet.

Et, les deux poings sur la table, le visage et la voix enflammés, il leur offrit la primeur de la péroraison fameuse que des raisons de tactique parlementaire devaient faire renvoyer au 4 mai suivant :

« .... *Vous sentez donc, vous avouez donc qu'il y a une chose qui, à l'égal de l'ancien régime, répugne à ce pays, répugne aux paysans de France, c'est la domination du cléricalisme... Vous avez raison, et c'est pour cela que du haut de cette tribune je le dis, pour que cela devienne précisément votre condamnation devant le suffrage universel, et je ne fais que traduire les sentiments du peuple de France en disant du cléricalisme ce qu'en disait un jour mon ami Peyrat : le cléricalisme, voilà l'ennemi.* »

— Bravo ! bravo ! — dit l'ami Peyrat.

— Bravo ! bravo ! — dirent les autres.

— Oui, mais, pratiquement, que décidons-nous? — susurra M. Naquet.

Le grand orateur le foudroya du regard.

— J'irai, — proposa M. Madier de Montjau, — trouver Victor Hugo. Je lui demanderai d'écrire un poème flétrissant l'intolérance :

Bien ! dit Laubardemont. Va ! dit Torquemada.

» L'effet serait énorme, surtout à l'étranger.

— Oui, mais, pendant ce temps, le brave Laspoumadères continuera à moisir en prison, — ricana M. Naquet.

— Vous critiquez toujours, Naquet, — dit aigrement M. Gambetta. — Proposez quelque chose, au moins.

— C'est précisément ce que je vous demande la permission de faire, cher ami, — répondit mielleuemesnt le petit homme. — Voici. Je propose d'agir immédiatement, et de trois façons. Vous, qui êtes notre chef incontesté, vous allez, en vous attelant immédiatement à votre discours de demain, vous charger de l'essentiel, qui est, — et il jeta un regard ironique autour de lui, — je pense que nous sommes tous bien d'accord, de nous débarrasser du ministère. Premier point. Second point : deux ou trois d'entre nous se rendront tout à l'heure chez monsieur Buffet, et lui demanderont à brûle-pourpoint, sur les faits révélés par les documents que nous mettrons sous ses yeux, des explications qu'il ne pourra nous refuser et que nous vous rapporterons aussitôt. Enfin, troisième point, le plus important à mon avis, une délégation composée de trois d'entre nous quittera ce soir même Paris. Elle sera mercredi à Villeléon, procédera sur place à une enquête ; les résultats de cette enquête seront comparés avec les explications fournies d'autre part à nos amis par M. Buffet. Inutile d'ajouter que les frais du voyage seront supportés par la caisse de propagande radicale.

Tout le monde applaudit à un projet aussi habile. M. Gambetta lui-même daigna approuver. On désigna, pour Villeléon, MM. Vernhes et Peyrat, avec, pour chef, M. Madier de Montjau, qui avait l'habitude des voyages et était un amateur forcené de ce genre de croisades. Les autres se levèrent pour se rendre immédiatement au ministère de l'Intérieur. Le soin de régler l'addition fut laissé, d'un accord tacite, au bon M. Littré, qui avait été heureux d'annoncer à ses amis, au cours du repas, la cinquantième édition de son très remarquable *Dictionnaire de la langue française*.

M. Buffet était dans son cabinet, compulsant un dossier avec mauvaise humeur. On annonça le duc Decazes.

— Mon cher président et ami, — dit le ministre des Affaires étrangères, — excusez-moi de vous déranger. Mais la chose est d'importance; je suis venu moi-même...

M. Buffet l'arrêta d'un geste.

— Je sais, — dit-il. — Vous venez de recevoir la visite de l'ambassadeur d'Espagne.

— Le marquis de la Vega de Armijo sort effectivement de chez moi, — dit M. Decazes.

— Il vous a apporté la protestation de son gouvernement contre les agissements du sous-préfet de Villeléon.

— Vous êtes au courant?

— Je suis au courant : toute une armée carliste se dérobant, en utilisant la frontière française, à l'étreinte de l'armée du général Martinez Campos. Plus d'armes et de vivres fournis en huit jours aux Carlistes qu'en deux années. Vous voyez, je suis au courant.

— Que répondre? — dit le duc Decazes.

— Et s'il n'y avait que des complications d'ordre diplomatique ! — grinça M. Buffet, en assénant un coup de poing sur son dossier. — Mais, tenez, parcourez cela.

— Ce monsieur de Préneste est fou, — dit le ministre des Affaires étrangères, après avoir lu.

— Il n'y a pas trois semaines, je l'avais à Paris, dans mon cabinet, — dit M. Buffet. — Un jeune homme calme, en apparence, trop calme, même... Qui aurait pu prévoir !

— Les gauches ne vont pas manquer d'utiliser ces déplorables incidents, — dit M. Decazes...

Au même instant, l'huissier présentait au ministre de l'Intérieur la carte de M. Jules Ferrry; MM. Maigne, Boysset, Naquet et Barodet y avaient inscrit leurs noms.

— Je vous laisse avec ces messieurs, — dit le duc Decazes prudemment.

Olivier de Préneste se réveilla, comme la pendule de sa chambre sonnait huit heures.

« Maïpure est en retard pour m'apporter mon déjeuner », pensa-t-il.

Il attendit un quart d'heure, puis se leva, assez mal à son aise.

Il alla vers la porte. Elle n'était point fermée à clef. Il tressaillit désagréablement.

Il s'habilla au galop, descendit l'escalier. Le mystère des maisons vides l'étreignit durant cette descente.

Dans le cabinet, dans la salle-chapelle, personne. Un petit domestique dormait dans la cuisine. Olivier le secoua rudement.

— Ils sont partis?

L'enfant roulait des yeux terrifiés.

— Parleras-tu !

— Ils sont partis. Le monsieur, la dame et le curé.

— Quand cela?

— Vers trois heures du matin. Il y avait des mules dans la cour, avec deux hommes. On m'a réveillé pour faire chauffer le lait. J'ai ciré les bottes de Don Iñigo. Puis il sont partis; je me suis endormi.

— Eh bien, rendors-toi, imbécile.

Olivier revint dans le cabinet. Des papiers traînaient sur le bureau. Il les parcourut.

« *Préfet Basses-Pyrénées arrivera mercredi 17 décembre à Villeléon pour enquête,* disait un télégramme officiel. *Services sous-préfecture sont confiés en attendant à M. Castelain, sous-préfet Oloron-Sainte-Marie.* » Et c'était signé : *Louis Buffet.*

« Ah ! se dit Olivier, quel charmant homme ! Il ne m'a pas encore révoqué. »

Il lut ensuite une note de la mairie, datée du 16 au soir. On avertissait le sous-préfet de l'arrivée pour le 17 d'une commission d'enquête parlementaire présidée par M. Madier de Montjau, député à l'Assemblée nationale.

M. de Préneste haussa les épaules.

— A un autre ! — dit-il.

« *Suis sans nouvelles. Inquiète au possible. Pars ce soir de Paris pour Villeléon* », disait une dépêche, datée du 15 décembre et signée *H. de Mercœur.*

Olivier eut un rire nerveux.

— Tout ce monde va être ici ce soir, — murmura-t-il. — Je suis curieux de savoir ce que je vais bien pouvoir leur raconter.

Il mit un peu d'ordre sur le bureau, parcourut quelques dossiers en souffrance.

« Je crois réellement que je n'aurais pas fait un trop mauvais sous-préfet, pensa-t-il », avec un sourire amer.

Sur ce, il prit son chapeau et sortit. Il commença par se rendre dans le jardin, suivit l'allée qu'il avait vu suivre à mademoiselle de Mercœur et à Don Philippe. Avec une âpre joie, il mit ses pas dans leurs pas.

Puis, contournant le bâtiment, il se trouva devant la porte d'entrée. Il contempla la maison silencieuse.

— Allons faire un tour en ville, — ricana-t-il.

Deux ou trois de ses administrés le croisèrent. Il salua. On lui rendit à peine son salut.

« Drôle de façon de se promener dans sa bonne ville », pensa-t-il.

Il n'avait aucune acrimonie. Seulement une immense lassitude.

Devant une maison, un cabriolet était arrêté.

— A qui est cette voiture? — demanda-t-il à un homme qui fendait du bois sur le seuil de la porte.

— Au docteur Hariste, — lui fut-il répondu.

Il se souvint :

« Le docteur Hariste. Ah ! oui : je ne l'ai pas proposé pour le poste de médecin de l'hôpital. Encore un qui doit me porter dans son cœur. »

Au même instant, le docteur Hariste sortait. C'était un petit vieillard à l'allure gauche et timide :

— Vous faites vos visites, docteur? — dit M. de Préneste.

— Il faut bien, monsieur, — dit humblement le vieillard.

Et il ajouta avec timidité :

— C'est bien à monsieur Philippe que j'ai l'honneur de parler?

— Plaît-il? — fit Olivier.

— A monsieur Philippe, le parent de monsieur le sous-préfet.

« Ah oui ! pensa M. de Préneste, le parent dont le docteur Harancot avait bien voulu accepter de soigner les troubles mentaux. »

— Je suis en effet monsieur Philippe.

Ils se regardèrent, le docteur de plus en plus embarrassé, Olivier avec une forte envie de rire.

— Alors, ça va mieux? — put enfin articuler M. Hariste.

— Beaucoup mieux, — dit Olivier. — Voyez, on m'a permis même une petite sortie.

— Monsieur Harancot a bien l'habitude de ces choses, — dit le pauvre médecin.

« Ah ! pensa Olivier devant une telle résignation, le brave homme ! »

— Vous avez là une bien jolie jument, docteur, — dit-il pour changer la conversation.

— Miquette est certainement une belle bête, — dit M. Hariste, heureux lui aussi de s'évader. — Il y a seulement six ans elle ne craignait aucune comparaison avec les autres juments du canton. Mais elle se fait vieille. Aujourd'hui, j'ai une course assez longue à lui demander; je serai certainement obligé de la bouchonner moi-même au retour.

— Vous allez loin, docteur?

— Jusqu'à Sarce, à douze kilomètres, à deux lieues de la frontière, — dit M. Hariste. — Un cas de scarlatine.

— Voulez-vous m'emmener avec vous? — demanda Olivier. — Cette course au grand air me ferait du bien...

« Je serai toujours assez tôt de retour, pour ce qui m'attend ici », pensa-t-il.

— Mais bien volontiers, monsieur, — dit le docteur Hariste, — seulement...

— Seulement?

— Vous ferez peut-être bien de prendre un manteau. Nous ne rentrerons pas avant quatre heures, et il fait froid, là-bas, vu l'altitude.

— Bah ! — dit Olivier, — je partagerai avec vous cette belle couverture.

Miquette avait un petit trot sec et volontaire. Au bout d'une lieue, le docteur Hariste en était déjà aux confidences.

— Je puis bien le dire, monsieur, ça a été pour moi une grande déception. Car enfin, le docteur Harancot n'avait pas mes titres. J'ai été interne à Bordeaux, monsieur. Et lui a échoué à l'externat. En plus, je suis marié et il est garçon.

— Vous avez des enfants, monsieur Hariste?

— Une fille, monsieur, j'avais une fille; elle est morte en couches.

— Et votre femme?

— Ma femme, ma femme, — dit M. Hariste. — Ah ! on a bien dû vous en parler aussi.

Il le regardait en dessous, avec un pauvre air sournois.

— Je vous assure, — dit Olivier gêné.

— Oh ! je puis bien vous le dire. On vous le dirait tôt ou

tard. Autant que ce soit moi. Ma femme vit toujours, mais nous ne nous entendons pas très bien. Elle continue à m'en vouloir.

— A vous en vouloir?

— Oui, il y a vingt ans, elle n'était déjà plus toute jeune, elle est partie, avec un écarteur. Au bout d'un an, elle est revenue. Si vous l'aviez vue, la malheureuse ! J'ai pardonné. Un mois après, elle me faisait des scènes, parce que la maison, cela se comprend, n'avait pas été tenue pendant son absence comme elle aurait dû l'être. Cela dure toujours... Là! Miquette, là !...

» Cela dure toujours, — continua M. Hariste. — Je ne peux pas lui en vouloir. Sa responsabilité est très atténuée. La frontière toute proche, vous savez. Il ne faut jamais mettre une femme à même de faire un coup de tête. La frontière toute proche...

— La frontière toute proche ! — murmura Olivier.

— N'empêche que, quand on m'a préféré le docteur Harancot, j'ai compris, — acheva M. Hariste. — Ce poste-là, c'est un poste quasi de fonctionnaire. Les fonctionnaires doivent avoir une vie privée irréprochable.

Olivier de Préneste ne dit rien. Le trot de Miquette était plus rapide. On arriva à une maison basse, perdue au milieu des sapins.

— C'est ici, — dit le docteur Hariste.

Il attacha la jument par la bride à un arbre mort.

— Je ne serai pas longtemps. Ce sont de pauvres gens. Je crois que vous serez mieux dehors, à m'attendre.

Olivier resta immobile quelques minutes. Plus tard, il a cherché à se rappeler ce que furent alors ses pensées. Il n'a jamais pu y parvenir.

La route s'élevait. Le faîte d'une petite côte lui barrait la vue. Une bizarre envie de voir lui vint. Il gravit la crête.

Au sommet, rien, Le ciel blanc, un paysage ravagé par l'hiver. A droite, un boqueteau de chênes nains.

Olivier laissa la route, il s'enfonça dans le bois. Et tout d'un coup, il se mit à courir...

Quand il s'arrêta, il essaya d'apercevoir la route qu'il avait quittée. Il ne la vit plus. Il marcha, trébuchant dans les fougères et les genêts. Puis il trouva une autre route. Il la suivit.

Deux jours plus tôt il avait neigé. Le sol était d'un blanc sordide. Des ruisseaux pleurants le rayaient de noir. Aux ronciers du chemin, il y avait encore des mûres.

« *On va bien loin quand on est lassé !* » disait à M. de Fierdrap mademoiselle de Percy, la vieille amie du chevalier des Touches. Jamais M. de Préneste ne s'était senti aussi lassé. Jamais pourtant il n'avait marché aussi longtemps, du même pas soutenu et régulier de somnambule.

On ne voyait pas le soleil. A peine arrivait-on à deviner, dans le ciel blême, l'endroit où il en était de sa course.

« M. de Nadaillac, madame de Mercœur et M. Madier de Montjau sont sur le point de prendre, à Puyoo, la diligence pour Villeléon. Ils auront tout le temps de lier connaissance en route », pensa Olivier.

Cette idée baroque le fit rire, rire très fort. Une pie s'envola d'un petit champ de maïs qui alignait ses piteux piquets jaunes.

M. de Préneste allait, indifférent aux grandes lignes du paysage, attentif seulement aux détails. De temps à autre, un merle, devant lui, émergeait d'un buisson, et traversait la route en trottinant, petit oiseau transi. Sur le pieu d'un claie, Olivier vit un rouge-gorge immobile. « Tu ne sais pas pourquoi tu es ici, semblait-il lui dire. Moi non plus, mais du moins, je ne bouge pas. »

Le sentier montait, puis descendait, sans motifs avouables. Les souliers vernis d'Olivier supportaient mal cette course en montagne. Il haleta en montant une côte plus rude que les autres, puis, quand il en eut atteint le sommet, un vent aigre se mit à secouer les ronces, ridant l'eau morte des fossés.

M. de Préneste frissonna. Il s'assit sur une borne. Il ne lut pas les indications qu'elle portait. Il vit seulement qu'elles étaient en langue espagnole. Il avait franchi la frontière. Depuis où, depuis quand? Il ne savait...

Il reprit sa marche. Maintenant, il avait franchement froid. Et cependant, sa tête brûlait. Il avait soif. Une petite cascade coulait au flanc d'un rocher. Il baigna ses mains, son front,

enleva avec son mouchoir mouillé une tache de glaise rouge qui maculait le genou de son pantalon.

Une autre borne. Il s'assit encore, réfléchit à des choses vagues. Sa montre marquait trois heures. Il tira de ses poches quelques papiers : la note acquittée de la pension Primatice, des lettres d'indifférents, un court billet de mademoiselle de Mercœur.

Il les déchira méthodiquement, et, se penchant sur le parapet de la route, qui était maintenant en corniche, il les éparpilla dans le vent.

« J'ai laissé mes cinq billets de mille francs dans *Volupté* », se souvint-il. Avec un détachement complet, il dénombra le peu d'argent qu'il avait sur lui : deux ou trois pièces d'or, quelque menue monnaie...

A mesure qu'Olivier se sentait plus fatigué, le terrain s'accidentait davantage. La brume, qui, tout le jour, avait voilé les montagnes, s'écarta. Elles surgirent de tous côtés, immenses et blanches, sous le ciel brun.

Ah ! quelle force folle le pousse, ce jeune homme en pantalon gris perle à sous-pieds, en fine redingote, en chaussures vernies, quelle force le pousse à escalader, dans ce morne soir qui tombe, les sentiers les plus désertiques du Baztan !...

Soudain, celui qu'il suivait s'élargit et se mit à descendre en longs lacets.

Une vallée s'ouvrait, comme un trou gris. A l'horizon, très loin, une couronne de montagnes sombres.

Sur leurs crêtes, Olivier crut voir un point jaune et clignotant. Puis il en vit deux, puis trois. A mesure que l'obscurité tombait, ces points-là devinrent roses, puis rouges.

Des maisons qui brûlaient... des villages... peut-être. Et cet affreux silence. Ah ! si seulement on avait entendu le canon.

Olivier accéléra sa marche. Il claquait des dents.

« Si je trébuche, se dit-il, je ne me relèverai pas. »

Il ne trébucha pas. Il s'arrêta.

Éclairée d'une dernière lueur, une ville venait de lui apparaître. Une ville, ou plutôt une grosse bourgade, aux toits noirs, aux murs rougeâtres. Au centre, un clocher, carré, avec un toit en coupole.

Olivier reconnut le clocher. Où donc l'avait-il vu? Ah ! oui ! dans sa chambre, à Villeléon. Une photographie, avec cette légende : *Elizondo, capitale du Baztan.*

Au même instant, un son clair retentit dans la nuit à peu près totale. Un coup, deux, trois, quatre coups tintèrent au clocher.

Olivier se mit à courir vers la ville. Et il comprit qu'il avait peur.

Devant lui, à une cinquantaine de mètres, sur la route qui faisait un coude, il lui sembla voir des ombres s'agiter. Il courut plus vite, droit vers elles.

— Halte ! — cria une voix sonore.

En même temps, un bruit sec. Le bruit d'un fusil qu'on arme.

Olivier s'était arrêté.

— Pour Don Alphonse ou pour Don Carlos? — dit une voix.

Olivier ne comprit pas tout d'abord. Il passa sa main sur son front. La ville était tout près, à cinq cents mètres à peine. Maintenant on ne distinguait plus le ciel des monts. Seuls, les points rouges, là-bas, permettaient de délimiter la tragique ligne des terres.

Un autre bruit sec. Un second fusil venait de s'armer.

— Pour Don Alphonse ou pour Don Carlos? — répéta la voix.

Et on sentait que c'était la dernière fois qu'elle interrogeait ainsi.

Alors Olivier sourit. Il chercha ses gants dans sa poche, boutonna sa redingote... Puis, sur un ton dont l'indifférence le combla de surprise, il répondit :

— Pour Don Carlos !

(*A suivre.*)

PIERRE BENOIT

CHATEAUBRIAND A GAND

ET LE

« MONITEUR CHATEAUBRIAND »

(AVRIL-JUIN 1815)

Quand on pense à Chateaubriand journaliste, on pense toujours soit au journaliste du *Mercure* et du *Journal des Débats*, sous l'Empire et sous la première Restauration, soit au journaliste du *Conservateur* et, encore, du *Journal des Débats*, sous la deuxième Restauration ; mais il y a, entre les deux, un autre Chateaubriand journaliste (et en même temps ministre) auquel on ne pense guère, c'est celui qui fut, à Gand, pendant les Cent-Jours, l'âme de cet éphémère *Journal Universel* qu'on appelait à Paris le « *Moniteur Chateaubriand*[1] ». Ce Chateaubriand-là n'est pourtant pas négligeable, à bien des points de vue, et nous espérons le faire voir.

Le 30 mars 1815, Louis XVIII, après avoir erré, depuis le 20 mars, sans détermination précise, sur les routes du Nord, d'Abbeville à Lille, et de Lille à Ostende, venait de se rendre à Gand que le roi des Pays-Bas lui assignait comme résidence.

A cette même date, Chateaubriand était à Bruxelles. A Bruxelles, il y avait, dans une grande confusion, beaucoup de

1. Voir *l'Indépendant* du 10 mai 1815. *L'Indépendant* était le journal de Fouché.

réfugiés. En fait de personnages notoires, Chateaubriand y rencontrait le prince de Condé, l'ex-directeur de la police d'André, Anglès, Lally-Tollendal, l'évêque de Nancy La Fare, Lacretelle, la duchesse de Duras, qui allait rejoindre son mari à Gand, et le duc de Richelieu qui, fort dégoûté des princes, s'en retournait en Russie, ou au moins à Vienne, pour ne plus entendre parler de « ces gens-là [1] ». Selon madame de Chateaubriand [2], il disait même du comte d'Artois que c'était « un j. f. », et il le criait dans les oreilles à qui voulait l'entendre.

D'autres peut-être avaient alors cette indépendance de langage, mais tout le monde n'avait pas l'indépendance de moyens du duc de Richelieu. Aussi s'agitait-on beaucoup à Bruxelles pour se tirer d'affaire, et Chateaubriand plus que tout autre. Car, en ces circonstances critiques, il ne s'abandonnait pas du tout à quelque contemplative et inerte mélancolie, comme beaucoup pourraient le croire d'après l'idée qu'on se fait trop souvent de son caractère.

Au contraire, il trouvait que ce n'était pas tout de se sauver, qu'il fallait agir, ou du moins, faute de pouvoir agir, parler ou écrire. Car le roi, avant de quitter Paris, avait annoncé, dans sa proclamation du 19 [3], qu'il se retirait, mais momentanément, qu'il ne sortirait pas du territoire, et qu'il convoquerait les Chambres dans une des villes du royaume. Or il était sorti du territoire, n'avait convoqué nulle part, et rien, jusqu'ici, n'avait paru pour expliquer à ses sujets ce changement de conduite évidemment désavantageux.

Quand on ne paie pas ses dettes, il faut continuer d'en faire, ou le crédit tombe. On sait cela. De même, Chateaubriand voulait que la royauté, non pas tînt ses promesses (c'était, pour le moment, impossible), mais en fît d'autres. Ainsi on lui prolongerait son crédit, et on verrait bien qu'elle existait encore.

Chateaubriand se hâta donc d'écrire à Talleyrand pour lui faire remarquer combien ce silence était malséant et lui dire qu'il n'était pas loin du roi, qu'on pouvait utiliser ses services,

1. *Mémoires d'outre-tombe*, III, 1906.

2. *Cahier rouge*, éd. Ladreit de Lacharrière, p. 129.

3. C'est la proclamation qui parut au *Moniteur* du 20 mars, annonçant le départ : « Nous nous retirons avec quelques braves... » (*Sic.*)

c'est-à-dire sa plume. Comme le duc de Richelieu se rendait à Vienne, il lui confia sa lettre[1].

Puis il en écrivit une autre, à M. de Blacas, le 31 :

Notre silence est la chose la plus fatale. Il faut que le roi gouverne et parle. (*Vous entendez bien qui devrait, dans sa pensée, parler au nom du roi.*) Je ne doute pas de la chute de Bonaparte ; mais si nous ne prenons pas des mesures convenables, il se présentera *à sa mort* des difficultés nouvelles et peut-être de dangereux héritiers. Pourquoi laisser s'éloigner tout ce qui porte un nom, tout ce qui peut jeter quelque éclat sur notre fuite? Pourquoi l'évêque de Nancy, le général Maison, le prince de Wagram se dispersent-ils, comme si tout était perdu sans ressource et que le roi donnât son congé au reste de ses serviteurs?

Formons un gouvernement qui agisse avec concert et vigueur[2].

A sa mort ! On voit qu'il n'avait pas perdu l'espoir et qu'il sonnait le ralliement avec entrain ! Le lamentable exode du 20 mars ne lui avait pas ôté sa confiance en l'avenir de la Légitimité. N'ayant pu encore être ministre du roi sur son trône, il voulait au moins l'être du roi chassé, ministre de quelque chose, ministre de n'importe quoi, ministre des Proclamations et Manifestes, en attendant mieux. Jaucourt, quelques jours plus tard, nous révèle sa pensée :

Nous avons ici, écrit-il de Gand à Talleyrand, d'André, Anglès, et pour manier la plume, nous avons MM. de Lally et Chateaubriand. (*celui-là veut que sa première phrase lui soit payée du titre de ministre du roi*), Lacretelle jeune, Bertin de Veaux. Vous voyez que nous ferons feu de la plume[3]...

Le même 31 mars, de Bruxelles où il était avec Chateaubriand, d'André écrivait dans le même sens à Blacas, et, lui soumettant un plan d'action assez détaillé, il lui disait :

Lacretelle, Chateaubriand, Lally sont ici, à ce qu'on me dit ; ne pourrait-on pas tirer parti de ces écrivains fameux? *Ne serait-ce pas une bonne idée que de faire rédiger un journal auprès du roi*[4]?

1. Chateaubriand, *Correspondance*, I, 287.

2. Lettre citée par Nettement, *Histoire de la Restauration*, II, 336, d'après les papiers politiques de Blacas.

3. Dans Pallain, 479. La lettre est du 4 avril.

4. Dans le recueil de Romberg et Malet, *Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*, I, 139.

D'autre part, le comte d'Artois arrivait à Bruxelles. Parti de Paris un peu après son frère, avec le duc de Berry, Marmont et la Maison du roi, il s'était lui aussi dirigé sur Lille. Apprenant que le roi n'y était plus, il avait rabattu sur Béthune sa troupe en débandade, puis était passé à son tour de l'autre côté de la frontière avec deux ou trois cents gardes du corps qu'on fit cantonner à Alost, entre Gand et Bruxelles, sous le duc de Berry. C'était tout ce qui restait. Le 28, il était à Ypres, et, le 30, à Bruxelles.

Dès le lendemain, 31, Chateaubriand l'alla trouver ; il ne fut pas le seul ; d'André, l'évêque de Nancy, Anglès et Lacretelle y allèrent aussi, et, ensemble ou séparément, ils le chapitrèrent. Le prince, convaincu, écrivit à son frère le soir même [1] qu'il devait se hâter de former un gouvernement composé de ministres *par intérim*, de rendre des ordonnances et de faire des déclarations comme s'il était encore aux Tuileries ; qu'il serait bon aussi de faire rédiger auprès de lui un *Moniteur* et même un autre journal contenant, avec les actes royaux, des commentaires appropriés ; ainsi on ferait impression à la fois sur les Français et sur les étrangers.

En même temps, il proposait, pour l'intérim des divers ministères, Anglès, d'André, Jaucourt, Blacas, le duc de Feltre et Chateaubriand, à qui on pourrait donner, pensait il, la Marine (!) ; quant à Lally et à Lacretelle, on se bornerait à les faire écrire, pour le moment.

Le lendemain, 1er avril, Chateaubriand, d'André, l'évêque de Nancy et Anglès revinrent à la charge. Il faut croire qu'ils ne furent pas moins persuasifs que la veille, car, le soir, le comte d'Artois écrivit encore à son frère, pour le presser d'appeler auprès de lui ces messieurs et d'entendre leurs avis. C'est donc entre ces trois ou quatre, dont était Chateaubriand, que fut esquissé, à Bruxelles, le plan de la nouvelle politique *intérieure* qu'on allait suivre de Gand, et c'est là que prit naissance l'idée de ce *Moniteur* qui allait être, devant le public de France et d'Europe, la principale émanation de la Légitimité, et presque sa seule manifestation d'existence durant son éclipse.

Peu de jours après, le roi appela Chateaubriand avec Anglès

1. Romberg et Malet, I, 116.

et Lally [1]. Et c'est ainsi qu'il faut entendre le bref « *un ordre du roi m'appela à Gand* » qu'on trouve dans les *Mémoires* [2].

Chateaubriand se rendit donc à Gand. Il dut y être dans les tout premiers jours d'avril [3]. Mais il ne fut pas ministre tout de suite, de même il ne fut pas appelé aussitôt qu'il l'eût voulu à parler au nom du roi à la France et à l'Europe.

A Gand, il n'y avait pas encore, autour du roi, autant de monde qu'il y en eut plus tard. Indépendamment des gentilshommes spécialement attachés à sa personne, trois seulement de ses ministres, Blacas, Jaucourt et Clarke, et deux maréchaux, Marmont et Victor, lui tenaient compagnie. Par contre, chose appréciable dans sa position si dépendante du bon vouloir des puissances, un embryon de corps diplomatique se constituait déjà auprès de lui. Le premier, sir Charles Stuart, ambassadeur d'Angleterre auprès du roi des Pays-Bas, venait d'être accrédité par son gouvernement auprès de Louis XVIII. Ensuite M. de Fagel était venu représenter le roi des Pays-Bas, assister le monarque exilé, et, plus encore, l'empêcher de se livrer à des agissements trop compromettants pour ses hôtes, si par hasard il en avait l'idée. Puis Wellington et Pozzo di Borgo étaient accourus de Vienne, le premier le 5 avril, et l'autre vers le 10 [4].

De Vienne aussi étaient arrivées de bonnes nouvelles et un premier réconfort. On connaissait déjà la Déclaration des puissances du 13 mars, qui vouait à la vindicte publique le revenant de l'île d'Elbe et promettait au roi de France tous les concours nécessaires, au cas où il en aurait besoin.

Depuis, ce cas s'était, comme on le sait, présenté. Mais ce qui était mieux qu'une telle déclaration, car elle eût pu rester platonique (un moment Napoléon l'espéra), c'était le traité du 25 mars, renouvelant le pacte conclu à Chaumont l'an passé [5], fixant le contingent de guerre des puissances, et contenant un

1. Mais non d'André. Le roi l'accusait d'avoir été, à la tête de la police faible et imprévoyant, au moment du retour de l'île d'Elbe.

2. III, 496.

3. Le *Journal de Gand* mentionne sa présence dans son numéro du 10 avril

4. Un peu plus tard seulement, vinrent le baron de Vincent, pour l'Autriche et le comte de Goltz, pour la Prusse.

5. 13 mars 1814.

engagement respectif de ne poser les armes que d'un commun accord et seulement après l'éviction définitive de Bonaparte.

Cette promesse formelle d'un concours effectif fit plaisir, car les nouvelles de France annonçaient partout la débâcle royaliste [1].

Là-dessus, les alliés n'étant pas, à leur grand regret, en mesure d'entrer en campagne immédiatement, on agitait la question (c'était celle à laquelle Chateaubriand était le plus intéressé) de savoir s'il fallait parler ou continuer de se taire. Et s'il fallait parler, que dire, et comment le dire?

Ainsi c'était le *Moniteur* projeté dès Bruxelles dont la future existence se trouvait discutée. Il y avait des difficultés. D'abord, le roi des Pays-Bas n'envisageait pas avec plaisir une pareille publication dans ses États. Un journal français, un moniteur officiel autre que le sien dans son royaume, lui paraissait peu compatible avec sa récente souveraineté et de nature à lui causer bien des désagréments dans un pays qui n'avait gardé que trop de souvenirs de la France. Sans doute il trouvait aussi que c'était un peu compromettant, car pouvait-on jamais, avec un voisin comme Napoléon, tenir l'avenir pour assuré? Mais céla, il ne le disait pas.

D'un autre côté, certains trouvaient qu'il valait mieux ne rien dire que parler sans agir et parler pour parler. D'autres encore pensaient que publier hors du territoire français des proclamations destinées aux Français était une façon de faire qui rappelait trop la première émigration, celle qui avait si mal réussi. C'était l'avis de sir Charles Stuart qui en référait défavorablement à son gouvernement en plusieurs dépêches et s'employait activement auprès de Louis XVIII pour faire avorter ces projets. Blacas, d'accord avec lui, l'aidait tant qu'il pouvait [2].

1. Le duc de Bourbon, envoyé dans l'Ouest pour y organiser la résistance, avait dû s'embarquer à Nantes le 31 mars pour se réfugier de là en Espagne. A Bordeaux, la duchesse d'Angoulême n'avait pu tenir davantage ; elle s'était retirée le 1er avril pour se rendre en Espagne et de là en Angleterre. A Toulouse Vitrolles avait été arrêté le 4 avril. Enfin, sur le Rhône, le duc d'Angoulême venait d'être capturé à son tour, à Pont-Saint-Esprit (9 avril), par le général Grouchy.

2. Voir dans Romberg et Malet, t. II, les dépêches de Stuart à Castlereagh du 20 avril au 16 mai.

Mais Chateaubriand et ses partenaires avaient si bien persuadé Monsieur que Monsieur insistait dans l'autre sens avec une chaleur inattendue. On n'avait pas accoutumé de le voir si fort soutenir Chateaubriand en ses idées.

Comme il fallut bientôt abandonner l'espoir, un instant caressé, de reprendre pied sur le territoire français avant qu'on pût être aidé effectivement par les alliés, et qu'ajourner indéfiniment ce qu'on avait à dire équivalait à y renoncer, le *Moniteur* finit par être mis sur pied. Pour cela on fit appel à des gens du métier, à Laborie, à Lacretelle, et à Bertin l'aîné, celui-ci déjà installé à Gand dans la même maison que son ami Chateaubriand, et, le 14 avril, le premier numéro parut [1].

La cassette du roi faisait les frais de la publication. Le journal devait paraître deux fois par semaine. Il annonçait des abonnements de 12 francs pour trois mois, de 22 francs pour six, et de 40 francs *pour l'année*. Ainsi ce n'était pas comme au temps de la première émigration où l'on était, selon madame de Boigne, complètement déconsidéré quand on louait un appartement pour plus d'une semaine : qui donc a dit que les émigrés n'avaient *rien appris*?

Dans le premier numéro, on lut, signées du roi et contresignées Blacas, les deux ordonnances défendant aux Français, l'une de payer l'impôt à Bonaparte, et l'autre de se soumettre à sa conscription. On avait élégamment éludé les difficultés signalées plus haut et les objections de sir Charles Stuart en antidatant les deux actes du 23 mars et de Lille.

D'autre part, le *Journal de l'Empire* avait publié à Paris une série d' « observations » destinées à montrer le mal fondé et l'injustice de la Déclaration du Congrès de Vienne du 13 mars. Ce n'était pas la première publication de ce genre [2] et on sentait la nécessité de ne pas les laisser sans réponse. Déjà Talleyrand avait écrit à ce sujet, et c'est Chateaubriand qu'il eût voulu charger de la réfutation. De Vienne, il lui avait envoyé directement quelques indications intéressantes :

1. Le titre de *Moniteur Universel* ne put être maintenu ; il fallut dès le deuxième numéro, sur les observations du gouvernement des Pays-Bas, lui substituer celui de *Journal Universel*. (Bourrienne, X, 343.)

2. Jaucourt signale notamment une réponse de Bignon à la Déclaration des puissances. (Jaucourt à Talleyrand, 9 avril 1815.)

Vienne, le 4 avril 1815.

J'ai appris avec grand plaisir, Monsieur, que vous étiez à Gand [1], car les circonstances exigent que le roi soit entouré d'hommes forts et indépendants.

Vous aurez sûrement pensé qu'il était utile de réfuter par des publications fortement raisonnées toute la nouvelle doctrine que l'on veut établir dans les pièces officielles qui paraissent en France.

Il y aurait de l'intérêt à ce qu'il parût quelque chose dont l'objet serait d'établir que la Déclaration du 31 mars (1814) faite à Paris par les Alliés [2], que le traité du 11 avril (1814) qui en a été la conséquence [3], sont autant de conditions préliminaires, indispensables et absolues du traité du 30 mai (1814) [4] ; c'est-à-dire que, sans ces conditions préalables, le traité n'eût pas été fait. Cela posé, celui qui viole lesdites conditions, ou qui en seconde la violation, rompt la paix que le traité a établie. Ce sont donc lui et ses complices qui déclarent la guerre à l'Europe.

Pour le dehors comme pour le dedans, une discussion prise dans ce sens ferait du bien ; il faut seulement qu'elle soit bien faite ; ainsi chargez-vous-en.

Agréez, Monsieur, l'hommage de mon sincère attachement et de ma haute considération.

TALLEYRAND

Chateaubriand a reproduit cette lettre dans ses *Mémoires* [5], et on voit facilement pourquoi. Elle montre qu'on pensait à lui, qu'on avait besoin de lui, ce qui est vrai, et il y est qualifié d'homme indépendant et fort : « Je fus très reconnaissant, écrit-il, des instructions en vertu de mon brevet d'homme fort, mais je ne les suivis pas... » Il a beau relever d'un air dégagé ce « brevet » qu'on lui décerne, nous voyons bien que cela lui fait plaisir. Quant aux « instructions », quoi qu'il en dise, il s'en inspira, mais un peu plus tard ; nous y reviendrons.

En attendant, ce fut Lally qui commença dès le premier numéro du *Journal Universel* un interminable et emphatique *Examen des observations du Journal de l'Empire.* Tandis que

1. Talleyrand répond peut-être à la lettre que Chateaubriand lui a adressée par le duc de Richelieu.

2. Annonçant leur résolution de ne traiter ni avec Napoléon, ni avec aucun prince de sa famille.

3. Accordant à Napoléon la souveraineté de l'île d'Elbe, avec un revenu de deux millions.

4. Premier traité de Paris, établissant les conditions de la Paix entre la France et les puissances coalisées.

5. III, 529.

Napoléon y est comparé à Héliogabale, on y voue à d'éternels châtiments les âmes bonapartistes « gangrenées par la trahison » et « devenues incurables et cadavéreuses ».

Chateaubriand était réservé pour une autre mission. Ce même premier numéro annonçait que Sa Majesté avait dernièrement appelé dans son conseil, pour les adjoindre aux trois ministres qui étaient déjà près de lui, M. le comte de Lally-Tollendal et M. le vicomte de Chateaubriand « ministre plénipotentiaire du roi à la cour de Stockholm ».

Ministre plénipotentiaire, mais non pas ministre tout court, ou du moins pas encore. Monsieur, qui décidément le patronnait, depuis leurs entretiens de Bruxelles, autant qu'il l'avait desservi avant le 20 mars, avait vivement insisté pour qu'on lui donnât, au moins par intérim, le ministère de l'Intérieur que l'abbé de Montesquiou, parti pour l'Angleterre et peu pressé d'en revenir, laissait vacant. On se souvient que Chateaubriand l'avait déjà manqué de peu au mois de janvier de cette année 1815. On aurait fait Lally chancelier. Le roi consentait. Mais Stuart et Pozzo di Borgo, appuyés naturellement de Blacas, estimèrent qu'il y aurait un certain ridicule, dont les ennemis du roi ne manqueraient pas de profiter contre ses intérêts, à pourvoir des emplois qui paraissaient alors sans objet [1].

Chateaubriand et Lally durent donc se contenter d'avoir leur entrée au Conseil, Chateaubriand avec la mission particulière d'y faire au roi des rapports sur l'intérieur [2], ce qui ne faisait qu'à moitié son affaire, car il voulait être ministre. Quant à Lally, on lui confia, pour l'emboucher, la trompette du « héraut de la légitimité » ; ce fut lui qu'on chargea des proclamations et manifestes que le roi aurait à adresser *urbi et orbi* [3].

1. Stuart à Castbreagh, 18 avril. (Dans Romberg et Malet, II, 47). — Pozzo à Nesselrode, 23 avril, 3 mai 1815 : « Aussi longtemps que le roi sera hors de France, la nomination d'un ministère complet serait exposée au ridicule. Il a dû repousser les importunités de MM. de Chateaubriand et Lally-Tollendal qui aspiraient à des portefeuilles, quoique vides d'affaires, en récompense de leur émigration. » Dans Polowtsoff, *Correspondance des ambassadeurs de Russie*. I, 202.

2. Cf. sa lettre à Talleyrand du 28 avril citée plus bas.

3. Jaucourt à Talleyrand, 23 avril.

Cet emploi lui convenait. Il brûlait d'y signaler son zèle. A peine en fut-il investi, qu'il rédigea un manifeste plein d'éloquence, mais ici il faut un peu nous arrêter, car c'est le moment où les choses s'embrouillent.

Ce qui était en question, ce n'était pas seulement de savoir si Chateaubriand et Lally parleraient au nom du roi et s'ils parleraient comme ministres. Cela était important, surtout pour eux, mais non pour eux seuls, car d'autres y étaient intéressés. Cela impliquait aussi, notamment, la question de savoir si M. de Blacas, favori du roi, conserverait la haute main sur les affaires, ou si on constituerait auprès de Louis XVIII un vrai Conseil qui délibérerait plus ou moins régulièrement.

Chateaubriand et Lally, qui devaient être de ce Conseil, opinaient naturellement pour qu'on le constituât, et aussi Monsieur, et Jaucourt, et Beurnouville, un vieux général de bureau qui venait d'arriver, et M. Capelle, et M.deVaublanc, ex-préfets, le premier de l'Ain, l'autre de la Moselle[1], bref, tous ceux qui, à quelque titre que ce fût, espéraient faire tôt ou tard figure de conseillers du roi.

Comme M. de Blacas, empêchant tout Conseil, barrait la route à tout le monde, on se coalisait furieusement contre lui. Mais le roi lui conservait une faveur dont rien, jusqu'ici, n'annonçait le déclin. Comme en outre il était appuyé pour le moment par Stuart et Pozzo di Borgo, représentants des puissances, on se tournait, pour l'évincer, vers celui qui, de la source même, canalisait, pensait-on, les toutes-puissantes volontés des monarques alliés. Ainsi Jaucourt appelait Talleyrand, le pressant de venir pour chasser le favori :

« Le décri est tel contre M. de Blacas, écrit-il le 24 avril, que le roi est le seul à qui on n'en parle pas... » Et il invite Talleyrand à se joindre à lui, à Marmont, à Lally, à Chateau-

1. Leur arrivée à tous trois est mentionnée par le *Journal Universel* du 25 avril. Capelle était un ancien amant de madame Bacciochi ; croyant avoir, non à ce titre, beaucoup à craindre de Napoléon, il était venu offrir ses services à Monsieur. Vaublanc avait fait de même, mais Pasquier prétend qu'il commença par s'offrir d'abord à Napoléon « dans une lettre très humble ». (Pasquier, III, 291. (Sur Beurnouville, voir Marmont, VII, 4 et Beugnot, 577.) Il faisait un petit cours de stratégie aux ecclésiastiques de Gand, et, sur les cartes, battait Bonaparte en toutes rencontres.

briand, à Beurnouville, à tous, car tous, quelles que soient par ailleurs leurs opinions, sont d'accord contre Blacas! Mais lui seul pourra être écouté!

Le lendemain 25, il y revient : « On crie au Blacas comme au loup !... »

Chateaubriand, le 28 avril, invoque aussi Talleyrand :

Mon prince,

Le roi m'a appelé à son Conseil, mais sans titre ; il m'a chargé de lui faire des rapports sur l'intérieur. Mais, mon prince, il faut avoir un intérieur ; et nous vous attendons pour nous le rendre. Votre présence ici est absolument nécessaire. Venez, prévenez nos nouvelles sottises. Il faut que vous vous mettiez à notre tête ; que nous formions un ministère dont vous serez le guide et l'appui. Vous savez, mon prince, combien je vous suis dévoué. Je serais heureux de contribuer un peu auprès de vous au rétablissement de la France, qui a bien besoin, une seconde fois, de votre secours.

LE VICOMTE DE CHATEAUBRIAND

P.-S. — Je vous ai dit que nous étions perdus si vous n'étiez pas Bonaparte de l'île d'Elbe. Eh bien, mon prince, nous sommes perdus si vous ne venez pas ôter le roi de Gand. Venez, venez, rien au monde n'est plus nécessaire.

Mais Talleyrand ne se souciait pas de revenir s'user en des luttes ingrates. Jugeant le favori plus solide en exil qu'il ne le serait sans doute une fois rentré, si l'on rentrait, il préférait rester à Vienne, en ce cœur de l'Europe. Il y ménageait mieux ses intérêts, et peut-être même accessoirement ceux du roi maître.

Voilà donc un premier débat. Il y en avait un autre ; car pour Chateaubriand, pour Lally, et pour tous ceux qui auraient à parler au nom du roi, encore fallait-il savoir ce qu'ils diraient ministres ou non, s'ils parlaient. C'était même le plus important. Mais ici se posait, à Gand, comme elle s'était posée naguère à Paris, la grande question du régime : absolutisme ou constitution?

Elle avait dominé la première restauration ; elle se posait encore maintenant, et même plus que jamais, car il ne faudrait pas croire que le retour de l'île d'Elbe eût abattu les absolutistes ; au contraire, ils triomphaient. Ils disaient comme le comte d'Artois, leur chef, à Beugnot : « On n'a

pas voulu nous écouter, et nous sommes dehors ; notre système n'eût certes pas fait pis, et il n'est pas démontré qu'il n'eût pas fait mieux. »

Là-dessus on recommençait à se disputer interminablement pour ce qui était du passé et pour ce qui était de l'avenir. D'un côté, il y avait Monsieur, les gentilshommes et les courtisans attachés à sa personne ou à celle du roi, le duc de Feltre, Vaublanc, Capelle, de Bruges et même Blacas qui, sur ce point seul, s'accordait avec les précédents. C'était le parti des émigrés impénitents. A l'autre parti appartenaient Talleyrand, dont à Gand Jaucourt représentait particulièrement l'opinion, Lally, les maréchaux Marmont et Victor, quelques autres encore. Ils étaient, du moins au début, les moins nombreux, mais on les savait appuyés par les représentants des puissances, ce qui leur donnait de l'assiette. Quant à Chateaubriand, bien qu'il dût au comte d'Artois son entrée dans le Conseil, il était resté constitutionnel, car dès le 25 avril Jaucourt écrit à Talleyrand : « M. de Chateaubriand marche en constitution. »

Ainsi la concorde ne régnait guère. Les anciens émigrés regardaient de travers les nouveaux. On les tenait à l'écart, on les dénigrait, et, quand on pouvait, on se moquait d'eux. Le maréchal Victor était un brave soldat « d'une simplicité admirable », dit Chateaubriand, et fort fidèle. Un homme d'esprit de l'émigration expliquait ainsi sa fidélité : le pauvre homme avait beaucoup perdu à la Révolution ; n'avait-elle pas changé son nom de Beau-Soleil (c'était, dit-on, son nom de soldat) en celui de Belle-Lune [1] ? Le maréchal, dégoûté, avait fini par s'en aller. Marmont, moins dédaigné, mais moins endurant, montra les dents, partit aussi et s'en fut prendre les eaux à Aix-la-Chapelle [2]. Les malins, comme Beugnot, renseignés, et ne se souciant pas de s'exposer à des avanies de ce goût, restaient en France et s'y tenaient cois [3].

Et le roi ? Le roi était calme ; calme du sang-froid ou calme

1. *Mémoires d'outre-tombe*, III, 500. Cahier rouge, 133, et le *Nain Jaune* du 10 avril 1815.

2. Marmont, VII, 113.

3. Voir sur ces discordes de Gand, sur l'accueil fait aux deux maréchaux, la lettre de Stuart à Castbreagh du 21 avril. (Dans Romberg et Malet, II, 62.)

de l'inertie, on ne l'a jamais bien su. Ayant tant bien que mal reconstitué à Gand sa petite cour dans l'hôtel du comte d'Hane de Steenuhyse, sûr, ou croyant l'être, des résolutions des puissances, il attendait, sans s'émouvoir, qu'on le remît sur le trône. C'était, pensait-il, l'affaire de quelques semaines. En attendant, la question de la Constitution l'occupait moins que ne lui étaient à cœur ses menus et ses digestions. Celles-ci précisément se faisaient mal, par l'effet d'une indisposition qui avait suivi le départ de Paris [1]. Mais, l'appétit revenu, le roi ne se souciait pas de le reperdre en de trop rudes cogitations. Tout ce qu'on pouvait dire, c'est qu'au sujet de la Charte il semblait pencher du côté des absolutistes. C'est ainsi que Lally ayant composé (24 avril) ce *Manifeste* où il était dit, entre autres choses, que des fautes avaient été commises, mais que le maintien de la Charte était une garantie qu'elles seraient réparées, et à l'avenir évitées, on ne voulut point le laisser insérer au *Journal Universel*.

Donc, sur cette question, tout était en suspens. Ceux qui avaient à parler au nom du roi ne savaient que dire, et ceux qui espéraient tout de la Charte s'inquiétaient de plus en plus, à mesure que les jours passaient, du silence qu'on observait sur un point si capital.

Mais quand on eut reçu, à Gand, la grande lettre du 23 avril [2] par laquelle Talleyrand faisait connaître que le tsar, décidément dégoûté de Louis XVIII et de son frère, commençait à se prononcer en faveur du duc d'Orléans, on eut peur. Si les autres puissances suivaient, tout était perdu, car on savait bien que la France entière, lasse de l'Empire, préférerait encore le fils du régicide Philippe-Égalité, avec la cocarde tricolore, à tous les lys de l'ancien régime.

Or justement c'était le temps où le gouvernement anglais était obligé par l'opinion de son pays de faire les plus inquiétantes réserves sur le traité du 25 mars [3].

1. « J'espère, mon cher frère, écrit le comte d'Artois à Louis XVIII, que la fièvre n'est point revenue et que le vomitif vous aura soulagé d'une manière efficace. Tout ce que nous éprouvons depuis un mois n'est pas de nature à faire faire de bonnes digestions... » (Dans Romberg et Malet, I, 130.) Voir sur les énormes festins qu'on servait à l'appétit royal, Romberg, les Journaux à Gand, p. 18.

2. Dans Pallain, p. 397.

3. Le 26 avril, à la Chambre des Communes, Castbreagh devait désavouer

Ainsi la situation devenait infiniment moins avantageuse, presque critique, il fallait se garder de la gâter davantage.

Presque en même temps, on connut que Napoléon venait de publier à Paris son Acte additionnel, plus libéral sur certains points que la Charte de l'an passé.

Décidément, si le tyran lui-même pactisait avec l'esprit nouveau, c'est que les temps de l'absolutisme étaient passés, ou du moins n'étaient pas encore revenus. Une fois de plus, il fallait céder ; il fallait même céder sans tarder.

On le comprit, et, dans l'émoi où on était alors, on décida de contenter les puissances en donnant des gages à l'opinion libérale.

Pour cela, le meilleur moyen était de suivre, au moins en partie, les conseils que Talleyrand envoyait de Vienne et de faire une proclamation nettement, irrévocablement constitutionnelle.

Dans la déclaration qu'on préparait pour précéder la rentrée du roi en France [1], on résolut d'insérer une phrase, assez insignifiante à la vérité, sur l'Acte additionnel, qui n'était qu'« une imitation dérisoire de cette constitution qui pour la première fois, après vingt-cinq années de troubles et de calamités, avait posé sur des bases solides la liberté et le bonheur de la France ».

Mais ce n'était vraiment pas assez.

C'est alors que Chateaubriand entra en scène avec son *Rapport au roi sur l'état de la France*, qui est certainement le plus important des actes de la royauté à Gand, celui qui eut en France le plus de retentissement et de portée.

C'est une œuvre dont on fait en général assez peu de cas. Mais c'est à tort, car on ne la connaît pas. Puissante et répandue à sa publication, elle eut, dans la suite, à souffrir des circonstances. Les choses de Gand, plus tard, on les laissait un peu dormir dans l'oubli; autour du trône, on n'aimait pas trop s'en souvenir, et quant aux partis d'opposition, s'ils les

toute intention d'imposer à la France un gouvernement déterminé ; et le lendemain lord Liverpool faisait la même déclaration devant les Lords en affirmant que l'Angleterre n'avait aucun engagement vis-à-vis des Bourbons.

1. Datée du 2 mai, publiée dans le *Journal Universel* du 5 mai, préparée en collaboration par Blacas et Pozzo di Borgo. R. et M., I, 19.

rappelaient, c'était naturellement dans l'esprit le plus défavorable.

Tel quel le *Rapport au roi* n'en est pas moins, dit avec raison Nettement, « l'acte décisif de Louis XVIII à Gand ». Oui, car on y entendit cette fois, et c'était la première depuis le départ de Paris, et il en était grand temps, un langage catégoriquement constitutionnel. Voici à ce point de vue le passage essentiel :

Sire, écrivait solennellement Chateaubriand, qu'il nous soit permis de vous le dire avec le respect profond et sans bornes que nous portons à votre couronne et à vos vertus, nous sommes prêts à verser pour vous la dernière goutte de notre sang, à vous suivre au bout de la terre, à partager avec vous les tribulations qu'il plaira au Tout-Puissant de vous envoyer, parce que nous croyons devant Dieu que vous maintiendrez la constitution que vous avez donnée à votre peuple ; que le vœu le plus sincère de votre âme royale est la liberté des Français. S'il en avait été autrement, Sire, nous serions toujours morts à vos pieds pour la défense de votre personne sacrée, parce que vous êtes notre Seigneur et maître, le roi de nos aïeux, notre souverain légitime ; mais, Sire, nous n'aurions plus été que vos soldats, nous aurions cessé d'être vos conseillers et vos ministres.

Là-dessus Chateaubriand ne craignait pas d'avouer que le gouvernement du roi avait commis « quelques méprises », d'ailleurs inévitables, ajoutait-il. Mais elles eussent été bientôt réparées, car il fallait « quelque temps pour essayer nos mœurs, connaître l'esprit public, étudier les changements que la Révolution de vingt-cinq années d'orages avaient apportés dans le caractère national ».

Comme c'est déjà le langage qu'il faudra bien se résoudre à faire tenir au roi, après beaucoup de tiraillements, quelques semaines plus tard, à Cambrai, dans sa proclamation de rentrée, Chateaubriand se trouve ici avoir le mérite (ce n'est pas la seule fois) d'avoir montré le chemin, ou au moins d'avoir le premier tenu publiquement le langage qu'il fallait tenir.

On lisait aussi dans le Rapport que « la liberté de la presse est inséparable de tout gouvernement représentatif ».

C'étaient là des choses nettes. Dites au nom du roi et publiées dans le journal officiel de la légitimité, elles rendaient après cela le recul difficile. Aussi ne se pressait-on pas de les publier. Chateaubriand dut insister auprès de Blacas.

Je suis désolé, monsieur le comte, lui écrit-il le 12 mai, de vous importuner au sujet du *Rapport au roi.* Toutes les lettres de l'intérieur prouvent que dans quelques jours il serait extrêmement utile ; mais, dans quelques semaines, la marche rapide des événements lui ôtera tout intérêt. Veuillez donc supplier le Roi de vouloir bien m'indiquer les corrections. Je ne puis avoir ici d'autre motif que le bien de son service. Je ne suis nullement pressé de donner quelques pages de plus au public, mais je connais, par une longue expérience, l'influence qui s'exerce sur l'opinion, et je suis sûr, sans être aveuglé par mon amour-propre, qu'un rapport signé de mon nom ne laissera pas les Français indifférents [1].

Il avait raison. On se rendit ; on s'était même déjà rendu, car le *Rapport* parut au *Journal Universel* de ce même jour (12 mai).

Le retentissement fut très grand, non pas seulement parce qu'on tenait enfin un programme politique tracé avec netteté, mais aussi parce que ce « rapport » était plus encore un pamphlet d'une magnifique virulence, un pamphlet comme Chateaubriand seul les savait écrire. Des gens d'esprit ont constaté que cet écrit qui devait être officiel, n'avait pas la physionomie qu'on connaît aux choses officielles ; que ce rapport sur l'intérieur, fait de l'extérieur, n'avait pas l'air administratif ; et que de plus il se distinguait, pour cause, par une déplorable indigence en fait de tableaux, chiffres, statistiques et autres ornements desquels résulte ordinairement la beauté d'un « rapport ». Ces critiques sont pleines de justesse. Il est certain que si l'on compare cet écrit à l'*Exposé de la situation de l'Empire* [2] fait par Carnot, ministre de l'Intérieur, à la Chambre des Pairs et à celle des Représentants dans leurs séances du 13 juin 1815, comprenant les communes, les travaux publics, les manufactures, le commerce, l'instruction publique, les cultes, la justice, les armées, la marine, les finances, les affaires étrangères, etc., travail d'ensemble bourré de faits précis et vrai tableau administratif de la France à la veille de Waterloo, le ministre de l'Usurpateur a facilement l'avantage pour la précision et la documentation sur le conseiller du roi très chrétien.

1. La lettre est citée par Nettement, II, 372, d'après les papiers politiques de Blacas.

2. *Moniteur* du 15 juin 1815.

Mais le principal tort du « rapport » de Chateaubriand est de s'appeler « rapport », et surtout « rapport au roi » ; car le plus mince bureaucrate s'apercevrait tout de suite que ce n'est pas un rapport, et le premier lecteur de bon sens venu verra bien qu'en réalité l'auteur ne s'adresse pas au roi mais à la foule. Ce rapport est un manifeste en même temps qu'un pamphlet. Et c'est ce qui en fait un morceau d'un genre spécial où d'ailleurs Chateaubriand se trouva fort à son aise. C'est une apologie pour le trône légitime, circonstance qui conférait à l'écrit une autorité, ou, si l'on veut, une dignité particulière, et c'est en même temps un pamphlet d'opposition, variété où Chateaubriand excella de tout temps.

Les diplomates, français ou étrangers, se récrièrent généralement [1]. Ils étaient d'un temps où l'on ne savait guère ce que c'était, politiquement, qu'un public, et où l'on n'avait pas l'habitude de parler aux masses. Ils croyaient qu'on les remue avec des phrases de protocole ! Mais là-dessus Chateaubriand en savait plus long et voyait beaucoup plus loin qu'eux.

En France, où le *Rapport* fut aussitôt réimprimé, répandu, et même, nous dit Chateaubriand, contrefait [2], l'effet fut considérable [3].

C'est qu'en France, comme à Gand, il venait, ainsi que Chateaubriand le faisait remarquer plus haut dans sa lettre à Blacas, tout juste à son heure, Nous n'en sommes plus à constater chez Chateaubriand le goût de l'actuel et le sens aigu de l'à-propos. Il avait ces facultés-là fort développées, peut-être pas aussi développées que son maître Fontanes, chez qui elles tenaient du miracle [4], mais enfin elles n'en sont pas

1. Stuart et Pozzo di Borgo à Gand, le marquis de Bonnay à Berlin, Talleyrand à Vienne. Talleyrand trouvait d'ailleurs le *Journal Universel* trop violent ; il écrivait à Jaucourt qu'il déplaisait aux diplomates de Vienne. (Talleyrand à Jaucourt, 6, 17 mai. Voir aussi dans Romberg et Malet, et dans Bourrienne, X, 315, la lettre du marquis de Bonnay.)

2. *Mémoires d'outre-tombe*, III, 507, et *Journal Universel* du 21 juin 1815.

3. Il n'y a que Pasquier pour trouver (III, 288) que la publicité donnée en France au Rapport de Chateaubriand fit plus de mal que de bien à la cause qu'il défendait. Mais nous avons déjà vu que Pasquier avait ses raisons.

4. On sait, en revanche, combien il le surpassait et surpassait tout le monde dans l'art de styliser les vieilles choses au goût du jour, en les parant de la poésie du passé. Mais ici nous dépassons ce qui est proprement du journaliste.

moins parmi ses essentielles qualités de maître journaliste.

Donc le *Rapport* tombait au milieu du mécontentement et de l'immense déception que venait de susciter l'Acte additionnel.

L'Acte, on le sait, n'avait satisfait personne. Fontanes, à la veille du 20 mars, disait à son protégé Villemain :

Nous allons voir le Pandemonium de la Révolution, tous les diables au repos depuis quinze ans réveillés de l'étang de feu où ils dormaient, accourant essoufflés, rapetissés, mais terribles encore, et se hissant au faîte du dôme pour siffler leur chef [1].

C'était ce sabbat-là que tout le monde craignait de voir, surtout dans la bourgeoisie, de plus en plus ouvertement hostile à l'Empereur.

Et justement Chateaubriand montre que si on ne l'a pas encore vu, c'est parce qu'il s'est établi une sorte d'équilibre instable et précaire entre le despotisme jacobin et le despotisme militaire. Mais il n'y a là que fausseté, s'écrie Chateaubriand, qui hait l'un autant que l'autre : « c'est le règne du mensonge » ! Aux Français, on offre la liberté, mais on partage la France en sept grandes divisions de police aux ordres de commissaires extraordinaires qui ressuscitent les proconsuls de la Convention !

Admirable terrain, qu'il connaît mieux que personne, et sur lequel il aime à développer sa polémique enflammée ! Déjà quelques jours plus tôt, il s'en était pris à ce décret du 20 avril qui chargeait les commissaires extraordinaires de renouveler les sous-préfets, les maires, les adjoints, les conseillers municipaux, les employés des administrations et régies, les officiers des gardes nationales, etc... Rappelant quelle avait été, l'an passé, la modération du gouvernement royal vis-à-vis des personnes, il s'élevait avec une terrible véhémence contre cette mesure où il retrouvait l'esprit de la Convention :

Le proconsul arrive, et, le lendemain, personne n'est plus en place que ceux qu'il nomme... Qu'on ne s'y trompe pas ; ce pouvoir révolutionnaire est presque partout remis en des mains accoutumées et habiles à l'exercer : les uns ont voté la mort du roi, les autres sont connus par l'abjection de leur servitude et l'humilité de leur abaissement sous le premier joug de Bonaparte : tous ont appris à la fameuse

1. Villemain, *Souvenirs contemporains*, II, 43.

école de 93 comment, dans un village, un ou deux hommes, dans une ville, cinq ou six, signalés d'avance par le mépris, par la haine, par le scandale de leurs discours ou de leurs actions, suffisent pour faire taire des populations entières, indignées, mais faibles et consternées. — Voilà comment les Saturnales recommencent ; voilà comment la lie d'une nation se trouve encore placée à sa tête ; voilà comment la terreur règne une seconde fois [1].

A Paris, bien que l'article fût anonyme, on avait aussitôt reconnu sa main (nous aussi, n'est-ce pas ?) et l'*Indépendant*, feuille de Fouché qui se préparait à trahir et qu'ennuyaient ces évocations, s'était plaint, avec amertume, mais avec une modération relative et inattendue, de la violence de M. de Chateaubriand, relevant surtout l'expression *la lie du peuple*, l'assertion que *la terreur règne en France*, etc. [2].

Dans le *Rapport*, Chateaubriand s'étend avec la même passion sur les mêmes thèmes. La presse est libre, dit-il, mais sous le contrôle de M. le duc d'Otrante, et Vincennes est grand ouvert ! Aux puissances, on offre la paix, mais partout on prépare la guerre et Buonaparte promet à son armée la Belgique avec l'Italie « objet de ses prédilections filiales ». La conscription reparaît par le décret sur la formation des gardes nationales, « immense coup de filet qui embrasse la population entière de la France et comprend ce que les masses et les conscriptions n'ont jamais compris ». C'est « ce que la Révolution a enfanté jusqu'à ce jour de plus effrayant et de plus monstrueux ».

Heureusement les armes manquent pour réaliser ces mesures, mais elles ne manqueront pas toujours si on laisse à Buonaparte le temps de s'organiser.

Pour faire exécuter « ce grand arrêt de mort », les moyens ne feront pas longtemps défaut. Le silence de l'Acte additionnel sur la confiscation est significatif ; c'est par la spoliation qu'en matant les opposants on se procurera des ressources ; gare aux vignes de Bordeaux et aux oliviers de Marseille !

Les proscriptions ont d'ailleurs commencé par le bannissement de treize personnes, sans compter naturellement la famille royale. (Lui, Chateaubriand, contre ses prévisions et sans doute à son grand regret, n'était pas des treize.)

1. *Journal Universel*, 28 avril.
2. *Indépendant*, 5 mai.

En un mot, c'est la Révolution qui recommence, et, faute d'une intervention toute-puissante, ses excès ne prendront fin que pour faire place à ceux du despotisme militaire : « aujourd'hui, avant le succès, les mameluks sont jacobins ; demain, après le succès, les jacobins deviendront mameluks ».

Sa haine, du reste, moins aveugle et moins forcenée qu'un an plus tôt, dans *Buonaparte et les Bourbons*, ne l'empêche pas de ménager tout ce qui n'est pas Buonaparte ou les jacobins tout à fait caractérisés, car il ménage même les républicains, qu'il distingue des révolutionnaires; il les croit, ou feint de les croire, dans la même erreur qu'au temps du Consulat. On dira qu'il pouvait être indulgent pour cette erreur, puisque ç'avait été la sienne. Mais on sait bien que ce n'est pas une raison.

Il apprenait par ceux qui arrivaient, toujours nombreux (cela seul était un symptôme), combien grandes étaient en France l'inquiétude et la méfiance. Il voyait les progrès de l'opposition, d'abord craintive, puis enhardie par ce qu'on sentait d'indécision, de contradictions, d'affaiblissement dans le pouvoir. On se rendait compte que la nouvelle manière de Napoléon ne lui allait pas, ou que, du moins, il avait bien de la peine à s'y faire ; on n'y reconnaissait guère Napoléon, lui-même le disait à Benjamin Constant, « le vieux bras de l'Empereur[1] ». On savait maintenant, car le *Moniteur* ne cachait plus la situation, la guerre certaine, imminente, devant être sans merci. Chacun revivait l'invasion de l'an passé ; on songeait que la France, si lasse, était sans alliés, seule contre tous, ou presque.

Or c'est à ce peuple en alarme que Chateaubriand, évoquant d'avance les massacres et le carnage, faisait entendre, dans le silence effrayant des nouvelles du dehors, les pas de ce million d'ennemis qui, de tous les points de l'Europe, convergeaient vers la frontière de France.

Nous n'avons pas à traiter ici le point de vue esthétique, ni à établir de comparaisons d'ordre littéraire entre ces œuvres de Chateaubriand actuellement peu connues et celles qui sont classiques, mais nous ne pouvons nous empêcher d'attirer l'attention du lecteur sur la beauté de ces superbes morceaux.

1. Lettre à madame de Duras, avril 1815. (*Correspondance*, I, 286.)

Alors qu'ils devraient, par leur nature même, dater plus que d'autres, et tandis qu'il y a aujourd'hui dans les œuvres plus exclusivement littéraires tant de parties surannées et désuètes, combien leur vigueur à eux est encore savoureuse et intacte ! A cette date de 1815 où nous sommes parvenus, déjà depuis plusieurs années et non sans avoir plusieurs fois adressé aux Muses de solennels et publics adieux, le poète s'est tu, et maintenant, jusqu'à la fin de sa longue carrière, on ne lira plus guère de lui que des écrits politiques. Mais comme on comprend bien, en lisant de ces écrits-là, comment a continué de s'établir, s'est entretenue et maintenue, devant les contemporains, par le concours du génie littéraire et de l'action politique, cette renommée hors de pair !

Nous savons qu'en écrivant son Rapport, il se hâta [1] ; il se hâta même si bien qu'il lui fallut travailler la nuit. Mais, malgré sa hâte, il dut changer des choses que les événements démentaient au jour le jour au fur et à mesure qu'il écrivait. Il avait déjà connu ces ennuis autrefois pour l'*Essai sur les Révolutions*, et plus récemment, pour *Buonaparte et les Bourbons* ; il savait ce que c'est que d'être écrivain d'actualité. Il eut beau faire, il ne put éviter au dernier moment une sorte de post-scriptum enregistrant d'étranges et illogiques concessions de Napoléon, évidemment arrachées par la nécessité. Il ajouta aussi la défaite de Murat en Italie ; il y voyait un heureux présage.

Ce *Rapport au roi*, comme on pense, ne fut pas à Gand du goût de tout le monde ; les déclarations constitutionnelles qu'il contenait soulevèrent une tempête dans l'entourage du comte d'Artois et parmi les courtisans. On dit même que cette première manifestation en amena une autre, moins publique, et par là moins connue, mais plus catégorique

1. Un décret du 30 avril convoquait les collèges électoranx qui d'abord, et logiquement, ne devaient être convoqués qu'après l'acceptation de l'Acte additionnel au Champ de Mai. Mais Napoléon voulait montrer par là qu'il était bien résolu à inaugurer le plus tôt possible le régime constitutionnel. — Le même jour, un autre décret autorisait les communes de moins de 5 000 habitants à élire leurs municipalités, ce qui était annuler en partie les pouvoirs des grands commissaires envoyés, entre autres choses, pour recomposer les municipalités. — Murat, prenant prématurément l'offensive, s'était fait battre à Tolentino par les Autrichiens (4 mai).

encore, sous la forme cette fois d'un *Mémoire* adressé au roi avec une offre de démission du ministère[1].

Bien que le *Mémoire*, s'il est authentique, fût assez raide en ce qui concernait l'absolue nécessité d'écarter des Conseils du roi l'influence réactionnaire des princes, la situation était telle que les démissions offertes ne risquaient guère d'être acceptées. Aussi furent-elles refusées. Mais cela n'adoucit pas les rapports entre les deux partis. Ils se séparèrent de plus en plus, menant à Gand leur existence à part et ne se rencontrant que quand ils ne pouvaient faire autrement. Le *Journal Universel* resta l'organe des manifestations officielles de la Légitimité, mais une autre feuille plus obscure, le *Journal de Gand*, reçut les compromettantes élucubrations des émigrés incorrigibles. De sorte qu'à Paris le *Journal de l'Empire* se fit un plaisir et une tactique de confondre les deux feuilles, au grand mécontentement des constitutionnels de Gand [2].

Entre temps, le ministère se complétait. On avait appelé à Gand M. Beugnot, ministre de la Marine, qui eût préféré sans doute rester encore quelque temps en observation ; M. Dambray, le chancelier, qui lui non plus ne semblait pas pressé de quitter sa terre de Normandie, pas assez même au gré du roi qui s'en montrait mécontent ; enfin M. Louis, ministre des Finances, le moins pressé de tous. Il savait que les courtisans lui en voulaient de n'avoir pas fait filer à temps sur la Belgique les 70 ou 80 millions qu'il avait laissés à Paris dans les coffres du Trésor où Napoléon les avait trouvés en arrivant. C'était sa faute si tout le monde à Gand faisait maintenant

1. On trouvera le *Mémoire* dans l'*Histoire de la Restauration*, de Vaulabelle (II, 379), malheureusement sans références. La rédaction en est attribuée à Beugnot. Son authenticité a été contestée, mais sans raison décisive, par Duvergier de Hauranne (*Histoire du Gouvernement parlementaire*, II, 573) qui la place, à tort d'ailleurs, avant la publication du *Rapport* de Chateaubriand. En ce cas le rédacteur n'eût pu être Beugnot qui n'arriva à Gand qu'un peu plus tard.

2. Voir un article du *Journal Universel* du 5 mai intitulé : *Toujours des mensonges*, et qui pourrait être de Chateaubriand. On y voit que le *Journal Universel* est pour la liberté de la presse « avec une loi bien positive pour en punir les abus », tandis que le *Journal de Gand* n'en veut à aucun prix ; — qu'on croit au *Journal Universel* que si Buonaparte est revenu, c'est que les ministres de Louis XVIII ont fait des fautes, tandis que le *Journal de Gand* ne le croit pas et pense même que le croire est une marque d'esprit jacobin, etc. (Voir sur le *Journal de Gand*, Romberg, les journaux à Gand pendant les Cent-Jours.)

maigre chère ; on ne le lui pardonnait pas. Dans le *Rapport au roi*, Chateaubriand s'est cru obligé d'honorer (combien modérément !) « cette *faute* que commet la probité et que la conscience absout » ; mais il s'est dédommagé dans les *Mémoires* en maltraitant son trop consciencieux collègue. Par ailleurs, M. Louis était fort appuyé par Talleyrand ; il y avait entre eux de vieux souvenirs [1]. Et, bien qu'il fût au surplus grincheux et désagréable, il fallut, malgré tout, l'accueillir à peu près.

Ainsi le temps se passait. Si nous en croyions Chateaubriand, nous serions portés à penser qu'il se passait à ne rien faire, et de la façon la plus oiseuse. Vieilli, il nous a décrit, dans les *Mémoires*, avec une impitoyable ironie, les dîners des guinguettes où l'on mangeait un poisson blanc des rivières de Gand, particulièrement apprécié des gourmets ; et les stations des politiques derrière les pêcheurs à la ligne en quête de ce précieux poisson blanc ; et les festins à neuf services où les bons Flamands conviaient l'auteur du *Génie du Christianisme* ; et les visites du même au Béguinage ; et l'habit vert de M. Dambray, allant au Conseil avec un roman sous le bras ; et les savates débordées de M. le duc de Lévis, qui avait le talon entamé, comme Achille ; et les discours de M. de Lally « plus joufflus encore que sa personne » ; et les promenades en grand carrosse de Sa Majesté, avec son petit salut protecteur au duc de Wellington quand il le rencontrait ; et la beauté calme de madame la duchesse de Lévis ; et la bonté agitée de madame la duchesse de Duras...

Encore une fois, ne prenons pas le change. Revenant sur ces souvenirs devenus lointains, le vieillard désenchanté s'est plu à répandre son ironie sur les autres et sur lui-même. Il avait naturellement le sens des contrastes ; le recul du temps les lui manifestait encore plus vivement ; en outre, il se consolait de n'être plus rien en se disant à lui-même que ce qu'il faisait quand il était quelqu'un n'était pas grand'chose, pas grand'chose, s'entend, auprès de ce qu'il aurait rêvé, de ce

1. Chateaubriand lui-même les a rappelés (*O. T.*, III, 502) : A la fête de la Fédération, l'abbé Louis avait solennellement servi la messe à l'évêque d'Autun qui le lui rappelait quelquefois sans façons : « L'abbé, tu étais bien beau en diacre, au Champ de Mars ! »

qu'il aurait pu faire. Mais n'empêche qu'à Gand, croyons-le bien, il se prenait au sérieux quand le roi l'appelait à la table du Conseil, et, du reste, il n'était pas à beaucoup près aussi inoccupé qu'il a prétendu l'avoir été.

Autrement, il n'aurait pas répondu à madame de Duras qui l'appelait à Bruxelles, où elle était auprès de sa mère mourante (et qui mourut), qu'il était trop occupé et qu'il ne pouvait quitter d'un instant [1]. Eût-il, sans cela, abandonné la « chère sœur » en cette extrémité ? D'ailleurs, quant aux autres ministres ou conseillers du roi, si leur activité proprement gouvernementale ou administrative chômait, pour cause, ni les raisons d'espérer ou de craindre, ni les nouvelles, ni les sujets de délibération et de réflexion ne manquaient pour donner de l'intérêt à leur vie journalière, de l'occupation et de l'exercice à leur esprit.

Il y avait, entre autres, les graves inquiétudes que donnait l'attitude du duc d'Orléans, surtout depuis qu'on connaissait les dispositions du tsar. Le roi, pour y parer, l'avait appelé auprès de lui, mais le duc avait refusé, bien qu'il eût été question, idée attribuée à Chateaubriand, et trouvée « poétique » [2], de lui offrir l'épée de connétable. Il se souciait bien de s'aller compromettre pour le plaisir de commander, comme armée de connétable, les deux cents guerriers d'Alost !

Il y avait aussi les perpétuelles intrigues des courtisans de Monsieur et de Monsieur lui-même.

Il y avait encore (c'était le plus important et le plus grave), les négociations avec les puissances dont dépendait le sort de la légitimité, et sur lesquelles nous reviendrons.

Mais, entre les partis, les doctrines et les personnes, quelle était exactement la position et quelle était l'importance de Chateaubriand?

Il n'est pas très facile de le démêler clairement, mais ce qui est bien sûr, c'est que sa position n'était pas facile.

1. Lettre d'avril 1815. Et, le 3 juin, il écrira à Frisell : « J'ai eu beaucoup de travail et d'ennuis de toute espèce... » Les lettres de Chateaubriand sont très rares pour la période de Gand, et cela se comprend du reste, mais c'est dommage. Elles corrigeraient sans doute sur bien des points l'impression des *Mémoires*. Le *Correspondant* n'en indique que trois. C'est bien peu.

2. Par Jaucourt. Jaucourt à Talleyrand, 6 mai 1815. (Dans Pallain, *ouvr. cité*, 408.)

D'abord, pour la doctrine, il était nettement constitutionnel, par conséquent avec la majorité du ministère, et avec Talleyrand qu'il appelait à Gand de tous ses vœux. Là-dessus, aucun doute. En plus, particularité capitale, il demandait la liberté de la presse, et par là il se distinguait tout à fait. Il la réclamait dans son *Rapport au roi* comme « inséparable de tout gouvernement représentatif », et il a fait remarquer dans les *Mémoires* qu'il avait à cela du mérite, écrivant dans les États des souverains alliés, parmi des rois et émigrés qui la détestaient.

Car plus tard, sous le roi citoyen, il n'aimera rien tant que de vanter son libéralisme, et en l'antidatant le plus possible. Mais le fait n'en est pas moins incontestable. D'ailleurs, en réclamant la liberté de la presse, il obéissait à de sûrs instincts. Il savait où était sa vraie force. Il ne s'agit pas de se demander s'il y avait proprement du mérite. Un ardent chien de chasse a-t-il du mérite à demander qu'on permette de chasser? Probablement, en outre, il s'était rendu compte que ce besoin individuel qu'il éprouvait correspondait à des nécessités plus générales. En tout cas, aux yeux de la plupart des émigrés, il devait passer et il passait pour une espèce de jacobin dangereux et têtu. « Mon mari, dit sa femme, était regardé comme incorrigible, comme un jacobin, bien plus que cela, comme un constitutionnel : c'était un homme honnête au fond, mais qui avait un *dada*, une idée fixe, dont il fallait toujours se défier et tâcher surtout de l'éloigner du roi (*sic*). Voilà ce qui se disait à la cour de Monsieur [1]. » Évidemment, cela compliquait sa situation.

Ce qui la compliquait plus encore, c'est qu'il devait à Monsieur, nous l'avons vu, son entrée dans le Conseil. Reconnaissance à part, il est permis de croire qu'il se conduisait à son égard avec cette circonspection qui était au fond de son caractère et qu'il n'oubliait que dans les moments d'exaltation et de griserie où il risquait de tout gâter. Il savait bien que Talleyrand passerait, et que Monsieur ne passerait pas. Aussi allait-il quelquefois chez Monsieur, qui tenait sa cour à l'hôtel des Pays-Bas, mais pas souvent, parce que là on l'entretenait « à paroles couvertes et avec maints soupirs, d'un

1. *Cahier rouge*, 140.

homme qui (il fallait en convenir) se conduisait à merveille ; il entravait toutes les opérations de l'Empereur ; il défendait le faubourg Saint-Germain, etc. [1] ».

Entendez que Fouché, car c'était lui, préservait (ou faisait semblant de préserver) la précieuse existence de M. de Vitrolles détenu à Vincennes par Buonaparte. Mais Chateaubriand n'attachait aucune importance à ce service, car il n'appréciait pas M. de Vitrolles en qui il ne voyait qu'une mouche insupportable du coche légitimiste [2].

En outre, que la légitimité ne pût être sauvée que par le Fouché qu'il exécrait depuis si longtemps et pour de si bons motifs, c'est ce qui ne pouvait entrer dans sa tête bretonne. Haine tenace ou clairvoyance? Comme on voudra. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'avait pas tort, comme la suite des événements le montra bientôt.

Il y avait aussi Soult que Chateaubriand n'appréciait pas et sur qui, autour de Monsieur, on croyait pouvoir compter [3]. Mais c'était là un point secondaire.

Restait la question Blacas. Pris entre Monsieur et Talleyrand, le favori se sentait menacé ; il avait toujours de la morgue, mais sa morgue était plus triste. « Moi, pauvre homme, dit Chateaubriand, je le *solaciais*... J'étais son unique appui [4]. Il ajoute aussitôt que c'était une erreur « de son jugement ou de son bon cœur ». Duquel? Ne le cherchons pas trop longtemps. Du reste, M. de Blacas reconnaissait un peu ces égards, car vers la fin d'avril, écrivant à la duchesse d'Angoulême, il lui disait ceci :

M. de Chateaubriand, avec plus de talent que M. de Lally et des vues plus saines ou plus aisément rectifiées, paraît être dans une fort juste mesure à l'égard des conseils énergiques que le roi doit écouter à son retour. M. de Jaucourt, plus qu'un autre, répugne à ces conseils comme à ceux qui les donnent ; le duc de Feltre est au contraire dans les idées les plus sages [5].

1. *Mémoires d'outre-tombe,* III, 520, et *Cahier rouge.*

2. Il y avait, comme on sait, réciprocité. Voir dans les *Mémoires* de Vitrolles, au tome II, l'appendice spécialement consacré à Chateaubriand.

3. Cf. *Cahier rouge,* p. 140 et *Journal Universel,* article sur le Champ de Mai.

4. *Mémoires d'outre-tombe,* IV, 18.

5. Lettre citée dans Nettement, *Histoire de la Restauration,* II, 389.

Ainsi, malgré la Charte et la liberté de la presse, Blacas comptait presque Chateaubriand comme un ami politique !

Enfin, quelle était l'importance de Chateaubriand à Gand? Selon Guizot, qui y arriva le 24 mai, député par Royer-Collard et les constitutionnels de Paris, son influence était si faible que lui, Guizot, en fut « choqué, comme d'une injustice et d'une faute[1] ». Il faut dire que, malgré leurs bons rapports d'autrefois, il y avait alors entre eux quelque froideur. Chateaubriand, quoique constitutionnel, n'avait pas le tempérament doctrinaire.

Hyde de Neuville donne une tout autre note :

> Le roi, dit-il, peu favorable à l'homme, prisait l'écrivain[2]. Différents écrits de Chateaubriand dans le *Moniteur* de Gand lui donnaient une prépondérance que le déchaînement de mesquines jalousies ne pouvait effacer.

Il semble que ce soit la vérité, car toutes les fois qu'il y a une tâche importante et délicate, c'est à Chateaubriand qu'elle échoit. Voici, par exemple, le 12 mai, à Vienne, les puissances qui déclarent s'armer pour abattre Napoléon, mais nullement pour imposer à la France un gouvernement de leur choix. C'est une décision à laquelle, à Gand, on ne s'attendait pas. Elle est grave en ce qu'elle amoindrit singulièrement la situation de Louis XVIII ; mais il faut bien l'accepter sans récriminer, de peur de gâter encore plus les choses. Et c'est Chateaubriand qui est chargé de la faire connaître au public, auquel on ne peut espérer la cacher toujours, mais en l'accompagnant d'un commentaire aussi avantageux que possible.

Il rattache donc cette déclaration du 12 mai à celle du 31 mars de l'année précédente[3] et au traité de Paris du 30 mai, qui suivit ; il montre que tout cela s'enchaîne et rappelle que les alliés n'ont pu traiter qu'avec un pouvoir en qui ils avaient confiance. On doit en conclure forcément qu'à l'avenir il en sera de même ; cela dispense d'insister sur le

1. Guizot, *Mémoires*, I, 88.

2. Il faut entendre : l'écrivain *politique*. Hyde de Neuville, *Mémoires*, II, 71.

3. Que les souverains alliés ne traiteront plus ni avec Napoléon, ni avec aucun prince de sa famille.

nouveau rétablissement de la Légitimité par les puissances, puisque, d'après cela, c'est avec la Légitimité seule qu'elles pourront traiter [1].

Ainsi il se souvient à propos des indications que Talleyrand adressait, six semaines plus tôt, de Vienne, à « l'homme indépendant et fort ». Il ne les a donc pas dédaignées autant qu'il l'a dit :

Ambassadeur *in petto*, a-t-il écrit, je ne me mêlais point en ce moment des *affaires étrangères* ; je ne m'occupais que de mon *ministère de l'intérieur par intérim*[2].

Oui, car ses *fioritures* sur le *motif* [3] de Talleyrand n'avaient pas trait aux affaires étrangères ; elles n'y pouvaient rien changer, et d'ailleurs n'y prétendaient pas. Ce qu'elles pouvaient, c'était maintenir *à l'intérieur* bien des fidélités hésitantes en montrant que la cause tenait toujours et conservait ses chances. D'un thème diplomatique, il faisait un manifeste pour le public, un appel aux masses. C'est sa manière.

C'est lui encore qui, toujours par la fonction ou sous le prétexte de son ministère de l'intérieur, eut à rédiger peu après un autre rapport-manifeste sur un décret de Napoléon daté du 9 mai et dirigé contre les émigrés de Gand. Napoléon avait ordonné à tous les Français qui se trouvaient à l'extérieur au service du roi ou des princes de rentrer dans le délai d'un mois sous peine d'avoir leurs biens confisqués [4]. La même peine frappait ceux qui, de l'intérieur, correspondaient avec les ennemis de l'État. Le 15 mai, le lieutenant de police Moreau, commissaire extraordinaire résidant à Nantes, faisant du zèle et renchérissant, ordonnait à tous les nobles des douze départements compris dans son arrondissement de se rendre devant leurs préfets pour y rendre compte de leur conduite passée et présente, sous peine de se voir appliquer le décret du 9 mai [5].

1. *Journal Universel* du 3 juin.

2. *Mémoires d'outre-tombe*, III, 530.

3. *Fioritures* et *motif* sont de lui. C'est toujours ce ton dégagé qui lui a fait tant de tort auprès des hommes graves !

4. On se rappelle que l'Acte additionnel avait, par la volonté expresse de l'Empereur, laissé subsister la confiscation.

5. L'arrêté, jugé abusif, fut d'ailleurs bientôt révoqué.

Là-dessus, le roi rendit une ordonnance (20 mai) pour défendre à tous les fonctionnaires administratifs ou judiciaires d'exécuter le décret du 9 mai et les rendre responsables, dans leurs personnes et dans leurs biens, des mesures qu'ils pourraient prendre contre les fidèles sujets du roi. Et ce fut Chateaubriand qui écrivit, pour motiver cette ordonnance, un vigoureux Préambule où il ne manqua pas d'évoquer, à propos du décret du 9 mai, le souvenir maudit de la loi des suspects. Le tout parut au *Journal Universel* du 17 juin.

Du 17 juin ! Ce n'étaient plus alors que des manifestations pour la forme, car, depuis quelques semaines, l'attention allait toute aux préparatifs d'invasion des alliés.

Chateaubriand avait écrit dans son *Rapport au roi* : « Sire, il n'y a pas un de vos conseillers qui ne donnât sa vie pour prévenir l'invasion de la France... » Mais cette invasion, ses collègues l'appelaient de tous leurs vœux, et même, autant qu'il était en eux, aidaient à la préparer.

M. de Blacas ne cessait d'implorer la mise en marche des forces alliées. M. le duc de Feltre, ministre de la Guerre du roi de France, après l'avoir été de Napoléon, renseignait de son mieux, sur l'organisation militaire de la France et les effectifs des troupes, les ennemis qui allaient combattre la France. M. Louis, ministre des Finances, renseignait sur les ressources financières. M. Beugnot, ministre de la Marine, pour ne pas être en reste, faisait des conjectures, faute de mieux, sur l'état d'esprit des marins [1].

Et Chateaubriand? Ne cherchons pas à sonder le tréfonds inaccessible de sa pensée. Contentons-nous de dire que, dans les manifestations extérieures qu'on en peut connaître, il fut décent. Vu le milieu, et vu le moment, ce n'est pas rien.

La fin de l'exil était proche.

Le 15, on apprit à Gand que Napoléon, prenant, à son habitude, l'offensive, avait passé la frontière [2]. Le 16, dans

1. Voir dans Romberg et Malet : Stuart à Castbreagh, 12 et 19 mai. — Goltz à Hardenberg, 2 juin.

2. On connaît la rapide succession des événements : le 15 au matin, Napoléon est à Charleroi ; — le 16, il bat les Prussiens sur la droite, à Ligny, tandis que, sur la gauche, Ney opposé aux Anglais aux Quatre-Bras menace la route de Bruxelles, mais n'obtient qu'un demi-succès ; — le 17, Napoléon, confiant à Grouchy la poursuite des Prussiens, se porte à son tour vers la gauche et

la soirée, la nouvelle se répandit qu'il était victorieux. Tout de suite, il y eut panique et chacun fit ses malles. Le 17, la fièvre et l'alarme augmentèrent. Sous une pluie torrentielle, cette même pluie, qui embourbait à quelques lieues de là le champ de la grande bataille, on prépara, comme au 19 mars, les fourgons de Sa Majesté. Si la manœuvre n'était pas nouvelle, elle n'était pas davantage inopportune. On se disait, Chateaubriand se disait, que mille chevaux détachés de l'armée française auraient enlevé en quelques heures le roi et sa cour ; et, vu la proximité, en cas de victoire, c'est sans doute ce qui serait arrivé.

Le 18, vers midi, Chateaubriand sortit de la ville et marcha à la découverte environ une lieue sur la route de Bruxelles[1]. Si, à cette distance, il ne vit rien de Waterloo, un orageux vent du sud apporta jusqu'à ses oreilles, feutrée par le lointain, une sourde symphonie. C'était le canon. Dans ses *Mémoires*, il a reconstitué (ou imaginé) les réflexions qui, à ce bruit, l'assaillirent :

Quel sang coulait? Chaque bruit parvenu à mon oreille, n'était-il pas le dernier soupir d'un Français? Était-ce un nouveau Crécy, un nouveau Poitiers, un nouvel Azincourt dont allaient jouir les plus implacables ennemis de la France? S'ils triomphaient, notre gloire n'était-elle pas perdue? Si Napoléon l'emportait, que devenait notre liberté? Bien qu'un succès de Napoléon m'ouvrît un exil éternel, la patrie l'emportait dans ce moment dans mon cœur ; mes vœux étaient pour l'oppresseur de la France, s'il devait en sauvant notre honneur nous arracher à la domination étrangère.

Wellington triomphait-il? La légitimité rentrerait donc à Paris derrière ces uniformes rouges qui venaient de reteindre leur pourpre au sang des Français ! La royauté aurait donc pour carrosses de son sacre les chariots d'ambulance remplis de nos grenadiers mutilés ! Que sera-ce qu'une restauration accomplie sous de tels auspices?

Ici le ton est déclamatoire, assez désagréablement. Com-

refoule les Anglais sur Bruxelles jusqu'à la position de Mont-Saint-Jean, à la lisière de la forêt de Soignes ; — le 18, à 11 h. 1/2, commence la bataille de Waterloo.

1. Voir son récit dans les *Mémoires* (IV, 20). Il y a toujours un peu de mise en scène. C'est par hasard qu'il est allé se promener du côté de Bruxelles ; il a emporté dans sa promenade les *Commentaires* de César ; il est absorbé dans sa lecture, si dégagé de toute préoccupation extérieure, qu'il prend le grondement du canon pour le grondement de l'orage, etc...

ment ne pas remarquer qu'il confond toujours les époques? C'est quand il rédige ou revise les *Mémoires*, au temps de Palmerston, qu'il voit dans les Anglais « les plus implacables ennemis de la France ». Le 18 juin 1815, avait-il oublié que Wellington, le « nouveau Turenne » de l'an passé [1], était le plus ferme pilier de cette Légitimité à laquelle il avait lié si étroitement sa propre destinée? Mais nous devons, nous voulons croire aussi que la pensée d'un grand désastre national émouvait ses entrailles de Français. Enfin il y avait la pensée politique : « *Que sera-ce qu'une restauration accomplie sous de tels auspices ?* »

En attendant, il ne vit, dans la calme campagne, ni morts, ni blessés, ni fuyards ; il ne rencontra pas même, comme le jeune Fabrice del Dongo, quelque vieille cantinière experte à démêler le destin des batailles. Un simple courrier passa. Il l'arrêta : sa cause était perdue ; Buonaparte venait d'entrer dans Bruxelles après avoir défait les alliés.

En hâte, il revint à Gand et se rendit chez le roi. Monsieur y rapportait de Bruxelles des nouvelles presque aussi désastreuses. Le sauve qui peut commençait...

Mais, dans la nuit, arrivèrent à Gand les vraies nouvelles, et on connut ce qui s'était passé. Le lendemain il y eut de grandes réjouissances. Le 20, le roi donna un grand dîner à la fin duquel, s'adressant au maréchal Victor revenu près de lui Beau-Soleil ou Bellune, et qui sans doute, dans sa pensée, représentait l'armée française, il lui fit ce compliment :

> Monsieur le maréchal, jamais je n'ai bu au succès des alliés avant la Restauration [2], leur cause était juste, mais j'ignorais leurs desseins sur la France. Aujourd'hui qu'ils sont les alliés de ma couronne, qu'ils combattent non les Français, mais les bonapartistes, qu'ils se dévouent péniblement pour la délivrance de nos peuples et pour le repos du monde, nous pouvons saluer leur victoire sans cesser d'être Français.

Invoquons, si l'on veut, pour indulgence au roi de France

1. Voir *Buonaparte et les Bourbons*.

2. Cependant c'était lui qui envoyait après Eylau des compliments au tsar Alexandre Ier ; et il ajoutait : « Là où le roi de France se trouvera en personne là sera la frontière. » (Ernest Daudet, *les Bourbons et la Russie*, 303.) Il était alors moins inexcusable. On doit ajouter qu'une fois sur le sol français il se reprit un peu.

et, faute de mieux, la « chaleur communicative » d'un banquet que l'espérance autant que la chère rendait trop capiteux ; mais le pauvre maréchal qui avait du cœur et qui pensait sans doute à ses frères d'armes, dut écouter cela, et tous les Français purent le lire le lendemain, pour se consoler, au dernier numéro du *Journal Universel*[1] dont ce fut comme l'adieu au lecteur.

Ce sont des choses qu'il faut rappeler[2]. En ce qui concerne Chateaubriand, elles sont nécessaires pour une exacte mise au point. Ce n'est pas un héros irréprochable ; il a besoin, comme un autre, quelquefois plus qu'un autre, d'être vu à côté des hommes de son temps et de son parti. En bonne justice comme en bonne psychologie, on le lui doit. Moralement comme historiquement, ce cadre le fait valoir, car les défaillances des autres expliquent les siennes, et, assez largement, elles les atténuent. N'oublions pas qu'il l'a écrit lui-même : « Il est dur de naître à des époques d'improbité », et que c'est arrivé à ce moment des *Mémoires* qu'il l'a écrit. Avec raison.

Le 22, le roi quitta Gand et Chateaubriand le suivit. Il était toujours ministre. Il ne l'était plus pour longtemps ; mais ce n'était pas de son ministère, intérimaire ou non, qu'il tenait son importance. Son ministère, il l'a le premier, nous l'avons dit, surabondamment raillé. Ce qu'il n'a jamais raillé, c'est sa puissance de polémiste, c'est son pouvoir d'écrivain politique, c'est son rôle d'entraîneur des foules. Il n'ignorait pas que là était son titre essentiel et sa vraie force. De fait, cette petite cour de Gand, présentement en train de se transférer aux Tuileries, n'avait guère vécu devant le public depuis trois mois, en dehors de son existence diplomatique à Vienne, que par les manifestations du *Journal Universel*. Or, le *Journal Universel* a bien chance de rester devant la postérité le *Moniteur Chateaubriand*.

N'exagérons rien. Évidemment, aux yeux de l'histoire, le ministre des Affaires étrangères qui traitait à Vienne avec les souverains primera toujours cet insolite et irrégulier ministre de l'Intérieur, ministre sans bureaux, qui, de l'extérieur, ne

1. Numéro du 21 juin.

2. Comme aussi la hausse de la rente, montant de 53 à 59 à la nouvelle de Waterloo.

régissait qu'un intérieur tout en espérances, et dont le vrai rôle était de parler à la nation par-dessus la frontière. Du moins n'était-ce pas, dans ces conjonctures, un rôle sans importance. Et il fut bien tenu, parfois même il le fut magnifiquement.

Depuis, on a vu se succéder au pouvoir, en divers pays, bien des journalistes ministres. Plus jamais on n'a revu le ministre dont la charge et la fonction était d'être journaliste. Si bien que là aussi, par sa maîtrise personnelle autant que par l'originalité des circonstances, Chateaubriand est resté chef d'emploi. Dans la longue et singulière aventure de sa vie, il y a de plus importants aspects, il n'y en a pas beaucoup de plus curieux.

ALBERT CASSAGNE

LES LETTRES ET LA VIE

Sauf dans quelques rares gazettes, M. Marcel Proust a eu, pour son prix Goncourt, une presse franchement mauvaise, et — il faut le déclarer aussi — franchement injuste.

Les Goncourt eussent couronné dans son livre une de ces œuvres moyennes et insipides, comme en priment parfois les caprices ou les *combinaziones* académiques, qu'on n'eût pas assisté à pire déchaînement. Partis de tous les points cardinaux de la littérature, vingt, trente éreintements ont fondu sur *A l'Ombre des Jeunes Filles en Fleurs*. On a déclaré que c'était assommant, illisible, écrit en charabia. On a reproché à M. Proust sa cinquantaine. On lui a reproché ses mœurs casanières. On lui a reproché sa fortune. Bref une série de caricatures virulentes d'où se dégageait la silhouette d'un raseur suranné, sans style, sans art, sans talent et n'ayant même pas pour lui l'excuse de la dèche.

On me permettra de dire qu'en tout état de cause, ce fut là d'abord de la fâcheuse besogne littéraire. Quand un écrivain non seulement n'écrit pas en vue du succès, mais, comme M. Proust, écrit presque contre, ne se souciant que de l'expression de sa pensée, accumulant entre le public et lui tous les obstacles de sujet, de psychologie, d'écriture, les plus propres à rebuter la faveur, — un tel écrivain, même s'il s'est trompé, a droit à de certains égards.

Et ce fut ensuite de la besogne trop facile. Car les défauts de M. Proust n'ont rien de ces faiblesses secrètes ou de ces infirmités sous-cutanées que masquent ou l'artifice des boniments ou les fards du style. Point n'est besoin pour les découvrir d'une perspicacité hors ligne, d'une loupe extra-forte ou d'un microscope ultra-grossissant. Loin de là, dès la première page de l'auteur, ils nous sautent aux yeux. Ils apparaissent avec l'éclat de trames aux nuances vives dans une étoffe de nuance sombre. Ils constituent comme une des essences du talent de M. Proust, et l'on a l'impression qu'à s'en défaire, l'auteur perdrait la moitié de ses moyens. Il n'y avait donc

pas tant de gloire à dénoncer avec tant de fracas des travers si visibles, si manifestement affichés que leur exhibitionnisme même devançait les dénonciateurs.

Mais admettant qu'on se plût, selon le mode antique, à siffler le triomphateur, encore convenait-il, pour l'absolue justice, de ne pas nier ses qualités et surtout de ne pas travestir ses défauts.

Ces défauts, en juillet dernier, lorsque parut *A l'Ombre des Jeunes Filles en Fleurs*, je vous les ai dits, avec une sincérité qui ne fut peut-être pas du goût de tout le monde, mais que je croyais de mon devoir. Diffus, désordonné, quasiment informe, s'attardant à des minuties, s'égarant dans des entrelacs d'épisodes parasitaires, écrit dans la langue la plus enchevêtrée et la plus surchargée d'incidentes — tant que vous voudrez. Mais où l'incompréhension, sinon la malveillance, commence, c'est lorsqu'on accuse M. Proust d'ennuyer, c'est lorsqu'on ne ressent pas ou que l'on tait tout le comique et toute l'émotion qui alternent en se jouant dans ces pages difficiles, c'est lorsqu'on ne voit pas ou que l'on affecte de ne pas voir à travers ces fils barbelés tout ce qui monte de vie et de sève, tant de puissantes ramures et tant de roses aux plus fines couleurs.

Toutes ces réserves nécessaires dûment faites, je concluais d'ailleurs que *A l'Ombre des Jeunes Filles en Fleurs* constituait, à mon sens, une des œuvres les plus captivantes, voire les plus importantes qu'ait produites le roman récent ; et, comme bien vous pensez, ce n'est pas le verdict de l'Académie Goncourt qui me fera changer d'avis.

Mais, alors, comment comprendre cette avalanche de dénigrements implacables s'abattant sur un livre dont ni la qualité ni l'attrait ne sont à contester?

Par la déception que causa aux partisans du grand favori, M. Dorgelès, la victoire de l'outsider? Ce n'est pourtant pas la première fois que, dans l'épreuve Goncourt, le favori connaît la défaite. En 1918, c'était M. Pierre Benoit que nous voyions battre par M. Duhamel, l'année d'avant M. Malherbe qui l'emportait sur M. Duhamel, sans que ce démenti aux pronostics de la dernière heure suscitât contre le vainqueur de pareilles huées.

La raison de l'espèce d'émeute qui vient d'agiter le monde des lettres me paraît donc à chercher ailleurs que dans les questions de personnes ; et je l'apercevrais plutôt dans une question de principes, dans l'idée que nous nous formions du prix Goncourt et des règles présidant à son attribution.

Si vagues que soient sur ces points les termes du testament, l'intention du testateur n'y paraissait pas douteuse. Goncourt

voulait que son prix apportât à un jeune romancier un double secours : aide morale par la publicité, aide matérielle par le montant du prix. Dès lors, les deux conditions primordiales à réaliser par le lauréat seraient, de toute évidence, la jeunesse et, sinon le besoin, du moins l'absence de fortune. Ainsi, talent à part, le type réglementaire du prix Goncourt se trouvait nettement fixé. Pour le public comme pour les confrères, c'était le roman d'un jeune homme pauvre. Traditions au surplus si fermement établies, que dans les pronostics, par un accord tacite, on écartait toujours d'emblée, comme dépourvus de toutes chances, les concurrents ayant franchi un certain âge ou qui passaient pour « être bien de chez eux ».

En violant l'une de ces traditions, en couronnant M. Proust qui, autant qu'on sache, ne semblait pas à deux cents louis près, l'Académie Goncourt portait donc à l'opinion un premier défi, défi d'autant plus grave qu'il heurtait à la fois et les principes admis et les éternelles préventions des professionnels sans ressources contre les amateurs bien rentés.

Néanmoins, à la réflexion, ce petit coup d'état, pouvait se défendre. Sans doute cette attaque brusquée enfreignait la lettre du testament, puisque l'allocation pécuniaire réservée au lauréat paraissait formellement destinée jusqu'ici à favoriser l'essor d'un littérateur plus ou moins gêné. Ajoutez-y les sommes souvent importantes qui résultaient des forts tirages assurés par le prix ; et vous voyez d'ici le paradoxe, presque le scandale, si une telle manne allait à un écrivain sans soucis d'argent.

Mais d'autre part, ces considérations humanitaires altéraient singulièrement l'esprit même de l'institution. Car si le prix Goncourt avait pour but principal de mettre tous les ans en lumière le meilleur des prosateurs récents, le meilleur des romanciers nouveaux, comment exclure du concours toute une catégorie de concurrents, sans risquer de fausser l'épreuve? C'était pourtant ce qui se produisait chaque année. Avant de faire leurs preuves de talent, les candidats devaient faire leurs preuves de pauvreté. Chatterton, fils de famille, eût été éliminé d'office. Sa cote mobilière le frappait d'interdit.

Or si la misère est parfois l'école du génie, l'aisance n'en est pas toujours la ruine. Outre tant d'exemples à prendre dans le passé, on citerait aujourd'hui nombre de jeunes écrivains, issus de la bourgeoisie, et qui montrent une valeur égale ou supérieure à celle de camarades moins fortunés. Que demain tel d'entre eux donnât une œuvre d'une supériorité marquante, en le frustrant du prix Goncourt, sous prétexte de trop gros revenus, on commettait un véritable attentat de lèse-littérature.

Je m'explique donc très bien, que, dans le cas de M. Proust, sans ériger leur choix en règle, les membres de l'Académie n'aient pas hésité à rompre avec un ostracisme si funeste à la libre concurrence. L'autorité comme l'exactitude du concours ne pouvaient que gagner à cet acte de force. Tant pis s'il attirait aux juges les criailleries. Le temps aurait vite fait de remettre les choses au point.

C'était, hélas ! compter sans l'âge du lauréat, — nouveau défi qui, se joignant au premier, allait encore attiser les colères. Passe à la rigueur pour un riche. Mais quarante-sept ans ! Un quasi-quinquagénaire ! C'est cela que les Goncourt nous offraient comme un *jeune* ! Pourquoi pas un octogénaire, un centenaire, pendant qu'on y était ? Et sur ce terrain les indignations comme les avanies semblaient avoir partie gagnée. Nulle puissance humaine en effet ne pouvant modifier le grand âge de M. Proust, sa date de naissance lui retirait fatalement tout droit au titre de jeune.

Pourtant songez-y, est-ce bien à cette date que doit se mesurer la jeunesse d'un auteur ? Et même, pour élargir un peu le débat, qu'entendez-vous au juste par cette expression : un jeune ?

Personnellement, je ne connais guère de notion qui, dans le monde des lettres ou dans le monde tout court, soit plus confuse et plus détournée de son sens réel. Pour ces milieux, ce n'est pas l'âge qui fait la jeunesse. Ce sont deux autres caractéristiques : soit le manque de notoriété, soit la force de l'habitude. Ainsi tant qu'un auteur n'a pas atteint la vogue, il nous apparaît sous les espèces d'un jeune. Vers 1885, par exemple, un écrivain dont tous les raffinés savaient pourtant alors la rare valeur, M. Anatole France, passait près du public pour un jeune, quoiqu'il approchât déjà de la maturité ; et il ne perdit cette miraculeuse jeunesse qu'avec l'éclat de la célébrité. Ou bien, autre espèce, nous avons assisté aux débuts d'un auteur quand il passait à peine vingt ans. C'était à ce moment notre cadet de plusieurs années, un jeune dans toute la plénitude du terme. Eh bien, neuf fois sur dix, il bénéficiera indéfiniment de l'anachronisme qui cache à chacun de nous la marche du temps. De même que nous ne nous sentons pas vieillir, de même il restera toujours pour nous un jeune, sauf le cas d'un grand succès le hissant au rang de ses aînés. Et ce qui corsera encore notre erreur, c'est que cette cohorte permanente de *jeunes* plus ou moins cinquantenaires finit par nous barrer peu à peu la vue des générations suivantes. Ils sont à nos yeux les jeunes, tous les jeunes. Nous avons en eux nos jeunes comme nous avons ailleurs nos pauvres. Nous n'en imaginons pas au delà.

Rappelez-vous, à ce propros, la surprise mêlée d'émoi que provoqua dans les salons littéraires *l'Anthologie des Poètes nouveaux*, lorsqu'elle

vit ici le jour. En certains endroits on n'en revenait pas. Alors les jeunes qu'on croyait les jeunes n'étaient pas les vrais jeunes? Il y en avait d'autres? Mon Dieu, oui ! Que voulez-vous, nous abordons 1920 ; et pourquoi supposer que depuis 1900, depuis vingt ans, la poésie ou la prose avaient cessé de vivre — de se renouveler?

D'après toutes ces remarques, comme vous voyez, la qualification de *jeune* réclame d'urgence une revision sérieuse.

Ainsi, d'abord il devrait être bien convenu que la *jeunesse* ne s'acquiert pas à titre définitif. Tel écrivain, à ses débuts, donnait des signes d'originalité, de talent autonome. Puis le souci de sa carrière l'accapare. Il emboîte le pas à des aînés en vue. Il adopte leurs idées, leurs procédés. Il abdique entre leurs mains sa vigueur première. Dès ce moment, rayons-le des jeunes.

Ensuite, pour apprécier la jeunesse d'un écrivain, ce n'est pas à son état civil qu'il faudrait se référer mais à son œuvre même. Cette œuvre répond-elle à notre sensibilité maintenant, a-t-elle l'accent du jour, nous apporte-t-elle fond et forme, cet aliment d'une saveur nouvelle que souhaitent obscurément nos goûts présents? L'auteur eût-il cinquante, soixante ans sonnés, voilà un jeune. Mais cet autre de la classe 14, si son livre atteste un tour d'esprit, un style, des formules datant d'un demi-siècle, que nous importent ses vingt-cinq ans? Celui-là n'est pas, ne sera jamais un jeune.

Vous ralliez-vous à cette conception? Je doute alors que dans le cas de M. Marcel Proust vous persistiez à voir un si monstrueux passe-droit.

M. Proust n'est certes pas un nouveau venu dans les lettres. Il a débuté en 1896 avec un petit livre d'esquisses, *les Plaisirs et les Jours*[1], somptueusement illustré par M. Anatole France d'une préface, par M. Reynaldo Hahn de quatre pages musicales, par madame Madeleine Lemaire d'une profusion d'élégantes estampes. Puis sauf deux intéressantes préfaces à des traductions de Ruskin, durant dix-huit ans, disparition totale, le silence du parfait renoncement. « Le beau coup, écrit à peu près Flaubert, dans une lettre, le beau coup que celui d'un homme qui pendant trente ans ne publierait pas une ligne, puis qui, parvenu à la cinquantaine, éditerait d'un bloc ses œuvres complètes. » Ce rêve hantait-il l'âme de M. Proust? Ou bien est-ce sa lenteur au travail, l'ambition du mieux qui le retardèrent ? Toujours est-il qu'il ne reparaît sur la scène des lettres qu'en 1914, avec la première partie du *Temps perdu: Du côté de chez Swann.* Mais le livre à peine aux devantures, la guerre l'en chasse. Cinq années encore s'écoulent, et il faut attendre jusqu'en juillet 1919

1. Calmann-Lévy.

pour revoir chez les libraires *Swann* accompagné de son second tome : *A l'Ombre des Jeunes Filles en Fleurs*. Soyez sincère. De quand datent pour vous les débuts de M. Marcel Proust? De son joli keapsake de 96 ou de ses deux grands romans d'hier? La réponse ne fait pas de doute. Et comme dans ses ouvrages nous ne discernons la marque sensible d'aucune influence antérieure, comme à travers leurs méandres et leurs inflations circule quand même une brise nouvelle, un parfum nouveau, comme ils témoignent d'un tempérament primesautier autant que richement doué, comme enfin ils rencontrent dans toute une partie de l'élite des sympathies voisines de leur ferveur — né d'hier malgré ses quarante-sept ans, s'accordant avec le goût le plus raffiné du jour, au nom de quoi, je vous le demande, chicanerez-vous à M. Proust le titre de jeune?

Serait-ce à son sujet, que vous en avez? A ses personnages? A ce que présentent d'un peu désuet leurs silhouettes? A cette atmosphère Septennat, prince de Galles, Sagan où ils évoluent? A ces propos, ces mines, ces gestes qui en font de si proches cousins des charmants personnages tracés par madame Madeleine Lemaire dans *les Plaisirs et les Jours*? Souvenez-vous qu'aucun de ces archaïsmes ne m'avait échappé et que j'en avais même discrètement signalé les périls.

Mais ce n'est ni par le sujet ni par le cadre qu'un livre accuse la décrépitude. C'est par le ton, la psychologie, la sensibilité. Or, sous ce triple rapport, qui voyez-vous, dans les lettres, de plus moderne, de plus actuel, de plus en communion avec notre époque que M. Marcel Proust?

La cause me paraît donc entendue. C'est bien un authentique jeune que l'Académie Goncourt a couronné dans la personne de ce quinquagénaire. Et l'on peut d'autant plus s'en réjouir que, finalement, le drame a fort bien tourné.

Déjà la tempête, semée par la victoire de M. Proust, avait valu à M. Dorgelès une publicité sans précédent. Quelques jours après, une consécration plus enviable encore venait panser la blessure du vaincu. Il voyait ses *Croix de Bois* couvertes d'or par le jury de la *Vie Heureuse-Femina*. Et derechef, dans toute la presse le ban se rouvrait en son honneur.

Je n'aurai donc pas à revenir longuement sur *les Croix de Bois* dont vous savez et dont je vous ai dit, dès leur apparition, que c'est un de nos meilleurs livres de guerre. Émotion, relief, âpreté, belle humeur, et par-ci par-là un brin de panache frémissant sur les tumuli, depuis MM. Barbusse et Duhamel, personne dans cet ordre n'avait si brillamment réussi que M. Roland Dorgelès, donné une

impression plus pittoresque et plus vivace des atrocités de la guerre. Tout au plus, regretterai-je chez certains lecteurs une tendance à se servir des *Croix de Bois* pour contrebattre le livre de M. Barbusse. Mais n'est-ce pas déjà bien beau que les gens de l'arrière aient toléré un livre où les tranchées n'étaient pas peintes sous les couleurs pompadours qu'affectionnait la presse de 1915-16? Après tout, leur admiration pour *les Croix de Bois* représente chez eux une sérieuse concession à la vérité, et on ne saurait que les féliciter d'avoir fait ainsi, avec ce livre, ce que j'appellerais la part du *Feu*.

Je leur fournirai même une occasion nouvelle de la refaire, en lisant le récent volume de M. Dorgelès, *le Cabaret de la Belle Femme* [1]. Ce petit recueil d'esquisses du front nous montre l'auteur en pleine possession de sa manière : rapide, clairvoyant, ironique — bref se classant comme un des premiers conteurs de l'heure actuelle, qui en compte tant — et si peu. M. Dorgelès nous assure que ce sont là ses derniers récits de guerre. Avertissement ou menace, cette assurance nous laisse tranquille. Guerre ou paix, dans la forme qu'il tient actuellement, M. Dorgelès est mûr pour tous les cadres, tous les genres, tous les sujets.

***

De *l'Ombre des Jeunes Filles en Fleurs* à *l'Ombre des Jeunes Femmes en Fruits*, la transition me semble tout indiquée. Et je la saisis d'autant plus volontiers que je suis depuis quelque temps, bien en retard avec nos autrices [2].

C'est ainsi que l'été dernier, par la faute de l'encombrement, j'ai négligé — quel remords ! — de vous parler de *Mitsou* de madame Colette. Cette brève histoire des amours d'une jeune théâtreuse avec un jeune officier combattant, était cependant, je ne dirais pas un petit chef-d'œuvre — qualification discréditée pour avoir trop servi — non, simplement une chose délicieuse. Mais vous connaissez mon système. En principe je vais d'abord au plus pressé, aux auteurs nouveaux qui se distinguent, aux auteurs moins récents mais qui me semblent mériter un coup d'épaule, aux questions mal élucidées et qui réclament d'urgence la mise au point. Et aux uns comme aux autres madame Colette me semblait assez riche de gloire et d'autorité pour céder provisoirement son tour, sans dommage.

1. Édition Française Illustrée.

2. Après mûre réflexion, j'ai décidé d'employer, le cas échéant, ce mot pour désigner nos femmes de lettres. Il dit bien ce qu'il veut dire, il est régulièrement formé (en latin : *auctor, auctrix*), et surtout, il me paraît plus français, moins « Tauchnitz » que le terme coutumier d'*authoress*.

Que vous eussé-je d'ailleurs appris d'elle que vous ignoriez? Et quel nom d'auteur, sur une couverture de livre vous inspire plus de confiance et d'appétence?

Elle ne possède pas seulement l'esprit, la poésie, la tendresse, la force même, mais un sortilège spécial qui amalgame tous ces dons en une perfection si aisée, si naturelle qu'elle rebute l'analyse comme certains éléments premiers. Quoi que madame Colette aborde, romans, contes, reportage, c'est toujours bien, et si par hasard c'est moins bien, c'est bien encore. On dirait qu'à sa naissance une mauvaise fée — j'entends mauvaise pour ses rivales — lui a prédit : « Tout ce que tu feras sera bien fait. » Et point par point, œuvre par œuvre, madame Colette a réalisé.

Elle a de préférence, dans ses romans, adopté le ton confidentiel ; mais ses confessions étaient d'un caractère si humain, si général, si profond, qu'à sa voix toutes les femmes croyaient entendre raconter un peu de leur âme, de leur cœur et aussi de leur corps. Elle a même osé sur ce dernier des remarques, des aveux que nul écrivain mâle ne se fût permis, mais il y avait dans ce cynisme tant d'allègre franchise, tant d'élégante sincérité qu'ils choquaient moins que de chastes détours.

On nous a donné, avant madame Colette, bien des romans antiques dont la volupté formait le fond. Combien plus proche de l'antiquité et de ses poètes me semble avec ses récits actuels, l'auteur de la *Retraite sentimentale !*

Dans cette Burgonde — de *Burgundia*, Bourgogne — dans cette Burgonde, mâtinée de Claudine, certes on retrouve parfois je ne sais quelle sauvagerie barbare mêlée à la malice parisienne. Mais le plus souvent, par la libre allure des propos et des gestes, le libre essor des instincts et de la grâce physique, c'est à une nymphe antique qu'elle fait songer, pour ne pas dire à une faunesse.

Malgré argot, autos, music-hall, ses héroïnes participent de ce recul païen. Sous leurs tailleurs de cheviotte et parmi leurs fougueuses dylles montmartroises, elles sont cent fois plus grecques que tant de Laïs en peplum d'Opéra-Comique. Lorsque Mitsou ou la Vagabonde quittent toutes frissonnantes leur baignoire modern-style, on croirait les voir sortir du frais Illysus. Un jour, par leur archaïsme, elles finiront par faire du tort à Théocrite, à Longus, à Lucien...

Mais voilà que le charme de madame Colette me retient, quand m'appellent les volumes de tant d'autres autrices. Revenons-y sans plus d'ambages.

L'idéal serait évidemment de faire plaisir à toutes, de toutes les étudier, les nommer. Hélas ! la critique n'est pas affaire de galan-

terie ni de nomenclature. Il s'agit de choisir les ouvrages les plus significatifs par la nouveauté des auteurs ou par leur mérite. Et c'est ce que je vais essayer au mieux.

Deux romans d'abord attirent l'attention, ceux des deux concurrentes le plus en vue pour le *Prix de la Vie Heureuse*, et dont l'échec de M. Dorgelès au *Prix Goncourt* causa, par un carambolage imprévu, la défaite finale : *Tu Enfanteras*, de madame Raymonde Machard, et *Ces choses qui seront vieilles*, de madame Louise Faure-Favier.

Tu enfanteras [1] porte en sous-titre : *Roman d'une maternité*. C'est, pour parler net, le roman complet d'une grossesse depuis la conception jusqu'à l'enfantement. Il présente ce double intérêt de nous être conté en ses moindres minutes par la patiente elle-même, puis de se surélever au-dessus des détails matériels par l'idée d'une maternité préméditée, voulue par amour au lieu d'être subie par coutume ou devoir. Parallélisme constant entre l'amour conjugal et l'amour maternel, la mère continuellement soutenue dans son calvaire par la ferveur de l'amante. Michelet eût beaucoup aimé ce livre sincère, douloureux et passionné. Du reste n'a-t-il pas prêché lui-même dans *l'Amour* cette maternité consentie, ennoblie par l'amour, que nous décrit madame Machard. Lisez simplement le résumé du livre III, intitulé : *De l'Incarnation de l'Amour.* :

« La femme sent bien moins l'attrait physique que son besoin de complaire et de *renouveler le cœur*. La conception doit être *hautement libre et volontaire.* » C'est exactement la thèse qu'a matérialisée le roman-poème de madame Machard.

Madame Louise Faure-Favier, elle, ne s'apparente pas à Michelet. C'est plutôt Sébastien Mercier qu'elle rappelle et son roman, *l'An 2440*. Roman d'anticipations laborieuses, verbeuses, fastidieuses, tandis que celles de madame Faure-Favier palpitent de vie et d'ingéniosité. *Ces choses qui seront vieilles* [2], vous l'avez deviné, ce sont les choses de maintenant, c'est vous, c'est nous, sous le jugement avant-dernier d'une postérité assez proche. Cette transposition du présent dans l'avenir avait déjà tenté pas mal de romanciers par les facilités de satire qu'elle offre. L'agrément et l'originalité du roman de madame Faure-Favier résident dans le procédé inverse. Sans omettre ni taire nos petites faiblesses, nos petits travers d'aujourd'hui, madame Faure-Favier sait goûter et nous montrer le charme de notre temps, tout ce que, malgré mercantilisme et arrivisme, notre époque garde de raffinement sentimental ou artistique, de grâce traditionnelle, de noble désintéressement. Des illus-

1. Flammarion.
2. Renaissance du Livre.

trations ultra-dernier style de madame Marie Laurencin fixent en leurs étranges dessins quelques-unes de ces jolies silhouettes « qui seront vieilles ». Et le tout forme un livre bizarre où la gaîté se poudre de mélancolie, — un livre qui divertit mais fait songer loin.

Entre ces deux romans d'un attrait si réel et si différent, je conçois les hésitations du jury de la *Vie Heureuse*, et j'imagine qu'il a dû bénir le jury Goncourt de lui fournir avec *les Croix de Bois* une solution si élégante.

Néanmoins à défaut des deux favorites, peut-être trois autres candidates auraient-elles eu des chances régulières.

La première, en date de publication, madame Blanche Vogt, est une de nos meilleures publicistes et nous a donné sur la vie parisienne d'excellentes chroniques. Elle a le tour alerte, de l'observation personnelle, une sûre connaissance de ce dont elle traite. Son roman, *Amours socialistes* [1], présente les mêmes qualités que ses articles. Bien documenté, âpre, amusant, il nous retrace les amours d'une jeune femme un peu candide avec un pseudo-socialiste qui ne rêve, malgré ses déclamations antibourgeoises, que bien-être, affaires, bombances et embuscade. Les personnages sont bien campés, la satire divertissante. Le livre manque cependant de généralité. Contre la doctrine socialiste il ne prouve rien. Et d'autre part, le triste héros du livre semble quelque peu chargé quant à la brusquerie et au cynisme de ses appétits. Non que la conversion des socialistes à des opinions qui leur assureront la vie brillante et joyeuse constitue un fait exceptionnel. C'est au contraire un fait normal, fréquent et dont toutes les générations politiques, depuis quarante ans, nous ont montré d'illustres et bienheureux exemples. Seulement, dans la réalité, cela va moins vite que dans le roman de madame Blanche Vogt. Cela s'opère moins ouvertement, moins brutalement. Cela procède par ces gradations insensibles qui mènent progressivement de l'anarchie militante à l'opposition socialiste, de l'opposition socialiste à l'opposition radicale, de l'opposition radicale à la correcte impartialité, de la correcte impartialité au loyalisme majoritaire, du loyalisme majoritaire au conservatisme intégral. Et cela rapporte aussi plus que ne touche le héros de madame Vogt, puisque au bout c'est le portefeuille. Il faudra que madame Blanche Vogt nous dresse quelque jour ce type. Elle n'a qu'à regarder. Hier, là-dessus, nous est garant de demain.

Femme [2], de madame Magdeleine Marx, appartient à cette catégorie de romans qu'on flétrissait vers 92 du nom de libertaires et que

1. Payot.
2. Flammarion.

le dialecte actuel qualifierait plutôt de bolchevik. Dans la préface dont il a honoré le roman, M. Henri Barbusse écrit : « Ce livre ne s'apparente à aucun genre, ne s'astreint à aucune formule, ne se rapetisse d'aucune imitation. Il est puissant, rebelle et vierge et il classe Magdeleine Marx parmi les plus superbes et plus hauts poètes de notre époque. » Quoique tenant compte de l'hyperbole inhérente à toute préface, il me semble que M. Barbusse outre un peu la bienveillance. Car il est impossible qu'à un romancier aussi avisé que lui les réelles qualités du livre en aient caché les réels défauts. Ne serait-ce que ceux de la forme qui plus d'une fois passe de l'éloquence à la grandiloquence et de la vigueur à l'enflure. J'ajouterai que l'héroïne et les divers personnages du récit sont tracés d'une façon si abstraite, si incorporelle, si anonyme que souvent l'attention s'en fatigue et l'intérêt y perd. Faiblesses assurément excusables si de parti pris et par la volonté de hausser poétiquement ses héros au-dessus de la réalité, madame Marx s'était, d'un bout à l'autre, interdit les descriptions directes. Mais, de-ci de-là, au contraire, elle s'aventure dans l'observation, dans la peinture des silhouettes, des tics, des propos, et ce ne sont pas ses plus heureuses pages. Je citerai notamment certain tableau d'une soirée mondaine, où bien des gaucheries, bien des banalités donneraient à croire que ce n'est pas uniquement par dédain poétique que madame Marx s'est confinée dans l'immatériel.

Ces réserves faites, il n'en demeure pas moins que *Femme* est un roman fort au-dessus de la moyenne courante et qui mérite d'être retenu. Le sujet particulièrement est neuf, puissant non quant à la donnée même — (les rebelles d'Ibsen nous ont accoutumés aux révoltes féminines contre l'ordre établi) — mais par la sobriété et l'ardeur avec lesquelles il est présenté. *Femme* pourrait s'intituler *l'Affranchie* puisque successivement l'héroïne se libère de tous les liens qui enserrent et son sexe et tout mortel civilisé : morale bourgeoise, famille, mariage, union libre, et jusqu'au deuil des êtres disparus. C'est, poussé à l'extrême, à l'exagération, le *Vivre sa vie* ibsénien. Et comme nulle frivolité, nulle médiocrité n'entachent les actes ou les pensées de l'héroïne, comme son cœur ainsi que son cerveau n'aspirent pas à de vulgaires plaisirs, mais à la plénitude absolue d'une vie ultra-magnifiée, comme la sombre flamme qui anime cet égoïsme mitigé de tendresse humaine, projette ses curieux reflets à travers toutes les pages du livre, malgré le défi ou la cruauté de certains épisodes, de certains sentiments, il émane de l'ensemble une impression de force, de grandeur même, qui pour un début est frappante et pour l'avenir promet beaucoup.

Comme vous avez pu le constater, ces quatre romans portent bien la marque féminine par le caractère autobiographique qui les marque tous. Il n'est pas même jusqu'au livre de madame Faure-Favier qui ne renferme une part de confession personnelle, semble-t-il, dans le joli chapitre : *le Cahier aux rubans fanés*. Cette subjectivité impénitente qu'on rencontre dans presque tous les romans féminins répond du reste au besoin de confidences, d'aveux intimes, qui a toujours été le propre du sexe faible. Dans la vie réelle, les traits de cet instinct seraient à noter chaque jour. Une femme n'est pas plus tôt en confiance qu'elle verse sans délai dans l'autobiographie. J'ai connu, entre autres, plusieurs charmantes jeunes femmes dont la conversation s'alimentait presque exclusivement de souvenirs ultra personnels : souvenirs d'enfance, souvenirs d'adolescence, souvenirs mondains, anecdotes familiales, bizarreries d'un oncle, propos d'une vieille tante, manies d'un grand-père, maladies, cures régénératrices, relations de villes d'eau. Et c'est seulement en m'apercevant soudain combien j'avais cessé de les écouter, que je me rendais compte de l'extrême minutie de leurs confessions.

Il était donc naturel qu'en abordant les lettres, le premier élan de nos autrices suivît la pente coutumière et que le premier personnage qui les inspirât ne fût autre qu'elles-mêmes. Somme toute, au surplus, la littérature y aura gagné, y gagnera encore, car tandis que chez les écrivains mâles une pudibonderie incoercible jette le voile sur les côtés physiques de l'amour et sur les impressions sensuelles qu'on y puise, les femmes, au contraire, avec une impudeur charmante, ont délibérément écarté ce voile et nous ont livré, jusqu'en ses plus ultimes secrets, les reflexes et réflexions de leur sensualité contrariée ou satisfaite. Dans l'étude de l'humaine nature, elles comblent donc une énorme lacune que notre timidité masculine laissait béante ; et le complément d'information que nous apportent ainsi leurs confidences est trop intéressant pour pouvoir nous lasser de sitôt.

Pourtant de là n'allez pas conclure chez les femmes de lettres à une incapacité foncière de raconter autre chose que leurs propres aventures, leurs propres sentiments. Beaucoup d'entre elles, au contraire, excellent au roman objectif, au roman d'observation extérieure ; et il me semble que, dans ce genre, leur nombre irait même en croissant. L'an dernier, c'était madame Camille Mayran qui avec *Gotton Connixloo* nous offrait, malgré les finesses de l'analyse, le roman le plus réaliste, le moins confidentiel. Et cette année, c'est madame Élissa Rhaïs qui, avec *Saada la Marocaine*[1], nous

1. Plon.

donne, dans le même ordre, un roman non moins bien venu.

Sans être au sens exact du terme « déjà célèbre », comme nous l'affirment les communiqués de presse, il est certain que madame Rhaïs, par ses premiers contes, a beaucoup plu dans tout un petit coin de la société parisienne. On l'attendait à son premier roman. Il n'a pas déçu l'attente.

L'histoire de Saada est des plus simples et des plus touchantes. Partie de Fez, sa ville natale et chérie, en compagnie de son mari Messaoud, humble savetier bancal et maigriot, de sa petite fille au sein Aouïcha, de sa vieille mère Frika, vague diseuse de bonne aventure, de son petit frère Sadik, jeune et suspect galvaudeux, la belle, la superbe Saada débarque par un sombre jour d'hiver à Blidah, pour y tenter meilleure fortune. Hélas ! que de mécomptes ! Par grâce, on loge la famille dans un taudis sans air, sans lumière. Messaoud ne trouve du travail qu'à un salaire dérisoire. Et bientôt c'est la misère noire, la vraie misère, celle qui jette au trottoir la *Keetje* de madame Neel Doff, et qui y a jeté tant d'autres. Je me rappelle, certain soir, un viveur déjà mûr qui, devant les caresses que lui prodiguait une petite irrégulière, me murmurait modestement : « Cette femme a faim ! » Saada, elle aussi, a faim et c'est pour calmer cette faim déchirante qu'elle commet au dehors sa première faute. La seconde par entraînement suit bientôt la première, puis le pli se prend avec le goût du luxe, du confortable, des beaux atours. Et Saada tourne à la professionnelle. Alors Messaoud, qui d'abord avait feint de ne rien voir, s'avoue toute son infortune. Il boit pour oublier. Puis un après-midi, mi-alcoolisme mi-privation, il abuse d'une petite fille espagnole. On l'arrête. On le condamne aux travaux forcés. Et pendant ce temps, le petit Sadik court les rues à des métiers louches, commissionnaire, garde-étalage. « Son beau visage lui attirait les clients... » (Les points de suspension ne sont pas de moi.) Enfin il s'affilie à une bande d'apaches du cru. La bande se fait pincer. Et Sadik va rejoindre au pénitencier son malheureux beau-frère. Cependant la pauvre vieille Frika, épuisée par tant de vicissitudes, tombe un matin morte, face contre terre. Et Saada reste désormais seule avec sa petite fille Aouïcha. Ne la plaignez pas trop. Elle a réalisé son rêve : elle est étoile au grand café-concert de la localité.

Voilà cette fois un roman féminin auquel on ne reprochera pas l'excès de subjectivisme. C'est même, épisodes, caractères, aventures, le type du parfait roman naturaliste tel qu'on le confectionnait vers l'époque de *l'Assommoir*. Mais ce que c'est que le prestige du cadre et la vertu du style ! Pas un instant en lisant le livre de

madame Rhaïs on n'a l'idée d'une filiation quelconque avec l'école de Médan.

La forme d'abord n'emprunte rien aux poncifs naturalistes. Claire, ramassée, rapide, s'abstenant des épithètes rares et des effets de rhétorique, elle vaut surtout par la précision, le nerf, l'harmonieux placement des termes — un style classique mais personnel et sans rien du pastiche ni du ronron scolaire. Et puis, pour pallier les crudités, les audaces, il y a le décor, les mœurs, tout l'Orient. Un Orient peint autrement peut-être que dans *Goha le Simple*, avec moins de malice retenue, moins d'ironie sournoise, mais souvent avec plus de chaleur, plus de franche poésie. Ce Maroc, cette Blidah, ces usages arabes, ces patois africains, ces parfums rances ou troublants, ces souffles de volupté brutaux ou languides, toute l'atmosphère où baigne le livre, on en sent madame Rhaïs imprégnée jusqu'aux moelles, imbue au point de n'en pouvoir sourire, car on ne sourit pas de ce qui est votre séculaire nature, l'immémorial tréfonds de votre être. Et ce sont là les grandes séductions du livre, cette sincérité dans les impressions, cette quasi-inconscience dans le rendu, cette ingénuité, en un mot, qui selon moi, est le summum de l'art.

Un seul défaut, à mon gré : l'abus exagéré des mots en dialecte local. Des notes parfois nous les expliquent, nous les traduisent, sans toujours nous éclairer. Le *ksa* est « une sorte de haïk ». Oui, mais qu'est-ce au juste qu'un haïk? La *hellissa* est « un doublet de *gandourah* ». Oui, mais *quid* de la *gandourah*? Ou bien encore la traduction manque. « Tu me plais ! dit à Saada un de ses adorateurs de passage. Tu me plais ! Veux-tu que nous nous associions pour le plaisir du chitane? » Or nulle note ne nous renseigne sur ledit plaisir, et l'on se perd en conjectures.

Nonobstant, malgré ces petits mystères, nous avons là un des plus brillants, un des plus originaux romans de l'année. Que madame Rhaïs nous en donne un second de même qualité, et la célébrité dont prématurément on la gratifiait sera bientôt à portée de sa main.

***

Pour finir, je me proposais de vous soumettre quelques considérations sur la grande pitié du théâtre actuel — tant côté pratique que côté littéraire — et sur les éventuels moyens d'y remédier.

Hélas ! le Jour de l'An a tellement renouvelé les affiches que force m'est d'ajourner ces hautes généralités pour m'occuper des contingences dramatiques de l'heure.

Au théâtre des Arts, vous savez déjà le triomphal succès remporté par *l'Ame en Folie* de M. François de Curel. Mais dans la Revue même, dans le numéro même où cette belle œuvre commence à paraître, il ne serait pas plus décent de la combler de louanges que d'y opposer fût-ce les plus minces réserves. Quitte à revenir sur *l'Ame en Folie*, quand la publication en sera achevée, je préfère donc pour l'instant ne pas intervenir dans votre tête-à-tête, et je passerai directement aux autres nouveautés du mois.

Triplepatte de M. Tristan Bernard, que vient de reprendre le théâtre *Femina*, n'est pas à proprement parler une nouveauté. Néanmoins en revoyant cette fine et amusante comédie, j'ai éprouvé comme une impression d'inédit, tant je trouve de différence entre ce qu'elle me paraît être et l'interprétation qu'on en a donnée jusqu'ici. Dans le public comme dans la presse, *Triplepatte* passait pour la peinture de l'irrésolu, de l'indécis. Son nom même était entré dans le langage journalier pour désigner l'homme hésitant, variable à tous les vents. Or, dans la pièce, je ne distingue rien de pareil. Je vois un célibataire un peu neurasthénique, un peu dyspeptique, mais dont le trait dominant est un souci passionné de sa quiétude, de sa liberté, de ses aises. Comme tel, le mariage avec ses cérémonies, ses obligations, ses servitudes, l'épouvante. Il n'aura donc qu'une idée, idée fixe, idée inflexible, c'est de s'y soustraire. Bousculez-le, comprimez-le, circonvenez-le, ses airs excédés vous feront peut-être croire un moment que vous le tenez. Grave erreur. Sa volonté est dix fois plus forte que la vôtre et, dans l'instant qui convient, elle se redresse, elle vous échappe, et de la voix la plus ferme dit : non ! Remarques, il me semble, incontestables et que confirme le dénouement. Ce réfractaire se résout en effet au mariage abhorré. Seulement s'il abdique son aversion, ce ce n'est nullement par manque de volonté. C'est après due constatation que le mariage projeté, au lieu de contrarier ses aises, ne fera que les favoriser. Un aboulique, une girouette, une pâte molle, ce Triplepatte ? Allons donc ! Un égoïsme de granit, plutôt, soutenu par une volonté de fer.

Au Cirque d'Hiver, la tentative de M. Gémier, avec l'*Œdipe Roi* de M. Saint-Georges de Bouhélier, a provoqué dans la presse et dans le public ce que l'*Officiel* appelle des « mouvements divers ». On a reproché à M. Gémier d'avoir, par ses athlètes mâles et femelles, par jeux gymniques, ravalé le pur art tragique, visé les plus bas instincts de la foule. J'avouerai que je ne partage pas ces susceptibilités.

Surtout en art, d'abord vivre. Avec *Œdipe* tout seul M. Gémier risquait, au bout de dix représentations, les salles vides. Que pour attirer le public il lui ait doré la pilule, que pour atténuer les rigueurs du drame grec il y ait adjoint les gambades de quelques gymnastes, cela me paraît le type de l'attraction permise.

La seule critique qu'on pourrait faire à ces jeux c'est de n'être pas justifiés par l'action, de ne pas être « amenés », bref d'arriver un peu comme des jeux sur la soupe. En outre l'espace manque à leur libre développement. J'ai vu le moment où une pique allait percer de part en part M. Adolphe Brisson. C'est cela qui en aurait été une tragédie !

Rien que l'entrevision d'une telle catastrophe m'a plus ému — faut-il vous le dire? — que celle qui se déroulait en scène. Non que j'en aie à la version de M. Saint-Georges de Bouhélier dont les octosyllabes souples, bien frappés ont les tours les plus variés, tantôt familiers, tantôt cinglants, tantôt éloquents, et dédaignent les antithèses, les chocs de rimes, les pailletages, bref tout ce qui m'agace dans l'ancien théâtre en vers. Non que je ne me rallie à bien des théories dramatiques de sa substantielle préface [1].

Seulement, c'est la pièce de Sophocle, elle-même, qui me laisse froid. Par quels moyens opérait-elle sur les Athéniens? On le reconstitue sans effort. Il y avait d'abord les vers, avec leurs mètres spéciaux, qu'accompagnait et relevait une musique rigoureusement adéquate. Et de ces premiers attraits, jamais la traduction la plus fidèle ni le choix musical le mieux adapté ne nous donneront la moindre idée. Il y avait aussi les chœurs dont les chants et les évolutions, réglés par une tradition séculaire, offraient comme autant de symboles. Il y avait, en plus, au point de vue mise en scène, l'atmosphère locale, la proximité des villes en cause, comme toile de fond lointaine la campagne grecque, comme plafond le ciel de l'Attique. Enfin la pièce retraçait au public une légende célèbre, dont depuis des siècles l'enfance de chacun avait frémi, un sujet archi-populaire, mi-national, mi-religieux, évoquant la puissance des rois, la puissance des dieux, leurs tragiques conflits...

Mais privées de cette ambiance, restreintes à une scène relativement minuscule, qu'est-ce que peuvent faire à un public actuel, à un public français, toutes ces histoires de l'autre monde grec? Compliquées de substitutions d'enfants, mêlant en une affreuse confusion les prêtres et les devins, les devins et les vieux pâtres, les bons guerriers et les mauvais, même les plus cultivés des auditeurs ont

1. Fasquelle.

peine à se retrouver dans cet embrouillamini. Les éclatants cris de joie qui annoncent en scène l'arrivée de Créon ne trouvent dans nos cœurs que les plus faibles échos. Idoménée, qui date d'hier et qu'ignora Sophocle, trouble nos souvenirs comme un intrus. Et puis malgré soi, inconsciemment, on attend les athlètes qui ne viennent pas, la séance de boxe annoncée, les jets de javelots, et cela altère encore l'attention déjà distraite.

Reste le héros principal pour retenir nos sympathies. Hélas! mises à part les péripéties mélodramatiques qu'entraînent ses mésaventures, qu'y a-t-il d'humain, de général dans son triste cas? Œdipe serait volontairement parricide puis incestueux qu'il nous intéresserait encore comme un type de grand criminel, une sorte de Raskolnikoff antique. Mais un monsieur, qui sans le vouloir, par un simple caprice des dieux, assomme d'abord son vieux père, dans une altercation de voyage, puis partage, des années durant, le lit de sa jeune mère, c'est là sur la même tête un trust de forfaits, dont les familles les plus marquées pour la criminalité n'ont jamais donné d'exemple. Assurément, on a pitié d'Œdipe, car il faudrait avoir un cœur de pierre pour garder le sourire devant un fait divers si atroce. Pourtant, dans notre commisération n'entre rien de cette communion qui s'établit de la scène à l'auditoire quand, par un retour intérieur, c'est nous-même que nous plaignons dans le héros en butte au malheur.

Les infortunes d'Œdipe sont de celles qui n'ont place ni dans notre passé ni vraisemblablement dans notre avenir. Et c'est pourquoi nous les considérerons toujours d'un œil sympathique mais sec.

Ces réserves formulées sur le choix de la pièce, le spectacle n'en est pas moins curieux, somptueux et à voir. Il prouve chez M. Gémier la volonté et le pouvoir de faire grand et fort. Nous l'attendons avec espoir à la prochaine épreuve pour laquelle nous souhaiterions une œuvre plus largement symbolique, plus largement humaine. Que dirait-il de *Prométhée*?

Enfin pour que dans tous ces succès la grâce parisienne eût aussi sa part, les Variétés nous ont donné *la Chasse à l'Homme*, de M. Maurice Donnay.

Malgré son tour badin, cette pimpante comédie pose au premier acte un grave problème : celui des mariages futurs, rendus si malaisés par la disproportion entre le nombre des jeunes filles disponibles et celui des jeunes gens que la guerre a laissés debout. Dans une petite conférence d'un rare brio, mademoiselle Fusier nous développe

les périls de cette anomalie. Et comme elle a pour sœur une divorcée, elle ne manque pas de signaler le surcroît de concurrentes féminines créé par le divorce, sans parler de ces autres rivales que forment tant de veuves de guerre.

Là-dessus entre un jeune homme de beauté moyenne, dont, incontinent les deux sœurs tombent éprises. C'est ce que, du temps de Sarcey, on nommait un postulat. Qu'importe? Nous allons assister à un match passionnant entre les deux sœurs pour la conquête de ce gibier masculin. Chacune mettra en œuvre l'arsenal de ses charmes propres, la jeune fille forte de sa fraîcheur et de sa jeunesse, la divorcée de sa beauté mûrie et de son expérience. Le spectacle de cette piquante lutte vaut bien, n'est-ce pas, un postulat?

Mais soudain surgit, en la personne de la charmante mademoiselle Marnac, une femme de chambre à la recherche d'une place. Et tout de suite, nous avons l'obscur pressentiment que la pièce va changer d'orientation. Car il serait contraire à toutes les règles du protocole dramatique qu'une étoile de l'importance de mademoiselle Marnac tînt simplement rôle de figurante dans un conflit entre deux comédiennes de moindre envergure.

Effectivement, sitôt engagée par M. Friollet (le père de mademoiselle Fusier), qui a sur-le-champ reçu le coup de foudre, mademoiselle Marnac ravit tous les cœurs. Du match annoncé au début, il n'est plus question que par voie d'allusions fugaces et espacées. Tout tourne autour de la soubrette. Et la comédie cesse d'être *la Chasse à l'Homme* pour devenir *la Chasse à la Bonne.*

Par suite de quelles péripéties mademoiselle Marnac, après avoir failli céder à M. Friollet, finit-elle par échoir au jeune homme du premier acte, c'est ce que vous apprendrez en allant voir la pièce. A quoi je vous engage vivement, puisqu'une fois avertis de sa donnée réelle vous n'y goûterez que le plus fin plaisir.

En dehors des scènes sentimentales, c'est une succession ininterrompue d'épisodes comiques, de silhouettes cocasses, de mots imprévus, tout le relevé des misères de la paix, des difficultés de la vie chère, des transformations sociales qu'elle engendre ou qu'elle promet, tracé de la main la plus légère et la plus sûre.

Nos mœurs actuelles sont encore sans doute trop incertaines, trop variables, trop tributaires des événements pour prêter à la comédie de caractère.

Pourtant déjà certains traits se révèlent, qui, pour éphémères qu'ils soient, n'en méritaient pas moins la notation. C'est probablement ce qu'a senti M. Maurice Donnay. D'un crayon preste, il a saisi un des moments de l'après-guerre. Croquis de genre si l'on

veut. Mais sémillant, divertissant et qui, comme tant de ses congénères, par toute la vie qu'il recèle, survivra peut-être à bien des fresques.

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Dans l'instant où je corrige les épreuves du présent article, j'apprends la mort de Paul Adam. Grave et cruel deuil pour nos lettres.

Certains mots viennent d'instinct quand on veut définir l'œuvre et le talent de Paul Adam : puissance, fougue, abondance, fécondité. Mais ils s'appliqueraient aussi bien à tel autre écrivain de moindre rang et n'indiquent pas assez tout ce que ces dons eurent, chez Paul Adam, de spécial et de personnel.

Ce qui me paraîtrait plutôt caractériser l'auteur de *la Ruse*, c'est la constance de son tempérament artistique à travers les évolutions les plus variées.

Presque pas d'école, presque pas de genre qui n'ait tenté, fixé, un moment, sa sensibilité : naturalisme, symbolisme, peinture des foules, roman historique, roman de sentiment, épopée, sociologie.

Pourtant, en ces incessants changements, par où Paul Adam se distingue des écrivains protéiformes, ne visant que le succès et ne se réglant que sur la mode du jour, c'est par la marque identique dont il poinçonne toutes ses créations. Quoi qu'il jette dans le creuset bouillonnant de son imagination ou dans la fournaise de sa raison, l'œuvre qui en sort porte la même estampille, rend le même son brille des mêmes coloris ; c'est partout, reconnaissable à première vue, du Paul Adam.

Sa fécondité lui fit du tort, devait nécessairement lui en faire dans une époque où il y a si peu de temps et si peu de patience pour lire. Et tandis que sa forme nous frappait toujours par un accent qui n'est qu'à lui, sa pensée accumulée, dispersée en cinquante volumes, nous demeurait moins claire, moins familière,

On a dit de lui, dans quelques journaux, que c'était un *méconnu*. Terme impropre, si l'on se rappelle tant d'autorité, tant d'hommages, tant d'honneurs qui lui échurent. Un *inconnu* me semblerait, sous certains rapports, plus exact.

Pour connaître à fond la pensée de Paul Adam, pour en déterminer la ligne parmi les milliers d'idées qu'il brassa, il faudrait une longue, une sérieuse étude que demain accomplira j'espère. C'est alors seulement que nous pourrons mesurer toute la place que tenait dans notre littérature ce grand producteur, ce grand imaginatif, ce grand songeur. — F. V.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES SOVIETS

A l'heure où les cabinets de Paris, de Londres et de New-York, troublés par l'inextricable crise dans laquelle se débat la Russie, hésitent à adopter à l'égard du gouvernement des Soviets une conduite bien déterminée, il importe de dégager les lignes directrices du plan Lénine dans le domaine de la politique extérieure. C'est ce que l'auteur de ces pages, qui a vécu la tourmente bolcheviste, va essayer de faire, en se basant bien moins sur ses observations personnelles que sur les textes et documents de source soviétiste. Il indiquera les principes généraux de la politique extérieure des gouvernements des soviets et, en outre, fera une large place à ces impondérables qui résultent de l'éducation et de la formation de l'esprit des chefs révolutionnaires actuels.

I

LE MESSIANISME RÉVOLUTIONNAIRE

Il est naturel que toute révolution victorieuse dans un pays cherche à faire retentir, dans le reste du monde, ses vibrations. Ainsi la Révolution française, pendant un temps plus ou moins long — jusqu'à ce qu'elle se consacrât à la défense nationale — professait la doctrine de la propagande universelle et armée. Les bolcheviks russes n'ont pas échappé à la règle générale; ils font de leur messianisme un des principes fondamentaux de la politique extérieure.

Mais en Russie, le messianisme n'a pas tout à coup surgi, comme en France, au cours de la Révolution. Il y sommeillait de tout temps. L'intellectuel russe, réactionnaire ou révolutionnaire, monarchiste ou socialiste, a toujours cru que son pays était destiné à donner un grand exemple au monde entier, voire à le régénérer. Par leur prosélytisme, les bolcheviks sont foncièrement russes; ils se rattachent à la lignée des intellectuels de Moscou, bien qu'on se plaise à les considérer comme produits d'exportation étrangère.

Jusqu'à présent, seul le panslavisme réactionnaire attirait l'attention de l'étranger. Les chefs panslavistes (les Khomiakoff, les Aksakoff, les Danilewsky, les Dostoïevsky, pour ne nommer que les plus connus) prêchaient que la Russie, nouvelle venue dans la société européenne, était appelée à remplacer l'Occident « pourri de vices », glorieux de son passé, mais dégénéré physiquement et spirituellement. Avec ses institutions politiques et religieuses, — le servage, l'autocratie et l'orthodoxie, — la Russie tsariste, allait, croyaient-ils, s'imposer au monde, pour le plus grand bien de l'humanité, le conduire vers des nouvelles destinées. Dostoïevsky n'est-il pas allé jusqu'à préconiser la conquête de Constantinople à seule fin de partir de la « Ville du Milieu » tsarifiée pour la croisade panslaviste contre l'Europe gangrénée[1]?

Ce qu'on ignorait complètement à l'étranger, c'est que les ennemis mortels des panslavistes autocrates, c'est-à-dire les révolutionnaires, attribuaient à la Russie les mêmes vertus, mais en lui assignant un autre but. Ils estimaient que la Russie, du jour où elle se débarrasserait des entraves tsariennes, non seulement se mettrait au niveau des autres nations mais les devancerait toutes, passant d'emblée pardessus les stades intermédiaires et réalisant l'idéal de la civilisation.

Faute de pouvoir invoquer à l'appui de leurs prétentions les progrès réalisés par la Russie dans le domaine social et politique, ils invoquaient — suprême ironie — l'état même d'infériorité dans lequel se trouvait le peuple russe.

1. Voir l'exposé de la doctrine panslaviste dans notre étude, *la Russie sur le chemin de Byzance*, *Revue de Paris*, 15 avril 1915.

Cet état d'âme apparaît dès 1848. Aussitôt après la révolution, des discussions ont été soulevées en Russie sur le rôle du « mir ». Le « mir », on se le rappelle, est une sorte de gestion collective de l'exploitation agricole qui, surgi du servage, consacrait l'esprit routinier et réactionnaire des paysans, entravait le libre développement des esprits et de la culture, et ne servit au tsarisme qu'à mieux policer l'immense Russie rurale. Cette institution fut déclarée, à la fois par les réactionnaires et par les révolutionnaires, l'idéal de la société européenne. Les premiers soutenaient que la pauvre Europe, pour s'être plu à l'expansion de la propriété individuelle et de la civilisation industrielle, allait être livrée à des secousses révolutionnaires sans trêve ni issue, tandis que la Russie ne redoutait guère le communisme, « inhérent » à l'âme du peuple russe. L'Europe slave ne connaîtrait jamais la révolution, car le communisme, « ce monstre redoutable prêt à avaler l'Occident, paît tranquillement dans les pâturages russes ». Les organes gouvernementaux développaient à souhait ce thème depuis 1848, et la Cour y a cru jusqu'à ce que Stolypine entreprît sa campagne contre le « mir »[1].

Mais simultanément, les socialistes prônaient le même mir, le considérant non point comme une institution féodale destinée à disparaître, mais comme je ne sais quelle survivance du communisme primitif, prêt à servir automatiquement de base au communisme moderne de la société socialiste ! Dès lors, on saisit l'aboutissement de la pensée : que la Russie se débarrasse du régime politique et la voilà d'emblée placée à la tête des nations qui sont encore à se demander par quels voies et moyens elles réaliseront l'idéal de la justice sociale. L'Occident s'effacerait devant une nouvelle force historique...

Hertzen écrivait : « Bien que le mot socialisme soit inconnu du peuple russe, sa signification est proche de l'âme russe qui est toute dans le mir... Étant données les formes de communauté de la majorité de sa population, la Russie ne doit pas passer par les formes maladives de l'évolution historique, pas plus qu'elle ne doit commencer par construire d'abord les chaussées

1. Voir l'excellent ouvrage de M. Tchernicheff : *la Politique agraire en Russie depuis cent cinquante ans* (en russe), Pétrograd, 1918.

et ensuite les chemins de fer, du moment que la supériorité de ceux-ci est manifeste. » Il suffirait donc, le moment venu, de féconder l'ancien mir par la science de l'Occident pour que le monde socialiste — type suprême de l'évolution humaine — surgît de l'ordre patriarcal : les paysans semi-asiatiques sauraient en remontrer aux prolétaires civilisés de l'Occident. Pour les mêmes raisons, Hertzen soutenait en 1854 que la Russie « grâce à ses coutumes, est de toutes les nations européennes la plus proche du nouveau régime social vers lequel tend le prolétariat ». Et il concluait que « le socialisme, idée révolutionnaire en Occident, pourrait devenir en Russie une idée populaire ».

Monstrueuse idéalisation !

Que l'on s'imagine qu'à cette époque les révolutionnaires russes aient pu d'aventure imposer leurs conceptions, on voit qu'elles auraient conduit l'Europe à l'exclusivisme agricole et détruit la civilisation industrielle. Quand on constate à quel dédale fantaisiste et réactionnaire conduit ce messianisme chez un homme comme Hertzen qui de cent coudées dépasse les pygmées de la pensée bolcheviste, on comprend mieux le danger d'une logomachie soi-disant humanitaire.

A aucun précurseur socialiste il n'a été donné de vaincre cet utopisme bien national. Tchernichevsky ne tendait-il pas aussi la main au panslavisme, par-dessus le tsarisme aboli et le mir conservé ? Et le tempérament ardent de Bakounine n'a pas pu résister à l'ambiance générale de l'illuminisme ; il poussa son messianisme jusqu'à soutenir que les brigands qui pullulaient à cette époque dans le pays pourraient bien constituer les cadres d'un parti communiste bien résolu, tout comme les *lazzaroni* à qui il assignait une place prépondérante dans un coup d'État conçu en Italie.

Le célèbre « manifeste révolutionnaire à la jeunesse », lancé en 1861, résume à merveille le panslavisme révolutionnaire :

Nous ne voulons pas du prolétariat, de l'aristocratisme et de l'étatisme. Nous avons toute possibilité d'éviter le misérable sort de l'Europe. Nous ne devons pas prendre le chemin d'une Saxe, d'une Angleterre ou d'une France quelconque. Est-ce que ces pays ont le communisme agraire? Est-ce que chez eux tout citoyen, tout paysan

peut devenir propriétaire? Non. — Et chez nous, oui ! Nous sommes un peuple arriéré, et c'est là notre salut.

Il a fallu que feu Plekhanoff revisât cette doctrine pour qu'elle disparût des publications socialistes russes, mais elle est demeurée dans les cœurs russes. Un orgueil étrange se mêle à cette foi qui apparaît aujourd'hui dans sa plénitude par l'épanouissement du messianisme bolcheviste. Que de fois, en Russie, après une longue conversation avec un révolutionnaire ou un bolcheviste, entendis-je ce refrain : « On ne nous comprend pas. Nous avons un mot nouveau à dire à l'Europe. »

Il faut ajouter que Karl Marx n'a pas résisté à l'emballement de ses compagnons russes. Dans sa fameuse lettre à Mikaïlowsky (1877), il annonçait : « Si la Russie continue à marcher sur le chemin qu'elle a pris en 1861, elle perdra l'occasion la plus magnifique que jamais l'histoire ait donnée à un peuple d'éviter toutes les vicissitudes du capitalisme. » Et cinq ans après, dans la préface à la traduction du Manifeste Communiste, il surenchérissait : « Si la révolution russe est le signal de la révolution prolétarienne dans l'Occident, l'une complétant l'autre, l'actuelle possession collective du sol en Russie pourra servir de point de départ à l'expansion communiste. »

Pareille consécration du messianisme russe, par la plume de celui qui de tout temps fut un grand adversaire du panslavisme, alimenta bien des illusions, bien des espoirs.

*
* *

Aussi bien, à peine le tsarisme fut-il tombé, le messianisme traditionnel l'emporta sur l'esprit critique des marxistes passés par l'école de Plekhanoff.

Presque tous les socialistes russes, y compris Kerensky, étaient partisans du programme de Zimmerwald. Mais on ne saurait trop insister sur le fait qu'ils se rapprochaient bien plus de la tendance de Lénine que de celle des Français ou des Allemands qui s'y rencontraient avec eux. Or les délégués français n'ont pas pu s'entendre avec Lénine, dont le dessein était de transformer la guerre mondiale en une guerre civile.

Et Trotsky en même temps développait l'idée qu'il fallait « profiter » de la guerre et faire une révolution socialiste afin de hisser au pouvoir un parti politique qui représenterait le prolétariat ; jamais les syndicalistes français ne purent se rallier à cette conception qui serait la négation de leur idéal.

Avec des restrictions qui ne changeaient pas grand'chose quant au fond, les socialistes russes partageaient, à quelques exceptions près, tous les espoirs de Lénine. Seule la révolution sociale saurait faire cesser la guerre mondiale d'une bonne façon en instituant la paix éternelle par le régime socialiste. D'où leur indifférence pour les garanties d'une paix durable. D'où leur mépris pour le programme Wilson, mépris que certains partis (socialistes révolutionnaires) cherchent à dissimuler depuis que les bolcheviks sont au pouvoir. D'où leurs haussements d'épaules quand on dit en leur présence : « société des nations ». En dehors de la révolution mondiale, pas de salut. Simplisme qui permet d'ignorer la complexité des problèmes soulevés par la guerre et de nier tout effort tendu vers un stade supérieur des relations internationales. A quoi bon étudier, discuter, quand le mot « impérialisme » suffit pour aveugler par sa clarté tout problème international, si complexe qu'il soit ! Alors qu'en 1793, les Hébert et les Anacharsis Cloots qui méconnaissaient dans le monde humain la loi de l'évolution historique, ne formaient qu'un petit noyau de sectaires, ils sont légion dans la Russie révolutionnaire.

Et naturellement, comme la révolution russe éclata la première, elle devait donner le signal à toutes les autres. Dès le 15 mars 1917, on pouvait lire dans des *Isvestia* (nº 3) la petite note que voici :

A Berlin, voilà trois jours qu'une révolution sanglante est en marche.

Et depuis lors, avec une ténacité incroyable, les socialistes russes continuent à entretenir parmi les soldats et la population lafoi dans la révolution mondiale imminente. Révolution-Providence qui résoudra d'elle-même toutes les questions vitales pour la Russie. Doctrine à la taille du Russe prompt à

s'adonner au fatalisme du bien comme du mal à condition qu'on ne lui réclame pas d'efforts personnels.

Le Soviet de Pétrograd de la première période, bien qu'il se déclarât hostile au bolchevisme, écrivait dans son appel du 1er mai 1917 que la révolution russe « est le premier cri d'indignation, le premier échelon de l'armée internationale du travail lancée contre le crime de l'impérialisme international. C'est non seulement une révolution nationale mais aussi la première étape de la révolution internationale qui mettra fin à la honte de la guerre et donnera la paix à toute l'humanité ».

De même que Kerensky qui avant de se heurter aux difficultés du pouvoir s'adonnait aux mêmes illusions, Tseretelli, qui au contact de la réalité devint rapidement prudent, paya son tribut à l'illuminisme général. En rentrant du bagne, dans son premier discours public, il s'écriait : « Nous sommes profondément convaincus que cet appel fraternel sera entendu en dehors de la Russie. Il sera entendu par le pays qui est en guerre avec nous, et les peuples aveuglés par les luttes fratricides se donneront les mains pour faire la paix par-dessus les têtes des gouvernements. » Deux semaines après sa rentrée, Tseretelli commettait encore la faute insigne, qu'il essayait ensuite de réparer par d'honnêtes efforts, de dénoncer comme hypocrite l'idée même de la lutte contre le militarisme allemand; à la réunion des membres des quatre Doumas, emporté par le désir de combattre les critiques bourgeois des Soviets, il disait que « la destruction du militarisme d'un pays étranger par la force armée est le meilleur moyen d'implanter le militarisme et la barbarie dans son propre pays ». Lui aussi, à cette date, se refusait à identifier le peuple et le gouvernement en France et en Angleterre; il ajoutait : « Nous y verrons bientôt la même preuve éclatante qu'en Russie. »

Quand, plus tard, Tseretelli et ses amis abandonnèrent l'idée de conduire la politique extérieure de la Russie selon les concepts messianiques, les bolcheviks eurent beau jeu pour présenter ce revirement aux yeux des masses comme une trahison par vénalité (« l'or de l'Entente »). Qu'un chef d'un parti, instruit par les événements, cherchât à baser la politique extérieure sur des données plus réalistes, aussitôt il se trouvait débordé, la gauche pratiquant la surenchère afin de

s'emparer du pouvoir. Si bien que jamais la Russie nouvelle n'a cessé de « miser » sur la révolution mondiale. Le parti socialiste révolutionnaire, tout-puissant pendant la période pré-bolcheviste et dont se réclamait Kerensky, son délégué au gouvernement provisoire, ne manqua pas à la tradition :

On me demande, disait Tchernoff au congrès du parti, à Moscou (juin 1917), quel est le moyen d'accélérer la révolution dans les démocraties de l'Occident. Nous l'avons, ce moyen : c'est notre levier international que nous agitons lorsque nous convoquons par exemple, au nom du Soviet, la conférence internationale socialiste de Stockholm. Et ce travail donne déjà ses fruits. Chaque jour nous apprend que la politique révolutionnaire et socialiste qui était en stagnation là-bas s'éveille à la nouvelle vie, sous la pression de notre levier international.

Bref, les chefs de la première et de la seconde période de la révolution ne différaient au fond que par la tactique : conférences internationales sous le régime du premier Soviet, propagande extra-légale sous le bolchevisme. Le principe de la politique extérieure est le même : les uns et les autres épient avidement la face sociale de l'Occident; ils espèrent y surprendre les premiers indices de la guerre civile mondiale se déclenchant sous l'influence ou au signal des événements russes; les uns et les autres sont partisans de la conception purement catastrophique du socialisme qu'ils voudraient voir se propager à travers l'univers, sans se demander si les classes appelées à se substituer aux anciennes classes dirigeantes sont prêtes à assumer la tâche immense qu'on attend d'elles dans l'intérêt de la collectivité et non pas dans leurs intérêts particuliers et égoïstes.

Au même congrès du parti socialiste révolutionnaire qui dominait le Soviet, on a vu un leader, Awksentieff, dont le rôle dans l'élaboration des directives à l'usage du gouvernement provisoire fut de toute importance, s'élancer tête basse dans les prophéties léninistes : « Tous nous soutenons qu'il faut que la révolution russe soit la première étincelle de l'embrasement général révolutionnaire. La thèse qui est prise, par le camarade Gotz pour base de la résolution adoptée par le conseil des délégués paysans est tout à fait exacte. Cette thèse la voici : la démocratie russe conduit maintenant la guerre pour

réaliser l'union internationale de toutes les classes laborieuses; et c'est là sa force, qui peut et qui doit être décisive; la démocratie russe est le facteur qui déterminera la lutte si les classes dirigeantes des pays belligérants veulent continuer cette guerre. Je dis, s'exclama Awksentieff, que le flambeau qui embrasera l'Europe, c'est la révolution russe. »

Cela se disait, cela se propageait six semaines avant l'offensive du mois de juillet 1917 ! Même dans des têtes plus solides et plus instruites que celles des paysans russes, pareilles campagnes eussent pu suffire pour jeter le trouble. Enfin, un mois avant le coup d'État bolcheviste, en septembre 1917, la Conférence Démocratique, dans son appel au « monde entier » rédigé par les modérés du premier Soviet, à l'exception des bolcheviks, proclamait qu'elle attendrait « avec confiance l'heure où les peuples des deux coalitions en guerre se soulèveront au nom de la conclusion immédiate de la paix démocratique générale et imposeront leur volonté malgré toutes les forces sociales qui cherchent à prolonger la guerre dans des buts de conquête ».

Un mois plus tard, les bolcheviks parvenus au pouvoir poussèrent ce messianisme et cette doctrine de la guerre civile mondiale à leur aboutissement logique. Qui nierait la continuité? La véhémence vaine des uns devint activisme chez les autres : le fond de la pensée resta le même.

Depuis que le gouvernement des Soviets est installé officiellement en Russie, c'est-à-dire depuis la fin du régime de la dualité du pouvoir, inauguré par Kerensky, la politique extérieure bolcheviste ne cesse de miser sur la révolution mondiale. Cela n'empêche pas d'ailleurs qu'au besoin les chefs bolchevistes n'hésitent pas à railler les espoirs de révolution imminente dès que les circonstances exigent d'eux une de ces nombreuses palinodies auxquelles ils ont recours d'habitude pour se cramponner au pouvoir. Personne n'a flagellé plus férocement les dupes innocentes de la phrase révolutionnaire léniniste que Lénine lui-même, en grand opportuniste cynique s'il en est. Sur cette comptabilité double en matière de politique extérieure, nous reviendrons tout à l'heure; pour le moment, c'est le côté idéologique de la révolution qui nous intéresse.

Or, il est incontestable que, pour les besoins de sa cause, le bolchevisme officiel a exaspéré le messianisme dans la masse de ses adeptes, le poussant jusqu'au délire. Si, avant le coup d'État de novembre 1917, les bolcheviks apercevaient confusément dans la révolution mondiale une sorte d'assurance contre le retour de la réaction, maintenant c'est l'instinct de la conservation qui les fait s'accrocher à l'illusion suprême : Lénine, de son propre aveu, a fait une « expérience » sociale avec la Russie. Il ne peut garder le pouvoir que si d'autres pays se lancent dans une aventure analogue qu'il souhaite et exige au nom de la prétendue solidarité prolétarienne.

C'est pourquoi les bolcheviks entretiennent sans se lasser la foi dans la force d'attraction que la révolution russe exerce, à les entendre, sur l'univers entier. Dans les jours les plus sombres du régime bolcheviste où, sous les coups du général Hoffmann conduisant les armées allemandes encore intactes, s'envolaient les dernières illusions sur les vertus de la diplomatie révolutionaire de Trotsky, où Lénine lui-même protesta contre le messianisme romantique, le traitant irrévérencieusement de « gale révolutionnaire », on pouvait lire dans les journaux officiels des Soviets des notices, voire des articles entiers destinés à prouver au peuple l'imminence de la révolution mondiale. A parcourir aujourd'hui ces quotidiens avec leurs manchettes flamboyantes on ne sait ce qu'il faut le plus admirer : l'imagination facile des bolcheviks ou leur art de berner le peuple.

Le 1er décembre 1917, la *Pravda* publie en caractères énormes :

En Europe l'incendie révolutionnaire s'étend. Zurich en émeute es entourée de troupes. A Lyon, de graves désordres. L'Asie se soulève. Les Soviets sont créés aux Indes.

J'ai relu la collection de la *Pravda* et des *Izvestia :* presque tous les jours les nouvelles de ce genre étaient lancées aux Russes tenus en haleine par l'agence télégraphique bolcheviste qui excellait dans la fabrication des informations fausses. Tantôt c'était la France, tantôt le Siam ou le Canada ou la Chine qui instituait la dictature du prolétariat pour venir

à la rescousse de Lénine. Déjà les promesses et les fanfaronnades de Trotsky aboutissaient au honteux traité de Brest-Litovsk. Déjà l'abîme s'ouvrait devant la Russie dépecée, mais la *Pravda* continuait à leurrer ses lecteurs :

Notre pensée devance un peu les événements et déjà notre imagination esquisse un énorme sanatorium que prépare l'histoire pour tous les fossiles du régime féodalo-bourgeois. Dans les étages supérieurs de ce sanatorium on installera les ex-rois et empereurs avec Nicolas Romanoff en tête ; au second étage, les ex-ministres bourgeois : les Milioukoff, les Ribot, les Wilson, et au rez-de-chaussée une place sera réservée aux anciens chefs de l'internationale ouvrière et aux social-patriotes ministrables : les Plekhanoff, les Renaudel, les Scheidemann, les Victor Adler qui rédigeront leurs mémoires historiques sous la présidence du perpétuel Vandervelde. » (1er décembre 1917.)

Il n'y a pas jusqu'aux poètes décadents qui ne s'en mêlent :

Russie, Russie, c'est toi le Messie de l'aube qui pointe.
Dans tes lourdes pattes asiatiques craquera la vieille Europe, etc., etc.

Bref, la révolution russe enterrait le vieux monde et bâtissait le nouveau, en distribuant les rôles selon son entendement.

II

LE MILITARISME BOLCHEVISTE

J'entendrai toujours Zinovieff, le plus démagogue de tous les bolcheviks, clamer dans la grande salle blanche du Smolny, les premiers jours de l'avènement du bolchevisme : « Nous venons de créer la garde rouge, nous comptons bien qu'elle se battra sur les barricades à Berlin et place de la Concorde à Paris. »

Le bolchevisme n'a jamais été pacifiste. A la garde rouge s'est substituée l'armée rouge. Et, depuis lors, un néo-militarisme s'épanouit en Russie, d'autant plus dangereux qu'il garde la logomachie humanitaire et se dissimule sous un masque socialiste. Issu d'un coup d'État politique, d'un acte

de violence, s'implantant à force de décrets, le régime des Soviets russes cherche à se propager dans le monde également par la violence. Il n'a pas d'autres moyens à sa portée, et c'est pourquoi le gouvernement des Soviets est l'adversaire résolu du désarmement général, le persifleur de toutes les procédures d'arbitrage entre les peuples, l'ennemi implacable de la Ligue des nations.

L'article 15 du nouveau programme bolcheviste, élaboré au dernier congrès du parti un an et demi après l'avènement de Lénine, ne laisse aucun doute à cet égard :

La guerre impérialiste ne pouvait nullement aboutir à une paix équitable : elle ne pouvait même pas se terminer par la conclusion entre les gouvernements bourgeois d'un traité tant soit peu durable. Elle se transforme à nos yeux en guerre civile menée par des masses laborieuses, le prolétariat en tête, contre la bourgeoisie.

La vigoureuse poussée incessante du prolétariat, notamment ses victoires dans divers pays, incite les exploiteurs à la résistance et provoque la création de nouvelles formes d'alliances capitalistes internationales (ligue ou société des nations, etc.). Cela produit inévitablement des guerres civiles et des guerres révolutionnaires menées soit par des pays où le prolétariat au pouvoir se défend, soit par des populations opprimées qui luttent contre le joug des puissances impérialistes.

Dès lors, la devise des pacifistes préconisant le désarmement international sous le régime du capitalisme, les tribunaux d'arbitrage, etc. est pire qu'une utopie révolutionnaire. Elle vise à tromper les travailleurs, à obtenir le désarmement du prolétariat et à détourner celui-ci de son devoir de désarmer les exploiteurs. (*Isvestia* de Moscou, 26 février 1919.)

Fidèle à leur méthode de justifier par des considérations théoriques leurs moindres actes, les bolcheviks se devaient d'exposer amplement « leur politique dans la création de l'armée ». C'est sous ce titre que Trotsky publiait ses thèses dans les journaux officiels (notamment dans la *Commune du Nord* du 28 février 1919). On n'aura pas de peine à démêler sous des phrases plus ou moins emphatiques un esprit néo-militariste dont est pénétré tout ce document extrêmement curieux :

Aussitôt que la lutte des classes se transforme en une guerre civile et brise le droit bourgeois et les institutions bourgeoises, l'idée de la milice nationale perd toute sa signification, de même que le parle-

mentarisme démocratique devient une arme dans les mains de la réaction. La période actuelle de la révolution prolétarienne est une guerre civile que le prolétariat a déclarée à tous les pays bourgeois et à toutes les armées bourgeoises, sans voir si celles-ci sont démocratiques ou non. La victoire du prolétariat, dans cette guerre civile, aura comme résultat inévitable la création d'un gouvernement de prolétaires...

Nous devons créer une armée d'ouvriers et du prolétariat des champs qui recevra son instruction en dehors des casernes dans des conditions répondant aux habitudes de la classe ouvrière... Nous aurions la meilleure armée si nous la fondions sur le principe de l'instruction militaire obligatoire des paysans dans des conditions analogues à leur travail habituel. Une pareille armée, formée au fur et à mesure de l'industrialisation du pays et de la préparation du corps commandant, deviendrait l'armée la plus invincible du monde. Nous avançons dans cette voie et nous atteindrons notre but tôt ou tard.

Trotsky s'étend ensuite sur l'organisation des troupes régulières et la préparation militaire générale. Et ces passages ne sont ni les moins instructifs ni les moins curieux de sss thèses. Mais là où éclate toute la duplicité du bolchevisme, c'est dans la question du commandement. On veut faire croire à l'étranger que la Russie des Soviets est dirigée par le prolétariat, alors qu'en réalité le prolétariat russe ne sert que de matériel humain pour une expérience sociale entreprise par un parti politique de petits bourgeois et de déclassés qui détiennent le pouvoir prétendu ouvrier et paysan. Pourrait-on s'attendre dès lors à ce que cette armée de prolétaires et de paysans fût dirigée par de vrais prolétaires et paysans? Trotsky est entouré d'un état-major d'officiers supérieurs ayant appartenu à l'ancien régime, dont beaucoup ont une grande valeur et dont l'ambition trouve là un terrain autrement propice que sous le tsarisme. Trotsky sait bien défendre leur cause :

Si même nous avions la possibilité de créer en peu d'années un nombre suffisant de nouveaux chefs, il n'y aurait aucune raison de refuser le concours de ceux des anciens officiers qui se sont ralliés aux Soviets et même de ceux qui se sont vus contraints à nous servir consciencieusement. L'idée qu'une armée prolétarienne doit avoir ses propres officiers prolétaires n'est qu'une pure fantaisie.

Certes Trotsky allègue qu'il suffit de maintenir l'esprit d'une armée dans le sens soviétiste pour qu'elle reste purement

prolétarienne, malgré ses cadres de ci-devant. Mais c'est comme pour la dictature du prolétariat, dont les dictateurs ne sont pas des prolétaires.

D'ailleurs le programme nouveau du parti bolcheviste que nous avons déjà cité expose dans son article 34, d'une façon suffisamment explicite, les principes fondamentaux du militarisme soviétiste, et on y lit :

La collaboration, à l'œuvre d'organisation de l'armée et à la direction des opérations stratégiques, de spécialistes en matière d'art militaire ayant passé par l'école de l'ancien régime est de toute nécessité.

On peut être de telle ou telle opinion sur la valeur combative de l'armée rouge créée par le gouvernement des Soviets, mais on ne peut pas nier qu'elle forme un élément essentiel de la politique extérieure léniniste. Qu'un désarmement général international soit aujourd'hui décrété d'un commun accord par tous les gouvernements composant la Ligue des Nations, il y aura un pays qui ne désarmera pas, qui conservera son armée actuelle, c'est la Russie des Soviets. Elle ne désarmera pas, parce que ce serait contraire aux principes de ses chefs qui estiment que le désarmement rendrait difficile sinon impossible la guerre civile mondiale. D'ailleurs le soldat de l'armée rouge ne consentira pas à rentrer dans son foyer tant que dure le régime des Soviets. Par ces temps de famine et de chômage provoqués par la désorganisation générale de l'industrie et du commerce, seul le soldat est de tous les citoyens de la république des Soviets assuré d'être nourri et vêtu. Puis comment résister à la tentation de piller telle ville prise d'assaut? Qu'on y prenne garde : les chefs bolchevistes comptent bien que le jour où leur armée ne pourra plus vivre sur le pays, ils n'auraient pas grand'peine à la lancer dans des contrées plus fertiles...

Les prétextes ne manqueraient pas. C'est toujours au nom du socialisme que les bolcheviks opèrent. On partirait en croisade pour socialiser l'Europe trop « embourgeoisée ».

Seule, dit l'article 16 du nouveau programme. la révolution communiste prolétarienne est capable de faire sortir l'humanité de l'impasse où l'ont engagée les guerres impérialistes.

Quelles que soient les difficultés de la révolution, quels que soient ses échecs temporaires possibles et les assauts de la contre-révolution, rien ne pourra empêcher en définitive la victoire prolétarienne qui est inévitable.

Ainsi l'objectif de la politique extérieure des Soviets est précisé avec toute la netteté voulue, et bien entendu cette révolution que les bolcheviks préconisent comme panacée pour le monde entier ne doit y prendre que la forme soviétiste. Le porte-parole de Lénine, feu Sverdloff, président du Comité exécutif des Soviets, formula cette idée en une phrase saisissante :

La révolution mondiale triomphera comme révolution bolcheviste ou elle ne triomphera point.

Et les flagorneurs de Lénine voient déjà leur idole nommée président de la République universelle des Soviets.

Toutefois la phraséologie officielle du bolchevisme et les visées de ses chefs sont tels qu'ils se transforment suivant les opportunités.

III

L'ALLIANCE GERMANO-RUSSE

Quelle est en effet la formation de l'esprit des chefs bolcheviks? Ils montrent l'amalgame bizarre d'un délire messianique bien russe et du rationalisme desséchant germanique. La plupart d'entre eux ont fréquenté l'université allemande. Tous ont reçu leur éducation socialiste dans les écrits marxistes et économiques de langue allemande. Admirateurs sans bornes de la social-démocratie allemande, ils ne lui ménageaient pas leurs éloges avant la guerre, et, dans tous les congrès internationaux, s'en constituaient les lieutenants fidèles. Ils apprirent par des vulgarisateurs allemands que la France est le pays des petits-bourgeois, pays en décadence, incapable de s'industrialiser et destiné à être le satellite d'une grande puissance quelconque. Les socialistes allemands leur ont enseigné

également un mépris profond pour le mouvement ouvrier français et tout spécialement pour le syndicalisme. La culture allemande jointe à la doctrine du matérialisme historique de Karl Marx (simplifiée d'ailleurs par les bolcheviks jusqu'à l'absurde) en a fait des amoraux. C'est uniquement la force qu'ils admirent; c'est uniquement les rapports des forces qu'ils voient dans une société et par lesquels ils mesurent l'infériorité ou la supériorité d'une nation.

Durant la guerre, ils furent singulièrement sensibles aux arguments apportés par la propagande allemande, surtout ceux d'entre eux qui vécurent en Suisse jusqu'à la chute du tsarisme. Si on enlève de leurs déclamations le vernis internationaliste et anticapitaliste, on constate avec surprise qu'ils partagent sur les origines et les responsabilités de la guerre toute la conception officielle de la *Wilhelmstrasse*.

Ils ne cachaient pas leur admiration pour le « génie d'organisation allemand ». Quand Lénine rédigea le programme économique de la révolution prolétarienne, comment procéda-t-il? Il s'empara des méthodes de réglementation et d'étatisme introduites par les puissances centrales et les transplanta sur le sol natal, parce que « ce qui a été réalisé par l'Allemagne des hobereaux pourrait être parfaitement réalisé en Russie par les Soviets ».

D'ailleurs ni lui ni ses acolytes n'ont apporté aucune idée nouvelle; et, même en pleine révolution, pour prouver la supériorité du régime des Soviets sur d'autres, Lénine ne trouve pas mieux que de bourrer son livre de citations de Karl Marx arrangées plus ou moins à la sauce bolcheviste.

Si encore les révolutionnaires russes s'étaient bornés à imiter l'organisation allemande dans le domaine économique ! Cela leur eût profité. Mais, convaincus que la structure économique et sociale de l'Allemagne était infiniment supérieure à toutes les autres et que l'État allemand était au point de vue industriel le plus avancé et le plus moderne dans la société, ils en ont conclu sans ambages que l'Allemagne était destinée à abattre tous ses ennemis. Cette foi en la victoire allemande, cette résignation à la défaite de la Russie, beaucoup d'autres intellectuels russes, il est vrai, l'ont partagée; mais chez les marxistes habitués à ne considérer que le côté

matériel du problème, elle est devenue un dogme. Pour tout témoin de la révolution, elle était exaspérante, cette mentalité de vaincus, surtout parce qu'elle se dissimulait sous des formules ultra-internationalistes et démocratiques.

Aussi bien, la diplomatie bolcheviste en fut tout imprégnée. Pourquoi sont-ils allés à Brest-Litovsk, les représentants du gouvernement des Soviets? Parce qu'ils ont promis, démagogues impudents, à la masse des soldats qui se prélassaient dans les garnisons des grandes villes, la paix immédiate, et c'est à ce prix que cette masse les hissa au pouvoir. Mais dans quel état d'esprit y sont-ils allés? Est-ce en propagandistes internationalistes comme ils voulaient en persuader le monde? Non, ils s'y sont présentés en vaincus avec la certitude profonde de l'inévitable victoire allemande sur laquelle ils avaient misé, trop convaincus pour qu'ils essayassent de s'appuyer sur l'Entente. Quelles que puissent être les fautes diplomatiques de l'Entente à ce moment, il ne faut pas oublier qu'elle fut trahie par les bolcheviks, non pas à cause de l'incompatibilité des conceptions sociales, mais bel et bien à cause de la soumission humiliante de ces ultra-révolutionnaires devant la force germanique. Rien ne peut atténuer l'effet de l'aveu fait par Trotsky lui-même dans un discours prononcé dix mois après la paix de Brest-Litovsk, à la réunion solennelle du Conseil exécutif des Soviets et autres organisations révolutionnaires convoquées le 3 octobre 1918 à Moscou, pour envisager la situation créée par l'approche de la victoire de l'Entente. Trotsky disait :

Pendant toute la première période de la guerre, l'Allemagne dominait le monde sans interruption. Sa domination augmentait toujours et l'Allemagne accoutumait tout l'univers à croire que sa supériorité et que son impérialisme sont immuables. L'industrie de guerre allemande, l'organisation de sa noblesse en caste, la supériorité de la discipline et de l'intelligence du peuple allemand, tout cela réuni créait une machine de guerre devant laquelle s'inclinaient les forces réunies de la France, de l'Angleterre, de l'Italie, de la Russie et des autres petits alliés. L'Allemagne dictait, par la gueule de ses canons, sa volonté au monde entier, et il semblait à tous qu'elle subjuguait, pour une époque indéterminée, toute l'Europe : elle s'était emparée d'un énorme territoire en France, elle sapait la suprématie navale de l'Angleterre par ses innombrables sous-marins. *Il semblait que la*

suprématie de l'Allemagne était assurée pour des générations entières, sinon pour l'éternité. (*Isvestia*, 4 octobre 1918.)

Voilà dans quel état d'âme ce révolutionnaire entama les négociations avec le gouvernement de Ludendorff : en vaincu et non en internationaliste.

Pourtant, sur la foi de promesses formelles données à maintes reprises par le gouvernement des Soviets, la Russie tout entière était en droit d'exiger que les bolcheviks fissent une guerre révolutionnaire à l'Allemagne, « la guerre sacrée ». Mais quand l'heure d'agir et d'organiser cette guerre fut arrivée on assista à un spectacle sans précédent : alors que les journaux bolcheviks par des manchettes flamboyantes appelaient les fidèles à la résistance, les colonnes des mêmes journaux s'ornaient d'articles massifs et doctes dans lesquels le chef du gouvernement, Lénine en personne, prouvait la vanité, l'inutilité, l'intempestivité de toute résistance et flagellait les « phraseurs » révolutionnaires. Non seulement il ne voulut pas organiser la guerre des guerrillas, mais il entrava tout effort des sincères (le procès de Dybenko l'a démontré). Si bien qu'aux yeux mêmes des plus illuminés, le rôle de Lénine et de Trotsky commençait à sembler suspect. J'ai entendu dans les couloirs du palais de Tauride, fin février, la nuit où le conseil exécutif des Soviets votait la paix, un matelot bolcheviste qui participa aux émeutes de la flotte de la mer Noire de 1905, crier, au comble de la surexcitation, devant une quarantaine de délégués : « Lénine agit comme un agent allemand. » Et même Radek, un des négociateurs de la paix, écrivait dans le *Communiste* (nº 4) :

Nous nous rendons à la merci de l'impérialisme allemand. Mais ce n'est pas le geste de Brest-Litovsk (formule ni paix ni guerre) qui a rendu la chose possible. La responsabilité retombe sur ceux qui capitulent et remettent la lutte à demain, sur ceux qui aident l'impérialisme allemand par leur silence.

En vérité, si on résume toute cette histoire de la paix de Brest-Litovsk, on voit bien que Lénine a fait là un essai d'alliance avec l'Allemagne impérialiste. Son habileté ordinaire l'a conduit à la dissimuler sous une phraséologie marxiste.

Il s'évertuait à démontrer à ses fidèles qu'il ne s'agissait que d'obtenir une trêve afin de mieux cultiver « l'oasis » socialiste qu'est devenue la Moscovie dans le désert mondial de l'impérialisme. Mais l'attitude plate de ces révolutionnaires devant l'envoyé de l'empereur Guillaume, le comte Mirbach, démontrait bien que la collaboration avec les impérialistes allemands était à cette époque la base de la politique extérieure des Soviets. Et rien ne prévaudra contre le fait que Trotsky et Lénine ont fait fusiller le révolutionnaire ardent et sincère Alexandroff, mort comme un héros, pour avoir fomenté le complot contre l'ambassadeur impérialiste von Mirbach.

Le jour où il fut manifeste que les Empires Centraux allaient vers la défaite irrémédiable, en dépit des calculs et de la certitude « mathématique » et marxiste de Lénine, l'idée de pacte avec l'Allemagne devint infiniment plus séduisante à elle pouvait être exprimée de vive voix sans froisser la susceptibilité socialiste des naïfs. Et c'est dans l'attitude prise à ce moment qu'on trouvera la pensée intime des chefs bolcheviks qui dirigent la politique extérieure des Soviets.

La révolution n'avait pas encore éclaté en Allemagne que les bolcheviks couraient déjà à la rescousse pendant que les troupes des Alliés n'exerçaient qu'une pression sur le front ébranlé. L'Entente triomphante, quel danger pour le libre développement démocratique de l'Allemagne ! Et Lénine annonçait : « Le prolétariat russe ne se contente pas d'observer avec attention les événements en Allemagne. Il se propose de tendre toutes ses forces pour aider les ouvriers allemands à qui sont échus les plus dures épreuves, le plus difficile passage de l'esclavage à la liberté, la lutte la plus tenace contre les impérialistes anglo-français. Le temps est proche où les circonstances peuvent exiger de nous une aide à ce peuple allemand qui est en train de s'émanciper de son impérialisme contre l'impérialisme anglo-français. » Plein de générosité, d'ailleurs platonique, le chef du gouvernement des Soviets exhortait tous les paysans russes à former immédiatement (dans les décrets du gouvernement des Soviets tout se fait « immédiatement ») des stocks de blé afin que cette Russie, que les bolcheviks n'arrivent pas à ravitailler et dont les cités meurent d'une agonie

lente mais sûre, alimentât la population allemande supposée en révolte contre l'impérialisme franco-allemand. Que ne ferait-elle pas, la Russie des Soviets, pour prouver sa solidarité internationaliste du moment qu'il s'agit de l'Allemagne? Elle formera vers le printemps 1918, clamait Lénine, « *non plus une armée rouge de un million d'hommes, mais de trois millions pour faire face à ses devoirs à l'égard de l'Allemagne* ».

Surenchérissant comme toujours, Trotsky, dans la même réunion, après la lecture de ces propositions léninistes, exaltait déjà les merveilleux effets qui devaient résulter de l'alliance russo-allemande :

Nous pouvons dire avec certitude que le prolétariat allemand, avec son éducation technique d'un côté, d'un autre notre Russie si riche par sa nature et ses deux cents millions d'habitants formeront un bloc puissant contre lequel se briseront les vagues de l'impérialisme. Peut-être demain la classe ouvrière de l'Allemagne va nous demander de lui porter notre secours et peut-être demain tendra ses mains vers le pouvoir. Elle nous aidera à organiser les chemins de fer, et nous, des provinces de Samara et de Volga où j'ai vu des réserves inépuisables de blé, nous acheminerons nos richesses vers l'Allemagne et les partagerons avec la classe ouvrière allemande pour la lutte commune. (*Isvestia*, 4 octobre 1918.)

Le lendemain, Radek écrivait gravement :

Que les ouvriers allemands sachent que, lorsqu'ils prendront en main le lourd héritage de la guerre impérialiste, un gardien fidèle de leur révolution se dressera à l'est. *Nous barrerons la route à l'impérialisme des Alliés vers le Berlin rouge avec nos corps, et s'il le faut les jeunes régiments de notre armée rouge combattront le Capital pour la révolution allemande sur le Rhin.* (*Isvestia*, 5 octobre 1918.)

Le voilà le programme de l'alliance germano-russe, la revanche contre la paix de Versailles ! Ah, je sais bien que les bolcheviks riposteraient en invoquant leur devoir soi-disant prolétarien. Mais ils ne réussiront pas à donner le change. Voulût-on se placer sur leur terrain, on devrait exiger, nous semble-t-il, qu'ils tinssent le plateau égal quand il s'agit des intérêts des classes laborieuses de différentes nations. Cependant, quelle fut leur attitude à l'égard de la France dans un moment tout à fait symétrique, lors de la seconde poussée allemande vers Paris? Les bolcheviks comme tous les Russes

étaient persuadés alors que la France allait être écrasée et que partant la révolution était inévitable chez nous. Ne devaient-ils pas venir, au moins verbalement, à l'aide du prolétariat français menacé par l'impérialisme germanique, et faire preuve de la même solidarité qu'ils allaient témoigner quelques mois plus tard à l'Allemagne, puisque les deux blocs de belligérants poursuivaient à leurs yeux le même but impérialiste et se valaient ? Oui, ils publièrent un appel aux classes laborieuses de l'Europe et aux ouvriers français ils osèrent dire : « Vous versez votre sang sur la Marne pour les intérêts du Capital », prêchant ainsi aux Français la résignation, la soumission devant l'inévitable victoire allemande. Ils ne leur proposaient point de « barrer la route » vers le vieux Paris révolutionnaire avec les corps des gardes rouges russes. Le contraste des deux attitudes est suffisamment édifiant.

Il est inutile de relater ici toutes les péripéties des négociations germano-russes qui se poursuivent avec intermittence depuis la révolution allemande. Malgré les déclamations bolchevistes contre le gouvernement Ebert-Scheidemann, Lénine consentirait à marcher de pair avec lui, les industriels et les financiers allemands encourageant tout essai de rapprochement avec la Russie centrale. On sait d'ailleurs que cette répulsion n'a pas empêché Lénine de traiter dans les coulisses, par l'intermédiaire de Radek, avec les socialistes abhorrés du kaiser pour arranger le scénario de la paix de Brest-Litovsk d'accord avec Guillaume II [1].

A maintes reprises le gouvernement de Lénine déclara qu'il était prêt à soutenir les désirs de la revanche allemande ; il exhorta le gouvernement d'Ebert à se soustraire aux engagements de la paix de Versailles. Les intérêts allemands et bolcheviks sont identiques à cet égard, bien que l'objectif soutenu par les uns et par les autres diffère.

1. On trouve la confirmation de ce fait, relaté d'ailleurs déjà par Radek, dans les *Notes sur la révolution bolchevique*, publiées par le capitaine Jacques Sadoul : « Une conférence a eu lieu à Stockholm entre les représentants du gouvernement révolutionnaire et les délégués des majoritaires allemands. Ceux-ci s'engagent à faire une propagande active pour obtenir l'armistice et l'ouverture des pourparlers sur les bases proposées par la révolution russe (page 89). » L'histoire nous révélera sans doute des détails de ces honteuses tractations entre les bolchevistes intransigeants et les envoyés de Guillaume II.

IV

LA PAIX PAR LA GUERRE CIVILE

Certes, le gouvernement des Soviets, tout belliqueux qu'il est, a trop intérêt à obtenir une trêve au moyen de laquelle il referait ses forces pour ne pas désirer une paix officielle avec les Alliés. Il n'y a pas longtemps encore, il est vrai, qu'il laissait échapper les occasions qui se présentaient à lui, tant il était sûr que sa politique extérieure, tendue vers le déchaînement de la révolution mondiale, serait couronnée de succès sans qu'il eût besoin de la revêtir d'un masque pacifiste. Quand le Président Wilson, dans un geste trop généreux, envoya un message au Congrès des Soviets, au moment de la ratification de la paix de Brest-Litovsk, tendant ainsi une perche aux maîtres de Moscou, comment ceux-ci lui répondirent-ils? Par un télégramme d'une insolence inouïe où toute offre fut rejetée et la chute du Président Wilson souhaitée à bref délai, — télégramme que Zinovieff qualifiait en plein congrès de « gifle au chef de la grande démocratie transatlantique ».

Plus tard, assagis par les événements, les bolcheviks eurent recours à toutes sortes d'expédients pour influencer l'opinion publique et les gouvernements des Alliés en leur faveur. Afin d'allécher les financiers alliés, ils firent miroiter les avantages des concessions qu'ils promettaient d'offrir à tous ceux qui les aideraient dans leurs desseins. Toute une tourbe d'aventuriers cosmopolites grouille autour du Kremlin, dans l'attente des grandes et bonnes affaires, et la seule histoire de la concession du Chemin de fer Septentrional aurait suffi à n'importe quel Parlement occidental pour renverser un gouvernement aussi compromis que l'est celui de Lénine.

Mais l'influence indéniable des bolcheviks de « droite » qui bafouent le verbiage communiste persiflent le messianisme révolutionnaire et préconisent une « bonne paix bourgeoise » n'est cependant pas assez forte pour que les Soviets abandonnent leur programme initial.

S'il en était autrement, comment expliquer les résolutions

prises par les bolcheviks au sujet de l'invitation à la conférence de Prinkipo? Parmi tant d'autres, en voici une adoptée par le Congrès du parti bolchevik du gouvernement de Pétrograd, cœur de la Russie bolcheviste :

Le Congrès estime que la dernière déclaration des Soviets adressée aux gouvernements alliés est tout à fait juste. Si les Alliés sont disposés à signer la paix avec la Russie des Soviets, le prolétariat et les paysans pauvres de la Russie sauront tirer profit de cette trêve. Pendant ce temps, la classe ouvrière aura la possibilité d'améliorer sa situation économique, notamment les transports, et pourra ainsi échapper à la famine. Tandis que durant la même période, la révolution socialiste s'étendra dans tout l'univers. Les ouvriers d'Amérique, d'Angleterre, de France, viendront à notre secours. Les impérialistes d'Angleterre, de France et d'Amérique subiront ainsi à coup sûr le même sort que les impérialistes allemands qui croyaient nous avoir liés par la paix de Brest-Litovsk.

Charitablement, les bolcheviks de Pétrograd avertissent en outre les Alliés qu'ils ne sont point disposés à abandonner les principes de leur néo-militarisme même après la paix, malgré l'invitation de désarmer :

Le parti consacrera toutes ses forces à l'organisation de l'armée, à l'entrainement militaire, à la lutte contre la désertion, au relèvement de la discipline dans l'armée. (La *Pravda* de Pétrograd, 11 février 1919.)

La paix avec le gouvernement du Soviet ne serait pas la paix; car les bolcheviks affirment que la paix définitive ne peut être obtenue que par une guerre civile mondiale! Au surplus, avant que la Russie, même celle des contrées plus riches et plus fertiles, puisse contribuer par ses produits au rétablissement de l'Europe et particulièrement de la France, des années et des années s'écouleront; la Russie devra d'abord se relever elle-même des ruines causées par la guerre civile. Pendant toute une période dont la durée ne peut pas être fixée même approximativement, la Russie de demain absorbera beaucoup plus de produits et de forces techniques étrangères qu'elle n'en pourra fournir à l'Europe. Si bien que le déficit mondial, au lieu de diminuer par la rentrée de la Russie dans la Société des Nations, augmentera plutôt considérablement.

Il emblait que les gouvernements alliés dussent comprendre les données de ce problème, malgré sa complexité indéniable. Il est d'autant plus surprenant qne le cabinet de Londres varie sa politique, si on juge d'après les différents discours de M. Lloyd George. Mais si le gouvernement britannique, revenant à des traditions que l'on pouvait croire abandondées, celles de lord Beaconsfield et de la guerre de Crimée; favorise le morcellement de la Russie, on voit clairement ce que la France y perdrait.

Plus que jamais la France risquerait de rester isolée sur le Rhin en face d'une Allemagne alliée avec la Russie des Soviets. C'est ce danger qu'il importe d'éviter à tout prix.

Quelles que puissent être les imperfections du traité de Versailles, l'avenir que nous réserve le bolchevisme par sa paix au moyen de la guerre civile mondiale est autrement dangereux pour les générations à venir.

Avec un mépris du peuple que rien n'égale, le parti bolcheviste composé de déclassés, de petits bourgeois et de ci-devant a entrepris une expérience sur le corps vivant de la malheureuse Russie. Il mystifie l'étranger à qui il fait croire, pour gagner les sympathies des classes laborieuses, que la Russie est gouvernée par les prolétaires : légende qu'il importe de détruire. Assistera-t-on au renouvellement de leur expérience sur l'échelle européenne, voire mondiale ? le prolétariat de ce pays se laissera-t-il tenter et, au lieu de développer la société sur la base du travail, permettra-t-il d'assurer la primauté orgueilleuse d'une nouvelle oligarchie ?

La politique extérieure des Soviets ne permet pas de poser le problème dans d'autres termes.

MAX HOSCHILLER

A M. LE DIRECTEUR DE LA « REVUE DE PARIS »

M. Hubert Bourgin vient de publier dans votre livraison du 15 novembre un article qui renferme d'excellentes choses. Mais, précisément parce que M. Bourgin me paraît avoir raison sur beaucoup de points, il me semble indispensable de rectifier quelques assertions qui mettent en cause le secrétariat général de la présidence du Conseil dont M. Paul Painlevé m'avait fait le grand honneur de me confier l'organisation et la direction. M. Bourgin écrit : « ... Il y avait, à la présidence du Conseil, sous une forme embryonnaire, un contre-sous-secrétariat d'État des Transports maritimes. »

Si je ne me trompe, ceci veut dire que la présidence du Conseil superposait à une administration s'occupant de questions déterminées, une autre administration («naine », dit M. Bourgin) s'occupant des mêmes questions : répartition et affectation des bateaux, amélioration des rotations, acquisitions de tonnage, etc. Or, jamais, sous le ministère Painlevé, la présidence du Conseil n'est intervenue dans ces questions d'organisation et d'administration. M. Painlevé avait insisté particulièrement, lorsqu'il a créé le secrétariat général, sur le fait que ce ne devait pas être un organe d'administration, mais un organe d'études et d'informations pour le gouvernement.

En ce qui concerne les transports maritimes, ce qu'a fait le secrétariat général et ce qui était son rôle, ç'a été de rassembler tous les renseignements qui étaient indispensables au président du Conseil et au gouvernement, pour étudier et trancher des questions telles que la suivante : dans quelle mesure vaut-il mieux faire venir d'Amérique du blé pour que les civils aient du pain ou des soldats pour que Foch ait des troupes? L'étude de cette question a abouti, on le sait, à la création de la carte de pain, grâce à laquelle des centaines de milliers d'Américains, en plus des prévisions primitives, ont pu grossir les contingents alliés. Cette question pouvait-elle être tranchée par

le sous-secrétaire d'État de la Marine marchande, M. de Monzie? Pouvait-elle l'être sans que les délégués de M. de Monzie aient conféré avec les délégués de divers autres ministères et ceux de l'état-major général, c'est-à-dire du général Foch? Et qui avait qualité pour organiser ces conférences, sinon le président du Conseil, ministre de la Guerre?

Une autre question capitale qui a été tranchée par le gouvernement, après avoir été étudiée par des conférences interministérielles, était celle des transports nécessaires à l'armée d'Orient. Devait-on laisser cette armée se réduire à une façade, sans munitions, sans aviation? Devait-on ne pas profiter de la bonne volonté de M. Venizélos réorganisant l'armée grecque, ou devait-on, au contraire, en négligeant d'autres transports cependant utiles, préparer l'instrument qui a permis au général Franchet d'Espérey d'amener, en septembre 1918, la capitulation de la Bulgarie, prélude de l'effondrement des empires centraux? On sait dans quel sens le ministère Painlevé a tranché la question ; on sait aussi que le ministère Clemenceau, malgré l'opposition que son chef avait faite à l'expédition de Salonique, a maintenu, pour l'armée d'Orient comme pour la carte de pain et les troupes américaines, les décisions prises par le ministère Painlevé en accord avec le général Foch. Je m'empresse d'ailleurs d'ajouter que dans les conférences qui ont eu lieu à la présidence du Conseil et où M. de Monzie était en général représenté par M. Max Lazard, il n'y a jamais eu opposition ni conflit [1], mais désir général d'éclaircir en commun des questions complexes et d'éclairer complètement le gouvernement sur la portée exacte et les conséquences des décisions qu'il devait prendre.

Il est exact que l'instabilité et parfois l'incohérence gouvernementale, les méthodes impulsives, au jour le jour, qu'on a parfois voulu ériger en règle de gouvernement, annihilent souvent les réelles qualités des administrations. Mais il faut reconnaître aussi que les

1. Sur un point, cependant, où le sous-secrétariat de la Marine marchande n'agissait pas comme organe d'exécution et de répartition, mais comme défenseur des intérêts spéciaux dont il avait la charge, il y a eu conflit entre ce sous-secrétariat et un autre ministère, et le gouvernement a tranché en faveur de l'autre ministère. Il s'agissait de savoir si certains matériaux, notamment des tôles, et de la main-d'œuvre spécialisée, devaient être accordés pour la construction de navires marchands ou réservés exclusivement au ministère de l'armement, et spécialement à la fabrication intensive des petits tanks Renault. Si la guerre avait dû durer trois ou quatre ans de plus, les bateaux dont M. de Monzie voulait entreprendre la construction auraient été utiles à la victoire ; il est certain, d'autre part, que, le 11 novembre 1918, il eût été désirable de pouvoir, par un coup de baguette magique, transformer en cargos les tanks construits et en construction, et, en général, bien des canons et bien des munitions ; mais, en juillet 1918, les navires encore en chantier n'auraient certainement pas produit sur les mitrailleuses allemandes les effets décisifs qu'ont eus les tanks des armées Mangin et Degoutte.

administrations s'ignorent trop les unes les autres, que fréquemment chacune ne voit que *son* service et non le bien général du pays, et regarde comme une victoire un avantage remporté sur l'administration concurrente. Il faut donc, aux administrations, une direction générale ; il faut organiser les ministères ; il faut organiser le gouvernement. Mais je ne veux pas entamer ce sujet, sur lequel la *Revue de Paris* a déjà publié, en 1917, des *Lettres sur la Réforme gouvernementale* qui ont été très remarquées ; je me permets de renvoyer les lecteurs qu'il intéresserait à un article sur *la Statistique et l'organisation de la présidence du Conseil* qui va paraître dans le *Journal de la Société de Statistique de Paris*.

Veuillez agréer, etc.

ÉMILE BOREL.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

L'AME EN FOLIE[1]

PIÈCE EN TROIS ACTES

ACTE DEUXIÈME

Même décor qu'au premier acte; le matin, à l'heure où l'on va servir le café au lait. Sur la table couverte d'une nappe très blanche, les tasses sont préparées avec sucrier, pots de confiture et de miel, grande brioche en forme de couronne, miche de pain, etc.

SCÈNE PREMIÈRE

BLANCHE, JUSTIN.

Blanche est en train de mettre la dernière main à la belle ordonnance du couvert. Entre Justin.

JUSTIN, *haussant les épaules.*

Quelle idée de se lever si tôt !...

BLANCHE.

Hier, je me suis couchée à neuf heures...

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier 1920.

JUSTIN, *radouci par cette observation.*

Tu t'es levée à six... (*S'interrompant pour calculer.*) Neuf heures de lit... Oui, c'est déjà quelque chose... As-tu bien dormi, au moins?...

BLANCHE.

Pas mal... Seulement j'ai eu des rêves...

JUSTIN, *riant.*

Parions que ce sacré squelette en était.

BLANCHE.

Tu tombes juste!....

JUSTIN.

Il ne te laissera donc jamais tranquille?

BLANCHE.

J'étais assise dans le cabinet du docteur et le squelette se tenait debout auprès de mon fauteuil. Nous étions très bons amis et nous nous amusions tous les deux à regarder monsieur Dromarre qui recevait ses clients. Il en venait de toutes les conditions, hommes, femmes, enfants, et cela racontait des maladies, tirait la langue, toussait, crachait, montrait des horreurs... Auprès de moi, le squelette faisait des gamineries et me regardait d'un si drôle d'air chaque fois que le docteur disait : « Mon ami, je vois ce que vous avez... » que je pouffais de rire...

JUSTIN.

Hein, comme une santé meilleure change la couleur des idées... Il y a huit jours, ce mort venait pour t'enlever, et le voilà qui t'apprend à te ficher de l'humanité souffrante... Qu'est-ce qui a mis fin à la séance?...

BLANCHE.

Quelqu'un est entré dans le cabinet... Devine qui?...

JUSTIN.

Moi, peut-être?... (*Signe négatif de Blanche.*) Rosa?...

BLANCHE.

Monsieur Fleutet...

JUSTIN, *riant.*

Pour quelle maladie venait-il?

BLANCHE.

A peine était-il entré que le docteur lui a crié : « Mon ami, je vois ce que vous avez !... » Alors le squelette m'a entraînée si brutalement que je me suis réveillée... pas trop contente.

JUSTIN.

Ton rêve prouve deux choses : la première c'est que tu as trop mangé hier soir... Je t'avais avertie pendant le dîner... Une digestion laborieuse rend le sommeil agité... La seconde c'est que notre hôte a fait sur ton esprit une grande impression, puisque tu le vois en songe.

BLANCHE.

Je ne dis pas non... Un pareil homme, on ne le rencontre pas tous les jours... Et si tu crois que Rosa n'est pas de mon avis...

JUSTIN.

Il plaît tellement à Rosa que celle-ci, ne se sentant plus de force à lui résister, s'est sauvée... Oui, sauvée... mais en laissant son adresse.

BLANCHE.

Exprès?...

JUSTIN.

Un poète latin, décrivant la fuite d'une nymphe assiégée par un dieu, a dit : « Elle fuit vers les saules avec l'ardent désir d'être aperçue... » C'est l'histoire de notre nièce.

BLANCHE.

As-tu remarqué les airs dédaigneux qu'elle prend pour lui parler?... Mais dès qu'elle se figure qu'on ne fait pas attention, elle le dévore des yeux.

JUSTIN.

Toutes vous agissez de même, femmes dissimulées !

BLANCHE.

Avec ça que vous autres hommes vous fermez les yeux devant une belle fille !... Cette Rosa, il n'y a pas à dire, elle a pris des façons de grande dame !

JUSTIN.

Elle et monsieur Fleutet font vraiment un couple superbe ! Impossible d'être mieux assortis d'âme et de corps.

BLANCHE.

Le plus étonnant, c'est qu'auprès d'eux tu tiens joliment ta place !... Et pourtant voilà des gens qui sont ce qu'il y a de plus épatant à Paris !...

JUSTIN, *avec une nonchalante ironie.*

Il est certain qu'à la campagne je leur donne agréablement la réplique.

BLANCHE.

A la campagne, à la ville et partout ils seront toujours des écoliers devant toi, je l'ai senti en t'écoutant bavarder avec eux.

JUSTIN.

Tu assistais pour la première fois à ce qui s'appelle une vraie conversation, entre gens capables de se renvoyer la balle, et cela m'a fait briller outre mesure à tes yeux.

BLANCHE.

Oh ! non !... Tu sais bien des choses dont je ne me doutais pas, Justin, et quand je pense combien j'ai été ridicule hier, en te traitant à peu près d'imbécile !...

JUSTIN, *souriant.*

Tu m'as placé au même niveau que toi, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

BLANCHE.

Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de m'apprendre à être un peu moins nulle?

JUSTIN.

Tu avais pris le bon parti en te comparant aux personnes de ton entourage. Continue à le faire en toute sincérité, avec cette bonne grâce que tu viens de montrer en rendant justice aux qualités éminentes de Rosa et de monsieur Fleutet...

BLANCHE.

Et aux tiennes...

JUSTIN.

En te cherchant dans les autres, tu ne tarderas pas être ramenée à toi-même pour y soulever un coin du voile qui te dérobe le mystère de ton être.

BLANCHE.

Tu mets du mystère là où il n'y en a pas... Quand on veut visiter mon âme, le tour est vite fait... Beaucoup de linge et de vaisselle, soigner les provisions et les conserves, grogner après les bonnes et après toi, la messe le dimanche, communier aux grandes fêtes, et c'est tout !...

JUSTIN.

Tout !... Ne serait-ce que l'inquiétude qui pousse ton âme, affinée par la souffrance, à se plaindre de son apparente indigence, tu vois bien qu'il y a autre chose.

BLANCHE.

Cet autre chose, si je me mettais à le chercher et que tu me dises : « Tu brûles ! » chaque fois que je m'en approcherais, comme on le dit aux enfants qui jouent à la cachette?...

JUSTIN, *riant.*

Mais tu brûles tout le temps, puisque la cachette c'est toi-même !... Et moi aussi, je brûle !... Et tous les penseurs qui ont soupiré après la suprême cachette, ont brûlé tantôt plus, tantôt moins, sans parvenir à la dénicher.

BLANCHE.

Alors moi, pauvre, à quoi bon m'en préoccuper?...

JUSTIN.

A voir un peu plus clair dans l'ordonnance de ta personne et c'est à ta portée... Je ne t'impose pas de profondes méditations, tâche seulement de ne rien observer, rien entendre, sans noter tes impressions avec la plus entière bonne foi. Nous avons, en ce moment, des visiteurs de marque et nos existences, ordinairement si calmes, vont, pendant quelques jours, prendre un relief inusité. Profites-en pour confronter ta manière d'être avec celle de nos hôtes : ton attention étant ainsi fixée sur ta propre destinée, tu obtiendras des révélations surprenantes.

BLANCHE.

Ah ! tiens, justement...

D'un signe de tête elle indique Michel qui entre suivi de Mélanie portant, sur un plateau, le café et le lait qu'elle dépose sur la table.

SCÈNE II

BLANCHE, JUSTIN, MICHEL, MÉLANIE.

MICHEL, *serrant la main de Blanche.*

Comment allez-vous, madame?

BLANCHE.

Encore un peu les nerfs qui me tracassent, mais après avoir été presque à l'agonie, un si petit bobo n'est rien.

JUSTIN, *serrant la main de Michel.*

Vous devez maudire les campagnards qui vous font lever si tôt !

MICHEL.

Nullement. Je me suis senti le cœur en fête, lorsque, dès l'aurore, j'ai été réveillé par un joyeux concert d'oiseaux et

par la lumière, cette lumière triomphante, qui transperce volets et rideaux, et qu'on ne connaît pas à Paris.

JUSTIN, *riant.*

C'est pourtant la ville-lumière... (*A Blanche.*) Rosa? Tu ne la fais pas prévenir que le déjeuner l'attend?

MÉLANIE, *achevant de disposer la table.*

Je lui ai porté le café dans son lit, Monsieur.

JUSTIN.

Alors, à notre tour !... (*On s'installe, Mélanie sort.*)

MICHEL, *avec un regard amical vers la cafetière.*

L'air de ce pays-ci creuse terriblement.

BLANCHE, *s'apprêtant à le servir.*

Voici le café !... Vous auriez peut-être préféré du chocolat?... Il est encore temps...

JUSTIN.

Ne tourmente pas monsieur avec ton chocolat... Hier, en montant nous coucher, je lui ai demandé ce qu'il prenait le matin ; il m'a dit : du café. (*Pendant qu'il parle, Blanche distribue le liquide dans les tasses.*)

MICHEL, *à Blanche.*

Madame, il me semble vous avoir vue mettre du sucre dans ma tasse?

BLANCHE.

Oui, deux bouts.

MICHEL, *pris au dépourvu par ce terme insolite.*

Hein?... Ah ! oui !... Encore un, s'il vous plaît. (*On déjeune.*)

JUSTIN, *à Michel.*

A propos, je me suis prodigieusement diverti en lisant, avant de me coucher, une pièce de vous : *Le Demi-viol.* Pour moi une nouveauté à tous les points de vue, car dans nos bois, jusqu'à ce jour, on l'avait pratiqué complet.

MICHEL.

C'est Rosa, je parie, qui vous a donné ma brochure?...

JUSTIN.

Je la lui ai arrachée des mains pendant qu'elle déballait sa malle, et je m'en félicite !... Quel merveilleux style de théâtre !...

MICHEL.

Il me tardait également de vous dire que j'ai passé ce matin trois heures exquises en relisant *l'Ame en folie.*

JUSTIN.

Comment mon livre s'était-il égaré dans votre chambre?

BLANCHE.

C'est moi qui en ai fait cadeau à monsieur.

MICHEL.

Et vous allez ratifier cet acte de générosité. (*Tirant le volume de sa poche et le présentant à Justin.*) Allons, s'il vous plaît, une belle dédicace.

JUSTIN.

S'il ne faut qu'une signature pour vous obliger... (*Allant à son bureau et écrivant sur la feuille de garde du volume.*) Voilà ! (*Il rend le volume à Michel.*)

MICHEL, *lisant les lignes que vient de tracer Justin.*

« *A Michel Fleutet, auteur de drames si parfaits, j'offre ce livre qui n'est qu'une tentative avortée.* » Oh ! monsieur, comment pouvez-vous formuler un pareil blasphème ?

JUSTIN.

A l'époque où j'écrivais cela j'étais jeune, libre, et je vivais dans une studieuse oisiveté, sans rencontrer d'opposition chez mes parents dont j'étais l'enfant gâté. Je passais l'hiver et le printemps à Paris, mais dès le milieu de l'été, et pendant tout l'automne j'habitais chez mon père qui dirigeait une scierie au pied des Vosges. Sa maison était à la lisière d'une

immense forêt qui commençait par des chênes et des hêtres pour n'être bientôt plus que des sapins hérissés dans l'épaisse toison de la montagne. Représentez-vous maintenant que je quittais Paris pour débarquer chez mon père avec un cœur de trente ans, bouillant de passion...

BLANCHE.

Justin, tu ne t'en étais jamais vanté !... Tu as donc aimé une femme avant moi?...

JUSTIN.

Donc représentez-vous cet homme qui vient de laisser au loin sa maîtresse du moment, et promène le long des sentiers son embrasement du cœur et des sens... On est en septembre... le soleil couchant dore la flèche des sapins... Tout à coup, dans le fourré, éclate un mugissement sourd auquel répondent d'autres mugissements. Le rut des cerfs est commencé. Pendant quinze jours notre homme, errant dans la montagne, entendra les furieux défis, épiera les combats quelquefois mortels, sera témoin des ardeurs brutales du puissant seigneur à la ramure géante, au milieu de son sérail de biches... Et lorsque les cerfs auront fini de bramer, ce sera le tour des sangliers dont les ranglements sourds de porcs rageurs traîneront le soir sous les forts épineux... Puis l'inévitable fièvre gagnera d'autres espèces... toutes y passeront. Oui, lorsqu'on sait écouter et voir, une forêt n'est pas la paisible retraite qu'on imagine. C'est le pays de la violence et de l'assassinat... La patrie des fauves déchaînés... C'est la forêt tragique et c'est là que j'entrais pour être assailli par l'émouvant spectacle de l'amour des bêtes, moi, tout palpitant d'amour humain...

MICHEL.

Bientôt vous en sortiez pour nous décrire, dans un livre étonnant, ce pittoresque contraste.

JUSTIN.

Mais malheureux ! si j'avais simplement voulu décrire, mon but serait atteint. J'ai été beaucoup plus ambitieux et c'est ce qui m'a perdu. Mon idée première était de suivre

l'instinct de la reproduction depuis l'époque où il n'était, dans une goutte de protoplasme, qu'une aveugle attraction, voisine de l'affinité chimique, jusqu'au point où, dans nos âmes, il déchaîne les magnifiques orages de la passion. Mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir que l'entreprise était au-dessus de mes forces et je me suis borné à essayer de construire l'amour humain sur la furie sensuelle de nos cousins les grands mammifères.

MICHEL.

Si je me suis servi d'une expression qui rapetissait votre sujet, je n'en avais pas moins discerné toute l'ampleur. Votre œuvre se rattache à la plus pure tradition française, puisque, à l'exemple de Descartes, mais par un procédé nouveau, vous faites table rase avant de reconstituer l'âme humaine.

JUSTIN, *modestement.*

Oh! rien qu'un petit compartiment de cette âme.

MICHEL.

Vous exposez dans la préface qu'en appliquant votre méthode à quelques autres compartiments, on parviendrait à reconstituer l'âme entière.

JUSTIN, *souriant.*

Oui, mais je ne l'ai pas fait. Pour un cerveau qui n'est pas celui de Descartes, transformer en sensibilité délicate de brutales ardeurs est une besogne largement suffisante. Pas le moindre détail qui n'ait son importance. Ainsi, comprenez-vous pourquoi je m'attache avec tant de soin à démontrer que l'intelligence, aussitôt qu'elle se manifeste par quelques lueurs dans une espèce animale, devient immédiatement la servante attentive des besoins sexuels?

MICHEL.

Parbleu !... La complicité imprévue qui unit la cervelle et le sexe, ces deux pôles de l'individu, est pour votre esprit paradoxal un excellent prétexte à fines railleries...

JUSTIN.

Ah! pour le coup, vous ne me rendez pas justice en faisant de moi un plaisantin alors que je parle en philosophe!... C'est l'intelligence qui dirige les batailles des mâles, règle l'escrime de leurs bois, gouverne l'étau de leurs mâchoires, la herse de leurs griffes... elle qui, pour décupler l'enivrement du vainqueur, suggère à la timide femelle l'idée de simuler une fuite dont elle est la première à désirer l'échec.

BLANCHE.

Elle part en laissant son adresse.

JUSTIN.

C'est encore l'intelligence qui enseigne aux bêtes enflammées les piaffements, les chants, les étalages de plumes chatoyantes ; elle enfin qui réveille le désir assoupi en lui présentant des images plus attrayantes que la réalité. Grâce à ces jeux variés, l'intelligence acquiert peu à peu la notion de beauté, si bien qu'il est permis d'affirmer que les sublimes envolées du génie ont pour origine, dans le recul des âges, les ardeurs de l'animal en rut.

MICHEL.

Oui, mais à vos yeux, l'éveil du génie c'est l'accessoire... Ce qui vous intéresse, c'est que l'intelligence humaine, héritière des obligations de l'intelligence animale, reste la fidèle associée du sexe. Le sexe a aiguisé l'esprit, à son tour l'esprit habitue le sexe à prendre du plaisir en tous mois, comme il habitue le fraisier à donner sa fraise en tous mois.

JUSTIN.

Tant pis pour l'esprit!... La perpétuelle folie des organes remonte jusqu'à lui sous forme de l'étrange maladie que nous nommons amour.

MICHEL.

Et qui ne serait autre chose que le rut de l'âme, à en croire ce joli titre : *l'Ame en folie.*

JUSTIN.

Fichu titre, plutôt, qui égare le lecteur... J'ai l'air d'annoncer que le phénomène amoureux se déroule avec un parallélisme parfait dans l'âme et dans le corps, et le diable m'emporte si telle est ma pensée! J'admets, oui, que le premier sauvage qui a aimé avec son âme, a traversé un ouragan de passion calqué sur la tourmente de ses sens. Mais le jour où un civilisé a compris que sa passion le prosternait devant une carcasse animale dont il sollicitait un acte de brute, l'affaire s'est compliquée terriblement. Avoir conquis la raison et courber le front sous le même joug que le plus vil bétail !... Représentez-vous César rentrant à Rome après avoir conquis les Gaules et tout à coup, en plein triomphe, s'apercevant qu'il caracole sur un... humble baudet.

BLANCHE.

Tu allais dire : sur un cochon... mais devant monsieur...

JUSTIN, *imperturbablement.*

Pour persuader à la foule et à lui-même qu'il chevauche un noble coursier, César fera de la haute école sur son cochon. La poétique exaltation des amants, leurs sentiments mignons et délicats, leurs grâces idylliques, la préférence qu'ils accordent à la beauté morale sur la splendeur des formes, les mille subterfuges qui masquent l'objet tout matériel de leurs désirs, sont de la voltige à dos de porc. — Et si ma comparaison prête à rire, je n'en suis pas moins pénétré d'admiration devant cet orgueilleux manège de l'amoureuse humanité. Seulement les combinaisons habituelles de la nature en sortent faussées et du même coup mon livre qui a la prétention de les décrire. Aussi, lorsque j'ai tenté de raccorder au plan général notre liberté de répondre par oui ou par non à une amoureuse requête, je me suis mis à patauger.

MICHEL.

Vous trouvez exorbitant le droit sacré que possède toute créature humaine de donner ou de refuser sa personne?

JUSTIN, *riant.*

Choisir son conjoint !... Mais c'est une énormité que la nature semble n'avoir permise que pour me condamner à rater mon livre !

MICHEL, *très amusé.*

Pas possible !

JUSTIN, *se tournant vers une gravure pendue au mur.*

Mon cher hôte, voici une gravure qui représente un combat de cerfs... Voyez les deux rivaux l'œil en feu, les naseaux fumants, heurtant leurs bois dans un choc effroyable... Que pensez-vous de ces biches?... Ce sont elles, en somme, que se disputent les lutteurs... Ne sont-elles pas pittoresquement groupées pour assister au duel?

MICHEL.

Si !... Rien qu'à leur attitude on les devine anxieuses de savoir auquel des deux elles appartiendront.

JUSTIN.

Eh bien, soyez certain que le barbouilleur qui a composé ce tableau n'avait jamais assisté à un combat de cerfs... Moi, qui, plus de vingt fois, ai eu cette chance, je puis vous affirmer que, pendant la bataille, les biches broutent le petit trèfle blanc de la prairie, parfaitement indifférentes aux péripéties de la lutte. Le plus fort les aura : c'est réglé d'avance. La nature s'est réservé le soin de choisir à leur place... Elles ne sont ni curieuses ni préoccupées d'une décision qui, fatalement, satisfera leur instinct. Le premier étudiant venu vous expliquera le mécanisme merveilleux qui assure la victoire au plus digne de perpétuer dans la race ses qualités de vigueur et d'énergie.

MICHEL.

La sélection naturelle?... Il me semble pourtant que c'est une théorie démodée...

JUSTIN.

Dites calomniée, monsieur, parce qu'on a prétendu tirer d'elle plus qu'elle ne comportait, mais pour expliquer com-

ment se maintiennent florissantes nos belles espèces de mammifères sauvages, on ne trouvera pas mieux, un simple coup d'œil sur les espèces domestiques suffit à le prouver... Voyez le chien, celui qui garde nos maisons et fait en quelque sorte partie de la famille... Sa reproduction est livrée au hasard... Tantôt la femelle file par la porte entr'ouverte et rejoint le cabot qui passe; tantôt l'union est décidée par le caprice du maître, la fantaisie des servantes, la curiosité des enfants, la sentimentalité d'une vieille fille... Tout cela remplace exactement l'étourderie de nos cœurs amoureux... Qu'en résulte-t-il ? L'affreux roquet des rues, lâche, obscène, criard, querelleur, inutile...

MICHEL.

On voit pourtant de si belles meutes...

JUSTIN.

Oui, grâce aux éleveurs qui prennent la peine de copier la nature et remplacent par des sélections intelligentes celles qu'ils observent dans la vie libre. Tenez, moi qui fréquente les animaux des forêts, je vous assure que jamais on ne les soustrait sans de graves inconvénients à votre loi démodée.

BLANCHE.

Monsieur, c'est la vérité... Les chasses des environs appartiennent au duc de Chantemelle qui défendait de détruire les biches et les jeunes mâles, et se contentait de tuer les grands mâles. Eh bien, la maladie a fait périr presque tous les animaux. Justin disait que charger les jeunes cerfs de fabriquer les faons c'était aussi criminel que d'enfermer des collégiens avec des femmes de mon âge...

MICHEL, *riant.*

Merci, madame, de votre lumineuse intervention ! Pour moi l'efficacité de la sélection naturelle sera désormais hors de discussion !...

JUSTIN.

Oui, mais cette règle d'une incomparable beauté, que devient-elle lorsque au lieu d'une biche entre un dix-cors et

un daguet nous observons une femme entre deux hommes qui la convoitent?... Vont-ils se battre?... Non !... Ils savent que le vainqueur risquerait d'avoir fait un carnage inutile... Voyez dans quelle humble posture ils abordent la belle... Loin de s'imposer par la force, ils implorent... Adorateurs et soupirants : c'est ainsi qu'on les nomme... Et à qui s'adressent leurs supplications?... Précisément à une âme que dévore l'éternelle fièvre, à une âme en folie, à l'amour ! Hé quoi ! ce n'est plus la nature qui désigne le fougueux possesseur de la belle?... Non, monsieur, c'est l'amour !... La nature est donc assurée de remettre en bonnes mains les destinées de l'espèce?... L'âme, lorsqu'elle sera folle, aura le don suprême de discerner le plus méritant?... Non, monsieur, c'est exactement le contraire... Il n'existe pas d'aveuglement plus complet que celui d'une âme en folie... Ses décisions ne connaissent aucune mesure... La femme, entre deux rivaux, est parfaitement capable de s'éprendre du moins bien doué... Avec un sourire et un baiser, elle sabote la postérité...

MICHEL, *riant.*

Les jeunes filles devraient donc, pour avoir de beaux enfants, se laisser violer comme de simples biches?...

BLANCHE, *à Michel.*

Ah ! vous commencez à le connaître !... Des biches à deux pattes, oui, voilà son affaire !...

JUSTIN, *montrant Blanche.*

L'innocente !... Dans son esprit, la biche symbolise tous les dévergondages, alors qu'elle est, en réalité, prisonnière d'une austère discipline qui ne vise qu'à tirer d'elle de vigoureux produits... (*A Blanche.*) Vois-tu, ma bonne, plus on a d'âme, plus on a le pouvoir d'être insensé, et, sous ce rapport, tu surpasseras toujours la biche la plus évaporée.

MICHEL, *riant.*

Madame Riolle ouvre de grands yeux, comme si l'intégrité de sa conduite était en jeu !... Rassurez-vous, madame,

votre mari veut tout bonnement dire que l'humanité est mise en péril par l'anarchie des passions.

JUSTIN.

Mais l'humanité me donne un démenti, car elle n'a jamais été plus intelligente, plus inventive, plus entreprenante, que de nos jours... Qu'est-ce qui la protège et la développe?... Comment corrige-t-elle l'incohérence de ses choix amoureux?... Pourquoi prospère-t-elle dans un désordre qui anéantirait une race animale?... Autant de questions qui constituent l'impasse au fond de laquelle est venu s'aplatir mon livre... Et dire qu'il m'était si facile de le terminer logiquement.

MICHEL.

Comment, vous avez trouvé la réponse aux troublants problèmes qu'il agite?

JUSTIN.

Oui, mais par malheur, cinq ans après l'avoir publié. Je me trouvais à Dieppe, et, couché sur les galets, je regardais défiler devant moi la foule des baigneurs qui allaient offrir aux vagues leurs anatomies grotesques... Bon Dieu, qu'ils étaient mal bâtis !... O formes harmonieuses des fauves qui, le soir, vous ébattez sur nos clairières, combien je vous regrettais en contemplant ces fantoches !... Alors, subitement, la vérité m'est apparue. L'homme reste soumis, aussi bien que les fauves, aux lois de la sélection, seulement, chez lui, au lieu de s'opérer par la seule supériorité physique, elle tend à s'exercer par l'intensité des revendications passionnées. Les faveurs des femmes sont, pour beaucoup d'amoureux, des prix d'éloquence. Les animaux récoltent la beauté parce qu'ils sèment la vigueur corporelle, les humains sont laids parce que l'infirme beau parleur, souvent admis à les fabriquer, sème sa disgrâce... Ce qui répare tout, c'est qu'il sème en même temps son esprit...

MICHEL.

Croyez-vous que cela suffise pour armer notre espèce de la santé dont nous la voyons pourvue?

JUSTIN.

Vous êtes-vous parfois demandé pourquoi l'homme, moins robuste que les animaux, vivait plus longtemps qu'eux?

MICHEL.

En effet... Pourquoi?...

JUSTIN.

Parce qu'il pense !... La pensée fait vivre... Une statistique m'apprenait dernièrement que les membres de l'Institut vivent en moyenne soixante-dix ans. Chez les paveurs on relève un chiffre beaucoup plus modeste. Vous verrez des savants presque centenaires, écrasés sous le poids des ans, mais au milieu de leur décrépitude brillent des yeux qu'un feu intérieur illumine : l'intensité de leurs pensées les retient ici-bas... Sans monter aussi haut, voilà moi... Je suis entouré de forestiers, dont le régime est identique au mien ; une seule différence : je réfléchis plus qu'eux... Eh bien, je vieillis incontestablement moins vite... Comparés à moi, ils sont lourds, éteints... Ma vitalité est supérieure à la leur...

BLANCHE, *avec une fureur amicale, lui montrant le poing.*

C'est donc parce que tu as plus d'esprit que moi, mécréant, que tu m'enterreras?...

JUSTIN, *la remerciant d'un sourire.*

L'énergie spirituelle qui rend les penseurs plus dispos que les imbéciles, toute l'humanité en est plus ou moins pourvue, et voilà pourquoi elle se porte si bien... Les combats des mâles préparent aux bêtes une postérité bien musclée, les intercessions amoureuses qui déterminent les consentements féminins donnent aux enfants des hommes le privilège de se permettre tous les raffinements de la luxure, les caprices de la volonté, les fantaisies de l'imagination, les tentatives de l'intelligence, sans que le progrès de l'espèce en pâtisse outre mesure...

MICHEL.

Bah ! consolez-vous d'avoir découvert cela un peu tard... Vous tentiez de reconstituer notre âme par un procédé bien aventureux et il ne s'agissait pas d'établir un dogme définitif. Précisément ce qui constitue l'attrait de votre ouvrage, c'est que vous y offrez le spectacle délicieux du génie noyant sous un déluge de surprenantes hypothèses les difficultés qu'il ne peut résoudre. Et tenez, il semble bien qu'un moment vous ayez entrevu la conclusion à laquelle vous deviez finalement aboutir, puisque vous consacrez un long chapitre à étudier de quelle hérédité nous tenons l'énergie spirituelle dont vous célébrez la toute-puissante intervention.

JUSTIN.

A force de frapper à toutes les portes, le hasard peut faire qu'on frappe à celle qu'on cherche, mais comme on n'insiste pas, elle ne s'ouvre pas...

MICHEL.

Vous insistiez tout de même un peu... Ce matin même je relisais le passage en question... Pourquoi, dites-vous, chercher toujours en bas les lointains ancêtres de l'homme? N'a-t-il pas pu, tout aussi bien, recevoir d'en haut ses facultés les plus précieuses?... Le premier mot d'un amour qui se déclare n'est-il pas pour se flatter d'être éternel?... Voilà un mot révélateur... une piste qu'il faut suivre... Et vous la suivez si loin, si haut, que vous parvenez, d'un puissant coup d'aile, jusqu'aux anges...

JUSTIN, *excessivement vexé.*

Laissez donc !...

MICHEL.

... qui auraient eu, avec les filles de l'homme-singe, un commerce dont l'humanité, aussi animale que divine, serait sortie...

JUSTIN, *tout à fait fâché.*

Mon entreprise de raccorder la psychologie humaine à la psychologie animale était en détresse. La soudure ne se fai-

sait pas, et pour masquer ma déception, je plaisantais !... Là-dessus, vous voilà prêt à me traiter d'écrivain mystique.

MICHEL.

Ce serait en somme un compliment... Les livres des mystiques où s'expriment les rêves qui bercent notre éternelle fièvre de l'inconnu sont souvent immortels pendant que ceux des savants moisissent.

JUSTIN.

Mystique !... Moi, vieux paysan réaliste !... Tenez, au moment même où je me livrais à ces divagations angéliques, j'instituais une expérience dont vous êtes libre de sourire, car elle dénote une certaine dose de naïveté, mais elle prouve aussi combien j'étais soucieux de puiser mes arguments dans la contemplation de la vie... Peut-être avez-vous été surpris d'apprendre que, pendant des années, j'avais servi de bonne à ma nièce. Certainement qu'à la longue j'ai agi de la sorte parce que je m'étais sincèrement attaché à la petite, mais quand nous l'avons recueillie elle était à peine âgée de trois mois. Cependant je veillais sur elle mieux que la plus attentive des nourrices. J'avais l'occasion d'observer dans ce bébé l'éclosion de ce qui constitue le caractère humain, et qui sait?... de remonter peut-être jusqu'aux sources de l'esprit.

BLANCHE.

Monsieur, il s'est amusé à élever des renardeaux, des louveteaux, des marcassins... Un beau jour il a élevé une petite fille... Voilà toute l'histoire !...

MICHEL, *souriant.*

Le petit animal vous a-t-il livré son secret?

JUSTIN.

Un petit animal vient au monde armé d'instincts qui le rendent aussi débrouillard que l'adulte ; au lieu que Rosa n'était, dans les bras de sa nourrice, qu'une larve inerte. Mais dans son regard ne tardait pas à s'éveiller une curiosité : elle

découvrait l'univers et devant elle s'ouvraient les perspectives infinies qui sont le domaine de l'être pensant. Comme j'admets que chacun de nous, au cours de la vie, refait en abrégé le chemin parcouru par notre espèce, j'ai cherché, parmi les jours de la fillette, quel était celui où l'instinct borné de l'animal avait cédé la place à l'intelligence. Oui, j'ai cherché, mais je n'ai pas trouvé. La petite Rosa, dès qu'elle a pu manifester un sentiment, avait une âme. J'imagine qu'elle a vécu la période vouée à l'instinct dans le sein de sa mère et qu'au moment où elle est arrivée parmi nous elle a brusquement gravi l'échelon sur lequel elle nous rejoignit.

MICHEL.

N'ayant pu découvrir à quel olympe le feu divin était descendu sur le front de Rosa, il vous restait à observer l'usage qu'elle en ferait. L'auteur de *l'Ame en folie* n'a-t-il pas eu tort de se séparer d'elle au moment où elle se précipitait en aveugle dans le champ de ses études? Un homme comme vous, sûr de lui-même, pouvait, sans imprudence, approcher d'une personne qui n'avait pas conscience d'être sous le charme.

JUSTIN.

De même que les chirurgiens refusent d'opérer leurs proches, de même le philosophe doit s'abstenir de trop bien observer ceux qui le tiennent au cœur. J'étais profondément attaché à Rosa et lorsqu'en elle ont commencé à se déclarer les premiers symptômes, au lieu de prendre ma loupe et d'étudier, j'ai éprouvé comme un mouvement de pudeur et me suis éloigné... Je vous parle comme à un homme éminent auquel on peut tout dire...

MICHEL.

Vous m'accordez presque le droit de vous poser une question... Pour que vous vous soyez détourné par un mouvement de pudeur, il faut que vous ayez constaté des phénomènes bien caractérisés?...

JUSTIN.

Naturellement.

MICHEL.

Et... pardonnez-moi si je suis indiscret, c'est ce mot de pudeur qui me trotte par la tête... cette éclosion à la vie passionnelle s'est-elle manifestée... comment dirai-je?... dans le domaine des sens?...

JUSTIN, *souriant.*

Cher monsieur, ne vous ai-je pas averti que je n'avais pas eu le courage de prendre ma loupe? Le seul renseignement digne d'être noté, est que je surprenais dans le jeune cœur de Rosa une inclination que, logiquement, rien ne pouvait expliquer... Elle avait fait un choix qui, au point de vue de la doctrine évolutionniste, était simplement idiot et qui venait se loger dans sa cervelle sans avoir le moindre ancêtre parmi les penchants des mammifères dont est sortie l'humanité, bref un choix capable de démolir un livre qui se proposait de montrer comment n'importe quelle manifestation amoureuse de nos âmes se relie par un fil solide au rut initial.

MICHEL.

Vous visez un but scientifique et vous passez à côté, mais avec la nonchalante ironie d'un Montaigne vous écrivez un chef-d'œuvre et vous vous plaignez !...

JUSTIN, *d'un ton bourru.*

Annoncez à une femme qu'elle perd un amant chéri, mais qu'un passant va le remplacer... Votre éloge me cause exactement le plaisir qu'elle éprouvera.

BLANCHE.

L'impoli !... Il dit cela d'un ton !...

MICHEL.

N'avez-vous plus rien publié depuis *l'Ame en folie*?

JUSTIN.

Non, rien...

MICHEL.

Je n'arrive pas à comprendre qu'une intelligence comme la vôtre se résigne à l'anéantissement.

JUSTIN.

Vous ne savez pas quel poison mortel nous verse la rêverie. Pendant que je contemple la bûche qui se consume dans la cheminée, ma vie se dissout comme un charbon ardent et chaque tourbillon de fumée que je suis du regard emporte un peu de moi-même. Et si je quitte le foyer pour vagabonder dans la campagne, ce sont encore des lambeaux de ma vie qui restent aux buissons comme la laine des brebis. Encore la comparaison n'est-elle pas juste !... La laine que retiennent les épines n'est pas perdue, elle va garnir le nid des oiseaux... Tandis que mes longues randonnées ne laissent rien...

MICHEL.

Rien?... Et votre nièce? N'a-t-elle pas dit avec quelle émotion elle se rappelait ses promenades à vos côtés?... Elle ramassait alors brin à brin, non pas une laine grossière, mais les fils d'or et de soie arrachés à vos rêveries et dont son génie est tissé.

JUSTIN, *riant.*

Mes efforts pour être intelligent ont réussi à créer une femme de génie !... Décidément je suis maître dans l'art de frapper à côté de la cible !... Enfin, puisque mes promenades sont si fécondes, permettez-moi d'aller en faire une... Je ne vous offre pas de m'accompagner... Il est tombé pendant la nuit une légère ondée et avec vos chaussures de ville vous n'êtes pas équipé contre les herbes mouillées... Je ne serai pas longtemps absent. (*Il sort.*)

SCÈNE III

BLANCHE, MICHEL.

MICHEL, *le regardant s'éloigner dans le jardin.*

Homme admirable !... Votre nièce avait eu beau me le dépeindre, je ne l'imaginais pas aussi complet...

BLANCHE.

Vous le trouvez savant?

MICHEL, *riant.*

C'est sa façon de ne pas l'être qui me charme au plus haut point.

BLANCHE, *interdite.*

Oh !

MICHEL.

Il est fervent adepte d'une doctrine merveilleuse qui n'a pas encore atteint sa forme définitive. Il en profite pour y introduire, en toute bonne foi, les fantaisies de sa brillante imagination. Il fonce dans l'inconnu avec une fougue irrésistible !... Il secoue, comme un prunier, l'arbre de la science pour en faire tomber des vérités...

BLANCHE.

Des prunes véreuses...

MICHEL, *riant.*

Des prunes d'une saveur exquise dont quelques-unes, je l'accorde, légèrement suspectes... Vous avez entendu avec quelle désinvolture il confie aux anges la besogne que les animaux n'accomplissent pas à son gré... Pourtant, ne vous avisez pas de l'appeler mystique ; il se fâche tout rouge...

BLANCHE.

Oui... Pourquoi?...

MICHEL.

Parce qu'il est trop intelligent pour ne pas sentir que jamais qualificatif ne fut mieux mérité. Il avait pris pour de l'esprit scientifique l'art de fonder de troublantes hypothèses sur une connaissance approfondie de la nature. S'étant jeté à corps perdu dans les bras de la science, il revient à soi dans ceux de la littérature... Voilà pourquoi il est sans pitié pour le livre où éclate sa fécondité métaphysique... Ah ! madame, un auteur qui sacrifie sa vanité à ses convictions, quel spectacle unique !... Depuis que je pénètre le caractère de monsieur Riolle, je lui voue un véritable culte : c'est un grand homme !...

BLANCHE.

Par exemple vous m'avez fait rire en lui demandant s'il voulait que les filles se marient à la manière des biches !...

MICHEL.

La question n'a pas eu l'air de lui causer grand embarras.

BLANCHE.

Plus que vous ne pensez ; mais ce sont nos affaires de ménage... J'aurais pu vous mettre également sur le gril en ajoutant que vous et Rosa êtes, dans la maison, un cerf et une biche à deux pattes.

MICHEL.

C'était la meilleure manière de nous concilier la bienveillance de monsieur Riolle... Cerfs et biches sont dociles aux lois de l'instinct, ce qui, à ses yeux, excuse tout.

BLANCHE.

Pas tant que cela, puisqu'il prétendait se détourner de Rosa avec pudeur... Que lui reproche-t-il?

MICHEL.

D'être trop sensible aux dons de l'esprit et pas assez aux avantages physiques. Tenez, pour me faire mieux comprendre,

permettez-moi une supposition bien audacieuse... Votre mari, si, par aventure, vous le trompiez avec un galant plus jeune que lui, serait homme à réprimer son juste courroux pour vous féliciter d'être d'accord avec la nature.

BLANCHE, *riant aux éclats et se bouchant les oreilles.*

Taisez-vous ! A force de dire des drôleries vous m'en feriez faire... Voilà donc pourquoi Justin soutenait qu'une femme se donnait aussi volontiers à un infirme qu'à un beau mâle... Je me tenais à quatre pour ne pas lui rire au nez... Vous aussi, je parie... Vous avez de bonnes raisons pour savoir qu'un gaillard de votre espèce a toutes les femmes qu'il veut et quant à moi, si je vous disais mon idée sur les hommes, vous seriez capable d'imaginer je ne sais quoi.

MICHEL, *avec une bonhomie rassurante.*

Mais non... Je crois ce que j'entends et rien d'autre.

BLANCHE.

Eh bien, j'aime très fort mon mari et si je le perdais je ne me consolerais pas; seulement, pour mon goût, il ne sort pas assez de l'ordinaire... Qu'il aille n'importe où, on ne le remarquera pas... Parlez-moi d'un homme qui serait ce qui s'appelle beau !...

MICHEL.

Monsieur Riolle est loin d'être laid... Il porte, gravée sur son front, la splendeur de ses pensées et on comprend fort bien qu'une très jeune fille se soit laissé éblouir par ce rayonnement d'intelligence...

BLANCHE.

C'est de mon mariage que vous parlez?...

MICHEL, *brusquement détourné du passé de Rosa.*

Heu !... Oui, bien entendu...

BLANCHE.

En effet, je n'avais guère que dix-huit ans quand je l'ai épousé, et je le trouvais très beau... (*Soupirant.*) Enfin, j'ai

plus que mon compte, puisque je me découvre femme d'un grand homme. (*Un temps.*) Croyez-vous qu'il soit heureux avec moi?...

MICHEL.

Si le bonheur consiste dans le complet développement de nos facultés, non certes, il n'est pas heureux. Mais si l'homme heureux est celui qui se crée une existence confortable et tranquille, monsieur Riolle possède le bonheur.

BLANCHE.

Ce n'est pas du tout ça !... Croyez-vous qu'une femme comme moi, toute simplette, lui convenait?

MICHEL.

Admirablement !... Votre simplicité est précisément la qualité qui cadre le mieux avec son caractère... Auprès de vous ses théories s'épanouissent sans se heurter à la moindre contradiction.

BLANCHE.

C'est bien vrai !... Pourvu qu'il ne mette pas le désordre dans la maison, je le laisse dire... (*Un temps.*) Notre petite fortune vient, en entier, de mon côté, parce que la scierie du beau-père ne joignait pas les deux bouts lorsque Justin a demandé ma main. Malgré cela, je suis sûre qu'il ne m'a pas épousée pour mon argent...

MICHEL.

Il a choisi la personne qui s'adaptait le mieux à la vie qu'il voulait mener...

BLANCHE, *soupirant.*

Rêver en regardant se consumer une bûche... (*Entre Rosa.*)

SCÈNE IV

BLANCHE, MICHEL, ROSA.

Rosa est fraîche, pimpante, reposée. Un lumineux sourire éclaire son visage. Avec elle pénètre dans l'appartement une atmosphère de bonne humeur.

ROSA, *tendant la joue à Blanche.*

Bonjour, tante...

BLANCHE, *l'embrassant.*

Bonjour, paresseuse !...

ROSA.

Dame !... le lendemain d'une nuit passée en wagon, on a du sommeil à rattraper ! (*Se plantant devant Michel.*) Alors, quoi !... On ne me dit rien?... Est-ce qu'on va se bouder encore...

MICHEL.

« Se bouder » est charmant!... après avoir passé toute la soirée d'hier sans m'adresser la parole.

ROSA.

J'ai parlé à vous comme aux autres. La conversation était générale.

MICHEL.

Je la voulais particulière...

ROSA.

Vous l'avez... Dites tout ce qui vous passera par la tête...

MICHEL.

Ce sera bientôt dit... Je compte partir après le déjeuner...

ROSA.

Pour Paris?...

MICHEL.

Pour Paris.

ROSA, *ironiquement.*

Que vous êtes changeant!... Hier, vous adoriez la campagne... Vous étiez décidé à y passer des mois, des années peut-être, entre mon oncle et ma tante.

MICHEL.

Eux, je les quitte à regret...

ROSA.

Mais le théâtre vous réclame... Allez, mon ami!... Compliments à l'administrateur, et tendresses aux camarades...

MICHEL.

... Oui, les centaines de kilomètres que j'ai parcourus pour vous rejoindre m'ont été largement payés par l'honneur de causer avec votre oncle et par le gracieux accueil de madame votre tante...

ROSA, *souriant.*

Je ne puis plus me le dissimuler : c'est ma personne qui vous est odieuse...

MICHEL, *rectifiant.*

Intolérable... Exaspérante...

ROSA.

Voilà de bien gros mots!...

MICHEL, *mélancoliquement.*

Lorsque le cœur est gros, les mots s'en ressentent.

ROSA.

Allons, ne faites pas le sot, et venez m'embrasser...

MICHEL.

Belle consolation qu'un baiser sans mystère!...

ROSA.

Un baiser devant ma tante n'est pas public...

BLANCHE, *souriante et un peu piquée.*

Les moineaux n'ont pas peur d'une vieille guenille...

ROSA, *à Blanche.*

Excusez... Une femme entre deux hommes et qui ne sait auquel entendre, ne choisit pas ses expressions.

BLANCHE.

Ainsi, tu aimes deux hommes?...

ROSA.

Non. Je n'en aime qu'un : il est à Paris... et j'ai envie d'un autre : le voici... (*Elle montre Michel.*)

BLANCHE, *très émue, à elle-même.*

Ah ! pour le coup, je brûle !...

ROSA.

Hein?...

BLANCHE.

Rien... continue...

ROSA.

Je me suis sauvée parce que je n'avais plus la force de résister à celui que je n'aime pas.

BLANCHE.

Est-ce possible qu'on en vienne là?...

ROSA, *riant,*

L'oncle vous répondrait qu'une kyrielle de très anciennes hérédités a enfermé dans mon sein tout un régiment de brutes qui sont conjurées contre ma volonté.

BLANCHE.

Je crois, en effet, que le bon Dieu nous a mis des bêtes

dans le corps... Lorsque tu étais gamine on t'appelait la petite touche-à-tout, et celui qui te voyait sauter sur les tables en faisant des grimaces et culbutant les verres pensait tout de suite à un petit singe.

ROSA, *riant.*

Si le respect ne paralysait pas ma langue, il me serait facile de vous gratifier d'un animal en échange de mon singe.

BLANCHE.

Va, ne te gêne pas !... Chacun de nous a son ange gardien, pourquoi n'aurait-il pas sa bête?...

ROSA.

Eh bien, je suppose qu'un porc-épic hérissait parfois ses piquants au fond de votre esprit... Avec mon oncle, surtout lorsque vous soupçonniez la moindre atteinte à vos droits conjugaux, il n'y avait pas, excusez-moi de le dire, de créature plus insupportable que vous.

BLANCHE.

Voyez-vous la morveuse que tu étais se mêlant de mes droits conjugaux ! C'est à mourir de rire !... D'ailleurs où as-tu pris que j'aie jamais eu à me plaindre de ton oncle?

ROSA.

Je n'ai aucune raison de penser que vous aviez réellement à vous plaindre... Vos accès de mauvaise humeur n'en étaient que plus comiques... Vous sortiez contre votre époux, des accusations que leur prodigieuse injustice rendait touchantes. Je vous ai entendue soutenir que, dès le premier mois de votre mariage, il avait cherché à vous faire mourir en vous obligeant, pendant une partie de pêche, à tremper vos bras dans l'eau glacée de l'étang, à une époque où de petites misères féminines vous imposaient l'usage de l'eau tiède...

BLANCHE, *avec un sourire d'incrédulité méprisante.*

Moi, j'ai parlé de petites misères féminines?

ROSA, *riant.*

Vous usiez d'un terme moins voilé, je le reconnais... Cela venait à propos d'une servante rousse, franchement laide, mais avec une figure de papier mâché qui allumait les hommes...

BLANCHE.

Augustine... Elle buvait notre eau-de-vie et mettait mes chemises. Il a fallu la renvoyer.

ROSA.

Si je ne craignais de vous fâcher, je raconterais son départ.

BLANCHE.

Au lieu de me fâcher, tu m'obligeras... Ton oncle veut que je t'écoute pour apprendre à me connaître.

ROSA.

Augustine avait eu le malheur de répondre en badinant à quelques plaisanteries de l'oncle, et voilà vos soupçons déchaînés... C'étaient des scènes perpétuelles qui nous rendaient la vie dure... Enfin, au milieu d'une belle nuit, vous avez fait irruption dans la chambre de l'oncle où se produisait un remue-ménage suspect... Il n'y avait personne : pas de servante rousse, pas même d'oncle, mais seulement quatre ou cinq bestioles, de la taille d'un chat, qui s'échappaient au clair de lune par la fenêtre ouverte. C'était une nichée de fouines que l'oncle avait habituées à venir voler des pruneaux sur sa table de travail. Ce qu'il a été furieux, le cher homme, qui les guettait à travers la porte vitrée de son cabinet de toilette en voyant effaroucher ses visiteuses nocturnes !... Toute la maison a été réveillée par la magnifique attrapade qu'il vous a servie.... Le lendemain vous flanquiez à la porte la servante rousse, et la paix rentrait dans la maison. Ce qu'il y a de plus drôle, c'est qu'à la même époque une autre femme était amoureuse de votre mari, et vous n'avez pas eu le moindre soupçon...

BLANCHE.

Qui donc?...

ROSA.

Moi...

BLANCHE.

Ah ! c'est donc cela qui a décidé ton oncle à t'envoyer à Paris?

ROSA.

Parfaitement.

BLANCHE.

Et moi qui n'ai pas osé demander ce que tu avais fait, tant il en parlait avec des gros mots... Se détourner de toi avec pudeur... (*A Michel.*) N'est-ce pas quelque chose de ce genre-là qu'il a dit?...

MICHEL, *à Rosa.*

Il achevait d'énumérer les défauts de son livre auquel il estimait que le phénomène extravagant dont vous avez été le siège en l'aimant, portait un coup funeste.

ROSA, *d'une voix plus émue que ne l'exigent les paroles.*

Le bouquet printanier de mes tendresses virginales tombait sur son œuvre comme une tuile...

BLANCHE.

Ne te chagrine donc pas pour si peu... (*Avec un aimable sourire du côté de Michel.*) Tu as de quoi te consoler....

ROSA.

Qu'entends-je?... Nous avons aimé le même homme et vous me prodiguez de bonnes paroles !... Décidément on m'a changé ma tante !...

BLANCHE.

Auras-tu bientôt fini?... Monsieur va croire que mon mari est un souffre-douleur...

MICHEL.

Pas du tout, madame... Il suffit de vous voir tous les deux ensemble, pour juger qu'il n'y a pas de ménage plus uni que le vôtre.

ROSA.

L'oncle lui-même, à la suite de je ne sais quelle algarade me disait : « Remarque, mon enfant, que la Providence a toujours placé à côté des hommes enclins à méditer, des femmes qui les faisaient enrager... Socrate a eu Xantippe, n'est-ce pas?... Ceux qui parviennent à se créer une vie intérieure mèneraient une existence vraiment trop heureuse, s'ils n'avaient pas à supporter une tyrannie familière... Cela n'empêche pas ta tante d'être une excellente femme que j'aime de tout mon cœur. »

BLANCHE, *sur le même ton.*

« Mais elle a un fichu caractère !... »

ROSA, *riant.*

Ah çà !... vous écoutiez donc derrière la porte?

BLANCHE.

Enfin, du moment qu'il avoue qu'il m'aime bien, je peux reconnaître que, moi aussi, je l'aime beaucoup... Si je le persécute de temps en temps, mon Dieu, c'est bon signe pour lui...

ROSA.

Pardi !... La jalousie est l'enseigne de l'amour !...

MICHEL, *à Rosa.*

Ce n'est pas la seule...

ROSA.

Oh ! non !... Moi, lorsque j'aime, on le reconnaît à ce que je deviens coquette... (*Un silence.*) Si nous laissions tante se reposer un peu... Je vais faire le tour du jardin... un jardin qui n'est pas public...

MICHEL, *prêt à marcher.*

Allons ...

ROSA, *moqueuse.*

A quoi pensez-vous?... On va déjeuner et vous partez au dessert... Votre valise n'est pas faite... Votre chauffeur pas prévenu. Vite, courez l'avertir !...

MICHEL.

Pas avant d'avoir pris ce que vous avez offert...

ROSA.

Il fallait m'embrasser quand je voulais bien... Bonjour !... (*Elle se sauve en courant à travers le jardin.*)

MICHEL.

Ah ! c'est comme ça !... (*Il se précipite à sa poursuite.*)

BLANCHE, *riant.*

Les toqués !...

SCÈNE V

BLANCHE, MÉLANIE.

BLANCHE, *après avoir longtemps observé le jeune couple qui s'ébat dans le jardin, quitte la fenêtre, va ouvrir la porte de sa chambre et appelle.*

Mélanie !... (*Mais en même temps son regard vigilant l'a renseignée sur l'occupation actuelle de la jeune fille.*) Ah ! c'est comme ça que tu travailles à regarder le monsieur qui caracole dans le jardin !... Eh bien, rince-toi l'œil, ma fille, et brosse-toi le ventre !...

MÉLANIE, *faisant son entrée et riant.*

Bah !... Avec les hommes, on ne sait jamais...

BLANCHE.

Veux-tu te taire, effrontée !... Si je pensais une chose pareille je ne la dirais pas !... Je t'appelais pour te demander ce qu'est devenue la clef de la cave... Je l'ai cherchée ce matin sans la trouver... Je suppose que Monsieur s'en est emparé pendant que j'étais malade?

MÉLANIE.

Oui, c'est Monsieur qui allait à la cave.

BLANCHE.

Et le voilà en promenade !... On aurait besoin de vin blanc pour le court-bouillon de brochet... Ah! il s'en fiche pas mal!... Il rentrera au moment de se mettre à table et grognera si le déjeuner n'est pas prêt...

MÉLANIE.

S'il ne s'agit que d'avoir la clef, rien de plus facile... Monsieur la laisse toujours au fond du tiroir de sa table de nuit... Voulez-vous que j'aille la chercher?...

BLANCHE, *soupçonneuse.*

Alors, c'est toi qui descendais à la cave avec Monsieur?...

MÉLANIE.

Tantôt moi, tantôt la cuisinière.

BLANCHE, *avec l'insistance désobligeante d'un juge d'instruction.*

Oui, mais toi le plus souvent?...

MÉLANIE.

Est-ce que j'ai compté, moi, Madame?...

BLANCHE.

Et cette clef, voyons, quand iras-tu la chercher?...

MÉLANIE.

A l'instant, Madame. (*Elle sort. Blanche va s'asseoir près de la fenêtre d'où elle surveille le jardin. Ce qu'elle y aperçoit, c'est Justin qui vient la rejoindre.*)

SCÈNE VI

BLANCHE, JUSTIN, *puis* MÉLANIE.

BLANCHE, *qui s'est levée et attend Justin.*

Te voilà !... Ce n'est pas malheureux !... Je commençais à m'inquiéter... On attend du vin blanc à la cuisine et tu avais caché la clef de la cave.

JUSTIN.

Elle est chez moi... Je vais te la donner...

BLANCHE, *perfidement.*

Est-elle bien enfermée, au moins?

JUSTIN.

Cette question !... Me crois-tu absolument privé d'ordre et de discernement?... (*S'en allant.*) Je reviens...

BLANCHE, *qui a son plan.*

Prends au moins le temps de respirer... ce n'est pas si pressé... (*Arrive Mélanie tenant à la main une grosse clef qu'elle offre à Blanche.*)

MÉLANIE.

La clef, Madame...

BLANCHE, *avec un éclair de malice dans les yeux et son ton le plus modéré.*

Donne la clef à Monsieur et tiens-toi prête à l'accompagner à la cave...

MÉLANIE, *déçue par ce calme étonnant.*

Bien, madame. (*Elle sort.*)

SCÈNE VII

BLANCHE, JUSTIN.

BLANCHE, *justement très fière de se montrer si magnanime.*

Pour une femme qui a un fichu caractère, n'est-ce pas que je prends bien les choses?...

JUSTIN.

Méfie-toi... Le faire observer risque de tout gâter...

BLANCHE.

Si je ne t'en parlais pas, insouciant comme tu l'es, tu ne t'en apercevrais même pas !... Ainsi, pendant que j'ai gardé le lit, tu as laissé traîner cette clef et les bonnes ont pu boire mon vin tant qu'elles ont voulu...

JUSTIN, *très convaincu.*

Pas du tout ! Chaque fois qu'il te fallait une nouvelle bouteille je ne manquais pas de les accompagner à la cave...

BLANCHE.

Qu'est-ce qui les empêchait d'y descendre pour leur propre compte dès que tu avais le dos tourné?...

JUSTIN, *avec un bon rire.*

Tiens, c'est vrai !... Je prenais une peine inutile.

BLANCHE, *avec une ironie sévère.*

Était-ce bien une peine? Rappelle-toi pourquoi, avant de tomber malade, je m'étais chargée de gouverner la cave... Il me semble qu'alors c'était plutôt pour ton plaisir que pour ta peine que tu y emmenais nos bonnes.

JUSTIN.

Laisse donc ces vieilles histoires qui n'ont existé que dans ta cervelle !... Pendant que tu étais souffrante, si j'avais eu

envie de jouer au vieillard libidineux avec Mélanie, quel besoin avais-je de la conduire à la cave, puisque toute la maison échappait à ta surveillance?

BLANCHE.

Tu dois bien voir que je ne te cherche pas une mauvaise querelle, puisque je viens de prévenir Mélanie qu'elle t'accompagnait.

JUSTIN.

Ah! pardon!... Je n'avais pas saisi l'intention!... Je te sais gré de cette prévenance dont je n'abuserai d'ailleurs pas... Et nos jeunes gens?... Est-ce qu'ils t'ont un peu tenu compagnie?

BLANCHE.

Ils viennent seulement de me quitter après avoir réglé devant moi leurs petites affaires de cœur. C'était même très amusant! Je pensais en les écoutant se dire de si gentilles douceurs, que l'amour des gens est tout de même autre chose que l'amour des bêtes.

JUSTIN.

En présence de ces amoureux qui faisaient un peu plus de façons que les animaux de ta basse-cour, tu m'as donné tort?...

BLANCHE.

Lorsqu'il est question d'animaux, mon opinion vaut la tienne, je suppose?...

JUSTIN.

Incontestablement... Mais dans le cas présent où il s'agit de comparer les animaux à des personnes très civilisées, j'ai moins confiance dans ton jugement. Et la preuve que tu accordes aux raffinements du jeune couple une valeur qu'ils n'ont pas, je vais te la donner sur-le-champ. Il y a cinq minutes, comme je rentrais, j'ai, par hasard, levé les yeux vers la chambre de Rosa. Notre nièce venait de pousser la fenêtre et tirait les rideaux, mais j'ai parfaitement vu que monsieur Fleutet l'embrassait sur la nuque. Vois-tu, ma vieille, en ce moment même, lui et Rosa sont deux bêtes qui font l'amour...

Et par quoi ont-ils préludé à ce geste brutal?... Par les élégants propos qui t'ont émerveillée... J'avais donc raison de ranger ces discours au nombre des préliminaires amoureux dont l'origine est en bas, car il n'est pas téméraire de prétendre que ce qui ramène aux animaux vient des animaux.

BLANCHE, *qui, naturellement, n'a écouté que le récit des faits sans prêter aux commentaires la moindre attention.*

Tu crois que, vraiment, sous notre toit, ils se permettent?...

JUSTIN, *avec une savante simplicité.*

Ils sont en train...

BLANCHE, *exaspérée.*

Et cela te laisse aussi tranquille que s'il s'agissait de deux lièvres bouquinant sur la prairie... Ta nièce !... Chez toi !...

JUSTIN.

Si ce n'était pas chez moi, ce serait ailleurs...

BLANCHE.

Tiens, tu ne cherches qu'un prétexte pour ne pas te fâcher... Ces gens-là te font peur !... Poule mouillée, va !...

JUSTIN.

Pardon ! La poule, c'est toi, et je la plains, étant si valeureuse, d'avoir un si triste coq.

BLANCHE, *amèrement.*

C'est cela ! Moque-toi de moi, comme Rosa s'en moquait tantôt.

JUSTIN.

Cette pécore s'est moquée de toi?

BLANCHE.

A mon nez, elle a raconté que je suis jalouse de nos bonnes... Elle a été jusqu'à me jeter en pleine figure, — et de ta part encore ! — que j'avais un fichu caractère !...

JUSTIN, *souriant.*

Quelle audace !...

BLANCHE.

C'est dur d'avoir à supporter les insolences d'une créature que les gens du village appelleraient tout bonnement une ... s'ils regardaient dans sa chambre par le trou de la serrure !

JUSTIN.

Tu as raison, cela ne doit pas être et je vais prier le sieur Fleutet de décamper au plus vite.

BLANCHE.

Comment, je me plains de Rosa et tu veux mettre à la porte un homme qui m'a comblée de politesses et d'attentions !... C'est à Rosa que tu devrais dire son fait !... Mais il n'y a pas de danger !... Cette fille a toujours été ton enfant gâtée... Et pour ta récompense, sais-tu ce que tu récolteras?... De l'ingratitude, pas autre chose !... Rappelle-toi qu'elle n'avait pas douze ans quand elle a essayé de m'assassiner en cachant une aiguille dans un gâteau.

JUSTIN.

Rosa n'avait, en effet, guère que six ans lorsque tu t'es cassé une dent sur un bouton de chemise égaré dans une madeleine que j'avais rapportée de Commercy.

BLANCHE.

Admettons que ce soit un bouton ; je pouvais l'avaler de travers et mourir étouffée...

JUSTIN.

Halte-là, ma femme !... Je fais une constatation : tu es amoureuse de monsieur Fleutet...

BLANCHE.

Es-tu fou, Justin?

JUSTIN.

Je te connais... Chaque fois que tu accuses quelqu'un

d'avoir voulu t'assassiner, c'est que la jalousie te travaille, et, par conséquent, aussi, l'amour.

BLANCHE.

Que tu es sot avec tes suppositions !...

JUSTIN.

Tout à l'heure tu m'as accueilli avec une mansuétude exemplaire. J'avais commis plusieurs fautes : cette clef laissée à la disposition des servantes, Mélanie convaincue de m'avoir accompagné à la cave sans nécessité... Tout cela criait vengeance... Je me demandais quelle protection miraculeuse me préservait de la foudre.... Je le sais à présent... Je ne suis plus celui auquel tu t'intéresses...

BLANCHE.

C'était bien le moment de penser à une clef !... Je venais d'être insultée par Rosa !...

JUSTIN.

Tu lui en voulais si peu que tu ne dissimulais pas à quel point sa façon de régler ses affaires de cœur te paraissait amusante et distinguée... C'est moi qui, d'un mot, ai transformé ta bonne humeur en noire colère. Ce mot était : « Ils sont en train ! » Tu l'avais à peine entendu que Rosa n'était plus qu'insolente, ... et meurtrière. Allons, ma femme, avoue que notre hôte a fait sur toi une impression extraordinaire.

BLANCHE.

Justin, c'est vrai !... Il me plaît beaucoup trop...

JUSTIN, *riant.*

Dame ! Il est fort beau garçon !...

BLANCHE.

Comment, voilà tout le chagrin que cela te fait?

JUSTIN.

Rosa l'occupe trop pour que ta vertu coure le moindre risque...

BLANCHE.

T'imagines-tu que si Rosa n'y était pas... Mais c'est toi que j'aime, mon Justin, et pas lui !... Tu es toute ma vie, tandis que ce monsieur disparaîtrait sans que j'aie même envie de pleurer... Tu n'as pas oublié notre réveil, le matin de notre nuit de noces... J'étais si intimidée de me montrer dans l'état où tu m'avais mise, mais j'ai bien vite relevé la tête lorsque tu m'as dit que je n'avais jamais appartenu à un autre, que je n'appartiendrais jamais à un autre, et que c'était signé de mon sang !... Crois-tu que je sois capable de manquer à un engagement pareil?...

JUSTIN.

Tu attaches une importance exagérée à un événement très ordinaire... Le monde est rempli de femmes qui ont été tentées de se jeter dans les bras d'un robuste mâle entrevu par hasard.

BLANCHE.

S'il m'arrivait de me jeter dans les bras de monsieur Fleutet ce serait malgré moi, puisque je t'appartiens de tout mon cœur... Trouves-tu cela naturel, qu'on tourne à gauche lorsqu'on voudrait aller à droite?...

JUSTIN.

Trouves-tu naturel qu'ayant entrepris d'écrire un livre profond, j'ai composé un tissu de balivernes?

BLANCHE.

C'est vrai !... Toi aussi ! Quel ménage nous faisons!...

JUSTIN.

Ménage de gens semblables à tout le monde... Un être humain qui se gouvernerait avec précision serait un phénomène... Regarde-toi dans la glace... Tu as le haut du visage de ton père, le nez de ta mère, et le menton de tante Maria,

preuve que dans nos personnes les hérédités ne sont pas uniformément réparties. Imagine-toi, d'après cela, le fourmillement de tendances adverses qui doit encombrer nos cerveaux pour peu qu'il s'y trouve un certain nombre de cellules incarnant des ancêtres indécrottables et compromettants. Ce cerveau panaché doit transmettre à la machine humaine des ordres parfois joliment contradictoires... Tes bras se tendront vers celui que repoussera ton sein, et tes lèvres baiseront une joue avec délices alors que peut-être ton nez fera la grimace en la frôlant.

BLANCHE.

Pourquoi me troubles-tu l'esprit avec ces idées de païen?... Après tout ce que j'ai entendu depuis ce matin, j'en arrive à me figurer qu'au lieu d'être Blanche Riolle je ne suis plus qu'une ménagerie de singes, de porcs-épics et de biches... Tu m'avais promis des découvertes merveilleuses...

JUSTIN, *riant.*

Sacré nom d'un chien, qu'est-ce qu'il te faut?... Ton amour, n'en est-il pas une?...

BLANCHE.

Eh! mon Dieu, oui... Je ne l'avais pas remarqué !... Tout arrive comme tu le prévoyais en disant : « Observe bien les autres et tu ne tarderas pas à être ramenée en toi-même pour y soulever le coin d'un voile... » Je regarde Rosa et c'est comme si je me voyais, car elle a aussi un homme qu'elle aime plus que monsieur Fleutet... Vraiment, pour deviner les choses, tu n'as pas ton pareil !...

JUSTIN.

Les manifestations amoureuses dont la description remplit des milliards de volumes sont, au fond, peu variées et il n'est pas surprenant que deux personnes les présentent de manière identique.

BLANCHE.

Va, tu as beau faire le modeste, tu ne m'empêcheras pas

de t'admirer !... (*Se jetant dans ses bras.*) Viens dans ma chambre !...

JUSTIN, *se dégageant doucement.*

Eh ! Là ! Là !... Qu'est-ce qui te prend?... Gare au cœur qui bat !...

BLANCHE.

Au moins est-ce bien sûr que tu n'es pas fâché?...

JUSTIN.

Ne viens-tu pas d'entendre avec quelle modération j'appréciais ta conduite?... A ton tour, sois juste... D'abord envers moi lorsque la vue d'une fille me fera sourire... Une femme un peu blette et un garçon très vert, un bonhomme fourbu et une fraîche adolescente, c'est la contredanse classique... Sois également indulgente pour ta nièce qui admire celui que tu trouves beau...

BLANCHE.

Je te promets d'être aimable avec Rosa.

JUSTIN.

Parfait !... Remets-toi... Le déjeuner est prêt et il faut accueillir la bouche en cœur nos deux lapins qui nous apporteront un appétit d'enfer... (*Allant ouvrir la porte de la chambre voisine.*) Mélanie, allumez la bougie ! Nous allons à la cave !...

(La fin prochainement.)

FRANÇOIS DE CUREL

LE DÉPART DE L'ÎLE D'ELBE

NAPOLÉONISME

Les Bourbons rétablis au mois d'avril 1814 n'avaient su gagner le peuple et l'armée, ces deux forces, que Napoléon, rélégué à l'île d'Elbe, comptait entraîner s'il revenait en France. Dès le mois de mai, Gneisenau écrit à Clausewitz que l'armée française se voit méprisée, avilie et sur le point d'être dissoute, que nombre de pamphlets cherchent à justifier Napoléon, que les ouvriers s'attroupent en criant *du travail ou l'Empereur!* « Quelle accumulation de matières inflammables ! »

« Il reviendra », répètent les bonapartistes, c'est-à-dire les ouvriers, les soldats, les officiers en demi-solde et la plupart de ceux qui n'ont pas quitté l'armée. « Il ne reviendra pas », répètent tous ceux qui ne veulent plus de guerres et qui ne voient plus de salut qu'en Louis XVIII, bourgeois, nobles, officiers entrés au service après le retour des Bourbons. Le Paris de la première Restauration ne parle que de l'Empereur déchu : Napoléon règne encore, pèse encore sur les esprits. Les uns l'aiment et le rappellent de leurs vœux ; les autres le haïssent et le maudissent. Son souvenir s'impose à tous.

Que lisons-nous durant le mois de juin dans les bulletins de la police parisienne? L'armée était tout — ainsi s'expriment les agents — et ne saurait se résoudre à n'être plus que quelque

chose ; ses chefs disent hautement qu'elle ne peut rien espérer d'un gouvernement de capucins ; les maréchaux se servent toujours du mot *pékin* pour désigner tout ce qui n'est pas militaire, et le moindre caporal nomme *pékin* le chancelier de France ; les militaires ont toujours leur ton tranchant et leur jactance ; les officiers blâment les Bourbons dans les lieux publics sans mesure ni justice ; les soldats crient *Vive l'Empereur* dans les casernes, chantent des couplets hostiles au roi et à la famille royale, prétendent que Bonaparte a quitté l'île d'Elbe, qu'il est en route pour se mettre à la tête des troupes de l'empereur d'Autriche, son beau-père.

Le 26 juillet, dans les groupes d'ouvriers et de soldats congédiés qui se forment sur le quai de Gesvres, la police entend ces mots : « Bonaparte pourrait revenir », et plusieurs jours auparavant, le 4, dans la salle d'attente du ministère de la Guerre, on débite que Bonaparte ne tardera pas à se montrer, qu'il est déjà caché dans Paris.

Le 17 décembre, à la Bourse, les uns disent qu'il est généralissime des armées autrichiennes, les autres, qu'il est mort d'une fluxion de poitrine, et le lendemain Paris apprend soudain qu'il a été victime d'un assassinat, qu'il a reçu quatre ou cinq coups de poignard dans le dos, mais qu'il respire encore.

Le 19 janvier 1815, on raconte dans les rues qu'il arrivera sous deux jours avec une armée de 150 000 hommes.

Au mois de février, les troupes de la garnison assurent qu'elles reverront bientôt leur papa, et, le 8, la nouvelle court dans Paris que Bonaparte est sorti de l'île d'Elbe pour rejoindre Murat à Naples ou sous les murs de Rome.

Le 3 mars, même faux bruit parmi les militaires qui ne cachent pas leur satisfaction : Bonaparte s'est éloigné dans un canot, comme s'il allait se promener, pour accoster un bâtiment napolitain qui l'attendait.

Un curieux propos fait alors la joie des bonapartistes de la capitale. Dans un bouchon de la barrière, trois soldats demandent une bouteille. La cabaretière apporte trois verres. « Madame, un autre verre. — Messieurs, vous n'êtes que trois. — C'est égal, apportez toujours ; le quatrième va venir ; *à sa santé*, camarades ! » Et là-dessus les trois hommes choquent

leurs verres en l'honneur du quatrième personnage dont il est facile de deviner le nom.

Un autre mot de soldat eut grand succès dans les salons de l'opposition. « L'armée doit être contente, disait un émigré à un grognard, elle touche exactement le prêt ; au temps de Bonaparte, tout était arriéré, même la solde. — Eh ! répond le grognard, si nous aimions à lui faire crédit ! »

On citait aussi ce mot d'un officier entrant dans un bureau de loterie : « Quel numéro voulez-vous? — Donnez-moi le 18; il sortira bientôt ; je mets un napoléon dessus. »

D'un bout à l'autre du territoire les régiments, à très peu d'exceptions près, sont bonapartistes.

Au mois de septembre, un royaliste gémit de l'aspect des soldats. « Partout, écrit-il, ils montrent un front hargneux et rechigné ; des mouvements d'humeur et des signes d'infidélité leur échappent ; on lit sur leur visage la contrainte qu'ils éprouvent, et leur désir de revenir au culte de Bonaparte. »

Lorsqu'on force les troupes à crier *Vive le roi*, elles ajoutent à voix basse, *le roi de Rome*. Elles avaient déjà surnommé Napoléon le petit caporal ; elles l'appellent aujourd'hui le père la Violette, parce qu'elles s'attendent à le voir, comme la violette, refleurir au printemps. Elles conservent la cocarde tricolore, vieille et usée, cousue sous la coiffe des shakos ou cachée soit sous la cocarde blanche, soit au fond des sacs. Il y a des chambrées qui ne nomment jamais Louis XVIII et aux appels on saute le nombre 18.

Dans les lettres qu'ils envoient de leurs garnisons au Gros-Caillou, à leurs maîtresses, les soldats de la vieille garde annoncent le prochain retour de Bonaparte.

Ceux qui stationnent à Metz ont une sagesse inquiétante ; ils ne fréquentent pas les salles de danse et de jeu ; ils se promènent silencieusement ; pas un n'est puni, et un officier supérieur disait au préfet : « J'aimerais mieux qu'ils fissent des fautes et qu'il y eût entre eux des dissentiments d'opinion ; mais ils ne forment qu'une âme et n'ont qu'un même esprit, entretenu par une mystérieuse et puissante influence. »

Lorsqu'un régiment d'infanterie brûle secrètement ses

aigles, chaque soldat avale une pincée des cendres en vidant un verre de vin à la santé de l'Empereur.

Lisons la proclamation adressée de Grenoble le 8 mars par le 3e régiment du génie à l'armée française : les regrets des militaires, dit ce régiment, avaient suivi Napoléon ; leurs regards ne cessaient pas de se tourner vers l'île d'Elbe, cette île à jamais célèbre qui « possédait le maître de la victoire et le père des soldats » ; l'esprit de l'Empereur les soutenait ; ses batailles étaient l'unique objet de leurs conversations, et ses récompenses, ses paroles, le plus doux et le plus honorable de leurs souvenirs.

Mêmes dispositions et mêmes frémissements dans la population civile de l'Est et du Sud-Est.

Le 29 juin, à Saint-Étienne, sur le bruit que Napoléon est rentré à Paris à la tête de 300 000 Turcs, les ouvriers s'assemblent pour tirer des feux d'artifice en signe de réjouissance.

Le 24 juillet, un délégué de la direction générale de la police écrit de Nancy que « l'opinion s'agite parmi les gens du peuple et les militaires »; que, dans ces deux classes, personne n'accuse Bonaparte ; que tous le plaignent, le regardent comme un homme qui fut trompé et trahi ; que tous ont en lui une confiance aveugle ; qu'ils ne conspirent pas précisément pour lui ; mais que leur engouement est une sorte de conspiration, et de conspiration dangereuse, parce qu'il peut penser à en profiter.

Au mois d'août, on ne sait comment, la nouvelle du retour de Napoléon se répand sur les rives du Rhône. Dans les environs de Lyon, des paysans obligent les passants à crier *Vive l'Empereur*, et à Lyon, le 14 août, des bourgeois envahissent la caserne des dragons, les exhortent à célébrer la Saint-Napoléon, leur donnent des fusées et des pétards.

Au mois de septembre, sur les routes de la Haute-Saône, des enfants de dix à quinze ans courent après les voitures en criant *Vive l'empereur Napoléon*, et la plupart des habitants de ces départements regrettent le régime impérial, assurent que l'affaire des biens nationaux n'est pas finie

En octobre, à Tournus, en Saône-et-Loire, les trompettes du 2e régiment d'artillerie légère sonnent l'air d'une chanson

dont le refrain est « Il reviendra », et aussitôt les jeunes gens de la ville, garçons et filles, répètent ce refrain en criant *Vive Napoléon, Vive l'Empereur.*

Dans la Meurthe, au mois de décembre, les bonapartistes remuent. On affiche à Blamont un placard ainsi conçu : « Napoléon s'éveille ! Tous ces fameux royalistes vont être culbutés ! » Un soir, une voiture à quatre chevaux traverse Nancy sans que bouge la police; cinq hommes la montaient et ils criaient à tue-tête : « Vive Bonaparte, à bas la famille des Bourbons ! »

Il y avait donc — et c'est le mot des contemporains — quelque chose dans l'air. On sentait que tout n'était que provisoire. « Ayez patience, disaient les paysans à Savary qui vivait exilé dans sa terre de Nainville, ayez patience, cela ne peut pas durer. » Il n'était question que de l'Empereur, des pèlerinages que les touristes anglais faisaient à l'île d'Elbe, des laitues que Napoléon plantait comme Dioclétien à Salone, mais qu'il ne planterait pas toujours. Ah ! il n'était pas loin, et ce mort ne tarderait pas à ressusciter !

Un Français, alors en Cochinchine, se préparait à regagner sa patrie et il racontait avant son départ au souverain du pays les événements qui s'étaient passés en Europe : la chute de Napoléon, son séjour à l'île d'Elbe, la restauration des Bourbons qui maintenaient l'armée, les généraux et les fonctionnaires de l'Empire : « Sûrement, dit l'Asiatique à l'Européen, vous retrouverez en France, à votre arrivée, Napoléon et la guerre. »

II

A L'ILE D'ELBE

Sans Marmont et le tsar Alexandre de Russie, Napoléon n'aurait pas été souverain de l'île d'Elbe, et il eût peut-être accepté l'asile que Castlereagh lui proposait en Angleterre. Mais le maréchal Marmont avait, lorsqu'il négocia sa défection, prié Schwarzenberg de garantir à l'Empereur prisonnier la vie et la liberté dans un espace de terrain et dans un pays

circonscrit au choix des puissances alliées et du gouvernement français. Schwarzenberg avait répondu qu'il appréciait la délicatesse de Marmont et accepté, sans toutefois la signer, la condition relative à l'Empereur. Le tsar Alexandre consentit à la signer, et ce fut sur sa proposition que les alliés offrirent à Napoléon soit la Corse soit l'île d'Elbe. L'Empereur choisit l'île d'Elbe. Aussi, au mois de mars 1815, lorsque Alexandre dit avec colère à Wellington : « Pourquoi avez-vous laissé échapper Bonaparte? », l'Anglais lui répondit avec autant de raison que de flegme : « Pourquoi l'y avez-vous placé? »

Par le traité de Fontainebleau, du 11 avril, Napoléon devait avoir à l'île d'Elbe 400 hommes de sa garde, grenadiers et chasseurs. Mais ils arrivèrent, officiers compris, au nombre de 607. Ce fut le bataillon Napoléon, réparti en six compagnies. A sa tête étaient le général de brigade Cambronne, homme vif, inflammable comme le salpêtre, parfois violent à faire peur, et le colonel Mallet.

La cavalerie comprenait 80 hommes destinés à l'île d'Elbe et 40 hommes qui devaient former à Parme la garde de l'Impératrice. Mais Marie-Louise ne vint pas à Parme, et les 40 cavaliers se rendirent, eux aussi, à l'île d'Elbe. Ces 120 hommes, quelques-uns mamelouks ou chasseurs à cheval, la plupart chevau-légers polonais, composèrent l'escadron Napoléon, commandé par le major Jermanowski.

Une compagnie d'artillerie — 43 canonniers de la garde et 4 canons — avait pour chefs le capitaine Cornuel et le Vosgien Raoul qui devait être précepteur de Louis-Napoléon, passer ensuite dans l'Amérique du Sud, rentrer dans l'armée française sous la monarchie de juillet et mourir, en 1850, général de brigade à Paris où il commandait l'artillerie.

Napoléon créa en outre deux bataillons qui lui furent peu utiles, un bataillon dit bataillon franc, formé de 400 miliciens elbois, et un bataillon corse qui tenait garnison à Porto-Longone et qui comptait également 400 hommes, exigeants, indisciplinés, enclins à la désertion. Mais il avait avec lui à l'île d'Elbe des hommes de son île natale dont il était sûr : le major Ornano, le chef de bataillon Poli, gendre de la nourrice de l'Empereur, et Xavier Giubega, fils de son parrain.

Il avait même une marine, car il possédait un brick, l'*Inconstant*, qui lui fut cédé par la France, l'espéronade la *Caroline*, le chébec marchand l'*Étoile* et deux felouques, l'*Abeille* et la *Mouche*. Pauvre marine ! Elle n'avait que 300 hommes d'équipage commandés par un médiocre personnage, l'enseigne Taillade, que l'Empereur avait trouvé dans l'île et qu'il fit lieutenant sans le faire homme de mer.

Telles étaient les troupes — 1 600 hommes environ — dont Napoléon disposait. Elles avaient l'uniforme français et portaient la cocarde elboise, semblable au drapeau de l'île. L'Empereur avait choisi ce pavillon d'après un écusson du temps de Cosme de Médicis : fond blanc traversé en diagonale par une bande rouge semée de trois abeilles jaunes. Il voulait d'abord des abeilles bleues ; mais, de la sorte, il aurait eu le drapeau tricolore, et il craignait, comme il a dit, des désagréments.

Les plus fidèles entre les fidèles, Bertrand et Drouot, généraux de division, avaient suivi l'Empereur : l'un, grand maréchal du palais et directeur des affaires civiles, homme correct, froid, un peu timide ; l'autre, gouverneur militaire de l'île et de sa capitale, Porto-Ferrajo, homme ardent sous une apparence de calme, actif, résolu ; tous deux, dit un agent des Bourbons, élevés à l'école de Bonaparte qui leur avait appris à ne pas se laisser deviner.

Ils étaient secondés par Pons, administrateur général des mines de Rio, le seul établissement du pays qui eût des ressources importantes. Pons, républicain de très vieille date, verbeux, emphatique, prudhommesque, mais probe, droit, sensé, subit l'ascendant de Napoléon ; s'il n'hésitait pas à contredire son souverain, il servit sincèrement, passionnément celui qu'il traitait naguère d'usurpateur et de tyran.

Un Anglais, le colonel Campbell, souriant, vif, aussi adroit qu'alerte, toujours aux aguets et aux écoutes, surveillait l'Empereur et son entourage. C'était un des commissaires que les alliés avaient chargés de conduire Napoléon de Fontainebleau à Fréjus. Il alla jusqu'à l'île d'Elbe et y resta, bien qu'il n'eût aucune lettre de son souverain et, comme on dit dans la langue diplomatique, aucun caractère : ses instruc-

tions portaient seulement qu'il résiderait à l'île d'Elbe jusqu'à la fin du Congrès et qu'il aurait ensuite des pouvoirs officiels et ostensibles. Dans les trois premiers mois il cherchait à se rendre utile, agréable, et Napoléon n'était pas trop fâché de sa présence : Campbell garantissait le traité; il leva certaines difficultés; il fit reconnaître à Alger le pavillon elbois qui devait, d'après la convention du 11 avril, être respecté tout comme le pavillon français; il négocia avec Livourne un règlement de navigation ; sa présence interdisait toute insulte et attaque. Mais Campbell fut bientôt importun. Il prétendit que les petits îlots de Pianosa et de Palmajola n'appartenaient pas à l'île d'Elbe et que Napoléon y faisait des armements dont s'alarmait toute la Méditerranée. Grâce aux avis d'un domestique qu'il avait gagné, il était constamment sur les talons de l'Empereur. Il essaya même de débaucher quelques serviteurs; il flatta Pons et lui conseilla de rentrer en France où le gouvernement anglais le recommanderait et le protégerait; il engagea des grenadiers de la garde à déserter. Napoléon finit par se dégoûter du personnage : n'était-ce pas un espion, un émissaire chargé de lui nuire? Il le reçut froidement et parfois il ne le reçut pas; il le fit attendre dans l'antichambre; il l'exclut de ses réceptions, et lorsqu'il le rencontrait, il le traitait sans façon, selon son humeur, soit aimablement, soit avec rudesse. « L'Angleterre, disait-il, emploie tantôt des hommes recommandables par la générosité de leur caractère, des Cornwallis et des Saint-Helens, tantôt des gens intrigants et vils, des Drake et des Wilson; Campbell s'est lui-même rangé à côté de ces derniers. » Peu à peu chez Campbell le zèle du policier s'attiédit; Napoléon l'ennuyait de même qu'il ennuyait Napoléon. Il désira se divertir, s'amuser. Souvent il s'éloignait, non seulement pour s'entretenir avec les agents britanniques et prendre les avis du ministre plénipotentiaire lord Burghersh qui résidait à Florence, mais pour courtiser les belles d'Italie. Une corvette, la *Perdrix*, commandée par le capitaine Adye, était toujours à sa disposition dans la rade de Porto-Ferrajo.

Lætitia et Pauline, la mère et la sœur de l'Empereur, passèrent quelques mois à Porto-Ferrajo, et le peuple, rap-

porte Pons, disait qu'on ne pouvait être ni meilleur fils ni meilleur frère que Napoléon.

Madame Mère, Corse jusque dans la moelle des os et jusqu'au bout des ongles, voulait que ses compatriotes eussent toutes les places lucratives de l'île; mais aux yeux de Pons, elle était majestueuse et vraiment la mère du roi des rois.

Pauline Borghèse, la sœur favorite de Napoléon, celle que Canova surnommait la Vénus moderne, toujours souffrante ou plutôt croyant l'être, aimant le plaisir, la danse et le théâtre, animant de sa gaîté tout ce qui l'entourait, sut distraire et consoler Napoléon. Elle avait pour lui un réel dévouement et, lorsqu'il la grondait, « laissons-le faire, disait-elle, puisque cela lui est agréable ». Bien qu'elle fût encore, selon le mot de son frère, la reine des colifichets, elle avait dû, malgré elle, s'assagir un peu. Pons a, plus tard, vanté la grâce incomparable de Pauline et son sourire enchanteur; il assure qu'elle était pour les « fidèles » un ange tutélaire, qu'elle embellissait leur existence, qu'elle savait en toute circonstance leur dire un mot flatteur et joli, que chacun lui avait l'obligation de quelque bienfait.

La princesse Pauline occupait l'appartement destiné à l'Impératrice : Napoléon croyait que sa femme, celle qu'il appelait la bonne Louise, viendrait bientôt le retrouver.

Il se trompait cruellement.

Marie-Louise a sans doute aimé Napoléon ou elle a cru l'aimer. Au mois de septembre 1811, pendant une absence de son mari, elle se dit sa triste, tendre et fidèle amie jusqu'à la mort; elle parle du chagrin qu'elle essaie de cacher, et qui se lit sur son visage; elle assure que son cœur se serre lorsqu'elle passe devant le cabinet de l'Empereur et voit les volets fermés; elle voudrait courir après lui, fût-ce à cheval et en costume de page, pour lui dire de vive voix combien elle le chérit. En 1812, durant la campagne, elle écrit que, sans Napoléon, elle ne peut avoir de bonheur, qu'elle se tourmente et s'inquiète sans cesse, que la séparation « l'accable lourdement ». En 1813, pendant sa régence, et lorsque l'Autriche s'est tournée contre la France, elle marque à l'empereur François II, son père, que Napoléon aura l'avantage, et

qu'un des plus heureux jours de sa vie sera celui où Napoléon reviendra victorieux. Ses premiers vœux ne doivent-ils pas être pour son mari et pour son fils? Elle promet même à son père de lui « rendre service », s'il est vaincu !

Le vaincu, ce fut Napoléon, et le 29 mars 1814 Marie-Louise s'enfuit de Paris. Le 2 avril, au soir, elle est à Blois. Elle ne peut croire encore que les alliés renversent Napoléon. « Mon père, dit-elle, est un honnête homme. S'il ne m'écoute guère quand il s'agit d'affaires, il m'a répété vingt fois qu'il me soutiendrait toujours sur le trône de France. » Elle veut rejoindre l'Empereur ; sa place est auprès de lui, puisqu'il est malheureux ; partout elle sera bien pourvu qu'elle soit avec lui.

Mais depuis l'abdication de Napoléon, les alliés avaient disposé de Marie-Louise et du roi de Rome : pendant que Napoléon s'établirait à l'île d'Elbe, Marie-Louise irait se reposer à Vienne et règnerait ensuite sur les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. Le 11 avril, le prince Volkonsky, mandant à Bennigsen le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, ajoutait cette phrase nette, décisive : « L'Impératrice ne le suivra pas. »

Elle suivit son père. Le 8 avril, Chouvalov, commissaire des alliés, venait à Blois signifier leur volonté. Sous l'escorte des cosaques, l'Impératrice et son fils se rendaient à Orléans puis à Rambouillet. Ce fut à Rambouillet, le 16 avril, qu'elle vit François II, et le même jour, François écrivait à Napoléon que sa fille avait besoin de calme, qu'elle passerait quelques mois en Autriche, puis qu'elle gagnerait Parme, ce qui la rapprocherait de l'île d'Elbe.

Marie-Louise alla donc à Schœnbrunn où elle resta six semaines. Mais elle s'ennuya, et au mois de juillet, laissant son fils à la gouvernante, madame de Montesquiou, elle partit pour les eaux d'Aix en Savoie.

Elle se rapprochait ainsi, non de l'île d'Elbe, comme on le croyait, mais du duché de Parme, de cette petite souveraineté indépendante qui lui plaisait, et elle revit à Aix la duchesse de Montebello, son intime amie, à qui elle avait donné rendez-vous.

Or, depuis qu'elle avait quitté la France, elle s'était

détachée de l'Empereur. A Blois, à Orléans, à Rambouillet, madame de Montebello, madame de Brignole et le préfet du palais Bausset lui avaient dit fort charitablement que Napoléon ne l'avait jamais aimée et qu'il ne l'avait épousée que par politique ; qu'il avait eu des maîtresses depuis son union avec elle ; que, si elle le rejoignait, elle n'aurait de lui que des plaintes et des reproches. N'avait-on pas appelé à Rambouilllet le valet de chambre Constant et le mamelouk Roustam pour recueillir leur témoignage et pour convaincre Marie-Louise des infidélités de son mari? L'entrevue de l'Impératrice avec son père, écrit Bausset le 14 avril, la « rendra pour jamais à sa famille et mettra une nouvelle barrière entre l'île d'Elbe et Parme. Depuis quelques jours je suis occupé à fortifier les espérances dans le cœur de l'Impératrice et à combattre le retour d'une niaiserie sentimentale, à délier les neuds d'une conjugalité expirée. »

Peu à peu Marie-Louise se détache ainsi de Napoléon. Elle pense qu'il l'a toujours tenue dans sa dépendance et que, lorsqu'elle voyageait, il lui traçait un itinéraire dont elle ne pouvait s'écarter; elle prend goût à sa nouvelle vie libre, exempte d'étiquette et de cérémonial; elle est heureuse d'avoir secoué le joug, heureuse d'aller se promener quand elle veut et autant qu'elle veut, de galoper sans souci sur les grandes routes, de dessiner et de peindre à sa fantaisie, de faire à son gré trois ou quatre toilettes par jour.

Aussi, à Aix, sous les yeux du public, elle s'amuse ; elle assiste aux bals, aux fêtes ; « Marie-Louise, dit alors madame de Brignole, a pris son parti tout de bon, et elle ne partage pas les folles idées de régence dont on parle. »

La cour de Vienne lui avait donné un surveillant, le général comte Adam-Adalbert de Neipperg : si elle voulait rejoindre son mari, Neipperg devait l'en empêcher, devait d'abord lui faire des représentations, puis lui déclarer que l'empereur François lui défendait absolument d'aller à l'île d'Elbe.

Neipperg fit mieux. Il séduisit Marie-Louise. Non que la cour de Vienne ait commandé au général « de plaire à cette femme et d'être son amant ». Mais l'Impératrice ne put résister à l'irrésistible Neipperg. Si un coup de sabre l'avait

rendu borgne, un habile bandeau dissimulait sa blessure. Il avait les cheveux blonds et bouclés, la taille élégante, la voix douce, insinuante ; il chantait avec art et causait avec esprit ; tout en lui annonçait qu'il n'aimerait pas Marie-Louise bourgeoisement, paternellement, comme Napoléon l'aimait : galant, aimable, ardent, il romantisait, dramatisait sa passion.

Elle ne partit d'Aix que pour se donner à Neipperg. Au milieu de juillet, elle fait en sa compagnie une excursion de huit jours dans l'Oberland bernois, et elle a soin de n'emmener avec elle aucun Français. Au retour, elle passe la nuit du 25 au 26 septembre à l'auberge du *Soleil d'or*, au pied du Righi dont elle projette l'ascension pour le lendemain. Mais son secrétaire Méneval remarque que le valet de pied qui couchait toujours en travers de la porte de l'Impératrice, a reçu l'ordre de coucher au rez-de-chaussée et lorsqu'il déplie machinalement une carte de la Suisse que madame de Brignole, avant de la donner à Neipperg, a posée sur une table, il en fait tomber un billet de Marie-Louise au général.

Rentrée à Vienne, l'Impératrice promit de ne plus entretenir aucune correspondancce avec Napoléon sans l'assentiment paternel et de remettre à l'empereur François les lettres qu'elle recevrait de son mari. Tout le monde la trouvait « plus raisonnable ». Elle ne prononçait plus le nom de Napoléon ; elle ne semblait plus se soucier de lui ; « tout son cœur, disait la comtesse Colloredo-Crenneville, le 23 octobre, revient à son père et à sa famille ; le choix du général Neipperg a été heureux ! »

A la fin de novembre, on parle même d'une « séparation formelle », et certaines gazettes annoncent un prochain et « grand divorce ».

« Elle fait mine d'aimer Neipperg, disait la fille du gouverneur de Schœnbrunn, pour pouvoir donner à Napoléon des nouvelles du Congrès », et ce mot est colporté, commenté. Mais il prouvait que Marie-Louise paraissait éprise de Neipperg, et un espion de la police viennoise remarquait : « Il me semble, à moi ainsi qu'à bien d'autres, que la vraie histoire avec Neipperg n'est plus un secret. »

Rien, en effet, ne peut plus arracher Marie-Louise à Neipperg, et dans les salons de Vienne on murmure que le général a

conquis sur elle un tel ascendant qu'elle n'ose faire aucune démarche sans le consulter.

Lorsqu'elle apprend le 8 mars la fuite de Napoléon, elle pleure si fort qu'on l'entend jusque dans l'antichambre. « Je suis bien fâchée, écrit-elle, contre la personne qui expose ainsi le sort futur de mon fils et le mien ; tout ce que je désire, c'est la tranquillité et le repos, et celui de tout le monde. »

Elle proteste qu'elle « n'est pour rien » dans cet événement. Le 12 mars, elle écrit à Metternich, lui recommande de nouveau ses intérêts et ceux de son fils, l'assure qu'elle ne prend et ne prendra jamais la moindre part aux projets et entreprises de Napoléon. Le surlendemain, ses voitures ne portent plus les aigles et armoiries de l'Empire français, et ses gens échangent la livrée aux couleurs de Napoléon contre la livrée de la cour d'Autriche. Son fils n'est plus l'élève de madame de Montesquiou qui se voit remplacée par la comtesse de Mittrowsky, veuve d'un feld-maréchal lieutenant, et elle renonce pour lui à la succession du duché de Parme : il n'aura plus que les fiefs de l'archiduc Ferdinand de Bohême. « Toutes les princesses autrichiennes, dit-elle à Méneval, sont un instrument dans les mains du chef de la maison, et, comme elles, je me soumets absolument à mon père, au tuteur de mon fils. »

Au mois d'avril, elle jure au tsar Alexandre qu'elle ne veut pas, à quelque prix que ce soit, retourner en France, qu'elle aimerait mieux vivre dans un couvent que de rejoindre Napoléon, et elle fait cet aveu à la comtesse Mittrowsky : « Je n'ai jamais aimé Napoléon, je n'ai aimé que sa grandeur, que l'éclat de son trône, et je suis si indignée contre lui que j'ai fait un vœu d'aller faire un pèlerinage à Mariazell si l'on se saisit de sa personne. »

Un jour du mois de mai, elle fond en larmes lorsqu'elle apprend que Neipperg, son Neipperg, comme dit la société viennoise, a commis des fautes dans la campagne d'Italie et reçu du général en chef Frimont une très grave réprimande,

Elle vécut à Parme avec lui et jamais, assurait-elle, elle ne fut plus heureuse : la vie paisible et monotone lui convenait parfaitement ; depuis qu'elle était au monde, elle ne souhaitait pas d'autre existence ; le passé ne lui semblait qu'un mauvais rêve.

Le vaincu, l'exilé de 1814, ne revit donc pas sa femme et son fils. Il s'affigeait à l'île d'Elbe de ne pas les avoir avec lui. Quel regard il jetait sur le colonel Vincent lui racontant que le petit roi de Rome refusait obstinément de quitter les Tuileries ! Ses yeux, rapporte Vincent, semblaient dire : « Je le ramènerai, mon fils, dans ce palais où il voulait rester ! »

Il se plaignit. Il écrivit que personne n'avait de droits sur l'Impératrice et sur son fils. « Il est inhumain, s'écriait-il devant Campbell, de garder ma femme loin de moi. Elle m'avait promis de m'écrire tous les jours et je n'ai pas reçu une seule de ses lettres. Mon fils m'est enlevé comme ces enfants que les conquérants de jadis emmenaient pour parer leurs trophées. L'empereur d'Autriche devrait pourtant se souvenir comment j'agissais envers lui quand il était absolument en mon pouvoir. Je suis entré deux fois à Vienne en vainqueur avant mon mariage avec Marie-Louise. Ah ! ce mariage ! Il m'a été très funeste ; j'aurais bien mieux fait d'épouser une princesse russe, et je le pouvais sans la différence de religions ! »

Pour revoir et ravoir Marie-Louise, il usa de ruse. L'intérêt politique ne commandait-il pas qu'elle fût avec lui? Marie-Louise à ses côtés ne faisait-elle pas croire à l'alliance autrichienne?

Le 20 août, pendant qu'elle est à Aix, il lui envoie un capitaine de sa garde, Hurault de Sorbée, marié à une lectrice de l'Impératrice, à une de ses femmes rouges, mademoiselle Katzener. L'officier doit non seulement informer Marie-Louise que l'Empereur l'attend dans le courant de septembre ; il a ordre de se rendre partout où elle sera et, malgré la surveillance dont elle est l'objet, de l'emmener à l'île d'Elbe.

Hurault conçut un plan hardi. Il avait quitté le service de l'île d'Elbe et, pour rester avec sa femme, accepté dans la maison de Marie-Louise l'emploi de fourrier du palais. Par suite, il accompagnerait l'Impératrice lorsqu'elle quitterait Aix pour aller en Suisse et de là à Vienne. Ne pouvait-il, si elle y consentait, la faire passer pour madame Hurault et la conduire rapidement, secrètement, de Genève à Gênes et de là à Porto-Ferrajo?

Or, il lui fallait un passeport, et il n'obtiendrait cette pièce que du général Songeon qui résidait à Chambéry. Le 31 août

Hurault et sa femme se présentaient au général. Il refusa le passeport. Hurault lui remit une recommandation signée de Neipperg qui n'avait rien deviné du but de son voyage, et madame Hurault pria, supplia, pleura, eut même une pâmoison. Songeon demeura inflexible : il avait autrefois connu le capitaine Hurault et le regardait comme un homme à la tête chaude et au caractère entreprenant ; il déclara que Hurault irait à Paris solliciter son passeport et il avisa non seulement son chef hiérarchique, le général Marchand qui commandait à Grenoble, et le préfet de la Haute-Savoie, mais le ministre de la guerre et le directeur de la police générale. Hurault dut se rendre à Paris, il vit par deux fois le directeur de la police générale, et l'Impératrice n'était plus à Aix lorsqu'il reçut son passeport.

Mais, s'il l'avait eu à temps, aurait-il emmené Marie-Louise? Elle est, disait Méneval, bien peu disposée à le suivre. Au même moment n'écrivait-elle pas à madame de Montebello qu'elle n'avait aucune envie de faire une pareille escapade et qu'elle trouvait cela « un peu fort »? Était-elle femme à prendre le parti que la vieille reine Caroline de Naples lui avait conseillé : « Vous êtes mariée pour la vie, et, si l'on vous enferme, votre devoir est de vous échapper en attachant à votre fenêtre les draps de votre lit »? Lorsque Napoléon lui représentait qu'elle pouvait prendre les eaux de Toscane au lieu de prendre les eaux d'Aix, n'avait-elle pas objecté que la volonté de l'Empereur ne s'accordait pas avec les intentions de son père? N'avait-elle pas gagné à sa cause le médecin Corvisart — ce Corvisart que Napoléon, hélas! félicitait de sa conduite noble et de son caractère — et Corvisart n'avait-il pas sérieusement affirmé que Marie-Louise ne saurait, ainsi que le roi de Rome, vivre sous le climat de l'île d'Elbe, qu'elle devait prendre les eaux d'Aix, et non celles de Toscane?

L'insuccès de la mission de Hurault ne rebuta pas Napoléon. Il compte encore que Marie-Louise viendra à l'île d'Elbe et il s'efforce de lui ôter tout motif, tout prétexte de jalousie.

Lorsqu'il sait la mort de Joséphine, il ne prend pas le deuil.

Quand madame Walewska aborde le 1er septembre à l'île

d'Elbe pour obtenir de lui que Murat ne séquestre pas le majorat du jeune Alexandre Walewski, il use de précautions extrêmes afin que le monde et Marie-Louise ignorent cette démarche. Mais que peuvent les souverains mêmes contre la curiosité et la malignité des hommes? La visite de madame Walewska ne restera pas inconnue ; on saura partout qu'une femme est venue avec un enfant voir Napoléon à Marciana ; les uns diront que c'est Marie-Louise avec son fils, les autres, que c'est une comtesse polonaise, et le 3 octobre, Beugnot, le mieux informé de tous, puisqu'il dirige la police, prononcera le nom de madame Walewska !

Pourtant, Napoléon ne perdit ni courage ni espoir. Il savait qu'un général autrichien accompagnait Marie-Louise, mais il ne soupçonnait pas que Neipperg fût son amant. Tout au plus craignait-il qu'elle ne fît prononcer le divorce afin d'épouser le roi de Prusse qui, disait-on, soupirait pour elle. Le 29 novembre, à Florence, un agent de Napoléon, Colonna, se présentait au ministre Fossombroni. Il lui demandait si les journaux de Gênes et de Milan avaient raison d'annoncer que Marie-Louise allait épouser Frédéric-Guillaume III. La réponse de Fossombroni fut rassurante, et l'Empereur, croyant ce qu'il désirait, s'imaginait volontiers que, lorsqu'il serait monté sur le trône, il reverrait l'impératrice et son fils.

Au commencement de l' « interrègne », il envoya donc message sur message à Marie-Louise et, dans les derniers jours de mars, il la pria de se rendre à Strasbourg vers le 15 avril.

L'Impératrice garda le silence, et, au lieu d'elle ou d'une lettre d'elle, vint une lettre de Méneval. Marie-Louise, disait Méneval, n'envisageait son retour qu'avec terreur, et depuis six mois tous les moyens étaient employés pour l'éloigner de l'Empereur !

A la fin d'avril, autre lettre de Méneval. Elle était adressée à Lavallette. Il ne fallait plus, écrivait Méneval, compter sur l'Impératrice ; elle ne cachait pas sa haine pour l'Empereur et elle approuvait toutes les mesures prises contre lui ; on ne devait plus penser à une « réunion », et lui, Méneval, ne pouvait refouler son indignation ; Marie-Louise s'était livrée à Neipperg qui était maître de son esprit et de sa personne ; elle ne dissimulait plus le goût qu'elle avait pour lui. Lavallette

communiqua la lettre à Napoléon. Était-elle de Méneval? Il ne l'avait pas signée et il avait déguisé son écriture. Caulaincourt affirma que la lettre était de Méneval et il ajouta que les détails qu'elle contenait étaient vrais.

Quelques jours plus tard, Méneval arrivait de Vienne et, dans les jardins de l'Élysée, il confirmait à l'Empereur la triste vérité.

III

BOURBONS ET CONGRÈS

Napoléon disait plus tard que, s'il avait eu de l'argent, il aurait à l'île d'Elbe mené la vie la plus belle et la plus heureuse, la vie de château; il aurait, dans un palais construit exprès, reçu les grands savants et les plus célèbres artistes de l'Europe.

Mais il n'avait pas d'argent.

Le traité du 11 avril lui conservait le titre d'empereur et lui concédait l'île d'Elbe en toute souveraineté et propriété. C'est pourquoi les décrets commençaient ainsi : « Napoléon, empereur et souverain de l'île d'Elbe... » Un revenu de deux millions sur le grand livre de France lui était assigné et Talleyrand avait signé le traité au nom de Louis XVIII.

Or l'Empereur attendit vainement les deux millions, les millions de Paris, comme il disait. Lorsqu'il fit demander par Bertrand au ministre des Affaires étrangères le paiement du semestre échu, Talleyrand ne répondit pas. Dès le mois d'avril, dans le trajet de Fontainebleau à Fréjus, les commissaires des alliés, Koller et Chouvalov, ne prévoyaient-ils pas que les Bourbons feraient des difficultés pour exécuter le traité et que Napoléon serait fort embarrassé?

Le tsar fut averti. Il était alors mécontent de la France, et, le 13 février, il dit brusquement à Talleyrand : « Pourquoi n'exécutez-vous pas le traité du 11 avril? — Absent de Paris depuis cinq mois, répondit Talleyrand, j'ignore ce qui a été

fait à cet égard. — Le traité, répliqua le tsar, n'est pas exécuté et nous devons en réclamer l'exécution. C'est pour nous une affaire d'honneur. Nous ne pouvons, d'aucune façon, nous en départir. — Sire, remarqua Talleyrand, dans l'état actuel de l'Italie il est dangereux de fournir des ressources à ceux que nous savons disposés à former des intrigues. »

L'empereur d'Autriche se joignit au tsar. Lorsque Pauline Borghèse faisait demander à Metternich par un voyageur si la France paierait à la famille Bonaparte les sommes stipulées par la convention de Fontainebleau, le ministre répondit affirmativement. « Soyez sûr, disait Alexandre à Talleyrand, que l'empereur François est blessé que vous n'ayez pas exécuté le traité. »

Mais Louis XVIII et Talleyrand ne cherchaient qu'à gagner du temps. Ils comptaient sur une imprudence, sur un éclat de Napoléon, et ils pensaient que moins il aurait d'argent, moins il serait dangereux.

Talleyrand eut même l'idée de faire payer par la Grande-Bretagne les deux millions promis à l'Empereur. Puisque les dédommagements pécuniaires coûtaient si peu à la riche Angleterre, ne pouvait-elle prendre à sa charge la pension du souverain de l'île d'Elbe? En revanche, la France consentirait à l'abolition de la traite des nègres.

L'idée parut bonne à Louis XVIII. Il s'entendit le 27 février avec Castlereagh qui revenait de Vienne et rentrait en Angleterre. Mais il ne parla pas de la traite des noirs, et, Castlereagh pria simplement Louis XVIII d'exécuter le traité de Fontainebleau.

Bertrand n'avait donc pas tort de se plaindre à Campbell : « Notre budget de la guerre et de la marine, disait-il, s'élève à un million et les contributions de l'île ne dépassent pas quatre cent mille francs. » Là-dessus le colonel écrivit à Londres que Napoléon resterait tranquille s'il recevait sa rente, mais que, poussé par la pauvreté, il se porterait peut-être à quelque entreprise extraordinaire.

L'entreprise eut lieu, et lorsque Alexandre l'apprit : « Ma foi, s'écriait-il, Napoléon a raison. Pourquoi veut-on qu'il tienne sa parole puisqu'on ne la tient pas envers lui? On ne le paie pas ! »

Les alliés n'avaient pas, sans de sérieuses appréhensions, donné l'île d'Elbe à Napoléon.

Dès le 7 avril, trois membres du gouvernement provisoire de France, Talleyrand, Dalberg et Jaucourt, remarquaient que « le point de l'île d'Elbe amenait des discussions » et que « la situation morale de l'Italie ne paraissait pas admettre cet établissement ».

Quelques personnes craignaient déjà que Napoléon n'eût un jour l'idée de quitter son nouveau royaume et « d'arriver à Paris comme un trait ».

Le 12 avril, l'empereur d'Autriche souhaitait que son terrible gendre fût « envoyé bien loin », et Napoléon à l'île d'Elbe lui semblait trop près de la France et de l'Europe.

Un diplomate anglais, le frère de Castlereagh, Sir Charles Stewart, qui représentait son pays au Congrès de Vienne, disait qu'un pareil arrangement était un réel malheur; que, de cet endroit, Napoléon pourrait troubler encore le repos du monde; que les coalisés devaient lui chercher une retraite moins dangereuse.

Sydney Smith montrait à un ami la carte de l'Europe et le priait de mesurer l'espace entre l'île d'Elbe et la Provence : « Qu'est-ce que cette distance pour l'homme qui parcourait l'Europe à si grandes et formidables enjambées? Il peut en quelques heures se retrouver au milieu de ses bataillons ! »

Une femme d'esprit assurait que Bonaparte à l'île d'Elbe était comme une épée suspendue sur le trône des Bourbons et que le placer à trente lieues de ses anciens soldats et comme en leur présence, c'était commettre la plus grande faute.

Aussi de mortels ennemis de Napoléon conçurent-ils le dessein de l'enlever par un coup de main et de le faire disparaître à jamais.

Le 10 décembre, un ardent royaliste écrivait de Genève au marquis de Loménie qu'Adrien de Montmorency devait engager le roi d'Espagne — qui n'avait pas signé le traité de Fontainebleau — à envoyer une flottille qui saisirait le « fripon » et le conduirait à Madrid où justice lui serait faite : parti sûr, parti plus expéditif que toutes les délibérations du Congrès !

Quelques semaines auparavant, le consul de France à

Livourne, l'ancien adjudant commandant Mariotti, dressait un plan semblable. C'était un homme déterminé, exempt de scrupules, habile à choisir ses espions, cachant sous sa rondeur militaire la finesse d'un Corse. Le 28 septembre, il proposait à Talleyrand de faire enlever Napoléon. L'Empereur prenait de grandes précautions, changeait souvent de domicile, et il était fort malaisé de rien tenter contre lui. Mais on essaierait de gagner à prix d'or le lieutenant Taillade qui commandait l'*Inconstant* et vivait dans la gêne. Lorsque Napoléon allait à l'île de la Pianosa, il couchait à bord du brick : Taillade, au lieu de le mener à la Pianosa, le conduirait à l'île Sainte-Marguerite. L'idée était ingénieuse ; elle ne put s'exécuter : Taillade ne se laissa pas séduire, et peut-être ne fut-il l'objet d'aucune séduction.

Les Barbaresques ne seraient-ils pas plus heureux? Plus d'un envoyé royaliste croyait alors qu'ils enlèveraient ce maudit Bonaparte pour lui ravir son argent. Le bruit courut au mois d'août qu'ils avaient assailli l'île d'Elbe, que Bonaparte les avait repoussés, mais qu'ils reviendraient à la charge et, cette fois, pour réussir. En réalité, l'*Inconstant* avait pris sous sa sauvegarde un convoi napolitain chassé par les pirates et, loin d'attaquer Napoléon, les Barbaresques subissaient son prestige.

Un chébec de Tunis vint un jour mouiller dans la rade de Longone et, après avoir hissé le drapeau elbois qu'il honora de trois salves d'artillerie et de trois hourras, le capitaine, accompagné de deux renégats, ses interprètes, se rendit à l'intendance sanitaire. Il souhaitait de voir celui qu'il nommait le dieu de la terre. Napoléon, averti, passa sur le port et salua de la main le capitaine qui se prosternait en croisant les bras sur sa poitrine. Pons avait été chargé de s'entretenir avec l'étranger. « Que pensez-vous de l'Empereur ? lui dit-il, — Ses yeux, répondit l'homme, reflètent comme un cristal. » Il ajouta qu'il serait toujours l'ami de l'Empereur et qu'il ne comprenait pas pourquoi les Français s'étaient séparés de leur dieu. « Le peuple français, répliqua Pons, aime encore l'Empereur. — Ce ne sont pas les petits qui trahissent, remarqua le reïs, ce sont les grands. »

A la suite de cet événement, Napoléon fut convaincu qu'il

ne serait pas troublé par la piraterie africaine. « Voilà, dit-il à Pons, une épine de moins dans le pied, et, pour nous, c'est quelque chose. » Les Barbaresques, assurait-il, avaient pris pour la bannière elboise une affection protectrice ; ils la respectaient, lui témoignaient chaque fois qu'ils la rencontraient leur bonne amitié... Et les royalistes, outrés, prétendirent qu'il voulait se servir des navires tunisiens pour venir débarquer en Provence !

Puisque l'enlèvement était impossible, le Congrès ne pouvait-il, de sa propre autorité, déporter Napoléon dans une contrée lointaine? Le Congrès y pensa, et nombre de diplomates l'encouragérent, le poussèrent à prononcer cette déportation.

Beugnot souhaitait le 1er juillet que les puissances, comprenant leur intérêt, missent entre l'Europe et Napoléon la barrière de l'Océan, et les puissances semblèrent comprendre leur intérêt. « Le Congrès, écrit Beugnot le 24 septembre, menace fort Bonaparte et jusque dans son île. »

Les principaux membres du ministère français, Dupont, ministre de la guerre, Montesquiou, ministre de l'intérieur, Talleyrand qui représentait Louis XVIII à Vienne, Jaucourt qui faisait à Paris l'intérim de Talleyrand, étaient d'avis d'envoyer Napoléon sous une autre latitude.

Dupont marquait le 8 octobre à Talleyrand que, si la guerre éclatait de nouveau, Napoléon pourrait à l'île d'Elbe réunir des déserteurs italiens et même français et « agiter quelques points du continent ».

Le 13 octobre, Talleyrand mandait de Vienne à Louis XVIII que les puissances montraient l'intention d'éloigner Bonaparte de l'île d'Elbe et qu'il avait proposé de le mettre dans une des Açores, à cinq cents lieues d'aucune terre. Castlereagh, disait Talleyrand, croyait que les Portugais, qui possédaient les Açores, se prêteraient à cet arrangement et qu'il n'y aurait à régler que la question d'argent. Louis XVIII répondit à son ministre que l'idée était excellente et qu'il dépasserait la stipulation du 11 avril, c'est-à-dire qu'il donnerait aux Portugais plus de deux millions, si l'une des Açores devenait la prison de Bonaparte.

Plusieurs semaines s'écoulèrent, et le 7 décembre, Talleyrand assurait que son opinion « fructifiait ».

Montesquiou et Jaucourt, ses deux collègues, étaient entièrement dans ses vues. Eux aussi pensaient qu'il fallait reléguer Bonaparte ailleurs qu'à l'île d'Elbe. Un des plus fervents bourbonnistes, l'entreprenant et audacieux Hyde de Neuville, était leur émissaire et agent.

Déjà, dans un mémoire du 21 septembre, Hyde avait demandé que le souverain de l'île d'Elbe fût envoyé soit aux États-Unis, soit plutôt dans l'Amérique du Sud ; aux États-Unis l'Empereur jouirait paisiblement de sa renommée ; dans l'Amérique du Sud, il se taillerait un empire. En tout cas, disait Hyde, le Congrès devait — et pouvait facilement — exercer sur l'île d'Elbe la plus rigoureuse surveillance : il n'avait qu'à déclarer que l'Europe voulait en finir avec le brigandage des États barbaresques ; la France, faisant la chasse aux pirates, empêcherait par ses croisières l'évasion de Bonaparte.

Ce mémoire valut à son auteur une mission en Italie. Hyde se rendit à Turin, à Florence, à Livourne. Il représenta, selon ses instructions, au roi de Sardaigne et à l'archiduc Ferdinand d'Autriche l'avantage qu'ils avaient l'un et l'autre à s'unir au roi de France pour réprimer les Barbaresques. Il vit à Livourne Campbell et Mariotti. Il tenta même de s'aboucher à Piombino avec le général Bertrand et lui écrivit — à la fin d'octobre — que le Congrès fixerait bientôt à Napoléon une nouvelle résidence, que l'« illustre exilé » ne trouverait qu'aux États-Unis un asile digne de lui. La lettre de Hyde à Bertrand demeura sans réponse. Il conclut de ce silence que Napoléon craignait d'exciter le soupçon et, lorsqu'il revint à Paris, il déclara, comme auparavant, qu'il fallait « éloigner Bonaparte de l'Italie ».

Au Congrès, la plupart des diplomates pensaient de même. Durant le mois de novembre, on ne parlait à Vienne que de la déportation du souverain de l'île d'Elbe.

Le 7, le roi de Bavière disait que Napoléon allait être conduit à Sainte-Hélène. « Au moment où je parle, ajoutait-il, la chose doit être faite, et, pour mon compte, j'en suis charmé;

je n'étais pas tranquille tant que je savais ce diable d'homme si près du continent. »

Le 17, Vallaise, ministre des affaires étrangères du roi de Sardaigne, insinuait à Metternich qu'il faudrait « éloigner » Napoléon et donner Gênes au Piémont ; que Gênes, indépendante, serait toujours en correspondance avec l'île d'Elbe; qu'une fois les Gênois devenus Sardes et Napoléon ôté de Porto-Ferrajo, la paix régnerait dans l'Italie.

Le 25, Saint-Marsan, l'ambassadeur de Sardaigne, répondait à Vallaise que le Congrès, ne voulant pas de guerre, laisserait Murat sur le trône de Naples, mais « éloignerait » Napoléon.

A la fin de novembre on racontait dans les salons de Vienne que Murat faisait de dangereux préparatifs de guerre, qu'il s'entendait avec son beau-frère, qu'on ne pouvait laisser Napoléon à l'île d'Elbe, que les Anglais devraient le transporter, le transférer, *transportiren, transferiren*, dans une autre île.

Partout couraient ces bruits de déportation. Ils se répétaient à Paris.

Déjà le 26 septembre on avait dit dans Paris que Napoléon n'était plus à l'île d'Elbe et que les Anglais l'avaient interné à Naples. Du 13 au 19 novembre on assurait à la Bourse et on lisait dans la plupart des journaux de la capitale que les alliés, cédant aux vœux de la France comme aux intérêts de l'Europe, avaient résolu de confiner Napoléon dans une île de l'océan Pacifique, sans doute à Sainte-Hélène, et que cette résolution contribuerait grandement à rétablir le calme et la paix.

Mêmes rumeurs en décembre, en janvier, en février.

Le ministre d'Espagne, Pizarro, annonçait de Berlin le 10 décembre au duc de San Carlos que le Congrès déciderait bientôt d'annuler l'inconcevable convention du 11 avril et de déporter Napoléon hors d'Europe.

Trois jours plus tard, le 13 décembre, de Vienne, Gentz mandait que le projet de déposer l'Empereur semblait tombé dans l'oubli, mais que certaines puissances ne l'avaient pas abandonné et qu'elles assigneraient prochainement à Napoléon une autre demeure.

Le 17 décembre, le marquis d'Osmond, notre ambassadeur à Turin, rapportait que, selon le bruit public, Bonaparte avait été « enlevé » et conduit de l'île d'Elbe à Vienne.

Le 20 et le 22 janvier, Adye, le capitaine de la *Perdrix*, écrivait de Porto-Ferrajo, qu'il attendait avec une inquiète impatience la décision du Congrès, que les Bertrand étaient encore plus anxieux que lui, qu'ils craignaient de quitter l'île d'Elbe pour suivre leur maître en un pays lointain où ils vivraient séparés pour toujours de leurs parents et de leurs amis.

Le 27 janvier et le 6 février, Blacas, le favori de Louis XVIII, dans deux entretiens avec le baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche, représentait les périls qu'entraînait le séjour de Napoléon à l'île d'Elbe.

A Pétersbourg, au mois de février, Joseph de Maistre jugeait que la « transportation » de Napoléon devenait absolument nécessaire, que c'est un homme qu'il « fallait anéantir moralement ». Pourquoi l'île d'Elbe, avait-il dit, et pourquoi pas Botany-Bay « qui est sensiblement plus grand et plus commode ? »

A Vienne, pendant toute la durée du Congrès, Pozzo di Borgo annonçait qu'un grand malheur arriverait si Napoléon n'était au plus vite envoyé dans une contrée moins dangereuse que l'île d'Elbe, et il élevait si haut la voix que, lorsque l'Empereur s'échappa, Metternich déclara que les indiscrètes paroles de Pozzo et ses violentes propositions avaient poussé Napoléon aux dernières extrémités. Pour se défendre, Pozzo dut répliquer que le mal ne pouvait s'éviter, qu'il serait advenu tôt ou tard, et que mieux valait qu'il advînt maintenant parce qu'il était plus facile d'y remédier.

A Londres, comme à Paris, ne convenait-on pas que, si Napoléon regimbait, l'opération serait confiée à Sidney-Smith qui se faisait fort d'enlever le personnage et de le conduire en lieu sûr?

Napoléon savait que le Congrès projetait de l'envoyer dans une île de l'Océan, soit aux Açores, soit à Sainte-Lucie, soit à Sainte-Hélène, à cette Sainte-Hélène qu'il avait dans sa jeunesse qualifiée de petite île, à cette Sainte-Hélène que

Montgaillard, en 1805, lui conseillait de prendre pour ôter aux escadres anglaises un utile refuge. Il savait tout cela et par les journaux, et par la lettre d'Hyde de Neuville à Bertrand, et par deux Anglais qui vinrent exprès de Vienne à l'île d'Elbe, et par un officier étranger, attaché jadis à sa personne et qui se rendit à Porto-Ferrajo pour lui révéler ce qui se tramait contre lui, et par de discrets avis du prince Eugène. « Il avait, a écrit Davout, un correspondant qui puisait ses informations à bonne source et lui donnait connaissance des plus récentes délibérations du Congrès. »

Il éclata d'abord, et il déclara publiquement que, si les alliés voulaient lui mettre la main au collet, il ne se laisserait pas faire. « Ils veulent me déporter! Qu'ils essaient! Je leur ferai payer cher leur tentative. J'ai des vivres pour six mois, des canons, des hommes pour me défendre. On aura le spectacle d'une longue et belle résistance à la plus odieuse des violations. Mais je ne crois pas que l'Europe ait envie de se déshonorer en s'armant contre un seul homme qui ne veut pas et qui ne peut pas lui faire de mal. On m'a garanti la souveraineté de l'île d'Elbe par un traité solennel ; je suis ici chez moi et tant que je n'irai pas chercher querelle à mes voisins, on n'a pas le droit de m'inquiéter. »

Durant plusieurs jours, l'île parut être en état de guerre, Les ouvriers des arsenaux réparèrent les affûts et fabriquèrent des caissons. Les artilleurs firent les exercices et la manœuvre du canon. Les forts furent armés et les civils ne purent y entrer. On paya et rasa des maisons trop voisines des remparts. On vendit les pièces et les boulets hors d'usage. On acquit deux bâtiments chargés de blé qui venaient de Civita-Vecchia. Dans les premiers jours de février, le trésorier Peyrusse eut ordre de s'établir au fort de l'Étoile et secrétement, par précaution, il s'approvisionna de farine, de pommes de terre, de bœuf salé et de vivres.

Mais Napoléon n'ignorait pas qu'il devrait bon gré mal gré se soumettre aux conditions du Congrès. La place de Porto-Ferrajo était-elle, comme on disait orgueilleusement, un petit Gibraltar? Les habitants se défendraient-ils? La garnison tiendrait-elle contre un bombardement? Les soldats de la garde n'avouaient-ils pas qu'on n'aurait nulle peine à saisir

Napoléon et à l'emmener? « Toute résistance serait vaine, reconnaissait Napoléon dans une conversation avec Campbell, et je n'aurais qu'à chercher la mort, qu'à tomber les armes à la main. Je me résigne donc à tout, j'irai à Sainte-Hélène ; qu'on me frappe ; voilà ma poitrine . »

Mais, depuis lors, sa santé s'altéra; il eut souvent des accès de mauvaise humeur ; sa parole devint plus brève, plus saccadée, plus tranchante.

Il craignait moins la déportation que l'assassinat.

Les Bourbons et leurs séides ne se contentaient pas de souhaiter sa mort et de dire, comme le duc de Fitz-James, qu'ils ne seraient tranquilles que lorsqu'ils verraient à Bonaparte vingt pieds de terre par-dessus la tête. Un contemporain assure que les artisans de la déchéance et les brouillons avaient formé le projet d'assassiner l'Empereur, qu'ils tenaient déjà le meurtrier prêt, mais qu'ils voulaient avoir l'agrément du roi, que Blacas refusa de leur servir d'intermédiaire, qu'un d'eux réussit pourtant à faire la proposition au roi qui la rejeta, non sans indignation. « Ne pensons, avait dit Louis XVIII, qu'à négocier son enlèvement ; mais je défends qu'on me parle de nouveau d'un assassinat ; ce serait justifier toutes les calomnies dont nous avons été l'objet. » Mais les meneurs persistèrent dans leur résolution. N'avaient-ils pas au mois d'avril chargé Maubreuil de les débarrasser de l'Empereur?

Un homme, qui se proclamait solidement et extrêmement dévoué au roi, avait reçu du comte d'Artois une mission importante, la mission, comme il s'exprime, d'assurer à l'Europe la paix et aux Bourbons la tranquillité. Cet homme, c'était le colonel comte Chauvigny de Blot.

Simple lieutenant, il avait jadis à la Constituante fait appeler Charles de Lameth par un huissier pour le provoquer. « Je veux, lui avait-il dit, me battre avec un député marquant, le tuer ou qu'il me tue ; Mirabeau ne se bat pas ; c'est vous que j'ai choisi. » Les militaires de l'assemblée décidèrent que le duel aurait lieu après la session ; il eut lieu à Londres, et Lameth reçut un coup d'épée.

Depuis, Blot avait eu des aventures. Il fut sous l'Empire proviseur de lycée et inspecteur d'académie ! En 1814, il se

fit adjoindre au lieutenant général Milet-Mureau, commissaire extraordinaire du roi en Corse. Mais, rapporte Napoléon, si Milet-Mureau était un brave homme, Blot était un misérable, un chouan couvert de crimes. Au mois de juin, il demandait au comte d'Artois le gouvernement de l'île. En revanche, il s'engageait à supprimer Bonaparte : « Pour le bien du monde, disait-il, il faut que ce fléau de l'humanité, ce monstre, n'existe plus. » Il se croyait sûr de deux officiers corses qui auraient nourri des intelligences avec leurs camarades restés à l'île d'Elbe et avec des gendarmes mêmes de Bonaparte. En usant de discrétion, de prudence et d'adresse, grâce à quelques sacrifices et surtout à des promesses d'avancement, il comptait venir à bout de son « grand dessein ».

Les Bourbons promurent Blot maréchal de camp et commandant de l'École militaire de la Flèche, mais non gouverneur de la Corse. Il ne leur parut pas sans doute, malgré ses assurances et ses avances, assez énergique et assez capable.

Le gouverneur de la Corse fut Louis Guérin, chevalier de Bruslart, maréchal de camp depuis 1801, ancien chef de chouans, compagnon et ami de Frotté, homme brusque, rude, et toutefois intelligent et fin. On a dit qu'il avait pour instruction d'exécuter le plan ourdi par Blot et de délivrer les Bourbons de celui qu'il nommait « le voisin ». Les preuves manquent.

Si un aide de camp de Bruslart, Pivet de Boessulan, vint à Porto-Ferrajo, il y fut jeté par la tempête au retour d'un voyage à Livourne, et Lanet, autre aide de camp, affirme que Bruslart, apprenant que les Elbois lui reprochaient de vouloir assassiner ou empoisonner Napoléon, fut vivement affligé de cette accusation. Napoléon lui-même raconte que le mauvais temps avait obligé Boessulan de relâcher à l'île d'Elbe et d'y demeurer quelques jours ; que le pauvre chouan voyait chaque matin la garde défiler à la parade aux airs de *la Marseillaise* et de *Veillons au salut de l'Empire*; qu'il s'écriait avec douleur que Porto-Ferrajo était une ville terrible où tout rappelait 1793; que, lorsqu'on le rembarqua, il jura de ne plus revenir.

En outre, si Bruslart fut sous le Consulat un des membres les plus actifs et les plus résolus du royalisme militant, il

n'était pas de ceux qui recourent à l'emploi d'une machine infernale, et, de Paris où il se cachait, il écrivit à Bonaparte, avec autant de franchise que d'imprudence, qu'il n'avait pris aucune part à l'attentat de Saint-Réjant, qu'il attaquerait le premier consul de vive force au milieu de son escorte durant le trajet de Paris à la Malmaison et que, s'il ne pouvait l'enlever, il le tuerait dans le combat.

Mais nous savons qu'en 1814, lorsqu'il prit congé de la famille royale, le duc de Berry lui dit : « Ne trouverez-vous pas le moyen de *lui* faire donner le coup de pouce? »

Quoi qu'il en soit, le vie de Napoléon fut alors menacée par les royalistes.

Le ministre toscan Fossombroni l'avertit du danger. « Priez l'Empereur, disait Fossombroni à Pons, de bien se tenir sur ses gardes ; votre devoir à vous autres est de veiller sur lui, car on veut le tuer. »

Sûrement, il y eut, comme s'expriment dans leur rapport d'avril les présidents du Conseil d'État, plusieurs assassins isolés qui tentèrent de gagner par le meurtre de Napoléon un salaire promis.

Un Corse, nommé Pompeio, fut soupçonné; on l'arrêta et on se contenta de le renvoyer.

Un autre Corse, Thomas Ubaldi, manqua d'assassiner Napoléon, et le bruit courut qu'il était payé par Bruslart ; mais, appréhendé au corps, maltraité par la foule, délivré par la garde impériale, il fut, lui aussi, renvoyé.

Deux émissaires, dit-on, eurent ordre de quitter Paris au mois d'août pour immoler l'Empereur. Mais le général Filangieri qui se rendait alors en Italie, apprit leur prochain départ. Il passa par Coppet et alla voir madame de Staël, madame de Staël qui repêchait volontiers, comme on sait, ceux qu'elle avait noyés, madame de Staël qui s'était reprise de tendresse pour Napoléon et qui, à cet instant, adorait Murat, le nommait un héros et un ami de la liberté. Elle donnait une fête lorsque survint Filangieri. Dès qu'elle sut le projet d'attentat, elle envoya l'un de ses invités, le baron de Prangins, commandant en chef des troupes helvétiques, chez Joseph Bonaparte qui demeurait au château de Prangins, non loin de là, sur les bords du lac de Genève. L'émotion de Joseph fut très vive ;

il l'a depuis exprimée dans un passage du poème qu'il composa sur son frère :

> Mais la haine qui veille et se traîne dans l'ombre,
> Médite contre lui quelque entreprise sombre ;
> Mais la haine, constante en son activité,
> Quand il respire encor, ne peut être assouvie ;
> On trouble son repos, on menace sa vie,
> On voudrait l'effacer du nombre des humains.

Talma, qui déjeunait avec Joseph, voulait partir sur-le-champ pour l'île d'Elbe, et madame de Staël, elle aussi, paraît-il, revendiquait cet honneur. Joseph aima mieux envoyer Boinod, son cher Boinod, le courageux, l'intègre, le stoïque Boinod.

C'était un ancien quartier-maître, trésorier de la légion des Allobroges et commissaire des guerres en 1793 pendant le siège de Toulon. Napoléon le nommait son ami, correspondait avec lui et, de Paris en 1795, lui mandait les événements. Il emmena Boinod en Italie et en Égypte ; il le qualifiait d'administrateur consommé et probe ; il le prêta au prince Eugène qui le fit intendant général de l'armée italienne et inspecteur en chef aux revues. En 1814, après le désastre, Boinod s'était retiré à Aubonne. Il accepta la mission que Joseph lui confiait. « C'en est trop, disait-il à l'aîné des Bonaparte, il y a un Dieu vengeur ; avant un an, je vous ramènerai votre frère à Paris où nous nous reverrons. »

Il se rendit à l'ile d'Elbe. Le 12 septembre, il arrivait à Longone où se trouvait l'Empereur. Un Elbois qui l'accompagnait, le devança, l'annonça : « Sire, il vient tout exprès pour vous voir et il est le plus vieux de vos amis, il se nomme Toisot ou Poisot ou Noisot, je ne sais ; mais il est facile à reconnaître ; de ma vie, je n'ai vu un homme aussi sourd. — C'est Boinod ! », s'écria Napoléon. Il retint Boinod qui devint commissaire ordonnateur en chef des troupes impériales, puis inspecteur aux revues de la garde.

Les deux émissaires qui venaient de Paris, abordèrent-ils à l'île d'Elbe? On l'ignore. Mais Napoléon prétendit que Bruslart voulait le faire assiéger dans sa villa de San Martino et par des hommes du bataillon corse et par d'autres Corses qui

débarqueraient nuitamment sur une plage de l'île d'Elbe. Il accusa Bruslart d'avoir projeté de l'assassiner : « Nommer Bruslart gouverneur de Corse, disait-il à Campbell, c'est attenter à ma vie ; cet homme n'a pas de relations avec la Corse ; il fut toujours employé dans la conspiration des Bourbons et évidemment il n'a été choisi que pour me nuire ; il a récemment quitté Ajaccio pour Bastia afin d'être plus près de l'île d'Elbe. » Il accablait Bruslart d'invectives, l'appelait un sicaire de Georges Cadoudal, un misérable, un assassin, un buveur de sang. « Que Bruslart prenne garde, s'écriait-il un jour, s'il me manque, je ne le manquerai pas ; je l'enverrai chercher par mes grenadiers et je le ferai fusiller pour qu'il serve d'exemple aux autres ! »

Il ordonna que cinq cavaliers de service suivraient désormais sa voiture, fusils et pistolets chargés ; que son premier officier d'ordonnance, Roul, muni de deux pistolets, l'accompagnerait constamment à cheval ; que Roul commanderait ses escortes et, de concert avec le commandant de gendarmerie, placerait des gendarmes sur son passage.

Les mesures de sûreté que Napoléon avait prises, furent bientôt connues. Bruslart mandait à Paris que la surveillance exercée à Porto-Ferrajo était très active, que tout annonçait l'inquiétude, qu'on faisait des rondes nuit et jour, et Bory, dans le *Nain jaune*, écrivait à la fin de janvier, non sans exagération, que Bonaparte, à qui l'on avait inspiré quelques craintes, ne laissait débarquer aucun étranger.

IV

L'ITALIE ET MURAT

Tout le monde croyait alors que Napoléon passerait en Italie, s'il s'échappait de son île.

Le peuple italien, disait-on, était exaspéré contre les Autrichiens et prêt à suivre le premier qui lèverait le drapeau de l'indépendance. Napoléon verrait donc les mécontents et les officiers réformés accourir en foule autour de lui. Il aurait plus de partisans que le prince Eugène qui passait pour

faible, dédaigneux et avare ; il rallierait même plus de monde que Murat qui ne comptait d'adhérents que dans le royaume de Naples, et d'ailleurs Murat lui céderait volontiers le commandement suprême. N'était-il pas le héros de 1796, le vainqueur de Lodi, l'homme prédestiné qui devait délivrer les Italiens du joug étranger et faire d'eux une nation?

Que de dévouement lui témoignaient Gênes et la Rivière de Gênes ! Tous les équipages génois s'annonçaient par des cris de joie et des vivats lorsqu'ils abordaient à l'île d'Elbe. Pas un bateau de la Rivière qui ne consentît à prendre à son bord quiconque voulait aller à l'île d'Elbe même sans papiers et sans permission des autorités locales. Pas un navire elbois à qui les habitants ne fissent fête pendant sa relâche sur un point de la Rivière.

Au mois d'août, des bandes armées parcouraient l'Italie septentrionale en prenant pour mot d'ordre *Vive Napoléon.*

Au mois de septembre, à Porto-Ferrajo, la garde disait qu'elle partirait avant l'hiver pour Milan ou Florence et que Napoléon serait roi d'Italie.

Deux émissaires, Ettori et Louis Cevoni, arrivés de l'île d'Elbe le 13 novembre à Livourne, assuraient le lendemain soir, à souper, dans un faubourg, que Napoléon paraîtrait bientôt en Italie à la tête de ses gardes, que plus de 50 000 Italiens étaient prêts à le suivre, que des milliers de militaires français se joindraient à lui.

La conspiration dont l'avocat Lattuada était l'âme et que le général Gifflenga dénonça le 6 novembre, n'avait-elle pas pour but d'offrir la couronne d'Italie soit à Murat soit plutôt à « celui qui viendrait du dehors », c'est-à-dire à Napoléon?

Un ancien lieutenant dans les troupes du vice-roi, Antonio Litta, n'affirmait-il pas le 2 décembre, dans une conversation avec l'Empereur, que Milan ne pensait qu'à Napoléon, que la plupart des Italiens étaient dévoués de cœur et d'âme à la cause bonapartiste?

Comme Litta, des Milanais — dont l'avocat Casatti — ne se rendaient-ils pas à l'île d'Elbe pour faire à l'Empereur des propositions au nom des patriotes italiens et lui déclarer qu'ils paieraient tous les frais de l'expédition?

Des députés de Bologne ne venaient-ils pas demander les ordres de celui qui, à leurs yeux, était encore roi d'Italie, et l'assurer que, s'ils secouaient le joug autrichien, ils n'agiraient que pour lui?

Les Elbois annonçaient que Napoléon se ferait proclamer roi d'Italie ; les officiers de la garde impériale disaient dans les rues de Porto-Ferrajo : « quand nous serons à Milan », et, dans les premiers jours de février, l'un d'eux marquait au commandant de Gaëte que l'*Inconstant* partirait pour Naples dans quelques jours et qu'il porterait des troupes : « Je serai de cette brigade, ajoutait l'officier, et peut-être aurai-je le bonheur de revoir Gaëte et nos amis. »

Jusqu'au dernier moment, la plupart des gens de Porto-Ferrajo, Elbois et Français, crurent que la garde joindrait l'armée de Murat et, au mois de février, le trésorier de l'Empereur, voyant certains préparatifs, voyant des voiles napolitaines qui se montraient dans le canal de Piombino et des signaux qui s'échangeaient, pensait que Napoléon irait s'unir au roi Joachim.

De même les Anglais, Burghersh, sir Charles Stewart, Wellington.

Burghersh écrivait que les officiers autrichiens et les ministres du grand-duc de Toscane étaient convaincus du danger que le voisinage de Napoléon faisait courir au repos de l'Italie.

Sir Charles Stewart remarquait dès le 7 avril que l'Italie était près de l'île d'Elbe; que l'Italie, où Bonaparte avait exercé l'influence et le pouvoir, aimerait mieux vivre unie sous la main d'un glorieux despote que dans la division et le morcellement ; que Napoléon serait aidé par les amis d'Eugène Beauharnais et par Murat.

Wellington croyait dans les premiers jours de 1815 que Napoléon ne quitterait l'île d'Elbe — s'il la quittait — que pour régner sur la péninsule d'Italie et régner seul sans partage avec Murat.

De même les Français.

Beugnot exprimait l'avis — le 31 juillet — que Bonaparte

chercherait d'abord à nouer des intrigues en Italie pour les étendre ensuite au delà des Alpes.

Hyde de Neuville disait au mois de novembre que Napoléon débarquerait, non en Provence, mais à Gênes ou dans les environs de Gênes ; qu'il ne parlait que de Gênes ; que son brick l'*Inconstant* allait et venait entre Gênes et Porto-Ferrajo ; de Gênes, Napoléon irait évidemment s'unir à Murat et s'emparer du royaume d'Italie qui servirait aux nouvelles combinaisons de sa politique.

Blacas déclarait à la fin de décembre au commissaire autrichien, comte de Bombelles, que l'Italie ne serait jamais sujette de l'Autriche, ni Louis XVIII tranquille sur son trône, tant que Murat offrirait un asile à tous les mécontents et pourrait en quarante-huit heures mettre Napoléon à leur tête.

Jules de Polignac, envoyé à Rome en mission confidentielle, notait au mois de janvier que Napoléon ne pensait pas à rentrer en France, qu'il tournait toutes ses vues vers la péninsule, qu'une révolution éclaterait au mois de mars en Italie et commencerait par l'envahissement des États pontificaux et l'occupation de Rome.

Dans les derniers jours de décembre et les premiers jours de janvier, Bruslart marquait au ministre de la guerre que c'était une imprudence de s'endormir, que Bonaparte avait des projets, qu'il tâchait d'augmenter le nombre de ses partisans en Italie pour y exciter quelque mouvement, qu'il y envoyait des émissaires, que, s'il s'échappait, il « débuterait par ce pays », qu'il « réunirait ses intérêts avec ceux de Murat ».

A la fin de février, d'André — qui remplaçait Beugnot à la police — n'assurait-il pas à Louis XVIII que Napoléon pouvait d'un moment à l'autre aborder en Italie, que nulle croisière ne l'arrêterait dans l'étroit canal de Piombino, et que, descendant de nuit sans être aperçu ni courir de risque sur les côtes plates et accessibles de la Toscane, il se jetterait facilement dans les Maremmes où il n'y avait pas de troupes?

Aussi, le 1er janvier au soir, disait-on à Paris que Napoléon allait se mettre à la tête de l'armée napolitaine ; aussi, du 20 au 24 février, tandis qu'il préparait son départ, disait-on

dans les cercles de Vienne qu'il avait quitté furtivement l'île d'Elbe et qu'il venait d'arriver à Naples !

Or, Napoléon ne pensait pas du tout à jouer un rôle en Italie.

Il n'ignorait pas l'attachement que les Piémontais, les Milanais, les Gênois lui témoignaient, et il assurait une fois que, s'il paraissait en Italie, la guerre civile ne serait pas à craindre, parce que la péninsule ne formait qu'un parti, le parti napoléonien, et « ce parti, ajoutait-il fièrement, est pour moi ».

Mais il avait nettement refusé de diriger ce parti. Il conseillait aux Bolonais de rester tranquilles et d'amasser des fusils jusqu'à ce que vînt l'occasion. Il dissuadait même les Italiens de toute entreprise : l'Autriche, disait-il avec raison, les écraserait puisqu'ils n'avaient ni armée, ni armes, ni place forte; leurs conspirations ne feraient que river leur chaîne et ruiner leur cause ; ils ne pourraient jamais rien sans l'appui de la France et ils devaient attendre que le gouvernement de la France eût changé.

Au fond, il jugeait sévèrement les Italiens, les nommait intrigants, faux, doubles, brouillons, mauvais sujets, toujours mécontents. « J'en sais plus dans mon petit doigt, s'écriait-il, qu'ils n'en savent dans toutes leurs têtes réunies. » Il ne croyait même pas que les Italiens fussent amis des Français, et, dans une lettre de 1810 à Eugène, il écrivait que les Français passaient avant tout, que, s'il perdait une grande bataille, deux millions d'hommes de la vieille France accourraient sous ses drapeaux, mais que l'Italie, son royaume d'Italie, lâcherait pied.

S'il regardait l'Italie comme « le plus beau pays de la terre », ne disait-il pas, dans le trajet de Fontainebleau à Fréjus, au général Koller, qu'elle n'avait ni argent ni soldats? Il était d'avis que, lorsqu'on a régné sur la France, on ne doit pas régner ailleurs, et il a prononcé ce mot qu'on ne connaît pas assez : « J'aime les Italiens ; mais j'aime encore plus la France, ma patrie. »

Il laisse donc l'Italie à Murat : « A vous, roi de Naples ! », avait-il dit le soir du 5 décembre 1812 à son beau-frère

lorsqu'il lui remettait le commandement de l'armée. En 1815, c'est au roi de Naples à prendre en main la cause de l'Italie. Quant à lui, s'il rentre en scène, comme il s'exprime, ce sera, et ce ne sera que pour l'intérêt et avec le levier de la France.

Il a dit plus tard qu'il gardait un vif ressentiment de la conduite de Murat en 1814 et qu'il avait refusé toute communication avec le roi de Naples pendant son séjour à l'île d'Elbe.

Sur ce point comme sur tant d'autres points, il a déguisé la vérité. Un rapprochement eut lieu entre les deux souverains, et il fut ménagé sans nul doute par Pauline Borghèse, par celle que Beugnot nomme la plus souple et la plus conciliante de toutes les Bonaparte.

Dans les premiers jours de septembre, Murat écrivait à Napoléon une lettre très aimable : « Elle est fort tendre, jugea Napoléon, et il paraît que les affaires de France et d'Italie montent la tête au roi de Naples. »

Une correspondance s'engagea. Les lettres de l'île d'Elbe étaient portées par des barques particulières à Piombino et de là à Livourne chez un chaud bonapartiste, Bartolucci, qui les adressait à Rome au banquier Torlonia qui les adressait à Naples.

Murat fit mille protestations de dévouement. Le 26 décembre, il marquait à Pauline qu'il savait l'Empereur toujours irrité et souvent injuste, mais qu'il avait été et qu'il serait constamment l'ami et le plus reconnaissant élève de Napoléon; et le lendemain — 27 décembre — dans une lettre personnelle à Napoléon, il lui donnait des nouvelles de la santé de l'Impératrice et du roi de Rome, lui jurait que son attachement était invariable, que Naples respectait fort le pavillon elbois et le recevrait avec plaisir.

Les deux hommes finirent par faire assaut d'amitiés et de coquetteries. A l'île d'Elbe, lorsqu'un officier se présentait pour offrir ses services, Drouot lui répondait : « Allez à Naples ; qui sert le roi de Naples, sert l'Empereur. » Les émissaires qui venaient de Porto-Ferrajo ou, comme on disait volontiers en Italie, de *chez l'autre*, se rendaient à Naples avec un passeport qui les qualifiait de négociants, et à Naples, comme s'ils partaient de cette ville, le ministère

leur donnait un nouveau passeport à leur nom. Les officiers de l'île d'Elbe recevaient de Murat l'accueil le plus flatteur. Il les questionnait sur la santé de Napoléon, sur ses occupations, sur le nombre et la qualité de ses troupes. Le lieutenant Taillade remarquait un jour que l'Empereur n'avait au plus que 1 500 hommes. « Eh bien, répondait Murat, c'est le noyau de 500 000. »

On a même prétendu qu'un traité d'alliance offensive et défensive existait entre les deux frères : Napoléon, remonté sur son trône, aurait cédé l'île d'Elbe à Joachim, et Pons rapporte qu'il eut entre les mains une lettre où le roi de Naples exposait les clauses de cet arrangement.

Ce qu'on sait de certain, c'est que Colonna, chambellan et cavalier d'honneur de Madame Mère, fut au mois de février envoyé à Naples. Il devait dire de vive voix à Murat que Napoléon, résolu d'aller à Paris et de chasser les Bourbons, oubliait les torts de Murat et l'assurait de sa protection. Sitôt que Joachim aurait appris le débarquement de l'Empereur, il affirmerait à l'ambassadeur d'Autriche ses intentions pacifiques. Il placerait toutefois son armée sur ses frontières pour obliger l'Autriche par une diversion importante à se tourner coutre les Napolitains si elle voulait envahir la France. Colonna était, en outre, autorisé à signer un traité de garantie qui tirerait Joachim d'inquiétude, et même un traité d'alliance offensive et défensive qui s'exécuterait dans le cas où les puissances étrangères refuseraient de maintenir la paix.

Tous ces manèges n'échappaient pas aux alliés.

« Je sais, disait Metternich à la fin de novembre, que Bonaparte se remue. »

Le cardinal Pacca accusait Murat d' « emboîter le pas à l'archimandrite de l'île d'Elbe » et le comparait au louveteau que son tempérament pousse à marcher sur les traces du vieux loup.

Les journaux royalistes de Paris, comme le *Journal des Débats* et la *Quotidienne*, annonçaient que la correspondance entre Naples et l'île d'Elbe était très active.

Aussi peu à peu la France et l'Angleterre s'affermissaient

dans la résolution de se défaire à la fois de Napoléon et de Murat.

Louis XVIII écrivait le 10 décembre à Talleyrand que Bonaparte n'avait guère d'autre ressource qu'en Italie par le moyen de Murat et que, par suite, il fallait détruire Carthage, détruire Murat.

Blacas s'écriait le 6 février, dans un entretien avec le baron de Vincent, qu'il fallait en finir avec Murat, qu'autrement l'homme de l'île d'Elbe paraîtrait en Italie pour y provoquer une « dangereuse explosion ».

Wellington disait que, Murat délogé, Bonaparte ne serait pas redoutable dans son île d'Elbe.

(A suivre.)

ARTHUR CHUQUET

POUR DON CARLOS[1]

OLIVIER

I

LES PROPOS DU BRIGADIER GAMUNDI

Le capitaine Charles de Barraute, du 3e bataillon guipuzcoan, chargé du mess de l'état-major de la brigade Gamundi, était en train de procéder à l'installation de la table pour le repas du soir. Il y avait deux invités, et on fêtait en outre l'heureuse issue de la retraite de l'armée Pérula à laquelle appartenait la brigade Gamundi.

Le capitaine surveillait son ordonnance, qui disposait les couverts.

— Ici, le brigadier, à sa place habituelle. En face de lui, mon frère, le commandant Xavier de Barraute. Ici, le lieutenant de Mondragon. Là, le capitaine Narvaëz. Là, le capitaine Tristan de Barraute. Là, le lieutenant de Sabradiel. Moi, ici, à la droite du général. Ici, monsieur Olivier de Préneste...

Il jeta un coup d'œil satisfait sur la nappe blanche parée de bruyères roses.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 janvier 1920.

Un bruit joyeux de rires. Le commandant de Barraute, aide de camp de Charles VII, pénétra dans la salle, en compagnie des capitaines Narvaëz et Tristan de Barraute et du lieutenant de Mondragon. Xavier de Barraute venait d'arriver du Quartier royal de Durango, avec mission de voir dans quelles conditions l'armée Pérula, dont la brigade Gamundi formait l'aile marchante de droite, avait effectué sa retraite à travers le Baztan. Tristan de Barraute commandait les deux escadrons de hussards qui composaient la cavalerie de la brigade, Narvaëz son artillerie, Alphonse de Mondragon assurait la liaison entre les différentes armes. Le plus âgé n'avait pas trente ans. Ils étaient tous heureux de ces heures de répit, devant une bonne table, avant les combats du lendemain.

Ils écoutaient avec joie Xavier de Barraute, qui leur racontait comment avait été montée la farce énorme de la sous-préfecture de Villeléon, grâce à laquelle Pérula avait pu accomplir son escapade à la barbe de l'armée de Martinez Campos et du cordon de troupes du maréchal de Mac-Mahon. Eux-mêmes venaient de lui apprendre que la victime de cette mystification, arrêtée vers quatre heures par un petit poste carliste, se trouvait à Elizondo.

— Il paraît que c'est toi qui l'as interrogé? — dit Xavier à son frère Charles. — Pauvre garçon, comment est-il?

— Vous allez le voir, — répondit avec une certaine gravité Charles de Barraute. — Le brigadier m'a donné l'ordre de l'inviter à dîner.

Au même instant, le général Gamundi entrait.

Il était très grand. Une moustache raide et blanche barrait sa face de vieux compagnon de Zumalacarreguy. Ses bottes crottées décelaient une récente visite aux avant-postes. Il portait, avec la boïna bleue à houppe d'or, la tunique sombre des brigadiers généraux, sans décorations, sans autre insigne que, brodé sur la poitrine, à gauche, le scapulaire au cœur enflammé, entouré de la devise : « *Arrête, le cœur de Jésus est avec moi.* »

— Bonsoir, messieurs, — dit-il.

Et, s'approchant de la cheminée, il présenta à la flamme ses mains rêches.

— Commandant de Barraute, bonsoir ! Vous arrivez de Durango?

— A la minute, mon général. Et je suis heureux de vous apporter toutes les félicitations de Sa Majesté pour le beau mouvement que vous venez de réussir.

— Don Carlos est sans doute trop occupé pour venir lui-même complimenter ses braves troupes, — laissa tomber Gamundi.

Xavier de Barraute rougit.

— Sa Majesté a en effet, tous ces temps-ci, des sujets de préoccupations assez graves.

— L'organisation d'un nouveau bal, je présume, — dit le brigadier.

Xavier ne répondit pas. Le vieillard lui prit la main.

— Il reste entendu que j'ai le plus grand plaisir à vous voir ici, commandant de Barraute, — dit-il.

Il se retourna vers Charles de Barraute.

— Et notre invité?

— Il est avec le lieutenant de Sabradiel, mon général. Les habits du pauvre garçon étaient dans un état lamentable. Sabradiel, qui est de sa taille, lui a offert une tenue de rechange. Il doit être en train de la revêtir.

— J'ai pensé, messieurs, — dit lentement Gamundi, — que, puisque le hasard nous a envoyé ce monsieur, il était bon de l'accueillir avec toute la courtoisie désirable. Notre succès a fait son infortune, et, entre nous, il est fondé à dire qu'on n'a peut-être pas agi avec lui fort correctement. J'ajoute qu'il appartient, paraît-il, à une des meilleures familles françaises, et je présume — ajouta le vieux plébéien avec une nuance d'ironie — qu'une telle considération n'est pas pour vous laisser indifférents.

Les jeunes officiers étaient devenus graves. Peut-être entrevoyaient-ils le côté pile d'une plaisanterie dont le côté face les avait tant divertis tout à l'heure.

— Monsieur de Préneste a-t-il de la fortune? — demanda le brigadier.

— Je l'ignore, mon général, — dit Charles de Barraute. — Mais vous allez le voir : ce n'est pas quelqu'un à qui on puisse, d'emblée, poser une question de ce genre.

— D'ailleurs, tout ceci vous regarde, commandant, — dit Gamundi à Xavier de Barraute. — Nous n'y sommes pour rien. C'est à Durango que s'est combinée cette histoire. Vous repartez demain pour le Quartier royal, je pense. Nous verrez à emmener monsieur de Préneste à Durango, et à tout arranger au mieux de ses intérêts et de l'honneur de l'armée royale.

Olivier de Préneste entra sur ces entrefaites, précédé par le lieutenant de Sabradiel. Il portait avec amusement le dolman bleu foncé à brandebourgs noirs, la culotte azur à bandes d'or des hussards de Charles VII. Sa charmante désinvolture lui conquit toute l'assistance. Jean de Sabradiel semblait être sa réplique, en blond. Les deux jeunes gens paraissaient ravis de cette identité de mise et de cette ressemblance.

Il y eut un murmure.

— Qu'ils sont beaux, tous les deux !

Le général Gamundi était allé à leur rencontre. Sabradiel restait au garde-à-vous. Le brigadier lui serra la main. Puis il salua M. de Préneste, qui répondit par une légère inclination.

— Monsieur, — dit Gamundi, — je vous dirais que je suis heureux de vous voir parmi nous, n'étaient les circonstances dans lesquelles vous vous y trouvez. Je vous le dis, néanmoins, en mon nom et au nom de ces messieurs.

Et il lui présenta ses officiers. Quand il arriva à Xavier de Barraute.

— Le commandant, — dit-il, — est aide de camp de Sa Majesté Charles VII. Il regagne demain le Quartier royal. Je me plais à espérer que vous ne refuserez pas de l'y suivre. Je ne crois pas dépasser la pensée du Roi en vous disant qu'il sera heureux de vous connaître et de réparer le dommage dont vous avez été victime.

— Mon général, — dit avec un sourire Olivier de Préneste, — ne parlons pas de cela. Je suivrai monsieur où il voudra. Mais depuis quinze jours, j'ai été trop malheureux dans mes projets. J'ai juré de ne plus vivre que pour l'heure présente. Or, celle qui s'offre à moi est pleine d'agrément. Mon général, messieurs, j'ai fait cinq lieues, en souliers vernis, dans la montagne, et je n'ai pas mangé depuis hier soir.

Jamais repas ne fut aussi plein d'entrain. Deux des frères

Barraute, ainsi que le lieutenant de Mondragon, avaient combattu pour la France cinq ans auparavant. Olivier découvrit qu'à plusieurs reprises, lors des marches et contremarches sur la Loire, il ne s'était pas trouvé loin d'eux. Pas une seconde, il ne fut question de l'affaire de Villeléon. Les vins, dont Charles de Barraute avait pris un soin méticuleux, répandaient leurs trésors de sympathie. Olivier se faisait donner par Xavier de Barraute des détails sur la cour de Durango, par les autres des renseignements sur la cavalerie carliste, sur la possibilité de se mettre en quête, pendant les accalmies, de chamois ou de bartavelles. Le général Gamundi se laissa lui-même aller jusqu'à conter quelques épisodes de chasse à Cuba, où il avait combattu l'insurrection, avant de se ranger de nouveau sous la bannière carliste.

— Ah ! — termina-t-il, séduit par l'attention déférente avec laquelle Olivier l'avait écouté, — que ne restez-vous parmi nous ! Le commandant de Barraute aurait vite fait de vous envoyer de Durango un brevet de capitaine dans mes hussards... Cela liquiderait tout.

— Mon général, — dit Olivier en souriant, — croyez que je suis très flatté de l'honneur que vous me faites, et je ne dis pas que je ne serai pas un jour des vôtres. Mais reconnaissez qu'il y aurait de ma part un certain manque de dignité à accepter aussi vite une carte forcée. Je ne suis pas fâché, d'autre part, pour des raisons personnelles, de me rendre à l'invitation du commandant de Barraute, et de le suivre à Durango.

— Je comprends votre point de vue, — dit le général. — Je me suis borné à vous exprimer un vœu, qui est celui de tous ceux qui m'entourent.

Les ordonnances avaient apporté le champagne. Gamundi en remplit une coupe, qu'il présenta à Olivier. Tous les officiers s'étaient levés en même temps que leur chef.

— Vous voudrez bien, en attendant, — dit le général à M. de Préneste, — nous donner la preuve que vous êtes désormais sans rancune à l'égard de l'armée royale, et accepter de porter avec nous la santé de Celui qui symbolise ses luttes et ses espoirs.

Olivier prit la coupe en s'inclinant.

— J'ai l'honneur, messieurs, — dit Gamundi, — de boire à Don Carlos de Bourbon, notre Roi bien-aimé, Charles VII, ainsi qu'à la Reine Marguerite.

Tous répétèrent en chœur :

— A Don Carlos, à Doña Marguerite!

Ils se rassirent. Olivier de Préneste, ayant rempli son verre, se leva de nouveau :

— Mon général, messieurs, j'éprouve à être parmi vous un réel plaisir. Vous me permettrez d'en témoigner en portant, à mon tour, un toast à la santé de la personne à qui je dois cette joie. Buvons, si vous le voulez bien, à mademoiselle Allegria Detchart.

Un silence accueillit ces paroles. Les assistants, le verre tendu, restaient immobiles.

— Eh bien, messieurs? — dit M. de Préneste.

La voix grave du général Gamundi s'éleva.

— Vous connaissez Allegria Detchart, monsieur?

— Je la connais, mon général, pour l'avoir vue, à Villeléon, dans mon uniforme de sous-préfet, qu'elle portait d'ailleurs avec beaucoup de charme, et pour avoir été son prisonnier. Mais d'elle, je ne sais que ce que m'a révélé, tout à l'heure, le capitaine Charles de Barraute, quand vos soldats m'ont conduit à lui : fort peu de choses.

— Et vous désireriez sans doute en savoir davantage?

— C'est peut-être mon droit, mon général, — fit Olivier de Préneste.

Il regarda les convives avec un sourire. Tous baissaient la tête. Un grand malaise venait d'entrer dans la salle.

— Il y a, — dit lentement le brigadier, — deux femmes dont pas un carliste n'ignore le nom. Je ne parle pas de la Reine Marguerite. Sa Majesté fait son devoir d'épouse et de souveraine. Elle soigne nos blessés avec le dévouement le plus inlassable. Mais elle n'a pas, ce n'est pas lui faire tort que de le reconnaître, cette sorte de folie sublime des héros.

» La première des deux femmes auxquelles je fais allusion est l'épouse de Don Alphonse, frère du Roi, Son Altesse Doña Marie de Las Nieves. Toute l'armée de Catalogne tremble d'amour pour ce miracle de pureté et de grâce blonde. Les

hommes se feraient tuer pour suivre sa boïna blanche. Elle est leur lys.

» La seconde, sauf qu'elle est aussi belle, est juste l'opposé de la première. Toute l'armée de Navarre tressaille d'une terreur presque sacrée quand elle passe, dans son amazone noire, sous sa boïna noire à houppe d'argent. Sa légende attire les cœurs et les repousse. Si vous désirez savoir pourquoi, j'essaierai de vous le dire. Mais est-ce bien utile, jeune homme? Vous qui avez vécu près d'elle, plus près que je n'y ai vécu, n'avez-vous pas déjà subi sa fascination?

— Mon général, — repartit Olivier avec une gaîté affectée, — je croyais vous avoir dit que, jusqu'au moment où j'ai été détrompé par monsieur de Barraute, j'avais cru que mademoiselle Detchart appartenait à notre sexe. Il est assez normal, dans ces conditions, que j'aie échappé à son charme. Le contraire m'eût, je l'avoue, un peu inquiété.

Cette ironie sonna faux dans le malaise général.

— Allegria Detchart ! — dit le brigadier après un silence. — Je me rappelle ! La première fois que je l'ai vue, elle sortait du Quartier royal, ici même, à Elizondo. Elle venait de mettre aux pieds de Don Carlos sa formidable fortune. Elle avait encore son énorme chevelure noire. Huit jours plus tard, elle galopait sur le front de l'armée en marche vers Estella, secouant avec une joie frénétique ses petites boucles courtes. Moins de deux ans après, Dorregaray, dans un dîner où il y avait Valdespina, Mendiri et moi, nous disait à son propos la phrase célèbre... Oui, oui, messieurs, je sais, vous la connaissez, tout le monde la connaît ici, mais notre hôte l'ignore...

— Quelle est cette phrase? — demanda Olivier.

— Eh bien, parlant d'Allegria, Dorregaray disait : « Je me fais fort de forcer les lignes de Sommorostro avec une colonne formée uniquement des carlistes dont elle a été la maîtresse. » Voilà ce que disait Dorregaray, il y a deux ans de cela. Et si à mon tour, je vous la répète, cette phrase, jeune homme, ce n'est pas pour vous donner le droit de mépriser Allegria, au contraire...

— Au contraire, — dit amèrement Olivier.

— Au contraire, jeune homme, — fit le général avec une extraordinaire hauteur. J'ai bien dit. Il faut comprendre cer-

taines choses. Regardez les têtes courbées de ces officiers qui viennent de se battre, qui se battront demain. Pas un sourire équivoque, pas une de ces ignobles railleries d'hommes. Il faut comprendre...

— Que faut-il comprendre? — murmura M. de Préneste.

— Il faut comprendre que celle à qui tout souriait, et qui a fait l'admirable sacrifice de sa fortune, a été plus admirable encore en faisant un autre sacrifice, un sacrifice que vous commencez peut-être à deviner.

Olivier essuya ses tempes.

— Elle était belle, de la beauté que vous savez. Elle a mis au service du Roi, outre sa richesse, cette autre force de propagande. Combien lui a-t-elle ainsi amené de vaillants? Personne ne s'aviserait de donner le chiffre de ceux que, dans l'armée carliste, on appelle, et sans intention blessante, je le jure, « les recrues d'Allegria », moi, moins que quiconque. Cependant, je n'ai pas l'impression de trahir un secret en vous disant qu'à la table où ce soir nous sommes réunis, sur sept officiers de Sa Majesté, il y a deux recrues d'Allegria...

M. de Préneste parcourut du regard le cercle silencieux des convives. Il vit le capitaine Narvaëz, très rouge, la tête basse. Le petit lieutenant de Sabradiel était raidi sur son siège, pâle, les yeux fixes.

— Deux recrues d'Allegria, — poursuivit le brigadier Gamundi. — Le capitaine Narvaëz était un bon lieutenant dans l'artillerie de Serrano. Il tomba entre nos mains, à Abarzuza. C'est alors qu'il vit pour la première fois Allegria, Quinze jours plus tard, il était des nôtres. Eh bien, celle qui nous a donné un tel officier, peut-être je ne lui confierais pas l'éducation de ma fille, mais libre à moi de la révérer plus que les belles dames qui viennent, à Durango, faire les mijaurées aux thés de Sa Majesté. N'est-ce pas, commandant de Barraute?

— Mon général, — murmura d'une voix atterrée l'aide de camp, en désignant Jean de Sabradiel.

— C'est vrai, j'allais l'oublier, — reprit le terrible vieillard. — Il y a deux ans, Jean de Sabradiel n'était qu'un petit rien du tout, regrettant que les jeux de Saint-Sébastien fussent fermés, et s'en dédommageant à Biarritz. Il a vu

Allegria... Et maintenant, il est le lieutenant de Sabradiel, le plus brave hussard de la cavalerie carliste, dont j'ai fait partir aujourd'hui la proposition pour le grade de capitaine...

Un sanglot interrompit Gamundi. Jean de Sabradiel pleurait. Un éclair de joie haineuse traversa l'œil, d'ordinaire si indifférent, d'Olivier de Préneste.

Le brigadier s'était levé. Contournant la table, passant entre ses officiers qui s'écartaient en silence, il alla vers le petit hussard effondré sur la nappe. Il posa lentement ses deux mains sur les pauvres épaules frémissantes.

— Tu m'en veux, petit, — dit-il avec une rudesse tendre. — Je sais, oui, cela dure encore. Cela finira, tout finit ! J'ai bien fait, crois-moi, de te parler ainsi, devant les autres. J'ai bien fait. Il ne faut pas, surtout, à elle, lui en vouloir. Sa tâche fut pénible. Elle t'a aimé, peut-être. Ne dis pas non ! Qu'en sais-tu ? Il ne faut pas lui en vouloir...

Il caressait maintenant le front de l'enfant, mouillant ses rudes mains aux larmes tièdes.

Les autres officiers considéraient cette scène avec une prodigieuse émotion. Seul, Olivier de Préneste, un mauvais pli au coin de la lèvre, continuait à sourire.

— C'est fini, — dit Gamundi, — c'est fini. Pense à demain : nous allons recommencer, c'est une dure chose que de charger en montagne. Il nous faudra toute ta force, mon petit hussard, mon petit capitaine.

Jean de Sabradiel releva la tête, un pâle sourire brillait sous les larmes, entre les mèches de ses cheveux blonds.

Il saisit la main du général et voulut la baiser. Gamundi la retira brusquement. Il était redevenu le rude soldat du début de la soirée.

— Debout, — ordonna-t-il, — lieutenant de Sabradiel ! Debout ! vous tous ! Et faisons honneur à la proposition de notre hôte, remplissez les verres.

Il prit le sien, l'éleva et dit d'une voix forte :

— A la santé d'Allegria Detchart !

— A la santé d'Allegria Detchart ! — répétèrent les assistants.

M. de Préneste s'était approché du brigadier.

— Je vous remercie, mon général, d'avoir exaucé mon vœu. Mais n'y aurait-il pas lieu de porter une troisième santé? Jamais deux sans trois...

— Laquelle, monsieur?

— La santé de celui qui a ouvert une si belle carrière, la santé du privilégié qui, le premier, a reçu les faveurs de la bien-aimée de ce pauvre monsieur de Sabradiel. On doit le connaître...

— Monsieur, — répondit sèchement le général Gamundi, — c'est en son honneur que nous avons d'abord élevé nos verres.

II

JOURNAL DU MARQUIS DE LLOBREGAT

Durango, jeudi, 6 janvier 1876.

Rien.

Samedi, 8 janvier.

Soirée des plus agréables. On a pris le thé chez la duchesse du Tech. La vieille madame de Lahirrigoyen s'est mise au piano. J'ai valsé avec la duchesse qui m'a dit que je dansais comme un jeune homme. C'est une femme supérieure. Je ne crois pas un mot des histoires qu'on débite sur son compte et comme quoi, avec Barraute, et Gurowsky... De l'envie et de la méchanceté !

Sa Majesté n'a fait qu'entrer et sortir. Je lui ai vu l'air soucieux. Dame ! Pérula est obligé à un nouveau regroupement de ses forces, toujours plus à l'ouest. Si cela continue, on arrivera à entendre le canon d'ici. Comme c'est amusant ! Ces militaires sont réellement au-dessous de tout.

Il y a aussi l'affaire du nonce qui ne contribue pas à mettre Don Carlos de bonne humeur. Le pape continue d'hésiter à se faire représenter auprès de notre gouvernement. Aussi Pie IX n'a-t-il pas ici une très bonne presse. Moi, je pense que ces affaires sont plus complexes qu'on ne le croit.

Pie IX est parrain d'Alphonse XII. Quoi qu'il fasse, il mécontentera son monde. On a tôt fait de lui jeter la pierre... Il faut se mettre à la place de cet homme, que diable !

Dimanche, 9 janvier.

Très gracieuse attention de Louis de Joantho. J'ai reçu ce matin de Biarritz un splendide portefeuille de maroquin havane. Il porte, sur sa face interne, gravé en or :

MARQUIS ANTONIO DE LLOBREGAT
MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS
ET DES CULTES
DE S. M. CHARLES VII
D. P. R.

J'ai eu une joie d'enfant à y enfermer diverses affaires contentieuses, ainsi qu'un projet accordant aux casinos la personnalité civile. Trop fatigué pour travailler ce soir. A demain les affaires sérieuses.

Mardi, 11 janvier.

Journée très absorbante. J'ai accompagné le Roi à l'Université d'Oñate. Don Carlos tient à interroger les étudiants. J'ai dû passer ma nuit à préparer les questions qu'il leur poserait. Une par chaire. Comme il y a déjà quatre chaires à l'Université d'Oñate, une de théologie, une de jurisprudence, une de droit canon et une de philosophie, on voit que l'élaboration d'un pareil voyage n'est pas précisément une sinécure. Heureusement que j'ai des livres. En philosophie, les *universaux* ont toujours bon dos. Pour la jurisprudence, Don Carlos interroge sur la *Pragmatique sanction* de 1832. C'est une question qu'il a de bonnes raisons pour connaître, puisque c'est cet acte infâme qui l'a écarté du trône. Pour la théologie, le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta Cura* ont fait les frais. Mais, pour le droit canon, je n'ai rien pu trouver, rien. Don Carlos m'a fort aimablement excusé. Il a dit qu'il poserait des questions tirées de son propre fonds. C'est ce qu'il a fait.

Pendant le voyage de retour, après lui avoir présenté mes

très humbles félicitations, j'ai exposé à Sa Majesté mes idées relativement à l'enseignement supérieur. Sur quatre chaires que compte l'Université d'Oñate, il y a quatre professeurs ecclésiastiques. C'est, à mon avis, une proportion trop élevée. Je suis le dernier à méconnaître les bénéfices que nous devons à l'Église, mais il est des courants qu'on ne remonte pas. C'est ce que j'exposais à Don Carlos, avec toute la persuasion dont je suis capable. Le Roi m'écoutait d'un air lointain, en hochant la tête. Visiblement, il avait d'autres sujets de préoccupation. Cette maudite guerre, sans doute...

Jeudi, 13 janvier.

Je peux me rendre cette justice. Avant-hier, en voyant le Roi si absorbé, je me doutais de quelque chose. Mais pouvais-je soupçonner l'objet véritable des soucis de Sa Majesté ! Réellement, les rois ne sont pas faits d'une autre pâte que le commun des mortels. Il y a là, je crois, matière à réflexions profondes et d'une mine encore peu exploitée.

Ce matin, Don Carlos m'a fait appeler. Dans l'antichambre, j'ai rencontré Corazon, son petit serviteur nègre. Corazon était vêtu de noir et or. Quand Corazon est vêtu de noir et or, c'est que son maître est triste. Je suis entré en me composant une mine de circonstance.

Don Carlos était à sa table de toilette. Il passait dans sa belle barbe un petit peigne d'écaille, en poussant de profonds soupirs. Son loup familier était couché à ses pieds. Je n'aime pas cet animal : quand on parle au Roi, il rôde autour de vous. On a beau savoir qu'il est apprivoisé, on ne peut s'empêcher de le surveiller. Et l'on a l'ennui de voir le Roi rire sous cape de votre embarras.

Mais aujourd'hui, Don Carlos ne semblait pas disposé à s'amuser de ce petit manège.

— Est-ce toi, Antonio? — m'a-t-il dit, quand la porte s'est ouverte. — Assieds-toi, mon ami.

J'ai obéi. Nous sommes restés ainsi cinq bonnes minutes, lui, le dos tourné, continuant à peigner sa barbe avec de gros soupirs, moi, immobile, prenant bien garde à ne pas troubler ses méditations.

Il s'est levé, est venu à moi.

— Antonio, a-t-il dit en me prenant les mains, — les Llobregat, je le sais, sont fidèles. Depuis Sanche IV le Brave et Henri III le Malade, ils se sont, corps et âmes, dévoués à la dynastie catholique. Jure que tu es prêt à mettre tes pas dans les pas de tes ancêtres.

Les larmes aux yeux, j'ai juré. En cette minute, Charles VII m'eût demandé d'aller prendre Bilbao que j'aurais juré. Dans ces moments de grande émotion, on jure toujours, d'enthousiasme. L'ennui vient après, avec la réflexion.

— Brave Antonio ! Antonio de mon cœur ! — a dit Sa Majesté.

Et elle m'a embrassé.

— Ordonnez, Sire, ordonnez ! — ai-je dit.

Il a répété.

—Brave Antonio, Antonio de mon cœur.

Et moi, pleurant d'émotion, je comprenais combien il y a peu de mérite d'être un héros.

Fixement alors, le Roi m'a regardé. Son regard languissant s'est fait scrutateur et dur.

— Tu me jures le secret, Antonio?

— Je le jure, Sire, — ai-je dit, un genou en terre.

Il m'a relevé avec une grande bonté.

— Eh bien, écoute, alors.

Il s'est écroulé dans son fauteuil, a caché ses yeux de ses belles mains.

— Antonio, c'en est fait ! Ton maître est amoureux.

— Vous, Sire? — ai-je dit, surpris.

— Depuis peu de temps, mais pour toute ma vie. J'aime, que dis-je? aimer, j'idolâtre mademoiselle de Mercœur.

» Mademoiselle de Mercœur est cette jeune Française qu'Allegria Detchart a conduite ici, il y a un mois environ, après l'affaire de la sous-préfecture de Villeléon. Je ne l'ai vue qu'une fois, un dimanche, à la grand'messe. Elle m'a paru effectivement d'une beauté parfaite.

— Eh bien, Sire ! — ai-je fait, d'un petit air égrillard.

— Idiot ! — a-t-il dit, mais sans nulle intention de me froisser, — tu ne comprends donc ni l'importance de ma flamme, ni tout ce qui vient à sa traverse.

— Vous êtes le Roi !

— Je suis le Roi, je suis le Roi, c'est entendu, — a-t-il répondu nerveusement. — Ah ! pauvre Antonio, comme je t'envie! On voit bien que tu n'as jamais aimé.

Dans mon for intérieur, j'ai souri. On voit bien que le Roi ignore tout de la liaison que j'eus, en 1849, à l'époque du ministère Cléonard, avec Luisita, cette charmante ballerine. Don Carlos était bien jeune alors, mais, depuis, il aurait pu en entendre parler. La chose, en son temps, a fait assez de bruit, à Madrid et ailleurs.

Je me suis borné à dire :

— Puis-je demander à Votre Majesté quel est l'obstacle auquel elle fait allusion?

— Il n'y en a pas un. Il y en a vingt, — a-t-il fait avec un grand geste de lassitude. — D'abord, la duchesse de Torrès-Vedras. Tu ne peux pas ne pas savoir que Doña Juana m'a honoré de ses faveurs...

— On pourrait charger le duc d'une mission auprès d'une cour chrétienne, — ai-je murmuré.

— Pour que, passant à Pau, Doña Juana demande une audience à la Reine Marguerite, — a répondu Don Carlos en haussant les épaules, — et qu'elle lui remette mes lettres.

— Votre Majesté a écrit?

— J'ai écrit. Naturellement. J'ai écrit. Ah ! pauvre Antonio ! On voit que tu n'as jamais aimé.

— Qu'y a-t-il encore?

— Il y a... il y a Allegria.

— Elle est toute dévouée à Votre Majesté.

— Je le sais parbleu bien. Mais elle est ce que tu sais. Lucile... mademoiselle de Mercœur habite avec elle à Durango. Cette jeune fille s'est, de ce fait, irrémédiablement compromise. Après cela, malgré l'ancienneté de sa noblesse (elle est un peu ma parente, Antonio), comment veux-tu l'admettre à la Cour?

— Cet argument est des plus sérieux, — ai-je fait, méditatif.

— Ce n'est pas tout. Mademoiselle de Mercœur est fiancée. Elle est fiancée à ce monsieur de Préneste, à qui on a joué la mauvaise farce de Villeléon, et envers qui je me sens assez gêné. Il est venu s'établir ici, je ne sais pourquoi, puisqu'il

s'est refusé à toutes les invitations que je lui ai fait tenir, dans l'espoir de me l'attacher, et que, d'autre part, il ne met pas les pieds, — ma police est bien faite, — dans la maison d'Allegria. Ce garçon est une énigme.

— Et puis, Sire?

— Et puis, et puis, il y a Valdespina, il y a Calderon, il y a Dorregaray, il y a l'armée. Ces gens-là ne peuvent pas admettre que je ne sois pas tout le temps au milieu d'eux. Ils sont braves, certes, mais inintelligents à certaines choses. Ils ne savent pas quelle force on retire d'être aimé de celle que l'on aime, et que la guerre et la politique ont tout à y gagner. Mon aïeul, Henri IV, du camp de la Fère, écrivait ses lettres d'amour qui le consolaient de ses vicissitudes, et lui ont permis de vaincre.

— Vous vaincrez, Sire.

— Je vaincrai plus vite et plus sûrement si mademoiselle de Mercœur m'aime, — a-t-il dit, taciturne.

— Ah! que ne puis-je, en cette occurrence, être d'une aide quelconque à Votre Majesté!

— Tu le peux, Antonio, tu le peux.

— Moi, Sire?

— Toi, et c'est pour cela que je t'ai fait appeler. N'es-tu pas mon ministre des Beaux-Arts?

— Je ne vois pas...

— Et comme tel chargé de l'organisation des fêtes?

— Eh bien, Sire?

— Vieil enfant! Tu ne comprends donc pas? Je n'ai qu'un vœu, voir mademoiselle de Mercœur à la Cour. Mais je ne peux l'inviter à nos réceptions ordinaires. Toutes les pimbêches qui y font florès crieraient au scandale, et, bien que représentant le principe absolutiste, je ne suis pas maître encore d'imposer sans frein ma volonté. Pour que la présence de Lucile ne soulève pas de commentaires, il faut une fête quasi publique, une fête où mademoiselle de Mercœur ne puisse pas ne pas être invitée. As-tu saisi?

— J'ai saisi, Sire. Mais si Votre Majesté m'autorise une objection...

— Dis...

— Comment justifierons-nous cette solennité? Les jours

qui viennent de s'écouler n'ont pas été particulièrement favorables à nos armes.

— On peut fêter un anniversaire. Notre histoire est remplie de dates illustres, et que je trouve, pour ma part, qu'on n'a jamais assez songé à commémorer. Cherche.

— Il y aura, le 12 février, un an que Votre Majesté a reçu les félicitations publiques de sa grandeur l'évêque d'Urgel. Peut-être que...

— C'est un peu mince. Et puis cette date est trop éloignée pour mon impatience. Nous sommes le 13? Je ne veux pas attendre au delà du 31. Cherche. Cherche. Tu es aussi ministre de l'Instruction publique, il me semble.

Vendredi, 14 janvier.

Le Roi est allé aujourd'hui visiter les nouvelles lignes de Pérula, en compagnie du général Planas, ministre de la Guerre, et du baron de Magnoac. J'en ai profité pour chercher la date qui pourra servir d'anniversaire à cette maudite fête. Je n'ai encore rien trouvé. Je suis furieux. Et pendant ce temps, les affaires traînent, traînent...

Dimanche, 16 janvier.

Il paraît que ce que Sa Majesté m'a confié dans le plus grand des mystères serait le secret de Polichinelle. C'est Gurowsky, le propre cousin de Don Carlos, qui me l'a révélé ce matin, à la grand'messe. Il m'a poussé le coude au moment où mademoiselle de Mercœur est entrée, en compagnie d'Allegria Detchart. Elles sont, entre parenthèses, bien belles toutes deux.

— Il n'y a que vous, mon cher marquis, et la duchesse de Torrès-Védras qui ne soyez pas encore au courant, — a pouffé Gurowsky.

Je n'ai pas insisté, car je trouve que, décemment, il est d'autres endroits qu'une cathédrale pour une conversation de ce genre. Et puis, je pensais que Sa Majesté n'avait pas besoin de faire un appel aussi pressant à ma discrétion et à mon honneur pour me confier, en fin de compte, une histoire qui court les rues.

Mardi, 18 janvier.

Je suis fait commandeur de l'Ordre de Charles III. C'est Sa Majesté elle-même qui a tenu ce matin à m'en remettre les insignes. Je lui avais annoncé hier soir que j'avais enfin découvert une date susceptible d'être commémorée en grande pompe, celle du 30 janvier. C'est en effet le 30 janvier 1834 que Zumalacarreguy fit déterrer sur la côte de Biscaye un canon de douze pouces qu'on y avait enfoui pendant la guerre de l'Indépendance. Ce fait, si on le considère du point de vue symbolique, a son importance : « C'est en somme la fête de l'artillerie carliste que nous célébrerons dans quinze jours », ai-je dit au Roi. Il a vivement applaudi à mon initiative, et vient de me donner aujourd'hui, avec la haute distinction sus-mentionnée, la marque palpable de son contentement. Il n'y a pas, au fond, de maître qu'on ait plus de joie à servir que Don Carlos.

Un crédit de huit mille pesetas m'est ouvert pour l'organisation de la fête. J'ai en tête une décoration lumineuse du plus charmant effet. Pourvu qu'il ne pleuve pas le 30 janvier, mon Dieu !

Mercredi, 19 janvier.

Rien !

Vendredi, 21 janvier.

Gros incident ce matin, au Conseil des ministres, et toujours à propos de l'affaire en question. Je ne m'étais pas trop avancé en prononçant à son sujet le mot de secret de Polichinelle.

Le Roi, qui nous avait convoqués pour dix heures, comme d'habitude, s'est fait attendre jusqu'à onze heures. Il nous a alors dépêché Gurowsky pour nous dire qu'il ne pouvait venir, sans autre explication. Il y a eu un moment de silence, pendant lequel je suis resté immobile, très gêné, l'œil fixé sur mon beau portefeuille neuf.

Ce silence, Viñalet, le premier, l'a rompu.

— Cela ne peut durer ainsi, — a dit le ministre des Affaires étrangères. — Il faut avoir avec Don Carlos une explication

loyale. Qu'il renvoie cette femme. S'il n'y consent pas, nous aviserons, nous-mêmes, discrètement, à lui faire quitter Durango, puis le royaume. Il y a des circonstances où il faut prendre le parti d'un souverain contre lui-même.

— Cette jeune fille est noble, — a dit le duc de la Rocca. — Il ne faut pas la soumettre à un traitement indigne d'elle et de nous.

— Cela, — a riposté Viñalet, — c'est une question d'application. Sur le principe, je pense que nous sommes tous d'accord. C'est votre avis, n'est-ce pas, Don Antonio?

— Absolument, — ai-je répondu. — Croyez-vous que cette jeune fille ait été la maîtresse de Sa Majesté?

— Je ne crois pas, — a dit le général Planas. — Nous le saurions déjà.

— Je n'en sais rien, et j'ajoute que je m'en moque, — a repris Viñalet, qui de son ancien métier de marin, a conservé une certaine rudesse de langage. — Je ne sais qu'une chose, c'est qu'il faut que Don Carlos se ressaisisse, ou tout est perdu. Tenez, lisez ceci, le dernier numéro du *Cuartel-Real*, le journal de Tolosa : « Que notre Roi monte à cheval, qu'il veuille bien se montrer à la tête de ses troupes, et du même coup l'ennemi sera balayé ! » Quand on a, messieurs, une armée composée uniquement de volontaires, de telles adjurations sont moins des prières que des ordres. Général Planas, oseriez-vous répéter à nos collègues ce que vous a dit hier monsieur de Magnoac, sur l'état d'esprit de l'armée qui défend Estella?

Le ministre de la Guerre a baissé la tête.

— Je suis absolument de votre avis, — a-t-il dit. — Il faut que cette Française parte.

— La cause est entendue, — a dit Viñalet.

A ce moment, le comte del Pinar, ministre des Finances, qui n'avait encore rien dit, a fait cette brève déclaration.

— Permettez, mes chers collègues. La cause n'est pas entendue du tout. Ce qui doit rester entendu, si vous le voulez bien, c'est que nous ne ferons rien pour obtenir le départ de mademoiselle de Mercœur.

— Comment ! — s'est exclamé Viñalet.

— Vous êtes fou, Don Ramon ! — me suis-je écrié.

Le comte del Pinar a souri.

— Je vais malheureusement vous prouver le contraire, Don Antonio. Tenez, quel est donc le papier qui dépasse de votre serviette?

— C'est l'engagement de dépenses de huit mille pesetas nécessaires pour la fête du 30 janvier prochain, — ai-je répondu.

— Je présume, messieurs, — a dit le ministre des Finances d'un air aimable, en se tournant vers les autres ministres, — que vous avez chacun dans votre portefeuille un placet analogue destiné à votre serviteur?

Ils ont tous fait un geste affirmatif.

— Bon. Eh bien, regardez maintenant ce qu'il y a dans le mien !

Brusquement, il a ouvert sur la table sa serviette. Il n'y avait, à l'intérieur, qu'un papier, un seul. Il me l'a tendu.

— Prenez cela, Don Antonio ! Savez-vous ce que c'est?

— Un chèque ! Et joli, ma foi.

— *Banque Gomez, Bayonne*, — a lu le ministre des Finances. — *Veuillez payer à l'ordre de monsieur le comte del Pinar la somme de deux millions cinq cent mille francs.*

— Et c'est signé?

— C'est signé : *Lucile de Mercœur*. Comprenez-vous maintenant qu'il me paraisse assez difficile de signifier à cette jeune fille qu'on l'a assez vue à Durango? — a conclu Don Ramon, en promenant autour de la table un regard ironique.

— J'y vois au contraire une raison de plus, — a dit le duc de la Rocca, devenu très rouge. — Le Roi se doute-t-il que son Trésor est alimenté par la femme qu'il aime? De toute façon, Don Ramon, je vous trouve étrangement peu soucieux de l'honneur de votre maître.

— Étrangement, — ai-je appuyé.

Le comte del Pinar a haussé les épaules.

— Messieurs, — a-t-il dit, — de tels sentiments vous honorent, mais ils ne remplissent pas mes coffres. Or, quand l'un de vous a besoin d'argent pour les nécessités de son département, c'est bien au brave Don Ramon qu'il s'adresse, n'est-ce pas? Vous parliez tout à l'heure de la situation militaire. Voulez-vous deux mots maintenant sur la situation financière? Elle est simple. Séquestres et ventes ne produisent plus rien. Il

y a un an, à pareille date, dix mille familles étaient soumises à l'impôt direct, à raison de trois douros par mois. Aujourd'hui, en raison des revers qui nous ont contraints à abandonner les deux tiers des terres assujetties, trois mille familles à peine paient, et avec quelles difficultés, la capitation. Nous avions huit postes de douanes, nous n'en avons plus que trois, et qui rapportent trois fois moins. Or, pendant ce temps, nos dépenses n'ont cessé de s'accroître. A l'heure actuelle, messieurs, toutes nos autres ressources étant à peu près taries, le budget de Sa Majesté repose sur les contributions volontaires de deux femmes, Allegria Detchart, qui aura payé la moitié de cette guerre, et mademoiselle de Mercœur. Ceci absolument entre nous, mademoiselle de Mercœur ayant exprimé le vœu formel que sa participation demeure secrète.

Nous nous sommes regardés en hochant la tête.

— Deux millions ont déjà été versés par elle, — a continué notre collègue. — J'ai engagé à peu près la totalité des deux millions et demi que représente ce chèque. Je tiens à vous dire, messieurs, que si une démarche intempestive venait à m'empêcher d'encaisser cette somme, il ne me resterait plus, en remettant ma démission à Sa Majesté, qu'à proclamer la faillite des finances royales.

Personne n'a dit mot. Le duc de la Rocca était très pâle.

— Vous m'avez compris, messieurs, — a conclu Don Ramon. — A présent, que chacun de vous me remette ses demandes de crédits extraordinaires. Pour aujourd'hui encore, nous pouvons y faire face. Vous d'abord, Don Antonio. C'est huit mille pesetas qu'il vous faut?

— Huit mille pesetas, — ai-je dit, la gorge serrée.

— Pour la fête que le Roi désire offrir en l'honneur de mademoiselle de Mercœur, n'est-ce pas? Bon, bon, vous les aurez. Et tâchez, c'est bien le moins, que cette jeune fille en ait pour son argent.

Dimanche, 30 janvier.

C'est aujourd'hui qu'aurait dû avoir lieu la fête. Mais hier les libéraux ont emporté Villaréal, tête de nos lignes de défense. Que de travail, que de soucis pour rien !

Tolosa, lundi, 7 février.

C'est on ne peut plus ennuyeux. Nous avons dû quitter Durango, dont l'armée libérale s'est emparée avant-hier. Le Quartier royal est maintenant installé à Tolosa. Je pouvais penser que, vu les événements, Don Carlos abandonnerait son idée de fête. Il y tient plus que jamais. Elle doit avoir lieu ici, le jeudi 17 février. A moi de trouver l'anniversaire à célébrer. Comme c'est facile ! Les militaires croient qu'il n'y a qu'à perdre, reprendre et reperdre les villes. A nous autres ensuite de nous débrouiller !

Deux de mes voitures sont égarées. L'une portait les tentures, l'autre les girandoles. En outre, ici, les dimensions des locaux sont différentes. Il faut rogner, ajouter, On ne peut s'imaginer les difficultés qu'il y a à organiser un gala de façon à peu près convenable, quand on bat en retraite.

Samedi, 12 février.

Tout finira par être en place pour le 17, à force d'ingéniosité de ma part.

Lundi, 14 février.

Elguéla a été prise hier. Quelle incurie dans notre haut commandement ! J'ai obtenu à la cathédrale un baldaquin de soie mauve, du plus bel effet. Ce sera pour l'escalier. Le Roi m'a vivement félicité. Il ne tient plus en place.

Mercredi, 16 février.

Rien.

III

UNE SOIRÉE AU QUARTIER ROYAL

Dans la chambre où tous trois s'étaient réunis, après le dîner, parce qu'il y avait un grand feu de bûches, Don Iñigo achevait de prendre son café en fumant sa pipe. Allegria se taisait, ainsi que Lucile.

Dehors, il neigeait. De lourds nuages scellés passaient à toute vitesse sur la lune.

Huit heures sonnèrent.

— Et maintenant, avec votre permission, Don Iñigo, nous resterons seules, — dit Allegria. — Le landau qui doit conduire mademoiselle de Mercœur au palais sera là à dix heures. Elle a à se préparer.

L'archiprêtre honoraire obéit et jeta en se retirant un coup d'œil admiratif sur le lit où était étalée la robe qu'allait revêtir Lucile...

Un chaud jour d'août 1873, alors qu'il venait, sous l'arbre sacré de Guernica, de prêter le serment de respect aux *fueros*, Don Carlos était assis près de son balcon, regardant avec ivresse son beau royaume vallonné. Autour de ses genoux se serraient les bras nus d'Allegria. Plus svelte et brun que le Bacchus du Gange, le jeune prince ne laissait son regard quitter le doux paysage vascongade que pour le reporter sur son altière sujette.

— Tu seras au palais, à Madrid, le jour de mon couronnement, — disait-il.

— Je n'en demande point tant, Sire. Ah ! seulement t'apercevoir de loin, dans l'église cathédrale, sceptre en main, parmi l'encens, et moi-même perdue dans la foule !

— Tu seras à mon couronnement, — répétait le prince avec force, — et le soir, au palais, à la fête qui suivra. Tu te promèneras dans le Salon des Ambassadeurs, de velours rouge à ganses d'or ; tu t'assiéras dans le Salon de Charles III, bleu et argent ; tu me verras dans le Salon du Trône, sous le dais qu'entourent des lions dorés et des statues de bronze noir... Foi de Carlos, si l'étiquette de la cour espagnole doit fléchir, ce sera en faveur de la fille de Pierre Detchart. Son roi lui doit bien cela.

Il la baisa au front.

— Tu peux, dès maintenant, songer à ta robe. Elle sera, cette robe, portée à ma cour, un soir... Charles VII t'en donne sa promesse formelle.

Allegria avait obéi. Et c'était cette toilette, qu'elle avait imaginée alors dans un orgueilleux enthousiasme, qu'allait, ce soir, revêtir mademoiselle de Mercœur.

Une espèce de tunique noire, très ample, très simple, mais d'un tissu merveilleux, une soie souple et drue, à reflets tour à tour tendres et métalliques. La serrant à la taille, cette robe, une ceinture, large d'un travers de main, une pesante ceinture, toute de perles et d'améthystes alternées. Pas d'autre ornement, rien.

Allegria s'approcha de Lucile. Sans mot dire, avec d'infinies précautions, elle la dévêtit. Sur les épaules nues, elle dénoua les immenses cheveux pâles.

Beauté de Lucile. De quoi procède-t-elle? Fou qui, sur la foi de ce qui précède, croirait que c'est uniquement d'une grande indifférence lasse et triste, et du secret qui dort dans les lacs mauves des cimes, moins glacés et purs que ne le sont les yeux de mademoiselle de Mercœur. Il est vrai que ce que l'on voit d'abord chez Lucile, c'est cette lassitude et cette tristesse. Ce n'est qu'ensuite qu'on s'aperçoit qu'elle est belle.

En deux nattes tombant jusqu'aux pieds, Allegria divisa la chevelure éparse. Droite au milieu de la pièce, ses longs bras d'argent pendant sur la tunique noire, avec sa barbare ceinture de pierreries, mademoiselle de Mercœur fut alors pareille à ces vierges wisigothes que des envoyés à poil roux venaient jadis chercher dans Burgos, pour les jeter ensuite en pâture, reines désemparées, à quelque brutal dynaste d'Austrasie.

Ramenant les deux tresses, Allegria les tordit, les aplatit, les arrondit autour du front enfantin en forme de calotte d'or. Puis, elle se recula pour mieux contempler son œuvre. Sous le flamboyant regard triomphal, Lucile baissa les yeux.

— Tu ne regrettes rien? — murmura-t-elle.

L'autre haussa les épaules.

— Assieds-toi, — se borna-t-elle à dire, brusquement, lui désignant une chaise, au coin de la cheminée.

Et elle se mit à lui polir les ongles.

Mademoiselle de Mercœur posa sa tête sur la belle épaule d'ambre de sa compagne. Allegria ne la repoussa pas.

Un roulement lointain. Sous les fenêtres, un clair carillon de grelots. Allegria alla à la vitre.

Sur le tapis de neige, une voiture était arrêtée. A la lueur des deux lanternes, on apercevait le cocher, énorme et galonné.

Un grand laquais se tenait debout auprès de la portière.

— Ah! — dit Allegria, — le propre carrosse de Don Carlos.

Elle ajouta, avec un frisson de joie haineuse :

— Cette pauvre duchesse de Torres-Vedras ! Ce soir, elle sera peut-être obligée de se rendre à pied au palais !

Elle saisit par les mains Lucile effondrée sur sa chaise, la releva, l'entraîna au milieu de la chambre. Prenant une lampe, elle la regarda de nouveau, puis elle l'enveloppa dans un large manteau bleu de nuit, doublé de soie blanche.

Mademoiselle de Mercœur se laissait faire.

— Tu ne regrettes rien? dit-elle encore, dans un souffle, les yeux baissés.

— Rien, — dit Allegria.

Elle reprit, d'une voix plus douce :

— Tu vas danser avec le Roi, Lucile. Quand il t'entraînera, sous les regards envieux des hommes, haineux des femmes, sa main et la tienne seront au niveau de tes yeux. Tu verras à son poignet une petite cicatrice blanche. Regarde-la bien, Lucile, et songe alors à ton amie, ma bien-aimée.

Elle avait repris son ton rude.

— Et maintenant, va.

Par la vitre embuée, Allegria vit, dans un halo, les deux lanternes disparaître. Elle resta debout contre la croisée jusqu'à ce que les traces des roues eussent sombré sous la neige. Alors, elle revint vers le feu, s'assit sur une chaise basse, et, le front appuyé au marbre de la cheminée, elle ne bougea plus.

On avait frappé à la porte.

— Entrez, — dit-elle, morne.

— Toutes mes excuses, mademoiselle.

Allegria se retourna en sursautant. M. de Préneste venait de pénétrer dans la chambre.

— La porte de la rue était ouverte, — dit-il avec un sourire. — Je n'ai trouvé que Don Iñigo, ronflant, la tête sur la table, entre un verre de punch et une réussite. Je n'ai pas voulu réveiller ce digne prêtre, ni déranger Maïpure. Je suis monté; mademoiselle, je vous réédite mes excuses.

Il était en costume de cheval. Il se débarrassa posément

de son manteau, de ses gants, de sa cravache. Il apparut alors, mince et pâle, d'une pâleur qui contrastait bizarrement avec son attitude dégagée.

Il prit une chaise qu'il porta au coin de la cheminée. Allegria s'était levée.

— Que voulez-vous? — demanda-t-elle brièvement.

— Vilain temps, — répondit-il, s'étant assis, sans plus de façons. — Heureusement que ce bon marquis de Llobregat a eu l'idée de faire disposer un tendelet au seuil de l'escalier d'honneur. Sans cette précaution, les belles invitées de Sa Majesté auraient eu à déplorer des désastres à leurs toilettes. Pluie et neige sont de mauvaises choses pour le satin et la soie.

Sur le dossier de sa chaise, les mains d'Allegria tremblèrent.

— Que voulez-vous? — répéta-t-elle.

— Mon Dieu, c'est très simple, — fit-il. — Je me suis dit : « Ce soir, grande fête, au palais. Ni mademoiselle Detchart, ni moi, ne sommes, pour des motifs différents, conviés à ces réjouissances. Montrons à ceux qui nous ont volontairement oubliés que nous avons en nous assez de ressources pour faire fi de cette omission. Passons la soirée ensemble. » Telle est, chère mademoiselle et amie, la petite manifestation de dignité à laquelle je me permets de venir vous inviter.

Elle le regarda, essayant d'obtenir que son regard croisât le sien. Elle ne put y parvenir. C'était aux jeux des flammes dans l'âtre qu'il paraissait uniquement s'intéresser.

Alors elle recula sa chaise à l'autre coin de la cheminée.

— A votre aise, — dit-elle.

Et elle se rassit.

Sans échanger un mot, ils restèrent ainsi un quart d'heure. Au dehors, le vent s'était mis à souffler avec rage. On voyait sur la vitre blême tourbillonner l'essaim fantastique des flocons noirs.

— Vilain temps, bien vilain temps, — fit M. de Préneste, sur le même ton d'insupportable amabilité.

Il sifflotait maintenant un air de chasse.

Allegria était trop fine pour n'avoir pas aussitôt deviné où il voulait en venir avec cette cascade de mufleries. A un éclat !

« Non, non, se répétait-elle, les lèvres serrées. Tu y perdras ta peine. Ce n'est pas moi qui commencerai. »

Et, immobile, elle regardait elle aussi bondir les petites flammes courtes.

Soudain la voix d'Olivier s'éleva, une voix changée, rauque, sourde.

— Allegria... — dit-il.

Elle eut un tressaillement de joie, qu'elle réprima. Elle avait gagné. Alors elle se raidit davantage, dans l'angoisse de l'attente.

— Allegria... — répéta-t-il.

Et sa voix ressemblait maintenant à une plainte.

— Quoi? — fit-elle, très bas.

Il n'avait pas bougé, les yeux toujours fixés sur le feu. Elle l'observa. Elle vit que ses épaules, imperceptiblement, tremblaient.

— Allegria, — murmura-t-il, sans se retourner, — j'ai fait de nouvelles connaissances.

— Ah ! — fit-elle.

Elle était pâle comme une morte. Mais sa voix restait calme.

— Qui, par exemple?

— Le commandant Romeral, du premier bataillon de Biscaye.

— Ah ! Et puis?

— Le capitaine Tharsis, du deuxième Alavais.

— Et puis?

— Le duc de Santurce, lieutenant aux Gardes.

— Et puis?

— Le capitaine de Penha Verde, également aux Gardes.

— Et puis?

Les épaules d'Olivier se soulevèrent....

— Juan Arquillo, simple soldat au premier Alavais.

— Et qui encore?

— Le comte de Montera, toujours des Gardes.

— On t'a trompé, — dit Allegria, avec calme, — si on t'a dit que j'ai été la maîtresse du comte de Montera. C'est faux.

Il se retourna. Il y avait sur son visage un affreux sourire d'ironie et de désespoir.

— Reste à cinq, — dit-il.

Elle ne répondit pas.

— Reste à cinq, reste à cinq ! — reprit-il avec une âpre exaltation. Avec les neuf que je connais déjà, cela fait bien quatorze, n'est-ce pas? Combien m'en manque-t-il encore?

Dans un rire navrant, il répéta :

— Combien m'en manque-t-il encore?

Ils étaient debout tous les deux, face à face. Elle, immobile, continuait à se taire.

— Allegria ! — dit-il, dans un sanglot....

Héautontimoroumenos. Qu'a donc à se torturer ainsi Olivier de Préneste? Comment un simple voyage en Espagne, dans des circonstances un peu spéciales, je l'admets, a-t-il suffi pour transformer ainsi ce ponctuel et correct jeune homme? On ne pensait pas qu'il pût connaître d'autres émotions que celles, très réduites, qu'on éprouve dans une palombière, quand sur les arbres d'alentour vient s'abattre avec fracas le vol des beaux oiseaux violacés. Un simple voyage, vous dis-je, quelques incidents, et voici un homme qui ne se reconnaît plus lui-même. Sans ces péripéties, aucune de ces fleurs n'eût germé, sous l'odeur desquelles il défaille présentement. Sans elles, c'est-à-dire le hasard, rien. Analyse? Introspection? Un moulin qui tourne à vide. Un serpent qui mord sa queue.

Allegria ! — répéta Olivier.

A présent, il suppliait. Comme elle continuait à se taire, il osa lever les yeux, la regarder.

Elle était émue, à n'en pas douter. Il voulut lui prendre la main. Elle recula brusquement.

— Laisse-moi, — dit-elle.

Il y avait de l'effroi dans ces paroles, de l'horreur presque. Une sourde frénésie, mêlée au sentiment d'une injustice flagrante, dont il était la victime, commença à s'emparer d'Olivier. Il marcha sur la jeune femme. Il vit dans les yeux d'Allegria quelque chose de si farouche qu'il frissonna.

— Où est Lucile? — balbutia-t-il.

Pourquoi posait-il cette question, la dernière à poser, lui qui d'ailleurs savait fort bien où était mademoiselle de Mercœur? Il l'ignorait, il perdait la tête.

Mais déjà Allegria, dont il tordait les poignets, était toute secouée d'un rire sauvage.

— Dans les bras de Don Carlos. Ah ! ah ! ah ! ah ! Dans les bras de Don Carlos... Et c'est moi qui l'y ai envoyée.

— Que m'importe ! — murmura Olivier, blême.

— C'est moi, moi qui l'y ai envoyée, — répétait-elle, essayant de dégager ses minces bras martyrisés.

Et lui, haletant, la serrant plus fort, l'attirant, répétait :

— Que m'importe ! Que m'importe ! Que m'importe !

Il avait maintenant contre sa bouche la tête aux courtes boucles. A l'oreille de la jeune femme, il murmurait des paroles saccadées.

Elle poussa un grand cri de détresse.

— Jamais !

En même temps, d'un mouvement désespéré, elle avait réussi à lui échapper. Interdit, muet, il restait là, haletant.

— Jamais ! Jamais !

Elle martela.

— Quand même, à toi tout seul, tu aurais pris Bilbao, Pampelune et la Carrascal, jamais, tu m'entends bien? jamais !

— Ah ! — hurla-t-il, — plutôt le soldat Juan Arquillo, n'est-ce pas?

Et il se rua sur elle en proférant d'ignobles injures.

Un coup de cravache, lancé à toute volée, en plein visage, ne l'arrêta pas. A bras le corps, il l'étreignit. Oh ! la hideuse scène. Le contact des souples reins décuplait sa frénésie. Il râlait d'horribles mots d'amour et de haine... Et tout à coup, il la lâcha. Un carillon venait de retentir au rez-de-chaussée.

Parvenant à dégager, une seconde, un de ses bras, Allegria avait tiré un cordon de sonnette.

Maintenant, Olivier était immobile au milieu de la chambre.

Elle, lui tournant le dos, le front collé au marbre de la cheminée, elle avait repris l'attitude où il l'avait trouvée en arrivant. Rien ne semblait s'être passé.

Des pas dans l'escalier. Maïpure parut sur le seuil de la porte.

— Reconduis monsieur de Préneste, — dit-elle, sans se retourner.

A présent, Olivier est dans la rue, son chapeau à la main, son manteau sur le bras. Il recommence à neiger. La ville est sinistre et déserte. Un pauvre chien, un chien perdu, a suivi un moment M. de Préneste. Mais il a vite compris qu'il n'y avait aucune attention à attendre de ce promeneur, et il s'est éloigné humblement, ombre falote sur la neige que ses misérables petites pattes trouaient de trous noirs.

Olivier a longé les quais, entre lesquels bouillonnait une rivière invisible, — l'Oria, il l'a su plus tard. Puis, il a quitté les quais. Il a reconnu des rues dans lesquelles il était déjà passé. Sur une place, il a vu une maison violemment éclairée. Il a marché vers cette lumière. Il s'est trouvé devant le baldaquin de soie mauve, le fameux baldaquin du marquis de Llobregat. Les vitres se reflétaient sur la neige, faisant briller ses petits cristaux.

— Ah ! Don Carlos ! Don Carlos ! — sourit-il, — toi que je trouve à l'intersection de toutes mes peines, qu'elles aient nom Lucile ou Allegria, Allegria ou Lucile... Eh ! mais ! je vais entrer, et aller te tirer par ta belle barbe.

Grelottant de froid, il rit tout seul sur la place vide.

« Monsieur Buffet n'y comprendra plus rien, pense-t-il. Et les gauches... comme elles vont être ravies ! »

Il entre.

Dans l'antichambre, sitôt la porte passée, il se heurte à un officier de service.

— Bonsoir, monsieur, — fait-il aimablement.

L'officier le regarde sans surprise apparente.

— Bonsoir, monsieur, — répond-il, en français. — Vous accompagnez monsieur de Magnoac, sans doute?

« Ah ! monsieur de Magnoac est ici, se dit Olivier. Encore un avec qui je ne serais pas fâché de régler un petit compte. »

Il répond avec aplomb :

— J'accompagne en effet monsieur de Magnoac.

— Monsieur de Magnoac est en conversation avec le duc de la Rocca. Voulez-vous l'attendre dans ce salon? Je vais vous faire donner de la lumière.

— Inutile, — dit Olivier imperturbable, — monsieur de Magnoac n'en a pas pour longtemps.

Le salon où son interlocuteur vient de le laisser seul est en

effet très sombre. Mais au fond, sous une porte, il y a une raie lumineuse. Olivier va à cette porte. On parle dans la pièce à côté. La soirée du Club des Osselets n'est pas si éloignée qu'il ne puisse reconnaître la voix de celui qui l'a engagé dans toutes ces aventures, qui n'ont ni queue ni tête.

Sans bruit, M. de Préneste entr'ouvre la porte. Il sera dit que ce soir il n'aura pas cessé de se conduire avec la plus complète incorrection.

C'est en effet M. de Magnoac qui cause avec le duc de la Rocca.

— Impossible, je vous le répète, impossible, mon cher baron, — dit le duc.

— Et moi, je vous dis, monsieur, qu'il faut que je voie Sa Majesté à la minute, — dit M. de Magnoac.

La voix du vieux gentilhomme, tour à tour, implore et menace.

— Sa Majesté ne peut quitter, en ce moment, ses invités. Et d'autre part, l'étiquette, votre tenue...

M. de Magnoac est, comme Olivier, en tenue de cheval et crotté sur toutes les coutures.

— L'étiquette, monsieur de la Rocca, vous entendez bien, je m'en moque. Si je ne vois pas le Roi immédiatement, dans huit jours, dans quatre, peut-être, il n'y aura plus ni étiquette, monsieur, ni grand chambellan, ni Roi même, sinon le roi Alphonse.

— Vous exagérez, monsieur de Magnoac, allons, vous exagérez. La situation n'est pas à ce point...

— La situation est désespérée, monsieur. J'arrive, je vous le répète, à franc étrier d'Estella qui, par quel miracle ! tient encore. Ce n'est pas moi qui vous parle en cette minute. Je ne suis que le porte-parole du plus brave, du plus calme des généraux de Sa Majesté, de Don Carlos Calderon. « Allez, m'a-t-il dit, voyez le Roi, coûte que coûte, ramenez-le. Quand les libéraux vont se lancer sur nous pour l'assaut final, si l'armée ne voit pas son Roi à sa tête, le Roi n'aura plus d'armée. » Voilà ce que m'a dit hier Don Carlos Calderon. Chaque minute qui passe vaut un jour. Prenez vos responsabilités, monsieur.

Sa belle confiance paraît quitter le duc de la Rocca.

— Je vais voir, je vais essayer, mon cher baron. Voulez-vous m'attendre quelques instants.

Resté seul, M. de Magnoac se promène de long en large. Derrière la porte, Olivier retient son souffle.

Au-dessus de leurs têtes, l'orchestre se met à jouer les premières mesures d'une valse !...

Le duc de la Rocca vient de réapparaître. Il a un air effroyablement gêné.

— Eh bien? — interroge ardemment M. de Magnoac qui est allé à sa rencontre.

— Sa Majesté, — balbutie le duc, — me charge de vous dire combien elle est touchée, combien elle serait heureuse...

— Au fait !

— Si vous consentiez à vous mettre en habit...

— En habit ! — clame M. de Magnoac, — en habit, monsieur le grand chambellan, pendant qu'à chaque minute que nous perdons ici un soldat tombe pour la légitimité !

Le duc de la Rocca esquisse un geste navré. Il y a un silence.

— Je veux voir le Roi, — dit M. de Magnoac.

— Le Roi ne peut à cette heure quitter ses invités, — répète sur un ton plus ferme M. della Rocca. — Mais demain, à onze heures...

— Demain ! à onze heures ! — gémit le baron, — mais vous ne comprenez donc rien.

Le grand chambellan a un geste, un geste qui signifie qu'une telle insistance commence à être déplacée.

— Une dernière fois, monsieur, — dit encore M. de Magnoac.

M. de la Rocca répond par un second geste, ferme et courtois : non.

Le vieillard a pris son manteau, son chapeau, sa cravache.

— Au revoir, monsieur de Magnoac. Demain matin, vers onze heures, vous pourrez...

— Je repars à l'instant même pour Estella. Adieu, monsieur. Vous voudrez bien rapporter notre entretien à Sa Majesté.

Sur la place, quand il est sorti du rayon lumineux du palais, M. de Magnoac s'arrête. Il s'appuie à une muraille obscure. Il a un court sanglot.

— Toute ma vie !... — murmure-t-il.

Au même instant, quelqu'un le saisit par le bras. Il se retourne. A son oreille, une voix basse dit :

— Emmenez-moi avec vous, monsieur.

IV

LE MONTE-JURRA

MM. de Préneste et de Magnoac chevauchèrent toute la nuit. Ils avaient quitté Tolosa vers une heure. Vers trois heures ils traversèrent les rues d'une ville endormie, comme morte. Quand ils l'eurent dépassée, comme les silhouettes des arbres sans feuilles remplaçaient de nouveau sur le ciel blême les fantômes trapus des maisons. M. de Magnoac rapprocha son cheval de celui d'Olivier. Les bottes des cavaliers se touchèrent.

— M'en voulez-vous beaucoup, monsieur ? — murmura M. de Magnoac.

C'était la première fois que, depuis leur sortie de Tolosa, ils s'adressaient la parole.

— Monsieur, — répondit, sans aucune nuance amère, M. de Préneste, — je ne vois pas bien à quoi rime cette question. Quand, machinant la petite comédie de Villeléon, vous m'avez complètement sacrifié à l'intérêt de la cause que vous servez, vous ne vous êtes pas embarrassé de scrupules. Vous m'auriez alors, monsieur de Magnoac, de gaieté de cœur, tué de votre main. Or, maintenant, vous me demandez si j'ai contre vous de la rancune. Pour me parler ainsi, il faut qu'il vous soit venu des doutes sur la bonté de votre cause, ou tout au moins sur son succès.

Et comme le vieillard murmurait quelques vagues phrases de protestation :

— Ne vous mettez pas en peine de dénégations, monsieur. Je préfère vous dire que j'ai entendu hier soir votre conversation avec le duc de la Rocca.

La voix de M. de Magnoac se fit tremblante d'émotion :

— Vous m'avez entendu dire que l'instant était affreuse-

ment critique, sinon désespéré ! Et c'est cet instant que vous choisissez pour me demander de vous conduire vers la ligne de feu !...

— Je voulais quitter Tolosa, — répondit sèchement M. de Préneste, — à peu près pour les mêmes raisons que Sa Majesté tient, mordicus, à y demeurer. Vous connaissez ces raisons, je pense.

Il y eut un silence, M. de Magnoac baissa la tête avec accablement.

— Pardon, — murmura-t-il.

— Vous êtes tout pardonné, monsieur, — répondit sur un ton d'enjouement douloureux M. de Préneste. — A présent, si vous désirez mieux encore, et vous acquérir des titres indiscutables à ma reconnaissance, tâchez, sur une route que vous me paraissez connaître à fond, de découvrir quelque auberge. L'aube va naître ; j'ai soif et je me sens glacé.

De chaque côté du chemin, des croupes de terre se traînaient, noires sous le ciel gris strié de déchirures jaunes. Des flaques d'eau brillaient, sinistres, dans les fossés. Un faible vent froid torturait, de loin en loin, quelque arbre misérable.

A un coude de la route, M. de Magnoac descendit de cheval. Suivi par Olivier, il marcha vers un amas informe adossé au flanc de la ravine. Ce ne fut que lorsque Olivier entendit le pommeau de la cravache de son compagnon heurter une porte qu'il reconnut, dans cet entassement sordide, une maison.

— Ce ne sont plus les belles petites auberges blanches du pays basque. Nous approchons de l'Espagne véritable, — fit M. de Magnoac.

Ils entrèrent. La pièce unique ne recevait d'autre lumière que celle d'un feu mourant dans l'âtre. Une forme ratatinée était accroupie devant ce feu.

— Eh ! grand'mère, — dit M. de Magnoac.

La vieille se retourna. De la mante qui couvrait sa tête émergeait son nez de carabosse. La flamme dansait en lueurs rouges sur ses haillons noirs.

— Pepa, la belle Pepa Samaniego, — présenta M. de Magnoac. — Admirez, je vous prie, comme ce nom enfantin, Pepa, sied bien à cette petite folle. Telle que vous la voyez,

elle est cependant un excellent raccourci de l'histoire de cette charmante Espagne au dix-neuvième siècle. Elle a, tour à tour, sauté sur les genoux de Lannes et de Palafox. Elle a offert des fleurs au duc d'Angoulême, servi à boire, pendant la guerre de Sept ans, à Zumalacarreguy et à votre serviteur, puis à O'Donnell, puis à cette canaille de Prim. Demain, tu acclameras Quesada et Alphonse XII, n'est-ce pas, vieille coquine ? Allons, en attendant, fais-nous chauffer du café.

Il maugréa :

— Et dire que c'est à ce pays que j'ai fait le sacrifice de ma vie. Me voici sur le point d'en être récompensé !

Assis devant la cheminée, Olivier regardait, sur la plaque luisante du foyer, le reflet de l'aube. C'était une aube hideuse d'hiver qui grandissait. Il était trop las pour se retourner et la voir entrer au naturel par la porte. Le vent aigre lui mordait la nuque, le sommeil le gagnait. Son menton lui semblait lourd, lourd... Sa tête, par saccades, s'affaissait.

Sur ses genoux, un choc doux et mou. Un chat venait de s'y installer. Il flaira Olivier, discerna en lui la sympathie des pauvres bêtes sans défense. Satisfait, il se mit à ronronner...

— Voilà le café.

Dieu ! que cette voix de M. de Magnoac est perforante. Olivier ouvre les yeux. Le jour est né. Il sculpte tristement la misérable pièce. Il fait moins froid. Le chat n'est plus là.

M. de Préneste boit son bol de café, d'un trait, sous l'œil paternel de M. de Magnoac.

— J'ai dormi ? — s'excuse-t-il.

— Une heure, à peine. J'ai essayé de vous en empêcher, parce qu'un sommeil pareil, après on est encore plus fatigué... Mais inutile. J'en a profité pour faire manger les chevaux et les astiquer. Maintenant, à mon tour, si vous le permettez.

M. de Magnoac a déposé devant la porte un bassin de terre rouge rempli d'eau. Nu jusqu'à la ceinture, dans l'âpre bise qui siffle sur les hautes terres navarraises, il procède à sa toilette. Olivier voit sur le torse, sur les bras secs, de longues marques brunes. La chasse? la guerre? Les deux.

Un bruit de pas, sur la route, qui grandit. Une troupe en marche. Le regard de M. de Magnoac est fixe. Olivier veut

voir. En chancelant, il se lève. Il va sur le pas de la porte.

Une cinquantaine d'hommes s'approchent. De l'infanterie carliste. Longues capotes bleues, récoltées sans doute sur les cadavres des libéraux, boïnas rouges à plaques de cuivre, alpargates. Les montagnards ont un pas long et balancé, étonnamment rapide. Un guitariste rythme leur marche dansante.

Les voici à la hauteur de l'auberge. Ils viennent en sens inverse du chemin suivi par les deux compagnons.

— Troisième bataillon d'Alava, — maugrée M. de Magnoac. — Qu'est-ce que ces gaillards viennent faire par ici !

Une voix claire retentit :

— Monsieur de Magnoac, si je ne me trompe?

C'est l'officier qui mène la troupe.

— Capitaine Sallaberry, — dit M. de Magnoac. — Je vous croyais à Estella.

— Plus exactement à Murrugaren. En effet, nous y étions hier soir, — dit l'officier.

— Et... où allez-vous, présentement?

— Présentement, si on vous le demande, vous direz que nous rentrons chez nous.

Et le capitaine Sallaberry a un rire que répètent ses soldats les plus proches.

— Chez vous, capitaine. Mais alors, Estella?...

— Estella tient encore, monsieur de Magnoac. Peut-être jusqu'à demain, peut-être jusqu'à ce soir.

— Mais alors, capitaine, je ne comprends pas...

— Vous comprenez très bien, au contraire, — riposte l'officier. — Il n'y a plus ici ni capitaine Sallaberry, ni soldats du troisième alavais. Il n'y a que des gens des villages d'Echarry et d'Aranaz qui retournent à leurs métairies, qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

D'un coup de cravache, M. de Magnoac frappe sa botte. Les Alavais éclatent de rire.

— Ces paroles ont l'air de vous contrarier, cher monsieur, — fait le capitaine Sallaberry, quand il a cessé de rire. — Je le regrette, mais, voyez-vous, un bon conseil : vous avez la chance d'être Français. Ne vous montrez donc pas plus *fueriste* que les Basques, ni plus carliste que Don Carlos. Au revoir. Et

si, ce dont je doute, vous rencontrez sur la ligne de bataille notre Roi bien-aimé, Charles VII, que Dieu garde, présentez-lui les respects des gens d'Aranaz et d'Echarry... Au revoir, monsieur de Magnoac.

La petite troupe défile. Olivier les voit tout près de lui, ces montagnards en guenille, aux armes bien fourbies. Ah ! ces gens-là ne sont pas des lâches. Il regarde M. de Magnoac pâle de saisissement et de fureur. Le dernier carliste a disparu au coude de la route.

Tout le jour, Olivier et son compagnon allèrent. A plusieurs reprises, ils croisèrent des petites bandes qui, en ordre, se dirigeaient vers le Nord, tournant le dos à la bataille. M. de Magnoac ne s'avisa plus d'adresser la parole aux chefs.

— Et tous, tous appartiennent à la garnison d'Estella, — murmura-t-il. — Ah ! qu'allons-nous trouver, en arrivant?

Du côté où ils se dirigeaient, la canonnade s'entendait maintenant, faisait rage. A mesure que le jour déclinait, les escarpements, à l'horizon, se hérissaient de brusques lueurs jaunes, qui devenaient roses, puis rouges.

Soudain, M. de Magnoac arrêta son cheval. A leur gauche, un petit mamelon se profilait sur le ciel pâle. A leurs pieds, une ville noirâtre, traversée par un torrent blême.

— Estella ! — dit gravement M. de Magnoac.

Et il se signa.

Avec une émotion dont il ne revenait pas, M. de Préneste, descendu de cheval, contemplait le lugubre paysage d'hiver, la vallée où s'étaient joué à plusieurs reprises les destinées de ce Carlisme abhorré, les sinistres villages en ruines, rouges du sang des libéraux et des soldats de la légitimité. Il entendait, dans un bourdonnement, la voix vibrante de M. de Magnoac, qui lui nommait ces lieux tragiques.

— Ici le mont Esquinzi, Villatuerta, Loria, Murillo, Lacar, Alloz, qui jalonnaient, le 25 juin 1874, les lignes d'attaque du maréchal Concha. Ici, le mont Murru, où Mendiri a conquis, avec une gloire impérissable, le titre de comte d'Abarzuza ; là, Abarzuza, la victime, où le marquis del Duero a rendu le dernier soupir ; ici, Murrugarren, Zurucain, Zabal, Grocen, dont il ne reste plus pierre sur pierre ; là, le monastère d'Irache.

Au fond, Dicastillo, où se trouve l'état-major de l'armée libérale, et d'où Primo de Rivera va lancer son attaque. Et là-bas, mon enfant, dominant Estella de sa muraille à pic, dernier rempart de la royauté et de la sainte ville, le Monte-Jurra.

Des eaux blafardes de l'Erga montaient des buées grises, qui, se joignant à la nuit, dérobaient peu à peu aux regards le mont puissant, couronné d'éclatements rouges. Olivier de Préneste frissonna.

— Est-ce là, — murmura-t-il, — qu'on me prêtera le fusil dont vous m'aviez parlé au Club des Osselets?

M. de Magnoac enveloppa son compagnon d'un immense regard de gratitude triste. Ses lèvres remuèrent, comme pour parler. Aucun son n'en sortit. Les deux hommes se remirent en selle et galopèrent en silence vers Estella. Une heure après, parmi la nuit maintenant totale, ayant laissé leurs chevaux dans la ville, ils gravissaient les terribles sentiers du Monte-Jurra, plus martelé d'éclairs qu'un Sinaï.

— Monsieur de Magnoac, enfin !

Ils se trouvaient tous deux dans un poste de commandement établi au milieu des rocs du versant sud de la montagne. Trois officiers, éclairés par des photophores, y travaillaient. Le plus grand était allé à la rencontre des deux arrivants.

Il répéta :

— Monsieur de Magnoac, enfin !

Et à voix basse, sur un ton presque suppliant :

— Eh bien?

M. de Magnoac secoua la tête sans répondre.

— Il... Il n'est pas venu? Vous ne lui avez donc pas dit?...

— J'ai dit tout ce qu'il fallait, mon général. Je n'ai même pas été reçu.

Le général regarda M. de Magnoac, puis ses officiers.

— Il ne nous reste plus qu'à mourir, messieurs, — dit-il gravement.

M. de Préneste, à l'écart, observait celui qui parlait ainsi. « Vous allez voir l'homme le plus digne d'admiration de toute l'armée carliste », lui avait dit M. de Magnoac, avant d'entrer. Olivier connaissait de réputation Don Carlos Calderon, brigadier des forces navarraises. Il savait que, fils du plus riche

banquier de Cadix, possesseur d'une fortune légendaire en Espagne, cet homme avait tout sacrifié lui aussi. Tout cela pour aboutir à ce trou dans la rocaille du Monte-Jurra.

— Ah ! — murmura Olivier, — moi, du moins, je n'ai pas perdu mes illusions.

Mû par un extraordinaire attrait, il marcha vers ce général de trente-sept ans. Calderon le vit avec étonnement entrer dans le cercle lumineux du photophore. Il jeta un regard interrogateur à M. de Magnoac.

Celui-ci présenta Olivier.

— J'ai beaucoup entendu parler de vous, monsieur, — dit le brigadier.

Il ajouta, avec une grande noblesse triste :

— Il ne faut pas nous en vouloir.

— Mon général, — dit Olivier avec élan, — si je puis vous être bon à quelque chose !...

Calderon le regarda :

— Je n'ai guère de temps, — dit-il. — Avez-vous servi?

— En France, en 1871, — dit Olivier.

— Savez-vous marcher en montagne?

— Oui, — fit avec assurance M. de Préneste.

— Je manque d'agents de liaison, — dit le brigadier. — Vous allez vous mettre à la disposition du commandant qui dirige, là-haut, le feu des batteries que nous avons hissées au sommet du mont. Mais, — observa-t-il, — vous n'êtes pas en uniforme. Vous savez à quoi vous vous exposez, si les choses tournent mal?

Olivier eut un sourire.

— Je le sais, — dit-il.

— Allez donc, — dit le général. — Un de mes hommes va vous conduire.

En repassant le seuil, Olivier sentit une main tremblante qui étreignait la sienne : celle de M. de Magnoac.

— Je suis obligé de faire flèche de tout bois, — dit Calderon, quand M. de Préneste fut sorti. — Tous mes officiers sont occupés cette nuit à assurer la relève.

— La relève? — demanda M. de Magnoac.

— Les Navarrais tenaient la tranchée depuis quatre jours, je les fais remplacer cette nuit par les Alavais.

— Les Alavais, mon général. Croyez-vous pouvoir compter absolument sur eux?

— Ah ! — fit Calderon avec une expression de lassitude infinie, — j'y compterais absolument, si leur Roi se trouvait parmi eux.

Au bout de vingt minutes d'escalade, les mains et les genoux en sang, Olivier atteignit enfin, derrière son guide taciturne, le faîte du mont. L'artillerie s'était tue ; il pleuvait à torrent.

Comme il mettait le pied sur l'étroit plateau, Olivier reçut en plein visage la lueur d'une lanterne.

Au même instant, une voix disait :

— Monsieur de Préneste, si je ne me trompe? Par quel hasard !...

Tournant vers son propre visage sa lanterne, son interlocuteur lui apparut : le capitaine Narvaëz, un des convives du dîner d'Elizondo.

— Le général Calderon m'envoie pour me mettre à votre disposition, monsieur, — dit Olivier.

Et il lui fit un récit succinct de son voyage, depuis Tolosa.

Le capitaine Narvaëz, sans répondre, le conduisit dans un trou rocheux. Il y avait là une grosse pierre, servant de table, avec une feuille de papier à moitié écrite. Le capitaine Narvaëz la plia, la mit dans la poche de son dolman.

Puis il regarda Olivier avec un sourire moqueur.

— Vous arrivez de Tolosa ?

— Oui, monsieur.

— N'avez-vous, sur la route, rien remarqué de particulier?

— J'ai vu trois compagnies alavaises qui abandonnaient la ligne de feu, monsieur. Mais, je vous demande pardon, je vous ai dérangé, vous étiez en train d'écrire?

L'officier tressaillit. Il regarda Olivier de travers, puis haussa les épaules.

— A votre famille peut-être? — insista Olivier.

Le capitaine Narvaëz rougit, d'une rougeur déjà vue au dîner d'Elizondo. Il ne répondit pas.

Pourquoi cet officier paraît-il à M. de Préneste plus son ennemi que les soldats d'Alphonse XII, qui s'apprêtent en bas,

dans la plaine obscure, pour l'assaut de demain. Ah ! Olivier ne le sait que trop. De son hostilité il va donner la mesure dans la question empoisonnée qu'il pose d'une voix mielleuse.

— Puis-je vous demander, mon capitaine, des nouvelles du lieutenant de Sabradiel ?

Il lui semble que l'officier a blêmi. Un gros papillon, une chauve-souris, on ne sait, virevolte autour du photophore. Le capitaine Narvaëz le chasse.

— Le lieutenant de Sabradiel, monsieur? Il est tombé, il y quinze jours, lors de l'assaut des lignes de Villeréal.

Il ajoute d'une voix sourde :

— Il est heureux !

— Mon capitaine, — dit Olivier, — vous ne paraissez pas avoir une confiance exagérée dans l'issue de la bataille de demain.

— Demain? — dit Narvaëz.

Et il éclata de rire.

Il montre à Olivier l'encrier sur la pierre.

— Écrivez, — dit-il, — si vous avez quelqu'un à qui écrire. Peut-être les libéraux auront-ils l'amabilité de recueillir sur votre dépouille votre courrier, et de le faire parvenir à qui de droit.

— Je vous remercie, capitaine, — répond M. de Préneste, — mais je n'ai personne à qui je puisse faire hommage de mes dernières pensées.

Un silence. Le vent pleure sur le mont.

— Capitaine Narvaëz, — dit Olivier, — croyez-vous à la double vue?

— Je ne comprends pas, monsieur?

— Vous allez comprendre. Vous avez, dans votre dolman, une lettre. Mais vous n'avez pas écrit l'adresse de cette lettre. Donnez-moi une enveloppe.

Narvaëz obéit. Olivier a un plaisir sinistre à voir trembler les pauvres doigts de son rival.

Posément, M. de Préneste trace un nom sur l'enveloppe.

— Est-ce bien l'adresse qui convient, monsieur?.

Narvaëz regarde. Il a un gémissement. Son regard supplie M. de Préneste.

Celui-ci, ricanant, brûle l'enveloppe à la flamme du photo-

phore. Une seconde, ils peuvent apercevoir tous deux leurs visages atrocement crispés.

— De grâce, monsieur !... — dit le capitaine.

Ils sortent du trou, ils marchent sur le plateau noir, enjambent des corps étendus. Ils viennent s'asseoir à côté des canons, puis se lèvent, marchent encore. Le froid les gagne, ainsi qu'une immense angoisse. Ils retournent vers le parapet, d'où émergent les gueules des quatre Withwoort, suprême espoir de la légitimité. Grelottants, ils s'accroupissent. Un lourd silence pèse sur le mont. Bientôt le sommeil aura rapproché ces deux pauvres têtes, opposées avec tant de haine par l'amour !

(A suivre.)

PIERRE BENOIT

LA MYSTIQUE DE LA LIBRE PENSÉE

Augustin Cochin, dès avant vingt ans, fixa son esprit sur les troubles politiques en France depuis la Révolution. Sous ces luttes, il vit le mouvement social profond, qui est le développement du phénomène démocratique, et il lui sembla que ce développement présentait certains traits de caractère religieux.

Le problème était d'ordre philosophique et historique. Augustin Cochin, avant de l'aborder, se fit recevoir à la licence ès lettres (philosophie), et à l'École des Chartes, — où il entra le premier. Il en sortit en 1902.

La Révolution découvre les premières manifestations du mouvement qu'il voulait étudier. De plus, dans un raccourci saisissant, elle montre tant d'aspects politiques, sociaux, religieux, que là il pensait avoir chance de mettre à nu quelques-uns de ces caractères religieux qu'il soupçonnait seulement, et de trouver peut-être la direction où porter ses pas.

Dès 1903, il commença ses recherches. Il étudia d'abord les toutes premières origines de la Révolution. Et en 1904, il publia un bref essai sur *la Campagne électorale de* 1789 *en Bourgogne.* Il y remarqua l'influence des groupements politiques et entrevit le jeu du ressort qui les monte. Il renouvela son effort, et lui donna un champ plus vaste, dans une province où les contrastes plus violents peuvent mieux marquer le trait, la Bretagne. Durant quatre années, il fouilla les archives de ses moindres villes et écrivit un très considérable ouvrage sur *les Sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne* (1788-1789). Il n'avait point été trompé par la lueur aperçue en 1904. Il voyait maintenant avec netteté l'importance capitale des Sociétés dans la lutte politique, le double résultat du Travail social sur les profanes comme sur leurs propres membres. Mais il ne pouvait apporter encore la pleine lumière, qui éclairerait les faits, les expliquerait. Les recherches devaient donc être poussées plus avant et sur d'autres terrains. Augustin Cochin ne publia pas son livre.

Cependant ces six années de labeur atteignaient leur but. Augustin Cochin avait déterminé l'objet à étudier : le Peuple, « cet énorme personnage anonyme qui se mêle aux personnes réelles comme les grandes figures allégoriques aux portraits dans un tableau de Mantegna », — le peuple qui a pris la Bastille, emmené le roi et l'Assemblée, massacré les prisonniers, — ce peuple qui a tout fait et dont on ne sait rien.

Il aborda alors la question au point de vue qui, dans l'ordre logique, s'offre le premier : le point de vue de la méthode dans l'histoire révolutionnaire. Deux méthodes sont en présence, dit-il, dans l'étude de cette histoire : la thèse de la défense, dont le plus érudit tenant est M. Aulard, et l'histoire de fait, dont *les Origines de la France contemporaine* de Taine sont le chef-d'œuvre. *La Crise de l'histoire révolutionnaire* — publiée en 1909 par Augustin Cochin — montre « d'un côté (thèse de défense), une explication qui ne se soutient qu'à force d'omettre et d'atténuer ; de l'autre, des faits d'autant moins explicables qu'on les connaît mieux ». Thèse de défense et histoire de fait se combattent : elles ont tort l'une et l'autre. Elles se contredisent, parce qu'elles vont vers des buts différents. Et ni l'une ni l'autre ne satisfont l'esprit, parce qu'elles manquent toutes deux le vrai but. L'objet, non encore touché, des recherches doit être « la machine sociale », dont Augustin Cochin a vu les rouages se former et se monter en Bretagne, et dont « les produits mécaniques du travail collectif » sont un Châlier, un Marat, un Carrier.

« Qui dit souveraineté directe du peuple, démocratie pure, dit réseau de sociétés permanentes. On ne voit pas comment non le règne, mais l'être même du *Souverain* serait possible sans elles, comment il pourrait prendre conscience de soi. Il n'est de peuple souverain, à proprement parler, que là. » Et là, ce peuple apparaît comme une puissance nouvelle. Nous assistons à « l'avènement d'un nouveau Messie, — l'intervention sensible, actuelle, dans notre monde contingent, d'un être absolu, dont la volonté est supérieure à toute justice... : le Peuple, nos libres penseurs disent la Démocratie. Cette incarnation n'est ni une chimère intellectuelle, — le règne du Terrorisme l'a prouvé, — ni une fiction légale, pratiquement limitée par la loi : c'est une réalité concrète agissante, et c'est sur le fait même de cette « présence réelle » du dieu que sont fondés la morale et le droit nouveaux : les pouvoirs sont illimités et confondus sous ce régime, parce que l'incarnation du dieu est actuelle et complète ; et l'incarnation est complète, parce que ce sont les sociétés permanentes qui gouvernent ». Rousseau, dans *le Contrat Social*, est le prophète du nouveau Messie, dont il révèle l'essence et la nature. Augustin Cochin dégage le dogme de la religion nouvelle, dans *le Catholicisme de Rousseau*, publié ci-après par la *Revue*.

Le nouveau Messie, dieu de la libre pensée, incarné dans la démocratie qui le crée et le manifeste chaque jour davantage, ce dieu-

peuple, le vrai Peuple, ce dieu-humanité, la vraie Humanité, est-il une étrange nouveauté? — Non. — Ce dieu, fin de l'humanité, qui n'existera jamais comme être achevé, parfait, est en perpétuel devenir; il se fait. Et ses lettres de crédit lui sont délivrées par le principe d'immanence, principe essentiel de toute la philosophie moderne. Selon ce principe « la réalité n'est pas faite de pièces distinctes juxtaposées ; tout est intérieur à tout ; dans le moindre détail de la nature ou de la science, l'analyse retrouve toute la science et toute la nature ; chacun de nos états et de nos actes enveloppe notre âme entière et la totalité de ses puissances ; la pensée, en un mot, s'implique elle-même tout entière à chacun de ses moments ou degrés... L'expérience elle-même n'est point du tout une acquisition de « choses » qui nous seraient d'abord totalement étrangères ; non, mais plutôt un passage de l'implicite à l'explicite, un mouvement en profondeur nous révélant des exigences latentes et des richesses virtuelles dans le système du savoir déjà éclairci, un effort de développement organique mettant des réserves en valeur, ou éveillant des besoins qui accroissent notre action ». — L'esprit humain, il ne s'agit pas ici de tels ou tels esprits individuels, l'esprit humain « social », peut-on dire, en prenant conscience de lui-même, réalise l'humanité qu'il implique, et cette humanité dépasse l'individu.

Au moment même où Augustin Cochin écrivait son étude sur *le Catholicisme de Rousseau*, quelques penseurs essayaient un rapprochement entre le dogme catholique et le principe d'immanence. M. Édouard Le Roy, dans un ouvrage intitulé *Dogme et Critique*, puis dans des conférences sur « l'Attitude et l'affirmation catholiques », données en 1909 à l'École des Hautes Études sociales, défendit cette thèse. Il tenta de prouver que le commandement du dogme catholique pouvait trouver sa justification dans le principe d'immanence. Il constate un phénomène de postulation immanente dans l'histoire, dans la vie sociale de l'humanité, phénomène parfaitement compatible avec la transcendance du surnaturel qui vient en nous parfaire la nature, non l'abolir. D'une part « la nature, déclare-t-il, est plus un *progrès*, un *devenir* qu'une *chose*. Elle n'est pas exprimable par un concept constitué une fois pour toutes. Elle n'est pas définissable dans l'intemporel, ni dans l'abstrait. — Pour ceux qui ne se contentent pas avec des fantômes logiques, la vraie « nature » de l'homme ne se manifeste *dans sa réalité de fait* que sous les conditions concrètes de la vie effectivement vécue, de la solidarité sociale et de l'histoire. » D'autre part, pour lui, « la religion est chose essentiellement sociale. — La religion de l'esprit n'existe que par l'insertion dans une société effective et dans une tradition durable. — La religion se présente essentiellement non comme un système philosophique, mais comme une solution pratique au problème concret que la vie pose en nous. — La *nature* et la *grâce*, qu'il faut concevoir dynamiquement, non pas comme des

choses, mais comme des *progrès*, se pénètrent si intimement et sont si continûment solidaires qu'en fait, soit au point de vue de la psychologie, soit au point de vue de l'histoire, on ne saurait poser à leur sujet un problème chronologique. »

Augustin Cochin, frappé de ce rapprochement, écrivit à M. Le Roy la lettre publiée aujourd'hui par la *Revue* : le principe d'immanence n'est peut-être pas exclusif des caractères du dogme, mais c'est au dogme de la religion, de la foi nouvelle, au dogme de la libre pensée que s'ajuste en perfection le principe d'immanence ; et le nouveau dieu en reçoit un titre qui affermit singulièrement son autorité.

Augustin Cochin ne publia ni son étude sur Rousseau, ni sa lettre à M. Le Roy [1]. Avant de s'attaquer à la théologie de la foi nouvelle, il voulait poursuivre par les faits l'histoire de son Église. Les sociétés de pensée forment cette Église : il devait d'abord en étudier historiquement le régime, le développement et le rôle.

C'est à grand'peine qu'il les avait découvertes en Bretagne où, dans la vieille France, elles vivaient mal, sous de faux noms, à moitié secrètes. La Révolution leur donna droit de cité. La Terreur les mit à l'honneur et au pouvoir sous leur forme parfaite de *Sociétés populaires*. « Dès leur institution, écrivent Charlier et Pocholle à la Convention, les Sociétés populaires ont été les surveillantes des autorités constituées et du gouvernement même ; et c'est cette surveillance qui constitue la liberté ; car le peuple, ne pouvant être toujours réuni dans les assemblées primaires, s'est disséminé dans les sociétés partielles, afin d'avoir l'œil ouvert sur les dépositaires du pouvoir. Voilà le caractère constitutif des sociétés populaires. » Le gouvernement révolutionnaire de la Terreur est le gouvernement de la démocratie pure par le régime des sociétés, c'est-à-dire « le gouvernement direct du peuple par le peuple assemblé en permanence dans ses sociétés populaires ». Le gouvernement révolutionnaire de la Terreur est la nouvelle Église devenue Église d'État, devenue l'État lui-même. — C'était donc là qu'il fallait l'étudier, là qu'il fallait faire porter les recherches.

Augustin Cochin employa, dans un labeur acharné et silencieux, cinq années (1909-1914) à recueillir dans quarante et un fonds d'archives départementales les « Actes du gouvernement révolutionnaire », — travail préliminaire indispensable, — et à rassembler les matériaux d'une histoire de la Terreur dans l'Aube, — histoire particulière qui préparerait l'histoire générale de la Terreur.

En 1914, le *Recueil des Actes du gouvernement révolutionnaire* était terminé, — le premier volume chez l'imprimeur, — et un précis de la

1. Augustin Cochin ne pensait pas, en 1910, à publier étude ni lettre. Nul doute qu'avant de les publier, il eût précisé — au besoin corrigé — avec un soin respectueux tous les termes théologiques qu'elles contiennent. Certains de ces termes arrêteront peut-être les théologiens. Les critiques à ce sujet devront être faites à l'éditeur, non à l'auteur.

Terreur dans l'Aube était ébauché. La guerre éclata. Augustin Cochin, lieutenant de réserve, rejoignit son régiment, le 146e d'infanterie (20e Corps d'armée), avant même d'être appelé.

Ce départ ne surprit pas ses amis, mais leur serra le cœur. D'une famille où la tradition, depuis plusieurs siècles, s'affirme par le travail, le don de soi dans les œuvres, la vie publique, la philosophie, les lettres, Augustin Cochin avait au plus haut degré le respect et l'amour de cette tradition ; — et, dans sa pensée, il partait sans avoir rien donné, sans rien laisser derrière lui : il avait découvert l'adversaire à combattre, et il partait avant d'avoir pu commencer la lutte, lutte à laquelle il se préparait depuis quinze ans et pour laquelle il était enfin prêt.

Quelques jours après son arrivée au front, dès la première bataille à laquelle il prit part, devant Fouquescourt, il fut grièvement blessé à la tête et au bras. Il passa de longs mois à l'hôpital ; puis, dans une brève convalescence, qu'il se reprocha, il rédigea une importante partie de la préface qu'il voulait mettre en tête de ses publications. Mais il s'impatientait de ce repos forcé. Son bras, enfermé dans un moule de plâtre, était inerte ; il repartit cependant, pour rejoindre « ses hommes », ces petits, ces humbles, qu'il aimait entre tous, qu'il a vu mourir si bravement, qui, dans la vie de chaque jour comme au combat, *suivent*, et qu'il faut guider.

Modèle du plus héroïque patriotisme, il traîna son bras broyé à l'attaque de Champagne (septembre 1915), où il fut encore blessé, à Douaumont (février 1916), où il reçut sa cinquième blessure, à la cote 304 (Verdun, avril 1916), — enfin à la grande attaque de la Somme, où il tomba, frappé par une balle à la tête, le 8 juillet 1916, sur les marches du Calvaire d'Hardécourt.

CHARLES CHARPENTIER

LE CATHOLICISME DE ROUSSEAU

L'idée maîtresse du *Contrat social*, c'est la Souveraineté permanente, directe, de la Volonté Générale. La clef de voûte du système, c'est le vote. Et ici intervient l'objection vulgaire : que faites-vous des minorités ? — et la réponse de Rousseau, si mal comprise : il n'y a pas de minorités — bien mieux, il n'y a pas de majorités — contre la Volonté Générale. Elle peut être détruite, et la liberté anéantie, si l'intérêt particulier s'empare de la pluralité — elle ne peut pas être tyrannique : car le citoyen y adhère qu'il le veuille et le sache ou non, par le fait même qu'il est libre et

citoyen, et quand même elle contredirait sa volonté particulière, sa volonté actuelle et exprimée. Elle est sa « volonté profonde », sa « volonté supposée » (M. Bouglé), sa « volonté consciente », dont il peut fort bien n'avoir pas conscience. Forcé d'obéir à cette volonté-là, qu'il ne sent pas en lui peut-être, et qui lui vient du dehors par la contrainte légale, il est forcé d'être libre. Révolté contre elle, il devient esclave, cesse d'être citoyen — rompt le pacte social.

Tout cela est incompréhensible, si on persiste à donner aux mots de Volonté Générale, citoyen, liberté, etc... leur sens ordinaire de majorité, homme, indépendance, etc... et si on ne veut pas voir le sens religieux — il n'y a pas d'autre mot — que leur prête Rousseau.

Qu'est-ce, à ses yeux, que la Volonté Générale? — en cherchant bien, je la trouve tout au fond de moi-même : « Que la Volonté Générale soit dans chaque individu un acte pur de l'entendement, qui raisonne dans le *silence des passions* sur ce que l'homme peut exiger de son semblable, et sur ce que son semblable est en droit d'exiger de lui, nul n'en disconviendra ». Il parle plus loin de la *voix intérieure*. — L'*Imitation* ne parle pas autrement de la voix de Dieu.

Mais nous n'obéissons pas, nous n'écoutons guère cette volonté profonde. Défaut de volonté d'abord : « Où est l'homme qui puisse ainsi se séparer de lui-même, et si le soin de sa propre conservation est le premier précepte de la nature, peut-on le forcer de regarder ainsi l'espèce en général pour s'imposer, à lui, des devoirs dont il ne voit point la liaison avec sa constitution particulière? » — Puis défaut de lumières : quand il le voudrait, il ne le pourrait pas, car rien n'est plus difficile que « l'art de généraliser ainsi ses idées » : « Quand il faudrait consulter la Volonté Générale [prise au sens de voix intérieure] sur un acte particulier, combien de fois n'arriverait-il pas à un homme bien intentionné de se tromper sur la règle ou sur l'application, et de ne suivre que son penchant, en pensant obéir à la loi ? ».

Ainsi, pas de « sens propre » — pas de « libre examen » — la religion de Jean-Jacques n'est pas un protestantisme. Et

où donc l'homme vertueux prendra-t-il la règle qui est en lui, mais qu'il n'a pas la force, à lui seul, de dégager? — dans la « Société ». — Voici l'Église. La « voix intérieure » même « n'est formée que par l'habitude de juger et de sentir dans le sein de la société et selon ses lois, elle ne peut donc servir à les établir » ; « ce n'est que de l'ordre social établi parmi nous que nous tirons les idées de celui que nous imaginons ». C'est par cette volonté sociale que nous sommes régénérés, que nous naissons à la vertu : *non ex voluntate carnis* (les passions), *neque ex voluntate viri* (l'intérêt), *sed ex Deo* (la Société), *nati sunt*.

Et de quelle société s'agit-il? — d'une société où les individus seraient sans aucun lien direct de l'un à l'autre — ne communiqueraient entre eux que légalement, par la vertu impersonnelle de la loi : « Si, quand le peuple suffisamment informé délibère, les citoyens n'avaient aucune communication entre eux, du grand nombre des petites différences résulterait toujours la volonté générale, et la délibération serait toujours bonne. » Quand cette condition de l'isolement complet n'est pas réalisée, on obtient bien « la volonté de tous » — mais ce n'est pas « la volonté générale ». De même l'Église, société fondée sur l'amour de Dieu seul : « Aimez Dieu par-dessus toute chose, et le prochain comme vous-même *pour l'amour de Dieu.* » — On passe par l'amour de Dieu — comme, dans la société de Jean-Jacques, par la loi [1]. Et il n'y a qu'une seule Société vraiment sociale et légale : la Société contractuelle parfaite, où le lien légal est tout. (Plus de droit privé — le mur entre les deux droits renversé — le droit public envahissant tout le domaine des rapports entre les hommes.) De même qu'il n'y a qu'une Église divine, celle qui renouvelle l'homme jusqu'en son fond, et non par sa surface et la lettre du Pharisaïsme.

Résumons tout ceci : la Volonté Générale de Rousseau n'a rien de commun avec la volonté du plus grand nombre.

1. Cf. la critique de la charité chrétienne par M. Bouglé. — Elle est le fil qui unit les hommes, certes, mais ce fil passe par une étoile — l'amour de Dieu. Tandis que, pour lui, la solidarité les unit directement — ce qui est une erreur : elle ne les unit que par l'intermédiaire de la volonté collective, c'est-à-dire du Dieu nouveau, du Dieu-Société (M. Durkheim).

Ce n'est pas une réalité actuelle, tangible, d'ordre historique et politique. C'est une idée-limite, une notion de valeur religieuse ; et la seule manière de la définir, c'est de lui appliquer les formules employées par les théologiens pour définir l'action de la grâce, et les rapports de l'homme avec Dieu.

Il y a en tout homme deux volontés, dit l'Évangile : la volonté de l'homme et la Volonté de Dieu. Et de même Jean-Jacques : la volonté particulière et la Volonté Générale, la volonté de l'homme et celle du citoyen. « Chaque individu peut, comme homme, avoir une volonté particulière contraire ou dissemblable à la volonté générale qu'il a comme citoyen. »

La Volonté de Dieu est en nous plus que nous-mêmes, dit la doctrine chrétienne. C'est elle qui donne leur valeur à nos actes, — et de même Jean-Jacques : les actions des hommes n'ont de moralité que dans et par l'état civil — c'est-à-dire par la soumission à la volonté générale. Il n'y a pas de vertu hors de la société ; c'est par elle que l'homme est homme et non animal. (Cf. Robespierre — discours sur la Vertu Publique, seule vraie — ; les vertus privées sont toutes fausses. — Cf. encore les éloges constants sur les « Vertus sociales » des Terroristes.)

Cependant la Volonté de Dieu, quoique toujours droite et bonne, a souvent le dessous — et de même « la volonté générale est toujours droite et tend toujours à l'utilité publique : mais il ne s'ensuit pas que les délibérations du peuple aient toujours la même rectitude », — et c'est encore plus vrai des particuliers.

La grâce agit du dehors contre notre volonté actuelle ; de même la Volonté Générale qui s'impose à la volonté particulière par la loi et, si l'homme résiste, le force d'être citoyen. Nous serions perdus, dit le Christianisme, sans un secours d'En-Haut, nous ne sommes pas de force à nous sauver à nous seuls — et de même Jean-Jacques : nous sommes incapables de dégager de nous-mêmes la Volonté Générale et de la suivre. Il nous faut le secours extérieur de la loi (grâce), effet du vote (sacrement) qui crée en nous l'homme nouveau.

Secours problématique, *de fait*, disent les chrétiens. Nous ne savons si, ni quand, ni comment nous le recevrons — et de même Jean-Jacques ne donne aucune garantie de l'accord

entre la volonté actuelle de la foule et l'idéale Volonté Générale. Il nous dit seulement que le Salut, la Vertu, le Bonheur, ne sauraient venir que d'elle.

Ainsi *le Contrat social* n'est pas un traité de politique — c'est un traité de théologie, la théorie d'une volonté extranaturelle, créée dans le cœur de l'homme naturel, substituée en lui à sa volonté actuelle, par le mystère de la Loi, accompli au sein de la Société Contractuelle, ou Volontaire, ou de Pensée, sous les espèces sensibles du sacrement de Vote Rousseau mène l'homme au delà de son état actuel, cherche à découvrir en lui, à dégager, à développer le germe d'un état nouveau. Le citoyen est un être idéal, comme l'habitant de la septième enceinte du Château de l'âme de sainte Thérèse. Pas plus que cet habitant il n'est un être imaginaire, chimérique. Il est, en un sens, plus vrai que l'être actuel; il l'explique dans ses directions et dans ses fins, et non dans sa réalité présente, qui est insaisissable, accidentelle, impensable.

Comment s'expliquer le rapport de ces deux religions symétriques, isomorphes, inverses? — C'est qu'en fait il y a *trois* volontés : *carnis* (nature) — *viri* (raison) — *Dei* (devoir), — celle de l'homme, actuelle, présente, entre deux. Il y a un pôle négatif de la nature et de l'esprit humain comme un pôle positif, normal comme lui, bien que jamais atteint et rarement approché, comme lui. Il y a un « Catholicisme », une « Église », des « Sacrements », une « Orthodoxie », du premier comme du second — et Rousseau est le saint Augustin de cette religion-là. L'Anarchie, le nihilisme, le travail de *la* Société — la seule, la société consciente ou de pensée — est dans cet ordre ce que l' « édification », le travail de l'Église Chrétienne est dans l'autre : le moyen normal, j'allais dire naturel, de sortir du plan et de la zone de vie présente et actuelle, de l'état présent et moyen de la nature humaine, qui n'est pas le seul possible, n'en déplaise à la morale bourgeoise, et qui n'est pas même un état stable : dès qu'on coupe le lien d'en haut, il faut subir l'attraction d'en bas ; dès qu'on renonce à la *direction*, subir l'*orientation*.

Est-ce que Taine a vu cela dans sa critique de la dogmatique Jacobine — ou plutôt sociale? — oui sans doute : il a *vu*, constaté — mais il n'a pas accepté ni compris. On connaît

le fameux passage sur 2 et 2 font 5. C'est, sous un raccourci un peu brutal, fort bien résumer la question. Mais qu'est-ce que cela veut dire au fond? — que nous sommes en face d'un problème religieux, de ces problèmes où 2 et 2 ne peuvent pas faire 4, car il est justement question de sortir du plan de la logique humaine, de la nature et de la raison, de se dépasser, dans un sens ou dans l'autre. 2 et 2 font 5, dit le Chrétien — 2 et 2 font 3, dit le Jacobin. C'est-à-dire que notre être actuel n'est pas, dans son fond et son essence, achevé, arrêté, fixé. 2 et 2 ne font 4 que dans l'immuable, Dieu ou néant. L'un et l'autre nous dépassent, nous débordent, nous sommes en route vers l'un ou vers l'autre, *in viâ.*

Seulement il faut ici, pour comprendre, être chrétien. Un Chrétien seul comprendra cela. Un Jacobin ne fera que le vérifier. Car la différence entre eux est que, si tous deux sortent du plan ordinaire, le Chrétien en sort par en haut, et le sait — le Jacobin par en bas, et l'ignore.

1er novembre 1909.

Lettre à M. Edouard Le Roy.

7 janvier 1910.

« Monsieur,

» J'ai suivi vos conférences avec grand intérêt et fruit — et ne résiste pas à la tentation de vous soumettre à leur sujet quelques idées non d'un théologien — j'ai plus lu Kant que saint Thomas — mais d'un amateur de libre pensée — de Pensée Moderne comme vous dites — très épris de son sujet, et qui voudrait lui voir faire plus large et plus juste place.

» Il me semble que « l'immanentisme » sous ses différentes formes a toujours deux aspects : l'un négatif, individualiste, raisonneur, agressif, toujours hérissé contre une autorité au nom du droit, de la liberté, des sentiments individuels; et il est assez naturel qu'un catholique ne voie que celui-là, comme l'ennemi ne voit de la ville que ses remparts et ses tours. Mais

il est un autre aspect bien plus important, quoique moins apparent d'abord. Derrière les Philosophes qui renversent le temple, viennent les Jacobins qui le rebâtissent, fondent un gouvernement, un ordre nouveau, érigent l'autel de la Patrie ou de l'Humanité ; après la critique de Littré viennent les synthèses actuelles, M. Durkheim et son école, le solidarisme, le syndicalisme, M. Bourgeois ; après la négation rationaliste, l'affirmation sociale ; et c'est en face de cette dernière que doit se poser aujourd'hui l'affirmation chrétienne — là que se livre la vraie bataille ; — il s'agit bien moins désormais de la guerre entre l'autorité et la liberté, entre la foi et la raison, que d'une lutte entre deux autorités, deux dieux : le Christ et la Société, — j'entends la seule rationnelle et parfaite, la Démocratie directe. Or, ne pensez-vous pas qu'il y aurait injustice à présenter la foi chrétienne dans toute sa réalité positive, en ne montrant la foi sociale que sous la vieille armure de combat usée, rouillée, démodée, qu'elle n'ose plus porter qu'à la Chambre ou dans les congrès d'instituteurs? D'autant que le christianisme lui aussi, par le temps qui court, a dû se forger une cuirasse libérale.

» Il faut en prendre son parti : il y a une libre pensée qui n'est pas individualiste — et pourtant pas religieuse ; qui croit à une raison supérieure aux raisons, à une autorité dominant et dirigeant les volontés — et n'est pas chrétienne ; qui pose un absolu — et ne croit pas en Dieu ; institue une Église, produit une communion des idées et des âmes — et n'est pas catholique ; en un mot qui tient compte de cette exigence morale que vous dépeignez si éloquemment, lui offre satisfaction — et pourtant est le contraire d'une religion.

» Vous nous avez beaucoup parlé de volonté profonde : le mot est, je crois, de M. Belot, — son équivalent et l'idée se trouveraient chez tous les libres penseurs : c'est « la volonté supposée » (volonté de justice) de M. Bouglé, la « conscience juridique » de M. Desjardins, la « volonté consciente » de tous nos démocrates, la « volonté initiale » de M. Pouget, la « volonté citoyenne » des Jacobins, et en fin de compte la « volonté générale » de ce pauvre Jean-Jacques, le prophète de toute cette école, qui vit de lui et le comprend encore si mal. Tous la prennent de même : c'est la voix intérieure —

très profonde mais très faible — qui se fait bien entendre « dans le silence des passions », dit Rousseau, mais ne saurait se faire écouter, encore moins obéir, sans un secours d'en haut. Ici à vrai dire se produit quelque divergence, — mais plus apparente que réelle : pour les théoriciens comme M. Bouglé, M. Durkheim ou M. Lévy-Bruhl, ce secours vient de la science morale ou sociale, œuvre collective de l'esprit humain ; pour les politiques, depuis Rousseau jusqu'à nos syndicalistes, de la Société elle-même : c'est le produit même de la collaboration permanente et consciente instituée par le régime contractuel, du « Travail », disent nos maçons, qui éliminant l'un pár l'autre les plus et les moins particuliers, dégage à coup sûr l'opinion générale, la « conformité » sociale, la *loi* au vrai sens du mot. En tout cas, philosophes ou politiciens croient à une manière de dogme, l'opinion générale, qui vient redresser les raisons particulières, — à une manière de grâce, la volonté générale, qui vient prêter main forte aux volontés particulières, — à une manière d'Église, la société parfaite ou contractuelle, hors de laquelle il n'y a pas proprement d'opinion ni de volonté générale — donc de régénération, de vertu, de salut. Cette Église a une « existence métaphysique » — (terme consacré) — dans les loges et sociétés de pensée : c'est une véritable société spirituelle bâtie sur le plan parfait — et par là même hors du monde matériel, avec lequel elle soutient des rapports très semblables à ceux de l'ecclésiastique avec le séculier au xve siècle. Pas un libre penseur, pas un Jacobin, depuis Rousseau jusqu'à M. Durkheim, qui ne donne à ce surnaturel social, à la « Vertu du Syndicat » une valeur transcendante, irréductible à l'individuel. S'ils disent que l'homme se suffit à lui-même, c'est de l'esprit humain, du genre humain qu'ils l'entendent — de l'*homme* non d'*un homme*, et cela signifie : sens négatif : l'homme se passe de Dieu ; — sens positif : la société humaine (la vraie) se suffit à elle-même — la Volonté Générale est antérieure à toute justice (Rousseau), principe de toute force morale et de toute liberté. Produit, effet de la société parfaite, elle suffit à la régénération de l'homme en Esprit et en Vérité sans intervention d'une volonté suprême. C'est la fin de la Monarchie divine — le 92 de la religion. Et en vérité l'expérience jacobine chez

nous, l'expérience sociale tout autour de nous, sont là pour confirmer ces principes.

» Fort bien, nous avez-vous dit. Ces gens-là croient en Dieu sans le savoir. Mais n'oubliez pas qu'ils vous ont déjà renvoyé l'argument. C'est tout l'objet de la *Division du Travail* de M. Durkheim. Étudiant l'idée catholique avec autant d'égards que vous la Pensée Moderne, il dira que les critiques et négatifs, depuis Voltaire jusqu'à nos radicaux, avec leurs prêtres fourbes et leurs seigneurs tyrans, sont des ânes; que l'autorité sacerdotale ou féodale exprime une réalité profonde, précieuse, la plus essentielle de toutes, dont l'idée de Dieu est la racine ; que la ruse et la force ne règnent pas dix siècles, ne fondent pas une civilisation. Mais enfin l'idée de Dieu et l'autorité qu'elle fonde ne sont pas éternelles comme la réalité qu'elles servent et symbolisent, et qui justement, sous nos yeux mêmes, est en train de dépouiller sa séculaire chrysalide pour apparaître sous sa vraie forme. Cette réalité, c'est l'espèce humaine enfin consciente, maîtresse d'elle-même et de ses destinées, majeure, dans et par la Démocratie Contractuelle et l'Autonomie du Peuple. A mesure que se fonde et s'affermit ce dernier état de l'humanité, la religion, nécessaire jusqu'ici — utile encore pour les retardataires — perd sa force avec sa raison d'être : et sont athées, sans le savoir, tous les bons chrétiens qui ne l'ont pas encore compris. Aussi bien voit-on poindre les doctrines qui les mèneront sans heurts à l'intelligence pleine, toutes — depuis le Loisysme jusqu'à la démocratie chrétienne — communes en ceci, qu'elles font la part de plus en plus large à l'idée collective et *socialisent* l'ancienne autorité.

» Telle est la thèse sociale qui me paraît assez forte, je l'avoue, et en tout cas digne d'être discutée.

» On lui fait il est vrai une autre objection, inverse de la première : vous êtes chrétien sans le savoir, disait-on au Libre Penseur, apôtre de la justice et de la vérité. Vous n'êtes pas même capable de fonder une morale, de légitimer une obligation morale, lui dit-on encore ; votre société n'est qu'une réalité contingente comme tant d'autres — un fait. Mais c'est comme si on objectait l'anthropomorphisme à la foi : réaliser comme penser, c'est limiter, « *définir* ». Au delà de

la réalisation comme de l'idée, il faut voir l'élan qui les crée l'une et l'autre, les « dépose en cours de route », dit M. Bergson, et les dépasse. C'est à cet élan qu'il faut s'attacher, non à ses œuvres successives. Or, s'il est un élan qui tende à l'absolu, à se dépasser toujours et malgré tout, quitte à écraser l'œuvre d'hier pour faire place à celle de demain, c'est assurément l'élan révolutionnaire ou plutôt social : il a produit cette foi au progrès nécessaire qui est la Religion du dernier siècle, vérifiée par cent ans d'expérience sociale ; les *systèmes* successifs sont toujours contingents d'apparence, provisoires, relatifs, bien mieux, proposés, vantés comme tels, en réaction contre les dogmes et les autorités. En fait, ce relatif est un absolu, comme me le disait dernièrement un syndicaliste de ma connaissance. La force qui crée, anime et relie ces formes, les dépassera toutes et toujours. Un exemple entre mille : le patriotisme révolutionnaire de 92 — éternelle source de contre-sens historiques, — borné au début à la France seule, parce que la France seule est « consciente » et que les autres peuples, encore esclaves, n'ont pas entendu la voix de leur volonté profonde, il est en fait le premier acte d'une croisade universelle, humanitaire, qui n'a rien de commun avec nos frontières nationales, notre patriotisme français, — voire même aujourd'hui, et sans la moindre contradiction, leur déclare la guerre. Mais le patriotisme français l'a servi au début? Sans doute, comme tant de chrétiens servent aujourd'hui en leur âme et conscience ce qu'ils combattraient s'ils voyaient l'avenir ; mais c'est là une hypothèse absurde : on ne voit pas l'avenir ; on y va — et on change en y allant ; et on est content quand on y est, parce qu'on a changé — parce qu' « une expérience informante et réalisante » est survenue, qui nous a donné d'autres yeux. Voilà ce que les syndicalistes répondent — avec un grand sens de l'évolution sociale — à l'éternelle objection de l' « utopie » : il faut se fier à la vie ; « le syndicalisme est une philosophie de l'action », dit M. Challaye au début d'une de ses brochures, — il agit, réalise, ne systématise pas. Vous savez quelle force et quelle profondeur les formules de M. Bergson prêtent à cette doctrine. M. Griffuelhes et M. Pouget se sont emparés de M. Bergson. Aussi bien la doctrine de l'évolution créatrice — force d'imma-

nence, impersonnelle, quoique créatrice de personnalités, éternelle, collective, paraît convenir à merveille à la foi sociale.

» Mais si cette foi nouvelle ne prend que d'aujourd'hui — et bien timidement et confusément encore — conscience de sa valeur absolue, cette valeur n'en était pas moins, dès l'origine, présente en fait, et sentie à sa manière. Son histoire depuis l'hégire révolutionnaire est celle du lion qui ne sait pas peindre : elle ne sait pas parler — prend pour s'exprimer elle-même les termes de la foi adverse, qui ne peut voir en elle qu'anarchie, individualisme, négation et mort. Mais son histoire parle pour elle, et montre dans le fait cette unité, cette suite, cette progression continue que l' « exigence morale » réclame. Autonomes en principe, les sociétés sont unies, centralisées, en progrès vers l'unité parfaite, dans la mesure même où elles vivent et progressent, en vertu d'une loi qu'il ne serait pas difficile de formuler. Divergentes en apparence et dans leurs développements polémiques, les doctrines sont unes au fond. Le *grand œuvre* est un — vérité connue sous forme mystique au début, dans les cercles d'initiés, à travers tout un attirail de symboles — aujourd'hui de plus en plus apparent et palpable : définissons-le si vous voulez *la socialisation de l'idée de Dieu* — terme naturel de l'évolution sociale — œuvre effective du travail collectif dans les Sociétés de Pensée, et non produit de je ne sais quelle filiation d'idées, d'un arbre généalogique d'abstractions, comme en imagine l'histoire de la littérature ou de la philosophie,

» Quand cette œuvre sera achevée — et elle l'est déjà pour tout un corps de fidèles — Dieu ne sera même plus en question : quelque chose aura pris sa place : le peuple ; et par là j'entends non pas une foule plus ou moins grande d'individus, mais le peuple en soi, c'est-à-dire la collectivité humaine, librement et socialement organisée, en toute justice et toute vérité. Ce n'est pas à l'origine, dans la société embryonnaire du clan, qu'il faut chercher le Dieu social : c'est au terme, à l'issue de la crise dont nous souffrons tous, quand la société, réalisant enfin sa vraie forme, se suffira à elle-même et pourra donner à ses membres le bonheur, la liberté, le secours moral que réclame la voix intérieure, mais que l'isolé ne peut atteindre. Alors sera achevé le temple de Salomon — pour

prendre les symboles maçonniques — et pourront disparaître les échafaudages religieux et politiques. Quand la clef de voûte est placée, les pierres tiennent d'elles-mêmes et le cintre de bois qui les portait cesse d'être utile. Telle est l'idée, la métaphore même qui fait le fond des articles et conférences de M. Bourgeois sur le solidarisme : on ne peut mieux poser la thèse de la foi nouvelle — de la foi sans Dieu.

» Voilà je crois ce que pourraient vous objecter tous les « *enfants de l'esprit nouveau* », comme dit M. Bureau, toute la « pensée moderne », depuis le solidarisme radical de M. Bouglé, jusqu'au syndicalisme révolutionnaire de M. Niel et de M. Challaye, et depuis les militants à la Pouget jusqu'aux théologiens à la Durkheim. Il y a deux réponses à l'exigence morale — deux manières de se dépasser — deux Églises — deux fois — deux Dieux. Pascal, qui s'en tient à poser cette exigence, ne sert de rien ici ; il s'agit moins de savoir si l'on veut marcher, sortir du présent moral, que dans quel sens, dans quelle voie : il y a deux routes.

» Il est un peu ridicule de poser en douze pages une telle question. Mais vous êtes trop au fait de mon sujet pour ne pas me comprendre. J'en viens à une objection précise dont j'ai touché un mot : ne convenait-il pas, — au lieu de reléguer le Dieu-Société dans la pénombre préhistorique du clan, où justement, de forme et d'aspect extérieurs, il est aussi peu social que possible, — de le poser tel qu'il apparaît aujourd'hui, formule d'un régime, la démocratie sociale — esprit d'une philosophie — objet d'une science née d'hier sans doute mais déjà en possession d'une vérité solide : la nature irréductible du fait social — de la loi sociale — l'affranchissement du psychologisme à la Spencer, — enfin ressort moral de tant d'âmes (je pense encore plus à la foule des syndiqués ou au menu peuple de la libre pensée qu'à leurs théoriciens et doctrinaires) qui grâce à lui se passent fort bien de l'autre Dieu.

» Veuillez... »

AUGUSTIN COCHIN

RÉFLEXIONS D'UNE CIVILE

SUR LES BUREAUX ARABES[1]

Il m'a fallu trois ans de voyages en Algérie pour me faire une opinion sur les bureaux arabes. Elle est complexe, puisqu'elle porte sur un corps qui a soulevé des haines gigantesques et des défenses violentes. Aujourd'hui encore, les mérites et les vices de toute cette administration, très spéciale, se chevauchent si inextricablement qu'il est presque impossible de les sérier. Et il se pourrait bien que l'impression dernière de cette brève analyse soit simplement de faire une fois de plus reconnaître que l'esprit du temps redevient sauvage à force d'être civilisé, prétendant examiner dans sa nudité même, la substance des privilégiés et des puissants, — et que, dans tous les domaines, sa curiosité intrépide brûle les couvertures de la crainte et de la décence comme de la paille.

Les bureaux arabes sont une institution hybride dont tout ne se sait point, ni tout ne se dit, mais dont tout s'imagine. Dans le public, on se les représente assez volontiers comme des officines fermées et ténébreuses, qui pratiquent un programme de politique indigène tout à fait particulier — secret et arbitraire comme celui d'une cour de sultan ou des vraies zaouiyas musulmanes. Par contre, les officiers qui les composent ont la certitude, absolue jusqu'à en devenir dangereuse, que toute justice, toute intelligence, tout honneur et toute bienfaisance

1. Extrait d'un livre en préparation : *Madame du Maurier et le capitaine Lhoize.*

résident dans leur administration. En fin d'analyse, je crois qu'ils doivent se présenter aux profanes qui tentent cependant d'être impartiaux, comme un corps pour le moment encore nécessaire, honnête — même consciencieux dans son ensemble — mais que les circonstances vouent à un vif esprit de caste, une déformation professionnelle plus considérable que partout ailleurs et à de terrifiantes prétentions[1].

Le bureau arabe est à étudier d'abord, il semble, dans son décor extérieur, car son cadre et ses avantages concourent à former sa mentalité. A lui seul, entre tous les services algériens, on s'est décidé à conférer quelque pompe. Il est logé dans des *bordjs* dont il se plaint en général avec une déprimante monotonie, car, étant parmi les heureux de ce monde, il est naturel que les gens et les choses lui paraissent animés, à son égard, d'une tenace et puérile antipathie. Malgré ces gémissements, les bordjs qu'on lui érige ne laissent pas que d'être habitables. Ils sont blancs et spacieux, dans le style du pays, et affichent presque des allures d'ambassades. Ils sont agrémentés d'arcades et de cours où se réfugie tout ce que la contrée possède de fraîcheur; leurs fenêtres sont closes, pour la plus grande contrariété des mouches, par d'intraversables treillages, et même les plafonds sont souvent à double voûte, ce qui permet à l'air de peser moins intolérablement sur les maîtres du logis. Outre ces attentions savantes et ces soins délicats, on aménage au bureau arabe un jardin-type, très beau, avec des puits, des allées, des palmiers et des fleurs, où il peut promener ses longs loisirs et ses vastes ennuis. Les légumes et les fruits du jardin appartiennent par droit de

1. On sait que l'Algérie est partagée en communes de plein exercice et en communes mixtes. lesquelles sont gérées par des fonctionnaires civils, et en territoires de commandement militaire, relevant du gouverneur général, avec un supérieur hiérarchique aux Affaires indigènes d'Alger, qui est le chef véritable de toute l'institution. Ces territoires se subdivisent eux-mêmes en cercles, annexes et postes. Chaque poste, annexe et cercle possède des officiers de métier, tirés de toutes les armes — parfois un commandant, toujours un chef de bureau, des adjoints, un interprète, un médecin et des fonctionnaires subalternes indigènes, comme les hodjas, chaouchs, etc. Quoique leurs attributions soient diverses, ils forment un petit groupe professionnel où se concentre l'autorité de toute la région, et qu'on appelle communément, en bloc, le « bureau arabe ».

priorité à sa table. Il possède des chevaux et des méharas qui ne lui coûtent que leur nourriture — et encore l'État lui alloue-t-il une indemnité pour ses coursiers, et le désert complaisant se charge-t-il d'entretenir ses chameaux. Son service domestique est fait par des ordonnances, ce qui résoud, d'une façon élégante, le problème des gages. En somme, il jouit de tous les menus bénéfices que les communautés disciplinées accordent aux petits rois.

Il s'encadre avec une entente tout orientale de l'importance de la représentation. Il a à sa disposition des *déiras* ou cavaliers indigènes à manteaux de drap bleu ; des *chaouchs* ou gardiens à gandourahs légères ; quelques spahis détachés au burnous écarlate, et, quand le poste est considérable ou assez avant dans le Sud, des groupes de Sahariens, montés sur des chameaux bruns et habillés de cotonnades blanches et de bandoulières de filali rouge. Tout ce peuple obéit au bureau arabe comme les milices angéliques au Créateur. Je me suis souvent arrêtée pour contempler les officiers des Affaires Indigènes qui entrent ou sortent de leurs bureaux, et, puisque mon âme aime la science, elle a trouvé dans ces scènes infimes une précieuse instruction. Des groupes d'Arabes, étendus ou assis sur le sol, causant et rêvant dans les interminables attentes dont leur service est fait. Le maître passe, et le mouvement par lequel les serviteurs se lèvent ferait paraitre nonchalante la rapidité de l'éclair. L'humilité les casse et les courbe jusqu'à ce que l'officier ait disparu — ou, s'il les interpelle, ils demeurent inclinés pour recevoir ses ordres, muets, serviles, en même temps théâtraux et sinistres, car il entre de la tristesse et de l'ignominie dans l'offrande d'un pareil respect à un homme. Et le chef, cigarette aux lèvres, cravache en main, les yeux au ciel, les jambes écartées, ne condescend même pas à rendre les saluts. Pour lui, ces indigènes sont des *choses*, — non point des entités humaines — indifférentes et familières au même titre que le soleil et les maisons et les palmiers. On comprend, à voir ces épisodes, cent fois par jour répétés, comment, dans des conditions propices, le sentiment de l'infaillibilité devient organique et fatal, dénué même de malice, plein de la force invincible de l'instinct. Rien que cette révérence extérieure, tellement sensationnelle, déjà suffirait

à corrompre, sans qu'il le veuille, le jugement d'un homme. Je n'y connais point d'autre remède que le sens de l'humour, mais ce sens-là est donné comme antidote aux seuls êtres complexes, et, au Sahara, les bêtes, les sables et les cœurs des bureaux arabes resplendissent d'une égale et implacable simplicité.

A vrai dire, tout contribue à conserver aux bureaux arabes cette qualité heureuse. Leurs conditions géographiques en premier lieu. J'estime que l'influence psychologique de celle-ci est formidable. — Il y a, dans le Sud-Algérien, des pays qui ont l'air d'un monde spectral. Ils sont faits de dunes blanches, strictes, silencieuses — des cônes calmes et ternes qui ferment tous les chemins et qui, dès qu'ils sont contournés, se dressent, identiques, et se répètent à l'infini. Les cieux sont blêmes et le soleil ressemble à une lampe blafarde dont la lumière s'arrêterait net au cercle de son propre disque, sans rayonnement. Monde étranger, qui sort de toutes nos conceptions, avec une teinte indéfinissable, une substance nouvelle, une atmosphère énigmatique. Tout ce que l'on sait de ces étendues pures et pâles, c'est qu'aucun changement n'y est possible, qu'elles sont à elles seules un élément distinct, sans cycle ni rythme, qui ne produira jamais rien, ni mouvement, ni son, ni organisme vivant, et que leur principe est une secrète et stérile éternité. Il y a encore, dans le Sud, des plaines marquées de la laideur grise, du jour monochrome et de la rocaille si parculière du Sahara — éparse, inclémente — avec, pour seules taches de couleur, les touffes de vert dru et tenace du *drinn*, ou les longues racines noires de l'*azel*, qui rampent sur les tertres comme les bras avides d'une pieuvre imaginée dans quelque fantasmagorie. Il y a encore des espaces qui sont pleins de montagnes et de la sensation terrible du poids. Aucune des magies de la lumière qui pare leurs crêtes et qui revêt leurs flancs, ne réussit à les alléger — et, toutes roses, mauves, et jaunes et argent qu'elles soient, telles les pierres précieuses d'un collier de titans, elles pèsent sur les êtres comme un univers massif, immobile et fixe que l'ardent esprit humain ne soulèvera jamais. Il y a des jardins torturés par le soleil ; des palmeraies ensevelies vivantes dans le sable ; de l'eau rare, stagnant à ciel ouvert dans des caniveaux souillés, ou terrée

dans des puits profonds que les sels saturent ; des villages d'une boue séchée et livide qui s'effrite en poudroiement de fumée ; des races apathiques, atrophiées, pauvres et sales, rongées de fléaux et de plaies comme les mendiants du moyen âge, et qui savent à peine se nourrir et se vêtir; des animaux infamiliers, qui appartiennent à la faune d'un autre monde... Or, ce sont ces peuples, ces villes, cette flore, ces bêtes, ces plaines vides, ces montagnes épaisses, ces sables inaltérables — toutes ces choses arides, misérables, menaçantes ou effroyablement splendides, — qui deviennent le royaume des bureaux arabes. Personne, ni par la parole, ni par les livres, ni par les tableaux, ne pourra en rendre adéquatement la caractéristique dominante, car elle est impérieuse, majestueuse et obsédante au delà de l'expression. C'est la solitude. Très vite, au sud des Hauts-Plateaux, dans les trois provinces algériennes, le rail cesse. Dans les régions qui commencent alors, quels sont les rapports d'un officier avec la civilisation occidentale? Les automobiles et camionnettes militaires qui poussent jusque dans le M'Zab ou l'Oued Mya, ou In Salah même, ne parviennent, malgré leur effort gigantesque, qu'à relier cinq ou six points éparpillés, et leur service a lieu à des intervalles infréquents. Dans les centres seulement — les oasis où résident les chefs de territoires — se trouvent le télégraphe, le bureau de poste, l'école, l'infirmerie, les casernes, parfois une auberge. C'est là la totalité des éléments européens. Ils ne constituent pas le moindre contrepoids efficace. Ils sont trop peu nombreux, d'abord, car le chef du bureau arabe cumule les plus diverses et contradictoires attributions et prend ses aides parmi ses propres adjoints : il est maire, juge, directeur de la politique indigène locale, officier judiciaire, percepteur des impôts, commandant de troupes — il est même à la tête du service météorologique, quoique d'habitude ses titres universitaires ou techniques comprennent tout juste le baccalauréat. Autant de domaines d'où les civils sont exclus. (A l'exception d'un secrétaire civil attaché à l'étrange « mairie » militaire.) Ensuite le bureau arabe ne fraie pas avec ce qui existe de fonctionnaires non militaires. Selon son critérium, ceux-ci composent un menu et différent fretin, sur lequel il peut peser avec toute l'autorité et la multiplicité de ses moyens. Il faut demander

aux instituteurs à quelles difficultés pratiques ils se heurtent lorsque le chef de poste, dans ses fonctions de maire, juge inutile, comme il arrive souvent, la création d'un ouvroir indigène, ou l'agrandissement des locaux pour une classe supplémentaire. Les colons, dans le Sud lointain, sont extrêmement rares, rebutés à la fois par les mauvaises conditions climatériques et matérielles et par l'indéniable mauvaise volonté des officiers eux-mêmes qui, sous tous les prétextes — surtout sous celui de défendre les indigènes contre les empiétements et l'exploitation — essaient de les reléguer dans les régions du Nord, afin de se débarrasser d'une tutelle ou simplement d'une indépendance gênante. C'est là un des aspects de la lutte éternelle entre la faction civile et la faction militaire, et qui prend, chez cette dernière, l'acuité de l'instinct de la conservation; car, devant la poussée de l'élément adverse, elle sent que son existence même est en danger. Les voyageurs qui passent sont artistes, ou snobs, ou bêtes, ou officiels : ils se classent tous dans la catégorie des insignifiants, et, dûment reçus à la table du mess, ou bénéficiant de la facile courtoisie des bureaux arabes, ils partent remplis de victuailles, d'alcools et de gratitude, sans être aucunement tentés d'examiner ou de réfléchir. Enfin, le bureau arabe est exempt de contrôle direct intime et personnel : le gouverneur général dont il relève théoriquement est perdu dans ses occupations à Alger, les colons se chargeant de lui rendre scabreuses toutes les réformes qu'il pourrait vouloir apporter aux conditions des indigènes : les supérieurs hiérarchiques sont à des centaines de kilomètres de distance, et les rapports officiels n'ont guère besoin d'entrer dans les détails méticuleux d'un service très fractionné. Nul souffle irrespectueux, incommode, critique — démocratique ! — ne peut pénétrer du pernicieux Occident. Dans ses innombrables fonctions, le chef du bureau arabe ne rencontre donc devant lui, autour de lui, que l'inchangeable Orient : le silence, l'amplitude, le respect, une abondance de populations inférieures sur lesquelles, pour leur bien, il convient de marcher avec fermeté, et, surtout, une incommensurable obéissance. De droit, il a toujours raison. De toute évidence, c'est dans son décor même qu'il trouve le premier, le plus fort étai de son instinct initial, irrationnel — l'autocratisme.

Après le décor, c'est le genre de vie qui contribue, dans le Sud, à aggraver l'esprit de ces isolés. Par le choix libre qu'il a fait jadis d'une carrière entre toutes minutieusement réglementée, un homme souvent témoigne, entre autres motifs plus austères, d'un certain penchant à la quiétude cérébrale. Ce goût originel n'est pas violemment combattu par les circonstances de sa profession. Le destructif esprit critique, à qui les sociétés humaines doivent tout trouble et tout perfectionnement, se développe surtout par la discussion entre pairs. Mais les officiers des bureaux arabes sont hiérarchisés dans leurs postes, et n'ont pas d'égaux véritables, car, léger, tenace, indéfinissable, le fantôme du galon supérieur se tient dans l'arrière-conscience de tout bon sujet. N'étant, ni par définition, ni de fait, d'une essence curieuse, ils se tournent volontiers vers les choses dépourvues de mystère, et rendues touchantes et familières par une longue répétition. Leurs conversations, à ce propos, sont révélatrices, et leur qualité principale de constance éveilla maintes fois ma lénte admiration. Les mêmes mots et les mêmes images y élisent un droit de cité perpétuel — on ne sort jamais du cycle de trois ou quatre thèmes traités avec une abondance si grande que celle-ci compense peut-être leur immutabilité : campagnes dans le Hoggar, au Tchad ou au front ; question d'avancement ; observations plus ou moins stéréotypées sur la psychologie arabe ; histoires de femmes ; anecdotes sur les membres absents de la confrérie. Les distractions sont aussi simples que les causeries : le cheval, les repas, la plus haute capacité de boire, le jeu, les Ouled-Naïls, et, pour les plus intellectuels, la photographie. Ils ne lisent à peu près rien, sauf les journaux du cru ou les gazettes militaires, qui enregistrent les promotions des collègues, — et encore, j'ai vu, de mes yeux, sur la table de l'un des plus intelligents, lors de la débâcle anglaise du printemps de 1918, le communiqué du matin reposer, ignoré, à cinq heures de l'après-midi! *Il n'avait pas été tenté d'en prendre connaissance.* Leur existence professionnelle est à l'avenant de leur vie privée ; si leurs fonctions sont multiples, l'esprit en reste indivisé et élémentaire. La centralisation de leurs pouvoirs insurveillés fait que, dans tous les domaines, leur conception du droit devient subordonnée à

l'idée personnelle. Ils sont habitués d'une part à obéir, de l'autre à ordonner. Leur obéissance et leurs commandements sont également catégoriques. Discipline et autorité — entre ces deux pôles, très nets, pas de nuance possible. Soldats, maîtres et juges, tous leurs métiers leur imposent un caractère absolu. Ils foulent, ces métiers, les individualités dans un même moule répressif, étroit, rapide — fait seulement pour l'action et excluant la pensée.

O âmes heureuses ! Mues par des craintes concrètes, des respects simples, des ennuis humains, les illusions d'une éternelle adolescence, — aisées à divertir, promptes à se répandre, facilement comblées, sur qui les énigmes du monde marquent autant que l'empreinte d'une main sur la surface mobile des eaux ! Enfermées dans ce connu, leur sage aspiration est de s'y maintenir, et ils donnent à l'existence quotidienne leur morale et leur poésie. L'unique sacrilège serait pour eux de dépasser leur mentalité de lycéens, et les leçons toutes faites que nous ont léguées nos ancêtres suffisent pour les nourrir jusqu'à la fin de leurs paisibles années. O âmes heureuses ! D'un coup de cravache, d'un éclat de voix ou d'un haussement d'épaules, ils écartent les gens et les choses de leur passage, sans le vain souci de comprendre des douleurs qu'ils ne ressentent pas. C'est pourquoi, vivant du dehors et d'eux-mêmes, ils forment une race superficielle et terrible, dont il paraît que les colonies ont encore besoin.

Mais les bureaux arabes ont de multiples facettes, et il convient de les passer toutes en revue. D'un côté, ils héritent d'un passé très lourd, comme toutes les royautés, et il reste sur eux les flétrissures que les générations anciennes se sont attirées. (Car celles-ci ont aussi eu leur crise d'ivresse, et, intoxiquées au début de la conquête par une liberté entière, leur histoire abonde en épisodes farouches dignes des temps féodaux.) D'autre part, il est incontestable qu'en elle-même, l'institution répond mieux que les méthodes civiles à l'état d'esprit des indigènes dans les régions que nous n'avons presque pas touchées. C'est, en somme, à une harmonie interne qu'elle doit d'avoir pu subsister. Elle est conforme à l'administration primitive, arabe et turque, que les populations du

Sud ont acceptée pendant des siècles, et que l'âme même de la race a fini par s'assimiler. Les bureaux arabes sont composés de maîtres simples et absolus qui conduisent un peuple simple aussi : seigneurs et vassaux. Ils n'ont pas changé l'antique constitution barbare et ainsi n'ont pas déconcerté des habitudes millénaires. Les Arabes sont accoutumés aux chefs-soldats qui détiennent des pouvoirs régaliens : le droit de sanction personnel, la levée d'hommes en troupes, la perception des impôts. Les chefs indigènes ne sont que des truchements. La confusion des fonctions administratives, militaires, politiques et judiciaires rend les bureaux arabes, aux yeux des tribus, *complets en eux-mêmes*. Leurs uniformes éblouissants, leurs bottes, leurs éperons, leurs cravaches, leurs multicolores décorations, leurs escortes flamboyantes, réveillant chez les indigènes un respect atavique auquel l'étriqué costume civil ne peut prétendre. En général, les officiers savent se tenir sur un cheval fringant, ils ont un revolver dans leur poche et ils acceptent comme leur dû, avec la plus magnifique nonchalance, les manifestations d'hommage, d'hospitalité et d'admiration. Surtout, ils punissent individuellement. Le chef du bureau arabe peut infliger, d'office, jusqu'à quinze jours de prison. Leur action est immédiate et visible comme la foudre, leur parole est effective et crée les événements. Il n'y a ni appel, ni recours pratique contre leurs sentences. Au contraire, après avoir subi les peines édictées par un seul chef de poste, le coupable, si son cas est grave, passe devant une commission disciplinaire où il retrouve son juge, ainsi que d'autres géants qui lui ressemblent et qui sont comme lui omnipotents. Il n'y a point là l'action impersonnelle d'un code, qui, s'il est une sauvegarde, nuit cependant, au sens des primitifs fils du bled, à la dignité du simple agent — mais des individualités fortes et entières et horrifiques qui décident des destinées selon leur propre sentiment. J'ai vu un officier pousser dans une cellule, où elle resta dix jours, une femme nomade qui maltraitait un petit enfant. Cette bourrade fut tout le procès et tout le jugement, et aucun compte rendu n'en fut mis dans les livres. Dans l'occurrence, le châtiment était justifié. L'enfant, qui fut emporté à l'infirmerie, était squelettique et manifestement martyrisé — mais c'est là une très petite

illustration à la fois de la force des bureaux arabes et de leur faiblesse. Le principe appliqué d'une pareille institution représente le plus atroce danger. Tous les chefs n'ont pas une conscience scrupuleuse et une intelligence lucide. Les règlements ouvrent une porte immense — un gouffre ! — à l'arbitraire. Si l'indigène comprend et aime, dans les bureaux arabes, l'apparat, la puissance, la punition immédiate, la suppression des intermédiaires — toutes choses qui empêchent le flottement, l'énervement, et, dans une grande mesure, les stériles litiges — l'effroyable péril demeure que la justice ne se confonde avec le bon plaisir ou les conceptions personnelles, variables, d'équité. L'influence est proportionnelle au grade; donc le chef reste suprême. Toute la valeur de l'administration réside dans la valeur intrinsèque de ce chef, qui est si humain, si faillible, si conditionné par ses origines, si porté, par ces circonstances mêmes, à croire ses actions pleinement justifiées !

Théoriquement, il est clair que le remède serait dans des inspections fréquentes. Dans la pratique, outre que celles-ci sont fort rares, *elles sont annoncées d'avance.* Mais est-il nécessaire de rappeler que dans les revisions militaires, qui comptent les boutons des tuniques et s'attachent au luisant du bois des fusils, la manière de présenter gagne les trois quarts des batailles? Entre les chevauchées et les repas offerts au supérieur qui inspecte, le temps passe aimablement... De plus, quoique les officiers se déchirent souvent sans merci entre eux, leur solidarité de corps est invincible et fait que les chefs, pour ne rien laisser transpercer lorsqu'une erreur a été commise, ratifient presque toujours les décisions des subordonnés, quitte à exprimer ensuite à ceux-ci leur mécontentement d'une autre manière. Les sanctions, quand elles ont lieu, s'enveloppent d'un déplacement, d'un changement, où les initiés seuls voient une intention punitive. La soumission des châtiés eux-mêmes, dans ces cas, est totale et silencieuse, formidable... Les bureaux arabes sont comparables à ces troupeaux de buffles sauvages qui se battent à mort l'un contre l'autre, mais qui, à l'approche d'un intrus, font cercle, et présentent, tous en même temps, leurs cornes meurtrières en une souveraine et infranchissable défense. L'assainissement viendrait d'inspecteurs appartenant à un corps spécial, étranger aux militaires,

— *civil* — qui assurerait en même temps des sanctions connues, ouvertes, et le libre jeu des réclamations de l'individu. Je crois bien que cette réforme flotte déjà dans l'air, mais elle n'est encore qu'à l'état de perception et ne s'est pas concrétisée.

Les mêmes considérations — doubles, contradictoires — se retrouvent dans les autres sphères d'activité des bureaux arabes. Au point de vue matériel, il est incontestable qu'ils obtiennent de meilleurs résultats que les administrateurs des communes mixtes. Les enfants des ténèbres sont plus sages en leur génération que les enfants de la lumière, et les paroles de l'Évangile ont leur application dans tous les âges. Pour moi, les bureaux arabes sont encore les enfants des ténèbres : leur esprit féodal appartient à des temps révolus; ils ne connaissent aucun principe moderne; leur existence même est un défi lancé à un régime vraiment républicain. Mais dans notre monde si brouillon, qui se cherche encore avec tant de lenteur et de peine, est-ce que les critériums les plus sensés peuvent être autres que ceux du pragmatisme ! Si l'on écarte sévèrement de la question toute considération de rigide idéal, il n'est pas douteux que l'administration militaire ne dépasse le contrôle civil dans les effets obtenus. La « vaste humanité » laisse les bureaux arabes indifférents, lorsqu'elle ne provoque pas chez eux une impression hostile, mais, par contre, la parcelle d'humanité qui compose tout leur univers les attache et les retient. Le sentiment du pouvoir absolu intéresse un chef à sa région, fait naître en lui le désir d'utiliser, de réaliser totalement son autorité quasi illimitable. Il se développe en lui le sens de la responsabilité et l'amour-propre du bon tyran : il vit davantage en contact avec les populations qu'il sait être complètement à sa merci ; ses tournées sont beaucoup plus nombreuses que dans les communes mixtes et il apporte plus de personnalité dans ses méthodes de régence. Comme son travail n'est *jamais anonyme*, c'est de ses propres initiatives que dépendent son crédit et son avancement, et le goût s'accroît en lui de l'effort reconnu. Il reste d'ordinaire longtemps dans son poste, et son œuvre peut être comparée détail par détail à celle de son devancier. S'il y a un puits à creuser, un canal à ouvrir, une route à faire, un officier se transporte sur les lieux, étudie, juge et

signe son rapport officiel. La part de l'orgueil, de l'émulation, est immense dans une besogne pareille où les qualités personnelles sont mises en relief éclatant — mais elle est fertile en conséquences heureuses. Tandis que, dans les communes mixtes, c'est le nom de l'administrateur qui couvre tout, quel que soit le travail de l'adjoint, — et en même temps que le chef civil prend peur devant les responsabilités de toutes sortes qui s'accumulent, le subordonné se détache, humainement, d'une démarche qui ne lui rapportera rien... Les modalités administratives des bureaux arabes sont peu rigoureuses. Leurs budgets ne sont soumis qu'au général de division. Les officiers n'ont besoin que d'une approbation globale là où les communes mixtes attendent une permission spéciale — longue, compliquée, soumise à des influences diverses — pour toute dépense supérieure à trois cents francs. Si un tel système a rendu possible la fondation de ces célèbres « caisses noires » dont les bureaux arabes ont tant abusé, il permet néanmoins des virements bienfaisants et l'application immédiate de certaines sommes aux nécessités criantes des indigènes. Les bureaux arabes ont encore le droit de corvée, exceptionnel, barbare, antagoniste à toutes nos conceptions de justice, mais qui est levé sur place, pour toute mesure d'intérêt général. Lorsqu'une amélioration s'impose impérieusement, la corvée fait procéder à son exécution rapide, alors que les prestations des communes mixtes, payables en espèces, ne sont point conformes aux besoins particuliers des douars, et leur rendement matériel est souvent presque nul. Dans les territoires militaires, les indigènes ne peuvent sortir de leurs villages sans un sauf-conduit spécial, et l'autorité peut ainsi étouffer toute plainte importune, — mais les routes sont plus sûres. Les bureaux arabes arrêtent et emprisonnent selon leurs propres suspicions; le « Grand Jeu[1] », avec ses équipes d'informateurs et d'espions, se joue d'un bout à l'autre de leurs domaines, — mais c'est cette promptitude arbitraire qui fait avorter parfois les révoltes. Ils lèvent des goums, et jettent l'une contre l'autre, dans le Sud qui garde ses secrets, pour combattre les influences qui les menacent, des tribus qui ne demandaient guère à partir en bataille, — mais la tranquillité générale en devient ensuite plus profonde.

1. Voir *Kim*, le roman de R. Kipling.

Leurs machinations sont sombres et leur droite est terrible comme celle du vieux Jéhovah — dans les oasis où ils demeurent, leurs Arabes ont des faces figées, des épaules recourbées et ne doivent pas regarder la tête haute — mais ils étendent leurs terres, et préparent les temps meilleurs d'un autre avènement. Puisque nous ne sommes pas encore parvenus à clarifier la vie, que tout y est à la fois juste et injuste, que les valeurs sont ondoyantes et que le mal devient le bien selon l'angle auquel on l'envisage, les bureaux arabes ne peuvent être damnés avec précision. En somme il est probable que toute leur honte et toute leur gloire, également fantastiques, viennent de ce que, faite pour des demi-dieux, leur institution a dû être confiée à des hommes...

ODETTE KEUN

POÈMES

LA VITRE

Quand l'homme eut fait un œil à sa hutte de pierre
En creusant dans le mur la fenêtre qui voit
Et sur elle, avec soin, posé le bord du toit
Comme une apaisante paupière,

Le soleil, la rafale et le vent, tour à tour,
Entraient encor si drus au cœur de sa retraite
Qu'il maudit la maison que ses mains avaient faite
Et son orgueil de voir le jour.

Il se trouvait plus seul que sous la voûte sombre
De la forêt première où trébuchaient ses pas ;
Prisonnier du granit qui ne l'abritait pas,
Il pleurait son asile d'ombre.

C'est en vain qu'il avait peiné, lutté, souffert,
Frappant le mont pour desceller le roc énorme,
Équarissant le bois pour lui donner la forme
Que devait épouser le fer,

A l'heure où, sur le sol de la clairière amie,
Il enfermait, contre l'assaut du mal obscur,
Son rêve et son amour en un foyer plus sûr,
L'homme doutait de son génie.

Par l'ouverture même où s'éclairait sa nuit,
Les éléments se déchaînaient sur sa faiblesse :
L'ouragan plus brutal, la bise plus traîtresse
Venaient le mordre en son réduit.

Opposait-il parfois un rempart de branchages
Aux attaques de l'air, du soleil ou de l'eau?
Alors, il se croyait, au trou noir d'un tombeau,
Enseveli sous leurs outrages !

***

Les temps d'airain sont révolus :
La maison, vide de ténèbres,
L'homme, à présent, ne s'émeut plus
Devant des images funèbres :
Les temps d'airain sont révolus !

Avec un peu de sable blond
Un artisan, que l'on ignore,
Donne à la vie un sens profond
Avec le secret de l'enclore
Au prix d'un peu de sable blond.

Du feu qui fait une âme aux choses
Sort, au souffle de l'ouvrier,
Par un jeu de métamorphoses
La feuille claire du verrier;
Le feu seul fait une âme aux choses !

Voici la vitre sublimée,
La vitre frêle où transparaît
La clarté du jour diffusée,
— Nuage, azur, fleuve, forêt —
Au rectangle de la croisée :
Voici la vitre sublimée !



O vitre, c'est par toi que la vie est facile
Et douce au sein de la maison,
La muraille est aveugle et nous semble inutile,
Que ferions-nous sans ta cloison?

Tu filtres la lumière et tu la donnes toute.
Derrière toi, l'homme au travail
Voit, sans lever la tête, un passant sur la route,
Un enfant qui court sur le mail;

La ménagère va, vient, circule, s'empresse,
Recoud le linge et cuit le pain :
Le rayon tamisé devient une caresse
Qui la frôle comme une main.

Tu t'es faite incolore afin que la nuance
Traverse ton corps transparent
Lorsque le rose, au gris, puis au bleu, se fiance,
Sur la paroi de ton écran !

Mince comme tu l'es, qui te croirait robuste?
Tous les frimas glissent sur toi,
Le vent s'y brise et, quand il grêle, c'est tout juste
Si tu trembles d'un peu d'émoi.

La pluie éclate en pleurs, te cingle, frappe encore?
Tu supportes tous ses affronts,
Tu lui prêtes l'appui de ton tremplin sonore
Pour tambouriner ses chansons,

Car c'est toi qu'elle heurte et c'est nous qu'elle enchante
Et sa musique nous endort
Parce que ses longs doigts, sur ton âme vibrante,
Peuvent rythmer nos songes d'or.

Mais le soleil a bu les sillons de buée
Qui te faisaient un voile obscur,
Et, nous penchant sur toi pour suivre la nuée,
Nous posons le front sur l'azur :

C'est la fraîche tiédeur d'un printemps qu'on devine
Et qui pénètre nos cerveaux,
C'est déjà la senteur qui naît sur la colline
Et que respirent tes carreaux.

Il ne faut pas ouvrir la fenêtre trop vite,
Le malade est convalescent.
Tu règles, à son gré, le soleil qui l'irrite,
Un rais poudré vient en dansant,

Il accourt, sa gaieté subtile se déplace,
Et du lit, l'homme voit, joyeux,
Le paysage ami, qu'un sourire délasse,
Le regarder de tous ses yeux.

Maintenant, c'est l'été : par la croisée ouverte
Le jour coule si parfumé,
O vitre, qu'on t'applique et qu'on te laisse inerte
Contre le mur inanimé.

Mais un charme nouveau te pare et nous attire :
Tu deviens le tremblant miroir
Où la grâce d'un ciel étincelant se mire
Depuis l'aurore jusqu'au soir,

Tu reflètes l'azur, l'espace, le nuage,
Le balancement des massifs,
Qu'ensanglante la rose avec son cœur sauvage,
L'immobile dessin des ifs,

Le carrefour, la rue et la fenêtre claire,
Que le voisin clôt à demi,
Et, de loin, j'aperçois, venant en sens contraire,
Le pas familier d'un ami.

La femme allait sortir, parée ; elle s'arrête
Et, devant toi, furtivement,
Elle ajuste une fois encore sa voilette
D'un geste gauche et plus charmant.

Des lueurs, comme des oiseaux, quittent les branches
Et sur toi se posent soudain,
Puis, ce sont des appels de clartés, d'ailes blanches
Que tu répercutes sans fin.

Et quand l'oblique feu du couchant t'incendie,
On dirait qu'un fauve brasier
S'allume en toi, vitre sublime, et s'irradie
Pour quelque magique verrier.

On attend le souffleur qui va cueillir ta flamme
Pour te faire plus belle encor,
Et c'est nous qui sentons que s'épure notre âme
Lorsque fond et coule ton or,

Car le feu qui t'empourpre et qui te rend insigne
Ne déborde pas ton creuset,
Et chaque toit, chaque fronton garde sa ligne
Sur le fond d'un ciel apaisé,

Jusqu'à l'heure où, baignant dans la rougeur de cuivre
De l'ardent foyer qui s'éteint,
Un astre, qui se lève en toi, nous dit de vivre
Et d'espérer jusqu'au matin !

II

SEPTEMBRE

Septembre, mois exquis de l'arrière-saison...
Le soleil, chaque jour, réduit sur l'horizon
L'arc qu'il décrit au ciel, voilé déjà de brume,
Et la forêt, comme un bûcher géant, s'allume
Aux peupliers jaunis par l'été finissant,
Torches qu'incline et mord le souffle frais du vent.
L'Équinoxe frileux approche. Le feuillage,
Dont le mur me cachait les maisons du village,
Se dégrade un peu plus et me laisse entrevoir

Sous le front de l'église et celui du manoir
Les visages connus de trois façades blanches
Qui percent, à présent, comme des yeux, les branches !
Encore quelques jours et toute la forêt
Gagnée à l'incendie immense qui courait
Du hêtre trop précoce au chêne plus vivace,
En offrande au soleil flamboiera dans l'espace,
Comme pour rendre au dieu tout l'or qu'il lui versa...
Alors, ô mois exquis, dont le charme glissa
Tant de volupté douce en mon cœur solitaire
En voyant s'alanguir, défaillante, la terre
Sous le suaire gris d'un brouillard automnal,
D'un trop cruel adieu je connaîtrai le mal,
Et puisque nous mourons un peu quand vient l'automne,
Quand, sous les cieux décolorés, dans l'air atone,
Le jardin se dépouille en laissant, un par un,
Tomber ses fruits trop mûrs, lourds d'un dernier parfum,
Laisse-moi, confondu dans ta noble harmonie
Qui masque la laideur d'une proche agonie
Dont je connais, chaque an, la souffrance et le cours,
Septembre, retarder la fuite de tes jours !
La terre a, maintenant, une grâce affinée
Par la lumière blonde et comme exténuée
Qui rend l'air à midi subtil et transparent.
Je me penche sur tout plus amoureusement,
Car c'est un mai nouveau, plus suave et plus tendre,
Que le ciel refleuri, croirait-on, veut nous rendre.
Je te respire, ô mois divin, comme une fleur,
Et je te tiens pressé, vivant, contre mon cœur.
Chaque instant que je goûte a la douceur suprême
De l'instant que l'on sait qu'on goûte pour lui-même,
Et j'écarte sans peur le moment à venir,
Croyant que la minute aussi ne va finir
Que je détache et cueille aux grappes de tes heures.
Leur saveur me rend triste et ce sont les meilleures...
Vois comme je m'attache aux souvenirs aimés
Dont je peuple les champs et les bois embaumés :
J'aperçois le chemin au flanc de la colline,
Le parasol pensif du pin qui la domine

Et je marche en mon rêve et j'éveille à ma voix
L'écho qui me parla pour la première fois.
Une ivresse plus calme emplit mon cœur. J'écoute
Tous les bruits, attentif aux leçons de la route ;
Je gagne les labours qui sont prêts pour le grain ;
Le peigne de la herse y passera demain,
Car la terre a besoin, la récolte rentrée,
Pour un nouvel hymen d'être à nouveau parée.
Je suis les paysans et je compte avec eux
Ce qu'il faudra donner à des sillons heureux
Pour que des épis drus sortent de la semence.
Des meules sur le ciel bombent leur opulence...
Et, là-bas, sous les bois, en dômes étagés,
Sous les dais somptueux par le chêne ouvragés,
Parmi les feuilles d'or, ami, que tu m'apportes,
Je déroule, apaisé, le fil des années mortes
Tandis que le soleil descend à l'horizon,
Septembre, mois exquis de l'arrière-saison...

III

LA LEÇON DE LA CITÉ

Tout entière à la voix qui diffame ou médit,
La petite cité se heurte et se déchire ;
Le pauvre a jalousé le riche et l'a maudit,
Le meilleur citoyen est, à son tour, le pire.

Les mains se fuient, les cœurs se ferment, chacun voit
Brûler dans l'œil d'autrui le feu de sa rancune ;
Les frères, qui dormaient au même lit étroit,
Allument leur discorde à la haine commune.

Mais un cri retentit, sinistre, par les airs :
La Guerre ! l'étranger menace la frontière....
Et les yeux, où l'amour a remis ses éclairs,
S'emplissent de bonté soudaine et de lumière.

Or, tandis que les gars embrassent les aînés,
Que tous, dans une étreinte, étouffent leurs querelles,
La Cité se fait voir aux vieillards étonnés
Sous des traits inconnus et des formes nouvelles.

Ils voient un même mur porter plusieurs maisons,
La plus humble étayer, sans faiblir, la plus haute
Et leurs files pousser aux mêmes horizons
Leurs grands corps inégaux qui marchent côte à côte.

Les fenêtres semblent des yeux profonds et doux,
Échangeant des regards pleins des choses passées.
Et les toits, inclinant leurs pignons bruns et roux,
Des fronts qui voudraient joindre et mêler leurs pensées.

Pour unir le quartier récent au vieux faubourg,
L'arche d'un pont unique enjambe l'eau du fleuve :
Sur ce ruban de pierre on passe chaque jour
Et sa largeur suffit pour qu'un peuple s'y meuve.

Voici l'hôtel de ville avec sa cour d'honneur :
Par le large escalier monte en courant la foule ;
On dirait que du sang y bat, comme en un cœur,
Et la rue est l'artère où la cité s'écoule...

Et tandis qu'ils s'en vont muets, rêveurs, les vieux,
Ils voient, dans le jardin public qui les rassemble,
Le Tilleul se tourner vers le soleil joyeux
Pour que toutes ses fleurs puissent mûrir ensemble !

GABRIEL TALLET

BIBLIOTHÈQUES ET MUSÉES

DE LA GUERRE

I

Des bibliothèques et des musées spéciaux de la guerre (institutions officielles ou œuvres privées) existent dans plusieurs pays belligérants, et même en pays neutres. La plupart naquirent au cours des hostilités ; les plus importants datent de 1915 ou de 1916. Toutes ces créations, produit d'un mouvement général, quoique non concerté, sont dues aux mêmes causes, que voici.

Dans cette guerre, l'imprimerie a joué un rôle capital. Il est sorti d'elle une littérature pullulante d'information et de propagande, destinée à influer sur le « moral » de la population civile à l'arrière, des armées en ligne, de l'adversaire, des neutres. Journaux, tracts, livres, affiches, images populaires, caricatures, photographies, cartes postales, etc., ouvertement publiés ou répandus clandestinement, sont les engins de cette multiforme artillerie spirituelle. Souvent ils furent meurtriers. Ils furent aussi les bienfaisants instruments de la défense du droit. C'est par eux que chaque groupe de belligérants entretint la résolution, l'espérance et la foi des combattants et de leurs familles. Il était naturel que, pour éviter des pertes malaisément réparables, l'idée vînt de rassembler tout de suite une si grande masse de docu-

ments significatifs, pleins de valeur psychologique, mais souvent fugitifs.

Il est déjà banal de dire qu'une guerre comme celle-ci a bouleversé l'univers, causé une de ces « révolutions des empires » sur lesquelles, naguère, historiens, philosophes, théologiens aimaient à méditer. En tous pays, la politique, l'économie nationale, la littérature, l'art, la religion n'ont pas moins ressenti ses effets que la science militaire ou la technique industrielle ; longtemps encore ils les ressentiront. Nulle part il n'est un aspect de la vie nationale qui n'ait été frappé de sa marque durable. Qui connaît la tâche ordinairement si ardue des historiens en quête de sources éparses, ou appauvries par l'ignorance et la négligence, s'étonnera-t-il des tentatives faites pour concentrer et organiser sans retard, en vue des savants futurs, l'énorme quantité de témoignages qui nous viennent sur cette guerre gigantesque?

Logiquement aussi, l'exemple des nombreux « musées historiques » nationaux ou municipaux, si singulièrement éducatifs, devait suggérer l'idée de recueillir immédiatement sur cette guerre les documents figurés, les reliques, les « curiosités », les menus objets usuels et les bibelots de circonstance, qui réveilleront plus tard les souvenirs, stimuleront les imaginations, évoqueront sous une forme familière et saisissante les impressions de l'âme populaire, les tendances de l'esprit public, les mœurs d'une époque.

Songez à l'économie de temps et d'erreurs que des créations de ce genre, si les contemporains en avaient pris l'initiative, auraient assurée, par exemple, aux historiens de la Révolution française !

Voilà d'où sont sortis ces bibliothèques et musées de la guerre, dont le tableau va être tracé sommairement.

II

De cette description brève seront exclues : d'une part, les expositions temporaires ; d'autre part, les collections normalement formées par les services publics.

L'historique des nombreuses expositions fragmentaires et

locales qui ont eu lieu depuis 1915 en Angleterre, en Italie, en Belgique, aux États-Unis, en France, comme en Allemagne et en Autriche, ou même en Suisse, serait à coup sûr intéressant. Elles étaient généralement destinées à procurer des ressources aux œuvres philanthropiques de guerre autant qu'à l'instruction ou au réconfort du public, ou à la propagande. Multipliées pendant le cours des hostilités, elles n'ont pas cessé après l'armistice. Il y en a même eu, depuis lors, de singulières : ainsi cette exposition à Vienne de tableaux, dessins et autres documents du musée autrichien de l'armée et de l'ancienne *Hofbibliothek*, qui fut organisée, pendant l'été de 1919, sous le titre *Das Joch des Krieges*, pour montrer la dureté du joug de la guerre et en inspirer l'horreur. Mais ces exhibitions temporaires, composées avec des éléments de musées, ne sont pas des musées.

Partout les grandes administrations publiques ont été amenées à former des collections sur la guerre : tels les fonds d'archives ministérielles, ceux des services civils et militaires. Pour fixer les idées par quelques exemples, notre Section Historique de l'État-Major général de l'Armée a ainsi réuni une vaste documentation d'archives militaires; le total comprend quelque 80 000 cartons, dont le classement a été entrepris sous la haute direction de M. le général Douchy. Il y a également un fonds considérable au quai d'Orsay. De même, nos bibliothèques générales, beaucoup de bibliothèques spéciales ou locales ont recueilli en quantité variable des publications relatives à la guerre. Tel est le cas de la Bibliothèque nationale. En province, il faut mentionner Toulouse, où le conservateur de la Bibliothèque municipale, M. Guitard, toujours à l'affût des nouveautés, a fourni un petit *Musée de la Guerre* ; on doit citer surtout Lyon : un bibliothécaire de talent, M. Richard Cantinelli, soutenu par un maire, M. Herriot, qui n'est jamais en retard d'une initiative, a réuni, avec des ressources restreintes, un fonds d'ouvrages et de pièces en toutes langues qui a bonne réputation même à l'étranger[1]. Notre Musée de l'Armée, que dirige

1. Un intéressant catalogue, où sont mentionnés beaucoup d'articles de revues, est en cours de publication ; le 16e fascicule, qui vient de paraître, atteint déjà la page 640, et il s'en faut de beaucoup qu'il soit le dernier.

aujourd'hui M. le général Malleterre, a, dans le sens naturel de sa destination, formé une collection de trophées, d'engins, d'équipements et de reliques, que le public visite régulièrement aux Invalides. Au Val-de-Grâce a été annexé un musée du service de santé militaire ; la Faculté de médeciue de Lyon a un musée anatomo-clinique de la guerre. En Italie, le bibliothécaire de l'Université de Bologne, M. Fumagalli, a constitué une collection d'ouvrages se référant à tous les pays en guerre. M. Herbert Putnam, l'actif directeur de la Bibliothèque du Congrès (*Library of Congress*) à Washington, a séjourné en 1919 plusieurs mois en France et dans les pays de l'Europe occidentale pour enrichir la collection de guerre dont il avait pris l'initiative. En Allemagne, l'ancienne bibliothèque royale de Berlin accusait dès 1917 plus de 50 000 volumes, en toutes langues, dont beaucoup étaient consacrés à la personne de Guillaume II. Faute de statistiques et de renseignements complets, la comparaison du nombre des collections de pays en pays n'est pas possible. Le seul répertoire d'ensemble qui ait paru est celui des collections allemandes : en les y comprenant toutes indifféremment, celles qui procèdent de l'activité normale ou de l'initiative extraordinaire des autorités militaires et civiles, centrales ou locales, des associations privées ou semi-officielles, des particuliers ; celles qui concernent des matières spéciales ou qui sont générales ; celles qui ont un caractère international ou seulement national, régional, municipal ; les réunions de reliques, de souvenirs, de « curiosités » aussi bien que les collections savantes ; les moindres comme les plus importantes, cet indicateur en énumère 217 [1].

1. *Die stattliche Zahl von* 217 (le chiffre imposant de 217), dit en sa préface l'auteur de l'opuscule : *Die Kriegssammlungen. Ein Nachweis ihrer Einrichtung und ihres Bestandes* (Les collections de guerre. Notice sur leur organisation et leur état), publié en 1917. Les multiples initiatives officielles et privées se sont groupées depuis un an dans une « Union des collections allemandes de guerre » (*Verband deutscher Kriegssammlungen*), qui se propose de systématiser les efforts et les recherches. A propos des collections privées, notons que l'un des premiers collectionneurs fut Guillaume II. Il avait déjà réuni dans la bibliothèque du château royal, en 1917, 10 000 publications de la littérature allemande ou étrangère de guerre, ainsi qu'une collection d'images et de photographies faites au front et à l'arrière, dont une section spéciale avait la personne impériale pour sujet. Au Musée Hohenzollern (parc de Monbijou), une

Il ne s'agira ici que de collections constituées en établissements spéciaux, indépendants et durables. Encore sera-t-il permis de ne donner qu'une mention à celles qui, trop récemment formées, sont actuellement peu développées, comme les musées nationaux de Bruxelles et de Prague ; ou ces *Archives internationales de la guerre et de la Croix-Rouge* [1], que le Conseil administratif de la ville de Genève a établies auprès de la bibliothèque pour recueillir les publications officielles des gouvernements et les documents des œuvres suisses de guerre ; ou encore cette collection sur l'armée des volontaires russes et ses premiers chefs, les généraux Alexeïef et Kornilov, qui était, au mois de novembre dernier, en préparation à Rostov-sur-le-Don.

C'est en France, en Angleterre, en Italie et en Allemagne que se trouvent actuellement les principales institutions en pleine activité.

III

Chez les Alliés apparaît au premier plan l'*Imperial War Museum* de Londres, dont la création fut décidée le 5 mars 1917 par le Cabinet de guerre anglais. Ses fondateurs entendaient y rassembler des trophées et des spécimens de l'armement et de l'équipement militaire et maritime, ainsi que des livres, brochures, cartes, affiches et gravures. Ils escomptaient le concours du War Office, de l'Amirauté, du minis-

salle était réservée aux objets et souvenirs concernant le kaiser et sa famille. Outre les nombreux portraits guerriers de Guillaume, on y voyait les cadeaux reçus par lui en hommage, entre autres un « fokos » d'honneur ou petit bâton armé d'un marteau de plomb comme en ont les géologues, offert par un habitant de Presbourg ; une pipe sculptée par un soldat bulgare, des œufs de Pâques envoyés par les militaires hospitalisés à Charleville. On y voyait aussi la plume avec laquelle l'empereur avait signé l'ordre de mobilisation générale, les éclats d'une bombe d'avion tombée aux côtés du prince Eitel-Frédéric dans Arras. Hindenburg a eu aussi son musée, fondé à Posen par ses admirateurs pour réunir tout ce qui concerne la personne du maréchal et en même temps la documentation propre à donner une idée de la guerre sur le front oriental, en Pologne et en Russie.

1. Le programme a été exposé dans une brochure portant ce titre et qui a pour auteur le distingué directeur de la bibliothèque de Genève, M. Frédéric Gardy.

tère des Munitions, qui sont d'ailleurs représentés au conseil d'administration. Depuis l'origine, la direction générale est confiée à Sir Martin Conway, explorateur, auteur des travaux de géodésie, critique d'art, nommé membre du Parlement aux dernières élections.

Les collections, dans leur état actuel, se composent de neuf catégories d'éléments : 1° trophées et reliques provenant de la marine, de l'armée de terre et de l'aviation ; 2° souvenirs du service de santé militaire ; 3° livres et documents imprimés, y compris périodiques ; 4° photographies ; 5° affiches ; 6° dessins et caricatures ; 7° monnaies et médailles ; 8° jouets et « mascottes » de guerre ; 9° documents sur l'activité féminine. En outre, une section (encore embryonnaire) de l'activité confessionnelle devra contenir les bibles et livres de prières portant la trace des balles ennemies, les vases sacrés en usage au cours des combats ou dans des circonstances particulièrement dangereuses, les images de piété, etc., ce qu'on pourrait appeler les reliques religieuses du champ de bataille.

Le musée a visiblement plus d'importance que la bibliothèque [1], et dans le musée prédominent les catégories d'objets que notre Musée de l'Armée et notre Musée Carnavalet ont coutume de recueillir ou qui figurent dans le nouveau musée du Val-de-Grâce. L'orientation paraît être surtout d'éducation populaire : il faut faire comprendre la guerre à ceux qui ne l'ont pas faite, et en quelque sorte la vulgariser : c'est dans cet esprit que des expositions temporaires ont été ouvertes dans les quartiers pauvres de Londres. Un autre trait distinctif du War Museum est son caractère commémoratif. Dans l'édifice futur [2], une large place sera faite aux portraits et aux bustes non seulement des généraux et officiers

1. D'après le dernier rapport officiel (1918-1919), le nombre des pièces cataloguées s'élevait à 89 305 ; la bibliothèque y figurait pour 14 000, soit le sixième environ. Le bibliothécaire est M. le professeur Oman, auteur d'un recueil officiel de documents diplomatiques sur la guerre ; comme sir Martin Conway, il vient d'entrer à la Chambre des communes.

2. L'Imperial War Museum (qui s'est appelé *National War Museum* jusqu'en 1918), devra être dans l'avenir un des monuments les plus sensationnels de Londres. En 1917, ses créateurs évaluaient à 5 ou 6 hectares l'emplacement qui lui est indispensable. Provisoirement ils ont dû se contenter de les entreposer en de lointains faubourgs, sauf à les montrer partiellement au public dans des expositions de quartier. Ils ont récemment pris à bail pour quatre ans le

supérieurs, mais même des soldats morts pour la patrie. Ainsi l'Imperial War Museum paraît vouloir être surtout une sorte de grand « Memorial » consacré aux combattants nationaux et coloniaux, auquel se trouve adjoint un conservatoire de spécimens des instruments de la guerre de matériel et de machinisme que fut celle de 1914.

Le patriotisme si éveillé des Italiens leur a inspiré la création du Bureau historique de la mobilisation (*Ufficio storiografico della mobilitazione*). Il se propose l'étude d'ensemble de la mobilisation nationale sous ses aspects militaire, technique, économique et social; étude conçue assurément d'après des bases scientifiques et poursuivie grâce à l'effort collectif d'un groupe de travailleurs, mais non entièrement désintéressée. On attend d'elle un inventaire des forces dont l'Italie a pris conscience au cours de la grande crise : la conscience nationale scientifiquement révélée à elle-même et affirmée doit projeter pour l'avenir une lumière nouvelle sur la route historique du pays. Les matériaux de cette enquête strictement italienne sont répartis en quatre sections : politico-sociale, économico-statistique, juridique, technique (problèmes des industries métallurgiques et chimiques) [1]. La section politico-sociale, que dirige M. Joseph Prezzolini, l'ancien directeur de la *Voce*, est actuellement la plus développée. C'est à elle spécialement de former les archives et la bibliothèque et d'inspirer le plan et la méthode générale de l'œuvre. C'est elle qui doit, à l'aide de questionnaires critiques, préparer la bibliographie et constituer les multiples monographies où, à travers les aspects de l'Italie mobilisée, se dessineront les traits de la nouvelle Italie, de la « Quatrième Italie ». L'*Ufficio Storiografico*, né de la guerre et orienté vers l'histoire des développements futurs de l'activité nationale, est donc surtout un office scientifique de documentation [2].

Crystal Palace, sorte de « Galerie des Machines », situé à Sydenham. Mais sir Martin Conway a déjà soumis au Parlement la proposition de construire le futur musée, pour qu'il soit aisément accessible, au cœur de Londres, sur la rive droite de la Tamise, à proximité du County Hall.

1. L'*Ufficio storiografico* est à Rome ; sa section technique, à Milan, le grand centre industriel de l'Italie

2. Le Comité national pour l'histoire du Risorgimento (*Comitato Nazionale per la storia del Risorgimento*), présidé par le sénateur Boselli, ancien ministre,

En Allemagne, trois établissements rentrent dans notre définition : le « Musée d'économie de guerre » à Leipzig, les « Archives de guerre » de l'Université d'Iéna, la « Bibliothèque de la guerre mondiale » à Berlin.

C'est en avril 1917 qu'à la suite d'un congrès de quarante Chambres de commerce, fut fondé à Leipzig le *Deutsches Kriegswirtschaftsmuseum.* Il recueille les documents imprimés et les souvenirs propres à donner une idée exacte de la vie économique allemande au cours de la guerre. Exposés, ces objets servent à l'instruction populaire. Mais ils sont destinés surtout aux historiens désireux d'étudier les transformations de l'économie sociale, les mesures prises pour subvenir aux besoins matériels de la nation, les applications nouvelles des sciences sous l'influence de la guerre et du blocus. Le musée, que double une bibliothèque, est subdivisé en sections : agriculture, industrie, commerce, assurances, main-d'œuvre, finances, organisation des pays occupés, etc. Il est dirigé par des économistes.

Le professeur von Seidlitz a constitué les *Kriegsarchiv* de l'Université d'Iéna pour faciliter l'étude de toutes les questions politiques, militaires, économiques et de civilisation générale relatives à la guerre. Il appartient lui-même, avec les professeurs Cartellieri, Berthold Delbrück, Pierstorff, au comité de direction, sous la présidence d'honneur de l'ancien ministre d'État prussien, Clemens von Delbrück. L'historien Mentz est le directeur effectif de l'institution, qui tire ses ressources financières d'une fondation privée et des subventions de la caisse d'épargne d'Iéna, de divers États et de quelques mécènes. A l'origine, la plupart de ses documents furent procurés par l'Association de Thuringe pour la propagation des vraies nouvelles de la guerre (*Thuringischer Verband zur Verbreitung wahrer Kriegsnachrichten im Ausland*) créée dans l'automne de 1914, et par le deuxième bureau de centralisation des nouvelles de guerre du XI[e] corps

qui ne se proposait, depuis sa création en 1906, que de rassembler les documents sur l'histoire de l'unité italienne, a depuis 1915 étendu son champ d'activité à la dernière guerre. Il réunit des matériaux sur sa préparation lointaine ou immédiate, mais, comme l'*Ufficio*, avec une intention et dans un cadre rigoureusement nationaux.

d'armée (*Kriegsnachrichten Sammelstelle nr 2 des XI Armee-Korps*), qui date de la même époque. Les offices de propagande, les états-majors, les ministères aussi bien que les groupements économiques et les syndicats professionnels concoururent également à enrichir les collections, formées de livres, journaux, coupures de presse, publications de sociétés et corporations, placards et affiches, estampes, cartes postales, cartes géographiques, lettres du front, cartes d'alimentation, billets de monnaie, etc. Il y a visiblement là une importante organisation de documents allemands et étrangers, expressément recueillis pour promouvoir activement les études sur l'histoire de la guerre, principalement au point de vue civil. Un journal caractérisait l'établissement en l'appelant un institut de recherches historiques (*Forschungsinstitut für Geschichte des Krieges*).

C'est dans le même sens que va la *Weltkriegsbücherei*, la plus importante, semble-t-il, des œuvres allemandes. Fondée à Berlin en juillet 1915 par un grand industriel, M. Richard Franck, dont les prospectus signalent les nombreuses relations dans tous les pays du monde, même ennemis, et placée sous la direction de M. Frédéric Felger, elle doit devenir sous peu propriété de l'État [1]. Son programme est de rassembler une très ample documentation internationale à l'usage des historiens. Quelques chiffres, venus d'une source directe, montrent le développement qu'elle a pris en quatre années : 60 000 ouvrages, 3 800 journaux, 16 400 affiches dont 6 400 illustrées, 6 000 monnaies de guerre. Les plus récents prospectus, la minutieuse énumération qu'ils font des variétés de documents réunis confirment l'impression d'une entreprise de grande envergure, riche d'abondantes collections, qui sont réparties en deux grands départements : une bibliothèque à l'usage des travailleurs, un musée destiné aux expositions publiques. Dans une description qu'il lui consacrait, le *Berliner Tageblatt* insistait sur son caractère de « véritable bibliothèque pour le monde entier ».

De cette rapide incursion à l'étranger, il ressort que les

1. N'occupant au début qu'un seul étage d'une maison, elle s'est enrichie si vite qu'au bout de sa deuxième année d'existence elle devait louer quatre immeubles pour loger les matériaux déjà rassemblés.

institutions importantes se sont attachées à recueillir la plus grande diversité de témoignages de tout ordre et de toute nature, sans négliger les plus minimes et les plus populaires, qui, avec le temps (l'exemple du passé le prouve), deviendront précieux, et qu'elles préparent, au moyen d'une documentation immédiatement organisée, une œuvre de haute science historique à la fois et d'instruction civique.

Tel est justement le but de l'institution française des *Bibliothèque et Musée de la guerre* (*fondés avec les collections Henri Leblanc*).

IV

Deux initiatives l'ont fait naître ; l'une privée, l'autre parlementaire.

Dès les premiers jours de la guerre, monsieur et madame Henri Leblanc, industriels, décidèrent de conserver avec soin les revues et journaux qu'ils avaient coutume de recevoir en même temps que de recueillir les publications de guerre qui viendraient à leur connaissance. Fin septembre 1914, ils organisaient la recherche des documents en province comme à Paris, ajoutaient l'iconographie à la bibliographie ; puis, un peu plus tard, dirigeaient leurs investigations vers la production étrangère, même celle des pays ennemis. Ainsi allait se former en France une collection internationale de documents imprimés et figurés sur la guerre. Elle paraît bien être la première en date de toutes celles qui existent. Conscients de son intérêt pour l'histoire, ses fondateurs se firent tout de suite une obligation patriotique de la destiner à l'État. Née de leur effort strictement personnel, c'est par lui seul qu'elle s'est maintenue et développée : il est littéralement exact de dire qu'ils s'y sont donnés eux-mêmes tout entiers pendant trois années consécutives; elle n'a grandi, ne s'est imposée que grâce à leur dévouement passionné, à leur opiniâtre activité autant qu'à leurs largesses. Si spacieux que puisse être un grand appartement dans un vaste et luxueux immeuble

moderne, il ne saurait suffire à contenir une bibliothèque et un musée en rapide croissance. Monsieur et madame Leblanc surent conquérir à leur noble initiative le concours de la société de crédit dont ils étaient les locataires : elle leur concéda la jouissance gracieuse de deux autres appartements de son immeuble de l'avenue Malakoff, et c'est ainsi que, pendant deux ans, le public put visiter leurs collections plusieurs jours par mois et les travailleurs fréquenter chaque jour la salle de travail qui leur était libéralement offerte. La publication d'un catalogue fut entreprise : il forme déjà cinq volumes in-8º de 400 pages chacun en moyenne ; l'impression de six autres au moins, dont la rédaction est à peu près complètement achevée, sera encore nécessaire pour épuiser la description des éléments si variés dont se constituait la collection lorsque, le 4 août 1917, fut signé l'acte de donation à l'État.

Le don généreux (documents et espèces) de monsieur et madame Henri Leblanc secondait opportunément l'initiative prise au Parlement par M. le député Honnorat. Ceux qui connaissent la ferveur et l'ingéniosité inventive de son zèle à défendre les intérêts intellectuels de la France et rechercher les occasions d'accroître son prestige moral, au dehors ne s'étonneront pas que M. Honnorat ait songé à faire de notre pays le principal centre des études sur l'histoire de la guerre, centre de convergence d'une vaste documentation étrangère aussi bien que française, centre d'attraction des travailleurs de toutes nationalités. Tel est bien le sens de la proposition de résolution déposée, dès le mois de décembre 1916, sous sa signature et celle de son collègue, M. Alexandre Varenne, renforcée par un amendement de M. Jean Locquin, et que la Chambre, unanime, adopta le 23 juillet 1917 [1].

Par la coïncidence de ce vote de principe et de la donation Leblanc, l'État français eut dès lors les moyens de créer une bibliothèque et un musée de la guerre. Au début de 1918, le Conseil d'État ratifiait la donation, et le Parlement, sur de nouvelles initiatives de M. Honnorat, accordait

1. Après un intéressant rapport présenté par M. Louis Deshayes au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts.

l'inscription au cahier de douzièmes provisoires des premiers crédits budgétaires, sensiblement augmentés pour 1919.

La résolution de la Chambre définissait en termes précis le programme de l'institution. Elle invitait le gouvernement « à faire rassembler d'urgence dans une bibliothèque spéciale tous ouvrages et publications de toute nature relatifs à la guerre, périodiques et non périodiques, d'origine officielle ou privée, déjà parus ou à paraître en France et à l'étranger ; à faire procéder au classement, ainsi qu'à la rédaction de catalogues, de répertoires et de recueils des documents ainsi réunis, le tout en conformité des méthodes de l'érudition historique ». Cette résolution est la charte de l'institut de recherches dont la fondation était ainsi souhaitée, et qui devait embrasser l'univers. Une bibliothèque spéciale de la guerre de 1914 a effectivement sa principale raison d'être dans le caractère international de la matière documentaire qu'elle recueille. Et ce n'est pas assez de recueillir les documents : il faut qu'ils soient rapidement organisés et groupés dans des répertoires et des bibliographies qui les rendent aisément accessibles aux historiens de l'avenir, aux publicistes, aux législateurs de demain. Pour les promoteurs de l'œuvre, il ne s'agissait pas d'une sorte de bureaucratie, de bibliothèque ou de musée confinée dans une activité intérieure, consciencieuse et modérée, mais d'un grand « laboratoire d'histoire » très actif, très compréhensif, orienté sans retard vers les résultats immédiats.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les débuts des « Bibliothèque et Musée de la guerre », la pénurie du personnel compétent, les tribulations causées par les circonstances militaires du printemps et de l'été de 1918, ni d'insister sur les inconvénients actuels de l'insuffisant local provisoire de la rue du Colisée, qu'on fut cependant trop heureux de trouver pour y attendre le spacieux immeuble indispensable, à l'octroi duquel l'État s'est engagé par contrat. Qu'on veuille bien seulement tenir compte de ces faits en appréciant les résultats déjà obtenus. Qu'on prenne aussi en considération l'étendue et la complexité d'un programme qui ne pourra être exécuté qu'au bout de longues années, qui ne le sera

peut-être jamais absolument, mais qui a la valeur d'un légitime idéal dont il faut se rapprocher.

Pour avoir une idée de l'institution en son état actuel, on devra se contenter d'un rapide coup d'œil sur le mécanisme de son organisation, et de quelques exemples de la documentation recueillie.

Les matériaux, divisés entre la bibliothèque et le musée, sont répartis entre sections correspondant aux différentes langues, et, dans les sections, entre pays. Une section dite « administrative et d'archives » est consacrée à l'ensemble des publications des parlements et des gouvernements, des associations et groupements de tout ordre, aux fonds d'archives, aux collections de lettres privées et autres manuscrits. Les périodiques, les cartes et les plans forment deux autres sections communes à toutes les langues et à tous les pays. Enfin le service, également commun, du catalogue général dresse les répertoires de matières et les index, coordonne les travaux secondaires exécutés dans les diverses sections, assure l'uniformité de la méthode aussi bien au musée qu'à la bibliothèque. Pour cette tâche énorme et diverse, le personnel a été recruté surtout parmi des agrégés de l'Université, d'anciens normaliens, d'anciens chartistes (archivistes-paléographes), des bibliothécaires professionnels, des diplômés d'études supérieures, des licenciés ès lettres et en droit. S'il n'a pas été possible encore de faire — comme l'exige l'acte de donation pour une date assez prochaine — des expositions publiques et permanentes, du moins les travailleurs sont-ils journellement admis à la trop petite salle de lecture et bénéficient-ils déjà des avantages d'un service rapide d'information bibliographique. La clientèle qui la fréquente se recrute principalement parmi les professeurs de la Sorbonne et leurs étudiants, du Collège de France, les savants et publicistes étrangers qu'attire l'importance d'une documentation dont la recherche (il est utile de le dire) se fait dans le plus grand esprit d'objectivité. C'est ainsi qu'un ecclésiastique a été spécialement chargé de constituer le fonds d'ouvrages, brochures et périodiques intéressant l'activité du clergé au cours de la guerre.

Les collections contiennent déjà près de 150 000 documents[1]. Voici quelques échantillons de cette documentation.

La section des Empires centraux, dont il est superflu de souligner l'intérêt, atteint près de 9 500 articles dans la seule bibliothèque. Elle comprend l'abondante production des documents officiels sur les préliminaires de la guerre et les commentaires particuliers auxquels la discussion des responsabilités a donné lieu, comme les écrits à Helfferich, Helmolt, ou l'ouvrage collectif d'un comité de juristes; *Deutschland und der Weltkrieg* (L'Allemagne et la guerre mondiale); les réquisitoires coutre les grandes puissances de l'Entente, au premier rang desquels figurent ceux de Reventlow contre l'Angleterre; *Der Vampir des Festlands* (Le Vampire du continent); de Max Beer, *Zar Poincaré. Die Schuld am Krieg* (Le Tsar Poincaré. La Responsabilité de la guerre); de Hœniger, *Russlands Vorbereitung zum Weltkrieg* (La Préparation de la Russie à la guerre mondiale). A côté de l'histoire de la guerre proprement dite, des études critiques comme celles de Bircher et d'Egli, des récits anecdotiques, des souvenirs personnels tels que ceux du prince Oscar de

1. Une statistique rigoureuse est encore malaisée à établir: les choses arrivent chaque jour en si grande quantité et les difficultés résultant du manque de place sont telles qu'il reste toujours un arriéré à traiter. Voici quelques indications de détail qui feront connaître, outre des chiffres, la consistance des collections.

Bibliothèque. — Le nombre des ouvrages arrêtés à 45 783 au 31 décembre 1919 doit en réalité atteindre, sinon dépasser 50 000. Celui des affiches excède 12 000; des cartes et plans, 600 (c'est une section de formation récente); les journaux quotidiens sont près de 900, les journaux du front et de camps de prisonniers, 300; il y a plus de 3 000 revues et autres périodiques. On évalue à 5 360 les dosssiers dans la section administrative et d'archives; mais, en tenant compte des archives non encore classées faute de place, le chiffre de 6 000 n'est certainement pas exagéré.

Musée. — Il comprend: I. Peintures, aquarelles, dessins originaux (2 371), sculptures et bas-reliefs; médailles. — II. Estampes, gravures, photogravures, photographies, environ 10 000; affiches illustrées, plus de 3 000; cartes postales illustrées. — III. Objets intéressant la vie du soldat, parmi lesquels plus de 700 spécimens de l'art spontané du « poilu » dans les tranchées, des prisonniers et des blessés. — IV. Objets relatifs à la vie de l'arrière: spécimens variés de l'industrie à sujets patriotiques ou militaires (broderies, tissus, papiers peints, faïences et porcelaines (650 pièces), jeux et jouets, etc.). — V. Monnaies et bons de monnaie (5 955), timbres de guerre, vignettes (ces séries continuent à se développer).

Prusse ou de Ludendorff, voici la masse des collections et des publications isolées de propagande à l'étranger, des plaidoyers pour le bon droit de l'Allemagne, les textes officiels et les ouvrages particuliers sur l'occupation en France, en Belgique, dans l'Europe orientale. Voici l'histoire intérieure, les études sur les partis et leurs personnalités éminentes, la propagande patriotique à l'arrière s'exprimant dans d'innombrables écrits souvent réunis en collections, comme celle des discours dus à des notabilités universitaires qui paraissait sous le titre : *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (Discours allemands dans un temps d'épreuves), la littérature officielle ou privée sur l'économie de guerre. Les nombreuses brochures relatives à la révolution allemande et à la révolution russe permettent de suivre les mouvements populaires et d'étudier le rôle des « conseils d'ouvriers et soldats » (*Arbeiter und Soldatenräte*). Même abondance de sources d'informations sur la discussion des conditions de paix, sur les élections à la Constituante de Weimar et sur la période suivante, sur l'Allemagne de demain, et les projets de réformes économiques, financières et sociales (publications de Rathenau et de ses disciples ou des socialistes gouvernementaux), sur la Société des nations (ouvrages d'Erzberger et autres). Cette section allemande, déjà si riche parce qu'elle a pu, par des moyens exceptionnels, s'alimenter régulièrement pendant la guerre, n'en est pourtant encore qu'au premier stade de son développement.

La documentation russe a été également l'objet de soins particuliers. Il a toujours été plus difficile de se la procurer que celle des Empires centraux; la difficulté s'est encore accrue depuis deux ans. Néanmoins, outre des publications de la période tsariste, la section contient déjà beaucoup d'ouvrages et brochures de la période révolutionnaire, bulletins officiels des commissariats soviétistes, éditions du *Proletkult* (Culture prolétarienne), du *Sovdep* (Soviet des députés, paysans, ouvriers et soldats), écrits bolchévistes comme la biographie de Lénine par Zinoviev, jusqu'aux comédies de Lounatcharski, le commissaire à l'instruction publique. On trouve le livre du docteur Prougavine sur Raspoutine, celui de Kerenski sur le général Kornilov. La série des journaux com-

prend aussi bien des organes bolchévistes, comme *Izvestia* (Les Nouvelles), *Pravda* (La Vérité) ou la *Troisième Internationale* de Sadoul, que l'ultra-tsariste *Rousskoe Znamia* (Le Drapeau russe). On s'est appliqué à recueillir les écrits publiés hors de l'ancienne Russie (où ils étaient interdits) par les différents partis révolutionnaires, ceux de Lénine, Trotsky, Plekhanov, etc. On a même pu retrouver des collections complètes d'*Osvobojdénié* (La Libération), d'*Iskra* (L'Étincelle), de *Proletarii* (Le Prolétaire) et d'autres publications, aujourd'hui rarissimes, éditées à Paris, qui permettront d'étudier le mouvement révolutionnaire d'avant-guerre [1]. La documentation russe n'est qu'une fraction de la section des langues orientales, où figurent les autres pays de langue slave comme la Tchéco-Slovaquie, sur laquelle une collection importante est en formation avec l'aide du gouvernement de Prague [2], les pays balkaniques, ceux de l'Extrême-Orient.

Une très large place a été naturellement faite à l'Angleterre ; de même qu'aux États-Unis, pendant la période de leur neutralité comme depuis leur intervention [3]. On s'est assuré, d'une part, la possession des ouvrages faisant autorité (*standard works*), comme, par exemple, la *Times' history of the war*, la *New York Times' current history*, des écrits publiés par les grands chefs, tels que le *1914* du maréchal French et le livre de l'amiral Jellicoe sur « la Grande Flotte ». D'autre part, on a réuni le plus judicieusement possible les monographies, recueils anecdotiques, récits de combattants, traités particuliers, les plus propres à illustrer la physionomie de guerre des pays anglo-saxons. Ainsi une place importante et légitime a été faite à l'histoire de la participation féminine, à l'activité philanthropique des « œuvres », la plupart confessionnelles, aux biographies et discours des

1. Plusieurs publicistes russes en résidence à Paris ont déjà utilisé les documents de cette section C'est principalement d'après eux qu'a été écrit le récent ouvrage de M. Landau-Aldanov sur Lénine.

2. Signalons, à propos de la Tchéco-Slovaquie, la présence de plusieurs numéros du journal dactylographié *Hlasatel*, organe clandestin de la Maffia, rédigé au moyen des radios adressés par les Tchéco-Slovaques de l'étranger. Les rédacteurs n'ont jamais pu être découverts.

3. Le cours fait en Sorbonne en 1918-1919 par M. le professeur Cestre sur les États-Unis en guerre s'est alimenté pour une bonne part aux sources fournies par les Bibliothèque et Musée de la guerre.

hommes d'État (Wilson, Roosevelt) ou des chefs militaires (Kitchener), à la collaboration des dominions et colonies, aux problèmes économiques et financiers. Il en est de même du curieux chapitre des doctrines et activités dissidentes ou protestataires *conscientious objectors*, irlandais, égyptiens, etc.), de la question complexe et passionnante des courants ethniques et de la fusion des races et nationalités en un type « américain », des projets de Société des nations qui ont engendré aux États-Unis une littérature considérable, du mouvement de « reconstruction » — par quoi il faut entendre non seulement la restauration matérielle, mais aussi le relèvement moral et social d'après-guerre.

L'Italie est représentée par des œuvres critiques sur la guerre, les productions de la campagne interventionniste, de la propagande nationale, notamment celle des partis (la série des *Documenti socialisti intorno alla guerra* publiée par le journal *Avanti*), de la propagande pro-alliée (brochures de l'*Istituto italo-britannico*), de la propagande germanophile, dont un curieux spécimen est l'ouvrage de Curatolo (*Francia e Italia*) où sont exposés les griefs de l'Italie contre la France (début de 1915). La section a des collections de brochures, dont plusieurs illustrées, répandues dans le peuple ; des journaux satiriques, comme l'*Asino* (socialiste) et le *Numero* (à tendances nationalistes).

Nos petits alliés n'ont pas été négligés plus que les autres ; ainsi la littérature portugaise de guerre, outre de nombreux mémoires et récits, comporte les tracts et affiches de la propagande nationale faite par la *Junta patriotica do Norte*, qui avait son siège à Porto, comme ceux de la propagande révolutionnaire édités par la *Federaçao maximalista portuguesa*.

Les pays neutres, Suisse, Hollande, Scandinavie, Espagne, Amérique du Sud, foyers de tant d'intrigues, champs clos des rivalités d'influence politique et économique entre belligérants, sont, eux aussi, abondamment représentés [1].

On a choisi plus particulièrement pour la précédente des-

1. La documentation suisse comprend plus de 1 600 articles ; la documentation scandinave environ 1 200. Celle-ci est déjà très complète, par exemple, sur certaines parties de l'histoire finlandaise : guerre entre rouges et blancs, question des îles d'Aland, avenir du pays.

cription les sections étrangères. Mais la section française est, comme il va de soi, très largement alimentée; ses accroissements sont, du reste, facilités par une décision ministérielle qui la fait participer aux avantages du dépôt légal.

Dans ce tableau réduit, il n'y a qu'un aperçu très superficiel de documents curieux et caractéristiques, qui ne sont eux-mêmes qu'une très petite fraction d'un riche ensemble de livres, de publications officielles ou privées, de statistiques, d'annuaires, intéressant la vie totale d'un grand nombre de nations sous ses aspects politique, moral, économique, social.

C'est ainsi qu'il faudrait s'attarder dans la « section administrative et d'archives ». A côté des publications courantes des grands services publics figurent des collections de mémoires et de rapports dactylographiés dus au travail des bureaux spéciaux d'études et de presse établis auprès d'eux ou en liaison avec eux, et des collections de radios. On recueille même les études des principales associations économiques, les bulletins et circulaires des grands syndicats patronaux comme ceux des principaux syndicats ouvriers. Une place importante est réservée aux témoignages de l'activité charitable en lutte contre les calamités de la guerre : plusieurs œuvres ont déjà versé même leurs archives, d'autres les ont promises, et ainsi seront sauvées de la destruction des sources intéressantes pour l'histoire de la philanthropie et de l'assistance [1]. D'efficaces appels ont été faits aux publications des associations et comités politiques (notamment pendant la période électorale récente), des sociétés de propagande patriotique, même aux « raretés » de la production clandestine des groupes d'opposition sociale. Les comités de défense des diverses nationalités (arméniens, égyptiens, grecs d'Asie, irlandais, polonais, lithuaniens, roumains, russes, syriens,

1. Il serait bien souhaitable, dans le même ordre d'idées, que les personnes qui détiennent des correspondances du front ou de camps de prisonniers, des souvenirs et journaux de guerre manuscrits, reconnussent l'intérêt de leur conservation pour l'histoire et voulussent bien s'en dessaisir au profit de l'institution. Cela se fait en Angleterre et en Allemagne. Un député français vient de donner un exemple recommandable : il va verser la correspondance de ses électeurs pendant la guerre ; elle sera communicable trente ans après sa mort.

tchéco-slovaques, ukrainiens, yougo-slaves, etc.) en France, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis, font le service de leurs bulletins et tracts. La section conserve aussi les actes des administrations publiques parus sous forme d'affiches. L'histoire de l'occupation allemande sera aidée par les collections des ordres généraux du G. Q. G., des Q. G. d'armées, des commandantures locales, du gouvernement général de Belgique, par les rapports et autres documents du Comité de secours et de ravitaillement du nord de la France et de la Belgique. Voici la douloureuse série des condamnations à mort (affiches de celles d'Edith Cavell, d'Eugène Jacquet à Lille, et que d'autres !); voici, en affiches, la vie de Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Charleville, Sedan, Longwy, Hirson, Rethel, etc., sous la domination ennemie. Cette documentation collective de la section n'est pas limitée à la France, mais s'étend aux autres pays : à cet égard, elle est particulièrement riche déjà pour les États-Unis, l'Italie, l'Angleterre, et les accroissements se poursuivent régulièrement.

La presse périodique quotidienne et non quotidienne devait avoir ici la place prépondérante qu'elle occupe dans les établissements similaires de l'étranger [1]. C'est une matière où l'énumération des exemples est malaisée. Négligeant la production courante abondamment représentée grâce au libéralisme avec lequel les directeurs de journaux et revues français ou étrangers ont accordé des services gratuits, signalons surtout les publications qui attestent le rôle de la presse comme instrument de la propagande des deux groupes de belligérants. Celle de l'Allemagne fut la plus intense, et les spécimens en sont très nombreux. Ainsi, en Espagne, la *Deutsche Warte* (la Vigie allemande), la *Deutsche Zeitung für Spanien* (Journal allemand pour l'Espagne), *Germania, revista de confraternitad hispano-alemana* (revue de confraternité hispano-allemande), *El Diluvio* (le Déluge), la *Correspondencia alemana de la guerra*, la *Veu de Catalunya* (la Voix de Catalogne), etc. ; en République Argentine, la *Plata Zeitung*, l'*Argentinisches Wochen und Tageblatt* (la Feuille argentine

1. Une première annexe a déjà été nécessaire pour en loger l'abondante production ; il en faut dès maintenant une seconde, et plus grande.

hebdomadaire et quotidienne [1]). Nombreux spécimens aussi de la littérature « défaitiste », entre autres *la Vérité* que Gaston Routier publiait à Barcelone; *Demain*, d'Henri Guilbeaux; les autres publications faites à Genève (*l'Aube*, *le Carmel*, *la Feuille*, *Paris-Genève*, *les Tablettes*, etc.), ou encore cet illustré en langue française paraissant à Berlin depuis le 1er février 1917, *la Paix*, « journal politique, d'économie sociale et financière », qui avait pour rédacteur responsable Martin Vaugelas et recevait, paraît-il, les inspirations d'Erzberger. On trouve également les journaux fabriqués ou contrôlés par l'envahisseur dans les territoires occupés, comme *la Gazette des Ardennes*, *le Journal de Laon*, qui l'a précédée, la *Liller Kriegszeitung*, les *Liller Letzte Nachrichten*, ces multiples *Deutsche Zeitung* publiés à Kovno, Vilna, Mitau, Varsovie, Lodz, Grodno, Belgrade, Cettigné, etc; ou encore les journaux germanophiles de langue française édités en Belgique : *le Bruxellois*, *l'Écho*, *la Revue internationale*, *l'Information*, *le Cultivateur*, illustré quotidien qui avait aussi une édition flamande et une allemande. Mais voici l'antidote, avec les feuilles clandestines où s'entretenait l'esprit de résistance à l'oppresseur, comme *l'Oiseau de France* à Lille, *la Libre Belgique*, *l'Ame Belge*, *le Flambeau*, *le Bulletin de la Presse*, *De Vrije Stern* (la Voix Libre), *De Vlaamsche Leeuw* (le Lion flamand). Voici également les produits de la littérature flamingante activiste [2]. Parmi les périodiques figurent 292 journaux du front et 34 journaux de camps de prisonniers : français, allemands, anglais, américains, autrichiens, belges, italiens, tchèques, russes ; — les journaux de l'occupation interalliée (*The Cologne Post*, *The Amaroc News*, *le Rhin illustré*, *Die Pfälzische Woche*).

Le musée enfin mériterait une longue description. Il se développe sur un plan parallèle à celui de la bibliothèque. S'il doit fournir les éléments principaux des expositions

1. A propos de la propagande allemande, disons qu'à la section des langues orientales, on conserve des tracts écrits en turc. arabe, arménien, persan, hindoustan, pendjabi, pour glorifier la puissance et les vertus germaniques et flétrir l'Entente.

2. Elle se répandait même jusque dans les camps de prisonniers : ainsi au camp de Goettingen paraissait le journal intitulé *Onze Taal* (Notre nombre).

publiques[1], il ne doit pas moins servir au commentaire iconographique des textes imprimés : l'usage des illustrations dans les plus graves livres d'histoire pourrait très avantageusement se développer. Comme les historiens, les artistes de l'avenir seront heureux, pour leurs reconstitutions de la période de la guerre, d'avoir à leur portée les éléments si variés de la documentation graphique ou plastique que ce musée renferme.

Mais les mêmes principes de choix dirigent le musée comme la bibliothèque, et l'intérêt documentaire des objets recueillis doit passer avant leur valeur esthétique. Ces principes guident particulièrement le choix des originaux (peintures, aquarelles, dessins, sculptures) et celui des œuvres reproduites ou éditées. Aussi bien toutes les tendances de l'art se côtoient-elles dans les collections : les représentants de la tradition (Gervex, Flameng, Rochegrosse, Friant, Bouchor, Leroux, Jonas, Lobel-Riche, Fouqueray, etc.). voisinent avec les novateurs ou les « jeunes » (Dunoyer de Segonzac, Luc-Albert Moreau, Friesz, Raoul Dufy, Marchand, Frayé, Laboureur, Renefer, etc.). D'autre part, sans négliger les œuvres allégoriques ou d'imagination, comme celles de Lévy-Dhurmer, Henry de Groux, Forain, Willette, Ibels, Hermann-Paul, Albert Guillaume, Poulbot, Steinlen, Cappiello, Léandre, Jean Veber, Raemaeckers, Roubille, Iribe, Hansi, Guy Arnoux, on s'est attaché surtout à réunir les visions plus directes de ceux qui ont « fait » ou vu de près la guerre ; artistes mobilisés (outre les jeunes déjà cités, Bernard Naudin, Balande, Bruyer, Taquoy, Lefort, Abel Truchet, Gaspard Maillol) ; artistes prisonniers qui ont rapporté de leur captivité des notes douloureuses (Claudius Denis, Baudier, Touchet) ; artistes en mission aux armées (Maurice Denis, Jules Adler, Gilbert Bellan, Lebasque, René Piot, Prinet, Synave, Vallotton).

Il faut compter parmi les originaux, les spirituelles figurines de l'humoriste Bompart, représentant les principaux

1. Ces éléments pourront être également empruntés même à la bibliothèque. Beaucoup d'affiches non illustrées et d'autres pièces imprimées, très impressionnantes, valent d'être mises, dans un but d'instruction populaire, sous les yeux des visiteurs, et non réservées aux seuls travailleurs.

types militaires ou civils de la guerre avec une fantaisie dont l'ironie ne dénature pas la réalité ; celles, prestement modelées et si pimpantes, de mesdames Laffitte-Désiriat, qui racontent l'histoire de l'élégance féminine et figurent dans une série de silhouettes expressives offrant un piquant tableau de l'activité professionnelle et sociale des femmes au cours des cinq dernières années.

Comment décrire encore ces collections d'affiches illustrées, instruments de propagande pour les emprunts, les œuvres de bienfaisance, de l'exhortation au devoir civique des restrictions, que signèrent les plus renommés de nos artistes : Roll, Besnard, Adler, Willette, Steinlen, Abel Faivre, Poulbot, Sem, Friant, Naudin, Scott, Guy Arnoux, Lévy-Dhurmer, etc. ; ces médailles commémoratives de la Marne, de l'Yser, de Verdun, exécutées par Vernier, Allouard, Hippolyte Lefèvre, Dropsy, Carabin, Prudhomme, Legastelois, Pierre Roche ; ces photographies, témoignages précieux pour l'historien et pour l'artiste, qui formeront un fonds considérable le jour où seront versées les archives de la section photographique de l'armée ; ces objets de céramique, qui seront plus tard aussi recherchés que ceux de la Révolution ; ces tissus et papiers peints à sujets de circonstance, ces bibelots variés du genre de ces charmantes petites boîtes qui servaient à emporter le sucre au restaurant, ou même chez des amis, rehaussées de suggestives inscriptions : « Sucre de guerre, mais guère de sucre. — En user, mais pas en abuser ! »

La tâche de décrire même en traits cursifs une si grande quantité d'objets divers est d'autant plus malaisée qu'à côté de la section française, les sections étrangères sont elles aussi déjà riches, et qu'il n'est guère de pays qui ne trouve plus ou moins largement sa place au musée : Belgique, Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Japon, Portugal, Russie, nationalités nouvelles (Pologne, Tchéco-Slovaquie, pays baltiques), Empires centraux, pays neutres. Ainsi la Belgique a fourni une importante série de médailles : celles du sculpteur Devreese mériteraient seules une étude spéciale. Il faudrait se répéter pour signaler la richesse et l'abondance des affiches anglaises, des affiches américaines si ingénieuses et si excitatrices de l'esprit public. Les signataires des affiches d'outre-

Manche sont les mêmes artistes à qui le musée doit les belles lithographies que lui a offertes le gouvernement anglais : Brangwyn, Muirhead Bone, Nevinson, Nash, Joseph Pennell, Bernard Partridge, etc.

La collection des Empires centraux n'est pas moins importante que celle des pays de l'Entente; elle contient également des pièces de toutes sortes et de toutes catégories. Les affiches illustrées, au nombre d'un millier environ, se rapportent d'abord, comme chez nous, aux emprunts, aux « journées », aux restrictions ; mais il en est beaucoup qui, consacrées à la propagande générale, concoururent à exalter les théories pangermanistes et à démontrer la supériorité de l'Allemagne sur la France ou l'Angleterre. Après l'armistice, les affiches servent pour la propagande politique des partis lors des élections à la Constituante, pour la lutte contre le bolchevisme. Elles portent souvent les noms d'artistes connus, dénotent un complet éclectisme dans les tendances. Elles sont, il faut le reconnaître, remarquablement conçues pour remplir leur rôle, c'est-à-dire composées de lignes et de taches souvent brutales, mais très lisibles à distance, ne pouvant passer inaperçues dans la monotonie des murs et des cloisons qui les reçoivent. Les affiches hongroises, par leurs tons vifs où le rouge et le vert dominent, sont nettement originales, annoncent déjà le goût des Orientaux pour les couleurs violentes. Un ensemble de plusieurs centaines d'estampes et de gravures forme une utile contribution à l'histoire de la guerre vue des Empires centraux. Les nombreux spécimens de photographies et de cartes postales illustrées rendront le même service : certains albums de cartes autrichiennes ayant un caractère satirique sont, notamment, des témoignages d'un grand intérêt sur l'histoire de l'esprit public à Vienne. De même, les médailles éditées pour célébrer ou commenter les événements du conflit mondial : elles furent frappées en Allemagne et en Autriche avec une exceptionnelle abondance, depuis la médaille commémorative de l'entrée des troupes à Paris en septembre 1914 (dont le musée ne possède qu'un moulage) jusqu'aux médailles de protestation contre la paix de 1919, en passant par celle, trop justement célèbre, du coulage du *Lusitania*. Qu'on ajoute les curieuses banderoles

imprimées et ornementées qui se vendaient au profit de la Croix-Rouge, les jours de célébration des nombreuses « victoires » de l'armée allemande, les échantillons de la bijouterie et de la céramique de guerre, la riche série des « ersatz » d'étoffes, de cuir, de caoutchouc et autres matières premières, l'armée des vignettes de propagande, les jouets, parmi lesquels des spécimens de la dévastation des villages et monuments.

Il est impossible de ne pas faire une mention particulière de l'iconographie russe. Dans les pays d'illettrés, l'imagerie joue un rôle primordial. De nombreuses images, la plupart antérieures à la révolution, rappellent les principaux faits de la guerre. Certaines forment un ensemble complet qui ne manquera pas d'intéresser les artistes par les procédés de répartition des couleurs en teintes plates et harmonieuses et par un dessin souvent heureux et original. Les nombreuses images satiriques contre Guillaume II sont violentes : on en aura un exemple caractéristique dans un album colorié au patron, dont les planches s'inspirent de gravures anciennes d'écoles les plus diverses : anglaise et française du XVIIIe siècle aussi bien que byzantine.

V

Le précédent inventaire par échantillons n'est qu'un maigre extrait de l'inventaire général. Presque tous les documents réunis sont déjà sur fiches. La plupart ont même été traités dans le catalogue général de matières qui sera la matrice des futures bibliographies spéciales, qui permet dès maintenant de fournir rapidement au travailleur les informations utiles [1].

Deux répertoires particuliers, actuellement en cours de

1. Voici deux récents exemples concrets des résultats obtenus par l'établissement fonctionnant comme office de renseignements bibliographiques. En quelques heures, une nomenclature (huit pages dactylographiées) de publications en toutes langues, comprenant même des articles de revues, a été dressée à la prière d'un chercheur qui, pour un ouvrage qu'il prépare sur l'histoire de la Suisse, pendant la guerre, désirait se documenter sur les conférences de Zimmerwald et Kienthal. En moins de temps encore, un autre a pu être informé de la littérature relative aux nouveaux impôts allemands depuis 1918.

rédaction, seront publiés le plus tôt possible pour combler des lacunes de la bibliographie française : celui des articles parus dans les périodiques de caractère général ou présentant le plus grand caractère de généralité dans les différents ordres de questions ; celui des principaux articles de la grande presse quotidienne. Grâce à ces dépouillements, qui seront continués d'année en année, la France sera enfin dotée d'instruments de travail déjà en usage aux États-Unis, en Angleterre et en Allemagne.

Si appréciables que soient les résultats, l'entreprise a encore des défauts qui procèdent d'une improvisation en pleine guerre et de l'adaptation insuffisamment préparée d'une œuvre privée à une institution scientifique d'État. Chaque jour, on s'applique à améliorer cette improvisation, à rendre cette adaptation moins imparfaite. Il faut notamment récupérer un gros arriéré en même temps que suivre la production courante. Mais, pour l'avenir, il importe d'écarter délibérément la chimérique ambition d'être complet. Dans la masse documentaire à réunir, un choix critique et rationnel s'impose : il est la condition même de l'autorité de l'institution. Elle s'oriente nettement dans cette direction. L'organe qui lui donne son caractère le plus original est le « service de la documentation », chargé de diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des recherches et d'assurer une méthode précise, ferme et souple, de dépouillement bibliographique, d'information orale, d'enquête à l'étranger.

Partie d'un tel élan au milieu de conjonctures tumultuaires, mais soucieuse de discipliner cet élan à mesure qu'elle progresse, ne perdant jamais de vue le but idéal qui est de devenir à bref délai un grand office de documentation internationale sur l'histoire de la guerre, l'œuvre ne sera-t-elle pas fatalement entraînée à prolonger son effort? Au point de départ, la guerre, et c'est un grand programme à remplir. Mais par l'effet d'un déterminisme latent, l'institution, en même temps, se prépare pour une tâche plus ample. Dès maintenant, elle est assurée, par un accord avec la « Maison de la Presse », de pouvoir régulièrement, d'année en année, s'enrichir de la collection des principaux journaux et revues de tous pays et constituer une « hémérothèque » inter-

nationale ; elle se met en mesure de se procurer les autres éléments de la documentation sur la vie générale de chacun d'eux.

Mais elle n'accomplira sa destinée que si elle reçoit l'immeuble spacieux que l'État s'est engagé à lui donner dans un bref délai. Le jour où elle en disposera, où elle pourra mettre largement ses richesses à la portée des professeurs, des savants, des étudiants, des simples visiteurs, tous ceux à qui elle doit servir la connaîtront plus aisément et mieux; elle fixera aussi plus sûrement la sympathie de ceux qui, en France et à l'étranger, dans un sentiment d'intérêt national ou scientifique, doivent l'aider par leurs dons à augmenter ses richesses [1], ou qui même plus simplement seront qualifiés pour lui suggérer des perfectionnements.

CAMILLE BLOCH

Directeur des « Bibliothèque et Musée de la guerre »

Qu'il soit permis de signaler qu'il y a un an, s'est constituée au siège même des *Bibliothèque et Musée de la guerre*, 39, rue du Colisée, Paris (VIII[e]), une *Société de l'Histoire de la Guerre de* 1914 *et des Amis des Bibliothèque et Musée de la Guerre.* Elle a pour but : 1° de favoriser l'étude de l'histoire de la guerre sous ses divers aspects politique, militaire, économique, social, littéraire et artistique et de ses effets sur la vie des nations; 2° d'apporter à l'État son concours pour l'entretien et le développement des collections qu'il possède, en particulier celles qui constituent le fonds des « Bibliothèque et Musée de la Guerre »; 3° d'entreprendre des publications sur l'histoire de la guerre.

1. A la date du 31 décembre 1919, le chiffre des dons s'élevait déjà à 7 989. De qualité évidemment variable, ils proviennent autant de l'étranger que de France ; ainsi des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Italie, du Danemark, de la Norvège, de la Suède, de la Finlande, de Suisse, du Portugal, d'Espagne, etc. Les donateurs sont des gouvernements, des administrations publiques, des associations, des directeurs de périodiques, des particuliers (parmi lesquels beaucoup d'auteurs anglais et américains). Il est permis de croire que, l'institution étant mieux installée et plus connue, ces multiples générosités augmenteront en nombre et en importance.

LES ARTS ET LA VIE

COMME BILAN ARTISTIQUE DE 1919

L'École des Beaux-Arts et l'Académie de France à Rome ne seront pas réorganisés. — Les théoriciens et le Salon d'Automne. — Auguste Renoir ; exemple moral de sa vie. — Petits maîtres anglais de 1740 *à* 1840. *— Picasso, Matisse, Derain et la scène. — Esthétique de Léonide Massine et de Serge Diaghileff.*

Inutile, nous conseille-t-on, de reparler de l'École des Beaux-Arts et de l'Académie de France. Si nous avons annoncé que nous poursuivrions l'étude de leur réorganisation (en consultant des sculpteurs et des architectes), nous savons aujourd'hui que notre enquête serait vaine. Nous avions interrogé le peintre X... (*Revue de Paris* du 1er décembre 1919). Mais quelques mauvais esprits ont feint de me confondre avec ce M. X... dont j'ai rapporté les propos. M. Henri Lapauze, historiographe de Ingres, et Montalbanais lui-même, m'assure de plus, que la « campagne » que je mène est « insupportable à tous », quand par hasard on me comprend : « Vous ne faites qu'aggraver la confusion générale », m'écrit-il, amicalement.

D'une note officieuse (*Débats*, décembre 1919), il ressort que l'État, au lieu de changer le régime des Beaux-Arts, se bornerait à faire certaines substitutions dans le haut personnel. Professeurs et directeurs? Oh ! là, nos politiciens nous en proposeront des listes, de caractère opportuniste, et pour

le moins, parlementaire. L'art compte pour si peu dans cette affaire !

M. Lapauze, qui respire à l'aise sous les plafonds commandés par le Conseil municipal, pour l'embellissement du Petit-Palais dont il est l'aimable conservateur, croit défendre — contre moi — la Grande Peinture académique et la mémoire d'Ingres à la fois — en me faisant fouailler par d'anonymes rédacteurs de la *Renaissance*, son magazine. Il m'attribue le bas sentiment que j'aurais de « *flatter les jeunes* », d'où pour moi la fâcheuse aventure d'être désavoué par des artistes que j'estime, et bafoué par d'autres que je n'encense pas. Les coups, j'en reçois, et d'où je me flattais de les voir venir : ils me sont assenés par des « camarades » de l'avant et de l'arrière-garde, les éternels faiseurs d'archanges. Si vous relisiez d'illustres comptes rendus critiques des Salons de 1850 à 1895, vous seriez surpris de ne plus même connaitre le nom des lauréats qu'alors désignèrent à leurs contemporains Saint-Victor, Théophile Gautier, ou même Albert Wolff. Contre les louanges de ceux-ci, les Charles Morrice, les Octave Mirbeau, les Théodore Duret, protestèrent, rappelant aux amateurs que les « créateurs », comme les simples bons peintres avaient été méconnus, outragés même quand ils parurent, et bannis des Salons, ce qui est inexact ainsi généralisé.

Or le Salon d'Automne qui prétendait les accueillir seul naguère, n'oublions pas qu'il est devenu un Salon officiel surtout depuis 1919[1], et de soi-disant révolutionnaires, enfin lauréats et même « jurés », anathématisent les juges désintéressés, aussi implacablement que William Bouguereau foudroyait ses détracteurs. M. Lapauze défend les idoles des anciens Salons du printemps ; une tribu de journalistes plus « avancés » que lui, s'est fait une spécialité d'en créer d'autres d'octobre à décembre : un même esprit, un seul vocabulaire à droite et à gauche. Le destin de l'École des Beaux-Arts et de la Villa Médicis est une question politique ; mais nous sommes là sur un terrain où les échanges sont faciles entre

1. En vérité, ce caractère officiel date de 1908. Je retrouve dans le II[e] vol. de mes *Propos de peintre* — dont je corrige les épreuves — mon *Salon d'Automne* que j'écrivis pour le *Mercure de France*, M. Charles Morice étant malade ; et je prévoyais ce qui, onze ans plus tard, se réalise aujourd'hui.

collègues, même quand de si bons garçons froncent le sourcil et menaçent du poing.

Nos lecteurs le remarqueront-ils? nous n'avions rien fait d'autre que de citer le nom de quelques artistes, lesquels M. X..., ancien élève de l'École des Beaux-Arts, jugeait qualifiés pour la rajeunir. M. Vauxcelles a ses candidats et il n'en fait point mystère dans les « Carnet de la Semaine ». Tels parmi ceux-là que M. X... inscrivait sur sa liste, M. Lapauze les prend pour « mes amis ». En effet, comment admettre qu'un peintre parisien, et qui fait de la critique (ce qui n'attache à personne beaucoup d'amitiés), se laisse guider par ses convictions, par un besoin de justice et d'indépendance? N'exposant pas pour le moment, ne faisant plus partie d'aucune société ni d'aucun cercle, n'étant d'aucun soviet ni d'aucun « groupe », ni candidat à l'Institut, le signataire de cet article accepte la « mauvaise aventure » que lui signale un anonyme dans la *Renaissance* de M. Lapauze.

Alors ce serait une mauvaise campagne que d'avancer que l'*Inauguration du Bassin de Neptune* par Roll, et son *14 Juillet* du Petit-Palais, sont de très faibles ouvrages, indignes de voisiner avec la *Distribution des aigles* de David? M. Lapauze se hérisse si j'avoue mes préférences momentanées pour le Salon d'Automne, au détriment des autres Salons et des détenteurs des récompenses qu'on y reçoit. J'ai signalé sans prudence que parmi les plus jeunes « *Fauves* » de 1919 abondaient les similimaîtres, comme Roll ou Carolus Duran[1]; au point qu'on croirait voir des acteurs, connus de longue date, réapparaître sur une autre scène, mais avec un masque, et un porte-voix pour se faire entendre des spectateurs un peu moins avertis encore, mais plus nombreux et plus ardents que jadis. Presque tous les artistes d'avant-hier, vous pourriez les remplacer par des « doublures »; pour être plus modernes, elles n'en tiendraient pas moins bien la place de leurs prédécesseurs. De même aux Salons officiels, à l'École des Beaux-Arts et à la Villa Médicis, où M. Lhôte, théoricien, comme J. D. Ingres, serait un directeur aussi sévère et respecté.

1. Je comparerai toujours, même les meilleurs d'un groupe d'artistes vivants, aux maîtres authentiques auxquels les assimilent certains amis trop zélés et qui « voient gros ».

Plutôt que de vouloir rajeunir les cadres dans l'immense armée des artistes, ou de bouleverser les règlements de l'Académie de France, des candidats demandent qu'on supprime le Prix de Rome et que l'État multiplie les bourses de voyage. Ce vœu peut paraître assez opportum, depuis que ceux-là mêmes qui plaideraient si volontiers pour le maintien d'une institution « éminemment française », d'une école de latinité, ont senti tiédir leur foi dans un retour à l'esprit classique, après quelques visites au Salon d'Automne. A la première visite, chacun était rempli de confiance en l'avenir, et d'indulgence pour l'effort. Les salles semblaient pleines de sève comme c'est le cas de la plupart des expositions où se présente un groupe frais pour le combat ; vivantes comme les galeries de la Société Nationale en 1890, aux temps « sécessionnistes » du Champ-de-Mars. Cependant, certains « avant-garde » nous glissaient dans l'oreille : « Tout artiste qui se respecte évite le Salon d'Automne, une nécropole ! », et M. Picasso couvrait les murs de Paris avec les affiches de son exposition particulière. Un jury présidé par M. Frantz Jourdain, ancêtre aussi vénérable et prudent que M. Lapauze, avait impitoyablement éliminé les fauteurs de désordre, donc les « créateurs » et les « génies ». Le public ignore quelles émeutes un jury parvient à susciter sous les coupoles du Grand-Palais. Toujours quelques agitateurs veulent construire des barricades, ou pour le moins enfoncer des portes. Hélas! pour les don Quichotte d'aujourd'hui, les portes s'ouvrent d'elles-mêmes.

Le premier emballement ralenti, on s'avisa que le Salon d'Automne d'après-guerre dénonçait une sorte de cristallisation, en sa tiède atmosphère d'été de la Saint-Martin. Comme jadis à la Société Nationale, trop nombreux étaient les post-Puvis de Chavannes : ils s'appellent aujourd'hui « constructeurs », néo-classiques, ou Dieu sait quoi de plus « pur » encore; mais un peu partout, à y regarder de près, ce sont des procédés déjà caducs. Beaucoup d'intelligence, certes, de beaux dons, des artistes, mais aussi complaisants à eux-mêmes que leur public l'est devenu. Il fallut enfin en convenir : tous les Salons officiels, comme les publics, se ressemblent ; la forme des chapeaux et la coupe des vêtements changent plus vite que les esprits.

Dès novembre, M. André Lhôte enseignait à ses lecteurs anglais, en deux articles parus dans l'*Athenæum*, que le Salon d'Automne, cet hypogée de l'impressionnisme et du romantisme, était d'une tristesse accablante :

« *La plupart des artistes possèdent le même petit savoir-faire ou la même manière polie de s'exhiber — presque point de violences — des produits anodins, de proportions raisonnables, des sujets de tout repos dont les frêles mérites sont analysés dans les palmarès publiés dans les journaux.* » (Je traduis de l'anglais[1].)

Il me semble que j'avais écrit ceci avant M. Lhôte. Mais M. Lhôte embouche un buccin pour annoncer la renaissance de l'esprit classique, tout en détournant le lecteur de la faute qu'on commettrait en croyant que des chefs-d'œuvre vont surgir soudain à notre vue éblouie. Les classiques de demain, qui sont-ils? Ne pouvant pas se désigner lui-même, M. Lhôte propose MM. Luc Albert Moreau, Uutter, Ségonzac, Boussingault, Bissière, Lotiron, Gleizes, Gernez, Favory (auteur d'un portrait mondain à la Rixens), Montzain, et ce charmant Hellène, M. Galanis, dont le portrait d'un enfant, qui, fouettant un cheval de bois à bascule, se balance entre Pierre de la Francesca et le douanier Rousseau... un œil filial tourné vers Cézanne. Amateurs, retenez ces noms. Relisez ces notes dans vingt ans.

M. Lhôte dit *théoriquement* de son picassien *Hommage à Watteau* : « *J'y ai fait usage d'une formule qui vise à reconstruire intérieurement le mécanisme de la sensation.* » *Athenæum, 5 décembre.*

Le Vinci avait-il songé à cela? M. Paul Valéry ne nous le dit pas, dans sa magnifique introduction à la méthode de Léonard.

Mais cherchons quelques lumières de plus dans l'*Athenæum*.

« *Les classiques de demain sont encore revêtus des encombrants costumes du romantisme. Peu à peu, quelquefois avec un sourire de regret, ils rejettent leurs défroques pailletées. Il faut avoir de bonnes lunettes pour découvrir leur peau blanche, dessous. Le nom de cubiste fut donné à ces révoltés qui se sont trop vite démunis de leurs clinquants*

1. L'admirable texte original en français n'avait pas encore paru dans *la Nouvelle Revue Française.*

habits : comment une telle nudité n'aurait-elle pas scandalisé dans une mascarade aussi somptueuse?... (que celle des néo-impressionnistes) *mais dans beaucoup d'ateliers on s'acharne à confectionner quelques « costumes tailleur » simples et neufs. »*

Excellente nouvelle de la *Dernière Heure*; mais jusqu'ici, comme le Néo-classicisme davidien de M. Lhôte, et les théories réformatrices, sont du romantisme inquiet, joyeux et douloureux à la fois, car :

« *La situation des jeunes peintres qui ont reçu le baptême impressionniste est merveilleuse, tellement elle est périlleuse. L'artiste contemporain se trouve en un double état de grâce et de corruption. D'une part, il bénéficie de l'ensemble parfaitement cohérent des lois picturales impressionnistes. S'il ne cherche qu'à en tirer parti, avec la tranquillité repue d'un légataire universel, il hérite la malheureuse sécurité des périodes de conclusion et il est irrémédiablement condamné aux redites mièvres dont les boutiques parisiennes* (et londoniennes, et de tous pays), *accablent nos regards. D'autre part, pour peu qu'il médite, il doit reconnaître, à l'aide d'une série de raisonnements théoriques, l'infériorité des moyens impressionnistes. Il épaissira ainsi autour de lui un mystère nouveau, il reculera les bornes de l'inconnaissable et pénétrera dans cette région de l'ignorance supérieure, dont les triomphateurs du jour longent les parois extérieures, tout enivrés de leur petite science aveugle.* » — *De la nécessité des théories*, décembre 1919.

D'autres avaient déjà un peu dit tout cela, mais peut-être dans des Revues qui ne sont pas d'Avant-garde?

M. Lhôte termine ainsi son retentissant manifeste, dont *Littérature* « est le supplément humoristique » — selon le mot d'un poète de vingt ans.

« *Il semble qu'une vaste aspiration européenne fasse osciller en ce moment les murailles qui délimitaient la petite région spirituelle dont se contentaient les bourgeois d'avant-guerre, nos amateurs et les maîtres de nos destinées matérielles* ». (Les impresarii?) *Les pochades et les divertissements que cultivaient les peintres opportunistes ne vont plus cadrer avec l'édifice agrandi. Ceux d'entre eux qui voudront amplifier leur ouvrage sans renoncer à leurs piètres et tristes moyens, éclateront comme la grenouille de la fable. Le salut est promis* (par M. Lhôte) *à ceux qui dégageront par des méditations cristallisées en théories, leur intelligence submergée par l'instinct et à ceux aussi, il faut le souligner afin d'être totalement compris, qui, renonçant à tout apriorisme, sauront colorer la pure eau de leur intelligence du vin de leur sensualité retrouvée.* »

Ces lignes pourraient être la péroraison d'un éloge funèbre du Salon d'Automne de 1919. Mais nous ne croyons pas plus au bienfait des théories didactiques que n'y croyait Renoir. A part cela, M. Lhôte et moi, sentons de même, ou à peu près.

*
* *

Renoir, le grand ami que nous pleurons, fut à la fois un artiste sensuel, raisonnable, modeste, un admirateur religieux des maîtres, et le plus original des impressionnistes.

Le 10 octobre 1919, il m'écrivait, de Cagnes, une lettre paternelle, sans savoir que ce fût un adieu. M. Albert André lui avait montré une petite photographie de mon monument aux morts d'Offranville : « ... Malgré la sévérité du motif, — m'écrit-il, — vous êtes resté dans les règles des grandes décorations anciennes, ce qui pour moi est de la plus haute importance. Cette carte postale m'a donné un vif plaisir, d'abord celui de vous écrire, malgré la difficulté que j'ai à le faire ; et aussi celui de me rappeler le passé, ce bon Edmond Maitre [1] qui m'a fait vous connaître, il y a trente ans, avec vos enthousiasmes de jeunesse et votre amour passionné de la peinture que vous avez conservé et qui est tout chez un peintre digne de ce nom... Je ne puis pas vous en dire plus long, ma main s'y refuse, mais sachez que je pense souvent à vous, ayant la religion du souvenir... — RENOIR. »

Les dernières lignes sont presque illisibles; et Renoir peignait ! La veille de sa mort, il peignit une poire; il doit peindre encore quelque part, car Renoir n'est pas tout entier dans son tombeau, il vit !

Je devais aller faire une étude de sa tête, cet hiver, dans le Midi, et il devait essayer d'exécuter une grande toile, comme pendant à ses *Baigneuses*, le chef-d'œuvre qu'il m'avait en quelque sorte confié en 1892, me disant : « Gardez-le bien, chez vous, protégez-le contre les trafics des marchands. Vous savez

1. Edmond Maitre figure dans l'*Atelier de Manet*, et *Autour du piano*, de Fantin, aujourd'hui au Louvre; je lui ai consacré quelques lignes d'hommage dans mon *Fantin-Latour*. Ce grand esprit n'a voulu laisser aucune trace de lui, si bien que je n'ose pas publier ses lettres. Elles sont d'un critique comme il n'y en a plus.

qu'ils sont tous de « mèche. » Renoir devait bientôt de mieux en mieux les connaître, ces trafics, puisque autour de sa peinture, la ronde des mercantis allait s'organiser, excitant le bon vieillard à peindre trop de ces têtes, fillettes joufflues et rougeaudes, dont les vitrines parisiennes sont pleines aujourd'hui. Elles remplacent les pastels de Besnard. Il est ragrettable que l'œuvre d'un Renoir ait dû être à l'attention universelle imposée par de tels moyens. De même en sera-t-il d'ailleurs pour Courbet, mais quarante ans après sa mort ; et le soudain succès que l'on fait à son *Allégorie réelle*[1], cet hiver à Paris, il est dû, assure-t-on, à une combinaison financière que nous bénirions, si cette pièce capitale de notre École du XIXe siècle devait rester en France.

Tant et de si belles phrases viennent d'être écrites sur Renoir, que je n'oserais plus reparler, comme je le voudrais, de son œuvre, m'étant sur celle-ci, déjà, dans *De David à Degas*, exprimé en peintre ; mais il me resterait à signaler l'admirable exemple moral d'une noble vie d'artiste.

Voici encore des paroles dans le sens de la lettre intime que je citais plus haut : « *Lorsque je regarde les maîtres anciens, je me fais l'effet d'un bien petit bonhomme, et pourtant je crois que de tous mes ouvrages, il restera assez pour m'assurer une place dans l'École française, cette école qui est si gentille et de si bonne compagnie.* »

Comparez le ton de Renoir et celui des *théoriciens* néo-davidiens. « *Modestie n'est point un mot à la mode aujourd'hui* », nous rappelle Mr Middleton Murry, directeur de l'*Athenæum* et peut-être auteur de la plus belle nécrologie de Renoir que j'aie lue. Il insiste précisément sur la « *moralité* » de Renoir, l'artiste qui clôt un siècle, incarne des mœurs abolies désormais.

« *Nous sommes tous si intelligents qu'il devient absurde d'être modeste, et, plus encore, de viser à créer de la Beauté : ce n'est pas pour rien que nous sommes si orgueilleux; mais le défaut de notre attitude hautaine, c'est que nous ne la poussions pas assez loin, ni assez honnêtement, car le seul moyen que nous aurions d'être si altiers (superior) serait d'avoir le courage de*

1. *L'Atelier de Courbet*, de la collection Desfossés, revendue à un autre amateur. L'État vient de l'acquérir pour le Louvre (15 janvier).

rester complètement indifférents à la mode. Or l'orgueil qui règne de nos jours, dans une forme invariable, prétend à diriger la mode, ou à réagir contre elle, et cela même qu'ignorent les véritablement grands. Sans faire cas de l'humilité, « ce qui serait bête... » (en français) *ils renversent les idoles, les faux dieux, afin de servir les vrais, avec une dévotion désintéressée, et oublieux d'eux-mêmes ».*

Et Mr Middleton Murry professe qu'il faut beaucoup plus d'intelligence pour rester dans la Tradition que pour s'en écarter, et que la Tradition ne peut pas être apprise comme une manière, la Beauté n'étant pas un aggloméra de « trucs » ni de recettes, mais l'œuvre de l'Intelligence, et que réalise l'artiste, grâce aux moyens qui conviennent le mieux à celui-ci. Or, la compréhension étant le don que nous exerçons le moins aujourd'hui, à cause même de nos préjugés et de nos ostracismes *a priori* ; « *La disparition de Renoir est irréparable. L'Univers avait besoin de lui, car il nous remémorait sans cesse que les domaines où l'artiste moderne réussit davantage, ne sont point ceux qui importent le plus, mais que là même, il est nécessaire que nous nous donnions infiniment de mal; avant qu'un demi-siècle ne se soit écoulé, nos personnalités seront de peu de poids, nos modes seront oubliées, et c'est alors qu'on commencera de se demander si aucun homme de notre temps aura eu assez de modestie pour se soumettre de lui-même à la grande Tradition. La seule œuvre qui doive survivre à l'auteur est celle des artistes qui, comme Renoir, ont tâché de rester « dans le rang »* (en français). *Ces hommes-là sont en sympathie avec le maître défunt, et seuls recevront ses confidences.* »

Mais rester dans le rang : voilà le *hic* ! On est assez ému, en écoutant les manifestes mélancoliques des Intellectuels qui proclament la *nécessité des théories*, pour sortir de l'ombre d'assez vagues personnalités. Le tempérament de ces Esprits subitement saisis d'inquiétude métaphysique, s'accommodait si bien des données simplistes de l'impressionnisme, de la notation si facile de la lumière !... et les voilà qui, religieusement, analysent « la rythmique » des lignes cézaniennes, devant *l'Enlèvement des Sabines*, de David, s'inspirent de Guérin, de Gérard, d'allégories mythologiques !... Renoir et Manet, ce pasticheur ingénu, regardaient comment on peint ;

comment on compose un groupe de figures, sans « *vouloir reconstruire intérieurement le mécanisme de la sensation* », — comme Bergson le rire, — ni « reconstituer », par la géométrie, certains principes esthétiques que l'instinct d'un vrai peintre dégage de la nature, et sans régle ni compas, sans philosophie surtout.

Concevez-vous, en l'an 1920, dans l'atmosphère de tango, de lucre, d'arrivisme et de lutte pour la vie, des agités « opérant en France » *comme David et Ingres*, et « *tout près de nous Cézanne* »? On les admire de vouloir construire « *sur un plan supérieur, à force d'inquiétude lucide, une région équivalente à celle de la naïveté des primitifs* ». Leur naïveté n'est point la candeur du primitif, mais bien plutôt de ces collégiens dont le crâne fut bourré de lectures modernes et, un jour, découvrent dans la bibliothèque de leur père, un ouvrage classique qui les fait réfléchir.

***

En 1920, puissions-nous en avoir fini avec le match *Instinct versus Raisonnement*, qui nous aura tenus debout et excités, une bonne partie de 1919. De même les rencontres de Carpentier — « l'intelligence ! » — avec « les champions de la force brutale ».

Tâchons de penser à autre chose.

Voici que, sur les murs laissés vides, durant la trêve des confiseurs, par Henri-Matisse, Van Dongen, Marquet, MM. Bernheim jeune viennent d'exposer des Courbet, un Ricard, un Delacroix, un Corot et... un Greco : étrennes pour nouveaux-riches. M. Barbazanges jugeait aussi de saison d'offrir à une clientèle élégante des pastels, des gouaches, des sépias par de petits maîtres anglais des XVIIIe et XIXe siècles — tous, d'ailleurs, de second et de troisième ordre. Une préface au catalogue, par M. Charles Oulmont, débute ainsi : « *En vérité si nous connaissons encore étrangement peu notre* XVIIIe *siècle français, nous connaissons à peine les compatriotes des Gainsborough et de Romney. Aussi bien, ce ne serait que demi-mal, si nous n'agissions point de semblable et dangereuse manière à l'égard de ceux-ci et de nos artistes; je m'explique :*

très souvent j'ai signalé à regret la détestable habitude que nous avons prise (par l'ignorance où nous sommes des « petits maîtres » — de ceux qu'on a convenu d'appeler injustement des petits maîtres) d'attribuer sans cesse les belles œuvres d'une époque aux deux ou trois mêmes peintres.

» Jusqu'aux alentours de l'année 1900, un pastel de bonne tenue représentant une femme ou un homme coiffés de perruque, devait nécessairement être de La Tour. Puis on découvrit *J.-B. Perronneau, on comprit grâce à « l'Exposition des Cent Pastels », et à d'autres expositions importantes, que le subtil et délicat artiste qui nous avait laissé l'*Homme à la rose, *et la* Dame de Sorquainville, *le portrait du graveur Huquier, et celui de J.-B. Oudry, ne devait plus être considéré comme un pastelliste de second plan. L'erreur fut réparée.*

» Combien d'autres restent à réparer tout autant, que l'on notera dans un avenir plus ou moins lointain ! Je n'ai cessé depuis quinze années de marquer, chaque fois qu'il m'a été donné de le faire, soit la fausse attribution d'une toile célèbre, soit le nom d'un maître complètement oublié des historiens de l'art (ou parce que ses œuvres avaient complètement disparu, ou parce qu'elles étaient demeurées silencieuses dans des familles ignorant leur importance artistique). Ainsi dans un des derniers numéros de la Gazette des Beaux-Arts, *j'ai tenté de ressusciter un prestigieux portraitiste, Autercau, dont les tableaux plus d'une fois sont injustement catalogués comme étant de Chardin. Et à côté de La Tour et de Perronneau, puisque c'est des pastels que nous allons parler, n'y a-t-il pas — faut-il dire à nouveau? — Fredou, et Valade, et Pallière et Portail, et dix autres !... C'est par des expositions comme celle dont je vais parler qu'il est possible de se rendre un compte plus exact d'une époque, de placer chacun des artistes au point qui est le sien et surtout de mettre fin à des légendes inutiles... Parmi les pastels anglais qu'on peut admirer dans ces salles, quelques-uns seulement sont signés de noms illustres, Russel ou George Romnex...* »

Mais il n'est guère de « petits maîtres » comme Péronneau, en est-il même un seul parmi de plus grands, dans l'École anglaise? si elle abonde en menus artistes, mâles et femelles, qui représentaient gentiment et avec un goût bien joli parfois, les élégantes silhouettes de leurs contemporaines : précisément le

genre de travail auquel il est légitime de s'adonner, quand on n'est point un *créateur*, un peintre de génie. Ces pastels, ces gouaches passaient de l'atelier à une maison de campagne, sur la terre où se succédaient les générations d'une même famille. Ces *souvenirs* se dispersent maintenant.

L'*Enfant au hibou* de John Russel, à peine plus rose et plus sirupeux que l'*Enfant aux cerises*, du Louvre, a quitté pour toujours quelques boudoirs enfumés d'outre-mer, pour venir chercher gîte dans un modeste cinquième de 50 000 francs, sur cour, aux Champs-Élysées. Pareillement, des portraits de *Sir Claud de Crespigny*, de *Sarah, Lady Crespigny*, et mille autres Squires de campagne, ou nobles Lords. Les douaniers dont l'office est d'ouvrir, au Bourget, les bagages, à l'arrivée des aéroplanes Handley-Page (service de luxe entre Londres et Paris), doivent secouer la poudre de maints pastels que les intermédiaires ramènent d'Angleterre, en échange de Matisses. Les vrais chefs-d'œuvre de Gainsborough, de Reynolds, de Hoppner, de Sir Thomas Lawrence, sont dans les grandes collections, mais hors de France.

M. Barbazanges a réuni des images tout à fait dignes des logis moyens, tendus de cretonne de Jouy. Avec quelques sièges Louis XVI, des corbeilles ou des urnes de zinc laqué noir et or, vous aurez l'illusion d'être vos aïeux ; et à côté de gouaches, par George Chinnery (*Miss Villars*, *Miss Lee Connell*, *la Chinoise au kimono*, ou la *Femme au col blanc*), des paysages de Laprade ne seront point déplacés ; non plus que de légers Marval décoratifs, ni que les élégantes de Van Dongen.

Il y a du « charme » dans les *Fillettes au clavecin*, les *Joueuses de vielle*, les *Mères et Enfants*, de H. W. Burnbury, Chinnery, Maria Cosway, Francis Cotes, R. A. Samuel Cotes, Nathaniel Dance, Gainsborough neveu, Henry Russel, R. A. Peter Romney neveu, Anne Russel, fille du maître Joseph Highmore.

Sa Majesté la Reine Victoria dessinait, elle-même, comme un petit maître. M. Barbazanges ne l'a pas écartée ; cette visite vous reposera des efforts de compréhension que vous valut trop souvent le génie de « constructeurs »[1] comme les Peer Krogh et les Kissling. Donc, après le Salon d'Automne,

1. Préfaces du poète André Salmon.

voici un « salonnet » rafraîchissant pour les dames qui se demandent où est la vérité? Plus de « théories », chez M. Barbazanges, plus de « davidisme », plus de « post-cubisme » mais du bibelot. Désiriez-vous vous instruire? Vous pouvez alors apprendre pas mal de choses en étudiant d'un peu près l'art des petits portraitistes de 1740 à 1840. C'est une conception particulièrement britannique, mais qui se répand en France, de rendre l'impression, la ressemblance d'un modèle, sans aucun dessin, mais par la couleur, et d'un pinceau qui, esquivant les difficultés, nous dédommage par le coloris. John Lavery a gardé cette tradition-là tout en adoptant les effets et la gamme sombre de Whistler.

Il est intéressant de voir ce que les fils, les filles, les neveux des bons artistes, ont retenu des leçons que leurs maîtres-parents leur donnèrent. Ainsi que le remarque M. Oulmont, nous saurons comment, par degrés, les maîtres anglais parviennent à une fluidité toujours plus vaporeuse, et nous donnent l'illusion qu'ils peignent des morceaux fragiles, que dix années détruiront, tandis qu'en vérité ils ont, comme dessous, des préparations savantes — dont la tradition n'était pas encore perdue — et qu'ils demeurent encore frais ; alors qu'ailleurs nous voyons des Pissarro déjà ternis, des Courbet rancir, des Claude Monet jaunir, des Van Gogh en jujube se transformer.

Je n'appellerais pas pourtant Chinnery « le Franz Hals d'Irlande », mais plutôt un pré-Berthe Morisot, et contemporain de Lawrence et de Louis Moreau. Chinnery est un nom à ne point oublier.

Or l'ignorance de cette école, par les Français, est telle, que j'ai acheté pour quelque louis, dans une vente dont l'expert a bien ri de moi, un Gainsborough, un paysage de Wilson, et le portrait de Sir Thomas Lawrence par lui-même. Ces toiles n'avaient jamais quitté leurs cadres originaux. La tête d'un vieux gentilhomme dont le nom était inscrit au revers du châssis (je l'ai trouvé peu de jours après), était attribuée sur le catalogue à un peintre inconnu : « portrait supposé de Grétry ». Il est de la meilleure brosse de Gainsborough. Quant à un paysage, de même provenance, je le crois être plutôt un chef-d'œuvre de Wilson, que de Gainsborough,

malgré l'opinion de feu M. Grout. Ce collectionneur très autoritaire ne me pardonna jamais de l'avoir acquis, sous ses yeux, et ensuite de ne lui avoir pas cédé. L'histoire de cette vente estivale, perpétrée sans tambour ni trompette, elle est typique. D'où venaient les cent ou cent cinquante toiles de cette mystérieuse collection et qui ne comptait que d'excellents numéros? Tous les marchands et tous les experts les avaient vus à l'Hôtel Drouot... Mais au catalogue, point de préface ! Le vendeur avait dû avoir quelques raisons à lui pour ne point corser la réclame... et personne n'osa donc « pousser ». Nous sommes loin de soutenir que les amateurs n'aient pas de compétence, — il en existe, et de beau goût, — mais il est positif qu'un homme du métier, seul, sait ce qu'est un « morceau de peinture »; et il est de ces morceaux-là, qui « *ne valent pas un clou* ». Tout de même, une tête de Gainsborough, de premier ordre? et ce portrait de Lawrence par lui-même, rue Drouot?

Dans cette même vente, deux étranges études par Chassériau, étaient adjugées pour quarante francs à un marchand, comme des « projets de composition, par G.-L. Gérome ».

Il ne s'agissait pourtant pas là de fouiller dans une arrière-boutique d'antiquaire. A Tout-Paris, l'Hôtel des Commissaires-priseurs s'ouvre, n'est-ce pas?

L'exposition Barbazanges fut très instructive et dangereuse, à la fois. Le public y apprit qu'il y avait eu un *neveu* Gainsborough, un *neveu* Romney, une *fille* Russel, et une infinité de dames du monde, d'amateurs, tous des « petits maîtres anglais » — S. M. la Reine Victoria et elle-même, dont M. Barnazanges présentait un auguste dessin. Aux catalogues futurs des ventes parisiennes, nous aurons des Jones, des Downman, des Hamilton avec de multiples prénoms, des Brown à la douzaine : la gouache, le pastel et les « trois crayons » vont être pastichés à l'envi. Et tout s'achètera, puisque tout le monde se meuble « artistiquement ».

***

Le succès des Ballets russes, de M. Serge de Diaghileff prouve une fois de plus qu'il y a un vaste public qu'influence

l'opinion d'une poignée d'artistes. Venue à Londres pour six semaines, cette compagnie y resta six mois, elle y serait encore, et une « *Institution d'État* », si ses engagements ne l'avaient ramenée à Paris, comme les cloches de Noël sonnaient le réveillon.

Sur les ailes de l'*intellectuel* chorégraphe et danseur Léonide Massine, la peinture de Derain, de Picasso, de Matisse, a traversé la rampe, et rejoint les spectateurs d'un music-hall londonien, comme ensuite elle a touché les abonnés de notre Académie nationale, dans le temple de Charles Garnier et de Paul Baudry. Les décors, les costumes, les rideaux de scène (qui sont de véritables tableaux signés en gros caractères : *Picasso pinxit, Derain pinxit, Matisse pinxit*) ont presque cessé d'effarer les « endormis » de l'Opéra, sous le plafond de Lenepveu. De nos « avant-garde », d'hier, l'art s'affirme dans son expression décorative, enfin avouée en dépit de leurs anciens manifestes de «*sur-réalistes*». Il est tout de même plaisant qu'un Derain, l'austère, l'ascétique Derain [1], soit parti d'Assise, et qu'il ait tant copié Giotto, pour rencontrer un succès, mondain et populaire, dans l'Alhambra de Leicester Square ; et bien amusant que M. Matisse soit fêté comme feu Benjamin Constant, portraitiste de la reine Victoria, dans les hôtels Ritz, grâce à un génial manager, le super-habile accoucheur de la vérité esthétique internationale : vous avez reconnu M. Serge de Diaghileff. Impossible d'avoir plus de goût, d'à-propos, d'esprit, de malice, de sens des valeurs (d'époque), ni de « minuter » mieux que lui ce que la patience de nos contemporains tolère. Pas une seconde d'ennui ! Il coupe, il tranche dans le vif, il prend l'essentiel d'un vieux chef-d'œuvre, le retourne, vous le *sert* rafraîchi.

Le Tricorne (Picasso, et musique de Manoel de Falla), quintescence de l'espagnolerie théâtrale, nous semble une

1. L'œuvre scénique du peintre Derain, pour les costumes du moins, est désavouée par la jeunesse avancée. Ces costumes, dit-on avec une certaine logique, devraient être en papier, peints de la main de l'artiste ; ou bien chaque tissu de couleur être choisi par le peintre, comme faisait le pauvre jeune Fauconnet, qui vient de mourir subitement, à la veille du jour où allait être joué son *Bœuf sur le toit*.

coupe de champagne après le lourd bordeaux des *Goyescas* (Granados et Zuloaga [1]).

Mais *la Boutique fantasque* du cubiste Derain et de l'auteur de *Guillaume Tell* ? Un album d'étrennes, un arlequin des hétéroclites ingrédients dont se compose la salade moderne, et comme une revue de nos toquades, depuis que la bimbeloterie cocasse et désuète passionne ceux-là pour qui sont inaccessibles les prix des grands objets de collection. Malgré son ironie, ou grâce à elle, M. Massine a réalisé une combinaison admirable de « classicisme » et de « modernité », dans certain *adagio* rossinien, par exemple. Pourquoi le parallélisme des fines jambes des Fanny Esslers, en maillot ; pourquoi l'arabesque que décrivent leurs bras ; par quel miracle le premier sujet, « *l'Étoile* », s'élevant comme une figurine en porcelaine de loterie foraine, au-dessus des choryphées, par quoi ce tableau prend-il tant de distinction, alors que d'autres jambes de danseuses, d'autres groupes conventionnels, sont dans notre *Sylvia*, si ennuyeux ou si banaux? C'est que si Degas traitait, au pastel, des tutus et des chaussons roses, Pierre Carrier-Belleuse en peignait aussi, mais d'un style... différent !

Après un *cancan* à l'Offenbach, écrit en bouffonnerie par Rossini, Massine fait réapparaître toutes ses poupées animées. Vous direz : thème connu, depuis *Coppelia* ! Mais ces Napolitains, ces zouaves-cosaques de 1867, ces Américains et Anglais à la Gavarni, ces élégantes de Guys, ces jouets semblent sortir de dessous un de ces globes, à chenilles vertes, où les petits bourgeois conservaient avec des fleurs en coquillage, des frégates et des gondoles en verre filé, la couronne d'oranger de la mariée, et la gravure de première communion des enfants. M. Derain choisit des détails pittoresques, des nuances rares, d'inattendues harmonies, dans des gravures de mode d'il y a un demi-siècle ; et ce sont même là des recherches un peu trop fines pour le vaste cadre de l'Opéra. Un directeur du Palais-Royal, fût-il avisé, confierait à M. Derain la mise en scène du répertoire de Labiche. Ce serait bien joli, de faire revivre ainsi les fantoches humains de *la Cagnotte* et du *Chapeau de paille d'Italie*.

1. Opéra représenté par M. Rouché, en décembre 1919.

Le décor de *Boutique fantasque* est d'une sobriété qui satisfait les esthéticiens de l'école *minimaliste.* Presque vide (si ce n'est la couleur, laquelle est distribuée par larges pans) il est à un décor de foire, ce qu'est un Rousseau (le douanier), à un primitif italien. On aperçoit au fond un port, une barque, un steamer-joujou, et à l'intérieur de la boutique, des meubles volontairement peints en NON-trompe-l'œil, et hors d'échelle avec les acteurs ; deux très harmonieuses natures mortes, fleurs et fruits; l'indispensable compotier à la Cézanne, « déformé » comme il convient. C'est ici la part faite à la *théorie.*

M. Mâtisse me racontait les temps mélancoliques où, dans son modeste atelier, il entrevoyait à peine son bel avenir de Maître du Temps. Ses amis et camarades de chez Gustave Moreau analysaient des photographies d'après l'œuvre du prophète d'Aix, apprenaient « théoriquement », à faire choir des assiettes, à briser des contours, à faire tenir un verre sur un quart de pied; car c'est gravement, scientifiquement, que ces esprits spéculatifs ont codifié, et expliquent encore par des lois esthétiques, les recherches ou les hasards d'un grand peintre naïf.

Après tout, peut-être qu'à cette déformation systématique et cézannesque, nous devrons le *style* de notre époque ; car n'en doutons pas : notre société possède un *style.*

On a trop souvent répété que notre époque n'en laisserait pas... Un an après la guerre, ce *style* se révèle à la foule, par le Salon d'Automne et par le théâtre. Bakst, importateur d'un orientalisme voluptueux et trop cosmopolite, aura marqué le crépuscule d'une civilisation. Voici l'aurore d'une nouvelle société. Plus de clinquant, plus de paillettes, plus de simares à la Babani, plus de floraisons tropicales, ni de bayadères ; plus de crotales ni de guzlas ; mais le klagson, la trompe d'automobile, la sirène du jazz-band ; le col marin, la jupe de cycliste. Au lieu des caleçons soyeux dans lesquels bondissait le Nijinski de *Shéhérazade*, voici un pantalon noir, la veste de Léonide Massine, en « Alphonse » des Champs-Élysées ; au lieu d'une sultane, il fait tournoyer une écuyère de cirque pauvre, et madame Karsavina puise plus d'éléments d'art dans ce rôle, que n'en offrait à madame Rubinstein, celui de la princesse Zobidée ; si bien que

le tissu, qu'on croirait d'abord un peu fruste, d'œuvres telles que *Boutique fantasque, le Tricorne* ou *Parade* (ces deux-ci par Picasso), renferme plus de motifs et plus de richesse qu'un conte arabe pour l'interprétation d'un artiste moderne[1].

N'oublions pas, néanmoins, que Vorlav Nijinski avait cherché cela dans *Jeux*, avec Debussy, comme je le notais ici en 1913. Et Nijinski n'est pas remplacé, comme « personnalité ». Il est, hélas, très malade. De même l'est M. Léon Bahst.

Le grotesque, le comique, avec le mouvement décomposé et exagéré par le cinéma, vont être de plus en plus mis à profit par M. Léonide Massine, pour qui Charlie Chaplain est un acteur de génie.

Les aspects de la vie moderne, son allure familière, Debussy et Nijinsky avaient tenté de les introduire dans la chorégraphie (*Jeux*, 1913) avec des joueurs de tennis, des jeunes filles en costume de flanelle, une automobile, et ce biplan qui

1. Léonide Massine nous apparut à l'Opéra, en 1914, tout frais émoulu de l'école du Théâtre impérial de Moscou. Puis, durant la guerre, il voyagea. Du Prado et du Vatican, Léonide Massine visita les musées et les ateliers de peintres contemporains. Il réunit la plus importante collection d'œuvres modernes cubistes ou futuristes qui soit aujourd'hui. Il réfléchit. Et de ses réflexions, il déduit ceci : tandis que la peinture, la musique et la littérature ont évolué, passé du romantisme au réalisme, du réalisme à l'impressionnisme, de l'impressionnisme au cubiste, l'esprit de la danse est demeuré inexorablement romantique, sinon rococo.

Certes, un Fokine, ayant à sa disposition un admirable instrument comme Nijinsky pour réaliser ses conceptions chorégraphiques, atteignit au summum de ce style de « décadence parfumée » d'avant-guerre et fit de ce Nijinsky un ténor inouï de la danse — mais un ténor.

Tout de même, la guerre apporta la *virilité dans l'art*. Et plutôt que de pâles portraits d'éphèbes couronnés de pâles roses, les jeunes peintres d'aujourd'hui — exagérant ou non — exposent des « muscles d'acier », comme cette toile qui effare les spectateurs du cirque Gémier, quand ils vont au foyer des figurants. Massine pensa que la danse devait s'adapter au mouvement et au caractère de notre époque. Et la recherche d'une autre expression lui fit trouver des gestes. Pour avoir voulu supprimer les six positions classiques du danseur, il en découvrit cent autres. Déjà, dans *les Femmes de bonne humeur*, musique de Scarlatti, Massine faisait rire ses personnages avec les *jambes* et leur communiquait un mouvement riche d'une telle diversion de détails qu'aucun autre ballet ne lui peut être comparé.

« Jusqu'ici, me dit un soir Massine, qui annotait une partition selon les rythmes par lui trouvés, on s'imaginait que chaque pas devait accompagner chaque note : c'est une erreur : *la danse est le contrepoint de la musique*. Et il

traversait non sans quelques accrocs, la scène de M. Astruc. M. Massine avec sa sensibilité de Russe transplanté, semble saisir, partout où il réside, ce qui échapperait à des hommes, nés dans ce pays-là. M. de Diaghileff met au point ; et c'est ainsi que ces étrangers nous présenteront tour à tour, adaptées pour le plaisir du public, les œuvres de certains de nos peintres « difficiles » et les plus « avancés »... puisque tel est le mot dont on les désigne.

L'« impresariisme » évolutionniste de M. de Diaghileff mériterait de remplir un petit chapitre, dans une étude sur l'Esthétique, ou même dans une histoire de la Société contemporaine... mais cet article est déjà trop long.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

Il est trop tard, aujourd'hui, pour nous promener avec le lecteur dans les galeries réouvertes du Louvre. « *Sa Majesté le Louvre* »,

faut partir de là. Puis, la recherche de la chorégraphie, c'est le mariage de la plastique et de la dynamique. »

Fokine cherchait des attitudes qui faisaient de sa chorégraphie une sorte de suite de *tableaux vivants*. C'était la lanterne magique. Massine anime, multiplie, *dynamise* et précipite les attitudes, jusqu'à ce que l'œil ait une impression continue, c'est le cinématographe !

Et tout cela n'est pas que des théories...

Voilà sept grands ballets que M. Léonide Massine met en scène : *le Soleil de Nuit*, de Rimsky Korsakoff ; *Las Meninas*, de Gabriel Fauré ; *les Femmes de bonne humeur*, de Scarlatti ; les *Contes russes*, de Liadow ; *Parade*, d'Eric Satie, et qui fut une sorte d'outrance volontaire, une indication de sa volonté de briser avec toute convention. Enfin *la Boutique fantasque*, de Rossini, dans quoi le jeune chorégraphe raille avec esprit toutes les anciennes lunes : tarantelle et cancan, vieux sujets et pièces montées ; *le Tricorne*, de Manuel de Falla, et *le Chant du rossignol*, de Strawinsky, œuvres pour lesquelles André Derain, Picasso et Henri Matisse brossèrent des décors et dessinèrent des costumes.

Massine a sous ses ordres une troupe d'ensemble comme les Ballets russes eux-mêmes n'en eurent jamais et qu'il forma dans l'Académie d'Arts modernes que Serge de Diaghilew fonda à Rome. Entre autres danseurs il a formé cette plume, ce duvet : Idzikowsky, et cet être étonnant, désarticulé, grotesque : Woïcikowsky.

Que dire de Massine danseur, et qu'on ne peut pas plus comparer à tout autre qu'une locomotive électrique à un char de Mi-Carême? Il a multiplié ; intensifié, fait plus nette sa dynamique personnelle ; il a diversifié les trouvailles techniques. Le premier, depuis Noverre, il a inventé une nouvelle pirouette. Il est svelte, virile, vivace. Il a fait sauter un art stationnaire par-dessus tout un siècle et l'a assimilé aux tendances les plus modernes de la Peinture et de la Musique.

JASMINE

s'intitule un bon article de M. Arsène Alexandre. Espérons de nous promener plus souvent dans ce musée rajeuni, que dans des magasins de peinture jeune-vieillie.

La vente de l'Atelier Eugène Carrière est précédée par une exposition d'études, à la galerie Manzi. Voici que déjà les anciens admirateurs de Carrière doutent de leurs yeux : « Nous serions-nous trompés? Ce n'était que cela? »

Et vous relisez le livre d'Elie Faure, *les Constructeurs*, une monographie d'Eugène Carrière « constructeur » est là, près d'une autre de Michelet, et d'un Lamarck.

On se sent transi comme dans les catacombes, si l'on relit dix ans après la mort d'un artiste, ce que l'amitié et la démence du critique français moderne, ont accumulé d'épithètes pour déifier, canoniser du moins, et de son vivant, un homme. Et fausser la ressemblance. Carrière, l' « intimiste » au joli « métier » qui déjà datait, à l'époque de ses triomphes, était un artiste délicieux, un homme d'une saine intelligence, d'une sensibilité charmante, d'une haute « tenue morale » ; il se développait encore et aurait fait de grandes œuvres dans le style des *Fiancés*, une de ses dernières toiles, la plus forte, la plus originale. Son caressant et souple métier, jusqu'en 1900, était encore celui des peintres habiles, brillants, agréables, aux salons de la Société des Artistes français de l'ère 1880-90. Un parti a voulu faire de lui un « peintre de fresques humaines », comme on qualifie M. Firmin Gémier dont M. Paul Gsell, l'historiographe de Rodin, nous cite les maximes dans le supplément du *Figaro* :

« — *Quand on innove, — fit doucement Gémier, — il faut s'attendre à n'être pas compris de tous !*

» Et encore : « — *Ah ! ces Grecs ! ces Grecs ! — fit-il par association d'idées avec son rôle* (d'Œdipe), *leur théâtre national, quelle splendeur !*

» — *Gémier ! on commence, — jeta par l'entre-bâillement de la porte, madame Mégard, la belle Jocaste, qui, sculpturale et majestueuse, se hâtait vers la scène.* »

J.-É. B.

L'HISTOIRE DE FRANCE

AUX ÉTATS-UNIS

En prenant comme sujet de cette étude l'histoire de France aux États-Unis, j'ai voulu indiquer les grandes lignes d'un chapitre de notre histoire intellectuelle par rapport à la France. Il ne faut pas commencer par en exagérer l'importance. Notre mouvement historique, modeste encore et bien jeune, ne prétend pas à égaler l'historiographie française en fait soit d'érudition, soit d'esprit critique, soit d'imagination créatrice et de qualités littéraires. Nos historiens ne comptent ni un Michelet, ni un Fustel de Coulanges, ni un Léopold Delisle.

Il est, d'ailleurs, tout naturel que nos meilleurs efforts historiques se soient dévoués à notre histoire nationale, d'un côté si neuve, d'un autre si vaste et si variée, et que l'étranger, jusqu'à présent, n'y occupe pas la place qui devrait lui revenir. Néanmoins, on s'apercevra que chez nous on n'a pas négligé tout à fait l'histoire de France. Quelques-uns de nos écrivains les plus éminents s'en sont occupés, et les sujets français tiennent une place de plus en plus considérable dans le mouvement historique de nos jours. Si l'on n'y découvre pas de grands historiens inconnus, on pourra au moins se rendre compte du caractère général de notre historiographie et de quelques tendances de nos études actuelles.

Jusqu'au commencement du XIXe siècle, les relations de l'Amérique et de la France avaient été assez étroites. On

connaît la part des Français aux découvertes et aux explorations du continent américain — les Cartiers et les Champlains, les pères jésuites qui l'ont pénétré jusqu'au Mississipi, les explorateurs du XVIIIe siècle qui se sont enfoncés dans les grandes plaines et prairies de l'Ouest. Grâce à eux, le sol des États-Unis porte un peu partout des noms français — des États comme le Maine, le Vermont, la Louisiane ; des îles comme le Mont Désert, l'Ile au Haut, l'Ile Royale ; des lacs comme les lacs Champlain, Supérieur, Pontchartrain. On longe les côtes du Saint-Laurent et des Grands Lacs jusqu'à Détroit, Sault-Sainte-Marie et Duluth ; on descend le Mississipi depuis Saint-Paul jusqu'à la Nouvelle-Orléans, en passant par la Grosse, la Prairie du Chien, Saint-Louis ; on remonte ses tributaires pour arriver à Des Moines et Pierre et Butte, à Eau Claire, Fond du Lac et De Pere, à Vincennes, Terre Haute, et Louisville. Mon ami le président Finley a fort heureusement intitulé ses conférences sur cette époque, « Les Français au cœur de l'Amérique ».

Au XVIIIe siècle, les rivalités coloniales de la France et de l'Angleterre ont donné une forme nouvelle aux relations franco-américaines. Chaque guerre continentale eut sa répercussion de l'autre côté de l'Atlantique, jusqu'à la guerre définitive qui fut en même temps notre guerre d'indépendance. Les souvenirs de La Fayette et de Rochambeau, notre reconnaissance à la France pour son secours opportun et décisif aux débuts difficiles de notre vie nationale, tout cela se résume fort bien dans le mot du général Pershing arrivant en France : « La Fayette, nous voilà ! »

Cette coopération établissait des liens personnels et intellectuels entre les États-Unis et la France. Les séjours en France de Franklin et de Jefferson, les voyages en Amérique de Brissot de Warville, Crèvecœur, Chastellux, Michaud et La Rochefoucauld-Liancourt, entretenaient ces relations amicales et fructueuses. En art, par exemple, on peut citer le Capitole de la Virginie à Richmond, construit sur le modèle de la Maison Carrée de Nîmes, d'après des dessins envoyés de France par Thomas Jefferson lui-même, et notre ville fédérale de Washington, dont le plan fut dessiné par un ingénieur français, le commandant L'Enfant.

Puis, au commencement du XIXe siècle, ce courant est devenu moins fort. Les guerres de l'Empire ont rendu les relations plus difficiles; après 1815, la France regardait moins vers l'étranger, tandis que les États-Unis se sont tournés vers leurs problèmes de politique et d'expansion intérieure, pour entrer dans cette voie de continentalisme d'où la grande guerre actuelle est venue nous sortir. Le sentiment de reconnaissance envers la France est resté toujours au fond de nos cœurs, mais les souvenirs communs se sont affaiblis. En restaurant la monarchie, la France avait écarté pendant un demi-siècle le sentiment de fraternité démocratique si fort aux États-Unis; et même le régime républicain n'avait pas tout à fait rétabli la communauté d'idées et de sentiments politiques. On savait chez nous que la France était un pays libre, mais on le savait assez vaguement. En effet, la tradition républicaine n'a pas été la même dans les deux pays. Tous deux sont sortis d'un mouvement révolutionnaire, mais c'étaient des mouvements d'un caractère différent. Tandis que la Révolution française était radicale, brisant les liens qui rattachaient le pays au passé, la Révolution américaine était plutôt conservatrice, faisant appel aux précédents d'une longue évolution historique. On a souvent dit que les Français ont réclamé les droits de l'homme, les Américains au contraire les droits des sujets anglais. Ces droits-là on cherchait à les justifier en citant les vieux documents constitutionnels encore plus que le droit naturel. Même la philosophie rationaliste, qui est commune aux deux Révolutions, nous est venue par l'intermédiaire des ouvrages de l'Anglais Jean Locke plutôt que de ceux de Jean-Jacques Rousseau. Par opposition aux républiques de l'Amérique du Sud, les États-Unis n'ont pas le sentiment qu'ils dérivent de la Révolution française. Pour l'opinion américaine, c'était évidemment un mouvement important, mais hors du courant de notre évolution nationale.

Déjà en 1833, ces origines historiques de la liberté politique aux États-Unis avaient été saisies par le publiciste français Alexis de Tocqueville, dans son livre si remarquable sur *la Démocratie en Amérique*. « Les principes généraux, dit-il, sur lesquels reposent les constitutions modernes... sont tous

reconnus et fixés par les lois de la Nouvelle Angleterre au XVIIe siècle. Dès l'origine, le principe de la souveraineté du peuple avait été le principe générateur de la plupart des colonies anglaises, quoique la société américaine avant la Révolution ne fût point encore préparée à l'adopter dans toutes ses conséquences. »

Il importait d'indiquer sommairement comment la France et les États-Unis se sont séparés l'un de l'autre au cours du XIXe siècle, pour que le lecteur ne s'attende pas trop à trouver chez nous une grande littérature historique qui se rapporte à la France ou même aux relations franco-américaines. Car c'est précisément pendant cette époque de la séparation des deux pays que notre historiographie nationale s'est formée. Sauf quelques annales et mémoires contemporains de l'époque coloniale et révolutionnaire, notre littérature historique commence au second quart du XIXe siècle. Il est donc tout à fait naturel que l'histoire de France y figure moins que son importance générale ne l'indiquerait.

* * *

En envisageant l'historiographie américaine depuis cent ans, on peut y distinguer trois tendances, pour ne pas dire trois écoles, qui représentent, moins exactement, trois époques de notre vie nationale : la tendance romantique, la tendance nationaliste et la tendance scientifique. Pour la chronologie, la première s'étend depuis 1825 jusqu'au début de notre guerre civile, qui éclata en 1861 ; la seconde, depuis la guerre civile, ou même avant, jusque vers 1900 ; la troisième est de nos jours. La première a laissé de côté l'histoire de France ; la seconde a été amenée à s'en occuper sérieusement, mais à titre accessoire et en seconde ligne ; seule la troisième commence à l'étudier pour elle-même et dans ses aspects les plus larges et les plus variés.

Le romantisme historique aux États-Unis est en général analogue au romantisme européen, dont il est, du reste, contemporain. Ses représentants principaux sont nos historiens d'ordre littéraire, Washington Irving, William Hickling Prescott et John Lothrop Motley. Tous les trois furent des

hommes de lettres qui se sont tournés vers l'histoire en y cherchant surtout du mouvement et des couleurs, dans un passé relativement lointain qu'ils essayaient de faire revivre devant leurs lecteurs.

Irving, qui a longtemps habité l'Espagne et l'Angleterre, se complaisait surtout dans le moyen âge espagnol qu'il a célébré dans ses descriptions de l'Alhambra et son histoire du royaume de Grenade, ouvrages qui gardent toujours leur charme pour le voyageur dans ce pays romanesque. Prescott, esprit plus solide et plus sérieux, s'est approprié la grande époque de la Péninsule, et son histoire des Rois catholiques et de Philippe II, comme ses narrations des conquêtes du Mexique et du Pérou, restent encore parmi les ouvrages les plus considérables qu'ait produits l'historiographie américaine. La France a reconnu la valeur de Prescott en le nommant membre correspondant de l'Institut pour remplacer Navarette. Motley, plus jeune et épris plutôt de romantisme national et démocratique, s'est consacré à l'histoire du grand soulèvement national des Pays-Bas contre la tyrannie politique et religieuse de l'Espagne : *The Rise and Fall of the Dutch Republic, History of the United Netherlands*, etc. Aucun des trois, si ce n'est pour quelques essais littéraires de Prescott, ne s'est intéressé ni à la France, ni à son histoire. Pareils à leurs contemporains, le poète Longfellow, traducteur de Dante et admirateur des sagas du Nord, et Ticknor, auteur d'une histoire substantielle de la littérature espagnole, ils ont trouvé le charme du passé dans d'autres pays. Ils n'ont été séduits ni par la Révolution, encore trop récente et peu sympathique pour de tels tempéraments, ni par l'ancien régime classique, ni même par le moyen âge français, qui aurait pu fournir cependant les scènes colorées et pleines de vie qu'on cherchait ailleurs.

Le romantisme démocratique qui avait attiré Motley vers les Pays-Bas, un de ses contemporains l'a trouvé aux États-Unis mêmes, ainsi conciliant le romantisme de l'époque avec le nationalisme croissant de la jeune république. L'apôtre de cette histoire nationaliste est Georges Bancroft. Né en 1800, docteur de Gœttingue à vingt ans, il a été un des premiers Américains à venir faire ses études sur le continent d'Europe,

et c'est en partie grâce à lui et à ses camarades d'université, Ticknor et Everett, que ce courant s'est dirigé vers l'Allemagne. Bancroft y arriva avant l'établissement du séminaire historique de Ranke, de sorte qu'il n'a pu profiter de ce bon apprentissage technique qui fut plus tard le mérite principal de l'enseignement historique en Allemagne, tandis qu'il se prêta volontiers au nationalisme déclamatoire qui est devenu le vice de l'école historique allemande. C'était un démocrate de l'école jacksonienne et un ami personnel du président Van Buren, dont il a écrit la biographie pour sa campagne électorale. Plus tard, il fut ministre de la marine et ambassadeur à Londres et à Berlin. Bancroft est devenu le protagoniste littéraire de cette démocratie américaine de 1830-1850, un peu bruyante, très sûre d'elle-même, et nettement nationaliste. Son *Histoire des États-Unis jusqu'à 1789*, quoique fortement documentée et faite avec conscience, montre les défauts de son époque, à laquelle l'auteur, mort seulemeut en 1891, est resté toujours fidèle. L'ouvrage, un peu aride, malgré son américanisme ardent et parfois déclamatoire, a toutefois gardé une certaine popularité, car il reste toujours chez nous des démocrates à la mode de 1850, ce qui indique un état d'esprit plutôt qu'une période. Grâce à notre isolement géographique, isolement d'autant plus grand à mesure qu'on avance vers l'intérieur du pays, il a été facile de conserver chez nous un nationalisme qui se tient à l'écart et se suffit à lui-même, se rendant compte difficilement des changements profonds survenus de nos jours et même avant. En ce qui concerne la politique, cela explique les hésitations américaines à propos d'une politique mondiale plutôt que continentale. En fait d'histoire, cela explique la préoccupation presque exclusive de l'histoire nationale, voire locale, qui caractérise nos études historiques jusqu'à ces dernières années.

Néanmoins, depuis notre guerre civile, c'est-à-dire depuis 1865, ceux qui s'occupent d'histoire américaine ont été amenés à l'étudier d'une façon beaucoup plus large et beaucoup plus liée à l'histoire des autres pays, surtout de ceux de l'Europe. Cela implique forcément qu'on y fasse grande part aux relations des États-Unis avec la France, et ce sont précisément les plus distingués de nos écrivains d'histoire améri-

caine qui, à la fois, y ont apporté le plus de sympathie pour la France et ont le plus contribué à approfondir l'élément français dans notre histoire nationale. Il faut spécialement noter ici Francis Parkman, Alfred Thayer, Mahan, et Henry Adams.

Francis Parkman, historien du Canada français, est l'historien franco-américain par excellence. Sans aucun lien de famille ou d'éducation qui le rattachât à la France — il appartenait à une vieille famille de Boston — il s'est voué tout jeune à l'histoire de l'empire colonial français en Amérique. Chose curieuse, il semble que son choix fut décidé par son amour de la vie au grand air et des grandes forêts vierges de notre continent. Plus tard il réclamera le titre d' « historien de la forêt américaine ». Il faisait de grands voyages à l'intérieur du pays et de longs séjours chez les Peaux-Rouges, dont il a dépeint la vie avec une rare fidélité. Son livre sur le chemin de l'Oregon, *The Oregon Trail*, est un chef-d'œuvre dans ce genre.

C'est sur ce fond de nature vierge que Parkman a envisagé l'empire colonial de la France et ce grand drame de la rivalité franco-anglaise autour du continent nord-américain qui atteignit son point culminant dans la guerre de Sept ans, guerre qui porte toujours chez nous son titre local de guerre contre les Français et les Indiens, *The French and Indian War*. En partant des explorations du XVIe siècle, il a retracé la formation du Canada français, ses institutions, sa vie sociale, ses grands hommes et ses grands combats, jusqu'à la bataille décisive de Québec où le général français Montcalm dut céder au général anglais Wolfe. Sauf pour un volume isolé, *The Conspiration of Pontiac*, espèce d'essai de plume paru en 1851, les volumes de cette série se sont succédé entre 1865 et 1892 : *The Pioneers of France in the New World, The Jesuits in North America, La Salle and the Discovery of the Great West, The Old Regime in Canada*, etc.

C'est la grande épopée de notre histoire coloniale : c'est même un beau chapitre d'histoire générale. La France, grâce à ses explorateurs intrépides, avait pris possession du pays des Grands Lacs, notre Méditerranée, et de la vallée du Mississipi, tandis que les colonies anglaises se trouvaient

bornées au littoral. Deux empires s'étaient créés, et la lutte fatale qui s'engagea mettait en face non seulemeut deux puissances mondiales mais deux systèmes d'administration coloniale — le système français, très centralisé, réglementé minutieusement de Versailles et de Paris, et le système anglais, où les colons dispersés étaient libres pour la plupart de faire à leur guise. Les différences entre ces deux régimes, Parkman les a très bien montrées, et avec une impartialité remarquable. Il a très bien fait ressortir, aussi, les contrastes à l'intérieur du régime français, d'une part la vie de Versailles et des gens qui en arrivaient, d'autre part les conditions de la vie coloniale même — les paysans normands des bords du Saint-Laurent, la population des places fortes (*blockhouses*) bâties aux endroits critiques, le clergé, les marchands de fourrures, les coureurs des bois, les Peaux-Rouges, les gens qui se battaient dans la forêt.

Parkman tenait un peu de l'école romantique, et excellait à évoquer le passé par des scènes bien choisies et admirablement dépeintes. C'était moins un esprit analytique qu'un peintre historique. C'était cependant un peintre qui veillait à tous les détails, car il n'avait rien de l'oisif ou du superficiel. Il faisait, et encore plus il faisait faire, de longs dépouillements d'archives à Paris et ailleurs : il montrait une grande exactitude de travail et ses œuvres en sont sorties solides et substantielles. Quoique sa santé ne fût pas robuste et que ses yeux le fissent beaucoup souffrir, il travaillait avec assiduité et il a pu mener à bonne fin une œuvre de longue haleine. Malgré les recherches postérieures, ses livres n'ont pas vieilli. Il reste à la fois le plus grand historien de la France coloniale et l'écrivain historique des États-Unis qui, mieux qu'aucun autre, a su combiner une matière solide avec un don littéraire remarquable.

Plus jeune que Parkman de toute une génération, l'amiral Mahan a eu le mérite de créer un nouveau genre historique, l'histoire de la puissance maritime — *sea power*. Historien de nos guerres navales, il ne s'est jamais borné aux annales nationales de combats de mer, lesquelles ont pour la plupart le caractère d'une série de récits d'aventures, mais il s'est

toujours placé au point de vue le plus général possible, d'où il a étudié l'évolution de la stratégie navale et de la puissance maritime dans toute leur amplitude depuis le XVII[e] siècle. En outre, amiral tout autant qu'historien, il a dégagé les conséquences pratiques de l'histoire navale, et peu d'historiens modernes sont arrivés à exercer une influence pareille sur la politique actuelle des grandes puissances maritimes. Naturellement, il a eu l'occasion de parler plus au long des affaires d'Angleterre que de celles de la France, mais il a toujours fait de l'histoire générale, et les titres mêmes de ses livres montrent la place importante que la France y occupe: *The Influence of Sea Powers on History 1660-1783*; *The Influence of Sea Power during the French Revolution and Empire*, etc.

Homme du monde, et même cosmopolite, Mahan prêchait le nationalisme éclairé et pour ainsi dire mondial de son ami, le président Théodore Roosevelt, et il critiquait notre politique provinciale en montrant l'intérêt que devraient prendre les États-Unis aux relations internationales. Déjà avant la guerre, il prévoyait la menace allemande et son danger pour le monde, et dès le moment où la guerre éclata il se rangea du côté des Alliés avec une ardeur qui a hâté sa mort, survenue quelques mois avant notre entrée daus le conflit. Juste et sincère, droit d'esprit comme de taille, c'était un type admirable d'historien et d'Américain.

Tout autre, à bien des égards, fut Henry Adams. Aucun nom n'est plus illustre dans les annales des États-Unis. Son grand-père et son arrière-grand-père avaient été présidents de la République, son père fut ambassadeur à Londres pendant notre guerre civile. Lui-même avait peut-être l'intelligence la plus pénétrante qui se soit occupée de notre histoire nationale. Secrétaire d'ambassade, professeur de Harvard, rédacteur d'une grande revue littéraire, puis menant une vie tranquille à Washington et à Paris, il a eu une connaissance variée du monde ancien et nouveau, surtout de ce qu'on appelle « le beau monde qui gouverne le monde ». Tout indiquait en lui un historien de premier ordre.

Si cependant l'œuvre de Henry Adams reste fragmentaire,

c'est surtout à cause d'un certain dilettantisme, d'un esprit sceptique et peu disposé aux enthousiasmes du travail acharné, à cause aussi d'une certaine vanité d'auteur dont les ouvrages n'ont pas reçu l'accueil d'un public que lui-même semblait mépriser. C'était aussi pour une raison plus sérieuse et plus profonde : l'histoire lui a paru de moins en moins capable de donner des réponses définitives sur les grands problèmes de l'humanité, comme celui du but de l'évolution sociale, problème dont il a fini par chercher la solution dans les sciences naturelles où il comprit peu de chose. Effaré par l'accélération prodigieuse du monde actuel, il se disait enfant des XVIIe et XVIIIe siècles peu préparé pour la vie du XXe. En effet, ses affinités étaient avec le monde de l'ancien régime, la société des salons et des châteaux, plutôt qu'avec la société démocratique de Washington ou avec la procession de promeneurs qui défilaient devant sa maison de l'avenue du Bois.

Néanmoins, les contributions de Henry Adams à l'histoire furent très remarquables. C'est lui qui par son séminaire à Harvard en 1874 a introduit la méthode d'apprentissage personnel au travail historique dans nos universités américaines. Son *History of United States, 1801-1807*, en neuf volumes, reste la plus belle monographie de notre histoire nationale. L'histoire de France y a sa part pour la partie diplomatique, puisque c'est l'époque de notre achat du territoire de la Louisiane, si capitale pour notre expansion nationale au delà du Mississipi, et toute l'histoire diplomatique de cet épisode y est étudiée d'une façon vraiment magistrale, d'après les pièces d'archives. Son volume sur *Mont-Saint-Michel and Chartres* est un livre tout à fait curieux sur la civilisation française des XIIe et XIIIe siècles, et s'il est peut-être vrai, comme on a dit, qu'il y a là dedans plus de Henry Adams que de moyen âge, ce sont les impressions d'un esprit qui n'est pas le premier venu dans ce monde lointain qu'il fait revivre devant ses amis. Et son autobiographie posthume, *Education of Henry Adams*, publiée cet hiver, où il oppose la multiplicité toujours croissante du XXe siècle à l'unité quelque peu artificielle du XIIIe, est le plus beau livre du causeur fin et délicat que fut cet historien dépaysé.

Dans l'œuvre de ces écrivains, on voit, sans doute, trop peu d'histoire de France, mais il faut souligner comment Adams, en partant de l'histoire de son pays natal de la Nouvelle Angleterre, a été amené à traiter d'abord des relations diplomatiques des États-Unis et de la France, et finalement de la civilisation même de cette France qui est devenue son pays de prédilection. Pour lui, comme pour Parkman et Mahan, l'histoire de l'Amérique a conduit fatalement à l'histoire de la France. Nos grands historiens nationaux des derniers cinquante ans sont devenus plus ou moins des historiens de la France. Parmi les écrivains de premier rang, une seule exception pourrait être citée : celle de M. James Ford Rhodes, l'historien sobre et impartial de la période difficile de notre guerre civile et de la reconstruction qui y a succédé, 1850-1876. C'est une exception seulement d'apparence, car l'on sait que, cette histoire finie, M. Rhodes a longuement médité une histoire de la Révolution française, y renonçant finalement pour des raisons d'âge et de santé.

Si nous faisions un tableau complet des historiens de notre vie nationale, il faudrait tenir compte aussi des œuvres historiques de deux hommes d'État de premier ordre : Théodore Roosevelt, dont les quatre volumes sur notre expansion à l'intérieur (*The Winning of the West*) ont saisi sur le vif l'esprit de nos pionniers de l'Ouest ; et le Président Wilson, auteur d'une célèbre histoire générale des États-Unis qu'on met en ce moment à la disposition du public français. Mais ils appartiennent, ceux-là, à l'histoire encore plus qu'à l'historiographie, et c'est par leurs actes mêmes plutôt que par leurs livres qu'ils ont lié l'Amérique et la France.

En ce qui concerne l'histoire de France proprement dite, cette dernière époque n'est pas très riche. Elle ne se fait remarquer ni par le mérite littéraire d'un Irving ni par la distinction personnelle d'un Mahan ou d'un Adams. On peut citer, comme caractéristiques de cette période, les ouvrages du docteur Henry M. Baird sur le protestantisme français à l'époque des guerres de religion ; les livres assez populaires de James Breck Perkins sur Richelieu, Louis XIV et la Régence ; le tableau sommaire de l'ancien régime d'Edward Lowell ; la vie de madame Roland par miss Ida Tar-

bell; les études napoléoniennes de John C. Ropes. Pour le moyen âge on a une bonne biographie de Jeanne d'Arc par le juge Francis Lowell; les trois volumes de James Foster Kirk sur Charles le Téméraire, et la *Gothic Architecture*, de M. Charles H. Moore. Pour la civilisation contemporaine, il ne faut pas oublier les appréciations sympathiques de M. W. C. Brownell, *French Traits*, et de mon collègue M. Barrett Wendell, *The France of To-day* (traduit en français). Ce sont pour la plupart des ouvrages d'auteurs pour lesquels l'histoire fut une distraction plutôt qu'une vocation.

Toutefois, pendant cette même époque, les États-Unis ont produit en fait d'histoire générale un érudit de renommée mondiale, Henry Charles Lea. Quoique aucun de ses livres ne porte le mot France en titre, l'histoire de France y tient beaucoup de place. Si de ses quinze volumes d'histoire et d'institutions ecclésiastiques on extrayait ce qui se rapporte aux choses françaises, on trouverait de quoi faire quelques volumes substantiels d'histoire de France.

Né à Philadelphie en 1820, Lea a passé sa vie dans cette ville paisible. Jusqu'à l'âge de soixante ans il s'est occupé des affaires de la grande librairie Lea, de laquelle il se retira finalement afin de suivre sans distractions ses études de prédilection. Il n'a visité l'Europe qu'une seule fois, et cela tout jeune, faisant la traversée sur un voilier, mais il y a fait fouiller pendant des années les archives et les manuscrits d'où il tirait d'immenses masses de copies pour sa bibliothèque personnelle. Il se méfiait, et même trop, des travaux des autres, se rapportant systématiquement aux textes originaux, dont il faisait lui-même la critique et la mise en œuvre. C'était la méthode saine et sûre d'un homme d'affaires expérimenté, type bien caractéristique de l'époque pré-académique de nos études historiques.

Autodidacte, travailleur, méthodique, Lea a eu le bonheur d'un demi-siècle d'études calmes et fructueuses. En fait de sujets, il a abordé volontiers les plus difficiles — les lois barbares et le droit coutumier, l'histoire de la pénitence et des indulgences, l'inquisition du moyen âge, l'inquisition espagnole, etc. En ce qui concerne la France, on trouve chez lui des

détails précieux sur la procédure du moyen âge, sur les Albigeois, l'inquisition dans le Midi, l'affaire des Templiers, par exemple, où il a été le premier à voir clair et à faire ressortir le vrai caractère juridique de ses péripéties sournoises. Il a dû, naturellement, traiter mainte question délicate et épineuse, et il n'a pas évité quelques reproches de la part de quelques érudits catholiques comme Monseigneur Baumgarten. Mais il n'a pas fait de polémique, et un critique impartial a fini par déclarer que son *Inquisition du moyen âge* (traduite en français et en allemand) était « l'histoire de l'Inquisition la plus étendue, la plus profonde et la plus fouillée que nous possédions ». En fin de compte, on est d'accord pour reconnaître qu'il a augmenté de beaucoup le corps de vérités historiques admises par tout le monde éclairé. Pour un érudit ce n'est pas le moindre des titres.

Avec la mort de Lea en 1909, nous sommes déjà bien avancés dans l'époque des spécialistes. Lui-même m'a écrit, au moment de sa présidence de l'*American Historical Association*, qu'il regardait avec beaucoup de satisfaction la nouvelle génération d'historiens, qui se donnaient le secours et l'encouragement mutuels qui lui avaient fait défaut pendant sa jeunesse. Quoique travailleur isolé, il a très bien compris que la spécialisation entraîne forcément la collaboration, et que c'est seulemeut par la subdivision et la coordination du travail que les études historiques ont pu faire de si grands progrès de nos jours. Cette collaboration se réalise surtout par l'intermédiaire des universités et des sociétés savantes, de sorte que le mouvement de spécialisation est avant tout un mouvement académique.

Comment les études historiques sont venues s'installer dans nos universités vers 1875, et comment elles se sont développées depuis, c'est une affaire d'un intérêt plutôt local et qui n'offre peut-être rien de très caractéristique. Comme résultat de cette expansion rapide, on peut dire qu'une quinzaine de nos universités ont des facultés historiques importantes, et que les facilités pour l'étude de l'histoire de l'Europe sont dans quelques-unes déjà considérables[1].

1. *La Revue de synthèse historique* publie en ce moment un aperçu des travaux américains sur l'histoire de France, surtout pendant l'époque « académique ». J'y donne quelques détails sur le moyen âge.

Je prendrai seulement à titre d'exemple ma propre université de Harvard. En dehors des cours généraux où l'histoire de France figure largement, on trouve des cours sur la France au moyen âge, sur l'ancien régime, sur la Révolution et l'Empire. Dans les cours de méthode historique et des sicences auxiliaires on se base particulièrement sur les livres des maîtres français, MM. Langlois, Seignobos, Ciry, Cagnat et Prou. Dans les cours pratiques on étudie chaque année un chroniqueur français du moyen âge et un problème d'histoire diplomatique française, ce dernier cours étant fait par le professeur Coolidge, professeur d'échange à la Sorbonne il y a quelques années. Notre bibliothèque universitaire possède la plupart des grandes collections relatives à l'histoire de France — les *corpus* de textes, une centaine de revues locales, les publications des sociétés de province, la collection complète des inventaires des archives départementales. Parmi nos publications universitaires se trouvent une série historique et une série économique (*Harvard Historical Studies*, *Harvard Economic Studies*) destinées aux travaux des professeurs et des étudiants. J'y relève notamment un volume sur le régime seigneurial au Canada, un sur le commerce du blé en France sous l'ancien régime, un sur les institutions normandes au moyen âge. On a sous presse un volume sur Robert Courtheuse, duc de Normandie ; on en prépare un autre sur les origines de la grande industrie en France au XIXe siècle. Un système de bourses de voyage bien dotées permet aux élèves sérieux de poursuivre leurs recherches en France et ailleurs, et pour ceux qui restent chez nous l'échange avec les universités françaises donne l'occasion d'entendre des professeurs de vos facultés, dont le premier en date fut précisément un professeur d'histoire de la Sorbonne, M. Charles Diehl.

Si je parle ainsi de Harvard, ce n'est pas pour passer sous silence l'organisation des études historiques dans d'autres universités que je connais moins intimement. Il faut surtout citer Columbia University dont la section historique va être si dignement représentée par le professeur James Shotwell[1], qui s'intéresse tout particulièrement aux choses françaises ;

1. Les conférences *Louis Liard* faites en Sorbonne dans le printemps de 1919.

c'est à Columbia que le professeur Sloane a écrit un gros livre sur Napoléon et une étude plus spéciale sur la politique religieuse de la Révolution ; c'est là que son successeur, le professeur Charles Downer Hazen, étudie spécialement le développement du régime républicain en France, pour faire suite à son volume sur l'opinion aux États-Unis à l'époque de la Révolution, et à ses livres plus généraux sur la Révolution et sur l'Alsace-Lorraine.

Il faudrait aussi parler de Yale, où M. George Burton Adams a écrit notre meilleur abrégé de l'histoire de France, où M. Williston Walker a publié une belle thèse sur Philippe Auguste et une bonne biographie de Jean Calvin, M. Stewart Mims un bon livre sur la politique de Colbert aux Antilles, M. Kingsley Porter des livres remarquables sur l'architecture du moyen âge. Il ne faut pas oublier non plus Princeton, où M. Paul Van Dyke, bien connu à Paris, poursuit ses études sur Catherine de Médicis, et où M. Dana Munro se distingue par ses recherches sur les Croisades ; ni Cornell, où depuis la fondation de l'université la Révolution française a été étudiée d'une façon toute spéciale par Andrew D. White et ses successeurs.

On remarque aussi la monographie de miss Eloïse Ellery, de Vassar College, sur Jean Paul Brissot, et la collection de documents constitutionnels français du professeur Frank Anderson de Dartmouth College.

Dans l'Ouest, il faut signaler l'université de Nebraska, où le professeur Fred Morrow Fling prépare depuis bien des années sa biographie fondamentale de Mirabeau et dirige des études spéciales sur la Révolution ; et l'université de Chicago, connue surtout pour les travaux du professeur James Westfall Thompson sur le moyen âge français et les guerres de religion. Il faut même aller jusqu'au Texas, où le professeur Marsh a fait une thèse sur les institutions municipales en Gascogne, et jusqu'en Californie, où M. Paetow poursuit ses recherches sur les universités françaises du moyen âge. Il faut noter particulièrement l'œuvre des grandes sociétés historiques de l'Ouest, notamment celle d'Illinois, où M. Alvord publie les documents de l'occupation française de Kaskaskia et Vincennes ; et celles de Wisconsin, où on a réuni les manuscrits sur le commerce français des fourrures,

dont ce pays a formé en quelque sorte le centre, et où le directeur de la société, le regretté Reuben Gold Thwaites, a préparé une édition monumentale en soixante-treize volumes des *Relations* des pères jésuites du Canada français.

Il conviendrait aussi de faire mention de notre société historique nationale, l'*American Historical Association*, du bureau de laquelle l'ambassadeur français, M. Jusserand, est un des principaux membres. Elle a publié la correspondance diplomatique des premiers envoyés français en Amérique, Genet et Mangourit, et sa revue, l'*American Historical Review*, contient bon nombre d'articles sur des sujets français. Son secrétaire, M. Waldo Leland, prépare depuis longtemps un inventaire détaillé des matériaux manuscrits en France, qui se rapportent à notre histoire nationale.

A ce tableau, à la fois trop sommaire et trop étendu, il faut ajouter que tout n'est pas couleur de rose dans nos études historiques à l'heure qu'il est. Il y manque toujours de grands livres de premier ordre sur l'histoire européenne. Nous avons cinq ou six petits manuels de la Révolution française, mais aucun gros livre. Il nous manque également une bonne histoire générale de la France. Nous n'avons produit aucune étude approfondie sur la démocratie française, qui fasse pendant au traité classique de Tocqueville sur *la Démocratie en Amérique*. Aucun de nos livres d'histoire militaire ne peut égaler l'histoire de notre guerre civile par le Comte de Paris. Nos professeurs, plus surchargés de cours que leurs collègues français, n'ont pas un loisir suffisant pour leurs travaux personnels. Ce qui est pire, ils n'emploient pas toujours le loisir qui leur reste à faire des recherches spéciales ou des travaux d'ensemble, mais beaucoup d'entre eux s'occupent plutôt de la préparation de ces précis scolaires qui fourmillent aux États-Unis, grâce à la concurrence effrénée des nombreuses maisons d'édition dont chacune ambitionne une série complète de manuels historiques. Nos bibliothèques universitaires sont souvent très insuffisantes en ce qui concerne non seulement le vieux fonds d'histoire ecclésiastique et provinciale, mais même les grandes collections modernes de documents et de publications savantes.

Quant aux étudiants, il leur manque très souvent un bon

fonds classique, aussi bien qu'une connaissance suffisante des langues vivantes. Ce qui leur fait défaut aussi c'est le vrai sentiment du passé, surtout de ce passé lointain qu'on ressent instinctivement au pays des châteaux et des cathédrales. Un ami qui revient de Palestine me raconte l'histoire d'un jeune soldat qui est entré à Bethléem avec l'armée anglaise. « Nous avons, dit le soldat, éteint une lumière qui brillait dans une église depuis mille ans. C'était amusant comme tout », *it was great fun!* Il n'était pas Américain, celui-là, mais il aurait pu l'être, car dans nos démocraties nouvelles il y a bien des gens qui ont un sens très faible du passé. Et même ceux qui l'ont ont grand besoin de l'approfondir et de le préciser en Europe. Ce qu'il faut surtout à nos étudiants américains, c'est la connaissance de la France elle-même, de sa littérature, de sa vie, de ses traditions, de ses monuments et de son sol même, lié si intimement à l'évolution du pays et à sa civilisation actuelle.

Tout cela s'acquiert seulement en France. Nous faisons notre possible pour former chez nous l'esprit de nos élèves et pour les initier au travail historique. On pourrait même dire que, du moins pour la grande majorité, on fait mieux de commencer son apprentissage chez soi; mais nous reconnaissons volontiers que cela ne suffit pas. C'est en France que se trouvent les archives, les manuscrits et les musées; c'est là seulement qu'on peut pénétrer l'esprit même du pays et arriver à connaître un peu le vrai caractère du peuple français, si souvent méconnu par les esprits superficiels. C'est en France, c'est surtout à Paris, à la Sorbonne et dans les écoles voisines et associées, que les futurs historiens américains de la France devront compléter leur éducation.

Heureusement, et dès avant la guerre, un fort courant d'étudiants se dirigeait vers la France. Ce courant va s'augmenter surtout d'étudiants mûrs et sachant bien ce qu'ils ont à faire. Nous étions fort peu nombreux à Paris, nous autres Américains, en 1895, au moment où la création du doctorat d'université a déterminé un plus grand afflux d'étudiants étrangers. Ils sont en assez grand nombre, nos successeurs, les deux mille étudiants américains de la Sor-

bonne, et il y a grande chance que parmi eux se trouvent précisément quelques historiens futurs.

Au moins auront-ils un avantage sur leurs prédécesseurs. Je parlais tout à l'heure de l'éloignement qui s'était produit entre les États-Unis et la France depuis le commencement du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Cette séparation a affaibli chez nous le sentiment historique à l'égard de la France. Les vieux noms de lieux français étaient devenus des noms morts. Par exemple, mon père est né près d'un village qui s'appelle Frenchtown ; je suis né aux bords d'une rivière qui s'appelle French Creek ; mes enfants passent l'été sur Frenchman's Bay, en face du Mont Désert ; mais aucun de ces noms-là ne traduit pour les gens de ce pays un souvenir français. Tout notre sentiment historique, toutes nos traditions relatives au droit et aux institutions, aussi bien que celles de langue et de littérature, se sont tournées vers l'Angleterre. L'histoire d'Angleterre paraissait, comme quelqu'un l'a dit, tout simplement une époque plus reculée de notre histoire nationale. La France était, il est vrai, la patrie de tout le monde, mais elle n'était pas spécialement la nôtre. C'était un grand beau pays, mais loin, très loin, de la masse de nos populations.

Tout cela la guerre l'a changé et l'a changé vraiment. Tout en resserrant les liens qui nous rattachent aux pays britanniques, elle en a créé de nouveaux qui nous unissent étroitement à la France. Se battant côte à côte, les Alliés ont gagné la victoire commune, et ils vont garantir ensemble une paix qui sera juste et, on l'espère, durable. Dès notre entrée en guerre, l'histoire de France est devenue aussi notre histoire à nous. Pour ressentir la tradition qui nous unit, nous n'avons plus besoin de remonter au XVIIIe siècle. La tradition commune est ici même, vivante et forte et fortifiante, dans l'histoire de ces derniers mois.

On peut dire également que la terre de la France est devenue, elle aussi, un peu la nôtre. Vous connaissez peut-être le sonnet de Rupert Brooke, mort à l'armée anglaise et enterré dans l'île de Scyros, dans la mer Égée :

> There is some corner of a foreign field
> That is forever England.

Eh bien, nous ausssi, nous avons nos coins de terre lointaine, près de Château-Thierry, à Saint-Mihiel, et dans ce pays que le maréchal Foch appelle « la rude région de l'Argonne ». Ces petits cimetières américains — j'en ai vu autour du bois de Belleau et ailleurs — deviennent déjà des lieux saints de pèlerinage pour des milliers de mes compatriotes. Ce n'est plus une terre étrangère, c'est notre terre à nous, prise sur l'ennemi par nos soldats et consacrée par leurs derniers sacrifices. Le respect de nos morts, la piété nationale nous unissent pour toujours au sol même de la France.

Mais, si nous sommes fiers de pouvoir nous associer ainsi à l'histoire de France, à ses souvenirs les plus glorieux, nous nous rendons bien compte que nous y sommes pour bien peu de chose auprès des Français eux-mêmes. C'est la France, comme l'a dit le Président Wilson, qui a été l'avant-garde de la liberté ; c'est la France qui aura le droit d'écrire les plus beaux chapitres de cette histoire générale de la liberté que l'historien anglais, Lord Acton, a appelée le plus beau thème qu'on puisse imaginer. Dans cette grande histoire, nous ne réclamons pour nous que quelques pages, contents d'être nous aussi un peuple libre qui a contribué, avec les pays associés, à faire triompher la liberté et la justice. Ces pages-là de notre histoire ne sont pas dépourvues d'intérêt pour la France, et nous souhaitons vivement que des historiens français viennent en plus grand nombre s'occuper de l'histoire américaine, pour faire suite aux Tocqueville, aux Comtes de Paris, aux Doniol, aux Margry, qui y ont déjà apporté de si belles contributions. Si ce sont des Français qui doivent écrire la meilleure histoire de nos campagnes militaires et la meilleure étude de la démocratie en Amérique au xxe siècle, l'histoire se répétera, ce qu'elle ne fait que très rarement. L'histoire américaine en France fera ainsi pendant à l'histoire de France aux États-Unis, tandis que les deux peuples marchent vers le même idéal de liberté et de justice universelles.

C.-H. HASKINS

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

L'AME EN FOLIE[1]

PIÈCE EN TROIS ACTES

ACTE TROISIÈME

L'atelier tel qu'il a été décrit pendant le premier acte. Il n'y a pas de fenêtre. La lumière est donnée par un grand vitrage qui sert de plafond.

SCÈNE PREMIÈRE

BLANCHE, MÉLANIE.

L'atelier est désert. Une toile épaisse, tirée sur le vitrage, intercepte la lumière. On distingue à peine. Entrent Blanche et Mélanie, munies, l'une et l'autre, d'instruments de nettoyage : torchons, balais, plumeau, écuelle remplie d'eau où flotte une éponge. Mélanie a les bras nus et sa maîtresse, de son côté, s'est équipée pour le travail en s'affublant d'un tablier bleu. Tout en se débarrassant des objets qu'elles portent, elles se mettent à causer.

BLANCHE.

Tire la toile du vitrage, Mélanie, on n'y voit goutte... (*Pendant que Mélanie exécute son ordre.*) Je suis effrayée de

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier et du 1er février 1920.

la poussière que nous allons trouver... Depuis des années qu'on n'est entré ici...

MÉLANIE, *inspectant l'appartement.*

Eh bien, non, ce n'est pas ce qu'on croirait... (*Elle passe un doigt sur un meuble, puis examine s'il est gris de poussière.*) Non, ma foi... (*Montrant sa main.*) Voyez, on ne ramène rien... Du moment que c'était soigneusement fermé, d'où est-ce que la poussière serait venue?

BLANCHE.

Oui, un coup de torchon suffira... Mettons-nous-y tout de suite. Pour une fois que ce taudis verra du monde, il faut au moins qu'on n'y trouve pas de crasse...

MÉLANIE, *avant de se mettre à l'ouvrage, à présent qu'on y voit plus clair, jette sur la salle un coup d'œil d'ensemble.*

Ça fait drôle d'être ici !... Pour la première fois que j'y viens, je ne m'attendais pas à une chose pareille ! (*En arrêt devant le squelette.*) Oh! madame !... (*Les yeux grands ouverts, elle montre du doigt l'objet.*)

BLANCHE.

Eh bien, quoi!... C'est le défunt dont tu m'as souvent entendue parler...

MÉLANIE.

Oh ! ce qu'il est défraîchi !... Le bocal dans lequel on l'a conservé était mal bouché !... Celui-là peut bien se débarbouiller tout seul... Je ne le toucherai pas du bout du doigt.

BLANCHE.

On ne te le demande pas non plus... Il nous reste assez à frotter sans lui... (*Tout en parlant, elle commence à nettoyer.*)

MÉLANIE, *époussetant d'une main experte.*

Quel malheur, pourtant, qu'une grande pièce comme celle-ci ne soit qu'une salle de danse pour les souris et les rats !

BLANCHE.

Du temps de mon père, on s'y tenait continuellement.

MÉLANIE.

Avec ce mort?...

BLANCHE.

Pendu comme le voilà, il a entendu des bêtises dont il ne se doutait pas de son vivant... Les peintres, tu sais...

Entre Justin.

SCÈNE II

BLANCHE, MÉLANIE, JUSTIN.

JUSTIN.

Je t'annonce monsieur le curé.

BLANCHE.

Oui, je lui ai fait dire de passer chez nous... Est-ce qu'il est dans la salle du bas?

JUSTIN.

Je l'ai aperçu qui traversait le jardin et je viens te prévenir.

BLANCHE.

Mélanie, va donc lui dire qu'on l'attend ici. Emporte en même temps tout ce matériel de nettoyage.

MÉLANIE.

Bien, madame. (*Elle sort chargée des ustensiles.*)

SCÈNE III

BLANCHE, JUSTIN.

JUSTIN.

Je reviens d'une grande promenade avec Rosa... Elle a revu les coins où nous avons autrefois vagabondé ensemble... Je me sentais rajeuni, elle paraissait contente.....

BLANCHE.

Pourquoi n'est-elle pas montée avec toi?

JUSTIN.

Elle a eu chaud... En ce moment elle change de linge... Quant à Fleutet, il s'était retiré chez lui... Je ne l'ai pas revu.

BLANCHE.

Il a eu ce qu'il voulait... Il se repose...

JUSTIN, *riant.*

Sur ses lauriers... Et ce curé?... Il n'arrive pas !

BLANCHE.

Au lieu de venir droit à la maison, il reste toujours un temps infini à bavarder avec les ouvriers. Aujourd'hui surtout qu'il arrive le bec enfariné du bel enterrement que lui a promis le docteur, je parie qu'il questionne le jardinier pour savoir si nos gens sont d'avis que je suis au bout de mon rouleau... Ma foi, je vais lui raconter que je suis guérie, remise à neuf... Ce sera un gros mensonge, car depuis le déjeuner mon cœur saute comme si j'avais couru.

JUSTIN.

Tu es étonnante !... Tu grimpes les escaliers, tu fais la chasse à la poussière, et tu te plains de souffler un peu !

BLANCHE.

En tout cas, devant le curé, je me féliciterai, et tu verras s'allonger sa mine.

JUSTIN.

Si tu es pressée de t'offrir ce spectacle, tu ferais mieux d'aller le recevoir en bas.

BLANCHE.

Non... J'ai un conseil à lui demander ici même. (*On frappe à la porte.*) Enfin le voilà !... (*Élevant la voix.*) Entrez !... (*Apparaît un prêtre très vieux, tout blanc de cheveux, la taille courte, ramassée et dodue.*)

SCÈNE IV

BLANCHE, JUSTIN, LE CURÉ.

LE CURÉ, *saluant.*

Monsieur Riolle, j'ai bien l'honneur... (*Poignée de mains.*) Je vous salue, madame... La santé se remet, à ce qu'il paraît?...

BLANCHE, *avec un sincère accent de triomphe.*

Monsieur le curé, vous êtes un mauvais emballeur... La dernière fois que nous nous sommes vus, vous m'avez soigneusement expédiée dans l'autre monde... Eh bien, vous étiez à peine hors de la chambre que j'allais déjà mieux, et vous me retrouvez aussi guillerette qu'à quinze ans...

LE CURÉ, *riant.*

Vous avez une façon de remercier les gens en les insultant... Mauvais emballeur !... Comment, je viens marmotter mes prières sur une pauvre femme qui n'en peut plus, et instantanément la voilà guérie !...

JUSTIN.

Vous avez tout bonnement accompli un miracle.

LE CURÉ, *souriant.*

Pour dire la vérité, on m'a aidé... J'ai fait faire une neuvaine aux enfants du catéchisme pour la santé de madame Riolle, et celui qui a dit : « Laissez venir à moi les petits... » s'est laissé toucher.

BLANCHE, *très émue.*

Ah ! je ne m'attendais pas !... C'est trop de bonté pour ce que je vaux...

LE CURÉ.

Mon devoir, au contraire, est de secourir ma fidèle paroissienne... Je vous ai fait faire la première communion, j'ai béni votre mariage...

JUSTIN, *riant.*

Et vous reculez devant l'enterrement !...

BLANCHE.

Tais-toi, vilain sans-cœur !... Monsieur le curé, dimanche, en allant à la messe, je déposerai chez vous des tartes aux pruneaux pour les enfants du catéchisme.

LE CURÉ.

Ils ne les auront pas volées, parce que je vous assure qu'ils ont exactement prié pour madame Riolle... (*Regardant autour de lui.*) Voilà des siècles que vous n'aviez pas ouvert ce local... Pour mon compte, je n'y suis pas entré depuis votre noce.

BLANCHE.

On n'y est plus venu à partir du moment où mon père a cessé de dessiner... Vous voyez, il est resté tel que vous l'aviez connu...

LE CURÉ.

Heureusement, parce que c'est comme un petit musée... (*Examinant autour de lui.*) Je reconnais l'armoire antique que votre père avait achetée aux demoiselles Plassiard... pas cher, même pour l'époque... Soixante francs, si ma mémoire ne me trompe pas... (*Apercevant le squelette.*) Tiens, vous avez tenu à conserver ça?...

BLANCHE.

Justement, c'est de ce mort que je désirais vous parler... Pendant ma maladie, il est plusieurs fois descendu dans ma chambre; je l'ai vu, comme je vous vois, debout auprès de mon lit... Si vous croyez que c'est agréable !...

JUSTIN, *riant.*

Il est surtout fâcheux d'avoir quarante degrés de température...

BLANCHE.

J'avais le délire, je ne dis pas le contraire, mais le délire peut recommencer et lui en profiterait pour me tourmenter de nouveau. Aussi me ferez-vous bien plaisir, monsieur le curé, en l'enterrant pieusement dans un coin du cimetière, après avoir célébré la messe pour le repos de son âme.

LE CURÉ.

Ce que vous demandez là est impossible !

BLANCHE.

Pourquoi donc?

JUSTIN, *toujours pressé de tout expliquer.*

Monsieur le curé a des scrupules... On ne le connaît pas, ce mort... Peut-être était-ce un protestant... peut-être un suicidé...

BLANCHE.

Quelle horreur !...

JUSTIN.

Il est interdit aux prêtres d'admettre en terre bénite les restes de ces gens-là...

LE CURÉ.

Ce n'est pas ma raison... Dans le doute, je suis autorisé à choisir l'interprétation la plus favorable au défunt, et à le présumer catholique. Mais dans le cas présent, il n'y a pas doute... Le squelette que voilà n'est ni catholique, ni protestant, ni suicidé... Ce n'est rien !...

JUSTIN.

Il n'avait pas de religion?... Vous l'avez donc connu?...

LE CURÉ.

Comment aurais-je pu le connaître?... Il n'a pas existé... Vous n'avez pas devant vous les restes d'un mort sérieux... Cela n'a jamais été une personne et n'a jamais porté de nom...

JUSTIN.

Sacrebleu !... ce sont de vrais os, pourtant !... Expliquez-vous, curé !

LE CURÉ, *qui ne désire que cela.*

Je me trouvais un jour dans cet atelier avec le prédécesseur de notre médecin actuel...

JUSTIN.

Le père Dauphin... J'ai été son ami... Un homme instruit...

LE CURÉ.

Je vois encore la scène comme si cela datait d'hier... Il faisait très chaud... Nous buvions de la bière, votre beau-père, Dauphin et moi... Tout à coup Dauphin qui, depuis un instant, guignait le squelette, se lève, va le décrocher, le prend sur ses genoux comme un gros polichinelle, et l'examine longtemps. Enfin, il part d'un grand éclat de rire et dit à votre beau-père : « Votre squelette est une attrape. Vous vous êtes fait rouler... Je pourrais vous indiquer la maison du Quartier latin qui a la spécialité de ces sortes de contrefaçons. » Naturellement, votre beau-père s'est écrié, comme vous tout à l'heure : « Ce sont de vrais os, pourtant ! »

JUSTIN.

Et qu'a dit le père Dauphin?

LE CURÉ.

Il a ri de plus belle... — Vous vous rappelez, il avait le caractère très gai, — et il a repris : « Oui, les os sont vrais, mais ils sont associés dans un squelette de fantaisie par un

industriel qui les achète aux carabins, les assortit, les monte sur fil de laiton et produit un bonhomme très présentable, à l'enfantement duquel au moins dix mères ont participé... Regardez-moi ces deux jambes... Je garantis que de leur vivant elles n'ont jamais rempli le même pantalon... Et ce bassin... et ces côtes... sont-ils assez surpris d'être enrôlés dans le même corps !... » (*Tout en discourant, le curé, pour mieux imiter le père Dauphin, s'est approché du squelette, et, sur place, achève la démonstration.*) « Ah ! voici qui est particulier !... — C'est toujours Dauphin qui parle — voyez, on distingue nettement, au milieu du cou, une vertèbre de transition qui a été cueillie sur un corps moins volumineux que celui auquel appartenait la colonne vertébrale, et cependant plus fort que celui dont proviennent la tête et le reste du cou. C'est vraiment bien arrangé et il faut être de la partie pour s'en apercevoir... » (*Revenant vers ses auditeurs.*) Il riait, le brave Dauphin, et moi-même je me faisais du bon sang, car je n'aurais jamais imaginé qu'on pût fabriquer un bibelot de ce genre-là.

BLANCHE.

A présent, je comprends pourquoi mon père appelait son squelette un imposteur.

JUSTIN.

L'appeler imposteur ! Quelle injustice ! Mais ce squelette incohérent est le plus fidèle emblème de l'homme qu'on puisse imaginer !... Sa composition bizarre est l'image exacte de la mienne, de la tienne, de la vôtre, car la nature en nous bourrant d'hérédités baroques enseignait le métier de truqueur à votre industriel du Quartier latin.

BLANCHE.

Au lieu de l'écouter, dites-moi, monsieur le curé, sous quel prétexte vous refusez à ce mort une place au cimetière.

LE CURÉ.

Réfléchissez donc, madame ! Puisqu'il n'a rien été, le tombeau où on le mettrait serait un tombeau vide.

JUSTIN.

Je vous attendais là !... Que de fois je vous ai vu officier autour de catafalques sous lesquels il n'y avait rien...

LE CURÉ.

Au catafalque désert correspondait une tombe habitée... J'appelais la miséricorde de Dieu sur une personne défunte. Or ici, pas la moindre personne, c'est de toute évidence.

JUSTIN.

Vous allez un peu vite... D'après vous, qu'est-ce qui constitue la personne?

LE CURÉ.

La conscience d'être une créature indépendante, maîtresse d'agir suivant sa propre volonté... En un mot, la personne c'est une âme gouvernant un corps qui lui obéit.

JUSTIN.

Dans quelle partie du corps placez-vous le siège du gouvernement?

LE CURÉ.

On nous enseignait au séminaire que l'âme est également répartie dans tout le corps et en anime les moindres molécules...

JUSTIN.

Vous avouerez que si on coupe la cuisse à quelqu'un, on lui supprime une moindre portion d'âme que si on lui coupait la tête. Celle-ci est donc l'organe qui détermine la personne et notre squelette possède une tête plus que complète, puisqu'il s'y ajoute la moitié du cou... Dès lors pourquoi ne pas consentir à le traiter comme la dépouille d'une créature bien définie qu'on peut recommander à Dieu?

LE CURÉ.

Une petite question : est-ce avec la tête que l'homme fabrique sa descendance et transmet à ses enfants, non seulement ses caractères physiques, mais les qualités et les défauts de son âme?...

JUSTIN, *riant.*

Ah! sacré curé!... Si vous le prenez sur ce ton, nous en avons pour huit jours à discuter!... Voyons, sans se noyer dans le verre d'eau de la philosophie, ne pourrait-on pas, avec un peu de bonne volonté, délivrer ma femme de ce cauchemar? Supposons que vous soyez curé d'une commune sur le territoire de laquelle se trouve un ancien champ de bataille. On a décidé de réunir dans une seule tombe les restes de tous les combattants... Jamais le clergé n'a marchandé sa bénédiction au monument qui recouvrait cette masse anonyme. Le squelette que voici n'est, en somme, qu'un tas d'ossements qui jonchaient un champ de bataille où les maladies et les médecins font un horrible carnage et qu'on nomme l'hôpital... Hein, je crois que nous tenons la question par le bon bout?...

LE CURÉ.

Envisagée à ce point de vue, il est certain qu'elle prend une tournure plus orthodoxe... Allons, coupez tous les fils de manière à démolir ce macabre pantin, et je donnerai une sépulture chrétienne aux pauvres débris.

BLANCHE.

A quel jour fixons-nous l'enterrement?

LE CURÉ.

Demain, de bon matin, on creusera la fosse, et vers onze heures nous ferons une présentation à l'église, — tout ce qu'il y a de plus modeste comme cérémonie, — et puis l'inhumation...

BLANCHE.

Convenu.

JUSTIN, *riant.*

Et vous voyez une femme bien contente!...

LE CURÉ, *prenant son chapeau et s'approchant de Blanche.*

Madame, je vous dis au revoir... Vous avez de la visite en ce moment et il ne faut pas vous déranger plus longtemps...

BLANCHE.

J'espère que vous allez vous remettre à déjeuner chez nous tous les jeudis.

LE CURÉ.

Avec plaisir... Il faut respecter les vieux usages... (*Serrant la main de Justin.*) Alors à jeudi prochain, monsieur Riolle.

JUSTIN.

Je vous laisse aller seul, parce que, si je ne surveille pas ma femme, elle va se remettre à tout ranger...

LE CURÉ.

Je vous en prie... Le mari doit gouverner sa maison.

(*Il sort.*)

SCÈNE V

BLANCHE, JUSTIN.

JUSTIN.

Vois, ma vieille, combien tu avais tort de prendre notre pensionnaire au sérieux... Ce n'est rien !... Tu as entendu le curé... Rien !

BLANCHE.

Un rien qu'on voit et qu'on touche c'est beaucoup, puisque bien moins que cela, ce qui passe par la tête, suffit pour me bouleverser... Tu l'as vu ce matin...

JUSTIN, *cherchant.*

Qu'ai-je vu?... (*Subitement éclairé.*) Ah! ton emballement pour Fleutet.

BLANCHE.

Oui... J'en ai honte !... Cela me tient de plus en plus...

JUSTIN.

On ne s'en douterait pas... A table je n'ai pas surpris une seule fois ton regard fixé sur lui...

BLANCHE.

C'est que tes petits yeux malins me guettaient... Je sens que s'il me faisait signe, je le suivrais jusqu'au bout du monde...

JUSTIN.

Pas jusqu'au bout du jardin... Tu es de ces femmes qui, en pensée, sont intrépides, et qui, le moment de l'action venu, restent sages comme des images...

BLANCHE.

Sage avec lui !... Je ne pourrais pas...

JUSTIN, *riant.*

Admettons : tu serais folle... Supposition gratuite, car, pendant notre promenade, Rosa m'a dit qu'elle partait ce soir pour Paris avec monsieur Fleutet...

BLANCHE.

Ah ! quel bon débarras !... Cet homme ne sera pas plutôt hors de chez nous, que j'irai me confesser au curé.

JUSTIN.

Tu attendras bien jusqu'à demain...

BLANCHE.

Non !... Vois-tu que cette nuit mon cœur en compote s'arrête subitement, et que je paraisse devant Dieu avec un énorme péché mortel sur la conscience...

JUSTIN, *riant.*

La miséricorde du Tout-Puissant ne raterait pas une si magnifique occasion de se manifester...

BLANCHE.

Oh ! je sais bien que si tu étais Dieu, tu ne serais pas plus sévère pour moi que pour Riquette et Biquette, nos deux chèvres...

JUSTIN.

Tu crois donc que Dieu serait moins indulgent pour toi que pour nos chèvres?...

BLANCHE.

Stupide question!... Que le bouc soit blanc ou noir, Riquette et Biquette s'en moquent, pourvu qu'il soit bouc... Avec monsieur Fleutet, mon corps tout seul se réjouirait... Quant à mon âme, pour avoir permis à mon corps de se conduire à la manière des chèvres, elle aurait un rude compte à régler devant Dieu.

JUSTIN, *riant.*

Madame Riolle mettant son orgueil à rudoyer un corps qui la retient captive du règne animal, c'est toute l'histoire de la morale... Un spirituel Anglais se demandait, il y a deux cents ans, pourquoi nous avons tant de honte à laisser voir ce qui sert à donner la vie, au lieu que nous brandissons avec ostentation les instruments qui provoquent la mort. Comment ne s'apercevait-il pas que nos nudités évoquent le souvenir de cousinages dont on n'est pas fier, tandis que les armes, en supprimant le corps, font disparaître un témoin gênant?

BLANCHE.

As-tu bientôt fini de rire ainsi des cochonneries d'un Anglais?... Vraiment, je rage de voir que les idées de mon Justin sur l'amour sont les mêmes que celles d'un mâle à quatre pattes, méditant à l'écurie, le nez dans l'auge.

JUSTIN, *souriant.*

Mes idées, que tu prétends si bien connaître, laisse-moi te les dire. Souvent je me représente les premiers hommes, ceux qui disputaient aux ours l'abri des cavernes, et livraient des batailles encore plus tragiques à l'animalité intérieure. Je songe à ce que ces demi-brutes ont dû remporter d'obscures victoires avant d'installer dans leurs consciences à peine ébauchées les sentiments désormais inséparables de nos âmes. Ils ont transformé en amour filial la goinfrerie satisfaite du petit jouant avec la mamelle de sa mère. Mais

c'est dans leur façon d'ennoblir les fatalités du sexe qu'ils ont accompli des merveilles. Sous l'acte brutal qui les ramène au niveau de la bête, ils aperçoivent un jour la perpétuité de la vie, et l'éternité leur apparaît dans l'éclair d'un spasme. L'infini qu'ils avaient entrevu à l'horizon des mers et parmi les étoiles, ils le retrouvent au fond des yeux qu'allume le désir, si bien que le plus grossièrement matériel de nos actes leur enseigne une tendresse purifiée de toute préoccupation sensuelle et les élève jusqu'à un idéal presque divin. C'est le miracle humain qui se renouvelle chaque fois que nous aimons avec un parfait désintéressement, comme toi, par exemple, lorsque tu repousses avec horreur jusqu'à la pensée d'être infidèle à ton vieux sacripant de Justin, lequel, de son côté, te porte dans son cœur...

BLANCHE.

Le plus grand miracle c'est de parler si gentiment à une femme qui témoignait son amour en marmottant autour de toi des histoires de lessive, de basse-cour et de confitures...

JUSTIN.

Tu es une excellente épouse, qui sait se retourner dans sa cuisine : double trésor !...

BLANCHE.

L'excellente épouse n'a même pas su te procurer ce qu'un homme peut espérer avec sa cuisinière.

JUSTIN.

Ici je proteste : la maison est parfaitement tenue.

BLANCHE.

Malgré cela notre intérieur n'est pas agréable : tantôt je grogne, tantôt je boude...

JUSTIN, *souriant.*

Admettons que tu as quelquefois de bonnes raisons pour faire mauvaise figure.

BLANCHE.

Je devrais comprendre qu'une créature insignifiante ne saurait t'occuper toute la sainte journée... Car je suis insignifiante au point de ne pas compter pour une personne... Étais-tu mon mari pendant que je racontais ma passion pour un autre homme?... Pas du tout... Tu discutais ma folie aussi tranquillement que tu raisonnais sur ton livre... Est-ce que je suis une personne aux yeux de Rosa et de son amoureux?... Allons donc !... Pour eux, je ressemblais tellement à zéro que devant moi ils disent tout sans se gêner... Je n'ai même pas d'oreilles comme les murs, je n'existe pas !...

JUSTIN, *souriant.*

Ton ardeur à t'en plaindre prouve le contraire.

BLANCHE.

Rosa et lui, en voilà deux qui vivent !... Une de leurs minutes vaut dix de mes années !

JUSTIN, *riant.*

Évidemment, l'univers qui évolue en dehors de la haie de notre jardin enfonce joliment le petit monde que nous formons, toi, moi, et nos deux servantes.

BLANCHE.

Ne te range donc pas avec nous, toi le plus vivant et le plus compliqué de tous !... Va, tu as lâché une parole qui n'est pas tombée dans l'oreille d'une sourde, lorsque tu as raconté que, dans ta jeunesse, tu rentrais au pays tout bouillant des passions que tu apportais de Paris. Jamais, tu entends, jamais je ne m'étais doutée que tu étais capable d'avoir, comme tu as dit, le corps et l'âme embrasés à cause d'une femme... Est-ce juste, cela?... Il y a des filles qui ont connu avec toi les grands bonheurs de l'existence tandis que tu as fait l'innocent avec ta femme, ainsi que tu le faisais tout à l'heure avec le curé.

JUSTIN.

Que nous ayons passé notre temps à être bêtes, le curé, toi, moi et toute la paroisse je suis prêt à en convenir...

BLANCHE.

Tais-toi !... Es-tu à ta place, dans un désert, sans personne qui te comprenne, avec ton esprit?

JUSTIN.

Eh oui, parce que je suis un rêveur dont les jours se sont passés à construire des théories creuses...

BLANCHE.

A écouter les caquets d'une idiote...

JUSTIN.

Idiot moi-même, alors, car, à l'exception des moments où la frivolité de mon tempérament s'égratigne aux épines de ton caractère, nous nous entendons, en somme, à merveille.

BLANCHE.

Il y a un terrain, oui, sur lequel nous nous rencontrons, nous n'avons vécu ni l'un ni l'autre.

JUSTIN.

Dans un certain sens, tu as raison, car nous n'avons pas créé. Notre union a été stérile et mon intelligence n'a enfanté qu'un ouvrage mort-né. (*Long silence.*) A quoi pense Rosa?... Il était convenu qu'elle viendrait me rejoindre ici. Je vais la chercher.

BLANCHE.

Je vous attends. Reviens avec une lampe... Le jour baisse... (*Montrant le squelette.*) Par la même occasion, emporte-le... Ce sera autant de fait.

JUSTIN.

Je veux bien, mais je connais une gentille dame dont les beaux yeux vont pleurer.

BLANCHE.

Laquelle?

JUSTIN, *montrant le mannequin.*

Celle-ci, avec laquelle, depuis tant d'années, il vit dans une union... stérile aussi.

BLANCHE.

Tu as des idées... Oui, bien sûr, ce joli garçon va lui manquer... (*Palpant les draperies du mannequin.*) Dans ma jeunesse, ai-je tourné autour de la dame !... J'aidais à l'habiller... Elle était alors très élégante et changeait de costume pour chaque tableau. Je ne me rappelle pas bien ce qu'elle est censée représenter, telle que la voilà.

JUSTIN.

Une patricienne romaine... En dernier lieu elle a servi de modèle pour les deux tableaux qui se font pendant à droite et à gauche du vestibule, chez le cousin Mercier. L'un représente *le Bain de Messaline*, l'autre *la Mort de Lucrèce.*

BLANCHE.

De quoi donc Lucrèce est-elle morte?

JUSTIN.

D'avoir été violée...

BLANCHE, *avec une moue de dédain.*

Ne te fiche pas de moi.

JUSTIN.

Laisse-moi finir... Elle n'a pas voulu survivre à sa honte et s'est suicidée.

BLANCHE.

Et Messaline?

JUSTIN.

Celle-là se garait du viol d'une façon encore plus radicale : elle était le consentement même et, pour laver ses innombrables souillures, un simple bain suffisait. Espérons, du moins, que c'était là l'idée de ton père, ce serait sa seule excuse d'avoir été aussi pompier.

BLANCHE.

Dis donc, est-ce qu'il n'y a pas, dans cette armoire, des livres qui pourraient me renseigner sur les gens que papa mettait en peinture?

JUSTIN.

Voyons... (*Ouvrant l'armoire.*) Voici un vénérable dictionnaire historique.

BLANCHE.

Ces énormes volumes !... Je me sens essoufflée rien qu'à les regarder... Place-les-moi sur cette table.

JUSTIN, *disposant les livres à l'endroit indiqué.*

Tu as de quoi t'amuser pendant que je serai parti... (*Allant vers le squelette.*) Au tour de celui-ci, maintenant.

BLANCHE.

Oh ! quant à lui, on ne demande pas ce qu'il posait. On le voyait toujours enveloppé d'un suaire et brandissant une faux.

JUSTIN.

Oui, l'attirail classique. (*Pendant qu'il travaille à décrocher le squelette.*) Depuis que je connais son histoire, je ne peux pas m'empêcher d'avoir de la sympathie pour lui...

BLANCHE.

Lorsque tu remonteras n'oublie pas d'apporter le sirop calmant... Il me semble qu'une cuillerée me ferait du bien... Mon malaise ne fait qu'augmenter... Si j'allais avoir une nouvelle crise !

JUSTIN.

Ne te tracasse pas... Je vais me dépêcher... (*Au squelette en l'emportant.*) Allons, viens, vieux frère !... (*Il sort.*)

SCÈNE VI

BLANCHE, LE SQUELETTE

A peine seule, Blanche se met à feuilleter les volumes préparés par son mari, en prend un, et va s'asseoir dans un fauteuil pour y lire l'article qu'elle a choisi. Elle s'installe le dos à moitié tourné au public et faisant face à l'endroit du fond autrefois occupé par le squelette et encore habité par le mannequin. A présent elle s'applique à sa lecture, mais il fait très sombre. Elle a beau explorer le livre au peu de lumière qui filtre du vitrage, elle déchiffre de plus en plus péniblement. Elle se décourage et avec un geste de lassitude veut remettre le volume là où elle l'a pris. En vain elle essaye de se lever, elle retombe sur son siège, haletante, pliée en deux, le visage touchant presque le volume ouvert sur ses genoux. Enfin elle se redresse, la bouche ouverte pour aspirer l'air, et au même instant apparaît le squelette, debout à côté du mannequin, dans l'attitude qu'il gardait depuis des années. Blanche se frotte les yeux. Rêve-t-elle?... Mais non... C'est bien lui !

BLANCHE.

Encore toi, maraud, croquant, mauvais drôle !... Passe ton chemin... je ne suis plus malade...

LE SQUELETTE.

Blanche, ne mens pas... Le cœur s'arrête... Tu connais à présent la place où on te ramassera.

BLANCHE.

Possible que j'aie la fièvre, puisque je te vois... sans te voir, car tu es en bas dans la chambre de Justin.

LE SQUELETTE.

Je suis là où on ne m'attend pas... Rappelle-toi la parole que le curé répète si souvent en chaire : « Je viendrai comme un voleur. »

BLANCHE, *montrant le mannequin.*

Tu grillais de rejoindre cette gentille dame, ta bonne amie.

LE SQUELETTE.

Ma bonne amie, une poupée qui ne sait même pas si elle est Lucrèce ou Messaline !... une poupée pareille à toi !...

BLANCHE.

Je vaux toujours autant que toi qui n'es rien !...

LE SQUELETTE.

Rien !... Ma tête a été celle d'un grand savant.

BLANCHE.

Ma tête à moi est copiée sur celle de ma mère, une créature toute simple qui ne s'intéressait qu'au ménage.

LE SQUELETTE.

Mon échine formait le dos d'un assassin qu'on a guillotiné !

BLANCHE.

J'ai le sang de mon père, un artiste, qui changeait d'amour comme de chemise.

LE SQUELETTE.

Mon bras droit vient d'un prêtre et touchait l'hostie sacrée, mon bras gauche appartenait à un banquier.

BLANCHE.

Une de mes grand'mères était une femme très pieuse qui avait peur du diable... Elle voyait des revenants la nuit au bout des corridors... C'est avec ses yeux que je te vois, vieux bric-à-brac... Mon autre grand'mère s'amusait sur les tas de paille de la grange avec les garçons de ferme... Elle a fini dans une maison de fous... J'ai son...

LE SQUELETTE.

Tu as tout ce qu'il faut pour être une personne, car tes morceaux sont aussi mal assortis que les miens. Seulement, se démonter pièce à pièce comme tu le fais, sais-tu que c'est mourir?

BLANCHE.

Alors, je meurs?

LE SQUELETTE.

Tout simplement.

BLANCHE.

Quelle misère !... Arriver devant mon Créateur avec une âme en folie !

LE SQUELETTE.

Ton âme n'est plus en folie !

BLANCHE.

Tiens, c'est vrai !... Monsieur Fleutet ne m'ensorcelle plus... je cesse d'être cousine des bêtes.

LE SQUELETTE.

Enfin tu entres dans ta vraie famille.

BLANCHE.

Celle des anges, n'est-ce pas? qu'on ne peut pas nommer sans que Justin se fâche tout rouge.

LE SQUELETTE.

Pourquoi prétend-il qu'à l'heure de sa naissance la petite Rosa est montée d'un échelon au-dessus des animaux et ne comprend-il pas qu'en naissant à la vie éternelle, tu t'élèves d'un échelon au-dessus des gens? Oui, tu vas être un ange... On te prépare dans la Jérusalem céleste une entrée triomphale.

BLANCHE.

Mon Dieu ! qu'ai-je fait pour être reçue comme César, un de nos vieux rois qui avait conquis je ne sais quel pays?

LE SQUELETTE.

Est-ce que ton mari ne t'a pas félicitée d'avoir vaincu un monstre plus terrible qu'un ours au fond d'une caverne? Là-haut les saints crieront sur ton passage : « Gloire à Blanche Riolle qui a bravement lutté contre toutes ses petites misères féminines pour demeurer fidèle à son vieux sacripant de Justin !... Saluez notre souveraine éblouissante ! »

BLANCHE.

Hier, dans ma basse-cour, princesse des vaches et des veaux, ce soir reine éblouissante parmi les séraphins !... Et dire que ces merveilles sortent de ta vilaine bouche !... Merci tout de même du plaisir inouï que tu me donnes.

LE SQUELETTE, *avec un rire strident.*

L'idiote, pour la première fois de sa vie, éprouve une jouissance, et c'est par l'esprit !...

(*Il disparaît.*)

BLANCHE.

Où es-tu?... Je ne te vois plus !... Et j'ai si mal !... Je suis si seule !... Montre-toi donc !... Ta hideuse figure, c'était au moins quelqu'un... (*Elle se débat.*) J'étouffe !... Quelle torture !... de l'air !...

(*Un suprême effort pour se lever, puis elle retombe le front penché sur son livre ; un long frémissement parcourt son corps qui se pelotonne. se tasse et enfin ne bouge plus, assis dans le fauteuil.*)

SCÈNE VII

ROSA, MICHEL, *puis* JUSTIN.

Entrent Rosa et Michel. D'abord ils n'aperçoivent pas le corps de Blanche, caché par le haut dossier du siège.

ROSA.

Tante a manqué de patience !... Elle est partie sans nous attendre.

MICHEL.

Et nous pouvons nous embrasser tout à notre aise pendant que l'oncle se débarrasse de son hideux pantin. (*Il l'enlace tendrement.*)

ROSA.

Laisse-moi, grand fou !... Puisque ce soir nous partons ensemble, tu auras le temps là-bas... (*Non sans avoir essuyé quelques baisers, elle se dégage et, dans sa fuite, contourne le fauteuil de la morte qu'elle aperçoit.*) Tante !... Elle écoutait !... (*Élevant la voix.*) Tante !... Tante !... Elle ne bouge pas... Dort-elle?... Oh! ces yeux fixes !...

MICHEL, *penché sur le visage de Blanche.*

Mais je crois que.. Elle est morte !...

(*Justin, portant une lampe allumée, entre à temps pour entendre les derniers mots.*)

JUSTIN.

Qu'est-ce que vous dites?... Ma femme?...

(*Il éclaire en plein le visage de Blanche*).

ROSA.

J'ai peur que ce soit fini... Voyez...

(*Elle pose doucement la main sur la tête immobile, pour montrer qu'aucun contact ne la réveillera plus.*)

JUSTIN.

Le docteur m'avait prévenu qu'elle passerait ainsi... Pauvre vieille amie !...

ROSA.

Morte un livre à la main. (*Réprimant un demi-sourire.*) Cela ui ressemble si peu !...

JUSTIN.

Son doigt indique encore la page qu'elle lisait... Voyons ce qui occcupait sa dernière pensée... (*Avec précaution il dégage le livre de la main crispée et après un coup d'œil sur la page qu'elle préservait du doigt, il regarde ironiquement ses compagnons en disant* :) Messaline !...

FRANÇOIS DE CUREL

LE PLAN XVII[1]

Plus tard, quand les événements de la grande guerre auront subi du temps la mise au point nécessaire et qu'une perspective moins déformée par le voisinage nous les montrera sous un angle plus proche de la réalité, les trois phases dans lesquelles se résume toute cette guerre verront très probablement s'inverser leur ordre actuel d'importance dans l'opinion générale.

Aujourd'hui, la campagne finale de 1918, dont les glorieuses étapes ont fait aboutir à une victoire décisive, espérée, certes, et en quelque sorte incessamment voulue, mais non pas escomptée de façon si soudaine, produit sur l'esprit des contemporains une impression autrement vive et profonde que les angoissants débuts de la guerre de mouvement ou que les longues années de stagnation au cours desquelles, avec de sanglantes alternatives d'usure, on attendait que fût rompu l'équilibre des forces en présence, matérielles et morales, militaires et nationales.

La postérité, en assignant à chacun sa place exacte, ne manquera pas de faire valoir la tragique grandeur des premières rencontres, alors que seule, sans alliés autant dire, puisque leur préparation était par trop sommaire, l'armée

1. La *Revue de Paris* se propose d'accueillir, sur les grandes questions, documents et témoignages, en toute impartialité. Il arrivera naturellement que les signataires de ces études plaideront leur propre cause. Il arrivera aussi que ces articles provoqueront des répliques. La *Revue* les accueillera, si elles viennent d'hommes qu'elle juge qualifiés pour parler. Nos lecteurs seront ainsi renseignés sur les grandes questions controversées. — ERNEST LAVISSE

française ne disposait guère que de l'énergie de son commandement, de l'abnégation et de l'héroïsme de ses soldats pour contenir la ruée préméditée du monde germanique. Toutes les qualités admirables, individuelles ou collectives, que la guerre mit ultérieurement en lumière, on les trouve, au moins en germe, parfois en complet épanouissement, dès l'époque où, d'un coup de massue, les reins furent brisés au colosse envahisseur.

On se borne, dans les pages qui suivent, à examiner les faits à un point de vue essentiellement objectif, abstraction faite de toute idée polémique.

Ainsi que son titre l'indique, le plan français de concentration initial — le plan XVII — constitue la trame de ce travail. Il est divisé en trois parties. Dans la première, on démêle les principes ayant servi à l'établissement de ce plan. La deuxième est un exposé critique succinct des opérations auxquelles le plan XVII a donné lieu dans le courant d'août 1914. Enfin la troisième, concise à dessein, résume les conclusions auxquelles ont fait aboutir les exposés qui précèdent.

Par la documentation dont on a disposé et qui a rendu dès à présent une telle tâche possible, il est permis de croire que ces recherches sur la stratégie du général en chef et de ses commandants d'armées serrent d'aussi près que possible la réalité. Sur cette affirmation de la bonne foi de l'auteur, se fonde l'espoir que cette tentative sera favorablement accueillie par tout lecteur désireux de remonter aux sources mêmes de la vérité.

LE PLAN DE JOFFRE EN 1914

On dit « le plan de Joffre en 1914 », comme on disait « le plan de Moltke en 1870 » ou « le plan de Turenne en 1672 ». En fait, sous cette apparente équivalence de termes se dissimulent, d'une époque à une autre, de profondes différences. Autre chose était jadis de régler de souverain à souverain un conflit dynastique et préparer aujourd'hui la lutte dont l'issue marquera la vie ou la mort d'un peuple. Dans la guerre des nations en armes, le plan d'opérations initial exprime une résultante; il est moins l'œuvre d'un seul homme que la composante des jugements d'une collectivité plus ou moins restreinte, selon l'état social et politique, l'esprit des institutions militaires, les rapports entre l'armée et l'ensemble du pays.

Avec un tel parrainage, si l'on peut se dire à l'abri des fautes qu'une spécialisation à outrance a maintes fois provoquées, on risque par contre de se laisser aller aux entraînements irréfléchis d'une opinion publique, impulsive à la façon des foules, et qui, n'étant jamais parfaitement éclairée, ne peut avoir qu'une compétence restreinte. En dernière analyse, le chef chargé d'établir ce plan doit faire la part de ces diverses contingences, tout en lui imprimant, d'une ou d'autre manière, la marque vigoureuse et indélébile de son propre génie.

On se propose ici de démêler, autant que faire se peut, la part respective de ces influences dans le plan de guerre de 1914. Ce travail de discrimination permettra à la fois de saisir la philosophie des premières opérations de la grande guerre et de faire valoir, en ce qui concerne Joffre, quelques-uns des traits essentiels du caractère de ce grand chef.

I

Joffre fut nommé chef d'état-major général, c'est-à-dire généralissime désigné, à la date du 28 juillet 1911.

Au printemps de 1913, le plan qui devait être réalisé l'année suivante était approuvé par le gouvernement; on procédait ensuite à la mise en place, ce qui conduisit vers le 15 avril 1914. Dans la série des études de cette nature, celle-ci portait le numéro XVII : depuis la guerre de 1870, l'expression de notre doctrine de guerre a donc varié fréquemment et si, pour le sujet qui nous occupe, il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail des plans antérieurs au plan XVII, du moins semble-t-il utile d'en marquer, dans leurs lignes les plus générales, les transformations successives.

On imagine ce que pouvaient être nos premiers dispositifs de concentration sitôt après le funeste traité de Francfort qui laissait une plaie béante sur notre frontière du nord-est. Encore sans armée, nous n'avions aucun moyen d'interdire aux Allemands l'accès de notre territoire; quand se produisit l'alerte de 1875, nous en étions réduits à retirer nos forces en arrière de la Loire, laissant à l'ennemi la libre faculté d'occuper sans opposition le reste de la France.

Demeurer plus longtemps à la merci des fantaisies d'un arrogant voisin était intolérable. Or comment fermer notre porte? Une armée de campagne constitue le meilleur verrou, on ne l'ignorait certes point ; mais une armée qui soit efficace ne se crée pas en un tournemain. Et puisqu'il fallait être en mesure d'agir au plus vite, on recourut à la fortification, en dépit des catastrophes provoquées par les places fortes au cours des opérations précédentes. A une frontière politique sans valeur défensive, le général Séré de Rivière substituait une frontière militaire qui, utilisant le fossé naturel Moselle-Meuse, le renforçait par Verdun, Toul, Épinal, Belfort et tous les ouvrages intermédiaires projetés entre ces quatre places.

Renonçant alors bénévolement à défendre le territoire compris entre cette ligne et celle des poteaux-frontières, notre commandement groupait ses forces à l'abri des forteresses, garnissait de fusils et de canons le mur passif élevé par nos

ingénieurs militaires. Le temps nécessaire à la concentration serait désormais obtenu non plus par l'espace comme en 1875, mais par la durée escomptée de la résistance de nos troupes osant enfin tenir tête à l'abri d'un rempart.

Il n'était malheureusement pas douteux que l'ennemi parviendrait à franchir l'obstacle. Mais pourquoi ne pas renouveler le même jeu en arrière? Se faisant notre alliée, la géologie du bassin parisien indiquait une série de crêtes concentriques, résidus de cuvettes antédiluviennes emboîtées les unes dans les autres. On songea donc à résister sur ces crêtes successives dûment consolidées par la fortification.

Enfin Paris, objectif décisif, était transformé en un vaste camp retranché auquel aboutissait le repli de nos troupes battues en avant. C'était, non plus pour s'y laisser assiéger en provoquant une usure toujours passive des forces accrues d'un assaillant victorieux jusque-là, mais au contraire pour opérer soi-même un effort suprême qui renverserait les rôles et mettrait l'ennemi sur la défensive.

Tel était le thème favori de nos premiers plans : il reculait la victoire quasi certaine de notre adversaire et se bornait à la lui faire acheter le plus cher possible, résultat bien modeste pour le luxe de fortifications qu'il coûtait.

Aussi, avant même l'achèvement du projet Séré de Rivière, chercha-t-on à faire intervenir de façon plus active une armée de campagne qui s'améliorait de jour en jour.

On était alors vers 1887. Pouvait-il être question d'aller se battre en avant de la frontière militaire indiquée ci-dessus? Hélas! six jours étaient nécessaires pour mobiliser nos unités ; il en fallait au moins neuf pour transporter leurs éléments combattants sur cette frontière, soit un total minimum de quinze jours, tandis qu'en une douzaine de jours les Allemands amenaient à pied d'œuvre des forces bien supérieures aux nôtres. Maintenant en conséquence notre rassemblement dans la zone Épinal-Chaumont-Reims-Mézières, on convint d'utiliser les secteurs dépourvus de fortifications pour y faire agir les troupes qui s'appuieraient sur les forteresses voisines. Ce fut l'époque des « trouées et musoirs ».

L'idée paraît ingénieuse. Un mur continu de solidité partout égale laisse ignorant du point sur lequel viendra frapper

l'ennemi. Si par contre on ménage des brèches dans ce mur, il y a des chances pour que l'ennemi préfère se présenter devant elles, et nos troupes actives, convenablement groupées à proximité, l'assaillent au moment opportun. La stratégie du haut commandement se trouve ainsi condensée, ramassée en une simple attaque ou défense de défilé — et l'on sait si cette opération était chère à nos règlements de manœuvre d'alors !

Sur la passivité précédente, c'était un incontestable progrès. Mais c'était en outre la première manifestation d'un art subtil qui, sous le nom générique de « défensive-offensive », orienta, à partir de 1890 et pendant une vingtaine d'années, nos dispositifs de concentration. La guerre devint une science rigide avec ses règles exactes et, dans le but d'en justifier les formules, on tenta d'appliquer à nos armées modernes de plusieurs millions d'hommes les procédés qui avaient réussi aux petites armées des XVIIe et XVIIIe siècles, jouant d'une terminologie impressionnante pour donner le change à un adversaire qu'en définitive on n'osait point encore saisir brutalement à la gorge. En vérité, l'eût-on voulu que les conditions élémentaires de la réunion de nos forces continuaient à nous placer dans une situation d'infériorité trop manifeste vis-à-vis des Allemands. Les perfectionnements successifs apportés à l'organisation de notre couverture n'étaient qu'un palliatif insuffisant : faire faire figure stratégique à cette couverture en escomptant son action retardatrice n'empêchait pas à l'ennemi de nous imposer son idée de manœuvre, à nous de subir cette volonté.

Bref, nos plans d'opérations évoluaient avec persistance entre les mêmes limites restreintes — de la trouée de Charmes à celle de Stenay : c'était encore la défense du défilé prévue, aujourd'hui en avant et demain en arrière, suivant le diapason de l'opinion en France ou le tempérament personnel du général en chef du moment. Et comme nous avions foi en nos alliances, on associait la défensive-offensive française aux opérations des Russes en Pologne ou des Anglais sur mer, réservant à nos troupes, sur l'échiquier international, le rôle d'armée de couverture de la Triple Entente.

Fondées à l'origine sur la nécessité puis sur des sophismes

trompeurs, les conceptions guerrières de cette période, en ce qu'elles nous inclinaient vers le moindre effort, risquaient de devenir pernicieuses. L'ère de crise qui s'ouvrit en 1906 et devait aboutir au conflit mondial de 1914, contribua fort à propos à nous mettre en garde contre les dangers d'un art devenu trop savant.

Cependant, qu'avaient fait les Allemands?

Tandis que nous cherchions principalement à perfectionner notre préparation par l'étude de manœuvres de plus en plus délicates, eux, au contraire, hâtaient la réunion de leurs forces ; ils construisaient un abondant réseau de voies ferrées et, de quinquennat en quinquennat, amélioraient leur armée, augmentant ses effectifs, ses cadres, son matériel. Dans leurs exercices annuels, ils appliquaient avec les troupes des procédés simples, uniformément basés sur l'enveloppement d'une aile ; la brutalité de l'exécution qui faisait sourire nos augures en stratégie, impressionnait cependant le bon sens natif de ceux de nos officiers autorisés à suivre ces exercices.

On s'aperçut alors en France qu'à une concentration allemande plus rapide, il devenait insuffisant de répondre par une fragile amélioration de notre couverture ; comme d'autre part, on n'admettait plus un recul de notre zone de concentration, il restait à hâter dans une mesure analogue notre propre concentration.

La voie nouvelle dans laquelle on s'acheminait ainsi permit bien vite de faire cette constatation qu'à la guerre, un puissant esprit d'offensive est indispensable du premier au dernier des exécutants. A quelque degré qu'on la pratique, la défensive se révèle sans issue. L'idée préconçue, si décriée jadis, se vit remise en honneur. La décision du chef subordonnée aux renseignements, les forteresses servant de pôle attractif aux troupes de campagne, autant de pièges grossiers à éviter. Les progrès de l'armement eux-mêmes favorisent l'offensive aux dépens de la défensive...

Cette évolution dans la technique de la guerre coïncidait d'ailleurs avec l'état d'esprit provoqué dans notre pays par l'attitude arrogante de la diplomatie allemande. Insensible-

ment, la France se remémorait la place qu'elle occupait autrefois dans le monde. Elle ne tolérerait plus désormais qu'on la traitât éternellement en vaincue. Sans aller jusqu'à provoquer elle-même, elle ne voulait plus subir les provocations des autres et, si pacifique qu'elle fût, elle ne céderait pas devant la menace d'une guerre qu'on lui imposerait.

L'âme nationale réagissant sur les techniciens confirma ces derniers dans leurs déductions. Ne convenait-il pas d'éviter une dépression à l'élan populaire, un affaiblissement de la confiance générale par une attitude timide, hésitante, prise au début d'une campagne que l'on sentait devoir être décisive? Ne fallait-il pas, au contraire, se ménager l'initiative des opérations en vue de permettre une meilleure utilisation des aptitudes de notre race? Il n'est pas jusqu'aux considérations d'ordre économique et financier, controuvées depuis par la guerre, qui, faisant estimer que le prochain conflit serait forcément court, n'aient incité nos Alliés à agir au plus vite, nous poussant nous-mêmes à hâter notre entrée en ligne. « Gagner une avance de deux jours, même pas, d'un jour, de douze heures seulement, voilà le but de cette lutte fiévreuse à coups de chemins de fer, à coups de millions [1]. »

En définitive, tout contribuait au développement de l'esprit d'audace chez nos chefs militaires, et leurs plans pouvaient dès lors s'inspirer d'un ardent caractère offensif. Celui-ci ne nous avait-il point valu nos succès autrefois ; son oubli, nos défaites? A travers les vicissitudes d'une longue histoire guerrière les qualités de nos soldats étaient demeurées intactes : au commandement de les mettre en valeur.

Telles sont les idées répandues dans la foule vers 1910, au moment où Joffre entrant au Conseil supérieur de la guerre va se consacrer à l'étude des problèmes fondamentaux de la conduite des armées modernes.

Après un stage à la « Direction de l'Arrière » où il peut se familiariser avec les difficultés matérielles de la grande guerre, Joffre est mis à la tête du haut commandement français : il lui appartiendra de réaliser l'unanime désir de l'armée, du

1. Général Maitrot, *Nos frontières de l'Est et du Nord.*

pays tout entier, et il aura la volonté expresse de préparer, pour la cause défensive de la France, un plan de campagne offensif conforme à la fois à notre psychologie du moment et à nos traditions les meilleures.

Pour être juste, il convient de déclarer que certains plans antérieurs à celui établi par Joffre envisageaient bien cette offensive, mais dans aucun la précaution préalable n'avait pu être prise de combler le vide qui sépare une velléité, un désir, de la plus élémentaire réalité. Le premier, Joffre s'attacha à ce que cette offensive devînt possible.

II

« L'intention du général en chef est de se porter à l'attaque dès que toutes les forces seront réunies », telle est l'idée de manœuvre, la seule idée de manœuvre, doit-on dire, que dans son plan Joffre dicte à ses lieutenants. Pour rendre cette petite phrase exécutable, un travail ardu de préparation s'imposait auquel Joffre se mit dès sa nomination au poste de chef d'état-major général.

Il s'agissait pour nous avant tout *d'être prêts au moins aussi vite* que l'armée allemande.

Améliorer dans ce sens l'assiette de nos subdivisions territoriales, perfectionner l'outillage des voies ferrées présentant un intérêt militaire, simplifier les opérations de la mobilisation et de la concentration, ce fut l'œuvre patiente et continue des 1er et 4e bureaux de l'état-major de l'armée en 1913 ; elle permettait à nos armées de commencer leurs opérations actives à partir du douzième jour de la mobilisation. Nous n'avions jamais obtenu un pareil rendement et les Allemands eux-mêmes ne faisaient pas mieux.

Mais jusqu'au douzième jour, il fallait se mettre à l'abri d'une attaque brusquée facilitée par l'initiative diplomatique dont l'Allemagne disposerait à coup sûr. Notre couverture chargée de contenir cette irruption soudaine fut successivement renforcée à partir du deuxième jour. A ce point de vue, la loi de trois ans qui, à la longue, était de nature à nous four-

nir des hommes incontestablement mieux entraînés et surtout des cadres subalternes ou de complément mieux instruits, nous était immédiatement utile en ce qu'elle maintenait dans les garnisons frontières deux classes au lieu d'une pendant toute la période d'instruction des recrues; en diminuant d'autant l'appoint nécessaire en réservistes locaux, on facilitait le jeu immédiat de cette couverture.

A cette armée réunie avec le maximum de célérité, Joffre voulut donner le maximum de puissance tant en hommes qu'en matériel.

Notre loi sur le recrutement mobilisant vingt-cinq classes, il ne pouvait être question de pressurer davantage le pays, et notre natalité restreinte interdisait tout espoir d'augmentation dans le chiffre des hommes mobilisables. Joffre s'efforça simplement d'accroître le nombre d'hommes qu'il se proposait d'opposer à l'armée allemande en drainant le plus possible d'unités sur le front du nord-est. Se souvenant à juste titre qu'un Custozza ne compensait pas Sadowa, il fit une application audacieuse de ce principe qu'il suffit d'être le plus fort sur le point décisif. Il résolut donc de ne laisser qu'un minimum indispensable de troupes de seconde qualité, sur les frontières de moindre importance. Celle des Alpes, où les Allemands étaient fondés à nous voir maintenir deux corps d'armée, resta confiée à des divisions territoriales. De même sur nos côtes. De même en Afrique du Nord. Bien nous en prit d'ailleurs, si l'on songe à la surprise des effectifs dont notre état-major fut victime au début de la guerre.

Quant aux questions relatives au matériel de l'armée, elles dépendaient plus immédiatement du Parlement, qui tenait les cordons de la bourse. Joffre fit de son mieux pour ne pas laisser rogner les crédits du budget de la guerre. Le branle était donné depuis 1905 ; notre artillerie de campagne, nos fortifications avaient été augmentées au cours des années précédant l'arrivée de Joffre et celui-ci n'eut qu'à soutenir la perspicacité populaire sentant gronder l'orage.

Son action est plus effective si des points de doctrine se trouvent liés à ces questions de matériel. Pour en citer un cas important, celui de la dotation de notre armée en artillerie lourde, on sait les discussions auxquelles donnait lieu

ce sujet depuis longtemps en France, et que les événements de la guerre balkanique venaient de raviver. Adeptes d'une artillerie lourde d'armée, voire de corps d'armée et partisans du seul canon de campagne de 75 rivalisaient d'ardeur dans la défense de leurs opinions contradictoires. Il suffit à Joffre de savoir que les Allemands disposeront d'un matériel lourd nombreux pour qu'il désire en posséder lui-même. Aux tergiversations des artilleurs qui étudient sans cesse le modèle de demain, il répond par la menace de recourir à l'industrie privée dont les spécimens sont prêts à sortir. Mieux encore ; impatient d'attendre jusque-là, Joffre organise une artillerie lourde d'armée avec les matériels anciens et disparates dont nous disposons. Et il n'y aura point de sa faute si cette artillerie encombrante n'a pas rendu à nos troupes les services qu'une artillerie de même nature mais mieux adaptée à son rôle rendit à nos adversaires.

Dans cette laborieuse préparation de l'armée à la guerre, Joffre ne s'en tint pas à la seule organisation matérielle. Aux perfectionnements déjà signalés, il ajouta une meilleure organisation du haut commandement et des états-majors.

La bravoure des troupes, leur instruction ou leur nombre, ou le matériel nous ont moins fait défaut que les capacités de la direction au cours des guerres antérieures; et s'il s'établit souvent — l'histoire est là qui en fait foi — une sorte de compensation entre les déficits respectifs de ces divers éléments, les premiers à eux tous réunis ont rarement suffi à faire équilibre aux faiblesses du commandement dont la valeur intellectuelle et morale reste prépondérante. Joffre donna les soins les plus assidus à cette partie de sa tâche.

D'abord, il exigea de tout voir, de tout connaître. Au décret Messimy du 28 juillet 1911 lui donnant la direction à la fois du conseil supérieur de la guerre et de l'état-major de l'armée, mais maintenant à la tête de celui-ci un chef d'état-major de l'armée, il fit substituer le décret Millerand du 20 janvier 1912 qui supprime ce dernier poste ; il se fonde sur les considérants ci-après : « Le chef d'état-major général, responsable de la préparation de l'armée à la guerre, doit avoir dans ses attributions toutes les affaires se rapportant directement ou indirectement à cette prépa-

ration. Il est indispensable que son action sur l'état-major de l'armée, qui est chargé de les étudier ou de les traiter, s'exerce sans intermédiaire. »

Joffre veut être le seul chef en rapports hiérarchiques avec le gouvernement. Il n'aura dans l'armée que des subordonnés, et il se montrera d'une sévérité toute nouvelle en ce qui concerne le choix de ses collaborateurs. Dans la désignation des candidats au conseil supérieur de la guerre, il s'efforcera de restreindre la part des influences politiques au profit des seules capacités professionnelles. Le rapport du ministre de la Guerre au président de la République joint au décret susvisé du 28 juillet 1911 indique les mesures les plus heureuses prises en accord avec Joffre pour assurer la réorganisation du haut commandement : fusion du conseil supérieur de la guerre et de l'état-major de l'armée, suppression du poste de vice-président du conseil supérieur de la guerre et surtout suppression du caractère permanent des fonctions des différents membres de ce conseil, chacun d'eux recevant une lettre de service renouvelable pour la durée d'une année.

Parmi les dix officiers généraux constituant cet aréopage, Joffre exerça encore une sélection rigoureuse pour y choisir ses commandants d'armées : Dubail, Pau, de Castelnau, de Langle de Cary, Galliéni, Lanrezac, telle fut la pléiade de chefs distingués à l'avance par Joffre et que la postérité rendra pour la plupart avec lui-même immortels. Il s'entoura d'eux sans autre considération que celle de leurs qualités militaires dûment éprouvées ; l'opinion dans l'armée était, sur ce point, unanime. Il n'est pas jusqu'à leur tempérament propre et à leurs facultés particulières que Joffre, ayant su les discerner, n'utilisera par la suite ; il confiera à celui-ci telle fonction, tel rôle plutôt qu'à tel autre : à Dubail, l'homme de l'Est, tenace et entêté, d'agir dans les Vosges ; à Pau, puis à Castelnau de défendre Nancy dont ils sont les idoles ; à Ruffey, l'artilleur savant, le soin de couvrir Verdun, éventuellement de masquer Metz ; au poste délicat de l'aile gauche un Galliéni ayant montré dans une célèbre carrière coloniale toute la souplesse de son esprit, la variété de ses aptitudes, puis un Lanrezac, le fin et habile manœuvrier qu'admirèrent plusieurs générations de l'École de guerre.

A ces chefs, Joffre fournit les moyens matériels de se préparer à leur mission du temps de guerre en leur faisant inspecter tous les ans les grandes unités dont ils prendraient le commandement. C'était à un échelon supérieur l'application du principe bien connu que la solidarité au combat se trouve accrue par la connaissance que l'on possède les uns des autres. Ce qui est vrai pour les exécutants ne l'est-il pas bien davantage pour ceux qui ont à concevoir et qui dirigent?

On se rappelle les sanctions énergiques dont furent suivies certaines manœuvres d'automne. Sans tenir compte des situations acquises, Joffre se montra impitoyable à quiconque ne possédait pas son entière confiance. La guerre lui en eût-elle laissé le loisir, il aurait mené à bout cette épuration de nos cadres supérieurs, autant et aussi exactement que les circonstances du temps de paix permettaient de le faire.

Tout lui était bon dans ce but, non seulement les manœuvres avec troupes, mais encore les exercices de cadres sur la carte et sur le terrain. Ceux-ci ne furent plus, avec Joffre, des occasions recherchées d'un voyage à Paris en hiver ou d'une randonnée hygiénique à travers champs dés la belle saison revenue.

Dans ces exercices Joffre fit constituer les grands états-majors, d'armées ou de groupes d'armées, tels qu'ils devaient l'être en campagne. Il améliora le recrutement, la cohésion, les méthodes de ces auxiliaires indispensables du commandement moderne, et l'hommage qu'il leur rendra plus tard, notamment dans son discours de réception à l'Académie française, n'est que la consécration des soins qu'il leur prodigua bien avant la guerre. On a déjà signalé la pénétration qui se produisit, dès sa nomination au poste de chef d'état-major général, entre le conseil supérieur de la guerre, le « 4 *bis* » — ainsi l'appelait-on couramment — et l'état-major de l'armée. Chaque général d'armée désigné eut à partir de ce moment auprès de lui son chef d'état-major et son chef du bureau des opérations ; un troisième officier pris parmi ceux de l'état-major de l'armée assurait la liaison permanente entre le boulevard Saint-Germain et le 4 *bis* du boulevard des Invalides.

Enfin le centre des hautes études militaires récemment créé fut l'objet de sa sollicitude toute particulière ; avec la

collaboration du comité technique d'état-major et celle de l'état-major de l'armée, il fit de ce centre une pépinière de chefs d'état-major de corps d'armée ou d'armée.

De cet ensemble d'organismes jadis à peu près indépendants, désormais tous animés de son souffle, stimulés par son propre zèle et par l'intérêt qu'il portait à chacun, sortirent la longue suite de généraux éminents qui, bien préparés à tous les rôles, eurent à porter sur leurs épaules le lourd fardeau des événements de la guerre. Bornons-nous à citer quelques noms parmi ceux que l'Histoire n'oubliera pas de sitôt : Berthelot, Debeney, Anthoine, Hély d'Oissel, Weygang, Grossetti, Maistre, Gouraud, Mangin !

III

Dans une pareille élite, sous l'impulsion d'un pouvoir aussi fortement centralisé et d'une volonté autoritaire comme celle de Joffre, au moment où le patriotisme de la nation vibrait au diapason le plus élevé, pouvait-il être prôné une doctrine de guerre différente de celle de l'offensive, de l'offensive à outrance? Rien mieux que les deux conférences faites au printemps de 1911 par le lieutenant-colonel de Grandmaison, chef du 3e bureau de l'état-major de l'armée, ne contribua à préciser et à rendre populaire dans l'armée cette manière de voir. L'originalité de la forme vint se mettre au service des idées. Aussi n'est-il pas douteux que ces conférences se gravèrent dans l'esprit de notre haut commandement, au point qu'on en retrouve les principes strictement appliqués dans le plan de guerre de 1914.

La notion d'offensive, avons-nous dit, est la seule que Joffre eût indiquée à ses lieutenants. Comment, en effet, risquer la moindre allusion à la défensive dans un milieu où l'on traite celle-ci d' « action d'ordre inférieur », qui « développe chez celui qui l'emploie une infériorité morale qu'aucun avantage matériel n'est capable de racheter[1] ».

1. Colonel de Grandmaison. — Deux conférences faites aux officiers de l'état-major de l'armée (février 1911) : *La notion de sûreté et l'engagement des grandes unités.* (Paris, Berger-Levrault.)

Mais en attaquant l'adversaire, — et dame ! quand il s'agit de l'armée allemande... — il est bien des précautions à prendre A peine *en ce qui concerne le commandement*, répond Grandmaison : « Dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés. » Avant-gardes, détachements de protection, réserves, etc., ne sont qu'un « bon parapluie » pour celui qui s'en sert.

Dans la plupart des batailles livrées depuis qu'on fait la guerre, le vainqueur — faute de « sûreté » — a toujours été à un doigt de sa perte et si, malgré tout, il a été vainqueur, cela tient à ce curieux hasard que le vaincu s'est constamment montré inerte, ataxique, au-dessous de tout.

La meilleure sûreté est dans une attaque à fond ; l'énergie de l'exécution rachète toutes les faiblesses et répare toutes les erreurs...

L'expérience de tous les temps montre que dans l'offensive la sûreté s'obtient en provoquant, le premier, chez l'adversaire, cette dépression qui le rend incapable d'activité. Il n'existe pas d'autres moyens que l'attaque immédiate et totale. La moindre réticence avouée, même dans le détail, risque de lui faire perdre toute sa valeur.

Nous voilà donc bien décidés à prendre l'offensive avec toutes nos forces et à monter une « attaque » véritable sans nous laisser absorber par « l'aide-mémoire » des « missions hypothétiques » qui emploieraient la « moitié de notre monde » et nous réduiraient à la vieille formule de l'offensive-défensive.

Mais, si les Allemands sont prêts avant nous, nous laisseront-ils le temps de passer à l'offensive? Cette objection ne prend pas Grandmaison au dépourvu.

Les Allemands, dit-il, ne sont heureusement pas allés jusqu'au bout de leur logique. Leur passion pour l'ordre et la méthode, ainsi que le souvenir du risque maintes fois couru en 1870 par l'imprudence de leurs avant-gardes, les ont fait dévier du droit chemin.

Ils ont perdu de vue que la sûreté offensive, sur laquelle ils comptent, exige non seulement la violence et la simultanéité des attaques, mais encore la vitesse de l'engagement. Il leur faut du temps, beaucoup de temps pour se ranger en bataille et préparer leur débordement. Nous trouverons peut-être là les pieds d'argile du colosse.

Quant à craindre un danger sérieux de ce débordement, il ne peut exister que si nous nous tenons sur la défensive. Attaquons-nous, au contraire, « dès que l'ennemi est obligé de parer, de se défendre, il est soumis... »

Nous pourrons du reste ne pas trop nous préoccuper de savoir si notre front d'engagement dépassera celui de l'ennemi. Alors même qu'il lui serait un peu inférieur, dès que nous aurons imposé à notre adversaire l'obligation de se défendre et de parer les coups, c'est son front qui viendra nécessairement se mouler sur le nôtre.

Et si l'ennemi persiste dans son extension du front, alors, bien que nous soyons prévenus que « cela n'arrive pas souvent », ne s'expose-t-il pas à « rencontrer quelqu'un dans le genre de Napoléon qui lui fasse le coup d'Austerlitz »?

Enfin, il restera au chef une ultime ressource.

Quand ses prévisions sur l'ennemi ne se réaliseront pas, il lui faudra compter habituellement non pas sur un changement hâtif de ses dispositions, mais sur la poursuite obstinée et vigoureuse de son plan offensif, même s'il est mal engagé.

Ces principes ont avec certitude guidé l'établissement du plan XVII. Un examen sommaire des dispositions principales de ce plan montrera leur concordance avec une doctrine dont la vogue reposait sans conteste sur une bonne part de vérités éclatantes. Et ne faut-il pas voir dans le sentiment d'opportunité que cet examen nous révèle l'un des gages les plus certains de l'intelligence et de l'entrain mis par la majeure partie des exécutants à réaliser la pensée de leur chef?...

Notre rassemblement initial en 1914 comportait cinq armées, un corps de cavalerie, plus des divisions d'infanterie, active ou réserve, groupées ou non, maintenues à la disposition du commandant en chef.

La répartition d'ensemble se présentait ainsi :

— Ire armée (5 corps, 2 divisions de cavalerie) avait son quartier général à Épinal ; elle était sous les ordres du général Dubail ;

— IIe armée (5 corps, 2 divisions de cavalerie, un groupe de 3 divisions de réserve) avec quartier général à Neufchâteau ; le général de Castelnau la commandait ;

— IIIe armée (3 corps, une division de cavalerie, un groupe de divisions de réserve) constituait l'armée de Verdun, où était son quartier général ; elle était aux ordres du général Ruffey ;

— IVe armée, devait originairement rassembler ses 3 corps

et sa division de cavalerie en seconde ligne, quartier général à Saint-Dizier ; elle était sous le commandement du général de Langle de Cary ;

— Ve armée, l'armée Lanrezac, forte de 5 corps, une division de cavalerie, 2 divisons de réserve, avait son quartier général à Rethel.

Chacune de ces armées comptait en outre une artillerie lourde d'armée des calibres de 120 et 155 (canons ou obusiers).

— Le corps de cavalerie (3 divisions), sous les ordres du général Sordet, se réunissait dans la région de Mézières (Q. G.).

— Enfin les 12 divisions dont disposait le général en chef étaient :

3 divisions actives provenant de l'Afrique du Nord ou des Alpes et dont le transport avait été prévu soit à l'aile droite vers Épinal, soit à l'aile gauche vers Mézières ;

9 divisions de réserve (3 à Vesoul, 3 à Sissonne, une à Mailly, 2 dans le camp retranché de Paris).

La presque totalité de nos forces actives se trouvait ainsi dès le début serrée dans le voisinage de la frontière. Il n'est pas de meilleure preuve de la volonté expresse qu'avait Joffre d'exécuter une attaque effective « toutes forces réunies », de livrer une bataille immédiate sans se laisser émouvoir par la grandeur et l'importance de l'acte qui résulterait de sa décision. Depuis Napoléon on n'avait jamais vu aucun général se préparant à lancer ainsi ses troupes dans une mêlée gigantesque, sans arrière-pensée, avec la seule intention d'en imposer à son adversaire, le dominer et le détruire.

Cette attaque grandiose avidement recherchée, Joffre espérait pouvoir l'entreprendre à partir du douzième jour, avant que les Allemands prissent eux-mêmes l'offensive ; il l'avait organisée sous une forme qui n'excluait ni combinaisons, ni prudence. Elle comporterait deux efforts principaux : l'un à droite entre le Rhin et la Moselle en aval de Toul ; l'autre à gauche au nord de la ligne Verdun-Metz. Entre les deux, sur les Hauts de Meuse et masquant Metz, la IIIe armée assurerait la liaison et la continuité du front d'attaque.

En montant l'attaque de droite, il s'agissait accessoirement d'exécuter un raid en Alsace : pouvait-on concevoir l'armée française ne cherchant pas, dès les premiers jours de

la guerre, à tendre la main à nos frères jamais oubliés de Mulhouse, de Colmar et des vallées vosgiennes? Joffre avait prévu cette opération avec ses éléments d'extrême droite à partir du quatrième jour. Quant à l'attaque principale menée par le gros des armées de droite, elle visait à obtenir la rupture stratégique du front ennemi. En tout état de cause, par les inquiétudes qu'elle donnerait à l'ennemi dans les directions de Château-Salins et Sarrebourg, elle neutraliserait d'importants effectifs adverses et, puisque le centre des débarquements ennemis se trouvait dans cette région, elle prévenait la tentative de séparation de nos forces que les Allemands pouvaient bien méditer. Qu'on songe à l'état de nos armées au cas où celles-ci, violemment fractionnées en deux tronçons, se verraient rejetées les unes dans la direction de la Loire, les autres vers la frontière belge. N'était-ce point se défendre de la meilleure manière que d'attaquer sur cette partie du front? Certes, on se heurterait à des terrains organisés depuis longtemps, à des obstacles naturels puissamment renforcés ; aucun officier français ne l'ignorait, l'ayant appris sur les bancs mêmes des écoles militaires ; mais une défense passive, exécutée en demeurant l'arme au pied, ne sert de rien, et sait-on si les offensives des Ire et IIe armées n'ont pas préservé de l'invasion la plus grande partie de nos marches de l'Est? Grâce à elles les Allemands ne sont point entrés à Nancy ; grâce à elles le pivot de notre manœuvre ultérieure a pu tenir. Elles ont contribué dans une large part à la victoire de la Marne. Voilà pourquoi il serait injuste de qualifier de « folie » le fait d'être allé « s'engouffrer » entre Metz et Strasbourg. Mais n'anticipons pas...

Si importante que fût en soi l'attaque de droite, elle était rigoureusement conjuguée avec celle de gauche, qui, dans l'esprit de Joffre, pouvait devenir la principale. Se déroulant sur les terrains libres du Luxembourg et du Palatinat, elle marcherait droit sur Trèves et provoquerait ainsi l'évacuation complète de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes. Elle était également en mesure de parer à tout mouvement enveloppant qui se dessinerait à travers la Belgique. C'était un rôle d'offensive, celle-ci non pas directe et brutale, mais basée sur la manœuvre, que Joffre envisageait pour

sa Ve armée; une manœuvre délicate, imprécise jusqu'à ce que l'ennemi eût révélé son jeu, dans ce pays boisé et marécageux des Ardennes, à proximité de voisins dont nous devrions respecter la neutralité, au contact de troupes alliées sur lesquelles l'autorité du général en chef serait loin d'être absolue. Et la variété des combinaisons à prévoir, l'incertitude des conditions stratégiques faites à cette armée ne devaient point émousser sa capacité d'offensive. A son chef d'avoir simultanément la perspicacité, le coup d'œil, l'esprit de décision et la volonté nécessaires pour engager la bataille dans les conditions les plus favorables, la poursuivre jusqu'au succès.

Au début, la IVe armée se tiendrait prête à s'engager soit au sud de Verdun avec l'attaque de droite, soit au nord avec l'attaque de gauche. Ce point d'indécision — il ne fut pas de longue durée — est le seul consenti dans le plan de Joffre au regard des dispositions de l'adversaire.

On savait que ce dernier attaquerait ; c'était dans la tradition nécessaire de l'impérialisme germanique.

On savait également que la doctrine de guerre allemande, à quelque échelon de commandement que ce fût, reposait en principe sur l'enveloppement d'une aile, et l'on avait des raisons de croire que l'enveloppement par la Suisse se heurterait à des obstacles incomparablement plus sérieux que celui par la Belgique. L'armée belge, sans cesse en voie d'un accroissement parcimonieux, ne présentait à aucun degré la puissance ni la vigueur de l'armée suisse, et les plaines de Belgique offraient des ressources de toute nature bien autrement attirantes pour une armée moderne que les montagnes du Jura.

Mais jusqu'où s'étendrait le front allemand vers le Nord? Et sur ce front, quelle serait la répartition des gros chargés de l'offensive?

IV

Toutes les hypothèses, y compris les extrêmes dans les deux sens, avaient été envisagées, et, avant de prendre un parti, Joffre a dû longuement méditer sur celle à laquelle on faisait les plus fréquentes allusions avant la guerre. On serait donc

mal venu à lui reprocher de l'avoir ignorée, pas plus d'ailleurs que d'avoir méconnu l'importance du passage des Allemands à travers la Belgique et le danger que présentait ce passage pour notre pays.

Comment ignorer en effet que les Allemands méditeraient d'envahir la France en violant la neutralité belge, alors que les trois puissances intéressées discutaient déjà cette manœuvre avant 1870 ! La question s'était posée en 1867 à propos de l'affaire du Luxembourg : la France étant alors considérée comme l'envahisseur probable. Mais aussitôt après 1870, les rôles éventuels s'intervertirent en dépit des ragots d'outre-Rhin et depuis, on estimait généralement que s'il y avait un jour violation du territoire belge, ce serait l'œuvre de l'armée allemande.

Quoi qu'il en soit, on ne s'en préoccupa jamais en France qu'au point de vue des mesures de précaution qu'il y avait lieu de prendre. En 1876, le général Séré de Rivière soutient dans son projet de défense que la neutralité conférée à la Belgique par les conventions internationales est pour nous sans valeur suffisante et exige de la voir étayée par de solides camps retranchés à Lille, à Maubeuge et à Reims.

A peine nos places fortes de l'Est sont-elles sorties de terre, certains auteurs déclarent que les Allemands, cherchant à les éviter, auront recours aux espaces libres du Nord, et chaque renforcement de notre frontière de Lorraine donne plus de poids à cette conception.

En Belgique règne un sentiment analogue. Après avoir donné l'éveil en 1867, Brialmont affirme en 1882 que le territoire belge sera violé par ses puissants voisins, et il conçoit en 1888 les grandes places de la Meuse. Elles doivent servir d'avancée au camp retranché d'Anvers, que l'on complète en 1905-1906. Successivement et jusqu'à la veille de la guerre, les voix les plus autorisées en Belgique répandent, avec des modalités différentes, l'opinion émise par Brialmont. Et si les sphères dirigeantes restent indécises sur ce qu'il conviendra de faire en cas d'invasion, il s'élève dans les couches populaires un vif désir de s'opposer par la force à l'envahisseur attendu de l'Est. De là les sacrifices consentis par la nation belge en

1909, où le service militaire devient personnel, puis en 1913, où il est généralisé.

En Allemagne, celui que l'on considère comme le porte-parole du grand état-major, le général von Bernhardi, proclame que la Belgique sera foulée aux pieds par les armées allemandes, que c'est une nécessité d'ordre stratégique et que nécessité tient lieu de loi. Il y a mieux toutefois que les polémiques de presse ou les ouvrages écrits par des techniciens pour ouvrir les yeux, s'il le fallait, à notre haut commandement : ce sont les préparatifs militaires eux-mêmes de l'Allemagne sur sa frontière de Belgique au nord de Trèves.

De ce côté, l'activité stratégique allemande avait débuté aux approches de 1900 par des constructions de voies ferrées nouvelles avec quais ou chantiers à fins militaires, et des raccordements avec le réseau belge ; elle coïncidait à peu de choses près avec l'augmentation de l'armée et avec les débuts de l'Entente cordiale. Fondée sur ces deux motifs, on pouvait logiquement en conclure que la violation de la Belgique, menaçant à la fois la France et l'Angleterre, acquerrait une ampleur inusitée.

L'inconnue délicate à déterminer dans ce problème était justement le rayon du mouvement débordant qu'exécuteraient les Allemands. La riposte étant fonction de ce rayon, l'essentiel était d'obtenir des précisions sur celui-ci.

Fallait-il considérer la conversion des armées allemandes comme devant se prolonger jusqu'à la mer, cherchant ainsi à réaliser, toujours contre l'Angleterre, la menace que Napoléon plaçait dans Anvers? Aujourd'hui encore, en l'absence de tout document officiel sur les intentions véritables du haut commandement allemand, le doute subsiste.

S'agissait-il au contraire d'écorner simplement le Luxembourg belge en se maintenant sur la rive droite de la Meuse, pour déboucher en France au nord de Verdun, entre Dun et Mézières?

Ou bien, troisième hypothèse intermédiaire, le mouvement débordant en rive gauche de la Meuse viserait-il à pousser l'aile marchante vers les sources de l'Oise pour descendre sur Paris par la voie séculaire des grandes invasions germaniques?

Il existe là-dessus une abondante littérature militaire

d'avant-guerre, en France comme en Allemagne, en Belgique ou en Angleterre et jusqu'en Hollande. Nous y renvoyons le lecteur. Bornons-nous ici à enregistrer que la manœuvre la plus accréditée dans les milieux compétents se rapportait à la violation du Luxembourg belge, à l'exclusion de la rive gauche de la Meuse. C'était la solution prônée par Bernhardi lui-même ; elle était fondée sur une série d'arguments méritant d'être pris en sérieuse considération : possibilités admises en effectifs et front de déploiement acceptable eu égard à ces effectifs ; les colonnes allemandes pouvant déboucher sur la trouée de Stenay vers le seizième jour, l'événement ne s'en trouvait pas trop retardé ; elle n'isolait pas le groupe de Belgique du groupe de Lorraine, chacun gardant son aile respective au contact de la région fortifiée de Metz-Thionville ; elle incitait les Belges à ne pas s'opposer au passage et causait un minimum d'appréhensions anglaises; elle se développait enfin hors des fortifications belges de la Meuse qu'un simple camouflage suffirait à masquer. Certes, déjà Vauban avait signalé combien il était difficile de guerroyer dans cette région des Ardennes ; mais depuis le XVII[e] siècle le progrès y avait fait son œuvre. D'ailleurs, quand on le veut, ne se bat-on pas partout?

Il restait cependant, tant chez nous qu'à l'étranger, des partisans résolus des autres hypothèses, y compris celle de l'attaque principale allemande déclenchée en Lorraine. Les adeptes du débordement extrême, considérant d'une part qu'il s'agirait dans la prochaine guerre autant de vider le différend anglo-allemand que de réaliser la revanche française ; que d'autre part les ressources de nos industries du Nord offrent un attrait irrésistible aux grandes armées, suggéraient une concentration de nos forces avec centre de gravité non plus en Lorraine mais vers Maubeuge ou plus à l'Ouest et réclamaient l'amélioration urgente des camps retranchés de Lille, Dunkerque, Maubeuge et Givet.

Ceux dont les regards persévéraient à se tourner vers la Lorraine arguaient du retard dans la décision qu'apporterait la manœuvre débordante et les difficultés naturelles du terrain. En Allemagne même, au cours des années immédiatement antérieures à 1914, des esprits pondérés, reconnaissant

le danger des vastes mouvements tournants et sentant combien chimériques étaient les plans pangermanistes, il en revenaient à prôner les attaques frontales, le percement au centre de notre dispositif. Moltke n'avait-il pas écrit en 1868 : « Si la France passe outre à la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, son armée s'affaiblira considérablement par les détachements laissés devant Bruxelles et devant Anvers »? Ce qui était vrai pour les Français en 1868 l'était-il moins pour les Allemands de 1913?...

Tout récemment dans les Balkans, les offensives serbes et surtout bulgares du début contre les Turcs ayant assuré le succès final de la campagne, avaient contribué à remettre en faveur à Berlin la conception de l'attaque immédiate, rapide, celle du coup droit qui nous couperait en deux sur la Moselle, à hauteur de Charmes-Bayon et calmerait les velléités interventistes de nos amis, Russes ou Anglais.

Tout compte fait, en 1913, aucune hypothèse sur le plan de guerre allemand n'était pour nous négligeable et les critiques ont beau jeu de crier après l'événement : « Je vous l'avais bien dit ! » Leurs récriminations s'entendent d'autant mieux que ceux ayant soutenu les autres solutions se tiennent forcément cois. La vérité c'est donc que Joffre n'a ignoré aucune des combinaisons en présence. Il a même longuement examiné le projet de son prédécesseur au commandement éventuel des armées françaises et, s'il ne s'y est pas rallié, c'est pour des raisons plus fortes que tous les dangers qu'il semblait volontairement négliger.

En exposant ces raisons, on montrera qu'il n'avait aucunement méconnu l'importance d'une violation de la neutralité belge par les armées allemandes et qu'il avait su prendre des dispositions paraissant propres à en limiter les effets.

D'abord le point de vue diplomatique. Préparer un projet d'opérations pour s'opposer à l'armée allemande ayant traversé la Belgique ressemble à s'y méprendre à un projet dans lequel on se proposerait de la traverser soi-même. En l'état de nos relations internationales, pouvions-nous passer outre à cette objection? Si nous avions fait mine de nous préoccuper dès le temps de paix du geste éventuel allemand, n'eussions-nous pas empêché de se produire les conséquences politiques

de cet acte? L'armée belge, incertaine du côté où lui viendrait l'appui, aurait pu se jeter prématurément dans les bras de l'Allemagne. L'Angleterre se fût montrée soupçonneuse. Qu'on se rappelle la série d'utiles précautions militaires prises au début de la guerre pour laisser éclater aux yeux du monde attentif le caractère agressif de l'Allemagne. Aucune attitude autre que celle de la foi complète dans les traités ne nous était permise et notre confiance apparente dans l'acte de garantie de la neutralité belge devait aller jusqu'à la crédulité. Jamais aucun gouvernement n'eût autorisé l'état-major français à prendre sur notre frontière du Nord des mesures de préparation analogues à celles prises dans l'Est et aucun Français, aujourd'hui encore, ne saurait l'en blâmer. Bien plus, rappelons-nous le projet de M. Messimy, ministre de la Guerre en 1911, reprenant celui de M. de Freycinet de 1899, qui comportait le démantèlement des places du Nord : Lille, Maulde, Flines, Hirson...

En vérité, la richesse et la densité de notre réseau ferré du Nord devaient nous permettre de faire face rapidement; raison logique de s'en moins préoccuper à l'avance; à toute éventualité on aurait sans doute le temps de parer.

Autre motif plus sérieux : escompter de façon absolue dans notre plan l'hypothèse du débordement maximum, c'était ruiner l'exécution du plan offensif prévu, voulu, nécessaire. En effet, si l'on voulait s'opposer *a priori* à la marche possible des Allemands sur Bruxelles et Lille ou sur la trouée de l'Oise, il fallait non pas se déployer en cordon de Lille à Belfort, ce qui, étant donnés nos effectifs, eût été le comble de l'absurde, mais conserver des troupes réservées en arrière de la frontière belge, et le mieux était de les maintenir dans la région parisienne, à la poignée de l'éventail de nos voies ferrées. C'était donc revenir aux conceptions de défensive-offensive qu'on venait à peine d'extirper ; c'était faire en Lorraine un simulacre d'attaque, puisqu'on y allait sans avoir au préalable groupé tous ses moyens ; c'était avant l'action renoncer aux meilleures chances de réussite.

Par ailleurs, si les Allemands tentaient ce mouvement débordant à si grande envergure, ne devaient-ils pas perdre du temps ; un temps précieux plus encore pour eux que

pour nous, car, au contraire de nous, ils avaient besoin d'une décision si rapide qu'elle devait être en quelque sorte instantanée.

Voilà pourquoi, *limitant raisonnablement le champ de ses prévisions à l'hypothèse d'une invasion à travers le Luxembourg belge*, Joffre estima qu'au mouvement sur Bruxelles et le littoral les armées belge et anglaise feraient tout d'abord face. La résistance de ces armées conjuguée avec l'aire à parcourir par l'ennemi lui donnerait le temps de faire sentir les pleins effets de son offensive en Lorraine et dans la direction de Luxembourg. Rassemblée de manière à pouvoir tenir tête dans la direction de Neufchâteau à la manœuvre débordante la plus probable par la rive droite de la Meuse, ou à se porter en avant sur Luxembourg-Trèves, l'armée Lanrezac réalisait une sorte de compromis entre les deux volontés en expectative, celle de Joffre et celle de Moltke le jeune. Au surplus, la vigueur dans les attaques saurait bien obliger les adversaires à venir mouler leur front l'un sur l'autre...

En résumé, après avoir assuré la réunion de nos forces dans des conditions de rapidité comparables à celles de l'armée allemande, Joffre a voulu utiliser au mieux l'égalité de moyens stratégiques sur ce point, en imposant à l'ennemi une bataille immédiate, totale, dans laquelle il se jetterait sans regarder en arrière. Fermement résolu à jouer le sort de son armée, il savait qu'il engageait irrémédiablement celui de la France dans ce colossal choc de début.

Conception héroïque, gigantesque ; vision extraordinaire d'un geste irrévocable devant lequel avaient jusque-là reculé tous ceux qui, avant lui, eurent un moment en leurs mains les destinées de notre patrie ; geste qu'il médita quinze mois durant — du printemps de 1913 au mois d'août de l'année suivante ; geste qu'il fit enfin sans que son épais sourcil se fronçât, sans qu'un voile ternît l'éclat de son œil bleu !

Cette bataille voulue, Joffre la livrera sur le terrain qu'il aura choisi, comptant bien par sa propre résolution en imposer finalement à son adversaire. Il visera l'ennemi pour le frapper droit au cœur après avoir adopté la solution moyenne, à l'écart des extrêmes, symptôme d'un éminent pouvoir d'équi-

libre, d'un bon sens supérieur, après avoir donné la mesure d'une volonté inflexible.

Ayant ainsi apporté pour lui-même l'un des facteurs essentiels de la victoire, le caractère du chef, Joffre s'en remettra avec confiance au deuxième facteur, la vaillance des combattants. Et, ardent optimiste, il croira en eux comme en soi.

(A suivre.)

***

POUR DON CARLOS[1]

OLIVIER

V

M. DE MAGNOAC SE FACHE

Olivier se réveille. Il lui semble, depuis un temps indéterminé, qu'il est au bord d'une route, où passent, en cahotant, d'énormes chariots trop chargés.

En ouvrant les yeux, dans un embrasement de nuages de cuivre, il aperçoit le soleil. Puis il entend un rire. C'est le capitaine Narvaëz qui l'interpelle.

— Mes compliments, vous avez le sommeil dur. Troisième pièce, feu !

Sous le vent de la détonation, Olivier courbe la tête. Il voit à ses pieds, une seconde, onduler les petites herbes rases.

— Première pièce, feu ! — dit Narvaëz.

— Il y a longtemps que vous tirez ainsi? — demande M. de Préneste.

— Une heure environ, — répond le capitaine. — J'ajoute que ce n'est pas nous qui avons commencé. Donnez-vous la peine de jeter un coup d'œil.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 janvier et du 1er février 1920.

M. de Préneste regarde. Il voit l'étroit plateau bouleversé, une sorte de chaos jaunâtre. Projeté à dix mètres par un obus, un des quatre canons a le nez piqué en terre; ce n'est plus qu'un amas de ferrailles tordues. Une vingtaine de cadavres, sur lesquels l'œil n'ose s'arrêter. De-ci, de-là, des taches humides et brunes, des lambeaux de capotes bleues. Un artilleur, appuyé contre la roche, la tête cachée dans ses mains, d'où émergent des grumeaux sanglants, pleure comme un petit enfant.

— Joli, n'est-ce pas? — dit Narvaëz.

Il commande :

— Deuxième pièce, feu !

Olivier se dresse sur ses jambes molles.

— Je me suis bien gardé de vous éveiller, — dit Narvaëz. — Vous avez été encadré par deux obus. Ah ! on peut dire que vous n'avez guère de chance. Troisième pièce, feu !

— Et la bataille? — balbutie Olivier.

— Tout va bien, très bien, remarquablement bien, — ricane le capitaine. — Regardez plutôt.

Olivier s'accoude au parapet. Il aperçoit, dans la lumière du matin, le paysage qu'il a vu la veille, dans la brume du soir. De grands oiseaux montagnards, épouvantés, rasent le faîte du mont en claquant des ailes. En bas, c'est Estella. L'Erga la traverse, roulant ses eaux écailleuses et blanches. Immédiatement au-dessous de lui, les lignes jaunes et parallèles des tranchées, qui balafrent le flanc du Monte-Jurra.

M. de Préneste tressaille devant le précipice. Comment a-t-il pu, la veille, dans l'obscurité, gravir ces rochers à pic?

Il se recule en frémissant, gagné par le vertige.

— La bataille... la bataille va bien? — murmure-t-il.

— Comment donc ! A merveille, — dit Narvaëz. — Vous ne voyez donc rien?

M. de Préneste se penche de nouveau sur le gouffre. Les tranchées jaunes, les rochers noirs fourmillent de petites taches bleues. A quel jeu baroque et sinistre se livrent ces larves ?

— Je ne vois pas... je ne comprends pas... qu'y a-t-il? Que font-ils?

— Je préfère vous dire, — explique Narvaëz, — que,

depuis trois quarts d'heure, toutes nos défenses d'infanterie sont aux mains des libéraux. Au point du jour, ils se sont rapprochés de la première ligne. Une simple reconnaissance. Quelle honte ! Ils n'étaient pas cent. Je les ai vus venir. Je n'ai même pas fait tirer sur eux. Mais baste ! Messieurs les Alavais leur ont envoyé, pour la forme, deux ou trois coups de fusil, puis ils se sont repliés. Une véritable figure de cotillon. De sorte que...

— De sorte que, — dit Olivier, blême.

— De sorte que les christinos, ayant reçu du renfort, sont tombés à la baïonnette sur la tranchée de soutien. Là, ça n'a pas été tout seul. Il y avait les Navarrais. Un quart d'heure de mêlée, à coups de couteau et de crosse. J'ai bien vu. J'ai tapé dans le tas, douze coups de canon ! Maintenant, c'est fini, Calderon est pris. Dans dix minutes le Monte-Jurra sera enlevé. Dans une heure, Estella. Vive Don Carlos ! — achève-t-il avec un rire atroce.

Un obus les renverse, couverts de terre; ils se relèvent en chancelant. Narvaëz s'ébroue. Il commande :

— Première pièce, feu !

Aucune détonation ne suit l'ordre.

— Bon, — dit Narvaëz, — deux servants démolis. Il m'en restait encore cinq, par le diable ! Où sont les trois autres? Ah ! les gaillards, voyez-moi ça, si ça sait courir, pour de l'artillerie montée...

Olivier aperçoit trois hommes qui, bondissant de roche en roche, essayent d'échapper à l'étreinte du vide, dans une pluie de balles qui claquent avec un bruit sec sur la pierre. Un, soudain, s'arrête, comme frappé de folie, lève les bras au ciel. Le voilà qui dégringole, par étapes, pendant trois cents mètres. Il n'est plus maintenant, au fond de la vallée, qu'une petite chose inerte et grise, horrible à imaginer.

— Ils ne l'ont pas manqué, — dit Narvaëz. — Voyez-vous, cher monsieur, même un Navarrais ne peut espérer se sauver d'ici. Or vous n'êtes pas Navarrais, que je sache? Ni moi non plus.

Le capitaine fait le tour du plateau. Il revient vers Olivier.

— Ces chiens montent de tous côtés. Ils seront ici avant cinq minutes, avec leur sale drapeau couleur d'œufs à la tomate.

Arc-bouté au-dessus du précipice, Olivier ne répond pas. Il contemple l'ascension de cette horde d'insectes bleus. Il les voit grandir, prendre forme, devenir des hommes. Trois d'entre eux, dans une posture ridicule, se font la courte échelle. Ils poussent des cris grêles. Olivier, fasciné, ne pense plus qu'il est le but de toute cette stérile agitation.

Derrière lui, une fois encore, il entend la voix de Narvaëz.

— Cela vous dit quelque chose, cher monsieur, d'être fusillé par ces vilains singes? Oh ! pas ici ! mais contre un mur de prison, à genoux, les yeux bandés. Ah ! quand je vous affirmais qu'il avait eu de la chance, le brave petit Sabradiel !...

Olivier ne répond pas davantage. Il se penche, à tomber, sur le parapet. Un des minuscules grimpeurs a aperçu cette tête. Il s'arrête dans son escalade. Un coup de feu.

« Tiens, il y a de l'écho », pense M. de Préneste, que la balle a effleuré.

Il se retourne. Narvaëz est toujours là, immobile. Accroupi contre la roche, il sourit. Il a à la main son revolver.

— Capitaine ! — crie Olivier.

Narvaëz sourit toujours. Mais il se tait.

Olivier va à lui. L'officier n'a plus de tempe droite. A la place, un trou noir, d'où coule lentement, sur la belle joue mate, une longue larme rouge. Ah ! les recrues d'Allegria savent mourir.

M. de Préneste se rue sur le cadavre. Il déboutonne le dolman, fouille, d'une main fiévreuse. Là, il a ce qu'il voulait, la lettre écrite hier soir, à la lueur du photophore. Il lit, pantelant et blême, il lit, il lit, il lit, pendant que les autres, ses ennemis invisibles, montent, montent, montent... Il y a dans ces lignes moites une violence de désir, une passion effrénée qui le font grelotter de jalousie et d'horreur.

Au bord du plateau, le premier soldat libéral est apparu. C'est un petit homme brun, aux yeux remplis de cruauté et de crainte. Il essaie de faire le rétablissement qui lui permettra de prendre pied, en lui assurant une carrière honnête dans les armées de Sa Majesté. Peine perdue, il retombe en arrière, projeté par une espèce de démon. C'est Olivier qui a bondi.

D'où vient à M. de Préneste cette formidable force de propulsion? De rochers en rochers, il s'élance. Encore un bond. Encore un bond.

« Ah ! pense-t-il dans son essoufflement, ce saut-là n'est pas trop mal réussi, pour quelqu'un qui n'est pas Navarrais. »

Tous les assaillants se sont arrêtés. Ils couvrent de balles ce fuyard.

« Je réussirai encore ce bond-là, se dit Olivier. Bravo ! Et celui-ci encore. Et celui-ci... »

Celui-là, il l'a manqué...

Accroché par les coudes, ses pieds râpant en vain la muraille de granit, il s'efforce de remonter sur l'étroite corniche. Il sent que c'est impossible.

Une clameur de triomphe monte, qui l'enrage, poussée par les libéraux. Ils ne tirent même plus. Ils attendent la chute inéluctable de leur gibier. C'est soudain un grand silence de mort.

Olivier ne lutte plus. Retenu seulement par son coude droit, il sent doucement, doucement ses muscles mollir. Il voit le grand pic ocre, le ciel pâle où fuit au galop le troupeau des nuages blancs.

Beauté de Lucile, sous la lumière bleue de Dampmart... Beauté d'Allegria, sous la lune glacée de Villeléon... L'abîme est béant, où M. de Préneste va se briser.

« Beauté d'Allegria, beauté de Lucile », pense-t-il encore, sans pouvoir, en cette seconde d'indépendance et de liberté totales, arriver à discerner vers lequel de ces deux adorables pôles s'oriente son misérable cœur.

Et il ferme les yeux.

— Ah çà, cher monsieur ! Où prétendiez-vous donc aller, de ce pas?

Soustrait de sa scabreuse position par une poigne robuste, Olivier se trouve maintenant recroquevillé au fond d'un trou rocheux.

— Monsieur de Magnoac, — murmure-t-il avec un sourire, — mille mercis.

— Mes félicitations, — dit le vieillard. — Comment avez-

vous fait pour filer ainsi, deux cents mètres, au flanc de cette damnée montagne, je me le demande encore. J'ai suivi votre tentative avec le plus vif intérêt. J'ai cru, un instant, que vous réussiriez à vous échapper.

— Grâce à vous, c'est chose faite, — dit Olivier.

— Tût, tût, tût, — dit M. de Magnoac. — Regardez donc, jeune homme.

Il élève légèrement, au-dessus du bloc qui les cache, son feutre gris. Un claquement sec. Il montre à Olivier le chapeau percé d'une balle.

— Regardez maintenant par ici.

L'anfractuosité où ils sont blottis a cinq ou six pieds de profondeur. Pas d'issue.

— Êtes-vous désormais fixé sur la valeur du secours que je viens de vous porter? — reprend M. de Magnoac. — Quand je vous ai vu, vous escrimant sur le rebord de ce rocher, je me suis demandé si j'avais bien le droit de vous venir en aide et de transformer pour vous une mort relativement noble, la mort par écrasement, en une mort ignominieuse : six balles, les yeux bandés.

— Pas de salut possible? — demande Olivier.

— Lorsque je me suis réfugié ici, — dit M. de Magnoac, — j'ai profité du désordre consécutif à la prise des tranchées. Nul ne m'a vu alors. A présent, les libéraux savent que nous sommes dans cette souricière. Tôt ou tard, ils sont certains de nous y cueillir.

— Vous vous êtes sacrifié pour moi, monsieur, — dit Olivier.

— C'est par moi que vous êtes ici, monsieur, — dit M. de Magnoac. — Mais permettez que je jette un coup d'œil au dehors.

Trois blocs de pierre masquent l'entrée de la crevasse ; par les interstices, on voit le flanc du mont.

— Très bien, — dit M. de Magnoac. — Ce n'est pas par en haut qu'ils viendront : cent mètres à pic. Ni par la gauche, votre route, monsieur. Difficilement par la droite. Ils ne peuvent donc nous attaquer que de face, avec bien de la peine. J'ai l'honneur, cher monsieur, de vous le répéter, nous sommes perdus. Les carlistes ont fusillé le Prussien Schmidt, qui était

capitaine. Les libéraux fusilleront deux Français qui n'ont aucune situation régulière dans la défunte armée carliste. Nous sommes perdus. Dans ces conditions, je pense que vous êtes du même avis que moi : rire un peu auparavant. Nous en avons les moyens. Voyez plutôt.

Il montre à Olivier une carabine Remington.

— Je l'ai essayée ce matin. Elle porte en haut et à droite. Il s'agit d'être prévenu. Je viens de compter les cartouches : quarante-six. J'ai en outre mon revolver, approvisionné pour dix-huit coups. Ce sera pour vous.

— Monsieur de Magnoac, — dit Olivier avec un sourire de reproche, — vous m'aviez promis, à Paris, que vous me prêteriez un fusil. Celui-ci est pour moi.

— Ah ! permettez, — dit le vieillard, — tout ce que vous voudrez, mais pas cela !

— Monsieur de Magnoac, — reprend M. de Préneste, — si je vous comprends bien, quel est notre but commun : avant d'être pris, faire payer le plus cher possible à l'ennemi notre mésaventure. C'est donc une question de compétence qui se pose. Or, je prétends être meilleur tireur que vous.

— Par exemple, — dit le vieillard.

— C'est facile à vérifier, monsieur. Nous avons le loisir d'organiser une poule. Trois coups chacun.

— Excellente idée, — dit M. de Magnoac, qui rit comme un enfant.

— Trois coups chacun en alternant. Le vainqueur restera possesseur indiscuté du fusil. L'autre aura le maniement du revolver. A vous de commencer.

— Je n'en ferai rien.

— Je vous en prie. Mais dépêchons, je vois par la fente du roc quelques-uns de ces braves libéraux qui, nous croyant sans armes, s'enhardissent. Ah! celui de nous deux qui commencera n'aura réellement pas une mauvaise cible.

— J'ai des dés, — dit M. de Magnoac.

Il les lance sur une pierre plate : trois, six, un. M. de Préneste joue : quatre, un, deux.

— A vous, — dit-il à M. de Magnaoc avec une nuance de regret. — Permettez que j'arme la carabine.

Il tend au vieillard l'arme chargée.

M. de Magnoac épaule. Trois soldats se hissent péniblement vers eux, à soixante mètres environ. Celui du milieu bat l'air de ses bras, tombe en arrière. On ne le voit plus.

— C'était trop facile, — dit M. de Magnoac modestement, en tendant le fusil à Olivier.

M. de Préneste le charge avec méthode. Les deux malheureux acolytes de la victime se sont effondrés derrière les rocs. Mais les reins de l'homme de gauche, trop arqués, s'aperçoivent. Olivier vise avec un grand calme. Le coup part. Le soldat n'a pas bougé.

— Manqué, — crie triomphalement M. de Magnoac.

— Vous vous êtes trompé, monsieur, — dit M. de Préneste. — Ce fusil porte en bas et à gauche.

— Erreur, — dit M. de Magnaoc, — vous allez voir.

Il vise, tire.

— Manqué, — avoue-t-il avec dépit.

— A mon tour, — dit Olivier. — Vous allez voir, maintenant que je connais l'arme.

Il tire. Le malheureux christinos a un soubresaut. Le voilà qui dévale, sur la pente du mont, comme une marionnette désarticulée. La tête rebondit, rebondit...

— Je me fais fort, à présent, de ne plus perdre une seule cartouche, — dit Olivier. — Mais à votre tour, cher monsieur.

M. de Magnoac arme lui-même le Remington. Il attend. Soudain, Olivier le voit reposer la carabine.

— Ouais! qu'est ceci? — a dit M. de Magnoac.

Deux hommes, en contre-bas, par un petit sentier découvert, viennent de surgir. L'un est sans armes. Il a le schako bleu, la tunique à deux rangs de boutons, le ceinturon de cuir verni des officiers alphonsistes. L'autre est un soldat, avec un mouchoir à la baïonnette de son fusil, qu'il tient comme un cierge.

— Un parlementaire, ma parole! — fait M. de Magnoac. — Savez-vous, cher ami, que ces païens ont les usages du meilleur monde? Ne les laissons pas, cependant, approcher trop près.

Parvenu à une cinquantaine de mètres du petit blockhaus,

de lui-même l'officier s'est arrêté. Il a l'air assez embarrassé. On voit nettement que le soldat désirerait être ailleurs.

— Qu'y a-t-il pour votre service, monsieur? — crie M. de Magnoac.

— Je vous apporte les propositions du général Primo de Rivera, monsieur, — répond l'autre, en un français fort convenable.

— Je brûle d'envie de les connaître, surtout si elles sont honorables.

— Son Excellence s'engage sur l'honneur à vous laisser la vie sauve, à vous et à votre compagnon.

— Sans conditions?

— Sous une condition : c'est que vous soyez, l'un et l'autre, possesseurs d'un titre régulier dans l'armée carliste.

— C'est précisément, cher monsieur, la condition que, ni mon ami, ni moi, ne remplissons.

— Dans ce cas, je ne puis que vous inviter à vous rendre immédiatement à merci.

— Pour être fusillés, n'est-ce pas?

— Vous n'êtes pas belligérants. Les carlistes ont fusillé le capitaine prussien Schmidt. Il est vraisemblable que le traitement réciproque vous sera appliqué. Vous n'avez plus qu'à vous rendre.

— Monsieur, — répond M. de Magnoac avec une courtoisie exquise, — je ne sais ce qu'il faut le plus admirer en vous, de la naïveté ou de la mauvaise foi. Vous nous refusez la protection du droit des gens, en tant que non belligérants, mais vous trouvez fort bon de venir à nous à l'ombre d'un drapeau blanc. Je serais, de votre point de vue, parfaitement logique, en vous envoyant à l'instant même une balle en plein front, me réservant d'exécuter un petit doublé sur le gracieux jeune homme qui vous accompagne.

L'officier alphonsiste croise dédaigneusement les bras. Le drapeau blanc tremble de plus en plus entre les mains de son compagnon.

— Dépêchons, — dit-il. — Trêve de bons mots. C'est oui, ou c'est non.

— C'est non, voyons, cher monsieur, c'est non. Votre ambassade était enfantine. Nous avons déjà démoli deux des vôtres.

Dans une heure il y en aura une quarantaine par terre. Perdus pour perdus, n'est-ce pas, nous avons bien le droit de nous distraire un peu.

L'officier salue et fait demi-tour. M. de Magnoac le couche en joue.

Olivier lui pose la main sur le bras.

— Permettez, cher monsieur, ce n'est pas de jeu. Ne respectons pas les règles du droit international public avec l'Espagne. Mais, entre nous, respectons les règles de notre petite partie. Un parlementaire, ça ne compte pas.

M. de Magnoac repose la carabine avec humeur. Soudain, son visage s'éclaire.

— Ce serait drôle, — murmure-t-il. — Au reste, rien ne coûte d'essayer. Il appelle.

— Capitaine, capitaine !

Le parlementaire, qui allait disparaître derrière une roche, s'est arrêté. Il revient vers ses interlocuteurs invisibles, seul.

— Eh bien, messieurs?

— Capitaine, — dit M. de Magnoac, — je ne pense pas que le général Primo de Rivera mène en personne l'assaut. C'est sans doute à vous qu'est confié ce soin.

— Que vous importe?

— Ne nous fâchons pas, capitaine; je vous parle très sérieusement, j'ai une petite combinaison à vous proposer.

— Que voulez-vous dire?

— Voici.

M. de Magnoac dresse sa main au-dessus du rocher. L'officier voit qu'elle agite une liasse de papiers.

— Savez-vous ce que c'est que cela, capitaine?

— Je ne vois pas...

— Ce sont dix billets de banque français de mille francs, dix mille francs, cher monsieur.

L'officier a un sursaut de colère.

— Vous osez?

— Ne vous fâchez pas. Attendez au moins la fin de mon discours. Il n'est pas question, comme vous paraissez le croire, d'obtenir, pour cette modique somme, que vous fermiez les yeux sur notre évasion. Nous sommes pris, et bien pris.

— Que voulez-vous, alors? Finissons-en.

— Je n'ai pas de secret pour vous, cher monsieur, nous sommes un peu à court, sous le rapport armes et munitions. Si vous aviez la bonté de troquer, contre ces modestes billets, le fusil d'un de vos troupiers, avec cinquante cartouches, pas davantage, vous me combleriez d'aise, et vous amélioreriez sensiblement l'ordinaire de vos soldats. Remarquez que ma proposition n'est folle qu'en apparence. Consultez vos hommes. Ces braves garçons, que je sais assez mal payés, vous conseilleront certainement d'accepter.

— Je regrette que vous m'ayez fait revenir pour écouter vos sornettes, monsieur, — dit le capitaine, rouge de fureur.

— Un mot encore, — dit M. de Magnoac. — N'oubliez pas que le change nous est à l'heure actuelle très favorable. Dix mille francs français, c'est quinze mille trois cent cinquante de vos malheureuses pesetas.

Le parlementaire s'éloigne à reculons.

— Ces plaisanteries se paieront bientôt, je vous le jure, — dit-il avec un geste de menace.

— Ta, ta, ta, je vous vois venir, petit farceur, — lui crie M. de Magnoac. — Vous vous dites : « L'argent de ces braves Français, nous l'aurons tout à l'heure, et pour rien ! » Non, pas de ça ! Regardez.

Il a frotté une allumette. La liasse qu'il brandit au-dessus du roc est maintenant une torche. Il la jette dans le vide, où elle achève de se consumer.

— Bon voyage! — crie-t-il encore. — Et allez dire à votre roi que sa mère et sa grand-mère n'étaient que des... et que la Pragmatique est un faux en écriture publique.

Et M. de Magnoac se renverse en arrière, en proie à une crise de fou rire, tandis que le parlementaire, outré, disparaît derrière les roches fauves.

— Je crois que j'ai manqué un peu à la galanterie qu'on doit malgré tout à des femmes, qu'en dites-vous? — demande M. de Magnoac, quand cette belle hilarité a cessé.

Olivier ne répond pas, il dispose, méticuleusement, en petits tas brillants, les cartouches. M. de Magnoac est vexé. Carabine au poing il attend, maussade, au créneau rocheux. Il n'attendra pas longtemps.

Un christinos, qui sans doute a fait un faux pas, surgit soudain, bien en vue, M. de Magnoac épaule et tire.

— Manqué encore, — jure-t-il. — Qu'ai-je donc aujourd'hui?

— On n'est pas toujours bien disposé, — dit poliment M. de Préneste, en prenant la carabine.

Le libéral n'a pas encore réussi à opérer le rétablissement qui doit le mettre à l'abri. La balle d'Olivier coupe court à ses efforts.

— En plein front, me permettrai-je de vous faire remarquer, monsieur, — dit-il à son compagnon. — Deux à un, n'est-ce pas? La carabine m'appartient.

— Je ne vous le conteste pas, fait le vieillard sur un ton bourru et navré.

C'est vers dix heures que le premier christinos a été mis à mal. Il est quatre heures. Le jour baisse. Depuis cinq heures, M. de Préneste n'a pas lâché la carabine. Deux fois, les libéraux s'en sont venus à l'assaut. Elle a fonctionné alors comme une mitrailleuse. Maintenant, les ennemis se tiennent cois. C'est à peine si, depuis une heure, Olivier a pu tirer trois ou quatre coups de fusil, sur des imprudents ou des curieux.

— Ils attendent la nuit, — dit-il à M. de Magnoac.

Le vieillard n'a plus l'air maussade. C'est avec une véritable admiration qu'il regarde Olivier.

— Sur trente coups que vous avez tirés, vous n'avez pas perdu plus de cinq cartouches, dit-il.

— Combien en reste-t-il? — demande Olivier.

— Six.

— Sept avec celle que j'ai dans la carabine. Allons, monsieur de Magnoac, on commence à ne plus y voir. Le tour du revolver, votre tour, va venir avec la nuit.

Ils se serrent la main en silence. Une chauve-souris, la première, passe, c'est la fin.

Dans leur trou, ils sont devenus l'un pour l'autre invisibles.

Olivier sent la main de M. de Magnoac sur son bras.

— Écoutez, — dit le vieillard, — ce sont eux. Ils montent.

— Pas encore, — dit Olivier, — quelque caillou détaché qui roule.

Dix minutes passent. Le flanc du mont a disparu, noyé dans le noir.

De nouveau, la main de M. de Magnoac, la gauche, naturellement, puisque le revolver est dans l'autre.

— Cette fois, — murmure Olivier, — vous ne vous trompez pas. Les voilà !

Un silence. Et soudain, M. de Préneste se met à tirer.

Successivement, sans épauler, il lâche un, deux, trois, quatre coups de fusil, ne prenant pas le temps de recharger. Et puis ce sont des cris, des râles, la mêlée a commencé. Olivier a roulé à terre.

Maintenant, c'est le tour du revolver. Un, deux, trois, quatre, cinq, six détonations. M. de Magnoac a réussi à épuiser son barillet.

— Bravo, bravo, — crie Olivier, sous les coups de botte qui le broient, les coups de crosse qui l'assomment.

Il parvient à crier encore :

— Bravo !

L'instant d'après, ligotés, meurtris, on se les passe de bras en bras, sur les flancs sombres du Monte-Jurra, prisonniers !

VI

ON NE DONNE PAS QUE SON OR

Grâce à l'hôtelier qui avait logé M. de Magnoac, Lucile et Allegria savaient qu'Olivier était parti pour Estella avec le vieillard. Elles le savaient par des renseignements qu'elles avaient pris chacune de leur côté, car depuis le soir du gala, elles n'avaient plus prononcé le nom de M. de Préneste.

Trois jours plus tard, elles dormaient encore, l'aube n'étant pas même levée, quand elles furent brutalement tirées de leur sommeil. Don Iñigo était entré sans frapper. Il tenait un bougeoir qui tremblait dans sa main.

— Il faut partir, — cria-t-il. — Il faut partir !

— Quoi? — dirent-elles ensemble.

— Les libéraux sont aux portes de la ville. Dans une heure ils entreront dans Tolosa. Vite, vite, il faut partir.

— Dans Tolosa ! — dit Allegria, — alors... Estella?

— Estella est prise depuis hier matin, — fit le prêtre. L'armée qui la défendait est en déroute. Vite, vite !

— Et Calderon? — demande encore Allegria.

— Calderon est prisonnier avec tout son état-major.

— Ah! — fit-elle avec un grand cri. — Calderon prisonnier! Alors Olivier est mort.

Et elle se renversa sur les coussins du lit.

Lucile la reçut dans ses bras.

— Tu dis? — fit impérieusement la jeune fille.

Jamais encore, Allegria n'avait désigné M. de Préneste par son prénom. Elle rouvrit les yeux, les referma en apercevant le dur regard scrutateur de Lucile.

— Je dis que, s'il est prisonnier, il est perdu, — murmura-t-elle faiblement.

Et elle s'affaissa de nouveau.

Lucile l'abandonna. Elle était maintenant debout et s'habillait avec rapidité.

— Vite, vite, — répétait Don Iñigo en trépignant.

— D'où tenez-vous ces détails? — demanda mademoiselle de Mercœur.

— Du Quartier Royal. La nouvelle y est parvenue à minuit. A cette heure, toute la cour doit être partie. C'est un des aides de camp de Don Carlos qui vient de me prévenir. Vite, vite !

— Sa Majesté est pleine d'attentions, — fit simplement mademoiselle de Mercœur.

— Par la Sainte Mère du Christ, dépêchons-nous, — supplia don Iñigo. — Nous sommes à cette heure les derniers dans Tolosa. Si les libéraux nous y trouvent, Dieu bon, je ne célébrerai plus de longtemps le Saint-Sacrifice.

— Avez-vous fait seller les chevaux? — demanda Lucile.

— Oui, ainsi que ma mule. J'en ai donné l'ordre.

— Eh bien ! allez voir si on l'exécute. Vous serez mieux en bas qu'ici, à répandre de la bougie sur nos robes.

Elle revint vers Allegria.

— Allons, dépêche-toi ! — dit-elle d'une voix rude.

Elles furent toutes deux vite prêtes. Mademoiselle de Mercœur jeta un long regard sur cette chambre, où elle avait vécu des heures si bizarres, et qu'elle ne reverrait jamais plus.

Elle ouvrit la porte de l'escalier, éteignit la lampe. Devant la maison, leurs chevaux les attendaient. Don Iñigo était déjà sur sa mule.

— Dépêchons, dépêchons, — dit-il. — Le jour va naître.

Ils traversèrent la ville tout à l'heure encore endormie, maintenant frémissante d'un trouble obscur. Des portes s'ouvraient, des fenêtres s'allumaient. La malheureuse population attendait, dans l'angoisse, l'arrivée de l'ennemi.

En passant devant une maison éclairée, Lucile entrevit Allegria. Il y avait sur le visage de la fille de Pierre Detchart une telle expression de désespoir que mademoiselle de Mercœur en fut touchée. Rapprochant son cheval, elle serra la main de sa compagne. Cette main était inerte et froide.

Elles arrivèrent sur la place du palais. La grande maison, qui, quelques heures auparavant, abritait encore l'état-major et la cour, était morne et déserte. Les portes ouvertes disaient une fuite précipitée. Deux soldats, avec des jurons affolés, malmenaient un mulet trop chargé, qui s'obstinait à ne pas vouloir partir. On n'avait pas eu le temps d'enlever le beau tendelet mauve de la fête.

A un carrefour, les deux jeunes femmes, sans s'être consultées, prirent la route de droite, celle qui allait vers le sud.

— Pas par là, — s'exclama Don Iñigo, — pas par là ! Êtes-vous folles? c'est la route de gauche qu'il faut suivre.

Elles ne répondirent pas.

— Êtes-vous folles? — répéta le prêtre. — Vous marchez vers Estella !

Bientôt elles n'entendirent plus sa voix.

Il pouvait être neuf heures. Un horrible brouillard d'hiver, aigre et jaune, pesait sur la campagne. Allegria et Lucile arrêtèrent leurs chevaux.

A gauche, dans des labours abandonnés, une masure dressait ses murs lépreux. Des ombres tournaient autour. Une

perche, plantée sur le toit, portait le drapeau de la Croix-Rouge. Les deux femmes descendirent de leurs montures. Allegria prit les rênes des chevaux, tandis que Lucile pénétrait dans la maison.

Une maison ! Un mauvais hangar, plutôt. Sur une paille rare, le long des murs, une trentaine de blessés étaient alignés.

Une équipe d'infirmiers de l'Association de la Charité, dirigée par un chirurgien français, s'efforçait à donner des soins à ceux pour qui quelque chose encore pouvait être fait. Sur une mauvaise table de cuisine, un misérable hurlait. Des seaux de ferme était pleins d'une eau sanguinolente, où nageaient des bouchons d'ouate et des morceaux de charpie.

Lucile vit les visages terreux, la poussière et le sang caillé qui les marquaient de leurs atroces stigmates. Toute cette odeur de pharmacie et de mort manqua la faire défaillir. Elle alla vers le médecin.

— Ce sont les blessés d'Estella, docteur?

— Oui, mademoiselle, — répondit-il, regardant avec surprise mademoiselle de Mercœur.

— A quels corps appartiennent-ils?

— Des Navarrais, pour la plupart.

— Un d'entre eux pourrait-il me renseigner sur le sort de deux de nos compatriotes qui devaient se trouver hier à Estella, aux côtés du général Calderon, messieurs de Magnoac et de Préneste?

— Je l'ignore, mademoiselle. Je vais toujours demander.

Il posa la question à voix haute, sans éveiller une lueur dans les yeux fiévreux ou vitreux.

— Je parle bien mal l'espaguol, — dit-il, — et d'ailleurs peu de ces pauvres diables sont en état de répondre.

Lucile alla vers la porte.

— Laisse les chevaux et viens, — dit-elle à Allegria.

La gorge sèche, celle-ci répéta la question que venait de poser le docteur...

Alors, du fond de la salle, un râle s'éleva, un râle avec une voix qui les fit tous trois tressaillir, quelque chose comme la plainte d'une bête et les pleurs d'un petit enfant.

Allegria, — disait la voix.

La fille de Pierre Detchart s'appuya des deux mains à la table.

Le regard de Lucile alla vers le chirurgien.

— Un malheureux, — murmura celui-ci, — un des derniers défenseurs du Monte-Jurra. Prisonnier un instant des libéraux, il a réussi à leur échapper, avec une balle dans la tête. Comment a-t-il eu la force de marcher, de nous rejoindre, je me le demande encore... Tout à l'heure, il est entré dans le coma. Je le croyais mort...

— Allegria! — répéta la voix, dans un pitoyable crescendo.

— Qu'attends-tu? — fit brutalement Lucile.

Toutes deux, elles marchèrent vers le coin obscur d'où partait l'abominable plainte. Une sorte de géant gisait là. La capote en loques, entr'ouverte sur le torse nu, laissait voir deux blessures. On n'apercevait pas celle du front, recouverte d'un bandage maculé.

— Juan Arquillo ! — murmura Allegria.

Le mourant l'avait reconnue. Quand il l'entendit prononcer son nom, un sourire de béatitude tordit sa lèvre. Il tendit les bras, il voulut se dresser. Il retomba sur la paille avec un gémissement.

— Agenouille-toi près de lui, — ordonna Lucile.

Allegria, blême, obéit. Les yeux du soldat eurent une expression de douceur ineffable.

— Prends-le dans tes bras, — dit Lucile.

Chancelante, Allegria passa son bras gauche sous la tête du géant. Il gémit, en continuant de sourire.

— Allegria ! — murmura-t-il.

Mademoiselle de Mercœur s'était agenouillée de l'autre côté.

— Embrasse-le, — ordonna-t-elle.

Allegria eut un horrible recul. Cette grande dispensatrice de volupté se cabra devant la tragique étreinte qu'on lui imposait. Elle jeta à sa compagne un regard qui criait grâce.

— Embrasse-le, — répéta Lucile inexorable.

Éperdument, la fille de Pierre Detchart baisa cette face où la mort promenait déjà ses ombres grises. Dans un râle de douleur et de joie, le blessé cherchait ses lèvres...

— Vite, maintenant, vite, — murmura Lucile. — C'est la fin.

— Tu étais au Monte-Jurra? — demanda Allegria, défaillante.

— J'y étais, — dit-il. — Je me suis bien conduit, Allegria, j'en ai tué quatre. Ce sont les Alavais qui ont lâché pied.

— Je sais, je sais, — murmura-t-elle.

— J'ai fait ce que je t'avais promis, quand...

— Je sais, je sais... Il y avait deux Français au Monte-Jurra?

— Deux Français qui se sont battus comme des démons. Ils ont tué à eux deux près de quarante libéraux.

Les deux femmes échangèrent un coup d'œil d'orgueil sauvage...

— Vite, vite, — cria soudain Lucile, en désignant l'homme qu'une convulsion secouait.

— Que sont-ils devenus? Que sont-ils devenus? — dit Allegria, collant ses lèvres aux lèvres sanglantes du moribond.

Il râlait et ne répondait pas.

— Prisonniers ou morts? — répéta-t-elle.

Sous cette terrible étreinte, le géant poussa un gémissement.

Il rouvrit les yeux.

— Prisonniers, — murmura-t-il.

Et il retomba !

Au milieu des plaintes qui s'élevaient de la table d'opération, la mort de Juan Arquillo avait passé inaperçue.

— Ce pauvre diable a-t-il pu vous donner le renseignement que vous désiriez, mesdames? — demanda le chirurgien, quand elles prirent congé de lui.

— Oui, — dirent-elles.

— Tant mieux, parce que sans cela, j'avais oublié de vous le dire, vous auriez pu questionner les officiers d'un bataillon alavais qui fait la grand'halte à une demi-lieue d'ici, tenez, dans la prairie que vous apercevez, en bordure du ruisseau.

— Ah ! les Alavais sont là, — dit Allegria.

Elles étaient remontées à cheval. Allegria dirigea le sien vers l'endroit que venait de désigner le docteur.

— Ah ! les Alavais sont là, — répéta-t-elle.

Elle avait maintenant repris tout son calme, ce calme perdu depuis le matin.

— Où vas-tu? — demanda mademoiselle de Mercœur.

— Les Alavais sont là, — ricana-t-elle. — Accompagne-moi. Tu vas m'entendre leur dire deux mots.

Les soldats étaient en train de faire la soupe quand les deux cavalières débouchèrent dans la prairie. Ils les regardèrent venir avec curiosité. Allegria dirigea son cheval vers un petit groupe assis à l'écart : les officiers. Ils la reconnurent, ils se levèrent.

Elle fit caracoler sa bête.

— Je vous demande pardon, messieurs. C'est bien au deuxième bataillon d'Alava que j'ai l'honneur de m'adresser?

— Oui, — lui fut-il répondu par une voix naïve.

— Au deuxième bataillon d'Alava, qui arrive d'Estella?

Cette fois, nulle réponse ne lui parvint.

— Au deuxième bataillon, — scanda-t-elle, — qui, hier matin, a abandonné la tranchée qui lui était confiée pour s'enfuir honteusement du champ de bataille ?

Des murmures commençaient à courir. Tous les hommes étaient maintenant debout.

Superbe d'audace et de mépris, Allegria lança son cheval au milieu d'eux.

— Lâches ! lâches ! — cria-t-elle alors.

Une rumeur de colère monta. Allegria se vit entourée d'un cercle menaçant.

— Lâches ! — répéta-t-elle.

Du coin des officiers, une voix retentit, ironique et dure.

— Du calme, soldats, du calme ! On ne fait pas de mal à une femme, quand même cette femme serait une fille.

Des ricanements approbateurs coururent. Blême et souriante, Allegria s'était retournée vers celui qui venait de parler.

— Capitaine Tharsis, vraiment, — dit-elle. — Mes compliments pour votre galanterie.

Elle s'avança vers l'officier, qui, les bras croisés, la regardait d'un air de défi.

— Capitaine Tharsis, un jour que vous vous rappelez peut-être, je me suis dit : « Pardieu, si cet homme est aussi brave officier qu'il est piètre amant, quel beau cadeau je fais là à l'armée de la légitimité !... » J'ai été deux fois volée, cher capitaine Tharsis, j'ai le regret de le proclamer devant vos hommes : chez vous, le soldat ne vaut pas mieux que l'amant.

Et dans le silence total, elle éclata du plus insultant des rires.

Tharsis était devenu blême.

— Chienne ! — murmura-t-il.

Il s'était brusquement baissé. Allegria eut à peine le temps de rejeter la tête en arrière, pas assez vite cependant pour éviter le lourd silex que venait de lui lancer à toute volée le capitaine Tharsis.

Au même instant, son cheval se cabra. Aveuglée par le sang qui ruisselait de son front, elle tomba à terre.

. . . .

— Quelle heure est-il? — demanda Allegria en revenant à elle.

— Quatre heures, — dit Lucile.

Mademoiselle de Mercœur avait traîné sa compagne au bord du ruisseau qui coulait au bas de la prairie. Déchirant son mouchoir et celui d'Allegria, elle avait étanché le sang de la blessure. Elles restaient seules, les Alavais ayant précipitamment abrégé leur halte. A l'entour, les deux chevaux broutaient les maigres herbes rases.

Allegria se dressa sur son séant, sourit à Lucile.

— As-tu ta glace? — demanda-t-elle.

Mademoiselle de Mercœur lui tendit un miroir de poche.

Rejetant ses cheveux en arrière, Allegria regarda sa blessure : une longue estafilade, un peu au-dessus de la tempe.

— Ce cher garçon ne m'a pas manquée de beaucoup, — murmura-t-elle.

— Souffres-tu? — demanda Lucile.

Elle secoua la tête.

— Je ne souffre plus, — répondit-elle.

Elle alla vers son cheval, arrangea les rênes.

— Il faut partir, — dit-elle.

Mademoiselle de Mercœur la regarda.

— Partir, pour où?

Sa compagne garda le silence.

— Où nous diriger? — demanda Lucile.

— Il faut rejoindre le Quartier Royal, — dit Allegria.

En même temps, elle regardait de biais Lucile.

— Le Quartier Royal, — dit mademoiselle de Mercœur, très pâle.

Elle murmura :

— Et Olivier?

— Monsieur de Préneste? — dit Allegria, indifférente. — Oh ! à l'heure actuelle, il y a de fortes chances pour qu'il ait quitté ce monde, ainsi que monsieur de Magnoac.

— Ah ! il vit encore, j'en suis sûre, et toi aussi ! — s'écria mademoiselle de Mercœur.

La fille de Pierre Detchart la regarda avec un sourire pâle.

— Peut-être, — dit-elle. — Alors?

— Alors, il faut le sauver, — supplia Lucile.

— Que ferais-tu pour qu'il soit sauvé? — demanda Allegria.

— Tout, — lui fut-il répondu.

— Même cela?

Et se penchant vers mademoiselle de Mercœur, elle lui parla à l'oreille.

Lucile recula avec épouvante.

— Tu dis?

— Inutile de me faire répéter, tu as entendu, — dit sèchement Allegria.

— Je ne veux pas, je ne peux pas, — sanglota mademoiselle de Mercœur.

— Il mourra donc, — fit Allegria, impassible.

— Non, non, tu ne le laisseras pas mourir, si tu peux le sauver, car tu l'aimes, — s'écria Lucile.

— Tu me connais mal, — dit Allegria avec un rire affreux, — c'est précisément pour cela que je le laisserais fort bien mourir.

— Je ne peux pas, je ne veux pas ! — répéta Lucile, se tordant les mains.

— Alors il mourra, — dit Allegria.

— Pitié ! — fit mademoiselle de Mercœur. — J'ai toujours fait tout ce que tu as voulu.

— Qu'as-tu fait ? — dit Allegria avec mépris. — Tu as donné ta fortune, par égoïsme, parce que tu en avais peur, pour ne pas sentir pendant ton sommeil l'horrible poids d'un or suspect t'écraser les pieds. Mais le moment est venu où il faut te le dire : on ne donne pas que son or. Sans cela, réellement, les riches auraient trop beau jeu par rapport aux pauvres. On ne donne pas que son or, Lucile.

— Pitié! — répéta la jeune fille, écroulée aux genoux d'Allegria et les lui baisant.

— L'heure passe, — fit celle-ci, regardant à ses pieds, avec un étrange mélange de haine et d'amour, la belle tête blonde. — Oui ou non?

— Je veux vivre ! — dit mademoiselle de Mercœur.

— Lui aussi veut vivre, — dit Allegria, — et pourtant demain, après-demain au plus tard, il sera étendu dans un pré, le corps troué de six balles, avec, par-dessus, une couverture brune.

— Ah ! bourreau ! — fit Lucile.

Et elle cacha son visage dans ses mains.

— Une dernière fois, — fit Allegria.

Mademoiselle de Mercœur poussa un grand cri.

— Qu'il vive, si tu peux le sauver ! qu'il vive, qu'il vive !... Et puis fais de moi ce que tu voudras.

Un frisson de triomphe secoua Allegria.

— Viens alors, — se borna-t-elle à dire.

Le crépuscule jaune était rayé par les arbres noirs. Toutes deux montèrent à cheval et disparurent parmi les ombres commençantes.

ALLEGRIA

I

LA GUARDIA

Le même soir, Allegria, venant à cheval par la route de Tolosa, arriva devant la *funda* Bujalance, l'auberge la plus importante du bourg de Lecumberry.

— Hé, don Lycurgue ! — appela-t-elle, heurtant de sa cravache une fenêtre du premier étage.

La face apeurée de don Lycurgue Bujalance apparut. Ses yeux scrutèrent l'obscurité.

— Messieurs les libéraux... — commença-t-il.

— Ce ne sont pas encore les libéraux. Ce n'est que moi, Allegria Detchart; descends, ouvre ta porte, et viens prendre mon cheval.

La fenêtre se referma. La porte s'ouvrit.

— Doña Ursule dort, sans doute? — demanda Allegria à l'hôtelier quand il eut installé le cheval dans l'écurie.

— Ma femme dort, en effet, votre Grâce.

— Eh bien, va la réveiller. Ou plutôt, allons-y ensemble.

— Debout, Ursule ! — cria Allegria, en pénétrant dans la chambre. — Et maintenant, si vous le voulez bien, cher don Lycurgue, laissez-moi un peu avec votre épouse. Tenez, allez en bas, me préparer un bol de vin chaud, prestement. Voyons, Ursule, debout, ma fille.

L'hôtelière, muette d'étonnement et de sommeil, se tenait droite au milieu de la pièce.

— Ouvre-moi ta garde-robe, — commande Allegria.

Sans attendre qu'Ursule obéît, elle passa dans une antichambre et en ressortit chargée d'un monceau de vêtements. Elle se mit à examiner les robes, les manteaux, les châles...

— Trop beau, trop neuf, trop beau, — disait-elle, à cha-

cun d'eux, en l'envoyant rejoindre les précédents sur le lit.
— Ah ! enfin, voilà qui est mieux.

Elle tenait une robe de laine noire, très grossière, usagée, rapetassée, mais propre. Cette robe était toute d'une pièce, avec les manches courtes, larges, évasées. On la passait par le cou, à la manière des robes de moines.

— Déchausse-moi, — dit Allegria.

Ursule retira les grandes bottes de cuir fin, les bas de soie.

— Déshabille-moi.

Ursule enleva l'amazone sombre. Allegria n'avait plus que sa mince chemise. Faisant glisser une seule des épaulettes pour ne pas apparaître absolument dévêtue devant l'hôtelière, elle passa la robe noire. La chemise surgit autour de ses pieds, couronne de dentelles blanches.

Allegria était nue sous la rude étoffe.

— Jésus, votre Grâce ! c'était pour vous, cette vilaine robe ! — s'exclama Ursule. — Prenez celle-ci, ma plus belle.

Allegria ne répondit pas. Elle fouillait dans un coffre empli de chiffons. Elle y puisa une cordelière de soie noire.

— Là, — dit-elle, en se la nouant autour de la taille. — Voilà pour la fantaisie. Trouve-moi une paire de sandales noires.

— Et des bas, votre Grâce?

— Pas de bas.

Ursule chaussa en gémissant les tendres pieds blancs de dures espadrilles. Allegria se regarda dans la glace de l'armoire. Avec sa robe serrée aux hanches, ses jambes, ses bras, son col nus, jamais peut-être elle n'avait été plus belle. Elle lança son menton en avant, d'un air de défi. Ses cheveux courts frémirent. Elle se sourit.

— Et maintenant, — dit-elle, — une cape noire, et j'aurai fini de t'ennuyer. Non, pas celle-là, elle est trop belle. Tu veux donc que tout le monde se retourne sur mon chemin? Celle-ci.

Elle se drapa dans le large châle. Sa tête, son front, son visage disparurent. On ne vit plus, dans l'entre-bâillement, que les profonds yeux sombres.

Elles descendirent, Allegria riant de son accoutrement, dame Ursule continuant à se lamenter.

Ses lamentations furent reprises par son époux, sitôt qu'il eut aperçu Allegria :

— Un sacrilège, votre Grâce ! C'est Lycurgue Bujalance qui a l'honneur de vous le dire, un sacrilège !

— Assez d'histoires ! — dit Allegria. — Tu as préparé le vin chaud? Donne-le.

Elle prit le bol, qu'elle vida d'un trait.

— Donne-moi un bâton, — dit-elle encore à Lycurgue.

Elle ramena sur sa face la cape obscure.

— Maintenant, écoutez, — dit-elle. — Les libéraux seront ici à l'aube. Il se peut que nous ne nous revoyions pas de longtemps. Merci de ce que vous avez fait pour moi. Je vous laisse mon cheval. Vendez-le, si vous voulez. Si vous pouvez le garder, j'en serai heureuse, car c'était une brave bête, que j'aimais bien.

Elle ouvrit la porte de la rue. Une bouffée de vent glacé, mêlé de pluie, entra par la brèche noire. Allegria, sous la maigre étoffe râpée, frissonna longuement.

— Adieu, — dit-elle.

Et cette pauvresse disparut dans l'obscurité.

Ruée parmi les ténèbres, sous les longs fils parallèles et livides de la pluie. Ceci, c'est un coteau. Les pieux noirs qui le tachettent ou le hérissent signifient qu'il est planté de vignes, de vignes qui, en septembre, dans la lumière bénie, seront semblables chacune à une fontaine de vermeil. Sous la main qu'il écorche, un mur, le mur d'un champ, un mur en terre sèche. Ce mur devient un parapet... Ah ! ruisseau invisible, divin glou-glou de l'eau mystérieuse qui calme ma fièvre angoissée, déjà je ne t'entends plus ! La route s'encaisse, à droite, à gauche, des ravins. Au sommet, un ruban sinueux et blême : l'horrible ciel nocturne. Allegria tremble. De peur? Misérable fille, tu ne songes donc plus à ton père, à ce Pierre Detchart, immobile, des nuits et des nuits, sous les pluies diluviennes d'Orocopiche? A-t-il eu peur, lui, a-t-il eu peur? Mais, au fait, est-ce bien de peur qu'elle tremble, en cette minute, sa fille forcenée !...

Jamais Allegria ne sut comment elle avait marché cette nuit-là, ni combien de temps au juste. Elle s'était dirigée

vers Alsasua. L'aube, une aube terreuse et jaune, la trouva franchissant l'Araquil. Alors elle reconnut, dominant le mont Araler, la chapelle de San-Miguel-in-Excelsis.

Le village de Huarte était déjà occupé par les troupes libérales. Allegria y pénétra.

En passant devant une maison basse, elle s'entendit appeler de l'intérieur.

— Eh ! ma mignonne, aussi vrai que j'ai nom Josefa Cristobal, et que je suis cantinière au régiment de Badajoz, veux-tu gagner deux pesetas?

— Ce n'est pas de refus, — dit Allegria.

Doña Josefa Cristobal était une matrone dénuée d'idées générales et au menton orné d'une modeste barbiche. Au demeurant fort brave femme.

— Voici, — dit-elle, — les mauvais garçons de mon régiment ont passé toute la nuit à fêter la dernière victoire des armées de Sa Majesté, la prise de Tolosa...

— Ah ! Tolosa est pris, — dit Allegria, indifférente.

— Oui, ma belle, depuis hier soir. Tu l'ignorais? D'où viens-tu donc?

— D'Ernani, — répondit évasivement la jeune femme.

— Peu importe, d'ailleurs. Au fait : je te répète donc que soldats et sous-officiers ont passé leur nuit à boire. Regarde ce qu'ils m'ont laissé.

Elle désignait un amoncellement de bols et de verres sales.

— Depuis qu'ils se savent vainqueurs, la manie des grandeurs les a pris. Ils veulent, à chaque coup, de la vaisselle propre. Tout à l'heure, ils vont se réveiller et recommencer à boire. Je suis perdue si tout cela n'est pas lavé. Or, dans ce maudit bourg de brigands, pas une femme qui consente à travailler pour les braves soldats du Roi Alphonse. Toi, au moins, tu es une vaillante fille, une bonne libérale et pas laide, avec cela, ma foi, quoique tu ne sois pas mon genre.

Fiévreusement, Allegria s'était déjà mise à laver les verres, les bols. La cantinière vit qu'elle claquait des dents.

— Bois cela, petite, — dit-elle en lui tendant un quart de rhum. — Le général Loma lui-même, il n'y a pas quinze jours, a daigné le trouver bon.

Allegria but avidement. Doña Josefa la regardait avec commisération.

— C'est à peine vêtu ! Ça vous a des sandales en charpie. Ça a dû marcher toute la nuit, sur des routes infestées de brigands carlistes... Et où vas-tu comme cela, ma mignonne?

— Ah ! — dit Allegria, — si vous pouviez m'aider à le savoir, je vous en aurais une reconnaissance éternelle.

— Voyez-moi ça ! Ça marche sans savoir où ça va ! N'es-tu pas bien folle ?

— Je vais retrouver mon fiancé, soldat dans les troupes de Sa Majesté.

— Et où est-il, ton fiancé?

— C'est ce que j'ignore. Je suis, depuis quatre ans, dans les pays tenus par les bandes de Don Carlos. Je sais seulement, par un soldat de chez vous, qu'il était, avant-hier, à la prise d'Estella, et qu'il a été affecté à la garde de deux prisonniers français faits à cette bataille. Mais où? Je n'en sais pas plus long.

— Deux prisonniers français, — dit la cantinière. — Attends, je vais peut-être pouvoir te renseigner.

Elle alla à un escalier :

— Eh ! Redondela, — cria-t-elle.

Ce fut seulement à son troisième appel qu'un grognement lui répondit, de l'étage supérieur.

— Réveille-toi un peu, — fit doña Josefa. — A quel régiment appartiennent les soldats qui gardent les deux Français pris au Monte-Jurra?

— Régiment de Tolède.

— Et où les ont-ils conduits?

— A la Guardia, pour être fusillés, — fit l'homme invisible. — Et maintenant, allez-vous me laisser dormir !

— C'est bon, c'est bon ! rendors-toi, propre à rien. Là, je crois, ma petite, qu'il ne t'était guère possible de mieux tomber. Tu tiens sans doute à aller à la Guardia?

— Oui, — murmura Allegria, les dents serrées.

— Eh bien, j'ai mon mari, don Sadurni Cristobal, cantinier du régiment de Badajoz, qui part tout à l'heure pour Logrono, chercher quatre barils de vin de la Rioja. Tu le laisseras à Viana. Il a une bonne petite voiture avec un che-

val très rapide. Tu peux être ce soir même à la Guardia, entre les bras de ton fiancé. Comment s'appelle-t-il, ton fiancé?

— Jeronimo Puzol.

— Jeronimo Puzol, — dit la cantinière. — Je connais ça. Un grand brun, avec la mouche, proposé pour caporal.

— C'est bien lui !

— Ah ! Jeronimo Puzol, le gaillard ! Eh ! mais, vous ferez un beau couple. Et moi qui allais oublier tes deux pesetas !... Prends, petite, prends. Par Notre Dame del Pilar, tu les a bien gagnées.

La Guardia ! Un tas de murailles boueuses, les ruines d'un château que les carlistes ont fait sauter en se retirant, des ruisseaux aux eaux bistres qui fuient vers le sud, vers l'Èbre... la nuit et la pluie.

A quelque cent mètres de la porte nord, à un carrefour, dans une bicoque à moitié démolie, une escouade, préposée à la surveillance des voitures, fêtait la victoire en buvant et jouant aux cartes, à la lueur fumeuse d'une chandelle.

Le farceur de la bande, un maigre petit fantassin, figure hâve de Pierrot à long nez, provoquait à peu de frais les rires de l'auditoire. On l'appelait le *Chico*.

— Oui, messieurs, on a du pain, c'est bien ; du vin bleu, c'est mieux. Mais va-t-on nous laisser ici, dans la crotte, tandis que les camarades dénoueront les sandales des belles Basquaises, qui sont lacées très haut, comme chacun sait ?

— Sacré Chico ! — disaient ses camarades, en se donnant de grandes claques sur les cuisses.

Subitement, tous se turent. La flamme de la chandelle oscilla. Une forme noire pénétra dans le cercle rougeâtre.

— Un de vous veut-il, pour deux pesetas, donner un peu de vin à une pauvre femme?

Le caporal tendit silencieusement sa gourde de peau. Allegria but, et tous reconnurent, à sa façon de tenir le goulot éloigné de sa bouche, qu'ils avaient affaire à une montagnarde.

— Eh ! Chico, — dit l'un des soldats, — voilà pour toi.

Celui-ci, pour soutenir son rôle, s'approcha d'Allegria. Elle jeta un coup d'œil sur l'écusson de l'uniforme.

— Régiment de Tolède, — dit-elle.

— Pour vous servir, belle, mais trop invisible dame. Venez çà un peu.

Il s'enhardissait, à voir qu'on ne le repoussait pas.

— Peux-tu me donner un renseignement? — demanda Allegria, qui paraissait ne pas comprendre.

— Cela dépend duquel, ma belle, et du prix que tu y mettras.

— Il y a à la Guardia deux prisonniers français, n'est-ce pas?

— Nous sommes payés pour le savoir, — ricana le Chico. — C'est à notre bataillon qu'ils ont démoli près de cinquante hommes. Mais on les tient, et ils seront fusillés demain matin, à cinq heures et demie.

Allegria étouffa un rugissement de joie : elle arrivait à temps.

— Qu'est-ce qui commande à la Guardia? — demanda-t-elle.

— Si je te le dis, — fit le Chico en grimaçant, — que me donneras-tu?

— Ce que tu voudras.

— Un baiser, ma belle.

— Ah ! dis vite, — fit Allegria, hors d'elle-même en sentant le temps passer.

— Une minute, une minute, — dit le caporal qui s'était interposé. — Tout cela n'est pas très clair. Quel intérêt avez-vous à avoir ces renseignements? Nous sommes en pays ennemi, — dit-il au Chico, sur un ton de reproche.

— Quel intérêt? — dit Allegria, dans un rire strident.

Elle prit la main du caporal et lui fit toucher sa nuque. L'homme tressaillit au contact des petites boucles courtes.

— Ah ! — murmura-t-il. — Je comprends. Les bandits carlistes t'ont coupé les cheveux !

— Parce que j'étais une bonne libérale, — ricana-t-elle, — et sur la dénonciation des deux prisonniers qui sont ici. Aussi je craignais d'arriver trop tard pour assister à leur exécution.

Les soldats frémirent.

— Alors, caporal, je puis lui dire le nom du commandant de la place? — fit la voix nasillarde du Chico, qui se piquait au jeu.

— Tu le peux, — dit le caporal avec mépris.

— Eh bien, c'est un homme très doux et très aimable. Il s'appelle don Jorge Gilimer, brigadier général.

Un tremblement secoua Allegria. Le général Gilimer, l'incendiaire d'Abarzuza, la plus féroce brute de l'armée libérale, celui dont les propres officiers réprouvaient la cruauté... Ah ! tout était bien fini ! La misérable eut, une seconde, la pensée de rester là, avec ces soldats, à boire du vin, beaucoup de vin, jusqu'à l'heure... l'heure ! Elle se redressa.

— Et mon baiser ! — dit le Chico, pleurard.

Les hommes ne riaient plus.

Elle jeta au pitre un regard morne.

— Tu y tiens? — dit-elle.

— Bien sûr, — murmura-t-il, vaguement gêné.

— Eh bien, viens le prendre.

Il alla vers elle avec gaucherie...

— Ah ! — gémit-il, portant la main à son visage, comme si un fer rouge venait de le marquer.

Et il demeura bras ballants, au milieu de ses camarades ravis de sa mésaventure.

Devant la porte de la forteresse, le bruit d'une discussion avec la sentinelle attira le sergent de garde.

— C'est une femme qui veut parler au général, — dit le soldat.

— Pourquoi pas au Roi Alphonse, — maugréa le sous-officier. — Qu'elle entre au poste. On s'expliquera aux lumières.

Au même instant, une voix de tête retentissait.

— Sergent, connaissez-vous l'ordre qui interdit de laisser des filles pénétrer dans les cantonnements?

Allegria, qui venait d'entrer dans le poste, se retourna et aperçut un petit officier élégant et imberbe. C'était le lieutenant de ronde, un tout jeune homme, frais émoulu de l'école. Il dévisageait Allegria avec l'aplomb de quelqu'un que les femmes ont longtemps intimidé, et qui va prendre sa revanche.

Elle le regarda avec calme et lui dit :

— Lieutenant, lorsque, à Tolède, votre maman ou votre sœur aînée vous accompagnaient à la caserne, ou allaient

vous y chercher, qu'auriez-vous dit de l'officier qui les aurait accueillies de la sorte?

Elle avait, en parlant, laissé glisser son châle sur ses épaules.

Lui, abasourdi, moins encore par l'apostrophe que par cette tragique apparition, restait à ne savoir que dire.

— Madame... Mademoiselle... Excusez-moi... les consignes. Enfin, si j'avais su. Vous tenez à voir son Excellence le général commandant?...

— J'y tiens, — dit-elle, hautaine.

— Une telle requête, vu l'heure, les circonstances... Mais enfin, si vous y tenez, il faudrait commencer par parler au lieutenant-colonel major de la garnison.

— Justement le voici, — dit le sergent, qui assistait à la scène avec un intérêt goguenard pour son lieutenant.

Un officier de haute taille était entré dans le poste. Il avait la moustache taillée en brosse, toute blanche, les traits creusés. L'ensemble donnait une impression très grande de noblesse triste.

En l'apercevant, Allegria avait sursauté. Elle ramena son châle, pas assez rapidement, toutefois. Le nouveau venu l'avait reconnue. Une expression d'étonnement et de colère contracta son visage.

— Mon colonel, — dit le petit lieutenant, — voici une dame qui désirerait obtenir une audience de son Excellence le général commandant la place.

Le major de la garnison marcha vers Allegria. Ses yeux étincelaient. Il croisa les bras.

— Allegria Detchart ici ! — murmura-t-il. — Est-ce que je ne me trompe pas? Par quelle audace !...

Il répéta :

— Est-ce que je ne me trompe pas?

Allegria laissa tomber son voile. Elle souriait. Elle répondit :

— Vous ne vous trompez pas, colonel Saballs.

Le colonel Saballs, la plus pure figure de l'armée libérale, avait été deux ans prisonnier chez les carlistes. Il avait été échangé, l'année précédente, sur l'ordre d'Alphonse XII, contre trois officiers du même grade. Cet homme, ennemi juré des *pronunciamentos*, n'avait d'autre but que cette

chose : servir. Il servait, avec une conviction également obstinée, alors même qu'il avait pour chef une aussi infâme brute que son général actuel. En captivité, il avait pu voir Allegria, entendre parler de ses exploits, et de la haine qu'elle vouait à tout ce qui, en Espagne, n'était pas carliste. De là sa surprise, son effroi presque, à la rencontrer sur le territoire de la place forte dont il avait la garde.

Elle, continuant à sourire, très calme, s'était avancée vers lui.

— Vous ne vous trompez pas, colonel Saballs.

Et comme elle se rendait compte qu'il allait parler, dire devant les deux témoins ahuris quelque chose d'irréparable :

— Toujours sans nouvelles du petit Ramire, n'est-ce pas? — ajouta-t-elle tout bas, d'une voix très douce.

Le vieux soldat avait pâli.

— Que signifie... que voulez-vous dire? — balbutia-t-il.

— Je veux dire que vous êtes toujours sans nouvelles de don Ramire Saballs, lieutenant au régiment d'Albacete, votre fils. Dans quelle inquiétude doit être, depuis trois semaines, sa mère, cette pauvre doña Carlotta! C'est votre fils unique, je crois?

— Depuis trois semaines... Depuis trois semaines, — balbutia Saballs.

Il jeta sur Allegria, plus souriante que jamais, un regard de supplication et d'épouvante.

— Venez, — dit-il enfin, d'une voix étranglée.

— Sacrée femme ! — dit le sous-officier, quand ils furent sortis. — Mon sentiment est qu'avant un quart d'heure, elle sera auprès du général. Mais celui-là, pour le mettre dans sa poche, ce sera peut-être une autre affaire. Qu'en dites-vous, mon lieutenant?

— Mêlez-vous de ce qui vous regarde, — répondit l'autre, décontenancé et vexé.

Le lieutenant-colonel major de la garnison avait son appartement et son bureau à proximité de ceux du général commandant la place, au centre de la citadelle. Le colonel Saballs marchait devant, guidant la jeune femme. Allegria suivait,

dans une extraordinaire tension de tout son être : « Je me rapproche, je me rapproche du but, se répétait-elle. Mais l'heure aussi marche... Il est dix heures. Demain matin, à cinq heures et demie... Horreur ! »

Et elle ne sentait pas ses pieds nus plongeant dans les trous remplis de boue glacée.

Sur le seuil de la porte du colonel, un planton se dressa.

— Mon colonel, son Excellence le brigadier général vous a fait demander.

— Je vais y aller.

Il fit entrer Allegria dans sa chambre et referma la porte. C'était une pauvre chambre de soldat, crépie à la chaux, sans autres meubles qu'un lit de camp, une table, un banc de bois. Au mur, une grande croix d'ébène, avec un morceau de buis fané.

— Dépêchons, — dit-il, — le général m'attend.

Allegria le regardait avec la même assurance souriante. Il serra les poings.

— Ah ! ne me mettez pas hors de moi, — fit-il. — Vous m'avez parlé de mon fils. Vous savez quelque chose à son sujet?

— Votre fils a été fait prisonnier le 29 janvier dernier, à Ville Réal, colonel Saballs, — répondit-elle.

— Il n'est pas blessé?

— Je l'ai vu hier soir, en quittant nos lignes. Il se portait comme vous et moi.

Saballs respira.

— Pourquoi êtes-vous ici?

— Je vous l'ai dit, pour voir le brigadier Gilimer.

— Qu'avez-vous à lui demander?

— La mise en liberté immédiate d'un prisonnier français détenu ici, monsieur de Préneste.

Le colonel haussa les épaules.

— Jamais vous ne l'obtiendrez, — trancha-t-il. — Ce Français a été pris, les armes à la main, sur le champ de bataille. Il doit être fusillé demain matin, au point du jour. Il le sera.

— Chose qui aura bien des inconvénients pour le petit Ramire, — dit doucement Allegria.

— Quoi? — dit Saballs, blême.

— Nous sommes aujourd'hui lundi, — continua-t-elle sur le même ton. — Si jeudi, à midi, je n'ai pas repassé les lignes carlistes, en compagnie de monsieur de Préneste, le petit Ramire sera aussitôt passé par les armes, ainsi que trois de ses camarades, d'un grade et d'un mérite égaux aux siens.

Le colonel Saballs chancela.

— Mon fils appartient à l'armée régulière, — trouva-t-il à peine la force de dire.

— Peuh ! — fit Allegria, avec un geste insouciant. — J'ai vu, — reprit-elle, — le petit Ramire avant mon départ. Il était très gai et fort confiant dans l'issue heureuse de ma négociation, le brave enfant. Je crois pouvoir ajouter qu'il m'a chargée de bien des choses pour vous, et de vous dire de faire votre possible pour qu'il ne meure pas ainsi, bêtement, les yeux bandés, sous des balles fratricides.

Allegria exagérait. Le petit Ramire ne l'avait point chargée de cette commission. Il ne lui avait même jamais parlé. Il ne l'avait même jamais vue. Mais, comme il avait été tué vingt jours plus tôt, en montant à l'assaut de Ville Réal, et que la fille de Pierre Detchart avait, de sa propre main, tracé le signe de la croix sur son cadavre, elle ne craignait de ce côté aucun démenti.

Saballs s'était raidi aux dernières paroles d'Allegria. Elle vit trembler les pauvres mains blanches du vieillard.

— Je ne puis qu'en référer au général, — dit-il.

Elle le regarda avec pitié.

— Je ne vous demande rien, — dit-elle, très dure, — sinon de me conduire auprès de lui. Bornez-vous à vous taire et à exécuter sans commentaires les ordres que le brigadier Gilimer vous donnera. Ce que j'attends de vous, c'est la passivité, et que vous ne trembliez pas ainsi. Tout à l'heure, dans le poste, vous alliez clamer mon nom à tous les échos... Excellent moyen pour permettre au petit Ramire de constater, après-demain, que la terre est plus brune à deux pieds de profondeur qu'à la surface.

Il la regarda avec terreur.

— Que comptez-vous faire?

Allegria allait-elle essayer de faire pénétrer ses plans dans

une matière aussi rebelle à ce genre d'osmose qu'est la cervelle d'un homme d'honneur? Toujours est-il qu'elle n'en aurait pas eu le temps.

Une voix puissante venait de retentir.

— Colonel Saballs, enfin, on vous trouve !

Le brigadier Gilimer venait de pénétrer dans la chambre.

C'était un petit homme trapu, au cou de taureau, aux larges épaules, de poil roux. Il avait des favoris. Les cheveux étaient plantés très bas sur le front fuyant. Les yeux, minuscules, luisaient sous d'énormes sourcils.

— Je vous ai fait, à deux reprises, demander de venir me voir... Tiens, vous n'êtes pas seul?...

Saballs fit un grand effort.

— Je suis, — parvint-il à dire, — avec une dame qui sollicite l'honneur de parler à votre Excellence.

Don Jorge Gilimer éclata d'un rire bouffon.

— Une dame ! Les dames n'ont pas l'habitude de courir les routes sans bas, vêtues d'une souquenille trouée et crottée.

Allegria s'avança et dit d'un air modeste :

— Celle-ci, du moins, pour se faire pardonner sa pauvre mise, a la bonne fortune de savoir comment le brigadier général Gilimer a vaincu la révolution à Carthagène, et comment, quinze ans plus tôt, il a permis au Gouvernement de la Reine Isabelle, que Dieu garde, de découvrir la conspiration de l'infâme Ortega.

Gilimer se retourna, surpris et flatté.

— Ah ! ah ! tu sais cela, petite, — fit-il, bombant le torse et se caressant le menton. — Eh bien ! eh bien ! eh bien !...

Allegria venait de lui apparaître en pleine lumière.

Il la regardait, abruti de surprise et d'admiration.

— Eh bien ! eh bien ! — ne sut-il d'abord que répéter.

Avec une horreur et une joie inexprimables, Allegria voyait se gonfler son cou violâtre d'apoplectique. Une sarabande de désirs fous tournait dans les petits yeux sanglants.

— Eh bien ! — répétait-il, — eh bien !

Les hideuses mains, hérissées de poils rouges, s'ouvraient et se fermaient, pétrissant une invisible pâte. Un malaise tragique pesa.

Don Jorge le rompit.

— Tu... Vous avez quelque chose à me demander? — dit-il, avec un sourire qui démasquait ses effroyables dents de carnassier. — De quoi s'agit-il?

— Je serai heureuse si votre Excellence permet que je l'en entretienne en particulier, — fit-elle, plantant dans les yeux du monstre le calme regard de ses prunelles magnifiques.

Il haleta presque, bégayant :

— Un verre de porto, dans ma chambre, un verre de porto ?

Allegria inclina la tête.

— Venez, alors, venez. Rien de particulier, n'est-ce pas, Saballs, rien de particulier?

Allegria se retourna et regarda bien en face le colonel. Il lui fit peine. Les mains de cire, la malheureuse moustache blanche, les lèvres tremblaient.

— Mon général, mon général, — murmura-t-il.

« Ah ! pensait Allegria, en continuant à le tenir sous ses yeux implacables. Quelle misère ! Perdre en une nuit le bénéfice de toute une vie de droiture, et inutilement ! »

— Eh bien? — fit Gilimer, à bout de patience.

— Rien de particulier, — dit le colonel Saballs.

II

HOLOPHERNE

Sur la table, il y avait deux flambeaux d'argent, une carte d'état-major, barrée de hachures, un plat contenant un lourd rôti de bœuf rouge, une buire à moitié pleine de porto, et l'épée à dragonne d'or du brigadier Gilimer.

Il ferma la porte derrière Allegria. Au fond de la pièce, on entrevoyait l'alcôve sombre, le lit, les draps.

Saisissant la buire, il emplit deux verres.

— Bois, — dit-il.

Elle ne buvait pas. Ses regards exténués allaient à la viande.

Il ricana. S'armant d'un large couteau à dépecer, il scia

dans le quartier du bœuf une large tranche. Il la lui lança sur une assiette : floc !

— Mange.

La malheureuse dévorait.

Don Jorge vint derrière elle. Dans l'entrebâillement de la robe, il vit le dos creusé et tiède. Il y appliqua sa bouche goulue de reître. Allegria frissonna longuement.

Au même instant, on frappait à la porte.

— Entrez, — fit le brigadier d'une voix de tonnerre.

Un blême planton se tenait sur le seuil, un pli à la main.

Gilimer décacheta la lettre avec d'affreux jurons.

— C'est bon, — dit-il au soldat médusé. — Et qu'on ne te revoie plus.

Ses horribles petits yeux jaunes luisaient. Il prit un des verres et le tendit à Allegria.

— Bois, — ordonna-t-il de nouveau.

Elle vida le verre.

Déjà il l'étreignait. Elle se dégagea en souriant.

— Don Jorge, Don Jorge, — dit-elle, — si nous mettions un peu d'ordre dans nos affaires. Il y a temps pour tout.

Il poussa un grognement. Elle lui échappa.

— Pas avant que vous ne m'ayez accordé ce que je viens vous demander, — fit-elle.

— Tu vas peut-être me dicter tes conditions ! — rugit-il.

La table était entre eux. La tunique dégrafée de Gilimer, sa chemise ouverte laissaient apercevoir sa poitrine velue. Ils se mesurèrent du regard. Trois fois, ils tournèrent autour de la table, Allegria souriante et pleine d'horreur, lui, soufflant comme un ours.

— Que veux-tu de moi? — fit-il enfin, suffoquant.

— La mise en liberté immédiate de monsieur de Préneste, le Français pris, il y a trois jours, au Monte-Jurra, — dit-elle.

Il eut un rire atroce.

— Il sera fusillé demain, à l'aube, — hurla-t-il. — Et d'ici là...

Il avait bondi. Il broyait maintenant le corps de la jeune femme. Elle, rigide, avait croisé ses bras, barrière incoercible.

— Ah ! — gronda-t-il, la repoussant avec violence.

Allegria s'en était allée buter contre la table.

— Don Jorge, Don Jorge, — se borna-t-elle à dire. — Il faudrait pourtant s'entendre.

Elle souriait. Elle ramenait sur sa gorge sa pauvre robe déchirée.

— Cela pourrait durer ainsi toute la nuit. Croyez-moi, cher Don Jorge, dans une entreprise comme celle que vous méditez, une étroite collaboration est de rigueur.

Il répondit par une insulte.

— Des mots, des mots, Don Jorge. Ne nous entendrons-nous donc pas?

Il la regardait avec un extraordinaire mélange de surprise et de fureur. Il se contint.

— Tu veux la grâce de ce Français? — parvint-il à dire.

— Je la veux, cher Don Jorge.

— Eh bien, je te l'accorde. Et maintenant...

Allegria se dégagea encore.

— C'est bien aimable à vous, cher Don Jorge. Mais un peu d'ordre, s'il vous plaît, dans nos conventions.

Sur la table traînait du papier à en-tête de la brigade. Elle en prit une feuille, trempa un porte-plume dans l'encrier, tandis que Gilimer, qui, de nouveau, l'avait saisie, lui murmurait à l'oreille d'horribles mots.

— Écrivez, écrivez, Don Jorge. Il y a temps pour tout.

— Quoi ? — fit-il, prenant machinalement le porte-plume.

— *Ordre au major de la garnison de la Guardia de mettre en liberté immédiate le sieur Olivier de Préneste, citoyen français, fait prisonnier le 19 février courant.*

Un mauvais sourire plissait les lèvres du brigadier. Il écrivit.

— Là ! — fit-il, — es-tu satisfaite?

— La signature maintenant, — fit Allegria.

Il signa.

— Le cachet, — dit-elle.

Il y avait à côté de l'encrier un timbre humide. Allegria en tamponna l'ordre.

— Mâtin ! — s'exclama le général. — Tu es aussi au courant des choses militaires qu'un capitaine adjudant-major.

Elle, tranquillement, pliait le papier. Il ne la perdait pas de vue. Il la vit glisser l'ordre sous le pied d'un des flambeaux. Il sourit méchamment.

Elle sourit aussi.

« Ah! Don Jorge, Don Jorge, pour quelle enfant me prenez-vous! Vous avez signé bien vite, cher brigadier Gilimer. Mais la distance est plus grande que vous ne croyez qui sépare votre signature de la flamme de la cheminée. »

A voix haute, elle dit :

— Je remercie humblement votre Excellence.

— Tu es satisfaite, j'espère, — fit-il.

Il la serrait contre lui, hoquetant de désir.

— Pas tout à fait encore, — se borna-t-elle à dire. — Mais, cette fois, Don Jorge, vous serez d'accord avec moi.

— Quoi?

— Il est des moments où être dérangé est bien peu agréable, Don Jorge. Un planton a frappé tout à l'heure à cette porte. Si cela doit se renouveler plusieurs fois cette nuit, j'avoue que, malgré tout mon désir de vous prouver que vous n'avez pas affaire à une ingrate...

— Tu as raison, — fit le général.

La saisissant dans ses bras, il la porta vers le lit et l'y déposa, puis, ayant tiré les rideaux de l'alcôve, il frappa sur un timbre.

Le planton blême réapparut.

Gilimer le saisit par l'épaule.

— Écoute, — lui dit-il en grinçant des dents, — tu vas rester à la porte toute la nuit. Si quelqu'un vient me déranger, tu m'entends bien, il y a quinze jours de prison pour lui si c'est un soldat, et quinze jours d'arrêts si c'est un officier. Pour n'importe quel motif, tu m'as compris. A huit heures, tu viendras me réveiller. A huit heures, pas une minute plus tôt... Est-ce clair?

— Oui, Excellence, — murmura l'homme, abruti de terreur.

Gilimer referma violemment la porte. Puis, ayant retiré ses grosses bottes, il marcha vers l'alcôve.

. . . .

Les bougies des flambeaux s'étaient éteintes, consumées. Une d'elles grésillait encore. La chambre n'était plus éclairée que par les lueurs mourantes des bûches.

En chancelant, Allegria se leva, alla vers la cheminée, regarda l'heure à la pendule. Quatre heures et demie. Elle frémit.

— Ah ! — murmura-t-elle avec épouvante, — j'ai dormi !

Dans un candélabre, elle prit une bougie neuve, l'alluma. Les détails de la veille réapparurent.

Allegria s'appuya contre le mur. Avec des épingles trouvées dans un bénitier desséché, elle se mit en devoir de rajuster sa robe en pièces. Des gouttelettes d'ambre perlaient à ses aisselles. Ses jambes se dérobaient. Ah ! ce Gilimer était un rude jouteur.

Elle se regarda dans la glace, puis frappa sur le timbre.

— Tu vas, — dit-elle au malheureux planton, — aller chercher le lieutenant-colonel major de la garnison. Qu'il arrive immédiatement. Ordre du général.

Cinq minutes ne s'étaient pas écoulées que le colonel Saballs arrivait. Il ne s'était pas couché.

Il entra dans la chambre. Allegria referma la porte.

— Eh bien? — murmura-t-il.

Allegria mit un doigt sur ses lèvres. Retirant de dessous le flambeau l'ordre de mise en liberté, elle le plaça sous les yeux de Saballs.

— Est-il en règle? — demanda-t-elle.

— Il l'est ! — murmura le colonel abasourdi.

— Bien ! — fit-elle, — maintenant, venez.

Lui prenant la main, elle le conduisit vers l'alcôve.

Il se mit à trembler.

— Doucement, — fit-il, hagard, — doucement, il ne faut pas le réveiller.

— Vous pouvez parler plus fort, colonel Saballs, — dit-elle à haute voix.

Saballs se pencha vers le lit...

— Quoi, — murmura-t-il, — quoi?... Je...

Et il poussa un cri d'horreur.

Un flambeau à la main, Allegria souriait, très pâle.

Le couteau à dépecer n'était plus sur la table.

Saballs eut une défaillance. Il tomba à genoux, la tête parmi les draps bouleversés.

Il se releva pourtant. Il marcha sur Allegria.

— Misérable ! — dit-il d'une voix blanche.

Sa voix s'enflait, pour répéter :

— Misérable, misérable !

La jeune femme lui saisit le bras.

— Un autre cri comme celui-là, — lui murmura-t-elle, — et le petit Ramire est perdu.

Le colonel joignit les mains.

— Misérable ! — dit-il encore, mais à voix basse, cette fois.

Elle le regarda avec pitié.

— Brisons là, — fit-elle sèchement. — Ce qui est fait est fait. Je suis entre vos mains, mais vous êtes dans les miennes. Tenez-vous donc tant que cela à vous être déshonoré pour rien? Pendant que nous sommes ici, à couper des cheveux en quatre, doña Carlotta se meurt de fièvre, et les hommes qui exécuteront le petit Ramire sont déjà désignés.

Elle ouvrit la porte.

— Approche, — dit-elle au planton.

Il parut de nouveau.

— Quel ordre t'a donné hier soir le brigadier?

— De ne pas le réveiller avant huit heures.

— Bien, va-t'en !

Elle referma la porte.

— Vous le voyez, grâce à moi, vous êtes couvert. On ne peut vous inquiéter pour avoir exécuté, à la lettre, un ordre parfaitement en règle. Et puis, assez, le temps passe. Dans un quart d'heure, monsieur de Préneste doit avoir quitté la Guardia.

Olivier dormait. Il s'éveilla. Dans l'obscur cachot, il vit trois ombres, le colonel, un caporal, Allegria.

Celle-ci, à ses pieds, lui baisait les mains.

— Ah ! — murmurait-elle, — les misérables, ils ont osé !...

Et elle appuyait son front contre la chaîne qui liait les poignets de M. de Préneste.

— Ils ont osé, ils ont osé...

— Allegria, — dit Olivier.

Il n'était pas surpris de la voir là. Il essaya de passer sa main dans les courtes boucles. Les lourds anneaux de fer tintèrent.

— Allegria.

— Déliez-le, — ordonna-t-elle.

Le caporal fit tomber la chaîne.

Ils remontèrent l'escalier aux marches usées. Saballs était devant, avec le soldat qui portait la lanterne. Sur ses bras meurtris, M. de Préneste sentait les lèvres d'Allegria.

— Mon amour, — répétait-elle. — Tes chères mains !... Ils ont osé...

Ils traversèrent une cour, une rue, une place...

Les murailles de la Guardia étaient franchies. Saballs prit la lanterne.

— Rentre au corps de garde, — dit-il au caporal.

Il ne pleuvait plus, mais des ruisseaux bruissaient dans l'ombre. Une aigre bise soufflait, annonciatrice de l'aube prochaine.

— Allez, — fit Saballs.

Alors, Olivier dit :

— Et monsieur de Magnoac?

Allegria frissonna.

— Et monsieur de Magnoac? — répéta M. de Préneste.

Allegria saisit la main du colonel.

— Taisez-vous, — murmura-t-elle.

— Où est monsieur de Magnoac? — demanda Olivier.

— On l'a délivré avant vous, — répondit-elle. — Il nous attend, là-haut.

Et elle désigna l'ombre.

— Dépêchons-nous ; adieu, colonel Saballs.

Le vieil officier la retint.

— Êtes-vous satisfaite? — fit-il, d'une pauvre voix chevrotante. — Tout est fini pour moi. Mais au moins, dites-moi que vous arriverez là-bas à temps, à temps pour empêcher... le pauvre petit !

— Nous ferons de notre mieux, colonel Saballs, — dit Allegria.

— Surtout, ne lui racontez pas, ne lui dites pas à quel prix...

— Je vous en donne ma parole, colonel, adieu.

Ils passèrent tous deux devant la masure où le Chico et ses camarades attendaient en dormant la blême relève du

matin... Puis ils quittèrent la route, à droite, et commencèrent l'ascension des hautes terres ténébreuses.

— Et monsieur de Magnoac? — dit encore Olivier.

— Plus loin, plus loin, — se borna-t-elle à répondre.

Et, lui prenant la main, elle se mit à courir.

Ils allaient. Parfois, un obstacle, une côte, une touffe d'ajoncs invisibles, dans un arrêt brusque, les jetaient l'un contre l'autre. Alors, comme épouvantés de ce contact accidentel, ils se hâtaient de se séparer et de reprendre leur course. Une fois, Olivier ayant buté, sa bouche heurta le dos nu d'Allegria. Elle poussa un gémissement et courut plus vite. Il pensa à la nuit de Tolosa et se fit horreur.

« O chaste entre les chastes, murmura-t-il, se peut-il que je t'aie méconnue aussi longtemps ! »

Le triste croissant de la lune courait devant eux entre des nuages bas et roussâtres. Puis, soudain, ils ne la virent plus. Elle était tombée derrière une ligne noire de montagnes. Une obscurité d'un gris sale les entoura. Ils étaient glacés l'un et l'autre. Ils trébuchaient dans des broussailles d'où s'enlevaient pesamment d'invisibles oiseaux nocturnes. Les branches des arbustes leur fouettaient le visage. Puis, doucement, doucement, tous ces objets ennemis prirent forme. Le vent se faisait moins froid. Le jour naissait.

Ils étaient arrivés sur une sorte de plateau vêtu de mousses spongieuses où leurs pieds s'enfonçaient. Ils s'arrêtèrent...

Derrière eux, là-bas, un crépitement sec, horrible, qui n'en finissait pas, venait de retentir.

Allegria eut un gémissement et tomba aux genoux d'Olivier de Préneste. Elle se signa...

Au même instant, dans le fossé des fortifications de la Guardia, le piquet d'exécution, encore mal réveillé, défilait devant la dépouille du comte Mathieu de Magnoac.

(La fin prochainement.)

PIERRE BENOIT

L'ART DU MOYEN AGE ET LES PÈLERINAGES[1]

LES ROUTES DE FRANCE ET D'ESPAGNE

I

En France, peu de sanctuaires ont été plus fréquentés par les pèlerins que ceux de la Vierge. Au XII[e] siècle, ils étaient déjà nombreux. Des légendes, où se mêlent les parfums d'une nature sauvage, enveloppent leur origine : des bûcherons découvrent dans la forêt une image de la Vierge cachée sous l'écorce d'un chêne ; des bergers trouvent sa statue près d'une fontaine, près d'un dolmen, au milieu des épines du buisson. Des noms gracieux, donnés aux églises de la Vierge, rappellent parfois ces vieux récits. Dans ces légendes tout n'est peut-être pas fabuleux : souvent le paysan dut prendre pour une statue de la Vierge quelque figurine gallo-romaine. Rien ne ressemble plus, en effet, au groupe de la Vierge et de l'enfant que certaines statuettes de nos collections. On voit au musée d'Orléans une de ces déesses-mères qu'on a quelque peine à ne pas confondre avec une Notre-Dame.

Le plus antique et le plus illustre de nos sanctuaires de la Vierge fut celui de Chartres. Au XI[e] siècle, la Vierge de Chartres était déjà, pour les Français du Nord, la Vierge par excellence. Elle semblait distincte des autres Vierges. La mère de Guibert de Nogent la vit en songe, rayonnante de beauté.

Deux merveilles attiraient les pèlerins à Chartres : une grotte mystérieuse cachée sous l'église, et une châsse contenant

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre 1919.

un trésor sans prix, la sainte tunique que portait la Vierge le jour de l'Annonciation, au moment même où le Verbe fut conçu. Peut-être le moyen âge n'eut-il pas de relique plus poétique. Les Jacobins qui ouvrirent la châsse en 1793, et qui la croyaient vide, furent surpris d'y trouver une pièce d'étoffe d'aspect très antique. Le savant abbé Barthélemy, consulté, répondit que l'étoffe était orientale et pouvait remonter aux premiers siècles de notre ère. La Sainte Tunique avait son histoire. Conservée d'abord à Constantinople, elle avait été envoyée à Charlemagne par l'empereur d'Orient. En 861, Charles le Chauve en fit présent à la cathédrale de Chartres. Dès lors les fidèles y affluèrent, et la châsse s'enrichit, au cours des siècles, des pierreries, des camées antiques, des appliques d'or qu'ils y attachaient.

La grotte s'ouvrait sous la cathédrale. Les pèlerins y apercevaient, à la lueur des cierges, une statue en bois qui représentait la Vierge assise portant l'enfant sur ses genoux. Cette statue de la Vierge était entourée d'une profonde vénération. Pourtant les anciens documents sont muets sur elle ; c'est en 1389 qu'il en est parlé pour la première fois dans la *Vieille Chronique* de Chartres : des vieillards, nous dit l'auteur, lui ont raconté qu'elle avait été faite, avant la naissance de Jésus-Christ, sur l'ordre d'un prince païen, en l'honneur d'une Vierge qui devait enfanter: Au XVI[e] siècle, le continuateur de la *Chronique*, un humaniste qui avait lu César, rapporte que la statue était l'œuvre des Druides qui s'assemblaient en ce lieu.

On voit que la fameuse légende de la statue druidique de Chartres n'est pas fort ancienne. Cette statue célèbre fut brûlée en 1793 ; elle ne nous est plus connue aujourd'hui que par une copie conservée en Hollande, à Utrecht, et par une ancienne gravure. Réplique et gravure mettent sous nos yeux une œuvre hybride, qui semble avoir été refaite au XVII[e] siècle. L'original, que nous entrevoyons à travers la copie, ne pouvait remonter plus haut que le XII[e] siècle : la pose de la Vierge majestueusement assise, l'attitude hiératique de l'enfant sont de cette époque. Il n'était pas possible d'ailleurs qu'une œuvre pareille apparût dans la France du Nord avant le XII[e] siècle. La statue de la Vierge de Chartres

n'existait certainement pas au XIe siècle, et voici pourquoi. Vers 1013, un ancien élève de l'école de Chartres, un disciple de Fulbert, l'écolâtre d'Angers, Bernard, fit avec un compagnon un voyage dans le midi de la France. Grand fut son étonnement quand il vit à Conques la statue assise de sainte Foy, à Aurillac la statue de saint Géraud. Il lui sembla que les fidèles agenouillés devant ces statues adoraient des idoles. « Jupiter ou Mars, dit-il à son compagnon, ne se seraient-ils pas accommodés d'une pareille statue? » Rien ne lui paraît plus choquant que ces honneurs rendus à des simulacres de bois ou de bronze ; seule l'image du Christ en croix doit être, suivant lui, présentée à la vénération des chrétiens. Pour qu'un ancien étudiant de Chartres ait pu écrire ces lignes, il fallait qu'au XIe siècle il n'y eût pas encore de statue de la Vierge dans la grotte de l'église ; car il eût pu voir tous les jours à Chartres ce qui lui causait tant de surprise à Conques.

La Vierge de Chartres n'était donc pas, je crois, antérieure au XIIe siècle. On a émis l'idée que cette statue de bois, adoptée par la dévotion des pèlerins, avait aussitôt inspiré les artistes. Le sculpteur qui fit, vers 1150, la belle Vierge en majesté du portail occidental de Chartres l'aurait copiée. L'hypothèse peut séduire, mais elle reste invérifiable. Rien ne prouve que la statue de bois existât déjà dans la crypte vers 1150 ; et, si elle existait, rien ne prouve qu'une œuvre, alors récente, fût déjà entourée d'une si profonde vénération. Le bas-relief de pierre ressemble, il est vrai, à la statue de bois. La Vierge, assise sur son trône, soutient l'enfant assis exactement au milieu de sa poitrine. Mais ces ressemblances s'expliquent sans peine par l'imitation d'un modèle commun. Nous reconnaissons la Vierge en majesté de l'Orient, cette Vierge grandiose comme une idée théologique, que l'art créa après le concile d'Ephèse.

Il est donc douteux que la Vierge de la crypte de Chartres ait été imitée, mais il est certain que la Vierge sculptée au tympan l'a été. Elle fut la première Vierge qui apparut à la façade d'une église. Le pèlerin, avant d'entrer dans la cathédrale, la contemplait avec respect; il lui semblait voir la reine du lieu, Notre-Dame de Chartres elle-même. Il fallut

tout le prestige du sanctuaire de Chartres pour déterminer les artistes à représenter la Vierge dans un tympan, à la place réservée jusque-là à son fils. Non seulement cette audace ne choqua point, mais elle fut bientôt imitée. Quelques années après, la Vierge de Chartres reparut au tympan du portail Sainte-Anne à Notre-Dame de Paris. Si l'on compare attentivement les deux œuvres, on reconnaît qu'elles sont du même atelier, et peut-être du même artiste. Presque toutes les particularités de l'original se retrouvent dans la copie.

Pourquoi l'évêque de Paris, Maurice de Sully, fit-il reproduire avec tant de fidélité la Vierge de Chartres? Il fut sans doute séduit par sa beauté, car il n'y a rien de plus magnifique que cette majestueuse Vierge ; elle porte son fils avec la gravité sacerdotale du prêtre portant le calice. Mais Maurice de Sully ne pouvait oublier que cette belle Vierge était la Vierge de Chartres, la plus illustre du royaume, celle que tant de pèlerins avaient saluée au seuil de son église. Il voulut donner aux fidèles la joie de retrouver son image à Paris.

Au même moment, une Vierge pareille fut sculptée pour une autre église. C'était probablement une église de l'Ile-de-France. Cette nouvelle Vierge de Chartres se voit aujourd'hui dans la collection Martin-Leroy : elle ressemble fidèlement à ses deux sœurs, mais elle n'a pas la même perfection.

Au XIIe siècle, une Vierge semblable reparut au portail septentrional de Bourges. Elle a, au-dessus de la tête, le ciborium, qui donne à la Vierge de Paris tant de majesté. C'est Paris que l'on imitait à Bourges ; mais l'on n'avait sans doute pas oublié que cette Vierge majestueuse était celle que les pèlerins allaient vénérer à Chartres.

Ainsi le pèlerinage de Chartres n'a pas été sans influence sur l'art. Il a propagé, au XIIe siècle, un magnifique type de Vierge.

Bien loin de Chartres, dans la France du sud, à Clermont, on entrevoit, dans le demi-jour, une antique tradition de dévotion à la Vierge. Au XIIe siècle, les deux principales églises de la ville, la cathédrale et Notre-Dame du Port, lui étaient consacrées. A Notre-Dame du Port, les chapiteaux sculptés qui entourent l'autel semblent les strophes d'un poème en l'honneur de la Vierge. La cathédrale de

Clermont, dédiée depuis son origine aux deux martyrs Agricol et Vital, fut placée, au xe siècle, sous le patronage de sainte Marie. Dès le xe siècle, une statue assise de la Vierge portant l'enfant, la plus ancienne dont l'histoire de l'art français fasse mention, attirait les pèlerins à la cathédrale. La Vierge de Clermont avait, elle aussi, sa légende. On racontait qu'elle avait apporté au vieil évêque saint Bonnet un pallium tissé de sa main.

L'antique statue de la Vierge de Clermont a disparu depuis longtemps. Elle ne nous est connue aujourd'hui que par quelques documents du xe siècle. Un inventaire du trésor, rédigé vers 970, l'appelle « la Majesté de sainte Marie » « *Majestatem sanctae Mariæ* ». C'est le nom que l'on donnait alors, dans le Midi, à ces statues assises, inconnues dans le Nord, qu'on offrait sur les autels à la vénération des pèlerins. La Vierge de Clermont tenait l'enfant sur ses genoux et elle était assise sous un ciborium orné d'un cabochon de cristal. Les deux figures, celle de la Mère et celle du Fils, avaient été transformées en reliquaires : elles contenaient quelques cheveux de la Vierge, des parcelles de ses vêtements et du fameux pallium qu'elle avait fait elle-même. Ces premières statues étaient donc des espèces de châsses, et la vénération allait d'abord aux trésors qu'elles contenaient.

Si regrettable que puisse être la perte de la Vierge de Clermont, elle n'est pas irréparable, car il en subsiste des copies. Les églises de l'Auvergne et des régions voisines en conservent aujourd'hui un assez grand nombre; l'une d'elles se voit au Louvre. La Vierge auvergnate est une Vierge en bois ; elle n'a pas de couronne ; un voile enveloppe étroitement ses cheveux et lui donne cet air de gravité pudique qu'ont les Vierges de l'Orient. Elle siège sur un trône ajouré d'arcades. Son costume, sa pose solennelle, la gravité de l'enfant assis au milieu de sa poitrine, tout réveille le souvenir des modèles orientaux. Mais la grandeur de la Vierge byzantine est devenue ici une sorte de bonhomie rustique. Faites pour des paysans, perdues dans les chapelles de la montagne et de la forêt, ces Vierges ressemblent à de sérieuses paysannes. Elles sont ornées de toutes les vertus ; il ne leur manque que la beauté.

Toutes ces statues se ressemblent, et ces ressemblances sont telles qu'elles supposent l'imitation du même original. Cet original devait être tout particulièrement vénéré pour avoir été copié si fidèlement. On ne saurait le trouver ailleurs qu'à la cathédrale de Clermont. L'antique « Majesté de sainte Marie » fixa le type de la Vierge en Auvergne. Les copies n'en sont d'ailleurs pas aussi anciennes qu'on pourrait le croire ; aucune d'elles ne paraît antérieure au XIIe siècle. C'est le moment où le génie de la sculpture s'éveille dans toute la France. La sculpture monumentale, elle-même, s'inspira du vieux modèle : à Mozat, près de Riom, la Vierge sculptée au portail le reproduit.

Si vénérée que pût être la Vierge de Clermont, sa renommée ne dépassait guère l'Auvergne. Les fidèles les plus lointains qui lui rendissent un culte, les paysans du Bourbonnais, au nord, ceux du Velay, au sud, n'étaient guère qu'à deux ou trois jours de marche de son sanctuaire. C'est dans ces limites que se rencontrent ses statues. Les pèlerins n'emportaient que jusque-là son image ; plus loin, elle n'éveillait plus de souvenirs.

Il est curieux que le pèlerinage de Clermont ait donné un modèle à l'art et que celui du Puy ne lui ait presque rien inspiré. Pourtant la Vierge de Clermont n'est qu'une gloire locale, tandis que la Vierge du Puy fut célèbre dans la France entière. Elle le fut presque autant que Notre-Dame de Chartres. Pendant la semaine de l'Assomption les pèlerins affluaient à son sanctuaire : les rudes montagnes du Velay, les routes difficiles et peu sûres ne les arrêtaient pas. Dans la foule on distinguait les troubadours célèbres et les chevaliers illustres du Midi. Les poètes chantaient la Vierge, les chevaliers donnaient des tournois, et le roi de la fête portait un faucon sur le poing. « Porter le faucon au Puy » était dans le Midi un proverbe.

La vieille cathédrale est toujours là, antique témoin de ces fêtes oubliées. Dominée par un farouche rocher, mais dominant elle-même la ville du haut de son immense escalier, elle est un des plus beaux monuments du monde chrétien. Plus que tout autre, elle agit sur l'imagination par son mystère, par l'étrangeté de son décor à moitié arabe, par ses coupoles

orientales. Elle semble avoir été apportée d'un pays lointain dans ces montagnes. Ce charme d'étrangeté, les hommes d'autrefois le sentaient aussi bien que nous. Ils n'ont point osé l'imiter : à peine l'essaya-t-on une fois avec timidité, à Champagne, dans l'Ardèche. La cathédrale du Puy resta toujours unique et n'en fut que plus belle.

Y avait-il sur l'autel, dès le XIIe siècle, une sainte image de la Vierge vénérée des pèlerins? Nous l'ignorons. La fameuse Vierge noire du Puy, que la Révolution a détruite, n'y fut apportée qu'au XIIIe siècle; saint Louis, qui l'avait reçue du Soudan, en avait fait présent à la cathédrale à son retour d'Égypte : ainsi le rapportait la tradition. Il est difficile de se faire une idée d'une statue que d'anciens dessins nous montrent revêtue d'une robe ; on ne voit que la tête noire de la mère et de l'enfant. L'étrangeté de l'œuvre paraissait justifier la tradition : cette Vierge basanée avait l'air de venir d'Égypte. D'anciens historiens de la cathédrale, hommes d'imagination, la faisaient remonter jusqu'à Jérémie.

Une pareille statue ne pouvait guère inspirer l'art si raffiné du siècle de saint Louis. Il ne serait pas impossible pourtant que quelques-unes de nos Vierges noires n'en fussent des imitations. Telle doit être l'origine de la Vierge noire de Moulins, de celle de Beaune et de beaucoup d'autres. La Vierge du Puy était trop célèbre pour n'avoir pas été reproduite, mais ces images de pure dévotion appartiennent à peine à l'histoire de l'art.

II

Il y avait en France beaucoup d'autres églises célèbres, où les fidèles venaient en foule vénérer les reliques d'un saint : Saint-Martin de Tours, Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Eutrope de Saintes, Saint-Léonard, Sainte-Foy de Conques, Saint-Pierre de Moissac, Saint-Gilles, Saint-Sernin de Toulouse. Chose curieuse, ces sanctuaires n'étaient pas isolés ; de grandes routes les unissaient entre eux et les pèlerins allaient de l'un à l'autre. Mais ils allaient bien plus loin. Ces grandes routes se rapprochaient en Gascogne pour traverser les Pyrénées;

une fois les Pyrénées franchies, à partir de Puente la Reina, elles n'en faisaient plus qu'une seule : la route de Saint-Jacques de Compostelle. Ainsi, en France, toutes les voies de pèlerinage s'orientaient vers la Galice, toutes se dirigeaient, comme la voie lactée, vers Compostelle.

Ouvrons le Guide du pèlerin de Saint-Jacques, écrit au XIIe siècle ; nous y verrons que nos sanctuaires les plus fameux s'échelonnent sur quatre routes.

La première route venait de la Provence. C'est à Arles que le pèlerin s'arrêtait d'abord. Il y vénérait, près du Rhône, une haute colonne de marbre que le martyr saint Genès avait rougie de son sang. Il visitait ensuite les sept églises des Alyscamps qui s'élevaient au milieu des anciens tombeaux. Quiconque faisait dire une messe dans une de ces églises devait avoir pour défenseurs, au jour du Jugement, tous les justes ensevelis dans le cimetière. Après Arles, venait Saint-Gilles, où reposait un des plus illustres thaumaturges du monde chrétien. Les reliques de saint Gilles, ce solitaire venu jadis d'Athènes en Gaule, étaient contenues dans un magnifique sarcophage d'or. « C'est là, dit le Guide, que s'était couchée cette belle étoile de la Grèce », et sur la châsse on voyait briller les douze signes du zodiaque. De Saint-Gilles, en passant par Montpellier, on atteignait la fameuse abbaye de Saint-Guilhem du Désert, où Guillaume, le porte-étendard de Charlemagne, était venu finir ses jours dans la pénitence. On poursuivait son chemin par Toulouse, où l'on ne manquait pas de visiter la belle basilique élevée sur le tombeau de l'apôtre martyr, saint Sernin. De Toulouse, la route se dirigeait par Auch et Lescar vers les Pyrénées qu'elle franchissait au Somport; elle descendait en Espagne par Jaca et Puente la Reina [1].

La seconde route était celle des pèlerins de la Bourgogne et de l'est de la France. C'était la route des Cévennes, route périlleuse, où la cloche du monastère d'Aubrac guidait la nuit les voyageurs égarés. Elle passait par Notre-Dame du Puy et Sainte-Foy de Conques. La puissance de Sainte-Foy faisait de Conques le lieu des miracles; le passant, avant de

1. Nous complétons les indications du Guide des pèlerins, qui deviennent insuffisantes à partir de la Gascogne, par les travaux des érudits modernes,

s'éloigner, buvait à la source qui jaillissait devant la porte de l'église. La route atteignait enfin la plaine à Saint-Pierre de Moissac. De Moissac elle se dirigeait vers Lectoure et Condom, traversait les vieilles villes d'Eauze et d'Aire, riches en souvenirs, et aboutissait à Ostabat, au pied des montagnes.

La troisième route, qui était, elle aussi, celle des pèlerins de l'Est, n'est indiquée qu'à grands traits. Elle partait de la belle église de la Madeleine à Vezelay, où la pécheresse obtenait le pardon des pécheurs. Bien loin vers l'Ouest, elle atteignait Saint-Léonard dans le Limousin. Saint Léonard était le suprême espoir des prisonniers dans les ténèbres de leur cachot. Il en avait délivré un si grand nombre que son église était remplie de chaînes, de menottes et d'entraves : elles y étaient suspendues, au dedans et au dehors, comme des guirlandes. L'église de Saint-Front de Périgueux était une des stations de cette route. Aucun saint de France n'avait un plus beau tombeau que saint Front : il était circulaire comme celui du Seigneur. La route franchissait la Garonne à la Réole. Elle traversait Bazas, Mont-de-Marsan, Saint-Sever, Orthez, et rencontrait la route de Moissac à Ostabat.

La quatrième route partait d'Orléans. C'est là que, dans la cathédrale Sainte-Croix, le pèlerin pouvait voir le miraculeux calice de saint Euverte, ce calice que la main du Christ, apparaissant au-dessus de l'autel, avait un jour consacré. En suivant la Loire, le voyageur arrivait au sanctuaire de Saint-Martin de Tours, le lieu de pèlerinage le plus antique et le plus célèbre de la France. Il y avait sur cette route, qui traversait le Poitou et la Saintonge, des églises vénérées : Saint-Hilaire de Poitiers, avec le tombeau du grand docteur ; Saint-Jean d'Angely, où se conservait la tête de saint Jean-Baptiste, où un chœur de cent moines chantait jour et nuit les louanges du Précurseur; Saint-Eutrope de Saintes, grande basilique qu'emplissaient les malades; Saint-Romain de Blaye, où était enseveli le paladin Roland, « martyr du Christ » ; Saint-Seurin de Bordeaux, où se voyait le cor d'ivoire du héros, fendu par la puissance de son souffle.

Après Bordeaux, on entrait dans le grand désert des Landes, contrée sauvage, où le voyageur qui s'écartait un

instant du sentier, enfonçait dans le sable jusqu'aux genoux. On se reposait à Belin ; là, un grand tombeau enfermait les corps des saints martyrs, Olivier, Gondebaud, Ogier le Danois, Arastain de Bretagne, Garin le Lorrain et de beaucoup d'autres guerriers de Charlemagne, tués en Espagne pour la foi du Christ. On traversait ensuite Labouheyre, Dax, Sorde. On atteignait enfin les Pyrénées à Ostabat, non loin du port de Cize. C'est là que se rencontraient les trois grandes routes de Saint-Jacques. Sur la montagne s'élevait une antique croix érigée, disait-on, par Charlemagne : le grand empereur y avait prié la face tournée vers Saint-Jacques de Compostelle. Les pèlerins l'imitaient, et chacun d'eux, auprès de la croix de pierre, plantait une petite croix de bois. Le port de Cize conduisait à Roncevaux, où passaient tous les pèlerins qui ne franchissaient pas les Pyrénées au Somport. Dans l'église de Roncevaux ils admiraient la pierre que Roland avait fendue avec son épée. Après avoir traversé le fameux champ de bataille, ils descendaient vers la Navarre : c'était la partie la plus dangereuse du voyage. Ils rencontraient des montagnards aux jambes nues, des hommes farouches qui portaient un court manteau noir orné de franges et des sandales de cuir velu ; ils avaient deux javelots à la main et un cor était suspendu à leur ceinture. Parfois ils poussaient un cri qui imitait le hurlement du loup ou le gémissement de la chouette et soudain des compagnons surgissaient à leur côté. C'étaient les Basques, le plus inhospitalier des peuples et le plus redoutable aux voyageurs. Ils parlaient un langage incompréhensible : ils appelaient le vin *ardum*, le pain *orgui*, l'eau *uric*, et le Guide, ici, donne quelques mots de cette langue sauvage.

Les deux routes des montagnes, celle du Somport et celle du port de Cize, se réunissaient à Puente la Reina, et à partir de là, une route unique conduisait par Estella, Burgos, Fromista, Carrion, Sahagun, Leon, Astorga, à Saint-Jacques de Compostelle. C'est à Monte San Marcos, que, dans le lointain, on apercevait pour la première fois les clochers de la basilique de Saint-Jacques. Celui qui les voyait le premier était proclamé *le roi* des pèlerins ; ce surnom passait du père au fils comme un titre de noblesse. Enfin, après des mois

de voyage, le pèlerín venait s'agenouiller au tombeau de l'apôtre.

Par quel miracle saint Jacques le Majeur, apôtre de la Palestine, décapité à Jérusalem, au témoignage de tous les anciens écrivains ecclésiastiques, pouvait-il être enseveli à l'extrémité de la Galice? Cette singulière tradition, comme l'a montré Monseigneur Duchesne, n'est pas très ancienne. Au VII[e] siècle, un document apocryphe d'origine orientale affirme pour la première fois que saint Jacques le Majeur est venu évangéliser l'Espagne. De ce voyage les écrivains espagnols des premiers siècles, Paul Orose, Idace, Martin de Braga, si bien informés des antiquités religieuses de leur pays, ne savent rien.

Deux siècles passent, et la légende semblait devoir être à jamais stérile, lorsque, vers 830, le bruit se répandit que l'évêque d'Iria, Théodemir, venait de découvrir le tombeau de saint Jacques en Galice. Trente ans après, en 860, le martyrologe d'Adon, rédigé en France, admet, comme un fait certain, que l'apôtre Jacques repose à l'extrémité de l'Espagne, non loin de la mer. « Ses os sacrés, ajoute l'auteur, y ont été apportés de Jérusalem. »

C'est donc seulement vers le milieu du IX[e] siècle que l'Europe chrétienne commença à entendre parler du fameux tombeau de Compostelle. Les siècles suivants embellirent ces premiers récits un peu trop nus. On expliqua pourquoi le corps de saint Jacques avait été apporté de Jérusalem en Galice. Sept de ses disciples, qui avaient évangélisé l'Espagne avec lui, voulurent que ses reliques pussent y reposer, pour sanctifier à jamais la terre de son apostolat.

Au X[e] siècle, le tombeau de saint Jacques commença à attirer les étrangers. Le plus ancien pèlerin français dont il soit fait mention, Gotescalc, évêque du Puy, fit le voyage en 951. Les pèlerins de Saint-Jacques étaient déjà nombreux au XI[e] siècle ; mais, au commencement du XII[e], leurs longs cortèges retardaient les voyageurs sur les routes. C'est alors que fut écrit à leur usage le *Livre de Saint Jacques*. Dans ce livre fameux, on leur raconte la translation des reliques de l'apôtre de Jérusalem en Galice, la découverte de son tombeau et les nombreux miracles dont il avait favorisé ses serviteurs. Mais ce n'est pas tout : la *Chronique de Turpin* est un des chapitres

du livre. Charlemagne et ses preux, vainqueurs des infidèles, y sont présentés comme les premiers pèlerins de Saint-Jacques. Enfin l'ouvrage se termine par le Guide du voyageur que nous venons d'analyser.

Le *Livre de Saint Jacques* a été composé en France. M. Bédier a montré qu'il était, suivant toutes les vraisemblances, l'œuvre des moines de Cluny. Aux arguments qu'il donne on peut en ajouter un autre qui me paraît avoir la force d'une preuve. Sur les quatre grandes routes de France qui conduisaient les pèlerins de Saint-Jacques vers les Pyrénées, il y avait, aux principales étapes, des monastères de l'ordre de Cluny : Saint-Gilles, Saint-Pierre de Moissac, la Madeleine de Vézelay, Saint-Jean d'Angely, Saint-Eutrope de Saintes. Les voyageurs eussent fort bien pu suivre d'autres routes : c'est de propos délibéré que l'auteur du Guide les dirige vers ces grandes abbayes affiliées à Cluny. De même en Espagne, les prieurés de l'ordre de Cluny s'échelonnaient sur la route de Compostelle : Saint-Jean de la Peña, près du col de Somport, Sainte-Colombe de Burgos, Saint-Zoïle de Carrion, Sahagun. Il n'y a point là de hasard. Nous commençons à entrevoir que ce sont les grands abbés de Cluny qui ont organisé, dès le XIe siècle, le pèlerinage de Saint-Jacques. Ils y ont vu le moyen le plus efficace de secourir les chrétiens d'Espagne dans leur éternelle croisade contre les Maures. Le pèlerin devenait sans peine un soldat. Le chevalier français, qui avait franchi les Pyrénées pour prier au tombeau de l'apôtre, restait en Espagne et combattait aux côtés du Cid. Ces barons français venaient de toutes les parties de la France ; toutefois les chevaliers bourguignons étaient plus nombreux que ceux des autres provinces : c'est qu'ils étaient enrôlés par Cluny.

La croisade fut toujours une des grandes pensées de Cluny. On le vit bien le jour où Urbain II, ancien moine clunisien, appela la France entière à la guerre sainte. Ce jour-là, le rêve séculaire de la grande abbaye fut réalisé. Mais les abbés de Cluny n'avaient pas attendu le concile de Clermont pour prêcher la croisade. De bonne heure ils s'émurent de la lutte grandiose que l'Espagne soutenait depuis tant de siècles contre les infidèles. Ils l'aidèrent de tout leur pouvoir ; ils enrôlèrent à son service nos plus hardis barons ; ils enrôlèrent

jusqu'aux anciens héros ; ils donnèrent Charlemagne et ses preux en exemple aux chevaliers. Dans l'intérêt de la guerre sainte, Cluny adopta jusqu'aux chansons de gestes que chantaient les jongleurs. Du pèlerinage de Saint-Jacques et de la guerre d'Espagne est née la *Chanson de Roland*.

III

C'est un vif plaisir pour le voyageur moderne qui parcourt la France de suivre un instant ces poétiques routes des pèlerins de Compostelle. Des noms antiques semblent lui tracer son chemin : il rencontre la croix de saint Jacques, la chaussée de saint Jacques, la porte de saint Jacques, la chapelle de saint Jacques. Ici, s'élevait l'hôpital, dédié le plus souvent à saint Jacques, mais parfois aussi à saint Christophe ou à saint Julien, patrons des voyageurs. Mais hélas ! presque tout le décor de la vieille route a disparu. On ne voit plus l'auberge, où se balançait « l'image du grand saint Jacques », ni, au bord du chemin, le petit oratoire dédié à l'apôtre. On ne voit plus la croix où le voyageur s'arrêtait pour prier et pour contempler, un instant, avec inquiétude les nuages qui montaient du côté du couchant. Çà et là, pourtant, apparaît un beau reste du passé. Près de Notre-Dame du Puy, on voit encore l'hôpital des pèlerins. Les deux chapiteaux romans du portail invitent toujours le voyageur à entrer sans crainte : sur l'un il reçoit le pain des mains de la charité « *Karitas* » ; sur l'autre, il est couché dans un lit et soigné avec sollicitude. A Pons, la route de Saint-Jacques passe sous une belle voûte du XIIe siècle, une sorte d'arc de triomphe qui introduisait dans l'hôpital ; des fers à cheval gravés sur la pierre sont les ex-voto du passant.

Mais c'est l'Espagne qui a conservé, sur la route de Saint-Jacques, le plus bel asile de pèlerins. L'Hôpital du Roi, fondé au XIIe siècle à l'entrée de Burgos, fut refait au XVIe. Il s'embellit alors pour accueillir le voyageur de toutes les grâces de la Renaissance.

D'innombrables monuments ont péri ; il en reste assez,

toutefois, pour que nous puissions affirmer que l'art du moyen âge a cheminé, lui aussi, sur les routes de Compostelle. C'est par ces routes que quelques-unes des créations des artistes se sont répandues.

On y rencontre d'abord un type nouveau de saint Jacques. Quand on arrive devant le portail méridional de Saint-Sernin, à Toulouse, on remarque dans la partie haute un grand bas-relief qui représente saint Jacques. Le nom de l'apôtre est inscrit autour de son nimbe. Il porte le livre des évangiles, debout entre deux troncs d'arbre ébranchés. On se souvient que Saint-Sernin était une des étapes de la route de Compostelle, et l'idée se présente aussitôt à l'esprit que ce saint Jacques de Toulouse annonçait au pèlerin le lointain saint Jacques de la Galice. L'hypothèse se change en certitude, quand on étudie la *Puerta de Platerias*, le Portail des Orfèvres, à Santiago de Compostelle. On y découvre dans les parties hautes, parmi beaucoup d'autres bas-reliefs appliqués au mur, une figure de saint Jacques pareille à celle de Toulouse. L'apôtre porte le livre et il est debout entre deux troncs d'arbre ébranchés que le Guide du XIIe siècle appelle des cyprès. Les ressemblances s'étendent au détail : à Compostelle comme à Toulouse, saint Jacques a son nom gravé sur son nimbe. Un premier regard jeté sur le Portail des Orfèvres éveille le souvenir des monuments du midi de la France ; un examen plus attentif démontre, comme on le voit, qu'il n'a pu être décoré que par des sculpteurs venus de Toulouse.

Nous avons là la première image de saint Jacques créée par le pèlerinage, au commencement du XIIe siècle. Elle n'est pas très caractéristique encore ; cependant les deux mystérieux cyprès lui donnent une physionomie à part.

Mais bientôt les pèlerins vont façonner leur saint. Quand ils avaient prié au tombeau de l'apôtre, s'ils sortaient de la basilique par la porte du nord, qu'on appelait la porte de France, ils se trouvaient dans un vaste parvis. Là, près d'une magnifique fontaine qui passait pour la plus belle du monde chrétien, des marchands étalaient des courroies, des panetières, de petits barils de vin, des plantes médicinales. Mais ce que les voyageurs achetaient de préférence, c'étaient les belles coquilles, régulières comme une œuvre d'art, qu'on

recueillait sur les plages de la Galice. Elles furent, dès le XIIe siècle, la marque distinctive du pèlerin de Saint-Jacques. Au retour, il les attachait fièrement à sa panetière, et cet emblème sacré le rendait inviolable. Qui eût osé porter la main sur le pèlerin de Saint-Jacques? De terribles récits avaient appris à tous comment l'apôtre savait punir les coupables.

Dans les premières années du XIIIe siècle, la panetière timbrée de la coquille était devenue comme le blason du pèlerin de Saint-Jacques. C'est alors que saint Jacques lui-même en fut revêtu, et, chose bien digne de remarque, c'est sur une des routes de Compostelle que nous le rencontrons pour la première fois avec cet attribut. Les voyageurs qui venaient de la France du Nord, arrivés à Blaye, s'embarquaient souvent pour Bordeaux ; mais souvent aussi, au lieu de remonter la Gironde, ils la descendaient jusqu'à Soulac. Ils y étaient attirés par le légendaire tombeau de sainte Véronique. De Soulac, la route se dirigeait droit vers le Sud, parallèlement à l'Océan; elle longeait les sauvages étangs des Landes, puis elle pénétrait dans des solitudes où l'on n'entendait plus que le cri des oiseaux de mer. On rencontrait de distance en distance des villages, qui étaient des lieux d'asile au milieu des sables : Biscarosse, Mimizan, Bias, Saint-Julien; c'est ainsi que l'on arrivait à Bayonne. La vieille église de Notre-Dame de Mimizan a presque complètement disparu aujourd'hui. Cependant on voit encore, réunis sous le clocher, les restes de ses deux portails: près d'un Christ en majesté, s'alignent des figures d'apôtres. Si rude qu'elle soit, l'œuvre a quelques-uns des caractères de l'art du XIIIe siècle. Toutefois, certains traits archaïques surprennent : un des apôtres a les jambes croisées, comme les apôtres de la vieille école toulousaine. Il en faut conclure que les apôtres de Mimizan sont des premières années du XIIIe siècle. S'il en est ainsi, nous avons à Mimizan une des plus anciennes statues de saint Jacques le Majeur représenté avec la panetière ornée de la coquille. N'est-il pas intéressant de rencontrer sur la route des pèlerins ce saint Jacques pareil aux pèlerins eux-mêmes? A partir de ce moment, la coquille ne disparaîtra plus de la panetière ou de la tunique de l'apôtre; elle deviendra son attribut ordinaire.

Mais ce n'est pas tout. Le saint Jacques de Mimizan porte à la main un bâton, et ce trait le rapproche encore du pèlerin qui passe sur la route. C'est à Compostelle que l'apôtre fut représenté pour la première fois le bâton à la main. On le voit avec le bâton au trumeau du Portail de la Gloire, œuvre magnifique, achevée en 1183 par maître Mathieu. Ce bâton semble être à la fois celui du missionnaire et celui de l'évêque. La cathédrale de Compostelle conserve encore aujourd'hui le bâton de saint Jacques, enfermé dans un étui de métal : jadis les pèlerins en touchaient l'extrémité. Des légendes le rendaient plus vénérable encore : un vitrail de Chartres, aujourd'hui détruit, représentait Jésus-Christ en personne remettant le bourdon à saint Jacques. Il n'est donc pas surprenant de voir de bonne heure ce fameux bâton aux mains de l'apôtre. Mais, chose curieuse, c'est encore sur les routes de pèlerinage que nous le rencontrons. Il ne l'a en effet, ni au portail méridional de Chartres, ni au portail septentrional de Reims, ni au grand portail d'Amiens, mais il l'a déjà à Mimizan. Il l'a à Burgos, au portail du Sarmental, belle œuvre de la première partie du XIIIe siècle. Saint Jacques, enveloppé d'un grand manteau, appuyé des deux mains sur son haut bâton, ressemble au pèlerin qui se repose un instant avant de reprendre son voyage. A Bayonne, à l'extrémité de la route des Landes, nous retrouvons encore saint Jacques le bâton à la main. Nous le retrouvons pareil à Saint-Seurin de Bordeaux, étape fameuse des pèlerins du Nord. Nous le retrouvons enfin à la Grande Sauve. Longtemps le monastère de la Grande Sauve, en Guyenne, fut le point de départ des pèlerins de ces régions. C'est là qu'ils recevaient l'absolution de leurs péchés et qu'ils faisaient bénir leur bâton de voyage avant de partir pour Compostelle. Par des chemins de traverse, ils rejoignaient la route de Bordeaux à Mont-de-Marsan, ou, s'ils le préféraient, la route de Mimizan à Bayonne. L'église principale de la Grande Sauve est aujourd'hui à moitié détruite, mais la petite église Saint-Pierre subsiste. Son chevet est décoré de plusieurs statues du XIIIe siècle, parmi lesquelles on remarque saint Jacques. Il a le bâton à la main et porte en sautoir la panetière ornée de coquillages.

Ainsi le bâton de Compostelle devint petit à petit un des

attributs de saint Jacques. Certaines images que les pèlerins voyaient dans la basilique eurent aussi à la longue leur influence sur l'art. A Compostelle, les anciennes représentations de saint Jacques sont étrangement solennelles. Il est assis, comme un souverain, au trumeau du Portail de la Gloire. Il était assis encore au ciborium qui s'élevait, au XIIe siècle, au-dessus de son tombeau. Aujourd'hui la statue de l'apôtre qui s'offre sur le grand autel à la vénération des fidèles est une statue assise. Cette statue peinte et revêtue d'une pèlerine d'argent est fort difficile à dater. Certains érudits espagnols veulent qu'elle soit du temps de saint Ferdinand, c'est-à-dire du XIIIe siècle. Si elle est plus récente, elle reproduit à n'en pas douter un ancien modèle. Cette attitude hiératique nous reporte au XIIe siècle.

Or, au commencement du XIVe siècle, on voyait à Paris, sur l'autel de l'église Saint-Jacques des Pèlerins, une statue assise de l'apôtre. Elle était l'œuvre de Guillaume de Heudicourt, qui, chose étrange, l'avait sculptée dans un bateau sur la Seine. Du bateau elle avait été portée en procession jusqu'à l'église. Nous devinons là le désir de rappeler symboliquement l'arrivée du corps de saint Jacques en Espagne, et le transport de ses reliques du rivage de la mer à Compostelle. Cette œuvre si intéressante a malheureusement disparu ; mais le musée de Beauvais conserve un saint Jacques de la même époque qui peut nous en donner une idée. Assis, comme le saint Jacques de Paris, le saint Jacques de Beauvais était, sans aucun doute, placé sur un autel. Il s'inspirait évidemment de la statue de Compostelle, mais la solennité hiératique de l'original s'était ici métamorphosée en noblesse.

Jusqu'au XVIe siècle, on retrouve des images de saint Jacques assis qui perpétuent le souvenir d'une statue vénérée.

C'est à Compostelle encore que nous voyons apparaître, dès le XIIe siècle, un épisode de la légende de saint Jacques qui eut une longue fortune. Une des portes de la basilique nous montre, dans son tympan, l'apôtre à cheval, tenant d'une main une épée, de l'autre une bannière. On racontait, en effet, qu'en 834, pendant la bataille de Clavijo, don Ramire reconnut dans la mêlée saint Jacques monté sur un cheval blanc. Il le vit, l'épée à la main, mettre en déroute

les infidèles en brandissant son étendard. Ces apparitions se renouvelèrent dans d'autres rencontres, si bien que l'apôtre, métamorphosé en chevalier, devint le champion de l'Espagne. On l'appela le « matamoro », le tueur de Maures.

Il sembla naturel de représenter saint Jacques sous l'aspect d'un soldat, dans une église où le pèlerin devenait souvent un croisé. La légende, toutefois, resta longtemps enfermée en Espagne : il serait intéressant de l'y suivre. La France en préféra une autre : elle représenta saint Jacques apparaissant à Charlemagne et montrant au grand empereur le chemin de la Galice. Ce fut seulement à la fin du moyen âge que l'on vit apparaître dans nos vitraux saint Jacques chargeant les infidèles à la bataille de Clavijo. Déjà moins fréquenté, le vieux sanctuaire agissait encore sur l'art.

IV

Ainsi s'enrichit peu à peu l'iconographie de saint Jacques. Mais le pèlerinage de Compostelle eut sur l'art une autre sorte d'influence qu'il faut brièvement indiquer ici. Il propagea un admirable type d'église.

On rencontre, en effet, sur les routes des pèlerins plusieurs grandes basiliques qui se ressemblent. Voici, sur la route du Languedoc, Saint-Sernin de Toulouse, une des plus magnifiques églises romanes de la France. Il y a un profond passé dans cette belle église de Saint-Sernin. Le chœur est plus vieux que la première croisade, plus vieux que la *Chanson de Roland.* Quand s'élevèrent les colonnes du sanctuaire, le Cid était encore vivant.

Où réside l'originalité de Saint-Sernin? Dans le chœur d'abord, entouré d'un beau déambulatoire sur lequel s'ouvrent des chapelles rayonnantes ; dans le transept ensuite, si large qu'il a reçu comme une nef des bas-côtés surmontés d'une tribune ; dans la nef enfin, que de doubles bas-côtes accompagnent, que de vastes tribunes éclairent d'un jour diffus. Ce clair-obscur fait paraître plus légère la voûte en berceau, où ne s'ouvre aucune fenêtre. A l'extérieur, le crescendo

des chapelles rayonnantes, du chœur et enfin du haut clocher s'élevant au carré du transept donne au chevet un admirable élan.

Suivons maintenant la route du Puy à Moissac : à Sainte-Foy de Conques nous retrouvons Saint-Sernin. Au lieu d'être, comme la basilique de Toulouse, bâtie en briques roses dont la couleur enchante sous ce ciel lumineux, l'église de Conques est bâtie en pierres. Fille d'une âpre contrée, elle semble plus rude. Mais il ne faut pas s'arrêter aux apparences; on retrouve, à Conques, tout ce qui fait l'originalité de Saint-Sernin : le déambulatoire à chapelles rayonnantes, le vaste transept avec ses bas-côtés, la nef avec ses tribunes [1]. C'est le même plan, la même élévation, la même silhouette extérieure.

Nous voici maintenant sur la route de Vézelay à Saint-Léonard et à Périgueux. Limoges était une des étapes de cette route : on voit encore au musée le tombeau de deux époux qui allaient à Compostelle et qui moururent à Limoges. Les pèlerins ne manquaient pas de s'y arrêter pour prier au tombeau de saint Martial, l'apôtre de l'Aquitaine. L'église de Saint-Martial de Limoges, détruite pendant la Révolution, ne nous est connue que par d'anciens plans et d'anciens dessins. C'en est assez pour que l'on puisse affirmer que Saint-Martial ressemblait trait pour trait à Sainte-Foy de Conques et à Saint-Sernin de Toulouse.

Allons tout droit à l'extrémité du chemin. Qu'est-ce que la fameuse basilique de Saint-Jacques de Compostelle? Une église dont le plan est presque exactement celui de Saint-Sernin de Toulouse. L'élévation est pareille, les dimensions des deux édifices sont elles-mêmes à peu près identiques; si Saint-Jacques avait, comme Saint-Sernin, des bas-côtés doubles, les deux plans pourraient se superposer.

Toutes ces basiliques ont été entreprises au XI[e] siècle à peu d'années de distance. L'église de Sainte-Foy de Conques fut commencée sous l'abbé Odolric vers 1050; celle de Saint-Martial de Limoges sous l'abbé Adémar vers 1063; celle de Saint-Jacques de Compostelle entre 1075 et 1078 ; celle de

1. Il n'y a qu'une différence : la nef de Conques a des bas-côtés simples au lieu d'avoir des bas-côtés doubles.

Saint-Sernin de Toulouse vers la même époque, car en 1096 le pape Urbain II put en consacrer le chœur.

Où est né ce type d'église, le plus grandiose que l'âge roman ait conçu? Où est l'église-mère? Il y a, dans le Guide du pèlerin du XIIe siècle, une phrase qui est un trait de lumière. On y lit ceci : « Sur le tombeau de saint Martin de Tours s'élève une vaste basilique construite avec un art admirable : *elle ressemble à celle de Saint-Jacques.* » Ainsi l'auteur du Guide avait remarqué que Saint-Martin de Tours ressemblait à Saint-Jacques de Compostelle. On peut se fier à son coup d'œil, car maints passages de son livre prouvent qu'il savait voir. Il semble insinuer que Saint-Jacques est le modèle et Saint-Martin la copie ; mais, en cela, il se trompe, car c'est le contraire qui est vrai.

En détruisant Saint-Martin de Tours, la Révolution française a fait disparaître un de ces monuments-types qui expliquent toute une architecture. Dès le Ve siècle, la basilique de Saint-Martin fut le centre religieux de la Gaule : elle resta celui de la France pendant tout le haut moyen âge. Le sanctuaire de Tours fut pour nos ancêtres ce que le temple de Delphes fut pour les Grecs ; on venait demander à saint Martin non seulement des guérisons mais des oracles. Son église, réédifiée plusieurs fois, resta pendant des siècles la plus belle de toutes.

Un plan levé au moment de la destruction de la basilique, une vue des nefs en ruines dessinée en 1798, voilà, avec deux tours encore debout, tout ce qui nous reste aujourd'hui de Saint-Martin. Il suffit d'étudier un instant ce plan, pour reconnaître que le vieil auteur du Guide des pèlerins avait raison. Voici, comme à Saint-Jacques de Compostelle, le chœur avec son déambulatoire et ses cinq chapelles rayonnantes ; voici, comme à Saint-Jacques, le transept pareil à une nef avec ses bas-côtés ; quant à la nef elle-même, c'est celle de Saint-Sernin de Toulouse, car elle a des bas-côtés doubles. L'examen du médiocre dessin qui représente les ruines nous apporte de nouvelles certitudes. La nef avec ses arcades en plein cintre, sa haute tribune romane rappelle de tout point celle de Saint-Sernin ou celle de Saint-Jacques. Le transept à moitié démoli nous laisse voir, comme dans une coupe d'archi-

tecture, ses bas-côtés et les tribunes qui les surmontent. Il devient évident pour nous que Saint-Martin de Tours ressemblait aux autres grandes églises des routes de Saint-Jacques.

Mais quelle était la date de l'église Saint-Martin? Quelques archéologues ont pensé qu'elle avait été reconstruite après l'incendie de 1202. Notre dessin prouve le contraire. Tout le corps de l'édifice fut conservé, on se contenta de refaire les voûtes. La nef romane reçut alors une voûte gothique, une voûte à croisée d'ogives soutenue par des arcs-boutants. Ce fut alors que des fenêtres furent ouvertes dans la nef. Ce fut alors aussi que fut agrandi le déambulatoire avec ses chapelles rayonnantes. Les fouilles de 1886 ont fait retrouver l'ancien ; moins vaste, il avait la forme et les dimensions du déambulatoire de Saint-Sernin de Toulouse et de Saint-Jacques de Compostelle.

L'église Saint-Martin dont nous avons le plan et le dessin est, j'en suis convaincu, celle que le trésorier Hervé fit reconstruire de 997 à 1014. Elle a pu être retouchée au cours du XI[e] siècle, à la suite d'incendies partiels, mais ses grandes lignes ne changèrent pas. Il est même probable que la basilique d'Hervé reproduisait la forme d'une basilique antérieure, car, sous le déambulatoire à chapelles rayonnantes d'Hervé, on en a retrouvé un autre beaucoup plus antique. De même le transept à bas-côtés et à tribunes qui date du temps d'Hervé reproduisait probablement un transept pareil, mais beaucoup plus ancien, car cette belle disposition du transept à collatéraux surmontés de tribunes remonte jusqu'aux premiers siècles du christianisme. La basilique de Saint-Menas, récemment découverte dans la Basse-Égypte, en a fourni un exemple qui est du temps de l'empereur Arcadius.

On ne s'étonne nullement de voir apparaître ces grandes conceptions à Saint-Martin de Tours, c'est-à-dire dans la plus antique et la plus belle de toutes les églises de pèlerinage de France. Elles convenaient à une basilique qui recevait des milliers de pèlerins. Les doubles bas-côtés de la nef, ceux du transept, divisaient la foule, y introduisaient l'ordre, tandis que le déambulatoire lui permettait de faire le tour du saint tombeau. C'est donc le sanctuaire de Saint-Martin qui a été le

modèle de toutes les églises de la route de Compostelle. On jugeait qu'on ne pouvait rien inventer de plus parfait.

Ces imitations de Saint-Martin étaient plus nombreuses que nous ne pensons. Des fouilles faites, il y a quelques années, ont fait retrouver le plan de la nef et du transept de la cathédrale romane d'Orléans. La nef a de doubles bas-côtés et les transepts des collatéraux, comme la nef et les transepts du Saint-Martin d'Hervé. Les deux édifices étaient presque contemporains. Des fouilles nouvelles nous rendront peut-être un jour le plan du chœur de la cathédrale d'Orléans : on peut annoncer d'avance, je crois, qu'il apparaîtra avec un déambulatoire et des chapelles rayonnantes. Dès maintenant nous devinons que la cathédrale d'Orléans, station de la route de Saint-Jacques, était de la famille des grandes églises de pèlerinage.

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher tout ce que l'architecture romane doit à Saint-Martin de Tours. Qu'il me suffise de dire que les belles églises romanes de l'Auvergne en dérivent suivant toutes les vraisemblances, et que la magnifique église de Cluny en reproduisait maint détail. Mais nous ne voulons parler ici que des églises de pèlerinage. Ces belles basiliques, dressant leurs silhouettes pareilles de Saint-Martin de Tours à Saint-Jacques de Galice, font merveilleusement comprendre que les chemins de Compostelle ont été les grandes routes de l'art.

On le sent bien vivement en Espagne, car on y retrouve aux principales étapes de la route de Saint-Jacques la sculpture romane de la France.

Quand on descend par le col de Somport, on rencontre des chapiteaux toulousains à Saint-Juan de la Peña et à Jaca ; quand on descend par Roncevaux, on en rencontre à Pampelune. Les deux routes se réunissent à Puente la Reina où l'on retrouve l'art de la France. On le retrouve presque à chaque étape : aux beaux bas-reliefs de l'église d'Estella, aux chapiteaux de Fromista, à la façade de Carrion, au bas-relief de l'église clunisienne de Sahagun[1], au portail de San-Isidro de Leon, où l'on reconnaît l'art de Toulouse et de Saint-Bertrand de Comminges. On le retrouve enfin à l'extrémité

1. Aujourd'hui au musée de Madrid.

de la route à Saint-Jacques de Compostelle. Les artistes qui couvrirent de bas-reliefs les portails latéraux de la basilique venaient tous de France. La plupart d'entre eux avaient fait leur apprentissage dans les ateliers de Toulouse et de Moissac. La route de Saint-Jacques fut pour l'Espagne la route de la civilisation. C'est par là que lui arrivait ce que la France produisait de plus raffiné : la poésie, l'art, l'orfèvrerie, les émaux de Limoges. C'est par cette route aussi, d'ailleurs, que l'Espagne fit pénétrer chez nous les œuvres de son génie. L'admirable Apocalypse de Saint-Sever (à la Bibliothèque nationale) reproduit les Apocalypses de l'Espagne. L'abbaye de Saint-Sever, où elle fut enluminée, est en France une des stations de la route de Saint-Jacques.

Mais il est un fait, qui n'a jamais été remarqué, et qui est bien plus curieux encore.

La grande sculpture du XIIIe siècle, cet art magnifique dont on suit tous les progrès, de Chartres à Paris, de Paris à Amiens, d'Amiens à Reims, demeura pendant quelques années inconnue du midi de la France. Quand elle y pénétra ce fut par la route de Saint-Jacques.

Au sud de la Loire, c'est à Poitiers qu'on rencontre d'abord la sculpture du XIIIe siècle. Les trois portails de la cathédrale n'ont pas la perfection des grands ensembles de l'Ile-de-France ou de la Champagne, mais ils les imitent. Autour du Christ-juge, la Vierge, saint Jean et les anges, sont disposés exactement comme à Notre-Dame de Paris. Mais au tympan voisin, l'histoire de saint Thomas a été racontée par un artiste qui connaissait Reims : ses personnages sveltes retiennent quelque chose de l'élégance champenoise.

A Bordeaux, on retrouve l'art du Nord. La cathédrale et l'église Saint-Seurin nous montrent toutes les deux le Jugement dernier. Le tympan de la cathédrale est d'une admirable noblesse; c'est l'œuvre d'un artiste fidèle aux grandes traditions de Chartres, de Paris, d'Amiens; ses anges semblent des figures du Ve siècle athénien. Le sculpteur de Saint-Seurin est au delà de ce point de perfection. Il connaissait Paris, dont il imita le Jugement dernier, mais il avait été séduit bien plus encore par la richesse de l'art champenois. Il reproduisit, au-dessous du tympan, les feuillages décoratifs de la cathédrale de Reims.

Au delà de Bordeaux, la route de Saint-Jacques nous amène à Dax : nous y retrouvons la sculpture du Nord. Le portail de l'ancienne cathédrale est encore consacré au Jugement dernier. Cet hymne à la vie éternelle et à l'éternelle Justice éclate tout le long de la route des pèlerins. Le portail de Dax a une ampleur qui étonne : il a six rangs de voussures, comme les grands portails de Notre-Dame de Paris, d'Amiens, de Bourges. Le sculpteur connaissait ces nobles modèles, mais il les a imités sans servilité. Tout en s'inspirant de la composition du maître de Paris (la plus heureuse de toutes), il a disposé les personnages autour du Christ-juge avec une liberté jusque-là sans exemple [1]. Mais dans le détail de son œuvre, il n'est rien qui ne se retrouve ailleurs.

La route des dunes et des étangs doublait, nous l'avons vu, la route de Bordeaux à Dax ; cette route, voisine de la mer, aboutissait à Bayonne. Or, la cathédrale de Bayonne nous montre encore deux beaux portails du XIIIe siècle, qui s'ouvrent aujourd'hui dans une sacristie. On y voit la Vierge, et on y voit le Christ-juge ; des figures d'apôtres sont debout dans les ébrasements. Ces élégantes statues, avec leurs têtes doucement inclinées, nous disent les origines de l'artiste. Il avait vu Reims, il avait été initié à cet art charmant, qui métamorphose l'antique gravité en liberté et en grâce. Il n'avait pas la suprême élégance de ses maîtres, mais il avait retenu quelque chose de leurs leçons.

Deux autres routes traversaient la Gascogne et se réunissaient à Ostabat : celle de la Réole à Bazas et Mont-de-Marsan, et celle de Moissac à Lectoure, Eauze et Aire. Sur ces deux routes ont passé et se sont arrêtés les sculpteurs du Nord.

Trois portails du XIIIe siècle s'ouvrent dans la façade de la cathédrale de Bazas. Dans ce lointain Midi, on croit retrouver une église de la France septentrionale. Les principaux thèmes sont ceux qu'avaient créés les artistes du domaine royal : Jugement dernier, Couronnement de la Vierge. Dans la scène du Jugement dernier, la Vierge, saint Jean et les anges sont rangés aux côtés du juge, dans l'ordre où on les voit au tympan d'Amiens. Mais, à Bazas, l'imitation ne va pas sans quelque gaucherie.

1. La figure du Christ a disparu.

A Aire sur l'Adour, nous retrouvons le Jugement dernier. A quelque distance de l'ancienne cathédrale, sur la colline, s'élève l'église du Mas-d'Aire. Les pèlerins ne manquaient pas de s'y rendre pour prier devant l'antique sarcophage qui contenait les restes de la martyre sainte Quitterie. C'est pourquoi ce fut le portail de l'église du Mas qui fut décoré au XIIIe siècle et non celui de la cathédrale. On y voit, comme à Bazas, comme à Bordeaux, la grande scène du Jugement dernier traitée suivant les traditions de l'art du Nord.

Nos sculpteurs ne se sont pas arrêtés aux Pyrénées; ils les ont franchies avec les pèlerins. Il y a, en Espagne, deux églises où l'on retrouve la sculpture française du XIIIe siècle dans toute sa pureté : ce sont les cathédrales de Burgos et de Léon. Elles sont toutes les deux sur la route de Saint-Jacques.

A Burgos, le portail du Sarmental est une œuvre de la première partie du XIIIe siècle. Le Christ en majesté et les apôtres assis à ses pieds rappellent, par leur style sévère, l'art encore si grave de Notre-Dame de Paris. Mais le charmant portail intérieur, sculpté vers 1260, s'apparente à l'art de Reims. L'ange aux grandes ailes, qui assiste au baptême de Jésus-Christ, et les sveltes figures qui l'acompagnent, ont une grâce toute nouvelle. C'est cette grâce champenoise qui fit, vers 1250, la conquête de l'art français.

Rien n'est plus complexe que l'art de la cathédrale de Léon ; on y retrouve des réminiscences de Chartres, de Paris, de Reims. Le tympan consacré à la Mort et au Couronnement de la Vierge est une imitation libre de l'admirable tympan de Notre-Dame de Paris. La copie, d'ailleurs, est fort au-dessous de l'original. Le groupe principal du Jugement dernier rappelle encore celui de Notre-Dame de Paris, mais le linteau consacré aux félicités des élus est une merveille de poésie. C'est l'œuvre d'un artiste créateur qui s'était formé à Reims: la sveltesse des figures, le léger sourire qui éclaire les visages, disent clairement les origines de l'artiste. De beaux feuillages décoratifs couvrent la pierre, comme au portail intérieur de la cathédrale de Reims. L'art plus austère de Chartres se retrouve aussi à Léon : une statue de sainte, la main levée, reproduit la sainte Modeste du porche septentrional de Chartres.

Après cette brève analyse, que nous ne saurions pousser plus loin ici, il paraîtra évident qu'à partir de la Loire la sculpture du xiiie siècle s'échelonne le long des routes de Saint-Jacques. De Poitiers à Burgos et à Léon, c'est toujours sur l'une de ces routes que se rencontrent les grands portails sculptés.

Ainsi, depuis le xiie siècle, les artistes ont sans cesse accompagné les pèlerins. Ils étaient peut-être eux-mêmes des pèlerins, s'en allant, comme les autres, à Compostelle demander le pardon de leurs péchés ; — au retour, ils offraient leurs services dans les chantiers des cathédrales.

V

Les jongleurs, eux aussi, accompagnaient les pèlerins. On les rencontrait non seulement sur les routes de Saint-Jacques, mais auprès de tous les sanctuaires, de toutes les abbayes qui attiraient les foules. C'est devant la porte de l'église qu'ils chantaient les héros : Charlemagne, Roland, Olivier, Ogier le Danois, Renaud de Montauban. Se peut-il que ces légendes, si intimement liées aux pratiques de la dévotion populaire, n'aient laissé aucune trace dans l'art religieux? et la France n'a-t-elle pas, comme l'Italie, accueilli l'épopée dans le sanctuaire?

Ce qu'on peut affirmer d'abord, c'est que certains récits légendaires, conservés dans les abbayes, ont inspiré à la fois les artistes et les poètes. Peu de lieux au monde ont contenn plus de poésie que les abbayes de la France d'autrefois. Tout, dans ces vieilles églises, parlait à l'imagination : d'antiques légendes, le souvenir des anciens rois et des anciens héros ; ici, les bracelets de Waifer donnés par Pépin le Bref, là, le bouclier de Guillaume-au-court-nez suspendu près de l'autel ; des tombeaux s'élevant au-dessus des dalles, des vitraux pleins d'émouvantes histoires, des trésors plus riches que ceux des empereurs, enfin des reliques qui faisaient des miracles. L'abbaye elle-même, avec sa règle, ses moines disciplinés comme des soldats, ses chants alternés, était une poésie vivante. On comprend que nos poètes y aient reçu

ce brusque choc de l'émotion qui fait naître les grandes œuvres.

L'abbaye de Ferrières, dans le Gâtinais, était une des plus vieilles abbayes de France. Une antique légende y avait fait naître un pèlerinage. On racontait que les trois apôtres de Sens, saint Savinien, saint Potentien et saint Altin, se trouvant dans ce lieu, alors désert, y avaient eu une vision. La Vierge leur était apparue portant l'enfant nouveau-né et telle qu'elle était dans l'étable de Bethléem. Une chapelle élevée à cet endroit à Notre-Dame de Bethléem, et enfermée bientôt dans les murs du monastère, y attira les pèlerins pendant des siècles. Les rois venaient à Ferrières. Un récit du vieux chroniqueur appelé l'Astronome limousin rapportait que Pépin le Bref, se trouvant à Ferrières, y avait mis aux prises un lion et un taureau. La lutte se prolongeant : « Qui de vous, avait-il dit à ses leudes, aura le courage de mettre fin au combat? » Comme nul ne répondait, il s'élança dans l'arène et trancha la tête du lion et du taureau. Cette légende, digne de l'épopée, et qu'on y verra bientôt entrer, était connue sans aucun doute des pèlerins de Ferrières. Les artistes ne l'ont pas oubliée.

Deux portes donnent accès dans l'église. L'une d'elles est murée ; c'est la porte papale, qui ne s'ouvrait que pour le souverain pontife. Il y a bien des années que la porte est fermée, car, depuis le temps de saint Louis, le pape n'est pas revenu à Ferrières. Deux chapiteaux historiés décorent cette porte d'honneur. L'un représente un roi, l'épée à la main, combattant contre un lion ; l'autre, des spectateurs qui semblent contempler la lutte. Au portail d'une autre église une pareille scène pourrait passer pour une simple fantaisie d'artiste ; ici, on n'en saurait douter, elle a un sens précis. Nous avons sous les yeux la légende de Pépin sculptée vers la fin du XII[e] siècle. L'art a devancé la poésie, car le récit du combat de Pépin et du lion ne se rencontre qu'au XIII[e] siècle dans un épisode de *Berte*. Ainsi, les moines, gardiens des vieux souvenirs, n'hésitaient pas à faire représenter au portail de leur église ce qu'ils regardaient comme de l'histoire.

De toutes les abbayes de France, Saint-Denis était la plus riche en grands souvenirs. Au commencement du XII[e] siècle,

ses moines l'enrichirent encore de nouvelles merveilles. Sous le titre de *Descriptio* ils racontèrent l'histoire de quelques-unes de leurs reliques. Ils apprirent aux pèlerins que le bois de la croix, le clou de la Passion et la couronne d'épines, qu'on présentait à leur vénération, avaient été rapportés de Constantinople par Charlemagne lui-même. L'empereur Constantin, disait la *Descriptio*, averti par un songe, avait envoyé à Charlemagne des messagers porteurs d'une lettre. Il le suppliait de venir au secours des chrétiens chassés de Jérusalem par les infidèles. Charlemagne avait aussitôt rassemblé une armée et délivré la Terre Sainte. A son retour de Jérusalem, il s'arrêta à Constantinople, et c'est alors que l'empereur d'Orient, pour lui témoigner sa reconnaissance, lui offrit ce qu'il avait de plus précieux : les reliques de la Passion. Ces insignes reliques, rapportées par Charlemagne, furent conservées dans l'église d'Aix-la-Chapelle, jusqu'au jour où Charles le Chauve en fit présent à l'abbaye de Saint-Denis.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que ce récit est une pure fiction ; mais la légende est souvent plus féconde que l'histoire. C'est ce petit roman qui a fait naître, on le sait, la chanson du *Pèlerinage de Charlemagne à Jérusalem*[1]. L'épopée était récitée par les jongleurs, à Saint-Denis même, pendant les quinze jours que durait l'exposition des reliques et la foire du Lendit. En même temps, la *Descriptio* donnait naissance à une œuvre d'art. L'abbé Suger, adoptant un récit si honorable pour son abbaye, fit représenter dans un vitrail l'histoire du voyage de Charlemagne. Le vitrail n'existe plus aujourd'hui, mais Montfaucon en a reproduit deux panneaux dans ses *Monuments de la Monarchie française*: des inscriptions les accompagnent. L'un représente les envoyés de Constantin devant Charlemagne : l'empereur les accueille assis sur son trône dans son palais de Paris. L'autre nous montre la rencontre des deux empereurs aux portes de Constantinople : Constantin s'avance au-devant de Charlemagne victorieux et lui prend la main. On voyait ensuite, on n'en saurait douter, Constantin donnant les reliques à Charlemagne et

1. Il faut lire sur ce sujet le tome IV des *Légendes épiques* de Joseph Bédier.

Charlemagne les déposant sur l'autel d'Aix-la-Chapelle. Car ce que nous n'avons plus aujourd'hui à Saint-Denis, nous l'avons à Chartres. Toute la partie basse, en effet, du fameux vitrail de Roland raconte l'histoire du voyage de Charlemagne en Orient, et la raconte d'après le vitrail de Saint-Denis : les analogies entre les deux œuvres sont trop grandes pour qu'on puisse les attribuer au hasard. Ainsi, le vitrail de Suger, qui est antérieur à 1145, était encore imité soixante-dix ans après.

Tel fut le prestige de la légende de Saint-Denis : elle inspira à la fois les artistes et les poètes.

Les œuvres d'art que nous venons d'étudier dérivent d'originaux latins, où la poésie épique a cherché, elle aussi, l'inspiration. Nous allons voir maintenant les artistes traduisant directement l'œuvre des poètes.

Meaux fut un des lieux de pèlerinage que les Parisiens fréquentaient le plus volontiers. Ils allaient visiter, à Breuil, aux environs de la ville, la petite maison où avait vécu l'ermite saint Fiacre, et, à Meaux, ils allaient prier au tombeau de saint Faron. Le vieil évêque des temps mérovingiens était enseveli dans l'église de l'abbaye qu'il avait fondée et qui maintenant portait son nom. Dans cette église Saint-Faron, un autre tombeau attirait l'attention des pèlerins ; c'était celui du moine Ogier et de son compagnon Bernard.

Quel était cet Ogier? Si un visiteur interrogeait les moines, ils lui répondaient à peu près ceci : Ogier était un des plus illustres personnages de la cour de Charlemagne, et il n'y avait pas alors de guerrier plus fameux. En pleine gloire, il résolut soudain de fuir le siècle et de se consacrer à Dieu. Il se déguisa en pèlerin, et, accompagné d'un fidèle ami nommé Bernard, il alla de monastère en monastère. Quand il entrait dans l'église d'une abbaye, il laissait tomber sur le pavé le bâton garni de clochettes qu'il portait à la main. Les moines ne manquaient pas d'interrompre leurs prières et de se retourner au bruit. L'épreuve semblait décisive à Ogier : il quittait aussitôt le monastère, persuadé qu'il ne pouvait prononcer ses vœux dans une maison où il y avait si peu de vraie piété. C'est ainsi qu'il arriva à Saint-Faron de Meaux. Une fois de plus il tenta l'épreuve et laissa tomber son bâton ; mais, là,

aucun des moines ne tourna la tête, tous demeurèrent perdus dans leur contemplation intérieure. C'est pourquoi Ogier et son compagnon Bernard vinrent demander à l'abbé de Saint-Faron la robe monastique.

Ce récit pouvait amplement suffire à satisfaire la curiosité des pèlerins, mais, dans le cours du XIIe siècle, il s'enrichit d'une addition merveilleuse. Il fut admis, à Saint-Faron, que le moine Ogier était le fameux Ogier le Danois chanté par les poètes. C'était lui qui s'était révolté contre Charlemagne et qui s'était défendu dans le châtau de Castel-Fort, seul contre toute une armée ; c'était lui qui avait été emprisonné à Reims, dans la Porte de Mars, et qui en était sorti pour sauver la France envahie. Comment n'être pas ému par ces grands souvenirs? Car les pèlerins savaient l'histoire d'Ogier le Danois et de son écuyer Bernard : les jongleurs la leur chantaient devant la porte de l'abbaye.

Poètes et moines travaillèrent en même temps à exalter cet Ogier inconnu, qui était enseveli depuis trois cents ans dans l'église de Saint-Faron. Dans les dernières années du XIIe siècle, on vit s'élever dans le chœur de Saint-Faron un monument extraordinaire. C'était le tombeau d'Ogier et de Bernard. Les deux amis, vêtus de leur robe de moine, étaient représentés couchés sur le même sarcophage. Un bas-relief les montrait arrivant à l'abbaye : Ogier portait le bâton garni de clochettes. Plus loin, on les voyait prononçant leurs vœux en présence de l'abbé : un moine, les ciseaux à la main, se préparait à leur couper les cheveux, un autre à les revêtir de la robe monastique, un troisième à leur tendre la plume pour signer leur profession.

Jusque-là, il n'y avait rien dans ce tombeau qui pût surprendre. C'est le magnifique encadrement du tombeau qui nous eût étonné. On voyait, en avant du sarcophage, un grandiose portail roman ; trois grandes statues étaient adossées de chaque côté aux colonnes. La première de ces statues, à droite, portait une banderole sur laquelle on lisait :

Audae conjugium tibi do, Rolande, sororis,
Perpetuumque mei socialis fedus amoris.

« Roland, je te donne ma sœur Aude en mariage, gage perpétuel de l'amitié qui m'unit à toi. » Ce personnage était donc Olivier. Près de lui se tenait une jeune femme aux longues tresses et un autre héros. Il n'y avait plus d'inscription, ici, mais il était impossible de ne pas reconnaître la belle Aude et Roland ; c'est à Roland, en effet, qu'Olivier s'adresse en lui présentant sa sœur. Les trois statues du côté gauche étaient plus difficiles à nommer : elles représentaient un souverain avec son sceptre et un évêque avec sa crosse ; entre eux, il y avait une figure de femme. L'évêque, ou plutôt l'archevêque, était certainement Turpin. C'est Turpin qui avait sauvé la vie à Ogier en le nourrissant secrètement dans la prison de la Porte de Mars, où Charlemagne voulait le laisser mourir de faim. Le souverain était sans doute Charlemagne lui-même, l'ami fidèle d'abord, puis l'ennemi irréconciliable d'Ogier, qui à la fin, pourtant, lui pardonne. Quant à la statue de femme, représentait-elle Hildegarde, femme de Charlemagne, comme le voulaient les Bénédictins? Nous l'ignorons. Ainsi le sculpteur avait groupé auprès d'Ogier les plus célèbres héros de nos chansons de gestes : ils lui faisaient une garde d'honneur. Les moines de Saint-Faron ne montraient pas seulement le tombeau d'Ogier, ils montraient aussi son épée : la lame damasquinée était ornée d'un aigle et d'un lion d'or.

Le tombeau d'Ogier a disparu pendant la Révolution en même temps que l'église Saint-Faron. Nous ne le connaissons plus aujourd'hui que par un dessin de Mabillon. Triste ignorance des Vandales qui détruisaient faute de comprendre ! Nous n'avions guère de monument plus précieux que celui-là. Le moyen âge y avait exprimé sa pensée profonde ; il y avait glorifié ce qu'il admirait le plus au monde, le courage du héros uni au renoncement du moine.

Ainsi, la France avait représenté les personnages de ses épopées, non pas seulement à la porte du sanctuaire, mais dans le sanctuaire même, à deux pas de l'autel.

Roland se voyait donc à Saint-Faron de Meaux ; mais ne le rencontrait-on pas sur cette route de Saint-Jacques où sa légende s'était formée?

On le rencontrait d'abord à Roncevaux. Au commencement

du XVIIIe siècle, la chapelle du Saint-Esprit, à Roncevaux, était encore accompagnée d'un cloître qui a disparu aujourd'hui. On voyait, dans ce cloître, trente tombeaux d'un aspect farouche, trente grandes pierres sans inscriptions. Une fresque peinte sur le mur racontait la bataille de Roncevaux ; d'autres fresques représentaient des guerriers illustres ; on pouvait lire quelques noms : Thierry d'Ardennes, Riol du Mans, Gui de Bourgogne, Olivier, Roland. Ainsi les moines du prieuré de Roncevaux avaient voulu rappeler aux pèlerins le souvenir de la grande bataille chantée par les poètes. Ils n'avaient pas oublié Olivier et Roland. Quant aux autres héros, on ne les voit réunis, comme l'a remarqué M. Bédier, que dans la *Chanson des Fierabras*. C'est aussi un poème qui raconte la lutte des chrétiens contre les Sarrasins d'Espagne. *Fierabras* a été composé vers 1170 : les fresques étaient donc postérieures à cette date. Ainsi, le pèlerin qui avait contemplé à Blaye le tombeau de Roland, qui avait admiré son cor d'ivoire à Saint-Seurin, retrouvait son image à Roncevaux, près des pierres anonymes des guerriers morts à ses côtés.

Cette image de Roland, on la trouvait peut-être jadis dans plus d'une église de la route de Saint-Jacques. On voit aujourd'hui au musée de Limoges de petits bas-reliefs, qui décoraient autrefois la façade de Notre-Dame de la Règle. L'un représente un chevalier coiffé d'un casque conique et vêtu d'un haubert fait de plaques cousues sur sa tunique de cuir; il est à pied et s'avance le bouclier au bras, l'épée à la main. Un second bas-relief montre un cheval, blessé sans doute, car il vient de s'affaisser. Une troisième plaque plus petite est décorée d'une figure d'homme sonnant de l'olifant. La tentation est grande de reconnaître dans cet ensemble, qui date de la première partie du XIIe siècle, deux épisodes de la *Chanson de Roland*. Ici, le héros sonnerait du cor, là, il viendrait d'abandonner son cheval Vaillantif, blessé à mort, et combattrait à pied. « Vaillantif, dit la *Chanson*, a été navré en trente places ; sur le comte il est tombé mort. Les païens s'enfuient; le comte Roland reste à pied. » Si le personnage qui sonne du cor portait lui aussi le haubert du chevalier, nous atteindrions à la certitude ; mais cette étrange figure, qui semble presque nue, étonne. Est-ce bien Roland? Le doute reste permis.

Ce doute nous poursuivra sans cesse, partout où nous irons. Nous sommes convaincu que l'on rencontre plusieurs fois des scènes d'épopées dans nos églises romanes, mais jamais nous ne pouvons dire avec certitude à quel poème elles sont empruntées. C'est que les inscriptions font toujours défaut. Quels sont ces chevaliers que l'on voit aux prises sur les chapiteaux de Conques ? Quels sont ces sonneurs de cor? Malgré soi, on pense encore à Roland. Conjecture très vraisemblable, car l'abbaye de Conques, étape du pèlerinage de Saint-Jacques, possédait, au passage des Pyrénées, le prieuré de Roncevaux. Quels sont, à Brioude, sur un chapiteau, ces deux cavaliers revêtus du haubert qui s'attaquent à la lance? L'un d'eux ne serait-il pas le fameux Guillaume de Gellone, le héros du *Charroi de Nîmes* et de la *Prise d'Orange*? C'est qu'en effet, suivant la légende, Guillaume était venu à Brioude et avait déposé son bouclier sur l'autel de Saint-Julien, avant de se faire moine au monastère de Gellone. Voilà ce que savaient les pèlerins du Midi qui montaient vers Brioude, en suivant l'antique voie Régordane.

A Conques, à Brioude, nous entrevoyons, sinon une vérité, au moins une vraisemblance. Mais que signifie, au portail de l'Abbaye-aux-Dames de Saintes, cette scène romanesque : deux chevaliers s'élancent l'un contre l'autre, pendant que des femmes se désolent ou essaient de les retenir? Quel poème a inspiré l'artiste? quelle chanson chantée par les jongleurs pour les pèlerins de Saint-Jacques qui s'arrêtaient à Saintes? Nous ne le saurons peut-être jamais. Quels sont, à la cathédrale d'Angoulême, ces cavaliers qui attaquent un château et qui font penser aux chevaliers de la Table Ronde de Modène? Quel est ce Sarrasin qu'on voit jouer aux échecs avec un roi chrétien dans une fresque de Notre-Dame du Puy? Nous sentons que tous ces sujets sont empruntés à l'épopée, mais nous ne pouvons en expliquer aucun avec certitude.

Parfois, on croit saisir la vérité. Il y a près de l'église Saint-Caprais, à Agen, une salle capitulaire du XIIe siècle, qui s'ouvre par un beau portail. Rien de plus mystérieux que les chapiteaux de ce portail. L'un d'eux nous montre quatre guerriers s'avançant la tête basse, leur écu suspendu au cou; une malédiction semble peser sur eux. On pense aussitôt aux quatre

fameux bannis de l'épopée, aux quatre fils Aymon. Mais quelle apparence que ces héros légendaires aient été représentés à Agen? Jusqu'au XVII[e] siècle, on put voir, dans le cloître où s'ouvrait la salle capitulaire, le tombeau du duc Renowaldus, l'adversaire du roi Chilpéric. Renowaldus c'est Renaud. Dès le XII[e] siècle on a pu croire que ce Renaud était le plus célèbre des quatre fils Aymon. La chanson de *Renaud de Montauban*, dans sa forme primitive, ne semble pas remonter plus haut que 1160; les chapiteaux du portail peuvent avoir été sculptés quelques années après cette date. Agen, qui était une étape du pèlerinage de Compostelle, qui avait un hôpital de Saint-Jacques, a pu entendre les jongleurs chanter la chanson de *Renaud de Montauban* dans sa nouveauté. Et l'on se demande si le chapiteau qui fait pendant à celui des quatre guerriers ne raconterait pas encore un épisode de l'épopée. Autour d'une figure de femme à moitié détruite se groupent quatre personnages, qui n'ont ni armes, ni armure. Ne serait-ce pas encore les quatre fils Aymon revenant voir leur mère qui les pleure depuis sept ans et qui d'abord ne les reconnaît pas? Il ne sera malheureusement jamais possible, sans doute, de changer ces vraisemblances en certitudes. Le sculpteur a emporté son secret.

Ce n'est pas seulement le souvenir de nos graves épopées que l'on retrouve sur les chapiteaux, c'est aussi celui de nos poèmes héroï-comiques. Les jongleurs chantaient aux pèlerins Renart tout aussi volontiers que Roland.

Amboise était une des stations de la grande route de Compostelle qui passait par Orléans, Tours et Poitiers. Or, on remarque sur les curieux chapiteaux de Saint-Denis d'Amboise, non loin du massacre des Innocents, un épisode du *Roman de Renart*. Quel est cet épisode? Deux animaux, loups ou renards, debout sur leurs pattes de derrière, un petit sac en bandoulière, s'avancent appuyés sur le bâton de voyage. C'est Renart partant pour son pèlerinage, dit le P. Cahier. Explication qui séduit d'abord, mais que l'étude du poème fait paraître douteuse. Car Renart s'en va en pèlerinage, non pas avec un autre goupil, mais avec le mouton et l'âne. C'est M. Duchalais qui me semble avoir vu la vérité. Les deux voyageurs sont le loup Ysengrin et dame Hersent, sa femme, quittant leur

château et se rendant à la cour du lion, pour lui demander justice.

Ainsi, on n'en saurait douter, la poésie populaire, qui ne trouvera guère accès dans la cathédrale du XIIIe siècle, fut reçue avec complaisance dans l'église du XIIe. Le XIIe siècle est le grand siècle épique ; déjà la sève tarit au XIIIe. Il n'est pas surprenant que les clercs aient accueilli les beaux récits qu'ils entendaient chanter sans cesse devant la porte de leur église. Eux-mêmes, comme l'a si bien montré M. Bédier, ils avaient collaboré en quelque mesure avec les poètes en leur racontant les vieilles histoires de leur abbaye, en leur traduisant les inscriptions des anciens tombeaux.

Nées sur les routes de pèlerinage, récitées aux principales étapes du voyage, nos grandes épopées enchantèrent les pèlerins pendant plus d'un siècle. Les jongleurs faisaient route avec eux ; et rien n'est plus curieux que de retrouver ces jongleurs eux-mêmes sculptés aux chapiteaux de nos églises romanes. Ils sont au grand portail de l'église de Ferrières, non loin du combat de Pépin avec le lion ; ils s'accompagnent sur la viole et semblent chanter l'héroïque épisode sculpté au portail voisin. On les retrouve à l'église de Souvigny en Bourbonnais, où les pèlerins venaient en foule prier au tombeau de saint Maieul et de saint Odilon. Un chapiteau curieux, mais d'un art un peu barbare, nous montre deux personnages jouant de la viole et de la harpe, pendant qu'un troisième, la main levée, semble réciter.

A l'église de Bourbon-l'Archambault nous retrouvons les jongleurs. Un chapiteau les représente jouant de la viole, du fifre, de la syrinx. Ils perpétuent le souvenir des belles fêtes données par les sires de Bourbon dans le château qui domine la ville. Le charmant roman de *Flamenca* nous raconte une de ces fêtes. Aucun livre ne fait mieux comprendre ce qu'étaient les jongleurs. « Alors, dit le poète, se lèvent les jongleurs... L'un joue de la harpe, l'autre de la viole, l'un de la flûte, l'autre du fifre, l'un de la gigue, l'autre de la rote, l'un dit les paroles, l'autre les accompagne... Il en est qui jonglent avec des couteaux, l'un rampe à terre et l'autre fait la culbute, un autre danse en faisant la cabriole... Ceux qui voulurent entendre des histoires de rois, de marquis

et de comtes purent satisfaire leur envie, car l'un conte de Priam, l'autre de Pyrame... L'un dit de la Table Ronde où la vaillance fut toujours en honneur... l'autre raconte comment Charlemagne gouverna la France, jusqu'au moment où il la divisa. » Ainsi dans ces troupes de jongleurs qui s'en allaient le long des grandes routes, il y avait des musiciens, des chanteurs, des rhapsodes, peut-être même des poètes, mais il y avait aussi des danseurs et des acrobates. C'est pourquoi un chapiteau de Saint-Georges de Bocherville représente, au milieu de jongleurs jouant de toute sorte d'instruments une femme qui se tient en équilibre sur la tête.

Ces musiciens, ces interprètes des poètes, ces équilibristes même, tenaient tant de place dans la vie des hommes d'alors qu'on les rencontre assez souvent dans nos églises romanes. On voit, à Amboise, dans l'église Saint-Denis, la « jongleresse » qui marche sur les mains. Jadis, au portail septentrional de Saint-Martin de Tours, on voyait un jongleur, la tête entre les jambes. Ainsi, à la porte d'une des églises les plus saintes de France, on avait représenté un acrobate. Les pèlerins qui rencontraient sans cesse les jongleurs dans les parvis ne s'étonnaient pas de les voir sculptés au mur du sanctuaire.

Les pèlerinages, on le voit, n'ont pas été sans influence sur l'art. De grandes églises d'un type uniforme, de beaux portails sculptés d'après les modèles de la France du Midi, puis de la France du Nord, quelques curieuses figures de la Vierge et de saint Jacques, quelques souvenirs de nos épopées et de ceux qui les chantaient, voilà les traces du passage de tant de milliers d'hommes, — derniers souvenirs d'un passé disparu. Ce sont les sillons qu'a laissés le char antique sur le pavé romain.

ÉMILE MALE

UN CHANT DANS L'ORAGE

Pendant l'hiver de l'année 1918, le hasard me fit rencontrer à Nice un certain nombre de Russes que la révolution avait chassés de leur pays et qui, venus les uns de Moscou, les autres de Pétrograd, ceux-ci de l'Ukraine, ceux-là de l'Oural ou de la Crimée, s'étaient groupés dans un même quartier de la ville cosmopolite, accueillante aux passants et aux exilés.

Ces gens, différents par l'origine sociale, par la culture intellectuelle, par l'éducation, — la castastrophe qui bouleversait leur pays les avait tous faits à peu près pareillement pauvres ; toute distinction de classe était abolie entre eux ; d'ailleurs la résignation fataliste de leur race égalisait leur caractère : tous acceptaient le malheur présent avec une réelle philosophie, avec le désir sincère de s'entr'aider, avec le même espoir secret de l'avenir meilleur.

Ils m'ont raconté et expliqué, touchant le tsarisme et la révolution, beaucoup de choses fort curieuses, fort peu connues ; ce n'est pas le lieu ni le moment de les publier. Parmi les conversations que j'eus avec eux, je n'en veux rapporter aujourd'hui qu'une seule. Nous étions venus à parler de litté-

rature et, je ne sais trop pourquoi, j'eus la fantaisie de demander :

— Est-ce que votre révolution a déjà sa littérature ? N'est-il né aucun écrivain, conteur ou poète, de ce bouillonnement ?

Ils se consultèrent, citèrent des noms, se contredirent et enfin parurent tomber d'accord sur un nom : Ilia Grigorieff. Un conteur? Non, plutôt un poète, affirmaient-ils, bien que la plus grande partie de son œuvre fût en prose, mais en prose cadencée et rythmée...

— Et où est-il, à présent?

— Qui sait? — firent-ils.

Disparu, mort probablement : on n'entendait plus parler de lui depuis la fin de 1917 ; mais, là-bas, qui pourrait dire ce qui vit ou ce qui meurt? Le tsar lui-même est-il mort? Nul ne peut l'affirmer.

Environ deux mois plus tard, je remarquai le nom d'Ilia Grigorieff au bas d'un article, dans un journal enveloppant un paquet de livres que j'avais prêtés à l'un de ces exilés, et qu'il me renvoyait. Je me le fis traduire et j'en notai le sens.

Étrange poème où le rêve prend sa racine dans la réalité la plus brutale, et qui me semble un témoignage assez curieux de l'état d'esprit du peuple russe pendant ces heures formidables.

Le voici, ce poème, non pas traduit — ces sortes d'hallucinations sont intraduisibles — mais tel qu'il me fut possible de le commenter en lui conservant son titre énigmatique, ses ellipses téméraires, ses images outrancières, voire ses bizarreries...

AMOUR, BALANCIER DU MONDE

« Drôles de corps... Nourrissons que vous êtes... Mie de pain !... On vous a donc secoué l'âme de la peau ?... Poupées du diable!... »

Dans le ressac des protestations que provoquent ses rudes

apostrophes, la voix rouillée de Tcherkmarier, le doctrinaire, oscille et s'engloutit comme noyée.

Alors, pour un moment, c'est dans toute l'assistance les ahans oppressés des ivrognes, les meuglements sourds des dormeurs stupéfiés sous les bancs, la vocifération confuse de quelques centaines de néophytes, que, dans cette cave empestée, sous l'échoppe du charcutier Elisseïeff, la révolution réunit pour l'œuvre proche, et qu'elle contamine d'un poison fait de tabac, de vodka, de paroles ivres, de relents de crime.

« Sacs d'os secs !... Dvorovi ! — Fils de pope ! »

Par moment, c'est un autre bruit, venu du dehors, d'en haut, qui coupe brusquement le fil sonore entre la foule et l'orateur aviné ; un bruit saccadé : crépitement assassin, fusillade... Un bruit qui va, vient, rôde, infernal, sous le ciel harcelé, et déchire l'étoffe de l'espace d'un crissement sinistre semblable au rire ou au râle. Bruit doux à l'oreille des apprentis d'ici, qui clame que, là-haut, dans la rue, des frères osent, attaquent, triomphent, tuent.

Un bruit enfin qui roule sur lui-même et dévale la pente du silence, pierre sépulcrale jetée vers l'abîme.

« Tous ces barines, des voleurs ! Aussi maudissant le travail, nous... »

Un bruit qui peu à peu s'imbibe de distance comme la voix s'amortit d'alcool :

« Car nous aussi, les compagnons... on est... leurs frères... leurs frères... »

***

Cependant, hors du passé, du présent, ancré dans une sensation immuable, un homme va du quartier d'Ockt au pont Troïtsky. On dirait qu'il suit un chemin sans but, sans fin ; l'unique expression de son visage est l'indifférence à ce qui l'environne.

Et c'est en vain que l'atmosphère autour de lui, lourde et crispée, croule, par instants crevée de cris; en vain que ces cris giclant des poitrines humaines montent droit vers le ciel,

fusées de douleurs délivrées de leurs gaines vives ; en vain qu'au-dessus des rumeurs, le soir clair flotte mollement comme un voile frangé d'astres.

Pâle, les yeux fixes, mais tranquille comme quelqu'un qui ne songe qu'à émietter le temps, Grichenka marche, marche...

Les clameurs de la rue, malgré lui, emplissent ses oreilles, mais son cœur intact, pur, émerge pareil à une fleur éclose au-dessus des tumultes et du malheur, au-dessus de lui-même.

Sur la Morskaïa, voici des barricades.

Plus loin, contre la Vetchernoïe Vremia, un soviet discourt.

Ses paroles tombent dans chaque poitrine comme des étincelles et le groupe crépite alentour, enthousiasmé.

Enthousiasme enfantin, désordonné, maladif.

Exaspération de la foule vociférant la liberté, mais dont chaque parcelle demeure tiraillée par le désir de jouissance, demeure obstinément l'esclave de sa rapacité, de son appétit, de sa haine.

Éruption séculaire, balancement fatal semblable à la gravitation. Au-dessus de tout ce mouvement, l'étendard rouge et le noir s'agitent et s'emmêlent comme les emblêmes narquois de cette plaie éternelle, saignante, au flanc de l'éternel néant.

Mais à l'heure où Grichenka approche du pont Ocktienska, la lutte fratricide s'envenime autour du palais d'hiver.

Rampant en effet derrière une étrange digue faite de statues fauchées, de larges kibitka bousculées et juxtaposées roues à roues, et des corps aussi de ceux-là qui n'ont plus d'autre rôle que d'arrêter la mort avec leur mort entassée, les insurgés mitraillent, hurlent, progressent.

Et devant eux, dans le palais assiégé, par les fenêtres transformées en créneaux, en meurtrières, les éléments cosaques de la résistance déclenchent une mousqueterie dont le bruit et l'éclat martèlent l'atmosphère.

Une double fureur sillonne l'espace dans le double sillage des balles.

De part et d'autre on sent que mille mains féroces cherchent mille corps adverses à détruire, comme pour les purifier de cette gangrène honteuse que semble être devenue la vie.

Puis un instant la lutte se tait : le fauve se contracte, ayant vu sa proie.

En effet, à la plus haute fenêtre du palais une opulente silhouette imprévue se dessine : un chef, l'âme de la résistance. Il apparaît vêtu du large tcherkmen rouge bordé de renard bleu.

Veut-il parler?...

On le signale...

Ce n'est qu'un instant. Du pont Ocktienska, aux côtés mêmes de Grichenka, quelqu'un vise. Un coup part vers la fenêtre élevée. Le chef, atteint, bascule vers le vide et de toute la hauteur de l'édifice, c'est l'horrible chute du corps contorsionné qui vient s'écraser sur le sol, dans un abject jaillissement d'organes, de sang, de boue.

Grichenka voit la chose..., mais pourtant, calme, il avance quand même.

Inconscience... désespoir... héroïsme?...

Car, aux lueurs des déflagrations on peut le voir, Grichenka porte un tcherkmen sur ses épaules..., le tcherkmen des cosaques, bordé de renard bleu.

La mort du chef propage chez l'adversaire la sensation du triomphe.

La lutte rebondit, s'exalte.

Insouciant, Grichenka marche quand même. Il va contourner le pont, mais, devant lui, une figure étrange, cynique, surgit soudain, barrant sa route...

— Grichenka... Reconnais-moi, Grichenka... Gavrilo, je suis Gavrilo !...

Mais Grichenka écoute à peine.

— Je suis Gavrilo... rappelle-toi... Gavrilo... chez ta grand'mère la Barichnia de Tcherek, dans le gouvernement Pskow, je labourais, on m'a chassé.

Gavrilo s'arrête.

— Suis-moi donc, frère, — reprend l'homme. — Je ne veux pas ton malheur, moi. Je sais où tu seras en paix, en sûreté. Mais prends vivement mon manteau sur ton tcherkmen, car tu ne veux pas ta perte, Grichenka, ni celle de Gavrilo, du bon Gavrilo, qui labourait si ferme à Tcherek, souviens-toi, chez ta grand'mère?

Et l'homme satanique jette son manteau troué sur les épaules de Grichenka qui le laisse faire.

Puis il se met en route courbé le long du parapet pour s'abriter, rampant et sursautant à chaque pas, tandis que Grichenka le suit, mais droit, lui, dressé de toute sa taille.

Et les deux hommes vont ainsi contournant des épaves, enjambant l'agonie, à travers la ville qui se suicide.

Ils arrivèrent ainsi à Vassili-Ostrov, devant la boutique du charcutier Elisseieff; Gavrilo s'arrête; il écoute, va vers une porte basse, une vague rumeur semble ici monter du fond de la terre et se répand dehors, par bouffées épaisses.

Gavrilo frappe à la porte. La porte s'entre-bâille; des mots s'échangent.

Grichenka se tient là, impassible, indifférent à tout, comme le flot que pousse la marée, ou le rocher battu par le flot.

Gavrilo fait un pas, puis pousse Grichenka, qui pénètre d'abord.

Les cris sont plus distincts, plus significatifs... Grichenka, sans émotion, les perçoit, mais il n'a qu'un geste : il regarde l'heure à son poignet.

Puis d'un pas calme, l'esprit ailleurs, il descend posément l'escalier tout glissant d'immondices.

***

Au moment même où Grichenka entra dans la salle basse où se tenait l'assemblée, il s'y faisait un grand tumulte autour de l'orateur.

Gavrilo put disparaître, sans que Grichenka sût ni comment, ni par où. Et Grichenka, sans être remarqué d'aucun, put s'adosser au mur, au fond, derrière tous.

A la lueur blafarde du gaz, obliquement éclairés, les visages des auditeurs avaient une expression de cauchemar, et leurs gestes sur la muraille projetaient des formes cassées, mouvantes et grotesques.

Leur voix tranchait le discours en tous sens comme leur férocité déjà tranchait des vies.

Spectacle repoussant de la complicité de l'homme avec la fatalité. L'orateur continuait, exaspérant son effort.

Sans répit, le long du silence, des rugissements montaient qui mutilaient ses apostrophes...

Grichenka, seul, demeurait sans une parole, sans un geste, les yeux vagues.

Autour de lui, à ses pieds, dans l'atmosphère épaissie de fureur et de fumée, la masse humaine grouillait et répandait sa puanteur.

Grichenka rêvait hors de lui-même... hors de la masse.

D'en haut, par les soupiraux, descendait vers ce caveau étroit le glapissement vésanique des foules injuriant la foule des vivants, insultant la vie, des corps s'acharnant aux squelettes...

Grichenka, lui, flottait dans un étrange silence... dans une étrange paix...

Mais bientôt voici que son silence même et cette paix provoquent dans l'assemblée une surprise, une méfiance, puis l'hostilité.

Grichenka la pressent; il la subit; il est là et tous les visages sont tournés vers lui... et les stupeurs et les regards qui le sondent, les provocations qui l'égratignent déjà...

Mais pour lui, même à ce moment, une seule chose semble importer encore, entre toutes les choses : l'heure... et le souvenir du temps qu'il faut tuer pour qu'une *certaine heure* arrive.

Dans la salle envahie d'orage, les hommes se concertent; et dès maintenant, mises en commun, leurs fureurs s'étalent, s'amplifient, s'expriment.

Grichenka n'a pourtant qu'une pensée. De nouveau, il regarde sa montre à son poignet. Mais, si bref qu'il soit, le geste qu'il fait alors est suffisant pour que sous son manteau d'emprunt un instant écarté apparaisse, vif, provocant, accusateur, le tcherkmen rouge qu'il porte, le tcherkmen des cosaques bordé de renard bleu.

Une clameur éclate, incendiant de haine cette forêt

d'hommes. Et déjà les plus forcenés se ruent, les yeux noyés de crimes.

Mais Grichenka sait l'heure ; Grichenka reste. On va le saisir... Soudain, voici des clameurs plus rageuses au dehors, un remous plus sauvage qui entraîne Grichenka avec ceux qui le menacent...

***

Un peu plus tard, dehors, la nuit s'épaissit et le bruit va s'étouffant...

Sur les rues désertes, le palais de Tauride qui brûle projette l'éclairement vacillant d'une torche brandie par une main ivre ; et c'est sur le ciel glauque une écorchure rouge. Puis les maisons, suivant l'obscurité, ou la lumière, semblent se rétracter dans le sol ou en jaillir.

Solitaire, parmi tant de désarroi, un homme avance ; son vêtement est défait, sa face est contuse, où brillent des yeux d'au-delà, et ses gestes las meuvent des membres contrariés de réflexes fiévreux.

Grichenka.

Par quelle fatalité?

Par quelle fatalité ici, presque sauf ?

Par quel miracle, sinon l'intrusion subite de l'ennemi parmi ses assaillants, sinon le corps-à-corps étendant le tumulte comme un manteau sauveur au-dessus de sa fuite.

Grichenka, toujours ce même homme placide, insensible à l'aspect précis des choses, et comme enclos de murailles de cristal qui lui laissent entrevoir les événements mais ne leur permettent pas de l'atteindre.

Grichenka maintenant se hâte.

Minuit.

Minuit qui sonne, là où le temps est encore une chanson.

Et l'heure tombe en grêle de coups fluides dans l'atmosphère irisée d'incendie, de douceur nocturne et de malédiction.

Grichenka se hâte...

Au détour de Sergentskaïa, un homme veut s'interposer. Grichenka n'a plus le temps de ne pas vouloir, et il le

bouscule de toute sa vigueur magnifique, soudaine, resurgie ; Gavrilo roule lourdement, mordant le sol, écumant de rancune vaine.

Un court espace encore, et puis... et puis voici l'entrée, enfin, du jardin.

Le jardin Fontanka.

Grichenka s'arrête un instant sur le seuil et soudain il n'est plus le même homme.

Son courage comme de l'eau fuyante s'échappe de lui. Il voudrait fuir. Des cris écorchent sa gorge, son âme est chancelante en sa chair. Sa volonté, comme un épi fauché par l'acier, gît morte à ses pieds. Mais malgré lui Grichenka pénètre dans le jardin, dans le jardin paisible et plein d'émoi.

Ardeur vive du soir qui éclate dans les nerfs.

Remous de senteurs éparpillées dans l'air.

Communion végétale de l'arbre et de l'herbe et du sol.

Bondissante lune qui, d'angle en angle, rejaillit.

Tiède scission de l'âme avec le sang.

Été rapide qui, de moiteur, imbibe la volonté.

Immobile, poignardé de désir, sous l'ombre diminuée d'une aube naissante, loin du monde batailleur, de la ville humaine, il est là, Grichenka, dans le jardin de Dieu, paisible, attendant face à face avec l'éternité.

Son instinct, pareil à une plante parcourue de sève, enracinée à la genèse du monde, éclate en aspiration de vie.

Courbe parallèle, éternelle de la destruction et de l'enfantement, où l'amour, entre les dalles du monde disjoint, pousse comme la force la plus forte.

Enfin, sur le jardin une ombre glisse, émeut le silence, se précise.

— Natacha... Natacha... C'est toi ?

Elle est là, chaude et défaillante, offerte et pudique, intacte et déjà vaincue, comme l'apparence du bonheur.

— Natacha, je suis venu.

Il la presse, elle s'étend là, devant lui, comme un voile transparent d'illusion.

Et il la frôle, avec l'extase de son cœur.

Alors, ivres de vie, sur le sol de la cité morte, ils s'enlacent.

Chaude étreinte élancée dans l'espace. Bonheur intrépide

et rude qui de la terre rejaillit intact et identique à lui-même depuis le commencement du monde.

Amour, magnifique démence, qui dans la démence universelle reste comme la seule raison, profonde et régulatrice. De tous deux, sans répit, la volupté monte, monte, subtile et forte, qui multiplie l'espace jusqu'à l'anéantir...

Et le temps aussi est mort, pour lui qui a retrouvé l'amour. Maîtres de l'univers, sous le silence mutilé, aux portes de l'éternel, ils restent confondus, gardiens de l'immortalité.

Recueilli et publié par :

MARCELLE PRAT

CHOSES VUES EN MACÉDOINE

Les journaux ont annoncé, en juillet, le rétablissement des communications normales entre Belgrade et Salonique ; c'est donc que l'on peut, en partant de Belgrade, parcourir la région la plus dévastée de la Serbie et aussi cette Macédoine où l'article 37 sur la protection des minorités risque, dit-on, de rouvrir une ère de troubles. Mais quand nous sommes partis en octobre, un ami serbe et moi, nous n'avons pas tardé à constater que c'était encore trop tôt. « L'express de Salonique » fait douze kilomètres à l'heure ; à tous les cours d'eau qu'il rencontre, il s'arrête et réfléchit ; dans les gares ses réflexions sont interminables. Comme, d'autre part, ses wagons sont tous de troisième ou de quatrième classe, et que rarement ils ont des vitres, on maudirait les chemins de fer serbes si l'on ne se rappelait que, dans leur retraite de l'an dernier, les Allemands ont détruit tous les ponts, tous les tunnels, toutes les gares et aussi une bonne partie de la voie. Il a fallu tout refaire, en un pays où manquaient matériaux et main-d'œuvre, et vraiment, devant le travail déjà fait, on aurait mauvaise grâce à se plaindre trop haut.

La lenteur des trains a d'ailleurs son bon côté. Dans ces wagons où passagers de toute origine sont démocratiquement entassés, il faut bien que l'on cause, et nos compagnons ont beaucoup à dire sur la vallée de la Morava que nous remontons tout doucement. La conversation roule d'abord sur la cherté de la vie ; puis, par une pente naturelle, elle arrive aux dépré-

dations des Bulgares qui ont occupé ce pays pendant trois ans. Chacun parle du traitement qu'a subi sa ville ou son village, des réquisitions, des perquisitions, des vols, des meurtres commandés ou autorisés par les autorités. Nos interlocuteurs brodent-ils? Je leur cite un livre d'un dignitaire du Saint-Synode bulgare, M. Michef, qui décrit l'heureuse vie de ce pays pendant l'occupation, les villageois dansant le *kolo*, le dimanche, sous l'œil attendri des vainqueurs, et puis acclamant le tsar Ferdinand et maudissant le roi Pierre ! A ce tableau, qu'ils n'ont jamais vu, nos interlocuteurs ouvrent de grands yeux, mais ils se reprennent quand j'en viens à l'article récent où le professeur Saranof, de l'Université de Sofia, expose que les Bulgares auraient eu horreur de piller « leurs frères de la Morava ».

— Leurs frères ! c'est trop fort !

Et l'on me raconte, pêle-mêle, les efforts faits pour maquiller les gens du pays en Bulgares, les extorsions de signatures, la destruction par le feu des livres et des manuscrits, tous serbes, trouvés dans les écoles ou les maisons, l'ouverture d'écoles bulgares, les prêches où des popes venus de Bulgarie haranguaient la population : « Descendants des Bulgares de la Morava !... » Le tout pour aboutir à un document que M. Michef a négligé de reproduire, la circulaire où le chef de l'État-major bulgare, à Nich, constate qu'il n'y a chance de bulgariser, dans ce pays, que les tout petits enfants, à condition, bien entendu, de les soustraire à l'influence de leurs pères et surtout de leurs mères.

— Nous, des Bulgares! — répètent nos voisins, — ils vous le disent, à vous autres, mais ce qu'ils en pensent, ils nous l'ont bien fait voir !

Le lendemain, toujours remontant la Morava, nous sommes dans les gorges fameuses de Guerdélitsa. La pluie a cessé ; aux arrêts, on peut aller et venir, acheter du raisin, du pain, de la viande fumée, voire du poulet — les Bulgares n'ont pas tout emporté — et même dîner en musique ; voici des tziganes qu'il faut fuir pour causer en paix avec les voyageurs descendus des wagons et les campagnards qui attendent notre départ. Mon compagnon interroge des gamins, nos marchands de raisin de tout à l'heure :

— Êtes-vous allés à l'école bulgare?

— Il le fallait bien ! Sans cela nous aurions été rossés.

— Alors, vous savez le bulgare?

A cette question les réponses sont évasives ; pourtant on nous cite un camarade, fort travailleur, qui parle très bien, mais par malheur n'est pas là. Et cette conversation m'en rappelle une autre, à Paris, avec un slaviste qui a laissé un nom illustre et vénéré, Anatole Leroy-Beaulieu : « Comment, me disait-il, dans ce pays de la haute Morava, on ne parle pas bulgare? En êtes-vous bien sûr? Toutes les cartes allemandes teintent ce pays de la couleur bulgare. »

Ailleurs, nous causons avec des permissionnaires. L'un d'eux fume une pipe qui nous semble de style macédonien. Le soldat sourit :

— C'est à Bizerte que je l'ai achetée.

De Bizerte, la conversation tourne sur les Français, leurs cuirassés, l'accueil qu'ils y ont fait aux Serbes, après la retraite d'Albanie, enfin sur les batailles où les deux armées ont combattu côte à côte, et je dois constater que si nos marins, nos fantassins et nos artilleurs jouissent d'une légitime popularité, la légende se formera moins sur eux que sur nos soldats noirs. Que d'histoires j'entendrai, jusqu'à la fin de mon voyage, sur leur bravoure et leur humeur facile ! Les Allemands et les Bulgares avaient dit partout que, si nos coloniaux entraient jamais en Serbie, ils y tueraient tout le monde ; aussi, le premier jour, femmes et enfants se sauvaient-ils devant eux ; le deuxième, chaque noir avait son cortège de bambins ; le troisième, les bonnes femmes se répétaient que ce n'était vraiment pas possible ! Ces soldats si peu féroces devaient être des Serbes qui, honteux d'avoir noirci au soleil d'Afrique, n'osaient plus se faire reconnaître !

Le soir, nous nous arrêtons dans la petite ville de Vranié, où je retrouve une vieille amie, jadis connue fillette à Semendria et qui a vingt ans maintenant. Je savais que son père, le docteur Vélimirovitch, avait été mobilisé en 1912, puis en 1913, puis en 1914 ; que sa fille avait dû fuir de Semendria bombardée, sous la protection de la famille du président du tribunal, jusqu'à Vranié ; qu'en novembre 1914, le docteur Vélimirovitch avait pu venir y embrasser sa fille, et que, quinze

jours après, il était mort du typhus qui a enlevé à la Serbie les deux tiers de ses médecins. Mais la suite de l'histoire, je la connaissais mal. Restée aux soins de ses amis Djourdjévitch, l'orpheline avait vécu à Vranié jusqu'au jour où, en octobre 1915, les Bulgares en approchèrent. Il fallut fuir, sous la pluie, sans abri nulle part et presque sans nourriture, jusqu'à Prichtina ; puis, la vie y étant décidément impossible, revenir à Vranié où, semblait-il, tout était tranquille. Mais là aussi il était difficile de se loger :

— Figurez-vous, monsieur, que de toutes nos fenêtres des chevaux et des bœufs regardaient dans la rue !

Dans ce dépôt de bétail volé, il n'y avait naturellement plus de meubles — ils étaient partis pour Sofia — et les Djourdjévitch, obligés d'avoir recours au commandant de place, durent s'entasser, avec leur protégée, dans une chambrette où ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils étaient prisonniers. Presque chaque jour, M. Djourdjévitch était appelé chez le commandant, le fameux major Ilkof, qui aurait bien voulu de lui des renseignements sur l'organisation, jadis, de certaines bandes serbes, et M. Djourdjévitch protestant n'en rien savoir, son affaire se gâtait chaque jour ; au surplus, son influence restait trop grande dans un pays qu'on voulait bulgariser. Bref, un soir, des soldats vinrent le chercher ; après avoir repoussé madame Djourdjévitch, ils l'emmenèrent dans la nuit, et sa famille ne sut son sort que longtemps après. Avec trois autres notables, dont un ancien député, il avait été emmené à Sourdoulitsa, une petite ville au nord de Vranié. La marche avait été pénible ; l'ancien député, malade, tombait souvent ; des Allemands du train des équipages, rencontrés sur la route, eurent pitié de lui et le prirent dans un de leurs camions. Arrivés, les quatre prisonniers furent enfermés dans une masure où beaucoup d'autres Serbes les avaient précédés. Ils y restèrent deux jours, puis on revint les chercher, encore de nuit, pour les conduire, leur dit-on, à Sofia. En fait, ils ne dépassèrent pas le vallon qui commence aux portes de la ville ; c'est là que, trois ans plus tard, madame Djourdjévitch retrouva le corps de son mari et ceux de ses compagnons.

Cette histoire, on me l'a racontée d'un ton posé, sans apparence de colère, avec le souci constant d'être exact et le désir,

que j'ai souvent remarqué dans les récits serbes, de mettre hors de cause certains Bulgares moins cruels que les autres, et si je la répète, ce n'est pas qu'elle soit exceptionnelle — il y en a eu beaucoup d'aussi tragiques —, mais parce qu'il faut bien dire de quels souvenirs on vit en Serbie, et aussi parce que les massacres de Sourdoulitza, voulus et ordonnés par Sofia, sont la suite naturelle d'une politique dont nous retrouverons la marque partout en Macédoine.

De Vranié nous descendons vers Uskub, ou, plus exactement, Skoplyé : il faut bien nous habituer au nom serbe de cette ville serbe. Après la frontière de 1912, à Ristovats, les aspects restent les mêmes, à cela près que, comme partout en pays récemment turc, les villages sont plus disséminés et les arbres plus rares; mais c'est toujours la Serbie et même, selon l'appellation aujourd'hui officielle, la Vieille Serbie. Il faut dire, d'ailleurs, que d'autres l'appellent Macédoine du Nord et que ces termes ont donné lieu à de longues polémiques. Pour les Bulgares, en effet, cette haute vallée du Vardar faisait partie de la Macédoine et devait donc leur revenir avec le reste de celle-ci ; pour les Serbes, comme elle avait été le berceau de leur État au Moyen Age, elle ne pouvait être assimilée à des régions qui, peut-être, iraient aux Bulgares. Aujourd'hui, ces discussions sont périmées, mais il est bon d'en retenir qu'en Balkanie tout terme historique ou géographique a sa tendance.

Nous arrivons à Skoplyé tard dans la nuit. En dépit du manque de charbon dont on se plaint ici comme ailleurs, la rue du Roi-Pierre, qui va de la gare au Vardar, est encore éclairée et nous entrevoyons des rues régulières, un pont qu'a construit, dit-on, l'empereur Douchan, un fleuve qui semble immense. Cette première impression, nous la gardons le lendemain. Le Vardar est large et rapide; à sa droite, la ville moderne a l'allure européenne ; à sa gauche, sur un roc, la vieille citadelle a grand air, bien que démantelée et sans souvenirs de Douchan. Derrière elle, il est vrai, ce sont de vieilles rues, des échoppes sordides, des monuments ruinés, un pavé invraisemblablement turc, une saleté tout orientale, mais quel enchantement ensuite quand, de la mosquée juchée en haut

de la montagne, la vue redescend sur la mer des toits gris qui dégringolent les pentes et des toits verts de la ville nouvelle étalée dans la plaine fertile qu'encadrent des monts depuis hier couverts de neige. Ce tableau fait oublier des taches que nous avons peut-être eu tort de reprocher à l'Orient. L'archéologue russe Kondakof, dans son livre classique sur la Macédoine, explique la décadence de Skoplyé par sa position au cœur des Balkans et son éloignement des influences méditerranéennes et de l'influence allemande venue par le Danube. Soit ! Il ne faut pas oublier pourtant qu'au XVIIe siècle, les Autrichiens ont atteint Skoplyé, alors florissante, et qu'ils l'ont pillée et brûlée.

Les Serbes la relèveront peut-être ; en attendant, grâce à eux, on y trouve avec qui causer. Voici un aimable préfet, jadis élève de MM. Lépine et Laurent ; des officiers, des professeurs, des journalistes, des familles qui ont passé chez nous tout ou partie des années d'exil. On se rappelle nos collèges, Saint-Germain, la Sorbonne où de charmantes jeunes filles rêvent de revenir ; puis, des Français de France on passe à ceux d'Orient, aux cavaliers du général Jouinot-Gambetta, à leur entrée dans la ville, en octobre 1918 ; aux régiments qui les ont suivis, blancs ou noirs ; aux détachements qui passent encore, venant de Hongrie ou de Bulgarie, et ce dernier mot nous ramène au sujet qui nous poursuit depuis Belgrade.

Skoplyé n'a pas connu de massacres semblables à ceux de Sourdoulitsa, mais il y a eu des meurtres dans la ville et aux alentours, et aussi des incendies, des pillages, des exactions dont ont souffert même les partisans des Bulgares, ou, comme on dit ici, des *Bougaraches*. L'un d'eux, fort riche, nous raconte n'avoir évité l'internement en Bulgarie et les accidents possibles de la route que moyennant un bakchich de 100 000 francs. Du coup, il s'est découvert Serbe, et par suite, son témoignage perd de sa valeur. Dans cette ville que la propagande bulgare nous peint frémissante sous le joug des vainqueurs, je voudrais retrouver les vaincus qui frémissent, et je ne tarde pas à voir que ce n'est pas très facile.

Interroger « l'homme de la rue », c'est perdre son temps ; outre qu'ici il est souvent Turc ou Albanais, il ne confiera jamais ses sentiments à un inconnu ; à travers leurs épreuves, Macédoniens ou « Vieux-Serbes » ont acquis la prudence du

serpent. J'omets donc des professions de serbisme entendues çà et là, mais je constate qu'au théâtre les représentations d'une troupe serbe attirent une foule qui est évidemment formée, en grande majorité, de gens de Skoplyé; c'est donc que la langue et la culture serbes ne leur sont ni étrangères ni antipathiques. Un ami me fait même remarquer, au parterre, des musulmans qui, nulle part ailleurs, ne frayeraient avec les giaours :

— C'était déjà comme cela en 1914, et les Bougaraches en ont eu tant de dépit qu'ils ont mis le feu au théâtre ! Nous venons seulement de le restaurer.

Interroger des notables, des « intelligents », n'est pas aisé non plus, du moins pour le voyageur qui tient à des réponses sincères. Les militants du bulgarisme, plus ou moins compromis dans les méfaits de l'occupation, ne sont plus ici, mais à Sofia ; d'autres les ont suivis en exil qui ont eu peur de l'armée victorieuse et de nos noirs « anthropophages ». Tous les jours il revient de ces fuyards, et généralement leur premier soin est d'inscrire leurs enfants, soit au lycée, soit dans une école serbe. Est-ce avance au serbisme, assurance contre des ennuis possibles, ou moitié l'un, moitié l'autre? En tout cas, il y a peu de doute sur ce que diraient ou ne diraient pas les parents de ces enfants « ralliés », et je trouve mieux en la personne d'un bulgarisant notable, M. Z..., qui a joué un rôle important avant et pendant la guerre, et a pourtant osé rester à Skoplyé. Je l'aborde en l'interrogeant sur la situation économique du pays, et sur ce chapitre, il parle comme tout le monde en Serbie. La poste va mal, les trains de même ; rien n'arrive plus de l'étranger ; on croirait Salonique fermée, et dans ce mot, jeté en passant, c'est peut-être le Bulgare qui perce. On sait, en effet, que beaucoup de sympathies macédoniennes sont allées à la Bulgarie parce qu'en un temps, elle a semblé seule assez forte pour affranchir la Macédoine sans la partager avec les voisins. Aujourd'hui que ce partage est fait, il reste un des griefs du parti bulgare contre les Serbes.

Nous passons à l'état du pays, en général.

— Avez-vous à en souffrir?

— Non, pas du tout. Je suis très content... pour le moment.

Cette réserve inquiétante, après quelques détours j'en ai

l'explication plutôt inattendue. Mon interlocuteur se méfie de l'article sur la protection des minorités. Si elle est organisée, en effet, de la façon large qu'on réclame à Sofia, les émigrés rentreront avec leurs organisations plus ou moins secrètes. Ils s'efforceront de reprendre les écoles et les églises, et cela sans choisir leurs moyens ; les Serbes se défendront et la vie redeviendra ce qu'elle a été un quart de siècle, un enfer.

Or, M. Z... désire avant tout la paix du pays, et c'est là le vœu d'un bon Macédonien, mais non d'un bon Bulgare. Pour une foule de raisons que chaque jour passé en Macédoine nous rendra plus sensibles, la paix sous l'autorité serbe y sera l'effondrement du bulgarisme. M. Z... en prend-il son parti? Je crois bien deviner sa tendance par la suite de la conversation. Nous parlons du passé de Skoplyé :

— Autrefois, — me dit-il, — avant que nous eussions une église bulgare, nous nous considérions comme Serbes.

Il est incontestable, en effet, que depuis l'institution de l'Exarchat bulgare, en 1870, et surtout depuis le traité de San-Stéfano, il y a eu dans ce pays, sous l'action des Bulgares, de gré ou de force, dénationalisation des éléments qui précédemment regardaient vers Belgrade ; mais, si loin qu'elle ait été poussée, cette dénationalisation n'a pu abolir les souvenirs d'un passé récent. Or, l'homme qui convient que ces souvenirs étaient serbes, ne peut répugner profondément à la foi nationale de ses parents ou grands-parents ; d'autant moins que ce retour n'entraîne guère — politique mise à part — qu'un changement de grammaire pour les écoliers, et puis, pour tout le monde, à l'office, dans la prière pour le souverain, la substitution d'un nom à un autre.

— Après tout, — me dit M. Z... quand nous nous quittons, — Serbes et Bulgares, nous ne sommes en réalité qu'un seul peuple, et notre guerre civile n'a profité qu'à nos voisins.

Auxquels de ces voisins il songe, il n'y a pas à le demander ; pour le Slave d'ici, l'ennemi est d'abord le Grec. C'est dans la lutte contre le Patriarcat de Constantinople, ses évêques et sa liturgie, qu'est né, vers 1860, le bulgarisme macédonien ; quand il aura disparu, il en restera encore, toujours vivace, l'aversion contre les maîtres actuels de Salonique et de la Macédoine du Sud.

Le lendemain de cette conversation, nous partons pour le Kossovo polyé, le « Champ des merles », qui est à cent kilomètres d'ici, et nous espérons que cette échappée en plein Moyen Age, au champ de bataille où la Serbie a succombé en 1389, sous les coups des Turcs, nous arrachera à la hantise bulgare. Hélas ! à la gare, pendant deux heures d'attente, nous avons pour distraction la vue de trois prisonniers bulgares dont l'un pousse une brouette, l'autre porte une énorme pelle qui lui sert à ramasser, de temps en temps, un bout de papier, et le troisième vend des « souvenirs de Skoplyé », jouets ou gobelets d'aluminium. Quand enfin nous partons, nous longeons tout un camp de ces prisonniers ; puis, quand notre compartiment s'est empli de Turcs et d'Albanais, la conversation tombe aussitôt sur les réquisitions bulgares, dont nos compagnons, en dépit de leur impassibilité musulmane, gardent un souvenir amer. Cependant le train suit les gorges de Katchanik où, depuis le combat légendaire de Marko Kraliévitch contre Moussa, le brigand aux trois cœurs héroïques, Turcs, Albanais et Slaves se sont heurtés si souvent ; vers trois heures nous en sortons, près d'une antique forteresse qui a sa place, elle aussi, dans la légende et même dans l'histoire ; le ciel s'éclaircit, la masse abrupte du Char Dagh surgit, en apparence toute proche, et devant elle, le Kossovo polyé, gras et riant, nullement semblable à l'image qu'on se fait involontairement du théâtre d'une catastrophe historique. D'ailleurs nous sommes encore loin du vrai champ de bataille, qui se trouve au nord de Prichtina et que nous ne verrons pas. Quand nous en approchons, le lendemain matin, une tempête de neige nous arrête ; notre point de repère, le monument où repose le sultan Mourad poignardé, le soir de sa victoire, par Miloch Obilitch, disparaît dans les tourbillons et force nous est de chercher un refuge qui sera, à quelques kilomètres du champ de bataille, l'église fondée au XIIIe siècle par le roi Miloutine, Gratchanitsa.

Elle a été souvent décrite, et je n'entreprendrai pas de dire ici pourquoi elle est un des chefs-d'œuvre de l'art serbe du Moyen Age, mais comment passer sous silence les peintures qui en font un musée de l'histoire nationale? Voici, à l'entrée, le roi Miloutine, couronne en tête et sceptre au poing ; en face

de lui sa femme, la Grecque Simonida, puis, le long des murs, ses ancêtres, depuis Hélène d'Anjou, sa mère, jusqu'à saint Siméon, le fondateur de l'État serbe, que l'histoire connaît mieux sous le nom de Némanya; enfin la niche où la légende veut qu'ait reposé le corps décapité du vaincu de Kossovo, le tsar Lazare. Tout cela est dégradé; les figures royales n'ont plus d'yeux — des Turcs ou des Albanais les ont grattés — mais elles n'en étaient que plus touchantes pour le pèlerin qui, devant elles, percevait à la fois la grandeur passée de la patrie et la profondeur de sa chute. Nous sommes ici dans un des lieux sacrés où s'est maintenu le sentiment national et l'espoir de la délivrance, et nous comprenons mieux, en le parcourant, cette renaissance de la Serbie qui étonne encore tant d'hommes politiques.

Avec ces souvenirs nous sommes loin des Bulgares, mais nous les retrouvons quand nous acceptons, chez l'institutrice, la traditionnelle tasse de café noir. Ils ont occupé Gratchanitsa et — mérite qu'ils n'ont pas eu partout — ils ne l'ont pas dégradée davantage ; ils se sont contentés d'en déporter les moines dont on ne sait ce qu'ils sont devenus. Cette modération vient-elle du fait que, dans leurs plans, le Kossovo polyé devait leur appartenir, sa population slave parlant un dialecte que les philologues de Sofia avaient baptisé bulgare occidental? Une certaine science, au XIXe siècle, a été coutumière de ces mystifications ; pour elle, la nationalité était déterminée — nous ne dirons même pas par la langue — mais par des particularités de dialectes, l'usage ou l'oubli de tel cas, ou l'inversion du son *dj* en *jd*. Une population pouvait avoir pendant des siècles, partagé toutes les joies et toutes les souffrances d'une autre, la science proclamait que tel détail de grammaire la condamnait à tourner le dos à son passé. Kossovo était bulgare comme Crécy devrait être belge, si des philologues wallons s'avisaient d'annexer le patois picard.

* * *

Après cet écart, nous prenons la route, cette fois, de la Macédoine incontestable, et sur ses aspects il y aurait beaucoup à dire. Il faudrait décrire ses montagnes dénudées qu'à la vérité

nous n'avons entrevues qu'à travers la pluie ou la neige ; ses vallées fertiles, mais presque désertes ; ses gorges sauvages, et surtout ce col de la Babouna, d'où la vue est si belle et la descente si vertigineuse, avec les angles aigus de sa route turque, tous les cent mètres, entre le précipice et la muraille du roc, et le risque toujours menaçant d'écraser les villageois et leurs ânes qui, revenant de quelque marché, font la sieste juste au milieu de la route. Mais ces tableaux sont familiers à quiconque a entendu les récits de nos soldats d'Orient, et ce qui nous intéresse avant tout, ce sont les traces de la guerre et les sentiments des habitants. A Velès, où nous nous arrêtons peu, nous ne pouvons les observer, et c'est dommage. A Skoplyé on nous avait dit :

— C'est à Velès que vous verrez des *bougaraches* !

A Velès, quand nous les réclamons, on nous répond :

— Nous n'en avons plus ; ce n'est pas ici comme à Skoplyé !

Et libre à nous de croire, ou que les Serbes les gardent sous le boisseau, ou que le bougarache, c'est le loup-garou dont chacun parle sans l'avoir vu.

De cette déception nous nous dédommagerons peut-être à Prilep. Nous y arrivons à la nuit, toujours sous la neige, et comme l'hôtel peu engageant qui veut bien nous recevoir n'est pas en mesure de nous nourrir, nous repartons, à tâtons, pour le grand restaurant de l'endroit. Sans doute l'heure fashionable y est passée, car il n'y a plus, dans sa grande salle, qu'un soldat devant une chandelle et un verre de vin, et dans un coin, autour d'un *mangal*, un brasero, des ombres confuses qui chantaient tout à l'heure, mais que notre entrée a fait taire. Nous nous installons, et soudain, à côté du mangal, éclate la *Marseillaise*; puis une ombre sort des ténèbres, vient à nous la main tendue, et je reconnais un ancien familier de la Sorbonne, maintenant juge à Prilep. Si le monde est petit, le Quartier latin est grand !

Le lendemain, sous la conduite de notre nouvel ami, nous parcourons la ville. Comme Skoplyé, elle a jadis été capitale ; elle a vu régner le héros à demi légendaire de tous les pays serbes, Marko Kraliévitch, et son château se montre encore sur la montagne qui domine le Prilep moderne. Ce château, le *Markovgrad*, n'est en réalité qu'un formidable éboulis de

roches désagrégées, mais sa position au-dessus de la plaine la plus riche de la Macédoine, les pointes menaçantes qui se hérissent derrière lui et qu'on voit presque depuis Monastir, les fantaisies enfin de ses rocs hasardeux, tout cela en fait un site voué à la légende, et nul doute qu'elle n'ait fleuri ici avant la vie et la mort du réel Marko. Mais ce sera l'œuvre des érudits serbes de débrouiller les personnages qui se meuvent dans l'ombre du héros ; nous devons revenir, nous, au Prilep d'après-guerre.

Quelques maisons y ont été détruites par les bombes de nos aviateurs, en quête de l'état-major de la XIe armée allemande, mais ces dégâts n'ont pas enlevé à la ville l'aspect riant d'autrefois. Elle a toujours des rues presque droites, une place avec un beffroi qui porte l'horloge municipale, arrêtée, des maisons avenantes sous les guirlandes du tabac qui sèche, deux cathédrales dont l'une, hier encore, était bulgare, et de nombreuses écoles, vestiges des propagandes qui se sont disputé ce pays. Grecques, serbes, bulgares, voire roumaines, toutes vidées, pendant la guerre, de leurs maîtres et de leurs élèves, elles ont été les casinos des Allemands du front de Monastir, qui les ont ornées de fresques humoristiques où ils n'ont pas épargné leurs bons amis bulgares. Elles contrastent fort, ces fresques, avec celles qui, à deux pas, sous le porche de la cathédrale ex-bulgare, montrent les tourments des damnés, à peu près tels qu'on les voit dans des peintures bouddhiques du musée Guimet.

Qu'ont fait les Bulgares ici? D'abord des économies — on me parle des fortunes réalisées par certains de leurs fonctionnaires ; — puis ils ont travaillé, comme ailleurs, à mettre la réalité d'accord avec les statistiques dont ils avaient à l'avance éliminé les Serbes. On a fait, près de la ville, des trouvailles analogues à celles de Sourdoulitsa, moins nombreuses pourtant et qui ont moins frappé l'imagination populaire. Le fait est qu'ici on est blasé sur les assassinats. De longue date, et surtout en 1903 et 1904, au beau temps des *Komitadji*, il y en a eu des séries, et l'on me cite, au nombre des victimes, le père et le frère du sous-préfet actuel, M. Djambassovitch. Il s'agissait, disaient les Bulgares, de punir des actes d'espionnage ; en réalité, de supprimer de la ville, pour le moment où

l'Europe interviendrait, tout ce qui rappelait la Serbie, et jusqu'à un certain point, ce but avait été atteint. M. Djambassovitch me raconte qu'il dut, pour échapper au sort de son frère, commencer ses études chez les Roumains et les finir chez les Turcs. Et cependant les Bulgares vantaient à l'Europe le travail civilisateur qu'ils poursuivaient en Macédoine.

En reste-t-il des traces? Certes ces années de terreur ont porté des fruits, et l'action des gens du pays établis à Sofia se fait sentir, mais que Prilep « frémisse sous le joug », il n'y paraît guère. En réalité, ici comme ailleurs, le bulgarisme était moins l'école que l'Église. Du jour où les prêtres du pays s'étaient ralliés, par haine de leur évêque grec, à l'Exarchat bulgare, ils avaient été étiquetés bulgares, et avec eux les fidèles qui voulaient, aux offices, la liturgie slave. Mais bien des indices faisaient douter de la profondeur de ce bulgarisme, et le fait est qu'en 1913, le clergé macédonien s'est rallié à l'Église serbe qui prie en slave, elle aussi, et se réclame, non moins que les Bulgares, des apôtres slaves Cyrille et Méthode. Ce ralliement n'a pas été obtenu sans l'expulsion préalable de quelques évêques, il faut le dire, mais ajouter aussitôt que la masse des prêtres ne s'en est pas autrement émue. La concurrence des deux clergés, exarchiste et patriarchiste, les ruinait tous deux; maintenant que, l'unité rétablie, les prêtres n'offrent plus l'office au rabais, ils peuvent vivre, et c'est là pour eux une raison, bonne ou mauvaise, de s'accommoder du nouveau régime.

Je fais connaissance de deux d'entre eux, le P. Chivatchévitch et le P. Hadgitch — ils m'ont demandé de citer leurs noms — tous deux anciens dans le pays et tous deux ex-exarchistes ; le P. Chivatchévitch, quoique ancien élève d'un séminaire serbe, a même été un propagandiste bulgare fort actif. Mais en 1913 ils se sont ralliés — de leur plein gré, me disent-ils — à l'Église serbe; en 1915, ils sont retombés sous le joug de l'Exarque et se sont bien gardés de souffler mot, ce qui ne les a pas empêchés de se trouver, un matin, avec beaucoup de leurs confrères, dans une longue colonne de déportés. Plus heureux que d'autres, ils ont atteint la Bulgarie et en sont revenus. « Mais quelle vie nous y avons menée ! » disent-ils, et ils énumèrent avec véhémence les privations, les coups et les

injures qu'on ne leur a pas ménagés ; évidemment, leur serbisme, jadis nul ou flottant, a cristallisé au contact intime des Bulgares. Et les cas de ce genre sont innombrables.

Un peu plus tard, nous nous retrouvons, en nombreuse société, dans le cabinet de notre ami, le juge. Pauvre cabinet, car les Bulgares en ont emporté la bibliothèque et la plupart des meubles, mais tout de même heureux magistrat, car, en ce pays patriarcal, il n'y a pas de délinquants !

— Pourtant, — lui dis-je, — vous avez parfois des affaires politiques ?

— Moi, — répond-il, — jamais !

J'insiste et cite certaines ordonnances draconiennes du gouvernement serbe, en 1913. Sur quel guêpier ai-je marché ! Le docteur de l'arrondissement, jusqu'alors le plus conciliant des causeurs, bondit et flétrit le « terrorisme » de 1913.

— Ce sont ces ordonnances, — clame-t-il, — qui ont empêché la Macédoine de se rallier à nous tout entière ! Ce sont elles qui, en 1915, ont causé la désertion des recrues macédoniennes ! Elles nous ont coûté cent mille hommes !...

Le juge riposte que, d'abord, elles sont mortes ; ensuite qu'on les a peu ou pas appliquées ; qu'on avait cru bon, en ce temps, d'opposer à une terreur réelle une menace de terreur ; et qu'enfin, pour ce qui est des désertions, elles s'expliquent sans les ordonnances, les Macédoniens, d'ailleurs braves sur le champ de bataille, ayant une forte tendance à se démobiliser d'eux-mêmes quand les affaires vont mal pour l'armée où on les a incorporés, quelle qu'elle soit. Il n'en conclut pas moins, lui aussi, en condamnant ce régime malencontreux :

— L'Europe nous reproche encore en 1919, — dit-il, — cette erreur de 1913. Et pourtant les temps sont changés, et les Bougaraches aussi, et nous aussi !

— Sans doute, — appuie le docteur, — il n'y a plus que la question sociale qui compte !

Et la discussion repart de plus belle, cette fois sur la réforme agraire qui s'élabore à Belgrade. Faut-il dépecer tous les domaines, grands et moyens, y joindre les biens religieux, les *vakoufs*, et les distribuer aux paysans macédoniens seuls, ou faire une part à des immigrants venus des pays du Nord ? Tout compte fait, le docteur a raison, en ce qui touche l'im-

portance du problème. La question agraire, que M. René Pinon entrevoyait en Macédoine, il y a déjà longtemps, au-dessous de la lutte nationale, va prendre le pas sur elle et peut-être la faire oublier.



Au sortir de Prilep, nous prenons la direction de Monastir, et cette fois en automobile militaire, nous filons à toute vitesse sur une belle route, un peu marécageuse dans les fonds, la plupart du temps à côté d'un Decauville allemand que les Serbes utilisent de leur mieux. A la nuit tombante, tandis que le Markovgrad s'efface derrière nous, nous passons l'ancien front dont il ne reste plus trace en plaine, et bientôt des piétons plus nombreux, des cimetières, des ruines nous annoncent que nous approchons du but. A côté des débris d'une immense caserne turque, nous passons entre des échoppes qu'emplit une foule en fez, puis dans une rue large mais si noire que nous n'y distinguons pas de maisons. Nous saurons pourquoi le lendemain. Monastir est une des Pompéi de la guerre ; pendant dix-huit mois, les Bulgares l'ont soumise à un bombardement qui devait en interdire le passage à nos automobiles, et dont le seul effet a été de ruiner, pour longtemps, les habitants dont ils vantent le bulgarisme irréductible.

Pendant que nous allons de maison ruinée en maison ruinée, le maire me décrit sa vie sous le feu, à côté de quelques officiers et soldats français ou serbes

— On y était fait, — me dit-il, — le difficile, c'était de lutter contre l'insouciance des musulmans et aussi de les nourrir, eux et les quelques milliers de chrétiens qui nous restaient. Jamais nous n'y serions parvenus sans vos autorités et vos soldats. Tandis qu'on n'avait jamais vu Allemand ou Bulgare donner quoi que ce fût à n'importe qui, vos hommes, à l'heure de la soupe, étaient entourés d'une nuée de gamins. Tout ce monde mangeait et s'entendait à merveille, pas en français académique, bien sûr, mais tout de même en français.

Et, en effet, je m'aperçois, dans les boutiques, que la connaissance du serbe n'y est pas indispensable, et dans les

rues, que la *Madelon*, air et paroles, est toujours populaire.

A vrai dire, il est heureux que l'éducation française distribuée par nos poilus ait été complétée et parfois même rectifiée par nos missions. La maison des Lazaristes a été fermée longtemps — ses maîtres avaient été déportés en Bulgarie, tout comme les popes de Prilep, — mais l'activité des sœurs de Saint-Vincent de Paul n'a jamais cessé. Prisonnières des Allemands en 1916, elles n'ont pas été maltraitées — leur hôpital rendait trop de services pour cela ! — mais elles ont eu des moments durs pendant le bombardement, et encore aujourd'hui leur tâche est difficile, sans d'ailleurs les décourager. Elles me font admirer leur mobilier médical, qu'elles ont retrouvé et rassemblé à grand'peine, des quatre coins de la ville, puis leur pharmacie, que d'opportuns envois de France ont faite la plus riche de Monastir, et j'admire encore plus leur patience avec l'humanité hétéroclite, slave, turque, zinzare et tzigane, qui assiège leur dispensaire. Puis je vois les classes, et si je ne rencontre pas les externes — c'est aujourd'hui jeudi, — je fais connaissance avec les pensionnaires, depuis le bébé de dix mois, trouvé dans la rue, qui est la coqueluche de la maison, jusqu'aux grandes fillettes qui parlent français sans faute et presque sans accent. L'une d'elles me chante un cantique patriotique fort gentiment, avec les gestes et les mines appropriées, et vraiment je peux me croire en Lorraine, dans un des pensionnats qui ont accueilli nos officiers avec le même cantique.

Plus tard, je cause de ses soucis avec la mère supérieure. Le succès de l'école est très grand, peut-être trop grand. Pour les internes, il n'y a guère à craindre — presque toutes orphelines, on ne les disputera pas aux sœurs — mais l'affluence des externes a son côté dangereux. Il arrive, en effet, que des familles envoient leurs enfants à l'école française simplement pour faire pièce à l'école serbe. Or, les Serbes ne l'ignorent pas et, d'autre part, ils ne sont pas sans méfiance à l'égard des œuvres catholiques. Ils se rappellent en effet, qu'il y a eu, longtemps, une sorte de flirt entre catholicisme et bulgarisme ; qu'au début de leurs luttes contre le patriarcat grec, les Bulgares ont fait mine de passer au catholicisme ; que, plus tard le tsar Ferdinand était tout sucre et tout miel pour nos mis-

sions, et que, l'intolérance grecque aidant, elles étaient tentées de voir à Sofia le point d'appui du catholicisme balkanique.

La guerre et les internements ont dissipé ces illusions, mais ne pourraient-elles pas renaître? On recommence, dans les milieux bulgares, à parler, comme vers 1860, d'un passage au catholicisme qui ferait échapper les Macédoniens exarchistes à l'emprise de l'Église serbe. Ce n'est là qu'une menace qui ne sera pas réalisée, mais elle n'en crée pas moins un malaise. Les pauvres sœurs de Monastir tremblent qu'on n'en veuille un jour au petit troupeau qu'elles élèvent avec tant d'amour, et sans aucun doute, leurs craintes sont superflues; n'empêche qu'il faut beaucoup de tact et de prudence pour vivre et prospérer dans des conditions si différentes de celles que faisait à nos œuvres l'insouciance turque.

Au sortir de l'école française, je passe à l'ancien lycée grec, maintenant lycée serbe, dont il se trouve que j'ai connu le directeur, il y a longtemps, sur les bords de la Save. Macédonien lui-même, M. Hadji-Tachkovitch est ici à un poste d'honneur et de responsabilité dont il est fier, tout en regrettant un peu la vie plus tranquille d'autrefois :

— Je comprends bien, — lui dis-je, — que cette mise en train soit difficile. Tenez, par exemple, dans le Livret du Lycée, je ne vois que des noms terminés en *vitch*. Le passage de l'*of* bulgare au *vitch* serbe a dû vous coûter quelque tracas.

Mais mon insinuation n'a aucun succès ; M. Hadji-Tachkovitch proteste que ces *vitch*, les élèves les ont apportés eux-mêmes en s'inscrivant; que les instructions de son ministre lui défendaient de les provoquer ; et que, s'il a eu des embarras, ç'a été, non pas avec les terminaisons, mais bien avec les noms eux-mêmes; il y a, en effet, des familles qui n'en ont pas ou en ont deux.

— Et puis, — continue-t-il, — je vous assure que vous vous faites de nos Macédoniens une idée trop européenne. Vous croyez à des noms stables, à des traditions, à des sentiments arrêtés ; la religion mise à part, ce n'est pas souvent le cas, et je pourrais vous citer, sans aller loin, des familles qui ont des branches bulgares, serbes, grecques, restées en

bonne intelligence. La nationalité était ici, hier encore, affaire de circonstance ; sauf quand les komitadjis s'en sont mêlés, elle n'entraîne pas ces oppositions tranchées que l'Europe imagine *a priori*. Vous vous en convaincrez dans nos classes.

A celle d'histoire naturelle je trouve une trentaine d'élèves, garçons et filles ; et faute de questions à poser sur les gastéropodes, j'interroge la première élève venue sur ce qu'elle peut savoir de français. Tout de suite, elle me répond dans ma langue, et si bien que je renonce au serbe pour la complimenter.

— Oh ! — répond-elle modestement, — c'est que j'arrive de Pontoise ; j'y ai passé trois ans !

L'épreuve continue, et je m'aperçois que dans cette classe où il y a, près de Serbes purs, des élèves venus d'écoles grecques ou roumaines, et même, tout récemment, du I[er] gymnase de Sofia, le français pourrait servir de langue internationale, si le serbe ne jouait déjà ce rôle. Tous et toutes les élèves le parlent, je ne dis pas avec le pur accent de l'Herzégovine, mais sans difficulté. Je n'ignore pas, d'ailleurs, qu'il a fallu en habituer quelques-uns à l'emploi correct des cas, que le parler macédonien ne connaît guère, et puis leur apprendre, en serbe, certains mots abstraits que le bulgare littéraire avait introduits en Macédoine sous une forme russe, mais c'est peu de choses, et force est de convenir que la question des langues ne se pose pas ici comme en Occident. Il en est de même des rapports entre élèves des différentes nationalités. Je me souviens de coups de poing échangés en Lorraine annexée, en 1871, et je voudrais savoir si dans « l'Alsace-Lorraine bulgare », il y a des cas semblables. A plusieurs reprises, sous différentes formes et dans tous les milieux, je reviens à ma question. Partout elle étonne ; ces difficultés sont inconnues ici.

Je n'en conclus pas à l'apaisement, dans le serbisme, des luttes d'autrefois. C'est un fait que, dans la région de Monastir, l'élément serbe conscient est moins nombreux que plus au nord ; que, si le mot « vieux-serbe » y est employé souvent pour désigner le dialecte local, il n'est pas appuyé, comme à Skoplyé ou Prilep, par des traditions fermes et des rapports suivis avec la Serbie propre ; que, d'autre part, la lutte contre

les Grecs, particulièrement forts dans la Macédoine du Sud, y a stimulé le bulgarisme. Que celui-ci ait laissé de fortes traces je n'en doute pas, encore que je n'aie entrevu nulle part l'intransigeance patriotique dont nous parlent les publications bulgares. Il y a plutôt ici comme un air de scepticisme ; trop de vocations nationales ont été déterminées par le hasard des propagandes pour qu'on y tienne obstinément. J'entends raconter des histoires de conversions faciles, et l'une d'elles est pour moi une vieille connaissance qu'il me faut saluer au passage. C'est celle d'un lot de petites filles de Prilep, expédiées à Salonique par les Bulgares, vers 1904, pour entrer à leur Lycée, c'est-à-dire à leur École normale d'institutrices. Par suite d'un malentendu, le Lycée ne les avait pas accueillies, et furieuses, elles étaient retournées à Prilep et au serbisme, sauf deux que le consul général bulgare avait repêchées. J'en étais resté là dans l'histoire ; le préfet de Monastir m'en apprend la suite. En 1917, rentré dans sa ville, il y a retrouvé une de ces deux bulgarisantes et si combative qu'il lui fallut l'envoyer à Corfou. Il n'y pensait plus quand, à la fin de 1918, elle reparut devant lui. Elle était revenue d'exil, avec tous les Serbes réfugiés à Corfou, par Raguse et la Bosnie, et partout si bien accueillie, quoique se disant Bulgare, qu'au soleil yougoslave son bulgarisme avait fondu. Elle est maintenant institutrice à Novipazar, au cœur du pays serbe, et reviendra quelque jour en Macédoine.

Devant les récits de ce genre, les Bulgares disent que les convertis ont dû choisir entre leur nationalité et leur pain quotidien. Le cas a pu être, en effet, mais l'administration serbe, en général, aime mieux être indolente que tracassière, et les ralliements sont moins l'effet de son travail que de la situation générale. On me cite une conversation, ces jours-ci, d'un « Bougarache » connu et d'un Hellène.

— Nous allons, — lui disait celui-ci, — profiter de l'article sur les minorités pour rouvrir un Lycée et des écoles, et nous comptons que vous ferez de même.

— Oui-dà ! — répond l'autre, — je vois bien l'intérêt que vous y avez, mais nous, pourquoi nous mettrions-nous dans les minorités, quand nous pouvons mieux faire? Après tout, nous sommes Slaves, comme les Serbes.

Textuelles ou approximatives, ces paroles expriment un état d'esprit qu'on sent partout dans les villes.

Le sent-on de même dans les campagnes? Nous voudrions bien nous en assurer du côté d'Okhrida, mais le mauvais temps fait rage et les routes de la montagne sont défoncées ; une seule nous reste ouverte, celle du retour. Dans une dernière soirée à Monastir, nous sommes les hôtes du colonel Vassitch qui, en 1915, avec une poignée d'hommes, a héroïquement lutté contre les Bulgares, dans l'attente des Français, hélas ! encore loin. L'évocation de ces jours douloureux et de ceux qui les ont suivis nous ramène à cette fraternité d'armes que tout le monde, là-bas, aime à rappeler, du Prince Régent au simple soldat qui parle sans se savoir compris par un Français. Est-il nécessaire de dire qu'ici aussi, personne ne l'oublie et que nous croyons à la durée des liens noués par tant d'épreuves supportées en commun?

Parler ainsi, c'est mal se qualifier pour conclure entre Serbes et Bulgares; je n'ignore pas, d'autre part, que la question qui les divise est un monde, et que j'ai voyagé vite. Je crois pourtant que, de ce que j'ai vu et entendu, il est possible de tirer des prévisions de nature à rassurer les âmes qu'on nous dépeint, dans toute l'Europe, angoissées à la pensée du martyre des Macédoniens.

Mes prévisions ne sont peut-être pas tout à fait aussi optimistes que celles de la plupart des Serbes. Ils comptent, en effet, non seulement sur un éclatant succès aux élections prochaines, mais encore sur la serbisation rapide, complète, intime, des Macédoniens slaves. — Qu'on nous laisse seulement, — disent-ils, — assurer la surveillance rigoureuse de la frontière bulgare, et aussi l'ordre matériel du pays. Nous ne voulons opprimer personne, mais à qui s'en prendra-t-on si des komitadji reparaissent? Puisque nous sommes les responsables, il ne faut pas qu'on nous casse bras et jambes avec la protection des minorités.

Soit, mais c'est n'envisager là qu'un côté de la question. On est enclin, à Belgrade, à ne voir dans le bulgarisme macédonien qu'une suite d'intrigues et de coups de force, et certes ni ceux-ci ni celles-là n'ont manqué dans son histoire, mais elle

est faite aussi d'autres événements. En un temps où la Serbie semblait renoncer à son héritage balkanique, les Slaves de Macédoine les plus pressés de s'affranchir se sont rappelés — non sans suggestions du dehors — que leurs ancêtres, avant d'avoir été Serbes, dans la nuit des temps, avaient été sujets de tsars bulgares. Ils se sont donc associés, assez naturellement, à l'effort contre les Grecs d'abord, puis contre les Turcs, de leurs voisins, les Bulgares de Bulgarie, et pendant près d'un demi-siècle, ils ont partagé leurs espoirs. Il en est résulté des liens que la fermeture de la frontière et l'emploi des moyens de police ne suffiraient pas à desserrer. Une politique de rigueur, comme celle qu'on a voulu instituer un instant en 1913, ne donnerait que des résultats douteux, et les Bulgares auraient trop beau jeu à la dénoncer au monde.

Les Serbes n'ont d'ailleurs aucun désir d'y revenir; par leurs défauts comme par leurs qualités, ils sont portés à laisser faire le temps. Dès à présent, la Macédoine évolue. Le raccourci vers la liberté que le bulgarisme promettait d'être a fini en impasse ; deux fois, en 1913 puis en 1915, les Bulgares ont fait passer l'intérêt proprement macédonien après leur rêve de refaire, autour de Sofia, l'ancienne Turquie d'Europe ; les Macédoniens le savent, et même ceux qui ont encore la foi bulgare ne peuvent guère ne pas en tirer la conclusion que, maintenant, ils ont le droit de miser sur l'autre tableau; il ne leur en coûtera que l'abandon d'une nationalité qui n'était pas celle de leurs pères. Résisteront-ils à la tentation? Quelques-uns, sans doute, mais pas beaucoup; ils ne sont guère idéalistes, et c'est même là, dit-on à Sofia, un de leurs traits bulgares. Que, pour les villageois, les Serbes réalisent la réforme agraire; qu'aux gens des villes ils donnent la sécurité des affaires ; que d'ailleurs ils ne soient pas trop regardants sur le passé, les *Bougaraches* — émigrés mis à part — se diront, d'abord, Macédoniens avant tout, puis Yougoslaves, et finalement ils revendiqueront leurs droits dans l'héritage du tsar serbe Douchan.

Les Serbes seront-ils les bons administrateurs qu'il faut pour ce résultat? C'est là l'inconnue du problème. En sept ans de guerre, ils ont perdu l'élite de leur peuple, et l'ampleur de leur succès final a compliqué la tâche déjà difficile qui se

posait devant eux au lendemain des victoires de Koumanovo et de la Brégalnitsa. Ils ont déjà quelque peine à remettre en ordre la Serbie d'autrefois ; que sera-ce, et avec la Yougoslavie, et avec la Macédoine? Et puis, la paix qui leur est nécessaire, leurs voisins de droite et de gauche feront tout pour la troubler. En somme ils ont à passer devant le monde, avec un programme où l'on a multiplié les difficultés, leur « examen de maturité », leur *matoura*; pour savoir s'ils surprendront l'Europe par leur sens politique autant que par leur valeur militaire, c'est Belgrade et non plus la Macédoine qu'il faut interroger.

ÉMILE HAUMANT

ÉMILE FAGUET INTIME

Il y a plus d'un an que M. Clemenceau a été élu à l'Académie française et qu'on attend avec impatience le jour de sa réception. On sait que M. Clemenceau a succédé à Émile Faguet. Pour un homme comme M. Clemenceau, amoureux de détail et de pittoresque, l'œuvre du spirituel critique est un beau sujet de discours. Émile Faguet a disparu comme il faisait toute chose : modestement, sans bruit, sans avoir, hélas ! assisté à la libération et au triomphe de son pays. Il n'a pas vu la victoire, mais il n'en a jamais douté. Chaque semaine, dans les *Annales*, il résumait les faits de la guerre et confiait aux lecteurs son ferme espoir de l'infaillible succès. C'est un devoir pour ses amis d'entretenir le culte de sa mémoire. Qu'on me permette d'évoquer ici quelques souvenirs familiers sur sa personne et sur sa vie.

A. A.

J'ai connu Émile Faguet au Café Vachette, où il venait tous les jours lire ses journaux, prendre sa demi-tasse et fumer un de ces modestes cigares de deux sous dont le légendaire parfum a si fortement impressionné ses contemporains. Il mangeait à cette époque à la pension Laveur, où passèrent tant d'hommes célèbres, y compris Gambetta et Courbet. La pension Laveur avait encore, en 1895, ses salles pleines d'étudiants, médecins ou futurs magistrats, qui allaient demander à sa saine cuisine l'illusion de la vie provinciale et bourgeoise. Mon désir de connaître Faguet faisait sourire mon ami Doncieux, qui mangeait à la même pension. « Vous le verrez un de ces jours, me dit-il. Vous serez déçu. Il ne

parle jamais littérature. Il déjeune en vingt minutes et s'en va. » C'était vrai. Il n'y avait pas au monde d'homme plus sauvage que Faguet. On obtenait sa confiance : on ne la lui arrachait pas. Il vous eût parfaitement salué pendant des années sans vous adresser la parole. Par exemple, une fois la connaissance faite, c'était l'accueil le plus cordial, la plus aimable égalité d'humeur, des yeux tout pétillants de sympathie, l'allure empressée et familière d'un ami heureux de vous retrouver. Le plus difficile, comme disait Doncieux, était de le faire causer littérature. Cet homme qui ne vivait que pour la littérature avait la coquetterie de n'en jamais parler. Il connaissait trop le néant des discussions pour céder à l'envie d'exposer des idées qu'on aurait pu lui contester par ignorance ou, ce qui est pis, par défaut d'intelligence. Il fallait qu'il fût vraiment sûr d'être en communauté d'opinions avec vous pour se laisser aller à vous communiquer les siennes. Du reste, il ne recherchait pas les esprits distingués : les plus humbles fréquentations suffisaient à l'ordinaire de sa vie.

Mon intention non plus n'est pas de faire ici de la littérature et de juger, après tant d'autres, le talent d'un homme dont les ouvrages sont entre toutes les mains. Je suis de ceux qui croient que depuis Sainte-Beuve nous n'avons pas eu un critique d'une compréhension si universelle, qui ait mis plus de pénétration et de clair génie dans l'étude vulgarisatrice des grands producteurs de la pensée française. Je ne veux, pour l'instant, que rappeler l'homme, évoquer sa présence, ajouter quelques traits aux souvenirs que ses amis ont le devoir de publier pour faire mieux connaître celui qui tint parmi nous une si haute place intellectuelle. Type peut-être unique du bourgeois bohème, Émile Faguet a incarné dans une unité imprévue deux termes disparates que la génération de 1830 se gardait bien de confondre. Il fut à la fois bourgeois dans l'âme et bohème à l'état naturel, bohème naïf, perpétuel étudiant de quinzième année. Il a, non pas méconnu, mais radicalement ignoré les obligations d'attitude et de milieu qui accompagnent ordinairement l'accroissement d'une situation sociale. Les réalisations de la gloire et de la fortune ne donnèrent même pas à Émile Faguet le désir de prendre un appartement un

peu plus convenable. Il continua, quand il fut célèbre, à vivre dans un cabinet de travail où deux personnes auraient eu de la peine à s'asseoir, et il se contenta toujours de sa salle à manger-salon pour répétiteur pauvre. Personne, depuis Gustave Planche, ne poussa plus loin le dédain de l'élégance. Émile Faguet avait à cet égard une inconscience inimaginable. Ses vestons couverts de taches, ses cravates en loques, son linge élimé, légendaires au Café Vachette, n'ont jamais gêné ce diable d'homme jovial et partout à l'aise, qui entrait, s'asseyait et sortait sans rien voir, sans rien remarquer. Il n'est pas étonnant qu'un tel homme se soit affranchi de toute espèce de contrainte mondaine. En dehors des conférences, où il était inimitable de familiarité et de naturel, il fuyait comme la peste les soirées et les réunions, et surtout il n'acceptait jamais à dîner. Il passait cependant pour avare, malgré ses inépuisables charités envers des confrères pauvres. Comment ne pas soupçonner d'avarice un homme qui écrit sa correspondance sur les feuilles blanches des lettres qu'il reçoit, et qui fume éternellement des cigares de vendeur de contre-marques? Nous le vîmes un jour, devant le Café Vachette, descendre de l'impériale de l'ancien omnibus Place Pigalle-Halle-aux-Vins, en habit d'académicien, sans parapluie, ruisselant sous l'averse. Il se rendait à une cérémonie de la Sorbonne !

Les biographes d'Émile Faguet seront unanimes à reconnaître que sa grande valeur intellectuelle pouvait seule faire oublier les négligences sociales avec lesquelles il semblait vouloir scandaliser les esprits bourgeois. Comment juger à la mesure commune un écrivain qui s'est délibérément mis en marge des choses de ce monde? Il semble que les pires défauts de notre pauvre humanité n'ont pas la même importance chez un homme réellement supérieur. Émile Faguet, tel qu'il était, m'inspira toujours un grand respect et une grande admiration.

Il mangeait à une certaine époque dans un restaurant du boulevard Saint-Michel où quelques-uns de nos amis allaient régulièrement. Tous les jours à midi, on le voyait arriver, sautillant et souriant, en veston court, la bouche en sifflet, la moustache à la Tartare, relevant les sourcils, toujours

prêt à plaisanter ou à rire. Avant d'entrer, s'appuyant d'une main à la porte du restaurant, il éteignait de l'autre main contre le talon de son soulier la cendre de son cigare aux trois quarts fumé ; il s'asseyait ensuite, débouchait sa bouteille de vin, mettait le bouchon sur la nappe et y déposait soigneusement son bout de cigare, qu'il reprenait à la fin du repas et qu'il rallumait en sortant. Une telle sollicitude demeurait inconcevable, quand on avait une fois respiré les émanations de ce précieux cigare. Émile Faguet accomplissait ces rites avec une candeur qui prouvait qu'il n'avait même pas conscience que ces choses pussent être remarquées.

Un de nos amis, Henri Rigal, peu intéressant bohème, qui venait au même restaurant, avait noué avec l'illustre académicien des relations « dont il se servait, dit un journal, pour éblouir ses créanciers. Un jour que son tailleur, à force de patience, avait réussi à le joindre pour lui réclamer un long arriéré, Rigal le fit déjeuner avec Faguet, ce dont le nouveau M. Dimanche fut si flatté, qu'il offrit le café et les liqueurs et repartit avec sa note impayée. »

Émile Faguet avait un sens des nuances extrêmement fin et qui s'exerçait surtout avec profit dans le domaine des idées. Pour le reste, il ne soupçonnait rien et vivait publiquement indifférent au ridicule ou au blâme. Les notes satiriques que certains journaux s'amusaient à publier sur cette absence de préjugés ne parvenaient pas à l'émouvoir. Ce maître de la critique n'était sensible à aucune espèce de critique. On perdait son temps à railler son style ou ses habitudes : il ne changea jamais ni sa prose ni sa vie.

Non seulement Faguet était la simplicité même, mais il avait la manie de se plaire plus particulièrement avec des inférieurs. Je ne prétends pas que la stupidité eût le privilège de l'attirer, comme le saint Antoine de Flaubert ; en tout cas, elle ne le gênait pas et il était avec elle parfaitement à l'aise. Je l'ai vu s'entretenir complaisamment avec des gens dont la nullité eût découragé les plus intrépides. « Il se levait, dit *la Vie Parisienne*, été comme hiver, à sept heures, chaussait immédiatement des pantoufles, et nu-tête et en chemise de nuit, il se rendait chez un marchand de vin restaurateur, dont la boutique faisait face à son appartement.

Et sur le zinc, régulièrement, Émile Faguet, de l'Académie française, commandait un « vin blanc ». Les cochers arrivaient ; des ouvriers qui se rendaient au travail venaient tuer le ver matinal. Faguet trinquait avec eux et les écoutait attentivement discuter de la politique. Il ne disait pas grand'chose : il s'instruisait. « C'est un bon vieux, disait de » lui le cabaretier. Et il paraît que c'est un homme qui tra- » vaille à l'Académie... » Et à neuf heures, après deux heures de vin blanc et de politique démocratique, Émile Faguet montait chez lui et écrivait, sur Pascal, sur Racine ou sur M. Émile Combes, des pages parfois longues, mais toujours ingénieuses et souvent supérieures... »

Je ne sais si l'anecdote est vraie, mais que Faguet allât boire du vin blanc chez le « mastroquet », rien de plus naturel, puisqu'il y allait déjeuner.

L'auteur de *Politiques et Moralistes* a eu un rare mérite ou, si l'on veut, une rare originalité : il écrivait comme on parle, j'entends comme parle un homme d'esprit qui serait écrivain. Nous sommes plus ou moins paralysés par l'effort d'écrire, et il y aura toujours entre la pensée et l'expression une distance appréciable. Cette distance n'existait pas pour Faguet. Il ne lui était pas possible de penser sans écrire. Je lui demandais quelquefois comment il faisait pour tant travailler; il me répondait de sa petite voix aiguë et bon enfant : « C'est bien simple. Quand je lis un livre, j'écris mes réflexions en marge ou sur des bouts de papier ; quand ma lecture est finie, mon article est fait. » C'est dans ce sens encore qu'il disait : « Je ne cesse de lire que pour écrire. » Ce procédé explique l'énorme production de Faguet, et que sa prose soit si souvent triviale. Rien n'est plus facile à pasticher que son style. Beaucoup s'y sont essayés. Il leur a manqué à tous cette sincérité d'accent de l'homme né pour ce style, et qui seul avait assez de noblesse et de talent pour se faire pardonner des phrases comme celle-ci : « Ça en bouche un coin à Racine. » Écrivant avec cette facilité, on comprend que Faguet ait toujours à peu près écrit sans ratures. J'estime qu'il a eu tort et nous reviendrons là-dessus ; mais, en procédant autrement, il n'eût guère laissé que quelques volumes, tandis que sa méthode lui a permis de publier une centaine d'ouvrages.

Ce don d'improvisation, qui le dispensait du travail, ne laissait pas de préoccuper quelquefois cet inépuisable prosateur. Il n'était pas possible qu'un esprit si éminent restât toujours insensible aux inconvénients qui résultaient d'une production hâtive et sans discipline. Il savait aussi bien que Montesquieu que « rien de ce qui se fait bien ne se fait vite », et que la perfection ne va jamais sans labeur. Il s'est un jour expliqué là-dessus. « Depuis longtemps déjà, constate M. Strowski [1], Faguet avait renoncé au travail délicat et minutieux du style. C'est ici même, dans *le Correspondant*, en 1905, qu'il a fait sa profession de foi, à propos d'un livre de M. Albalat. » Et M. Strowski cite le passage suivant de l'article de Faguet dans *le Correspondant* :

« A ce propos, M. Albalat me raille agréablement moi-même, sachant que je ne me rature jamais. Qui est-ce qui le lui a dit? Enfin, c'est vrai, ne nous dérobons point. Et donc, il me dit, ou tout au moins il me fait entendre : « Parce » que vous avez reconnu que, comme Stendhal, vous ne gagne- » rez rien à vous corriger, il n'en faut pas conclure que » beaucoup d'autres sont comme vous. Et qui sait si vous- » même, vous n'écririez pas un peu moins mal, si vous vous » efforciez d'écrire mieux. Oui, vous-même, et par conséquent, » il n'est personne qui ne soit capable d'écrire un peu moins » mal en se corrigeant, même ceux à qui a été le plus complè- » tement refusé le don du style. »

» Eh bien, M. Albalat a raison. Je ne me rature presque jamais parce que j'aime mieux écrire beaucoup qu'écrire bien, parce que je m'imagine avoir beaucoup de choses à dire ; aussi parce que j'aime remuer des idées et que, un article fini, une autre idée me sollicite tout de suite et m'interdit de m'attarder et de m'appesantir sur la précédente ; aussi, et c'est la vraie raison, parce que « faire du travail de style » m'ennuie : or ce n'est qu'en corrigeant qu'on fait du travail de style et uniquement du travail de style. Enfin, je n'aime pas corriger. Mais il m'est arrivé, malgré tout, deux ou trois fois, de remanier et presque de refaire un travail. Eh bien, que M. Albalat triomphe sur ce faible sujet, de

1. *Correspondant* du 25 juin 1916.

mon avis et de l'avis de juges très qualifiés, c'était beaucoup moins mauvais. Qui sait? Si, au lieu d'écrire trente volumes, j'en avais écrit trois, je serais peut-être un bon écrivain. J'en doute, du reste, et maintenant il est trop tard pour faire l'épreuve. »

Non, il n'était pas trop tard, mais je me demande si Faguet eût été vraiment capable d'un effort si contraire à sa nature. Que son style y eût gagné, c'est l'évidence même. Du moins la contre-épreuve a-t-elle été faite. Nous ignorons la valeur que le travail eût ajoutée à sa prose ; mais tout le monde a pu constater les défauts que donnait à ce style l'abus d'une improvisation qui finit par faire du grand critique un simple journaliste polygraphe.

Émile Faguet fut l'homme de la vocation parfaite et qui a rempli exactement toutes les conditions du métier pour lequel il était né. Lire et écrire fut sa seule occupation ; il y consacra toutes les heures de sa vie. Il se renferma dans son travail comme un moine dans sa cellule. Aucun journal, aucune revue ne fit vainement appel à sa collaboration. Il envoyait pour un louis à n'importe quel journal des articles sur n'importe quoi, chapeaux de femmes, dîners en ville ou réceptions mondaines. Une telle incontinence finissait par affliger ses plus fidèles admirateurs. Les journaux avaient beau le plaisanter, l'Alexandre Dumas de la critique n'en continuait pas moins à expédier ses « papiers » aux quatre coins de la France. Non seulement sa production allait se ramifiant en innombrables canaux, mais il avait encore chez lui des réserves d'épandages pour faire face aux demandes les plus pressées. « Avait-on besoin de trois cents lignes, dit Adolphe Brisson, vite une dépêche au robuste écrivain, et, deux heures plus tard, le « papier » était fait et bien fait, solidement documenté, plein de fines pensées, d'aperçus originaux, substantiels et savoureux. Comment suffisait-il à cet écrasant labeur? Je me rappelle ma stupéfaction lorsqu'un jour, ayant grimpé les cinq étages de son ermitage de la rue Monge, je le surpris en train de classer dans des chemises une vingtaine d'articles déjà mis au point : copie pour la *Revue des Deux Mondes*, copie pour *le Gaulois*, copie pour *les Annales*. L'émerveillement que j'exprimai lui arracha un sourire. « J'ai préparé

» cela, me dit-il, à mes moments perdus. Je ne veux pas être » en retard. » Mot admirable et qui le peint tout entier. »

Faguet avait toujours cent sujets en train, et un projet n'écartait pas l'autre. Un jour, l'éditeur Grasset va lui proposer de faire un petit volume sur l'incompétence. Le critique résiste. « Oui, dit-il, le sujet est joli, mais je n'ai pas le temps. Enfin, je verrai. Revenez dans trois ou quatre jours. » L'éditeur revient trois jours après. « Mon cher ami, dit Faguet, j'ai déjà écrit mille lignes. » (Il comptait toujours par lignes.)

En février 1910, le bruit courut qu'il préparait un roman. La nouvelle était inattendue, mais n'avait rien d'invraisemblable. On pouvait parfaitement admettre qu'un écrivain d'une telle fécondité voulût tenter un genre de littérature relativement facile et, qu'à l'exemple de Paul Bourget, ce critique eût à son tour l'ambition de devenir un conteur. Il n'en fallait pas davantage pour attirer chez lui les reporters avides d'informations. Faguet, disait-on, composait un *Arnolphe marié* et mettait en lumière, dans un récit satirique, les conséquences du mariage d'Arnolphe de *l'École des Femmes* avec sa pupille Agnès, élevée dans la plus stupide ignorance. Le maître interrogé déclara qu'il avait écrit, non pas un roman, mais une simple étude. On fut déçu. Faguet était très bon psychologue, il l'a prouvé dans ses *Amours d'homme de lettres*, et il nous eût certainement donné une œuvre de fine observation.

Je reviens à la question qui se pose toujours à propos de ses ouvrages : pourquoi cet homme a-t-il tant travaillé? Était-ce vraiment par avarice? Il est très vrai qu'il ne refusait jamais une collaboration et qu'il ne discutait pas les prix. D'autre part, on a des preuves qu'il ne tenait pas à l'argent. Charitable et généreux, un défaut de paiement ou une perte pécuniaire le laissait à peu près indifférent. Comment donc expliquer cette rage de production? Certains mots qu'il a laissé échapper sont peut-être de nature à jeter quelque lueur sur cette tragique énigme. Il m'a dit à moi : « Je travaille toujours pour ne pas m'ennuyer toujours . » J'ai souvent songé à cet effroyable existence de Faguet, célibataire, sans famille, vivant seul avec ses livres et sa dévouée et peu intel-

lectuelle gouvernante. Avec quoi, sinon par le travail, aurait-il comblé cette solitude? C'est peut-être là l'explication de cet extraordinaire labeur. Faguet aurait écrit uniquement pour se fuir, pour s'échapper à lui-même, pour n'être pas dévoré par son propre néant. Le même drame qui oblige les gens du monde à faire des visites et à en recevoir l'obligeait à travailler sans cesse, lui qui s'était interdit toute fréquentation mondaine.

Que de fois, le trouvant assis entre ses piles de livres, j'essayais de lui faire toucher du doigt les graves inconvénients d'un pareil sédentarisme! « C'est de l'ivrognerie, lui disais-je. » Il souriait. « C'est possible, mais je suis fait à ça. » Et, pour montrer qu'il avait chez lui de l'air et de l'hygiène, il vous menait voir à sa fenêtre le coup d'œil des arènes ombragées d'arbres. Dans ce Paris, « vaste désert d'hommes, » où chacun vit seul, Faguet a vécu l'existence la plus solitaire qu'on puisse imaginer. Il n'attendait plus rien, ni des jours, ni des heures, ni du présent, ni de l'avenir, que des livres à lire et des feuilles de papier blanc à noircir. Qu'une telle existence puisse remplir un cerveau, je veux bien le croire, mais un cœur, une sensibilité ! Que cet homme n'ait pas crié de désespoir, qu'il n'ait pas pris le train pour fuir, pour voir autre chose, pour faire autre chose, il y a de quoi confondre.

Faguet trouvait encore le moyen d'aggraver sa solitude en choisissant, pour y cacher sa vie, les appartements les plus ignorés et les plus lointains. En 1892, il habitait sur la montagne Sainte-Geneviève, en face de la Sorbonne et du Collège de France, une cellule de moine dont Adolphe Brisson nous a fait une description pittoresque : « Mettons-nous en route. Montons et descendons les étages, arpentons les petits couloirs en pierre grise, percés d'un côté de fenêtres ogivales, et, de l'autre, d'étroites portes en bois de chêne ornées d'un numéro peint en noir. Après un quart d'heure de promenade, nous nous arrêtons enfin, nous sommes au port... Toc... Toc... Un léger bruit à l'intérieur. L'huis s'entre-bâille silencieusement et nous voyons apparaître le Révérend Père Faguet. Je vous assure que l'illusion est complète. Son béret noir, sa robe de chambre en bure sombre lui donnent dans l'obs-

curité l'apparence d'un moine de Ribeira... Je dois dire que sous ce béret luisent des yeux bienveillants, que de cette robe sort une main affectueuse et cordiale, qui vous montre le chemin. »

La méthode de travail de Faguet, qui consistait à prendre des notes en lisant et qui lui permettait d'écrire d'agréables ouvrages de vulgarisation, comme *Pour lire Platon, En lisant Nietzsche*, *Rousseau artiste*, etc., devait avoir son influence sur la qualité même de sa critique et contribua à faire de lui un examinateur pressé, un séduisant mais trop rapide éclaircisseur d'œuvres. Faguet était passé maître dans l'art de filtrer la production des autres. Mais qu'en a-t-il gardé pour lui? Que pensait-il pour son compte? Quelles furent ses idées personnelles? Avait-il une conviction, une morale, des principes? C'est une énigme qu'il nous a laissée à résoudre. Il paraît bien réellement n'avoir jamais pensé qu'à travers autrui. Ses affirmations les plus positives semblent toujours faire partie d'un commentaire. Comme nous n'avons pas ses confidences et qu'il n'a jamais écrit qu'aux écoutes et derrière l'épaule de quelqu'un, il ne nous est pas possible de savoir s'il fut autre chose qu'un dilettante supérieurement intéressé par le spectacle des œuvres littéraires. Faguet s'est dépeint lui-même, quand il a dit de Gaston Boissier : « Vous l'avez bien connu et vous l'avez bien aimé. Il était facile de l'aimer, quand on le connaissait, et aussi il était très facile de le connaître. Que voulez-vous que je fasse de cet homme-là? disait un moraliste raffiné, ou qui croyait l'être, il n'a pas de dessous. M. Boissier n'avait pas de dessous. Il était extérieurement ce qu'il était au plus profond de lui-même. Il pouvait être accusé par l'observateur inattentif de n'avoir pas de vie intérieure, parce qu'il n'avait pas de vie secrète. Il n'est jamais rentré en lui-même, parce qu'il n'a jamais senti le besoin d'avoir une retraite intime où il pût avoir le plaisir de se réfugier et d'où il pût avoir le plaisir de sortir. Il a vécu l'âme ouverte, et sa physionomie était bien en cela l'image de son âme. La pensée, la parole et le geste n'étaient pas pour lui trois choses ; ils étaient éminemment consubstantiels [1]. »

1. 7 avril 1910. Réponse au discours de réception de M. René Doumic.

Ce manque de retraite intime ou plus simplement cette répugnance à montrer ses opinions personnelles est certainement une des causes qui épargnèrent à Émile Faguet la tentation facile de faire de la politique et de la polémique. Rien ne l'indignait. Il ne souffrait pas plus à être persiflé qu'à être rencontré dans la rue portant un paquet de carottes sous le bras. La bonhomie de son caractère, sa compréhension des doctrines, sa connaissance indulgente des hommes donnèrent à sa critique ce ton sans rancune qui faisait de lui le plus libéral et le plus aimable des contradicteurs. Trop sceptique pour avoir le courage de se fâcher, il n'en voulait à personne et n'a jamais blessé personne. Sa passion pour l'*intelligere* avait détruit chez lui les autres mesquines passions qui sont l'apanage du commun des hommes. « Il ressemblait aussi peu que possible à son ami Brunetière, dont l'humeur pourfendeuse excita doucement plus d'une fois sa causticité. Brunetière disait un jour : « Le critique, c'est un buisson le long d'une route ; chaque mouton qui passe y laisse un peu de sa toison. » « Oui, poursuivait Faguet, mais quand c'est un critique comme vous, c'est un buisson qui marche droit au mouton. Vous êtes un fragment de la forêt de Macbeth. » Lui, tout au contraire, c'était le buisson se retirant devant le mouton. Et si, d'aventure, quelque bélier furieux et téméraire fonçait, tête baissée, sur le buisson, pour en disperser à tous vents les branches, voici que le buisson merveilleux, pareil à celui du Moriah sous l'œil étonné d'Abraham, retenait en douceur le fier bélier par les cornes, le forçant à courber la tête, mais sans qu'il en coûtât la moindre bouffette à sa blanche toison. C'était toute sa vengeance[1]. »

N'aimant ni la nature ni les voyages, Émile Faguet ne quittait Paris qu'une fois par an, pour aller à Poitiers passer un mois en famille avec sa sœur. C'est dans cette ville qu'il avait fait ses études et exercé son premier professorat. Le *Courrier de la Vienne et des Deux-Sèvres* a publié, le lendemain de sa mort, quelques détails qui nous le montrent vivant en province comme au Café Vachette :

« A Paris, son modeste appartement de la rue Monge, qu'il

1. Paul Bernard. *Études*, 20 octobre 1916.

occupait depuis tant d'années, n'était considéré par lui que comme une installation d'étudiant. Sa véritable demeure, c'était Poitiers, la maison paternelle. Il y passa la plus grande partie de ses heures de liberté. Pendant les vacances, après son séjour habituel en famille à Châtelaillon, il revenait à Poitiers au mois de septembre. On le voyait alors chaque soir se promener sur la place d'Armes, avant le dîner, généralement seul, fumant son éternel cigare. Plus tard, dans la soirée, il s'installait au Café de Castille devant une consommation, noircissait de grandes pages avec son écriture droite et régulière, sans jamais raturer, sans s'arrêter, si ce n'est pour rallumer le cigare éteint. A dix heures, il pliait ses papiers et se retirait aussi discrètement qu'il était venu. »

En dehors de ces vacances de Poitiers, Émile Faguet ne quittait jamais son appartement de Paris, rue Monge, au cinquième étage, « la porte où le cordon de sonnette est cassé », disait la concierge. On vous introduisait dans une petite pièce encombrée de livres. Il y en avait partout, sur les chaises, sur le bureau, sur le parquet, dans tous les coins, au hasard ou empilés en hautes murailles. On circulait là dedans comme on pouvait. On allait prendre un siège et on s'asseyait avec précaution, comme un naufragé sur un rocher, pendant que l'illustre écrivain, fumant son éternel cigare de deux sous, vous souriait dans sa brume tabagique et entamait avec vous une conversation à bâtons rompus, qui ne lui faisait jamais perdre de vue l'article en train, la feuille de papier prête à être pliée et envoyée et qu'il maniait devant vous d'un doigt distrait et intelligent. « Seul en son logis, dit M. Paul Bernard, il lisait, goûtant sa solitude, car il lui plaisait peu qu'on le dérangeât. Rien que son auteur et lui : l'intimité. A son vieillard de Galèse, atteint lui aussi de la douce passion des livres, il recommandait, comme une mesure de salut, de fuir intrépidement les salles de lecture, les lieux où l'on cause et bavarde, en général toutes les bibliothèques et notamment la Bibliothèque nationale, salle de travail pour jeunes filles et salon de conversation pour savants. »

Faguet a tenu avec Flaubert le record du sédentarisme. Cette claustration volontaire, exaspérée par la production cérébrale, finit par avoir raison d'une santé qui faisait l'éton-

nement de tous ses amis. Quelque dix ans avant sa mort, une crise d'anémie avait déjà prévenu l'entêté travailleur. Je le vois encore, dans le cabinet du directeur des *Débats*, venant annoncer la nécessité où il se trouvait de cesser sa chronique dramatique. Il avait l'air hagard et morne d'un homme qui se sent atteint et se voit obligé de renoncer à sa seule raison de vivre. Il surmonta pourtant cette crise et, au lieu de changer d'habitude, il reprit sa vie exténuante. Nous lui disions : « Vous vous tuez. » Il souriait et s'obstinait.

Émile Faguet n'est pas le seul écrivain victime du sédentarisme. Les littérateurs n'ont pas beaucoup de goût pour l'exercice physique. Flaubert haïssait la locomotion et se vantait de n'être jamais allé jusqu'au bout de son jardin : il fut emporté par une attaque d'apoplexie. Balzac travaillait dix-huit heures par jour et prenait du café la nuit : il gagna à ce régime la maladie de cœur dont il mourut. Victor Hugo est un des rares écrivains qui ont su concilier le travail et l'hygiène ; couché tôt et levé tôt, il atteignit une extrême vieillesse. Le docteur Brissaud, qui ne croyait qu'aux remèdes naturels, me dit un jour : « Les trois quarts des gens se tuent parce qu'ils mangent trop et ne marchent pas assez. Aucun exercice ne vaut la marche à pied. La bicyclette essouffle et fatigue. L'escrime est de l'exercice en vase clos. Seule la marche à pied est sédative, parce qu'elle est progressive et oxygénée. »

Émile Faguet était donc bien dans le tradition littéraire en considérant l'exercice physique comme une perte de temps. Le prix qu'il donnait au temps ne lui faisait pas néanmoins négliger sa correspondance ; il répondait aux lettres, il lisait les manuscrits qu'on lui adressait et, jeunes gens ou jeunes filles, il accueillait aimablement tous ceux qui venaient le voir. Il ne fut jamais l'ennemi des Bas Bleus. « La haine des Bas Bleus, a-t-il dit dans son livre sur le féminisme, m'a toujours paru un sentiment stupide. Elle écrit. Quelle pitié ! Aimeriez-vous mieux qu'elle fît des visites? Elle fait des vers. C'est ridicule ! Aimeriez-vous mieux qu'elle vous ennuyât en prose? Elle fait du roman. C'est grotesque ! Aimeriez-vous mieux qu'elle en eût? La littérature, si elle est pour les femmes un divertissement, est le divertissement le plus délicat qu'elles puissent se donner. »

Ceci explique les encouragements qu'Émile Faguet prodiguait aux femmes qui venaient lui soumettre leurs essais, romans, vers ou traductions. Il prenait souvent la peine de vous écrire pour vous recommander la lecture d'un manuscrit qu'il avait d'abord lu lui-même. Pendant les dernières années de sa vie, sa collaboration aux *Annales* lui créait une situation spéciale d'oncle à consultation, qu'il prenait fort au sérieux et qui prouve la touchante bonhomie de son caractère. Il perdait son temps sans regret, dès qu'il s'agissait de littérature. Son vieil instinct de professeur se réveillait. Il eût corrigé des devoirs d'élève, si on lui en eût adressé. Il est rare qu'il ait été dans l'obligation de refuser à quelqu'un sa recommandation et son appui. Il disait qu'on le « tannait », mais il donnait tout de même la lettre ou la carte.

Ce qu'il n'aimait pas, c'est qu'on vînt interrompre chez lui une visite ou un entretien intéressant. Un jour qu'il causait avec le jeune éditeur Grasset, la sonnette retentit. « Allez voir, si vous voulez, dit-il à Grasset. Je n'y suis pas. » Grasset va ouvrir et se trouve en face du célèbre M. X..., membre de l'Institut, qui venait faire sa visite de candidat à l'Académie et qui dut s'en retourner sans avoir vu le critique.

Un autre jour, le même éditeur va le voir et sonne comme d'habitude. Faguet arrive en pantoufles et lui dit derrière la porte : « Désolé, mon cher ami; la bonne m'a enfermé. Elle est allée au marché et a emporté la clef. Voyez la concierge. Elle doit en avoir une. »

Faguet avait beaucoup d'esprit, non seulement dans ses livres, mais dans sa conversation, et ses livres ou sa conversation, c'était à peu près la même chose. Étincelle d'un feu permanent, l'esprit lui venait au hasard et à brûle-pourpoint. On ferait un recueil de ses mots; quelques-uns sont très connus : « Voltaire : un chaos d'idées claires... Michelet : un poète sensible et un garde national... Lamartine : un homme de génie qui pouvait se passer d'avoir du talent... Tocqueville : un patricien libéral... Joseph de Maistre : un prétorien du Vatican. Stendhal : un Saint-Simon de table d'hôte... Balzac : un tempérament d'artiste et un esprit de commis voyageur... Edgar Quinet : un de Maistre protestant...

La philosophie de Wagner : une philosophie de chef d'orchestre, etc... »

Je demandai un jour à Faguet ce qu'il pensait d'un écrivain très connu, qui passe pour un insupportable cuistre. « C'est bien simple, me dit-il, de sa petite voix en fausset, c'est un homme qui est déplacé partout où il se trouve. Quand je le vois, je n'ai qu'une envie : c'est de lui donner des gifles. Je m'en abstiens, parce que ça le fâcherait, et nous sommes très bien ensemble. » La réponse de Faguet au discours de réception de M. Doumic est un chef-d'œuvre d'esprit, dans la bonne tradition des Labiche et des Dumas fils.

Les mots de Faguet ont couru la presse le jour de sa mort. Beaucoup sont apocryphes et font honneur à l'imagination des journalistes. En voici un qu'une Revue a publié et qui a bien la marque du maître : « Un jour que, désireux d'incognito, il dînait dans un petit restaurant des quais avec Edmond Rostand, l'auteur de *Chantecler* eut le malheur de brûler la nappe avec son cigare. Voici le poète fort ennuyé, car il n'aime point les observations des gérants, et qui demande à l'illustre chroniqueur, son vis-à-vis, un élégant moyen de réparer le désastre. Faguet regarde le trou, regarde Rostand, et doucement conseille : « Signez le trou... »

Il aimait les plaisanteries et les relevait avec plaisir. Des amis, se trouvant à Lille le jour de son élection à l'Académie, lui adressèrent une dépêche de félicitations rédigée en latin. Faguet répondit immédiatement par une autre dépêche en latin.

Il poussait la modestie jusqu'à la manie. Il aimait à se dérober, à passer inaperçu au milieu même de ses admirateurs. Il ne prenait contact avec le monde extérieur qu'une fois par semaine, à ces réceptions du dimanche, qui étaient le plus souvent des distributions de secours aux confrères pauvres. Il n'est pas un quémandeur qu'il ne reçût de bonne grâce, pas de détresse qu'il n'ait secourue.

Faguet a écrit un joli petit livre sur l'amitié, et nul n'a mieux senti le charme de ce sentiment si nécessaire à l'homme et qui faisait dire à Baudelaire : « Je souffre du manque d'amitié », et à Montesquieu : « Je suis amoureux de l'amitié. » Je doute cependant que Faguet ait jamais eu un

véritable ami, sauf peut-être Brunetière, dont il a magnifiquement parlé. En tout cas, ce n'est pas pour voir ses amis qu'il venait au café. Il se contentait de lire ses journaux. Trouvait-il là quelque figure de connaissance, il causait très volontiers, et si cette personne revenait le lendemain, il causait avec elle encore. Il se consolait de vivre sans amis, sachant bien qu'à Paris on a des relations et point d'amis. Il l'a dit lui-même spirituellement : « De nos jours, la vie est trop active et la lutte pour la vie trop violente pour que l'amitié ait beaucoup d'autels. On a des amis, mais on ne cultive plus l'amitié. Plus de longues conversations entre amis, plus de longues lettres. Les oisifs mêmes, dans les cafés et dans les cercles, ne causent plus ensemble : ils jouent, ce qui est une manière à peine polie de se dire que l'on n'a rien à se dire. Les autres trouvent le temps bien trop court pour en employer quelques moments à lier amitié, ou à la renouveler, ou à l'entretenir. On remet toujours cela à plus tard, à un peu plus tard, qui très probablement ne viendra pas. Les lettres de faire-part vous apprennent le plus souvent qu'il a existé un ami que vous auriez pu avoir. On remet toujours à aimer... Hâtez-vous de connaître l'amitié, si vous ne voulez pas mourir sans l'avoir connue. »

Ce bon bourru, ce solitaire trépidant et souriant était, pour son compte, fidèle à ses amis et ne perdait pas une occasion de se rappeler à eux. J'ai là deux billets écrits à l'époque où il faisait la critique dramatique aux *Débats* et qui donnent bien le ton de son intimité sans pose :

Mon cher Albalat,

Merci de vos aimables propos des *Dimanches*. Vous êtes un bien bon garçon. Je vais aussi bien que possible. Amitiés à M. de Nalèche, à Ripault, à Payen, à Delzons, à Petit, à Mocquant, à Combes, à tous les amis. Je vous serre la main très affectueusement. J'oubliais Chaumeix. Et puis, ailleurs, Grenet.

ÉM. FAGUET

Mon cher ami,

Pourriez-vous : 1° Rechercher le numéro des *Débats* où l'on a mis une note (*Revue bibliographique*, je crois) sur le dernier numéro de la *Quaterly Review*? 2° Avoir la bonté de l'envoyer à M. Prothero, directeur de la *Quaterly Review*, 30, Albemarle Street, Londres. Cet

animal n'a pas eu l'esprit de la découvrir lui-même, et il me *canule*, si j'ose m'exprimer de la sorte.

Merci et au revoir. Mes amitiés, à M. de Nalèche, à Ripault, à Payen, à Muret et à tous les camarades. Je vous serre la main.

ÉM. FAGUET
1-6-9

Chroniqueur dramatique aux *Débats*, Faguet arrivait au journal le dimanche, vers dix heures du matin, pour corriger les épreuves de son feuilleton. Il s'asseyait au bureau du secrétariat avec les camarades, et riait et causait, tout en fumant son éternel cigare. Si une *première* avait eu lieu le samedi, vite il ajoutait un paragraphe, toujours sans ratures, et, comme il recevait le dimanche, il nous quittait en disant : « Maintenant je vais voir mes raseurs. » Il avait la passion de son « feuilleton ». Il n'admettait aucune recommandation ; il était à ce sujet d'une indépendance chatouilleuse.

En résumé, Faguet représente assez exactement le type du grand honnête homme classique, en même temps qu'un très grand esprit, un esprit de vaste assimilation, qui avait tout lu, tout aimé et tout compris. Tâchons donc à notre tour de le bien comprendre, et pour cela sachons l'admirer en oubliant ses défauts, qui furent peu de chose au prix de ses qualités. Il est certainement le seul critique de notre temps qu'on puisse comparer à Sainte-Beuve, le maître des maîtres. Faguet écrivait sans cesse, parce que son cerveau était sans cesse en ébullition. Son seul crime fut d'avoir abusé d'une vocation impérieuse et dominatrice.

Monseigneur Herscher a publié dans *la Revue Hebdomadaire* le récit de la mort d'Émile Faguet. D'après monseigneur Herscher, le célèbre académicien aurait été « tourmenté par le besoin de religion et sincèrement passionné pour les questions religieuses, qui eurent toujours pour lui un intérêt latent ». C'est possible. Cependant, il faut bien le dire, non seulement son œuvre ne dégage aucune préoccupation de ce genre, mais Faguet ne perdit jamais une occasion d'afficher son scepticisme et d'affirmer qu'il n'appartenait à aucune confession religieuse. Il semble notamment s'être toujours désintéressé des questions d'exégèse qui, à l'époque des livres de l'abbé Loisy, sollicitaient si vivement

l'opinion publique. Faguet n'a jamais pris part aux disputes Modernistes, et la religion ne paraît guère lui avoir inspiré qu'un sentiment très libéral de sympathie et de respect. Enfin on ne sent nulle part dans ses ouvrages une âme troublée par les angoisses et les problèmes qu'il a cependant si profondément sentis à travers Pascal. Que pensait-il réellement? Je veux bien croire qu'il soit mort en parfait chrétien et que sa fin ait même été très édifiante ; mais, si sa mort est celle d'un croyant, c'est aussi celle d'un homme d'esprit qui fait des mots. L'évêque lui disait : « Vous avez été un grand sur la terre. Vous serez aussi un grand dans le ciel. N'êtes-vous pas à présent un ami de Dieu? » Faguet répondit avec malice : « Oui... Pourvu qu'il ne soit pas trop déçu à mon sujet. » Il ajouta : « On dit bien : *In domo patris mei multæ sunt mansiones* (dans la maison de mon Père, il y a plusieurs demeures) ; mais il n'y a point de grands dans le ciel. Le bonheur y est proportionné aux mérites de chacun. J'étais habitué à vivre ici-bas dans un modeste appartement. Je n'aimais ni le faste, ni le luxe, ni le bruit... Je préférais le veston à l'habit... et j'étais heureux. Là-haut, un tout petit coin du ciel me suffira... Je compte n'être pas loin de mes parents, de mon père surtout, auquel je dois tout. » Et comme monseigneur Herscher lui disait : « Vous serez parmi les académiciens du ciel », il reprit : « Forcément : dans l'éternité tous sont immortels... »

On songe à la mort chrétienne de Montesquieu. « Dieu est grand, monsieur de Montesquieu » — « Oui, monsieur l'abbé, et l'homme bien petit. »

ANTOINE ALBALAT

LES LETTRES ET LA VIE

Nous croyions aller vers un lent et vague Brumaire. Nous avons eu un brusque et vague Thermidor.

Certains regretteront peut-être pour les lettres cette substitution. Ils rappelleront que la « tyrannie » ne fut pas toujours sans favoriser la littérature. Ainsi, c'est sous la Restauration et sous Louis-Philippe que surgissent et grandissent Lamartine, Vigny, Victor Hugo, Musset et tant d'autres noms célèbres. C'est ensuite la période du Second Empire qui voit successivement paraître *les Fleurs du Mal, Madame Bovary, les Châtiments, les Contemplations, la Légende des Siècles, Salammbô*, les *Poèmes barbares, Dominique*, la *Vie de Jésus, la Cité antique*, les chefs-d'œuvre de Michelet, etc., etc.

Mais ce qui atténuera probablement l'amertume de ces remarques et donnera aux lettres bon espoir, c'est ce que nous savons des goûts et de la culture du nouveau Président de la République. Par ses origines comme par ses alliances tenant de près à la littérature, auteur lui-même des plus fines études d'histoire littéraire, nous pouvons le revendiquer comme des nôtres. Et d'ailleurs tous ceux qui le connurent dans le monde, au début de sa carrière, notamment chez feu madame Aubernon, certifieraient à quel point notre art le préoccupe, je dirais même, le passionne.

L'important seulement, du point de vue littérature, sera que M. Paul Deschanel ne borne pas son intérêt aux écrivains qu'il fréquenta jadis en ces milieux aujourd'hui dispersés ou périmés.

Beaucoup desdits auteurs ont sans doute conservé la vitalité, la verdeur. Mais il en est, par contre, dont la gloire comme le talent ont déjà un pied dans le passé, sinon deux. Depuis, d'autres formules, d'autres sensibilités, d'autres écrivains sont nés, qui constituent, à proprement parler, la littérature actuelle. C'est pour elle surtout que je souhaiterais les sympathies attentives et le bienveillant appui de M. le Président de la République.

Enfin je crois qu'à son égard il conviendra de ne pas abuser de ces flagorneries qu'envers les puissances officielles certaines de nos grandes sociétés avaient, en ces derniers temps, une tendance à exagérer. Je me souviens, par exemple, d'une séance de la Société des Auteurs dramatiques, où le président, M. Romain Coolus, se confondit publiquement en marques de gratitude parce que M. Poincaré lui avait envoyé une lettre par « un municipal à cheval ». C'était là un trait plus glorieux pour le concierge de M. Coolus que pour le théâtre contemporain, et qui ne comportait guère de tels hosannahs.

Ne ménageons donc hommages et louanges ni à M. Paul Deschanel ni à ses charmants proches, Émile Deschanel et Camille Doucet. Mais sachons y garder la mesure. M. Deschanel serait le premier à sourire de trop fortes hyperboles ; et il ne faut jamais exposer la littérature au sourire des grands.



Quoiqu'il ne soit pas dans mes principes de parler des livres sur recommandation, il m'est bien difficile de ne pas déférer au désir de mon directeur et ami, M. Marcel Prévost, qui me prie de vous signaler un volume intitulé *le Miroir des Lettres*, où j'ai réuni la première année de mes articles publiés ici.

Je ne m'attarderai pas à vous énumérer les avantages de conserver en volume cette collection. Et je ne feindrai pas non plus d'en déplorer les défauts, ces exercices de fausse modestie n'ayant jamais trompé personne.

Non, pour vous, lecteurs de la *Revue de Paris*, si ce volume a un intérêt, je vais vous le dire sincèrement : c'est qu'il permet de suivre la façon dont s'est peu à peu formée, organisée, précisée, notre manière de procéder.

En offrant à M. Marcel Prévost la dédicace du livre, comme je la devais à son libéralisme si ferme et pour moi d'un si constant secours, j'expliquais que, bien que « sentant » la formule rêvée,

nous nous étions abstenus de la définir, que nous étions partis sans doctrines, sans théories, sans programme, bref, ainsi que me le reprochait un jour M. Henry Bataille, sans « critérium ».

Seulement, là n'était pas le péril. Faute d'être un penseur, un simple littérateur, quelque peu aguerri à son art, possède toujours un certain nombre de convictions qui peuvent lui tenir lieu d' « idées ». De ces convictions vous avez vu quelques-unes se faire jour dans mes articles à mesure que le sujet traité en amenait l'expression. Vous en verrez peut-être d'autres se produire quand cela se présentera. Là-dessus donc, pas l'ombre d'inquiétude.

Mais hélas ! dans nos conventions cordiales, figurait une clause bien autrement embarrassante. Il avait été entendu qu'on ne parlerait des livres que tout à fait exceptionnellement et qu'on se cantonnerait de préférence dans les grandes questions, les grands sujets. Or, outre que les grandes questions et les grands sujets ne courent pas les rues de la littérature, se taire de parti pris sur les ouvrages récents ou ne les mentionner que tous les trente-six du mois, c'était, pour des articles destinés à refléter la vie littéraire, plus qu'un lourd problème — une gageure véritable. Elle ne fut pas longtemps tenue.

Sans renoncer aux groupements d'ensemble, aux vues morales et sociales ou aux aperçus d'esthétique, sans lesquels la critique n'est qu'une sèche nomenclature, je me suis donc mis à parler d'un volume, puis de deux, puis de trois, puis d'autant qu'il me semblait bon et juste. On me disait : « Vous voilà pris dans l'engrenage ! » Quelle erreur ! J'avais volontairement plongé dans le flot, et j'en revenais, de temps à autre, avec une perle précieuse ou une algue d'espèce nouvelle.

Certains lecteurs pourtant s'alarment parfois de ces plongeons : « Comment faites-vous pour vous débrouiller dans tout ce qui paraît? » A vrai dire, ce n'est pas moi qui me débrouille parmi les livres. Ce sont les livres qui se débrouillent entre eux. Ce n'est pas moi qui vais aux meilleurs. Ce sont les meilleurs qui viennent à moi, et, par la force de leurs attraits, s'imposent.

Néanmoins cette élite reste encore si nombreuse, que j'aurais peine à y élaguer, si ne me soutenaient deux guides : la pensée du lecteur et la pensée de la postérité.

La première de ces pensées n'est pas toujours assez familière aux auteurs. Dans leur légitime désir de publicité, chacun d'eux souhaiterait que son œuvre fût signalée, prônée, recommandée, sans se rendre compte du tort qu'on leur ferait si on les exauçait tous.

Le plus sûr résultat qu'obtiendrait à ce jeu le critique, ce serait de perdre un à un tous ses lecteurs. Car rien n'engendre davantage la satiété et l'indifférence qu'une série de notices élogieuses mises bout à bout. Mais, bien pis, l'effet des éloges sur le lecteur étant en raison directe de leur rareté, plus ils se multiplient moins ils portent. Une sorte de neutralisation réciproque s'opérerait donc entre eux, qui finalement leur ôterait tout crédit.

D'autre part, il faut également mettre en ligne la distraction du lecteur, distraction fort au-dessus de ce que j'imaginais avant d'aborder la critique. Certes, on rencontre un grand nombre de lecteurs studieux, fidèles, infatigables, et qui, où que vous les meniez, ne vous quittent pas d'une semelle. Mais chez beaucoup d'autres la capacité d'attention n'accuse qu'un faible développement. Que de fois des lecteurs, après m'avoir comblé de choses aimables sur mes articles, m'ont demandé : « Et ce livre-là, qu'en pensez-vous? » — alors que, la quinzaine précédente, j'avais consacré à l'ouvrage en question l'étude la plus minutieuse ! Que de fois ils m'ont chaudement approuvé d'avoir exécuté tel auteur — alors que je venais de le porter aux nues ! Et ce n'était chez eux ni incompréhension ni négligence. Visiblement ils m'avaient lu. Seulement cela leur était entré par un œil et cela leur était sorti par l'autre.

Si cruelles que fussent ces expériences, elles m'ont cependant appris à mesurer la réceptivité du lecteur, la dose précise de volumes au delà de laquelle on ne le tenait plus. Sitôt cette dose atteinte, rien ne me la ferait dépasser et, d'instinct, j'ajourne les autres ouvrages à une date ultérieure.

Et puis, il y a la postérité, — parfaitement, la postérité, — entité incertaine, juridiction imaginaire et d'une science aléatoire, mais dont pourtant les lumières éventuelles doivent toujours fixer nos regards. Oh ! pas cette postérité archi-lointaine et quasi étrangère, épouvantail chéri des philosophes, classique repoussoir à la vanité de nos efforts : tout bonnement les lecteurs qui vivront dans une cinquantaine d'années. A ceux-là comment ne pas songer aussi, pour le bon renom de notre goût et de notre clairvoyance? Parmi tant de romans, d'essais, de poèmes actuels, combien auront assez de souffle pour parvenir jusqu'à eux? Et parmi ceux qui y parviendront, combien dans le trajet auront gardé la fraîcheur, le charme, la nouveauté, tranchons le mot : la valeur qui leur mérita notre tendresse? Et de tous ces « chefs-d'œuvre » de maintenant, de tous ces « beaux livres » du jour, combien se verront confirmés dans leur grade? Ou bien encore, combien d'autres, rejetés aujourd'hui pour leur censée obscurité ou leur prétendue outrance, ne trouveront pas,

au delà de notre époque, l'accueil le plus chaleureux? Autant de questions, autant d'ascenseurs, qui, nous soulevant au-dessus du présent immédiat, de ses engouements, de ses préventions, nous emportent à un plan supérieur où les proportions prennent plus d'exactitude, les perspectives plus de relief, l'œil plus de champ et de lucidité...

Ainsi d'éliminations en éliminations, l'amoncellement des volumes fond, baisse, se réduit ; trois ou quatre, chaque mois, subsistent, et c'est de ceux-là qu'on vous entretient.

Dois-je rougir de ces confidences? N'ai-je fait qu'y parler de moi? Ou y aurais-je, sans le vouloir, retracé une méthode de critique?

Je préfère vous en laisser juges, et, tandis que je suis à vous livrer mes secrets de laboratoire, y ajouter un autre aveu : celui du cuisant tourment que me causent souvent certains livres.

***

De ces livres empoisonnants, je vais d'ailleurs vous dresser le signalement ; et vous comprendrez tout de suite les mille soucis que je leur dois.

Quoique ne présentant mutuellement aucune similitude d'école, de genre, d'écriture, ils offrent cette commune caractéristique d'être incasables, ininsérables dans une étude d'ensemble comme celles que je donne ici. Par quelque bout qu'on les saisisse, sous quelque angle qu'on les considère, impossible, force ou ruse, de les raccorder à un groupement, de les affilier à une série, de les glisser dans une fournée, même disparate. Et c'est affreux! Car ils m'ont plu, je sais toutes leurs qualités, ma conscience ne cesse de les évoquer. Mais que voulez-vous, fût-ce en poussant, fût-ce en trichant, rien à faire. Ils n'entrent pas.

Le modèle type de ces réfractaires, ce serait peut-être le roman de M. Louis Artus, *la Maison du Fou* [1]. Quand il parut, il y a un an, je me dis avec quiétude : « Je le mettrai dans le roman mystique. » Qu'est-ce, au juste, que le roman mystique? En général, dans la littérature, on qualifie de cette épithète les romans dont la foi forme le fond. Mais c'est là une base de classement bien aventurée, car, ainsi que l'a finement analysé M. René Gillouin, dans un récent livre [2], il ne faut pas confondre christianisme et mysticisme. Nonobstant, pour vous parler de M. Artus, j'attendais un ou deux autres

1. Émile Paul.
2. *Idées et figures d'aujourd'hui.* — Grasset.

romans plus ou moins mystiques que j'aurais adjoints au sien. Ah! bien oui ! Depuis un an que je guette, pas le semblant d'un roman mystique à l'horizon !

Même aventure avec le *Potomak* de M. Jean Cocteau, pour lequel j'escomptais un renfort de romans cubistes. Mêmes déboires en perspective avec *l'Imagier d'Épinal* de M. Lucien Descaves et la *Défense de Tartufe* de M. Max Jacob.

Or presque tous ces livres étant à lire, ne rêvons pas l'irréalisable, n'espérons pas pour eux de problématiques accordailles, et feuilletons-les ensemble sans plus de retard.

Les débuts littéraires de M. Louis Artus ne laissaient guère prévoir le mystique qu'il est devenu, puisque, je n'ai pas à vous l'apprendre, ce fut dans la comédie légère qu'il remporta ses premiers et brillants succès.

Pourquoi « légère »? Adjectif que le jargon théâtral confère (par euphémisme, je suppose) à la comédie qui n'est pas de la comédie. De même que la poésie légère désigne la poésie qui n'est pas de la poésie. De même que les républicains de gauche... Mais pas de politique ici !

Je ne vous cacherai pas que j'ai en horreur la comédie légère. Je l'abomine pour toutes les blessures qu'elle inflige à ce que j'aime : vérité, puissance, poésie, fantaisie. Je l'exècre pour tout ce qu'elle a de cyniquement faux : faux le sentiment, faux les caractères, fausses les situations, faux l'esprit, faux le beau style. Et je lui en veux surtout des affinités qu'elle s'arroge avec Meilhac et Halévy.

Non, les comédies de ces deux maîtres ne sont pas des comédies légères. Elles constituent, pour les trois quarts, des comédies profondes, vivantes, durables, regorgeant du comique le plus humain, le plus original, le plus raffiné et où la Fantaisie en personne vient, chaque fois qu'il faut, couvrir de ses ailes les passages soit de conventionnel soit d'arbitraire. Non, les comédies de Meilhac et Halévy n'ont jamais été des comédies légères. Ce sont des comédies tout court.

Après ces franches déclarations, vous me croirez, j'en suis sûr, si je vous déclare que *Cœur de Moineau*, le plus grand succès théâtral de M. Artus, fut, parmi les comédies légères de ces dernières années, une de celles que j'écoutai avec le plus de sympathie, une des rares que je pus entendre sans exaspération. Il y avait là une fraîcheur, une flamme, des accents de sincérité qui compensaient dans une certaine mesure le factice inhérent au genre. En outre peu de sacrifices aux mots de théâtre, un dialogue gracieux et d'une langue

sûre, maints détails rappelant le fin liseur, l'ami des bonnes lettres qu'est M. Artus ; ce *Cœur de Moineau* n'était pas, en somme, une comédie si légère que cela !

Par quelles voies mystérieuses, tel Racine après *Phèdre*, M. Artus passa-t-il de la comédie légère au silence, puis du silence au livre fervent et grave qu'il nous apportait l'an dernier? Particularités intimes qui relèveront peut-être un jour de l'Histoire mais dont présentement l'étude ne nous incombe pas. Nous avons devant nous un auteur, un livre. Lisons et ne cherchons pas au delà.

Je vous ai dit que c'était un livre mystique. C'est aussi à certains égards un livre symbolique, car, sous forme d'apologues, il nous dépeint les mille combats que l'âme, même de l'athée, soutient (si elle veut rester pure) contre les pièges de l'esprit malin.

« J'ai ordonné, écrit M. Artus, dans sa préface, j'ai ordonné les phases d'un roman en cinq chapitres scandés par cinq périls que courut mon héros.

» I. Le péril de chérir la beauté, soit naturelle, soit ouvrée de main d'artisan — le péril encore de la redouter. II. Le péril de juger ses frères. III. Le péril d'exiger la justice au delà de ce que Dieu en accorde et le péril de la méconnaître. IV. Le péril qui vient de la loi. V. Le péril de rechercher la science et le péril de se fier à la sagesse. » Mais pour des fins qu'il nous affirme pieuses, M. Artus a scindé son héros en cinq ou six personnages dont les aventures dramatiques gagnent à cette scission en vérité et en intérêt.

La plupart de ces récits ont pour cadre des cloîtres et pour héros des adeptes de l'ordre de saint Ambroise. La plupart de leurs sujets sont puisés dans les vieilles légendes ambrosiennes. Et je n'ai pas besoin de vous dire que, pour nous dépeindre ces mœurs claustrales et ces cœurs enflammés de foi, la manière de M. Artus n'a rien de celle des encyclopédistes. On sent au contraire chez lui une sympathie, un respect, bref une communion avec ces saints personnages, qui a quelque chose de fraternel.

« Fraternel », le mot n'est d'ailleurs pas de moi, puisque c'est « fraternellement » que M. Artus salue ses héros, dans la préface même du livre. Si la congrégation de saint Ambroise, comme celle de saint François, compte un Tiers-Ordre, je ne serais pas surpris que M. Artus y fût affilié. Et le ton, le style même de l'auteur se ressentent de ces convictions ou de ces attaches.

Sans jamais tomber dans le vocabulaire banal des ouvrages dits de piété, il présente une dignité, une simplicité, une pureté quasi monastiques. Aucune trace chez M. Artus de cette ingénuité d'emprunt qui vers 1892 ou 1895 était d'usage dans les contes néo-

chrétiens. Il ne pastiche pas le tour candide de Voragine ou des *Fioretti*. Il ne fait qu'observer leur aversion pour les vains lyrismes et les vains ornements.

Je n'entreprendrai pas de vous narrer, par le menu, les cinq nouvelles qui composent ce recueil sévère. Mais je vous recommanderai celle que je préfère, la plus importante du livre et qui s'intitule *l'Hérésie du Bonheur*. C'est l'histoire touchante et tragique des amours d'un jeune frère-lai avec une jeune novice, la peinture d'un de ces mariages séraphiques comme en vit bien souvent le Moyen Age et que l'Inquisition frappa de toutes ses foudres. Déjà Renan nous avait conté une idylle analogue dans sa délicieuse *Christine de Stommeln* [1]. Le récit de M. Artus, plus romanesque, mieux mis en scène, ne le cède en rien pour l'émotion à celui de Renan. J'ignore si de telles pages contribueront au salut de l'auteur de *Cœur de Moineau*, mais ce dont je suis persuadé c'est qu'elles rachètent largement les petits péchés qu'il put jadis commettre, en ses pièces, contre l'art pur et la vérité.

« Un chef-d'œuvre de la littérature n'est jamais qu'un lexique en désordre », promulgue M. Jean Cocteau dans le *Potomak* [2]. Si j'affectionnais les plaisanteries faciles, je ne manquerais pas de déclarer qu'à en juger sur cette définition, le *Potomak* est le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre, car jamais je ne lus un livre plus désordonné. Après quoi, j'ajouterais que les précédents recueils de l'auteur, *le Prince frivole* et *la Danse de Sophocle*, doivent être des ouvrages d'ordre fort secondaire, puisque rarement on en vit de plus élégamment et plus harmonieusement ordonnés.

Mais l'ironie envers les nouveautés m'a toujours semblé un procédé aussi médiocre que l'adhésion aveugle. Pour moi les nouveautés exigent, au contraire, un examen d'autant plus sérieux que nous portons de lourdes responsabilités si avec elles nous laissons passer le mal ou chez elles nous ne discernons pas le bien. En littérature, le rire ne me paraît licite qu'à l'égard d'œuvres ou d'écoles ayant manifestement fait leurs preuves de nullité, et qu'il convient de crever, de dégonfler par le ridicule.

Je ne raillerai donc pas M. Cocteau sur ses antécédents si opposés à son présent. De ses œuvres antérieures, quoi qu'il m'en coûte, je ferai même table rase. Je le prendrai où il en est, au seuil d'une conversion au cubisme, que je sais sincère, réfléchie, profonde. Et

1. *Nouveaux essais d'histoire religieuse.*
2. Société littéraire de France.

tout ce que je me permettrai seulement, quitte à le diminuer et à le restreindre, ce sera de mettre un peu d'ordre dans son récent « lexique », où, sans fil conducteur, vous risqueriez peut-être de vous égarer.

On peut distinguer dans le *Potomak* trois séries fort différentes. La première, la plus voyante, c'est une suite de personnages grotesques et quelque peu sataniques, dont les profils hideux et les silhouettes de cauchemar rappellent les dessins que mit en tête d'*Ubu Roi* Alfred Jarry qui les avait partiellement empruntés aux imagiers du moyen âge. Ces personnages ce sont les *Eugène*. Mais à l'inverse de Jarry, M. Cocteau ne les a pas copiés sur des bois antiques. Il les a même subis plutôt qu'imaginés. Un jour les *Eugène* se sont imposés à son esprit puis à sa plume, et il n'a eu de répit qu'une fois leurs hideuses formes tracées sur le papier. Un cas de hantise pareil, quoique rare, n'est pas exceptionnel dans les lettres. Madame Burnat-Provins, l'auteur du beau *Livre pour toi*, est fréquemment en butte à des emprises analogues. Certains personnages aux traits bizarres ou charmants dans le bizarre même, assiègent soudain sa pensée, son cœur, et ne lui laissent de repos qu'après qu'elle les a portraiturés au pastel. Mais les *Eugène* qui tourmentent M. Cocteau se différencient des vibrions de madame Burnat-Provins, tout légendaires et féeriques, en ce qu'ils auraient une sorte de signification sociale. Lors de leur première incursion, ils représentaient sans contredit les instincts les plus odieux ou les plus absurdes de l'humanité. Durant la guerre, ils ont pour ainsi dire passé à l'ennemi; leurs chefs se sont brusquement ornés d'un casque à pointe et ils ont fini par personnifier les atrocités du pangermanisme. M. Jacques Blanche, dont je n'ai pas à vous vanter la compétence, accorde une grande valeur artistique aux *Eugène*. Même moins compétent que lui, vous prendrez certainement un plaisir piquant à parcourir leur singulière galerie.

Une autre partie du livre concerne exclusivement le Potomak, monstre apocalyptique, dans la manière d'Odilon Redon, gîtant en un aquarium inconnu des guides et sis place de la Madeleine, — espèce de méduse préhistorique qui se nourrit de gants et de manuscrits, étanche sa soif avec de l'huile, et roule sur les visiteurs un œil morne et désabusé. M. Paul Souday a reconnu en lui le symbole de l'être protozoaire. C'est une interprétation. Je n'ai pas poussé si loin l'exégèse. Je me suis amusé des visites que l'auteur rend au Potomak en compagnie d'amis délicats dont les noms, comme le tour de conversation, évoquent un peu les héros de Jean de Tinan. Et je ne me suis pas efforcé de comprendre davantage. « Ne sois pas trop

intelligent », se répète, en une délicieuse complainte, M. Jean Cocteau. J'ai fait mien son conseil et je me suis contenté de considérer le « doux monstre » du même regard vague dont il m'honorait.

Enfin une troisième série de pages, éparses à travers le volume, mais qui réunies formeraient le plus savoureux *selectæ*, ce sont celles où M. Jean Cocteau nous conte les étapes de sa conversion, sa rupture avec le passé, avec un art jugé par lui trop facile, insuffisant, inadéquat aux inspirations qui le travaillaient — et les fièvres, les hésitations, les troubles qu'il traversa au cours de cette crise, et le stoïcisme, la ferme résignation aux luttes ou à l'injustice qui en fut l'aboutissement. Puis ce sont nombre d'autres endroits où, dans les maximes les plus neuves, les plus fines, il résume ses pensées sur lui-même et sur le temps présent : « L'avenir n'appartient à personne. Il n'y a pas de précurseurs, il n'existe que des retardataires. — Ce que le public te reproche, cultive-le : c'est toi. — Prends garde, celui-là n'est pas un révolutionnaire. C'est un conservateur de vieilles anarchies. — Trop de milieux divers nuisent au sensible qui s'adapte. Il était (une fois) un caméléon. Son maître, pour lui tenir chaud, le déposa sur un plaid écossais bariolé. Le caméléon mourut de fatigue », etc., etc. C'est dans ces pages, où il nous dit sa « mue », c'est dans ces maximes, reflets de son idéal ou de ses dédains que je vous engage à chercher M. Cocteau. Vous le retrouverez, tel qu'avant le cubisme, grandi, peut-être perfectionné, mais gardant cette intelligence aiguë, cette ferveur de sentiments et d'idées, cette fantaisie impertinente qui faisaient jadis son charme. Et sans être « trop intelligents », vous pourrez goûter comme jadis toute cette grâce qui n'est qu'à lui.

Avant de lire *l'Imagier d'Épinal*[1] de M. Lucien Descaves, entrevoyant une similitude possible, j'ai voulu relire *l'Imagier de Harlem*, de Gérard de Nerval.

C'est un drame-légende, une manière de féerie où Nerval rêvait peut-être de réaliser son Faust, sous les espèces du graveur Laurent Coster, inventeur, avec Gutenberg, de l'imprimerie.

La pièce, malgré bien des incohérences, contient des scènes curieuses, entre autres celle-ci dont je ne puis me retenir de vous citer quelques passages. Coster a eu l'idée de graver sur bois un billet représentant une somme d'argent — le premier des assignats. Un chambellan du nom de Bloksberg présente cette planche à l'archiduc d'Autriche, alors fort gêné des entournures.

1. Ollendorff.

BLOKSBERG, *avec éclat, lui remettant la planche.*

Ce morceau de bois, Grande Altesse, c'est le trésor de tous ; c'est la richesse du monde ; c'est le Pactole... (*Mouvement de l'archiduc.*) en bois de poirier (*sic*). C'est la mine de Thulé ou d'Ophir, c'est la pierre philosophale, c'est l'infini !

(*Gutenberg entre avec un coffret qu'il dépose sur une table.*)

BLOKSBERG (*ouvrant le coffret et prenant une quantité de billets qu'i remet à l'archiduc.*)

Voilà des ducats de papier !... Dix ducats ! Vingt ducats ! Deux cents, quatre cents, mille ducats ! Des milliards de millions de ducats ! (*A un seigneur.*) Ministre de la guerre, payez vos troupes qui murmurent. (*A d'autres.*) Messieurs les Ministres, voici vos appointements arriérés... Eh bien ! vous hésitez à les prendre? C'est de l'or en barre... Tenez, en voici la preuve... je me paye à moi-même mes appointements de chambellan et de fou... (*Il met plusieurs billets dans sa poche.*)

COSTER, *s'avançant, bas.*

Comte de Bloksberg, c'est une action infâme que vous m'avez fait commettre ! Vous allez flétrir ma découverte et mon nom !

BLOKSBERG

Homme de peu d'intelligence, taisez-vous ! Savez-vous ce que nous fondons en ce moment?... Nous fondons une chose immense et qui se nomme le crédit ! Le monde n'a plus besoin d'argent et d'or. Le premier des métaux, c'est le papier. (*On entend crier : Vive l'archiduc !*)

Croyez-vous que c'est assez d'actualité ! Par contre, entre Laurent Coster, l'imagier de Harlem, et François Georgin l'imagier d'Épinal, aucune espèce de rapport.

François Georgin n'a de son aîné ni les hautes visées ni la grandiloquence. Sa vie que nous retrace M. Descaves, de la naissance à la mort, est celle d'un simple, celle d'un humble, et sous sa surface lisse, c'est à peine si de temps à autre nous voyons frémir quelques soucis de métier, quelques velléités sentimentales. Ouvrier graveur à la célèbre fabrique d'images Pellerin, il passe par une pente naturelle des gravures représentant les fastes de l'histoire sacrée à celles qui reproduisent les miracles du dieu Napoléon, et de son état-major de saints, les maréchaux. A ceux-là comme à ceux-ci son art

naïf s'adonnera avec la même admiration, la même ardeur. Et jusqu'au jour de la décrépitude, tandis que la mort aura paralysé les pinceaux des Gros et des Isabey, son burin populaire continuera à retracer fidèlement les prouesses de l'immortel empereur. Figurez-vous, transcrit en images, le *Napoléon raconté dans une grange* du *Médecin de campagne* de Balzac, vous aurez l'œuvre presque entière de François Georgin.

Le sujet, à première vue, vous semblera sans doute trop spécial. Mais ce qui l'élève au-dessus d'une quelconque monographie, c'est la tendresse que M. Lucien Descaves porte à son héros, la conviction d'hagiographe qu'il marque à nous relater les menus faits de cette obscure carrière. Véhémence en moins, tout à fait la façon de Michelet pour parler de ces anonymes travailleurs de la pierre, de ces *magistri de vivis lapidibus* qui bâtirent, sans laisser de nom, nos cathédrales — et constamment le même amour du peuple, la même sympathie pour le labeur plébéien. Et puis tout le début du livre, tandis que Georgin traverse son enfance, est occupé par la peinture la plus pittoresque des mœurs lorraines, de l'existence journalière d'une petite ville durant la fin de l'Empire et sous la Restauration. Vieux grognards, demi-soldes, vieilles demoiselles de l'aristocratie, c'est pour le détail aussi précis que du Balzac, mais par la simplicité, la bonhomie cela ferait plutôt songer à de l'Erkmann-Chatrian, avec plus de fermeté, plus de relief dans l'écriture.

Car M. Lucien Descaves écrit très bien, très sobrement, n'usant que de comparaisons irréprochables, d'épithètes triées sur le volet, sans la moindre licence ou le moindre relâchement de style. Il était pourtant de mode, il y a une trentaine d'années, de proclamer que les réalistes écrivaient mal ; et, même de temps à autre, maintenant encore, il me semble qu'on nous ressert cette antienne. Je me demande où l'on a été la prendre? Certes, parmi les *pœtæ minores* du naturalisme et parmi les suiveurs, il se rencontra quelques grimauds. Mais Zola, malgré ses poncifs, dont il fut au surplus le créateur, est dans ses romans, sinon dans sa critique, un écrivain de grand souffle, de grande envergure et qui fournirait plus d'une page d'anthologie. La santé, la vigueur, la nudité du style de Maupassant émerveillaient Jules Lemaître, assez bon connaisseur, et grammairien peu suspect. Enfin quel manieur de mots, plus minutieux, plus superstitieux qu'Huysmans, quel style plus serré que le sien, du jour où avec *A Rebours* il quitta les procédés primitifs du naturalisme? Chef de file de M. Descaves, Huysmans lui a légué ses scrupules, ses règles, son culte du terme neuf, du mot propre, de l'image juste. Et

rien ne dit que ce n'est pas l'agrément de cette forme parfaite qui pimente ce que la biographie de François Georgin pourrait avoir, à la longue, d'un peu technique.

Je ne vous représenterai pas M. Max Jacob, dont je vous ai déjà tracé un croquis, l'an dernier, dans mon article sur les cubistes. Vous savez que c'est l'humoriste du groupe, et poésie en plus, quelque chose comme son Alfred Jarry. Le nouveau volume qu'il nous donne, sans renoncer complètement aux morcellements et aux bariolages cubistes, montre moins de cocasseries et d'extravagances que le *Cornet à Dés* ou le *Phanérogame.* Soit assagissement et passagère réaction, soit nature du sujet, tant par le style que les développements, la *Défense de Tartufe* [1] se rapproche beaucoup plus que les deux précédents ouvrages de la littérature normale en cours. Le sous-titre pourrait y servir de table. « Extases, remords, visions, prières, poèmes et méditations d'un juif converti. » Et il n'est presque pas une de ces stations sur le chemin de la foi, qui n'offre son intérêt ou son charme.

Certains morceaux comme *Méditations sur ma mort* ne manquent pas d'une certaine grandeur, d'une certaine émotion tragique. D'autres comme *Crucifixion-Tentations* indiquent une foi déjà solide. Mais les pages les mieux venues, les plus touchantes, ce sont, à mon sens, les petits poèmes dont M. Max Jacob a entremêlé ses proses. En vers bien rythmés quoique libres, avec des vocables clairs et des tours familiers, ils rappellent souvent le Verlaine de *Sagesse*, souvent aussi, par leurs pirouettes, Jules Laforgue. Évidemment, puisque l'Église a reçu dans son sein M. Max Jacob, il devait en être digne. Cependant, Verlaine dans les murs de sa prison me paraît plus profondément touché de la grâce que M. Max Jacob au sortir de Montparnasse. Sans être bien grand clerc en la matière, il me semble que par moments l'auteur du *Phanérogame* conserve, malgré lui, une malice, une ironie peu conformes à l'humilité et à la gravité, premières vertus d'un néophyte. Tel quel, son petit confiteor n'en forme pas moins une lecture très plaisante. Ce n'est peut-être pas, au sens rigoureux du mot, un pieux ouvrage. Mais c'est sûrement un fort joli keepsake de piété.

Et en voilà, j'espère, pour quelque temps, avec les torturants « isolés » !

1. Société littéraire de France.



J'aurais souhaité causer un peu avec vous des difficultés parmi lesquelles se débat l'art dramatique aussi bien dans les théâtres du boulevard que sur les scènes subventionnées, aussi bien dans l'empire illimité de M. Quinson que dans les principautés de MM. Émile Fabre et Gavault. Mais l'actualité me force encore d'ajourner.

Toutefois, je ne laisserai pas passer ce numéro sans vous signaler deux entreprises théâtrales qui méritent de votre part toute sympathie et tout appui : *l'Œuvre* de M. Lugné-Poë et le *Théâtre du Vieux-Colombier* de M. Jacques Copeau. Il ne s'agit pas là, je vous l'affirme, d'une recommandation par complaisance, d'un de ces boniments par camaraderie que l'on accorde volontiers — ça fait « généreux », et ça fait « artiste » — aux tentatives à côté.

Il s'agit d'attirer votre attention sur des entreprises sérieuses dont l'une, depuis trois mois, a fait largement ses preuves et dont l'autre ne tardera pas à faire les siennes. *L'Œuvre*, de M. Lugné-Poë, vient de nous présenter, avec madame Suzanne Després, une série de représentations ibséniennes du plus haut intérêt. M. Lugné-Poë prépare pour la suite une reprise d'*Ubu Roi*, d'autres pièces d'Ibsen, des œuvres de jeunes auteurs encore inconnus; son théâtre ne recourt à aucune publicité, à aucun communiqué de presse. Il ne vit que par ses abonnés, ne compte que sur ses abonnés. De ces abonnés, si vous aimez réellement les lettres, il faut que vous soyez.

De même que — voyez si je suis exigeant — il faudra vous abonner au *Vieux-Colombier*. M. Jacques Copeau, quoique le cadet de M. Lugné-Poë dans la carrière, est comme lui un passionné du théâtre. Comme lui il rêve sinon de grandes choses, du moins de belles choses : la création d'une tradition moderne pour interpréter les chefs-d'œuvre classiques ou les chefs-d'œuvre du répertoire étranger, la formation d'une troupe homogène et bien adaptée aux tendances actuelles des jeunes auteurs, une mise en scène renouvelée. Et lui aussi ne pourra vivre, durer que par les subsides de ses spectateurs.

Nuls pièges au snobisme dans ces deux entreprises, aucune de ces pièces qui cherchent la réclame dans le scandale, aucune de ces œuvres à pétards, qui tablent pour attirer la foule sur l'excès des audaces ou l'énormité des bizarreries. On vous servira des spectacles excellents, originaux, soigneusement ordonnés par des hommes de goût et de conscience. Si, comme j'aime à le croire, tant de pièces que donnent les scènes régulières vous lassent, vous trouverez là le

délassement rêvé — le double plaisir d'une bonne soirée jointe à une bonne action littéraire.

Sur quoi, venons aux deux grandes nouveautés de la quinzaine : *Béranger* et *l'Animateur*.

Le *Béranger* de M. Sacha Guitry se déroule en quatre actes, quatre tableaux, trois grandes scènes. Béranger au berceau. Béranger à l'aurore de la gloire ; grande scène avec Talleyrand, qui adjure vainement le chansonnier de faire une chanson en faveur de Louis XVIII. Béranger en pleine gloire ; grande scène avec Talleyrand qui vient à domicile lui quémander une chanson en faveur de Louis-Philippe. Béranger sur le retour, désabusé, presque oublié déjà ; grande scène avec de jeunes chansonniers, où Béranger leur vante les douceurs de l'amour, de l'indulgence, de la cordialité humaine et les détourne de la politique.

Ces quatre tableaux peuvent s'apprécier à quatre points de vue différents.

D'abord, le point de vue de l'exactitude historique. Sans exiger du dramaturge l'exactitude d'un manuel, on pourrait faire ici quelques réserves. Si bien menées qu'elles soient, les scènes entre Béranger et Talleyrand ne semblent pas de toute vraisemblance. Vous figurez-vous par exemple, à la veille du scrutin de Versailles, M. Stephen Pichon, excédé par les féroces brocards de M. Clemenceau et courant chez M. Lucien Boyer, le populaire auteur de *la Madelon de la Victoire*, pour le supplier de confectionner une chanson en faveur de M. Deschanel? La démarche vous paraîtrait singulière.

Pareillement l'optimisme et la mélancolie que montre Béranger sur la fin de la pièce prêtent à des objections. Loin de regretter sa popularité, qui en 48 était encore vive, Béranger s'en fût plutôt plaint. Lisez là-dessus dans *Choses vues* de Victor Hugo une page admirable où Béranger s'insurge contre la popularité qui « vous monte dessus », l'opposant à celle de Victor Hugo, la popularité que « l'on domine ». Ces accrocs à la vérité n'entament pas seulement l'exactitude historique ; ils altèrent aussi le personnage.

Puis le point de vue psychologique qui se raccorde de près au précédent. Certes, M. Sacha Guitry a fort ingénieusement dessiné divers traits de son héros : une certaine bonhomie, une certaine fierté, une certaine conviction républicaine. Mais d'autres côtés moins flatteurs ne sont indiqués qu'incidemment et d'une touche souvent trop bienveillante. L'habileté, la roublardise, le sens pratique du bonhomme s'absorbent ici dans une mansuétude, dans une onction qui risquent de nous abuser. Le Béranger de M. Sacha Guitry n'a pas

que la longue redingote et les longs cheveux du Quaker ; il finit par en avoir l'âme, les façons et le langage.

Puis le point de vue métier. Bien entendu, je ne parle pas du métier purement théâtral, dans l'acception grossière du mot : péripéties, intrigue, conduite des scènes. Je ne songe qu'à la composition d'ensemble, à l'impression que la pièce totale vous laisse. A cet égard elle est certainement moins pleine que *Debureau* ou que *Pasteur*. Ce n'est pas, comme dans ces deux œuvres, la fresque complète de toute une carrière qu'elle nous offre ; ce n'en sont que quelques vignettes éparses.

Enfin quatrième point de vue : le symbole qu'elle nous apporte. *Debureau*, sorte de Kean, c'était le génie dramatique aux prises avec toutes les adversités de la vie théâtrale. *Pasteur*, dans les mêmes traverses, la Science. *Béranger*, lui, c'est, parmi les mêmes vicissitudes, la Poésie. Il me semble que pour incarner la Poésie, M. Sacha Guitry eût pu choisir un personnage plus représentatif. Chatterton était pris. Mais il en restait d'autres, à la muse moins bourgeoise, moins terre à terre, moins vulgaire que celle du chantre de *Lisette* et du *Dieu des bonnes gens*. Quand on l'entend sans trêve se réclamer de la poésie ou proclamer les droits et les devoirs du Poète, malgré soi on pense à certains autres tenants de la lyre, un Vigny, un Baudelaire, un Verlaine, un Mallarmé et de ce rapprochement les propos de Béranger fatalement pâtissent.

Mais en réalité, tous ces défauts n'apparaissent qu'à l'analyse. A la représentation, à peine si vaguement on les devine, tant le talent de M. Sacha Guitry les voile de grâce, d'esprit et de tendresse. C'est toujours le même dialogue, étonnant de verve, de précision, sans jamais une trivialité, jamais une erreur de goût — toujours le même prestige personnel qui peut tout dire et fait tout passer, donne à tout, même à l'invraisemblance, du charme, que dis-je, l'accent de la vérité.

Et puis il y a l'interprétation incomparable : M. Sacha Guitry, mademoiselle Printemps et surtout l'extraordinaire Talleyrand que nous dresse M. Lucien Guitry. Avec ses formes athlétiques, son profil de César romain, je me demandais comment il ferait pour nous rendre le petit boscot, boitillant et à figure de dogue, que fut le prince de Bénévent. Vaine inquiétude ! M. Guitry, sans se courber, sans claudiquer, n'a eu qu'à paraître avec son imposante stature, pour que toute la salle criât à la ressemblance. Je n'ignore point que la culture iconographique des salles de générale n'est pas poussée à l'extrême. Néanmoins ici le public avait raison. Par la puissance de son génie, M. Lucien Guitry effaçait l'effigie réelle, y substituait

pour toujours la sienne propre. Après cette épreuve, il est fixé. Libre à lui désormais de pétrir à son image tous les personnages du répertoire ou de l'histore. Demain, s'il veut, il peut jouer Triboulet sans bosse.

L'Animateur de M. Henry Bataille a reçu à la générale un accueil triomphal. La pièce comporte trois actes, deux sujets et trois couplets. Examinons-les successivement.

Le premier acte est magistral. Nous y voyons le publiciste Dartès, chassé du journal qu'il dirige pour avoir, dans un élan de sincère révolte, attaqué un pamphlétaire de droite du nom de Gibert. La scène où le conseil d'administration débarque le maladroit réalise une merveille de précision et de mesure. Nous y retrouvons, au summum de sa forme, tout l'esprit aristocratique de M. Henry Bataille, tout son dédain des vilenies, des bassesses, des vulgarités — toute sa vision, parfois si claire, de notre époque. Répliques, réticences, silhouettes, sentiments, c'est la perfection, une des scènes les plus accomplies que j'aie entendues au théâtre.

Celle qui suit, quoique remarquable encore, est déjà plus mélodramatique. Gibert est venu défier son agresseur, et, pour l'achever, lui révèle que depuis dix ans sa femme le trompe, que sa fille n'est pas de lui mais d'un autre. La perfide épouse survient, avoue par le silence. Accablement de Dartès. Un homme fini, coulé, si sa fille Renée ne se jetait à son cou, lui jurant fidélité et assistance. Voilà le second sujet se nouant au premier et le drame politique se corsant d'un drame de famille.

Acte deux. Dartès réfugié avec sa fille dans un petit appartement de banlieue. Le parti socialiste l'appelle dans ses rangs. Il hésite d'autant plus que Renée, redoutant pour lui le péril des luttes de parti, s'applique à l'en détourner. Mais soudain revient madame Dartès. Elle veut détacher sa fille de Dartès, la reconquérir et, par des voies obliques, lui révèle l'irrégularité de sa naissance. Crise de désespoir violent chez Renée, Rentrée de Dartès qui chasse sa femme. Reprise des sanglots de Renée, quand tout à coup un éclair l'illumine : son vrai père, ce n'est pas le père légal, le père du sang, c'est son père intellectuel, son animateur : Dartès. L'enthousiasme démocratique la saisit, et, par la fenêtre, elle fait signe à la délégation socialiste qui attendait en bas la décision de Dartès.

Acte trois. La rédaction des *Cahiers bleus*, le pamphlet de Gibert. Celui-ci est en train de lancer un livre contre Dartès, dont l'essentiel est composé de lettres intimes livrées par madame Dartès. Brusque entrée de Renée. Revolver en main elle vient menacer Gibert de

se brûler la cervelle sur place, s'il ne détruit pas son livre. Une discussion, presque une controverse s'engage, lorsque apparaît Dartès lui-même, accouru à la recherche de sa fille. Nouvelle discussion entre les trois personnages. Mais dehors les partisans de Dartès croyant leur chef en danger poussent des clameurs. Dartès pour les rassurer paraît à la fenêtre. Détonation. Dartès, frappé d'une balle, tombe à la renverse, criant « En avant ! » Renée, égarée de douleur, répète avec frénésie : « En avant ! » Rideau.

Chemin faisant, j'imagine, vous aurez distingué les défauts de l'œuvre. D'abord sur ce troisième acte plane comme le relent de deux drames récents ; et le mélange des deux réminiscences qu'il évoque n'est pas sans créer chez le spectateur une incertitude voisine du malaise. On s'étonne aussi des longs plaidoyers qu'échangent les personnages en faveur de leur cause respective, quand dans un instant si tragique le moindre cri, un appel téléphonique y mettrait facilement fin.

Au second acte, d'autre part, le désespoir de Renée, malgré l'émotion qu'il suscite dans la salle, me paraît un peu excessif. Qu'une jeune fille devant une révélation si brutale, si cruelle, reçoive, comme on dit, un coup, quoi de plus naturel? Mais qu'elle s'abandonne à un tel débordement de cris et de sanglots pour un fait qui ne dégrade en rien son père, qui ne touche en rien à l'affection qu'elle lui porte, voilà ce dont je reste surpris. Et plus surpris encore quand cette explosion se renouvelle en présence de Dartès, et que s'opère soudain le revirement par où Renée eût dû normalement commencer : la constatation que la tendresse qui l'unit à son père demeure au-dessus d'une pareille atteinte.

Quant aux trois couplets que je vous mentionnais plus haut, si brillants ou éloquents qu'ils soient, on y relèverait les mêmes traces d'arbitraire. Le premier, le couplet sur l'*Idée*, est proféré par un des délégués socialistes. En un style familier l'orateur nous explique la toute-puissance de l'idée. On émet un jour une toute petite idée, une idée « pas plus grande que cela », puis elle enfle, elle grandit, elle vous possède et l'on n'en est plus que l'esclave fanatisé. Ce panégyrique de l'idée me frapperait plus si Dartès était un penseur, un générateur d'idées. Mais dans la circonstance ce n'est pas une idée nouvelle qu'il a créée, c'est à une idée déjà en circulation qu'il s'est rallié par impulsion fortuite. Il n'est pas victime de sa création mais uniquement de son élan. Et le couplet qui irait comme un gant à un Nietzsche, à un Pasteur, ne cadre en aucun point avec son aventure.

Le second couplet, celui qui a pour interprète Renée, c'est le

couplet sur *l'Animateur*. Renée dit là avec beaucoup de flamme des choses très judicieuses sur la paternité intellectuelle. Pourtant ce qui me les gâte, c'est qu'elles lui viennent sous forme idéologique et non tendrement dans un cri du cœur. Une jeune fille ordinaire murmurerait, je crois, simplement : « Puisque je te dois tout ce que je suis, puisque c'est toi qui m'as formée, dotée de toutes mes idées, puisque l'accord entre nous est complet, puisque nous nous aimons, qu'est-ce que tout ça peut nous faire, papa? » Assurément cela porterait moins, mais ce serait plus dans la note humaine.

Des trois couplets en somme, celui de Dartès sur la *Calomnie*, pain des forts, stimulant de la vertu méconnue, aurait peut-être mes préférences. Certes il n'est pas de bronze et dans ses développements on distinguerait plus d'une faille. Il manque, en sus, d'opportunité, car entre son mortel ennemi et sa fille à deux doigts du suicide, un père a généralement d'autres soucis que de disserter sur la calomnie. Néanmoins ce couplet est imprégné d'une conviction humanitaire, d'un mysticisme socialiste qui atteignent souvent à la beauté.

C'est probablement ce souffle révolutionnaire, dont palpite toute l'œuvre de M. Bataille, qui a donné le change à certaines impressions de spectateurs. Beaucoup d'entre eux ont reproché à la pièce de M. Bataille d'être partiale, d'orner les socialistes de toutes les vertus tandis qu'elle chargeait leurs antagonistes de tous les travers. Rien de plus opposé à la vérité.

Dartès, en premier lieu, apparaît comme un assez pauvre homme, un velléitaire du socialisme plutôt qu'un apôtre acharné. Pour un « animateur », il semble même étrangement dépourvu d'animation. Sauf quelques phrases vides, sa défense contre le conseil d'administration est piteuse. Devant Gibert qui le bafoue, qui le traite de jobard, il se montre, en ses répliques, très médiocre, très petit garçon. Durant tout le second acte, il se débat en tergiversations. Au troisième acte, il a plus la passivité du martyr que le perçant du grand lutteur. Et l'on ferait sur le caractère de Renée des remarques identiques.

Dans *le Journal*, M. de Pawlowski observe que Dartès et sa fille ne se rallient au socialisme qu'en désespoir de cause, les ponts une fois rompus avec la société, lui après son débarquement, elle après divulgation de sa bâtardise. Et il ajoute : « Le socialisme n'est pas un asile. » Observations que j'approuve pleinement, les ayant faites avant de les lire.

Ce qui donc, au fond, indispose une partie des spectateurs, ce ne sont pas les vertus prêtées aux révolutionnaires, c'est l'esprit

socialiste qu'on sent circuler à travers tous les épisodes de la pièce.

Mais à quelque opinion qu'on appartienne, comment ne pas saluer une œuvre si captivante et qui témoigne d'un effort si louable vers le drame social?

Vous objecterez bien qu'Augier dans *les Effrontés*, dans *le Fils de Giboyer*, maniait idées ou personnages d'une main autrement libre et vigoureuse. C'est oublier qu'Augier avait pour lui Compiègne, l'Impératrice, l'Empereur.

Sous le régime démocratique, la pièce politique sera toujours malaisée, parce que le régime démocratique est le seul qui ne soit pas maître des foules. Lors de *Thermidor*, lors de *Décadence*, sans parler des troubles d'*Après Moi*, rappelez-vous tant de ministres tremblant dans leur fauteuil. Pour faire jouer *Tartufe*, il faut un Louis XIV, pour faire représenter *Turcaret*, il faut l'intervention d'un prince du sang.

Ce que j'en dis, d'ailleurs, n'est pas dans l'intention d'une courbette à droite. Je constate des faits historiques et de notoriété.

FERNAND VANDÉREM

P. S. — Comme me parviennent les épreuves du présent article, deux autres nouveautés intéressantes y réclament place :

1° Au Théâtre Antoine, *la Captive*, de M. Charles Méré, un des espoirs du théâtre de demain, a obtenu le plus favorable accueil. La pièce qui renferme quelques passages remarquables est à voir. J'y reviendrai.

2° A l'Œuvre, *la Couronne de carton*, ouvrage de début de Jean Sarment, est à retenir. La pièce, dont les quatre actes gagneraient à se fondre en deux, accuse chez le jeune auteur plus de pratique des livres que de la vie. Mais les deux derniers actes ont, par endroits, une vigueur, un mouvement, une verve qui nous promettent beaucoup de M. Sarment, quand l'expérience, sans l'assagir, — le vilain mot ! — aura clarifié et mieux proportionné ses vues sur les vicissitudes de l'existence. — F. V.

LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE DU TRAVAIL
DE WASHINGTON

Dans la lente, trop lente évolution par laquelle s'améliorent graduellement les conditions de vie matérielles et morales des travailleurs, une nouvelle étape vient d'être franchie : la première session de la Conférence Internationale du Travail s'est tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919.

Dire avec précision ce que fut cette Conférence, dans quelles conditions elle avait été convoquée, quels résultats ont été obtenus; familiariser, en un mot, le public français avec cette institution nouvelle dont la valeur, comme instrument de progrès social, dépendra surtout de l'intérêt que lui portera l'opinion publique des grands pays industriels, tel est l'objet de la présente étude.

I

Replaçons tout d'abord la Conférence dans son cadre historique. A son origine se trouve la revendication formulée, d'une manière de plus en plus pressante, par les ouvriers de tous les pays, en faveur d'une « Charte du Travail » moderne.

Après cinq années de souffrances, l'idée que le Traité de

Paix avec l'Allemagne, marquant le début d'une ère nouvelle, devait garantir aux travailleurs du monde entier un minimum de justice sociale, semblait recevable. Les hommes d'État responsables de la paix du monde ne pouvaient en tout cas ignorer les impatiences ouvrières. De même qu'ils faisaient de la Société des Nations la clef de voûte du nouvel édifice politique, de même ils décidèrent unanimement, dès la première séance plénière de la Conférence de Paris, d'incorporer dans le Traité un chapitre de « clauses ouvrières ». Une commission fut nommée dans laquelle deux représentants des travailleurs, MM. Gompers et Jouhaux, voisinaient avec des fonctionnaires et des diplomates, commission qui fut invitée à indiquer les moyens pratiques permettant de remplir les promesses faites pendant la guerre aux ouvriers.

Dans cette commission où réalistes et idéalistes s'affrontaient, les réalistes eurent gain de cause. Il fut reconnu comme impossible d'établir séance tenante une Charte Internationale du Travail; pour donner un corps aux aspirations ouvrières, il fallait des lois, des lois positives, délicates à formuler, variant d'un pays à l'autre. Tout ce qu'on pouvait faire était de favoriser, par des ententes internationales, le progrès de la législation ouvrière dans les différents pays adhérant à la Société des Nations. Pour réaliser ces ententes, un organisme fut constitué sous le nom plutôt barbare d' « Organisation permanente du Travail ». Cet organisme, dirigé par un Conseil d'administration de vingt-quatre membres, comportait, à côté d'un Bureau ou Office International du Travail, une Conférence plénière. Il reçut pour mission, d'une part, de préparer des conventions ou de formuler des recommandations tendant à niveler par en haut les conditions de travail des différents pays, d'autre part, de contrôler l'application des conventions adoptées.

Les traits essentiels du mécanisme institué par la partie XIII du Traité de Paix avec l'Allemagne (articles 387 à 426) sont les suivants :

a) La Conférence Internationale, qui doit siéger au moins une fois par an, se compose de quatre représentants par État dont deux délégués du Gouvernement, un délégué des organisations patronales et un délégué des organisations ouvrières.

b) En contradiction avec le principe de l'unité nationale et comme on ferait au sein d'un Parlement supranational, les délégués prenant part à la Conférence votent individuellement et non par pays. Ceci revient à dire que les personnes morales représentées sont non plus les puissances souveraines, mais bien les intérêts économiques.

c) La Conférence siégeant d'une manière permanente à raison d'une session au moins par an et son ordre du jour étant réglé par le Conseil d'administration, l'organisme nouveau règle lui-même son activité et peut prendre des initiatives, — ce que ne pourraient faire des plénipotentiaires ordinaires.

d) Les décisions prises par la Conférence, sans être revêtues de force exécutoire, sont un peu plus que des décisions *ad referendum.* Lorsqu'un projet de convention a recueilli les deux tiers des votes, les Gouvernements adhérents sont tenus : 1° de rechercher l'approbation des autorités législatives compétentes ; 2° si cette approbation est obtenue, de ratifier le projet de convention ; 3° de mettre la législation nationale en harmonie avec l'obligation internationale ainsi contractée.

e) La Conférence et son Bureau permanent ont le droit de contrôler l'exécution loyale des conventions ratifiées Tout un mécanisme de sanctions est prévu à l'encontre des États qui ne respecteraient pas leurs engagements. Ce mécanisme est mis en mouvement par des enquêtes, lesquelles aboutissent, le cas échéant, à un verdict de la Cour internationale de Justice de la Société des Nations.

A côté des articles très détaillés consacrés à l'Organisme permanent du Travail, on trouve, d'autre part, dans le Traité de Paix, un certain article 427 qui forme comme le résidu de l'ancienne aspiration vers une Charte Internationale du Travail. Cet article se borne à préciser certaines directives selon lesquelles les Gouvernements signataires du Traité sont invités à orienter leur législation ouvrière. Sa principale importance réside dans la manière très large dont il est rédigé et qui permet d'affirmer que la compétence de l'Organisme permanent s'étend non pas seulement aux conditions de travail *stricto sensu*, mais à tout ce qui intéresse le

bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés [1]. De ce fait, l'argument tendant à restreindre la compétence de la Conférence du Travail aux aspects exclusivement économiques de la vie ouvrière, n'est plus recevable.

II

Le Traité de Paix avec l'Allemagne, en même temps qu'il créait l'Organisme permanent du Travail, lui prescrivait aussi ses premières tâches. Les signataires du Traité s'engagèrent en effet à réunir la première Conférence Internationale à Washington au mois d'octobre 1919. Le Gouvernement des États-Unis se chargea de convoquer la Conférence. Un Comité International de sept membres fut désigné pour préparer la documentation nécessaire.

L'ordre du jour fut fixé comme suit :

1° Application du principe de la journée de huit heures.

2° Questions relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences.

3° Emploi des femmes : *a*) avant ou après l'accouchement (y compris la question d'indemnité de maternité) ; *b*) pendant la nuit ; *c*) dans les travaux insalubres.

4° Emploi des enfants : *a*) âge d'admission au travail ; *b*) travaux de nuit ; *c*) travaux insalubres.

5° Extension et application des conventions internationales adoptées à Berne en 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.

A cet ordre du jour s'ajoutaient les mesures à prendre pour organiser effectivement le Bureau International du Travail et préparer la deuxième session.

Le programme prévu a été exécuté de point en point. Dans le courant de l'été, une grave difficulté a pourtant surgi. Il

1. Article 427. — « Les Hautes Parties contractantes, reconnaissant que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international, ont établi, pour parvenir à ce but élevé, l'organisme permanent prévu à la section I et associé à celui de la Société des Nations... »

s'agissait de savoir si les Allemands et les Autrichiens, bien que non admis dans la Société des Nations, seraient autorisés ou invités à participer à la Conférence du Travail. Le Bureau Syndical International prit parti pour l'affirmative. Les praticiens de la législation ouvrière, s'interdisant d'envisager les choses sous l'angle sentimental, reconnurent la nécessité d'étendre les futures obligations internationales au puissant pays industriel qu'était et que restait l'Allemagne.

Une question de droit se posait, il est vrai, en ce sens qu'aux termes du Traité de Paix, tous les membres de la Société des Nations, et eux seuls, devaient faire partie de l'Organisme du Travail. La décision à prendre, quoique incombant logiquement au Conseil Suprême des Alliés, fut renvoyée par celui-ci à la Conférence du Travail. Elle fut affirmative. A la quasi-unanimité, la Conférence résolut d'admettre dans son sein les représentants des Empires Centraux. Les délais survenus rendirent toutefois impossible la participation effective de l'Allemagne et de l'Autriche aux travaux de la Conférence. En fait, par conséquent, la période de transition souhaitée dans leur for intérieur par beaucoup de délégués resta acquise.

Autre difficulté plus grave encore : l'attitude de l'Amérique. Le Traité de Paix n'étant pas ratifié et la majorité du Sénat prenant, à l'égard de celui-ci, une attitude nettement hostile, l'Administration Fédérale, après avoir convoqué la Conférence, ne pouvait y participer ni même autoriser les représentants des organisations patronales et ouvrières à y jouer le rôle dévolu à leurs confrères d'Europe [1].

1. Pour préciser l'attitude du Sénat des États-Unis à l'égard de l'Organisme International du Travail, il suffit de citer ici le texte des réserves proposées par la majorité républicaine relativement à cette partie du Traité :

Réserve n° 5. — Les États-Unis se réservent exclusivement le droit de décider quelles questions sont — ou ne sont pas — de leur seul ressort ; ils déclarent que toutes les questions domestiques ou politiques intéressant, en tout ou partie, leurs affaires domestiques, y compris l'immigration, le travail, la navigation côtière, les tarifs douaniers, le commerce, la suppression de tout trafic portant sur les femmes, les enfants ou sur l'opium et autres ingrédients dangereux et toutes autres questions domestiques sont exclusivement du ressort des États-Unis et ne peuvent être soumises en aucune façon, aux termes de ce traité, soit à l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil exécutif ou de l'Assemblée générale ou d'un organisme quelconque de la Société des Nations, non plus qu'à la décision ou aux recommandations d'aucun autre pouvoir.

Réserve n° 14. — Les États-Unis s'abstiennent d'adhérer à la partie XIII

Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'une difficulté juridique, du même ordre que celle soulevée par les États-Unis, aurait pu viser l'ensemble des travaux de la Conférence. Strictement parlant, en effet, le Traité de Versailles n'était pas en vigueur au moment de la session de Washington, et l'Organisme permanent du Travail n'avait pas d'existence légale. Heureusement, une solution de bon sens prévalut ; il fut décidé que la Conférence fonctionnerait parce que douée d'une existence de fait suffisante, et qu'on homologuerait officiellement ses décisions après la mise en vigueur du Traité [1].

En regard de l'abstention des États-Unis, de l'absence de l'Allemagne et de l'Autriche, il y a lieu de faire ressortir le grand nombre des pays officiellement représentés. Ils étaient au nombre de trente-neuf dont dix-sept d'Europe, seize d'Amérique, cinq d'Asie [2] et un d'Afrique [3].

On aperçoit la difficulté d'établir pour des pays si différents à tous égards, des règles uniformes. Parler de législation *internationale* du travail est-ce parler de législation *universelle* du travail?

Ce grave problème fut la source des principales difficultés pratiques auxquelles la Conférence se devait de trouver une solution. Fallait-il établir un niveau assez bas pour convenir à tous les pays, ou, au contraire, relever les conditions minima de telle façon qu'elles assurassent un progrès réel dans les pays les plus avancés? Ni l'une ni l'autre de ces deux solutions n'était tout à fait satisfaisante, d'où la décision prise de prévoir à la fois la règle générale convenant aux pays industriellement développés et les exceptions nécessaires aux pays se trouvant dans des conditions spéciales.

(articles 387 à 427 inclusivement) du Traité, jusqu'à ce que le Congrès ait pris, par une loi ou par une résolution conjointe, les mesures nécessaires pour se faire représenter dans l'organisme établi par ladite partie XIII et, dans ce cas, la participation des États-Unis sera conditionnée et réglée par les termes de ladite loi ou résolution conjointe.

1. La chose est faite maintenant. La « session de Washington », laissée théoriquement ouverte après le départ des délégués, a été close par une décision du Conseil d'administration réuni à Paris le 26 janvier 1920. Les textes adoptés ont alors été officiellement transmis au Secrétariat général de la Société des Nations en vue de leur communication aux différents Gouvernements.

2. Japon, Inde, Chine, Siam, Perse.

3. Afrique du Sud.

A bien d'autres égards encore le manque d'homogénéité de la Conférence se faisait sentir d'une façon fâcheuse. C'était l'importance attachée aux droits respectifs des différentes nationalités ou des différentes langues ; c'était la quasi-hostilité manifestée à l'égard des pays de vieille civilisation par les pays neufs, où se posent des problèmes si différents de ceux de l'Europe; c'était l'antagonisme entre le groupe patronal et le groupe ouvrier, — antagonisme qui ne tendait à effacer les lignes nationales de démarcation que pour en tracer d'autres. La Conférence avait, en un mot, la physionomie complexe et heurtée que présente, à l'heure actuelle, le monde tout entier. Dans ces conditions, le risque de ne pas aboutir était sérieux, mais si l'on aboutissait, l'autorité des décisions prises était d'autant plus grande.

Or on a abouti. Sur toutes les questions à l'ordre du jour, des solutions positives avaient été proposées par le Comité d'organisation. La matière ainsi élaborée fut renvoyée à une série de Commissions spéciales au sein desquelles les délégués officiels furent utilement secondés, et, le cas échéant, remplacés par leurs conseillers techniques [1]. Ainsi, on put mener de front quantité de discussions délicates et, en fin de session, des textes purent être acceptés par la quasi-unanimité de l'Assemblée, qui réglaient, dans un esprit de progrès et de justice sociale, les diverses questions envisagées.

Au risque de verser dans un excès de technicité, nous croyons devoir présenter ici les traits essentiels des divers projets de conventions et des diverses recommandations adoptés par la Conférence.

1. Pour la France, les deux délégués gouvernementaux étaient M. Arthur Fontaine, directeur du travail, et M. Max Lazard; le représentant patronal était M. Louis Guérin, le représentant ouvrier, M. Léon Jouhaux.

III

Pour la clarté de l'analyse, précisons d'abord l'attitude prise par la Conférence à l'égard d'une question dominant tous les débats, celle des catégories de travailleurs salariés auxquelles les mesures proposées devaient s'appliquer. Limiterait-on la protection éventuelle aux travailleurs de l'industrie, et, dans ce cas, comment définirait-on les établissements industriels? L'étendrait-on au commerce et à l'agriculture? — Grave question qui, dans l'ensemble, fut résolue d'une manière très prudente.

Seuls le projet de convention et la recommandation concernant le chômage, ainsi que la recommandation concernant la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers, s'appliquent à tous les travailleurs salariés, sans distinction de profession. La protection des femmes en couches s'étend à l'industrie et au commerce, mais n'atteint pas l'agriculture. La réglementation concernant les huit heures, celle relative à l'âge d'admission et au travail de nuit des enfants ne portent que sur l'industrie, mais en y comprenant les transports. Celle relative au travail de nuit des femmes, limitée également à l'industrie, exclut, par contre, les entreprises de transport.

Ce n'est évidemment pas sans des raisons sérieuses que la Conférence a ainsi limité le champ des réglementations protectrices[1]. Les points de vue desquels elle a cru devoir tenir compte sont nombreux. Dans certains cas c'est la difficulté du contrôle ; dans d'autres, c'est parce que la protection est moins nécessaire pour le commerce que pour l'industrie ; dans d'autres encore c'est le fait que la protection appliquée dans le commerce ne modifie pas sensiblement les conditions de la concurrence internationale et que, par conséquent, les États sont libres de prendre telle mesure qui leur convient

1. Déjà un progrès sensible a été fait par rapport à la plupart des législations existantes, en précisant que tout établissement industriel comptant au moins un salarié tombe sous le coup de la loi.

sans qu'il soit nécessaire d'introduire, dans la législation des autres pays, des dispositions analogues.

Il faut bien reconnaître pourtant que, de la prudence à l'inertie, la pente était glissante. Pour étendre aux femmes des professions commerciales la protection d'abord réservée aux seules femmes employées dans l'industrie, une violente bataille dut être livrée, dont, jusqu'au dernier jour, l'issue resta douteuse. Il est certain que de nombreux efforts seront nécessaires par la suite pour assouplir et humaniser plus complètement la législation du travail. Sous le bénéfice de ces observations d'ordre général le détail de chaque convention particulière peut être résumé comme suit :

I. — *Convention des huit heures.* — Fallait-il prescrire seulement une semaine de 48 heures ou bien limiter la durée de travail de chaque jour de la semaine? Telle fut l'une des principales matières mises en discussion. C'était tout le problème de la semaine anglaise qui était implicitement posé. Selon la manière de rédiger la convention, le cumul des avantages tenant à la pratique de la semaine anglaise avec celui de la limitation des heures de travail était possible ou non. La Conférence adopta une solution transactionnelle. Il fut entendu que si la durée du travail, d'un ou de plusieurs jours de la semaine était inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente ou une convention entre organisations patronales et ouvrières pourrait étendre à neuf heures au maximum la durée du travail des autres jours.

Dans le même esprit, il fut entendu que lorsque des travaux s'effectuaient par équipes ou dans des cas exceptionnels reconnus tels par les organisations ouvrières et patronales intéressées, la durée journalière ou hebdomadaire du travail pourrait être modifiée, à condition que la durée moyenne pendant la période de temps plus longue prise comme base de calcul ne dépasse pas 48 heures par semaine.

Un autre article important admet la possibilité de dérogations permanentes ou temporaires, mais sous la réserve que les règlements autorisant ces dérogations soient pris après consultation des organisations patronales et ouvrières existantes.

Il fut admis enfin que, pour les industries dont le fonction nement continu est nécessaire, chaque équipe de travailleurs pourrait fournir jusqu'à 56 heures en moyenne par semaine.

Restait encore à régler, en dehors des questions accessoires comme celle des dépassements pour cause de force majeure, ou celle des mesures pratiques permettant de faciliter l'application de la convention, le problème capital de l'application de la loi des huit heures aux pays qui demandaient à bénéficier d'un régime d'exception. La question fut examinée par une commission spéciale que présidait, avec un intérêt tout particulier, le Très Honorable George N. Barnes, membre du Cabinet de Guerre britannique.

Les cas du Japon, de l'Inde, de la Chine, de la Perse, du Siam, de la Grèce et de la Roumanie furent minutieusement examinés. En ce qui concerne la Chine, la Perse et le Siam, il fut décidé que ces pays seraient, pour le moment, exempts de la convention, mais que la question serait reprise, en ce qui les concernait, à une prochaine session de la Conférence générale. A la Grèce et à la Roumanie certains délais supplémentaires furent accordés.

Pour le Japon et pour l'Inde, c'est-à-dire pour les deux grands pays orientaux les plus directement mêlés aux affaires européennes, le problème à résoudre était vraiment passionnant ; ces deux puissances étaient représentées par des délégations fortement constituées et comportant chacune un représentant ouvrier. Mais ces représentants auraient-ils l'indépendance voulue pour faire entendre les revendications de leurs compagnons de travail ? N'ayant pas de groupements ouvriers derrière eux, n'étaient-ils pas de simples hommes de paille? Au premier abord, les délégués ouvriers des grandes Puissances occidentales n'étaient pas sans quelque suspicion à leur égard ; en fait, ils se montrèrent les défenseurs résolus et habiles des intérêts qu'ils représentaient. Ils durent, toutefois, en ce qui concernait la durée du travail, se contenter d'avantages restreints. Sauf dans les mines ou pour les enfants de moins de quinze ans, la durée du travail au Japon ne sera pas réduite, pour le moment, dans les établissements industriels, au-dessous de 57 heures par semaine. La définition des établissements

industriels sera, d'ailleurs, sensiblement plus limitative que pour les autres pays.

Aux Indes, c'est seulement la semaine de 60 heures qui est conquise et encore n'est-ce que dans certaines industries limitativement désignées. Par contre, il est entendu que l'Organisme permanent du travail doit continuer d'insister auprès du Gouvernement de l'Inde en vue d'obtenir le plus rapidement possible de nouveaux avantages, et notamment l'inclusion dans le cadre de la législation protectrice, d'un plus grand nombre de branches industrielles ou d'établissements moins importants laissés momentanément en dehors de la loi.

Parmi les amendements présentés par les patrons pour retarder le plus possible la mise en application effective des mesures proposées, était la suggestion que la convention ne fût rendue exécutoire qu'après avoir été adoptée par un grand nombre d'États. Sur ce point comme, d'ailleurs, sur d'autres propositions inspirées du même esprit, le patronat n'a pas eu gain de cause, et il suffira que deux membres de l'Organisation Internationale du Travail aient ratifié la convention pour qu'elle soit exécutoire entre eux.

II. — *Travail de nuit des femmes et des enfants.* — Dans ce double domaine, l'œuvre commencée au cours des Conférences officielles tenues à Berne en 1906 et 1913 a été consolidée et étendue. Est désormais considéré comme établissement industriel tout établissement comptant au moins un salarié[1]. Progrès plus important : la limite de seize ans, qui avait été fixée à Berne pour l'interdiction du travail de nuit, a été élevée à dix-huit ans, sauf dans certaines industries limitativement désignées et comportant un fonctionnement continu.

La principale controverse fut celle concernant la fraction de la nuit à comprendre obligatoirement parmi les onze heures consécutives de repos garanties aux intéressés. Les conventions de Berne avaient désigné les sept heures s'écoulant entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. Un effort considérable

1. Dans le régime actuel, les seuls établissements visés sont ceux de plus de dix salariés.

fut fait, notamment par la délégation ouvrière italienne, pour porter cette durée minimum à huit heures. Les patrons s'y opposèrent et demandèrent que les heures obligatoirement incluses dans les onze heures de repos ne fussent qu'au nombre de six. Ils avaient dans l'esprit les difficultés particulières des industries comportant le travail par équipes successives : si l'interruption générale de travail était de huit heures, seize heures seulement restaient pour le travail de jour, soit, si l'on travaillait à deux équipes, huit heures pour chaque équipe ; or, comme il est impossible de travailler huit heures de suite, des femmes ou des enfants travaillant en équipes seraient amenés, par la force des choses, à travailler moins de huit heures. Au contraire, si la durée minima de la nuit n'était que de six heures, cela laisserait dix-huit heures à partager entre les deux équipes de jour, soit pour chacune huit heures de travail et une heure de repos.

L'assemblée, prenant conscience que la question du travail en équipes était impliquée dans celle des heures de nuit, et estimant qu'on ne pouvait la résoudre par ce biais, décida de s'en tenir aux sept heures prévues à Berne.

En sus des dérogations prévues pour les cas de force majeure ou pour les circonstances exceptionnelles, d'autres limitations durent encore être spécifiées au bénéfice de l'Inde, du Siam et du Japon. Aux Indes, les enfants du sexe masculin sont assimilés à des hommes, à partir de quatorze ans. Au Japon, la limite est fixée à quinze ans. Aux Indes et au Siam, les seules industries où la protection s'exerce sont celles soumises à la législation spéciale concernant les usines (*factories*).

Signalons, pour terminer, une tentative des patrons belges et français pour que, dans les régions dévastées par la guerre, le travail de nuit ne soit pas interdit aux garçons de plus de quatorze ans ; la Conférence ne crut pas devoir entrer dans cet ordre de considérations, et admit seulement la formule plus générale permettant que l'interdiction du travail de nuit soit suspendue par une décision de l'autorité publique « dans les circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera ».

III. — *Age d'admission des enfants au travail.* — La règle générale proposée à cet égard par la Conférence est du plus haut intérêt : les enfants de moins de quatorze ans ne seraient plus admis à travailler dans l'industrie. Du coup, tous les pays adhérant à la convention seraient amenés, — du moins en ce qui concerne le travail industriel, — au niveau des pays les plus avancés.

Dans ce domaine encore les principales difficultés vinrent de l'Inde et du Japon; des concessions spéciales durent leur être faites. Aux Indes, la protection ne s'étend qu'aux enfants de moins de douze ans et ne leur interdit que trois catégories de travaux : *a*) dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes ; *b*) dans les mines et carrières ; *c*) dans le transport des passagers ou marchandises. Au Japon — bien que la règle des quatorze ans soit acceptée en principe — la limite peut être abaissée à douze ans si les enfants ont achevé leur instruction primaire.

Pour cette matière, plus encore que pour celle de la durée du travail, le représentant ouvrier de l'Inde et celui du Japon menèrent le bon combat. La passe d'armes entre M. Chatterjee, représentant les patrons de l'Inde, et M. Joshi, représentant les ouvriers, — ce dernier soutenu par miss Bondfield, la militante britannique bien connue, — ne sera pas facilement oubliée par ceux qui y assistèrent : en pleine séance les représentants officiels de l'Inde durent écouter les remarques sarcastiques, formulées dans l'anglais le plus pur par le représentant des masses indiennes, à la docilité millénaire, et s'engager à hâter l'application des réformes réclamées en leur nom.

IV. — *Protection des femmes avant et après l'accouchement.* — Rappelons que cette protection s'étend aux femmes employées dans le commerce aussi bien qu'à celles employées dans l'industrie. Elle comporte quatre dispositions essentielles : *a*) pendant les six dernières semaines de la grossesse, la femme a le droit de quitter son travail ; *b*) pendant les six semaines qui suivent l'accouchement, le repos est obligatoire ; *c*) tant que dure l'allaitement maternel la femme a le droit de jouir de deux demi-heures de repos par jour pour permettre l'allai-

tement ; *d*) pendant tout le temps où elle est absente du travail, la salariée a droit à une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène, ainsi qu'aux soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme.

Autour de ces règles qui paraissent si simples à formuler, d'ardents combats furent livrés : la protection s'étendrait-elle au delà de l'industrie? Le repos avant l'accouchement serait-il obligatoire ou facultatif? combien de temps devrait-il durer? quelle devrait être la durée du repos obligatoire après les couches? de quelle source proviendraient les indemnités? etc. Sur tous ces points, les partisans du plus et du moins eurent grand'peine à se mettre d'accord. Chose curieuse : les délégués gouvernementaux de l'Angleterre, pays dans lequel des secours d'accouchement sont accordés à toute femme salariée quelle que soit sa profession, furent violemment hostiles à l'idée d'étendre les mesures de protection au delà de l'industrie; ce fut aussi une Anglaise, miss Macarthur, qui combattit le plus violemment la clause concernant l'allaitement. Et qu'on ne croie pas que l'indifférence ou la sécheresse de cœur dictait cette attitude ; bien au contraire, miss Macarthur croyait se faire le défenseur de la thèse humanitariste ; elle ne voulait pas rendre plus facile l'allaitement à l'usine, parce qu'elle trouvait barbare qu'une mère-nourrice fût obligée de travailler. Heureusement, cette thèse extrémiste ne triompha pas. La grande majorité de l'Assemblée, quoique d'accord avec miss Macarthur pour souhaiter qu'un jour vienne où la mère-nourrice serait libérée de l'obligation de travailler, ne crut pas retarder la venue de ce jour en favorisant, comme mesure de transition et de moindre barbarie, un meilleur aménagement de l'allaitement pendant le travail.

V. — *Hygiène industrielle.* — A première vue, des mesures tendant à relever, par des conventions internationales, le niveau de l'hygiène industrielle, paraissaient parmi les plus faciles à réaliser, mais, hélas ! autant les principes sont simples, autant l'application de règles de ce genre est délicate en raison de la complexité du sujet. Les techniciens, à qui fut renvoyée la question de la protection des femmes et des enfants dans

les industries insalubres, durent s'avouer incapables de mettre immédiatement sur pied des projets de convention.

Seule la question de la lutte contre le charbon paraissait mûre pour une solution, mais en dernière instance l'Inde — c'est-à-dire le pays d'où proviennent la plupart des laines charbonneuses — fit pression sur l'Angleterre pour que fussent rédigées, sous forme d'une simple recommandation, les prescriptions proposées par les techniciens. Un *modus operandi* devra être trouvé pour la désinfection des laines suspectes, soit à l'origine, soit au débarquement, mais, pour le moment, ni le pays d'origine ni le pays de destination ne sont précisément responsables.

En ce qui concerne le saturnisme, la Conférence, s'en tenant strictement aux termes de son mandat, — c'est-à-dire se limitant à la protection des femmes et des enfants, — recommanda que les unes et les autres fussent écartés d'un certain nombre de manipulations particulièrement dangereuses ; que dans d'autres cas des mesures d'hygiène fussent prises et, enfin, qu'une « réglementation plus sévère » fût appliquée lorsque des substances toxiques sont employées, alors que des substances non toxiques pourraient l'être. Pourquoi tant de ménagements dans la lutte contre le poison industriel? Pourquoi s'en tenir au système moins efficace de la recommandation au lieu de mettre sur pied un projet de convention? Il semble bien que ce demi-échec est imputable au hasard du choix des personnes, qui a confié la présidence de la Commission des Travaux insalubres à un fonctionnaire très capable, mais timoré. Ne nions pas, toutefois, les possibilités d'avenir résultant de ce premier échange de vues. L'une des plus intéressantes est celle qu'ouvre la troisième recommandation adoptée par la Conférence, relativement à l'hygiène, et demandant que, dans chaque pays adhérant à l'Organisme International du Travail, un service public, spécialement chargé de sauvegarder la santé des ouvriers, soit organisé en jonction avec l'Inspection du Travail ; dans la mesure où cette recommandation sera suivie d'effet, l'instrument le plus efficace pour améliorer l'hygiène industrielle, au sens large du mot, aura été forgé.

VI. — *Lutte contre le chômage et traitement équitable des travailleurs étrangers.* — Seule, la question de la lutte contre le chômage, *stricto sensu*, était inscrite à l'ordre du jour de la Conférence ; mais la complexité du problème est telle qu'il est impossible de l'envisager d'un peu près, sans toucher aux questions les plus délicates de la politique économique internationale, telle que celle des migrations de travailleurs, ou même celle, encore plus générale, du régime du commerce international. La tâche de la Commission chargée de formuler des propositions était donc tout particulièrement délicate. L'aile gauche de l'assemblée aurait voulu que la Conférence prît parti en faveur d'une recommandation tendant à placer sous le contrôle international la répartition des matières premières essentielles à la vie des différents peuples et les taux de fret maritime. L'argument mis en avant était que la privation de ces matières premières ou le prix exorbitant des transports étaient pour les peuples non privilégiés la cause la plus grave de chômage et condamnaient à l'émigration les travailleurs sans emploi. C'était en quelque sorte mettre les personnes à la disposition des choses. N'était-il pas plus humain de mettre les choses à la disposition des personnes? La thèse, soutenue par la délégation italienne et appuyée par M. Jouhaux, fut rejetée par les partisans de la liberté du commerce, unis aux représentants des pays neufs détenteurs des matières premières.

Autre problème au moins aussi délicat : celui du régime des migrations internationales. Au moment où un travailleur quitte son pays d'origine pour chercher fortune au loin, pendant la période de son voyage ou bien pendant les premiers temps de son séjour au pays d'adoption, sa condition est certainement voisine de celle du chômeur. Au titre de la lutte contre le chômage, ne convenait-il pas que la Conférence Internationale du Travail s'occupât de lui ou bien, au contraire, fallait-il considérer qu'en raison de ses aspects démographiques et politiques la question devait rester de la compétence exclusive des différents pays agissant isolément? On devine combien, sur une question de ce genre, les discussions purent être ardentes. Finalement, les représentants de la tendance la plus libérale purent convaincre les défenseurs de

l'exclusivisme national qu'ils ne mettaient pas en cause le droit souverain des États de réglementer à leur gré soit les mouvements de leurs nationaux soit l'introduction des étrangers sur leur sol. Par contre, il fut concédé que cette matière si délicate des migrations devait être étudiée par le Bureau International du Travail. Il fut recommandé qu'en aucun cas le recrutement collectif des travailleurs dans un pays, en vue de leur emploi dans un autre, ne pût avoir lieu sans entente préalable entre les pays intéressés et consultation des groupements patronaux et ouvriers. Enfin, l'idée fut acceptée que, lorsque des travailleurs étrangers ont été admis légalement dans un pays donné, il est juste de leur concéder, tout au moins sur la base de la réciprocité, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière — notamment en ce qui concerne l'assurance contre le chômage — ainsi que le droit d'association.

Restait enfin, en matière de lutte contre le chômage proprement dit, le développement des institutions reconnues comme les plus efficaces : placement, assurance, meilleur aménagement des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique. L'organisation et l'assainissement du marché du travail national et international firent l'objet d'un projet de convention tendant d'une part à intensifier l'effort pour améliorer les statistiques du chômage, d'autre part à développer et à unifier les services publics de placement gratuit, le fonctionnement des divers services nationaux devant être coordonné par le Bureau International du Travail. En matière d'assurance, il fut recommandé à tous les adhérents d'organiser un système effectif d'indemnités soit selon la formule gantoise, soit d'après le modèle anglais. En matière de travaux publics, l'attention des différents gouvernements fut appelée, par une recommandation spéciale, sur l'intérêt qu'il y avait à coordonner l'exécution de ces travaux et à les réserver, autant que possible, pour les périodes de chômage ou pour les régions particulièrement affectées par ce phénomène.

IV

L'analyse qui précède, trop longue à notre gré et qui pourtant relate à peine l'essentiel des décisions prises par la Conférence Internationale du Travail, montre quels progrès l'organisme nouveau, institué par la partie XIII du Traité de Paix, permet de réaliser par rapport à ce qui existait avant la guerre. On connaît l'activité déployée, depuis 1900, par les techniciens de tous les pays en vue de favoriser et de hâter le nivellement international de la législation ouvrière. A côté de la grande Association Internationale pour la protection légale des travailleurs, dont le siège était à Bâle, d'autres groupements, tels que le Comité des Assurances sociales ou l'Association pour la Lutte contre le Chômage, multipliaient leurs efforts. Malgré cela, et faute d'un organisme officiel permanent, les seuls résultats positifs obtenus avaient été les deux conventions internationales de 1906 et de 1913, concernant le travail de nuit des femmes et des enfants, la durée du travail de ces deux catégories de salariés et l'interdiction d'employer le phosphore blanc dans la fabrication des allumettes; tableau presque dérisoire en comparaison de ce que l'humanité et l'intérêt bien entendu des nations occidentales, commandaient de réaliser d'urgence. Par le moyen de l'organisme nouveau l'on est à même d'aboutir chaque année à la rédaction de plusieurs projets de convention, de plusieurs recommandations, de plusieurs résolutions d'ordre intérieur débroussaillant petit à petit la forêt des injustices sociales. Ne méconnaissons pas, pourtant, la lenteur du progrès possible. Les mesures internationales qu'il est matériellement praticable d'examiner chaque année sont bien peu nombreuses comparées à toutes celles qu'on souhaiterait voir recommandées immédiatement. Dès cette première session, quantité de questions ont été proposées pour l'ordre du jour de la prochaine réunion qui, toutes, sont intéressantes et qui, par la force des choses, devront être réparties sur un grand nombre d'années. Arbitrage industriel, assurance contre la vieillesse et l'invalidité, vacances annuelles, éducation professionnelle

et générale, etc., ce sont là quelques-unes seulement des suggestions offertes par les différents délégués pour l'ordre du jour de la prochaine session. Or il est à craindre que le plus qu'on puisse faire dans le courant de l'année 1920 soit, d'une part, d'étudier la limitation des heures de travail dans les transports maritimes et dans la navigation intérieure; d'autre part, de rechercher une formule pour introduire cette même limitation dans les travaux agricoles[1].

Considérant comme franchie la première étape par laquelle s'établissent les projets de conventions ou les recommandations, la distance séparant les pays du but poursuivi reste, d'autre part, considérable. Au mieux, c'est un ou deux ans qui doivent s'écouler avant que les propositions de la Conférence soient suivies d'effets, et encore trouve-t-on beaucoup de praticiens pour déclarer qu'il sera à peu près impossible d'obtenir, dans le délai d'un an prévu par le Traité de Paix, l'approbation par les Parlements d'un nombre de conventions internationales allant jusqu'au chiffre considérable d'une demi-douzaine !

Sans doute, le Bureau International du Travail, dont l'organisation se poursuit activement, doit pousser à la roue. Chose particulièrement intéressante pour la France : le président du Conseil d'administration, chargé de donner l'impulsion à la fois au Bureau et à la Conférence plénière, et le directeur provisoire du Bureau sont deux Français : M. Arthur Fontaine et M. Albert Thomas. Sans aucun doute, ces deux bons serviteurs du progrès social feront l'impossible pour hâter la marche des choses, mais, dans chaque pays, les autorités constituées devront, elles aussi, être à la hauteur de leurs responsabilités. Aux Administrations nationales s'occupant des questions de travail, aux Conseils des ministres, aux Parlements incombent — à chacun en ce qui le concerne — des tâches et des obligations définies. Selon qu'ils feront preuve d'indifférence et d'inertie ou, au contraire, de zèle pour améliorer la condition des travailleurs, la Paix du

1. Aux dernières nouvelles, la perspective indiquée ci-dessus est encore trop optimiste. La seule session de la Conférence prévue pour 1920 est celle relative travail des marins. La question du travail agricole ne viendra qu'en 1921.

Monde — comme le dit si justement le Traité de Versailles — sera consolidée ou, au contraire, en péril. Dans chaque pays une œuvre immense d'éducation sociale et civique reste à accomplir. Tant vaudra le citoyen, l'électeur individuel responsable en dernier ressort des institutions nationales, tant vaudra l'Organisme International du Travail par lequel l'existence réelle de la Société des Nations vient de se manifester pour la première fois.

MAX LAZARD

Second délégué du Gouvernement français à la Conférence de Washington.

A PROPOS DE LA BESSARABIE

La place me manque pour répondre aux objections de fond que M. de Martonne a formulées contre ma lettre parue dans le numéro du 15 décembre de la *Revue de Paris*. Cependant, ayant été pris personnellement à partie, je me vois obligé de rétablir la vérité sur quelques points particuliers.

M. de Martonne, laissant sans réponse un grand nombre de *faits* cités par moi, se tourne contre ma personne pour me reprocher : 1° d'être un grand propriétaire foncier ; 2° de répandre des informations inexactes et 3° d'abuser de l'hospitalité que la France accorde aux réfugiés russes.

Il est exact que j'ai été grand propriétaire foncier en Bessarabie; mais si je voulais défendre mes intérêts personnels, comme l'insinue M. de Martonne, il aurait suffi que je prêtasse serment au roi de Roumanie : alors j'aurais été sûr de recevoir une indemnité. Quant à la Russie nouvelle, personne de nous n'est assez naïf pour croire qu'elle rende les terres aux « nobles » : nous ne sommes pas de ceux qui n'avons rien appris ni rien oublié.

Le reproche de répandre des informations erronées et de profiter de l'ignorance du public français — *sancta simplicitas !* — est surprenant. Ne pourrais-je pas retourner ce reproche contre M. de Martonne lui-même. Toute la question, en effet, est de savoir qui de nous deux dit la vérité? Le public pourra juger par lui-même.

Quant au troisième reproche de M. de Martonne, je ne conçois pas comment, en exposant la question bessarabienne (dans de nombreuses brochures, toutes signées d'ailleurs, contrairement à l'affirmation de M. de Martonne), j'ai pu abuser de l'hospitalité française. Je ne crois pas que la France soit mêlée, de quelque façon que ce soit, à la question bessarabienne.

D'autre part, je n'ai jamais ni dit ni pensé du mal de la France ; j'ai toujours trouvé tant de sympathie, pour la cause que je défends, chez les officiers français qui rentraient de Bessarabie

D'ailleurs, M. de Martonne se trompe en croyant que je suis un

réfugié. J'ai été envoyé, avec M. Schmidt, à la Conférence de la Paix. en qualité de délégué, par la population bessarabienne qui m'a élu par l'intermédiaire des Zemstvos (élus eux-mêmes au suffrage universel).

J'ai quitté la Bessarabie, pays qu'en vrai Bessarabien j'ai habité toute ma vie, en décembre 1918 (et non « il y a quelques années », comme l'affirme M. de Martonne). Je possède des mandats précis que je m'applique à remplir loyalement dans la mesure de mes forces : ces mandats m'enjoignent de demander aux Puissances de l'Entente un *plébiscite* pour la Bessarabie, sous la garantie d'une commission interalliée et après éloignement temporaire des Roumains.

Ce plébiscite montrera mieux que tous les arguments du monde, qui de nous deux — de M. de Martonne ou de moi — a raison.

ALEXANDRE KROUPENSKY

Délégué de la Bessarabie à la Conférence de la Paix.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

TABLE DU PREMIER VOLUME

Janvier-Février

LIVRAISON DU 1er JANVIER 1920

LIVRAISON DU 15 JANVIER 1920

LIVRAISON DU 1er FÉVRIER 1920

LIVRAISON DU 15 FÉVRIER 1920